

HX237.P37

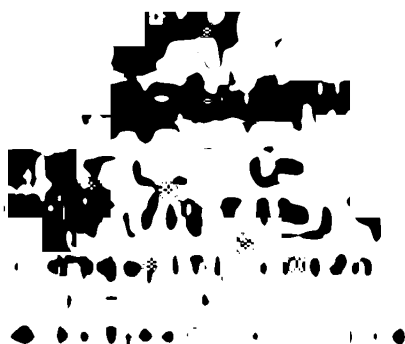
Partis communistes des pays lati
UNIVERSITY OF NEW BRUNSWICK LIBRARIES



3 9950 00325408 4







INTERNATIONAAL INSTITUUT VOOR
SOCIALE GESCHIEDENIS
AMSTERDAM

DIRECTEUR: J. R. VAN DER LEEUW

INSTITUT ZUR GESCHICHTE
DER ARBEITERBEWEGUNG
RUHR-UNIVERSITÄT BOCHUM

DIRECTEUR GÉRANT: PROF. DR. SIEGFRIED BAHNE

ARCHIVES DE JULES HUMBERT-DROZ

Ancien secrétaire de l'Internationale Communiste

ARCHIVES DE JULES HUMBERT-DROZ

II

LES PARTIS COMMUNISTES DES
PAYS LATINS ET L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE DANS LES ANNEÉS
1923-1927

Publié sous la direction de
SIEGFRIED BAHNE

Textes établis, annotés et préfacés par
Bernhard Bayerlein, Eugen
Kretschmann, et Reiner Tosstorff



D. REIDEL PUBLISHING COMPANY

DORDRECHT : HOLLAND / BOSTON : U.S.A.
LONDON : ENGLAND



Main entry under title:

Les Partis communistes des pays latins et l'Internationale
communiste dans les années 1923-1927.

(Archives de Jules Humbert-Droz; 2)

Chiefly French, some German, Italian, and Portuguese.

Documents from the personal archives of J. Humbert-Droz.

Bibliography: p.

Includes index.

1. Communism—Europe—History—Sources. 2. Communist parties—
Europe—History—Sources. 3. Communist International—History—Sources.
I. Humbert-Droz, Jules. II. Bahne, Siegfried. III. Series.

HX237.P37 324'.1 81-7370

ISBN 90-277-1241-7 AACR2

Published by D. Reidel Publishing Company,
P.O. Box 17, 3300 AA Dordrecht, Holland.

Sold and distributed in the U.S.A. and Canada
by Kluwer Boston Inc.,
190 Old Derby Street, Hingham, MA 02043, U.S.A.

In all other countries, sold and distributed
by Kluwer Academic Publishers Group,
P.O. Box 322, 3300 AH Dordrecht, Holland.

D. Reidel Publishing Company is a member of the Kluwer Group.

All Rights Reserved

Copyright © 1983 Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam
No part of the material protected by this copyright notice may be reproduced or
utilized in any form or by any means, electronic or mechanical,
including photocopying, recording or by any informational storage and
retrieval system, without written permission from the copyright owner

Printed in The Netherlands

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	vii
Abréviations	xxxviii
Table des documents	xli
Liste des appendices	xlix
Documents	i
Appendices	429
Bibliographie	510
Liste des membres des organes dirigeants des partis communistes français, italien, espagnol et portugais dans les années 1923-1927	525
Notes	531
Index	681

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

INTRODUCTION

Le présent volume contient 170 lettres et rapports des archives privées de Jules Humbert-Droz; outre les événements dans l'appareil du Comintern, il traite principalement du développement des partis communistes français, italien et portugais, et accessoirement de celui des partis espagnol, allemand, belge, norvégien, russe, suédois, suisse et tchécoslovaque.

En plus de sa fonction de délégué du Comité exécutif de l'Internationale Communiste (C.E. de l'I.C.) auprès du P.C.F., Humbert-Droz fut chargé en 1923 de missions particulières en Italie (Congrès du P.S.I., avril), en Espagne (Second Congrès du P.C.E. en juillet), au Portugal (préparation et réalisation du Premier Congrès du P.C.P. en août et novembre) et en Suisse.¹ Spécialiste de la "résolution" des crises de parti, souvent résultant des discussions internes russes, il fut en 1924 principalement actif en Italie. A partir du Cinquième Congrès de l'I.C., où il dirigeait une Commission hollandaise en qualité de délégué du P.C. portugais (!), il appartient au Secrétariat latin du C.E. de l'I.C. dont il fut – à partir de 1922 – l'un des secrétaires. Il entra également dans le service de la "Petite Commission," responsable du soutien technique, financier et de l'organisation des sections. En tant que Président du Secrétariat latin, il fut chargé de nombreuses missions à l'étranger: ainsi en Hollande (Congrès du parti, avril 1925), en Norvège (Second Congrès du parti, mai – juin 1925), en Italie ("crise Bordiga," juillet 1925, préparation du Troisième Congrès du parti, janvier 1926), en Belgique (Quatrième Congrès du P.C.B., 1926), en France (Préparation et réalisation du Cinquième Congrès du P.C.F., juin 1926). A nouveau envoyé en Italie en octobre 1926 pour empêcher le "basculement" du P.C.I. vers le "trotskysme", il remplaça Togliatti dans la Commission syndicale du C.E. de l'I.C. après le Septième Plénum (novembre – décembre 1926). Il participa, d'une manière décisive, au cours de l'année 1927, la plupart du temps de Moscou, à la réorientation de la politique du P.C.F. et ce en

tant que membre d'une Commission française nouvellement fondée. Délégué à Berlin après le Huitième Plénum pour donner son appui à Manuil'skij dans le nouveau Bureau de l'Europe occidentale de l'I.C. (W.E.B.), en mai 1927, il intervint, à partir de là, entre autres en Belgique (octobre) et en France (octobre – novembre 1927). Après un emprisonnement de trois mois à la Santé de Paris, conséquence, d'après Humbert-Droz lui-même, de la dénonciation de Doriot, il est traité d' "opportuniste" par Staline et victime de l'éviction progressive des 'Bucharinistes'. Il est écarté définitivement du Présidium et du Secrétariat du C.E. de l'I.C., lors du Dixième Plénum en juillet 1929. Il reste cependant au service de l'appareil du Comintern avec des tâches secondaires jusqu'en 1931.

Dans cette introduction, dont la tâche ne saurait être de faire l'histoire de l'I.C., nous nous contenterons de placer les documents du présent tome dans le contexte de l'évolution des sections française, italienne, espagnole et portugaise de l'I.C., ainsi que de l'Internationale Syndicale Rouge.

De sa fondation au congrès de Tours (décembre 1920) jusqu' à la fin de 1922, le P.C. français traversa une phase de discussions incessantes principalement entre une aile social-démocrate (Frossard, Cachin) et une aile "internationaliste" née de la lutte pour le "Comité pour la Troisième Internationale" (Rosmer, Souvarine, Treint). Les documents publiés dans le tome I des Archives attestent que la gauche fidèle au Comintern s'était certes imposée, à la suite du Quatrième Congrès mondial de l'I.C., après la démission de Frossard au début de 1923. L. Trockij, responsable pour la France auprès du C.E. de l'I.C., parla d'un nouveau départ, mais l'unité nouvellement conquise s'avérait cependant extrêmement fragile.²

Outre les différends d'ordre interne, l'année 1923 vit un affrontement sérieux entre Albert Treint – avec Louis Sellier nouveau secrétaire du parti – et Boris Souvarine, leader de l'aile gauche, dont l'objet principal était l'application d'une forme française de la tactique de front unique, celle du "Bloc ouvrier et paysan". L'aggravation de la situation internationale, particulièrement l'occupation française de la Ruhr, devait mettre le parti à l'épreuve. La situation en Allemagne exigea une intensification, par le C.E. de l'I.C., de l'action antimilitariste et de l'agitation internationaliste jugées insuffisantes (cf. AHD I, doc. 159). La coopération étroite avec le P.C. allemand était qualifiée d'insuffisante par Humbert-Droz (cf. doc. 178), même lorsque, à l'automne de

cette année, la préparation et la défense de la révolution imminente en Allemagne étaient au premier plan des activités du P.C.F. (cf. docs. 180, 181 et 184). Le parti français critiquait l'orientation dite "Schlageter" retenue pour un temps par la direction du P.C. allemand (cf. docs. 174 et 180). Des rapports de Humbert-Droz sur le succès de l'agitation (cf. doc. 187) firent place, à la fin d'octobre, à des estimations plus pessimistes de la situation en France reflétant une incertitude répandue dans tout le Comintern sur la situation en Allemagne (cf. doc. 197). Le caractère définitif et la véritable portée de l'abandon, sans lutte, de l'"octobre allemand"³ par la Centrale du P.C. et par les responsables de l'I.C. ne furent guère enregistrés par Humbert-Droz. Il parla, début décembre, de l'effondrement de la campagne en France (cf. doc. 199) estimant que la révolution en Allemagne n'est que reportée.

Lorsque Treint était le secrétaire du parti, eurent lieu d'après discussions sur l'état de l'organisation interne; Humbert-Droz fait état de l'absence de toute discussion ouverte et fait remarquer la diminution du nombre d'adhérents (cf. AHD I, docs. 156, 159 et 160). A Treint, il reproche son attitude bureaucratique et autoritaire et le considère comme principal responsable de cette situation. Dès l'été 1923, il demande son remplacement (cf. docs. 178, 184, 187, 188). Les lettres de protestation de deux responsables de la Fédération lyonnaise du parti dirigées contre les méthodes bureaucratiques d'un des délégués régionaux nommés par Treint illustrent bien cette critique (cf. docs. 201, 205, 207). Au Troisième Congrès du parti (20.-23. 1. 1924), se manifesta une vaste opposition contre Treint qui dut certes abandonner une partie de ses responsabilités, mais ne fut pas remplacé. Humbert-Droz – quant à lui – voyait en Alfred Rosmer la seule alternative (cf. doc. 208).

A la suite du non-avènement de l'"octobre allemand", dont les organes directeurs de l'I.C. ne furent pas tenus pour responsables, fut prise, en janvier 1924, juste après la mort de Lénine, la décision de la "bolchévisation" des P.C. La lutte contre le "Cours nouveau" de Trockij débuta.⁴ Au niveau de l'organisation, ceci signifiait un rattachement renforcé des autres partis communistes au parti russe, une uniformisation et une unification des sections, en déplaçant le centre d'intérêt sur la restructuration des cellules en cellules d'entreprises, bref une diminution de la démocratie interne du parti et un "changement" de direction; sur le plan politique eut lieu un virage abrupt à gauche dont l'arrière-plan était constitué par l'analyse d'une ac-

centuation de la crise du capitalisme, analyse attestée et rendue obligatoire pour toutes les sections par le Cinquième Congrès mondial de l'I.C. (juin-juillet 1924);⁵ sa critique de l'analyse et sa tactique valent à Trockij le reproche d'une position opportuniste "de droite". La lutte contre le "trotskysme" au nom du "léninisme" demeurée sous-jacente jusqu'à l'automne 1924 constitue de plus en plus ouvertement le centre des activités des sections, la libre discussion au sein des sections étant graduellement abolie au profit des appareils des partis.

La véritable phase de "bolchévisation" du P.C.F. (fin 1924-début 1927) n'est guère documentée dans les Archives: Humbert-Droz est envoyé au début de 1924 en Italie en tant que délégué de l'I.C. A partir de la fin de l'année, il reprend ses activités dans le Secrétariat du C.E. de l'I.C. à Moscou.

La discussion russe n'eut d'abord pas d'écho direct dans le P.C. français, même si les idées de Trockij furent accueillies avec une certaine sympathie par Rosmer et Souvarine, dont la résolution relative à la question russe adoptée par le Comité directeur en janvier 1924 subordonnait toute décision définitive à une information exacte sur les événements en Russie (Appendice, doc. 1B). Treint cependant, devenu progressivement le représentant français de la Troïka (Zinov'ev, Kamenev, Stalin), déclencha une campagne contre la "droite", c'est à dire contre les partisans déclarés ou supposés de Trockij (Appendice, doc. 1C). En mars, Souvarine fut démis de ses fonctions de rédacteur du B.C. et envoyé à Moscou entre autres à cause de la publication de "Cours nouveau" de Trockij. Fin mars, lors d'une réunion commune des directions du P.C.F. et de la C.G.T.U., le Comintern était représenté par Manuil'skij, l'opposition russe fut définitivement condamnée; la "bolchévisation" fut reconnue ligne directrice des activités du parti (Appendice, docs. 1D, 1E, 2, 3).

Lors des élections du 11.5.1924, le parti ne put réaliser une percée définitive. La formation d'un "Bloc ouvrier et paysan" avait été soutenue, mais était restée isolée face au "Cartel des gauches" des socialistes et radicaux d'autant plus que la ligne 'gauchisante' avait pour effet de sous-estimer l'influence réelle, encore considérable de la S.F.I.O. Malgré l'échec de Souvarine la décision dans le P.C. français n'était pas encore prise; Rosmer, Monatte et quelques autres cadres démissionnèrent en signe de protestation. C'est lors du Cinquième Congrès (17.6.-8.7.1924) que la nouvelle ligne de "bolchévisation" est adoptée et généralisée, Treint obtenant l'exclusion de Souvarine (cf. Ap-

pendice, doc. 4). Une lettre non publiée du C.E. de l'I.C. aux membres du P.C.F. approuva la décision qu'elle justifiait par des raisons d'ordre disciplinaire (cf. doc. 274). Par la suite, la campagne contre la "droite" s'accrut, Rosmer et Monatte, tous deux membres de la vieille opposition antiguerre syndicaliste-révolutionnaire et liés personnellement à Trockij, répondirent le 22.10.1924 par une lettre ouverte.⁶ Ils furent exclus par une décision de la Conférence nationale du 5.12. sans discussion au sein du parti.

La "bolchévisation" forcée à partir de 1924, entraîna en premier lieu une prépondérance incontestée de l'appareil du parti. Bureaucratization et implantation d'un corps de fonctionnaires furent menées à l'aide de la prolétarianisation du parti; cependant, la fondation en grand nombre de cellules d'entreprise échoua. Sur le plan idéologique, on accéléra la "bolchévisation" par la création d'une école centrale du parti pour la formation de cadres à Bobigny.⁷ Le Quatrième Congrès du parti (Clichy 17.-21.1.1925), connu sous le nom de "congrès de la bolchévisation", ne mit pas fin à la crise. L'opposition formée derrière Lorient adressa au C.E. de l'I.C. une lettre signée par 250 membres qui critiquaient la ligne politique du parti, les méthodes du Comité central, de son secrétariat omnipotent ainsi que les conséquences de la "bolchévisation".⁸ La restructuration de l'organisation instaura un vide que ni les discussions des conférences spéciales du C.E. de l'I.C., ni le Cinquième Plénum, ni l'adoption de nouveaux statuts du parti ne purent combler.

Parmi les activités du parti les plus réussies sur le plan de l'agitation en 1925-26, il faut compter une campagne largement menée contre l'intervention franco-espagnole au Maroc, en faveur de l'auto-détermination du pays et du mouvement d'indépendance d'Abd-el-Krim, au cours de laquelle les Jeunesses Communistes se distinguèrent particulièrement. Utilisant le cadre non seulement parlementaire mais encore syndical et antimilitariste, cette campagne trouva certes un large écho.⁹ Cependant la politique "de gauche" par rapport au front commun empêcha l'intégration de larges masses appartenant à la S.F.I.O. et à la C.G.T. La "politique du status quo" du cartel des gauches resta inébranlée bien que des appels adressés globalement aux organisations socialistes emmenèrent certains succès partiels (congrès ouvrier et paysan de la région parisienne, juillet 1925). La grève générale du 12.10.1925 ne fut qu'un demi-succès. L'attitude plus conciliante à l'égard des organisations traditionnelles réformistes vers la fin de 1925 annonça un nouveau changement de la tactique du Comintern

reflétant le développement interne de l'U.R.S.S.: la rupture de la Troïka Zinov'ev-Kamenev-Stalin et son remplacement par le "pacte à durée limitée" entre Stalin et Bucharin lors du Quatorzième Congrès du P.C. russe en décembre 1925.

Dans le cadre du nouveau tournant à "droite" décidé sous la forme d'une lettre ouverte à la Conférence extraordinaire du parti (1-2, 12, 1925) on n'excluait plus, comme le constatait amèrement l'opposition qualifiée alors de gauche, des pourparlers avec les socialistes "de la base au sommet". Les dirigeants du parti liés à Zinov'ev (Treint, S. Girault) furent désavoués et remplacés par Sémard, Cachin et Doriot.

La discussion française au cours du Sixième Plénum du C.E. de l'I.C. fit une large place aux "erreurs ultragauches" de la période précédente les imputant à la seule direction du parti et non aux organes directeurs de l'I.C., une méthode politique caractéristique de son développement postérieur.¹⁰ Lors du Cinquième congrès du parti (Lille 20-26 juin 1926) où Humbert-Droz représentait l'I.C., S. Girault et Treint (désormais joint à "l'opposition unifiée") ne furent pas réélus au Bureau Politique.

À l'occasion des élections partielles de mars 1926, le parti obtint, grâce au soutien des socialistes et des radicaux, un siège parisien détenu encore en 1924 par un candidat du Bloc National, expression concrète du nouveau cours de droite du P.C.F. Pour les élections sénatoriales du département de la Seine (printemps 1927) fut formée une liste commune avec la S.F.I.O. incluant un candidat républicain socialiste et un radical. La nouvelle tactique électorale, incluant aussi dans une certaine mesure les partis bourgeois et visant une intégration du P.C.F. dans le cartel des gauches,¹¹ incita le C.E. de l'I.C., sur la base des rapports de son nouveau délégué Petrovskij, à former une Commission française dans laquelle Humbert-Droz, fortement attaqué par le Secrétariat du P.C.F., devint le principal critique de la nouvelle ligne (cf. docs. 312-313). Les lettres de Crémet de cette période relatent un état lamentable de l'organisation du parti et l'entrave à toute discussion par la bureaucratie (cf. docs. 314, 316, et 318): ainsi n'était pas évoquée la question russe qui, lors du Septième Plénum du C.E. de l'I.C., avait son point culminant avec l'exclusion de Trockij et de Zinov'ev.¹² À l'initiative de Jules Humbert-Droz, la Commission, dans une lettre ouverte, exigea la condamnation de l'"électoratisme" français et le refus strict de toute coopération avec la S.F.I.O. au profit d'une intensification du travail dans les entreprises (cf. Appendice no. 5 et doc. 327).

Trois facteurs expliquèrent la correction de l'orientation du P.C.F. : la dégénérescence vers la droite redoutée par le C.E. de l'I.C., l'aggravation du différend anglo-russe et les éléments de politique intérieure. Ce tournant devait se parachever début 1928 avec la formule "classe contre classe". Le célèbre discours du ministre de l'Intérieur radical, Sarraut, à Constantine le 22.4.1927 ("Le Communisme, voilà l'ennemi") annonça une vague de répression entraînant l'arrestation de nombreux cadres et la tentative du gouvernement de lever l'immunité de quelques députés communistes. La réaction du parti ne fut pas homogène. Tandis qu'une partie des inculpés acceptait sans résistance des peines bénéficiant du "régime politique", attitude que Togliatti jugeait scandaleuse et unique dans les annales du mouvement communiste (cf. doc. 322), d'autres tentaient de se réfugier dans la clandestinité et de bafouer "la légalité bourgeoise". En vue des élections de 1928, le droit électoral fut modifié avec l'intention de défavoriser le P.C.F. Une telle évolution accentua le problème de la tactique électorale d'autant plus que les socialistes avaient signalé dès avril 1927 leur intention de marcher avec les radicaux.¹³ Malgré les exigences d'un groupe parisien d'opposition, représenté aussi dans les Jeunesses communistes, ceci dès l'été 1927, la direction du parti maintenait son opposition à toute réorientation : trois membres seulement du Bureau politique s'étaient élevés jusqu'alors ouvertement contre la réaction du parti face aux arrestations. L'incertitude régnait sur l'attitude lors du second tour des élections.

Dans une nouvelle lettre de septembre 1927, la direction de l'I.C. prôna pour la première fois explicitement la solution "classe contre classe" contre le cartel des gauches. D'abord, la nouvelle orientation formulée par Humbert-Droz, correspondait largement à la tactique du "Bloc ouvrier et paysan" souhaitée par Trockij en 1922-23. Ainsi, on demanda à la S.F.I.O. de rompre avec les radicaux et de faire cause commune avec le P.C.F., la C.G.T.U., la C.G.T. et diverses organisations de petits paysans. Mais le virage à gauche concomitant de l'I.C. lors de la "troisième période" mettait fin à l'intention initiale d'Humbert-Droz qui était de suspendre le combat contre les socialistes au profit de l'action commune. Depuis le Sixième Congrès mondial, le "Bloc ouvrier et paysan" était considéré comme instrument de lutte directe contre les socialistes.¹⁴

Lors d'une réunion du Comité central les 9 et 10 novembre - Humbert-Droz était venu à Paris pour la préparer, mais avait été

arrêté (cf. docs. 329 et 331) – on rédigea une lettre ouverte à tous les membres du parti concernant la nouvelle ligne imposée malgré la résistance, surtout de la région nord, et ratifiée par le Neuvième Plénum du C.E. de l'I.C. en février 1928. Cependant en raison du nouveau tournant à gauche et du fait que la S.F.I.O. maintenait son alliance avec les radicaux un succès ne pouvait avoir lieu. Les résultats électoraux montrent une stagnation par rapport à 1924 (1 064 000 voix = 11.3% contre 875 000 voix = environ 10 %). Le nombre des membres était en baisse constante depuis 1922. Il descendit de 83 000 (1925) à 65 000 (1926); 56 000 (1927); 52 000 (1928); et 35 000 (1929). Dans une phase montante de mouvements de grève, la C.G.T.U. perdit de 1926 à 1928 100 000 de ses 475 000 membres initiaux.¹⁵ La tendance négative s'amplifia encore au cours de la période de la lutte contre le "socialfascisme". La tendance ne se renversa qu'à partir de 1936 avec le front populaire.

Une partie des documents italiens du présent volume traite de "l'inter règne" des années 1923-24 dans le P.C.I., caractérisé par le remplacement progressif et contradictoire de la prédominance de Bordiga et des positions "d'extrême gauche" par un nouveau groupe de direction, le "centre", sous l'impulsion de Gramsci. Les documents éclairent les différents éléments de ce développement et leur action conjuguée: les relations entre le P.C.I. et le C.E. de l'I.C., l'influence de la discussion russe sur le parti italien, le changement de la situation politique en Italie après la prise du pouvoir par le fascisme (marche sur Rome en octobre 1922) et pendant la première phase de la résistance "constitutionnelle", les divergences entre les différents groupes du parti pour la direction et la reconnaissance de leurs positions par l'I.C. Après le Quatrième Congrès mondial de l'I.C., seule la minorité "de droite" autour de Tasca s'était déclarée favorable aux décisions de l'I.C. sur le front unique et la fusion avec le P.S.I. C'est seulement à partir de la fin de 1923 qu'apparurent des divergences entre Gramsci et Bordiga qui se retira en signe de protestation de tout travail de direction au sein du P.C.I. La mission d'Humbert-Droz coïncida à cette phase de clarification.¹⁶ Malgré une forte opposition de Bordiga qui évoqua le danger de la liquidation et de la destruction du parti par l'I.C. et qui concevait le parti comme une avant-garde de gauche en lutte contre les dangers "de droite," une nouvelle composition du Comité exécutif se décida à la suite des discussions du Troisième Plénum du C.E. de l'I.C. en juin 1923 en incluant deux représentants "de la

droite” (Tasca et Vota) et trois du groupe majoritaire. Tandis que Gramsci, Terracini et Togliatti restaient solidaires de Bordiga sur les questions essentielles, l’Internationale communiste, pour la première fois dans son histoire, installa une nouvelle équipe dirigeante contre la volonté déclarée de la majorité d’un de ses partis membres.¹⁷ Au début, Gramsci, représentant du P.C.I. à Moscou, incita les autres membres de la délégation italienne, uniquement pour des raisons tactiques, à refuser l’appel de Bordiga au boycottage du Comité exécutif. C’est à partir de l’automne 1923 qu’il s’opposa plus fortement à Bordiga qui avait en octobre, après son acquittement lors du premier procès contre les communistes, demandé à tous les membres du parti par voie d’une lettre, de revenir aux vieilles positions des “thèses de Rome”. A cette occasion, une grande partie du groupe majoritaire prit pour la première fois ouvertement position contre Bordiga. Par une série de lettres, Gramsci avait réussi à convaincre Terracini, Togliatti, Scoccimarro et finalement aussi Leonetti, Gennari, Tresso et Camilla Ravera, tous vieux militants du temps de “Ordine Nuovo” à Turin, de ne pas signer les thèses de Bordiga. Jusqu’à son retour à Rome en mai 1924, il s’efforça de consolider ce groupe “du centre”.¹⁸

Face au P.S.I., la direction du P.C.I. suivit une ligne dure n’acceptant qu’une adhésion immédiate et individuelle des sympathisants de l’I.C., des “terzini” (Serrati/Maffi). Fin 1923 la direction de l’I.C. avait abandonné l’espoir de gagner le P.S.I. en tant que parti : les leaders des “terzini” avaient été exclus après le Troisième Plénum du C.E. de l’I.C., les pourparlers entre Nenni/Vella et les représentants de l’I.C. avaient été rompus en août. Au début de 1924, sous la pression de Humbert-Droz, le C.E. de l’I.C. modifia à nouveau son cours en propageant la lutte des “terzini” au sein du P.S.I. et retint comme objectif à moyen terme une alliance entre les deux partis. Les plans de Humbert-Droz, soutenus seulement par Tasca et les “terzini” eux-mêmes, échouèrent d’une part à cause du refus de la direction du P.S.I. et de sa lutte sans compromis contre les terzini, et d’autre part, à cause d’une politique souvent ambiguë et contradictoire de l’I.C..¹⁹ A l’occasion des élections de mai 1924, avait été conclue une alliance entre les “terzini” et le P.C.I. contre le P.S.I. et le P.S.U. Ces derniers ayant refusé les offres peu sincères du P.C.I. d’un front unique. Les résultats du vote furent néanmoins un succès pour le parti.

Provisoirement le point culminant de la discussion interne fut atteint lors de la Conférence consultative de Côme (mai 1924). Chacune

des trois tendances défendait sa thèse, le centre étant représenté pour la première fois par Gramsci. Ce dernier obtint la majorité dans le C.C., mais la réalisation de sa ligne politique se heurta à la résistance des cadres moyens de l'appareil regroupés derrière Bordiga.²⁰ Le changement d'orientation de l'I.C. provoqua une consolidation du groupe du centre. Ceci aggrava la situation de la fraction "de droite" de Tasca, seule fidèle à l'I.C. Le virage à gauche dans le contexte de "bolchévisation" décrétée à partir de 1924, signifia un nouveau rapprochement aux positions traditionnelles du parti italien dont le groupe du centre ne s'était – à Côme – éloigné que de quelques degrés.

Le problème de l'attitude à adopter vis à vis du P.S.I. fut réglé définitivement par les décisions du Cinquième Congrès mondial de l'I.C. et par le développement dans le pays. Après la clôture de l'accord électoral avec le P.C.I., la fraction "terzinternationaliste" de Serrati/Maffi, fut exclue du P.S.I. et rejoignit, au mois d'août, le P.C. officiellement. Sur une nouvelle base politique, le Cinquième Congrès mondial avait ainsi comblé le fossé traditionnel entre l'I.C. et le P.C.I. Le centre autour de Gramsci, élu secrétaire général en septembre, représentait maintenant la majorité face au groupe Tasca et aux "terzini". La crise du régime de Mussolini qui éclata pendant le Cinquième Congrès mondial, à la suite de l'attentat fasciste contre Matteotti, provoqua un élargissement de la base pour le centre. Le P.C.I. put profiter de la protestation commune des partis d'opposition pour élargir sa marge de manoeuvre politique et ce par l'agitation parmi les petits paysans et les ouvriers agricoles dans le Mezzogiorno, par le renforcement des cellules d'entreprise, par la campagne pour un "anti-parlement," etc. Après une légère chute à partir de 1923 les effectifs du parti remontèrent jusqu'à la fin de cette même année (1924) atteignant 25 000. Sur le plan local et régional, ce fut la mise en place d'un appareil illégal qui s'effectua à cette époque.²¹

A la suite de son attitude de boycottage envers la direction et de son abstention sur les questions d'actualité politique, la gauche de Bordiga tomba visiblement dans l'isolation politique. Dans l'intention d'empêcher des liens entre Bordiga et l'opposition russe de gauche, Zinov'ev essaya de le rallier par le biais d'un poste de vice-président lors du Cinquième Congrès mondial l'I.C. Mais Bordiga maintint son attitude intransigeante. L'élimination de l'opposition russe commença certes à se répercuter sur le parti italien, mais ce dernier qui avait en Gramsci un dirigeant né et un théoricien d'envergure, capable de conduire un

programme adapté aux conditions spécifiques de la nation italienne, réussit à sauvegarder une certaine autonomie, du moins dans une première phase jusqu'en 1926.²² Aussi longtemps que la lutte dans le parti russe ne fut pas décidée, le P.C.I. maintint des positions de fond 'de gauche' pendant la période de constantes fluctuations du parti russe entre 1924 et 1928, et ce même après qu'ait eu lieu le tournant à droite représenté par la thèse de la stabilisation relative du capitalisme en mars 1925. Tandis que l'attitude officielle des partis communistes allemand et français, d'abord face à la question allemande, ensuite au problème "russe", suscita un changement de direction, cette discussion n'eut que des effets indirects sur le P.C.I. A Côme, en mai 1924, les aspects de fond du problème russe furent à peine débattus. Du cas Trockij on ne retint que l'aspect disciplinaire l'assimilant par là à celui de Bordiga, un procédé, qui laissait présager les futures méthodes de discussion interne du parti. Après la parution des "Leçons d'octobre" de Trockij, Bordiga se prononça pour l'opposition russe de gauche. Le "trotskysme" devint alors un sujet important à l'intérieur du parti italien, mais sous l'aspect de la lutte contre le Bordigisme. Ainsi le problème de la discipline comme condition de la "bolchévisation", fut au centre d'une session du Comité central en février 1925. Lors du Troisième Congrès du P.C.I. (novembre 1926) à Lyon, les rapports de force au sein du parti étaient complètement renversés: la "droite" de Tasca était "assimilée", la "gauche" était éliminée après la tentative fractionnelle de la fondation d'un "Comitato d'Intesa", en juin 1925, qui avait été repoussée par l'I.C. et par la direction du parti; certains de ses dirigeants, tel Grieco en 1925, avaient rallié le groupe dirigeant qui contrôlait alors la quasi-totalité du parti.²³

Ainsi avait été tracée la poursuite d'une orientation de gauche excluant tout front commun contre le fascisme avec les organisations socialistes. Cette ligne reposait sur une analyse optimiste de la situation italienne et internationale, ne correspondant nullement à la réalité, le fascisme étant considéré comme une brève transition vers l'avènement de la dictature du prolétariat. La vague d'arrestations de la fin 1926 empêcha l'amorce de la discussion critique de fond sur la 'question russe' au sein du parti italien. Peu avant son arrestation en novembre 1926, Gramsci, dans une lettre au C.C. du parti russe, mit celui-ci en garde, dans des termes à peine voilés, contre le danger que constituait selon lui l'abandon de la perspective internationaliste, en reprenant du moins indirectement les critiques de l'opposition de gauche à son

compte. Humbert-Droz, envoyé sur ce fait en Italie, et Togliatti obtinrent néanmoins, lors d'une session non complète du Comité central le 31.10. et le 1.11.1926, une condamnation bien que faible de l'opposition russe par les représentants italiens.²⁴ Au Septième Plénum du C.E. de l'I.C. (novembre 1926), Togliatti se montra un des plus ardents défenseurs de la politique de Stalin-Bucharin. En ce qui concerne l'analyse de la situation italienne, la ligne offensive à outrance dans la perspective d'un soulèvement révolutionnaire imminent contre le fascisme fut maintenue, à laquelle correspondait au niveau tactique un programme d'action et de propagande ouverte, surtout dans les entreprises. Cette orientation basée selon Togliatti (au début de 1928) sur une sous-estimation totale de la consolidation fasciste eut, devant le commencement d'une vague de répression renforcée en 1927 (lois d'exception, tribunaux extraordinaires), des répercussions désastreuses sur le parti qui, au milieu de l'année, devait déplorer 2500 membres incarcérés. Les actions à découvert du parti facilitèrent souvent les mesures impitoyables du système policier et d'indicateurs perfectionné par Mussolini.

A mentionner parmi les problèmes discutés le mot d'ordre émis à partir du mois d'avril 1927 et violemment combattu par les organisations de jeunesse de "gauche" (Luigi Longo), à savoir celui de l'"Assemblea repubblicana sulla base dei comitati operai e contadini," celui de l'éventualité d'une campagne internationale de boycottage de l'Italie fasciste – point de vue refusé par Moscou –, comme celui de la tactique syndicale à suivre après que la C.G.L. avait été dissolue par ses anciens dirigeants réformistes. Cette dernière mesure s'était avérée nécessaire selon eux, par suite des nouvelles réalités créées par le fascisme (sous forme de syndicats corporatistes). Partant d'une conférence du parti, organisée en février 1927, soutenue par Togliatti et Humbert-Droz contre le point de vue de Lozovskij, le P.C.I. essaya alors de contrôler la reconstruction de la centrale syndicale. Tout comme déjà le tournant vers la nouvelle orientation de l'I.C. en 1924-25, le tournant vers une politique "ultra-gauche" de la "troisième période", en Italie, eut lieu relativement tard comparé aux autres sections du Comintern. La "svolta", accompagnée des exclusions de Pietro Tresso, Paolo Ravazzoli, Alfonso Leonetti et Ignazio Silone n'eut lieu qu'en juin/juillet 1930.²⁵

Pour ce qui est de l'Espagne, l'intervention de Humbert-Droz lors du Second Congrès du P.C.E. fut sa dernière mission pratique dans ce

pays jusqu'en 1931. Le Congrès mettant fin d'abord aux violents conflits entre les fractions qui caractérisèrent les premières années du parti, – conflits auxquels se rapportent les documents publiés au tome I des Archives Humbert-Droz – achève en même temps le premier chapitre de l'histoire du parti.²⁶

La situation politique fut marquée pendant la phase suivante par la dictature de Primo de Rivera (septembre 1923-janvier 1930) et, en ce qui concerne le développement du mouvement ouvrier espagnol, par une prépondérance absolue et continue du mouvement socialiste (U.G.T. et P.S.O.E.) et anarcho-syndicaliste (C.N.T.).

Le développement interne de l'I.C. tel que l'essai de "bolchévisation" du P.C.E. ayant pour conséquence le refoulement du facteur authentiquement "national" et la liquidation de toute possibilité de discussion libre sur la base des nouvelles dispositions de la ligne politique caractérisèrent une phase de décadence d'un parti – numériquement faible –. Quoiqu'il en soit la crise reprit en se perpétuant à travers l'autre phase, celle de la période républicaine (1931-1936), un redressement n'eut lieu qu'en 1936/37, mais dans des conditions générales différentes et une optique du parti entièrement changée. L'unité du parti, saluée et rétablie lors du Second Congrès par toutes les fractions, s'effondra de nouveau en 1924.

La forte répression qui suivit l'arrivée de Primo de Rivera et de sa dictature, renforcée à partir de décembre 1923, frappa un parti absolument pas préparé, et les conditions de l'illégalité renforcèrent la crise à la base de laquelle se trouvaient des facteurs politiques. Les analyses théoriques montrent que la dictature fut considérée comme une étape éphémère. Il ne s'établit aucune action commune de résistance des organisations des travailleurs espagnols. Les offres de front unique du P.C.E. à la C.N.T. et aux P.S.O.E./U.G.T., sous la forme de la création d'un comité d'action, se heurtèrent à un refus. Une grève de protestation menée par le P.C.E. à Bilbao échoua tout comme un mois auparavant la tentative d'organiser à l'aide de moyens extrêmes, même terroristes, un soulèvement contre la guerre coloniale au Maroc, par le biais d'actions de grève au pays basque et de la révolte d'un régiment basque lors de son embarquement à Málaga.

Les arrestations de nombreux militants du Comité central de décembre 1923, le passage de quelques dirigeants à l'U.G.T./P.S.O.E., l'émigration contrainte de quelques cadres importants – Trilla, L. Portela et Gorkin forment un groupe à Paris – contribuèrent à la

réapparition des contradictions internes.²⁷ Des activités continues ne furent maintenues qu'en Catalogne sous l'impulsion de la *Federación Comunista Catalano-Balear* (F.C.C.B.), des *Comités Sindicalistas – Revolucionarios* (C.S.R.) et par l'édition de l'organe *La Antorcha* à Madrid. D'après son rédacteur principal, Juan Andrade, la situation précaire semblait avoir décidé le C.E. de l'I.C. à nommer A. Nin nouveau Secrétaire général. Se rendant à Paris pour discuter les projets de soutien d'un soulèvement projeté par les nationalistes Catalans (Macià), il fut arrêté et expulsé de nouveau en U.R.S.S..²⁸

Sur le plan syndical, il fallut accepter des pertes décisives dans les Asturies comme au Pays basque. On peut, par contre, mentionner comme succès l'adhésion en 1925 des C.S.R. de tendance bolchéviste à la Fédération Catalane (F.C.C.B.) qui devint alors une force importante du parti. Après que les divergences avec la majorité anarcho-sindicaliste de la *Confederación Nacional del Trabajo* (C.N.T.) furent devenues irréversibles, les C.S.R. derrière Maurin, H. Arlandis (Valence) et Nin travaillèrent à sa restructuration et créèrent fin 1922 leur propre organe *La Batalla*. L'adhésion officielle eut lieu lors du Cinquième Congrès mondial de l'I.C. au cours duquel Zinov'ev dressa en présence de la forte délégation espagnole un bilan très optimiste du parti;²⁹ par contre, d'après un communiqué officiel postérieur du C.C., l'ancien Comité central (restreint) se serait déjà opposé aux décisions de l'I.C. en novembre de cette même année et aurait "déserté". En effet, ce fut *La Antorcha* qui évoqua à la fin de 1924 une nouvelle vague de répression en publiant des commentaires autocritiques selon lesquels le parti, réduit à moins de 1000 membres, soit disant dépourvu d'une direction, aurait échoué pendant deux années et demies.³⁰

En fait, c'était, après un séjour à Moscou de José Bullejos, qu'une Conférence du parti (novembre 1924) avait élu une nouvelle direction, après la démission collective du Comité central en signe de protestation contre les directives pour une campagne anti-coloniale imposée par l'I.C. et son délégué du moment Doriot. Après quelques tentatives de réorganisation en Catalogne, cette dernière (Maurin, Sastre, Canet) fut arrêtée à son tour. Peu de temps après, au début de 1925, O. Pérez Solís, chargé de la réorganisation, subit le même sort. Avec R. Merino Gracia, deuxième figure traditionnelle du mouvement communiste en Espagne il quitta le parti.³¹ Ces événements sont à mettre en rapport avec l'amorçement de la "bolchévisation" au début de 1925, cette dernière perpétuant une crise, dont les rapports officiels de l'I.C. ne

parlent nullement. Avec une campagne contre le trotskysme ouverte à partir de février/mars 1925 s'ensuivit, après l'exclusion de l'ancienne direction Cinquième Plénium (mars – avril 1925), la décision de transférer les instances directrices du parti en France, sous l'égide de Bullejos.³² La Conférence régionale d'Ivry en mai 1925 confirma la nouvelle direction. A. Nin fut écarté en raison de ses sympathies “trotskystes” malgré son démenti public; ce fut alors une nouvelle soumission directe au contrôle du C.E. de l'I.C. Toute discussion interne du parti fut pratiquement rendue impossible.

Les appels à la “bolchévisation”, à la lutte contre le trotskysme, se multiplièrent vers le milieu de l'année 1925. A la fin de l'année, le parti est secoué par une vague d'exclusions présentées comme épuration nécessaire – “depuración” – qui restera une des constantes du développement du parti jusqu'en 1931.³³ La bureaucratisation renforcée favorisa le rapprochement des cadres éminents du P.C.E. (Nin, Maurín, Andrade, Gorkin, Portela, Arlandis, Trilla) des positions de l'opposition de gauche. La partie du mouvement communiste fidèle à Moscou, le “partido oficial”, ne connut à partir de 1929 que le développement d'une fraction au sein d'un courant beaucoup plus large. Les rivalités politiques pendant cette période provenaient d'une politique de front uni menée intensément surtout par la F.C.C.B. dans les syndicats ainsi que d'une agitation anticolonialiste et antimilitariste dirigée par Kleine (Guralski) à Paris, agitation à laquelle s'ajoutait aussi le problème d'aborder la question des minorités catalane et basque. Notamment des pourparlers menés à Moscou avec le chef nationaliste catalan, Macià, sur une incursion armée en Catalogne échouèrent en novembre 1926.³⁴

Le Sixième Plénium du C.E. de l'I.C. (février – mars 1926) entérina la politique de “bolchévisation” attestant au parti des succès dans le travail syndical, dans la diffusion de la presse et dans les travaux de réorganisation, tandis qu'en Espagne même avaient lieu de toutes parts des discussions sur les méthodes bureaucratiques du parti et sur les attaques contre la direction du parti.³⁵ Les litiges qui éclatèrent au cours de l'année entre la Federació Comunista Catalano-Balear et le Comité exécutif du P.C.E., ne purent être réglés par la décision de conciliation d'une Commission nommée dans le cadre du Septième Plénium du C.E. de l'I.C. en novembre-décembre 1926 en présence de J. Bullejos, Luis García Palacios et Humbert-Droz. Ce fut là le point de départ d'une opposition future. Par la suite, la politique

d'exclusion fut atténuée, mais le fossé creusé entre la Fédération la plus importante, la section catalane et la Commission centrale dirigée par Bullejos, ne put être comblé. Le Plénum de juin (Durango), réunissant pour la première fois toutes les sept Fédérations régionales, qui se prononcèrent toutes contre une participation proposée par le C.E. de l'I.C. aux élections projetées par Primo de Rivera pour une représentation nationale (corporatiste), ce Plénum qui donna un certain essor au parti en relation avec l'adhésion de quelques Fédérations locales sévillanes de la C.N.T. ne put cependant plus surmonter la stagnation générale des effectifs (environ 500 membres).³⁶

Les documents concernant le Parti Communiste Portugais (P.C.P.) réunis dans le présent tome constituent une contribution importante à l'histoire du premier temps du communisme dans ce pays, largement inconnu jusqu'à nos jours. Nos quelques remarques se limitent à indiquer les grandes lignes tout en essayant de mettre en relief quelques problèmes propres au parti portugais pendant une première phase de 1920 à 1927. Pour les questions de détail, y compris l'évaluation de la portée de l'intervention de Humbert-Droz, nous renvoyons aux annotations, élaborées à l'aide de sources largement inutilisées jusqu'à nos jours.³⁷

Selon toute apparence sans une intervention directe de l'I.C. le P.C.P. fut fondé, après l'installation d'une 'Comissão provisória' fin 1920, au cours d'une Session constitutive qui dura du 20 janvier au 6 mars 1921. Sont à distinguer entre ses diverses composantes: des courants et militants syndicalistes appartenant à la Confédération Générale du Travail (C.G.T.), fondée en 1919, avec environ 100 000 membres en 1920 et constituant un bastion ouvrier (d'anciens militants 'interventionnistes' comme Manuel Ribeiro, J. Carlos Rates, Caetano de Sousa; d'anciens militants syndicalistes-maximalistes, António Peixe, Alberto Júlio das Neves, Teixeira Danton, J. da Silva, ces derniers représentants d'une expression typiquement portugaise de la tendance syndicaliste-révolutionnaire); des militants anarchistes provenant d'une scission minoritaire des Jeunesses Syndicalistes et du Centre Anarchiste de Porto; d'autres éléments ultra-gauchistes à tendance blanquiste (de Coimbra); et enfin des militants socialistes (provenant d'une scission probablement majoritaire des Jeunesses Socialistes sous Pires Barreira), le Parti Socialiste étant devenu après avoir perdu l'hégémonie dans la classe ouvrière au début de la Première République (1910) un organisme largement minoritaire.³⁸ La première

phase du développement du parti à l'intérieur du mouvement ouvrier correspondit à une prise de conscience progressive de l'insuffisance des moyens employés jusqu' alors, la révolution russe servant d'exemple vivant pour propager dès lors au Portugal la "révolution immédiate" ou "imminente". Sans rompre totalement avec les conceptions syndicalistes, loin d'adapter la conception du parti développée par Lenin, le P.C.P. isolé – dans le cadre ibérique comme au niveau international – maintint jusqu'en 1924 une structure fédéraliste, sans souci de différenciation sociale de ses membres ("Centres Communistes" au lieu de Fédérations; "Communes" au lieu de cellules). D'après le modèle anarchiste, le seul connu au Portugal à l'exception de celui des Républicains, on retrouva parmi les organes dirigeants du parti un "Conseil Economique" destiné à être l'organe expropriateur de la Bourgeoisie.³⁹

C'était là une des raisons pour laquelle le jeune parti dont le nombre d'adhérents s'élevait à un millier en 1922, se trouvait parfaitement lié à la C.G.T. La rupture se produisit à partir du moment, où le parti commença – à l'encontre du sectarisme traditionnel des anarchistes dans cette question – à s'ouvrir aux professions libérales, aux fonctionnaires et aux intellectuels; où l'on mena une activité autonome au sein de la Confédération par la fondation des "Núcleos sindicalistas-revolucionários" d'après le modèle des C.S.R. espagnols. L'acceptation timide, mais de principe d'une tactique parlementaire, inouïe aux yeux des dirigeants anarchistes, les premières tentatives de développer une ligne de front unique "politique" provoquèrent l'hostilité de la C.G.T., qui se servait des cas de persécutions d'anarchistes en Russie pour combattre le P.C.P. Face à la C.G.T., subissant depuis 1922 une baisse constante de ses effectifs, bien que faible et agissant plutôt comme un groupe d'opinion et de propagande, le parti constitua un pôle d'attraction considérable à l'intérieur du mouvement ouvrier portugais,⁴⁰ bien qu'il restât isolé par rapport à l'I.C., mais aussi par rapport au parti frère espagnol.

Quant à la crise dangereuse pour le parti survenue en 1923 nous renvoyons aux notes, non sans mentionner que les documents réunis dans le présent volume fournissent de précieux renseignements pour une mise au point authentique. Ainsi, p. ex. le rôle prépondérant de Carlos Rates et de ses hommes, en majorité de vieux militants syndicalistes, dans la réorganisation du parti ne peut être mis en cause. Ce fut par contre l'autre groupe, celui de Caetano de Sousa, en quelque sorte par

ses tendances ultra-gauchistes, anarchisantes et blanquistes, le pendant idéologique du premier, qui par une politique d'exclusions sans compromis avait manqué de faire disparaître complètement le parti en 1923. D'après les sources et les documents consultés, il ne peut être question d'une emprise importante de ce groupe au niveau syndical.⁴¹ Dans ce sens Humbert-Droz avait – en favorisant le groupe Rates – favorisé la construction du parti. Le P.C.P. n'échappa pas lui aussi aux conséquences du revirement de l'Internationale. Le compromis imposé par Humbert-Droz en 1923 fut annulé en 1925, le rapport de force renversé graduellement à l'instigation du C.E. de l'I.C. Bien que subsistent encore certains problèmes de documentation et de recherche, on peut admettre comme sûr et certain que la "bolchévisation" commencée en 1924 a transformé complètement le parti portugais. En conséquence nous nous bornons à donner, sous forme abrégée, quelques points de rupture survenues dans la vie du parti à partir de l'été 1924, dont on ignorait l'existence jusqu'à aujourd'hui.⁴² Ainsi, en juillet 1924, de graves divergences, discutées en public, surgirent entre Rates et les N.S.R., ces derniers mettant en cause le caractère imminent de la révolution au Portugal; au mois d'octobre, Rates parla encore en public de "frustration" comme conséquence de son voyage à Moscou en août; la presse fit état de la démission collective des membres directeurs de la Fédération Communale (du P.C.P.) de Lisbonne; à la même époque, Rates se plaignit du manque de subsides financiers pour la deuxième moitié de l'année, promis par l'I.C., ce qui pour lui signifiait une année de travail perdue; Humbert-Droz qui continua d'être responsable du C.E. de l'I.C. pour le Portugal, n'avait pratiquement plus de relations avec le pays; une tentative de réorganisation de la Fédération des Jeunesses Communistes échoua; le C.C. décida, en novembre 1924, la réintégration des membres exclus dans des fonctions de responsabilité (C. de Sousa, H. Fernandes, J. Martins) tout en annonçant de nouvelles exclusions; H. Dupuy (Doriot?), délégué de C.E. de l'I.C. au Portugal devait, en janvier 1925, démentir dans la presse "bourgeoise" l'existence de conflits avec Rates; ce fut à partir de l'arrivée de V. Codovilla au Portugal, en mai 1925, que le ton dans les publications changea progressivement au profit de formules stéréotypes exhortant à la "bolchévisation" du parti; le nom de Rates disparut dans la presse, jusqu'à ce qu'il soit évincé comme Secrétaire général, mesure justifiée par son entrée dans la rédaction du journal 'bourgeois' *O Século*.

En mai 1925, dans un accord commun entre le Comité central et une Commission de réorganisation des Jeunesses les 60 vieux militants, qui constituent "le pilier du P.C.P." sont caractérisés comme étant "incapables de mener un travail assidu, effectif et méthodique" contre la bourgeoisie. Rates fut exclu la même année;⁴³ en même temps, le parti à l'occasion d'élections générales subissait un échec désastreux, lors desquelles on avait présenté – à l'instigation de l'I.C. – des listes communes avec le parti bourgeois-libéral de l'"Esquerda Democrática". A l'exception de la ville de Porto, le nombre d'adhérents se trouvait en constante baisse (environ 250).

L'énumération, loin d'être exhaustive, fait transparaître que le Portugal ne constituait pas non plus une exception à la règle, au mécanisme de la "bolchévisation". Ses effets étaient d'autant plus grave qu'elle touchait un parti qui n'en était pas encore un dans le sens stricte du terme et qui ne connaissait par conséquent le militantisme que sous sa forme mécanisée et "bolchévisée". C'est là probablement la raison pour laquelle il ne semble pas avoir existé au Portugal un mouvement d'opposition pendant cette période. Quant au bilan positif, sont à signaler des succès réels dans le domaine rural où le parti – malgré l'échec que constitua la fondation d'un "parti agraire" – réussit néanmoins de s'implanter d'une façon considérable dans l'Alentejo, zone traditionnelle des ouvriers agricoles.⁴⁴

Ce fut dans le secteur syndical que les conséquences des multiples tournants se firent le plus sentir. De considérables succès pendant l'année 1924 (surtout à l'occasion de la Conférence inter-syndicale à Lisbonne en avril qui fut suivie de l'adhésion des deux syndicats des travailleurs de la marine marchande et de la marine de guerre à l'I.S.R. en octobre) furent pratiquement annulés en 1925, lorsque ces mêmes syndicats quittèrent la C.G.T. provoquant par là une scission lourde de conséquences pour le mouvement syndical au Portugal en général. La direction de l'I.S.R., quelque temps après, sanctionnait politiquement ce procédé, d'abord combattu par le propre parti.⁴⁵

Le coup d'état militaire du 26 mai 1926 qui ne rencontra aucune résistance organisée du mouvement ouvrier fut un succès. Le Second Congrès du P.C.P., qui fut ouvert ce même jour, ne put finir ses travaux. Ce fut en 1927, après une tentative de contre-putsch de la Gauche démocratique que la répression du mouvement ouvrier fut systématisée, répression qui devait durer jusqu'au 25 avril 1975. C'est en 1926 que se clôt non seulement un cycle de l'histoire portugaise mais

aussi une première période du communisme au Portugal. D'après des données officielles le parti comptait en 1929 une cinquantaine de membres.⁴⁶ Au Troisième Congrès du P.C.P. qui a été longtemps, d'après la manière de compter de l'actuel P.C.P., qualifié de "Premier" Congrès, aucun militant responsable issu de la première génération de communistes portugais ne devait prendre part.⁴⁷

Les efforts des syndicats russes pour rassembler après la Révolution les organisations syndicales révolutionnaires et communistes sur le plan international aboutirent en 1921 à la fondation de l'"Internationale Syndicale Rouge" (I.S.R./"Profintern"). Celle-ci devait par son existence-même – au plus tard au moment du reflux de la vague révolutionnaire en Europe et jusqu'à sa dissolution formelle durant la période du front populaire en 1937 – entrer en contradiction avec le premier postulat communiste de la reconnaissance d'un cadre syndical unitaire. Au niveau tactique, cette contradiction se concrétisa dans la question fondamentale de savoir si les organisations "réformistes" existantes seraient à détruire ou à conquérir.⁴⁸

C'est précisément l'exigence d'une liaison plus étroite entre le C.E. de l'I.C. et le Conseil exécutif de l'I.S.R. qui devait mobiliser les associations syndicales contre l'I.S.R., dont une partie importante fonda à la fin de 1922 l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) anarcho-syndicaliste. Ainsi, en dépit des débuts prometteurs en particulier dans les pays ibériques, l'I.S.R. ne parvint pas à rallier les Centrales ouvrières espagnole, portugaise et italienne. Après l'échec subi d'une campagne de front unique avec l'Internationale d'Amsterdam, on essaya à partir de 1923 de gagner de l'influence dans les regroupements syndicaux internationaux par branches industrielles (les secrétariats industriels), eux aussi sous domination social-démocrate, ce qui ne pouvait qu'accentuer le reproche latent de divisionisme. La structure extrêmement complexe de l'I.S.R., soumise nécessairement aux conditions des mouvements syndicaux nationaux, et très hétérogène en raison du rapport de force du moins négatif pour l'I.S.R. – ce qui rendait extrêmement difficile la connaissance du nombre des membres – posa en outre de graves problèmes techniques. La prise de contrôle politique dans la C.G.T.U., majoritaire en France par rapport à la C.G.T. social-démocrate (Congrès de St. Etienne en novembre 1923) reste un cas isolé, s'expliquant par l'initiative du groupe syndicaliste révolutionnaire autour du journal *Vie Ouvrière*.⁴⁹

Dans les autres pays que couvre le tome II des Archives, le mouve-

ment syndical “rouge” resta minoritaire; ainsi en Espagne, où se perpétua la position dominante de l’aile anarcho-syndicaliste – due à la faiblesse du parti – jusqu’à ce que la dictature de Primo de Rivera à partir de 1923 désorganise largement le C.N.T.;⁵⁰ ainsi, au Portugal, où il perdit de son influence importante à l’intérieur de la C.G.T. anarcho-syndicaliste par une attitude ultimatisante et une vague de répression à partir de 1926; ainsi en Italie où d’abord l’orientation de “gauche” anti-unitaire du parti, ensuite le fascisme empêchèrent une implantation de masse. Au brusque tournant à gauche de l’I.C. lors du Cinquième Congrès mondial (juin – juillet 1924) et au début de sa “bolchévisation” correspondit au niveau de l’I.S.R. une crise aiguë combinée à un manque de perspectives aux conséquences néfastes pour les sections nationales (cf. pour la C.G.T.U. docs. 207 et 208). D’après Alfred Rosmer, la question, officiellement non discutée, de la dissolution était au centre du Troisième Congrès de l’I.S.R. (8.–22. 7.1924).⁵¹

La “bolchévisation” ne provoqua pas, sur le plan syndical, un virage à gauche comme pour les partis, mais une intensification de l’orientation à droite. Au mot d’ordre lancé par Manuïls’kij lors du Cinquième Congrès de l’I.C. “entrez dans les syndicats libres, fondez des fractions syndicales viables” venait s’ajouter la thèse quelque peu simpliste de Lozovskij, selon laquelle la conquête des syndicats serait la condition – sine qua non – d’une révolution victorieuse.⁵² En réalité, d’une part, le rapprochement prononcé entre syndicats et partis communistes ne renforçait pas de façon automatique les courants syndicaux respectifs (Espagne, Portugal),⁵³ d’autre part l’orientation “à droite” eut pour conséquences non seulement la dissolution des organisations jusque là minoritaires mais indépendantes (p.e. en Allemagne), mais aussi des pourparlers avec Amsterdam dans la perspective d’une union internationale du mouvement syndical, ceci au-delà des limites des pays où les fédérations social-démocrates étaient majoritaires.⁵⁴ Simultanément, le reproche d’une “fascisation” progressive fut fait à ces mêmes fédérations social-démocrates⁵⁵ par exemple par Lozovskij lui-même; la “bolchévisation” fait disparaître les objectifs internationalistes au profit de la reconnaissance inconditionnelle de la politique nationale du mouvement syndical russe, ce dernier étant subordonné aux exigences, elles-mêmes chancelantes, de la direction du parti russe. Dans cette optique, la politique du Comité anglo-russe, un pacte entre les syndicats russes et la direction des Trade-Unions, proposé en exemple obligatoire pour toutes les sections, fut poursuivie même après que les dirigeants

syndicaux russes, au début de 1926, aient “sanctionné” la suspension de la grève générale la plus importante du mouvement ouvrier anglais par la direction des Trade-Unions.⁵⁶

Les documents réunis dans le présent volume prouvent l’engagement de Humbert-Droz, président d’une Commission syndicale créée par le C.E. de l’I.C. contre la ligne de division pronée par Lozovskij. Humbert-Droz à cette époque pouvait encore compter sur le soutien de Bucharin (cf. docs. 312 et 313 pour la C.G.L. italienne et docs. 314, 317, 318, et 321 pour la C.G.T.U. française). En effet, le virage à gauche fut, non seulement en ce qui concerne la politique syndicale, amorcé bien avant le Sixième Congrès mondial de l’I.C. (juillet – septembre 1928) qui devait l’ériger en ligne officielle. Lozovskij avait déjà parlé lors du Septième Plénum (novembre – décembre 1926) d’après luttes contre les directions social-démocrates. Fin 1927, en rapport avec la rupture partielle de l’ancienne tactique du P.C. allemand, il loua la politique pratiquée dans le sens d’une “lutte autonome”.⁵⁷ Togliatti et Humbert-Droz, – ce dernier qualifiait la nouvelle orientation de “surenchère révolutionnaire” – essayèrent encore dans le cadre de la session préparatoire du Neuvième Plénum du C.E. de l’I.C. en février 1928 d’empêcher le nouveau cours. L’abandon définitif de l’ancienne tactique eut lieu en 1928, mais pas dans le sens de Togliatti, qui résumait ainsi le bilan et les perspectives de la politique de l’I.S.R. dans une discussion interne: “Le Profintern ne peut plus continuer à être une simple organisation d’agitation générique, dont la tâche essentielle consiste à lancer des appels pour tous les grands événements du monde, devançant quelquefois l’I.C.”.⁵⁸

Outre les documents non encore édités, sont publiés ici, sous forme d’une édition critique, les textes déjà rendus publics intégralement ou par extraits dans les ouvrages de Jules Humbert-Droz. En plus des documents émanant de la correspondance “officielle”, nous avons pu consulter des extraits de la correspondance privée entre Jules Humbert-Droz et sa femme. Nous tenons à remercier dans ces lignes Madame Jenny Humbert-Droz qui à bien voulu prendre la peine d’extraire et de copier des passages de choix, au bénéfice de cette édition.

Pour faciliter la compréhension du contexte, nous avons publié en outre en annexe, soit pour la première fois, soit à nouveau, plusieurs autres documents comme p. ex. une lettre de Souvarine provenant de l’archive Černov de l’Institut International d’Histoire Sociale à Amsterdam. En ce qui concerne les critères de transcription technique

et l'orthographe des documents, ainsi que la méthode de présentation des notes et des abréviations, nous renvoyons au système, déjà adopté pour le tome I.

Pour ce qui est des références bibliographiques nous donnerons les titres monographiques sous forme abrégée, mais clairement compréhensible et facilement retrouvable dans la bibliographie, où le lecteur trouvera l'intégralité des titres monographiques sous forme de livres et articles. Pour les sources contemporaines, articles de revues et de journaux, qui n'y sont pas contenus, nous renvoyons aux notes. Les titres de périodiques plus rares sont accompagnés dans la bibliographie de l'indication de l'endroit où on peut les trouver.

Nous exprimons particulièrement nos remerciements à la Société Allemande d'Aide à la Recherche (Deutsche Forschungsgemeinschaft) qui a apporté l'aide financière pour préparer cette édition. L'Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam a assuré les travaux d'impression.

Nous adressons nos remerciements chaleureux aux personnes et institutions suivantes pour leur conseil et leur aide :

M. Juan Andrade (Paris/Madrid); M. le Sénateur Giuseppe Berti (†) (Rome); M. Lars Björln (Uppsala); M. Pierre Broué (Grenoble); M. M. Fernand et Gérard Donzé (La Chaux-de-Fonds); M. Carlos da Fonseca (Paris); M. Pierre Hirsch (La Chaux-de-Fonds); M. Alfonso Leonetti (Rome); M. Jean Maitron (Paris); M. José Pacheco Pereira (Porto); M. Luis Portela (Barcelona); Mme. Camilla Ravera (Rome); M. Enrique Rodríguez (Paris/Madrid); les Bibliothèques Nationales de Madrid et de Lisbonne, les Bibliothèques Municipales de La Chaux-de-Fonds, Coimbra et Porto, la Bibliothèque de Documentation Internationale et Contemporaine (Paris-Nanterre), la Fondation Giangiacomo Feltrinelli (Milan), l'Hoover-Institution on War, Revolution and Peace (Stanford), l'Institut Gramsci (Rome), le "Schweizerisches Sozialarchiv" (Zürich), et la "Stiftung Preussischer Kulturbesitz" (Berlin).

Notre reconnaissance sincère va aux collaborateurs de l'Institut International d'Histoire Sociale à Amsterdam: Vilém Kahan, Götz Langkau, Boris Sapir, Fritjof Tichelman, et tout particulièrement à Charles B. Timmer pour son irremplaçable aide lors de la correction du manuscrit.

Sans le dévouement de M. Casto del Amo et de M. Peter Friedemann (Institut d'Histoire du Mouvement Ouvrier, Bochum), le tome II de

cette édition n'aurait pas vu le jour. Nous remercions enfin Mme Martine Le Friant (Université de Montpellier), M. Jürgen et Mme Dominique Niemeyer, Mme Christiane Sicot (Ruhr-Universität Bochum) et Mme Barbara Ulrich (Ruhr-Universität Bochum) pour les travaux de traduction et de secrétariat.

Les auteurs

NOTES

¹ Il ne put plus être tenu compte du travail important de Peter Stettler sur le Parti communiste suisse car les travaux d'annotation étaient déjà achevés: Peter Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz 1921-1931. Ein Beitrag zur schweizerischen Parteiforschung und Geschichte der schweizerischen Arbeiterbewegung im Rahmen der Kommunistischen Internationale*, Berne 1980. Dans les notes de cette introduction on ne trouve que les titres complets des œuvres qui n'ont pas été indiquées dans la bibliographie.

² Sur l'histoire du P.C.F., cf. les bibliographies commentées: R. Martelli, "Bref aperçu des publications"; G. Rovida, "Le parti communiste français". Cf. AHD I, en partic. docs. 129 suiv.; cf. aussi: Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes choisis et présentés par Pierre Broué, Paris 1967, pp. 221-275.

³ W. T. Angress, *Stillborn Revolution*, pp. 378 et suiv.; O. Wenzel, *Die Kommunistische Partei Deutschlands*; Voir: E. H. Carr, *A History*, IV, pp. 201 et suiv.; P. Broué, *Révolution en Allemagne*, en partic. pp. 718 et suiv.

⁴ Cf.: Léon Trotsky, *Cours nouveau*, (Courbevoie) s.d. (La Cootypographie) [l'introduction de la main de B. Souvarine est datée du 15 avril 1924]; E. H. Carr, *A History*, IV, pp. 308 et suiv.; P. Broué, *Révolution en Allemagne*, pp. 778 et suiv. Sur la position contemporaine de la direction de l'I.C., cf. *Die Lehren der deutschen Ereignisse*.

⁵ Cf.: "Résolution du C. E. de l'I.C. sur les Cellules d'Usines", *B.C. V* (1924), no. 14, pp. 240-244 [= 340-344]; Protokoll, Fünfter Kongress, I, pp. 129-131 (entre autres); Les Questions d'organisation au V^e Congrès de l'I.C. Cellules d'entreprises. Statuts de l'I.C. Directives pour l'organisation, etc., Paris 1925.

⁶ Cf.: Syndicalisme révolutionnaire et communisme. Les Archives de Pierre Monatte. 1914-1924. Présentées par Jean Maitron et Colette Chambelland, Paris 1968, notamment pp. 374 et suiv.; R. Wohl, *French Communism*, pp. 388 et suiv. (sur la question du B.O.P., voir *ibid.*, pp. 331 et suiv.); Protokoll, Fünfter Kongress, II, pp. 1032 et suiv.; Thesen und Resolutionen des V. Weltkongresses, pp. 187 et suiv.

⁷ Cf.: Danielle Tartakowsky, "Un instrument de culture politique: les premières écoles centrales du Parti communiste français," *le mouvement social* (1975), no. 91, pp. 79-108. Sur la question de la "bolchévisation" en général, voir: Jederman, *La "bolchévisation"*, notamment pp. 37-64; cf. par contre: Danielle Tartakowsky, "Quelques réflexions sur la "Bolchévisation" du P.C.F.", *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez XI* (1977), no. 23, pp. 66-94.

⁸ "Au Comité exécutif de l'Internationale Communiste", *Cahiers du Bolchévisme* II (1926), no. 35, pp. 143-150.

⁹ Sur la politique coloniale et la campagne marocaine, cf.: Jacob Moneta, *Die Kolonialpolitik der französischen K. P.*, Hanovre 1968, en partic. pp. 29 et suiv.; AHD I, doc. 69 (entre autres); Hélène Carrère d'Encausse et Stuart Schram, *Le Marxisme et l'Asie 1853-1964*, Paris 1965, pp. 255 et suiv.; Jederman, *La "bolchévisation"*, pp. 89 et suiv.

¹⁰ Sur les résultats de la discussion à Moscou, voir le rapport de la Commission française fait par J. Humbert-Droz, dans: *Protokoll. Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale*. Moskau, 17. Febr. bis 15. März 1926, Hambourg-Berlin 1926, pp. 566-571.

¹¹ Cf. E. Bonnefous (Histoire politique, IV, p. 127, pp. 201 et suiv.) qui parle des élections partielles comme d'une victoire du "néocartel" des gauches, incluant le P.C.F., les socialistes et les radicaux. Cf. aussi: Paul Marion, "Die Senatswahlen in Frankreich", *Inprekorr* VII (1927), no. 10, pp. 188 et suiv.; "Die französischen Wahlen und die Politik der Kommunistischen Partei", *Die Kommunistische Internationale* IX (1928), no. 20, pp. 1081-1091, ici p. 1086; A. Ferrat, Histoire, p. 209; W. A. Hoisington jr., "Class against class," pp. 19 et suiv.

¹² Cf. les documents sur la discussion de la question russe au sein du P.C.F., dans: Danielle Tartakowsky, "Les Répercussions à l'intérieur du P.C.F. du débat dans le Parti bolchévik," *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez* XII (1978), no. 25-26, pp. 74-132.

¹³ Cf. E. Bonnefous, Histoire politique, IV, pp. 216 et suiv., pp. 221 et suiv., pp. 239 et suiv. Sur le changement du droit électoral, voir aussi les propos du Président de la Chambre (socialiste) et la remarque du Ministre de l'Intérieur, cités par G. Walter (Histoire, pp. 184 et suiv.). Le gouvernement du Cartel des gauches fut en 1926 remplacé par une coalition des partis de droite et des radicaux, l'"Union Nationale" (cf. A. Ferrat, Histoire, pp. 186 et suiv.). Voir aussi: Rigault, "Die Aktivität der KP. Frankreichs in der Wirtschaftskrise," *Inprekorr* VII (1927), no. 32, pp. 698-699; Michel Hollay, "Der Verfolgungsfeldzug gegen die KP. Frankreichs", *ibid.*, no. 48, pp. 991-992.

¹⁴ Sur la nouvelle tactique, cf.: Classe contre classe. La question française au IX^e Exécutif et au VI^e Congrès de l'I.C., Paris 1929 (pp. 5 et suiv. sur la discussion au sein du P.C.F.); W. A. Hoisington jr., "Class against class," en partic. pp. 27 et suiv., pp. 33 et suiv.; Robert Paris, *La tattica "classe contro classe"*, dans: (Aldo Agosti), *Problemi di Storia dell'Internazionale Comunista (1919-1939). Relazioni tenute al Seminario di studi organizzato dalla Fondazione Luigi Einaudi (Torino, aprile 1972)*. (A cura di Aldo Agosti), Turin 1974, pp. 151-192, notamment pp. 162 et suiv.; Serge Wolikow, "Les rapports du P.C.F. et de l'Internationale Communiste. II^e partie. L'orientation "classe contre classe" 1927-1928. Le processus complexe de son élaboration et de sa mise en œuvre", *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez* XII (1978), no. 27, pp. 224-269; J. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 277 et suiv., pp. 294 et suiv. Cf. aussi l'article très probablement de la main de J. Humbert-Droz: "Die französischen Wahlen und die Politik der kommunistischen Partei," *op. cit.*

¹⁵ Voir à ce propos l'analyse critique de L. Trockij ("Quels sont les indices de la radicalisation des masses? Déclin du P.C. et de la C.G.T.U.", dans: Léon Trotsky, *Le mouvement communiste*, *op. cit.*, pp. 310-314).

¹⁶ Cf. notamment docs. 206, 216, 225 et annotations. Sur la situation interne du parti, voir doc. 244 et note 6; cf. aussi P. Spriano, *Storia*, I, pp. 260 et suiv. Sur les activités des émissaires de l'I.C. en Italie, voir Dante Corneli, *Lo Stalinismo in*

Italia e nell'emigrazione antifascista. Terzo libro. S. 1. 1979, pp. 7-18. Sur les pourparlers de fusion avec le P.S.I., voir: APC 160/ 12-15 et 29-41; (F. Pedone). Il Partito Socialista, III, pp. 224-249.

¹⁷ Cf. Protokoll der Konferenz der erweiterten Exekutive, pp. 308 et suiv. (entre autres). La déclaration de la majorité du parti italien, voir *ibid.*, pp. 310 et suiv. Cf. aussi: "Rapport de la minorité de la Délégation italienne à l'Exécutif élargi. (1923)", [Lo Stato Operaio, 10.4.1924] dans: P. Togliatti, La formazione, pp. 72-87.

¹⁸ Sur le manifeste de Bordiga, cf. (S. Merli), "Nuova documentazione," pp. 515 et suiv. La correspondance avec Gramsci, dans: P. Togliatti, La formazione, notamment pp. 135 et suiv. Ses premières critiques ouvertes se trouvent dans: *id.*, "Contro il pessimismo," [Ordine Nuovo, 3ème série, no. 2, 15.3.1924] publié dans: P. Togliatti, La formazione, pp. 354-360. Les thèses de Rome (avec un amendement), dans: AHD I, pp. 513-533.

¹⁹ Les éléments anti-fusionnistes comme Terracini firent la sourde oreille aux propositions de J. Humbert-Droz. Le 2 janvier 1924, Terracini écrivait à Gramsci, Scoccimarro et Togliatti: "Grâce à la présence de H[umbert] D[roz] en Italie, je pense qu'il serait possible de réussir à modifier l'opinion générale du Comintern sur notre parti, cela dépend évidemment en grande partie de Negri et Palmi. Même si le résultat pourrait en être la destitution de H[umbert] D[roz]... En ce qui concerne la fraction, j'ai l'intention dans les jours qui viennent de poser une autre question au Comintern: ceux qui sont favorables à la fusion n'envoient presque plus de rapports directs mais s'adressent à l'Internationale à travers le colibri [Humbert-Droz] dont les relations sont considérées comme étant de caractère officiel. Compte tenu du fait qu'il n'est pas mandaté par le Comintern mais qu'il n'en est qu'un élément chargé de questions techniques, je désire que le Comintern demande aux terzini d'établir des rapports directs et authentiques." (Anne Mettewie-Morelli, Lettres et documents d'Ersiglio Ambrogio. 1922-1936, *Annali XVIII* (1977), pp. 173-291, citation p. 218; cf. aussi: *ibid.*, pp. 213 et suiv., pp. 219 et suiv., pp. 236 et suiv. Sur l'ensemble des relations mutuelles, voir T. Detti, Serrati, notamment pp. 302-370. Cf. doc. 257 et note 2.

²⁰ Voir les thèses et les discours des orateurs, dans: *Lo Stato Operaio* II (1924), no. 6, reproduits dans: *Annali VIII* (1966), pp. 186-240. Le rapport sur la Conférence dans: *L'Unità*, 5.6.1924, partiellement reproduit dans: J. Humbert-Droz, Il contrasto, pp. 153 et suiv. Sur le 'centre' du parti, cf. notamment: G. Galli, Storia, pp. 85 et suiv.; Ernesto Ragionieri, [Introduction à] Palmiro Togliatti, Opere. Vol. I. 1917-1926. (A Cura di Ernesto Ragionieri), Rome 1974, pp. CIV-CLIX; G. Berti, "Appunti e ricordi", pp. 154 et suiv.; Luigi Cortesi, [Introduction à] A. Tasca, I primi dieci anni, pp. 53 et suiv.; S. Merli, "Le origini", pp. 605-625. Sur la Session du Comité central du 18 avril 1924, au cours de laquelle les diverses positions s'affrontèrent ouvertement, cf. docs. 264 et 265.

²¹ Sur le Vème Congrès mondial, voir à coté des comptes-rendus officiels le programme d'action élaboré par J. Humbert-Droz et publié en annexe (no. 7). Cf. aussi: "Il Partito Comunista d'Italia tra il IV e V congresso mondiale dell'I.C.", *Critica Marxista* I (1963), no. 5-6, pp. 276-288; "Verballi della Commissione italiana al V Congresso dell'Ic", *ibid.*, IX (1971), pp. 64-120. Sur la crise Matteotti, cf. notamment: L. Salvatorelli, "Il delitto Matteotti"; G. Arfè, "Il delitto Matteotti"; G. Matteotti, Fatti e documenti; L. Salvatorelli et G. Mira, Storia, pp. 300 et suiv. Sur l'activité du P.C.I. pendant la deuxième moitié de l'année 1924, cf. notamment le discours de Gramsci lors de la Session du Comité central du 13 et 14 août 1924, nouvellement publié dans: *Rinascita*, nos. 16 et 17, 25. 8. et 1.9.1962, ainsi que les

rapports de Togliatti au Présidium du C.E. de l'I.C. et à son Secrétariat du 15 et 23 septembre et du 7 octobre 1924, dans: E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 815-838. Cf. doc. 289.

²² Cf.: Protokoll. Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale. Moskau, 21. März-6. April 1925, Hambourg 1925, notamment: pp. 20 et suiv., pp. 366 et suiv.; Erweiterte Exekutive (März-April 1925), notamment: pp. 38 et suiv., pp. 95-101. Sur Gramsci, nous renvoyons à l'œuvre de Gian Carlo Jocteau (Leggere Gramsci. Guida alle interpretazioni, Milan 1975) avec une énumération complète des œuvres et un aperçu représentatif des diverses interprétations.

²³ Cf. le compte-rendu de la Session du Comité central du 6 février 1925, dans: APC 296/ 1-48 (non publié). Cf. aussi: Gramsci, "Bolscevizzazione e disciplina", *L'Unità*, 6.6.1925; id., "Contro lo scissionismo frazionistico, per l'unità ferrea del partito", ibid., 10.6.1925; P. Spriano, Storia, I, pp. 429 et suiv., Sur la célèbre confrontation entre Staline et Bordiga lors du 6ème Plénum du C.E. de l'I.C., voir entre autres: Ferdinando Ormea, Le origini dello stalinismo nel PCI. Storia della "svolta" comunista degli anni Trenta, Milan 1978, pp. 85 et suiv.; P. Spriano, Storia, II, pp. 9 et suiv. Les thèses votées au Congrès de Lyon se trouvent dans: "Trenta anni di vita", pp. 93-103 (= "Tesi sulla situazione italiana e sui compiti del PCI [...]"). Cf. P. Spriano, Storia, I, pp. 477-513. Sur les positions du "Comitato", voir notamment: "La piattaforma del Comitato d'Intesa", *L'Unità*, 7.7.1925; "Progetto di tesi della sinistra", ibid., 13.1.1926.

²⁴ Une reproduction intégrale de la lettre de Gramsci, dans: *Rinascita* XXI (1964), no. 22; *Annali* VIII (1966), pp. 312-316. Sur la réunion du C.C., voir: *Annali* VIII (1966), pp. 300 et suiv., notamment la lettre de J. Humbert-Droz à G. Berti du 6.5. 1964, ibid., pp. 302 et suiv.; P. Spriano, Storia, II, pp. 58 et suiv.; J. Humbert-Droz, Mémoires, II, pp. 274. Répondant à un questionnaire d'un journaliste suisse, J. Humbert-Droz écrivait: "Le Parti italien qui était encore en lutte contre Bordiga et sa fraction ultra-gauche et qui avait accepté et mené la politique de front unique ne pouvait prendre d'autre décision que de refuser le trotskysme que Bordiga avait défendu." (Lettre non datée [environ juin 1964], Archives privées). P. Togliatti et J. Humbert-Droz participèrent activement à la lutte contre le trotskysme. Cf. entre autres: "Brief [signé Ercoli et Humbert-Droz] an die Exekutive der Kommunistischen Internationale und an das Zentralkomitee der KPSU", *Die Kommunistische Internationale* VIII (1927), no. 44, pp. 2161-2163.

²⁵ Sur le développement futur des relations entre l'I.C. et le P.C.I., voir entre autres: F. Ormea, Le origini, op. cit., pp. 109 et suiv. Cf. docs. 312, 313 et 319.

²⁶ Les documents concernant l'Espagne dans la période initiale de la deuxième république constituent un point fort du t.III des Archives Humbert-Droz, actuellement en préparation. Parmi les nombreux délégués du C.E. de l'I.C. venus en Espagne jusqu'en 1930 on retrouve V. Codovilla, J. Doriot, J. Duclos, R. Grieco, Kleine (Guralski), O. Rabaté et Walecki. Malgré une certaine amélioration, l'état actuel des travaux historiques sur le P.C.E. reste insatisfaisant.

²⁷ Cf.: J. Bullejos, La Comintern, pp. 44 et suiv. Sur l'estimation (contradictoire) du IIème Congrès dont un compte-rendu sommaire se trouve dans: *La Antorcha* (nos. du 13.7. au 3.8.1923), cf. aussi: Juan Andrade, La Fundación y desarrollo del Partido Comunista de España hasta 1936. Conferencia pronunciada el 25 de mayo de 1966 en "Centre d'Etudes Socialistes". Grupo de Estudios sobre España contemporánea, Paris s.l. et s.d., pp. 13 et suiv. Sur la question de la dictature, voir: André Nin [sic], "Das militärische Direktorium in Spanien und die Arbeiterschaft", *Inprekorr* (III) 1923, no. 150, p. 1293; P. Pagès, Historia, pp. 81 et suiv. Sur les arrestations, cf. *La*

Antorcha, 4. 1. et 26.1.1924 (entre autres).

²⁸ D'après J. Andrade (*La Fundación*, op. cit., pp. 17 et suiv.) existèrent deux groupes d'opposition, un à Bilbao, un autre à Barcelone. Andreu Nin avait été contraint d'émigrer en U.R.S.S. après que le gouvernement espagnol avait adressé au gouvernement allemand une demande d'extradition à cause de l'assassinat du premier ministre espagnol Dato.

²⁹ Cf. J. Maurin, *L'anarcho-syndicalisme en Espagne*, Paris 1924, pp. 39 et suiv.; G.H. Meaker, *The Revolutionary Left*, pp. 467 et suiv.; P. Pagès, *Historia*, pp. 73 et suiv., pp. 85 et suiv.; "Die 'Revolutionären Syndikalistischen Komitees' in Spanien (CSR).", *Inprekorr* III (1923), no. 15, p. 104. Sur la délégation qui comprenait outre O. Pérez Solís et J. Maurin vraisemblablement Isidoro Acevedo, J. Rojas, Feliciano Alonso, Desiderio Trilles, José Jové, Manuel Vall, José Grau et Borjas qui -en même temps-assistèrent au IIIème Congrès de l'I.S.R., cf. aussi: Protokoll. Fünfter Kongress, I, p. 508; *La Antorcha*, 13.6.1924; Eduardo Comín Colomer, *Historia del Partido Comunista de España*, vol. I, Madrid 1965, p. 169, p. 183; J. Bullejos, *La Comintern*, pp. 43 et suiv.

³⁰ "A los miembros del Partido Comunista de España", *La Antorcha*, 5.6.1925; voir aussi: Eduardo Ugarte, "Para salvar al Partido. Hagamos Historia", *ibid.*, 13.12.1924. Cf. aussi le no. du 28.11.1925.

³¹ Cf. la liste des corps dirigeants en annexe et les notes. Les données sur la marche des événements ne sont pas très précises et souvent contradictoires. Cf. notamment: V. Alba, *El marxismo*, I, p. 32; *id.*, *El Partido Comunista*, pp. 91 et suiv.; J. Bullejos, *La Comintern*, p. 58, J. Andrade, *La Fundación*, op. cit., p. 18; J. Estruch, *Historia*, pp. 48 et suiv. Cf. aussi: *La Antorcha*, 4.9., 11.12., 25.12.1925. Dans *La Antorcha* (no. 184, 12.6.1925), Oscar Pérez Solís avait encore dressé un bilan critique du développement du parti au Pays Basque ("El porvenir del Comunismo en Vizcaya")

³² Cf.: *Ein Jahr Arbeit und Kampf*, p. 12, pp. 198 et suiv.; J. Andrade, "La I.C. contra el Trotskysmo", *La Antorcha*, 13.2.1925; J. Maurin, "Leninismo y Trotskysmo", *ibid.*, 6.3.1925; J. Bullejos, *Europa entre dos guerras*, Mexico 1967, pp. 100 et suiv.; E. Comín Colomer, *Historia*, I, op. cit., pp. 196 et suiv. Sur les décisions (mal documentées) de la Commission, dont J. Humbert-Droz fut un des membres, cf.: J. Bullejos, *La Comintern*, pp. 61 et suiv.; *La Antorcha*, 3.4.1925; *Inprekorr* V (1925), no. 44, pp. 642 et suiv.; Protokoll. Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale. Moskau, 21. März- 6. April 1925, *Hambourg* 1925, p. 18.

³³ Voir: *La Antorcha*, 5.6.1925; A. Nin, "Cada uno a su puesto". *ibid.*, 10.7.1925. Bullejos parle de son propre rôle dans *id.*, *La Comintern*, pp. 62 et suiv.; cf. par contre: P. Pagès, *Historia*, pp. 93 et suiv. Sur la vague d'exclusions, voir en particulier: *La Antorcha*, 22.5., 11.12., 25.12.1925, 11.2, 12.2.1926; P. Pagès, op. cit., pp. 102 et suiv.; *id.*, *El movimiento trotskista en España (1930-1935)*. La Izquierda Comunista de España y las disidencias comunistas durante la Segunda República, *Barcelona* 1977, pp. 18 et suiv.

³⁴ En ce qui concerne le développement des diverses fractions, nous renvoyons au t.III des Archives J. Humbert-Droz. Cf. J. Estruch, *Historia*, p. 51; selon Bullejos (*La Comintern*, pp. 64 et suiv.), Bucharin et Humbert-Droz auraient mené les négociations (cf. J. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 285 et suiv.).

³⁵ Cf. *Ein Jahr Arbeit und Kampf*, pp. 198 et suiv.; cf. par contre: *La Antorcha*, 12.2., 16.4., 23.4.1926; P. Pagès, *Historia*, pp. 106 et suiv.

³⁶ "Mais les plus grandes difficultés apparaissent maintenant où le parti devrait lancer une offensive pour dépasser le stade du simple travail d'organisation des cadres et pour établir une liaison solide avec les masses [...]. Le CC du Parti n'a pas réussi

à obtenir des succès notables dans ce domaine. En conséquence, le PC ne participe pas encore à la vie politique du pays, il est bien loin de constituer une force active au sein de la classe ouvrière." (Tätigkeitsbericht der Exekutive der Kommunistischen Internationale. Februar/November 1926, Hambourg-Berlin 1926, p. 80). Cf. P. Noel, "Das Plenum des ZK. der KP. Spaniens", *Inprekorr* VII (1927), no. 66, p. 1404. Sur le problème des relations entre J. Maurin et l'I.C., ainsi qu'avec J. Humbert-Droz en particulier, nous renvoyons au t. III des Archives.

³⁷ Des œuvres à consulter sur l'histoire du P.C.P.: C. da Fonseca, "Le origine"; J.G.P. Quintela, Para a história, I; J. da Silva, Memórias; C. de Oliveira, O Primeiro Congresso [ce livre correspond à une reproduction du no. 7 (IIème série) de *O Comunista*, organe du P.C.P.]. Nous renvoyons également à de diverses publications en cours, dont l'auteur, que nous tenons à remercier de sa collaboration au présent tome, s'efforce de jeter les bases scientifiques d'une histoire du P.C.P.: cf. José Pacheco Pereira, O Partido Comunista Português na Primeira Republica, 1 (Crítica à João G. P. Quintela), manusc. non publié (Porto 1979); id. "Bento Gonçalves revisitado".

³⁸ Le processus de fondation est assez bien documenté dans *A Batalha*, l'organe de la C.G.T. portugaise (voir les nos. de décembre 1920 à mars 1921). En ce qui concerne les composantes idéologiques de l'anarcho-syndicalisme, vu sous un angle historique, cf.: S. Lopes, Idéologie et mouvements sociaux; sur le "maximalisme" portugais, voir pp. 310 et suiv. L'auteur a bien voulu mettre cet œuvre à notre disposition. Sur la F.M.P., voir J.G.P. Quintela, Para a história, pp. 5 et suiv. Un aperçu sur la Première république portugaise: Douglas L. Wheeler, Republican Portugal. A political history, Madison/Wisconsin-London 1978. Sur les luttes grévistes, voir J. P. Pereira, As lutas.

³⁹ Cf. la liste des corps dirigeants publiée en annexe. Voir: António Peixe, "Outra nova tática. Uma organização extra-sindical", *A Batalha*, 13.12. et 16.12.1920.

⁴⁰ Voir entre autres: "Em face dum novo partido político. Nota oficiosa da Confederação Geral do Trabalho", *A Batalha*, 17.7.1921; *A Bandeira Vermelha*, 22.5., 29.5.1921; A questão das Internacionais. Berlin ou Moscou? A todos os camaradas militantes e não militantes da organização operaria portuguesa, Lisbonne [1923]. Le nombre d'adhérants du P.C.P. était d'environ 1000 en 1921 et de 2000 en 1922 (d'après nos propres calculs). Cf.: *A Bandeira Vermelha*, 15.5.1921; J. Pacheco Pereira, O Partido Comunista, op.cit., p. [11]; Protokoll des Vierten Kongresses, I, p. 366. Les relations avec l'I.C. étaient des plus défectueuses, en particulier pour les périodes jusqu'en 1923 et celle à partir de 1925. Cf.: Die Komintern vor dem 6. Weltkongress, p. 123; Ein Jahr Arbeit und Kampf, p.201. Probablement, les premiers contacts réels avec l'I.C. ont été établis par le militant syndical Perfeito de Carvalho en 1921.

⁴¹ Voir à ce propos les écrits du futur dirigeant du P.C.P., Bento Gonçalves, qui doit être révisés; cf. J. Pacheco Pereira, "Bento Gonçalves revisitado."

⁴² Pour ce qui suit, voir: *O Comunista*, 8.3., 22.3., 12.7.1924, 14.2., 28.3., 9.5., 23.5., 25.10.1925; *A Internacional*, 1.3.1924, 4.4., 25.4., 26.12.1925; *A Batalha*, 17.10., 27.11., 4.12., 16.12., 20.12., 30.12.1924, 4.1., 15.2.1925; *ABC*, nos. du 24.6. au 17.7.1925; *O Arsenalista*, 18.12.1924; *Bandeira Vermelha*, 20.12.1925; *Diário de Lisboa*, 14.1., 15.1.1925; J.C. Rates, A Rússia dos Soviètes, p. 252; Ein Jahr Arbeit und Kampf, p.201.

⁴³ *O Comunista*, 9.5.1925; cf. id., 23.5.1925. Dans les années quarante, Rates devenait partisan du système corporatiste de Salazar. Pour la période en question, nous ne disposons pas d'indications qui vont dans ce sens. Cf.: *Diário da Manhã*, 31.10., 2.11., 9.11., 10.11., 13.11., 25.11.1945; *O Mundo*, 20.8.1925 (entre autres).

⁴⁴ Sur les élections cf.: *O Mundo*, nos. du 16.10. au 1.11.1925; *A Internacional*, 17.10., 14.11.1925; *O Trabalhador Rural*, 24.10.1925. Sur la politique dans le domaine rural, consulter l'organe de la Fédération du P.C.P. à Beja cité. Cf. aussi: *O Camponês*, l'organe du "Partido Popular Agrário de Portugal (S.C.C.I.)", no. 1, avril 1925.

⁴⁵ Sur les relations entre P.C.P., N.S.R., C.G.T. et I.S.R. pendant cette période, beaucoup de problèmes restent dans l'obscur. Nous renvoyons à: *O Comunista*, 7.11.1924, 20.6., 1.8., 22.11.1925; *A Internacional*, 18.10., 1.11.1924; *A Batalha*, 17.2.1925 et nos. suivants, *ibid.*, 25.9.1925; *O Eco do Arsenal*, no. 99, juin 1925; *O Marítimo*, no. 22, mai 1926; Die internationale Gewerkschaftsbewegung in den Jahren 1924-1927, Bericht des Vollzugsbüros der Roten Gewerkschafts-Internationale an den 4. Kongreß, in Moskau am 15. März 1928, Berlin s.d., notamment pp. 205 et suiv. Le nombre des partisans déclarés du mouvement syndical rouge au Portugal était alors d'environ 10 000 et apparemment non de 24 000 (chiffre donné par l'I.C.). Cf. à ce propos: *A Batalha*, 9.11.1924; "Aus der Gewerkschaftsbewegung in Spanien, Portugal und in Lateinisch-Amerika [sic]", *Inprekorr* (IV) 1924, no. 159, p. 2176; "Portugal. Aus der Arbeiterbewegung", *Die Rote Gewerkschafts-Internationale IV* (1924), no. 12(47), p. 280.

⁴⁶ XII. plenum IKKI. Stenografičeskij otčet, vol. II, Moscou 1933, p. 258 (António = Bento Gonçalves).

⁴⁷ Pour J. Humbert-Droz, le séjour au Portugal en 1923 fut sa dernière mission dans ce pays (cf. J. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 407), ce fut V. Codovilla qui devait principalement y assumer les fonctions de délégué pendant la période suivante.

⁴⁸ Il n'existe pas d'histoire scientifique sur l'I.S.R. On peut consulter avec précaution: G.M. Adibekov, *Die Rote Gewerkschafts-Internationale. Grundriss der Geschichte der RGI*, Berlin (RDA) 1973. Pour la période allant jusqu'en 1925, cf.: A. Losovsky, *Le mouvement syndical*; C. Gras, *Alfred Rosmer*, en partic. pp. 218 et suiv. Pour une bibliographie sur la période de 1917 à 1924, voir: Giorgio Migliardi, "L'Internazionale dei sindacati rossi. Profintern", *Annali IX* (1967), pp. 325-347.

⁴⁹ Sur la C.G.T.U., voir: Syndicalisme révolutionnaire, op.cit., pp. 252 et suiv.; C. Gras, *Alfred Rosmer*, en partic. pp. 239 et suiv.; R. Wohl, *French Communism*, pp. 300 et suiv., pp. 343 et suiv.; Jean Charles, "Les débuts de l'Internationale syndicale rouge et le mouvement ouvrier français (1920-1923)", *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez XII* (1978), no. 25-26, pp. 161-199; no. 28, pp. 125-164. Sur les effectifs de l'I.S.R., cf. A. Losovsky, *Le mouvement syndical*, pp. 274 et suiv.; Die internationale Gewerkschaftsbewegung in den Jahren 1924-1927, op. cit., pp. 309-314 en partic.

⁵⁰ Sur la C.N.T. à cette époque, voir: J. Maurín, *L'anarcho-syndicalisme en Espagne*, op.cit.; G. Meaker, *Spanish Anarcho-Syndicalism and the Russian Revolution 1917-1922*. Thèse, Berkeley 1967; Oscar Pérez Solís, *A Propósito de un folleto. Trayectoria de la Confederación Nacional del Trabajo*, Madrid s.d.

⁵¹ Cf. C. Gras, *Alfred Rosmer*, p. 303; Protokoll. Fünfter Kongress, II, p. 927.

⁵² D. Manuïlsky, "Zur Frage der Bolschewisierung der Parteien", *Die Kommunistische Internationale VI* (1925), no.2, pp. 138-156, citation p. 152; cf. Protokoll. Fünfter Kongress, II, p. 858.

⁵³ Ainsi, Joaquín Maurín (*Revolución y contrarrevolución en España*, Paris 1966) évoque l'impression négative des délégués espagnols, en majorité des syndicalistes, au Vème Congrès de l'I.C. (p. 266).

⁵⁴ Andrés Nin (*Las Organizaciones obreras*, p. 130) caractérise la ligne politique de l'I.S.R. depuis 1924 en distinguant deux tendances: "[...] une, qui consiste à soutenir l'unité à tout prix en renonçant dans tous les cas à la création de syndicats indépendants même quand les circonstances l'exigeraient [...]. L'autre [...]

tendant à créer des organisations indépendantes même quand les circonstances n'y sont que peu favorables.”

⁵⁵ Protokoll. Fünfter Kongress, II, p. 835; Protokoll über den 3. Kongress der Roten Gewerkschaftsinternationale, s.l. 1924, p. 45.

⁵⁶ Cf.: Roderick Martin, *Communism and the British Trade-Unions 1924-1933. A Study of the National Minority Movement*, Oxford 1969, notamment pp. 69-77; (Jeffrey Skelley), *The General Strike 1926* (Edited by Jeffrey Skelley), London 1976.

⁵⁷ Cf. Protokoll. Erweiterte Exekutive, pp. 431-437; cf. aussi A. Losowsky, “Fragen der Streikstrategie. (Zum bevorstehenden Kongress der RGI.)”, *Die Rote Gewerkschaftsinternationale* VIII (1928), no. 1, pp. 3-11.

⁵⁸ Cf. les interventions de Togliatti et de Humbert-Droz à la Commission syndicale du Onzième Plénum du C.E. de l'I.C. dans *Annali* VIII (1966), pp. 441-445, citation p. 443; cf. à ce propos: “IX^e session du Comité Exécutif de l'I.C. La question syndicale. Rapport de Humbert-Droz sur la question syndicale”, *La Correspondance Internationale* VIII (1928), no. 27, pp. 343-347, et “Résolutions sur la question syndicale (adoptées à la séance du 25 février 1928)”, *ibid.*, pp. 350-352.

ABRÉVIATIONS

A.D.G.B.	Allgemeiner deutscher Gewerkschaftsbund
AHD I	Archives de Jules Humbert-Droz, tome I
A.I.T.	Association internationale des travailleurs
A.P.C.	Archives du Parti communiste italien, Rome
A.R.A.C.	Association républicaine des anciens combattants
<i>B.C.</i>	<i>Bulletin Communiste</i>
B.P.	Bureau politique
C.C.	Comité central/Commission centrale
C.C.	Comité confédéral [de la C.G.T.]
C.C.C.	Commission centrale de contrôle
C.C.N.	Comité confédéral national
C.D.	Comité directeur
C.E.	Comité exécutif
C.E. de l'I.C.	Comité exécutif de l'Internationale communiste
C.G.d.L.	Confederazione generale del lavoro
C.G.T.	Confédération générale du travail
C.G.T.	Confederação geral do trabalho
C.G.T.S.R.	Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire
C.G.T.U.	Confédération générale du travail unitaire
C.I.C.	Commission internationale de contrôle
C.N.	Comité national
C.N.T.	Confederación nacional del trabajo
C.U.P.	Comité d'unité prolétarienne
D.N.A.	Det Norske Arbeiderparti
F.C.C.B.	Federación comunista catalano-baleár
F.d.J.C.	Federação da juventude comunista
F.I.G.S.	Federazione italiana giovanile socialista
F.I.O.M.	Federazione italiana operai metallurgici
F.I.O.T.	Federazione italiana operai tessili
F.M.P.	Federação maximalista portuguesa
F.N.d.J.C.	Federação nacional das Juventudes comunistas
F.S.I.	Fédération syndicale internationale
F.U.	Front unique
G.S.R.	Groupes syndicalistes révolutionnaires
I.C.	Internationale communiste
I.C.J.	Internationale communiste des jeunes
<i>Inprekorr</i>	<i>Internationale Presse-Korrespondenz</i>
I.O.S.	Internationale ouvrière socialiste
I.S.R.	Internationale syndicale rouge
I.S.V.	Internacional sindical vermelha

I.W.W.	Industrial Workers of the World
J.C.	Juventude comunista
J.N.d.J.C.	Junta nacional da juventude comunista
J.N.d.J.C. (S.I.C.J.)	Junta nacional das juventudes comunistas (Secção da Internacional comunista juvenil)
K.I.	Kommunistische Internationale
K.J.I.	Kommunistische Jugendinternationale
K.P.I.	Kommunistische Partei Italiens
K.P.D.	Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.O.	Kommunistische Partei (Deutschlands)-Opposition
M.O.E.	Main d'œuvre étrangère
N.S.D.A.P.	Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei
N.S.R.	Núcleos sindicalistas revolucionários
O.M.S.	Otdel meždunarodnoj svjazi
O.S.S.	Organização social sindicalista
P.C.A.	Parti communiste allemand
P.C.B.	Parti communiste belge
P.C.E.	Parti communiste espagnol
P.C.F.	Parti communiste français
P.C.I.	Parti communiste italien
P.C.N.	Parti communiste norvégien
P.C.P.	Parti communiste portugais
P.C.P. (S.I.C.)	Partido comunista português (Secção da Internacional comunista)
P.C.P. (S.P.I.C.)	Partido comunista português (Secção portuguesa da Internacional comunista)
P.C.R.	Parti communiste russe
P.C.R. (B)	Parti communiste russe (bolchévique)
P.C.S.	Parti communiste suisse
P.C.T.	Parti communiste de Tchécoslovaquie
P.C.U.S.	Parti communiste de l'Union Soviétique
P.D.	Partido democrático
P.d.A.	Partei der Arbeit
P.d.I.S.V.	Partidários da Internacional sindical vermelha
P.L.M.	Paris-Lyon-Marseille
P.N.F.	Partito nazionale fascista
P.N.P.	Partito nazionale popolare
P.O.F.	Parti ouvrier français
P.O.U.M.	Partido obrero de unificación marxista
P.P.I.	Partito popolare italiano
P.R.	Partido radical
P.S.	Parti socialiste/Partido socialista
P.S.I.	Parti socialiste italien
P.S.D.I.	Partito socialista democratico italiano
P.S.M.	Partito socialista massimalista
P.S.O.P.	Partido socialista operário português
P.S.P.	Parti socialiste portugais
P.S.U.	Partito socialista unitario
P.U.C.	Parti unitaire communiste
S.F.I.O.	Section française de l'Internationale ouvrière

	(Parti socialiste français)
S.O.I.	Secours ouvrier international
S.P.D.	Sozialdemokratische Partei Deutschlands
S.R.I.	Secours rouge international
S.V.I.	Socorro vermelho internacional
U.D.	Union départementale
U.F.S.	Union fédérative socialiste
U.G.T.	Unión general de trabajadores
U.S.C.	Union socialiste-communiste
U.S.O.	União sindical operária
U.S.P.D.	Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands
U.S.R.	Unione socialista romana
W.E.B.	Westeuropäisches Büro

TABLE DES DOCUMENTS

162.	Rapport de J. Humbert-Droz au Comité exécutif de l'Internationale communiste sur le Congrès du Parti communiste espagnol	18.VII.1923	3
163.	Décision de l'Internationale communiste (J. Humbert-Droz) dans la crise du Parti communiste portugais	12.VIII.1923	10
164.	J. C. Rates à J. Humbert-Droz	13.VIII.1923	14
165.	O. A. Pjatnickij à A. Rosmer	VIII.1923	15
166.	Rapport de J. Humbert-Droz au Comité exécutif de l'Internationale communiste	18.VIII.1923	15
167.	J. Humbert-Droz au Comité exécutif de l'Internationale communiste des jeunes	18.VIII.1923	20
168.	J. Humbert-Droz au Secrétariat de l'Internationale syndicale rouge	18.VIII.1923	21
169.	A. Rosmer à J. Humbert-Droz	29.VIII.1923	23
170.	A. Nin à J. Humbert-Droz	31.VIII.1923	24
171.	O. A. Pjatnickij à J. Humbert-Droz	5.IX.1923	25
172.	J. Humbert-Droz à Jeanne	5.IX.1923	25
173.	Relevé de comptes de J. Humbert-Droz au 1er septembre 1923	5.IX.1923	27
174.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	6.IX.1923	29
175.	H. C. de Sousa à J. Humbert-Droz	11.IX.1923	32
176.	H. C. de Sousa au Comité exécutif de l'Internationale communiste	14.IX.1923	34
177.	M. Cachin à J. Humbert-Droz	1923	36
178.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	20.IX.1923	37
179.	J. Humbert-Droz au Secrétariat de l'Internationale communiste	20.IX.1923	45

180.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	29.IX.1923	46
181.	Programme franco-britannique	1923	49
182.	J. Humbert-Droz à J. C. Rates	2.X.1923	51
183.	J. Humbert-Droz au Secrétariat général de l'Internationale communiste	3.X.1923	52
184.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	5.X.1923	53
185.	J. Humbert-Droz au Comité central du Parti communiste portugais	12.X.1923	55
186.	J. Humbert-Droz à H. C. de Sousa	12.X.1923	56
187.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	15.X.1923	58
188.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	22.X.1923	60
189.	J. Humbert-Droz à J. C. Rates	22.X.1923	63
190.	J. Humbert-Droz au Comité central du Parti communiste portugais	25.X.1923	64
191.	Déclaration du Comité national des Jeunesses communistes portugaises	12.XI.1923	64
192.	Résolution (de J. Humbert-Droz) concernant la déclaration des Jeunesses communistes portugaises	12.XI.1923	66
193.	Résolution de l'Internationale Com- muniste (J. Humbert-Droz) sur la crise du Parti communiste portugais	13.XI.1923	66
194.	Rapport de J. Humbert-Droz au Comité exécutif de l'Internationale communiste sur la crise du Parti communiste portugais	21.XI.1923	69
195.	J. Humbert-Droz au Comité exécutif de l'Internationale communiste des jeunes	22.XI.1923	77
196.	J. Humbert-Droz à la Commission du budget de l'Internationale communiste	22.XI.1923	78
197.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	23.XI.1923	79
198.	Relevé de comptes de J. Humbert- Droz au 1er décembre 1923	1.XII.1923	81
199.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	8.XII.1923	82
200.	J. Humbert-Droz au Comité exécutif de l'Internationale communiste des jeunes	8.XII.1923	87

201.	J. Humbert-Droz au Comité central du Parti communiste portugais	8.XII.1923	88
202.	A. Treint au Comité exécutif de l'Internationale communiste	14.XII.1923	89
203.	J. Humbert-Droz à J. C. Rates	20.XII.1923	91
204.	G. Bussière et J. J. Soudeille au Bureau politique du Parti communiste français	25.XII.1923	93
205.	G. Bussière et J. J. Soudeille à J.B. R. Rieu	25.XII.1923	94
206.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	26.XII.1923	99
207.	Circulaire du délégué régional J.B. R. Rieu aux secrétaires fédéraux de sa région	31.XII.1923	103
208.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	2.I.1924	112
209.	J. C. Rates à J. Humbert-Droz	4.I.1924	116
210.	Extrait du procès-verbal no. 42 du Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste	6.I.1924	118
211.	L'Assemblée de l'Union socialiste romaine	20.I.1924	119
212.	F. Maffi, M. Malatesta et G. Tonetti au Comité exécutif du Parti com- muniste italien	26.I.1924	121
213.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	26.I.1924	122
214.	J. Humbert-Droz à O. A. Pjatnickij	26.I.1924	126
215.	J. Humbert-Droz au Comité exécutif de la fraction "terzinternationaliste" du Parti socialiste italien	27.I.1924	127
216.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	1.II.1924	129
217.	J. Humbert-Droz à O. A. Pjatnickij	1.II.1924	135
218.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	8.II.1924	136
219.	O. A. Pjatnickij à J. Humbert-Droz	8.II.1924	141
220.	Le Présidium de l'Internationale communiste au Comité central du Parti communiste italien	8.II.1924	142
221.	Le Comité exécutif de l'Internationale communiste des jeunes à la Jeunesse communiste et socialiste d'Italie	8.II.1924	144

222.	E. Woog à J. Humbert-Droz	9.II.1924	145
223.	J. Humbert-Droz à O. A. Pjatnickij	9.II.1924	146
224.	J. Humbert-Droz à V. Kolarov	15.II.1924	147
225.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	15.II.1924	150
226.	O. A. Pjatnickij à J. Humbert-Droz	15.II.1924	157
227.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	16.II.1924	157
228.	Rapport de l'ambassadeur de France à Rome	19.II.1924	159
229.	J. Humbert-Droz à O. A. Pjatnickij	22.II.1924	164
230.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	22.II.1924	165
231.	Le Comité exécutif du Parti communiste italien au Présidium de l'Internationale communiste	22.II.1924	169
232.	J. Humbert-Droz à C. Lazzari	24.II.1924	172
233.	G. Tonetti à J. Humbert-Droz	26.II.1924	176
234.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	29.II.1924	177
235.	J. Humbert-Droz à O. A. Pjatnickij	29.II.1924	179
236.	V. Kolarov à J. Humbert-Droz	29.II.1924	180
237.	F. Maffi à J. Humbert-Droz	29.II.1924	183
238.	Relevé de comptes de J. Humbert-Droz au 1er mars 1924	1.III.1924	184
239.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	7.III.1924	185
240.	J. Humbert-Droz à V. Kolarov	7.III.1924	187
241.	V. Kolarov à J. Humbert-Droz	11.III.1924	188
242.	V. Kolarov au Comité central du Parti communiste italien		188
243.	Résolution votée par le Présidium de l'Internationale communiste à propos de l'appel Bombacci		189
244.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	15.III.1924	191
245.	J. C. Rates à J. Humbert-Droz	18.III.1924	194
246.	F. Maffi à G. Zinov'ev	21.III.1924	194
247.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	22.III.1924	204
248.	P. Togliatti à F. Maffi	25.III.1924	207
249.	A. Lunačarskij, U. Terracini et A. Chiarini aux représentants du Comité exécutif de l'Internationale communiste en Italie	27.III.1924	208
250.	V. Kolarov à J. Humbert-Droz	28.III.1924	209

251.	Le Parti communiste italien (A. Tasca) au Comité exécutif de la fraction "terzinternationaliste" du Parti socialiste italien	2.IV.1924	210
252.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	5.IV.1924	217
253.	J. Humbert-Droz au Comité central du Parti communiste portugais	9.IV.1924	220
254.	J. Humbert-Droz à C. Lazzari	9.IV.1924	222
255.	Le Comité exécutif de la fraction "terzinternationaliste" du Parti socialiste italien au Comité exécutif du Parti communiste italien	11.IV.1924	223
256.	M. Rosmer à J. Humbert-Droz	11.IV.1924	226
257.	Rapport de A. Tasca au Secrétariat de l'Internationale communiste sur le résultat des élections italiennes	11.IV.1924	227
258.	M. Heimo à J. Humbert-Droz	11.IV.1924	237
259.	Rapport de J. Humbert-Droz au Présidium de l'Internationale communiste sur la situation italienne au lendemain des élections	13.IV.1924	237
260.	J. Humbert-Droz à V. Kolarov	16.IV.1924	246
261.	J. Humbert-Droz à O. A. Pjatnickij	16.IV.1924	247
262.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	26.IV.1924	248
263.	A. Tasca et G. Vota au Comité exécutif du Parti communiste italien		250
264.	A. Tasca et G. Vota au Présidium de l'Internationale communiste		251
265.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	2.V.1924	252
266.	J. Humbert-Droz au Comité exécutif du Parti communiste portugais	3.V.1924	256
267.	Le Comité exécutif du Parti communiste italien au Comité exécutif de la fraction "terzinternationaliste" du Parti socialiste italien	8.V.1924	257
268.	Le Comité exécutif du Parti communiste italien au Comité exécutif de la fraction "terzinternationaliste" du Parti socialiste italien	8.V.1924	259

269.	Procès-verbal des séances de la fraction "terzinternationaliste" du Parti socialiste italien	10., 11.V.1924	260
270.	J. Humbert-Droz à M. Malatesta	16.V.1924	271
271.	Relevé de comptes de J. Humbert- Droz au 1er juin 1924	22.V.1924	272
272.	J. C. Rates à J. Humbert-Droz	25.VI.1924	273
273.	J. Humbert-Droz à la Centrale du Parti communiste suisse	15.VII.1924	274
274.	Le Comité exécutif de l'Internationale communiste au Parti communiste français		277
275.	A. Dunois à J. Humbert-Droz	1.VIII.1924	281
276.	La Centrale (M. Bodenmann) du Parti communiste suisse à J. Humbert-Droz	8.VIII.1924	282
277.	J. C. Rates à J. Humbert-Droz	10.VIII.1924	284
278.	O.A. Pjatnickij à J. Humbert-Droz	20.VIII.1924	285
279.	J. C. Rates à J. Humbert-Droz	23.VIII.1924	286
280.	P. Togliatti à J. Humbert-Droz	27.VIII.1924	287
281.	J. Humbert-Droz à A. Tasca	12.IX.1924	288
282.	M. Heimo à J. Humbert-Droz	17.IX.1924	289
283.	Lettre d'information du Secrétariat du Comité exécutif de l'Internationale communiste	18.IX.1924	290
284.	F. Maffi à G. Zinov'ev	27.IX.1924	298
285.	J. Humbert-Droz à la Centrale du Parti communiste suisse	29.IX.1924	300
286.	Rapport de J. Humbert-Droz au Présidium de l'Internationale communiste sur la situation italienne	29.IX.1924	302
287.	J. Humbert-Droz à G. Zinov'ev	30.IX.1924	307
288.	J. Humbert-Droz au Secrétariat de l'Internationale communiste	30.IX.1924	307
289.	J. Humbert-Droz au Présidium de l'In- ternationale communiste	6.X.1924	308
290.	J. Humbert-Droz au Secrétariat de l'Internationale communiste	6.X.1924	309
291.	Rapport de J. Humbert-Droz au		

	Présidium de l'Internationale communiste	6.X.1924	310
292.	Le Comité exécutif du Parti com- muniste italien (Giorgio) au Secrétariat de l'Internationale communiste	6.X.1924	315
293.	Rapport de J. Humbert-Droz au Présidium de l'Internationale communiste	14.X.1924	321
294.	Rapport de J. Humbert-Droz au Présidium de l'Internationale communiste	20.X.1924	324
295.	Projet de lettre ouverte de J. Humbert- Droz au Parti socialiste italien		335
296.	Télégramme du Présidium de l'Interna- tionale communiste à J. Humbert-Droz		339
297.	E. Woog à J. Humbert-Droz	22.X.1924	339
298.	J. Humbert-Droz au Comité exécutif du Parti communiste portugais	23.X.1924	340
299.	Rapport de J. Humbert-Droz au Présidium de l'Internationale communiste sur la situation italienne	27.X.1924	342
300.	M. Rákosi à J. Humbert-Droz	27.X.1924	349
301.	J. Humbert-Droz au Secrétariat de l'Internationale communiste	28.X.1924	350
302.	J. Humbert-Droz au Présidium de l'In- ternationale communiste	4.XI.1924	351
303.	J. Humbert-Droz au Présidium de l'Internationale communiste	11.XI.1924	353
304.	J. Humbert-Droz au Secrétariat de l'Internationale commnuiste	11.XI.1924	356
305.	Rapport de J. Humbert-Droz au Présidium de l'Internationale communiste sur la situation italienne	16.XI.1924	357
306.	A. Dunois à J. Humbert-Droz	9.II.1925	362
307.	A. Gramsci à J. Humbert-Droz	25.V.1925	364
308.	A. Graziadei au Comité exécutif de l'Internationale communiste	25.V.1925	366
309.	Déclaration des membres du "Comitato		

	d'intesa" de la gauche italienne	VII.1925	368
310.	J. Humbert-Droz au Présidium de l'Internationale communiste	5.III.1926	372
311.	P. Togliatti à F. Jezierska	été 1926	374
312.	J. Humbert-Droz à P. Togliatti	26.II.1927	376
313.	J. Humbert-Droz à P. Togliatti	5.III.1927	379
314.	J. Crémet à J. Humbert-Droz	21.III.1927	381
315.	P. Togliatti à J. Humbert-Droz	25.III.1927	387
316.	J. Crémet à J. Humbert-Droz	26.III.1927	389
317.	J. Crémet à J. Humbert-Droz	2.IV.1927	393
318.	J. Crémet à J. Humbert-Droz	5.IV.1927	398
319.	J. Humbert-Droz à P. Togliatti	8.IV.1927	400
320.	J. Humbert-Droz à J. Crémet	10.IV.1927	405
321.	P. Togliatti à J. Humbert-Droz	s. d.	409
322.	P. Togliatti à J. Humbert-Droz	29.VI.1927	412
323.	J. Humbert-Droz au Secrétariat de l'Internationale communiste	18.VII.1927	413
324.	Rapport de J. Humbert-Droz au Secrétariat politique de l'Internationale communiste sur le Parti communiste norvégien	18.VII.1927	414
325.	J. Humbert-Droz au président du Parti communiste suisse	19.VII.1927	422
326.	L. Idelsohn à J. Humbert-Droz	28.VII.1927	423
327.	L. Idelsohn à J. Humbert-Droz	31.X.1927	423
328.	M. Cachin à J. Humbert-Droz	7.XI.1927	425
329.	A. Berthon à J. Humbert-Droz	8.XI.1927	425
330.	J. Humbert-Droz à L. Revoire	30.XI.1927	426
331.	A. Berthon à J. Humbert-Droz	15.XII.1927	428

LISTE DES APPENDICES

1.	Documents sur la crise existant au sein de la direction du Parti communiste français (Février-Mars 1924).	431
1A.	Lettre ouverte du Comité directeur du Parti communiste français au 'Labour Party' (5.2.1924).	431
1B.	Résolution sur la question russe (rédigée par B. Souvarine), adoptée par le Comité directeur du Parti communiste français (Février 1924).	435
1C.	Résolution concernant les problèmes internationaux mis à l'étude du Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste, adoptée par le Comité directeur du Parti communiste français le 19 février 1924.	436
1D.	Déclarations de P. Monatte au Comité directeur du Parti communiste français du 18 mars 1924.	436
1E.	Le changement de direction du <i>Bulletin Communiste</i> : Lettre de B. Souvarine aux abonnés du <i>Bulletin Communiste</i> et déclaration du Comité directeur du Parti communiste français (Mars 1924).	439
2.	Thèses sur la tactique du Parti et sur les problèmes posés à l'Internationale communiste, adoptées par le Comité directeur du Parti communiste français le 18 mars 1924.	444
3.	Résolution sur la situation générale et l'Internationale communiste, présentée par B. Souvarine (Mars 1924).	455
4.	Réponse de B. Souvarine aux accusations de la délégation française au cinquième Congrès mondial de l'Internationale communiste (Juin 1924).	462
5.	Lettre du Présidium de l'Internationale communiste au Comité central du Parti communiste français (2.4.1927).	469
6.	Circulaire du Parti communiste italien du 25 février et commentaire de <i>L'Avanti!</i> du 5 mars 1924.	483
7.	Programme d'action du Parti communiste italien, adopté au cinquième Congrès mondial de l'Internationale communiste (Juin 1924).	488

8.	Note officielle de convocation de la Conférence nationale des militants communistes, le 4 mars 1923, organisée par les jeunesses du Parti communiste portugais.	495
9.	Note officielle du Parti communiste portugais (fraction C. de Sousa) sur l'auto-dissolution du Parti (Mai 1923).	496
10.	Statuts type des communes du Parti communiste portugais.	497
11.	Thèse sur l'organisation du Parti communiste portugais, votée au 1er Congrès (Novembre 1923).	499
12.	Discours prononcé par J. Humbert-Droz pendant le 1er Congrès du Parti communiste portugais (Novembre 1923).	502
13.	Appel de solidarité avec la révolution allemande adressé par le Parti communiste portugais et le Comité exécutif des partisans de l'Internationale syndicale rouge aux prolétaires portugais (Décembre 1923).	506
14.	Décision du Comité exécutif de l'Internationale communiste concernant la réintégration dans le Parti communiste portugais des membres exclus lors de l'intervention de J. Humbert-Droz (Janvier 1925).	508
15.	Lettre ouverte aux membres du Parti communiste portugais, rédigée par N. Dupuy, délégué de l'Internationale communiste (Février 1925).	508

DOCUMENTS



Paris, 18 juillet 1923

La situation du parti.

Notre parti espagnol, depuis son dernier congrès,² a maintenu ses effectifs, mais sa situation est restée stationnaire et son influence dans la classe ouvrière espagnole et sur la politique générale du pays a très sensiblement diminué. Il a cependant appliqué avec succès en mai et juin de l'année dernière la tactique du front unique dans la grève des Asturies,³ mais il n'a pas su développer cette situation favorable à son action et a commis au contraire des fautes graves qui ont compromis les premiers résultats et rendu très difficile le travail futur du parti à l'égard des masses qui suivent encore le parti socialiste et les syndicats réformistes.

Les causes du recul.

Il y a à ce recul des causes générales et indépendantes du parti. Le mouvement ouvrier espagnol passe par une période de dépression certaine. Dans les syndicats réformistes, c'est la période de scission et d'exclusion des communistes⁴ et des syndicats qui ont pratiqué le front unique. Dans les milieux anarcho-syndicalistes, c'est les suites néfastes de la tactique terroriste de Barcelone,⁵ les fluctuations et les hésitations des chefs syndicalistes, c'est partout une guérilla à coups de revolver qui empêche une véritable concentration des masses pour l'action méthodique et qui use et décourage l'ardeur révolutionnaire des militants. Les luttes de partis ou de tendances au sein du mouvement ouvrier qui se poursuivent aussi à coups de revolver ont fait passer à l'arrière-plan la préoccupation des intérêts de classe. Les ouvriers de tendances opposées s'entretenant et oubliant leur lutte commune contre la bourgeoisie. Les répressions qui ont suivi les grèves malheureuses ont aussi porté un coup sérieux à nos organisations des Asturies et de Biscaye. De nombreux militants ont dû s'expatrier. La période d'attrac-

* Déjà publié dans: Humbert-Droz, Mémoires II, pp. 186-192.

tion de la Révolution russe est passée; la propagande réformiste et anarchiste contre la Russie et le communisme porte d'autant mieux que réformistes et syndicalistes possèdent des quotidiens auxquels le Parti communiste ne peut opposer que des hebdomadaires à tirage limité et insuffisamment répandus pour remonter le courant. Entre le réformisme et le syndicalisme anarchiste qui se partagent l'influence sur les masses ouvrières, le parti doit se frayer sa voie difficile, avec des moyens insuffisants.

Il y a aussi des causes de recul dont le parti est en grande partie responsable et qui ont contribué encore à l'isoler et à lui enlever des possibilités d'action. Premièrement: l'emploi par lui de moyens terroristes, en particulier dans ses luttes avec les réformistes, qui a abouti à trois ou quatre assassinats de socialistes par les nôtres et en particulier aux incidents sanglants du congrès de l'Union générale.⁶ Sans doute les communistes ont-ils été provoqués brutalement par les réformistes, mais ces derniers ne demandaient que ce qui s'est passé pour ruiner l'influence grandissante et menaçante des communistes dans l'Union générale et permettre leur expulsion. Le parti a considérablement souffert de ces événements. Pendant des mois, chaque jour, l'organe réformiste publia des ordres du jour de protestation d'organisations ouvrières contre l'assassinat de travailleurs par les communistes. Cela a porté et porte à chaque nouvelle faute semblable de notre part. Nos camarades se laissent provoquer et font ainsi le jeu de leurs adversaires. Ces faits répétés ont fermé presque complètement les milieux réformistes à l'influence communiste. Aux Asturies et à Bilbao, nos camarades exclus ont rejoint la Confédération nationale mais avec un gros déchet pour l'organisation ouvrière. Deuxièmement: l'insuffisance de l'activité politique du parti dans cette année qui fut si riche en événements politiques importants pour l'Espagne: guerre marocaine, responsabilités, élections générales, amnistie, crises gouvernementales, etc.,⁷ et devant la situation du mouvement ouvrier, décomposition de l'idéologie anarcho-syndicaliste, grandes grèves de Barcelone... unité syndicale. Le parti a suivi une ligne politique juste, mais avec une énergie insuffisante. Les décisions du Quatrième congrès en particulier concernant la campagne pour les réintégrations et pour l'unité syndicale⁸ ne furent pas appliquées avec la méthode et la décision qu'il aurait fallu. Troisièmement: cette insuffisance de l'activité politique provient en grande partie du fait que le parti a une organisation tout à fait insuffisante. Toutes les charges du parti sont

remplies par des camarades qui gagnent leur vie dans un emploi quelconque et qui ne vouent au travail du parti que leurs heures de loisirs. Ils le font avec un grand dévouement, mais il est certain qu'un parti qui ne possède pas un seul fonctionnaire permanent, dont le secrétaire général fait chaque jour ses huit heures de travail chez un patron, n'est pas outillé pour développer une activité politique digne de son rôle historique. Quatrièmement: la crise intérieure, en multipliant les actes d'indiscipline, a aussi contribué à affaiblir le rayonnement et l'autorité du parti. Je m'y arrête plus longuement puisqu'elle est au fond des débats du congrès.

La crise intérieure.

Elle a ses origines dans la formation même du parti, fusionné des deux partis qui avaient quitté le Parti socialiste à des dates différentes.⁹ Le petit Parti communiste espagnol était un parti fortement atteint de la maladie infantile et ses éléments ne se sont pas encore débarrassés complètement de leur gauchisme entretenu par leurs rapports avec le Parti communiste italien.¹⁰ Les polémiques entre les deux partis, avant la fusion, furent excessivement vives et très personnelles; il en est resté beaucoup de ressentiments de part et d'autre. La vie commune n'a pas créé l'atmosphère de camaraderie qui devrait être celle d'un petit parti. Quelques éléments de l'ancien Parti communiste espagnol ont conservé la conviction que tous les membres venus du Parti communiste ouvrier sont des réformistes et des opportunistes. Ils dénoncent le centrisme de toutes les décisions ou de toutes les propositions venant du Parti communiste ouvrier et la vie du parti est de ce fait viciée. Ces polémiques incessantes ont découragé un grand nombre de militants qui sont retournés au vieux Parti socialiste ou sont des sympathisants qui attendent le moment de la guérison du parti pour revenir. Elles ont jeté un certain discrédit sur bon nombre de bons militants, et par ricochet sur le parti. Les restes de cette opposition se trouvent à Madrid seulement.¹¹ C'est contre ses actes d'indiscipline répétés que l'an dernier le congrès du parti et l'Internationale ont été appelés à prendre des sanctions.¹² Ces éléments auraient perdu toute influence si la direction du parti avait su utiliser la situation pour les isoler politiquement. Ce ne fut pas le cas et, sur cette crise d'origine, est venue se greffer une crise plus grave provenant aussi des divers courants ouvriers dont est formé le parti. Le parti est constitué actuellement de militants qui

ont été formés à l'école du vieux parti socialiste et d'éléments nouveaux venus des milieux anarcho-syndicalistes. Les premiers travaillent surtout des milieux où l'influence socialiste est dominante et l'influence syndicaliste presque nulle, comme c'est le cas de Madrid; les autres travaillent à pénétrer les régions soumises à l'influence anarcho-syndicaliste. Cette dualité dans l'origine, qui se poursuit dans le travail, crée bien des surfaces de conflit et des motifs d'incompréhension réciproque. Il est certain que les camarades venant de l'ancien Parti socialiste sous-estiment l'importance du mouvement syndicaliste et du travail de pénétration dans la Confédération nationale du travail, comme les camarades qui viennent du syndicalisme sous-estiment l'importance de l'Union générale du travail et du travail dans les milieux réformistes. Le Comité central qui vit à Madrid, citadelle du réformisme, est enclin à négliger la lutte et le travail dans les milieux syndicalistes. Ces incompréhensions qui ont donné lieu à des critiques à l'égard du Comité central, ont permis aussi à l'opposition de Madrid de relever la tête et de former bloc avec les mécontents de la province. Au congrès, l'opposition au Comité central était donc loin d'être homogène. Elle ralliait le petit groupe madrilène de l'ancien Parti communiste espagnol, la fédération de Valence avec Arlandis,¹³ la fédération de Biscaye (Bilbao) avec Solís.¹⁴ Soit à peu près la majorité du parti.

La situation au congrès.

Le congrès discuta la question du Comité central et la politique générale du parti en plusieurs séances clandestines de façon que je puisse y prendre part. (En Espagne toutes les assemblées, Congrès etc. doivent être communiqués à la police qui envoie officiellement ses émissaires pour surveiller les travaux). Les critiques diverses de l'opposition à l'égard de la politique du Comité central démontrèrent la très grande confusion qui règne dans les milieux de l'opposition. Seules les critiques visant le manque d'activité du Comité central et son insuffisante préoccupation pour des milieux anarcho-syndicalistes étaient justifiées. Les autres critiques, plus nombreuses et portant sur les actes politiques et l'orientation du Comité central, étaient la preuve de déviations évidentes et d'absence d'esprit politique de l'opposition. Elles reprochaient entre autres au parti d'avoir exploité, après les incidents du congrès de l'Union générale, l'arrestation et la popularité de la camarade Virginia González,¹⁵ pour faire brèche dans la réproba-

tion générale qui s'élevait de la classe ouvrière contre le parti et d'avoir ainsi reconquis une partie des sympathies ouvrières que le parti avait perdues. Mais c'est surtout en ce qui concerne la tactique électorale et le travail parmi les anarcho-syndicalistes que l'opposition manque de clarté. Elle voulait transformer des organes du parti à Bilbao et aux Asturies, où les communistes prédominent déjà dans le mouvement syndicaliste, en organes syndicalistes cachant leur drapeau communiste. Dans la question électorale, les camarades de la Confédération nationale du travail se laissent influencer par les courants très divers qui traversent la Confédération nationale du travail. Maurín¹⁶ préconisait, sous l'influence de Seguí¹⁷ évoluant vers l'opportunisme, la participation du parti avec les bourgeois de gauche franc-maçons, tandis qu'Arlandis, sous l'influence anarchiste de Valence, faisait campagne dans le parti pour l'abstention, appuyé par les antiparlementaires de l'ancien Parti communiste espagnol. L'opposition défendait aussi la guérilla terroriste. Le Comité central se défendit faiblement en attaquant les nombreux actes d'indiscipline de l'opposition qui sabota, en agissant à sa guise, l'action du parti, en particulier dans la question des élections et dans celle de la campagne pour les réintégrations dans l'Union générale du travail.

Je suis intervenu à deux reprises aux cours de ces débats pour marquer: 1) que la ligne politique générale du Comité central avait été juste et conforme aux décisions du Quatrième congrès international, 2) que le Comité central avait manqué de fermeté et d'activité dans l'application de cette ligne, 3) que les critiques de l'opposition, justifiées quand elles portent sur l'insuffisance de l'activité du Comité central étaient, quant au fond, des manifestations de confusionnisme ou d'infantilisme conduisant à des actes d'indiscipline graves. Les camarades des deux groupes, après un long débat et une seconde intervention de ma part, admirent ces conclusions générales qui permirent d'aboutir au règlement pratique de la situation sans approfondir la division dans le parti. L'opposition elle-même présenta une résolution faisant retomber une part de l'inactivité du parti sur elle-même et affirmant que le parti devait *continuer* dans la ligne politique suivie antérieurement par le Comité central.

Au point de vue pratique, j'aurais aimé que le siège du Comité central fût déplacé de Madrid à Bilbao ou Oviedo, bref dans un centre ouvrier important où ne domine pas, comme à Madrid, l'influence socialiste. Mais tous furent d'avis que ce transfert était impossible, le

parti n'ayant qu'à Madrid assez de militants expérimentés pour former le Comité central. D'autre part, bien que l'opposition ait en fait la majorité au congrès, il me parut impossible de lui confier l'entière direction du parti, ses militants de Madrid étant les moins intéressants et les moins en contact avec la classe ouvrière. Il apparut aussi impossible de faire venir à Madrid les éléments de province absolument nécessaires sur place. Devant cette situation, je fis appel à tous pour former un Comité central de concentration, les luttes fractionnelles ruinaient le parti si elles continuaient.

L'accord fut aisé aussi sur ce point. Le résultat est donc le suivant :

1. Le parti continue dans la ligne politique générale antérieure approuvée et précisée par le Quatrième congrès mondial.
2. Il intensifie son activité politique.
3. Il voue une attention plus grande que par le passé au travail dans les milieux de la Confédération nationale du travail.
4. Il renforce sa discipline intérieure.
5. Il crée deux postes permanents rétribués : secrétaire général et directeur du journal. (Vu les finances mauvaises un seul fonctionnera immédiatement).
6. Les luttes intérieures cessent et tous s'efforcent de concourir au travail constructif du parti.
7. Un Comité central de concentration est formé dans lequel on nomme les camarades les plus capables de travail, sans distinction de tendances. Après élaboration commune de la liste, la tendance oppositionnelle a cinq sièges et l'ancien Comité central dix.¹⁸

Le congrès, malgré les discussions passionnées, s'est terminé sur ces bases dans un très bon esprit. Il faudra cependant suivre de près cette section et intervenir sans retard si les résultats de ce congrès n'étaient pas respectés par les uns ou les autres. Je crains pour ma part qu' un des éléments de l'opposition de Madrid, Andrade,¹⁹ ne recommence ses attaques personnelles et sa politique gauchiste. Les autres questions soumises au congrès ralliaient l'unanimité.

L'Exécutif et le Parti communiste espagnol.

La commission espagnole du Quatrième congrès a étudié une proposition de modifier la ligne politique du parti pour faire des concessions aux syndicalistes, en particulier sur la tactique électorale. La

commission à l'unanimité a proposé au congrès une résolution repoussant cette suggestion et demandant au contraire au parti de garder la ligne politique droite.²⁰ Malgré cette décision le Comité exécutif, au moment des élections, a envoyé au parti une lettre lui recommandant une combinaison électorale suggérée par Maurín pour Barcelone: une liste commune avec les bourgeois francs-maçons de gauche. Cette lettre fut vivement critiquée au congrès, autant par le Comité central que par l'opposition antiparlementaire. Personne dans le parti ne partage le point de vue de Maurín qui n'est pas membre du parti, mais les camarades du parti se demandent si le parti est noyauté par les syndicalistes et voient un danger dans le fait que l'Exécutif, sans consulter le parti, lui impose une tactique préconisée par des camarades non-adhérents au parti. J'ai expliqué comme j'ai pu cette intervention que je crois malheureuse et j'ai assuré le parti qu'à l'avenir aucune décision concernant son action ne serait prise sans que le parti fût consulté. Je crois que cela est indispensable. D'autre part, concernant les concessions aux syndicalistes, je suis aujourd'hui encore plus convaincu qu'au Quatrième congrès que le parti doit maintenir sa ligne politique sans déviations. 1) Le parti est loin d'avoir la clarté doctrinale et la sûreté politique que nécessite une telle opération tactique. Il est encore plein de confusion et de préjugés. Une fraction est anarchisante et le fédéralisme, l'antiparlementarisme, le terrorisme y ont de nombreux partisans. Une déviation dans le sens de la Confédération nationale du travail jetterait un trouble profond dans le parti et grandirait la confusion. 2) La Confédération nationale du travail est loin d'être homogène, son idéologie est en pleine décomposition, sa tactique terroriste et fédéraliste ont fait faillite, elle est actuellement traversée de courants multiples, souvent contradictoires, qui cherchent une voie nouvelle. A quel courant faire des concessions? Au moment où Maurín proposait une tactique inspirée de Seguí et s'orientant vers le réformisme, Arlandis, sous l'influence d'un autre courant, préconisait l'abstention et la pratiquait à Valence! Le parti ne peut adopter dans chaque ville une autre tactique pour plaire à la Confédération nationale du travail, pratiquer le Bloc des gauches à Barcelone, l'abstention à Valence et la participation régulière ailleurs. Il ne ferait que se discréditer dans les milieux mêmes qu'il veut gagner. Il ne doit se laisser entraîner par aucun des courants éphémères de la Confédération nationale du travail et travailler à lui faire admettre la tactique communiste en la lui montrant clairement et méthodique-

ment. Sinon, au lieu d'éclairer les chercheurs de la Confédération nationale du travail, il introduira dans ses rangs la confusion des milieux syndicalistes. 3) Enfin, il faut se rendre compte que la question électorale est en somme secondaire dans nos différends avec la Confédération nationale du travail; c'est tout ce qui nous sépare des anarchistes qui est en jeu et les questions soulevées par la Révolution russe sont beaucoup plus importantes que la question électorale. Quand il n'y aura plus que celle-là, les difficultés seront vite aplanies. C'est pour ces raisons que le congrès à l'unanimité confirma la tactique suivie par le Quatrième congrès.

Le parti aurait grand besoin de faire dans toute l'Espagne une campagne de propagande de trois ou quatre mois. En une seule tournée, l'an dernier, en Andalousie, un camarade a créé plus de vingt sections. Le parti possède quelques camarades qui pourraient faire ce travail avec fruit. Le vieux militant Acevedo²¹ que vous avez connu au Quatrième congrès et qui est un très bon propagandiste, capable de former des militants, est sans travail et dans une situation très difficile. Il pourrait être très utile au parti. Y aurait-il possibilité que l'Internationale vote un crédit spécial de 4 à 5000 pesetas pour financer cette campagne qui permettrait au parti de doubler rapidement ses effectifs et ses ressources?

Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0101. Copie)

163. DÉCISION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
(J. HUMBERT-DROZ) DANS LA CRISE DU PARTI
COMMUNISTE PORTUGAIS*

Lisbonne, 12 août 1923

Au moment du Quatrième congrès mondial, le Parti communiste portugais, section de l'Internationale communiste, était de formation

* Note manuscrite de Humbert-Droz: "Texte primitif remis aux fractions en Portugal". Cette décision publiée intégralement dans Humbert-Droz, Mémoires II, pp. 169-172, a été prise par Humbert-Droz remplaçant de Rosmer en tant que délégué du Présidium du C. E. pour résoudre la crise portugaise (voir doc. 170) qui venant de Paris arriva à Lisbonne probablement le 8 août (Lettre de Humbert-Droz à sa femme

récente.¹ Formé dans son immense majorité de camarades anarchistes et syndicalistes que les expériences de la guerre et de la Révolution russe faisaient évoluer vers le communisme, il n'avait pas encore une clarté doctrinale et une sûreté tactique semblables à celles d'autres sections de l'Internationale. Son organisation jeune était encore dans la phase embryonnaire. Le parti n'avait pas encore tenu son congrès constitutif et ne possédait ni statut organique, ni programme théorique et tactique.²

A ce moment, aucun militant ne pouvait prétendre posséder le monopole du communisme. Les camarades délégués au Quatrième congrès reconnaissent eux-mêmes avoir beaucoup appris à Moscou et s'être débarrassés de fausses idées et de préjugés qu'ils possédaient auparavant. Il est évident que dans une telle situation, le premier et important travail devait être un effort mutuel d'éducation réciproque pour préciser et clarifier la pensée et parfaire l'organisation du parti.

Les délégués à Moscou, Souza³ et Barreira⁴ se sont rendu compte au cours du Quatrième congrès de l'insuffisance doctrinale de leur parti. Leur intention très louable fut de remédier à cette situation. Mais, tandis qu'ils auraient dû procéder à leur retour à une grande oeuvre d'éducation du parti, ils ont conçu, à Moscou déjà, leur devoir comme une oeuvre d'épuration et d'exclusion des camarades non encore nettement communistes qui formaient l'immense majorité du parti. Ce fut une erreur fondamentale qui allait augmenter le trouble et provoquer la crise dont souffre le parti aujourd'hui.

Avant leur retour, par lettre, ils faisaient part de leur projet d'épuration, non au Comité central régulier qui les avait délégués, mais au comité des Jeunesses et à des amis personnels qu'ils jugeaient plus capables de faire ce travail.⁵ Ceux-ci firent nommer par le Comité central une commission de réorganisation à laquelle il conféra ses pouvoirs de direction et qui devait réorganiser et purifier le parti.⁶

A leur retour de Moscou, la commission de réorganisation ayant émis quelques votes empreints de préjugés anarcho-syndicalistes, en particulier concernant la non-application de l'article neuf des vingt-et-une conditions et le rôle historique du parti dans la révolution

Jenny, Lisbonne, datée du 8 août 1923; manuscrit) pour y rester une semaine. Cf. doc. 166. Aucune trace de correspondance avec Rosmer n'a pu être retrouvée. Pour la publication portugaise de la décision voir: *Decisão da I.C. sobre a crise do Partido Comunista Portuguez*, [sign] o delegado da I.C., Jules Humbert-Droz, Lisboa, 12 de agosto 1923, *O Comunista*, n° 5, 10.9. 1923).

prolétarienne, fidèles à leur conception d'épuration et n'apercevant pas que ces votes nécessitaient d'abord un travail d'éducation du parti, ils préparèrent en secret avec les Jeunesses une conférence des militants du parti pour doter le parti d'un programme et d'un comité. Mais, au lieu de porter la discussion régulièrement et largement dans la masse du parti afin que cette conférence devienne le congrès constitutif du parti et qu'elle serve à l'éducation communiste, cette conférence fut préparée en secret par quelques camarades à l'insu des organes réguliers du parti et de la masse de ses adhérents.⁷

Cette initiative des Jeunesses et de quelques camarades se substituant aux organes réguliers du parti fut une grave erreur de tactique et de discipline. Le comité qui y fut nommé ayant usurpé le pouvoir, n'avait pas l'autorité suffisante pour faire respecter la discipline. D'autre part, les résolutions et le programme adoptés par cette conférence⁸ démontrent que les camarades qui procédaient ainsi au redressement du parti n'étaient pas exempts de déformations et d'obscurités, provenant de l'idéologie libertaire et ne pouvaient par conséquent pas prétendre posséder seuls la pureté doctrinale communiste.

Les camarades de la commission réorganisatrice ne réagirent pas dès le début comme ils auraient dû le faire contre la procédure irrégulière et inadmissible des Jeunesses. Ils ont laissé faire, paraissant d'abord admettre une telle tactique et l'autorité du nouveau comité.⁹ Ce fut une faute aussi de ne réagir que tardivement en créant une fraction qui devint un second parti.¹⁰ De part et d'autre, dans toute cette procédure irrégulière, des fautes ont été commises.

Engagé dans sa conception d'épuration, pris dans l'engrenage de sa procédure irrégulière, le Comité central nommé par la conférence des Jeunesses voulut faire respecter la discipline à coup d'exclusions. Mais, en excluant le camarade Rates¹¹ et d'autres camarades influents du parti, qui entraînaient avec eux la majorité de l'organisation, il procédait à une épuration qui devenait une liquidation du parti. Les militants exclus ayant reconstitué un parti avec la majorité de l'ancien, il y eut deux organisations rivales qui échangèrent dans leurs luttes fractionnelles des polémiques injurieuses regrettables qui découragèrent bon nombre de militants.¹²

L'activité des deux organisations fut bien différente.

Le Comité central irrégulier (Souza)¹³ procédait à de nouvelles épurations jusqu'au moment où, sur le point de rester seul, *il déclara publiquement suspendre ses fonctions et celles du comité des Jeunesses jusqu'à*

*l'intervention de l'Internationale et laisser à ses membres leur liberté d'action individuelle.*¹⁴ Cette déclaration publique était en fait la liquidation du parti et des jeunesses. Dès ce moment la fraction Souza ne travailla plus, attendant la décision de l'Exécutif.¹⁵

La fraction Rates au contraire continuait le travail du parti, faisant effort pour maintenir l'organisation, éditant un organe,¹⁶ s'efforçant par l'étude des publications de l'Internationale de préciser et de clarifier sa pensée et entreprenant un travail intéressant dans le mouvement syndical.¹⁷

Bien que des erreurs doctrinales et des fautes tactiques aient été commises par les deux fractions, l'Internationale, devant le travail accompli depuis la crise, ne saurait les mettre sur un pied d'égalité.¹⁸ Elle constate qu'il y a aujourd'hui d'un côté une organisation imparfaite mais réelle, d'un autre côté un petit groupe de camarades qui attendent sans rien faire l'intervention de l'Internationale.

Décidée à unir dans la même organisation tous ceux qui se réclament de son programme et qui sont sincèrement désireux de créer une section communiste forte au Portugal, et constatant que, des deux fractions, une seule est organisée en parti et a continué le travail du parti,¹⁹ l'Internationale exige que, malgré les luttes personnelles qui ont eu lieu et les ressentiments qu'elles laissent, l'unité se rétablisse entre militants communistes autour de l'organisation existante (Rates) et sur la base des décisions, conditions et thèses de l'Internationale, déclare irrégulière toute la procédure suivie pour épurer le parti et décide qu'un congrès constitutif du parti aura lieu en octobre,²⁰ auquel assistera un représentant de l'Internationale et qui sera souverain pour fixer le statut d'organisation et le programme théorique et tactique du parti.

Dans l'impossibilité pratique de rétablir l'ancien Comité central régulier en fonction, l'Internationale investit de l'autorité nécessaire pour diriger le parti, le comité suivant de sept membres: 1) Charles Rates,²¹ 2) Nascimento Cunha,²² 3) Christiano Linhares,²³ 4) Utra Machado,²⁴ 5) Alfredo Monteiro,²⁵ 6) Abel Pereira,²⁶ 7) Barreira.²⁷

Ce comité prendra ses décisions à la majorité, exigera la plus stricte discipline; il a pleins pouvoirs pour réprimer toute tentative nouvelle d'indiscipline d'où qu'elle vienne. Ses tâches seront: 1. de diriger le Parti, son activité et son organe jusqu'au congrès. 2. de préparer le congrès en utilisant les projets de résolutions déjà publiés par le groupe Rates.²⁸ Toutes ces résolutions seront soumises à l'examen de l'Inter-

nationale communiste. 3. de regrouper autour de l'organisation existante (Rates) tous les militants et les sections qui furent affiliés avant la crise. Les adhérents nouvellement inscrits au parti Rates auront les mêmes droits que les anciens. Ne seront pas réadmis les communistes poursuivis ou condamnés pour délits de droit commun.²⁹

La formation du comité provisoire ne diminue en rien l'autorité du congrès qui sera souverain pour nommer la nouvelle direction.

Les luttes personnelles et fractionnelles et les discussions envenimées sur les faits passés doivent cesser complètement.

Les accusations infamantes faites publiquement dans la presse à l'égard des militants de l'une et de l'autre tendance seront rétractées publiquement par leurs auteurs.³⁰

Le camarade Rates ayant démissionné publiquement de la franc-maçonnerie dès qu'il a connu les décisions du Quatrième congrès, il n'y a pas lieu de lui appliquer les sanctions prévues pour le parti français.³¹

L'Internationale fait appel à tous les militants sincères pour qu'ils fassent, dans l'intérêt de la cause communiste, un effort de bonne volonté pour que les dissentiments personnels disparaissent pour faire place au travail constructif commun et elle appelle tous les anciens membres du parti, tous les sympathisants, à rejoindre maintenant l'organisation pour former une section forte de l'Internationale communiste au Portugal.

Le représentant de l'Internationale
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0138. Copie)

164. J. C. RATES À J. HUMBERT-DROZ

Lisbonne, 13 août 1923

Cher camarade et ami Jules Humbert-Droz,

Je vous prie d'accepter mes excuses pour n'avoir pas pu aller vous faire mes adieux à votre sortie de Lisbonne comme je le voudrais.¹

Carlos d'Araujo² m'a donné votre adresse en me disant qu'il fallait

vous envoyer quelque document. Je vous prie de me dire quels sont les documents à envoyer afin que je les envoie.

Nous attendons [de vous] voir de nouveau [à] notre congrès, à réaliser en octobre.

Recevez mes fraternelles salutations communistes

J. Carlos Rates
Travessa de Tarujo 3
Lisbôa

(H.-D. 0139. Autographe)

165. O. A. PJATNICKIJ¹ À A. ROSMER²

N. 272/e

[Moscou, août 1923]

Camarade Rosmer

Copie de "Au Comité central du Parti communiste portugais."

Vous informons qu'il a été assigné pour 1923 au Parti communiste portugais la somme de 5.072 francs français. Ci-joint, envoyons pour le premier semestre de 1923 la somme de 2.535 francs français.³

32 livres 10 shilling envoyé le [...] Sept. 20 livres⁴

Piatnizky

(H.-D. 0143. Original)

166. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU COMITÉ EXÉCUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*

Boudevilliers/Suisse, 18 août 1923

Chers camarades,

Le camarade Rosmer n'ayant pas pu se rendre au Portugal, il m'avait chargé de le remplacer pour liquider la crise du parti. Je rentre de

* Publié à l'exception de la première et de la dernière phrases dans: Humbert-Droz, Mémoires II, pp. 162-166.

Lisbonne où je suis resté une semaine. Trois questions me sont apparues urgentes: 1) La crise du parti, 2) l'état des Jeunesses, 3) l'organisation de la minorité syndicale.

Je dois dire que malgré l'état de crise et en général l'état embryonnaire de notre mouvement au Portugal, mon impression générale est très bonne; nous avons dans le prolétariat portugais de grosses possibilités d'action et nous tenons déjà des positions fort importantes pour l'Internationale syndicale rouge avant même que la minorité soit organisée.¹ Dès que la crise intérieure du parti sera liquidée et la minorité syndicale organisée pour pouvoir poursuivre une propagande systématique, je suis sûr que nos organisations feront de rapides progrès et que nous ne tarderons pas à posséder une importante minorité dans la Confédération générale du travail adhérente à Berlin.² Le mouvement socialiste presque inexistant ne compte pas dans la classe ouvrière³ et le mouvement anarchiste qui dirige la Confédération générale du travail n'est fort que parce que le travail de propagande de nos idées a à peine commencé.⁴ Je crois que le parti et la minorité syndicale auront beaucoup plus de facilité de travail que les camarades d'Espagne⁵ parce que le parti réformiste est nul et que le mouvement syndical est unifié. Les militants me laissent aussi une bonne impression de sérieux et de bonne volonté, désireux de s'éduquer, de connaître mieux nos doctrines et notre mouvement et de travailler. Ceux de la minorité syndicale en particulier me paraissent être des ouvriers de toute confiance et d'élite.

Vous verrez, par la résolution ci-jointe prise au nom de l'Internationale,⁶ les détails de la crise et la façon provisoire dont je l'ai réglée jusqu'au congrès régulier du parti. A ces renseignements j'ajouterai quelques remarques et impressions personnelles. Le camarade Souza est certainement fort peu sympathique,⁷ il se croit fermement le seul communiste au Portugal et voudrait diriger le parti. Comme les quelques camarades des Jeunesses ont aussi la conviction d'être seuls à gauche et dans la bonne voie communiste, ils ont voulu ensemble s'emparer du parti qui ne s'est pas laissé faire. Cette tentative de main mise, avec les incidents qui l'entourèrent, exclusions, injures etc., rendirent le camarade Souza encore plus antipathique aux membres du parti. Toute la crise est là. Tout cela s'est passé dans un parti en formation dont les membres viennent de l'anarchie, c'est-à-dire ont encore le culte de leur dignité et de leur honneur personnels et le sentiment très faible de l'organisation. Souza et Barreira, dans leur voyage à

Moscou, ont acquis un certain vernis communiste que ne possèdent pas d'autres membres du parti, mais, sous une phraséologie qui est plus orthodoxe, il y a une pensée qui est aussi pleine d'obscurités et de déformations que celle des autres.

Le programme adopté à la conférence des Jeunesses⁸ est plein de déclarations tout-à-fait libertaires et Souza, pour paraître devant moi débarrassé des préjugés syndicalistes, m'a affirmé qu'il s'intéressait surtout à la politique et que le mouvement syndical ne l'intéressait pas du tout. Je lui ai fait remarquer qu'il venait de prononcer une hérésie plus grande que celles qu'il combattait chez les syndicalistes. En fait, le groupe Souza n'a aucune influence dans les milieux de syndiqués et dans les milieux ouvriers.⁹ Il a perdu l'influence qu'il avait sur le parti et s'il a cessé de fonctionner officiellement c'est que ses pratiques l'avait tout à fait isolé des ouvriers.

Le groupe Rates est en réalité le parti qui a continué et dont Rates n'est qu'un des membres influents, mais non le chef. Il a, lui, gardé un contact étroit avec les syndicats et les camarades de la minorité syndicale dont un bon nombre font partie du parti.

La solution la plus simple de la crise eût été de reconnaître le parti Rates comme section de l'Internationale et de laisser tomber les quelques éléments groupés autour de Souza. Cependant, comme le parti n'est pas riche en forces, j'ai pensé bien faire en tentant provisoirement un rapprochement des deux groupes et en donnant la possibilité à Souza et à ses amis qui furent bien intentionnés et qui se rendent compte des fautes qu'ils ont commises, de reconquérir leur place dans l'organisation. Si, au congrès qui doit avoir lieu en octobre, la tentative faite prouve que la collaboration est impossible et que le caractère de Souza rend impossible le travail en commun, il faudra prendre la résolution de laisser tomber au moins pour un certain temps Souza et ses amis. Le rapprochement que j'ai tenté n'a pas été facile. Les injures échangées avaient laissé bien des ressentiments et des haines qui ne peuvent tomber tout de suite. J'ai trouvé chez Rates en particulier beaucoup de bonne volonté et une compréhension très nette des intérêts du parti. Il a fait son possible pour faire partager son point de vue aux plus intransigeants de son parti et a certainement modéré leur ardeur par son attitude.

J'ai convoqué avant mon départ une assemblée des militants de Lisbonne pour leur expliquer le sens politique de la résolution et pour que le premier contact avec le groupe Souza ait lieu en ma présence.

Ce fut une rude séance. Le parti était partagé. Rates et ses amis défendirent la solution provisoire comme seule capable de résoudre la crise, mais un certain nombre de bons camarades sont venus affirmer que, quoique attachés à l'Internationale, ils ne pouvaient, leur honneur personnel étant en cause, rester dans le parti si Souza, qui les a traités de vendus, devenait membre du parti et du comité provisoire. J'ai naturellement réagi contre ces conceptions trop individualistes en cherchant à leur faire comprendre qu'un communiste jamais n'abandonnait son parti pour des considérations d'ordre personnel et au dernier moment, avec l'accord du comité provisoire et de Souza lui-même, j'ai remplacé au comité provisoire Souza par un membre moins combattu de son groupe.¹⁰ De cette façon, ceux qui ont fait des déclarations de vouloir sortir du parti, devant cette concession faite à leurs préjugés, pourront rester dans l'organisation. D'autre part, je crois que Souza et ses amis ont compris que leur rentrée dans le parti devait entraîner de leur part une politique de discipline loyale à l'égard du parti. Rates me dit qu'il croit la collaboration possible au comité provisoire. Selon les résultats obtenus en octobre, il faudra confirmer ou réviser cette politique de conciliation au congrès du parti. Le comité provisoire est formé de sept membres dont quatre du parti Rates,¹¹ deux de la minorité syndicale,¹² affiliés au parti et un du groupe Souza. Les camarades les plus actifs de la minorité syndicale ne sont pas adhérents au parti. Ils sont sympathisants et sont tout disposés à entrer au parti; ils jugent seulement que leur autorité dans la Confédération générale du travail serait diminuée s'ils adhéraient au parti maintenant et, par tactique, ils se tiennent en dehors de l'organisation, mais un contact très étroit existe entre eux et les militants du parti. Ils se voient journellement et prennent leurs décisions ensemble tant pour ce qui concerne le parti que pour le travail de la minorité syndicale.¹³

En ce qui concerne la jeunesse: je n'avais pas de mandat de l'Internationale communiste des jeunes, mais j'avais parlé avec Doriot¹⁴ avant mon départ. La jeunesse a joué un rôle de premier plan dans la crise,¹⁵ tant par les initiatives qu'elle a prises en se substituant au parti que par son organisation illégale chargée d'exécuter les traîtres, qui s'est heureusement bornée à des menaces d'assassinat et à la fabrication de fausse monnaie.¹⁶ En somme la crise est une crise entre la jeunesse et le parti. Seul Souza fut du côté de la jeunesse dans ce conflit.¹⁷ La jeunesse a voulu se substituer au parti et prendre en main sa direction. Comme vous le verrez dans le mémoire, le comité de la jeunesse,

devant l'échec de sa politique, décida de suspendre ses fonction et de laisser pleine liberté individuelle à ses membres. C'était la liquidation des jeunesses. Cette mesure ne fut prise qu'au moment où, dans le comité lui-même, des défections se produisaient et où la majorité du comité devait exclure la minorité après avoir exclu tout le parti. Le parti, après la dissolution du comité des jeunesses, reconstitua un comité de jeunesse et une section de trente membres à Lisbonne.¹⁸ C'est tout ce qui existe du mouvement des jeunesses au Portugal: quelques membres isolés de l'ancien comité et la section de Lisbonne. Je propose au Comité exécutif des jeunesses d'adopter, si vous les ratifiez vous-mêmes, les conclusions de mon rapport, et de procéder de même à la création d'un comité provisoire mixte où pourraient entrer deux ou trois membres de l'ancien comité, avec le comité actuel de la section de Lisbonne, jusqu'au premier congrès qui pourrait avoir lieu en même temps que le congrès du parti.¹⁹

Bien que je n'aie pas eu de mandat régulier de l'Internationale syndicale rouge, j'ai profité de mon voyage au Portugal pour organiser la minorité de la Confédération générale du travail. Il y a peu de temps, vingt-et-un camarades signaient un manifeste "Moscou-Berlin" qui prenait position contre l'adhésion de la Confédération générale du travail à l'Internationale de Berlin et pour l'Internationale syndicale rouge.²⁰ J'ai réuni les signataires de ce manifeste en leur demandant de nommer un comité régulier et en leur proposant de poursuivre le travail amorcé en organisant la minorité syndicale au sein de la Confédération générale du travail. Tous les camarades présents furent d'accord de poursuivre le travail et de s'organiser. Ils nommèrent un bureau avec lequel le bureau de l'Internationale syndicale rouge pourra entrer en rapport direct pour tout ce qui concerne le travail de la minorité syndicale. Dès maintenant des syndicats importants sont déjà acquis: les deux syndicats bien organisés et influents des travailleurs de l'arsenal de l'armée et de celui de la marine. Les camarades espèrent avec un peu de travail gagner rapidement d'autres syndicats importants. L'adresse officielle pour le parti est: Charles Rates, Tr. do Tarujo 3. Lisbonne. Je vous prie de me dire si, de Paris, je dois continuer à suivre la situation là bas.

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0140. Copie)

Boudevilliers/Suisse, 18 août 1923

Chers camarades,

Ci-joint je vous adresse deux documents concernant la crise du Parti communiste portugais, crise dans laquelle les jeunesses ont joué un rôle très important et qui a eu ses répercussions graves dans l'organisation des jeunesses elles-mêmes. Comme vous le verrez dans les documents annexés à la présente,¹ l'ancien comité des jeunesses, après ses démêlés avec le parti, a publié un communiqué dans le journal ouvrier déclarant suspendre ses fonctions et redonner à ses membres leur liberté individuelle.² Depuis lors il est demeuré inactif. Le parti a reconstitué une section de jeunesse à Lisbonne, c'est tout ce qui existe du mouvement des jeunesses au Portugal.³ Naturellement la crise du parti portugais est de telle nature qu'elle ne peut être résolue que d'une façon identique par l'Internationale communiste et l'Internationale des jeunes. Si l'Exécutif ratifie la solution provisoire que j'ai donnée au conflit, je vous propose les mesures pratiques suivantes: adjoindre au comité existant de la section de Lisbonne deux membres de l'ancien comité des jeunesses, donner à ce comité la tâche de constituer avec l'aide du parti la fédération nationale, en utilisant les anciennes listes d'adhérents,⁴ à l'exclusion toutefois des jeunes qui sont condamnés pour fabrication de fausse monnaie et pour attentats qui furent commis de leur propre initiative et non sous le contrôle de l'organisation. Il est nécessaire de liquider cette espèce d'organisation illégale des jeunes dont vous aviez eu des échos déjà au moment de votre Troisième congrès mondial.⁵

Un premier congrès pourrait être convoqué en même temps que le congrès du parti pour doter l'organisation d'un comité régulier.⁶

En ce qui concerne le travail des jeunesses, vous verrez le rôle qu'elles ont voulu jouer de tuteur du parti. Il faut que les jeunes du Portugal qui n'ont pas encore des idées très claires, ainsi qu'en témoigne le programme élaboré par eux pour le parti, comprennent que le parti et ses militants qui sont presque tous de vieux militants des syndicats anarcho-syndicalistes sont en train d'évoluer rapidement vers le communisme, mais que cette évolution ne se fait pas d'un jour à l'autre et

qu'un certain temps de transition est fatal pendant lequel tout ce que disent ces camarades n'est peut-être pas toujours orthodoxe. L'anathème et l'exclusion ne servent aucunement cette évolution. Il faut surtout que la jeunesse se préoccupe davantage du travail syndical et des revendications de la jeunesse ouvrière et ne conçoive pas son rôle comme un travail d'épuration et de redressement du parti. Les camarades se rendent compte de l'erreur qu'ils ont commise et sont désireux de faire mieux à l'avenir. S'ils reçoivent de vous les directives pour un travail positif, pas de doute que le mouvement des jeunes ne se développe rapidement, car le terrain est très favorable à notre action.

Tenez-moi au courant de vos décisions

Fraternellement vôtre
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0141. Copie)

168. J. HUMBERT-DROZ AU SECRÉTARIAT DE L'INTERNATIONALE
SYNDICALE ROUGE

Boudevilliers/Suisse, 18 août 1923

Cher camarade,

Remplaçant le camarade Rosmer auprès du Parti communiste portugais qui traverse une crise intérieure, j'ai trouvé à Lisbonne une situation si favorable au développement de l'action de la minorité syndicale au sein de la Confédération générale du travail adhérente à Berlin que j'ai un peu outrepassé mon mandat en m'occupant de l'organisation de la minorité syndicale au nom du Bureau des pays latins de l'Internationale syndicale rouge.

Vous aurez appris sans doute qu'après l'adhésion de la Confédération générale du travail portugaise, la seule organisation syndicale du Portugal à l'Internationale de Berlin,¹ vingt-et-un camarades membres du Parti communiste et sympathisants, des militants influents de leur syndicat, lancèrent un manifeste "Berlin-Moscou" prenant position contre l'adhésion à Berlin et pour l'Internationale syndicale rouge.²

Ce manifeste est vivement discuté dans les syndicats portugais: *La*

Batalha, organe quotidien de la Confédération générale du travail tirant à six mille exemplaires, s'est efforcée de le réfuter. Bref, le débat est ouvert dans les syndicats du Portugal.³ Les positions qu'occupent déjà nos amis sont importantes. Les deux vieux syndicats des travailleurs des arsenaux de l'armée et de la marine nous sont complètement acquis. Les signataires du manifeste n'étaient cependant pas organisés pour continuer le travail et sans rapport direct avec l'Internationale syndicale rouge.

Au nom du bureau de l'Internationale syndicale rouge, j'ai réuni les signataires du manifeste. Je leur ai dit que la publication de leur manifeste était le début d'une action en faveur de l'Internationale syndicale rouge qui ne pouvait en rester là; l'organisation de la propagande nécessite l'organisation de la minorité syndicale et sa liaison directe avec l'Internationale syndicale rouge. Toujours au nom de l'Internationale syndicale rouge, je leur ai proposé 1) de décider que l'action de propagande en faveur de l'Internationale syndicale rouge continuerait. 2) de décider l'organisation de la minorité syndicale favorable à l'Internationale syndicale rouge. 3) de procéder immédiatement à l'élection d'un bureau qui se mettra en rapport avec l'Internationale syndicale rouge, se mettra d'accord avec elle sur la tactique à suivre et qui sera responsable du mouvement et de l'action engagés.⁴ Après un court échange de vues les camarades présents acceptèrent mes propositions et élirent le bureau suivant:

1. Augusto Machado,⁵ Adresse: Calçada da Maruja 7-*Alges*, Portugal.
 2. Sa Viana.⁶ Adresse: Travessa do Tarujo a Campolide 3, *Lisbonne*.
 3. João Pedro dos Santos.⁷ Rua Penha de Franca 63-1^o Esq. *Lisbonne*.
- Les deux premiers savent le français, tous trois sont sympathisants, mais pas membres du parti, pour garder leur influence sur les milieux syndicalistes.

L'impression que m'a laissée cette réunion est excellente.⁸ Les membres de la minorité sont des militants syndicaux influents dans leurs syndicats. Ils pensent organiser la minorité comme les Comités Syndicalistes révolutionnaires⁹ l'étaient en France, ou comme Maurín¹⁰ organise la minorité espagnole. Ils ont l'intention de publier un organe de la minorité tous les mois ou tous les quinze jours.¹¹ Ils sont sûrs qu'avec un peu de travail systématique, ils gagneront facilement d'autres syndicats: services publics, cheminots, ouvriers agricoles, employés de commerce etc.¹² Les syndicats sur lesquels ils s'appuient sont assez importants pour que la Confédération générale du travail ne les exclue

pas au début de leur action. La fédération des syndicats de Lorenzo Marques s'est prononcée pour l'Internationale syndicale rouge et publie un organe.¹³ Comme elle est affiliée à la Confédération générale du travail portugaise, elle va renforcer la minorité.

Je vous prie de vous mettre directement en rapport avec les camarades dont je vous ai envoyé l'adresse et de leur faire parvenir toutes les publications parues en français.¹⁴ Ces camarades possèdent encore peu de choses pour s'orienter et organiser leur travail. Il serait bon aussi de les documenter sur le rôle des anarchistes en Russie. Les "persécutions d'anarchistes en Russie" jouent un grand rôle en Portugal.¹⁵

Selon les indications de Rosmer qui m'avait avisé que l'Internationale syndicale rouge avait voté un crédit de cinq mille francs¹⁶ pour l'organisation par le parti de la minorité syndicale, j'ai averti ces camarades du bureau de l'existence de cette subvention qui doit leur revenir, puisque la minorité syndicale est sérieusement constituée et en rapport étroit mais non organique avec le parti.

J'espère que vous me pardonneriez l'incursion faite dans le domaine de l'Internationale syndicale rouge. Mais je ne pouvais en toute conscience révolutionnaire agir autrement.¹⁷

Je reste votre fraternellement dévoué
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0142. Copie.)

169. A. ROSMER À J. HUMBERT-DROZ

Lassingen, 29 août 1923

Cher camarade,

Je vous remercie beaucoup de m'avoir communiqué vos rapports,¹ que j'ai lus avec grand intérêt. J'ai appris avec plaisir que la situation n'était pas aussi mauvaise qu'on pouvait le craindre, qu'au contraire, par certains côtés, elle nous était très favorable. J'ai communiqué aussitôt vos impressions à Maurín et lui ai demandé de se tenir en contact étroit avec les camarades portugais;² cela sera utile pour les deux mouvements. Mais je pense qu'il est tout à fait indispensable que vous, de votre côté, comme représentant de L'Internationale communiste,

restiez en rapport constant avec eux. La décision que vous avez prise, et qui est sans doute la plus sage qu'on pouvait prendre, ne sera appliquée sans trop de heurts que si on sent, même à distance, votre poigne. Sinon, les Souza et consorts ne tarderont pas à faire, de nouveau, des bêtises qui pourront compromettre une situation favorable. Avez-vous écrit à Cid³ pour l'informer des résultats de votre voyage?

Pour la Suisse, vous me parlez de Brunner, comme organisateur de la réunion projetée. Il me semble que B[runner] est maintenant fort peu actif dans le mouvement et qu'il a perdu la confiance des camarades de Genève qui lui reprochent, à juste titre je crois, d'être négligent et peu sérieux. Les camarades genevois avec lesquels nous sommes actuellement en relations et qui s'intéressent vivement à l'extension de la vente de *l'Humanité* en Suisse sont Genschig, 7 rue du Grand Pré et Schaulin, 7 rue Plantaporret, président et secrétaire du groupe de Genève. J'espère qu'il n'y aura pas d'obstacle à ce que la réunion ait lieu jeudi prochain, car je voudrais pouvoir partir le soir même pour Paris.

Fraternellement à vous
A. Rosmer

(H.-D. 0206. Autographe)

170. A. NIN¹ À J. HUMBERT-DROZ

L'Internationale Syndicale Rouge
Moscou

Moscou, 31 août 1923

Au Camarade HUMBERT-DROZ
Boudevilliers (Suisse)

Cher camarade,

En l'absence du camarade Losowsky² qui se trouve en vacances, j'ai reçu ta lettre du 18 courant. J'étais parfaitement au courant de l'importance de notre position au sein de la Confédération générale du travail portugaise. C'est avec une vive satisfaction que j'apprends le bon travail que tu as réalisé pendant ton séjour à Lisbonne pour organiser notre minorité.³

Par cette même poste j'écris aux camarades dont tu nous envoies l'adresse pour initier une correspondance régulière⁴ et en même temps je donne les instructions nécessaires au Bureau des pays latins pour qu'on envoie au Portugal toutes nos publications ainsi que le crédit de Frs. 5000.—que pendant le séjour de Rosmer à Moscou nous avons décidé.

Non seulement je te pardonne l'incursion faite par toi dans le domaine de l'Internationale syndicale rouge mais je t'en félicite et [nous] t'en montrons notre reconnaissance, parce que nous sommes certains qu'elle ne pourra être que bénéfique aux progrès de l'Internationale syndicale rouge au Portugal.

Avec une bonne poignée de main

Andrés Nin

(H.-D. 0102. Original)

171. O. A. PJATNICKIJ À J. HUMBERT-DROZ

[Moscou,] 5 septembre 1923

N° 1143.

Ihren Bericht über Portugal v. 18.8.23¹ erhalten. Es ist wünschenswert, dass Sie auch in Zukunft im Laufendem über Portugal sind.

Haben Sie die an Rosmer gesandten 2.535 fr.Fr. der Partei Portugal abgegeben, oder hat es Rosmer selbst getan?²

Piatnizky

(H.-D. 0144. Original)

172. J. HUMBERT-DROZ À JEANNE¹

Paris, 5 septembre 1923

Camarade JEANNE
Berlin

Chère camarade,

Je rentre de Suisse où j'ai passé 15 jours de repos, repos bien relatif car

j'ai visité plusieurs de nos sections romandes. Comme je vous l'écrivais au début du mois d'août je vous enverrai régulièrement un rapport par semaine pour Zinovieff. J'en enverrai copie comme vous le me demandez à Lorenzo² et à vous. Mais je vous recommande la plus grande discrétion. Mes lettres à Zinovieff touchent aux questions souvent délicates de personnes et doivent rester confidentielles. A cette condition seulement j'en enverrai copie à Lorenzo et à vous.

Je vous avais demandé de m'envoyer une avance à la fin du mois d'août en Suisse. Je n'ai rien reçu encore. Heureusement mon voyage au Portugal³ a coûté moins que je pensais et j'ai pu rentrer ici avec un petit solde actif. Le 8 je dois payer mon loyer et si je n'ai rien reçu à cette date je serai obligé d'avoir recours à Marguerite. Je vous prie de me faire parvenir rapidement une provision. Si possible 800 dollars pour que je puisse rembourser *l'Humanité* et Marguerite éventuellement. Je joins à ce courrier le relevé de compte pour les mois passés.⁴

Vous verrez dans mon rapport les difficultés pour que les deux secrétaires soient le 20 septembre à Moscou et les propositions que je fais. Pouvez-vous en parler déjà à Berlin avec les membres du parti allemand et peut être déjà prendre à Berlin une décision. Ces propositions sont faites en accord avec Sellier.⁵

Ci-joint vous trouverez mon passeport. J'ai voulu le faire renouveler à Genève mais le camarade en question a demandé et obtenu un nouveau passeport affirmant avoir perdu celui-ci. Impossible donc de faire prolonger la validité à Genève. Le passeport est excellent et m'a servi pour aller en Espagne, au Portugal, pour rentrer et sortir de Suisse etc. Notre service doit pouvoir y mettre le tampon de prolongation de validité d'un an du canton de Genève. Demandez-lui de le faire et renvoyez-moi le passeport le plus vite possible.

Vous savez que je me suis toujours plaint de n'avoir pas assez de contact avec l'exécutif. Mon travail ici est tout à fait inutile si à l'avenir je ne reçois pas de nouvelles et des directives plus fréquentes aussi bien de Moscou que de la centrale du parti allemand. Je prends part à toutes les séances du bureau politique et du C.D. Souvent aux réunions de la rédaction de *l'Humanité* mais mes interventions sur les questions de politique internationale ne peuvent être utiles que si moi-même je suis renseigné autrement que par *l'Humanité*. Pour remédier à cet état de choses je vous prie :

1° de m'envoyer chaque semaine par le courrier et sous enveloppe à mon nom un exemplaire de la correspondance internationale

2° de m'envoyer régulièrement la copie de toutes les lettres adressées au parti français. Sellier m'a dit que la Fédération de la Seine avait reçu une lettre concernant son recrutement etc. Je n'ai pas pu la voir! Il est indispensable que je reçoive copie des lettres.

3° de m'envoyer aussi copie de toutes les décisions du présidium et de l'exécutif concernant le parti français et si possible les autres questions afin que je reste documenté.

4° Il serait bon que je reçoive aussi les protocoles du Polbureau allemand pour pouvoir tenir le contact ici.

5° Je pense qu'il serait bon pour garder le contact que j'aille à Berlin tous les deux mois par exemple pour quelques jours.

Je compte sur vous pour communiquer à la centrale allemande sans retard les difficultés concernant la conférence du 20 et la proposition de renvoyer au début d'octobre.

Fraternellement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0414. Copie)

173. RELEVÉ DE COMPTES DE J. HUMBERT-DROZ
AU 1ER SEPTEMBRE 1923

Paris, 5 septembre 1923

Sommes reçues:

Mai 23 – Somme empruntée à l' <i>Humanité</i>		3.000.-
Juin 23 – Reçu de l'Internationale 500 dollars		
changés à	1590.-	
	1630.-	
	1620.-	
	1720.-	
	1690.-	8.250.-
total		fr. 11.250.-

Dépenses

Dépensé en mai sur les 3000 frs de l' <i>Humanité</i> (voir relevé du 1er juin)	275.-
Juin – Loyer	1200.-
Entretien, etc	1300.-
Juillet – Loyer	1200.-
Entretien, etc.	1300.-
Voyage en Espagne pour le congrès du Parti communiste espagnol	1300.-
Août – Loyer	1200.-
Entretien	1300.-
Voyage au Portugal pour liquider la crise intérieure du parti	1600.-
Supplément pour frais de voyage en Suisse avec ma famille	275.-
total	10.950.-

Solde actif au 1er septembre frs 300.-

Jules Humbert-Droz

A ces chiffres, j'ajouterai seulement quelques lignes de commentaires.

1) Les délégations en Espagne et au Portugal: le Comité Exécutif avait demandé au parti français de désigner un camarade pour représenter l'Internationale au congrès du parti espagnol. Le Bureau politique ne pouvant disposer de personne au courant des affaires du parti espagnol m'a chargé de remplir cette délégation. Pour le Portugal, le camarade Rosmer avait été désigné par le Présidium.¹ De retour en France, sa santé ne lui permit pas de partir pour Lisbonne et il me pria de le remplacer.

2) Je vous prie de m'envoyer sans retard une nouvelle provision de 800 dollars, afin que je puisse rembourser l'*Humanité* qui a besoin d'argent, si possible comme précédemment, en coupures de 100 dollars.

En ce qui concerne le travail:

Jeanne m'a avisé d'écrire plus souvent. Dès cette semaine, j'enverrai un rapport chaque semaine. Si, jusqu'ici, je n'ai pas écrit davantage,

c'est que mes lettres contenant des questions ou des propositions sont toujours restées sans réponse.

Il est absolument nécessaire que je reçoive davantage de nouvelles et de directives de l'Exécutif, au moins des réponses aux questions que je pose, sinon ma présence ici est inutile.

Je vous prie de me faire parvenir toujours copie des lettres adressées au parti français, de même que des résolutions le concernant. Rosmer nous a par exemple avisé qu'une résolution rédigée par Trotzky sur la politique électorale du parti avait été acceptée par le Présidium. Rosmer fut un mois en vacances et cette résolution est encore inconnue des secrétaires et du Comité directeur, inconnue aussi de moi.

Je vous prie aussi de me faire parvenir les protocoles de l'Exécutif et du Présidium, afin que je reste au courant des travaux de l'Internationale.

J'écris à Jeanne pour d'autres questions techniques.

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

174. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Paris, 6 Septembre 1923
Confidentielle

Camarade Zinovieff
Moscou

Cher camarade,

A partir de ce jour, à la demande de Piatnitzky,¹ je vous écrirai régulièrement chaque semaine et d'une façon plus détaillée. Si je ne l'ai pas fait auparavant, c'est que je n'ai jamais reçu de réponses à mes lettres² qui contenaient des questions ou des propositions. Je vous prie, à l'avenir, de m'envoyer aussi davantage de directives.

La conférence que vous avez convoquée pour le 20 septembre à

*Déjà paru en partie dans J. Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', pp. 193 et suiv. et dans: Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 148 et suiv.

Moscou,³ en y invitant les deux secrétaires,⁴ soulève ici de grosses difficultés quant à la date. Vous savez qu'un conseil national du parti est convoqué pour le 23 septembre.⁵ Il est impossible de le renvoyer, pour plusieurs raisons importantes: certaines décisions de Treint⁶ concernant l'organisation des régions,⁷ le ton de ses circulaires, le ton des polémiques et des discussions du *Bulletin Communiste*⁸ entre Souvarine,⁹ Treint et Olivier,¹⁰ des conflits locaux dans le Gard, l'Allier¹¹ etc, ont créé un certain malaise dans le parti, malaise qui sera dissipé facilement au conseil national, mais qui pourrait s'aggraver si le conseil national était renvoyé et compromettre le travail du parti cet automne. Le conseil national doit réunir une conférence des militants syndicaux pour préparer le congrès confédéral de Limoges.¹² La proximité du congrès ne permet pas le renvoi. Il est urgent aussi que la question du Bloc ouvrier et paysan¹³ soit mise au point par le parti pour que sa propagande et son action s'engagent sur une base solide. Ces raisons, et d'autres encore, empêchent le renvoi du conseil national. D'autre part, il est aussi impossible que les deux secrétaires s'absentent au moment du conseil national. Sellier¹⁴ propose que Treint parte pour la conférence du 20 tandis que lui resterait pour le conseil national et rejoindrait Treint à Moscou au début d'octobre. Treint pourrait liquider les questions internationales et attendre Sellier pour traiter les questions du parti français. Treint n'a pas encore répondu à ces propositions, mais je crois qu'il refusera de s'absenter au moment du conseil national, où il sera attaqué. Je crois que son absence produirait une impression fâcheuse et aggraverait le malaise du parti. Sellier désire éloigner Treint pour pouvoir mieux le défendre et pouvoir modifier en son absence ses décisions fâcheuses pour l'organisation. Cela aussi serait mauvais. Treint, à son retour, ferait un scandale. Il vaut mieux que ces modifications nécessaires soient faites par le Bureau politique après discussion avec Treint, en sa présence et non derrière son dos. Tout cela pour vous faire comprendre l'impossibilité que les deux secrétaires soient à Moscou le 20 et la difficulté que Treint parte seul.

Après avoir envisagé la situation avec Rosmer¹⁵ et Sellier, il a été convenu que je vous demanderais de reporter la conférence du 20 septembre au 5 octobre, date à laquelle les deux secrétaires pourraient être à Moscou. Dans le cas où ce renvoi ne serait pas possible le parti français enverrait pour le 20 des délégués qui ne pourraient pas être ceux que l'Internationale désirait. Je demande à Berlin¹⁶ de régler si possible la question du renvoi par télégramme.

Treint et Sellier pourront éventuellement, si la conférence n'est pas renvoyée, aller après le conseil national pour discuter de la vie du parti français.

Dans le parti, il y a certains symptômes alarmants. De petites questions de procédure ou personnelles provoquent de violentes discussions. Les blâmes de l'*Humanité*,¹⁷ l'incident de l'article Souvarine sur Ker,¹⁸ le ton pris par les discussions entre Souvarine, Treint et Olivier ont montré une nervosité des militants du parti qui peut devenir dangereuse surtout si ces questions les absorbent davantage que les questions politiques importantes que le parti néglige trop souvent. Ces petits conflits sans cesse renaissants, qui laissent des ressentiments, entretiennent une atmosphère qui n'est pas propice au travail politique fécond. Il y a un manque de cordialité qui dénote un manque de confiance réciproque.

La tactique suivie par le parti allemand à l'égard des nationalistes et qui est vivement attaquée par la presse¹⁹ du Bloc des gauches,²⁰ provoque aussi un certain malaise dans le parti et dans la classe ouvrière française. Sans doute les militants du parti font confiance au parti allemand et à l'Internationale qui suivent cette tactique, mais leur attitude est davantage un acte de foi et de confiance qu'une manifestation de compréhension et d'approbation politique. C'est-à-dire que dans la masse des sympathisants cette attitude est incomprise et cette incompréhension peut avoir des suites graves. Il ne faudrait pas que la conquête des éléments petits bourgeois nationalistes allemands se fasse en perdant l'appui que la révolution allemande a dans la classe ouvrière française. Il n'y a pas de doute que la tactique du parti allemand à l'égard des nationalistes rend infiniment plus difficile la tâche du Parti communiste français et diminue les sympathies des masses ouvrières pour la révolution allemande. Il y a un flottement, une hésitation qui pourrait devenir hostilité si la révolution allemande apparaissait comme englobant ou enrôlant les éléments nationalistes revanchards. Autant une révolution prolétarienne provoquera l'appui des masses ouvrières françaises, autant un mouvement englobant les nationalistes rencontrera son opposition. Je crois le parti incapable de remonter le courant que provoquerait la grande presse dans la classe ouvrière contre une révolution entachée de nationalisme. Le parti fait du reste fort peu pour expliquer cette tactique du parti allemand parce qu'il y règne aussi une certaine hésitation. De bons camarades pensent que la tactique est dangereuse, que certaines déclarations sont trop patrioti-

ques, ils comprendraient sans difficulté la défense de la patrie révolutionnaire après la prise du pouvoir par le prolétariat, ils trouvent trop subtile la défense de la patrie révolutionnaire par anticipation, quand elle est encore la patrie de Stinnes²¹ gouvernée par la bourgeoisie. J'exprime ces hésitations plus nettement qu'elles ne se formulent, mais je suis persuadé que dans le parti un tel sentiment est présent. Je le répète, il est absolument nécessaire que le parti allemand se préoccupe des répercussions graves que peut avoir sa tactique, et qu'elle a déjà, dans la classe ouvrière française et internationale, car cette inquiétude des communistes, je l'ai remarquée en Suisse, en Espagne, au Portugal et elle existe sans doute ailleurs encore.

Il serait bon que Radek²² écrive pour la presse française une série d'articles pour bien préciser sa pensée et la tactique du Parti communiste allemand.²³ Cela permettrait de dissiper l'inquiétude des militants du parti. Le départ du courrier tout à l'heure m'empêche d'allonger. Ce sera pour la semaine prochaine.

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0279. Copie)

175. H. C. DE SOUSA À J. HUMBERT-DROZ

Lisbonne, 11 Septembre 1923

Cher camarade,

Je commence par vous présenter mes plus cordiales salutations communistes.

Vous vous rappellerez, peut-être, que pendant les démarches qui ont précédé votre décision sur la crise du parti, sur ma demande, vous vous êtes mis en accord avec moi pour l'échange d'adresses confidentielles, afin que nous puissions rester en rapport sur les questions du parti; l'empressement de votre départ nous a fait oublier, à vous et à moi, notre accord, et ainsi n'ayant pas encore pu obtenir du camarade Barreira, du Comité provisoire, votre adresse, je suis forcé de vous envoyer cette lettre par l'intermédiaire du Comité exécutif de l'Internationale.

Je vous envoie aussi ci-joint une copie de la lettre que je viens d'écrire à l'Exécutif de Moscou¹ et je demande pour cette copie toute votre attention. En effet, je crois bien que vous continuez, avec des pleins pouvoirs de l'Internationale, pour résoudre quelque conflit dans le sein de la section portugaise. J'appelle donc pour vous, vous demandant de prendre, *le plus vite possible*² – c'est dommage que [ce]ne puisse pas être *tout de suite*³ – vos décisions à l'égard des faits que je raconte dans la lettre à l'Internationale. Et je dis *le plus vite possible*,⁴ parce que le péril d'une nouvelle crise, bien plus grave que l'autre, provoquée par l'arbitraire anticommuniste du secrétaire général, Charles Rates, est très grand.

En accord avec tous les membres de l'*ancienne* tendance de "gauche", je prends la liberté de vous proposer, jusqu'à votre intervention directe personnelle:

1) Suspendre l'enquête sur les actes du camarade Barreira.⁵ Le contraire peut entraîner la sortie du parti des jeunesses communistes qui viennent de résoudre, par elles-mêmes, sur la base de votre décision du 12 août écoulé, leur crise propre.⁶

2) Lever mon exclusion, ainsi que les exclusions des membres de la Commission exécutive de la section de Oporto, lesquels ont été régulièrement nommés en séance générale de la section. Cette section est la seconde du parti; elle comprend aujourd'hui plus de 70 membres. Je prévois qu'ils finiront par réunir et que à la très grande majorité, à la presque unanimité même, malgré les exclusions prononcées par le Comité provisoire, ils refuseront les nouvelles nominations arbitraires déjà faites par le comité (quelques uns des élus peut-être n'accepteront même pas) et confirmeront leurs élus réguliers.⁷

3) Confirmer donc les exclus de Oporto dans leurs fonctions de membres de la Commission exécutive de la section locale, et confirmer les mandats qui tous—je crois—étaient déjà reçus comme délégués au prochain congrès constitutif.⁸ Confirmer aussi, à moi-même, mes mandats de secrétaire général de la commune de Arroios (Lisbonne) et de délégué au congrès.⁹

4) Suspendre de [leurs] fonctions les deux membres qui substituent illégalement—sans l'approbation de l'Internationale selon la doctrine de la compétente résolution du Quatrième congrès mondial—deux autres camarades que vous avez nommés et qui n'ont pas accepté votre nomination, ne respectant donc pas ainsi la décision de la crise.¹⁰

5) Substituer les deux suspensions que je vous propose: la première par un autre camarade indiqué par la tendance Rates, et la deuxième par moi-même, ou au moins par un camarade que je désirerais bien vous indiquer.

Dans une prochaine lettre, je vous exposerai plus en détail la situation et je vous présenterai ma défense contre les accusations de la majorité du Comité provisoire, en l'accusant aussi—ce que je démontrerai pour votre connaissance—de nombreuses actions anti-communistes, de la plus sectaire partialité, de renouvellement de la crise, etc.¹¹

Cependant et en restant dans l'attente de votre réponse, je vous fais de nouveau mes

salutations communistes
Caetano de Sousa

Adresse confidentielle :

Mme. Maria Augusta,
Travessa da Cruz do Desterro, 20 – 3°. Lisbonne (Portugal).

N.B.: Avant de vous expédier cette lettre, on me donne la nouvelle de que je viens d'être élu secrétaire général de mon syndicat.¹²

Inutile de demander toute votre attention pour le fait que mon exclusion du parti va gêner, tout de suite, toute mon action dans ce nouveau mandat.

En effet, bien que le Comité provisoire ait résolu de garder le secret, [sur] les exclusions qu'il a prononcées (ce qui est en contradiction avec les résolutions de l'Internationale), je suis disposé à rendre publiques, à critiquer et à commenter les exclusions. Sauf si vous voulez me donner des instructions contraires. Je les attends *au plus vite*, sur tout ce nouveau conflit.¹³

Fraternellement à vous
Caetano de Sousa

(H.-D. 0145 Original)

176. H. C. DE SOUSA AU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Copie pour le camarade Jules Humbert-Droz,

délégué de l'Internationale dans la
crise du Parti communiste portugais

Lisbonne(Portugal), 14 septembre 1923

Au Comité exécutif de l'Internationale communiste
Moscou (Russie)

Chers camarades,

A cet instant même, cinq heures après-midi, je viens d'être renseigné particulièrement par un camarade de toute confiance que le Comité exécutif (provisoire) du Parti communiste portugais (Section de l'Internationale), sur proposition de Charles Rates, son secrétaire général et leader de la tendance du "centre", se basant sur un rapport présenté par le même, a décidé à la majorité dans sa séance de hier soir, à toute surprise et en secret, d'exclure du parti *sans discuter au préalable, ni entendre les accusés* :

1) toute la Commission exécutive de la section de Oporto, la seconde section du parti composée à la très grande majorité, presque totale unanimité, de membres de *l'ancienne* tendance de "gauche" du parti. Ces exclus, qui venaient d'être nommés régulièrement dans une séance régulière de la section, appartenaient à *l'ancienne* tendance ci-dessus mentionnée.¹

2) exclure aussi le soussigné qui, pendant la crise du parti, résolue par votre décision du 12 août écoulé,² a dirigé *l'ancienne* tendance en cause.

3) ouvrir, pour ainsi dire, une enquête [sur les] actes du camarade Joseph Pires Barreira qui, par la décision de la crise, a été nommé par vous pour faire part du Comité provisoire, étant donné que à l'époque il appartenait aussi à la tendance de "gauche" qui alors vraiment existait. Ce camarade se trouve sous la menace d'une proposition de suspension de fonctions, proposition qui a été admise en principe et qui reste pendante de sa défense, dont la présentation a été déjà marquée dans le court délai de huit jours.³

Le soussigné, devant ces faits, se considérant surtout, selon la bonne doctrine communiste, membre de l'Internationale, fait usage de ses droits de communiste internationaliste vous présentant déjà sa plus véhémement protestation contre les faits ci-dessus mentionnés. En ap-

pelant donc l'Internationale communiste, le soussigné vous demande de suspendre transitoirement son exclusion jusqu'à jugement final de la question en cause, s'engageant dans le plus court délai possible à vous envoyer sa défense détaillée.

En attendant votre réponse à cette lettre,⁴ je vous la remercie d'avance et je vous prie d'agréer mes

Salutations communistes
(signé) Caetano de Sousa

Adresse confidentielle :

Mme. Maria Augusta,

Travessa de Cruz do Desterro, 20 - 3°. Lisbonne (Portugal).

N.B.: Pendant les démarches qui ont précédé votre décision de la crise du parti, le camarade Humbert-Droz - votre délégué - s'est mis en accord avec moi pour l'échange d'adresses confidentielles, afin que nous puissions rester en rapport sur les questions du parti.

L'empressement du départ du camarade Jules Humbert-Droz nous a fait oublier, à lui et à moi, d'échanger les adresses.

Avec mes plus grands remerciements, je vous prie donc aussi de lui faire parvenir la lettre ci-jointe.

(S.)[igné] Caetano de Sousa

(H.-D. Copie)

177. M. CACHIN¹ À J. HUMBERT-DROZ

Paris, le 1923
Vendredi
Chambre des députés

Cher camarade,

Je n'ai reçu votre mot² que hier au soir assez tard et n'ai pu vous répondre pour décommander le rendez-vous d'aujourd'hui une heure que vous vouliez bien m'y fixer.

J'ai depuis plusieurs jours accepté de rencontrer à cette heure et fort loin de ma maison des camarades qu'il m'a été impossible de toucher ce matin pour changer l'heure de notre entretien.

Ainsi je vous prie de m'excuser si je ne suis pas chez moi lorsque vous y arriverez tout à l'heure. J'en suis très fâché.

Quant au fond, je suis sûr que vous aurez traité la question avec la précision et l'opportunité dont vous êtes coutumier.

Bien cordialement
M. Cachin

(H.-D. 0274. Autographe)

178. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Paris, 20 septembre 1923

Confidentielle
Camarade Zinovieff *Moscou*

Cher camarade,

Vous aurez vu dans la presse réformiste que l'offensive contre le parti allemand a continué et s'est précisée plus violente. Les résistants¹ se sont naturellement montrés dans cette campagne plus abjects que les socialistes. Je vous confirme sur ce point mes impressions du dernier rapport. La conférence des délégués régionaux qui siège ces jours et qui reflète l'opinion de la province prouve que partout les camarades du parti sont très troublés par les déclarations nationalistes de nos camarades allemands et ne comprennent pas. A plus forte raison dans les milieux sympathisants. L'article de la *Rote Fahne* du 2 septembre² qui parle d'une alliance avec les nationalistes de Rewentlow³ est critiqué. Non seulement on pense que de telles déclarations nuisent à la révolution allemande, mais on pense que les camarades allemands ont exagéré cette tactique et ont fait des déclarations inadmissibles. Je vous avoue franchement que devant de telles affirmations nous avons été très embarrassés pour défendre la tactique de nos camarades.

* Déjà publié par extraits dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', pp. 194 et suiv., et 204 et suiv. (faussement daté du 10 septembre 1923) et dans Humbert-Droz, Mémoires II, pp. 149 et suiv.

Vuiouvitch⁴ qui est venu quelques jours à Paris, nous a affirmé que la centrale du Parti communiste allemand avait décidé de modifier cette tactique et de modérer ces déclarations belliqueuses.⁵ Après avoir longuement discuté avec lui, j'ai commencé une série d'articles contre les socialistes avec ce mot d'ordre "La révolution allemande c'est la paix"⁶ le seul [moyen] qui nous permette de remonter le courant. Sans doute nous ne pouvons déclarer inexacts les citations de Grumbach,⁷ mais en apportant d'autres citations d'un autre caractère, nous pouvons affirmer qu'il a déformé la pensée de nos camarades d'Allemagne. Les derniers documents venus de Berlin concernant la tactique du Parti communiste allemand montrent que l'orientation s'est précisée dans le sens de la campagne engagée par nous et j'insiste pour que cette ligne qui affirme la volonté de paix et de payer les réparations,⁸ soit confirmée et si possible renforcée. Elle aura ici une très grosse influence sur l'opinion publique et raffermira la confiance des camarades du parti.

Dès que notre contre-attaque aura porté ses premiers résultats, le Bureau politique envisage l'organisation d'une "Journée du prolétariat allemand" et le lancement d'une souscription de solidarité. Si nous ne l'avons pas fait avant, c'est que nous avons craint que l'inquiétude que nous sentions ne se traduise par une collecte peu enthousiaste, ce qui aurait eu un effet contraire au but que nous poursuivons. Il nous a paru nécessaire de raffermir le moral du parti avant.

Le parti a aussi pris quelques mesures urgentes pour intensifier son travail dans l'armée de la Ruhr⁹ et du reste du pays. Vaillant,¹⁰ Tommasi¹¹ et Doriot,¹² d'accord avec Vuiouvich, réorganisent et intensifient le travail. Ces événements ont montré clairement l'insuffisance des liens et des échanges de vues entre Paris et Berlin. Si vous me maintenez ici encore quelque temps, je suis décidé à aller tous les mois ou toutes les six semaines à Berlin pour reprendre contact avec la centrale¹³ et envisager avec elle le travail à effectuer ici. Beaucoup des camarades envoyés à Berlin d'ici rentrent sans avoir rien ou bien compris les tâches du parti.

Il faut ajouter que Poincaré, ¹⁴ après la piteuse attitude de la diplomatie anglaise dans l'affaire de Corfou et dans la question de la Ruhr,¹⁵ après les tentatives de Stresemann¹⁶ pour capituler,¹⁷ est remonté dans l'opinion publique française. Les succès de sa politique ont raffermi son autorité sur le pays, la propagande du parti porte moins qu'il y a quelques mois.

La politique intérieure est de plus en plus dominée par l'approche des élections de 1924. Le Bloc des gauches se constitue sous la forme d'un cartel électoral avec programme commun dans une série de départements. Il englobe généralement les partis radical, socialiste et socialiste-communiste. Le parti socialiste vraisemblablement ne pratiquera pas le Bloc des gauches sur le terrain national. Il laissera les fédérations se déterminer et chaque département agira à sa guise. Ainsi les fédérations prolétariennes, le Nord, le Pas de Calais, la Haute-Vienne, hostiles au Bloc des gauches, pourront pratiquer leur politique propre. Il est certain que dans le parti socialiste et dans l'Union socialiste-communiste, la collaboration de plus en plus avouée des chefs avec les chefs radicaux, dans la presse et ailleurs, rencontre pas mal d'hostilité de la part des éléments ouvriers. Si notre parti avait quelque capacité politique pour manoeuvrer, il pourrait exploiter ces luttes intérieures et ce mécontentement dans les deux autres partis prolétariens. Mais lui-même aura fort à faire pour se garder de la contagion, ce qui diminue considérablement ses capacités tactiques.

Le Comité directeur a consacré deux séances à l'examen de la résolution de l'Exécutif concernant le Bloc ouvrier et paysan.¹⁸ Il a été unanime pour accepter les directives générales contenues dans le document de l'Exécutif. Il en a décidé la publication immédiate pour préparer la discussion du prochain Conseil national. Cette publication n'a pas soulevé encore beaucoup de commentaires dans la presse. *Le Temps* se montre sceptique et croit fermement que le parti communiste pratiquera le Bloc des gauches. La presse du Bloc des gauches (*Ère Nouvelle* et *Égalité*) laisse voir leur mécontentement et accuse naturellement le parti communiste de faire le jeu du Bloc national. Aux séances du Comité directeur, où l'on a envisagé le détail de la tactique à suivre, il s'est manifesté trois opinions divergentes sur la question de savoir si nous devons faire aux autres partis prolétariens une proposition formelle de front unique en vue de la constitution du Bloc ouvrier et paysan. Le document de l'Exécutif ne précise rien dans ce sens; l'allure générale du document semble inviter le parti à s'adresser aux autres organisations et à porter le plus largement la discussion sur notre mot d'ordre, tandis que le passage relatif à la formation des listes semble exclure toute participation d'autres partis prolétariens. Un groupe de camarades, surtout ceux de l'ancienne tendance Renoult,¹⁹ a défendu le point de vue que le front unique ne devait pas s'appliquer aux élections et que le parti devait mener son agitation directement dans

les masses ouvrières et paysannes pour le Bloc ouvrier et paysan sans s'adresser aux autres organisations prolétariennes. La majorité du Comité directeur était au contraire d'avis que cette occasion nous offrait la possibilité de nous adresser aux autres partis prolétariens, mais les partisans de l'application du front unique se partageaient en deux tendances: Cachin, soutenu par Doriot, était d'avis que notre proposition de front unique contienne déjà notre programme complet et si net que les partis auxquels nous nous adressons soient obligés de refuser le front unique avec nous. Quoique étant d'avis aussi qu'en fin de compte nous devons manoeuvrer pour ne pas faire de listes communes ni avec les socialistes ni avec les résistants, j'ai défendu le point de vue que si nous pratiquions la tactique du front unique, il ne fallait pas, comme le disait Cachin, mettre à l'avance tous les verrous, mais chercher à provoquer dans les partis socialistes une discussion sur nos propositions. Si notre offre est telle que, à l'avance, le front unique paraisse impossible, elle ne portera pas sur les ouvriers réformistes; je proposai donc, soutenu par Rosmer, le point de vue de faire d'abord une offre de front unique assez large pour que les ouvriers réformistes la prennent au sérieux et la discutent mais posant une condition telle que les chefs déjà engagés dans le Bloc des gauches refusent de poursuivre la discussion; par exemple offrir le front unique et poser comme unique condition préalable aux discussions sur la formation du Bloc ouvrier et paysan, l'abandon de toute idée de réaliser un Bloc des gauches avec une partie de la bourgeoisie et par conséquent la cessation de la collaboration des chefs socialistes et résistants à la presse du Bloc des gauches. Cette question de la collaboration des chefs à la presse bourgeoise a déjà soulevé l'opposition ouvrière dans les deux partis; ce serait une occasion de rouvrir chez eux le débat et la condition est telle que les chefs refuseront notre offre. Le Comité directeur n'a pas décidé. On sent la crainte, à cause de la faiblesse intérieure du parti. On craint qu'une tactique qui ne serait pas dès le début tout-à-fait intransigeante pousse les fédérations dans la voie des compromis. L'admission de sans partis sur les listes est déjà un très sérieux danger dans un parti tel que le parti français, dans une campagne électorale. Les délégués à la conférence du 20 parleront de cela avec vous.

La question de la campagne pour l'amnistie jette aussi le parti dans un grand embarras. Le parti fait partie d'un comité général pour l'amnistie qui groupe presque toutes les organisations ouvrières (la Confédération générale du travail réformiste exceptée), mais aussi

quelques comités où sont des bourgeois de gauche. Maintenant que Marty²⁰ est libéré, la campagne doit s'engager sur d'autres noms. Le parti a décidé de continuer son action sur les noms de Midol²¹ et Sadoul,²² mais les autres organisations lancent d'autres noms; Goldsky²³ par exemple et le comité général de l'amnistic a déjà parlé publiquement de Caillaux.²⁴ On cherche à nous embarquer, sous prétexte d'amnistic, dans une espèce de Bloc des gauches.

Pour les élections de Paris, de la Santé, les résistants, grâce à l'inactivité politique de la Fédération de la Seine, nous ont devancés et lancent la candidature Goldsky, type très louche derrière lequel nous ne pouvons pas marcher, et ils nous demandent de faire le front unique. Le parti est embarrassé et le Bureau politique a décidé de reprendre sa liberté d'action; il est probable qu'il sortira du comité général²⁵ et il mènera son action propre sur les noms de Sadoul et Midol. Cependant, comme il est délicat d'opposer nos candidats à d'autres candidats emprisonnés, nous faisons une démarche auprès de Marty qui, sans être membre du parti, est de coeur entièrement des nôtres et adhérera sous peu au parti, pour qu'il consacre publiquement nos candidats comme ses successeurs dans la lutte pour l'amnistic. Son autorité sur les masses est assez grande pour cela.

La fédération de la Seine aura son Conseil fédéral dimanche et le Comité directeur s'est occupé de sa situation et des critiques formulées contre elle par l'Exécutif.²⁶ La discussion a surtout porté sur des questions d'organisation qui, à mon avis, sont secondaires et déjà trop absorbantes pour la fédération. Elle a certainement commis des erreurs d'organisation, mais sa faiblesse git bien davantage dans son inactivité politique. Au point de vue de l'organisation, on lui a reproché d'avoir poussé trop loin sa centralisation et en particulier d'avoir aboli dans les grandes sections parisiennes les groupes de quartiers. Le Comité directeur a décidé la restauration des groupes; on lui reproche aussi d'avoir nommé, sans consulter le conseil fédéral, trois nouveaux fonctionnaires appointés, alors que les effectifs ont diminué de moitié. On est mécontent aussi que le Bureau fédéral ait nommé comme fonctionnaire le camarade Ilbert, que la commission des conflits, pour des raisons d'indélicatesse passée avait jugé indigne de remplir des fonctions dans le parti. On accuse le Bureau fédéral, surtout de la part de l'ancienne tendance Renoult, d'avoir nommé Ilbert par camaraderie parce qu'il a fait partie de l'ancienne coterie Treint-Suzanne Girault.²⁷ Ces critiques, bien que quelques-unes soient fondées, ne sont pas l'es-

sentiel. J'ai fait remarquer que la faiblesse de la fédération est surtout due à son manque de recrutement et à son absolu désintéressement de l'activité politique. Elle n'est absorbée que par des besognes d'organisation. Mais son inactivité politique provient elle-même du défaut fondamental du parti qui fait tout reposer sur le Bureau politique et qui enlève toute initiative aux sections et aux fédérations. J'y reviendrai plus loin. Le Bureau fédéral reconnaît son manque d'initiative et d'activité politiques, mais ne fait rien pour y remédier. Un exemple récent et typique de cette situation : le Bureau politique avait décidé, il y a deux mois au moins, de continuer la campagne de l'amnistie sur les noms de Midol et Sadoul et le préfet de la Seine avait annulé l'élection de Marty à Charonne et à la Santé. Ni la 14^e, ni la 20^e section de la Seine, directement intéressées, ni le Bureau fédéral n'ont envisagé la situation et lorsque les résistants, profitant de notre inaction, lancent la candidature Goldsky et nous proposent le front unique, la fédération de la Seine, sans préavis, ni de ses sections ni de son Bureau fédéral, transmet simplement la lettre au Bureau politique et attend sa décision qui sera appliquée par l'organisation sans doute. Mais ce cas illustre bien la conception qu'a la fédération de ses tâches et des tâches des sections ; on applique les décisions du Bureau politique, mais on ne discute pas à l'avance de la situation pour proposer une tactique au Bureau politique. On tue ainsi la vie politique des sections qui attendent simplement les ordres du centre. Je vous montrerai que cette situation a tendance à se généraliser dans tout le parti et que c'est contre cette conception qu'il faut absolument réagir. Naturellement, les fautes commises et les critiques de l'Exécutif ont donné un terrain propice à l'opposition formée surtout des anciens camarades de Renoult évincés du Bureau fédéral, auxquels s'est joint Olivier. L'opposition parcourt les sections, critiquant l'oeuvre du Bureau fédéral et la fédération, devant cette offensive, recourt encore une fois au Bureau politique en lui disant : voilà qu'on nous attaque, que faut-il faire, nous ne pouvons pas courir les sections pour réfuter l'opposition ? On envisage aussitôt des exclusions, la trique et les sanctions du Bureau politique.

Ce que je vous dis de la Seine illustre la voie dans laquelle est engagé le parti. Les résultats sont plus graves dans la Seine parce que ces méthodes de direction y sont en vigueur depuis plus longtemps et parce que la présence du Bureau politique rend plus facile le désintéressement politique de la fédération et la remise de tout au centre. Mais la création, par Treint, des délégués régionaux, véritables préfets

du Bureau politique, prépare une situation identique dans le reste du pays.

La division du pays en régions et les attributions nouvelles des délégués régionaux peuvent donner d'excellents résultats. Les fédérations ont besoin d'être initiées au travail communiste et le travail d'éducation et d'organisation fait par les délégués régionaux est certainement excellent. Le danger est dans le fait que ces délégués sont de véritables préfets du Bureau politique ayant une autorité très grande sur les fédérations, les dirigeant politiquement, recevant leur correspondance et y répondant au nom de la direction du parti et sans que celle-ci en ait connaissance autrement que par les rapports des délégués. Naturellement, les délégués qui ont un peu de sens politique ou seulement du tact collaborent avec les fédérations sans leur faire sentir leur autorité, mais d'autres, Rieu²⁸ en particulier, vont si loin dans leurs prérogatives qu'ils manœuvrent les fédérations à leur gré et peuvent y développer des crises dangereuses. Rieu fait au secrétariat un crime d'avoir reçu un secrétaire fédéral et d'avoir causé avec lui de la situation de sa fédération. Cette direction de la part du centre développe rapidement la situation de la fédération de la Seine; les fédérations perdent toute initiative politique, deviennent des organes d'exécution des décisions du centre, mais la vie s'en va du parti. Même un congrès fédéral ne se sent plus l'autorité pour exclure un centriste. Le congrès du Gard a voté une résolution demandant au Comité directeur d'exclure un des membres de la fédération. Le Bureau politique finit par intervenir dans toutes les petites affaires locales. Au lieu de garder seulement le contrôle, de surveiller et de sanctionner les actes de ses fédérations munies de ses directives politiques, et, renseigné par ses délégués régionaux, le Bureau politique fait lui-même la besogne; il est absorbé par une foule de petites questions d'organisation qu'il laisse maintenant trancher par des délégués munis de pleins pouvoirs.

C'est cette situation qui devient dangereuse, car les conflits se multiplient dans les fédérations. Les critiques vont leur train et il n'y a pas de doute que Frossard,²⁹ qui a raté son coup en janvier, cherche à exploiter cette situation. Ainsi, par des mesures malheureuses on permet à la résistance de gagner du terrain dans le parti. Naturellement, la conclusion c'est toujours l'exclusion ou le départ de militants qui entraînent avec eux quelques camarades. Ce sont sans doute des éléments qui auraient suivi Frossard en janvier s'il n'y avait pas eu le complot et l'occupation de la Ruhr, mais on aurait pu, par une politique

moins personnelle et moins brutale, les rallier. Le parti a perdu environ 25.000 membres cette année,³⁰ soit le tiers de ses effectifs de l'an dernier et le déchet s'accroît.

Je vous ai signalé déjà que le Comité directeur joue un rôle tout-à-fait secondaire et que le rôle capital était celui du Bureau politique; mais, de plus en plus, le Bureau politique lui-même se résume dans le camarade Treint qui fait en définitive ce qu'il veut des décisions prises. Deux faits significatifs; l'institution des délégués régionaux et des régions avait été discutée au Comité directeur. De vives critiques avaient été formulées contre cette nouvelle organisation et les pouvoirs préfectoraux des délégués. Le Comité directeur avait décidé de ne pas organiser tout le parti sur ce mode, mais d'essayer d'abord dans deux ou trois régions. Treint, sans se soucier de cette volonté du Comité directeur, passa outre et réalisa son plan entièrement, en créant des régions artificielles, et naturellement en provoquant le mécontentement des membres du Comité directeur. Deuxième fait: la commission financière dirigée par R[enaud] Jean³¹ a fait au Comité directeur des propositions concernant les économies à réaliser. Le Comité directeur les a admises; Treint était absent, mais Sellier présidait à tout ce travail. Treint de retour réclama du Bureau politique qu'il revienne sur les décisions prises parce qu'elles ne lui plaisaient pas; Rosmer s'opposa à cette façon de travailler et le Bureau politique décida la mise en application immédiate des décisions prises. Treint déclara vouloir recourir devant le Conseil national et ne pas admettre des compressions au parti avant qu'elles soient faites à l'*Humanité*. En fait il n'a pas réalisé les mesures votées et Renaud Jean nous annonce une intervention au Conseil national sur ce point. Treint, je vous l'écrivais en juin déjà,³² ne peut collaborer avec Sellier ni avec personne. Il veut conduire le parti à sa guise et sa politique personnelle et autoritaire prépare de nouvelles crises et nuit au parti. Rosmer, qui défendait Treint encore en juin, déclare aujourd'hui qu'il est devenu impossible de collaborer avec lui et croit nécessaire de l'éloigner du secrétariat. Au retour de Treint, il y aura une série de conflits avec lui qui pourront jeter de nouveau le trouble profond dans le parti. Il est nécessaire qu'à Moscou, pendant que Treint s'y trouve avec Sellier, ces questions soient envisagées sérieusement et que Treint soit mis en garde contre cette politique personnelle. Au prochain congrès il faudra nommer un seul secrétaire général qui ne doit être ni Treint, ni Sellier et il sera nécessaire que Treint s'en aille pour quelque temps représenter le parti à l'Exécutif.

Sellier voudrait faire revenir Souvarine; Rosmer, — et je partage son opinion—pense que la situation du parti ne permet pas encore cette rentrée.

Rosmer me paraît le seul qui ait l'autorité nécessaire et en même temps le doigté indispensable pour être le secrétaire général du parti. Sans doute, il ne peut être en même temps à *l'Humanité*, mais Monatte³³ pourra prendre dans le parti une plus grande activité. Il faudrait qu'il puisse aller à Moscou quelque temps pour se mettre tout-à-fait au point, mais il a fait une très sérieuse évolution. Vous aurez des détails par la délégation; je vous écris assez longuement pour vous faire comprendre le sérieux de la situation et la nécessité d'intervenir vigoureusement auprès de Treint.

Recevez, cher camarade, mes meilleures salutations
Jules Humbert Droz

(H.-D. 0280. Copie)

179. J. HUMBERT-DROZ AU SECRÉTARIAT DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Paris, 20 septembre 1923

Secrétariat de Comintern
Moscou

Cher camarade,

Ci-joint quelques documents qui me parviennent du Portugal.¹ Je reste en correspondance avec le parti. Depuis l'arrivée de ces lettres, les camarades portugais ont reçu une partie de la subvention et ont édité le numéro du journal en tenant compte des observations que j'avais faites sur sa présentation et son contenu.²

Je vous rappelle que le congrès constitutif du parti aura lieu le 22 Octobre à Lisbonne³ et qu'il est nécessaire d'y envoyer un délégué pour régler définitivement la crise. Je pense qu'il serait bon que j'y retourne moi-même, ou Rosmer qui est aussi bien au courant de la situation, et avec lequel j'ai travaillé cette question.

Prenez une décision sans retard et avisez-moi. Envoyez un mandat pour le délégué, car le groupe Sousa m'a demandé, quand je suis allé, de lui montrer mon mandat de l'Exécutif.

Cordialement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0146. Copie)

180. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Paris, 29 septembre 1923

Confidentielle
Camarade Zinovieff
Moscou

Cher camarade,

Cette semaine qui a enregistré la capitulation de Stresemann¹ et le rapprochement franco-anglais² a considérablement raffermi la position de Poincaré. La presse de gauche qui, au temps du désaccord avec l'Angleterre, s'appuyait timidement sur les critiques britanniques pour faire une opposition à la politique impérialiste de Poincaré se tait ou se rallie à cette politique qu'elle n'avait jamais nettement condamnée. Le franc s'est raffermi aussi, la livre anglaise a perdu plus de 10 francs en une seule semaine. Cette situation ne durera sans doute pas, mais momentanément Poincaré a consolidé ses positions. De plus en plus, aussi clairement, apparaît le but de l'occupation. La politique française ne vise pas au paiement des réparations mais au démembrement de l'Allemagne et à l'annexion déguisée de la Rhénanie et de la Ruhr. Il est très probable qu'au cas d'une révolution en Allemagne, la France se bornerait au début à proclamer la république Rhénane et de la Rhur et à défendre leur indépendance et l'ordre intérieur. Cette politique est nettement réclamée par les nationalistes de l'Action Française,³ et il n'y a pas de doute que Poincaré s'y engage de plus en

* Importants extraits déjà parus dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou,' pp. 196 et suiv., et dans Humbert-Droz, *Mémoires II*, pp. 150 et suiv.

plus résolument. Les accords économiques⁴ n'expliquent pas tout dans l'attitude de Poincaré; il y faut joindre la préoccupation certaine de disloquer l'unité politique de l'Allemagne et d'en annexer une partie. Les journaux gouvernementaux font au séparatisme rhénan une très grande publicité et montrent clairement les visées de l'impérialisme français.

La campagne des journaux de gauche contre la révolution allemande s'est poursuivie malgré notre contre-offensive. Cependant elle a un peu faibli. *L'Égalité* a baissé le ton qui ne convenait pas à tous les membres du Parti socialiste communiste et dans le *Populaire*, Homo⁵ a cédé la place à Paul Faure.⁶ C'est toujours le même refrain, mais plus grossier; on ne donne plus de citations de la *Rote Fahne*, on se contente d'affirmer que nationalistes et communistes alliés préparent, soutenus par la Russie, la guerre de revanche contre la France. Les quelques déclarations de la centrale allemande sur sa volonté de paix⁷ nous ont bien aidé à remonter le courant dans le parti et chez les sympathisants. Il reste encore du trouble; mais la situation s'améliore. Vous comprendrez l'étendue du danger qu'a provoqué la tactique du Parti communiste allemand en sachant que Monatte, par exemple, était persuadé que le Parti allemand s'engageait dans la voie des social-démocrates de 1914!⁸

L'absence de nouvelles précises rend notre action difficile; cependant le parti a pris quelques décisions urgentes: réorganisation du Comité central d'action⁹ qui sera formé des trois organisations révolutionnaires. Les autres membres ayant pris une attitude hostile au Parti communiste allemand ne peuvent se joindre au Parti communiste et à la Confédération générale du travail unitaire. Seule l'Association républicaine des anciens combattants est demeurée. Le Comité central d'action sera donc une liaison momentanée entre le Parti communiste et l'organisation syndicale et permettra de coordonner les vues et l'action des deux organisations. Le parti a proposé au Comité central d'action l'organisation d'une série de meetings dans toute la France pour exposer la question de la révolution allemande avec mots d'ordre: contre le traité de Versailles, évacuation de la Ruhr et de la Rhénanie, pas d'intervention, contre le séparatisme, et expliquant que la révolution veut la paix et payera les réparations. Cette série d'agitations se terminerait par une journée du prolétariat d'Allemagne où l'on récolterait des souscriptions dans les usines et ailleurs pour les révolutionnaires d'Allemagne.¹⁰ Le parti a décidé aussi d'intensifier la pro-

pagande dans l'armée et de s'adresser déjà par *l'Humanité* aux soldats, les invitant à ne pas tirer et à fraterniser. L'appel des jeunesses,¹¹ approuvé par le parti, sera répandu dans toutes les casernes de France et dans l'armée d'occupation. Le parti et la Confédération générale du travail unitaire ont également décidé de lancer l'idée de la grève générale au cas où Poincaré interviendrait. Je jugeais cela un peu prématuré; j'eus préféré commencer par l'agitation pour créer l'intérêt et la sympathie avant de lancer l'idée de la grève générale qui, en l'état des esprits actuellement, serait un échec; la majorité du Comité directeur en a jugé autrement. L'idée est lancée et les organisations pourront la préparer idéologiquement et techniquement. Les dissidents, devant cette activité accrue, raillent et cherchent à décourager les ouvriers en leur montrant leur impuissance et leurs divisions. Tout fait prévoir non seulement qu'ils ne marcheront pas avec nous, mais qu'ils marcheront contre nous avec Poincaré.

L'Humanité a légèrement baissé sa vente. Il y a dans la Seine trois mille numéros de baisse depuis quelques mois, pris par le *Quotidien*.¹² D'autre part, *Paris-Soir* va paraître le 4 octobre avec l'équipe de Frossard. Il faut attendre, pour voir quel en sera le succès, mais ce sera le seul journal de gauche du soir et si des événements importants se produisent, il pourrait façonner l'opinion publique d'une façon fort dangereuse. Le parti, qui a de gros embarras financiers, ne peut songer à réaliser son plan de faire reparaitre *l'Internationale*.¹³ C'est un point délicat auquel il faudra veiller. Le *Quotidien* va, paraît-il, sombrer d'une façon peu honorable, nous suivons cette affaire et le parti pourra exploiter cette déconfiture contre les illusions petites bourgeoises.

Ci-joint la motion présentée au Conseil fédéral de la Seine par l'opposition.¹⁴ Vous verrez qu'elle n'est pas méchante et qu'il n'y avait vraiment pas de quoi menacer ses auteurs d'exclusion. Au point de vue politique, ils ont formulé des critiques tout à fait justes et qui auraient plus de force si leurs auteurs, au lieu de rester dans un isolement hostile, prenaient une part plus active à la vie du parti. Je vous ai dit déjà à plusieurs reprises que je pensais que la rentrée de Renoult dans la vie active du parti contribuerait à faire sortir ses anciens camarades de tendance de cet isolement hostile qu'on leur reproche. Duret est rentré et a demandé, comme membre de l'Exécutif de l'Internationale, à assister aux séances du Bureau politique et du Comité directeur avec voix consultative. Le Bureau politique a refusé, déclarant que la nomination de Duret¹⁵ n'avait été que provisoire, pour trois mois, pendant

la liquidation de la crise, et que le parti ne le considérait pas comme membre de l'Exécutif. Duret certainement recourra à l'Internationale pour trancher le cas. Nous attendons le retour de Treint¹⁶ pour discuter avec lui et pour trancher définitivement toute la question d'organisation intérieure du parti et en particulier des pouvoirs des délégués régionaux. Les crises partielles continuent dans certaines fédérations.

Recevez, cher camarade,
mes meilleures salutations
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0281. Copie)

181. PROGRAMME FRANCO-BRITANNIQUE

Charpentier

1923

Introduction¹

1. *Action pour le prolétariat allemand et pour la révolution allemande.*

- a) Agitation contre la fabrication et le transport des armes et des troupes destinées à soutenir la contre-révolution allemande, que celle-ci agisse légalement ou par voie de coup d'état. *Reconnaissance de la Russie et aide à la révolution allemande.*
- b) Agitation contre le blocus éventuel d'une Allemagne prolétarienne.
- c) Agitation pour que les gouvernements de France et d'Angleterre n'interviennent pas pour empêcher la Russie de fournir des vivres à une Allemagne prolétarienne.
- d) Retrait des troupes d'occupation française et anglaise en Rhéno-Westphalie. *Biffer Rhéno-Westphalie et remplacer par Allemagne.*
- e) Annulation du traité de Versailles.

2. *Pas d'armements nouveaux – Désarmement.*

- a) Agitation contre les armements navals, militaires aériens et sous-marins en général, et en particulier en ce qui concerne l'Angleterre et la France. *Armement de la classe ouvrière*

- b) Jeter l'idée du désarmement des Etats bourgeois et en particulier de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne dans la masse ouvrière. (*biffer et de l'Allemagne*)
 - c) Campagne contre le vote des crédits pour les armements par les élus appartenant à des organisations ouvrières.
3. *Agitation parmi les soldats; premières mesures pour la reconstruction de l'économie européenne dans un sens favorable aux intérêts ouvriers.*
- a) Annulation de toutes les dettes et emprunts de guerre afin de résoudre la crise des changes, source de vie chère et de chômage.
 - b) *Suppression de l'héritage et remise à l'Etat. Saisie des fortunes des profiteurs de guerre. Prélèvement special sur le capital.*
 - c) Emploi des économies faites sur les armements en France et en Angleterre pour améliorer le sort des travailleurs français et anglais (habitations – maisons du travail, etc..) et pour reconstruire les régions dévastées françaises avec emploi des chômeurs anglais en France, au tarif syndical.

MOYENS D'AGITATION

1. Démonstrations communes franco-anglaises dans les grandes villes industrielles et dans les garnisons importantes.
2. Agitation dans les syndicats.
3. Agitation parmi les soldats.

PROCEDURE

1. Soumettre ce programme au Parti britannique. S'il y a accord, poursuivre la procédure indiquée ci-dessous. S'il y a divergences—réunir à bref délai une conférence à Calais, Boulogne ou Ostende, avec délégués munis de pleins pouvoirs.
2. Le Parti communiste français propose ensuite, sur ce programme, le front unique à toutes les organisations ouvrières françaises et anglaises.

En Angleterre s'adresser particulièrement au Labour Party, à l'Independent Labour Party et au Parti communiste, ainsi qu'aux fédérations de la Triple alliance² (mineurs, cheminots, transports).

En France, faire approuver l'action du Parti communiste par

les mineurs, les cheminots, les transports. Ensuite faire approuver par la Confédération générale du travail.

(Sur la procédure pour la France s'entendre au préalable avec Monmousseau.³)

Conclusion. S'adresser à toutes les organisations pour ou contre.
(H.-D. 0266. Brouillon)

182. J. HUMBERT-DROZ À J. C. RATES

2 octobre 1923

Camarade C. Rates

Lisbonne

Mon cher camarade,

J'ai bien reçu les documents traduits en français que vous m'avez fait envoyer.¹ J'ai tout envoyé à l'Internationale après avoir pris connaissance des textes. Je n'ai encore rien reçu de Moscou concernant le congrès. Seulement une lettre me disant que mon rapport était bien arrivé et que l'Internationale me demandait de suivre la situation et l'activité de votre parti.² Je vous prie donc de continuer de m'envoyer la correspondance pour que je sois au courant, je continuerai de mon côté à envoyer le tout à l'Internationale.

Il est donc possible que j'aille de nouveau à Lisbonne pour votre congrès du 20 [octobre]. Je crains cependant que cette date soit un peu trop rapprochée. La correspondance avec Moscou est lente et je ne sais si l'on désignera à temps un délégué. Au cas où le 10 octobre je n'aurais pas de nouvelles, je vous écrirai de renvoyer le congrès de quinze jours pour permettre à l'Internationale de prendre position sur les textes de vos résolutions. Dans leur ensemble les thèses sont bonnes. La thèse du gouvernement ouvrier sera à reviser sur certains points.³

Votre dernière lettre concernant le front unique avec le parti socialiste⁴ m'a fait craindre que cette tactique ne soit pas bien comprise. Par elle nous cherchons à intéresser et à mobiliser les plus larges masses ouvrières. Or le parti socialiste, vous le dites vous-même, a des chefs mais pas de troupes ouvrières. Une union avec lui n'a donc que bien peu d'intérêt pour nous,⁵ tandis que l'unité de front avec la Confédération générale du travail et les anarchistes qui dominent le mouvement

ouvrier portugais est fort importante. Votre effort est donc utile dans le sens du front unique avec la Confédération générale du travail et non avec le parti socialiste. La Confédération générale du travail peut refuser sans doute, mais des syndicats adhérents, des fédérations, peuvent répondre favorablement, vous pouvez aussi former l'unité de front avec la minorité syndicale et les syndicats qui la suivent.

Vous avez sans doute reçu un second envoi de dix livres pour la préparation du congrès.

J'ai reçu aussi des nouvelles de l'Internationale syndicale rouge qui prend directement contact avec les camarades Machado et Saa.⁶

Veillez remettre les lettres ci-jointes au syndicat indiqué.⁷ A bientôt j'espère

Fraternellement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0147. Copie)

183. J. HUMBERT-DROZ AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Paris, 3 octobre 1923

Secrétariat général de Komintern
Moscou

Cher camarade,

Ci-joint des documents concernant la préparation du congrès du parti portugais. Les thèses ci-jointes sont meilleures que celle déjà envoyée sur le gouvernement ouvrier et paysan.¹ Les camarades ont tenu compte des observations que j'avais faites lors de mon séjour à Lisbonne. Cependant il y a encore bien des choses à retoucher. Je vous envoie aussi une lettre écrite par moi concernant le front unique avec les socialistes.²

J'ai reçu votre communication du 5 septembre³ concernant le mandat de suivre les affaires portugaises, seulement le 1er octobre, mais j'avais déjà fait le nécessaire. Les camarades de là-bas sont pleins de bonne volonté, mais manquent d'expérience et ont besoin qu'on garde le contact étroit avec eux et qu'on dirige un peu leur travail. Je vous ai écrit pour la désignation d'un délégué au congrès du parti. Comme la

situation ici ne permet pas à Rosmer d'aller, je pense qu'il serait bon que j'aille moi-même. Je reçois à l'instant la lettre de l'opposition que vous me renvoyez.⁴ Je vais écrire⁵ pour suspendre les exclusions, si toutefois elles sont prononcées, ce qui est douteux, jusqu'au congrès du 20 et pour que l'opposition ait la possibilité d'être mandatée au congrès. C'est là qu'il faudra liquider définitivement la crise. Je pourrais, en passant, voir à Madrid les camarades du parti espagnol et discuter avec eux la situation et la politique de leur parti.

Fraternellement

Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0148. Copie)

184. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Paris, 5 octobre 1923

Confidentielle

Camarade Zinovieff

Moscou

Cher camarade,

Le retour de Cachin nous a apporté les premières nouvelles sur la réunion de Moscou;¹ fort heureusement la ligne politique et les préparatifs que nous avons adoptés ici sans directives ni de Berlin, ni de Moscou, se trouvent concorder complètement avec les directives de la conférence et il nous suffira d'intensifier et de développer ce que nous avons commencé. Le parti s'engage de plus en plus dans l'action en faveur de la révolution allemande. La campagne que nous avons menée l'a réveillé de sa torpeur et le malaise que je vous signalais comme conséquence de la tactique du Parti communiste allemand à l'égard des nationalistes et de la campagne des réformistes est dissipé dans le parti. Maintenant, pour les militants du parti et des syndicats, il n'y a plus de doute que la politique du Parti communiste allemand sera pacifique, ce qui facilite bien notre propagande dans l'armée et dans la classe ouvrière.

Il faut signaler cependant que cette situation améliorée ne touche que les sphères de militants. La masse ouvrière, même sympathisante, est

* Déjà paru dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', pp. 209 et suiv., et par extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires II*, pp. 151 et suiv.

complètement endormie, les réunions, même avec nos meilleures orateurs, sont très peu fréquentées. L'opinion publique et l'opinion ouvrière est loin de se rendre compte de la gravité de la situation en Allemagne et des responsabilités qui pèsent sur les prolétaires de France. Ce sera la tâche maintenant des membres du parti de réveiller l'opinion ouvrière et l'opinion publique. Malgré tout, dans le mouvement ouvrier, c'est encore le Congrès de Bourges² qui préoccupe le plus les camarades.

Notre campagne a déjà frappé la presse. Alors qu'on faisait autour de notre action la conspiration du silence, les manifestes, l'action antimilitariste des jeunes, etc., ont provoqué une campagne de presse contre le parti et la Confédération générale du travail unitaire. De tous côtés on réclame des répressions. La police renforce sa surveillance. Cependant je doute que le gouvernement commette la faute de recommencer un complot, ou nous donne, en arrêtant Barbusse³ ou d'autres militants, l'occasion de remuer et de soulever l'opinion publique qu'il sait très passive maintenant. Ce serait pour lui compromettre gravement le succès apparent de sa politique extérieure par une faute de politique intérieure. Son "succès de la Ruhr" a porté un coup sérieux au Bloc des gauches et les radicaux se rallient à sa politique, laissant les réformistes pleurer à souhait. Des persécutions contre les communistes redonneraient un terrain de bataille au Bloc des gauches. Cependant la droite, qui n'a pas les préoccupations de Poincaré, interpellera et réclamera des poursuites. Je pense que le gouvernement frappera un grand coup contre le parti au moment où il voudra intervenir en Allemagne et, en arrêtant une centaine de militants, il peut d'un jour à l'autre désorganiser complètement le parti et la Confédération générale du travail unitaire. Il faudra rapidement modifier la structure du parti, trop dépendante du centre pour que la vie et l'action des sections et des fédérations puissent continuer utilement avec un centre réduit à la vie illégale. Heureusement, je crois que nous avons encore quelque temps pour nous préparer à ces éventualités.

En ce qui concerne la vie intérieure du parti, Cachin n'a fait que communiquer sommairement le changement de personnel que vous avez envisagé.⁴ Le Bureau politique a décidé d'attendre le retour des autres camarades pour envisager ces questions. Rosmer est assez inquiet de la tournure que prendront les choses ici au retour de Treint et de Souvarine. D'après les nouvelles que Treint a envoyées, les relations entre lui et Souvarine sont devenues plus difficiles encore à Moscou. Ils ne se parlent plus. Rosmer craint à juste raison que tous deux portent leur

lutte dans le parti. Je crois les connaître assez pour penser avec Rosmer, que ni l'un ni l'autre n'abandonneront leur lutte dans l'intérêt du parti et de son action.

D'autre part, au Bureau politique, Suzanne Girault a déjà déclaré que si Souvarine rentrait et que Rosmer soit obligé de prendre le secrétariat général du parti, Souvarine devrait prendre en mains l'*Humanité*. Cachin a fait la grimace et il est certain qu'une telle combinaison, si elle était retenue, créerait une situation grave à l'*Humanité*, Cachin et Souvarine ne pouvant se supporter.

Tout cela va être envisagé au retour des camarades. Je vous tiendrai au courant.

Fraternellement

Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0282. Copie)

185. J. HUMBERT-DROZ AU COMITÉ CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS*

Paris, 12 octobre 1923

Chers camarades,

L'Internationale n'ayant pas encore désigné un délégué pour votre congrès du 21, je vous demande de renvoyer le congrès de quinze jours et de le fixer définitivement au 4 novembre. A cette date, si l'Internationale n'a personne désigne spécialement, j'irai moi-même, ayant reçu le mandat de suivre les affaires de votre parti. Je n'ai pas les papiers suffisants pour aller le 21, c'est pourquoi je vous prie de renvoyer de quinze jours. Vous utiliserez ce délai pour ranimer encore les sections.

Le camarade Sousa m'a fait parvenir, ainsi qu'à l'Internationale, une lettre dans laquelle il accuse le Comité central d'avoir expulsé l'opposition: Commission exécutive de la section d'Oporto et Sousa lui-même.¹ Je ne sais si les faits sont exacts, n'ayant pas été prévenu par vous de ces exclusions.²

Etant donné la proximité du congrès et en vertu des pouvoirs que l'Internationale m'a conférés, je demande au Comité central d'observer

* Partiellement reproduit dans Humbert-Droz, Mémoires II, p. 176.

la politique suivante dans la crise intérieure jusqu'au congrès:

1) La résolution de l'Internationale du mois d'août s'inspire de la volonté de tenter une collaboration des deux fractions en sauvant l'unité du parti.

2) Le Comité central doit donc éviter de prononcer des exclusions qui annuleraient cette décision. Les exclus éventuels doivent rester membres du parti jusqu'au congrès où la situation sera de nouveau examinée par l'Internationale.

3) Le Comité central est en droit, par contre, de suspendre de ses fonctions un comité de section qui ne se conformerait pas à la discipline du parti.

4) Pour le congrès, l'opposition doit pouvoir recevoir les mandats auxquels elle a droit, proportionnellement à sa force.³

5) Le Comité central d'une part, l'opposition d'autre part doivent me faire parvenir sans retard un rapport sur leurs différends, quelles sont les raisons politiques, les divergences théoriques et tactiques qui empêchent une collaboration.⁴

J'envoie une copie de cette lettre à Sousa et je joins à celle-ci copie de la lettre que j'adresse au camarade Sousa.⁵

Ecrivez-moi comme avant, par Justinart.
Cordialement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0149. Copie)

186. J. HUMBERT-DROZ À H. C. DE SOUSA

Paris, 12 octobre 1923

Camarade Sousa
Lisbonne

Cher camarade,

Je reçois à l'instant votre lettre du 18 septembre¹ et je m'excuse bien vivement d'avoir oublié de vous communiquer mon adresse avant mon départ. Je croyais l'avoir donnée à Barreira, mais c'est possible que j'aie oublié au dernier moment.

Ci-joint la lettre que j'adresse aussitôt au parti concernant les ex-

clusions.² A cette lettre j'ajoute les commentaires suivants en réponse à votre lettre.

Le Comité central m'a prévenu des remplacements opérés au comité et du remplacement du comité d'Oporto qui aurait refusé de se plier à la discipline du Comité central.³ Par contre, aujourd'hui encore, le Comité central n'a pas communiqué les exclusions que vous signalez.

Vous verrez dans la lettre au Comité central que je m'oppose aux exclusions jusqu'au congrès parce qu'elles remettent en question le fond des décisions du 12 août. Je ne comprends du reste pas comment des exclusions peuvent être secrètes, et pas même communiquées aux exclus!

En ce qui concerne le remplacement du comité d'Oporto je pense que le Comité central en avait le droit et le pouvoir, le devoir même si le comité d'Oporto ne se soumettait pas à la discipline du parti dont l'autorité suprême est le Comité central. De même le Comité central a le droit d'ouvrir une enquête sur les actes d'un de ses membres. Mais comme ce membre est désigné par l'Internationale, il ne pourrait pas le démissionner sans l'assentiment de l'Internationale qui demanderait une contre-enquête pour être informée contradictoirement, ni le suspendre des fonctions qu'il a reçues de l'Internationale.⁴

Enfin, je demande au Comité central de laisser à l'opposition la libre disposition des mandats au congrès, qu'elle pourrait obtenir.

Les deux membres remplaçants au Comité central ayant été communiqués à l'Internationale sans opposition de sa part devenaient titulaires réguliers.

Je regrette que vous ne me donniez pas dans vos lettres le fond du différend entre l'opposition et la majorité du Comité central. Quelles questions politiques vous divisent? Quels sont les points des thèses du Comité central que l'opposition combat et quelles contre-propositions fait-elle? Quels sont en un mot la base politique de l'opposition et ses griefs? Je demande au Comité central de me dire aussi ses griefs contre l'opposition, de façon que je sois renseigné avant le congrès sur le fond et que je puisse ici consulter les camarades qui connaissent votre situation comme Rosmer, avant d'aller au congrès où sera liquidée définitivement la crise.

Cordialement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0151. Copie)

Paris, 15 octobre 1923

Confidentielle

Camarade Zinovieff

Moscou

Cher camarade,

Les trois délégués du parti à Moscou sont maintenant de retour, mais nous n'avons pas encore reçu aucune des résolutions ni le manifeste de la conférence.

La campagne de meetings du Comité d'action en province comme à Paris a montré que la torpeur du prolétariat n'était pas aussi profonde que nous le pensions au début. Les orateurs rentrent avec une bonne impression de début. Les ouvriers les plus actifs commencent à se rendre compte de la gravité de la situation en Allemagne. Le Conseil national du parti qui a commencé hier ses travaux donne aussi une bonne impression. Le parti se transforme enfin; quatre fédérations sur quatre-vingt-treize ne sont pas représentées. Jamais encore il n'y avait eu une telle participation. Les exposés sur les événements d'Allemagne et la conférence de Moscou ont été écoutées avec beaucoup d'attention. Il n'y a pas de doute que le parti et l'élite ouvrière ont maintenant compris, mais cette compréhension n'a pas encore touché les larges masses de sympathisants. La vente de *l'Humanité* baisse¹ parce que nous parlons trop des choses d'Allemagne; Cachin fulmine contre un tel état d'esprit, mais nous sommes obligés d'en tenir compte et de doser l'effort que nous faisons dans le journal. Il faudra y suppléer par des tracts.

Les résistants ont demandé d'entrer au Comité d'action. La Confédération générale du travail unitaire et le parti sont décidés à les écarter, mais ce sera difficile car, pour le parti de Frossard, il y a un intérêt vital à être au comité. Cependant la campagne engagée par eux permettra de les écarter.

Leur parti du reste se désagrège rapidement. Leur campagne contre l'Allemagne et contre Marty, leur entrée en corps à *Paris-Soir*, le grand quotidien du soir du Bloc des gauches, ont précipité la crise intérieure latente. Plusieurs de leurs membres influents sont rentrés ou vont rentrer au parti, d'autres passent chez les réformistes et à l'intérieur du parti la crise est très profonde. Il est probable que ce parti va rapide-

* Déjà paru en partie dans Humbert-Droz, Mémoires II, pp. 160 et suiv.

ment se désagréger, surtout si nous réussissons à l'écarter du Comité d'action.

Il ne faut pas oublier cependant que nous n'avons l'influence prépondérante dans aucune des grandes villes ouvrières, à l'exception de Paris.²

Dans le parti: le voyage à Moscou des deux secrétaires a eu une heureuse influence sur la crise du secrétariat. Treint est plus souple, mais ses bonnes dispositions du début ont déjà laissé percer un peu de rancœur et je crains bien que son naturel ne reprenne le dessus. Pour éviter les heurts au secrétariat et écarter les dangers des relations de Treint avec les fédérations, j'ai proposé au Bureau politique de réorganiser la direction du parti en créant deux bureaux, un bureau politique et un bureau d'organisation comme dans le parti allemand. Treint serait secrétaire politique et Sellier secrétaire d'organisation. Cette proposition a été acceptée et le travail va s'organiser sur ces bases. Cela aura cet avantage de décharger le Bureau politique de tout le travail d'organisation qui l'absorbait presque complètement, de remettre à Sellier la correspondance avec les fédérations et les relations avec le parti. Sans doute il reste le danger de Treint au secrétariat politique, ses constructions abstraites, ses simplifications arbitraires, mais nous serons quelques-uns au Bureau politique pour rectifier et corriger ses déformations. C'est une solution provisoire qui met un peu d'ordre dans le travail et qui écarte certains dangers pour le parti. La rentrée de Souvarine risque de provoquer des heurts avec Treint; si leur différend n'a pas été liquidé à Moscou, ils vont chercher à le vider ici. Cachin est très bien depuis son retour. Il a compris la situation et travaille activement à la faire comprendre par les militants.

Sellier et Cachin pensent appeler Renoult à la direction du service d'information politique intérieure de *l'Humanité*. Je pense que c'est un excellent projet; vous savez que j'ai toujours été d'avis d'employer davantage Renoult. Mais il est possible que les anciens camarades de la gauche fassent sur ce point de l'opposition.

Au dernier Bureau politique, Rosmer a vivement critiqué les méthodes de la fédération de la Seine qui fait des essais de mobilisation des sections sans but et qui lasse ainsi de très bons camarades qui ne comprennent pas qu'on vienne les réveiller ou qu'on les fasse courir pour le seul but de voir si le parti est capable d'être rapidement mobilisé. La fédération a modifié ces méthodes.

Une question qui surgit bien inopportune est celle de la religion et

de l'application de la thèse du dernier Exécutif élargi.³ Le parti compte quelques bons militants protestants qui veulent démissionner du parti parce que la résolution du dernier Exécutif élargi fait de l'Internationale une organisation philosophique athée dans laquelle ils ne peuvent rester, ayant des convictions religieuses. Ce sont des militants sérieux et dévoués, de toute confiance et très utiles au parti. La question est venue au dernier Bureau politique qui est très ennuyé, pris entre le désir de conserver au parti des camarades qui lui sont utiles et le texte de l'Exécutif qui leur fait un devoir de prêcher l'athéisme. Je pense que la France ne sera pas l'unique section dans l'embarras au sujet de cette résolution; les pays protestants risquent d'être placés dans de semblables situations. Le Bureau politique était d'avis que ces camarades devaient rester au parti, mais cet avis ne résout pas la question de fond. Si l'Internationale, par cette résolution, est devenue une secte ou une école philosophique, il est certain que les camarades religieux doivent en sortir ou en sortiront. Il me paraît que la résolution a visé une situation précise et qu'elle n'a pas voulu apporter dans le mouvement ouvrier révolutionnaire une division d'ordre philosophique et écarter les militants qui n'adhèrent pas à une école philosophique athée. La résolution est très peu explicite à ce sujet. La question est pendante ici; on a autre chose à faire qu'à philosopher et à interpréter le monde; nous avons à le changer et à rassembler toutes les forces qui veulent travailler à ce changement. Je vous écrirai plus longuement à ce sujet dès que j'en aurai le temps.

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0284. Copie)

188. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Paris, 22 octobre 1923

Confidentielle
Camarade Zinovieff
Moscou

Cher camarade,

La situation ici continue à être défavorable pour notre propagande en faveur de la révolution allemande. Les camarades de retour de province

* Déjà paru en partie dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou' pp. 199 et suiv.

font des rapports assez pessimistes: auditoires peu nombreux et peu sympathiques! L'attention est encore concentrée sur les questions de politique intérieure, Bloc des gauches, élections prochaines etc., et le parti, malheureusement, ne sait pas rattacher sa politique intérieure aux problèmes de politique extérieure. Il se tait sur les problèmes de politique intérieure et son action en faveur de la révolution allemande apparaît comme un peu étrangère aux préoccupations du pays. Il est certain que des événements décisifs en Allemagne forceront l'attention. Même dans les deux arrondissements parisiens où nous poursuivons la campagne électorale,¹ nous risquons d'être battus par les réformistes et la bataille est engagée autour de la révolution allemande. La vie économique ici est très florissante, l'ouvrier français gagne largement sa vie et la vie chère est encore très supportable; cela crée une mentalité de satisfaits peu apte à s'émouvoir.

Le parti a aussi manqué d'énergie pour remuer l'opinion. Depuis la campagne de meetings qui avait été décidée et organisée avant le retour des secrétaires, le parti et le Comité d'action ont suspendu leur activité de propagande. Sous prétexte que les décisions de la conférence de Moscou n'étaient pas arrivées et que les moyens financiers manquaient aussi, le parti s'est confiné dans l'attente et dans le travail intérieur d'organisation. Nous l'avons secoué et, sans attendre davantage, un premier tract est imprimé à un million d'exemplaires et sera répandu cette semaine. La fédération de la Seine organise aussi quatorze meetings dans la banlieue et à Paris. Seine-et-Oise s'est mis au travail sans attendre notre intervention et, chaque jour, organise deux ou trois meetings dans la grande banlieue. Le journal du soir paraîtra dès que les fonds nécessaires seront là; il est bien nécessaire. Le travail illégal de tout ordre s'organise aussi lentement et se développe. Le procès que le gouvernement ouvre contre Barbusse² va nous permettre de remuer et de réveiller l'opinion. Poincaré, comme en janvier, nous aidera par ses poursuites à attirer l'attention du pays et de l'armée sur notre propagande.

Nous avons décidé aussi de proposer le front unique aux ouvriers réformistes pour la défense de la révolution allemande. Cette lettre³ sera tirée à cinquante mille exemplaires et répandue par les sections du parti parmi les ouvriers socialistes et lue et distribuée dans les meetings qu'organisent les réformistes pour ouvrir leur campagne électorale.

Une première brochure tirée à cent mille [exemplaires] va aussi paraître.

Tout cela, nous le sentons, est bien insuffisant mais c'est un commencement qui va mettre le parti en état de faire davantage.

La situation interne du parti est certainement aussi une cause de son inaction et de son incapacité d'agir mieux. La crise du secrétariat, que vous avez laissée sans solution à Moscou, continue et paralyse le centre directeur. Sur ma proposition, on a décidé la création de deux bureaux : politique et organisation. Treint devait se charger du premier et Sellier du second. Cependant Treint continue à faire aussi le travail d'organisation. Les jours qui ont suivi le Conseil national, le parti avait organisé une conférence des secrétaires régionaux. Il aurait fallu que les deux secrétaires se mettent d'accord entre eux et avec le Bureau politique pour donner aux délégués régionaux les instructions politiques et les directives d'organisation nécessaires. Ils n'en ont rien fait ; Treint a pris en mains toute l'affaire et Sellier nous a déclaré qu'après avoir assisté pendant quelques heures à cette conférence, il en était sorti pour ne pas continuellement s'opposer aux propositions de Treint qui n'a ensuite fourni aucun rapport sur le travail qu'il avait fait. Treint et Sellier s'occupent tous deux du travail illégal qui naturellement souffre de cette dualité. Cette situation du secrétariat est certainement pire que celle qui existait avant le voyage des deux secrétaires à Moscou. Nous avons décidé aujourd'hui au Bureau politique que les deux secrétaires devaient s'entendre pour présenter au Bureau politique un plan de division et d'organisation du travail. J'espère que nous arriverons à mettre un peu d'ordre dans cette situation qui ne peut durer sans préjudice grave pour le parti. Il apparait de plus en plus clairement que la dualité du secrétariat doit être liquidée. Au Conseil national il y a eu aussi un incident fâcheux, mais qui illustre bien les méthodes personnelles de Treint. Sans en avoir parlé au Comité directeur ni au Bureau politique, Treint proposa, dans la discussion sur la tactique électorale, que le Conseil national décide qu'aucun membre du Comité directeur, aucun rédacteur de *l'Humanité* et en général aucun fonctionnaire du parti ne puisse être candidat aux prochaines élections, exception faite pour les députés sortants. Surpris par cette proposition, Cachin, Sellier, d'autres camarade s'y opposèrent. Elle fut cependant votée.⁴ Dans l'état actuel du parti, de telles propositions, surgissant sans discussion préalable entre militants de la direction du parti, peuvent avoir des conséquences graves. Cette proposition ne me paraît du reste pas opportune. Elle est une bien maigre garantie contre l'ar-rivisme et devant la pauvreté du parti en hommes, elle aura pour con-

séquence de diminuer beaucoup la valeur du groupe parlementaire. Elle semble affirmer aussi que le parti n'a pas confiance en lui-même et en ceux qui le dirigent. De toutes façons, une telle proposition devait être faite d'abord à la direction du parti.

Recevez, cher camarade, mes meilleures salutations

Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0283. Copie)

189. J. HUMBERT-DROZ À J. C. RATES

Paris, 22 octobre 1923

Camarade Rates

Lisbonne

Cher camarade,

J'ai bien reçu votre dernière lettre qui s'est croisée en chemin avec la mienne.¹ Je vous demandais de fixer la date du congrès aux 3, 4 et 5 Novembre. Vous me dites que vous l'avez fixé au 10.

Je préférerais la date du 3 si c'est possible, à cause du nouveau conflit qui a surgi avec le groupe Sousa et qui doit être rapidement liquidé dans l'intérêt du parti. Je me rendrai à Lisbonne trois ou quatre jours avant le congrès pour voir de près la chose. J'ai reçu de l'Internationale le mandat d'aller personnellement à votre congrès² et j'ai maintenant les papiers nécessaires.

Avertissez-moi donc dès la réception de cette lettre si la date est maintenue au 10 ou si elle est fixée au 3.

Fraternellement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0152. Copie)

190. J. HUMBERT-DROZ AU COMITÉ CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS

Paris, 25 octobre 1923

Comité central du parti portugais
Lisbonne

Chers camarades,

J'ai bien reçu votre communication du 20.¹ Devant la situation telle qu'elle se présente, je vous prie de ne prendre aucune décision nouvelle concernant la crise avant mon arrivée à Lisbonne.

Maintenez la date du congrès au 10 novembre. J'irai à Lisbonne une semaine avant le congrès pour m'informer complètement sur place, à temps pour prendre toutes dispositions utiles pour le congrès.

J'ai reçu de l'Internationale le mandat de résoudre la crise avec pleins pouvoirs.

Suspendez donc, jusqu'à mon arrivée, les mesures que je vous demandais de prendre dans ma dernière communication du 12 courant.²

Fraternellement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0153. Copie)

191. DÉCLARATION DU COMITÉ NATIONAL DES JEUNESSES
COMMUNISTES PORTUGAISES

Lisbonne, 12 novembre 1923¹

Comité national des jeunesses communistes

Le Comité national² des Jeunesses communistes, après avoir entendu lire la solution politique du conflit du parti, présentée par le délégué de l'Internationale communiste au congrès constitutif du Parti communiste portugais³ et après avoir considéré⁴ largement les raisons qui y sont présentées non seulement en ce qui concerne notre organisation des

jeunesses mais aussi en ce qui concerne la tendance du parti qui, selon nous, était celle qui représentait le mieux les principes communistes, déclare :

1) Qu'il maintient son orientation politique, d'accord avec l'esprit des résolutions de la conférence du 4 mars dernier,⁵ la seule qu'il croit être la synthèse de la conception communiste.

2) Qu'il considère l'action menée par le Comité exécutif provisoire, pendant l'exercice de ses fonctions, comme irrégulière et tendancieuse parce que pendant ce temps le comité n'a fait que démontrer la seule et exclusive préoccupation d'éloigner des rangs du parti et de son action les éléments maintenant visés dans la résolution de l'Internationale communiste et particulièrement par rapport aux jeunes; le même comité a évité à tout prix leur participation aux travaux du Comité exécutif, contre ce qui était prescrit dans les résolutions des congrès internationaux.⁶

3) Qu'il considère la solution présentée par le délégué de l'Internationale communiste comme empreinte de partialité, ce qui peut-être a été le résultat du manque d'examen détaillé des conditions d'existence du parti, surtout en ce qui concerne la *qualité* de ses membres, à laquelle il paraît préférer la *quantité*.

4) Considère cette solution comme incapable de résoudre le conflit, qu'elle aggrave au contraire par sa volonté expresse d'inutiliser tous les camarades qui ont donné le meilleur de leur effort à la cause communiste en Portugal en produisant le peu qui existe sans la plus petite collaboration de ceux qui aujourd'hui *commandent*.

Il décide: de s'éloigner de nouveau des rangs du Parti communiste portugais qu'il considère incompetent pour réaliser un bon travail de préparation révolutionnaire et de continuer d'agir isolément dans la propagation des sains principes communistes jusqu'à ce qu'une poussée de conscience transforme les questions qui nous portent, à ce moment, à prendre cette décision.⁷

Pour la révolution prolétarienne.

Pour la cause communiste.

Le Comité national des Jeunesses communistes.

Signés: A. Monteiro,⁸ J. Barreira,

C. Rodriguez Junior,¹⁰ A. Ramos¹¹

José de Sousa, José Martins.¹²

(H.-D. 0154. Copie)

192. RÉSOLUTION (DE J. HUMBERT-DROZ) CONCERNANT LA
DÉCLARATION DES JEUNESSES COMMUNISTES
PORTUGAISES*

Lisbonne, 12 novembre 1923

Contrairement à leurs déclarations d'attachement à l'Internationale communiste, cinq membres des Jeunesses communistes—dont un seulement était suspendu pour la durée de six mois¹—viennent de se solidariser avec les deux exclus, de s'insurger contre la décision de l'Internationale et de sortir ainsi librement de l'Internationale où ils jouissaient de tous leurs droits d'affiliés.

L'Internationale dénonce aux jeunes communistes portugais l'indiscipline et l'oeuvre de division de ces individus qui, en s'insurgeant contre les décisions de l'Internationale et en cherchant à provoquer la division des forces communistes, sont devenus des agents conscients de la bourgeoisie.

Elle demande aux jeunes travailleurs portugais de ne pas se laisser entraîner par ces ennemis de l'Internationale et de se grouper autour du Comité national des Jeunesses, seul reconnu par le parti et l'Internationale communiste:²

Contre les indisciplinés et les déserteurs de la cause communiste!
Pour une jeunesse communiste fidèle à l'Internationale!³

Signé: Jules Humbert-Droz

(H.-D. Copie)

193. RÉSOLUTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
(J. HUMBERT-DROZ) SUR LA CRISE DU PARTI
COMMUNISTE PORTUGAIS**

Lisbonne, 13 novembre 1923¹

L'Internationale communiste, en intervenant dans la crise intérieure

* La résolution a été publiée sous le titre "Decisão da I.C." dans *O Comunista*, n° 7, décembre 1923.

** Ce texte a été présenté au congrès au nom de la 'Commission des mandats' par António Rodrigues Graça et publié sous le titre "Sanções disciplinares" dans *O Comunista*, n° 7, décembre 1923.

du parti portugais, n'a été guidée que par l'intérêt qu'elle porte au mouvement ouvrier du Portugal.

Par sa résolution du 12 août 1923,² l'Internationale a tenté de rapprocher les divers camarades communistes divisés par des questions d'ordre personnel et de les faire collaborer à une oeuvre positive précise: la préparation idéologique et matérielle du premier congrès du parti. Elle espérait que l'élaboration des thèses doctrinales et la réorganisation des sections du parti seraient un travail suffisant pour absorber les forces et la bonne volonté de tous et pour effacer les luttes personnelles qui avaient divisé les camarades. En dotant le parti d'un Comité central qui avait sa confiance et l'autorité nécessaire à la conduite du parti jusqu'au congrès, l'Internationale supprimait toute compétition et toute division nouvelles autour de la direction du mouvement.

Cependant, l'Internationale n'était pas sans avoir quelques doutes sur la réussite de cette tentative de collaboration. 1) parce que les membres du parti, de toute tendance, paraissaient beaucoup plus attachés à des hommes qu'aux idées et à l'action de l'Internationale communiste. Ils étaient pour ou contre Sousa, pour ou contre Rates et non simplement pour le triomphe de la cause communiste en Portugal. 2) parce que les fractions qui avaient été aux prises ne s'étaient pas opposées sur le terrain des principes, mais sur des questions personnelles irritantes. Elles n'avaient pas de base idéologique capable d'écarter les luttes inférieures où la calomnie et l'injure remplacent l'argument et l'idée. 3) Déjà à ce moment, l'activité antérieure du camarade C. de SOUSA laissait deviner un caractère négatif et critique dont l'action désorganisatrice et dissolvante pourrait être funeste au parti qui avait besoin d'un travail positif dans une atmosphère de cordialité et de confiance réciproques. Le représentant de l'Internationale communiste avait mis le camarade SOUSA en garde contre les défauts de son caractère et lui avait demandé de se vouer à un travail positif et constructif dans le cadre de la discipline interne du parti.

Cette tentative d'unification des éléments communistes portugais devait être faite malgré ses difficultés. Elle a échoué!

Au lendemain de la résolution du 12 août, alors que le Comité central faisait un effort pour utiliser les forces du groupe Sousa et que les tâches du parti étaient immenses dans tous les domaines, C. de Sousa a continué son travail fractionnel. Sans base idéologique ou

doctrinale, son opposition au travail de la majorité ne pouvait se nourrir que de questions personnelles ou de petites questions d'organisation comme celles qui ont donné naissance au conflit d'Oporto. Cette activité négative et dissolvante est illustrée par le fait que la fraction Sousa n'a fait aucun amendement aux thèses du congrès mais a recueilli et recopié un volumineux dossier sur le conflit d'Oporto.³ De plus, deux de ses membres ont renouvelé, soit au comité, soit au représentant de l'Internationale, les accusations calomniatrices contre le secrétaire général du parti, prouvant que la plus élémentaire confiance nécessaire à l'existence d'un parti était absente.⁴

La situation internationale dominée par l'imminence de la révolution allemande et la situation très favorable au développement du communisme au Portugal font pourtant au parti un impérieux devoir de travailler, d'intensifier sa propagande, de la porter dans les syndicats et dans l'armée, parmi les travailleurs des villes et des champs. Paralysé par des luttes internes de bas étage, le parti serait incapable de remplir ses devoirs de section portugaise de l'Internationale communiste. Persévérer dans une tentative qui vient d'échouer n'aurait pour résultat que de perpétuer les querelles et les discordes, de dégoûter les meilleurs militants, de discréditer le parti devant les masses et de paralyser son action.

L'Internationale communiste a acquis la conviction, au cours de cette crise et de cette dernière expérience, que C. de SOUSA, qui sans doute a des opinions communistes, a un caractère tel qu'il est susceptible seulement de désorganiser et de désagréger l'organisation, et incapable de rester dans les limites de la plus élémentaire discipline du parti.

Cette conviction est confirmée par la décision de la minorité syndicale de ne point accepter SOUSA à cause de son activité dissolvante.

En conséquence, l'Internationale communiste juge que l'intérêt du parti exige l'éloignement définitif ou temporaire des éléments dissolvants qui forment la fraction SOUSA. Elle décide donc et demande au congrès de confirmer les exclusions suivantes:⁵ C. de Sousa et Monteiro.⁶

Elle décide de suspendre jusqu'au prochain congrès: Fernandes,⁷ Salles⁸ et Antello.⁹

Elle décide de suspendre pendant six mois les camarades suivants: Barreira, José de Sousa, Arsgal,¹⁰ Fontes,¹¹ Cardoso.¹²

Les camarades suspendus temporairement ne pourront rentrer dans le parti que s'ils ont rompu toute relation avec les exclus et s'engagent à cesser tout travail fractionnel et à se consacrer au travail constructif

du parti. Les autres camarades de la section dissidente d'Oporto pourront rentrer dans la section du parti à condition d'avoir rompu avec les exclus et de cesser tout travail fractionnel.¹³

Si les camarades visés par ces sanctions ne se sentent pas capables de remplir loyalement et sans arrière-pensée ces engagements, mieux vaut qu'ils renoncent à rentrer dans le parti.¹⁴

“Une scission vaut toujours mieux qu'une situation confuse entravant le développement doctrinal, théorique et révolutionnaire du parti comme aussi sa croissance et son travail pratique vraiment organisé et harmonieux” (Lénine).

Les Jeunesses communistes ayant une organisation tout à fait rudimentaire, l'Internationale communiste demande au Comité central du parti de désigner une commission de cinq membres parmi les camarades inscrits aux jeunesses, pour procéder à l'organisation réelle du mouvement de la Jeunesse [communiste] portugaise.¹⁵

L'Internationale communiste appelle tous les camarades communistes portugais à abandonner les luttes personnelles et à se vouer désormais au travail pratique pour le développement du mouvement communiste au Portugal.

[Signé:] Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0155. Copie)

194. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU COMITÉ EXÉCUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LA
CRISE DU PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS*

Paris, 21 novembre 1923

Notre intervention du mois d'août.

Je vous rappelle mon rapport du mois d'août concernant la première intervention de l'Internationale communiste dans la crise du parti

* Publié (à l'exception de la dernière phase) dans Humbert-Droz, Mémoires II, pp. 179-185.

portugais.¹ A ce moment il y avait deux partis se réclamant de l'Internationale communiste, ou plutôt un parti déjà actif et constitué et, de l'autre côté, un petit groupe de camarades qui, après avoir exclu du parti tous les membres comme hétérodoxes, avaient abandonné tout travail et suspendu les comités du parti et des jeunesses en attendant que l'Internationale intervienne.

Par ma résolution du 12 août,² j'avais tenté de réunir tous ces camarades dans un seul parti en insistant auprès de la petite minorité pour qu'elle se voue à un travail actif et auprès du parti, pour qu'ils utilisent les forces des camarades de la minorité, malgré les luttes très vives qui avaient existé. J'avais fixé la date du congrès au mois d'octobre parce que l'état d'esprit de la minorité me laissait très sceptique quant à la réussite de cette tentative. Cependant, malgré ces difficultés, je jugeais nécessaire de donner aux camarades de la minorité l'occasion de participer à la vie active du parti.

Le développement de la crise.

L'enquête contradictoire à laquelle je viens de me livrer à la veille du congrès a établi que la majorité du Comité central a donné à la minorité des occasions multiples de travailler au sein du parti. Mais la minorité a réellement saboté le travail du parti en commençant immédiatement un travail fractionnel, en renouvelant les polémiques injurieuses, en cherchant à faire renvoyer le congrès et en provoquant dans la section de Porto une scission sur une petite question d'organisation provisoire de la section jusqu'au congrès. Pour mettre fin à ce sabotage, le Comité central avait exclu quelques membres de la minorité, en avait suspendu d'autres en leur donnant le droit de recours au congrès du parti. La minorité, fraction Souza, n'a proposé aucun amendement aux thèses élaborées pour le congrès; elle n'avait aucune base théorique ou tactique; seules des questions personnelles alimentaient les polémiques de fractions. Cependant, j'ai pu me rendre compte que la minorité, sur deux points essentiels, est en opposition avec la majorité et avec l'Internationale communiste: elle est, et ses actes l'ont démontré, hostile à la formation d'un parti de masse;³ d'esprit tout à fait sectaire, au point de réduire le parti à un petit groupe de trois camarades, naturellement dédaigneuse du travail à l'intérieur des syndicats. De plus, la minorité, et plus particulièrement la jeunesse qui lui est fidèle, pratiquent d'une façon très spéciale le travail illégal. La Jeunesse

communiste internationale avait déjà demandé au délégué des Jeunes portugaises de dissoudre leur groupe d'action illégale dont le travail était essentiellement terroriste. Au mois de mai, un certain nombre de membres de la jeunesse ont été arrêtés et poursuivis, non pour leur activité politique, mais pour des délits de droit commun : fabrication de fausse monnaie, vols, attentats et assassinats.⁴ En réalité, ce groupe d'action qui formait la Jeunesse communiste portugaise était un groupe d'apaches qui discréditait seulement le communisme en Portugal. La minorité et le Comité national des jeunes, peut-être par crainte, n'ont jamais osé désavouer ces groupes, et les ont encore défendus devant moi. Bien que ces conceptions sectaires et terroristes n'aient pas été discutées dans les luttes fractionnelles, elles sont certainement au fond du différend.

La situation à la veille du congrès.

La majorité du Comité central, en trois mois, a fourni un très gros effort pour la préparation théorique et organique du congrès. Elle a non seulement développé les sections existantes, elle en a créé une vingtaine de nouvelles, spécialement dans la partie agricole du pays.⁵ Elle a élaboré une série de thèses qui, quoiqu'imparfaites, étaient une base de discussion sérieuse pour le congrès. Elle a créé un réseau de noyaux communistes dans les syndicats et seconde l'effort de la minorité syndicale adhérente à l'Internationale syndicale rouge. La minorité n'avait fait qu'entraver ce travail et avait provoqué une scission dans la section de Porto en refusant de se soumettre aux décisions du Comité central. Les forces de la minorité étaient d'environ une vingtaine de camarades à Lisbonne et autant à Porto, y compris les jeunes. Sentant sa situation très faible, la minorité a voulu me tromper en me présentant une troisième fraction, dite fraction neutre, dont le programme était la neutralité entre les fractions aux prises et le simple attachement à l'Internationale communiste.⁶ Cette fraction me proposait comme solution de la crise un Comité central formé de trois membres de chaque fraction. Comme c'était aussi la proposition de la minorité, je n'ai pas eu de peine à découvrir que cette fraction neutre avait été formée par la minorité dans le but de tromper l'Internationale sur la situation réelle des forces dans le parti. Les camarades de la minorité syndicale avaient d'autre part refusé d'accepter comme membres le camarade Souza, chef de la minorité, parce qu'il est connu comme un

élément dissolvant et désorganisateur. Sa présence dans le parti portait préjudice à son recrutement.

La solution de la crise.

Devant une telle situation j'ai jugé nécessaire de délivrer le parti d'une minorité incapable de tout travail positif et qui compromettait seulement l'autorité du parti. Le parti a de grandes possibilités d'action et de développement au Portugal, à condition de n'être pas éternellement aux prises avec une crise intérieure qui paralyserait son action. C'est pourquoi j'ai exclu les deux éléments les plus indisciplinés et les plus dissolvants et suspendu pour un an ou six mois quelques-uns de leurs fidèles, laissant les autres rentrer dans le parti. La minorité, par la voix du Comité national des jeunesses, s'est solidarisée avec les exclus et je pense que vingt à trente membres sortiront du parti.⁷ Ils ne feront rien, comme ils l'ont prouvé dans le passé, et le parti pourra travailler sérieusement. Cette solution extrême est la seule possible. Vous savez que dans toutes les crises que j'ai eu à traiter, j'ai toujours tenté le maximum pour concilier les camarades susceptibles de travailler pour le communisme. Au Portugal, il fallait choisir un groupe parce que la collaboration est impossible et nuisible au parti. (Voir annexe No 1).⁸

Le Congrès.

Il fallait débarrasser le congrès des questions relatives à la crise, sinon il eût été absorbé complètement par des questions personnelles et aurait laissé une très mauvaise impression. J'ai donc demandé au congrès, d'abord de discuter premièrement les thèses et les problèmes de tactique et d'organisation, puis je lui ai demandé d'accepter sans discussion la résolution prise sur la crise et acceptée par la commission des résolutions du congrès.⁹ Ainsi le congrès a eu une très belle tenue et a produit une forte impression sur tous ceux qui y ont participé. Ce fut un congrès de travail et le conflit intérieur n'y fut évoqué que par la lecture de la résolution de l'Internationale communiste¹⁰ et de la résolution du Comité des jeunesses. (Document 2).¹¹

Il y avait au congrès 120 délégués, environ le quart du parti, parmi lesquels une délégation importante et bien intéressante de paysans, ouvriers agricoles du sud et petits paysans pauvres du nord.¹² Ils ont pris part aux discussions et j'ai été frappé de voir que, malgré le manque

presque absolu de littérature communiste en Portugal, – cinq numéros du journal¹³ – ils avaient, à défaut de culture, un sens prolétarien et révolutionnaire qui promet pour l'avenir du parti. Le congrès était suivi avec beaucoup d'attention par des ouvriers socialistes et syndicalistes. La presse en a parlé et il a été un événement dans la vie publique portugaise.¹⁴ J'ai pris la parole dans une des séances pour parler de la situation internationale et des tâches du parti à l'égard du Parti socialiste et du mouvement anarcho-syndicaliste.¹⁵ Les thèses préparées ont été améliorées, en particulier celles concernant le gouvernement ouvrier et paysan et le programme immédiat.¹⁶

Une nouvelle direction a été élue,¹⁷ bien homogène, avec laquelle j'ai eu une séance pour fixer les tâches immédiates du parti. Les militants m'ont laissé une excellente impression.

Perspectives.

En trois mois, le Comité provisoire a surtout groupé dans le parti une élite de militants ouvriers et paysans. Les nouvelles apportées de province par les délégués montrent qu'en quelques semaines le parti avait doublé ses effectifs et qu'il a de grosses possibilités de développement. Les militants les plus sérieux et les plus influents du syndicalisme et de l'anarchie entrent au parti ou se rangent au nombre des sympathisants de l'Internationale syndicale rouge.¹⁸ C'est surtout un travail d'éducation et d'organisation qui attend le parti immédiatement après le congrès. Avec le Comité central nommé par le congrès, nous avons fixé la tactique immédiate du parti.

a) Envers le parti socialiste: Le Parti socialiste portugais n'appartient à aucune Internationale; il n'a aucune activité dans les masses, mais contient quelques centaines de travailleurs organisés. Le Parti communiste ne s'est pas formé au sein du Parti socialiste, mais dans les milieux anarcho-syndicalistes. Le Parti socialiste ne l'a pas combattu; il se flatte même dans son journal d'avoir des sympathies pour lui et, de fait, il lui a prêté son local pour le congrès.¹⁹ Le parti socialiste est prêt à faire le front unique, même une partie des ouvriers socialistes seraient assez heureux de se laisser absorber par notre parti. Nous avons décidé de maintenir au sein du parti socialiste les éléments qui voudraient venir à nous pour soulever, dans le parti socialiste une discussion sur l'adhésion à l'Internationale communiste, sur la fusion avec le Parti communiste et les problèmes théoriques que cela entraîne. Il

n'est pas impossible qu'on gagne la majorité du parti et que quelques avocats politiciens seuls restent au parti socialiste.²⁰

b) Envers la Confédération générale du travail. Le travail au sein de la Confédération générale du travail pour l'Internationale syndicale rouge est fait par la minorité syndicale qui a les meilleures relations avec le parti et qui a conclu avec lui un pacte de travail par lequel le parti laisse à la minorité syndicale le soin de mener l'action au sein de la Confédération générale du travail; mais le parti fait un devoir à ses membres d'adhérer à la minorité syndicale; il se réserve le droit d'y proposer et d'y défendre son point de vue et conserve son droit de former dans tous les syndicats ses noyaux communistes qui appuieront l'action de la minorité et mèneront la propagande communiste.²¹ Le parti est le bras droit de la minorité syndicale et son action est très importante pour la conquête de la Confédération générale du travail. Avant mon départ, un souper commun a réuni plus de vingt-quatre²² militants de la minorité syndicale et du parti.²³ J'ai pu me rendre compte que la fraternité la plus absolue règne entre les deux mouvements. Elle est plus étroite que partout ailleurs parce que les membres de la minorité syndicale sont réellement les meilleurs communistes, qui n'adhèrent pas au parti seulement pour des raisons de tactique envers la Confédération générale du travail. Les militants des deux organisations sont de vieux amis qui furent, il y a une quinzaine d'années, les initiateurs et les propagateurs du syndicalisme au Portugal!

c) Envers les paysans. Le Portugal est un pays où domine l'agriculture. Dans le sud, la grande propriété agricole avec un prolétariat agraire à tradition révolutionnaire et syndicaliste. Dans le nord, domine la petite propriété très morcelée, et le petit paysan pauvre. Dans les deux milieux nous avons déjà des attaches. Dans le sud surtout, parce que le secrétaire général du parti fut un des organisateurs des ouvriers agricoles et un des meneurs de leurs grèves.²⁴ Dans le nord, ce sera plus difficile de les amener directement au parti; aussi avons-nous envisagé, dès que nous aurons parmi eux quelques éléments communistes sûrs et éduqués, de créer un parti agraire, englobant les petits paysans du nord et qui serait sous notre influence et notre contrôle.²⁵

d) Envers les bourgeois de gauche. Le Portugal est le pays des révolutions bourgeoises, il y a toujours deux révolutions en préparation: une de droite et une de gauche, préparées par le Parti radical de la bourgeoisie.²⁶ Il est nécessaire que le parti fixe sa ligne politique à

l'égard de ce mouvement qui peut, à certains moments, entraîner une partie de la masse populaire. Il fut décidé que le parti comme tel n'aurait naturellement pas de rapports avec le Parti radical; mais il détachera quelques camarades sûrs qui le tiendront au courant de ce qui se passe, de façon à pouvoir intervenir au moment favorable pour entraîner les masses plus loin et souffler la direction du mouvement aux radicaux. Le parti se déclare prêt à collaborer seulement sur la base de son programme de gouvernement ouvrier et paysan qui est inadmissible pour les radicaux bourgeois mais qui peut remuer les masses ouvrières et paysannes.²⁷

Enfin, nous avons décidé de faire paraître le journal du parti deux fois par mois sous format réduit de moitié, plutôt qu'une seule fois à grand format. Le parti a édité la brochure de Lénine sur les paysans.²⁸ Il faudra poursuivre les éditions. Le secrétaire général de l'Union des coopératives portugaises et rédacteur en chef de leur organe est membre du Comité central du parti.²⁹

Minorité syndicale.

Je l'avais organisée au mois d'août et déjà elle a fait un travail intéressant: Elle a constitué ses noyaux dans tous les syndicats et a publié le premier numéro de son journal³⁰ qui fut enlevé si rapidement qu'il fallut procéder à un second tirage. Il est reçu avec intérêt et sympathie. La majorité syndicaliste est en pleine crise; le bureau voulait prendre des sanctions contre la minorité; il a été désavoué par le Conseil et a dû démissionner. Un nouveau bureau, qui tolère la minorité, est nommé, mais cet incident a provoqué des luttes très vives au sein de la majorité, des luttes de personnes et de prestige dont profiteront nos amis.³¹

Jeunesse.

Mis en éveil par les fausses déclarations du groupe Sousa concernant la tendance neutre, j'ai voulu contrôler ses affirmations concernant la jeunesse qui l'appuyait complètement contre la direction du parti. J'ai questionné les deux secrétaires de la jeunesse: Barreira et Monteiro.³² Le premier m'a assuré que la jeunesse comptait deux cents membres, le second m'a parlé de deux cent membres seulement à Porto et un total de cinq cents membres pour le pays. Ces chiffres si différents me paraissant suspects, j'ai continué mon enquête et ces camarades

se sont contredits. Monteiro après avoir assuré trois cents membres à Lisbonne, affirma avoir distribué soixante cartes de membres à Lisbonne. J'ai alors réclamé des pièces justificatives: procès-verbaux, livres de caisse, etc. Je n'ai rien pu obtenir, sinon l'aveu que le Comité national n'avait ni registre des verbaux, ni registre de membres, ni livre de caisse, ni correspondance. Pour s'excuser, les camarades des jeunesses invoquèrent les perquisitions policières, mais elles remontent au mois de mai et visaient non des faits politiques, mais des actes relevant du droit commun.³³ L'existence légale du parti prouve la possibilité d'un travail sérieux. Au cours de mon enquête, menée seulement auprès des membres des jeunesses, j'ai appris en outre que la section de Lisbonne ne s'était pas encore réunie et était en formation, que le Comité national ne se réunissait que sur les bancs des promenades publiques, enfin, comme je disais qu'une telle situation me prouvait seulement que la Jeunesse communiste n'existait pas, on réussit le lendemain à me montrer une lettre de la section de Porto demandant cinquante cartes et cent cinquante timbres et Barreira m'expliqua que Monteiro s'était trompé en me parlant de deux cents membres à Porto; il avait additionné les cartes et les timbres demandés pour en faire des membres.³⁴ Au cours d'une conversation avec Barreira, j'appris aussi que les jeunes emprisonnés sont poursuivis pour fabrication de fausse monnaie, vol ou assassinat; ils vivaient de cela!³⁵

C'est devant cette enquête tout à fait impartiale que j'acquis la conviction que la Jeunesse portugaise n'existait pas et que ce qui s'était appelé de ce nom était un groupe d'apaches qui avait nui seulement au communisme. C'est pourquoi j'ai chargé le Comité central du parti de désigner, parmi les éléments jeunes du parti, un comité d'organisation des jeunesses.³⁶ Je pensais que les quatre ou cinq éléments qui étaient groupés au Comité national pourraient, après la suspension des camarades de la minorité, travailler sous la direction du Comité central du parti. Barreira et un autre jeune m'avaient assuré que le comité accepterait les décisions de l'Internationale. Cependant quelques heures après ces promesses, ils se solidarisèrent avec les deux exclus. Mon impression est que Barreira, qui est un bon garçon, très faible, est terrorisé par le petit groupe d'action que vous connaissez et qui a décidé la mort des traîtres. Il faut en finir avec ce terrorisme d'apaches; c'est pourquoi je demande au Comité international des Jeunesses de faire siennes les décisions que j'ai prises sur place.

J'envoie par le même courrier une lettre à la commission du budget lui demandant de garantir pour l'année prochaine une subvention de cent dollars par mois au parti portugais pour couvrir le déficit de son journal qu'il faudrait hebdomadaire et l'édition de quelques brochures de propagande en langue portugaise. Je demande à l'Exécutif de soutenir cette demande. J'ai aussi, d'accord avec le parti, invité le littérateur portugais Ribeiro,³⁷ qui fut le premier défenseur de la Révolution russe au Portugal et qui est le meilleur auteur moderne portugais, à se joindre à la délégation du parti au Cinquième congrès. Le parti attend d'un voyage de Ribeiro en Russie un grand bénéfice pour le mouvement révolutionnaire au Portugal.

Je reste, jusqu'à nouvel avis de votre part, en rapport avec le parti portugais que je continuerai à conseiller.

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0156. Copie)

195. J. HUMBERT-DROZ AU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DES JEUNES

Paris, 22 novembre 1923

Au Comité exécutif des Jeunesses

Moscou

Chers camarades,

Ci-joint je vous envoie, en même temps qu'à l'Exécutif, copie des documents et rapports concernant le mouvement au Portugal. J'attire votre attention particulièrement sur les passages de mon rapport¹ qui traitent de la question des Jeunesses portugaises qui sont inexistantes et qui groupent seulement une quinzaine d'éléments qui n'ont rien fait pour organiser la jeunesse, mais qui ont été un instrument dans la main de la minorité contre le parti.

Je vous prie de mettre fin à cet état de choses en ratifiant au nom des jeunesses, les résolutions prises par moi pour résoudre le conflit portugais et en cessant tout rapport avec Barreira.²

Dès que le parti m'aura communiqué les noms des jeunes chargés de réorganiser les jeunesses je vous en préviendrai.³ J'ai vu quelques-uns des jeunes qui sont actifs dans le parti et qui feront du bon travail pour les jeunesses.

Fraternellement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0157. Copie)

196. J. HUMBERT-DROZ À LA COMMISSION DU BUDGET
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Paris, 22 novembre 1923

Commission du budget

Chers camarades,

J'envoie à l'Exécutif par ce courrier des rapports sur le premier congrès du parti portugais.¹

La situation est très favorable au développement de notre parti et en trois mois, avec de très faibles moyens, le travail a déjà été très fructueux. Il faudrait cependant éditer le journal du parti une fois par semaine au lieu de tous les mois et éditer quelques brochures de propagande.

Dans votre lettre No 272/c² vous avisez Rosmer que la Commission du budget a voté pour le parti portugais, pour 1923, la somme de 5.072 frs français. De cette somme, Rosmer a reçu la moitié, soit 2.535 frs qui ont été transmis au parti.³ Je vous prie *d'envoyer sans retard le solde du deuxième semestre, soit 2.537 frs.*

D'autre part, étant donné la bonne situation de notre parti et l'utilité de publier le journal hebdomadaire, les perspectives de gagner la Confédération générale du travail, si le parti travaille bien, je vous prie de voter pour 1923 une subvention de cent dollars par mois au parti.⁴

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0158. Copie)

Paris, 23 novembre 1923

Confidentielle
 Camarade Zinovieff
 Moscou

Cher camarade,

Les autres camarades qui sont ici¹ vous auront tenu au courant de la situation du parti pendant les quinze jours d'absence qu'a nécessité mon voyage au Portugal.² A mon retour, je trouve une situation aggravée. Trois questions risquent de troubler la vie intérieure de parti.

1. *Le retour de Souvarine*. Vous savez que Rosmer et moi étions d'avis que Souvarine ne devait pas rentrer maintenant. Son retour a été marqué par une série d'incidents pénibles. Il a d'abord foncé contre *l'Humanité*, visant Rosmer et Cachin, puis contre toute la politique du parti. Sans doute l'une et l'autre méritent des critiques, mais vous connaissez la manière de Souvarine, toute négative et stérile, qui au lieu de stimuler les camarades à faire mieux les décourage ou les révolte. Dans la première séance du Bureau politique qui suivit son arrivée, on prit la décision que Souvarine reprendrait la direction du *Bulletin Communiste*, qu'il assurerait le secrétariat général, c'est-à-dire la direction effective, du journal du soir et ferait dans *l'Humanité* la campagne contre la presse bourgeoise. Treint n'était pas présent, mais Souvarine refusa catégoriquement les charges que lui confiait le parti, affirmant que ses divergences politiques graves avec le parti l'empêchaient de diriger le journal du soir, qu'il ne voulait prendre que des tâches purement techniques et, réclamant comme son dû, la direction des éditions que le parti avait confiée à Dunois.³ Le bureau maintint ses décisions et Souvarine quitta la séance en faisant claquer les portes.

Je le vis quelques heures après et je discutai avec lui très vivement en lui reprochant son caractère de jeune intellectuel qui ne veut faire que ce qui lui plaît, incapable de se plier à la discipline du parti et qui se contente d'un rôle de critique purement négatif sans vouloir prendre

* Déjà paru dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', pp. 212 et suiv., et par extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires II*, pp. 156 et suiv.

de responsabilités. Je lui ai dit qu'il était tout à fait inadmissible de prétendre posséder des fonctions à vie dans le parti et de considérer comme un crime le fait qu'en son absence le parti ait confié certaines de ses fonctions à un autre camarade.

Il lança et répéta au cours de cet entretien, de façon à être entendu de la rédaction, des accusations contre Sellier et Cachin, affirmant que s'ils avaient voulu enlever la direction réelle du journal du soir à Vaillant, ce n'était pas pour le réserver pour la propagande, mais par calcul et intrigue de secteur électoral, Cachin désirant faire élire Sellier à la place de Vaillant.

Souvarine s'est maintenant calmé; il travaille tenacement à reprendre ce qu'il n'avait obtenu au début. En proposant que Dunois parte en Russie le remplacer à l'Exécutif, il réalise son plan de faire de Dunois son remplaçant, là-bas et ici, et il reprend les éditions. Mais les accusations qu'il a lancées font leur chemin et empoisonnent le parti. Avec Treint aussi il y a sans cesse des disputes aigres, Souvarine accuse le parti d'hypocrisie; au dernier Bureau politique, il a déclaré vouloir soulever au congrès⁴ son différend avec Treint, à propos de la tactique;⁵ bref, l'atmosphère du parti se charge et devient très pénible.

2. *La crise du secrétariat* est aussi aggravée. Il n'y a aucune collaboration réelle entre les deux secrétaires qui ignorent mutuellement ce qu'ils font. La création d'un Bureau d'organisation n'a pas sensiblement amélioré la situation parce que Treint veut tout avoir en mains, c'est un terrible désorganisateur. Sellier a les rapports avec les fédérations, mais Treint dirige les délégués régionaux qui, eux, dirigent les fédérations; comme Sellier ignore ce que Treint fait, on peut s'attendre sous peu à des conflits certains. D'autre part, Treint est très mécontent de savoir qu'on a rendu Moscou attentif aux graves inconvénients du double secrétariat; il y voit une attaque de Sellier contre lui et cela aussi empeste l'air du parti. Il est impossible de collaborer avec Treint. Au Bureau politique par exemple, Doriot refuse de faire une délégation ou un travail avec Treint à cause de son manque de méthode et de cette impossibilité de travailler avec lui.

Il faut absolument que le congrès décide de supprimer le double secrétariat et le remplace par un seul secrétaire général. L'homme est à trouver. Il ne me paraît pas possible de sortir Rosmer de *l'Humanité* maintenant. Mais mieux vaudrait au secrétariat du parti un bon organisateur sans grande envergure politique, comme Garchery⁶ par

exemple, que l'état actuel. La politique générale serait faite par le Bureau politique où Rosmer, Doriot, Cachin et d'autres ont des capacités pour résoudre les problèmes. Treint devrait être désigné à l'Exécutif où il est susceptible de se modifier et d'apprendre beaucoup.

3. *La Fédération de la Seine* continue d'aller très mal et de ne rien comprendre à ses tâches. Là aussi un changement de personnel devient nécessaire. La campagne de recrutement⁷ est faite mécaniquement, sans préparation suffisante et pendant ce temps, qui nécessitait la présence des secrétaires fédéraux, ils étaient partis au congrès de Bourges où ils n'avaient rien à faire. Suzanne Girault ne connaît pas assez l'ouvrier français pour être secrétaire de la fédération. D'autre part, le Bureau fédéral, dans toutes ses erreurs, est soutenu et défendu par Treint, ce qui fait que la fédération en réalité se moque des décisions du Bureau politique.

Je vous donne rapidement mes impressions de ces dernières semaines. R et L.⁸ avec lesquels j'en ai parlé longuement, partagent ce point de vue. Nous allons voir ensemble quelles solutions pratiques cela entraîne.

Les événements d'Allemagne ont ici leur répercussion. Beaucoup de camarades ne comprennent rien à ce qui se passe.⁹ Il nous paraît surtout que malgré les fautes commises et le renvoi de l'action, la situation reste objectivement révolutionnaire et nous ne comprenons pas cette espèce de pessimisme et de défaitisme qui semble dominer notre parti allemand.¹⁰ Il n'y a pas de temps à perdre pour gagner l'influence politique qui nous manquait encore sur les masses. Mais il nous semble d'ici que le parti désespère en lui-même et n'a pas confiance dans son action.

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0285. Copie)

198. RELEVÉ DE COMPTES DE J. HUMBERT-DROZ AU
PREMIER DÉCEMBRE 1923

Sommes reçues:

Solde actif au 1er septembre	300.—
Septembre — Emprunt à <i>l'Humanité</i>	2500.—

Octobre—Reçu de l'Internationale 500

dollars changés à

1615.—frs	
1615.—	
1640.—	
1720.—	
1835.—	8425.—
total	frs.fr. 11225.—

Dépenses:

Septembre 23	Loyer	1200.—
	Entretien	1300.—
Octobre	Loyer	1200.—
	Entretien	1300.—
Novembre	Loyer	1200.—
	Entretien	1300.—
	Voyage à Lisbonne pour le congrès du Parti communiste portugais	1850.—
	total	9350.—

Solde actif au 1er décembre frs.fr. 1875.—

(H.-D. Copie)

199. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Paris, 8 décembre 1923

Confidentielle

Camarade Zinovieff

Moscou

Cher camarade,

Le camarade Lozovsky qui rentre à Moscou vous parlera longuement de la situation ici. Ces lignes vous prouveront seulement que nous sommes d'accord pour juger la situation.

* Déjà paru dans Humbert-Droz, 'L'œil de Moscou', pp. 215 et suiv.; extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires II*, pp. 151 et suiv. et pp. 157 et suiv.

Poincaré a opéré un recul très net dans sa politique extérieure pour conserver l'Entente. Inaugurée à la Conférence des ambassadeurs, elle s'est poursuivie à la Commission des réparations et dans sa politique de la Ruhr. Après les accords signés avec les industriels, on parle d'une réduction sensible des troupes d'occupation.¹ Ce revirement est dû à deux faits: 1. Un essai de sauver le cabinet conservateur anglais en faisant des concessions très nettes à la politique de Baldwin² par crainte du retour de Lloyd George³ aux affaires. Ce calcul vient d'échouer aux élections anglaises. 2. Ce revirement de la politique extérieure est aussi dû à une opération de politique intérieure en vue des prochaines élections françaises. Poincaré, en politicien rusé, voit fort bien que le Bloc national sera battu en avril et que le Bloc des gauches a des chances certaines de succès. Il prépare donc sa réconciliation avec le parti radical. Le bloc est déjà assez engagé avec les socialistes pour qu'il puisse maintenant chercher ses frontières de droite dans le voisinage de Poincaré sans risquer de compromettre le cartel avec les socialistes. Les organes du Bloc des gauches ont acclamé son changement de politique extérieure et ne lui ont pas ménagé les avances. La loi électorale qui vient d'être votée, et qui est sensiblement la même que celle de 1919,⁴ pousse les partis aux coalitions et il n'y a pas de doute maintenant que radicaux et socialistes feront listes communes dans la majorité des départements. Les socialistes ont bataillé pour revenir au système majoritaire avec ses deux tours, pour pouvoir se présenter sous leur drapeau au premier tour et ne bloquer avec les radicaux qu'au second. Cette maigre satisfaction leur est refusée et il leur sera impossible de se compter sur un programme. Ils seront confondus avec les radicaux partout où ils pratiqueront le bloc. Cette situation est très favorable pour nous et pour notre tactique du Bloc ouvrier et paysan, à condition que le parti, maintenant que la loi est votée, montre davantage d'initiative politique au lieu d'attendre toujours que d'autres prennent l'initiative de l'action. En particulier, les résistants qui pratiquent en réalité le Bloc des gauches cherchent à voiler leur trahison en se servant de la formule du Bloc ouvrier et paysan. Leur congrès⁵ a à son ordre du jour le Bloc ouvrier et paysan et si nous ne précisons pas notre tactique avant, ils nous mettront en fâcheuse posture de repousser ce que nous avons nous-mêmes propagé. Je reviens à mon idée, déjà défendue au Comité

directeur et que je vous ai communiquée⁶ : Il faut, sur la base du Bloc ouvrier et paysan, faire une campagne de front unique avec un programme de défense des intérêts ouvriers en posant comme conditions :

1. Une même tactique pour tout le pays, pour éviter que les réformistes ne pratiquent ici le Bloc ouvrier et là le Bloc des gauches au gré de leurs intérêts.

2. La rupture complète et loyale envers le Bloc des gauches et en particulier à l'égard de la collaboration aux journaux radicaux. Cette condition étant inacceptable par les chefs déjà trop engagés et rejetant sur eux la responsabilité de l'échec, mais de nature à soulever des débats très violents chez les dissidents⁷ et les résistants où les ouvriers sont en général hostiles aux collaborations dans la presse bourgeoise. Je vous avais demandé en son temps ce que vous pensiez de cette tactique, sans avoir de réponse. Aujourd'hui le temps presse et il serait désastreux que ce soit les résistants qui prennent l'initiative de la politique du Bloc ouvrier et paysan.

La campagne en faveur de la révolution allemande est arrêtée en grande partie en attendant des renseignements précis sur les intentions et la politique de nos camarades allemands. Je ne vous cache pas l'impression désastreuse produite par le recul des événements. Chacun comprend la nécessité de remettre à plus tard, mais on ne comprend pas la légèreté avec laquelle on avait préparé toute cette action. La confiance est bien diminuée, dans le fond les militants pensent que le parti allemand a fait du bluff et comme il était déjà très difficile de remuer l'opinion, il est évident que ce sera excessivement difficile de redonner confiance encore une fois. Dans le parti, la politique suivie par les communistes au gouvernement saxon provoque une nouvelle offensive contre la tactique du front unique. Les adversaires du front unique triomphent et reprennent leur formule : jamais avec les chefs ! Il faudra, pour leur tenir tête et couper leur action, faire la critique de l'application qu'ont faite de cette tactique nos camarades d'Allemagne.⁸

Dans le parti, la situation est dominée par l'approche du congrès et la préparation des questions à l'ordre du jour. Des rapports assez nombreux et documentés ont été préparés sur divers points du programme, mais le dernier Comité directeur s'est rendu compte que tous ces travaux ne permettaient pas encore d'élaborer le programme du parti il a donc décidé de remettre tous les rapports aux fédérations

pour fournir une base de discussion et comme matériel sur la question et d'en tirer pour le congrès seulement une plateforme, assez réduite comme programme du parti pour la campagne électorale. Jusqu'ici deux questions sont susceptibles de soulever des débats assez vifs: 1. La question de l'application du front unique qui est en réalité le duel Treint-Souvarine que l'un et l'autre veulent amener devant le parti. 2. la question de l'organisation du parti et en particulier des méthodes de centralisation excessive qui enlèvent toute vie aux sections et aux fédérations pour tout concentrer au Bureau politique. Sur le premier point, bien que Renoult et quelques membres de son ancien groupe soient en accord avec Souvarine, je crois, après une conversation que j'ai eue avec Renoult, que chacun est désireux de ne pas donner à cette lutte personnelle Treint-Souvarine une grande répercussion et de lui laisser son caractère personnel pour l'écarter plus rapidement et montrer à ces deux camarades que le parti a autre chose à faire. Cependant il n'est pas impossible que la question du front unique soit posée quand même à propos des événements d'Allemagne.

Sur le deuxième point, il n'y a pas de doute que le mécontentement est grand et légitime contre certaines méthodes d'organisation du parti que Treint s'efforce de généraliser, bien que les expériences de la fédération de la Seine soient déplorables. Je vous ai communiqué en son temps la résolution du groupe Renoult contre la fédération de la Seine.⁹ Souvarine vient de répéter un peu plus vivement les mêmes critiques. Renaud Jean d'autre part s'élève contre les mêmes procédés dans le parti et toutes ces critiques s'appuient sur les interventions de l'Exécutif et sont du reste pleinement justifiées. Le Comité directeur est saisi de cette question par le mémoire de Souvarine; il avait décidé auparavant déjà de reprendre la critique de la fédération de la Seine. Ce débat du Comité directeur ne pourra pas être restreint à la fédération de la Seine; il devra envisager tout le problème des méthodes d'organisation du parti. Que sortira-t-il de ce Comité directeur? Je vous rappelle que le Comité directeur n'avait pas approuvé les projets de Treint que le Bureau politique et le Comité directeur avaient à maintes reprises critiqué les méthodes de la fédération de la Seine; mais Treint et la fédération de la Seine, encouragée par lui, ont agi à leur guise en ne tenant pas compte des conseils et des décisions du Comité directeur et du Bureau politique. Si le Comité directeur est unanime pour redresser les erreurs commises avant le Congrès, la

discussion n'ira pas plus loin, mais si le Comité directeur est divisé, ce qui est probable, le débat viendra devant le Congrès et nous verrons se former une tendance Souvarine, Renoult, Renaud Jean, à laquelle peut du reste se rallier la majorité du Comité directeur. Nous nous efforcerons de régler cette question à l'amiable au Comité directeur et de faire comprendre à Treint la nécessité de ne pas s'entêter, mais il n'est pas sûr que nous réussissions. La campagne de recrutement de la fédération de la Seine a montré un véritable sabotage des décisions de l'Internationale et du parti. Un changement de personnel est indispensable.

Je vous ai signalé le coup de force démagogique de Treint au Conseil national; il a proposé, sans consulter ni le Comité directeur ni le Bureau politique, que tous les fonctionnaires et dirigeants du parti ne pourraient être candidats aux prochaines élections. Cette décision est absurde et prépare au parti les plus grandes difficultés pratiques, au moment de la campagne, et politiques, au lendemain des élections. Dans l'intérêt du parti il est nécessaire de revenir sur une telle décision et on ne peut le faire que si l'Internationale demande au congrès d'abandonner cette décision qui n'est du reste pas en accord avec les décisions des congrès internationaux.¹⁰

Voici les questions qui me paraissent urgentes et que l'Exécutif doit envisager :

1. *Prendre position contre les méthodes d'organisation de la fédération de la Seine et celles qu'on cherche à implanter dans le parti et qui suppriment l'initiative et l'intérêt des sections.*

2. *Prendre une décision au sujet de la motion Treint et demander au parti de réviser sa décision à ce sujet.*

3. *Donner un avis sur l'application de la tactique du Bloc ouvrier et paysan.*

4. *Décider un changement de personnel à la tête de la fédération de la Seine.*

5. *Décider de supprimer le double secrétariat et nommer un secrétaire général unique à trouver.*

6. *Eloigner Treint momentanément et immédiatement après le congrès en l'envoyant pour quelques mois à Moscou.*

Le parti vous a écrit sans doute pour vous demander de renvoyer le Cinquième congrès mondial au mois de mai ou juin parce que la campagne électorale battra son plein en mars et qu'il serait dangereux pour le parti que ses meilleurs militants et des membres de sa direction s'en aillent au congrès international à cette époque.¹¹

Renseignez-nous aussi sur vos intentions en ce qui concerne la

situation en Allemagne. Jusqu'à nouvel ordre, nous continuons le travail en comptant seulement sur un délai de deux ou trois mois de plus que celui qui était prévu.

Recevez, cher camarade, mes meilleures salutations

Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0286. Copie)

200. J. HUMBERT-DROZ AU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DES JEUNES

Paris, 8 décembre 1923

Comité exécutif de l'Internationale des Jeunesses

Moscou

Chers camarades,

Ci-joint je vous envoie la lettre reçue de Lisbonne concernant la réorganisation des Jeunesses,¹ décidée par la résolution mettant fin à la crise du Parti portugais, que je vous ai communiquée il y a quinze jours.²

Je réponds à cette lettre de mon côté³ et joins la copie à ce courrier, mais l'Exécutif des jeunesses doit maintenant entretenir des relations régulières avec la Jeunesse communiste portugaise et la conseiller. Je pense que le congrès prévu pour février est trop rapproché et qu'il vaudrait mieux attendre encore trois mois pour permettre d'achever l'organisation indépendante des jeunesses.

Fraternellement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0160. Copie)

Paris, 8 décembre 1923

Au comité central du Parti communiste portugais

Lisbonne

Chers camarades,

Je transmets sans retard votre lettre concernant la jeunesse au Comité international des Jeunesses communistes qui établiront leurs relations directes avec la Jeunesse portugaise.¹

Je pense que la méthode employée pour reconstituer la jeunesse est bonne, mais que ce n'est qu'un début et le Comité central doit maintenant réaliser l'indépendance organique des jeunes à l'égard du parti, en laissant subsister sans doute la liaison nécessaire dans les comités, mais en détachant l'organisation des jeunes de l'organisation du parti. Tous vos noyaux de jeunes, à Lisbonne par exemple, doivent se constituer en une section de jeunesse de Lisbonne. Le nombre est trop petit pour avoir vingt sections de jeunesse à Lisbonne.²

D'autre part, la jeunesse ainsi reconstituée par les membres jeunes du parti doit s'efforcer de recruter des membres dans la jeunesse ouvrière non adhérente au parti et d'un âge inférieur à vingt ans; en un mot, ce que vous avez formé à l'intérieur du parti doit devenir les cadres nécessaires pour éduquer, organiser, entraîner un mouvement des jeunes dont les membres les plus jeunes n'adhéreront pas encore au parti, de treize à dix-huit ou vingt ans. Pour cela, il faut que tout en restant membres du parti, les jeunes de vingt à vingt-cinq ans qui sont maintenant organisés en noyaux de jeunesse au sein du parti forment une organisation de jeunesse indépendante organiquement, mais liée au parti et politiquement soumise aux directives politiques du parti.

Je vous écrirai sous peu concernant les autres questions en vous envoyant l'article promis.

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0159. Copie)

Paris, 14 décembre 1923

Parti communiste français

120, rue Lafayette

Paris

No.5 Au Comité exécutif de l'Internationale communiste à *Moscou*

Chers camarades,

J'ai l'impression que des préventions subsistent encore dans l'esprit de certains camarades de l'Exécutif en ce qui concerne l'activité de la direction du parti.

Dans l'attente d'un rapport très complet que je compte faire dès que je pourrai me dégager de certaines besognes urgentes, je transmets au Comité exécutif la copie du rapport de notre camarade Guy Jerram,¹ délégué régional du parti pour la région du Nord (Nord, Pas-de-Calais, Somme).

Cette région qui est une des régions les plus industrielles de France (mines, métallurgie, textile) fournit au Parti français plus du dixième de ses effectifs.

Les choses réalisées ou projetées dont il est question dans ce rapport ont été réalisées ou projetées pour la plupart sous la suggestion du parti et grâce aux moyens matériels d'exécution fournis par le parti.

La seule lecture de ce rapport permettra à l'Exécutif de se rendre compte si, comme on l'a parfois dit, la direction du parti considère celui-ci comme une secte fermée, recroquevillée sur elle-même et s'il y a manqué de perspective générale.

Il est vrai que j'ai dû parfois prendre certaines dispositions personnellement, n'ayant pu, en raison du mauvais fonctionnement de certains de nos organismes centraux, amener l'étude de certaines questions importantes devant les organismes qualifiés.

Pour ne citer qu'un exemple des difficultés auxquelles je me heurte, je dois signaler que depuis mon retour de Moscou, et je pense qu'il en était ainsi pendant mon absence, il est impossible de réunir à l'heure le Bureau politique du parti, dont les séances se trouvent par suite tout à fait écourtées.

* Déjà paru dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', p. 220.

J'ai dû aujourd'hui faire un scandale à ce sujet, non sans avoir au préalable attiré par tous les moyens conciliants l'attention des camarades sur la nécessité d'un minimum d'exactitude.

Il n'est pas mauvais que l'Exécutif, avant d'accueillir certaines critiques, sache que l'un des problèmes du Parti français, c'est le pouvoir de réunir son Bureau politique.

Le travail parfois écrasant qui résulte pour moi du mauvais fonctionnement d'organes du parti, formés cependant des camarades les plus responsables, désignés par la confiance du parti et de l'Internationale, ne me donne pas le loisir de renseigner suffisamment l'Exécutif sur la situation française, sur notre mouvement ouvrier et sur le parti lui-même. Il en résulte que le champ reste libre pour ceux qui passent davantage leur temps à critiquer qu'à travailler.

Il en résulte une information unilatérale du Comité exécutif ou de certains de ses membres, qui risque de fausser le jugement porté sur certains camarades dirigeants du parti et sur la Fédération de la Seine.

Je ne veux pas dire qu'il n'y ait pas lieu à des critiques.

Mais les critiques faites doivent reposer sur des faits exacts et ne doivent pas être faites avec hostilité par ceux qui tout de même ne sont pas chargés du labeur écrasant dont certains d'entre nous sentent tout le poids.

Du mauvais fonctionnement du Bureau politique, il ne faut pas conclure au mauvais fonctionnement de tout le parti.

Seulement deux ou trois camarades sont souvent forcés de prendre sur eux-mêmes les décisions que le Bureau politique n'a pas eu le temps de prendre et de mettre en mouvement nos régions, notre Commission syndicale, etc. etc. . . .

Il est évident que dans ces conditions l'accusation présentant ces deux ou trois camarades comme menant une politique personnelle ne saurait être retenue.

Dans le rapport que j'adresserai bientôt à l'Exécutif,² j'aurai l'occasion d'analyser le commencement de crise qui se dessine dans les sommets du parti.

Je prie le Comité exécutif de l'Internationale de se rendre compte que cette crise ne doit pas sortir des sommets du parti, sous peine de compromettre le mouvement communiste en France.

Malheureusement, il semble que la politique suivie par les délégués de l'Exécutif et en particulier par le camarade R.³ en favorisant cer-

taines critiques injustifiées, en exagérant certaines critiques justes, en ne poussant pas suffisamment au travail ceux qui abusent de la critique, doive aboutir non à une solution, mais à une aggravation de la crise.

Je pense que d'urgence, il serait nécessaire que l'Exécutif, en attendant mon prochain rapport, invite ses délégués à agir avec beaucoup de prudence.

Salutations communistes

A. Treint

P.S.- Copie de ce rapport a été communiquée aux camarades H[umbert] D[roz] et R[ákosi]

(H.-D. 0287. Copie)

203. J. HUMBERT-DROZ À J. C. RATES

Rome, 20 décembre 1923

Camarade Charles Rates

Lisbonne

Mon cher camarade,

Votre lettre¹ ne m'est parvenue que quelques heures avant mon départ pour l'Italie où je suis pour quelque temps. C'est pourquoi j'ai un peu tardé à vous répondre. Je transmets votre lettre à l'Internationale; mais les questions qu'elle pose sont si importantes que je dois vous donner rapidement mon opinion personnelle.

Naturellement, le Parti communiste doit exploiter le plus activement possible la situation politique et la crise gouvernementale permanente au Portugal, pour rallier à son programme les masses ouvrières et paysannes. Je pense que votre idée de lancer un manifeste répandu largement dans tout le pays est très bonne.² Il faut y dénoncer la faillite et l'impuissance de la démocratie des politiciens bourgeois et propager l'idée d'une révolution nouvelle nécessaire, qui donnera le pouvoir à ceux qui travaillent, aux ouvriers et paysans; il faut opposer au système démocratique bourgeois l'idée des soviets: droit de vote aux seuls

travailleurs, conseils d'ouvriers et de paysans. Si votre propagande est accueillie avec intérêt, – elle doit naturellement être appuyée par des meetings publics, par des motions proposées et votées dans les syndicats, par des résolutions votées dans les usines etc., – vous pourrez chercher à constituer des conseils d'usine ou des comités d'action ouvriers et paysans.³ Bref, votre propagande, votre agitation, toute votre action pour atteindre les ouvriers et les paysans doivent viser à créer un *mouvement de masse*. Vous devez éventuellement proposer le front unique à la Confédération générale du travail. Si votre agitation est reçue avec intérêt par la classe ouvrière, la Confédération générale du travail ne pourra refuser sans dresser contre elle les ouvriers.⁴

Mais je vous mets en garde contre le projet que vous m'exposez d'une prise du pouvoir par un coup de force, sans être appuyé par un mouvement des masses. Le complot et le coup d'Etat, à la manière de vos partis bourgeois, n'est pas une tactique communiste, parce que la prise du pouvoir dans ces conditions serait sans lendemain. Vous pensez bien que toute la bourgeoisie, divisée aujourd'hui sur des questions secondaires, ferait immédiatement bloc pour renverser le régime nouveau qui ne peut se défendre que s'il est appuyé par un mouvement profond des grandes masses ouvrières. Le Troisième congrès de l'Internationale s'est formellement opposé à la tactique du "putsch"; il a donné pour devoir aux partis communistes de conquérir *la majorité* de la classe ouvrière avant de tenter une action décisive pour la conquête du pouvoir.

La situation politique du Portugal est favorable à l'action du parti. *Son premier objectif*, même à travers les révolutions bourgeoises, *doit être de conquérir d'abord la classe ouvrière*, pour son action révolutionnaire et pour le but qu'il se propose. *De mettre cette masse en mouvement pour la conquête du pouvoir ensuite.*

Commencer par la conquête du pouvoir, en pensant que la classe ouvrière vous suivra après, est un des gros dangers que le parti doit éviter. Il faut toujours penser que les révolutions bourgeoises que vous voyez à Lisbonne sont des actes d'opérette, mais que la prise du pouvoir par le prolétariat *entraîne fatalement la guerre civile* et peut-être la guerre étrangère. Si la masse ouvrière n'y est pas préparée et entraînée, le coup d'Etat sera sans lendemain.

Je vous écrirai plus longuement en rentrant à Paris, dans quelques jours, en vous envoyant l'article promis. Donnez-moi des nouvelles sur le développement du parti. Avez-vous reçu la subvention pour le

deuxième semestre de 1923?⁵ La subvention pour 1924 n'est, à ma connaissance, pas encore fixée.

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0161. Copie)

204. G. BUSSIÈRE ET J. J. SOUDEILLE¹ AU BUREAU POLITIQUE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Lyon, 25 décembre 1923

Jean Soudeille
6, rue Villeneuve
Lyon – Croix Rousse (donner à l'Exécutif)

Bureau politique, *Paris*

Camarades,

Les soussignés, membres du Bureau politique de la fédération du Rhône, vous demandent des explications sur les faits suivants:

1. Une correspondance s'échange entre Louis Sellier de Paris, et Louis Sellier du Rhône,² par-dessus la tête du délégué régional.

Pourquoi?

Le délégué régional Rieu a-t-il démérité? Est-il suspect au parti? Si oui, qu'on le dise.

Sinon, qu'on applique les décisions que l'on a prises soi-même. – A moins que l'opinion du centre ait changée relativement aux délégués régionaux? Si oui, qu'on le dise encore.

2. Nous avons en mains une lettre qui nous était inconnue, échangée par L. Sellier de Lyon avec son homonyme de Paris.³

Nous considérons que nous sommes par conséquent des membres mineurs du Bureau politique et faisons dès maintenant toute réserve à ce sujet.

3. Dans une lettre de L. Sellier de Paris à son homonyme de Lyon, il est dit: "J'apprends indirectement etc..." Quelles sont ces relations secrètes? Quelles sont ces voies indirectes?

Et dans la même lettre, L. Sellier de Paris traite de fumisterie une décision régulière du congrès fédéral du Rhône, pour laquelle d'ail-

leurs, Rieu, qui n'y avait pas une part directe, a été félicité en son temps.⁴

De quel droit un secrétaire général du parti, qui n'est pas un dictateur, mais un fonctionnaire et un directeur de conscience du parti, traite-t-il une décision de congrès de fumisterie?

Nous irons le lui demander au congrès national.

De tels faits ne peuvent contribuer à nous rendre la confiance dans l'organisme central, confiance ébranlée par l'article de Cachin,⁵ par la façon dont le front unique a été appliqué, par la circulaire du parti concernant les élections.⁶

Nous attendons, avec l'explication du Bureau politique de Paris, une rectification de la ligne de conduite du centre, faute de quoi nous serons acculés de nouveau à la lutte de tendance⁷ pour défendre les principes de l'Internationale contre ceux qui les oublient.

Salutations communistes
Bussière, Soudeille

(H.-D. 0288. Original)

205. G. BUSSIÈRE ET J. J. SOUDEILLE À J. B. R. RIEU

Lyon, 25 décembre 1923

[annotation du secrétariat:]
donner à l'Exécutif
Camarade Rieu, St. Étienne

Mon cher Rieu,

Nous croyons devoir porter à ta connaissance les faits suivants, en te demandant de les transmettre à Paris, au Comité directeur du parti, bien que cette démarche, nous en sommes à peu près convaincus, ne changera pas la situation actuelle.

Néanmoins, nous tenons dès maintenant à dégager nos responsabilités et à faire toute réserve sur ce qui se passe dans la fédération du Rhône, avec l'appui, et, dirions-nous, la complicité de certains membres du centre.

Nous sommes entrés, les anciens camarades de la gauche, au Comité directeur de la fédération du Rhône avec l'intention fort nette de travailler, non pour notre ancienne tendance, mais dans l'intérêt du parti. Nous avons voulu, loyalement, essayer la collaboration avec les camarades du centre, malgré leur passé fort compromis, et ce, suivant les intentions de l'Internationale.

Nous avons accepté les postes et les travaux les plus ingrats, les plus obscurs, les sachant les plus indispensables. Nous avons mis debout l'organisation des commissions syndicales. Au point de vue syndical, rien n'existait dans la fédération. Au contraire, les anarcho-syndicalistes étaient visiblement ménagés et craints par la fédération du Rhône. A tel point qu'un orateur en vue du parti pouvait déclarer, peu avant le Quatrième congrès mondial : "Le seul front unique que nous voulions faire, c'est le front unique avec les anarchistes."

Il existe aujourd'hui des noyaux dans la plupart des syndicats. Les résultats sont déjà sensibles, bien que la tâche ne soit pas terminée. Le redressement du parti s'est accompli, nous pouvons le dire sans crainte d'exagération, et sans fausse modestie, grâce aux efforts de l'ancienne gauche. La question syndicale a été présentée par nous et expliquée aux camarades qui, autrefois, n'en entrevoyaient ni la nécessité, ni l'opportunité. Les préventions, fort grandes dans le parti même, contre les comités syndicaux sont tombées chez nos camarades.

Nous avons, parallèlement, tenté d'arracher de la fédération les vieux germes d'électoratisme. Nous avons réussi à faire l'unanimité de la fédération sur une motion dite du quatrième arrondissement,¹ motion présentant non une valeur doctrinale, mais une valeur d'opportunité (Treint dixit—permets-moi le rapprochement).

Cette motion, écartant pour des raisons tactiques, vis-à-vis de la masse syndicaliste du Rhône, les élus du Bureau politique, a d'ailleurs été traitée dans une lettre particulière du camarade L. Sellier de Paris, au camarade L. Sellier de Lyon, de fumisterie.

(Les fumistes sont ceux qui, à un moment, te félicitaient de ton travail de redressement, et qui aujourd'hui appellent fumisterie les décisions du congrès fédéral que tu présidais.)

Nous avons donné un gros effort pour le journal au moment de la transition entre l'hebdomadaire et le supplément quotidien, et ce, sans abandonner nos autres tâches. Nous avons essayé l'organisation des dizaines, pour habituer les camarades à travailler, à se réunir rapidement, à passer un mot d'ordre, et les préparer à un travail plus

sérieux, auquel je doute d'ailleurs que le centre ait accordé une importance comme celle qui doit être la sienne.

Nous avons volontairement négligé les travaux qui pouvaient nous mettre en vedette, préférant le travail productif.

Aujourd'hui, nous nous rendons compte que ceux avec lesquels nous pouvions collaborer, dans l'intérêt du parti, n'ont pas répondu à nos efforts. Ils ont continué leur politique masquée d'électoralistes. Ils se sont battus, non le visage découvert, mais en sourdine, contre la motion du quatrième [arrondissement], cherchant à la faire échouer, puis, une fois adoptée par le congrès, à éluder son application. Dans ce but, il s'est—nous en sommes à peu près sûrs—établi des relations verbales ou écrites avec les camarades du centre pactisant avec la politique d'avant-Paris, la politique de Frossard.

Nous avons été écartés des réunions faites en dehors de la ville, et, dans la ville même, nous avons été écartés des grosses réunions. La raison est facile à deviner: les membres de la gauche et spécialement Bussièrre et Soudeille, membres du Bureau politique, n'exposent pas la question électorale de la même façon que Pavy, Sellier, Grandclément.²

Nous avons connu, au Bureau politique et au Comité directeur, la force d'inertie opposée à la plupart de nos propositions. Nous avons connu les agissements d'un homme, L. Sellier, accaparant tout ce qui naissait dans la fédération, y compris l'organisation des dizaines, monopolisant la correspondance, désaisissant d'ailleurs le secrétaire fédéral Pavy, avec le consentement de celui-ci, très certainement, Pavy ayant été, pendant cette année, l'ombre falote d'un secrétaire fédéral.

Nous n'avons pas eu conscience de tout cela d'un seul coup. Nos doutes se sont précisés peu à peu. Aujourd'hui, nous sommes fixés. Il se peut que nous oublions pas mal de points. Mais nous te donnerons plus de précisions si tu le désires.

Aujourd'hui, la mesure est comble. Le fait suivant fait déborder la coupe.

Nous avions toujours cru que le secrétaire fédéral (en l'occurrence, Sellier) ne devait être qu'une boîte aux lettres et non pas un dictateur. Or, Sellier a des relations épistolaires avec le centre, sans que nous les connaissions; il écrit au nom du Bureau politique, sans nous en référer et d'ailleurs oublie volontiers, suivant peut-être les instructions du centre, qu'il existe un délégué interfédéral.

Nous avions demandé, à plusieurs reprises, que les statuts fédéraux votés au congrès de septembre,³ soient imprimés et envoyés aux sections.

Sous des prétextes divers, on a éludé la question. Nous l'avons posée à nouveau au Bureau politique de samedi dernier. On a répondu par des échappatoires.

La véritable raison de ces retards, nous la connaissons aujourd'hui. Elle est contenue dans la lettre suivante, que nous avons "subtilisée," ce qui n'est que la digne réponse aux cachotteries dont s'est rendu coupable le secrétaire fédéral par procuration, Louis Sellier, vis-à-vis de deux membres du Bureau politique.

Voici la lettre :

"Camarade secrétaire de la direction du parti Paris"

Chers camarades,

"Je vous adresse ci-joint les statuts fédéraux tels qu'ils ont été adoptés par le dernier congrès fédéral. Je vous prie de bien vouloir les faire mettre à l'étude par le Comité directeur le plus tôt possible, et de nous indiquer les modifications qui pourraient vous paraître nécessaires."

Pour le Bureau politique de la Fédération du Rhône,
L'un des secrétaires

Nous déclarons ne pas avoir eu connaissance de cette lettre, sauf après que nous l'ayons découvert nous-mêmes.

Nous accusons le secrétaire fédéral par procuration, L. Sellier, de passer par-dessus notre tête. Nous l'accusons également de chercher, dans le centre du parti, des appuis pour étayer sa politique sournoise dirigée contre les décisions d'un congrès, décisions influencées par notre esprit et notre influence.

Nous déclarons nous désolidariser de ces pratiques, les condamner et puisqu'il n'y a pas confiance réciproque, nous constatons que la crise est ouverte et qu'une seule solution pourra intervenir : la liquidation de ceux qui, dans le parti et contre le parti, continuent la politique d'autrefois.

Nous sommes acculés de nouveau à la lutte. Nous y sommes prêts.

Le Comité directeur central s'est détaché de plus en plus, lui aussi, de la politique de l'Internationale. Ceux des camarades de gauche qui

ont combattu avec nous, se sont détachés de nous, et les relations ont été rompues avec les camarades qui, autrefois, ont combattu pour l'Internationale communiste, sans ambition personnelle et sans récompense,—n'est-ce pas, Treint?

Les relations ont été conservées avec les vieux politiciens arrivistes du parti. Une franc-maçonnerie anticommuniste joue toujours dans le parti. Les délégués régionaux incapables restent en fonction, et on s'explique pourquoi. Le Comité directeur du parti prend une attitude louche au moment de la période électorale. La voix prolétarienne est étouffée. La coterie des fonctionnaires sortis du prolétariat s'impose aux travailleurs des sections. Mieux: le Comité directeur central, qui, autrefois, (et des lettres de Treint que j'ai en ma possession le prouvent) mettait sa confiance dans les délégués régionaux, passe par-dessus leur tête à l'heure actuelle, quand ces délégués régionaux ne sont pas "sûrs" et c'est ton cas, mon cher Rieu. . . .

En effet: 1. Des relations s'établissent directement entre le centre et les fédérations. Donc les délégués régionaux sont de trop.

2. Le centre manifeste l'intention de faire les congrès fédéraux avec un membre du Comité directeur. Donc les délégués régionaux sont de trop encore.

Devant tous ces faits, nous déclarons la lutte ouverte, et nous répondons à l'appel de l'Internationale pour engager la bataille contre les relents de frossardisme.

Pour notre part, la bataille commence dans le Rhône. On n'étouffera pas toujours notre voix, comme on a tenté d'étouffer celle de certains camarades.

Tu peux faire de cette lettre dont nous prenons l'entière responsabilité, tout usage que tu voudras.

Jean Soudeille
6, rue Villeneuve
Lyon-Croix Rousse

Bussière Soudeille

Bussière
12, rue Gigodet
Lyon-Croix Rousse

(H.-D. 0289. Original)

Paris, 26 décembre 1923

Confidentielle

[Annotation de J. Humbert-Droz:] Suite de deux lettres manuscrites de Rome.

Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

De retour à Paris, je me hâte de vous mettre au courant de la situation du mouvement italien. Je me rends compte que la présence d'un représentant est nécessaire pour quelques mois et je prends mes dispositions pour y retourner vers le 10 janvier.¹ Je vous prie de désigner rapidement un représentant pour le congrès du Parti communiste français² qui pourrait, avec Racosi, préparer les questions importantes pour le congrès et faire face à toute éventualité. Vous savez qu'il y a ici crise latente qui pourrait bien n'éclater clairement qu'au congrès³ sur un incident. Les congrès de Marseille et de Paris nous sont un garde-à-vous. C'est pourquoi, il est nécessaire de ne pas laisser R[ákosi] seul pour la période du congrès. Je ferai mon possible jusqu'au 10 janvier pour préparer avec R[ákosi] le mieux possible le congrès.

En Italie: les conversations que j'ai eues à Rome et Milan avec nos camarades communistes me montrent que la majorité de Bordiga⁴ est très loin d'être homogène et que bon nombre de ses partisans considèrent que le parti a fait des fautes politiques. Ils ont confiance en Bordiga, mais déplorent son intransigeance sur certains points. Dans la discussion qui va s'ouvrir sur la politique du parti,⁵ je pousserai ces camarades à exprimer leur pensée d'une façon indépendante pour faire comprendre à Bordiga que le parti dans sa majorité n'approuve pas toute sa ligne politique.

J'ai vu longuement aussi la fraction terzinternationaliste et les jeunesses.⁶

La fraction se plaint que les décisions du dernier présidium⁷ aient été prises sans la consulter et elle y voit un changement complet de la tactique adoptée par le Quatrième congrès et l'Exécutif élargi et un

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 58-61; en extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 166-169.

retour à la tactique de Bordiga de l'adhésion individuelle au Parti communiste.⁸ Elle est particulièrement opposée à l'entrée individuelle clandestine et à la fusion immédiate des jeunesses. Ils prétendent, avec raison selon moi, que si leur adhésion au Parti communiste est connue du Parti socialiste, toute leur action est brisée et ils sont persuadés que cette adhésion sera connue;⁹ la minorité du Parti communiste¹⁰ est du même avis: Tasca¹¹ m'a dit qu'il doutait fort que les exclus puissent adhérer au parti sans que cela soit rapidement connu.¹² La majorité du Parti communiste, sans affirmer que l'adhésion resterait secrète, est favorable à l'adhésion individuelle parce qu'ils espèrent ainsi éviter la fusion et revenir à leur tactique de l'absorption individuelle.¹³ La fraction Maffi¹⁴ demande donc si l'Internationale veut continuer sa tactique de ne pas insister pour leur adhésion individuelle au Parti communiste.¹⁵ Pour la fusion des jeunesses, la situation est à peu près identique: Les deux jeunesses désirent fusionner, la Jeunesse socialiste ne peut plus être d'une grande utilité pour la conquête du Parti socialiste, mais la fraction affirme que la fusion des jeunesses maintenant nuirait à leur travail et serait un argument très fort fourni à la direction du parti [socialiste].¹⁶ Elle préconise une alliance politique des deux jeunesses qui feraient le même travail et prépareraient ainsi la fusion pour un avenir assez proche parce que la situation au sein du Parti socialiste italien doit être rapidement clarifiée.¹⁷

Les perspectives politiques des *terzini* sont les suivantes:

1. Ils vont faire une dernière tentative pour avoir le congrès du parti en récoltant les signatures de tous les membres du parti qu'ils pourront rassembler pour la tenue d'un congrès. C'est un moyen aussi de compter et de grouper leurs adhérents.

2. Sûrs d'avoir le nombre statutaire,¹⁸ ils réclameront de la direction du Parti socialiste la convocation du congrès.

3. Si elle accepte, ils livrent la bataille pour le congrès.

4. Si elle refuse ou exclut les signataires de la demande, forte des statuts et de l'appui de nombreuses sections et fédérations, la minorité convoquera le congrès par-dessus la tête de la direction qui viole les statuts, déclarera dans ce congrès continuer le Parti socialiste italien et dénoncera la direction actuelle comme en rébellion contre les statuts et les décisions des congrès et usurpatrice du pouvoir.

5. Ils pensent de cette manière, en quelques mois, vider le Parti socialiste de ses membres ouvriers qui sont malgré tout pour la Troisième internationale et qui suivront leurs vieux chefs plutôt que Nenni.¹⁹

Pendant ces quelques mois ils pratiqueraient l'alliance avec le Parti communiste, prélude de la fusion. Cette ligne de conduite m'apparaît bien différente de ce que m'avaient annoncé les communistes sur la formation d'un nouveau parti et dans ses grandes lignes elle me paraît bonne à condition de la mener vivement dans les trois semaines qui viennent, qui sont le moment de la reprise des cartes de membres.²⁰ Sans doute, cette tactique recouvre certaines préoccupations d'autre nature : se présenter comme parti à la fusion, plutôt que comme fraction de chefs battus, être en meilleure posture aux élections²¹ pour faire bloc avec le Parti communiste, plutôt que d'être les exclus du Parti socialiste. Enfin certains espèrent, par ce coup d'audace, obliger Nenni et Vella²² à capituler parce qu'ils ne pourront plus avoir les moyens de publier *l'Avanti*.²³ Il faut voir ces dessous, mais il me paraît que cette tactique, qui porte sur un laps de temps relativement court, est la plus apte à rassembler toutes les forces que nous pouvons dans l'ancien parti.

Je vous prie donc, en vue de mon retour prochain en Italie, de me donner votre avis sur la ligne de conduite suivante que je suivrai méthodiquement :

Dans le Parti communiste.

1. Renoncer à la nomination de Bordiga à l'Exécutif,²⁴ si cela soulève une crise, même partielle.
2. Renoncer, comme le fait le Comité exécutif²⁵ pour des raisons de sécurité, à la conférence du parti. Mais ouvrir une discussion dans la presse sur la politique générale du parti et ses tâches présentes.²⁶
3. Dans cette discussion, s'efforcer de pousser l'aile modérée de la majorité à formuler ses critiques à l'égard de la politique de l'ancien Comité exécutif.²⁷ 1
4. Orienter le parti vers une politique plus active à l'égard du fascisme, pour utiliser mieux le mécontentement de la petite bourgeoisie contre lui.
5. Créer un quotidien pas nettement du parti avec la collaboration des terzini.²⁸

Dans le Parti socialiste.

1. Continuer la politique fixée par l'Exécutif élargi.
2. Renoncer à l'admission individuelle et clandestine dans le Parti

communiste comme une règle pour les exclus et ne l'appliquer que dans les cas où des exclus ne pourraient pas être groupés par la fraction pour son travail.

3. Rassembler, sur une demande de convocation du congrès, toutes les signatures possibles en ayant soin de dénombrer en même temps les fédérations et sections où nous avons la majorité.

4. Adresser cette demande à la direction du Parti socialiste. Si elle accepte, mener la bataille pour le congrès. Ligne à fixer alors dans le détail.

5. Si elle refuse, convoquer vers la fin de janvier un congrès du Parti socialiste italien en se basant sur les statuts et sur les sections en majorité à nous, pour proclamer que la fraction est le Parti socialiste italien, fidèle aux résolutions des congrès, adhérente à l'Internationale communiste; procéder pendant deux ou trois mois au regroupement des ouvriers socialistes en les sortant du Parti socialiste de Nenni. Pratiquer pendant ce temps l'alliance politique avec le Parti communiste et préparer la fusion.

Dans les jeunesses.

1. Faire reconnaître par l'Internationale des jeunes le Comité exécutif des Jeunesses communistes nommé par le parti et lui donner les pouvoirs nécessaires (cela est nécessité par une situation exceptionnelle créée par une conférence antistatutaire de la jeunesse qui a nommé un nouveau [Comité] central).

2. Ne pas procéder à la fusion des jeunesses avant que la tactique présente de la fraction terzinternationaliste soit bien engagée et déjà assez avancée.

3. créer en attendant une alliance du travail des deux jeunesses qui conduira fatalement à la fusion à la base.

Pour la liaison.

1. Maintenir la décision de représentation réciproque, en précisant qu'elle ne préjuge pas la question politique de la modalité de la fusion.

2. Ne pas se prononcer définitivement maintenant sur les modalités de fusion, pour que les terzini fassent l'effort maximum pour rassembler la plus grande masse du parti [socialiste].

3. M'autoriser à réunir, une fois ou deux par semaine, un camarade

du Parti communiste et de la fraction des terzini pour discuter des questions politiques et chercher à atténuer les divergences et à créer l'unité de vue et de travail politique.

J'attends une prompte réponse²⁹ et reste
votre sincèrement dévoué

Jules Humbert-Droz.

(H.-D. 0008. Copie)

207. CIRCULAIRE DU DÉLÉGUÉ RÉGIONAL J. B. R. RIEU AUX
SECRÉTAIRES FÉDÉRAUX DE SA RÉGION

Saint-Étienne, 31 décembre 1923

Parti communiste S.F.I.C.

9ème Région

Roger Rieu

12, rue de l'Industrie

St Étienne

Camarade secrétaire fédéral,

La Commission syndicale centrale nous fait savoir qu'elle vous a envoyé une circulaire en date du 29 novembre.¹ Elle n'a pas encore reçu la réponse des fédérations.

Ceci pose différents problèmes à notre attention.

Correspondance.

La correspondance que reçoit le secrétaire fédéral pour la Commission syndicale doit être transmise *DANS SON ENTIER*, au secrétaire de la Commission syndicale fédérale.

Les commissions syndicales sont en sommeil depuis le congrès de Bourges.² Il faut d'urgence les réveiller et leur donner vie, surtout dans notre région où la minorité confédérale est tout à fait puissante.

Reconstitution des commissions fédérales.

En plus des commissions syndicales élargies, comme celle du Rhône et, pris dans leur sein, par voie d'élection, il est nécessaire que nous

ayons un Comité syndical de trois à cinq membres, dans lequel entrera un membre du Bureau politique *AU MOINS*.

Exemples:

Pour la Loire: *LEMAIRE* (métaux et Bureau politique), *ROCHOUSE*³ (cheminots), *PALOT* (mineurs), *FRACHON*⁴ (métaux, charbon et Bureau politique), *CHOLLET* (coiffeurs).

Pour le Rhône: *SOUDEILLE* (employés et Bureau politique), *CELLIER*⁵ (cheminots), *GUYON* (produits chimiques, s'il est du parti), *UN DU BATIMENT*, *UN DES P.T.T.*

Pour la Saône et Loire: *TALPIN* (Bureau politique), *MEUNIER* (bâtiment), *GONIN* (mineurs), et deux autres militants syndicalistes de la région de *MONTCEAU*.

Pour l'Allier: *BIERJEON*⁶ (cheminots) Bureau politique, *DEBIZET* (métaux), *AUPOMEROL* ou *PALOT* (ce dernier est bien chargé de travail, enfin s'il accepte), *AUROY* (bâtiment), *FANNECHERE* (secrétaire de l'Union départementale).

Pour le Puy-de-Dôme: *BOYER*,⁷ *RITOUX*, et un autre camarade, cela nous paraît suffisant.

Pour le Cantal: Trois camarades d'Aurillac, syndiqués, indifféremment à la Rue Lafayette⁸ ou à la Confédération générale du travail unitaire.

Nous pensons que les commissions fédérales ou ces comités centraux ou directeur, appelez-les comme il vous plaira, doivent avoir un secrétaire autre qu'un membre du Bureau politique fédéral, lequel a de multiples besognes.

Rapports entre les membres de la commission et le secrétaire.

Quand le secrétaire reçoit une lettre, soit de la commission syndicale, soit du délégué régional, soit des syndiqués communistes ou autres, il ne doit pas répondre ou agir de sa propre autorité, il doit consulter ses camarades de la commission fédérale.

Même s'il reçoit des ordres à appliquer, il doit consulter ses camarades avant de les appliquer.

Dans une organisation, le secrétaire ne doit être que la "boîte aux lettres" qui reçoit la correspondance et transmet la réponse, mais le sens de la réponse doit être dicté par la volonté des camarades responsables, réunis en commun.

La commission syndicale devra se réunir une fois par semaine. Le

jour sera fixé à l'avance. En cas de réunion extraordinaire, le secrétaire sera chargé d'en convoquer les membres.

Conflits.

Tout conflit entre syndiqués doit être tranché par la commission syndicale. S'il est d'une telle gravité qu'il puisse entraîner la suspension ou l'exclusion du parti, c'est le Bureau politique, ou le Comité directeur fédéral, qui prend la décision, après rapport de la commission syndicale.

Tout conflit entre membres de la commission syndicale doit être résolu par le Bureau politique ou par le délégué régional.

Tout conflit entre la commission syndicale et le Bureau politique doit être tranché par le délégué régional ou par la commission centrale (Paris).

Rapports entre la commission fédérale et le Bureau politique.

Chaque semaine le Bureau politique, après la lecture du procès-verbal de la précédente séance, doit exiger un compte rendu de la commission syndicale, par son délégué.

Chaque semaine la commission syndicale doit entendre un rapport du membre du Bureau politique sur l'opinion de celui-ci.

Rapports entre la commission fédérale et le délégué régional.

Chaque quinzaine obligatoirement, et exceptionnellement chaque fois que les circonstances l'exigeront, la commission fédérale enverra un rapport au délégué régional. Le délégué régional le rappellera, avec blâme à l'appui.

Chaque quinzaine, le délégué régional enverra des renseignements, soit sur les directives de la commission centrale, soit sur la situation dans la région.

Le secrétaire de la commission fédérale rappellera le délégué régional à ses obligations, avec blâme à l'appui, s'il les oubliait.

Rapports entre la commission fédérale et la Commission syndicale centrale.

La Commission centrale communiquera directement avec les commissions fédérales. La réponse des commissions fédérales sera directe. Cela n'interdit et n'exclut en rien la nécessité, une fois par quinzaine, du lien entre la région et les fédérations.

Rapports entre la commission fédérale et les syndiqués.

Partout où existent des Unions locales, doivent être constituées des

commissions syndicales locales composées de trois à cinq membres. Partout où il existe un syndicat, les camarades devront avoir un lien ou un noyau communiste.

Si plusieurs membres du parti sont membres d'un syndicat, ils doivent être réunis par la commission locale ou fédérale et ils désigneront un secrétaire qui correspondra avec les secrétaires des commissions locales ou fédérales.

Ces groupements prendront le nom de noyau communiste de tel syndicat.

Chaque fois que, dans le même syndicat, il y a deux membres du parti, ils forment un noyau. Cela veut dire qu'ils doivent se concerter avant chaque réunion de leur syndicat, tout comme s'ils étaient plusieurs.

Dans tous les syndicats où nous ne comptons qu'un membre du parti, ce camarade sera considéré comme un lien. Il devra être en contact direct avec les commissions locales et fédérales.

Dans les syndicats où nous n'avons aucun membre du parti, la commission fédérale essayera, par des relations avec des amis personnels, par des réunions publiques du parti, de découvrir une adresse à laquelle nous enverrons des documents.

La plus grande prudence est recommandée à nos noyaux et à nos liens syndicaux, locaux ou départementaux.

Rapports entre le parti et le prolétariat.

Dans les critiques que le signataire de cette lettre adresse au parti,⁹ la non-prolétarianisation de sa direction, de sa rédaction, du sens de sa propagande entre pour une large part.

Il nous apparaît que le parti ne sera le guide du prolétariat que quand ses chefs comprendront l'importance des problèmes prolétariens et connaîtront eux-mêmes la souffrance des exploités.

Mais ceci est du domaine de la lutte de tendances et fera l'objet d'un large débat au prochain congrès national.

Restons dans le cadre des décisions prises.

Rapports entre le parti et les usines.

La commission fédérale et ses annexes: commissions locales, noyaux de syndicats ou liens, grouperont les membres du parti, par lieu de travail.

Quand au moins deux camarades travaillent dans une usine, un atelier, un puits de mine, ils constituent un noyau d'usine, d'atelier, de puits de mine.

Chacun de ces noyaux désigne un secrétaire qui est en liaison étroite avec la commission fédérale.

Les syndiqués isolés forment un lien d'usine ou d'atelier et sont en contact direct avec la commission fédérale.

Revendications d'atelier ou de corporation.

Chaque corporation a des revendications particulières.

Dans une même corporation, suivant les localités ou même suivant les ateliers, ces revendications varient.

Il importe que la commission fédérale connaisse ces revendications, qu'elle mène une campagne dans ses journaux fédéraux ou nationaux, qu'elle étudie par ses noyaux ou liens le moyen de faire parvenir dans l'usine visée, les journaux ou tracts qui traitent de la question.

Quand le travailleur non-communiste saura, par un morceau de papier trouvé dans les cabinets, au vestiaire ou dans tout autre lieu, que tel journal s'occupe de son triste sort, il voudra lire ce journal.

Quand il lira nos publications, il n'en lira pas qu'une partie, il lira aussi nos articles de doctrine et deviendra sympathisant.

A ce moment, mais seulement à ce moment, notre parti sera son guide.

Le parti et les grèves.

Tous les communistes savent qu'il est plus que jamais difficile de séparer les questions économiques des questions politiques.

Chaque grève a des répercussions politiques très grandes.

Certes, ce sont les syndicats qui déclenchent la grève, mais les communistes, qui sont la fraction éclairée des syndicats, doivent prévoir les mouvements de la masse.

Tout lien de syndicat ou d'usine, tout noyau, doit aviser sa commission fédérale des courants d'opinion de la masse, organisée ou non, des situations favorables ou non, des conséquences en cas d'échec ou de victoire.

La commission fédérale étudie, de concert avec le Bureau politique, les répercussions politiques du conflit.

Les intéressés et nos commissions responsables examinent le problème sous tous ses aspects et, après entente, décident de l'attitude que les communistes devront avoir, non dans le conflit lui-même, mais

dans sa préparation morale et technique, ainsi que dans sa conduite. Que la grève soit décidée ou non, les communistes se seront situés et la classe ouvrière leur saura gré d'avoir pris leurs responsabilités. Il est bien entendu que, la grève déclenchée, tout communiste intéressé doit cesser le travail, sous peine d'exclusion du parti. Pendant la grève, les commissions fédérales ou locales intéressées devront fonctionner comme un état-major pendant la bataille. C'est près d'elles que les communistes viendront chercher le mot d'ordre et les directives qu'ils défendront au sein des comités de grève.

Cas exceptionnels. Certains camarades du parti sont quelquefois dans une situation tout à fait pénible. La maladie, un grand nombre d'enfants, un chômage antérieur assez prolongé, font que, malgré leur désir, ils sont poussés à travailler malgré l'ordre de grève.

Il ne faut pas qu'ils fassent cela. En toute camaraderie, ils doivent aviser leur commission fédérale, elle doit par la fédération, par le parti, leur venir en aide.

Une enquête discrète doit être faite sur la situation de l'intéressé et, que la commission accepte de le soutenir ou qu'elle refuse, jamais elle ne doit extérioriser sa demande.

Nous avons constaté à Lyon que des anarcho-syndicalistes dont la situation sociale est de vivre dans les bistrots, poussaient souvent leurs camarades à des grèves non préparées et, de ce fait, vouées à l'échec.

Nos commissions fédérales devront démasquer impitoyablement ces gréviculteurs.

Egalement, nos camarades secrétaires d'Unions régionales, départementales, locales ou de syndicats ne doivent pas céder au chantage de la grève à outrance, considérée comme un acte de courage.

Le courage ne consiste pas à jeter sur le pavé des camarades nécessaires; le vrai courage consiste à préparer méthodiquement tout mouvement, à l'entourer de toutes les chances de réussite, fût-ce en en retardant le déclenchement.

Les fonctionnaires syndicaux doivent, comme les autres, se conformer aux décisions des commissions syndicales. C'est à cette condition qu'ils resteront membres du parti.

Les camarades qui travaillent et sont membres des noyaux d'usine doivent être assurés de la discrétion absolue de la part des commissions syndicales. Tout

camarade qui serait responsable du renvoi d'un membre du parti de son usine ou de son lieu de travail s'exposerait à des sanctions.

TACHES IMMEDIATES

Renseignements. Vous êtes priés de nous faire parvenir d'urgence les transformations apportées à vos organismes de travail syndical.

Ne pas oublier les noms et adresses des camarades désignés.

Nous répondre question par question, afin d'éviter des oublis.

Nous faire un rapport complet sur la situation syndicale de votre département.

Régions. Prière de nous faire parvenir le nom des secrétaires de l'Union régionale, et ceux des secrétaires des régions ou groupes inter-départementaux de métiers ou d'industries.

Ne pas oublier l'esprit des camarades et si possible le sens de leur récents votes sur les problèmes d'orientation.

Noms des camarades sur lesquels nous avons besoin de renseignements :

MANIERE,¹⁰ Bourse du travail, 7 Rue Févret, DIJON.

FOURCADE, 66 Cours Lafayette, LYON.

PEROLS, 19 Rue des 4 Passeports, Clermont-Ferrand.

secrétaire de la dixième région alimentation, siège LYON

secrétaire de la dix-septième région alimentation, siège CLERMONT-FERRAND

secrétaire de la sixième région bâtiment (Tarn, Tarn-et-Garonne, Aveyron, Cantal, Hte-Loire, Corrèze)

secrétaire de huitième région bâtiment, dont Loire, Saône et Loire-et-Rhône)

secrétaire de neuvième région bâtiment, dont Puy-de-Dôme, Allier.

SANSELME,¹¹ 212 Rue Duguesclin, LYON, délégué cuirs et peaux.

Secrétaire régional du livre, LYON.

BULOT, délégué régional métaux, 32 Rue des Dardanelles, MONT-LUÇON.

LAPERTOT délégué régional métaux, 13 Rue de la République, MACON.

SEIGNE délégué régional métaux, SAINT-ETIENNE

TESTARD, secrétaire dixième région P.T.T. 64 Rue Chappenay,
LYON.

DAUBAUNAY, onzième région P.T.T. 25 Rue Paul-Louis-Courrier,
MONTLUÇON

VERGNIAUD, troisième région, sciage et tabletterie, THIERS

Secrétaire de la sixième région services publics, dont Allier

(Heimberg, 16 Rue de la Liberté, CHATAUROUS)

Secrétaire de la douzième région services publics, dont Loire-et-Rhône

(Valette, 9 Rue Valette, SAINT-ETIENNE)

SALVIONI, délégué régional mineurs, SAINT-LEGER-SUR-DHEU-
NE

BURLAND,¹² délégué régional mineurs, SAINT-HILAIRE (AL-
LIER)

DESPAILLES délégué régional mineurs, ARREST par Brassac les
Mines

ROUSSET délégué régional mineurs, Rue Curnieux, VILLARS
(Loire)

FUSY délégué régional textile, LYON

DANNACHER, 225 cours Emile Zola, VILLEURBANNE (Rhône)
vêtement.

VALLET, Rue du Pont de Bois, MOULINS

Vous remarquerez que le délégué actuel connaît déjà quelques noms, mais afin de laisser une documentation abondante à son successeur, il est bon que vous envoyiez les renseignements, n'oubliez pas d'indiquer quelle est l'attitude qu'ont ces camarades depuis [le congrès de] Bourges.

Vous savez tous combien de mal peuvent nous faire ces délégués régionaux. Les renseignements sont donc indispensables.

Bâtiment et PTT.

En raison de l'attitude prise par ces deux fédérations, vous voudrez bien nous envoyer d'urgence le nom d'un camarade sûr pour chacun des syndicats suivants et son adresse :

Bâtiment de LAPALISSE;

Bâtiment de MONTLUÇON;

Bâtiment de MOULINS;

Bâtiment de VICHY;

Bâtiment de AURILLAC;

Bâtiment de FIRMINY;
Bâtiment de RIVE-DE-GIER;
Bâtiment de ROANNE;
Bâtiment de SAINT-CHAMOND;
Bâtiment de SAINT-ETIENNE;

P.T.T. ROANNE;
P.T.T. SAINT-ETIENNE;

Bâtiment CLERMONT-FERRAND;
RIOM;
VIC-LE-COMTE;

P.T.T. CLERMONT-FERRAND;

Bâtiment AMPLEPUIS;
Bâtiment LYON Briqueteurs fumistes;
Bâtiment LYON Carreleurs faïenciers;
Bâtiment LYON Charpentiers;
Bâtiment LYON Cimentiers tyroliens;
Bâtiment LYON Maçons et aides;
Bâtiment LYON Menuisiers en bâtiment;
Bâtiment LYON Mouleurs ornemanistes;
Bâtiment LYON Plâtriers peintres;
Bâtiment LYON Serruriers;
Bâtiment LYON Syndicat général chauffage;
Bâtiment LYON Tailleurs de pierres;
Bâtiment LYON Terrassiers;
Bâtiment LYON Vitriers
Bâtiment LYON Zingueurs plombiers;
Bâtiment TARARE;
Bâtiment VILLEFRANCHE.

P.T.T. LYON Employés;
P.T.T. LYON Ouvriers;

Scission syndicale.

La minorité de Bourges envisage deux moyens pour briser l'unité syndicale; sous le prétexte d'unité, certains syndicats de cheminots ont fusionné avec la Rue Lafayette. Il faut nous aviser de toute tentative identique et la combattre.

Ils emploient aussi le prétexte de l'autonomie; il faut également combattre ces tentatives. Nous écrivons à Paris pour savoir *AU CAS d'ECHEC*, si nous devons nous retirer et constituer un syndicat, ou si nous devons aller avec les scissionnistes dans l'espoir d'y reconquérir la majorité.

Dans l'un comme dans l'autre cas, les communistes travaillent toujours en accord avec leur commission syndicale.

REPONDEZ-NOUS DANS LE PLUS BREF DELAI. Salutations communistes.

(H.-D. 0290. Copie)

208. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Paris, 2 janvier 1924

Confidentielle

Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

La situation ici, pendant mon absence en Italie,¹ a empiré, mais ne s'est malheureusement pas clarifiée au point de vue politique.

La préparation du congrès² est tout à fait misérable et le parti ne sait pas sur quoi va porter la discussion; le malaise grandit. Le secrétariat a envoyé aux fédérations un abondant matériel sur le programme, sans le soumettre à une révision politique, de sorte que les fédérations discutent des matériaux qui contiennent des idées impossibles et ridicules; cette façon de procéder est un véritable scandale. Le Bureau politique s'en est rendu compte et a décidé de dire aux sections de ne considérer tout ce matériel que comme une documentation pas encore au point et de ne pas s'y attarder; j'ai insisté pour qu'on donne en même temps autre chose à discuter, une plateforme politique pour les prochaines élections, qui contiendra l'essentiel de nos doctrines et de nos revendications. Ce texte sera soumis au Comité directeur ce soir et remédiera un peu à cette situation désastreuse.³

* Déjà paru dans 'L'œil de Moscou' pp. 223 et suiv.

Les autres questions du congrès ne sont pas ébauchées; le pire est que la direction du parti ne paraît pas savoir elle-même ce que devra être le congrès. Racosi a insisté pour que Treint, secrétaire politique, écrive quelques articles pour poser les questions et donner le ton à la discussion. Il a fait un article ridicule,⁴ une longue suite de questions générales, sans une idée, sans un fil directeur; c'est la preuve évidente qu'il ne sait pas ce que le congrès devra faire. Comme les sections ont pris l'habitude de tout attendre du centre, il n'y a aucun intérêt, ni aucune discussion, dans le parti, autour du congrès et seules la question électorale et la motion Treint⁵ sont discutées, ce qui est tout à fait déplorable. Le rapport moral de la direction⁶ qui devait être un rapport politique du Bureau politique et poser une série de questions à la discussion, est devenu un rapport personnel de Treint qui ne contient qu'une revue des événements et qui vise seulement à ne soulever aucune discussion, c'est-à-dire qu'il ne contient rien qui touche vraiment à la vie du parti et à son avenir.

La motion Treint a été l'objet de quelques conversations entre camarades du parti et de la Confédération générale du travail unitaire. Il est maintenant évident que cette motion est la motion Montmousseau, dont Treint s'est fait le porteur devant le parti. Les syndicalistes demandent qu'on l'étende à tous les fonctionnaires syndicaux et un courant démagogique pousse à l'étendre encore à tous les membres des comités départementaux, même travaillant encore à l'usine. Tout cela, pour prouver aux syndicalistes que les camarades qui militent dans le mouvement ouvrier ne sont pas des arrivistes. Nous nous efforcerons de ne pas élargir l'application de la motion Treint, mais il faut voir clairement à quels résultats nous conduit la motion en question. Treint est d'accord pour affirmer que son application diminuera sensiblement l'influence du parti dans la bataille électorale et nous enlèvera un nombre très sensible de suffrages ouvriers et paysans. Si les militants ouvriers les plus actifs, ceux qui entraînent habituellement les travailleurs et que leur confiance a placés aux postes responsables de l'organisation, ne sont pas sur la liste des candidats, le parti diminuera ses chances de grouper sur le bloc ouvrier un nombre important de voix ouvrières. Treint, pour légitimer sa motion quand même, a trouvé une théorie nouvelle et pose la question ainsi. Le parti doit choisir, ou bien il gagne la confiance des ouvriers organisés de la Confédération générale du travail unitaire, ou bien il cherche à gagner la confiance des larges masses inorganisées ouvrières et paysannes. Treint

oppose ainsi deux choses qui en réalité ne s'opposent nullement et pour gagner la confiance de la Confédération générale du travail unitaire, il multiplie les concessions à l'esprit syndicaliste, il devient un véritable agent de la Confédération générale du travail unitaire dans le parti. Poser la question comme le fait Treint, c'est restreindre volontairement le champ de rayonnement du parti et le conduire à un échec qui aura, pour premier effet, de détourner de lui les syndiqués pour lesquels on fait ces sacrifices mal compris. La fraction parlementaire sera aussi misérable, incapable d'un travail sérieux. Dans ces années qui viennent, où il faudra lutter contre le Bloc des gauches au pouvoir, il est nécessaire d'avoir nos meilleures forces au parlement, d'autant plus que l'expérience italienne et allemande nous prouvent qu'il est très possible, au cours de la prochaine législature, que le parlement soit une des seules formes légales d'action du parti dans certaines périodes de répression. Il est d'autre part délicat de revenir sur la décision prise, mais je crois que l'Internationale pourrait, en parlant de la chose au congrès de Lyon, déclarer que le parti doit appliquer cela avec intelligence et en veillant à ne pas diminuer son influence aussi sur les larges masses inorganisées et permettre ainsi des exceptions là où l'intérêt du parti l'exige.

Les autres questions politiques ne se clarifient pas. Au cours de mes rapports, j'ai formulé de nombreuses critiques sur les méthodes de travail et d'organisation de la direction et en particulier de Treint. Naturellement j'ai parlé de ces choses ici aussi et à Treint en particulier. Il n'a jamais admis ces critiques et a toujours cherché à légitimer ses erreurs; mais les derniers débats sur la fédération de la Seine lui ont montré que la majorité du Comité directeur condamnait certaines méthodes de centralisme militaire, etc. Il était probable que, sur ces questions, un débat surgirait au congrès, parce que le malaise grandit dans le parti. Mais Treint qui veut à tout prix rester au secrétariat a senti la nécessité de prévenir les critiques et a repris à son compte, dans son rapport moral, une série de critiques formulées contre ses conceptions de direction.⁸ Si cette autocritique était sincère et si Treint était vraiment convaincu de la mauvaise influence de ses méthodes, ce serait fort bien, mais cela ne fait que créer une confusion nouvelle. On se bat actuellement dans la nuit; Treint qui a fait une retraite politique dans le but de se maintenir à la direction, se sent dans une situation de continuelle défensive et le ton des discussions sur des riens prend une allure agressive et hostile bien dangereuse. Treint voit en chaque mem-

bre du Bureau politique qui n'est pas d'accord avec lui un ennemi personnel. Il s'appuie, contre le Bureau politique, sur Montmousseau et la Confédération générale du travail unitaire, ce qui crée un danger nouveau. Depuis Bourges, la Confédération générale du travail unitaire ne fait plus rien de positif; mais avec Renard et Treint, elle discute et prend position dans les questions du parti; par Treint et Renard,⁹ elle noyaute le parti et cherche à le diriger selon ses intérêts; ce qu'il y a de plus clair, c'est que le parti n'est plus du tout dirigé et s'en va au gré des impulsions de chacun; Treint intrigue mais ne tient rien en main et ne suit aucune affaire politique.

Je suis plus convaincu que jamais de la nécessité d'éloigner Treint du secrétariat. Le mieux sera de le convaincre de la nécessité de s'en aller, mais s'il veut engager la bataille, il faudra la livrer.¹⁰

Il serait nécessaire que l'Exécutif délègue Losovsky au congrès.¹¹

Il pourrait remettre en place Renard qui joue en ce moment un rôle qui dépasse son mandat ici et qui soutient toutes les erreurs de Treint en mobilisant les camarades de la Confédération générale du travail unitaire, au lieu de les orienter sur ce qui est leur tâche urgente.

Racosi et moi allons essayer d'enrayer cette lutte personnelle entre Treint d'une part, Souvarine, Rosmer, les jeunesses etc, de l'autre, et de poser les questions politiques. Nous nous efforcerons de convaincre Treint très amicalement de la nécessité de faire un certain séjour à l'Exécutif et d'abandonner le secrétariat dans l'intérêt du parti et dans le sien. Pour le remplacer, nous entrevoyons Bouthonnier,¹² un ancien camarade de la gauche, qui est en province et qui pourra assainir la situation au centre de parti.

Au cas où il faudrait engager la bataille contre Treint, un seul a l'autorité suffisante pour le remplacer sans crise profonde; c'est Rosmer, qu'il faudrait alors retirer de *l'Humanité*.

Je pense rentrer en Italie vers le 10 janvier, mais si la situation s'aggrave ici je prolongerais peut-être jusqu'au congrès.¹³ Je vous rappelle que j'attends des instructions pour la question italienne et qu'il m'est impossible de travailler là-bas avant que vous ayez approuvé ou fixé la ligne à suivre.¹⁴

Fraternellement
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0293. Copie)

Lisbonne, 4 janvier 1924

Partido Comunista Português
Centro Comunista de Lisboa
Sede: R. do Arco Marquez de Alegrete, 33 Lisboa
Comissão Administrativa
Travessa do Tarujo, 3

Au délégué de l'Internationale communiste
camarade Humbert-Droz, *Paris*

Cher camarade,

Nous avons en main la lettre que vous nous avez envoyée de Rome, le 20 décembre dernier,¹ et nous avons bien pris note de vos avis et précieuses indications.

Nous désirons encore entendre votre avis en ce qui concerne les cas, soit de la minorité syndicaliste, soit du front unique refusé par la Confédération générale du travail,² soit encore de la scission du Parti socialiste portugais³ choses dont nous vous avons parlé dans nos lettres antérieures.

Le parti prend son développement, surtout au sud du pays. A Lisbonne, nous avons un progrès de 25 % d'associés, depuis le 15 novembre. A Beja, on vient de constituer la Fédération communale avec les communes Rosa Luxembourg, Aldeia Nova, Vale do Varga et Sobral d'Adiça. A cet endroit-là on est en train d'organiser encore les communes de Serpa, Ficalho et Funcheira.⁴

A ce moment nous avons un délégué au Algarve, et nous pouvons nous y assurer la constitution des communes de Faro, Vila Real de Santo Antonio, Olhão et Lagos. Ces communes-ci, avec celle de Portimão, constitueront une nouvelle fédération communale.⁵ L'augmentation d'associés en province est de 45 %, depuis le 15 novembre.⁶

Dans notre lettre prochaine, nous vous rendrons des chiffres exacts là-dessus.⁷

Le camarade Rates viens d'achever le premier rapport sur le mouvement syndical pour les journaux russes, et il l'a déjà envoyé au camarade Michel Merlay.⁸

Notre Confédération générale du travail est en pleine décomposition

comme on peut le constater par les chiffres ci-joints :

	En 1919	en 1922	en 1923
Ouvriers syndiqués	120.000	80.000	45.000 ⁹

Il faut remarquer encore que les travailleurs des transports, tant maritimes que terrestres, ne sont pas confédérés.

Il suffit de borner l'examen à Lisbonne pour se rendre compte de que les faits sont encore plus effrayants.

Remarquez donc :

Ouvriers syndiqués :	En 1919	en 1923	coefficients
Cordonniers	3.700	350	9.4
Travailleurs du bâtiment	13.000	2.400	18.4
Métallurgistes	6.000	1.600	26.6
Employés de commerce	1.000	450	45
Arsenalistes de l'armée	1.500	1.850	123
Arsenalistes de la marine	1.100	1.300	118
Tailleurs	400	260	65

C'est curieux de constater que dans le syndicat des cordonniers se trouvent les chefs anarcho-syndicalistes.¹⁰ Les syndicats du bâtiment et ceux de la métallurgie ce sont des berlinistes.¹¹ Ceux des employés de commerce, tailleurs, arsenalistes, ce sont des moscovites.¹² Ceux des gens de mer, qui sont aussi des moscovites, ont vu augmenter leurs adhérents. Les cheminots du centre du pays qui sont aussi des berlinistes, on peut affirmer qu'ils se trouvent en pleine désagrégation.

Tous ces renseignements-ci sont absolument véritables.¹³

Si quelque fois arrivent des fracas dans le Parti communiste portugais, nous l'avouerons aussi carrément et sincèrement qu'à présent, croyez-le.

Tout en finissant, il faut encore vous informer que, en effet, nous venons de toucher le règlement de compte de nos subsides concernant 1923.

Agréez l'assurance de nos salutations communistes

Le secrétaire général du parti
communiste portugais
J. Carlos Rates

(H.-D. 0162. Autographe)

Séance du 6 janvier 1924)

discuté:	décidé:
2. Question italienne	<p>2. a) Les camarades Lozovsky et Terraccini chargés de rédiger au nom du Présidium une dépêche¹ qui doit être immédiatement expédiée. Cette dépêche doit être présentée au camarade Zinoviev qui la signera. Le Présidium se déclare dans cette dépêche solidaire de l'attitude du Comité central du Parti communiste italien dans l'affaire Bombacci.</p> <p>b) On attend l'arrivée de Bombacci à Moscou avant de prendre de nouvelles décisions.</p> <p>c) En ce qui concerne les fusionnistes, on adopte la proposition du camarade X... de laisser aux fusionnistes six semaines pour exécuter leur projet.² Les six semaines passées, la question doit être reprise. Voici le texte de la proposition du camarade X... :</p> <p>1) Renoncer à l'admission individuelle et clandestine dans le Parti communiste comme une règle pour les exclus et ne l'appliquer que dans le cas où des exclus ne pourraient pas être groupés par la fraction pour son travail.</p> <p>2) Rassembler sur une demande de convocation de congrès toutes les signatures possibles.</p> <p>3) Adresser cette demande à la direction</p>

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 62-63.

du Parti socialiste. Si elle accepte, mener la bataille pour le congrès.

- 4) Si elle refuse: convoquer très prochainement un congrès du P.S.I. se basant sur les statuts et sur les sections en majorité pour nous, pour proclamer que la *fraction* est le P.S.I., fidèle aux résolutions des congrès adhérant à l'I.C. Procéder pendant deux ou trois mois au regroupement des ouvriers socialistes en les sortant du parti socialiste de Nenni. Pratiquer pendant ce temps l'alliance politique avec le parti communiste et préparer la fusion.

Signé: W. Kolarov

(H.-D. 0006. Original)

211. L'ASSEMBLÉE DE L'UNION SOCIALISTE ROMAINE*

Roma, 20 Gennaio 1924.

Con la presenza di numerosissimi compagni¹ si é svolta stamani alla Casa del Popolo l'assemblea dell'Unione socialista romana per discutere dell'ardente questione dei rapporti internazionali. L'argomento era stato posto all'ordine del giorno in seguito alle recenti manifestazioni contrarie alla Terza Internazionale compiute dei due membri della Direzione del partito e precisamente dal deputato Vella e da Nenni, direttore dell'*Avanti!*. La relazione del comitato venne fatta dal compagno Onorevole Costantino Lazzari² fra l'entusiasmo vibrante di tutti i compagni, e si concluse con la presentazione del seguente ordine del giorno:

“L'Unione socialista romana presi in esame gli attuali rapporti internazionali del movimento socialista,

* Déjà publié dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 63-64; cf. rapport sur la séance de l'Unione Socialista Romana dans *Più avanti!* 20.1.1924.

convinta che il Partito socialista italiano non deve rimanere estraneo alla organizzazione politica internazionale del proletariato, ricordato che fin dall'inizio e successivamente in tutti i congressi venne accettata e confermata l'adesione alla Terza Internazionale, Viste le ultime deliberazioni dell'Esecutivo allargato della Terza Internazionale secondo le quali é concesso al Partito socialista italiano di far parte dell'Internazionale comunista quale partito simpatizzante, conservando il suo nome, i suoi simboli, la sua autonomia, richiedendo un'alleanza col Partito comunista,³

Considerato che con tali deliberazioni l'Esecutivo allargato ha accolto le richieste formulate dal Partito socialista italiano da Livorno in poi, riconfermate dall'ultimo congresso di Milano;⁴ che così sono state eliminate tutte le difficoltà che ostacolavano l'entrata del Partito socialista italiano nella Terza Internazionale, ritiene accettabili tali decisioni, e facendo voti perché l'entrata del Partito socialista italiano nella Terza Internazionale diventi al più presto un fatto compiuto, invita la direzione del partito a riprendere attraverso uomini nuovi di sicura fede terzinternazionalista designati dal partito, le trattative interrotte revocando le lamentate espulsioni di benemeriti compagni di niente altro colpevoli che di aver voluto affrettare l'auspicata entrata nella Terza Internazionale,

Delibera a tal scopo d'indire un referendum fra le sezioni del partito onde eliminate le ragioni di intestine discordie per le quali resta paralizzata la vita interna del partito, sia possibile addivenire a una cordiale intesa fra le forze proletarie rivoluzionarie e la costituzione di un fronte unico col Partito comunista, estendendolo alle altre organizzazioni classiste che eventualmente ne accettino il programma."

L'Onorevole Vella tentò una debole confutazione della relazione Lazzari che provocò lo sdegno unanime dell'assemblea. Invano ricorse al vecchio cliscé del suo passato d'intransigenza. Davanti alle sue precise ed inequivocabili dichiarazioni di principio contrarie allo spirito ed al programma della Terza Internazionale e con l'accusa d'imperialismo continuamente rivolta alla politica della Internazionale stessa l'Onorevole Vella si é posto definitivamente fuori dal terreno di azione del Partito socialista italiano tracciato da tutti i congressi, da Bologna in poi. Questo ha voluto significare la Unione socialista romana nella sua odierna assemblea approvando per entusiastica acclamazione l'ordine del giorno Lazzari. L'Onorevole Vella, che è rimasto completamente isolato, ha argomento sufficiente per prendere le sue decisioni.

Con la posizione assunta oggi dall'Onorevole Costantino Lazzari nei riguardi della Terza Internazionale, il Partito socialista italiano si avvia, dopo lungo travaglio, al definitivo ingresso nella Internazionale stessa di cui già da tempo accettò i principi e la tattica.

(H.-D. 0009. Copie)

212. F. MAFFI, M. MALATESTA¹ ET G. TONETTI AU COMITÉ
EXÉCUTIF DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN*

Roma, 26 Gennaio 1924

Cher camarade,

Nous venons d'envoyer ce matin au Comité exécutif du Parti communiste une lettre dont voilà une copie.

A. Malatesta.

Cari compagni dell'Esecutivo comunista,

Avremmo considerato che la proposta di fronte unico elettorale² fosse avanzata in forma più larga possibile, in guisa che ai partiti chiamati a concorrervi non fosse possibile trovare né cercare nella forma dell'invito ragioni né pretesti per non accoglierla.

Così avremmo preferito che dall'inizio della discussioni sul fronte unico, la questione "intervento od astensione" non fosse preimpegnata e pregiudicata da alcuno dei partiti in concorso.

Per le vostre trattative di oggi, nel caso che le vostre affermazioni pregiudiziali sulla parte di azione alla lotta elettorale potessero compromettere il successo del fronte unico, e dar buon gioco alla evasione di qualcuno dei gruppi su motivazioni puramente formali, è nostra opinione che voi dovreste acconsentire a riaprire la discussione senza alcuna pregiudiziale da parte vostra sul problema "astensione od intervento" (naturalmente sostenendo il vostro pensiero partecipazionista).³

* Déjà paru dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 67-68.

Il nostro Esecutivo, nelle convinzione che la massa proletaria è vivamente desiderosa di realizzare il maximum di unità classista nella lotta elettorale, vi raccomanda di fare tutti gli sforzi per superare difficoltà e prevenzioni di dettaglio, e soprattutto di condurre le trattative in modo da evitare che coll' eventuale mancato accordo possano darsi motivazioni di natura procedurale, e comunque formale, o da costringere gli avversari del fronte unico a motivazioni di principio chiaramente condannabili dalle masse.

signé: Maffi, Malatesta, Tonetti

(H.-D. 0010. Copie)

213. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Rome, 26 janvier 1924

Confidentielle

no. 1

Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

La situation intérieure du Parti communiste s'est sensiblement améliorée. La division de l'ancienne majorité gauchiste s'est accentuée depuis la sortie de prison de Gennari¹ et Togliatti, et la direction du parti, son activité générale, sont plus souples, plus adaptées à la situation politique. Bordiga avait préparé une déclaration politique de l'ancienne majorité pour exprimer sa solidarité dans la politique passée du parti. Mais Gennari, Gramsci² et d'autres refusent de la signer en déclarant que, solidaires de la direction ancienne pour la politique passée, ils n'entendent pas affirmer cette solidarité devant les problèmes politiques présents, sur lesquels l'ancienne majorité n'est plus d'accord et qu'ils jugent inutile et dangereux d'affirmer cette solidarité pour la politique passée sans marquer en même temps quelles sont les opinions sur les problèmes présents, de beaucoup les plus importants. Comme,

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 64-67, et aussi dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 204-207.

sur ces problèmes, l'ancienne majorité est divisée, cette déclaration de Bordiga et l'opération politique qu'il entendait faire de cette façon, sont momentanément enterrées.³ De plus en plus nettement, sur les questions du jour et du futur, l'ancienne majorité se divise et le groupe extrémiste de Bordiga se réduit à une petite minorité; la majorité forme un centre qui est encore hésitant, mais qui, après discussion, se rallie à une politique plus réaliste et plus profitable pour le parti.⁴ Le dernier Comité central a été symptomatique à ce sujet. La proposition du bloc ouvrier faite par le parti aux autres partis prolétariens, et qui est pour nous d'un très gros profit politique, a été votée à l'unanimité du Comité central. Elle était proposée par Tasca, que j'avais encouragé dans cette voie. Gennari s'y est rallié et, bien que Togliatti l'ait combattue pendant quelques jours, il a fini par s'y rallier et il reconnaît, aujourd'hui qu'il en voit les résultats, que ç'aurait été une grave faute que d'agir autrement.⁵ Il en est de même dans la question des rapports avec les *terzini*. Togliatti voulait faire voter un ordre du jour opposé aux dernières décisions de l'Exécutif et préconisant la fusion immédiate; il a fini par se rallier, avec le Comité central, à la motion préparée par Tasca, qui admet dans ses grandes lignes la tactique que le Présidium a fixée.⁶ Sans doute, cette formation d'un centre, sur lequel Gennari exerce une très heureuse influence, pourrait être compromise par quelque faux pas des *terzini*. J'en ai déjà parlé sérieusement avec Maffi, en lui faisant comprendre toute l'importance qu'il y a à tenir compte, dans leur activité, de ce processus interne du Parti communiste. Comme le Parti communiste doit veiller à ne pas entraver, par sa politique, le travail des *terzini*, ceux-ci doivent veiller à ne pas ressouder l'ancienne majorité.

La situation des *terzini* à l'intérieur du Parti socialiste s'est aussi fortement améliorée depuis qu'ils ont entrepris un peu plus d'activité. Avant notre entrevue de décembre, préoccupés de ne pas donner à la direction de nouvelles possibilités d'exclusion,⁷ ils étaient essentiellement passifs et perdaient naturellement du terrain. Après notre entrevue de décembre, où je les avais vivement encouragés à reprendre l'offensive, et poussés par la nécessité de ne pas perdre leurs positions, ils ont déployé une plus grande activité qui porte des résultats immédiats importants.⁸ La fédération de Venezia Julia a voté à l'unanimité, et malgré l'interdiction de la direction du parti de s'occuper des questions internationales, une motion *terzinternationale*.⁹ Une semaine après, Lazzari faisait acclamer à Rome, contre Vella, une motion d'adhésion à l'Internationale communiste demandant qu'on supprime les exclu-

sions et que la direction soit formée d'amis fidèles de l'Internationale.¹⁰ Cet appui inattendu de Lazzari, qui a encore une très grande influence dans le parti, a jeté le désarroi dans la direction du parti qui, dans un communiqué embarrassé, déclare ne pas prendre de nouvelles sanctions.¹¹ Nos camarades sont sûrs de rallier la majorité de cinq ou six fédérations, et, avec l'appui de Lazzari, davantage encore. La proposition de bloc ouvrier pour les élections est aussi une plateforme excellente pour les *terzini* contre la direction, qui refuse le bloc avec les communistes seulement, bloc qui est très populaire parmi les ouvriers italiens.¹²

Demain se réunissent à Rome les représentants des diverses régions, de la fraction, pour organiser rapidement le travail et fixer les détails de la tactique pour les semaines qui viennent. Comme toute la situation politique est maintenant dominée par la question des élections prochaines et par la question du bloc, j'ai pris sur moi de modifier, dans ce sens, les dernières décisions du Présidium, que la procédure acceptée doit se dérouler dans le cadre de la lutte pour le bloc ouvrier avec le Parti communiste et pas seulement sur la question de l'adhésion à l'Internationale, qui passe au second plan. J'ai proposé à Maffi, pour la conférence de demain, la tactique suivante avec laquelle il est d'accord :

A. Recueillir toutes les signatures possible pour la convocation d'un congrès extraordinaire ayant pour ordre du jour : bloc ouvrier avec le Parti communiste, adhésion à l'Internationale communiste sur la base des décisions de l'Exécutif élargi, régler la question des exclusions et, naturellement, renouvellement de la direction.

B. Préparer en même temps soigneusement les congrès régionaux fixés par la direction au 10 février, pour y proposer partout et y faire adopter une motion réclamant le bloc ouvrier avec le Parti communiste et la convocation d'un congrès immédiat, affirmant que les décisions de l'Exécutif élargi permettent au parti d'adhérer et blâmant la direction d'avoir rompu avec l'Internationale communiste.

C. Après ces congrès et la récolte des signatures, qui doivent être terminés au plus tard le 15 février, voir la situation du parti et, si la direction ne capitule pas, convoquer contre elle le congrès et y décider l'adhésion à l'Internationale, l'alliance avec le Parti communiste et le bloc ouvrier avec le Parti communiste, selon le plan fixé. La question des élections, qui dominera tout cela, sera excellente pour notre activité.¹³

Au sujet de Lazzari, que j'ai vu et que je verrai encore, je dois dire ce

qui suit: C'est un vieux camarade qui ne comprend plus rien à la politique et qui sera, jusqu'au bout de sa carrière, intransigeant, mais pas communiste. Il a cependant une très grosse influence personnelle. Les ouvriers socialistes l'aiment comme un père et ont confiance en lui. Lazzari est contre la fusion, qui supprime le nom du parti et qui absorbe son vieux parti dans le Parti communiste, mais il est fermement attaché à la Révolution russe et à la Troisième Internationale.¹⁴ Mon opinion a toujours été qu'on doit l'utiliser. Il serait très dangereux que la fraction, pour gagner Lazzari,¹⁵ se plaçât sur son terrain politique et les communistes ont raison de voir un danger dans cette éventualité. J'ai écrit à Maffi, qui le comprend très bien aussi. En parlant avec Lazzari, j'ai clairement posé la question, non de son adhésion au groupe terzini, mais d'une alliance de son courant avec celui des terzini, en vue de renverser Nenni-Vella. Il est convaincu que la direction actuelle est ennemie de l'Internationale et du communisme et il est d'accord que ce qui le sépare des terzini est secondaire en présence de ce qui le sépare de la direction. Politiquement, il est pour l'adhésion aux conditions de l'Exécutif élargi, qui lui donnent complètement satisfaction; il est pour l'alliance étroite avec le Parti communiste et naturellement, pour le bloc ouvrier avec lui. C'est dire que nous pouvons et que, à mon avis, nous devons faire un bon bout de chemin ensemble. Mais les terzini doivent garder leur programme fusionniste et ne pas se placer sur la plateforme politique de Lazzari. Après avoir fait avec lui le parcours de la première étape, nous réglerons avec lui, et peut-être contre lui, la seconde.¹⁶

Le quotidien est en bonne voie; nous avons un imprimeur et dès que les engagements seront signés et l'argent déposé, il faudra une quinzaine pour pouvoir le faire paraître. Les communistes, bien que décidés à solliciter la collaboration des terzini, veulent en conserver la direction politique entière. Je ne sais encore si les terzini réclameront une part de direction.¹⁷

Les relations du Parti communiste avec la mission diplomatique sont des plus mauvaises. On accuse Mikailov¹⁸ d'envoyer des rapports basés sur des faits faux. J'ai longuement parlé avec M[ikailov] de cette situation. Mon opinion est que cette situation provient d'un manque presque absolu de contact entre la mission et le parti. Les camarades de la mission sont ainsi mal ou insuffisamment renseignés sur l'activité du parti. J'ai proposé à M[ikailov] de voir deux fois par semaine les camarades de l'Exécutif du Parti communiste, régulièrement. Il m'a

prié d'être présent à ces entrevues et je m'efforcerai d'aplanir les différends. La liaison politique entre notre parti et les terzini est tout à fait insuffisante. Je réaliserai la décision du Présidium sur la représentation réciproque dès la semaine prochaine.

Fraternellement
Christophe

(H.-D. 0012. Copie)

214. J. HUMBERT-DROZ À O. A. PJATNICKIJ

Rome, 26 janvier 1924

Camarade Piatnitzki, *Moscou*

Cher camarade,

Je vous prie de prendre immédiatement position sur les trois questions suivantes, qui sont des plus urgentes :

1) *Pour le quotidien.* M[ikailov] m'a communiqué qu'une somme est déjà à Rome, mais qu'il faut un télégramme de vous pour en disposer. Comme nous devons verser une garantie à la signature du contrat avec l'imprimeur, qui peut avoir lieu dans un ou deux jours, je vous prie de télégraphier sans retard à la mission pour que les fonds du quotidien puissent être immédiatement remis, à ma demande, pour éviter quelque retard.

2) *Pour le travail intensif que les terzinternationalistes ont à accomplir* dans les six semaines qui viennent,¹ il est nécessaire qu'ils disposent, pendant deux mois, de forces nouvelles complètement à leur service, pour parcourir la province et rallier les éléments à nous dévoués. Récolte des signatures pour le congrès, préparation des congrès régionaux, etc., tout cela doit être fait en quinze jours, étant donné la situation politique et que les forces dont ils disposent sont insuffisantes pour faire ce travail dans un si court laps de temps. Ils demandent un appui financier immédiat de trente mille liras. Je le juge indispensable pour mener à bien, rapidement, l'opération. Je vous prie donc de le voter immédiatement et de donner télégraphiquement l'ordre à la mission d'avancer cette somme.

3) Le parti vous demande par ce courrier une somme de 370,000 liras pour la campagne électorale. Il évalue à 1,500,000 liras les frais des élections, dont plus de un million seront demandés aux ouvriers italiens. Mais la loi électorale est telle que des frais assez grands sont nécessaires immédiatement, avant l'ouverture officielle de la campagne.² Je vous prie aussi de voter ce crédit et d'envoyer immédiatement une première tranche de 100,000 liras, qui seront nécessaires sans tarder.

Fraternellement
Christophe

(H.-D. 0418. Copie)

215. J. HUMBERT-DROZ AU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA
FRACTION "TERZINTERNATIONALISTE" DU
PARTI SOCIALISTE ITALIEN*

[Rome] 27 janvier 1924

A la fraction terzinternationaliste, *Rome*

Chers camarades,

Je ne sais si je pourrai assister à votre réunion de fraction,¹ mais je tiens à formuler clairement les mesures qui me paraissent urgentes et absolument nécessaires dans la situation politique présente et en regard des dernières décisions de l'Internationale:

I. Mobiliser toutes les forces de la fraction, dans tout le pays, pour donner l'effort maximum de propagande et d'organisation dans les trois semaines qui viennent.

II. Organiser rapidement la collecte des signatures pour réclamer la convocation d'un congrès extraordinaire avec l'ordre du jour suivant:

a) L'adhésion à l'Internationale communiste sur la base des décisions de l'Exécutif élargi.

b) L'alliance de travail avec le parti communiste: 1. pour le bloc ouvrier électoral 2. pour le prochain congrès de la Confédération générale du travail.²

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 68-69.

c) La question des exclusions et renouvellement de la direction. Pour la collecte des signatures, toutes les sections doivent être touchées. Le plus pratique serait de faire imprimer des formulaires de demande de congrès rédigés à peu près ainsi: "Les soussignés, représentant l'unanimité, la majorité, la minorité de la section de demandent la convocation d'un congrès du parti avec l'ordre du jour suivant." Ce travail doit être accompagné d'un manifeste de la fraction, et éventuellement de Lazzari, au parti pour expliquer pourquoi il est nécessaire de tenir ce congrès et souligner l'importance de l'ordre du jour.

III. Préparer avec le plus grand soin les quinze congrès régionaux du 10 février, spécialement dans les régions où nous sommes faibles. Il faut que nos partisans y soient nombreux et en préparent la tenue dans les sections.

En vue de ces congrès, la fraction doit préparer plusieurs résolutions politiques sur lesquelles les congrès devront se prononcer:

1. Une résolution déclarant que devant le refus des unitaires³ de constituer le bloc ouvrier, le parti socialiste doit constituer le bloc avec le parti communiste seulement.

2. Une autre résolution constatant que les résolutions de l'Exécutif élargi donnent pleine satisfaction à la majorité du parti et que fidèle aux résolutions de ses congrès antérieurs, le parti doit adhérer à l'Internationale.

3. Une résolution réclamant la convocation d'un congrès extraordinaire et blâmant la direction actuelle pour sa politique générale et les exclusions.⁴

Ces congrès régionaux ont pour nous la plus grande signification; de leurs résultats dépend en grande partie notre tactique de demain.

IV. Décider que si la direction, après ces congrès, ne capitule pas, la fraction pratiquera le bloc avec le parti communiste, appliquant alors la procédure prévue et acceptée de l'Internationale. La fraction avec les fédérations et les sections qui lui sont acquises déclarant continuer le Parti socialiste italien contre la direction usurpatrice et en rébellion contre les décisions du parti.

En ce qui concerne Lazzari: Il faut voir clairement qu'il n'est pas en complet accord avec la fraction, spécialement sur la question de la fusion. Il serait dangereux, pour la fraction, de se placer sur le terrain politique de Lazzari. Mais ce qui le sépare de nous est bien moindre que ce qui le sépare de la direction. Il faut donc chercher à faire avec lui et le courant qu'il représente une alliance momentanée pour les buts

suivants: La demande de convocation de congrès, l'adhésion à l'Internationale sur la base de l'Exécutif élargi, le bloc ouvrier avec le Parti communiste, préparation du congrès de la Confédération générale du travail et surtout le travail de préparation politique des congrès du 10 février. Toute la besogne la plus urgente peut être et doit être faite avec lui, sans que la fraction accepte toutes ses conceptions politiques pour le développement de la tactique dans la seconde période.

Fraternellement
Christophe

(H.-D. 0015. Copie)

216. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Rome, 1er février 1924

Confidentielle

Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

La fraction fusionniste continue à déployer une activité plus grande et plus agressive dans le parti socialiste. La récolte des signatures pour le congrès du parti se poursuit et il est probable que nous réunirons plus de 5000 signatures jusqu'à la fin de février. La fraction a réuni dimanche son congrès du Latium (région de Rome)¹ et lundi un congrès national groupant les hommes de confiance de la fraction dans les grandes fédérations. Cette conférence a fixé définitivement la ligne de conduite de la fraction.² Comme je vous l'écrivais la semaine dernière, son activité est dominée par la question des élections et du bloc ouvrier. Au Comité exécutif de la fraction, Serrati³ seul était en désaccord sur la ligne à suivre. Il reste partisan de la conquête interne du parti et est opposé à toute tactique qui met la fraction en état d'indiscipline à l'intérieur du parti. Il a raison quand il affirme que les chances de conquête intérieure du parti ont grandi, mais ces chances n'ont grandi que

* Déjà paru par extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, op. cit., pp. 207-210, et de façon complète en langue italienne dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 70-74.

depuis que la fraction travaille sans se soucier de la discipline à l'égard de la direction. C'est depuis que la fraction envisage sa scission avec le parti que son influence grandit. Sans doute si, au cours de notre action, nous voyons que la conquête est possible de l'intérieur sans perdre inutilement du temps, nous ne repousserons pas cette possibilité. L'Exécutif de la fraction s'est prononcé contre l'idée de Serrati qui lui demandait de subordonner la tactique électorale de la fraction à la conquête interne du parti et de rester disciplinés en se contentant de voter les listes socialistes, en favorisant dans les listes les candidats de Nenni les moins éloignés de nous.⁴ L'Exécutif a proposé au congrès—et ce dernier a accepté—la tactique suivante : La fraction adresse à la direction du parti une lettre dans laquelle elle prend position dans les pourparlers en cours pour la formation du bloc ouvrier. Elle souhaite la réussite du bloc à trois et demande à la direction, au cas où le bloc à trois échouerait, de faire le bloc à deux avec le Parti communiste. Si la direction refuse, la fraction l'avise qu'elle pratiquerait elle-même, et inviterait le parti à pratiquer avec elle, le bloc avec le Parti communiste, cette tactique étant conforme aux résolutions des congrès. La fraction a immédiatement réalisé cette tactique et la lettre à la direction est signée des représentants de fédérations et sections groupant environ cinq mille cotisants du Parti socialiste.⁵ La direction du parti fut très bouleversée par cette intervention et le premier résultat est que la direction rouvre la discussion sur la question du bloc à deux qu'elle avait déjà repoussé antérieurement.⁶ Si la direction capitulait par crainte de la dislocation du parti à la veille des élections, nos amis exploiteraient cette situation avec énergie pour poser des conditions,—réadmission des exclus, tenue d'un congrès immédiatement après les élections, etc.—et pour réclamer la démission de la direction. Mais il est peu probable que la direction capitule. La fraction alors pratiquera—et invitera le parti socialiste à pratiquer avec elle—le bloc avec le parti communiste, qui, de l'avis de tous, même de Serrati, est très populaire dans les masses et qui nous gagnera la sympathie des masses. Il faut s'attendre à ce que la direction, après cet acte d'indiscipline, expulse sections et fédérations qui auront pratiqué le bloc avec le Parti communiste. Dans ce cas, elles refuseront de se dissoudre et continueront la vie du parti en déclarant recourir au congrès du parti contre les actes de la direction, affirmant que déjà elles représentent la majorité du parti, tant sur la question des rapports avec l'Internationale que sur la question du bloc ouvrier. Si la direction refuse de convoquer le congrès pour régler cette situation, la fraction,

forte du quorum atteint et des fédérations qui adhèrent à son action, convoquera le congrès par-dessus la tête de la direction. Cette convocation ne pourra pas avoir lieu avant les élections, mais elle pourra se faire immédiatement après, c'est-à-dire dans le courant d'avril. L'avis de convocation et la préparation pourront se faire du reste pendant la campagne électorale encore. Le Parti communiste est d'accord avec cette tactique et déclare ne pas insister pour le délai de six semaines, parce que cette action doit se développer rapidement et normalement sans tenir compte d'une façon mécanique du temps qu'elle demandera. Ce sera une semaine de plus ou une de moins, là n'est pas l'importance.⁷

Le Parti communiste et le front unique. Le parti a conduit les pourparlers pour le bloc ouvrier avec les autres partis prolétariens, avec habilité. Ce sont les réformistes qui ont rompu les pourparlers à trois, pour faire le bloc avec les partis bourgeois de gauche sur le terrain de l'opposition constitutionnelle au fascisme et de la liberté,⁸ alors que le parti communiste demandait la formation d'un bloc prolétarien. Après l'échec des pourparlers à trois et bien que le parti maximaliste ait déclaré à l'avance qu'il repoussait tout bloc à deux avec les communistes, le parti communiste a fait à la direction du Parti socialiste une proposition de bloc à deux que la direction discute aujourd'hui et qui sera probablement refusée, à moins d'un coup de théâtre possible, mais peu probable. Cette tactique a été fixée en accord avec l'Exécutif des terzini. Les deux exécutifs étaient d'avis que l'acceptation du bloc par la direction serait un danger sérieux pour le Parti communiste d'une part, dont les membres auraient difficilement accepté de collaborer avec Nenni et compagnie et surtout pour notre fraction qui aurait perdu tout le bénéfice du bloc au profit de la direction. Ce serait de la part de la direction une manoeuvre très habile que de faire le bloc, mais nous l'avons prévenue, quand nous en avons compris le danger, par la lettre de la fraction qui faisait de cette acceptation éventuelle une capitulation et qui en tirait profit pour la fraction.⁹

Le quotidien. L'imprimeur est trouvé et le contrat signé; le journal paraîtra à Milan le 10 février.¹⁰ Le camarade M[ikaïlov] m'avait prévenu qu'une certaine somme était déjà déposée pour le quotidien et qu'on n'en pourrait disposer qu'au reçu d'un télégramme de Moscou. Par le courrier précédent, je vous demandais pour ne pas retarder la parution, de me déléguer ces pouvoirs.¹¹ Comme le lendemain déjà le contrat était prêt et que nous risquions non seulement de retarder la

parution de dix jours, mais surtout de perdre l'imprimeur et de devoir tout recommencer, j'ai pris sous ma responsabilité de demander au camarade M[jikailov] d'avancer sur la somme déposée les cinquante mille lires nécessaires à la signature du contrat. Le quotidien est très nécessaire dans cette période, tant au parti qu'à la fraction. Nous perdons tout le bénéfice de notre politique parce que ce sont nos adversaires qui présentent et commentent nos propositions et nos actes. Les questions relatives à la direction et à la rédaction du quotidien ont été réglées d'accord entre les deux exécutifs.¹²

Les rapports entre le Parti communiste et la fraction fusionniste sont maintenant excellents. Le parti voit approcher le terme de ce long processus à l'intérieur du Parti socialiste, qui gênait son action. J'ai réuni les deux exécutifs pour régler une série de questions pendantes et j'ai été très surpris de la cordialité qui a présidé à cette réunion et de la facilité avec laquelle on s'est mis d'accord sur des questions assez délicates. D'accord, on a fixé l'action ultérieure de la fraction et du parti dans la question du bloc ouvrier et des pourparlers avec les maximalistes. Pour les élections, on a nommé un comité politique du "bloc de l'unité prolétarienne" dont font partie trois communistes et deux fusionnistes.¹³ Dans toutes les circonscriptions, des comités techniques mixtes travailleront ensemble. On a décidé que la désignation des candidats se fera d'après le critère suivant: Comme nous aurons très peu d'élus, il faut chercher à former une fraction qui soit capable de représenter le parti et de faire un bon travail. Pour le parti communiste, on envisage: Bordiga, Gramsci, Graziadei,¹⁴ pour les terzini: Riboldi,¹⁵ Maffi, éventuellement Lazzari, s'il marche avec nous contre la direction.¹⁶ Cette fraction parlementaire formera un tout homogène, même avant la fusion des deux partis, et obéira à une même discipline. L'organe de direction n'est pas désigné, parce que cela pose toute la question des conditions de la fusion, mais le principe est adopté.¹⁷ Pour la presse: La direction politique est réservée à l'Exécutif du Parti communiste qui désignera un contrôleur politique en la personne de Gennari. Les terzini délègueront pour travailler avec Gennari un contrôleur en la personne de Riboldi. Le directeur du journal sera Pastore,¹⁸ du parti communiste, les terzini auront un directeur adjoint, soumis à Pastore, mais pouvant le remplacer à l'occasion, en la personne de Buffoni.¹⁹ Pour la rédaction, on choisira surtout des forces techniques dans les deux groupes. On a décidé de maintenir, au moins provisoirement, les organes hebdomadaires officiels des deux partis:

Stato Operaio et Più avanti! Mais les autres hebdomadaires régionaux seront tous des journaux où collaboreront les deux partis, donc des journaux du bloc.²⁰ Pour les rapports réguliers entre les deux partis, on réunira les deux exécutifs toutes les fois que des questions politiques importantes se poseront; entre-temps, Gennari assurera à Milan la liaison avec l'Exécutif des terzini et Maffi et Tonetti assureront à Rome la liaison avec le Parti communiste. Les liens se multiplient dans le quotidien et au comité électoral etc. Le travail de fusion est ainsi en bonne préparation.

Le cas Bordiga. Il y a cependant des ombres au tableau. Bordiga, qui n'a pas voulu rentrer à l'Exécutif et qui a vu échouer son plan de congrès du parti pour discuter les questions passées, commence à secouer la discipline du parti et nous allons nous trouver devant une situation grave et très délicate. La direction du parti a décidé de porter Bordiga aux élections de façon à le faire élire. Mais Bordiga refuse catégoriquement de se soumettre à cette décision, invoquant des arguments très dangereux et qui montrent qu'il s'éloigne de nous. Le centre de son argumentation est celui-ci: Je suis en désaccord avec le parti et l'Internationale, je ne pourrai donc pas défendre au parlement la politique du parti et je serai obligé d'exprimer à la tribune ce qui me sépare de mon parti et de l'Internationale. Il ajoute à cette affirmation des arguments naturellement abstentionnistes, il n'a jamais vu un parlementaire communiste, il veut se conserver pur pour les masses italiennes, il veut jouer un rôle dans l'Internationale, qu'il ne pourrait plus avoir au cas d'une activité parlementaire, etc. Le dernier Exécutif a discuté cette situation et a décidé sur ma proposition de faire venir Bordiga pour avoir avec lui une sérieuse conversation.²¹ Je n'ai pas réussi jusqu'à présent à le voir, bien que je lui aie fixé plusieurs rendez-vous, mais je le verrai avant la séance de l'Exécutif; si ce n'est ici j'irai le voir spécialement à Naples. Naturellement, personne à l'Exécutif n'envisage une action disciplinaire du parti contre Bordiga dans la situation présente, mais en renonçant à aller jusqu'au bout de sa volonté, la direction du parti s'affaiblirait à un tel point que l'indiscipline de Bordiga deviendrait un fait courant et qu'il n'y aurait plus de parti. Déjà certains secrétaires régionaux tiennent le même raisonnement: Tel ordre de l'Exécutif n'est pas conforme à mon opinion, je ne l'applique pas: Le camarade Scoccimarro²² qui est un ami personnel et politique de Bordiga, a été le premier au comité à déclarer qu'il était impossible que le parti laisse sans sanction cet acte d'indiscipline de B[ordiga] et il propose que le parti, dans sa

situation présente remette ce cas à l'Internationale pour sanctions puisque B[ordiga] est membre de l'Exécutif de Comintern. Nous ferons tout ici pour convaincre B[ordiga], mais personne n'a l'espoir d'aboutir; vous savez la difficulté de convaincre B[ordiga]. Si ce conflit se précise, je pense que le premier acte à faire est que l'Exécutif [italien] invite formellement B[ordiga] à aller occuper son poste à l'Exécutif [de l'Internationale] en lui communiquant l'importance qu'il y a à ce qu'il aille s'expliquer avec l'Exécutif sur ses désaccords avant la préparation du Cinquième congrès mondial. Je ne vous cache pas les craintes que j'ai que Bordiga ne nous quitte. Ses dernières manifestations sont celles d'un intellectuel qui juge impossible pour sa pensée, de se soumettre à la discipline collective du parti.

Le cas Serrati. S[errati] est dans la fraction l'élément qui suit les autres, mais qui en réalité n'est pas d'accord avec eux. Il a encore sur le parti et sur les masses une influence réelle que nous devons utiliser, mais il peut devenir dangereux comme élément défaitiste dans la période où nous entrons. Il est personnellement déprimé, sans ressources, difficile à utiliser parce qu'on ne peut le mettre dans un poste responsable et difficilement dans un poste subalterne. Il doit partir pour Moscou, appelé par vous, et il serait prêt à partir; il devra partir illégalement, mais il n'a pas d'argent pour le voyage. Il faudrait lui envoyer de là-bas ce qui est nécessaire et cela sans tarder et le garder quelques mois. Les camarades envisagent pour lui, par exemple, le poste de correspondant du journal à Berlin, mais il faudra envisager à Moscou son utilisation.²³

Les relations avec la mission. L'Exécutif a accepté ma proposition de relations régulières avec M[ikailov] et nous allons commencer aujourd'hui même. Si cela ne donne pas de résultats, nous verrons à changer le personnel de liaison.²⁴ De la part du parti, il y a la meilleure volonté d'aboutir à une entente cordiale.

Collection des documents. Je reviens sur une proposition faite dans une de mes lettres de décembre²⁵ et dont je ne connais pas la suite. Pour la discussion qui s'ouvrira un jour dans le parti sur les rapports avec l'Internationale, il est indispensable que le secrétariat de Comintern, d'accord avec le représentant du Parti communiste italien,²⁶ fasse une collection de tous les documents concernant les relations du Parti communiste italien avec Comintern, qui sera l'exposé objectif, pour les militants, de ce qui s'est passé. Cela est demandé avec insistance par les camarades de la minorité qui sont sans documents dans la discussion.²⁷ Je vous prie de prendre sur ce point une résolution rapide.

Question syndicale. Nin poursuit les pourparlers pour former la gauche syndicale avec les maximalistes. Il vous renseigne sans doute sur ce sujet de son côté.²⁸

Fraternellement à vous
Christophe

(H.-D. 0013. Copie)

217. J. HUMBERT-DROZ À O. A. PJATNICKIJ

Rome, 1er février 1924

Cher camarade,

Ci-joint je vous communique un budget spécial des *terzini*.¹ Je vous communique, dans les points suivants, ce que j'en pense.

Le quotidien. Comme vous le verrez dans le rapport ci-joint, nous risquions de perdre notre imprimeur si nous ne signions pas le contrat en déposant 50.000 liras. Comme M[ikailov] m'avait dit qu'une somme plus forte était déposée ici dans ce but et que je vous avais demandé de télégraphier la possibilité d'en disposer, j'ai demandé à M[ikaïlov], sous mon entière responsabilité, de remettre les 50.000 liras dont on avait besoin, ce qu'il a fait. Veuillez me prévenir et me dire dans quelles normes Comintern a accepté de financer le quotidien. Je pense, en outre, que nous ne pouvons envisager la création d'un second quotidien, comme le Présidium en avait donné le droit au parti, et qu'il serait bon de le décider pour ne pas multiplier inutilement les frais pour le moment.²

Les terzini m'ont communiqué le budget extraordinaire inclus. Je vous ai écrit, dans le dernier courrier, que je jugeais 30.000 liras nécessaires, sans retard. Les camarades étaient absolument sans argent. Comme ils prétendent avoir à recevoir encore 25.000 [liras] sur le budget de 1923, j'ai demandé à M[ikaïlov] de leur avancer 25.000 [liras] tout de suite, ce qu'il a fait, en partie au moins. Je pense que la collecte des signatures et l'accroissement de leur propagande, nécessitée par les événements, que nos décisions ont précipités, doivent

nous faire accorder une subvention de 30.000 [lires] supplémentaires pour cette période de trois mois. En ce qui concerne les élections, je suis résolument opposé à une subvention spéciale, par conséquent contre la demande de 100.000 liras. Naturellement reste le budget ordinaire.

Les élections. Le parti vous a demandé 370.000 [lires]. Si les frais de la campagne s'élèvent à un et demi million et que le parti trouve ici un million, je suis favorable à la demande, mais à condition que cela soit compris pour le *bloc d'unité prolétarienne* et non pour le parti seulement, puisque tout le travail se fait en commun. Cela supprime la demande de 100.000 [lires] des *terzini*. La moitié de la somme demandée est utile sans retard pour le gros travail de préparation de la campagne, qui doit être terminée le 25 février.

Serrati. Il faudrait envoyer par retour la somme nécessaire à son voyage à Moscou, puisque vous l'avez appelé là-bas. Si vous pouvez lui procurer un passeport par le même courrier, ce serait bien, car il doit aller illégalement.

Fraternellement
Christophe

(H.-D. 0419. Copie)

218. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Rome, 8 février 1924

Confidentielle

Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

La situation se développe selon les prévisions tactiques que, d'un commun accord, le Parti communiste et la fraction *terzinternationale* ont fixées. La direction du Parti maximaliste¹ a refusé l'alliance électorale et menacé d'exclusion tous ceux qui ne respecteraient pas la discipline du parti.² La fraction a répondu par un manifeste au

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 74-78, extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 211-213.

parti, en l'appelant à faire le bloc avec le Parti communiste³ et a préparé un ordre du jour dans ce sens pour les congrès régionaux qui doivent se tenir dans toute l'Italie, dimanche. Si la fraction est bien disciplinée, cinq congrès au moins sur quinze se prononceront contre la direction et feront acte d'indiscipline à l'égard de la direction.⁴ Je dois dire que je suis un peu inquiet pour les résultats de dimanche; la préparation faite par notre fraction me paraît insuffisante et manquer d'énergie pour entraîner vraiment une grosse partie de l'organisation. Il n'y a pas de doute que la direction du parti, quelle que soit la grandeur de la fraction, l'expulsera sans autre avant les élections. Elle désire se débarrasser définitivement des *terzini* et elle en a là une belle occasion. Sans doute, reste le recours au congrès du parti, mais cette action de recours ne doit pas nous faire illusion. La tactique suivie par la fraction, en accord complet avec le Parti communiste, est destinée à résoudre rapidement les questions pendantes et arriver rapidement à la fusion de la fraction et du Parti communiste. Le Parti communiste préfère sans doute fusionner avec la fraction plutôt qu'avec le Parti socialiste; il sait qu'en sortant du parti comme minorité, la fraction ne comptera que les meilleurs de ses éléments; les hésitants resteront au Parti socialiste. Le Parti communiste ne fusionnera ainsi qu'avec des fusionnistes convaincus et cela est son but très clair. Il est même inquiet que Lazzari ou quelques antifusionnistes qui sont ralliés depuis les décisions de l'Exécutif élargi, ne suivent la fraction par discipline dans les fédérations qui nous sont acquises. Hier encore, en envisageant le cas Lazzari, Togliatti disait: "Il est clair que nous ne pourrions fusionner qu'avec des fusionnistes." Pour les *terzini*, cette tactique est en somme une tactique défaitiste. Ils ont perdu l'espoir de conquérir le parti du dedans; Serrati seul y croit encore pour un avenir assez lointain. La situation des exclus est difficile. Ils ne peuvent adhérer au Parti communiste sans perdre leur influence dans le Parti socialiste où ils ne peuvent rentrer. C'est pourquoi ils désirent aussi en finir rapidement. Cette tactique a cet avantage de résoudre enfin une crise qui nuit au développement du Parti communiste et dont chacun est las. Mais il faut bien se rendre compte de ce qui va se passer. Certaines fédérations du Parti socialiste suivront la fraction et le Parti socialiste sera, dans ces régions, très affaibli; son influence sur les masses passera au Parti communiste. C'est le cas pour deux ou trois fédérations. Ailleurs, une majorité ou une minorité nous suivra, mais le Parti socialiste se maintiendra assez fort pour conserver l'in-

fluence encore certaine qu'il possède sur les masses. Tous les partisans de l'Internationale communiste ne sortiront pas avec la fraction. La crise, en somme, continuera dans l'ancien parti. Seulement, si pendant quelques mois les terzini se constituent en Parti socialiste contre celui de Nenni, ils pourront arracher à l'ancien parti le maximum des éléments fidèles à l'Internationale. J'insiste sur ce point parce que, de la part du Parti communiste, ce projet de constitution de la fraction en parti socialiste, qui pratiquera l'alliance politique avec lui, est assez mal vu et le Parti communiste redoute l'adhésion dans ce parti d'éléments fidèles à l'Internationale, mais hostiles à la fusion immédiate avec [le Parti communiste]. Il insistera pour la fusion dans le plus court laps de temps. Je pense, pour ma part, que si nous voulons conquérir les masses qui suivent encore le Parti socialiste, la pratique de l'alliance pendant quelques mois est nécessaire en conservant le nom et l'organisation d'un parti socialiste.⁵ Naturellement, toutes ces questions dépendent dans une large mesure du développement de la situation politique. Les congrès de dimanche, la collecte des signatures pour le congrès, les élections elles-mêmes, les répercussions de la crise sur le Parti socialiste seront des événements politiques qui devront déterminer, dans une certaine mesure, notre tactique ultérieure. Mais dans les conversations et les discussions de la commission électorale, qui a abordé des questions dépassant de beaucoup les questions des élections, deux courants bien distincts se sont manifestés. Le Parti communiste a affirmé sans équivoque que sa tactique électorale et son bloc avec les terzini avaient pour but de hâter la solution de la question des terzini, de provoquer leur sortie du parti [socialiste] et la fusion à brève échéance. Ce serait très bien si le seul but était la fusion du Parti communiste avec une fraction de l'ancien parti. Mais il reste le problème essentiel: la conquête des masses socialistes sincèrement révolutionnaires. L'absorption par le Parti communiste de quelques centaines de chefs et de sous chefs, peut-être de trois ou quatre mille adhérents, a certainement sa valeur, mais elle est relative si ces chefs n'apportent pas en même temps une influence accrue sur la masse ouvrière. Une fusion précipitée, dans le but d'en finir le plus vite possible, laisserait au Parti socialiste son influence sur la masse ouvrière italienne. Les élections seront à ce propos une indication très précieuse. Nous verrons jusqu'à quel point les masses ont suivi la fraction et jusqu'à quel degré elles sont encore derrière le vieux parti. Notre tactique ultérieure devra tenir compte de ces résultats.

Dans le Parti [communiste], Bordiga n'est pas venu à la convocation de l'Exécutif, invoquant des questions de famille et annonçant sa venue prochaine pour éviter une visite à Naples. Il refuse toujours de se soumettre à la discipline du parti et le parti continue son travail en englobant naturellement Bordiga dans ses listes électorales. Les camarades doutent que Bordiga se mette en révolte ouverte contre le parti.⁶

Les perspectives électorales sont les suivantes: le bloc ouvrier aura au minimum huit sièges, au maximum douze, selon les calculs de nos camarades.⁷ Sur les huit sièges à peu près sûrs, les communistes revendiquent cinq élus: Bordiga, Grieco, Gennari, Gramsci et Graziadei. Ils laissent aux terzini trois sièges: Maffi, Riboldi et un troisième pas encore désigné. Sur les quatre sièges éventuels, il est probable que les terzini auront la majorité parce qu'ils dépendent de circonstances et d'influences locales ou régionales.⁸

Au cours de la première réunion de la commission électorale mixte (trois communistes et deux terzini⁹), plusieurs questions se sont posées qui ont quelque importance politique: Je vous ai parlé, dans la première partie de ma lettre, des réflexions qui ressortent en général des problèmes abordés. Le cas Lazzari a soulevé tout cela. Lazzari comme toujours est hésitant; il suit la fraction de loin, toujours adversaire de la fusion qui absorbe son vieux parti dans le Parti communiste, mais aussi toujours fidèle à la Révolution russe et à l'Internationale communiste. Il vient d'écrire dans *Avanti!* un article contre la direction où il s'affirme nettement antifusionniste, mais pour la solution de l'Exécutif élargi.¹⁰ Naturellement, les communistes sont inquiets et demandent des garanties. Ils voient le danger, dans la fraction terziniste, des éléments qui chercheront à retarder la fusion en s'appuyant sur les décisions de l'Exécutif élargi. Lazzari est certainement de ce nombre. Ils craignent aussi que, nommé sur une liste du bloc, au moment de la fusion il ne nous quitte pour retourner à l'ancien parti, ce qui aurait l'effet contraire à celui que nous voulons. Nous avons décidé de parler très nettement à Lazzari et de lui faire prendre des engagements qui en fasse notre prisonnier s'il vient avec nous, ce qui est encore incertain. Il se déterminera dimanche au congrès régional du Latium, selon la majorité qu'il pressentira.¹¹ Une autre question est celle du symbole du bloc. Maffi et les terzini demandaient que le symbole du bloc ne soit pas celui du Parti communiste (faucille et marteau), mais qu'il souligne ce fait important dans la vie du prolétariat italien, de l'alliance du Parti communiste et du Parti socialiste,

en ajoutant sous le symbole du Parti communiste deux mains serrées. Le Parti communiste s'est vivement opposé à cela pour des raisons techniques, sous lesquelles perçaient sans doute aussi un certain patriotisme de parti. Au point de vue politique, Maffi avait certainement raison. Il eut été bon de souligner et d'expliquer aux ouvriers l'importance de l'alliance et de ne pas donner au Parti socialiste l'argument qu'il exploitera sans doute de la simple absorption de la fraction par le Parti communiste. Cependant, comme, dans beaucoup d'endroits, nous ne pourrions rien expliquer ni faire aucune propagande, il est pratiquement utile de ne pas créer un nouveau symbole et d'employer un symbole déjà connu. Le point de vue communiste l'a donc emporté sans du reste que les *terzini* s'y rallient.¹²

Le cas Serrati aussi se pose avec une certaine acuité. La fraction, qui cherche à entraîner dans cette lutte électorale le maximum des masses derrière le Parti communiste, croit utile d'utiliser, dans une région où les maximalistes sont forts, la personne de Serrati pour leur arracher l'influence sur les masses. Mais c'est donner à Serrati la possibilité d'être élu et de jouer de nouveau un rôle politique de premier plan dans la fraction parlementaire. Cette perspective est faite pour effrayer les communistes qui, dans tous ces cas, sont toujours guidés par le souci de la situation intérieure de leur parti. Ils ont affirmé que, porter Serrati sur les listes, c'était en faire de nouveau un leader et que jusqu'ici on était d'accord pour ne plus faire de Serrati un leader et pour le tenir éloigné autant que possible des postes importants. Ils ajoutaient qu'à leur avis, Serrati devait être remis à l'Internationale qui devait trouver pour lui une situation en dehors d'Italie. Cas certainement embarrassant. On s'est mis d'accord sur un point secondaire; si Bordiga accepte, pour finir, d'être élu, on envisagera de nouveau la possibilité de porter Serrati; sinon on éliminera aussi Serrati pour éviter qu'il ne devienne le leader du parti au parlement. Je pense à ce sujet que la conception du Parti communiste est difficile à soutenir. Serrati est un leader malgré nous et il l'a été contre nous. Nous ne pouvons faire abstraction de sa popularité et de son influence sur le prolétariat d'Italie. Il n'est intéressant pour nous que pour cela. Si on pense qu'il ne faut pas exploiter cette influence, Serrati perd toute valeur pour nous et j'ai dit tout de suite que l'Internationale ne pouvait pas se charger ainsi de Serrati et qu'il me paraissait que sa seule utilité était de servir en Italie à ramener à nous une partie des masses qu'il a éloignées de nous. Dans la période électorale actuelle,

le parti doit sans doute avoir en vue la fraction parlementaire de demain, mais il doit aussi chercher à grouper sous son drapeau le plus grand nombre de travailleurs. Le nombre des électeurs communistes dans cette consultation a une importance politique énorme, sans compter que, dans la lutte engagée par la fraction contre le Parti maximaliste, cette consultation électorale sera aussi déterminante pour voir jusqu'à quel point les masses maximalistes suivent nos camarades. Or, pour cela il est certain que Serrati et Lazzari sont deux noms que nous devons exploiter, parce qu'ils peuvent dans certaines régions déterminer en faveur de la liste communiste un déplacement important de la masse électorale, c'est-à-dire de la masse ouvrière pour le communisme contre le "serratisme" de la direction du Parti socialiste.¹³

Ces questions seront réglées à l'amiable, sans aucun doute, mais elles montrent clairement qu'à l'occasion de l'alliance électorale se posent toutes les questions qui touchent à la fusion et il est nécessaire d'envisager déjà quelles seront les conditions dans lesquelles s'opérera cette dernière.

Le quotidien sortira le 12 ou le 13 février.¹⁴

Fraternellement à vous
Christophe

(H.-D. 0014. Copie)

219. O. A. PJATNICKIJ À J. HUMBERT-DROZ*

[Moscou,] 8 février 1924

Au camarade Christophe,

Nous vous accusons réception de votre lettre du 26 janvier et [de] la copie du rapport envoyée par Z.¹

Avant encore d'avoir reçu votre lettre, j'avais expédié tout ce que je puis pour les élections, le journal et les fus [ionnistes].

Je pense, vous êtes déjà informé à ce sujet.

Piatnizky

(H.-D. 0016. Original)

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 78.

Moscou, 8 février 1924

Au Comité central du Parti communiste italien
Copie au Comité central des fusionnistes

Chers camarades,

Sur la base de toutes les informations reçues,¹ le Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste est arrivé aux conclusions suivantes:

Maintenant, pour la première fois, se sont manifestés les résultats positifs du travail du Parti communiste et des fusionnistes. La conférence de Milan, que la direction du Parti socialiste fut obligée de dissoudre à cause d'une forte opposition, fait inouï du point de vue du régime "normal" dans un parti, la conférence de Venezia Giulia, l'issue de la Conférence de Rome, etc.², après toutes les démar-

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il Contrasto*, pp. 78-79.

Dans les archives du P.C.I. à côté de cet exemplaire se trouve un autre de la lettre en langue française avec l'inscription (à la main) "Primo testo" (A.P.C. 264/22-24) et avec les différences suivantes dans le texte: dans le deuxième paragraphe manque la partie suivante: "... , après toutes les démarches faites par la direction, exclusions, etc. . . ."; entre le troisième et le quatrième paragraphe est ajouté: "mais sans s'écarter en aucun cas pour revenir sur les anciennes positions de la majorité de l'ancien CC du PC"; dans la première phrase du cinquième paragraphe à la place de "du plus grand nombre de membres possible du Parti socialiste" "de la majorité du Parti socialiste"; au milieu du septième paragraphe, il manque la partie suivante: "dans les circonstances actuelles"; à la fin du huitième paragraphe à la place de "la constitution d'un bloc électoral prolétarien", "l'action des fusionnistes et le front unique, ce qui est une confirmation de plus de la rectitude de notre tactique." Cf. Detti sur les deux versions: "Non è chiara comunque la storia di questo documento: in una lettera di Terracini del 7 febbraio (APC 251/26-28) si comunicava al CE comunista che la lettera ai terzini, da lui sollecitata un mese prima, era in corso di stesura ad opera di Bucharin. Il giorno dopo, poi, lo stesso Terracini scrisse (APC 264/21) che la lettera inviato era 'modificazione profonda del progetto Bucharin' [...]." (Serrati, p. 451, note 48). La dernière lettre citée de Terracini fait ressortir que la différence dans la deuxième version (publiée ici) est due entièrement à son intervention, cf. APC 264/21; comparer note 1 de ce document.

ches faites par la direction, exclusions, etc. sont des symptômes sérieux du progrès de notre influence. Si l'on prend en considération les conditions pénibles dans lesquelles nous devons travailler, il apparait que nous sommes sur la bonne voie. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste estime en conséquence que la tactique de l'Internationale communiste dans la question italienne, est entièrement et absolument justifiée par la marche des choses.

La principale conclusion tactique qui en découle, c'est la nécessité de continuer cette tactique en l'adaptant aux circonstances.

L'évolution suit notre voie, et le plus dangereux serait aujourd'hui un excès de hâte et d'impatience.

Il faut s'orienter sur la conquête du plus grand nombre de membres possible du Parti socialiste. Pour cela, on peut fort bien adopter, à titre de chaînon tactique intermédiaire et naturellement provisoire, la plateforme de Lazzari.³ Il faut essayer, avec Lazzari et ses partisans, de mener la lutte contre la majorité actuelle, de battre avec eux les opportunistes extrêmes. C'est seulement par le moyen de manoeuvres tactiques de ce genre que nous pouvons fortifier, élargir et approfondir les résultats obtenus. En même temps, le Comité exécutif de l'Internationale communiste se prononce catégoriquement contre l'idée d'un "tiers parti" entre le Parti communiste et le Parti socialiste.⁴

Il va de soi que notre but reste la fusion complète. Mais il faut se souvenir que pour obtenir une fusion réelle, et non verbale, il faut une série de manoeuvres tactiques capables de la réaliser.

La campagne électorale doit être menée d'accord avec les fusionnistes, avec des listes communes de candidats, sur le terrain des propositions de front unique déjà faites par vous, afin de mobiliser le plus grand nombre possible d'ouvriers et de paysans antifascistes, tout en ne cessant pas de démasquer l'opportunisme des réformistes et des dirigeants socialistes. Néanmoins, le Comité exécutif de l'Internationale communiste s'oppose, dans les circonstances actuelles, à une tactique électorale qui amènerait nécessairement la scission du Parti socialiste et qui trouve son expression dans l'exigence immédiate d'un "congrès de scission". C'est seulement quand nous aurons accompli tout le travail nécessaire de conquête du Parti socialiste et de désagrégation des opportunistes que nous devons suivre une tactique ouvertement scissionniste à l'égard du Parti socialiste.⁵

Nous sommes en possession de renseignements sûrs, d'après lesquels

la police de Mussolini a reçu la directive d'entraver par tous les moyens la constitution d'un bloc électoral prolétarien.

Avec tous nos souhaits de succès et nos salutations communistes.

Le Présidium du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

(H.-D. 0017. Copie)

221. LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
DES JEUNES À LA JEUNESSE COMMUNISTE ET
SOCIALISTE D'ITALIE*

Moscou, le 8 février 1924

Au Comité exécutif de la Jeunesse communiste
et socialiste d'Italie

Chers camarades,

Nous devons vous apporter une nouvelle qui, sans doute, ne vous réjouira pas, mais vous comprendrez sa nécessité après nos explications. D'accord avec le Présidium de l'Internationale communiste¹ d'ajourner encore une fois la fusion.² Personne ne s'en réjouit moins que nous qui avons déjà fixé tous les points de détail, mais la nécessité politique nous contraint. Notre décision d'une fusion des deux Jeunesses était prise dans un moment où l'on a pu compter avec une fusion immédiate avec des adultes. Tout dernièrement, le président de l'Internationale communiste a décidé de donner aux fusionnistes encore un dernier délai de six semaines (ce serait jusqu'à la moitié de février) et de réclamer la fusion après. Mais, vu que la situation en Italie s'est changée et s'est sérieusement améliorée à notre profit, le Présidium a révisé cette décision pour laisser aux fusionnistes encore une fois le temps de continuer leur travail dans le Parti socialiste. Après le scandale de Milan qui a montré toute la faiblesse du Comité directeur, après la déclaration de la fédération de Venezia Julia, après la décision de la fédération de Rome, qui a adopté la plateforme de Lazzari, les perspectives pour le travail des fusionnistes dans le Parti socialiste

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 79-80.

paraissent beaucoup meilleures. La tactique du Comintern est donc de faire un bloc entre les terzini et le courant Lazzari pour la conquête de la majorité du parti. Mais si nous poursuivons encore un certain temps (nous ne pouvons pas encore dire combien de temps cela ira) cette tactique, il est impossible que la Jeunesse socialiste, regardée comme une partie de la fraction fusionniste, fasse la politique contraire et réalise justement au moment où cette tactique contraire doit être appliquée, la fusion avec les communistes. A cause de cela, nous devons ajourner la fusion de la jeunesse. Nous croyons qu'il sera le mieux de faire cette fusion au mois d'avril. Deux mois de renvoi, ce n'est pas tant et nous vous demandons de nous donner encore une fois cette preuve de discipline et de fermeté politique de comprendre la nécessité de notre directive et de la réaliser. Le Convegno de la Jeunesse communiste reste tout de même nécessaire et doit se tenir à la date fixée.³ Nous ne savons pas s'il est nécessaire de faire tout de même un Convegno de la Jeunesse socialiste. Si vous le croyez bon, vous pouvez le faire. Peut-être suffirait une réunion du Comité central.

Mais il faut déjà désormais augmenter la collaboration entre les deux organisations et pour cela réaliser partout, de la cellule jusqu'au Comité exécutif, la représentation réciproque et effective dans les comités dirigeants des deux fédérations, comme première étape, de même que la collaboration dans la presse et dans tout le travail. Au Convegno de la Jeunesse communiste doivent participer aussi deux ou trois représentants de la Jeunesse socialiste.

Avec nos salutations communistes

Le Comité exécutif de l'Internationale
communiste des Jeunes

(H.-D. 0018. Copie)

222. E. WOOG¹ À J. HUMBERT-DROZ

Moskau, den 9. Februar 1924

Genosse Humbert-Droz

Lieber Genosse,

Die Presseabteilung der Kommunistischen Internationale bittet mich

Dich anzufragen ob Du, sei es in Frankreich oder in der französischen Schweiz keinen Genossen kennst, der fähig wäre aus dem Deutschen und eventuell aus dem Englischen gut ins Französische zu übersetzen. Die Vorbedingung ist natürlich, dass es sich um einen zuverlässigen und in politischen Dingen einigermaßen bewand[er]ten Genossen handeln würde. Vielleicht kennst Du jemanden in Genf, den man zu dieser Arbeit heranziehen könnte.

Ich hoffe, es geht Dir persönlich gut. Ich denke, dass ich bis zum nächsten Kongress noch hier bleiben muss und dann wieder nach Mexico zurückgehe. Aus der Schweiz, sehr selten Nachrichten. Man scheint dort sehr deprimiert über den Ausgang der deutschen Oktoberereignisse zu sein. Wenn die nächsten Monate nichts Entscheidendes bringen werden, fürchte ich, dass die Zentristen innerhalb der Kommunistischen Partei der Schweiz ziemlich nach rechts schwenken werden.

Wenn Du also jemanden kennst, dann schreibe uns bitte.

Mit besten kommunistischen Grüßen
Stirner

(H.-D. 0445. Original)

223. J. HUMBERT-DROZ À O. A. PJATNICKIJ

Rome, 9 février 1924

Camarade Piatnitzki, *Moscou*

Mon cher camarade,

Le camarade M[ikailov] ayant été chargé par vous de traiter avec le parti et les terzini les questions financières, je pense qu'il serait bon, pour qu'il ne surgisse pas de malentendu, de décider que, pour tout ce qui concerne les questions financières, budget, etc., nos camarades doivent s'adresser à M[ikailov] et que je n'ai aucune compétence pour intervenir dans ces questions. De cette façon, je renverrais simplement à M[ikailov] tous ceux qui s'adressent à moi. Je me contenterais de vous transmettre mon opinion sur l'utilité de telle ou telle demande en la communiquant à M[ikaïlov].

Je serais d'autant plus heureux d'être déchargé de telles questions que je suis en général assez hostile aux subventions de l'Internationale communiste aux partis et que j'ai toujours tendance à refuser ou à réduire les subventions.

Fraternellement
Christophe

(H.-D. 0420. Copie)

224. J. HUMBERT-DROZ À V. KOLAROV*

Rome, 15 février 1924

Camarade Kolarow¹
Secrétaire général de Comintern, MOSCOU

Cher camarade,

Je vous prie, à l'avenir, de m'envoyer en même temps qu'aux organisations intéressées, copie des lettres ou résolutions de l'Internationale concernant le mouvement italien. Par le dernier courrier est arrivée une lettre très importante sur la tactique de la fraction des terzini dont je n'ai pas reçu copie et que je ne connais encore qu'imparfaitement; de même, par le même courrier, une lettre renvoyant la fusion des jeunesses et expliquant cette mesure au point de vue politique ne m'est connue que par les commentaires qu'en ont fait les camarades du parti;² Les conditions de travail du parti et de la fraction sont telles qu'il est *absolument indispensable que je reçoive copie de tous les documents envoyés ici, directement* et sans que j'aie besoin d'attendre que le parti veuille bien m'en parler. Je vous prie de veiller à ce que cela se fasse à l'avenir.

Je vous prie aussi de m'envoyer une lettre personnelle de directives politiques³. Vous savez que je n'étais pas à la séance de l'Exécutif élargi de juin, qui a pris d'importantes décisions politiques concernant le mouvement italien. J'ai été mis au courant ici par les camarades, mais selon leur tendance, les décisions et la politique de Comintern ap-

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 80-82.

paraissent assez différentes. Quand vous m'avez délégué en décembre, j'ai trouvé une série de résolutions qui me paraissaient inspirées de l'idée générale que la conquête interne du Parti maximaliste par la fraction était impossible et qu'il fallait hâter le processus de fusion (fusion des jeunesses, représentation mutuelle dans les comités, entrée clandestine et individuelle des *terzini* exclus dans le Parti communiste, etc.⁴). C'est l'interprétation qu'en a donnée aussi le Parti communiste qui y voyait le retour de l'Internationale à sa conception chère de l'adhésion individuelle des socialistes au Parti communiste. Ce fut aussi l'idée des *terzini* qui avaient, comme les communistes, l'idée que la conquête du dedans était impossible et qui me proposèrent alors le plan de conquête du dehors que vous savez, pour pomper les membres et conquérir l'influence du Parti socialiste. J'ai corrigé ce plan en insistant pour que soit faite encore la tentative ultime du congrès et la collecte des signatures pour le congrès.⁵ En acceptant ce plan corrigé et en fixant six semaines pour l'exécution, sous peine de revenir au plan de décembre, l'Internationale continuait à penser que la conquête du dedans était impossible et en refusant alors de renvoyer la fusion des jeunesses elle indiquait qu'elle entendait hâter la fusion. La tactique suivie ici par la fraction et le Parti communiste partait de cette idée directrice. Au cours de cette tactique j'ai toujours cherché à mettre au premier plan la question du congrès parce que je considérais comme un certain défaitisme l'idée de l'impossibilité de la conquête intérieure sur la base des décisions de l'Exécutif élargi. Dans ma lettre à la fraction,⁶ dont je vous ai envoyé copie, dans les démarches que j'ai faites auprès de Lazzari, dans mes rapports, j'ai toujours été guidé par la conviction appuyée sur des constatations, que la conquête n'était pas exclue.⁷ Mais je me suis heurté aux fusionnistes comme au Parti communiste qui avaient arrêté leur tactique sur la base des décisions mêmes de l'Exécutif. La manoeuvre avec Lazzari était très vivement combattue par le Parti communiste et même par les fusionnistes.⁸ Il va sans dire que maintenant la situation créée par la tactique électorale ne peut pas être modifiée⁹ et que nous devons partir de cette situation pour le développement ultérieur. Mais si, ici, je puis sur place prendre certaines résolutions, il me faut pour le faire des directives générales de l'Exécutif. Aussi sur l'emploi éventuel de Serrati. Est-ce sur les directives de l'Internationale que le Parti communiste et les *terzini* l'écartent de tout travail responsable?¹⁰ Quelle attitude observer à l'égard de Bordiga et en général de la crise intérieure du Parti communiste? En décembre,

vous avez désigné Bordiga à l'Exécutif du parti, après l'avoir écarté en juin.¹¹ Pour quelles raisons politiques? Il est probable que si j'avais suivi de près tous les débats et toute la politique de l'Internationale sur la situation italienne, je pourrais m'orienter sans directives plus précises de votre part. Mais les décisions prises depuis décembre nécessitent pour mon travail des directives générales plus précises.

Je vous ai envoyé hier un télégramme¹² vous priant de décider sans retard la publication des documents sur les rapports du Parti communiste et de l'Internationale. En décembre déjà, puis dans une de mes dernières lettres, je demandais cela.¹³ Vous verrez dans la lettre à Zinovieff¹⁴ l'importance de cette publication. Il faudrait charger Terracini¹⁵ et un membre du secrétariat [de l'Internationale] de rassembler les matériaux sans retard et que le Présidium décide quels documents doivent rester secrets et être soustraits à la publication. Puis, envoyer les matériaux très rapidement. Je pense que ces documents ne devraient pas commencer au Quatrième congrès et se borner à la question de la fusion, mais englober ceux relatifs au Troisième congrès déjà, aux correspondances entre le Troisième et le Quatrième congrès sur la tactique du parti et son recrutement, etc., sur le front unique, car c'est de toute la politique du parti et de l'Internationale que le parti doit être juge.

Je compte sur vous pour une réponse aux trois questions ci-dessus.

Comme la situation ici se développe rapidement et qu'il est difficile que le Présidium intervienne à temps et utilement, comme aussi, sur bien des points, les camarades ont des appréciations divergentes, il serait peut-être bon de désigner avec moi un second représentant de l'Exécutif, pour que nous puissions prendre d'accord, sur place, les décisions nécessaires.¹⁶ Je vous prie aussi de m'indiquer dans la lettre de directives politiques, dans quelle mesure j'ai le droit d'intervenir pour empêcher une décision ou pour la modifier ou pour imposer et arbitrer une question.

Fraternellement à vous
Christophe

(H.-D. 0019. Copie)

Rome, 15 février 1924

Confidentielle

Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

La dernière lettre de l'Exécutif¹ tendant à modifier la tactique électorale de la fraction et du Parti communiste pour reprendre la tactique de la conquête intérieure du Parti socialiste arrive dans une situation politique telle qu'on ne peut l'appliquer intégralement, parce que les congrès du 10 [février] et la politique de la direction du Parti socialiste ont créé une situation nouvelle de laquelle nous devons naturellement tenir compte.² Il est actuellement impossible, sans ridiculiser la fraction et le Parti communiste et sans nuire à leur action ultérieure, de briser l'alliance électorale pour rester disciplinés au sein du Parti socialiste. Ce revirement serait aujourd'hui mortel à notre parti et à notre fraction. Il faut donc partir de la situation actuelle et voir dans quelle mesure elle nous permet encore de manoeuvrer à l'égard du Parti socialiste. La tactique électorale du bloc des *terzini* avec le Parti communiste est du reste très populaire dans la masse ouvrière et dans le Parti socialiste. Les congrès du 10 ont montré que, sur cette question, la majorité évidente du Parti socialiste était avec la fraction³, puisque même parmi ceux qui, comme Lazzari, sont restés disciplinés à l'égard de la direction, un grand nombre sont politiquement d'accord avec le bloc, mais n'ont pas voulu rompre la discipline du parti. Mon opinion, exprimée dans la lettre à la fraction, et dont je vous ai envoyé copie, était que l'on aurait dû mener la bataille aux congrès du 10, mais réserver la tactique ultérieure après l'examen de la situation révélée par les congrès du 10. Ce point de vue n'a pas été admis. Le Parti communiste et la fraction devaient prendre des mesures d'organisation pour le bloc avant le 10 février et, par conséquent, la tactique ultérieure de la fraction fut décidée au congrès de la fraction.⁴ Je vous ai signalé les dangers de cette tactique pour notre action dans le Parti socialiste dans une de mes précédentes lettres,⁵ mais la tactique du Présidium

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 82-87; en extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 210.

dans ses résolutions de décembre et de janvier paraissait inspirée de l'idée générale que la conquête du dedans était impossible et qu'il fallait aboutir rapidement à la fusion.⁶ La situation intérieure du Parti communiste nécessite aussi un examen sérieux et un rapide dénouement à la situation; d'autre part, mes pouvoirs ici, pour intervenir et imposer certaine tactique, ne sont pas assez fixés et il apparaît que, dans une situation si rapidement changeante, il est difficile que le Présidium intervienne efficacement à temps dans la tactique suivie par nos deux organisations. Votre dernière lettre a donc jeté un trouble assez grand dans le Parti communiste et dans la fraction. Il faut envisager, dans la situation créée et qui ne peut plus être évitée, comment notre manoeuvre doit continuer en tenant compte de la ligne tactique contenue dans votre dernière lettre.

Au moment où je vous écris, la situation est la suivante pour notre fraction: les congrès du 10, pour lesquels je vous exprimais la semaine dernière quelques craintes à cause du manque de préparation et de l'acte d'indiscipline qu'ils réclamaient de nos adhérents à l'égard de la direction, se sont très bien passés. Sur quatorze congrès, six nous ont donné une forte majorité, écrasante même dans des régions importantes comme le Latium, les Pouilles, la Venetia Giulia. Ailleurs, nous avons eu de fortes minorités et à Turin et Milan, les sections n'ont pas été consultées. Sans optimisme, on peut dire que la fraction est suivie par la majorité du parti.⁷ La direction avait préparé ces congrès pour opérer la scission du parti et, en fait, partout où nous sommes en majorité, la direction a créé aussitôt une nouvelle organisation avec la minorité, là où nous sommes minorité, nos sections sont dissoutes et remplacées par des organisations fantômes de la direction. Le mot d'ordre de la direction est clair et il était facile de le prévoir dès le lendemain de la séance de la direction: les terzini nous ont quittés, ils ont fait la scission, le parti continue sans eux, plus homogène et enfin débarrassé des gêneurs. En fait, la direction a organisé et achevé la scission. Dans ce processus, des éléments tels que Lazzari, en désaccord avec la direction autant sur la question des rapports avec l'Internationale que sur celle du bloc, sont restés avec la direction, c'est dire que nous n'avons pas perdu toute possibilité de manoeuvre à l'intérieur du Parti socialiste.

La tactique de notre fraction tendait à admettre le fait et à continuer à répéter les mêmes mots d'ordre: Le Parti socialiste, c'est nous.⁸ Ce qui naturellement avait pour conséquence de créer d'une façon définitive la scission en laissant exister deux partis socialistes. D'autre

part, elle considérerait le fait de la discipline de Lazzari comme une rupture définitive avec lui. J'ai vivement combattu cette ligne tactique qui mettait fin, de notre côté, à la manoeuvre. J'ai réclamé la convocation de l'Exécutif de la fraction pour envisager la situation créée par les congrès du 10 et par votre lettre et, en attendant, j'ai demandé au bureau :

1. de faire une déclaration ou un manifeste officiel de la fraction déclarant que les terzini n'ont pas quitté le parti et qu'ils n'acceptent pas l'interprétation scissionniste de la direction, qu'ils sont la majorité du parti et que leur tactique est seule conforme aux décisions des congrès du parti violées par la direction qui, se sachant minorité, voudrait exclure la majorité qui exprime la volonté du parti, déclarer en outre recourir au congrès du parti et le faire juge de ses actes d'indiscipline à l'égard des ordres de la direction qui elle-même est indisciplinée à l'égard des décisions des congrès.

2. de continuer activement la collecte des signatures pour le congrès, même en dehors des éléments nettement fusionnistes. 4700 [signatures] sont aujourd'hui recueillies.

3. de donner le mot d'ordre aux fédérations qui sont avec nous et aux sections de ne pas accepter leur élimination et de continuer les relations organisatoires avec la direction.

4. de ne pas couper les ponts avec les éléments lazzaristes, mais au contraire de les utiliser encore pour défendre à l'intérieur du parti la tactique de la fraction tendant à sauver momentanément l'unité d'organisation du parti jusqu'au prochain congrès. Ces mesures me paraissent les seules capables de tenter encore le travail à l'intérieur du Parti socialiste ; mais il ne faut pas s'illusionner sur leur succès ; dans les quelques semaines qui vont venir, on verra dans quelle mesure cette volonté de rester dans le parti jusqu'au congrès est susceptible d'aboutir. Je verrai personnellement Lazzari sans tarder pour connaître ce qui se passe du côté de la direction et voir dans quelle mesure il est utilisable.⁹

Un incident regrettable est survenu avec Serrati. Vous savez que communistes et terzini le considèrent comme un élément indésirable. Serrati sent très bien qu'on l'écarte de tout travail important et qu'il est entouré d'une atmosphère de méfiance. Or, cet état de chose a empiré à la suite d'un incident où se trouve mêlée indirectement l'Internationale. Lazzari, auquel *Pagine Rosse*¹⁰ avait demandé un article sur Lénine, s'est borné à envoyer à Riboldi une lettre de Lénine envoyée après le Quatrième congrès et dans laquelle Lénine lui demande de

surveiller politiquement Serrati dans lequel nous avons une confiance limitée.¹¹ Riboldi, sans lire cette lettre attentivement, l'a remise à Serrati pour la traduire et la publier. Naturellement, Serrati y voit une preuve de plus de la méfiance de tous. Il vous en parlera sans doute quand il ira à Moscou.

La situation à l'intérieur du Parti communiste s'aggrave par suite de l'indiscipline de Bordiga qui soulève une quantité de problèmes très délicats. Je vous ai mis au courant de la situation de Bordiga, refusant d'admettre la décision de l'Exécutif du parti, de le porter candidat dans la prochaine lutte électorale. Bordiga est venu à Rome dimanche dernier et, depuis son voyage, la situation a encore empiré. Voici en résumé ce qui s'est passé. Dans notre entrevue de dimanche dernier, Bordiga a répété des arguments déjà dits auparavant et qui proviennent en grande partie de sa mentalité abstentionniste, mais le centre de son argumentation est celui-ci : "L'Internationale a jugé en juin que je devais être éliminé de la direction du parti pour des motifs politiques, je suis donc entré dans l'opposition, aussi bien dans mon parti que dans l'Internationale. Je suis discipliné quand on me demande de me taire dans l'intérêt de la tactique de l'Internationale, mais on ne peut m'obliger à faire de nouveau un travail politique important. Je devrais, au parlement, parler de mes désaccords avec le parti que je représente, à moins que le parti ne m'écrive mes discours ; dans ce cas il faut choisir un autre phonographe. Je suis—dit-il—maintenant dans le Parti communiste, dans la même situation que dans l'ancien Parti socialiste : l'opposition d'extrême-gauche, qui refuse de prendre part au travail des postes responsables du parti, direction et représentation, pour se réserver pour le jour où mes conceptions ayant triomphé, je pourrai les appliquer complètement. Nous avons commis des fautes à l'ancienne direction, nous avons été trop souples, nous aurions dû être plus rigides encore dans l'application de notre ligne." Lorsque j'ai soulevé la question de la discipline nécessaire, même dans l'opposition, quand le parti et l'Internationale jugent autrement la situation, Bordiga a répondu que la discipline fait partie d'un tout politique cohérent et logique, mais que si la ligne change, comme c'est le cas pour le Parti communiste italien, il n'est plus possible d'invoquer la discipline qui est alors tout à fait arbitraire. Il n'admet pas que l'Internationale ou le parti utilise pour son action des hommes de gauche comme des hommes de droite, selon ses nécessités politiques. Dans cette conversation, qui a débordé de beaucoup la question électorale, j'ai constaté une mentalité bien

inquiétante et toujours le même entêtement. “Pourquoi vouloir discuter avec moi, tu sais que je ne change pas d’opinion !” Quand je lui disais que l’Internationale n’interprétait pas du tout comme lui son rôle actuel, puisqu’il est membre du Présidium d’une part et que, d’autre part, l’Internationale avait décidé en décembre qu’il devait rentrer dans l’Exécutif du parti, il a répondu qu’il “se refusait à jouer le rôle de marionnette au Présidium de l’Internationale et que les ordres du Présidium d’entrer à l’Exécutif du parti étaient trop semblables aux ordres d’un préfet fasciste déplaçant ses subordonnés”. Je vous relate certaines expressions pour vous faire comprendre la gravité de toute son attitude.¹²

Naturellement, le résultat de nos entretiens et de ceux qu’il a eus avec ses camarades de la direction fut nul.

Mais son attitude a eu de graves répercussions à l’Exécutif du parti.¹³ L’Exécutif, devant l’indiscipline de Bordiga, fut placé devant ce dilemme : Ou bien laisser passer, sans insister, le refus de Bordiga, ou bien prendre contre lui des mesures disciplinaires. La première solution pour un exécutif normal eût été la meilleure, mais, dans la situation délicate où se trouve l’Exécutif, imposé par l’Internationale [et] qui se voit contester très souvent ses droits de direction, qui doit réprimer des actes d’indiscipline semblables parce qu’on lui reproche, ou ouvertement ou d’une manière voilée, qu’il n’est pas nommé par le parti¹⁴ et n’a pas d’autorité sur lui, laisser passer l’indiscipline de Bordiga, c’était ouvrir la porte toute grande à l’indiscipline de tous les petits Bordigas et renoncer en fait à diriger le parti. D’autre part, la question telle que l’avait posée Bordiga était telle que la direction se rend compte que si cette situation est tolérée une fois, elle se reproduira rapidement dans des conditions plus difficiles pour sévir, puisque la direction se serait montrée faible une première fois. Prendre des mesures contre Bordiga, alors que la majorité du parti ignore encore qu’il n’est plus à la direction et pourquoi il n’y est plus, c’est provoquer une crise grave dans le parti. Dans cette impasse, Tasca proposait que l’Exécutif démissionnât, pour faire comprendre à l’Internationale la position impossible dans laquelle il est mis depuis l’Exécutif élargi. Après une discussion assez longue, dans laquelle j’ai démontré aux camarades que c’était aggraver encore la situation que de démissionner et de tout remettre à l’Internationale, il fut décidé de poser nettement à Bordiga la question de sa soumission à la discipline du parti. En cas probable de refus de sa part, prendre une résolution tenue momentanément secrète, le défé-

rant au Présidium de l'Internationale pour des sanctions, cette résolution n'étant rendue publique que lorsque le parti sera mis au courant de tout ce qui s'est passé. Tasca, qui voulait maintenir sa démission, m'a déclaré ensuite y renoncer pour ne pas compliquer la situation, mais en me priant de souligner la situation de plus en plus difficile de l'Exécutif du parti. Il fut décidé aussi d'ouvrir le plus rapidement possible une discussion politique dans le parti pour arriver, non à un congrès national, mais à une consultation des sections qui sera, sur les principaux problèmes, une indication pour le prochain Exécutif élargi.¹⁵ Cette discussion sera inaugurée par la publication des documents sur les rapports entre le parti et l'Internationale, documents que nous demandons au Présidium de rassembler, d'épurer et d'envoyer le plus rapidement possible. Après cette publication, des thèses politiques représentant les différents courants et portant sur les questions de tactique future du parti seront élaborées et publiées.¹⁶ Dans ce travail, il est très probable, comme je vous l'ai déjà signalé, que l'ancienne majorité du parti se divisera en deux ou même en trois groupes et que Bordiga formera à l'extrême-gauche, avec ses amis, une petite fraction. Dites-nous dans le prochain [courrier] si vous êtes d'accord sur ce point, d'ouvrir la discussion à l'intérieur du parti. Je ne vous cache pas que je juge la situation du parti assez grave et que cette information et cette discussion, entourées des précautions nécessaires, me paraissent absolument urgentes et nécessaires pour éviter une crise très grave.

J'ai eu, au sujet de Bordiga, une longue conversation avec son ami intime au point de vue politique: Grieco.¹⁷ Cette conversation a éclairé certains points de l'attitude de Bordiga. L'Internationale et le parti,—m'a-t-il dit,—sont maintenant dans une ligne anticommuniste et il est du devoir de certains chefs, quand ils constatent une déviation grave, de refuser d'être disciplinés." Certains camarades,"—ajoutait-il,—“sont pour ainsi dire prédestinés à être des chefs; Bordiga, comme Lénine, est du nombre. On ne peut appliquer à ces hommes la discipline comme aux autres membres du parti; leur mission historique est de l'appliquer aux autres, mais non de la suivre." Naturellement, il m'a dit ces choses dans une conversation privée entre camarades et non comme une thèse qu'il est prêt à défendre. Je vous les répète dans une lettre confidentielle, parce qu'elles éclairent d'une façon assez précise la position de Bordiga et de ses amis.¹⁸

Il est nécessaire de souligner aussi deux traits caractéristiques de la direction actuelle du Parti communiste italien, une extrême méfiance,

autant à l'égard de la fraction terzinternationaliste qu'à l'égard de l'Internationale communiste. A propos de tout et à propos de rien, les camarades de l'Exécutif discutent sur les intentions de l'Internationale ou de la fraction. Le télégramme concernant le renvoi de la fusion des jeunes¹⁹ a soulevé à l'Exécutif une de ces interminables discussions. Les camarades croient que l'Internationale, secrètement, poursuit un autre but que la fusion: création d'une seconde section de l'Internationale communiste en Italie, ou je ne sais quelle autre machination; aussi veulent-ils précipiter la fusion! Ils ont demandé, contre mon avis et celui de Gennari, que les terzini s'engagent par un pacte secret à lancer le mot d'ordre de la fusion immédiatement après les élections.²⁰ Les terzini, naturellement, refusent d'abandonner maintenant le mot d'ordre de l'alliance et d'engager l'avenir deux ou trois mois d'avance. Cette méfiance est accompagnée naturellement d'une extrême incertitude dans la ligne d'activité politique. Après avoir adopté une tactique avec beaucoup de peine, le parti, au lieu de la suivre avec fermeté et assurance, fait à propos de tout des réserves qui remettent en question la tactique elle-même. Les camarades de l'ancienne majorité sont particulièrement incertains et flottants, mais Tasca aussi se laisse entraîner dans ces revirements qui donnent à l'extérieur une impression d'incertitude.²¹ Naturellement, la dernière lettre de l'Exécutif a jeté la direction du Parti communiste dans le plus grand désarroi, et vous en aurez certainement des échos dans le courrier.²² Cette situation intérieure du Parti communiste est fort embarrassante pour les manoeuvres tactiques nécessaires, mais il est de toute nécessité d'en tenir compte en fixant notre manoeuvre pour ne pas démolir notre parti en poursuivant la conquête du Parti maximaliste. Notre parti est dans tout cela, non un auxiliaire intelligent, mais un perpétuel sabot.

Recevez, chers camarades, mes fraternelles salutations

Christophe

(H.-D. 0020. Copie)

[Moscou] 15 février 1924

N. 179 c.

Au camarade Christophe,

Je vous accuse réception de votre lettre du 1 février 24.¹ Sur toutes les questions financières, je vous prie de vous adresser à M.² parce que je lui ai transmis les sommes et lui ai donné des instructions définitives sur le mode de la disposition de l'argent.

Quant au journal, – je ne comprends pas quels sont les deux journaux dont vous parlez. Il s'agissait tout le temps d'un seul journal sans parti, dont la rédaction soit composée de fusionnistes et de nos camarades, qui devraient être en majorité.³

Piatnizky

(H.-D. 0021. Original)

227. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV**

Rome, 16 février 1924

Confidentielle

Camarade Zinovieff, *Moscou*.

Cher camarade,

Après avoir envoyé le courrier hier, j'ai pu voir Lazzari avec lequel j'ai eu une longue conversation.

Il pense aussi qu'il est impossible maintenant de modifier la situation électorale. Bien qu'il soit en complet désaccord avec la direction, il n'a pas voulu se séparer de la discipline du parti et il affirme que la majorité de ceux qui, comme lui, sont restés disciplinés, rejettent la responsabilité de la situation sur la direction qui aurait dû, à la veille

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 87.** Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 87–88.

de la campagne électorale, supprimer les expulsions et pratiquer l'alliance avec les communistes.

A l'intérieur du parti, il affirme que les membres de la direction lui ont déclaré que les menaces de scission et de radiation ne seront pas réalisées et que toute cette situation sera réglée par un congrès. Lazzari pense donc que si nos camarades ne font de leur côté rien pour la scission, nous pourrons, peu après les élections, avoir un congrès où les terzini pourront prendre part. Si ces perspectives étaient exactes, il y aurait encore possibilité de manoeuvre, mais je me méfie des déclarations faites à Lazzari par la direction. La résolution votée le 14¹ montre au contraire la volonté de scission de la direction et je crois qu'on a cherché seulement à calmer Lazzari pour éviter sa sortie et son ralliement aux terzini.

Quoiqu'il en soit, les terzini vont déclarer vouloir rester et faire juge un congrès de leurs actes.² Ils seront appuyés au sein du parti par Lazzari et de nombreux partisans de l'Internationale antifusionnistes qui adoptent le point de vue de Lazzari. Il est intéressant de noter que, dans toute cette affaire, le parti juge sévèrement la direction et la rend responsable de la situation. Lazzari est même persuadé que, même si les terzini sortaient maintenant du parti, le prochain congrès serait encore en majorité pour l'acceptation des conditions de l'Exécutif élargi et contre la direction. Je vous rends compte de ce que m'a dit Lazzari, sans être certain qu'il ait raison dans ses appréciations.

Nous verrons dans la semaine qui vient les vraies intentions de la direction. Au cas où elle répondrait par des exclusions réelles de 5000 membres à la volonté des terzini, je demanderais à Lazzari d'intervenir publiquement dans le parti contre la direction et pour réclamer que le conflit soit porté devant un congrès rapidement convoqué.

J'espère que ces lignes vous parviendront en même temps que ma lettre d'hier.³

Fraternellement
Christophe

(H.-D. 0022. Copie)

Rome, 19 février 1924

Secret

Au sujet du fascisme et de M. Mussolini

M

Quinze mois ont passé depuis que M. Mussolini, ayant mobilisé toutes les forces du fascisme et préparé son offensive avec un remarquable talent d'organisation, opérait à la stupeur générale, sans en excepter le gouvernement débile investi d'un pouvoir éphémère, et un parlement livré à l'anarchie, sa fameuse marche triomphale sur Rome. Le coup de force était supérieurement monté. Il se produisait au moment où tous les intérêts publics et privés étaient menacés. La carence des pouvoirs publics, la déliquescence parlementaire, l'effacement de la monarchie, l'anarchie organisée par M. Nitti¹ se prêtaient à l'avènement d'un sauveur s'il osait se montrer. M. Mussolini se savait sûr aussi de l'appui de l'armée et de la marine. Il savait aussi n'avoir rien à craindre d'un souverain qui s'était volontairement effacé, encore que ses sympathies et ses tendances démocratiques dussent le détourner d'un régime dictatorial. Toutes ses prévisions étaient exactes et se réalisèrent à miracle. L'effondrement des pouvoirs fut complet. Du jour au lendemain la dictature fut instaurée. Il ne se trouva pas dans la Chambre ou dans la rue un homme pour protester. Non seulement le parlement se soumit, mais il vota la loi électorale qui doit, prochainement consacrer une déchéance qu'il a largement méritée². Jusqu'au dernier moment le dictateur ne lui a pas épargné l'expression publique de son mépris. Le voilà dissous aujourd'hui. D'aucuns pensaient que M. Mussolini trouverait plus commode pour l'exécution de ses projets de conserver une Chambre qui moralement n'existait plus. Il en a décidé autrement. Le calcul est-il exact? Cela n'est nullement certain. Nous examinerons tout à l'heure s'il a eu raison. En attendant, la période électorale bat son plein, en tant qu'on puisse donner ce nom à

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 133-136; *ibid.*, p. 133, note 1: "La copia di questo rapporto segreto dell'ambasciata francese mi è stata rimessa dalla missione sovietica a Roma per sottolineare l'incidenza del fascismo sui rapporti italo-francesi nel Mediterraneo."

une consultation populaire dictatoriale faite en de telles conditions. La majorité est dès à présent assurée, on la peut chiffrer à un homme près. M. Mussolini croit n'avoir rien à redouter de la minorité alors même qu'elle trouverait des éléments de résistance dans les rangs de la majorité fasciste. La façon dont la liste nationale de majorité fut constituée a été d'ailleurs très curieuse. M. Mussolini a voulu comprendre dans cette liste non seulement ses amis de la première heure, mais les personnalités politiques de premier plan dont on ne pouvait pas dire qu'elles étaient fascistes. Parmi ceux-là figuraient MM. Orlando,³ de Nicola,⁴ de Nava⁵ et Fire. M. Giolitti lui s'était dérobé et avait décidé de faire une liste locale à part dans son fief électoral où il est sûr d'être élu, ainsi que la plupart de ses amis personnels. Cela n'a pas été sans pourparlers et sans discussions. MM. Orlando et de Nicola déclaraient qu'ils ne se présenteraient pas aux élections. On ne sait de quels moyens M. Mussolini a usé pour les faire renoncer à ce dessein, mais il est certain qu'il y a réussi après des échanges de vue laborieux. Le Midi et la Sicile sont tièdes pour le fascisme. Il importait au chef du gouvernement de porter ses principaux représentants sur sa liste, malgré les réserves formulées par ces derniers. Le dictateur est donc certain de trouver après les prochaines élections à Montecitorio la grosse majorité dont il a préparé les éléments avec les moyens qui lui sont propres. Il conserve d'ailleurs derrière lui, en dehors de l'arène parlementaire, deux cents mille miliciens qui ont juré fidélité à sa personne, ce qui est pour faire réfléchir ceux qui voudraient se donner des allures trop indépendantes. Il semble que dans ces conditions, M. Mussolini ne trouvera dans la prochaine chambre aucun obstacle à ses volontés. Cela n'est pas certain. Il y a fascistes et fascistes, et parmi ceux-là, il en est qui auront à satisfaire des ambitions qu'ils ne pourront réaliser parce qu'un chef, fût-il tout puissant, ne peut assouvir tous les appétits. Il n'est donc pas sûr que la majorité officielle conserve sa cohésion et qu'elle ne témoigne au chef qui l'aura conduite à la victoire l'ingratitude proverbiale des majorités envers ceux auxquels elles doivent leur succès. Il y a en outre six mille fascistes qui considèrent qu'ils avaient le droit de devenir députés; sur ce nombre il restera donc plus de 5000 mécontents. De plus, il y a encore, dans le monde politique, comme dans la masse, des hommes qui supportent avec peine le poids de la dictature et qui néanmoins verraient avec une profonde inquiétude la disparition du dictateur, parce que, selon eux, cette disparition serait le signal de l'anarchie. Ces craintes ne sont pas vaines; et l'on

comprend que, de toute façon, ceux qui les éprouvent préfèrent ce qui existe à ce qui pourrait être, mais si ces appréhensions sont fondées, elles démontrent le caractère anormal et précaire du régime sous lequel vit l'Italie, puisqu'elles font dépendre d'un seul homme le maintien de l'ordre public. On peut très bien concevoir qu'un homme du tempérament de M. Mussolini, s'il a des vues lointaines, comprenne que le maintien permanent d'une dictature est chose impossible dans un pays comme le sien et qu'il cherche à rentrer graduellement dans l'ordre légal des choses après avoir instauré un régime où les libertés publiques soient compatibles avec une autorité gouvernementale fortement constituée. Le parlementarisme tel qu'il a été pratiqué en Italie—et autre part aussi—n'a jamais eu rien de commun avec le régime importé d'Angleterre. On comprendrait donc que M. Mussolini pensât à affranchir le gouvernement de l'emprise d'un parlement en séparant les pouvoirs législatif et exécutif sous une monarchie purement constitutionnelle. Rien, dans ses déclarations dernières, ne permet de croire à un tel dessein. Bien au contraire, il a accentué presque violemment le caractère dictatorial et réactionnaire de son mandat. Il a affirmé la toute puissance de sa volonté devant laquelle tout doit plier. Il n'a admis aucune entente avec d'autres partis. Le fascisme pour lui est un dogme devant lequel tous doivent s'incliner. C'est le régime du gouvernement par la force. Ce n'est pas du conservatisme: c'est du bolchévisme à rebours.

Pendant combien de temps l'Italie s'accommodera-t-elle d'un tel régime, c'est ce qu'il est malaisé de prévoir. Elle l'acceptera en tout état aussi longtemps que durera le prestige du dictateur: mais ce prestige durera autant que les affaires iront bien ou paraîtront bien aller. Et ceci amène à examiner ce qu'il y a de plus intéressant à connaître pour nous et pour l'étranger dans cette extraordinaire expérience; à savoir, la répercussion qu'elle doit inévitablement exercer sur la politique étrangère.

Il faut d'abord poser en principe que le fascisme représente le nationalisme italien sous sa forme la plus entreprenante et qu'il prendra dans l'avenir une forme toujours plus accentuée s'il réussit à s'imposer. Sous ce rapport aucune différence n'est à faire entre les nationalistes et les fascistes: leurs ambitions en matière de politique étrangère se confondent. Le fascisme exalté par ses succès entend s'occuper de toutes les affaires du monde, sans en excepter celles qui ne le concernent pas. Sa tendance est d'intervenir dans tout et à propos de tout. Cette

tendance n'est pas nouvelle; mais elle a pris sous le nouveau régime une forme et une intensité inconnues jusqu'alors. Elle n'exclut pas la xénophobie; et pour tout dire, elle se présente sous la forme d'un chauvinisme à haute dose. Ce chauvinisme s'applique à toutes les affaires mondiales; mais c'est surtout à la France qu'il s'en prend. Il se manifeste surtout quand les événements semblent rendre la situation extérieure et intérieure plus difficile. Il se règle en général sur l'état des rapports de la France et de l'Angleterre. On se calme quand ces rapports sont bons; car l'on est trop avisé ici pour ne pas savoir ce que représenterait pour l'Italie, comme pour le monde entier, une entente solide et durable entre la France et sa voisine d'Outre-Manche sur toutes les questions de politique générale et sur la plupart de celles qui touchent à leurs intérêts mutuels. Les partis nationalistes deviennent au contraire aigres et agressifs quand les rapports des deux nations laissent à désirer. C'est surtout à propos des questions méditerranéennes que leur mauvaise humeur se manifeste à notre endroit. La question de natalité entre alors en jeu et leur fournit des arguments bien faits pour attirer notre attention sur la sécurité future de nos possessions coloniales. Selon eux l'Italie possède les hommes sans avoir de colonies; la France possède les colonies sans avoir les hommes qu'il faut pour les exploiter. Ils oublient ou veulent oublier que l'émigration ne représente pas le seul élément de la puissance coloniale; que pour ne citer que nos voisins d'Outre-Manche, l'Angleterre a gouverné jusqu'ici un empire colonial de plus de trois cents millions d'hommes avec des ressources administratives et militaires fort limitées, et que dans nombre d'autres possessions britanniques, ce n'est pas le nombre des colons anglais qui a fait la colonie.

Dans quelle mesure M. Mussolini incarne-t-il ces tendances? S'il fallait en croire ses déclarations publiques, il en serait le protagoniste décidé. Sur les nations qui diminuent et celles qui augmentent, sur l'impérieuse nécessité pour l'Italie de sortir des limites du territoire où elle étouffe et de trouver des débouchés et des champs d'activité pour le surplus de sa population, il a prononcé des paroles significatives et inquiétantes. Elles ressemblaient beaucoup aux prétentions qu'affirmaient les Allemands lors de la conférence d'Algésiras, de coloniser le Maroc. Il a déclaré que la Méditerranée était une mer italienne, ce que l'Angleterre a dû trouver contestable autant que nous-mêmes. Cette manière d'impérialisme charme les foules et surexcite chez elles des passions peu compatibles avec le repos et la sécurité des voisins de la péninsule.⁶

Il faut ajouter que le chef du gouvernement fasciste voit dans l'expression de ces sentiments un élément essentiel de sa popularité. Aussi attache-t-il une grande importance aux succès personnels en matière de politique étrangère; et on ne saurait exclure que, dans ces succès, il ne cherche une diversion aux complications intérieures que le fascisme rencontrerait sur sa route; et ce pourrait être dans la question de Tunis si elle n'était traitée par nous avec la plus grande attention. Ce désir passionné du succès, le Président du conseil l'a surtout marqué à l'occasion de la conférence de Tanger. Il en a voulu profondément au gouvernement français de n'avoir pas accueilli sa demande d'y être admis. Il a vu là un échec personnel dont le souvenir n'est pas effacé de son esprit. C'est à la mortification que cet échec lui a procuré qu'il sied d'attribuer le discours prononcé par lui au Sénat où, revenant sur son attitude envers la politique française dans les affaires allemandes et dont nous avons eu souvent l'occasion de nous louer, il a brusquement pris parti pour la thèse britannique contre la thèse française. Le faste dont fut entouré le voyage du roi d'Espagne,⁷ la portée politique qu'on a cherché à attribuer ici comme ailleurs à ce voyage, ont été présentés comme un succès personnel du chef du gouvernement. Succès personnel aussi, la conclusion de l'accord italo-yougoslave⁸ décrit avec déloyauté par certains journaux d'attaches gouvernementales comme un échec à la politique française et une riposte à l'alliance de la France et de la Tchéco-Slovaquie. Succès personnel enfin la reprise des rapports avec la Russie soviétique. M. Mussolini a voulu être le premier au monde à se réconcilier avec le gouvernement des soviets et à tirer de ce rapprochement les bénéfices politiques et commerciaux qu'il en attend. Il ne l'a pas été, puisque M. MacDonald l'a devancé, ce dont le chef du gouvernement semble avoir conçu beaucoup d'humeur contre le gouvernement labouriste. Mais il a pris une revanche en nommant un ambassadeur à Moscou, alors que le gouvernement britannique désignait un chargé d'affaires et en faisant partir M. Manzoni pour Moscou douze heures après sa nomination. De cette façon, le représentant italien en Russie sera le premier par le rang et l'ancienneté, alors que l'Angleterre désignerait à son tour un ambassadeur, ou que d'autres grandes puissances jugeraient à propos d'entrer en contact diplomatique avec Moscou.⁹

J'ai consigné ici les considérations qui précèdent pour indiquer surtout ce que nous avons à attendre ou à redouter de la politique fasciste dans ses rapports avec nous et la manière dont M. Mussolini

la comprend. Il en ressort que nous ne saurions trouver sur le nouveau régime et autant qu'il durera ce degré d'équilibre et de stabilité qui devrait être la règle dans les rapports de deux pays voisins et amis. Les changements d'opinions sont brusques et fréquents en ce pays; il peut s'en produire, mais il sera sage de ne pas en faire état.

Enfin, il convient de se bien convaincre que sous le régime fasciste ou dans tout autre, les rapport franco-italiens seront toujours conditionnés par l'état de nos relations avec l'Angleterre. Une entente franco-britannique, si elle est solide et basée sur des règlements d'intérêt politique comme le fut l'entente cordiale, est pour modifier profondément nos relations avec l'Italie et pour diminuer dans une large mesure l'importance des différends qui pourraient surgir dans la Méditerranée du fait des prétentions excessives de la politique italienne. Cette vérité se manifeste dans ce moment avec d'autant plus de force en raison du rapprochement qui paraît s'opérer entre Paris et Londres depuis l'avènement du gouvernement labouriste, et de l'intérêt extrême avec lequel cette reprise de contact est suivie ici.¹⁰

(H.-D. 0042. Copie)

229. J. HUMBERT-DROZ À O. A. PJATNICKIJ*

Rome, 22 février 1924

Camarade Piatnitzki, *Moscou*

Cher camarade,

Bien reçu vos deux communications venues par le dernier courrier.¹ Pour les questions financières en général, je renvoie toujours les camarades à M[ikaïlov]. Le parti est peu satisfait de cette solution à cause des différends qui ont eu lieu avec M[ikaïlov], et parce qu'il le juge insuffisamment au courant des besoins et de la politique du parti. Cependant, malgré les quelques malentendus survenus, je pense que la situation est bien ainsi.

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 99.

Au sujet du second quotidien, la résolution de l'Exécutif de décembre demandait au parti de faire paraître un quotidien sans parti, avec les *terzini*—ce qui est fait—et donnait au parti aussi l'autorisation de poursuivre la réalisation du journal quotidien du parti à côté de l'autre. C'est sur ma proposition qu'en décembre déjà le parti décida de renoncer momentanément à poursuivre ce second projet, mais comme, au cours de l'Exécutif, on a parlé, et rappelé le droit accordé par le Présidium de créer l'organe quotidien du parti à côté de l'autre, je vous ai signalé qu'à mon avis ce serait un gaspillage de fonds et de forces. Depuis lors on n'a pas reparlé de ce projet auquel, s'il reparais-sait, je m'opposerais. Mais l'autorisation donnée en décembre demeure jusqu'à décision contraire.

J'ai appris que le parti va lancer une revue théorique "*l'Ordine nuovo*".² Je ne vous cache pas que ce projet, qui va sans doute provoquer un nouveau déficit, ne me paraît pas répondre à un besoin réel. Le parti a déjà conservé son hebdomadaire à côté du quotidien, Bordiga édite, à Naples, avec la collaboration de membres du parti, une revue mensuelle de doctrine "*Prometeo*". Les *terzini* éditent "*Pagine Rosse*". Mon avis est qu'il y a déjà une revue de trop et qu'il faudrait chercher à faire de *Pagine Rosse*, qui a déjà un cercle important de lecteurs, une revue théorique à laquelle collaboreraient *terzini* et Parti communiste.

Fraternellement à vous
Christophe

(H.-D. 0421. Copie)

230. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Rome, 22 février 1924

Confidentielle
Camarade ZINOVIEFF, *Moscou*

Cher camarade,

Comme je vous l'ai écrit la semaine dernière,¹ votre dernière lettre qui

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 88-91.

revient à la tactique de la conquête interne du Parti socialiste italien et qui laisse aux terzini plus de temps que vos résolutions de décembre et de janvier,² a jeté un très grand trouble parmi les dirigeants du Parti communiste. Nous avons eu dans le courant de la semaine deux séances importantes de l'Exécutif du parti et de l'Exécutif des terzini. Nous avons cherché à tracer une ligne de conduite inspirée de votre dernière lettre et adaptée aux circonstances dans lesquelles nous nous trouvons.

Dans le Parti socialiste, la crise provoquée par la tactique de nos camarades est très profonde et touche la masse socialiste plus encore que les couches dirigeantes. La question de l'orientation du parti et surtout celle plus importante de l'unité des forces révolutionnaires est posée par l'indiscipline des terzini sur le terrain pratique accessible aux simples travailleurs et je crois, malgré les sanctions prises par la direction, que la tactique adoptée était bonne pour amener à maturité le processus de concentration des forces révolutionnaires. Les déclarations faites à Lazzari par la direction sur ses intentions de ne pas appliquer les sanctions votées sont une simple manoeuvre pour conserver Lazzari, en réalité la direction exclut, dissout et réorganise l'organisation, elle procède à la scission. Mais il est certain que la situation créée oblige la direction à convoquer un congrès. On en parle sérieusement pour le mois qui suivra les élections. Naturellement tous les exclus font appel à ce congrès et ont statutairement le droit de le faire.

Cette situation a été examinée d'abord à l'Exécutif du Parti communiste.³ La lettre du Présidium a soulevé un grand nombre de récriminations contre les changements continuels de tactique de l'Internationale. La méfiance est très grande même à l'égard des intentions de l'Internationale, elle est surtout manifestée à l'égard des terzini que les camarades de la direction du parti sont loin de considérer comme des camarades. Ils les accusent de tromper l'Internationale, de développer dans leur fraction une mentalité anti-fusionniste, de vouloir par ambition personnelle créer un autre parti pour pouvoir traiter avec le Parti Communiste sur pied d'égalité etc, etc. Surtout, et c'est ce qu'il y a de plus sérieux dans toute leur argumentation, ils craignent que si la fusion ne se fait pas immédiatement après les élections, le Parti Communiste ne comprendra plus rien à la tactique de l'alliance électorale pratiquée précisément pour en finir rapidement. Ils affirment que la fraction Bordiga risque de reprendre son ancien empire sur le parti, et c'est certainement un danger réel parce que la

direction du parti, hostile elle-même à la tactique de l'Internationale, ne fait rien pour dissiper cet état d'esprit de méfiance qui règne; après les séances de l'Exécutif où éclate toujours plus forte et plus haineuse cette méfiance à l'égard des *terzini*, j'ai l'impression que la direction ne peut rien faire pour rassurer le parti parce qu'elle est elle-même plus méfiante que le parti, et que naturellement même sans le vouloir, cet état d'esprit s'infiltré partout dans le parti. Tasca lui-même participe à cet état d'esprit. Il subit l'influence de la majorité. J'ai cru d'abord que c'était de sa part une tactique pour capter la confiance de la gauche et mieux agir sur elle, mais dans les conversations particulières que j'ai avec lui, je peux voir que sur ce point il partage les craintes et la méfiance de la majorité.⁴ Le Parti communiste a une tactique nette: il veut la fusion le plus rapidement possible pour n'absorber que la partie la plus petite possible du Parti socialiste. Il voit avec crainte toute tactique qui tend encore à conquérir la majorité du Parti socialiste ou même une fraction importante.⁵

La séance de l'Exécutif de la fraction a envisagé aussi la situation. Tasca y représentait le Parti communiste. C'est une situation très caractéristique des rapports entre les deux organisations que cette représentation unilatérale. Le Parti communiste se refuse à admettre même avec voix consultative un membre de la fraction aux séances de son Exécutif, mais il revendique le droit d'être représenté aux séances de l'Exécutif des *terzini* et comme ceux-ci montrent moins d'intransigeance que le Parti communiste c'est en fait ce qui se produit, une représentation unilatérale.

Les décisions suivantes ont été prises d'un commun accord:

1. La fraction n'admet pas les sanctions de la direction, elle en appelle au prochain congrès du parti. Elle publiera un manifeste dans ce sens, les fédérations frappées par la direction publieront de leur côté de telles déclarations et continueront à réclamer cartes et timbres au parti.⁶

2. Comme la direction exclut quand même et refuse cartes et timbres, la fraction, pour ne pas laisser se disperser ses éléments, leur donnera des cartes du parti avec des timbres d'appel au congrès qui serviront de contrôle pour le congrès.

3. La fraction déclare dès maintenant qu'elle ira au congrès et qu'elle y votera de gré ou de force.

4. En vue du congrès, elle constituera si possible une fraction à l'intérieur du parti avec les éléments qui y seront restés, elle utilisera aussi les éléments de Lazzari et cherchera à provoquer la formation d'une

fraction Lazzari intermédiaire avec laquelle nous chercherons à former la majorité contre la direction.

5. Au cas où le congrès refuserait de recevoir la fraction et de la laisser voter, on interviendra par la force pour dissoudre le congrès et éventuellement pour s'emparer des organes du parti.

6. On abandonne l'idée de la constitution d'un Parti socialiste qui pomperait les éléments du dehors et d'un congrès convoqué par dessus la tête de la direction, parce que la campagne électorale opère déjà ce ralliement des forces et qu'un congrès convoqué par nous dans les circonstances présentes ne grouperait que les *terzini* et serait fatalement un congrès de scission.

7. Après le congrès, la fusion, sauf événements imprévus, se fera rapidement. Si nous sommes majorité, d'après les normes du Quatrième congrès, après expulsion des *défensionnistes*, et si nous sommes minorité, par la fusion des *terzini* avec le Parti communiste, d'après des normes à fixer.

Comme Tasca avait émis quelques craintes, échos bien affaiblis des discussions du Parti communiste, sur les intentions antifusionnistes des *terzini*, l'Exécutif proposa de répondre par un document écrit à l'Internationale, dans lequel la fraction affirmera ses intentions de fusion dans le sens fixé plus haut.⁷ Ainsi le Parti communiste aura pour calmer ses craintes un document signé et écrit. Naturellement les *terzini* sont fatigués de revenir toujours sur le problème fondamental. Maffi a tendance à envoyer promener les communistes quand ils reviennent demander des engagements, des assurances, etc. Et je doute bien que le débat assez long et complet que nous avons eu la semaine dernière rassure complètement le parti qui est hypnotisé par ce problème et qui ne voit que lui dans toute la politique italienne. Serrati qui est en route pour Moscou vous donnera de vive voix des renseignements complémentaires.

L'indiscipline de Bordiga est devenue un fait accompli.⁸

Le quotidien est loin d'être ce qu'il devrait. Son horizon est trop borné à l'alliance électorale et au travail du parti et de la fraction. On a longuement discuté cela. Gennari vient de partir pour Milan pour améliorer le journal. Dans cette affaire aussi le parti se dégage très difficilement de ses préoccupations de patriotisme de parti. Il a tenu à donner au journal, non le caractère largement ouvrier et révolutionnaire qu'on avait décidé, mais le caractère de journal du Parti communiste auquel collabore la fraction fusionniste.

Je vous prie de me dire, en quelques mots, si dans ses grandes lignes vous approuvez la ligne fixée par la réunion de la semaine dernière.

Le Parti communiste vous demandera probablement de confier à votre représentant ici pleins pouvoirs afin d'éviter l'intervention de l'Exécutif à distance dans une situation très rapidement changeante.

Dans le cas où vous prendriez en considération cette demande, je vous prie d'envisager l'envoi ici d'un second représentant, afin que les décisions qui pourraient être prises ici soient concertées au moins par deux camarades. Je pense du reste que s'il est difficile que le Présidium intervienne dans le détail de la situation, il doit conserver la direction générale de la tactique.⁹

Fraternellement à vous
Christophe

(H.-D. 0023. Copie)

231. LE COMITÉ EXÉCUTIF DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN
AU PRÉSIDIUM DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*

Rome, 22 février 1924

N.P. 1065 R.
Au Présidium du Comintern

Chers camarades,

Notre Exécutif a examiné votre lettre du 8 février, et déjà le secrétariat vous avait écrit le 16 une lettre là-dessus.¹ La tactique de l'Internationale décide de "s'orienter sur la conquête du plus grand nombre de membres possible du Parti socialiste italien" et le télégramme reçu aujourd'hui² précise qu'on doit "tâcher d'en conquérir la majorité". Si cette perspective était vraie, il aurait fallu aux *terzini* rester au sein du Parti socialiste et éviter le bloc électoral avec les communistes, qui tranche les rapports légaux de la fraction avec l'ancien parti socialiste,

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 92-93; cette lettre fut rédigée lors de la séance du C.E. du P.C.I. le 17 février, cf. A.P.C. 238/23-31.

sans possibilité sérieuse de les reprendre. Voilà les observations que l'Exécutif du parti vous soumet.

1. La tactique des *terzini* depuis novembre a été inspirée par la constatation de l'impossibilité de la conquête de la majorité du Parti socialiste et se proposait seulement de soutirer – du dehors – au Parti socialiste le plus grand nombre de membres possible dans une brève période de lutte, à laquelle devait suivre la fusion avec le Parti communiste.

2. Le Présidium, tout en repoussant toute idée de constitution d'un troisième Parti socialiste, a accepté la formule tactique proposée par les *terzini* (le Parti socialiste c'est nous), dans le but de la conquête de la majorité du parti, tandis que cette formule avait été élaborée par les *terzini* qui renonçaient avec elle à la conquête légale du Parti socialiste italien.

3. Nous sommes d'accord que, pendant la lutte électorale, le mot d'ordre public soit celui de *l'alliance* avec le Parti communiste, etc., et non celui de la fusion; mais l'adoption de ce mot d'ordre n'évitera [pas] qu'au fond la position des troisiémistes soit considérée au sein du Parti socialiste comme ouvertement et pratiquement "scissionniste". La campagne électorale, tout en conservant les mêmes formules dont les *terzini* se servaient lorsqu'ils étaient légalement au sein du Parti socialiste, mettra les *terzini* pratiquement au dehors du Parti socialiste.

4. Nous sommes d'accord qu'après la lutte électorale les *terzini*, en protestant contre les expulsions, réclament la convocation du congrès du Parti socialiste. Vous ne voulez pas que ce congrès soit un "congrès de scission", mais il faut voir donc ce qu'il peut être. La direction du Parti socialiste ne convoquera pas le congrès; s'il le fait, les *terzini* expulsés n'y seront pas admis; s'ils le sont, ils s'y trouveront en minorité. Dans la lutte électorale, le Parti socialiste aura un nombre de voix et d'élus plus grand que le bloc d'unité prolétarienne; ce qui renforcera la position de la direction vis-à-vis des troisiémistes, déjà affaiblis par leurs "désertion". Le fait même que la révolte des *terzini* a éclaté en vue des élections diminue dans les masses la signification de leur sécession.

5. La seule hypothèse raisonnable qu'on puisse faire, c'est que les troisiémistes convoqueront un congrès de la fraction, qui sera composé en grande partie des expulsés. Qu'est-ce que fera ce congrès? Que peut-il faire d'utile, sinon déclarer la fusion avec les communistes? Nous retenons que les *terzini* n'ont aucune perspective sérieuse d'action pour la conquête de la majorité du Parti socialiste, même en manoeuvrant

de manière à utiliser Lazzari, si cela était possible, ce que nous nions.

6. D'autre côté, le Parti communiste attend depuis plus d'une année la solution du problème de sa constitution. Le Quatrième congrès avait posé ce problème, et l'avait résolu dans le sens de la fusion. Les *terzini* ont eu plus d'une année pour développer leur action au sein du Parti socialiste: leur action a son point culminant dans la période électorale. Nous sommes d'accord qu'ils l'utilisent de manière à donner leur bataille au sein et en marge du Parti socialiste. Mais après?

7. Nous demandons de la manière la plus formelle, dans l'intérêt de la fusion, que le congrès prochain du Parti socialiste (ou de la fraction troisiémiste) donne la solution du problème des rapports entre Parti communiste et Parti socialiste. Si les *terzini*, avec l'aide de ceux qui suivent Lazzari, ont la majorité du Parti socialiste (et cette supposition est absurde), ils pourront, dans un mois ou deux, préparer avec *l'Avanti!* la fusion; s'ils sont réduits à faire un congrès de fraction, ce congrès doit délibérer la fusion avec le Parti communiste.

8. On aura toujours au sein du Parti socialiste italien une gauche plus ou moins favorable à l'Internationale ou à l'alliance avec le Parti communiste (qui comprendra aussi les troisiémistes); le problème de la conquête de cette gauche et des masses qui l'appuient rentre dans la tactique générale du front unique, et peut être une des tâches du Parti communiste unifié.

9. Si à l'alliance électorale entre le Parti communiste et la fraction troisiémiste ne suivait pas à bref délai la fusion, la masse des membres du Parti communiste et les ouvriers qui les suivent *ne comprendraient pas les raisons de l'alliance électorale*. Cette alliance est acceptée par les ouvriers communistes, troisiémistes et sympathisants comme prélude de la fusion, comme une nécessité de la tactique de la fusion. Si la fusion ne se réalisait pas, la question de la fusion ferait un pas en arrière au sein du Parti communiste et au sein de la fraction troisiémiste. Comme ça, on n'aurait pas conquis le Parti socialiste et le "fusionnisme" serait sérieusement compromis.

10. En vue de ces constatations, l'Exécutif du Parti communiste demande que l'Internationale communiste règle sa tactique de manière que la fin de la lutte électorale porte aussi la solution du problème des rapports entre le Parti communiste et le Parti socialiste, de manière que le Parti communiste unifié puisse, ayant accompli tout l'effort utile pour détacher du Parti socialiste les éléments utilement et organique-

ment assimilables, se donner complètement à réaliser un programme d'action et de lutte politique avec lequel il puisse conquérir la majorité des ouvriers italiens.³

11. L'Exécutif du Parti communiste demande que la fusion des deux Jeunesses ne soit plus renvoyée et que dès maintenant soit définie – en relation à la situation réelle que le bloc électoral crée en Italie – par une *commission avec pleins pouvoirs* (formée par un ou deux représentants de l'Internationale communiste, un représentant du Parti communiste et un des *terzini*) *la ligne de conduite à suivre en vue du prochain congrès du Parti socialiste*. Cette commission devrait conduire ses travaux en Italie.⁴

Salutations fraternelles⁵

(H.-D. 0024. Copie)

232. J. HUMBERT-DROZ À C. LAZZARI*

Paris¹, 24 février 1924

Camarade Lazzari, *Rome*

Mon cher camarade,

J'ai lu attentivement ton article du 20 dans l'*Avanti!*² où tu définis ta position à l'égard de la fraction et du parti et tu ne seras sans doute pas étonné que je ne sois pas du tout d'accord avec toi sur la façon dont tu poses le problème devant les ouvriers socialistes italiens. J'ai même aussitôt écrit un article pour l'*Unità*,³ pour signaler l'erreur fondamentale de ton argumentation.

Entre la discipline du parti et celle de la fraction, dis-tu, tu choisis celle du parti bien que tu sois en complète opposition avec la politique de la direction, aussi bien en ce qui concerne son orientation internationale et générale qu'en ce qui concerne ces élections, puisque tu m'as dit toi-même et répété que tu pensais que la direction aurait dû pratiquer elle-même le bloc avec le Parti communiste. C'était sans doute une tactique très soutenable, de rester discipliné à l'égard non du parti qui n'a pas été consulté, mais à l'égard de la direction pour lui enlever

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 94-97.

toute occasion de sévir et pour pouvoir continuer de lutter contre elle à l'intérieur du parti. Tu as choisis cette tactique et la fraction a préféré rompre la discipline formelle à l'égard de la direction dévoyée pour pratiquer pour son compte la tactique qui à ton avis aussi aurait dû être celle du Parti socialiste italien. Ce n'est pas la première fois que tu es en désaccord avec la fraction et que tu choisis une autre voie tactique. Mais ton but reste comme le sien de conduire le Parti socialiste à l'Internationale communiste et de chasser cette direction qui le ramène au confusionnisme et au réformisme.

En abordant le problème comme tu le fais d'un point de vue exclusivement disciplinaire, tu donnes une appréciation tout à fait erronée du rôle politique de la fraction terzinternationaliste. Dans la situation historique présente, où ton vieux parti est placé malgré lui et contre la volonté manifeste de tous ses congrès, mais par la politique arbitraire de sa direction, entre la Troisième internationale et celle des réformistes, au moment où la direction affirme sa volonté de refaire l'unité avec les unitaires et de rompre définitivement avec l'Internationale communiste, la fraction terzinternationaliste ne peut être caractérisée comme travaillant pour les buts personnels de ses chefs. Il est clair *qu'elle est un grand courant politique*, qui cherche à sauver le Parti socialiste de la déchéance qui le menace, qui veut le maintenir dans la voie révolutionnaire et l'empêcher de glisser au réformisme, qui veut en faire un membre actif et digne de l'Internationale communiste. Elle représente un ensemble de principes politiques, elle est fidèle à la ligne politique révolutionnaire du parti, elle la continue contre les déviations réformistes de la direction actuelle. Ces choses, tu ne peux les passer sous silence sans commettre à son égard une injustice évidente. Sans doute elle a rompu la discipline formelle du parti parce qu'elle ne s'est pas pliée aux ordres arbitraires de la direction, mais elle est restée, dans son indiscipline même, fidèle à la ligne politique du parti, fidèle aux décisions de ses congrès; toi-même, tu pensais que le devoir du Parti socialiste était de faire l'alliance avec les communistes, tu considérais cette tactique non seulement comme plus profitable aux intérêts du parti, mais comme son devoir historique à l'égard du prolétariat italien, comme une partie de sa tâche révolutionnaire pour redonner au prolétariat affaibli et décimé confiance en sa force et espoir en son unité révolutionnaire. Dans la situation politique actuelle de l'Italie plus encore que partout ailleurs, un parti ouvrier n'a pas son but en lui-même, il n'existe que pour servir le prolétariat et le conduire à son af-

franchissement. Comment le Parti socialiste italien pouvait-il servir le mieux le prolétariat dans les circonstances actuelles? Sans doute en faisant l'alliance avec le Parti communiste pour prouver aux ouvriers déroutés et affaiblis par la scission de Livourne que l'unité d'action révolutionnaire, face au fascisme, était rétablie. Ce geste que le parti aurait dû faire, la fraction l'a fait et c'est certainement un des faits les plus importants de la vie du prolétariat d'Italie, il marque le commencement d'une ère nouvelle et c'est pourquoi les sections de ton parti, malgré les menaces et les sanctions de la direction, ont répondu si nombreuses au mot d'ordre de la fraction contre la direction. En expliquant que tu ne suivais pas la fraction pour des raisons tactiques, tu aurais dû affirmer que sa ligne politique est celle que le parti aurait dû suivre, celle qu'il eût suivie s'il avait été consulté régulièrement. Tu aurais dû montrer le rôle politique de la fraction et ne pas chercher à la réduire à une opération personnelle intéressée.

A la suite de notre dernière entrevue, dans laquelle nous avons décidé de tout faire pour éviter que cette question des élections ne provoque la scission du parti, tu as pu voir que, de la part de la fraction, rien n'a été fait pour provoquer la scission. Au contraire, les fédérations exclues ont manifesté clairement leur volonté de rester dans le parti et de faire juger par le prochain congrès leur acte d'indiscipline à l'égard de la direction. Il n'en a pas été de même pour la direction, malgré les assurances qu'elle t'avait données de ne pas mettre à exécution ses menaces et de porter tout le différend devant le prochain congrès. Il est maintenant clair qu'elle refuse les cartes de membres aux fédérations exclues et elle vient de déclarer qu'elle refusera d'admettre les exclus au prochain congrès, c'est-à-dire que la direction veut violer les statuts après avoir violé les décisions des congrès et enlever aux exclus le droit de recours au congrès du parti. Elle le fait parce qu'elle sait qu'elle serait honteusement battue dans ce congrès et elle tente d'opérer un coup de force pour détacher définitivement le parti de la Troisième internationale, en éloignant sans droit les partisans de l'Internationale. Il est évident que ceux qui t'ont dit que la direction n'appliquerait pas ses sanctions et porterait le différend devant le prochain congrès t'ont trompé dans le but de te conserver avec eux et de cacher sous ton nom d'ami de l'Internationale leur besogne malpropre d'ennemis de l'Internationale. Tu ne peux accepter sans protester ce rôle de paravent pour leur permettre de tromper les ouvriers et de dresser ton parti contre l'Internationale. Tu es resté discipliné pour amener ton parti à l'Inter-

nationale, non pour servir les desseins contre-révolutionnaires de la direction.

Contre la volonté de scission de la direction, contre sa volonté de ne pas admettre le recours des exclus au prochain congrès, contre sa volonté de détourner ainsi le Parti socialiste italien de l'Internationale communiste, tu dois maintenant te dresser à l'intérieur du parti et rallier autour de toi tous ceux qui partagent ton opinion. Sinon, par ton silence tu te ferais complice des adversaires de l'Internationale et ta discipline n'apparaîtrait plus que comme un acte de faiblesse à l'égard de la direction. Sans doute ton parti est engagé dans une lutte électorale, mais cette lutte n'est qu'une épisode dans le processus d'orientation du Parti socialiste italien. Les conflits qu'elle a suscités au sein du parti ne font qu'éclairer plus nettement les problèmes politiques fondamentaux qui restent sans solution. On ne peut désormais traiter la question de la discipline électorale sans aborder et discuter le problème plus vaste de l'orientation du parti et de son adhésion à l'Internationale. Maintenant que la direction découvre ses plans machiavéliques et démontre qu'elle entend se servir de toi contre l'Internationale, tu ne peux te contenter de traiter cette question du point de vue de la discipline formelle, tu dois dire ce que tu penses sur le fond politique et te dresser avec tes amis politiques contre la direction qui veut exploiter votre discipline contre vos principes. Ton silence serait interprété comme un abandon de la lutte pour l'Internationale. Il ne s'agit pas de sortir du parti et de suivre la fraction, mais de poursuivre dans la discipline intérieure du parti ton oeuvre de partisan de l'Internationale en réclamant pour les exclus, qui dépassent de beaucoup le chiffre de trois mille, le droit élémentaire et statutaire de s'expliquer devant le parti réuni en congrès.⁴

Je reste ton bien fraternellement dévoué
J[ules] H[umbert] D[roz]

(H.-D. 0025. Copie)

Rome, 26 février 1924

Cher camarade,

J'ai reçu ta lettre du 25,¹ ce matin à 11 heures, et pour ça je n'ai pas pu me rendre au rendez-vous de 10 heures. Maffi est absent de Rome depuis quatre jours. Il devait arriver ce matin, mais j'ai reçu un télégramme de lui, dans lequel il me dit qu'il n'a pas pu partir à cause de sa femme qui est malade. Il espère arriver demain matin mercredi.

Pourtant, je crois qu'il serait nécessaire de se réunir demain. Si Maffi arrive, je passerais à la mission² demain matin et je te laisserais un billet pour te fixer un rendez-vous dans l'après-midi. Je n'ai pas réussi à voir Maffi la veille de son départ, il devait parler avec Tasca, mais je crois qu'ils ne se sont pas rencontrés.

L'Exécutif communiste m'a écrit pour me demander la proposition de réponse à l'Internationale.

J'ai répondu que je n'étais pas en mesure de l'envoyer au nom de mon Exécutif, parce qu'il n'y avait personne ici. Je pourrais seulement envoyer la proposition de réponse que, selon *mon opinion personnelle*, il fallait envoyer à l'Internationale. Ce que j'ai fait. J'espère que mes camarades du Comité exécutif seront d'accord.³

Maffi s'était chargé de rédiger le manifeste de notre fraction, nous l'avons aussi revu ensemble et je m'étonne qu'il ne soit pas encore paru dans l'*Unità*. Je n'ai pas encore vu dans l'*Unità* quelques articles envoyés par Maffi et par moi.⁴ Enfin, c'est urgent de régler plusieurs questions. Espérons que Maffi arrive demain. S'il n'arrive pas, nous pourrions nous réunir sans lui. En ce cas, fixe-moi un rendez-vous.

Fraternellement

Tonetti

La lettre à Lazzari⁵ va très bien.

(H.-D. 0026. Autographe)

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 94.

Rome, 29 février 1924

Confidentielle

Camarade ZINOVIEFF, Moscou

Cher camarade,

Nous avons reçu votre télégramme concernant la tactique à suivre à l'intérieur du Parti socialiste.¹ Vous aurez pu voir d'après ma dernière lettre² que j'avais déjà fait adopter une ligne semblable par la réunion commune des *terzini* et du Parti communiste. En ce qui concerne Serrati, il n'a pas été possible de l'utiliser comme candidat, d'abord à cause de l'opposition des communistes et ensuite parce que l'incident au sujet de la lettre de Lénine avait déterminé Serrati à refuser aussi d'être candidat à cause de la méfiance formulée à son égard par l'Internationale. Serrati était déjà en route pour Moscou quand est arrivé votre télégramme, mais je pense que nous n'aurions pas pu modifier la situation.

La tactique électorale se poursuit en approfondissant la crise du Parti socialiste. On discute aussi ferme la décision de la direction de ne pas admettre les *terzini* au prochain congrès. Je m'efforce de mettre en mouvement ces oppositions latentes et qui ne se manifestent pas encore publiquement. Dans ce but j'ai écrit un article en réponse à Lazzari et une lettre personnelle à Lazzari³ dont vous recevrez copie par ce même courrier. Il faut absolument le faire sortir de son silence et comme il m'a dit avoir envoyé une longue lettre à Zinovieff,⁴ je pense qu'il serait bon que vous lui répondiez dans le même sens que je l'ai fait pour le pousser à former une fraction et à rallier les éléments qui veulent 1. accepter les décisions de l'Exécutif élargi et 2. combattre la direction pour l'admission de la fraction expulsée au prochain congrès. Sur ces bases, je cherche à rassembler quelques autres éléments confusionnistes comme Lazzari mais qui, mieux que lui, pourraient donner à ce courant une consistance, Lazzari étant surtout le porte-drapeau. Cette manoeuvre est difficile à cause des élections, chacun craint de lever la voix contre la direction de peur d'être éliminé des listes ou des préférences du parti. Mais j'espère aboutir. Dans ce cas il serait bon que

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 97-98.

Lazzari et un autre de ce groupe viennent à Moscou pour l'Exécutif élargi, invités par l'Internationale pour envisager la situation avant le congrès du parti et pour arrêter avec eux et les terzini la tactique des partisans de l'Internationale. Je vous prie de décider la chose en principe, afin qu'au cours de mes entrevues avec ce groupe je puisse faire cette proposition. Naturellement la formation d'un tel groupe pendant la période électorale pourra nuire un peu aux élections en faisant la démonstration que des partisans de l'Internationale sont restés fidèles à la direction dans cette période, mais il faut envisager surtout notre action générale au sein du Parti socialiste et ne pas tout sacrifier à la lutte électorale qui est importante parce qu'elle pose la question politique générale d'une façon aiguë, mais qui doit être un moyen de remuer de nouvelles couches dans le Parti socialiste. Si cette fraction intermédiaire est constituée, le danger d'isoler complètement la fraction terzinternationaliste et de la couper du Parti socialiste sera conjuré pendant la période électorale et cette fraction Lazzari fera le trait d'union très utile pour le développement de notre action.

Le journal⁵ a un tirage de 20,000 et la vente augmente et se stabilise de façon à maintenir ce tirage des débuts. C'est un succès parce que le *Lavoratore de Trieste*⁶ n'était parvenu à cette vente qu'après un certain temps et de gros efforts. La réclame pour *l'Unità* a été très réduite et le journal ne pénètre pas encore partout. *L'Avanti!* tire à 70,000 et *la Giustizia*⁷ à 40.000.

Dans le Parti communiste a eu lieu le congrès de la fédération de la région de Turin. Plus de soixante délégués. La grosse majorité, soixante environ contre quatre, a approuvé la tactique de l'Exécutif du parti et de l'Internationale à l'égard du Parti socialiste. C'est un signe que le Parti communiste comprend, et il comprend parce qu'il constate sur place l'influence de cette tactique sur la masse des ouvriers suivant le Parti socialiste. Mais à l'unanimité le congrès a fait siennes les réserves et les soucis de la direction affirmant qu'après les élections, la fusion est nécessaire sans retard parce que cette tactique a porté tous ses fruits et que son prolongement nuirait au Parti communiste. C'est une preuve que le parti suit la direction et que si elle avait combattu ces craintes au lieu de les entretenir, elles n'existeraient pas plus dans le parti que n'existe maintenant dans cette région l'opposition à la tactique de l'Internationale.⁸

La direction du parti est très déprimée par la diminution du budget. Il devra réduire son appareil et son activité pour les mettre en rapport

avec les recettes réduites. Je pense toutefois que cette réduction peut se faire sans toucher aux activités essentielles du parti. Pour la presse par exemple, je suis d'avis que le parti peut se contenter avec les *terzini* du quotidien et d'une revue théorique, plus le journal syndical; mais *Stato Operaio*,⁹ *Ordine Nuovo*,¹⁰ *Più Avanti!*¹¹ pourraient disparaître. Aussi certains postes, comme le représentant à Berlin Ambrogi,¹² qui ne sont pas absolument nécessaires.

J'irai à Naples dans quelques jours pour voir plus longuement Bordiga et chercher à connaître ses intentions de façon à régler notre attitude envers lui.

Fraternellement à vous
Christophe

(H.-D. 0027. Copie)

235. J. HUMBERT-DROZ À O. A. PJATNICKIJ*

Rome, 29 février 1924

Camarade Piatnitzki, *Moscou*

Cher camarade,

J'apprends, par la direction du parti, qu'un Exécutif élargi aura lieu dans la seconde moitié d'avril¹ et qu'il traitera sans doute aussi de la situation de notre mouvement italien. Le parti et les *terzini* se préparent à envoyer leurs délégués. Dans mon rapport, dont je vous envoie copie, comme d'habitude, je signale l'utilité qu'il y aurait à inviter aussi un ou deux éléments du Parti socialiste, tendance Lazzari qui, n'étant pas membres de la fraction, ne pourraient venir qu'invités par l'Exécutif, pour examiner la situation. Cela dépendra encore de la possibilité de grouper ces éléments en vue du prochain congrès; mais il serait bon, si la question italienne est traitée, de décider en principe que, si ces éléments qui peuvent être déterminants pour avoir la majorité sont décidés à travailler pour nous, ils seront convoqués à l'Exécutif élargi.

Je vous prie aussi de me dire si je dois assister à l'Exécutif élargi. Si la question italienne est abordée, je pense qu'il est nécessaire que je sois présent. D'autre part, comme je suis loin de Moscou depuis le Qua-

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 99.

trième congrès sans interruption, je sens le besoin de reprendre contact avec l'Exécutif pour mon travail ultérieur. Je pense donc que vous serez d'accord pour que j'assiste au prochain Exécutif élargi.

Pour ce voyage éventuel, je ne puis plus utiliser mon passeport suisse à mon nom. J'ai maintenant un excellent passeport français qui m'a permis tous les voyages dans l'Europe occidentale, mais ces papiers seraient perdus pour tout usage ultérieur s'ils sont utilisés pour un voyage en Russie. Je pense donc demander ici à M[ikailov] de me procurer un passeport comme à Serrati et partir éventuellement par le sud-Gênes-Odessa ou Batoum. Qu'en pensez-vous?

Je vous enverrai par le prochain courrier mon décompte pour les mois de décembre, janvier et février.² J'ai encore en réserve une somme suffisante pour mon entretien et logement du mois de mars. Mais, comme je devrai probablement faire quelques voyages à Naples et Milan ce mois, je vous prie de me faire parvenir, dans le courant de ce mois, une provision de 500 dollars, comme d'habitude en coupures de 100 au maximum. Mes dépenses mensuelles ici, exception faite des frais de voyage éventuels, se montent à 100 ou 110 dollars (2500 lires)³.

Fraternellement à vous
Christophe

(H.-D. 0422 Copie)

236. V. KOLAROV À J. HUMBERT-DROZ*

Moscou, 29 février 1924

No. 1295

Cher camarade,

Il ressort de votre dernière lettre, du¹ que vous vous êtes fait cette idée que le Présidium depuis quelque temps désirait forcer la fusion. Cette opinion est inexacte car au contraire, puisque l'opposition d'une fraction du Comité exécutif du Parti communiste italien entravait le travail pour la conquête de la majorité du Parti

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 100-101.

socialiste, le Présidium a été obligé de consentir des concessions de caractère extérieur au Parti socialiste, et le Plénum élargi a pris des décisions dans le même sens.²

Ces décisions donnaient au Parti socialiste la possibilité d'entrer dans l'Internationale communiste comme parti sympathisant, aux conditions proposées par son Comité central. Elles furent adoptées précisément pour fournir aux fusionnistes une plateforme leur facilitant la conquête de la majorité du Parti socialiste. Dans le même sens fut écrite la lettre ouverte de Zinoviev à Lazzari.³

Dans la suite, le manque d'activité des fusionnistes, puis l'exclusion par les socialistes des rédacteurs des *Pagine Rosse*, ainsi que les répressions du Comité central contre certaines sections, donnèrent lieu au Comité exécutif du Parti communiste italien de renouveler sa pression sur le Comité exécutif de l'Internationale communiste pour hâter la fusion. Néanmoins, la ligne du Comité exécutif de l'Internationale communiste n'a cessé d'être conséquente avec elle-même depuis le Quatrième congrès. Toutes les décisions du Présidium sur la fusion ont tendu uniquement à fortifier la liaison entre communistes et fusionnistes et à augmenter l'activité de ces derniers, mais non pas à forcer la fusion pour n'obtenir que quelques groupes d'élus ou quelques dirigeants. Le but essentiel de toute la tactique du Comité exécutif de l'Internationale communiste dans la question italienne, c'est de porter un coup décisif au Parti socialiste et de conquérir *si possible* sa majorité et son organe central, en renforçant par là le Parti communiste. Toutes les décisions du Présidium ont été prises dans ce sens, en se conformant aux phases diverses de la campagne fusionniste et de la situation dans le Parti socialiste.

S'il y a quelque possibilité de conquérir la majorité du Parti socialiste, il faut l'utiliser (ainsi la plateforme de Lazzari), pour obtenir ce but, sans toutefois perdre de vue la fin, qui est la fusion avec le Parti communiste. Dans la situation actuelle, les dernières propositions de tactique peuvent être considérées comme justes.

Quant à Serrati, il n'y a eu ici aucun accord pour l'éloigner des postes importants, au contraire, depuis qu'il a adopté nettement le point de vue de l'Internationale communiste, le désir du Comité exécutif a été de l'utiliser dans la mesure du possible pour conquérir les masses socialistes. Selon la décision de la commission italienne, Serrati devait faire partie du Présidium unifié du Parti communiste italien et de la rédaction du nouvel organe à créer.⁴

Votre lettre montre que la dernière communication du Présidium au Comité exécutif du Parti communiste italien⁵ a suscité quelques malentendus. Le parti, comme vous, avait compris cette lettre comme un tournant dans la tactique de l'Internationale communiste, comme la renonciation aux démarches faites dernièrement de la part des fusionnistes. Il n'en est rien et nous pensons qu'après réception de notre dernier télégramme, vous-même et le Comité exécutif du Parti communiste, avez été quelque peu rassurés.

Il était dit dans la lettre: 1. que les communistes et les fusionnistes doivent composer des listes communes de candidats, c'est-à-dire conclure un bloc électoral prolétarien. Que s'ensuit-il, sinon une confirmation de la ligne suivie par le parti, par les fusionnistes et par le Présidium. Et, en outre, 2. que les fusionnistes ne doivent pas en ce moment rechercher la scission. Or, il semble que ce soit cette deuxième indication qui ait suscité le malentendu. Si on considère justement les choses, on voit aussitôt qu'il n'y a là ni contradiction, ni tournant. Nous savons naturellement bien que le bloc entre communistes et fusionnistes peut amener et amènera sans doute l'exclusion de ces derniers par le Parti socialiste et peut par conséquent susciter la scission. Mais néanmoins, nous devons prévenir contre cette dernière, au moment où, à votre avis, la situation n'était pas assez favorable pour vos amis. Vous nous avez écrit vous-même que la chose n'était pas encore suffisamment préparée et que deux ou trois fédérations seulement suivraient en majorité les fusionnistes et, tout à coup, vous vous étonnez quand nous vous écrivons que, dans ces conditions, il faut s'efforcer d'éviter la scission! Il est clair que pour faire la scission, il faut profiter du moment le plus favorable, et qu'en attendant ce moment, il faut savoir manœuvrer, être sage et souple. Nous devons nous efforcer de conquérir le parti, sa majorité, voilà notre but immédiat et tant que nous ne l'aurons pas atteint et que nous avons lieu de croire à la possibilité de l'atteindre, il va de soi qu'il faut continuer le travail à l'intérieur du Parti socialiste. Voilà pourquoi, dans notre dernier télégramme, nous écrivions que même si les fusionnistes sont immédiatement exclus, ils ne doivent pas entrer tout de suite dans le Parti communiste, mais continuer la lutte contre la direction de leur parti, l'accuser de vouloir la scission, de trahir, et essayer d'agir encore sur les ouvriers sympathisants à l'Internationale communiste. C'est seulement après cela qu'ils devront juger terminée leur mission au sein du Parti socialiste et opérer la fusion avec les communistes.

En général, le Présidium n'a pas lieu d'être mécontent de l'activité *actuelle* des communistes et des fusionnistes. Il ne considère pas non plus comme mauvais le cours objectif des choses. Il constate avec une grande joie que la confiance mutuelle commence peu à peu à s'établir entre les deux côtés et que leur collaboration loyale donnera de précieux résultats.

Recevez, camarade, nos salutations communistes.

Pour le Comité exécutif de l'Internationale communiste.

le Secrétaire général
W. Kolarow

(H.-D. 0028. Original)

237. F. MAFFI À J. HUMBERT-DROZ*

[Rome] 29 février 1924

Je viens de conférer avec le professeur Pietro Mancini;¹ mais j'en ai l'impression très nette qu'il ne faut pas trop serrer avec lui, et qu'il faut attendre encore quelques jours ou quelques semaines même avant de le mettre en rapport avec le représentant.²

Il n'est pas hostile, mais il se retrouve dans un état d'imbalsamation paresseuse qui du reste lui est particulier.

En tout cas, il a été très aimable avec moi, il m'a répété qu'il condamne les actes de la direction, qu'il serait pour l'alliance, mais à la condition que le *nom* soit gardé.³

J'ajoute que ces expressions dont je me sers "*condamner*", "*être pour*" ne sont pas littéralement tirées du discours de Mancini. Elles seraient trop violentes pour son esprit toujours très réservé.

Mancini ne pourrait pas représenter le centre d'un groupe actif. Il faudra faire d'autres essais avant d'organiser ce groupe.

Salutations
Maffi

(H.-D. 0029. Autographe)

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 101-102.

Rome, 1er mars 1924

Relevé de comptes CHRISTOPHE

du 1er décembre 1923 au 1er mars 1924

<i>Sommes reçues :</i>	frs	dollars
Solde actif au 1er décembre (voir relevé précédent)	1875.-	
Reçu du Parti communiste français	1000.-	
15 déc. Reçu du Parti communiste français pour voyage Rome et retour	2000.-	
1 janv. Reçu du Parti communiste français	2000	
Décembre. Reçu à Rome de Fanny ¹ .		421.-
Total reçu	frs 6875.-	& 421.-dol.

Depensé :

Décembre 23 - Loyer	1200.-	
Entretien avec famille	1300.-	
Voyage Paris-Rome-Milan-Paris	1500.-	49.-
Janvier 24 - Entretien 15 jours Paris avec famille	650.-	
Voyage Paris-Rome avec famille	2055.-	
Total des dépenses au 15 janvier	frs. 6705.-	49.-dol.

Restait en arrivant à Rome: 170 frs. français et 372 dollars

A Rome:

Changé 272 dollars = 6169,30 liras

Depensé :

Janvier: dépôt pour loyer	1600.-	liras
Un mois loyer janvier-février	800.-	
15 jours entretien avec famille	850.-	
Février: un mois loyer et entretien	2500.-	
Total au 1er mars	5750.-	liras
Reste solde actif au 1er mars:	170 francs français	
	100 dollars	
	419,30 liras italiennes	

Le dépôt de 1600 livres pour le loyer sera reçu en retour au moment du départ et reste donc également actif.

(H.-D. 0424. Copie)

239. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Rome, 7 mars 1924

Confidentielle

Camarade ZINOVIEFF, Moscou

Cher camarade,

La situation est restée à peu près stationnaire cette semaine, les sondages opérés pour chercher à reconstituer une fraction centriste autour de Lazzari n'ont pas encore abouti et vraisemblablement n'aboutiront pas très rapidement à cause de la campagne électorale et des intérêts qui y sont engagés. Cependant cette formation apparaît comme possible et même probable. Lazzari est déjà sorti de son silence à la suite de ma lettre.¹ Il a pris part avec d'autres de son opinion à l'assemblée de la section de Rome, exclue par la direction et y a défendu une position qui reflète bien la situation impossible dans laquelle il se trouve: contre la politique de la direction à l'égard de la Troisième internationale, contre la politique de la direction en ce qui concerne l'alliance avec le Parti communiste, c'est-à-dire pour la politique des *terzini*, mais approuvant les exclusions de la direction sans se prononcer sur le droit de recours au congrès.² Cependant il reste membre de la section exclue et peut-être de celle qui est reconstituée par la direction. Cette situation montre la confusion et la complète désagrégation de certaines fédérations du Parti socialiste sous l'action de notre tactique. La fédération de Rome a, sur notre proposition, adopté un ordre du jour où elle déclare nul l'ordre de dissolution, où elle en appelle au prochain congrès, affirmant être dans la ligne politique du Parti socialiste et affirmant, que, contre les menées scissionnistes de la direction, elle continue à

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 102-103.

admettre et à considérer comme membres jusqu' à ce congrès les membres de la minorité fidèles partisans de la direction.

Les rapports parvenus au Parti communiste confirment les renseignements de la fraction que le Parti socialiste est très fortement ébranlé, les masses ouvrières sont très enthousiastes de la tactique de l'alliance et du mot d'ordre de l'unité prolétarienne et la position du Parti maximaliste est mauvaise.

Le Parti communiste continue à penser que le mot d'ordre de la fusion doit être lancé par la fraction au lendemain des élections. C'est prématuré de tracer dès maintenant la ligne tactique qui dépend encore d'une série d'événements: formation d'une fraction Lazzari, résultats des élections, etc. Sans doute si le congrès du Parti socialiste tarde encore beaucoup et si nos camarades n'ont aucune chance d'y aller et de bloquer avec un centre Lazzari, il faudra envisager une fusion qui évitera la dispersion des forces que nous aurons entraînées pendant la campagne électorale. Mais mon opinion est qu'il y a encore possibilité de manoeuvrer avec utilité pour enlever une nouvelle couche au Parti socialiste qui, réduit à sa droite, fusionnerait sans retard avec les réformistes, ou pour en conquérir la majorité.

Le Parti communiste vous demandera de renvoyer la séance de l'Exécutif élargi à la fin de mai pour permettre au parti de discuter et d'être consulté sur certaines questions de tactique afin que l'Exécutif élargi ait dans une certaine mesure, l'opinion de la masse du parti. Je pense que le renvoi sera imposé par la date des élections en France dont les résultats seront de première importance pour l'appréciation de la situation mondiale. Ici aussi, la situation à l'intérieur du Parti socialiste sera plus claire un mois après les élections.³

Fraternellement à vous
Christophe.

(H.-D. 0030. Copie)

Rome, 7 mars 1924

Camarade Kolaroff, Moscou

Cher camarade,

J'ai bien reçu votre lettre du 29 [février]¹ et je vous remercie des directives qu'elle contient. Vous aurez vu par mes lettres précédentes que nous avons ici rapidement repris position après le moment de désarroi qui avait suivi votre lettre précédente.² Ce désarroi a été provoqué surtout par le fait que nous avons tous vu ici dans votre première lettre une condamnation de la tactique de l'alliance électorale. Votre lettre approuvait la tactique, mais faisait la réserve qu'elle ne devait pas entraîner une scission; or, au moment où votre lettre arrivait, la direction du Parti socialiste excluait nos fédérations et nos sections et faisait la scission. Nous avons d'abord cru que vous vouliez subordonner la tactique électorale à la tactique de conquête interne du parti, de sa conquête légale. Moi-même je n'avais pas reçu copie de votre lettre et j'en ai eu connaissance déjà avec l'interprétation qu'en donnaient les camarades ici.

Maintenant que les événements se sont tassés, je pense que la tactique du bloc électoral entre Parti communiste et terzini est la meilleure, même si elle nous crée une situation difficile dans le Parti socialiste, parce qu'elle a sorti notre fraction de son inaction et l'a dressée contre la direction sur un programme d'unité ouvrière très favorable à discréditer la direction Nenni-Vella.

La ligne que nous suivons maintenant est en accord avec vos instructions et nous la poursuivrons. Si en lisant mes lettres vous remarquez un faux pas dans cette ligne, je vous prie de me prévenir aussitôt.

Bien cordialement à vous
Christophe

(H.-D. 0031. Copie)

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 103.

[Moscou] 11 mars 1924

N 1353

CONFIDENTIELLE

CHRISTOPHE – Rome

Comité exécutif du Parti communiste italien – Rome

Comité directeur de la fraction des fusionnistes – Rome

N.¹ – Paris

Conformément à la décision du Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste, les camarades Christophe et N. sont nommés représentants du Comité exécutif près du Comité central du Parti communiste d'Italie et du Comité central de la fraction fusionniste. Ils sont spécialement autorisés à prendre des décisions définitives sur toutes les questions concernant la fusion en s'inspirant des décisions à ce sujet du Quatrième congrès international, de l'Exécutif élargi et du Présidium.

Le camarade N. est prié de partir immédiatement pour Rome.

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste
Le Secrétaire général
W. Kolarow

(H.-D. 0032. Original)

242. V. KOLAROV AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI
COMMUNISTE ITALIEN**

N 1343

Copie Christophe

Comité central du Parti communiste italien

Chers camarades,

En vous adressant la résolution adoptée par le Présidium du Comité

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 104.

** Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 104-105.

exécutif de l'Internationale communiste,¹ conformément au rapport de la commission chargée d'examiner l'incident Bombacci,² nous vous communiquons ce qui suit :

Le Présidium est entièrement d'accord avec la ligne que vous avez suivie, ce qui a été confirmé dans un communiqué spécial.³ Néanmoins, après un examen détaillé des faits, le Présidium a trouvé des circonstances atténuantes pour Bombacci dans les deux constatations suivantes :

1. Le Comité central du parti ne lui avait donné aucun schéma, ni aucune directive pour un discours d'un caractère aussi délicat ;

2. dans son discours, Bombacci s'est tenu exactement aux instructions reçues d'un membre de la délégation russe à Rome,⁴ auquel l'avait adressé, comme il le déclare, un membre du Comité central du Parti communiste italien. Trouvant ainsi la faute du camarade Bombacci moins grave, le Présidium a estimé nécessaire de le dire dans son communiqué, et d'autre part, le Comité central du Parti communiste russe a pris des mesures disciplinaires contre le membre de la délégation qui a donné à Bombacci des instructions erronées.

Le Présidium prie le Comité central du Parti communiste italien de considérer tout l'incident comme terminé par cette dernière décision et de confier à l'avenir à Bombacci des missions sérieuses et responsables.⁵

Salutations communistes
Pour le Comité exécutif
Le secrétaire général
W. Kolarow.

(H.-D. Original)

243. RÉSOLUTION VOTÉE PAR LE PRÉSIDIUM DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE À
PROPOS DE L'APPEL BOMBACCI*

La commission d'examen de l'appel du camarade Bombacci, après avoir pris connaissance en détail du compte rendu sténographique du

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 105 ; en allemand dans *Inprekorr*, 28.3. 1924, n° 39, p. 452.

discours de Bombacci sur l'accord italo-russe, ainsi que de toutes les circonstances qui ont précédé et suivi cet incident, constate :

1. Que le camarade Bombacci, dans son discours, auquel il avait voulu donner un caractère purement pratique (économique), a cherché, au lieu d'attaquer la politique intérieure et extérieure de Mussolini, à montrer la nécessité du traité italo-russe, du point de vue des intérêts de l'Etat et du gouvernement fasciste lui-même. De là, le caractère opportuniste et l'argumentation non communiste du discours qui ont déjà été, à juste titre, dénoncés dans le communiqué du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

2. Que, malgré le désir sincère de Bombacci de hâter la reconnaissance de l'Etat prolétarien, son discours et la façon dont il le motive sont complètement erronés, car le gouvernement fasciste a été obligé à cette inévitable reconnaissance uniquement par la force révolutionnaire du prolétariat russe, par les conditions objectives dans lesquelles se trouve le capitalisme italien en cherchant de nouveaux débouchés et par l'écroulement de la politique de blocus dans des Etats capitalistes.

3. Que le Comité central du Parti communiste italien a eu entièrement raison, en présence d'un pareil écart de la ligne communiste, de prendre contre le camarade Bombacci des mesures sévères, mais, considérant néanmoins les graves circonstances atténuantes qui se sont révélées à l'examen détaillé de l'affaire, la commission juge en l'espèce la mesure prise trop sévère.

4. Que, malgré son discours, extrêmement fâcheux, s'expliquant par les motifs précités, le camarade Bombacci, qui a consacré une grande partie de sa vie au service de la cause ouvrière, reste comme devant, un communiste sincère et honnête dans les rangs du Parti communiste italien et de l'Internationale communiste.¹

La commission propose au Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste de publier cette résolution dans la presse.²

(H.-D. 0032. Original)

Rome, 15 mars 1924

Confidentielle

Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

Deux incidents se sont produits qui compromettent sérieusement notre travail auprès des masses socialistes encore susceptibles de venir à nous et qui révèlent un étrange et inquiétant état d'esprit chez nos camarades du parti.

Vous avez vu sans doute la publication par l'*Avanti!* de la circulaire du parti [communiste] concernant les *terzini*¹ et l'utilisation qu'en font contre nous les socialistes. Cette circulaire n'a été ni décidée, ni discutée par l'Exécutif du parti; je me serais opposé et à son envoi et à son contenu. Tasca lui-même, qui travaille au secrétariat, ne l'a vue que terminée et déjà à l'impression et les modifications qu'il réclamait n'ont pas été faites. On ne me l'a communiquée que lorsqu'elle était imprimée et déjà envoyée, c'est-à-dire lorsque toute intervention de ma part était impossible et inutile. Qui l'a communiquée à l'*Avanti*? Même si l'on écarte l'hypothèse d'une communication faite par un membre du parti, il est certain que l'impression et l'envoi de cette circulaire ont été faits de façon qu'elle tombe aux mains des socialistes et qu'ils puissent s'en servir de façon à mettre un terme à notre action dans le Parti socialiste et à diminuer même l'influence des *terzini*. Le résultat, c'est naturellement l'impossibilité momentanée de regrouper un centre dans le Parti socialiste. Ceux qui sont pour l'acceptation des conditions de l'Exécutif élargi et qui étaient prêts à bloquer avec les *terzini* et à pratiquer l'alliance, sont maintenant avertis des buts du Parti communiste et se détournent naturellement de nous. Il sera donc impossible après cette publication d'arracher encore une couche de travailleurs au Parti socialiste sur la base de l'alliance et probablement impossible aussi de mener une agitation fructueuse pour la participation des *terzini* au prochain congrès. D'autre part, cette publication a jeté un nouveau sujet de méfiance entre *terzini* et communistes. Les *terzini* sont furieux et accusent le Parti communiste de duplicité à leur égard et de sabotage

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 106-108.

de leur action. Malgré leur légitime désir de polémique contre le Parti communiste je leur ai demandé, dans l'intérêt de l'unité et pour ne pas perdre ceux qui nous ont suivis jusqu'ici, de diriger leurs attaques surtout contre le Parti socialiste et de déclarer placer au-dessus des manœuvres de la direction du Parti socialiste, l'intérêt de la classe ouvrière italienne qui commande l'alliance des forces révolutionnaires. Un fait encore qui illustre certaines méthodes de la majorité du Parti communiste. Pris à parti par Maffi pour cette publication, Togliatti a déclaré, naturellement en mon absence, que cette circulaire avait été vue et approuvée par moi avant d'être envoyée, ce qui est absolument faux.

Un autre fait important confirme cette impression que j'ai de plus en plus nettement, qu'il manque dans les rapports entre camarades la plus élémentaire loyauté et que toute l'atmosphère de méfiance dans laquelle vit le parti est due à des manifestations répétées de cette absence de loyauté.

Dès que nous avons reçu du camarade Kolaroff l'autorisation de publier les documents concernant les rapports entre le parti et l'Internationale, les camarades de l'Exécutif ont insisté sur le manque de temps pour la publication, si on attendait l'arrivée des documents préparés à Moscou, et m'ont demandé de pouvoir commencer immédiatement la publication de certains documents officiels du parti, comme le rapport du parti au Quatrième Congrès. J'acceptais à condition que Grieco, qui était chargé de la publication, soumette à l'avance le matériel à l'Exécutif et à moi-même, afin qu'ensemble nous fassions le tri nécessaire. Comme le camarade Kolaroff télégraphiait que la commission de Moscou travaillait, je pensais que les documents arriveraient très rapidement et que cette autorisation ne serait utile que pour un numéro.

Grieco publia un premier numéro sans en montrer le manuscrit ni à l'Exécutif ni à moi-même et lorsque j'en ai eu connaissance j'ai immédiatement retiré l'autorisation que j'avais accordée sous condition et demandé qu'on suspende la publication jusqu'à ce qu'arrivent les documents sélectionnés et épurés à Moscou. Un deuxième numéro étant sous presse, je demandai qu'il soit livré à la vente sans le supplément documentaire qui contient non des documents officiels, mais un compte rendu tendancieux fait par Bordiga des débats de la commission italienne et des choses qui devaient être épurées et qui donneraient de nouveau du matériel à l'*Avanti!* contre nous.²

Ces deux faits ne font que confirmer une série d'impressions et de

constatations qui me donnent une très pénible impression du parti. Chacun travaille pour soi et sa fraction, sans se soucier ni de l'intérêt du parti, ni de celui de la classe ouvrière italienne.

Il est nécessaire que la commission chargée de rassembler le matériel à publier expédie par la prochaine poste une partie des documents.³

Depuis plus de dix jours, je réclamaï la convocation de la commission électorale mixte, mais toujours les uns ou les autres étaient absents; hier enfin on s'est réuni et on a envisagé, à ma demande: 1. le développement de la propagande 2. le programme en vue des élections.

On a décidé de tenter la tenue de meetings dans les grandes villes, la distribution d'un tract national, l'édition de un ou deux numéros de journaux électoraux locaux ou régionaux sous le contrôle du comité. J'ai demandé aussi un affichage au moins dans les grandes villes. Tasca et Maffi prépareront pour lundi un projet de manifeste de l'alliance et un programme.⁴

Je réclame aussi depuis une semaine la convocation de l'Exécutif du Parti communiste; il est enfin fixé à vendredi prochain pour discuter l'organisation des cellules d'usines, l'orientation de la discussion à ouvrir dans le parti, les mesures concernant l'application des restrictions budgétaires et je soulèverai aussi la question des méthodes de travail du centre du parti.⁵ Il est une idée généralement répandue chez les camarades que tant que la question des *terzini* ne sera pas réglée, le parti ne peut pas travailler et effectivement l'Exécutif ne s'occupe pas des questions politiques italiennes, mais seulement des rapports avec les *terzini* et des luttes fractionnelles. Je lutte contre cette idée et chercherai à remédier à la situation qu'elle crée. La reprise des cartes s'opère dans de bonnes conditions. Le Parti communiste augmentera sensiblement le nombre de ses membres, il dit même avoir la perspective de les doubler et d'arriver à quatre-vingt-dix mille.⁶ Les *terzini* ont déjà placé plus de quatre mille cartes de leur fraction et espèrent en quelques semaines arriver à six ou sept mille.

Cordialement à vous
Christophe

(H.-D. 0033. Copie)

Lisboa, 18 mars 1924

Partido Comunista Português

Centro Comunista de Lisboa

Sede: R. do Arco Marquês de Alegrete, 30, 2° Lisboa

Comissão administrativa

Cher camarade Droz,

Je vous prie d'écrire quelque chose à notre parti. Nos camarades sont découragés de votre silence.¹

La conférence intersyndicale de Lisbonne va se réaliser les 30 et 31 courants.

C'est la première grande bataille syndicale entre Moscou et Berlin. Nous avons déjà 19 syndicats pour Moscou et nous espérons gagner la bataille.²

Recevez nos saluts

José Carlos Rates

Secrétaire du P[arti] C[ommuniste] P[ortugais]

(H.-D. 0163. Autographe)

246. F. MAFFI À G. ZINOV'EV*

21 marzo 1924¹

Cher camarade,

Entre les résolutions contenues dans votre lettre du [8 février]² et notre conduite vis-à-vis du Parti socialiste italien, on pourrait remarquer à premier coup un désaccord et même une contradiction: c'est pourquoi nous estimons [de] notre devoir de vous expliquer d'une façon officielle a. que nous n'avons commis aucun acte d'indiscipline envers l'Exécutif du Comintern, b. que le contraste entre vos résolutions et notre conduite est seulement apparent.

* Déjà publié en italien sans date dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 116-121.

Il est utile de vous rappeler que votre lettre nous arriva quand déjà notre action était non seulement décidée, mais même effectuée (il n'y avait pas le temps pour demander votre conseil et attendre une réponse de votre part). Les événements s'étaient suivis très rapidement à la fin de février et au commencement de mars; aussitôt publiée la convocation électorale, chaque parti devait prendre position suivant son programme et suivant les exigences de sa vie intérieure.

La proposition faite par les communistes aux différents partis soi-disant socialistes ne pouvait qu'être refusée; refusée par les réformistes en cohérence aux principes mêmes de leur programme antifasciste, envisageant la possibilité d'accords avec les différentes fractions bourgeoises pour des perspectives de pacifisme démocratique; refusée par la direction du Parti socialiste italien qui savait très bien que l'alliance ne se serait pas bornée à un simple et transitoire épisode bulletinier, mais on l'aurait poussée à un développement successif sur le terrain politique et syndical, et que nécessairement – aux premiers pas de l'alliance, déjà sur le terrain électoral – on aurait soulevé la question des camarades expulsés, des sections dissoutes, c'est-à-dire la question de l'activité troisièmiste dans le parti en général, et même – naturellement – dans la propagande électorale. La rupture des pourparlers entre communistes et direction maximaliste était inévitable.

Une fois cette rupture arrivée, nous dûmes constater la situation d'élimination réciproque qui s'était constituée entre notre fraction et la direction du Parti socialiste. Autant les soi-disant maximalistes de la direction auraient été anéantis et supprimés dans le fonctionnement d'une alliance socialo-communiste, autant notre fraction aurait été éliminée de la scène des groupements agissants, si nous n'avions pas déclaré, nous-mêmes, comme fraction active et cohérente aux principes affirmés par les congrès du Parti socialiste italien, l'alliance avec les communistes, l'alliance d'unité prolétarienne.

En effet, qu'aurait-il été de nous, si nous nous étions résignés à vivre dans le Parti socialiste italien formellement disciplinés à sa direction, une fois refusée l'alliance des deux partis? Première possibilité: discipline effective, loyale pour ainsi dire, envers la direction du parti dans le travail électoral. Cela aurait été notre mort, notre suicide. Seconde possibilité: développement de notre campagne, de notre propagande troisièmiste sur le terrain électoral. Cela aurait donné une excellente occasion à la direction du parti pour nous présenter comme des traîtres en face du soi-disant ennemi commun, le fascisme, et pour nous

chasser, pour nous détacher de nos masses, qui – une fois la lutte engagée – auraient eu le maximum de difficultés à nous comprendre et à se solidariser avec nous.

Mais nous n'avons pas même eu besoin de recourir à ces considérations. La nécessité psychologique de nous donner une attitude nette et visible au sein du Parti socialiste italien pour nous assurer le consentement des masses et pour rendre possible notre encadrement et notre recensement exact, a été dépassée par l'intuition immédiate que – en présence des élections – si nous voulions maintenir la promesse de ne pas laisser d'occasion pour travailler avec les communistes sur le terrain politique et syndical, il fallait profiter des élections pour ce travail en commun. Il y avait là la nécessité et l'occasion de démontrer que l'alliance est utile toujours n'importe sur quel terrain, et qu'il est possible de la réaliser, à la seule condition de la bonne volonté.

Sur ce point, notre masse et nos fiduciaires ont été unanimes. Nos congrès régionaux avaient manifesté leur opinion pour l'alliance entre les deux partis: notre congrès national des fiduciaires (Rome, 10 février³) invita la direction du Parti socialiste italien à conclure l'alliance, et prévint la direction de l'éventualité que – à défaut de cette décision de la part de la direction – l'alliance serait décidée par l'initiative de plusieurs fédérations ou sections du Parti socialiste italien.

Naturellement il était à prévoir que la direction du parti nous aurait représentés aux masses comme des rebelles et nous aurait expulsés, mais nous étions déjà préparés à cette manoeuvre. Nous avons lancé depuis longtemps les mots d'ordre "Le parti c'est nous. Nous sommes le parti." Au moment de notre expulsion, nous aurions confirmé notre qualité d'adhérents au Parti socialiste italien, et nous aurions cité la direction du parti devant le tribunal du congrès en l'accusant d'avoir trahi le parti en falsifiant l'esprit et la lettre des congrès précédents.

Au moment de nous décider à l'alliance, il fallait éviter plusieurs écueils. Avant tout, garder le contact avec le parti et avec sa masse; ne pas se laisser supprimer comme quantité négligeable dans le parti par l'effet d'une attitude passive; résister à la tentation de constituer un nouveau parti.

Nous avons évité tous ces écueils en constituant une entité a. qui présente les avantages d'une organisation solide, régulière et attrayante, sans les dangers de chauvinisme et de cristallisation si faciles à remar-

quer dans les partis; b. qui garde ses rapports avec le Parti socialiste italien et sa masse, soutient la nécessité d'un congrès et y posera la question pour ainsi dire constitutionnelle, la question de la vie intérieure du parti en l'identifiant avec la question de l'adhésion effective à la Troisième internationale; c. qui réalise l'alliance avec les communistes et profite de la période électorale comme de la période la plus favorable à la propagande sur les principes du parti, en rapport avec la conduite de notre fraction et de la direction du parti et démontre la possibilité de l'alliance proposée par l'Exécutif élargi (1923).

Nous sommes satisfaits des résultats de notre décision. Toutes les circonscriptions ont fait des manifestations très considérables en faveur du Comintern et ont appuyé notre résolution.⁴

Les camarades qui avaient déjà retiré leur carte d'inscription ont été invités à appliquer sur cette carte (qui représente une barque en danger dans une mer en bourrasque) notre signe de fraction (la boussole). Ayant constaté que la direction songeait à la dissolution des sections et fédérations, nous les avons invitées à ne pas se laisser dissoudre, à ne pas reconnaître les ordres de la direction, à les déclarer illégitimes, et nous avons mis à leur disposition des cartes d'inscription tout à fait égales à celles de la direction et munies de notre signe de fraction. Par conséquent, nous avons partout nos groupes et nos fédérations à travers lesquels nous avons distribué à peu près cinq mille cartes. Nous espérons arriver à six mille adhérents dans le cours du mois d'avril.

Le travail fait par nos journaux nous a gagné des couches remarquables de l'opinion prolétarienne dans le sein du Parti socialiste italien. Le *Più Avanti*, transporté récemment à Rome pour propager tout spécialement le Latium et les Pouilles, tire maintenant plus que seize mille exemplaires.

Parmi les membres du Parti socialiste italien qui n'ont pas eu l'énergie de la révolte, un courant déjà très considérable s'est formé qui affirme notre droit de participation au congrès au même titre que tout autre adhérent. Même parmi les candidats de la direction, il y en a plusieurs qui se déclarent pour l'adhésion effective au Comintern et pour notre pleine participation au congrès.

D'autres se décideront à des déclarations semblables après la campagne électorale.

Nous ne nous arrêterons pas sur des considérations électorales, ni sur

des prévisions électorales. Les éléments inconnus sont trop nombreux sur cette question.

Au contraire, nous estimons nécessaire de vous présenter quelques prévisions, quelques hypothèses très susceptibles d'être modifiées suivant les opportunités, mais qui en tout cas doivent nous intéresser.

Nous croyons que la direction du Parti socialiste italien sera forcée à la convocation du congrès. Elle s'aperçoit que son autorité baisse toujours; elle n'osera pas se mettre en contraste avec ces camarades qui demandent la consultation du parti.

Mais si le congrès n'est pas convoqué par la direction, nous-mêmes le convoquerons, en y invitant comme à une action de front unique tous les membres du Parti socialiste italien, à la seule condition qu'ils se déclarent adhésiionnistes à la Troisième internationale.

(Dans le cas où la direction du Parti socialiste italien s'illusionne de pouvoir convoquer un congrès sans notre participation, il est évident que nous sommes prêts à la désillusionner. Nous sommes disposés à employer toutes sortes de méthodes dans ce but). Dans l'un ou dans l'autre des deux cas, nous pensons qu'il sera convenable de proposer au congrès la forme d'adhésion déjà formulée par l'Exécutif élargi en 1923, d'autant plus que substantiellement cette formule se réalise dans l'alliance entre les deux partis, alliance qui, à notre avis, est entrée dans l'esprit de nos masses comme réalisable et nécessaire. Dans le fonctionnement de l'alliance, elles constateront très facilement que la soi-disant "mission historique du Parti socialiste italien" est une phrase et que les symboles ne pourraient pas compenser les inconvénients de la coexistence de deux organismes répétant les mêmes choses ou à peu près.

Nous pouvons vous assurer que le fétichisme des symboles s'est énormément atténué à travers les escamotages de la direction du parti et dans le rapprochement des éléments ouvriers socialistes et communistes.

Sans nous faire trop d'illusions, nous devons envisager encore la possibilité de la conquête de la direction du parti et de l'*Avanti!*. Il ne faut pas renoncer à cette tentative. Même si cela devait nous coûter pour quelque temps les fameux symboles, il faut essayer.

Dans ce but, il faudrait même se disposer à l'éventualité d'une direction mixte avec des éléments du type de Lazzari, à condition

naturellement qu'ils ne représentent que la minorité dans la nouvelle direction. Cette méthode nous amènerait à la fusion de la façon la plus sûre.

Mais si, malgré nos efforts, nous n'arrivons pas à conquérir la majorité au congrès, que faut-il faire?

Sur ce point, nous appelons en particulier votre attention; il est nécessaire que vous soyez complètement renseignés, afin que, au moment donné, vos décisions soient telles de ne soulever ni incertitudes, ni critiques.

Vous avez très bien fait en décidant l'arrivée de Peruzzi⁵ en Italie. Il connaît déjà la situation et nous pensons que, en collaboration avec Christophe, il pourra nous aider dans la préparation de notre congrès. Il est nécessaire qu'ils restent tous les deux assez longtemps en Italie, et qu'ils disposent de pleins pouvoirs.

Nous vous disons ouvertement que beaucoup de vos résolutions sur des questions de détails tactiques, arrivant en retard et sans la connaissance exacte de la situation momentanée, ont fait, ou bien auraient pu faire bien des dommages à notre mouvement.

En tout cas, nous vous manifestons notre avis tel qu'il est à ce moment, sauf à le modifier peut-être si les circonstances se modifient dans le temps. Nous sommes de l'avis que, même dans le cas où le congrès nous laisse en minorité, la fusion ne devra pas être hâtée. En voici les raisons:

1. Il est dans l'intérêt de l'unité prolétarienne que les discussions du congrès soient exploitées au maximum pour rappeler dans nos rangs tous ces grégaires qui pourront constater, de la part de leurs représentants, la trahison des principes révolutionnaires d'après les discussions du congrès. La propagande sur les résultats du congrès devrait favoriser les tendances de rapprochement entre maximalistes⁶ et unitaires⁷ (Des pourparlers ont eu lieu à Milan entre Turati,⁸ Treves,⁹ Matteotti,¹⁰ et Nenni, Schiavi,¹¹ Nobili).¹² Si l'*Avanti!* ne tombe pas dans nos mains, il serait très utile pour nous qu'il tombât dans les mains des réformistes. Les maximalistes travaillent peut-être inconsciemment en partie à ce résultat, en attirant dans le Parti socialiste italien bien des éléments réformistes, afin de nous mettre en minorité au prochain congrès. Nous devons profiter de cette situation pour achever la désagrégation du parti équivoque.

2. L'alliance, à la condition qu'elle soit sincère et bien organisée,

fait plus de propagande pour la fusion que la fusion elle-même. Tandis que la fusion se présente comme la clôture d'une lutte entre maximalistes et troisiémistes, l'alliance laisse la porte ouverte et attire une masse plus grande de travailleurs révolutionnaires. Bien entendu, il ne s'agirait que d'un retard de quelques mois.

3. Si notre fraction prétend être toute profondément fusionniste, nous ne pouvons pas en dire autant du Parti communiste italien. Il y a quelques mois, un de nos camarades vous signalait la formation d'un courant anti-allianciste dans le sein du Parti communiste italien.¹³ Aujourd'hui cette affirmation est tout à fait documentable. Contraires à l'alliance sont les anciens anti-fusionnistes; ceux-ci, ne pouvant pas avouer être restés des antifusionnistes comme au Quatrième congrès, travaillent contre la fusion d'une façon assez drôle; ils sont devenus les impatientes de la fusion, les intolérants de l'alliance qu'ils accusent d'être un surrogat de la fusion, adopté par les troisiémistes dans le but d'éterniser leur travail dans le sein du Parti socialiste italien, au lieu de s'en détacher pour entrer dans le Parti communiste italien.

Sous prétexte de vouloir *l'unité organique* sans retard, ils se conduisent de façon à rendre l'alliance difficile et boiteuse.

Ils profitent de toute occasion, ou pour mieux dire, ils cherchent toujours des occasions pour rendre plus difficile notre tactique au sein du Parti socialiste italien, et en même temps ils sèment de la méfiance contre nous parmi les adhérents du Parti communiste italien. Au lieu de nous considérer comme des adhérents enthousiastes de la politique de la Troisième internationale, *ils s'amusent* (c'est la phrase qui nous rappelle le mieux un jugement assez sévère de Clara Zetkin à l'égard de certaines allures de la politique des extrémistes italiens), ils s'amusent à nous représenter comme les esclaves d'une situation qu'ils auraient habilement créée autour de nous. Dans une circulaire officielle (qu'ils déclarent destinée à rester secrète, mais qui naturellement ne pouvait pas le rester), ils ont osé affirmer que notre révolte contre la direction du Parti socialiste italien nous avait été imposée par l'Exécutif du Comintern, tandis qu'ils connaissaient la vérité du contraire.¹⁴

Tout cela offre des arguments aux directionnaires et dégoûte les travailleurs socialistes de s'orienter vers le Parti communiste, c'est-à-dire vers la fusion et même vers l'alliance; tout cela menace surtout la bonne réputation du Comintern comme organe disciplinateur de l'activité du Parti communiste italien, réputation qui reste la base la plus solide de l'attraction vers l'unité prolétarienne.

En connaissant les hommes, leurs précédents et leurs ruses, nous savons très bien qu'ils agissent de cette façon pour réduire, au minimum la masse apportée au Parti communiste italien par les troisiémistes (obéissant à des préoccupations en parti très respectables – même si elles sont dépourvues de tout fondement, mais en plus grande partie chauvines et personnelles); nous n'ignorons pas qu'ils sont restés les partisans de l'adhésion individuelle ou par petits groupes. Ils n'ont pas abandonné la thèse que – au moment de la fusion – les conditions seront d'autant plus dures que le nombre de nos adhérents sera plus restreint. Ils font semblant et ils déclarent de nous poser des conditions semblables pour nous engager à travailler plus activement à conquérir la majorité; mais en même temps, ils ne négligent rien pour nous rendre cette tâche le plus difficile et pratiquement irréalisable.¹⁵ L'Exécutif du Comintern et l'Exécutif élargi ont cru avoir éliminé les inconvénients de l'antifusionnisme en modifiant la composition de l'Exécutif du Parti communiste italien. Mais cette mesure n'a pas été radicale.

Nous constatons que les décisions prises au centre restent souvent sans exécution ou sont mal exécutées à la périphérie, ou même elles sont minées au centre par de petits détails qui trop souvent se révèlent comme des sabotages volontaires systématiques accomplis par une bureaucratie obéissant aux anciennes méthodes. Une mentalité de purissimisme enfantin du Parti communiste italien domine la vie des fonctionnaires et de dirigeants qui sont – ou qui semblent au moins – excessivement préoccupés de leurs fonctions et de leurs charges.

Nous insistons sur ces vices constitutionnels du Parti communiste italien – que l'Exécutif actuel semble plutôt disposé à ménager qu'à combattre énergiquement, – nuisibles à la réalisation de l'unité parce que nous sommes de l'avis que ces vices combattent volontairement la fusion et l'alliance qui devrait la précéder et la préparer, et parce que dans le fait, à cause de ces vices, bien des doutes sont justifiés sur le sérieux et sur la capacité d'action du Parti communiste italien.

Ces doutes étant donnés, il est évident que la thèse d'une alliance d'épreuve gagne du terrain, même dans nos esprits. Nous voudrions que – avant de nous engager définitivement dans un parti avec lequel nous voulons travailler sérieusement – les dirigeants du Parti communiste italien se montrent pratiquement pénétrés de ces vérités, que *l'alliance doit sincèrement préparer la fusion, et que ceux qui sabotent l'alliance sabotent la fusion, sabotent l'unité révolutionnaire.*

Il faut se rappeler que les yeux des masses du Parti socialiste italien et ceux des dirigeants de ce parti sont fixés sur notre alliance, et que du fonctionnement de cette alliance dépendent le succès de notre activité dans le Parti socialiste, la possibilité de notre participation au congrès, les chances de victoire au congrès même (nous ne voulons pas nous faire des illusions, mais nous avons le devoir de ne rien négliger), le rassemblement d'un groupe considérable de travailleurs révolutionnaires prêts à passer dans les rangs du Parti communiste.

En attendant, il faut donc renforcer l'alliance et son fonctionnement; il faut que les soupçons soient bannis et que le contrôle soit réciproque et régulier; il faut que les actes d'indiscipline envers l'alliance soient sévèrement jugés, et que la possibilité de leur répétition soit sûrement éliminée; il faut donner aux participants à l'alliance une sensation et des garanties d'égalité (la présence des représentants du Comintern donne l'assurance la plus absolue au Parti communiste italien).

Nous voulons démontrer à nos masses qu'il est possible de travailler d'une façon utile et pas désagréable avec les communistes. Les communistes sont des philosophes; mais les masses demandent la documentation pratique que le travail en commun est possible sans potins, sans soupçons, en plein accord.

Nous vous avons toujours démontré notre dévouement discipliné. Nous serons encore et toujours disciplinés. Mais nous vous supplions: épargnez-nous des erreurs. Ne nous envoyez pas des résolutions irréalisables; épargnez-nous des résolutions destinées à être connues par nos adversaires avant nous. Ayez l'attention de nous consulter avant de décider sur notre action à développer ici. Donnez à vos représentants en Italie des pouvoirs suffisants.

Cette lettre vous est envoyée dans le but de vous renseigner sur notre situation actuelle.

Au revoir au congrès¹⁶ et même avant – j'espère, aux séances de l'Exécutif élargi.

Salutations communistes
[Maffi]

Annexes:

Texte de la circulaire soi-disant interne, imprimée, envoyée aux fiduciaires, et oubliée en typographie. *L'Avanti!* en fit une publication avec des commentaires.¹⁷

Texte d'un de nos communiqués. La phrase qui se réfère à la circulaire à été remarquée comme offensive aux dirigeants communistes. Le correspondant de *l'Unità* se refusa de la transmettre au journal.¹⁸

Traduction d'un billet du camarade Palmiro qui nous menace d'une polémique dangereuse si nous publions notre innocent communiqué.¹⁹

Commentaires du journal "*Unità*" aux résultats des élections. Le fait le plus remarquable de cet article, c'est qu'il ne dit pas un seul mot de l'alliance. Une seule fois, étant forcé à parler de l'unité, il parle "du parti de l'unité et de la revanche ouvrière", tellement on est préoccupé de ne pas parler de l'alliance pour l'unité prolétarienne.²⁰

12 avril 1924

Notre rapport, commencé à la fin de mars et déjà signé pour être envoyé, a subi un retard dans la consigne du courrier. (Les annexes ont été ajoutés seulement ces derniers jours, pour ce qui tient à l'article de *l'Unità*).

Le résultat électoral a dépassé nos prévisions: nous avions calculé quatorze députés; nous allons en avoir dix-huit ou peut-être dix-neuf.²¹

Nos travailleurs sont enthousiastes de l'alliance. Mais il nous faut travailler activement sur les indications fournies par les votations et nous pourrons faire un recrutement très large.

Il faut que l'Exécutif du Comintern considère, – au point de vue finances, – la nécessité de nous aider sérieusement pendant la période qui nous sépare du congrès du Parti socialiste italien. Il nous faut absolument être aidés pour l'encadrement et l'inscription de beaucoup d'éléments troisiémistes capables de combattre les forces réformistes que la direction du Parti socialiste italien cherche à introduire dans les rangs du parti. C'est le moment le plus saillant de la lutte. Mais nous sommes une fraction en formation. Et nous n'avons pas de moyens à nous. Il ne faut pas nous couper les vivres comme on a la tendance à faire.

Nous travaillons pour exciter la formation d'un groupe Lazzari (soutenu par des éléments assez jeunes) qui défende notre participation au congrès.

Il faut même travailler afin que le congrès du Parti socialiste italien ne soit pas convoqué pendant notre présence à Moscou.²²

Dans ce but-là nous devons tâter les éléments Lazzari pour savoir s'ils seraient disposés à se rendre à Moscou – sur votre invitation – pour assister comme invités à quelques séances du congrès et pour conférer privément avec l'Exécutif du Comintern. Naturellement nous ferons tout cela sans aucun engagement pour vous.²³

On nous assure que quelques sections de la soi-disante gauche du Parti réformiste présenteront des ordres du jour pour favoriser et déterminer un rapprochement du Parti unitaire réformiste et du Parti socialiste italien.

Pendant la lutte électorale, des accords se sont produits dans quelques zones entre les candidats de ces deux partis dans le sens qu'on a réciproquement invité les masses à voter indifféremment pour l'une ou pour l'autre des deux listes.

Nous ne savons pas si la date du congrès est irrévocablement fixée. En cas contraire, nous serions de l'avis qu'une prorogation d'une vingtaine de jours serait bien plus pratique. Nous craignons que notre situation tactique ne soit pas encore assez claire vers la moitié de mai, date de notre départ pour Moscou, suivant la convocation actuelle.

La première séance de la Chambre sera le 24. Plusieurs considérations pratiques nous conseillent à ne pas rester absents des premières séances, pendant lesquelles nous devons organiser le fonctionnement en commun du groupe de l'alliance.

(H.-D. 0011. Copie)

247. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Rome, 22 mars 1924

Confidentielle

Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

Nous avons reçu vos décisions concernant Bombacci et la désignation

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 113-115.

d'un second représentant.¹ La situation ici est inchangée. La publication, telle qu'elle a été faite, des documents a amené naturellement une crise au secrétariat. Togliatti a l'impression que Tasca se sent dans son travail entouré d'intrigues et qu'il a pris le parti de se taire pour ne pas compliquer le travail, ce qui crée une atmosphère de méfiance réciproque. Il m'a offert sa démission si elle peut arranger les choses.² Tasca, auquel j'ai longuement parlé, est sans doute dans cet état d'esprit et il a de bonnes raisons pour être méfiant; moi-même je le suis devenu en voyant ce qui se passe ici, mais je lui ai fait comprendre que ce n'est pas en se taisant qu'il ramènera la santé au centre directeur du parti mais en signalant tous les faits qui dénotent un travail fractionnel des camarades dirigeants à l'Exécutif qui les examinera et interviendra dans le travail pour le rendre plus collectif et pour le faire servir exclusivement au bien du parti. Je poserai à la séance de l'Exécutif qui doit avoir lieu demain³ la question du travail collectif de l'Exécutif. Depuis que je suis ici l'Exécutif a eu trois séances donc une moyenne de une par mois et il ne s'est occupé guère que des rapports avec les *terzini*⁴. Tasca pense comme moi qu'une grande partie du mal provient de la rareté des séances de l'Exécutif. Toutes les questions étant tranchées par le secrétariat qui ne travaille pas non plus d'une manière systématique et collective. Tasca me dit que les camarades de la majorité n'aiment pas convoquer l'Exécutif et lui soumettre des questions politiques parce que sa composition les met dans une situation délicate, Gennari votant souvent avec la minorité. Ils préfèrent ne pas poser les questions nettement et louvoyer pour éviter de faire trancher les problèmes par l'Exécutif. La réunion de l'Exécutif que je réclame depuis trois semaines aura lieu demain et tous ces problèmes y seront abordés et discutés à fond. Si on ne change pas radicalement les méthodes de travail, je crains une décomposition du parti. Il n'a actuellement pas une direction et chacun fait ce qu'il veut. C'est cette situation qui a permis le discours Bombacci et beaucoup d'autres choses désagréables.

On discutera aussi dans cette séance de la situation politique interne du parti et des directives qu'on donnera à la discussion qui va s'ouvrir dans le parti. Mon expérience ici me fait penser que trois groupes politiques pourraient se constituer. Une petite extrême-gauche avec tous les caractères d'un gauchisme purement intellectuel, avec Bordiga. Un centre allant de Gramsci à Tasca et qui rallierait l'immense majorité du parti, une droite très réduite avec Graziadei, Bombacci, etc.

Les divergences entre Tasca et la majorité portent surtout sur les questions passées et non sur les tâches futures du parti et sur les problèmes tactiques. Cependant, si Tasca est disposé à former ce bloc du centre, je me suis aperçu que les camarades de la majorité ne veulent pas d'un bloc avec Tasca. Il y a des questions personnelles qui jouent un grand rôle et qu'il serait difficile d'écarter maintenant. Gramsci, de Vienne, est très actif et pousse ses anciens camarades de l'*Ordine Nuovo* à se séparer de Bordiga, affirmant que leur tort a été de ne pas formuler au congrès de Rome les divergences qui les séparaient de Bordiga.⁵ Il est donc possible que ce groupe forme un centre gauche séparé de Bordiga et de Tasca. Au point de vue politique, il me paraît très hésitant et pas encore clair. J'insisterai pour que la discussion porte non sur l'activité passée du parti comme le voudraient les gauchistes, mais sur les tâches futures du parti dans les circonstances présentes. De cette façon on discuterait des rapports avec les *terzini* et le Parti socialiste non en jugeant la tactique passée, mais en partant de la situation créée présentement. La discussion porterait par exemple sur cet ensemble de questions: le rôle du Parti communiste dans la lutte contre le fascisme, vis-à-vis des masses dans la question syndicale, à l'égard des autres partis prolétariens, front unique, fusion avec Parti socialiste, etc. Cette discussion finie et les tendances groupées sur ces questions d'avenir du parti on pourrait discuter spécialement la tactique passée du parti.

Si la discussion n'est pas faite d'abord au sein du Comité central et si la direction ne conduit pas cette discussion au sein du parti en sachant le but qu'elle veut atteindre, on aboutira à la plus extrême confusion.⁶

Les *terzini* ont envoyé une lettre au Parti communiste concernant le travail en commun.⁷ Ils n'ont certes pas complètement tort quand ils accusent le parti d'une double politique, l'une fusionniste acharnée, l'autre qui, dans le détail, cherche à éviter le travail en commun et hostile à l'alliance. Cette double politique s'explique par le fait que le Parti communiste est résolument hostile à l'alliance qui place les socialistes sur un pied de quasi égalité et voudraient une fusion au contraire qui mette les socialistes dans un état d'infériorité. Les expériences de l'alliance actuelle sont peu encourageantes à cause de toutes les restrictions et de toutes les manœuvres sourdes et souvent mesquines qui apparaissent journellement de la part du Parti communiste (Ci-joint deux exemples pris entre beaucoup, signalés par Maffi).⁸

J'ai vu Lazzari, et Maffi de son côté a opéré certains sondages auprès de centristes du Parti socialiste. Tous sont résolus, après les élections,

de réclamer la tenue d'un congrès et de réclamer aussi la participation des terzini à ce congrès. J'ai fait comprendre très clairement à Lazzari que si ce groupe ne prend pas une offensive vigoureuse contre la direction et pour la participation des exclus au congrès, l'Internationale devra procéder à la fusion des terzini et du Parti communiste et qu'alors les concessions de l'Exécutif élargi deviendraient caduques. Je lui ai fait comprendre aussi que ce congrès devait avoir lieu avant l'Exécutif élargi qui s'occupera de la question italienne. Lazzari a paru très inquiet de cette perspective que l'Internationale pourrait revenir sur ses concessions et c'est ce qui a déterminé sa déclaration formelle qu'il réclamerait la participation des terzini au congrès.

Nous allons continuer cette pression et la faire sentir par les ouvriers et les paysans, que nous ferons écrire à Lazzari, et aux autres pour les engager dans cette voie. Toute possibilité de manoeuvre n'est pas exclue. La situation intérieure du Parti socialiste est très mauvaise. Lazzari m'a dit que le Parti socialiste allait devant un désastre politique et moral parce qu'il est trop miné par cette crise intérieure pour mener la lutte électorale.

Le Parti communiste voit d'un très mauvais oeil cette manoeuvre avec le centre Lazzarien. Si vous n'êtes pas d'accord avec cette ligne de conduite avertissez-moi.

Cordialement à vous
Christophe

(H.-D. 0034. Copie)

248. P. TOGLIATTI À F. MAFFI

25 mars 1924

N.P. 1610 R.
Au camarade Maffi

Cher camarade,

Le camarade Leonetti¹ nous signale l'existence d'un communiqué de votre fraction² exprimant un jugement de condamnation au sujet d'un acte du Comité exécutif de notre parti.³ Nous avons averti le rédacteur

en chef de l'*Unità* de ne pas publier votre communiqué avant que nous l'ayons connu et discuté. Nous t'invitons à vouloir tenir en suspens la publication du dit communiqué dans votre hebdomadaire. La raison qui nous conseille de te faire cette demande est très claire. Un communiqué de votre part contenant un jugement sur un acte accompli par nous devrait naturellement donner suite à un communiqué de notre part contenant un jugement sur l'opportunité de votre déclaration. La chose pourrait devenir désagréable, je ne sais pas si plus désagréable pour nous ou pour vous.

Avec salutations communistes
Palmi.⁴

(Note [de Maffi]: A cette communication – que je reproduis ici, avec une sensation d'humiliation, – je n'ai pas répondu. J'ai fait publier notre communiqué sur le "*Più Avanti*").

(H.-D. Copie)

249. A. LUNAČARSKIJ¹, U. TERRACINI ET A. CHIARINI² AUX
REPRÉSENTANTS DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE EN ITALIE*

Moscou, 27 mars 1924

Aux camarades représentants du Comintern
auprès du parti italien
N. 1025

La commission du Comintern vous envoie une série de documents concernant les rapports du Parti communiste d'Italie et du Comintern et la question de l'alliance du Parti communiste et du Parti socialiste. La commission croit que tous les documents peuvent être utilisés comme base de la discussion. Tout de même, la commission ne retient pas leur publication pour obligatoire et laisse aux deux représentants du Comintern le droit d'éliminer tel ou tel document d'accord avec l'Exécutif du Parti communiste, s'ils trouvent que ce document peut compromettre

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 115.

tre sérieusement la situation du Parti communiste ou de la fraction fusionniste. La publication large est en tous cas recommandée par la commission. L'épuration des documents en détail par l'élimination ou le changement de mots ou des phrases est indésirable.³

A. Lunatcharski, U. Terracini, A. Chiarini.

(H.-D. 0035. Original)

250. V. KOLAROV À J. HUMBERT-DROZ*

Moscou, le 28 mars 1924

Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

Moscou

No. 1395

Au camarade Christophe, Rome.

Par le courrier d'aujourd'hui sont envoyés à votre adresse les documents concernant les rapports entre le Parti communiste d'Italie et l'Internationale communiste. La commission nommée à cet effet a pris la résolution contenue dans sa lettre qui vous est envoyée en même temps. Cette résolution, comme vous verrez, conseille de ne pas procéder à une "épuration des documents en détail" comme indésirable. Naturellement, si une telle opération sera reconnue par vous comme nécessaire dans l'intérêt du parti de l'Internationale et de la fusion, vous aurez le pouvoir de l'entreprendre.

Puisque cette résolution n'a pas encore été confirmée par le Présidium (elle ne le sera que demain) vous ne prendrez une décision sur cette question que lorsque vous aurez reçu par télégraphe la confirmation de nouvelles instructions.¹

W. Kolarow

(H.-D. 0036. Original)

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 115

251. LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN (A. TASCA) AU COMITÉ
EXÉCUTIF DE LA FRACTION 'TERZINTERNATIONALISTE'
DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN*

2 aprile 1924

N.P. 1581 R.

Ai compagni dell'Esecutivo della Frazione Terzinternazionalista del Partito socialista italiano.

Cari compagni,

Abbiamo ricevuto la vostra del 21 marzo¹ e non abbiamo difficoltà a rispondervi sui vari punti di essa, nella certezza che spiegazioni molto precise siano utili, anzi necessarie a facilitare i nostri rapporti e ad eliminare ogni dannoso equivoco.

Lamentate anzitutto la mentalità “unilaterale” dei nostri compagni in taluni comitati circoscrizionali e ne trovate le prove “nella formazione di alcuni manifesti regionali, nelle circolari portanti istruzioni elettorali, nella distribuzione ed assegnazione dei fondi, sui quali raramente i nostri hanno partecipazione di gestione e di controllo”.

Riteniamo che siate stati alquanto ... frettolosi nel raccogliere il materiale d'accusa, e vi osserviamo:

a) Il compagno Maffi ci ha fatto presente un solo manifesto elettorale, nel quale a ragione notava, oltre a minori inesattezze, l'insufficiente rilievo dato al fatto politico “alleanza”. Poichè la vostra lettera parla di “taluni manifesti”, attendiamo che ci facciate conoscere su quali altri avete delle osservazioni da fare e rileviamo che nel caso del manifesto lombardo non potete parlare di “unilateralità”, poichè esso fu prima della pubblicazione sottoposto ai rappresentanti terzini nel comitato, che l'approvarono. Ciò non elimina l'errore compiuto, ma indica che non vi fu sopraffazione e che è mancato da parte dei vostri il necessario controllo;

b) Attendiamo pure che ci spiegate quali circolari portanti istruzioni elettorali avrebbero avuto il difetto ... d'origine di cui vi lagnate. Poichè tutto il lavoro relativo a tali istruzioni è stato fatto da noi (in questo, sì, veramente “unilaterali” ma per forza), noi sappiamo d'avere correttamente e scrupolosamente tutelato in tale lavoro anche in vostra

* Déjà publié dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 122-126.

assenza, i criteri politici ed organizzativi fissati di comune accordo per la campagna elettorale. Rispondiamo del lavoro compiuto in questo campo, anche nei minimi particolari, e riteniamo che vi sarà assai difficile portare una prova qualsiasi della vostra affermazione;

c) Quanto dite sulla assegnazione e distribuzione dei fondi è falso. Si sono fatte durante la campagna elettorale due distribuzioni di fondi. La prima, più modesta, per dare ai comitati circoscrizionali la possibilità di compiere le operazioni legali per la presentazione delle liste. Tale assegnazione fu fatta in seno al Comitato centrale d'accordo con i vostri rappresentanti. La seconda, più ingente, fu fatta su di un piano esaminato dai compagni Palmi, Maffi e Malatesta: il compagno Tonetti portò le somme ai comitati veneto e giuliano; Malatesta ai comitati toscano ed emiliano; Di Vittorio² a tutto il mezzogiorno. Nostri compagni provvidero per le circoscrizioni ligure, piemontese, lombarda, umbro-laziale, e marchigiana. Perchè dunque affermate che siete "raramente" intervenuti nella assegnazione e distribuzione dei fondi? Resta la questione della "gestione" e del "controllo" dei fondi così distribuiti, che furono ovunque, fino all'ultimo centesimo, gestiti dai comitati circoscrizionali o dai loro organi provinciali, a composizione mista. La nostra risposta su questo punto vi parrà, ed è, alquanto risentita, ma trattandosi di denaro, di cui siamo responsabili, avevate il dovere di controllare la vostra affermazione, prima di farla, in un documento che dobbiamo considerare ufficiale.

Restando sul terreno della lotta elettorale abbiamo noi pure alcuni rilievi da farvi:

1. Alcuni inconvenienti che possono essersi verificati qua e là sono dovuti anche al pessimo funzionamento del Comitato centrale elettorale. Dei due vostri rappresentanti, il compagno Maffi ha fatto a Roma brevi e non frequenti apparizioni, il compagno Tonetti ad un certo momento si è assentato e non si è più fatto vivo. I comitati misti suppongono la partecipazione attiva, regolare e metodica delle due parti al lavoro comune; e voi non dovete attribuire all' "unilateralità" nostra quello che è anche difetto del vostro funzionamento e della vostra organizzazione di frazione.

2. Il comunicato del Comitato centrale contenente le norme per lo svolgimento della campagna elettorale ("Unità", 16 marzo) stabiliva che tutta la stampa che sorgeva per il lavoro elettorale doveva essere sottoposta al controllo politico dei comitati circoscrizionali. Il compagno onorevole Buffoni, ripubblicando a Gallarate la *Lotta di classe*, si è

rifiutato di sottoporre quel giornale a tale controllo, dichiarando che “il suo Esecutivo non era d'accordo sulle norme pubblicate”; norme che il Comitato centrale elettorale aveva pienamente approvato, e che, del resto, s'imponevano. Il risultato si è che la *Lotta di classe*, di cui noi abbiamo visto solo il secondo numero (22 marzo) pubblica nella sottoscrizione al modesto prezzo di lire una il seguente fervorino: “Sesto Calende: R. invitando tutti i lavoratori a votare la lista della Alleanza per l'Unità proletaria, nella quale è candidato il compagno Buffoni, di cui ricordiamo l'intensa opera di propaganda”. Qual è il vostro parere al riguardo?

3. Nel comunicato suddetto si era pure stabilito di convocare alcuni comizi “nazionali” a Torino, Milano, Trieste, Savona, Roma, Napoli, Bari, Messina, con la partecipazione di oratori comunisti e terzinternazionalisti. Le notizie che abbiamo finora sono le seguenti: a Bari si è rinunciato al comizio di comune accordo, data la situazione locale; a Torino è mancato il compagno Buffoni, che doveva essere sostituito dal compagno Maffi, mancato esso pure: a Messina è mancato il compagno Maffi; il compagno Riboldi non è intervenuto nel comizio serale indetto a Milano, e, invece di recarsi a Trieste dove era designato come oratore “nazionale”, si è recato, pare, a Napoli e a Messina per convegni di frazione. Il compagno Tonetti designato a Napoli si scusò perchè malato. Il compagno Malatesta si rifiutò di recarsi a Savona, dove poi il comizio fu proibito. Cosicchè il solo Di-Vittorio, dei vostri oratori, ha fatto il suo dovere, a Roma. Anche taluni dei nostri mancarono, e dove si potè furono sostituiti: contro di essi il partito provvederà e chiediamo che voi pure prendiate posizione contro la scandalosa diserzione degli oratori designati. Molti di essi dissero di aver avuto ordine in tal senso dal “loro Esecutivo”: attendiamo di conoscere da voi se ciò è vero, e per quali ragioni. Sappiamo anzi che taluni degli oratori mancarono perchè presero parte a convegni locali di frazione; vi diciamo con tutta franchezza che tali convegni avrebbero potuto a parer nostro, anche per ragioni di evidente opportunità, essere rinviati di pochi giorni, per permettere ai vostri membri del Comitato esecutivo di fare il loro dovere di fronte al Comitato centrale elettorale.

4. Una delle ragioni non espresse nella lettera, ma note, del vostro malcontento sta nella questione delle “preferenze”³. Noi siamo stati a suo tempo assai male impressionati dalle dichiarazioni del compagno Malatesta, il quale avrebbe voluto che le preferenze non fossero state designate o che lo fossero il più tardi possibile. Questi propositi, che

hanno trovato in voi scarsissima resistenza, sono indice di preoccupazioni e, permetteteci l'espressione, di una mentalità contro le quali noi abbiamo il dovere di reagire e di cui voi stessi non assumereste mai pubblicamente la responsabilità. Da questa mancanza da parte vostra di un sufficiente coraggio per troncare con un taglio netto le inevitabili scontentezze cui sempre, in ogni campo, la designazione delle preferenze dà origine, sono derivati un certo turbamento nei nostri rapporti e il rafforzamento da parte vostra di una psicologia di "violentati", di "soprafatti" che nel caso specifico, vorrete riconoscere, era affatto ingiustificata.

Se si fa il confronto tra le vostre "lamentele" (qualora, come attendiamo, voi possiate sostenerle e provarle) e le nostre osservazioni, salta agli occhi che esse sono di diversa natura. Le vostre derivano da preoccupazioni tacite di "pariteticità", di non avere tutta la vostra parte al sole, di trovarvi in posizione di "minorati". Le nostre sono tutte di carattere "politico", cioè mettono in rilievo atti e posizioni da parte vostra che contraddicono al carattere e al costume di una organizzazione che vuole aderire alla Terza internazionale. La nostra attività può aver presentato delle dificienze di carattere tecnico, che si sarebbero in genere eliminate con un più vigile e più metodico contributo da parte vostra: ma le osservazioni che noi dobbiamo farvi sul problema delle preferenze, sul controllo della stampa e sulla mancata partecipazione ai comizi pongono problemi ben più gravi sui quali dovrà essere richiamata l'attenzione dell'Internazionale comunista.

Veniamo alla questione dell'*Unità*, sulla quale vi siete più a lungo intrattenuti. E vi diciamo subito che su questo punto tutte le vostre lagnanze partono da un presupposto falso, quello cioè che l'Internazionale comunista abbia deciso che si dovesse fare un giornale "comune"⁴. Una lettera del compagno Riboldi al compagno Pastore su questo punto e anche più esplicita: "Da un mese he mandato un articolo. Ho atteso invano la pubblicazione: ho invece sentito che l'hai passato a Gennari. Perché? Forse per far funzionare la vecchia circolare? Io non ho mai preteso di leggere prima gli articoli di Gennari o di altri, e non so perché debba io essere riletto. Il giornale è comune: giova ancora ripeterlo? Io rappresento il mio Esecutivo: bisogna ancora dirlo? Se bisogna, lo chiarirò e lo farò definire?"

Noi vi facciamo alcune domande:

1. È vero che si è stabilito d'accordo con voi e col rappresentante dell'Internazionale comunista che il giornale doveva essere "giornale

degli operai e dei contadini, di ispirazione comunista, diretto dal Partito comunista, con la collaborazione dei terzini"?;

2. È vero che si è stabilito sempre d'accordo con voi e con il rappresentante dell'Internazionale comunista che la direzione politica del giornale era affidata al Comitato esecutivo del Partito comunista?

3. È vero che si è stabilito che il compagno Gennari avrebbe rappresentato il Comitato esecutivo del partito presso la redazione del giornale, e il compagno Riboldi il vostro Esecutivo, e che in caso di contrasto l'ultima parola dovrà spettare al compagno Gennari, in rappresentanza del Comitato esecutivo del nostro partito, cui spettava la responsabilità della direzione politica del giornale?

4. È vero che a direttore del giornale fu designato il compagno Pastore, che aveva come collaboratore, in loco, il compagno Buffoni, restando inteso che, per evidenti necessità politiche e tecniche, l'ultima parola sarebbe spettata all'«unico direttore, compagno Pastore»?

Queste cose sono state discusse con voi, concordate con voi, approvate dal rappresentante dell'Internazionale comunista. Perché sollevate ora una serie di questioni, come se le deliberazioni prese non avessero portato certe conseguenze, che voi poi contestate, come se fossero una violazione dei vostri diritti, una soperchieria da parte nostra?

Anche qui voi siete ossessionati dalla questione della «pariteticità» e, dopo avervi rinunciato, per ragioni intuitive, in sede deliberativa, non vi rassegnate e risollevate la questione in sede esecutiva. Noi non escludiamo che possano esserci state mancanze da parte nostra, o anche, se volete, colpe; ma è evidente che quando, dopo che tutto è stato in precedenza chiarito e stabilito, con la parola d'ordine del giornale «comune» voi non fate che ingenerare in voi stessi uno stato d'animo d'insuperabile disagio appunto perché rinascono continuamente in voi postulati ed esigenze che non avete, nella sede opportuna, sostenute, e di cui è stata fatta allora giustizia.

Noi crediamo che questo modo di procedere sia il solo e vero pericolo che si fa correre oggi all'«alleanza». L'alleanza non è necessariamente pariteticità; ci si può alleare benissimo con forze di diversa entità; la garanzia è data (la sola possibile) dal programma, dal fine e dai metodi di lavoro comuni. Se no, il terreno dell'alleanza si sposterebbe e diventerebbe un mercato di reciproche contrattazioni, nelle quali si troverebbero di fronte due «unilateralità» diverse, che finirebbero col diventare opposte. Se, dopo aver concordato limiti e criteri, ad ogni piè sospinto avete dei pentimenti e temete di non aver avuto il vostro conto, create

ai nostri rapporti sempre nuove difficoltà; ci auguriamo che nei vari problemi che si dovranno discutere voi prendiate una precisa posizione, che si abbia il diritto di considerare come rappresentativa del vostro pensiero e come impegnativa per voi e per i vostri aderenti.

Torniamo ad alcune questioni relative all' *'Unità*. Dell'amministrazione del giornale il Partito comunista è responsabile di fronte all'Internazionale comunista, come voi sapete, come risulta dal bilancio testè approvato. È vero che si era stabilito di costituire un "regolare consiglio d'amministrazione", ma non certo per affidargli l'effettiva gestione ed amministrazione del giornale, bensì per scopi "legali" che sono stati nella stessa riunione esposti. Il compagno onorevole Buffoni era stato anzi incaricato di redigere uno statuto, e non sappiamo se ciò sia stato fatto.

Il movimento del personale del giornale è di competenza della direzione: ad essa e cioè al Comitato esecutivo del Partito comunista d'Italia spetta la responsabilità di contenere le spese nei limiti delle entrate e di garantire in tal modo la continuità del giornale. Quanto agli articoli "ritardati e soppressi", lasciando stare da parte i "ritardi", vi osserviamo che un solo articolo fu soppresso, quello del compagno Riboldi "Democrazia proletaria e governo di operai e contadini". L'articolo fu portato in seno al Comitato centrale, e fu da tutti, compresi i vostri, riconosciuta l'inopportunità della pubblicazione. Il compagno Pastore, trasmettendo l'articolo al compagno Gennari, ha fatto cosa perfettamente legittima; e la "recciprocità" di cui parlate non può essere, per logica conseguenza delle premesse su cui avete convenuto che questa: sia il compagno Buffoni che il compagno Riboldi hanno il diritto di fare le loro osservazioni su tutto il materiale pubblicato sul giornale; le loro osservazioni hanno, compatibilmente con le esigenze tecniche del giornale, valore sospensivo fino all'intervento del Comitato esecutivo del Partito comunista o dei suoi rappresentanti per decidere, tenuto conto delle osservazioni fatte, in linea definitiva. Questo e non altro può significare l'essere stata riconosciuta di pertinenza del Partito comunista la direzione politica del giornale. L'esercizio di tale potere deve essere fatto in modo da conservare al massimo nei vostri confronti cordialità di rapporti e da avere coi vostri rappresentanti frequenti scambi di idee; ma voi, quando vi stupite di essere "sotto controllo", passate sopra alla precisa decisione presa col vostro consenso, che dava all'Esecutivo del Partito comunista il controllo non su di voi, ma su tutta indistintamente la materia del giornale.

Nella vostra lettera sollevate la questione della stampa e affermate l'utilità di unificarne "in sede di alleanza" l'attività. La nostra stampa si riduce a un organo ufficiale del partito: *Stato Operaio*, a un organo sindacale *Sindacato Rosso* e una rivista di cultura *l'Ordine Nuovo*. Il *Prometeo* è rivista locale e non sussidiata dal partito. I fogli usciti nel periodo elettorale sono destinati quasi tutti, e forse tutti quanti a perire . . . di morte violenta: li dovremo sopprimere per mancanza di fondi. Voi avete per conto vostro il *Più Avanti*, organo ufficiale della frazione e una rivista di cultura che vorrete conservare per non compiere un . . . matricidio.

Finchè dura l'"alleanza" è opportuno che siano conservati organi delle rispettive formazioni politiche; il problema dell'unificazione della stampa potrà essere posto utilmente in sede di fusione.

Voi affermate di essere "fermamente decisi a voler dare all' "alleanza" tutti i suoi sviluppi, ecc." Anche noi siamo per gli sviluppi dell' "alleanza"; noi siamo per l'alleanza che porta alla fusione, non per l'alleanza surrogato della fusione. Sulla questione degli "sviluppi" il nostro pensiero è preciso e non coincide del tutto col vostro; fino a che la questione non sia risolta (e voi sapete che lo dovrebbe essere a non lunga scadenza) la nostra posizione è per lo meno altrettanto "ortodossa" quanto la vostra, e, siamo intimamente persuasi, più rispondente alla reale situazione politica italiana e agli scopi che perseguiamo dal Quarto congresso. Ma su tale argomento avremo tra breve occasione di ritornare ampiamente, e, speriamolo, in modo conclusivo.

Noi pensiamo che molti degli inconvenienti di cui ci siamo intrattenuti derivino in gran parte dall'assenza di una linea ben determinata da parte dell'Internazionale comunista sul problema dei rapporti col Partito socialista italiano: dalla soluzione di tale problema deriveranno le condizioni per l'eliminazione di tutte le insufficienze e le contraddizioni del nostro comune lavoro.

Nel frattempo riteniamo noi pure che un più organico e costante rapporto dei nostri elementi coi vostri sia una necessità; ma crediamo che per ottenere tale risultato occorrerà che da parte vostra sia modificato il metodo di lavoro, perchè i contatti possano essere prestabiliti e regolari, in modo da rendere possibile un migliore e continuo affiatamento.

Con saluti comunisti.

S. Valle⁵

(H.-D. 0037. Copie)

Rome, 5 avril 1924

Confidentielle

Camarade Zinovieff, Moscou

Cher camarade,

J'ai bien reçu les documents à publier et les lettres qui les accompagnaient.¹ Le camarade M[anouïlsky]² n'est pas encore arrivé de Paris, ce qui retarde tout le travail ici. Nous devons d'abord nous mettre d'accord sur une ligne de conduite avant de poursuivre le travail commencé.

Pendant cette quinzaine, les rapports entre fusionnistes et communistes ne se sont pas améliorés. Le secrétariat du Parti communiste a approuvé l'attitude du correspondant de Rome du journal qui a refusé une résolution votée par la fraction fusionniste et transmise par l'Exécutif [fusionniste] au journal commun. Le prétexte du refus est le terme "pas heureux" appliqué dans ce communiqué à la circulaire du Parti communiste publiée par l'*Avanti!*.³ Je pense, et je l'ai dit, que ce terme était le moins qu'on pouvait en dire. Mais par ce fait le journal de collaboration devient le journal exclusif du parti [communiste]. La fraction fusionniste a aussi décidé que, puisque le Parti communiste refuse d'admettre un fusionniste à son Comité exécutif, elle n'inviterait plus à l'avenir un représentant du Parti communiste aux séances de son Exécutif. Ainsi, depuis le début de l'alliance, les rapports n'ont cessé d'empirer et l'expérience me laisse très sceptique quant aux résultats de la fusion prochaine. Le Parti communiste est fusionniste par devoir, mais sa direction reste foncièrement antifusionniste. Toute la pratique de l'alliance politique a été faite avec un esprit antifusionniste qui est bien caractérisé par la circulaire publiée par l'*Avanti!*. Cette mentalité préside aussi à la confection du journal, qui reflète cette perpétuelle réticence du Parti communiste. Au lieu d'être l'organe vibrant et plein de foi révolutionnaire de l'unité qui se prépare, il est l'image lamentable de ce qui est en réalité: un mariage forcé et redouté des deux conjoints. Le journal est devenu semblable à un lit conjugal où les deux époux se tournent le dos en tirant chacun le plus de couver-

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 127-129.

ture possible aux dépens de l'autre. Quand on en a discuté à l'Exécutif du parti et qu'on s'est lamenté de ce que le journal ne donne pas ce bel aspect d'unité prolétarienne qu'on avait décidé de lui donner, j'ai déclaré qu'il serait bien curieux que le journal reflète autre chose que ce que pensent le parti et ses membres.

Dans le parti, la situation est grave et je crains sérieusement une désagrégation du parti. Le camarade Nin, qui rentre ces jours à Moscou, vous donnera des détails que je ne puis vous donner par lettre.⁴ La période électorale n'a pas du tout été utilisée comme elle aurait pu l'être pour s'imposer à l'opinion publique. Le parti est trop absorbé par ses questions intérieures pour revenir à la surface de la vie publique. La campagne des fascistes a été uniquement dirigée contre le bolchévisme; le parti n'a pas saisi cette occasion pour s'imposer à l'opinion publique comme seul parti d'opposition irréductible au fascisme.

La semaine dernière a eu lieu un important Comité exécutif du parti⁵ où j'avais posé quelques problèmes délicats concernant le fonctionnement du centre dirigeant du parti et le travail collectif de l'Exécutif. La discussion soulevée m'a montré le mal plus profond que je ne pensais. Depuis que je suis ici, jamais l'Exécutif n'a discuté de problèmes politiques ni de questions tactiques, à l'exception de celles concernant leurs rapports avec les *terzini*. D'autre part, les incidents récents, publication de l'*Avanti!*, publication des documents, envoi de circulaires à l'insu d'un des secrétaires, etc., me prouvaient le manque de cohésion et de coordination du travail de l'Exécutif. La discussion a prouvé qu'en fait l'Exécutif comme tel n'a qu'une vie tout à fait factice. On y prend des décisions toujours unanimes parce qu'on n'y aborde pas les problèmes fondamentaux de la vie et de l'activité du parti. Ces problèmes, qui révéleraient des différences et les divers courants politiques, ne sont discutés qu'au sein des fractions, qui utilisent les positions qu'elles occupent à l'intérieur des organes dirigeants pour leur travail fractionnel, sans se soucier de l'activité générale et du bien du parti. Ainsi l'Exécutif constitué par l'Internationale de diverses fractions ne remplit nullement son rôle; la direction du parti reste en fait à la fraction qui a en main l'appareil et qui dirige le parti à sa guise. Je proposais, pour remédier à cette situation, des réunions plus fréquentes de l'Exécutif à l'ordre du jour desquelles devraient figurer les questions de politique générale et de tactique du parti. Je proposais aussi l'organisation du travail collectif du secrétariat. Mais

tous les camarades de l'Exécutif furent unanimes pour affirmer que cette situation ne pouvait prendre fin que par la discussion qui va s'ouvrir dans le parti et qui doit aboutir à une conférence qui déterminera la ligne politique du parti et sa direction.

Au sujet de la direction à donner à la discussion qui s'ouvre dans le parti, les camarades de la majorité proposaient que l'Exécutif fasse appel aux différentes fractions pour élaborer des thèses et préparer la discussion. J'ai combattu ce point de vue qui souligne trop la carence des organes directifs du parti et l'abandon de toute l'initiative aux fractions. J'ai demandé que la discussion soit ouverte par une réunion du Comité central du parti qui fixerait les différents courants politiques. Gennari a vivement appuyé ma proposition, affirmant qu'il était impossible d'agir comme si les organes réguliers du parti n'existaient plus; c'est au sein de ces organes que les différentes tendances doivent se manifester et s'affronter, sans quoi le parti n'est plus qu'une vague association de fractions. L'Exécutif a donc décidé de réunir le Comité central immédiatement après les élections pour inaugurer cette discussion. Il invitera spécialement la fraction Bordiga démissionnaire du Comité central pour cette séance. Les camarades de l'actuelle majorité parlent toujours de la fraction Bordiga comme d'un courant distinct du leur et dont ils se séparent. Il est clair qu'ils cherchent à reconstituer, sous la direction de Gramsci, une fraction indépendante qui cherche à faire revivre l'ancien groupe de l'*Ordine Nuovo* de Turin. La réapparition de l'*Ordine Nuovo*⁶ dans son format primitif est symptomatique à ce sujet. La prochaine séance du Comité central montrera sur quels points cette fraction se sépare de Bordiga.⁷

L'Exécutif a envisagé à ma demande, le développent à donner à l'alliance avec les terzini dans la courte période qui s'étendra entre les élections et la fusion. Tous sont d'accord pour que l'alliance continue, sans être du reste très au clair sur l'activité qu'elle pourra déployer. Tous sont d'accord pour affirmer que la fusion doit se faire le plus rapidement possible, mais qu'elle ne doit pas avoir lieu toutefois avant que le Parti communiste ait terminé sa discussion interne et ait déterminé son orientation politique. Dans l'état de décomposition fractionnel où il est, la fusion pourrait être un gros danger pour lui. Concernant les modalités de la fusion, l'Exécutif a exprimé l'avis que les terzini doivent être complètement éliminés du Comité exécutif du parti fusionné. Tasca, Gennari et Vota⁸ étaient d'avis que, cette revendication maximum n'ayant que très peu de chances de réussite,

le parti devrait se contenter d'une revendication minimum qui serait l'admission d'un seul terzino au Comité exécutif. J'ajoute que Maffi, sur la même question, propose la parité. Nous sommes donc loin d'un accord et je suis pour ma part pour le maintien des conditions au Quatrième congrès qui sont connues déjà.⁹ Toute modification dans un sens ou dans un autre ne ferait que compliquer la situation.

Au cours du processus de fusion, je crois que nous devons chercher à modifier complètement les méthodes sectaires de direction du parti qui sont en vigueur encore maintenant, sans quoi, au lieu d'avoir un parti unifié, nous aurons un parti à l'intérieur duquel une secte organisée cherchera à diriger.¹⁰ Mais j'attends la venue de M[anouilsky] pour aborder ces questions à fond.

Fraternellement à vous
Christophe

(H.-D. 0038. Copie)

253. J. HUMBERT-DROZ AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI
COMMUNISTE PORTUGAIS

Rome, 9 avril 1924

Chers camarades,

J'ai reçu il y a quelques jours seulement vos lettres du 16, 20 et 22 février¹ qui ont passé par Paris et Berlin avant d'arriver ici.

Tout ce que vous me dites de la situation et des mouvements de masse du prolétariat, grèves et démonstrations,² prouve que vous vous trouvez dans une période très favorable au développement de votre propagande et de votre organisation. Vous devez avant tout profiter de cette situation pour créer votre Parti communiste et le rendre populaire dans la masse ouvrière, afin que les masses sentent que le Parti communiste exprime toujours leur volonté et qu'il est l'organisation capable de les guider dans leurs luttes. Il faut donc, en développant et en fortifiant l'organisation du parti, garder le contact le plus étroit avec les masses et gagner leur confiance en intervenant dans toutes leurs luttes avec des mots d'ordre clairs et populaires qui élargissent

les positions déjà conquises. Il faut aussi profiter de cette situation pour discréditer les partis bourgeois de gauche et conquérir la Confédération générale du travail.

En ce qui concerne l'organisation du parti et sa liaison avec les masses, je vous rends particulièrement attentifs aux thèses sur l'organisation des cellules d'usines parues dans *La Correspondance internationale* et qui ont pour but de substituer à l'organisation du parti par domicile l'organisation par lieu de travail.³ Dans toutes les entreprises où deux ou trois membres du parti travaillent, ils doivent former une section du parti. Cette méthode d'organisation tend à lier plus étroitement le parti à la classe ouvrière et à agir plus directement sur elle.

Vous aurez appris que le Cinquième congrès mondial a lieu le 5 juin à Moscou.⁴ Je compte vous y voir. J'écris par le même courrier à l'Internationale pour lui demander de vous envoyer directement le matériel et les subsides et pour lui remettre vos lettres.

J'ai vu ici le représentant des jeunesses internationales qui m'a dit que l'Exécutif des jeunesses avait accepté les conclusions de mon rapport concernant la crise interne du parti et des jeunesses. Vous devez avoir reçu cette communication en son temps.⁵

Dans une de vos précédentes lettres, vous me demandiez quelle tactique suivre à l'égard de la minorité syndicale que vous jugez insuffisamment active. Je pense que le parti doit engager ses membres à faire partie de la minorité syndicale et devenir par leur intermédiaire le moteur de tout ce mouvement. Sans doute, si une liaison organique peut, sans préjudices pour le travail de conquête de la Confédération générale du travail, s'établir entre le parti et la minorité syndicale, il faut la créer, mais l'action du parti pour orienter et intensifier le travail de la minorité syndicale doit se faire par l'intermédiaire de ses membres dans la masse de la minorité syndicale et non de l'extérieur par l'intervention du parti comme tel. Les membres du parti doivent, de l'intérieur, animer tout ce mouvement.⁶

J'ai donné des instructions à Paris pour que vos lettres s'acheminent plus rapidement et sans détour.

Fraternellement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0164. Copie)

[Rome] 9 avril 1924

Mon cher Lazzari,

J'apprends par les journaux ta réélection en Lombardie, je m'en réjouis et t'en félicite sincèrement.¹

Maintenant que la lutte électorale avec toutes ses polémiques irritantes est passée, ton parti reste devant le grand problème de son adhésion à l'Internationale communiste. Je te l'ai dit déjà, l'Internationale envisagera à nouveau la question italienne dans son prochain congrès fixé déjà au 5 juin. L'Exécutif élargi de juin dernier a fait à ton parti de nouvelles propositions pour faciliter son adhésion en tenant compte de la volonté de sa majorité exprimée au congrès de Milan. Depuis un an que ces propositions sont faites, le Parti socialiste italien n'a ni discuté, ni répondu. La rupture opérée par la direction n'est pas considérée par l'Internationale comme la réponse du parti. Le résultat des élections prouve au contraire que la réponse du parti et des masses qui le suivent sera autre que celle de sa direction. Tandis que toi et d'autres amis de l'Internationale communiste sont élus, les adversaires de l'Internationale, membres de la direction, comme Nobili et Vella, sont écartés²; sans compter que le succès communiste est dû à un déplacement important de voix socialistes en faveur de la Troisième Internationale et de l'unité d'action des forces révolutionnaires.

Il faut donc absolument que ton parti réponde à l'Internationale avant le Cinquième congrès mondial qui, s'il n'a pas d'autre réponse que celle de la direction, aggravée par l'exclusion de plus de 5000 membres de la fraction terzinternationaliste, pourra supprimer les conditions offertes, sans résultat, par l'exécutif élargi.³ Il faut aussi utiliser immédiatement le succès des amis de l'Internationale contre la direction.

Je pense que la tactique à suivre est la suivante: 1. réunir les amis qui pensent comme toi et former avec eux un groupe à l'intérieur du parti favorable à l'acceptation des conditions de l'Exécutif élargi qui réclamera: a) la tenue d'un congrès au milieu du mois de mai; b) l'adhésion

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 129-130.

du Parti socialiste italien à l'Internationale d'après les conditions de l'Exécutif élargi; c) la participation de la fraction terzinternationaliste exclue à ce congrès. 2. former avec la fraction terzinternationaliste un comité d'action commun pour réclamer la convocation du congrès et pour procéder à sa préparation. 3. Ce comité d'action s'adressera en même temps qu'à la direction à toutes les fédérations et sections du parti.

J'attends encore la venue du camarade dont je t'ai parlé.⁴ Mais, comme le temps presse, le travail doit commencer sans retard. J'irai te voir dans quelques jours pour discuter avec toi ces questions. Penses-y déjà et discute-les éventuellement avec ceux de tes camarades qui sont d'accord avec toi, afin que dans notre prochaine entrevue, nous puissions arrêter une ligne de conduite qui porte ton parti entier à la Troisième internationale.

Je reste ton fraternellement dévoué
Christophe

(H.-D. 0039. Copie)

255. LE COMITÉ EXÉCUTIF DE LA FRACTION 'TERZINTERNATIONALISTE' DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN AU
COMITÉ EXÉCUTIF DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN*

11 Aprile 1924

Cari Compagni dell'Esecutivo del Partito Comunista d'Italia,

La nostra lettera del 21 marzo vi esprimeva alcuni nostri rilievi circa inconvenienti che noi riteniamo indispensabile rimuovere. Siamo dolenti di aver aperta con voi una discussione alla quale voi, secondo il vostro gusto, imprimete un tono polemico che lascia poche speranze sulla efficacia del continuare.¹ Noi registreremo soltanto alcuni elementi di fatto, riservandoci di richiamare sulla esattezza delle vostre e delle nostre affermazioni l'attenzione di chi si trova neutro nella polemica e capace di apprezzare.

* Déjà publié dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 130-132.

a. I vostri apprezzamenti sul Manifesto lombardo stabiliscono da parte vostra la tesi che ogni arrendevolezza, ogni minor vigilanza da parte dei nostri, vi trova sempre pronti a mancarci di riguardo. È una confessione di cui prendiamo atto. Ripareremo, se lo credete opportuno, di circolari elettorali. Per ora non ne parliamo.

b. L'accenno ad un nostro assenteismo tenderebbe ad addebitarci le conseguenze del fatto che il lavoro di Segretaria del Comitato centrale esecutivo era nelle vostre mani. È facile capire che il vostro inquadramento di partito (in confronto della nostra frazione in formazione organizzativa) vi pone in situazione di superiorità per rispetto a noi. Ma noi non ci siamo mai rifiutati di aiutarvi quando da voi fossimo stati richiesti. Certo le istruzioni da noi date ai nostri aderenti ebbero sempre per base il richiamo all'importanza dell'alleanza per l'unità.

c. Quanto ai fondi – non rilevando la piccola accusa di falso alle nostre affermazioni (affermazione che porta nei nostri rapporti un personalismo non desiderabile) – noi siamo ancora convinti che là dove i nostri furono i materiali detentori dei fondi per le spese elettorali, le spese stesse furono sempre sottoposte al controllo di tutti, mentre ciò non è avvenuto – secondo nostre informazioni – nè in Piemonte, nè in Liguria, dove i fondi erano affidati ai vostri.

Le relazioni richieste ai nostri fiduciari ci metteranno in grado di maggiori esemplificazioni.

1. I compagni Maffi e Tonetti hanno risposto a tutte le vostre convocazioni; anzi le convocazioni sono quasi sempre fatte dai nostri compagni, ed hanno avuto luogo tutte in casa del compagno Maffi, il quale, non risiedendo a Roma, e non essendo funzionario, ha dedicato settimane anche intere, ed al minimo tre giorni di ogni settimana, per risiedere a Roma. Evidentemente le esigenze della Frazione non potevano esser dimenticate, data la scarsità di uomini.

2. Il compagno Bufloni non si è mai rifiutato di far conoscere il settimanale elettorale *Lotta di classe* al Comitato circoscrizionale. Non è il caso di dar corpo ad un equivoco presto chiarito. Alla motivazione della sottoscrizione da Sesto S. Giovanni (che non contiene alcun accenno positivamente condannabile) vi preghiamo di contrapporre con tutto il possibile spirito di equità la frase offensiva motivante una sottoscrizione su *Stato operaio*. Il confronto non sarebbe neppure possibile, a dir vero.

3. Gli inconvenienti verificatisi pei Comizi dipesero da imperfezione

organizzativa, vale a dire dall'assegnazione a località lontane con preavvisi insufficienti, dalla errata concezione del metodo dei comizi (Comizi con discorsi a lungo metraggio, in luogo di comizi rapidi e quasi di sorpresa). Voi parlate di mancanza al dovere e di scandalose diserzioni. Ci limitiamo a dirvi che vi lasceremo l'iniziativa di ogni ricerca che possa metterci in accusa. I nostri hanno fatto quanto fu loro possibile; ma per esempio Maffi non poteva essere a Roma in sedute inter-esecutive e di comitato, e nel tempo stesso a Messina ecc. ecc. Col metodo che sembra piacervi sarebbe stato facile porre ciascuno di noi – con inviti affrettati e non razionali – in condizione di farsi accusare di negligenza e peggio (Buffoni per non esser andato a Torino, Tonetti a Napoli, Malatesta a Savona ecc.)

4. Il compagno Malatesta non è mai stato contrario alle preferenze: sin dalla prima seduta egli entrò nei particolari delle designazioni preferenziali. Egli parteggiava pel ritardo alle pubblicazioni delle preferenze; in questo suo delittuoso pensiero egli non era affatto solo, poichè nell'animo di quasi tutto l'Esecutivo stava la preoccupazione di ridurre al minimo i pericoli inerenti a quella tale mentalità di cui parlate, e di cui neppure il Partito comunista d'Italia è così sicuramente immune come sembrate pretendere.

La nostra mentalità di minorati, di violentati, di senza posto al sole ecc. non è che la preoccupazione che i nostri alleati non sabotino quell'alleanza, nel cui malfunzionamento eventuale sono riposte sicuramente le migliori speranze dei nostri Defensionisti socialisti, ma forse anche di un notevole gruppo di Defensionisti (ed antifusionisti) del Partito comunista d'Italia.

Circa le preferenze, siamo certi di non cadere in errore rilevando che, senza alcuna decisione di Comitato centrale in argomento, voi vi siete permessi di alterare il pacifico ordine alfabetico, per assegnare ai vostri preferiti una posizione suggestiva di miglior graduatoria e di precedenza in confronto dei nostri (su questo punto, io ho richiamato senza risultato l'attenzione del compagno Tasca). Ci si riferisce inoltre che vostre circolari riservate, non note a noi del Comitato centrale, dirette ai vostri fiduciari di zona hanno indicata una graduatoria di preferenza, graduatoria nella quale i nostri candidati non erano certo gli avvantaggiati, ma che ad ogni modo era decisa da voi, contrariamente ai riguardi ed ai doveri dell'alleanza, almeno a nostro giudizio, che desidereremmo potesse venir modificata dalla conoscenza diretta – per quanto tardiva – della circolare in discorso.

Per ciò che riflette l'amministrazione e la redazione del giornale *Unità* riteniamo che voi equivochiate fra "giornale comunista" e "giornale dell'Esecutivo comunista". Desideriamo che tale questione, per la sua importanza preminente e fondamentale, specialmente in vista delle modificazioni redazionali che ci preannunciate, sia discussa in presenza del compagno Cr.²

Saluti comunisti.

(H.-D. 0041. Copie)

256. M. ROSMER¹ À J. HUMBERT-DROZ*

Paris, 11 avril 1924

Cher camarade,

Le nécessaire sera fait pour les nouvelles du Portugal vous concernant.

Marcel² a été rappelé d'urgence à Moscou. Il est parti depuis une douzaine de jours. Je ne pense pas qu'il puisse revenir maintenant auprès de vous. Les circonstances l'ont obligé à faire ici une bien mauvaise besogne. Il a dû consacrer Albert,³ grand homme de notre Parti, ceci est pitoyable et le résultat catastrophique.⁴

J'ai bien peur que si les Russes ne se mettent pas d'accord⁵ le mois prochain, l'Internationale reçoive un rude coup, dont elle ne pourra pas se relever avant longtemps.

C'est dommage que vous nous ayez quitté avant Lyon;⁶ peut-être auriez vous pu empêcher cette catastrophe. Je pense bien comme vous, et les deux hommes dont vous parlez sont les vers rongeurs de notre parti, mais je crains bien qu'après ceux-là il y en ait d'autres; nous sommes mal engagés et dévorés par les fonctionnaires qui sortent de tous les côtés, qui sont pour la grande majorité incapables, dépourvus de sens politique et qui se rangent toujours de côté du plus fort pour ne pas lâcher le fromage.

Rien ne se fait en profondeur et tout est artificiel, et malgré cela

* Déjà paru dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', p. 231.

la masse est prête à nous faire confiance. Pourquoi s'user dans ces luttes intestines?

Mon salut bien fraternel à tous deux et
des baisers aux deux petits,
M. R[osmer]

(H.-D. 0176. Autographe)

257. RAPPORT DE A. TASCA AU SECRÉTARIAT DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LE
RÉSULTAT DES ÉLECTIONS ITALIENNES*

11 avril 1924

N.P. 1910 R.

Au secrétariat du Comité exécutif de l'Internationale communiste

Chers camarades,

Les élections, dont on connaît maintenant les résultats, viennent d'assurer à notre parti un succès inattendu et démontrent que la situation générale vis-à-vis du fascisme est telle qu'à la période presque exclusivement défensive peut suivre une période de *lutte politique active* riche de possibilités.

Le résultat le plus important des élections, c'est que le prolétariat reprendra une certaine confiance dans ses forces, en voyant que même en luttant dans la situation la plus difficile et défavorable, il est possible de s'affirmer et de faire subir au fascisme des échecs.

Attitude des Fascistes dans les Elections

On peut dire que les fascistes ont adopté en général une double ligne de conduite: dans certains centres industriels, surtout de l'Italie du nord, on a empêché toute forme de propagande (les réunions publiques de l'opposition ouvrière ont été très rares, et faites presque exclusive-

* Déjà paru dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 139-144 et dans *Rinascità*, 2.2. 1963 (en italien).

ment par nous; seulement les placards fascistes ont été affichés; nous avons distribué de petits tracts), mais le vote a eu lieu dans des conditions presque normales; dans la campagne et dans les petites villes, comme dans toute l'Emilia, la Toscana, les Abruzzi, l'Umbria, la Campagne romaine et l'Italie du sud, la terreur la plus implacable et la jonglerie la plus effrontée ont réduit au minimum et en général rendu impossible aux électeurs non fascistes de participer au vote ou de le donner librement aux listes d'opposition. Dans ces régions, les fascistes se sont assuré une grande majorité avec ces moyens:

1) on a imposé l'éloignement des camarades, des sympathisants et des "suspects" jusqu'au jour après les élections; un nombre considérable aussi a été arrêté par la police pour "mesures d'ordre public" et a été remis en liberté le lundi après le vote;

2) on a exclu des "sections électorales" où l'on votait les représentants (légaux) des listes d'opposition et même les fonctionnaires du gouvernement qui, dans quelques cas, ne voulaient pas s'adapter aux volontés des meneurs fascistes;

3) dans les sections, [les] fascistes sont restés, toute la journée du vote, armés; ils ont empêché beaucoup d'électeurs d'entrer et parfois même de s'approcher de la section. Presque partout un fasciste armé de la "milice nationale" accompagnait l'électeur dans la cabine et y restait de manière à surveiller pour quelle liste il votait; naturellement les quelques courageux qui indiquaient quand même une des listes d'opposition tombaient en sortant de la section dans les mains des fascistes qui les frappaient à sang, ce qui servait d'avis aux autres;

4) surtout dans l'Emilia où, par initiative du préfet de Bologne, fut appliqué un système de contrôle des voix, dit "système de la terne", on portait les électeurs à voter par groupes et à chacun d'eux on donnait trois noms à signer dans les "préférences", de manière que, avec les différentes combinaisons des trois noms, on pouvait contrôler au scrutin si l'électeur avait obéi à l'ordre du "fascio";

5) en général, et surtout dans l'Italie du sud, les fascistes ont accaparé d'énormes quantités de certificats électoraux, avec lesquels des groupements fascistes votaient en faisant le tour de plusieurs sections. Il y en a qui votèrent plusieurs fois; les mêmes personnes en certains endroits *votèrent plus de cent fois*;

6) L'ampleté des certificats électoraux explique le très haut pourcentage des votants dans certaines régions. Dans les régions à forte émigration, comme le sud de l'Italie, sur des listes qu'on n'a pas

changées depuis plusieurs années et qui comprennent un tiers de noms d'absents, d'émigrés et de morts, on a touché le 92 à 95 pour cent des inscrits votants. La résurrection des morts et l'ubiquité ont été de formidables agents électoraux du gouvernement fasciste;

7) là où, malgré ces mesures, les voix de l'opposition étaient trop nombreuses, on a recouru tout simplement à la suppression matérielle des bulletins de vote, soit avec des prétextes pseudolégaux, soit par leur destruction et substitution par des bulletins fascistes.

Les moyens que nous avons exposés regardent presque seulement le dimanche du vote; mais il faut observer que, du commencement de la campagne électorale, c'est-à-dire depuis un mois et demi, les formes d'intimidation, de coercition et d'agression avaient été employées surtout contre les partis prolétariens. Les opérations légales de la présentation des listes s'étaient déroulées dans un milieu de violences inouïes, dans presque toutes les circonscriptions. Nos camarades ont été presque complètement immobilisés pendant cette période, tandis que l'Etat fasciste entraînait en lutte avec tous ses formidables moyens pour s'assurer une victoire éclatante.¹

Tous les fonctionnaires de l'Etat ont été pendant deux mois mobilisés dans la lutte électorale. On a fait des dépenses folles d'argent. Le gouvernement a imposé à travers l' Association nationale des sociétés par actions un pourcentage de 2 pour mille comme contribution des grandes entreprises (banques, trusts, sociétés anonymes, etc) pour les frais électoraux, ce qui a rapporté 38 millions de francs. Les agrariens, les propriétaires, les capitalistes ont dû aussi personnellement payer de considérables rançons: ces sommes énormes ont rendu possible, surtout dans l'Italie du sud (où il y a une ancienne tradition de violence et de corruption électorale qui a été depuis 1860 le grand réservoir de toutes les majorités gouvernementales) l'offensive de grand style qui a accompli le miracle du "plébiscite" méridional.

Les Résultats²

Nous vous exposons dans les tableaux annexes, en chiffres, les résultats électoraux. (Voir: Allegato N.1, N.2, N.3, N.4, N.5) Comme vous voyez, le gouvernement a été mis en minorité dans le nord de l'Italie, c'est-à-dire dans les circonscriptions de Piemonte, Lombardia, Liguria, Veneto e Venezia Giulia, (voir, allegato N.3) et en général dans les

viles. Il a obtenu un résultat “plébiscitaire” dans la campagne avec les méthodes qu’on a exposées. Les résultats de Milan sont surtout importants:

MILAN (Ville)

Bloc fasciste	voix	60 278
Socialistes unitaires	voix	43 830
Socialistes maximalistes	voix	21 139
Communistes	voix	9 156
Populaires	voix	12 727
Opposition constitutionnelle	voix	2 400
Républicains	voix	1 889
Fascistes dissidents	voix	802
Paysans	voix	636
		<hr/>
		152 857

On a donc

Bloc fasciste	voix	60 278
Opposition	voix	92 579

Les voix unies des trois partis prolétariens (Parti socialiste unitaire, Parti socialiste italien, Parti communiste italien) se montant à 74,125, battent à elles seules les voix du bloc fasciste.

En considérant en bloc les résultats de la Province de Milan on a :

Fascistes	145 458
Opposition	234 243

Les partis prolétariens ont eu :

Parti socialiste unitaire	75 989
Parti socialiste italien	51 351
Parti communiste italien	32 942
<hr/>	
160 282	

Ils battent donc, à eux trois, le bloc fasciste aussi dans la Province de Milan.

Dans un prochain rapport nous vous enverrons des données plus détaillées.³ Pour le moment remarquons que les résultats de Milan ont sérieusement affecté Mussolini et les fascistes. Mussolini tenait

beaucoup à vaincre à Milan, la “capitale morale d’Italie”: il était resté à Milan toute la semaine précédant le dimanche du vote pour diriger personnellement la lutte et, lorsqu’il a connu les résultats, il est parti de Milan presque en cachette. Les fascistes ont déchainé après une offensive de destruction à Milan et en province contre toutes les organisations socialistes et populaires qui étaient restées encore en pieds⁴. Il y a des centaines de coopératives et de sociétés ouvrières détruites.

Les logements des camarades Repossi⁵ et Buffoni ont été dévastés; des centaines d’ouvriers blessés et bannis de leurs pays.⁶ Tout cela démontre la profonde et rageuse désillusion du fascisme et ne fera qu’approfondir l’abîme ouvert entre le fascisme et la population. A Turin, à Gène, à Venise, à Trieste, les fascistes ont aussi été mis en minorité.

Les rapports entre les partis prolétariens.

Du prospectus N.2 résulte qu’en 1921 le Parti socialiste (réformistes et maximalistes unis) avait eu 1637671 voix; en 1924 les deux partis (Parti socialiste unitaire et Parti socialiste italien) ont eu ensemble 779 928 voix. Le Parti communiste, en 1921, avait eu 308458 voix, en 1924, il a eu avec les troisiémistes 267 265 voix.

Comme il résulte du prospectus N. 3, tandis que les partis socialistes (Parti socialiste unitaire et Parti socialiste italien) ont perdu entre 1921 et 1924 917 643 voix, les communistes n’ont perdu que 41 193 voix. C’est-à-dire que les socialistes ont perdu presque 3/5 des voix, les communistes n’ont perdu que presque 1/8 des voix. Le déplacement à gauche des électeurs prolétariens est très évident, comme nous pourrions mieux le démontrer dans le prochain rapport.

Salutations communistes
S. Valle

(H.-D. 0045. Original)

Les camarades élus

Nous n’avons pas encore les résultats absolument définitifs en ce qui regarde les préférences, mais très probablement nos élus sont:

Piemonte	2	Maffi (terzino) Bendini ⁷ (com)
Lombardia	3	Repossi (c.) Riboldi(t.) Fortichiari ⁸ (c.)

Liguria	1	Graziadei (c.)
Veneto	2	Borin ⁹ (c.) Gramsci(c.)
Venezia Giulia	2	Gennari(c.) Srebrnic ¹⁰ (c.)
Emilia	2	Picelli ¹¹ (c.) Graziadei(c.)
Toscana	1	Gennari (c.)
Marche	1	Molinelli ¹² (c.)
Lazio	1	Volpi ¹³ (terzino)
Campania	1	Alfani ¹⁴ (terzino)
Puglie	1	Carmine ¹⁵ (c.)
Sicilia	1	Lo Sardo ¹⁶ (terzino)

Sur ces dix-huit élus, treize sont donc des communistes et cinq des socialistes troisiémistes. Les camarades Graziadei et Gennari sont élus dans deux circonscriptions; et, dans ce cas, ce seront les camarades Ferrari¹⁷ (com.) et Damen¹⁸ (com.)

Deux des élus, Carmine et Ferrari sont actuellement en prison.

Nous vous enverrons avec la prochaine poste quelques données biographiques des élus.

Avec la prochaine poste, nous vous enverrons une analyse plus détaillée des résultats électoraux au point de vue politique et numérique.¹⁹

Allégués [Annexes]

Num. 1

Voix obtenues par les partis prolétariens en 1921 et en 1924. En 1921, réformistes et maximalistes étaient ensemble dans le Parti socialiste italien; en 1924, les trois partis ont présenté des listes séparées, puisque seulement les socialistes troisiémistes ont accepté la proposition du "Bloc d'unité prolétarienne" faite par le Parti communiste d'Italie.

Num. 2

Ce prospectus [tableau] rend compte des progrès ou des diminutions des voix socialistes et des voix communistes entre 1921 et 1924.

Num. 3

Ce prospectus [tableau] donne la somme des voix fascistes, celle des voix d'opposition, et en particulier la somme des voix des trois partis prolétariens.

Num. 4

Ce sont les résultats généraux avec les voix de toutes les listes présentées

au vote. Quelques petites différences entre les chiffres, indiquées par ce prospectus [tableau] pour les partis prolétariens et celles du prospectus [tableau] no. 1 sont dues au fait que le contrôle électoral a apporté quelques petits changements, du reste insignifiants.

Allegato n. 1

Resultats Généraux

	1921		1921	1924		1924		1924
	P.S.I.	P.C.I.	Totale	P.S.U.	P.S.I.	Totale	P.C.I.	Totale
Piemonte	191016	79524	270540	49842	40515	90357	40867	131224
Liguria	73540 ¹	19900	93440	39379	9791	49170	12450	61620
Lombard.	430305	42092	472397	123687	117732	241419	57461	298880
Veneto	199482 ²	10075	209557	48022	57230	105252	32469	137721
Venez. G.	52132 ³	23919	76051	13114	5064	18178	20648	38826
Emilia	223098	29285	252383	43308	34608	77916	23916	101832
Toscana	176573	59626	236199	29265	25919	55184	18816	74000
Marche	36034	9427	45461	12398	13142	25540	10123	35663
Abruzzi	28284	3229	31513	14768	—	14768	—	14768
Lazio. U.	84611	8408	93019	8607	22673	31280	16460	47740
Campania	49359	3860	53219	9985	12771	22756	11390	34146
Calabria	34301	3444	37745	4430	9912	14342	3122	17464
Puglie	63949	9329	73278	1969	3763	5732	8732	14464
Sicilia	39654	6340	45994	14688	7711	22399	10811	33210
Sardegna	15333	—	15333	5435	—	5435	—	5435
Totali	1697671	308458	2006129	418897	360831	779728	267265	1046993

¹ Y compris les voix des réformistes dissidents qui en 1922 passèrent au Parti Socialiste unitaire

² Udine n'y est pas comprise, parce qu'en 1924, elle a voté avec la Venezia Giulia

³ Y compris Udine, qui en 1921 a voté avec le Veneto.

Allegato no. 2

Confrontation entre 1921 et 1924

	SOCIALISTES (P.S.U. et P.S.I.)		COMMUNISTES	
	+	-	+	-
Piemonte		100659		38657
Liguria		24370		7450
Lombardia		188886	15369	
Veneto		93930	22394	
Venezia Giulia		33954		3271
Emilia		145182		5369
Toscana		121389		40810
Marche		10494	696	
Abruzzi		13516		3229
Lazio-Umbria		53331	8052	
Campania		26603	7530	
Calabria e Basilicata		19959		322
Puglie.		58217		597
Sicilia.		17255	4471	
Sardegna.		9898		
		-917643	+58512	-99705
				-41193

Allegato no. 3

Circonscriptions

	Fascistes 1	Opposition 2	Partis prolétariens 3
Piemonte	264692	322403	131224
Liguria	123351	116623	61620
Lombardia	504574	514065	298880
Veneto	302156	361505	137721
Venezia G.	163560	115615	38826
Emilia	457883	180305	101832
Toscana	473670	132830	74000
Marche	128783	73348	35663
Abruzzi	233056	38451	14768
Lazio	290974	91754	47740
Campania	448289	150332	34146
Puglie	469954	84827	14464
Calabria	259683	79406	17464
Sicilia	484811	202832	33210
Sardegna	84577	48868	5435
Total	4690013	2513164	1046993

N. B. La colonne 2 comprend toutes les listes de minorité, y compris les listes d'opposition "constitutionnelle"; la colonne 3 comprend seulement les voix des trois partis prolétariens (P.S.U., P.S.I., et P.C.I.)

I RISULTATI TOTALI DI LISTA E PER CIASCUNA CIRCOSCRIZIONE

Circoscrizioni	Votanti	Fascio	Fascio bis	Liberali		Massi- mal.	Comu- nisti	Popolari	Con- tadini	Repub- blic.	Demo- soc.
				(ban- diera)	Unitari						
Lombardia	1.110.480	504.156			123.690	118.735	57.453	173.459	11.505	7.668	
Piemonte	587.095	264.692		58.083	49.899	40.550	40.870	60.928	56.767		
Liguria		123.351		12.859	39.769	9.791	12.450	30.499	2.234	3.991	
Veneto		302.156			47.758	57.130	32.389	153.606		29.926	
Venezia Giulia	269.175	163.560			13.114	5.064	20.648	22.000		9.744	
Emilia	668.806	457.883			43.364	34.543	23.135	51.360		22.196	
Toscana	653.349	395.925	77.745	6.832	29.087	26.016	18.802	32.597		19.361	6.135
Marche		128.783			12.398	13.142	10.123	21.619		16.066	
Lazio-Umbria	382.727	254.115	36.859	6.410	8.607	22.673	16.460	19.948	1.451	13.683	
Abruzzi Molise	270.540	150.566	82.484	7.627	14.768			4.866			
Campania		447.989		30.504	10.023	13.563	11.412	19.730		1.849	8.524
Puglie		315.962	153.992		1.968	3.758	8.729	3.630		3.991	
Basilicata											
Calab.	339.117	259.683		15.186	1.438	9.912	3.122	11.068		1.273	4.688
Sicilia	730.947	481.811		2.324	14.630	7.691	10.825	30.652		2.438	74.303
Sardegna		84.577			5.435			7.497			4.572
Totale		4.335.209 ¹	351.080	139.825	415.948 ²	362.568	266.418	643.459 ³	71.957	132.186 ⁴	98.222

¹ Dans l'original: 4.135.677

² Dans l'original: 418.948

³ Dans l'original: 643.469

⁴ Dans l'original: 132.256

Circoscrizioni	Opposiz. Amendola	Lista Graziani	Opposiz. Bonomi A.	Fascisti dissi- denti	Lista De Bellis	Sardisti	Lista Flam- mingo	Lista Lom- bardo Pelle- grino	Lista Pallas- trelli Man- fredi	Lista Cutru- felli	Allo- geni
Lombardia			9.304	13.328							
Piemonte			9.314	5.023							
Liguria											
Veneto			8.776								
Venezia Giulia			5.705								31.920
Emilia											29.338
Toscana									5.702		
Marche											
Lazio-Umbria						499	2.022				
Abruzzi Molise	10.114								119		
Campania					327				7.782	4.778	
Puglie					4.785				58.558		
Basilicata											
Calab	17.453	38							2.130		
Sicilia		12.704						126		39.868	
Sardegna	11.051					23.333	1.948	6.206			
Totale	72.392	12.742 ⁵	33.099	18.351	5.112	23.832	3.970	6.332	74.291	44.646	61.258

⁵ Dans l'original; Basilicata, 38; Sicilia, 12.704; Sardegna, 12.704; total, 12.742.

Moscou, 11 avril 1924

No. 1505

Au Camarade Christophe, *Rome*.

Cher camarade,

Le camarade Kolarov attire particulièrement votre attention sur le rapport du camarade Manouilsky² et vous demande de bien réfléchir s'il convient de le publier, vu qu'il est une lettre confidentielle nullement destinée à la publication.

Le camarade Kolarov, de sa part, pense qu'il ne faut pas publier la lettre.

Salutations communistes
Heimo

(H.-D. 0040. Original)

259. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LA SITUATION
ITALIENNE AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS**

Rome, 13 avril 1924

*Résultats des élections*¹

La victoire du fascisme, qui était prévue et certaine, est en réalité une démonstration de sa faiblesse et une victoire éclatante de la classe ouvrière. Dans le nord du pays où le fascisme a ses plus fortes organisations, l'opposition, et en particulier l'opposition ouvrière, s'est très fortement affirmée, mettant la liste nationale en minorité. Les succès de la liste nationale sont obtenus dans le centre et surtout dans le sud du

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 132.

** Déjà publié dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 215-222, et en traduction italienne dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 145-151.

pays où les organisations fascistes sont faibles et où le succès de la liste nationale est dû à d'autres causes qu'à la popularité du fascisme. Le nombre des voix récoltées par les partis prolétariens est la démonstration évidente que le prolétariat, malgré les persécutions et la terreur, a gardé sa conscience de classe et sa combativité révolutionnaire. Les résultats de l'alliance prolétarienne, qui gagne des voix et des sièges sur les élections passées, démontrent qu'il existe une masse ouvrière importante qui a confiance dans notre parti et qui attend de lui une direction pour sa lutte contre le fascisme. Ces élections, dans les conditions où elles ont été faites, sont une preuve du réveil des masses ouvrières qui doit imposer à notre parti des tâches nouvelles importantes.

Il est évident que le mot d'ordre de l'alliance et sa réalisation partielle avec les *terzini*, que tout le processus politique suivi par notre fraction au sein du Parti socialiste italien ont été suivis avec sympathie par les ouvriers et ont déplacé une couche importante des masses qui suivaient le Parti socialiste. La fraction *terzinternationale* a derrière elle une masse ouvrière importante. Il n'y a pas de doute que si la direction du Parti socialiste avait elle-même pratiqué l'alliance, le parti réformiste aurait subi un échec plus sensible encore que celui qu'il a subi.

Ce courant favorable à l'unité comporte ses dangers. La pratique du front unique est envisagée par la masse avec un certain esprit liquidateur du Parti communiste, résultat du manque de propagande et d'éducation de notre parti lui-même en faveur du front unique tel que nous l'entendons. Les élections ont aussi montré quelques points noirs. Notre parti, malgré l'alliance avec les *terzini*, a perdu des voix à Turin où les réformistes nous dépassent; il a un chiffre de voix très inférieur à celui des maximalistes et des unitaires à Milan et dans toute la région industrielle de la Lombardie où rayonne encore l'influence de l'*Avanti!*. Dans tout ce nord prolétarien nos positions dans la classe ouvrière sont encore faibles en comparaison des forces maximalistes et réformistes. Le Parti communiste attribue notre recul à l'abstentionnisme des ouvriers de Turin; il y a là aussi une manifestation inquiétante, surtout si on l'ajoute à la tendance manifestée par notre organisation de Turin pour l'autonomie des cellules d'usine à l'égard du parti.

Le succès de l'ensemble ne doit pas nous voiler ces faiblesses de détail.

Pour les autres partis prolétariens, les résultats sont aussi significatifs. Les réformistes n'ont pas obtenu ce qu'ils escomptaient, le parti

maximaliste est resté une force plus considérable qu'on ne pensait et les unitaires ne lui ont pas arraché l'influence qu'ils espéraient. Aussi les résultats ont-ils déterminé un courant chez les unitaires de retour à l'unité avec les maximalistes, courant représenté par la gauche du parti, Baratano² etc. Le parti maximaliste a perdu son influence dans les régions où les terzini nous ont suivis: la Sicile, les Pouilles, la Venezia Julia; il conserve des positions importantes dans certaines régions prolétariennes comme la Lombardie, où nous restons faibles; mais un fait intéressant, c'est que les candidats qui représentaient la politique de la direction, comme Vella, ont provoqué le déplacement des masses en notre faveur, tandis que les candidats de la tendance de Lazzari, et plus particulièrement Lazzari lui-même, Cassinelli³ à Rome ont empêché le déplacement en notre faveur, mais ont attiré sur eux les préférences des ouvriers à cause de leur politique favorable à la Troisième Internationale. Naturellement notre tactique ici doit tenir compte de tous ces facteurs.

Dans le parti communiste

Le résultat des élections, le déplacement d'une partie importante de la masse vers le communisme, imposent au parti des tâches nouvelles. Il doit, devant le réveil des masses et la confiance que lui ont témoignée des centaines de mille ouvriers, développer dans la vie publique italienne et dans la lutte contre le fascisme une plus grande activité politique. S'il sait saisir ce moment où tout le parti, malgré les nouvelles persécutions, est encouragé par les résultats, où la classe ouvrière a conscience d'avoir manifesté sa force et sa conscience de classe, pour devenir un facteur actif d'opposition au fascisme, il attirera à lui les ouvriers des autres partis. Les partis d'opposition démocratique bourgeoise ont subi une cuisante défaite, la classe ouvrière a manifesté pour la lutte de classe contre le fascisme; si notre parti sait conduire avec fermeté et intelligence cette lutte, il deviendra le parti prépondérant dans la classe ouvrière et paysanne.

Pour remplir ces tâches, quelques conditions sont nécessaires:

a. La question de la fusion et des rapports avec les terzini et le parti maximaliste doit passer au second plan des préoccupations du parti et n'être envisagée que comme un des moyens d'action du parti dans la masse, moyen très favorable, plutôt que comme un sabot à l'activité du parti. Je n'ai cessé depuis que je suis ici de répéter aux camarades du Parti communiste qu'ils ne doivent pas se laisser hypnotiser par

cette question de la fusion. Ils me répondaient que le Parti communiste n'avait pas encore sa physionomie et ses limites définies et que la fusion était une condition préalable à l'activité du parti. D'une conversation que j'ai eue avec Togliatti au lendemain des élections, j'ai pu voir que le résultat des élections a réussi à déplacer les préoccupations de la direction du parti et à mettre à sa juste place la question de la fusion. Le parti comprend que bien qu'appelé à modifier sa composition dans un avenir plus ou moins rapproché, il est le Parti communiste qui a des tâches politiques qu'il ne peut et ne doit négliger ou renvoyer au lendemain de la fusion. Si cet état d'esprit est celui du Comité central qui va se réunir,⁴ une des conditions essentielles à l'amélioration du travail politique du parti sera réalisée en même temps qu'une détente heureuse dans la question de la fusion.

b. Une transformation des méthodes de travail et d'organisation du parti dans le sens d'un retour à l'activité politique des cellules de bases. Le parti est actuellement et depuis de nombreux mois construit de façon à être un mécanisme d'exécution des décisions du centre, mais non une organisation politique qui discute les questions tactiques et la vie politique de la classe ouvrière. Les cellules de base, les sections du parti ne discutent pas, elles se réunissent seulement pour prendre connaissance des décisions des organes dirigeants et pour les appliquer. Le réveil de la conscience de classe dans la masse doit conduire le parti à modifier cette conception de son rôle pour donner au réveil de la masse la possibilité de s'exprimer dans la vie et l'activité du parti. Déjà le dernier exécutif, avant les élections, en envisageant la transformation de l'organisation sur la base des cellules d'usine, a envisagé l'opportunité de redonner au parti la possibilité de discuter à la base et de ne plus avoir exclusivement une organisation de haut en bas.⁵ La situation révélée par les élections doit accentuer cette tendance heureuse de l'Exécutif. La discussion qui s'ouvre dans le parti sur la tactique générale permettra de recréer l'habitude de la discussion et de l'expression de la pensée du parti à la base.

c. Tout en conservant son organisation clandestine, il faudra que l'activité du parti s'efforce de perdre son caractère illégal et se manifeste davantage à la surface de la vie publique, quitte à essuyer quelques persécutions et arrestations de militants.

d. Un effort spécial doit être fait dans les régions industrielles où nous sommes en recul ou en infériorité notoire sur les autres partis prolétariens.

e. Continuer l'agitation autour de l'alliance pour l'unité et l'application de la tactique du front unique, liée à notre action dans le Parti socialiste italien.

f. Adopter une ligne politique à l'égard du fascisme qui ne se contente plus d'une attitude défensive, mais qui prépare l'offensive idéologique et le groupement des masses pour l'action. La situation interne du parti, à la veille de la discussion, est inchangée. La discussion ne pourra pas aboutir à un congrès du parti avant le Cinquième congrès mondial; cependant, comme des regroupements importants se sont produits, il est nécessaire que le parti exprime son opinion provisoire avant le Cinquième congrès. Cela pourra être fait sous forme d'une centrale élargie. Entre la majorité actuelle et le groupe de Bordiga, les divergences sont nettes et il y aura des courants distincts. Le centre du parti qui n'était pas complètement d'accord avec Bordiga au congrès de Rome déjà, mais qui avait tu à ce moment ses divergences pour faire bloc avec lui, exprime maintenant son opinion propre. Bordiga a fait aussi une certaine évolution vers une plus grande intransigeance depuis qu'il n'est plus à la direction du parti. C'est sur la question du front unique et sur les questions relatives à l'organisation et aux tâches du parti que porteront les divergences. Entre le centre et le groupe de Tasca, il est difficile de voir actuellement des divergences politiques autres que celles portant sur l'appréciation des faits passés. En ce qui concerne les tâches présentes et l'avenir, il n'y a pas de divergences sensibles, même dans la question des rapports avec les maximalistes. Les camarades de la majorité eux-mêmes ne peuvent formuler les points précis de tactique qui les séparent de Tasca. Ils lui reprochent son attitude passée, ils jugent autrement toute la politique passée du parti, mais il me paraît qu'en ce qui concerne l'avenir, une différenciation de ces deux groupes serait artificielle et préjudiciable au parti en maintenant pour le travail de demain, sur lequel on est d'accord, des divisions qui n'ont trait qu'au passé et qui ramènent l'attention du parti sur les problèmes d'hier et non sur ceux d'aujourd'hui. A droite de Tasca, et très différents de lui, quelques camarades sans homogénéité politique comme Bombacci, Graziadei, qui, si une division artificielle se fait entre Tasca et la majorité, seront sans doute renforcés par la tendance Tasca auquel ils se rallieront, bien qu'elle n'exprime pas exactement leur pensée.⁶ Comme rien de définitif ne sera fait avant le Cinquième congrès, j'espère qu'une clarification complète se fera au cours du Cinquième congrès.⁷

La tactique suivie par notre fraction pendant les élections, qui a abouti aux exclusions de plus de cinq mille membres et de nombreuses sections et fédérations du parti, a donné dans l'ensemble de très bons résultats et l'issue de la campagne électorale prouve que, malgré ses désavantages, elle était la seule possible pour notre fraction. Si les terzinternationalistes étaient restés disciplinés dans le but de participer au prochain congrès du parti, ils auraient perdu toute influence sur les masses socialistes. Leur acte d'indiscipline, en soulevant une discussion passionnée au sein du Parti socialiste italien, a affirmé leur caractère politique et a posé clairement aux membres du parti et aux masses qui le suivent le dilemme entre la politique de la direction et la politique des partisans de l'Internationale communiste. Rapidement, pendant la campagne électorale, nos camarades ont organisé les exclus en fédérations et la fraction a déjà distribué environ cinq mille cartes à ses adhérents. D'accord avec les directives que nous avons reçues de l'Internationale,⁸ la fraction a déclaré rester, malgré les exclusions, adhérente au Parti socialiste italien, affirmant vouloir faire juger sa politique en même temps que celle de la direction par le prochain congrès. Cette politique, qui a le désavantage de renvoyer la fusion au lendemain du congrès du Parti socialiste italien et de laisser persister la fraction comme formation politique indépendante jusqu'au congrès, a cependant l'avantage de maintenir l'agitation au sein du Parti socialiste italien et d'y poser d'une façon aiguë la question de l'adhésion à l'Internationale communiste et de la pratique d'une politique communiste. Si l'expulsion de la fraction avait provoqué une fusion immédiate avec le Parti communiste, – ce qui paraissait être le désir de la direction du Parti communiste – il est certain que la direction du Parti socialiste italien aurait salué cette fusion avec joie, parce qu'elle la débarrassait enfin pour le prochain congrès, des questions les plus épineuses pour elle. Bien qu'expulsée du Parti socialiste italien, la fraction, parce qu'elle existe comme telle, parce qu'elle en appelle contre la direction au congrès, parce qu'elle prend dans toutes les questions politiques importantes une position qui devrait être celle de la direction, exerce une action continue sur le Parti socialiste italien, action qu'elle ne pourrait plus exercer si elle avait accompli la fusion avec le Parti communiste. D'autre part le contact a été repris avec Lazzari et ceux qui, comme lui, partisans de l'adhésion à la Troisième

Internationale aux conditions de l'Exécutif élargi,⁹ n'ont pas suivi la fraction dans son acte d'indiscipline électorale. Ces éléments sont assurément peu sûrs et fort hésitants, mais ils peuvent être fort utiles pour permettre jusqu'au congrès à notre fraction de travailler les masses socialistes et de les gagner à nous, en particulier dans les régions où le Parti socialiste a conservé une grande influence. Ce groupe Lazzari qui est en formation et qui grouperait, d'après les renseignements que j'ai, quatre ou cinq députés et un membre de la direction, Vernocchi,¹⁰ est favorable 1. à la tenue immédiate d'un congrès 2. à la participation des exclus à ce congrès 3. à y réclamer l'adhésion à l'Internationale communiste en formant un bloc avec la fraction terzinternationaliste contre la direction. Naturellement, il ne faut avoir aucune illusion sur les facultés d'organisation, ni sur la combativité de cette fraction. Sa plus grande utilité sera de permettre à notre fraction de continuer son travail d'agitation politique et de conquête des masses dans le Parti socialiste. Cette fraction centriste de Lazzari peut être renforcée par la politique de rapprochement avec le parti réformiste, pratiquée par la direction du parti. La direction se trouve actuellement dans de gros embarras. Elle a dépensé de très grandes sommes pour la campagne électorale et la vie même de l'*Avanti!* se trouve menacée. D'autre part la crise provoquée par notre fraction est extrêmement profonde et si le groupe Lazzari déployait quelque combativité, il pourrait mettre la direction dans une situation très difficile. Il ne faut cependant pas être trop optimiste sur l'issue d'un congrès; la direction se refusera absolument à y admettre les terzini et, d'autre part, d'accord avec les unitaires, elle fait entrer au parti de forts contingents de réformistes pour maintenir une majorité hostile à l'Internationale communiste. Ce n'est donc pas sur le congrès que nous devons porter notre principal effort, mais sur le travail d'agitation qui fatalement le précédera. Si nous travaillons sérieusement pendant cette période, nous pourrions arracher au Parti socialiste italien une nouvelle couche de travailleurs qui, spécialement en Lombardie, suivent encore Lazzari.

La question de la fusion

Le bloc électoral entre le Parti communiste et les terzini a été une première expérience de collaboration politique dont les résultats au point de vue de l'action sur la masse sont fort encourageants, mais qui sont décevants en ce qui concerne le rapprochement entre nos deux organisations. Un esprit de méfiance réciproque n'a cessé de présider

à toute l'action commune.¹¹ Le Parti communiste désire hâter la fusion et envisage d'un mauvais oeil la tactique suivie actuellement par la fraction qui renvoie la fusion après le congrès du Parti socialiste italien. Mais, tout en cherchant à hâter la fusion, il n'y a pas de doute qu'il a pratiqué l'alliance dans un esprit antifusionniste et en développant même à l'intérieur du parti la méfiance à l'égard des *terzini*; la circulaire secrète de la direction du Parti communiste publiée par l'*Avanti!* illustre bien cet état d'esprit.¹² Les *terzini*, d'autre part, cherchent à renvoyer le plus possible la fusion. Ils redoutent l'entrée dans le Parti communiste dont ils constatent l'état d'esprit à leur égard. Cette situation serait bien inquiétante si nous ne l'avions pas eue déjà dans presque tous les pays au lendemain du Deuxième congrès mondial quand, presque partout, nous avons procédé à la fusion des partis communistes existants, souvent gauchistes et sectaires, avec la gauche des partis social-démocrates, pas toujours complètement débarrassée de la mentalité des vieux partis. La situation n'est pas différente en Italie; elle se produit seulement quelques années plus tard, à la suite d'expériences plus douloureuses et avec le tempérament italien.

Quelle doit être notre tactique

Dans cette situation rapidement esquissée, quelle doit être notre tactique? En attendant que se réunisse la commission de fusion, voici quelle ligne de conduite je suis; c'est celle que je défendrai aussi à la commission de fusion.

1. Ne pas considérer comme terminée avant le congrès du Parti socialiste italien notre action au sein du parti maximaliste. Exploiter jusqu'au congrès toutes les possibilités d'action pour gagner le plus grand nombre possible d'ouvriers socialistes. Nous ne devons pas avoir d'optimisme exagéré sur l'issue du congrès, mais nous devons, en maintenant notre fraction autonome et en maintenant son appel au congrès, poursuivre notre agitation au sein du Parti socialiste italien, dans le but de lui arracher au moins une nouvelle couche de la classe ouvrière, spécialement dans les régions industrielles où l'influence du Parti socialiste italien est encore grande.

2. Pour faciliter cette action, il faut utiliser le groupe centriste de Lazzari qui est l'instrument par lequel nous pouvons encore agir dans le Parti socialiste italien. Il faut donc a. encourager la constitution de cette fraction, b. la lier d'une façon organique, par un comité d'action commun, à la fraction *terzinternationale* exclue.

3. Ce comité d'action réclamera la tenue d'un congrès du parti auquel devront participer les *terzini* et qui statuera sur l'acceptation des conditions de l'Exécutif élargi. Il me paraît difficile que ce congrès puisse avoir lieu avant le Cinquième congrès mondial, cependant nous devons agir pour qu'il ait lieu le plus rapidement possible.

4. Pour la demande et la préparation du congrès, mener l'agitation avec vigueur dans toutes les sections du parti, en portant le maximum de travail dans les régions que nous voulons encore arracher à l'influence du Parti socialiste italien, organiser autour de la fraction *terzinternationale* les sympathisants *lazzariens*, de façon qu'ils soient encadrés et entraînés par nous.

5. Au congrès, bloquer avec la fraction *Lazzari*, sur la plateforme de cette fraction, qui est l'acceptation des conditions de l'Exécutif élargi, dans le but de prendre avec elle la majorité, à condition que la direction nouvelle soit formée de deux tiers au moins des membres de la fraction *terzinternationale*. Le parti conquis pratiquera l'alliance avec le Parti communiste, le temps nécessaire à la préparation sérieuse de la fusion.

6. Cette issue du congrès est peu probable; il est très probable au contraire que les *terzini* ne pourront pas participer au congrès et que le centre y restera minorité. Nous devons alors considérer ce congrès comme le terme de notre action spéciale au sein du parti maximaliste, pour chercher à le conquérir et décider la sortie définitive des partisans de l'Internationale communiste et leur fusion immédiate avec le Parti communiste; même si quelques chefs centristes ne nous suivent pas, les masses que nous aurons mises en mouvement pour le congrès et qui auront été encadrées et entraînées par nous, nous suivront.

7. Cette tactique provoque le renvoi de la fusion après le congrès du Parti socialiste italien. Il serait du reste difficile de l'opérer avant que le Parti communiste ait terminé sa discussion intérieure.

8. Toutefois, comme cette tactique est subordonnée à la constitution et à l'activité d'une fraction centriste dans le Parti socialiste italien, si cette fraction se montrait incapable du travail que nous attendons d'elle et si de ce fait, notre fraction *terzinternationale* restait isolée et définitivement coupée du Parti socialiste italien, il faudrait envisager sa fusion immédiate avec le Parti communiste.

9. Pendant la période qui sépare les élections du congrès du Parti socialiste italien, la fraction *terzinternationale* continuera à pratiquer l'alliance politique, préparatoire de la fusion, avec le Parti communiste

et l'agitation continuera dans la masse autour de l'alliance pour l'unité prolétarienne.

10. En ce qui concerne les conditions de fusion pour la fraction, le Parti communiste désire modifier les conditions du Quatrième congrès [mondial] dans un sens plus défavorable aux terzini, en particulier en les éliminant du Comité exécutif du parti. Les terzini, au contraire, réclament la parité parce qu'ils sont la fraction communiste du Parti socialiste italien. Je suis pour ma part favorable au maintien des conditions du Quatrième congrès qui ont l'avantage d'être connues.¹³ Toute modification dans un sens ou dans un autre entraînerait de très vives résistances.

Christophe

(H.-D. 0046. Copie)

260. J. HUMBERT-DROZ À V. KOLAROV

Rome, 16 avril 1924

Camarade Kolaroff, *Moscou*

Cher camarade,

Ci-joint, je vous envoie quelques lettres que j'ai reçues du Portugal avec lequel je suis toujours en relations. Je joins copie de la lettre que j'ai immédiatement répondue.

Je vous prie aussi de vous mettre en relation directe avec le Parti portugais pour l'envoi des circulaires et instructions, en particulier en ce qui concerne le Cinquième congrès.

La situation politique et sociale du pays est très favorable au développement de notre parti. La décomposition du mouvement anarchiste nous permet aussi de conquérir la Confédération générale du travail qui est la seule organisation nationale unique adhérente à Berlin et qui possède un quotidien à Lisbonne. Nous avons une très sérieuse emprise sur les paysans et sur les milieux ouvriers. J'avais demandé pour le Parti communiste portugais une petite subvention de 100 dollars par mois pour lui permettre de publier un petit journal de deux pages, hebdomadaire. C'est un minimum, parce que c'est la seule chose qui peut se publier dans la langue portugaise et je pense

que la situation là-bas mériterait de notre part un effort plus grand pour doter notre parti d'un secrétaire ou d'un propagandiste rétribué qui pourrait lui consacrer tout son temps. Jusqu'à présent, le travail du parti est fait bénévolement par les camarades après leurs heures de travail. Je vous prie d'insister auprès de la commission du budget pour que ce minimum nécessaire à la vie du journal soit assuré.

J'apprends de France que M[anouilski] est rentré à Moscou sans venir ici. Comme ici tous sont à peu près d'accord pour penser que la fusion ne peut avoir lieu avant le Cinquième congrès, la présence de M[anouilski] est moins nécessaire.

Fraternellement
Christophe

(H.-D. 0165. Copie)

261. J. HUMBERT-DROZ À O. A. PIATNICKIJ

Rome, 16 avril 1924

Camarade Piatnitzky, *Moscou*

Mon cher camarade,

Je vous prie de m'envoyer, par le prochain courrier, une provision de quelques centaines de dollars.

J'ai fait renouveler en Suisse mon congé militaire et mon passeport, de façon que je pourrai rentrer en Suisse avec mes papiers français et partir de là au Cinquième congrès avec mon passeport suisse régulier.

J'envoie par le même courrier des lettres reçues du Portugal au camarade Kolaroff.¹ Au moment où elles étaient écrites, à la fin de février, les camarades portugais n'avaient rien reçu de subvention pour l'année 1924. J'avais demandé pour eux une subvention mensuelle de cent dollars pour leur permettre d'éditer deux fois par mois un petit journal de deux pages. Je pense que la situation, très favorable au travail et au développement de notre parti là-bas, mériterait de notre part un effort financier plus considérable, mais j'insiste, si la chose n'est pas encore décidée, pour que le minimum de cent dollars par mois leur soit accordé. C'est la seule publication communiste de langue portugaise.²

L'argent peut être envoyé à Marguerite,³ à Paris.

Il serait bon que vous preniez contact direct avec le parti, pour lui envoyer les instructions et circulaires pour le Cinquième congrès. L'adresse est :

Charles Rates, 3, Travessa do Tarujo, *Lisbonne*. J'ai fait le nécessaire en son temps, à Paris, pour que le parti reçoive les publications françaises.

Cordialement à vous
Christophe

(H.-D. 0423. Copie)

262. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Rome, 26 avril 1924

Confidentielle

Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher Camarade,

J'ai eu hier après-midi à Milan un long entretien avec les chefs du groupe Lazzari qui prétendent avoir groupé autour d'eux un nombre déjà important de militants connus parmi lesquels une demi-douzaine de députés. Je leur ai posé une série de questions très précises et j'ai obtenu aussi sur tous les points des réponses concordantes et nettes. Ce groupe est favorable à la convocation la plus rapide possible d'un congrès du parti. Ils sont décidés à y livrer bataille à la fois contre la politique de droite de la direction, pour le maintien du programme révolutionnaire du parti et pour l'adhésion à l'Internationale communiste aux conditions de l'Exécutif élargi qu'ils jugent susceptibles, même après la sortie des *terzini*, de rallier la majorité du parti. Ils considèrent les conditions de l'Exécutif élargi et l'alliance avec le Parti communiste comme une première étape nécessaire vers l'adhésion complète et la fusion avec le Parti communiste. Ils insistent pour que l'Internationale, à son Cinquième congrès, maintienne les conditions

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 151-153.

de l'Exécutif élargi, au moins jusqu'au congrès du parti. Ils demandent aussi à rester en contact direct avec l'Internationale et sa délégation en Italie.

En ce qui concerne les rapports de ce groupe avec notre fraction, ces camarades, Lazzari compris, ont déclaré vouloir défendre de toutes leurs forces avant le congrès le droit des *terzini* à participer au congrès. Au cas où ils obtiendraient cette participation, ils sont décidés à bloquer avec eux contre la direction. Cependant, ils jugent utile, au début de leur action, de ne pas se présenter au parti comme les agents des *terzini*. Les ressentiments contre l'indiscipline électorale de la fraction sont encore très grands dans le parti et ce serait, pour le groupe, la plus mauvaise plate-forme pour engager son action que de soulever d'abord la question des *terzini*. Ils préfèrent, avec raison je crois, commencer la bataille sur les questions de politique générale contre les tendances réformistes et pour l'Internationale, pour soulever ensuite la question plus délicate des *terzini*. Au point de vue pratique, je leur ai fait comprendre que l'Internationale, pour envisager leur demande, ne pouvait se contenter de déclarations, même très nettes, faites dans une réunion privée avec le représentant de l'Exécutif, qu'il était nécessaire de donner une forme publique le plus rapidement possible à leur action. Des articles émanant des camarades de ce groupe et portant seulement sur les questions d'orientation politique du parti sont systématiquement refusées par l'*Avanti!*. Seul Lazzari a jusqu'ici trouvé grâce. Nous avons donc décidé de suivre la tactique suivante: à l'occasion du Cinquième congrès, le camarade Lazzari écrira une lettre ouverte à la direction du parti, à publier sur l'*Avanti!*, demandant à la direction si elle compte envoyer une délégation du Parti socialiste italien au Cinquième congrès puisque, par la décision de tous ses congrès, le parti a déclaré adhérer à l'Internationale communiste, soulevant dans cette lettre la question de la réponse faite par le parti aux propositions de l'Exécutif élargi et posant ainsi publiquement à nouveau toute la question des rapports du parti avec l'Internationale; copie de cette lettre sera remise à l'Internationale avec une déclaration de solidarité d'un groupe de camarades. Au cas où la direction refuserait la publication dans l'*Avanti!*, l'Internationale se chargerait elle-même de la faire connaître en même temps que le refus de la direction de publier la lettre de Lazzari. Si, comme il est probable, la direction la publie en la faisant suivre d'une réponse qui ne peut être que négative et marquer la volonté de rupture avec l'Internationale, les mili-

tants qui sont d'accord avec Lazzari feront alors une déclaration commune contre cette politique de la direction, réclamant la convocation d'un congrès pour que le parti décide lui-même l'acceptation ou le refus des conditions de l'Exécutif élargi.⁷

Ces camarades jugent inutile le voyage d'un des leurs à Moscou et préfèrent éviter de donner à la direction une occasion d'exclure encore. Ils se borneront à envoyer une lettre à l'Internationale pour expliquer leur point de vue et exprimer leur désir. J'ai obtenu aussi que ce groupe ait des rencontres avec les camarades de notre fraction pour coordonner d'une façon non apparente l'action des deux groupes. La réunion que j'ai eue confirme le point de vue que je vous exprimais dans mon dernier rapport, au lendemain des élections! Le Parti maximaliste est encore un grand parti prolétarien; les ouvriers qui le suivent sont des ouvriers révolutionnaires. La tactique électorale de notre fraction a provoqué déjà un certain déplacement des forces prolétariennes vers le Parti communiste, mais les partisans de l'Internationale n'ont pas tous suivi la tactique de notre fraction. Je pense que notre action doit continuer à l'intérieur du Parti socialiste italien sur les bases de l'Exécutif élargi au moins jusqu'au congrès du parti.

Recevez, cher camarade, mes fraternelles salutations

Christophe

(H.-D. 0047. Copie)

263. A. TASCA ET G. VOTA AU COMITÉ EXÉCUTIF DU
PARTI COMMUNISTE ITALIEN*

A Christophe, per conoscenza

Al Comitato esecutivo del Partito comunista d'Italia

Abbiamo presa visione del verbale della seduta del Comitato centrale del 18 Aprile e protestiamo perchè il testo del discorso Scoccimarro, non corrisponde a quello effettivamente pronunciato.¹

Rileviamo ad esempio l'affermazione che "le caratteristiche poli-

* Déjà publié dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 137.

tiche che differenziarono” i gruppi *Ordine Nuovo* e *Soviet*² erano “di carattere subordinato e secondario” (pagina 13 del verbale); a proposito dell’approvazione delle tesi del Congresso di Roma da parte dei compagni dell’attuale “centro” si soggiunge: “oggi come ieri, riteniamo di aver fatto bene a far ciò” (id.); dopo aver ricordato le troppo facili e opportunistiche adesioni alla formula del “fronte unico,” si dice: “ai compagni della minoranza, che ci ricordano che essi fin dal primo momento non avanzarono alcuna riserva, ricordiamo questi semplici e inoppugnabili dati di fatto” (pagina 16); “le critiche fatte da Tasca alla nostra mozione mostrano solo in minima parte i punti fra noi controversi. Egli nega che le esigenze del periodo di formazione del Partito abbiano potuto influire sul nostro atteggiamento e sulla nostra tattica” (pagina 16); “Non si assumono posizioni che mutano il corso di sviluppo della vita del Partito, per svignarsela poi alla chetichella” (pagina 17) e “anche l’equivoco della minoranza deve cessare. Noi vogliamo sapere quale contrabando politico si nasconde dietro la vostra bandiera. Voi siete un conglomerato eterogeneo di elementi i più disparati: nella minoranza si è cristallizzato tutto l’opportunismo ecc.” Tutta la fine del discorso è stata modificata. Le aggiunte fatte danno al discorso una diversa intonazione; non spendiamo una parola sul merito di esse, ma rileviamo che l’assumere in sede di redazione di verbale un tono aggressivo, che si è cercato invece di evitare nella seduta costituisce una duplice scorrettezza.

S. Valle
Bernardi³

(H.-D. 0043. Original)

264. A. TASCA ET G. VOTA AU PRÉSIDIUM DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*

A Christophe, per Conoscenza

Au Présidium de l'E.K.K.I.

Chers camarades,

L'actuel Comité exécutif du Parti communiste italien a reçu son mandat

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 138.

de l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste en juin 1923;¹ son mandat vient donc naturellement à cesser avec le Cinquième congrès, qui devra de nouveau s'occuper de la "question italienne".

Les représentants de la minorité² soulignent la position prise par les camarades du "centre" dans la motion et dans la discussion du Comité central du Parti communiste italien du 18 avril, dont le Présidium connaîtra le procès-verbal.³ Telle position rend objectivement impossible toute continuation du travail en commun accompli pendant une année et nous devons pour cela déclarer que nous nous considérons, dès ce moment, démissionnaires du Comité exécutif du Parti communiste italien.⁴

Nous continuerons naturellement nos fonctions jusqu'au Cinquième congrès et notre lettre a pour but de remarquer – ce qui peut-être est même superflu – que la discussion en cours et les positions qui viennent d'y prendre les différents groupements ont pratiquement surpassé la solution de juin 1923, rendent impossible le "stato quo" et exigent que le problème du centre dirigeant du parti soit de nouveau envisagé.

Salutations fraternelles
[S. Valle]
[Bernardi]

(H.-D. 0044. Copie)

265. J. HUMBERT-DROZ À G. ZINOV'EV*

Rome, le 2 mai 1924

Confidentielle
Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

A la suite des conversations que j'ai eues avec le groupe Lazzari et dont je vous ai rendu compte la semaine dernière, l'Exécutif des terzini

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 158–160.

a envisagé quelle devait être sa tactique dans les quelques semaines qui vont venir, en particulier en ce qui concerne leur projet de demander la convocation du congrès du Parti socialiste. Nous avons été d'accord, après un examen de la situation, pour penser qu'une demande de convocation de congrès de notre part, au moment où s'initie l'action du groupe Lazzari, serait rendre un mauvais service à ce groupe et compromettre à l'avance le succès de son travail. Nous savons en effet que la direction repousserait notre demande de congrès et il serait alors bien malaisé à Lazzari et à ses amis de réclamer la convocation d'un congrès après le refus de la direction.¹ Notre fraction laissera donc s'engager l'action du groupe Lazzari avant d'intervenir directement. Cependant, la fraction ne saurait sans danger rester inactive à l'égard du Parti socialiste et se contenter de pratiquer l'alliance avec le Parti communiste. Rapidement se développerait un état de fait souhaité par la direction du Parti socialiste italien qui lierait étroitement la fraction au Parti communiste en la détachant d'une façon à peu près définitive du Parti socialiste et qui rendrait impossible sa demande de participation au congrès. Les *terzini* ont donc décidé, pour éviter le danger, de donner des directives aux camarades des fédérations et des sections pour que partout, à la base du parti, les camarades reprennent contact avec les sections socialistes, leur fassent des propositions de reconstitution d'unité du parti, des propositions d'être entendus par elles sur leur cas d'indiscipline et pour agiter la nécessité de la convocation d'un congrès. Ainsi, au moment où nous demanderons la convocation d'un congrès officiellement à la direction du parti, nous aurons développé dans les sections un état d'esprit favorable contre lequel la direction pourra plus difficilement prendre position. Ce contact à la base avec les sections du Parti Socialiste permettra aussi à notre fraction d'enrôler et d'encadrer les éléments que l'action du groupe Lazzari a orientés vers nous.

La minorité du Parti communiste² est d'avis que la tactique inaugurée par l'Internationale à l'égard du Parti socialiste doit être poussée jusqu'au bout de façon à épuiser toutes les possibilités qui s'offrent à nous, sans avoir cependant de trop grandes illusions sur l'issue d'un congrès du Parti socialiste italien. La majorité par contre, quelque soit la situation, est toujours pour la fusion immédiate.

Dans le Parti communiste les résultats de la séance du Comité central³ ne se sont pas fait attendre et ils sont ce que j'avais prévu, très mauvais. Une division profonde s'est produite entre les camarades

de la majorité actuelle et les membres de la minorité. Tous les résultats de la collaboration et du travail commun à la direction du parti, l'accord qui existe sur l'orientation et les tâches actuelles du parti, ont été anéantis par la déclaration de guerre de la majorité. Si les tendances politiques s'étaient déterminées sur les problèmes de tactique et d'orientation du parti, nous aurions eu, à l'extrême-gauche, une petite minorité gauchiste avec Bordiga, à la droite, des éléments hétérogènes confusionnistes comme Bombacci et d'autres de sa sorte et, au centre, la grosse masse du parti ralliée à la politique de l'Internationale et rassemblant les camarades de la majorité actuelle et ceux de la minorité, Tasca, Vota, etc. La majorité actuelle n'a pas voulu cette unité du centre du parti et, par sa déclaration préliminaire, alambiquée et équivoque, elle a créé dans le parti, une division artificielle et profonde qui porte moins sur des questions de tactique et d'orientation que sur des méthodes de direction et de mœurs politiques. La majorité, vivement attaquée par la minorité et sévèrement critiquée par Ziegler⁴ et moi, a compris qu'elle faisait fausse route et elle cherche maintenant à se rapprocher de la minorité pour l'élaboration des thèses tactiques. Elle affirme qu'en condamnant comme elle l'a fait la minorité, elle n'a pas voulu viser Tasca et ceux qui ont collaboré, mais les éléments confus du groupe parlementaire. Elle serait prête à signer des thèses communes avec Tasca en ce qui concerne l'avenir, mais elle juge qu'il était nécessaire pour elle de condamner sévèrement la minorité pour conserver la majorité du parti. Cette tentative de remédier à la conséquence de la motion présentée au Comité central est vouée à l'échec. La minorité, qui était prête à s'unir à la majorité, considère que la motion du Comité central est un acte de déloyauté politique, après une année de collaboration utile et relativement facile à la direction du parti. Bordiga aussi a déjà pris une position nette et agressive à l'égard de cette motion du Comité central. Le parti vous enverra sa motion d'extrême-gauche par ce courrier sans doute.⁵

Je vous ai écrit ce que je pensais de la manoeuvre de la majorité. Il faut ajouter que la majorité n'est pas homogène. Gennari, par exemple, a sans cesse été en opposition avec Togliatti et Scoccimarro. Par toute sa ligne politique, ses propositions, son argumentation, il a prouvé qu'il était réellement et foncièrement d'accord avec l'Internationale. Il paraît que Gramsci a fait aussi un tel travail.⁶ Tandis que les autres sont des ralliés par opportunisme et pour conserver la direction du parti. Toutes leur ligne politique prouve que s'ils ne s'opposent plus

à la tactique de l'Internationale, ils cherchent à la saboter dans le détail en accumulant les obstacles et en faisant une opposition systématique.

De nouvelles difficultés sont nées dans le fonctionnement du bloc entre terzini et communistes. La majorité du Parti communiste voudrait mettre fin à la tactique de l'alliance en constituant à la Chambre un groupe communiste, auquel devraient adhérer simplement les cinq députés terzini, comme s'ils étaient déjà membres du Parti communiste. Les terzini naturellement déclarent que le groupe parlementaire terzino doit suivre la tactique générale de la fraction et ne pas opérer une fusion avant que toute la fraction opère la fusion avec le Parti communiste. La solution provisoire sera probablement la constitution de la fraction communiste et d'un petit groupe terzino qui seront liés comme pour les élections et soumis à une direction et une discipline uniques.⁷

Pour la première séance du parlement, séance solennelle en présence du roi, la majorité du Parti communiste voudrait que la fraction communiste, suivant la tradition maximaliste, s'abstienne de participer. La minorité et les terzini pensent que cette abstention est une erreur et que les députés communistes devraient au contraire aller à cette séance solennelle pour y manifester en faveur de l'amnistie ou pour un autre but très populaire dans la masse, quitte à se faire expulser pour leur manifestation. Ces questions vont être envisagées à nouveau par les deux exécutifs. La fraction parlementaire de dix neuf membres sera très faible comme la précédente. Le Parti communiste a voulu faire élire des communistes et a ainsi fait tomber quelques bons éléments terzini qui eussent pu accomplir un meilleur travail parlementaire.

Je pense partir d'ici vers le 10 ou 15 mai pour aller au Cinquième congrès si je ne reçois pas de contre-ordre de vous.

Cordialement à vous
Christophe

(H.-D. 0048. Copie)

Rome 3 mai 1924

Comité exécutif du
Parti communiste portugais
Lisbonne

Chers camarades,

J'ai bien reçu et j'ai transmis à l'Internationale la lettre par laquelle vous me déléguez au Cinquième congrès.¹

Je vous remercie de cette marque de confiance, mais je vous prie d'envisager à nouveau cette question d'un autre point de vue. Votre parti aura un nombre réduit de délégués. Ce sera pour eux une occasion unique d'apprendre beaucoup au contact des délégués venus du monde entier et surtout au contact de la Russie révolutionnaire et de ses chefs. Cette expérience acquise au cours du congrès, ils devront en faire profiter tout le mouvement ouvrier du Portugal. C'est pourquoi je vous prie, dans l'intérêt même de votre parti et de votre mouvement, de ne pas me désigner comme délégué du Portugal et d'envoyer tous les délégués auxquels vous avez droit. Je prendrai part avec plaisir aux séances et aux travaux de votre délégation, mais ce serait une erreur de réduire d'un membre votre délégation pour m'y incorporer, d'autant plus que le Parti suisse, dont je suis membre, me considérera sans doute comme membre consultatif de sa délégation.

Je ne sais le nombre de délégués auquel vous avez droit,² mais je pense que le camarade Rates, secrétaire général du parti, doit se rendre au congrès, de même un de vos camarades paysans du sud qui puisse ensuite parler de ce qu'il a vu, aussi un ou deux ouvriers de Lisbonne et Oporto, actifs dans le mouvement syndical. Peut-être le camarade qui dirige les coopératives portugaises,³ il pourrait très utilement prendre contact avec le Bureau international des coopératives rouges.

La minorité syndicale sera invitée pour le congrès de Profintern,⁴ mais ce serait bon que ces camarades viennent déjà pour le congrès de Comintern où ils pourront prendre part comme hôtes. Ce sera pour eux un très utile enseignement. Pour la minorité syndicale, il faut désigner en tous cas un des arsenalistes et si possible le secrétaire de la minorité syndicale.⁵

Pour le congrès des jeunesses,⁶ vous devez aussi désigner un camarade jeune qui s'occupe de l'organisation des jeunesses avec la direction du parti. Vous recevrez sans doute directement de l'Internationale les indications.⁷ Vos délégués doivent être porteurs d'un mandat avec sceau du parti et signature du secrétaire général. Pour le voyage, si vous n'avez pas de renseignements précis, adressez-vous en passant par Paris au secrétariat du Parti français.

Fraternellement à vous
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0166. Copie)

267. LE COMITÉ EXÉCUTIF DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN
AU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA FRACTION 'TERZINTERNA-
TIONALISTE' DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN*

Roma 8 Maggio 1924

N.P. 2380 R.

Al Comitato della Frazione terzinternazionalista del Partito socialista italiano

Cari compagni,

Soltanto nell'ultima riunione del nostro Esecutivo¹ abbiamo esaminato il problema del giornale *Unità*, così come era posto nella vostra lettera giunta il 16 aprile.² Una parte delle difficoltà che si sono incontrate erano inevitabili, perchè connesse alle reali difficoltà politiche e organizzative proprie della posizione assunta dal nostro quotidiano. Altre ne derivarono dall'incertezza non degli scopi ultimi, ma dei criteri tattici contingenti che successivamente vennero suggeriti o decisi dall'Internazionale. Le prime e le seconde saranno eliminate, confidiamo, dalle conclusioni cui giungerà, discutendo della "questione italiana" il Quinto congresso dell'Internazionale comunista.

Voi ci chiedete come intendiamo sia organizzata la vostra collaborazione. Ecco i nostri criteri al riguardo:

* Déjà publié dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 161-162.

1. La direzione politica del giornale spetta al Comitato esecutivo del Partito comunista (Sezione italiana dell'Internazionale comunista). Uno stretto contatto deve essere organizzato tra le segreterie del nostro partito e della vostra frazione, per cui voi potrete o direttamente o nelle riunioni comuni dei due Comitati esecutivi fare tutte le osservazioni che riterrete utili sull'indirizzo del giornale: ecco stabilito un primo momento della vostra collaborazione.

2. La direzione immediata del giornale è affidata a un compagno comunista. Accanto a lui lavora in redazione un vice redattore capo designato dalla vostra frazione, il quale mentre disimpegna funzioni tecniche che risultano dalla divisione del lavoro redazionale (di cui il redattore capo ha la responsabilità), esercita un compito che possiamo chiamare di "controllo" politico per conto della vostra frazione. In altre parole, noi proponiamo di sopprimere i due "controllori" istituiti in principio, perchè il loro funzionamento si è dimostrato poco pratico, e di trasferire il loro potere rispettivamente al redattore capo comunista e al vice redattore capo terzinternazionalista, che li eserciteranno direttamente nel quotidiano lavoro redazionale. Ecco il secondo momento della vostra collaborazione.

3. Il terzo modo di collaborare è quello di scrivere degli articoli. Avete avanzato anche la questione dell'amministrazione. Voi non ignorate che il Comitato esecutivo del partito ha la diretta responsabilità dei fondi che impiega nel giornale. Esse li deve, quindi, amministrare. Nessun rilievo potete quindi farci in proposito di unilateralità. Unilaterale la responsabilità e unilaterale la gestione amministrativa.

Riteniamo che sia utile mettere alla base del giornale una società legalmente costituita e nominare un consiglio d'amministrazione, nel quale voi avrete certamente la vostra rappresentanza. I compiti del consiglio saranno fissati non appena qualche cosa di positivo si sarà fatto nella preparazione della nuova società; ma voi converrete che nessun partito (e queste vale sia per noi che per voi) neppure quelle socialista ha mai abdicato nelle mani di un consiglio d'amministrazione al suo diritto e dovere di dare le norme della gestione amministrative della sua stampa e di regolarne l'applicazione. I compagni facenti parti del consiglio saranno legalmente degli "amministratori", ma saranno prima di tutto dei compagni e il loro mandato sarà fissato dal partito (che ne discuterà con voi) e non dal codice.

Il problema delle vita di un quotidiano politico proletario è estremamente complesso e delicato: sia direttamente nelle riunioni comuni

(in cui vi invitiamo a portare tutte le osservazioni e le proposte concrete che credete fare anche per la parte amministrativa), sia in seno al nuovo Consiglio d'amministrazione, nei limiti del mandato che esse riceverà, avrete modo quindi di collaborare.

Siamo certi di averci risposto con chiarezza e precisione e siamo a vostra disposizione per esaminare le questioni che ancora fossero — nostro malgrado — dubbiose.

Saluti comunisti

(H.-D. 0050. Copie)

268. LE COMITÉ EXÉCUTIF DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN
AU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA FRACTION 'TERZINTERNA-
LISTE' DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN*

8 Maggio 1924

N.P. 2381 R.

Al comitato esecutivo della Frazione terzinternazionalista del Partito socialista italiana.

Cari compagni,

Il nostro Comitato esecutivo nella riunione del 5 maggio¹ ha esaminato la questione della disciplina e della denominazione del Gruppo parlamentare uscito dalle recenti votazioni delle liste della unità proletaria.²

Ci siamo preoccupati da un lato che non venisse a mancare in Parlamento una frazione comunista e dall'altro di non compromettere, sino alle deliberazioni del Quinto congresso, la tattica che la vostra frazione deve svolgere nel Partito socialista italiano. E abbiamo ritenuto, in ciò d'accordo col rappresentante della Internazionale comunista, che permanessero per ora alla Camera due frazioni, la comunista e la terzinternazionalista, la cui attività parlamentare sarà coordinata da un comitato unico comune, che noi proponiamo fin d'ora composto di due comunisti e di un terzino.

Dopo il Quinto congresso la sistemazione del Gruppo — anzi, dei

* Déjà publié dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 160-161.

gruppi – avverrà in relazione alle risoluzioni che si prenderanno sulla situazione italiana.³

Certi di essere d'accordo, attendiamo un vostro cenno di risposta.⁴

Saluti comunisti

(H.-D. 0049. Copie)

269. PROCÈS-VERBAL DES SÉANCES DE LA FRACTION
'TERZINTERNATIONALISTE' DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN*

Milano-Seduta del 10 Maggio 1924

Sono presenti: per l'Esecutivo: Buffoni, Maffi, Malatesta, Riboldi, Tonetti, Zanetta;¹ dei componenti la delegazione:² Di Vittorio e Marini;³ dei rappresentanti varie federazioni: Sanna,⁴ Li Causi,⁵ Marchioro,⁶ Reggiani,⁷ Beccaria⁸ e Pagella.⁹

Il segretario della Frazione, Malatesta, fa una lunga e dettagliata relazione sui rapporti fra la Frazione ed il Partito socialista italiano, fra la Frazione ed il Partito comunista d'Italia, fra la Frazione e la Federazione giovanile socialista aderente alla Terza Internazionale, fra la Frazione e la corrente centrista-Lazzariana esistente in seno al Partito socialista italiana sulla situazione politica ed organizzativa della Frazione (tesseramento, stampa ecc.), sulla formazione e compito della delegazione, sulla formazione e compito dell'Esecutivo, sulla formazione e compito della segreteria.

(La relazione è acclusa al presente verbale)¹⁰

Si apre la discussione.

MAFFI: parla della delegazione e spiega le varie ragioni che hanno indotto l'Esecutivo a nominare i compagni DI VITTORIO, MAFFI, MALATESTA, MARINI, SERRATI, a far parte della delegazione stessa. Rileva quindi che la delegazione ultima al Quarto congresso dell'Internazionale comunista¹¹ aveva commesso, nei riguardi della fusione un errore psicologico di valutazione. Dopo di allora il movimento terzinternazionalista si è sempre preoccupato in linea generale di rendere accessibile al Partito socialista italiano l'adesione alla Terza

* Déjà publié dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 162-171.

internazionale. In questa sua linea ha dovuto, in varie occasioni, modificare la tattica e assumere atteggiamenti adatti alle circostanze. Mano mano che la conquista del partito si rendeva piu difficile, se non impossibile, la tattica di frazione diveniva una tattica di pompamento dei migliori elementi del Partito socialista italiano. Riferendosi alla corrente centrista lazzariana dice che poco vi è da sperare da tale corrente che non ha nessuna consistenza.

Allo stato attuale delle cose noi siamo per la fusione quanto piu' immediata è possibile, la nostra entrata nel Partito comunista d'Italia deve pero' significare influenza sull'orientamento di tale partito. Noi desideriamo che la Terza internazionale, dopo aver udito il nostro preciso pensiero sulla situazione, si assuma l'incarico di stabilire i termini della fusione. Noi non chiediamo troppo di fronte alla situazione interna del Partito comunista d'Italia e di fronte all'azione di diffidenza e di sabotamento che il Partito comunista d'Italia ha sempre compiuto nei riguardi della nostra frazione. Cita, a questo proposito, vari episodi, fra i quali quello della circolare pubblicata sull'*Avanti!*.¹²

Dobbiamo tener conto che le condizioni di fusione che verranno portate da Mosca avranno conseguenze grandi per il movimento proletario. A Mosca noi dobbiamo dire che siamo per la fusione e che non possiamo piu' essere d'accordo con una aspettativa messianica. Se per situazioni, che noi non siamo in grado di precisare fin d'ora, sarà deciso di mantenere in vita la frazione, noi dobbiamo chiedere precise garanzie in proposito, quali quelle che la frazione deve essere messa in grado di svolgere la sua azione efficacemente e che il Partito comunista d'Italia deve essere messo in condizioni di non porre piu' ostacoli al lavoro della frazione. Se il congresso dovesse decidere la fusione, noi dobbiamo ottenere condizioni di fusione per le quali l'organismo politico, prodotto della fusione stessa sia un organismo sano ed efficiente, veramente per la Terza internazionale. E' necessario stabilire che qualunque siano le deliberazioni della Terza internazionale noi le obbediremo ed eseguiremo alla lettera.

Riboldi: dice che bisogna evitare che il Quinto congresso ripeta gli errori di rigidità del Quarto congresso ed ottenere, in caso di fusione, che il congresso demandi all'Esecutivo del Comintern la concretizzazione dei dettagli di fusione.

Sulla situazione in genere egli crede che il compito della frazione non sia finito e che d'altra parte l'entrata nostra nel Partito comunista d'Italia poca utilità possa dare in questo momento al movimento ri-

voluzionario in genere. Egli teme che resti l'equivoco di un partito centrista e vorrebbe che si attendesse il congresso del Partito socialista italiano restando sul terreno delle deliberazioni dell'ultimo Esecutivo allargato, e dando mandato al Comintern di procedere per gradi all'opera di unificazione. Crede che la fusione immediata sarebbe un errore.

Buffoni: Buffoni dice che la delegazione dovrebbe presentarsi al Quinto congresso dell'Internazionale comunista a sostenere che, per risolvere la questione italiana, bisogna fare la fusione immediata. La delegazione deve dichiarare che la lotta per la conquista del partito è stata un fallimento; che il movimento centrista lazzariano non ha alcuna consistenza: che infine nulla v'è piu' da fare, come organo distinto di frazione, verso il Partito socialista italiano. I dirigenti del Partito socialista italiano hanno fatto fallire le possibilità di andata a destra perchè hanno interpretato il senso psicologico del centrismo tradizionale di una parte delle masse. Egli crede che se anche si dovesse conquistare il Partito socialista italiano nulla vi sarebbe da fare e sarebbe una perdita di tempo inutile, mentre invece un Partito comunista unificato potrebbe sempre svolgere un'azione di pompamento e di disgregamento verso il Partito socialista italiano.

Egli è d'accordo che si cerchi di ottenere delle buone condizioni di fusione, che potrebbero essere, sostanzialmente, le condizioni di fusione del Quarto congresso. È indubbio che il Partito comunista d'Italia ha commesso degli errori ed ha dei difetti di organizzazione. Nostro compito è di parlar chiaro in proposito per ottenere un miglioramento di situazione nel nuovo partito, ma di non avanzare difficoltà o riserve di sorta.

Di Vittorio: dice che la linea di Buffoni è logica esteticamente; ma praticamente non è conforme alla reale situazione. La frazione ha sempre insistito sulla sua situazione di appello al congresso per sostenere a tale congresso l'accettazione dei deliberati dell'ultimo Esecutivo allargato. Crede che se si dovesse rinunciare a tale azione, la corrente centralista lazzariana si perderebbe d'animo e non tenderebbe a concretarsi. Egli quindi è dell'opinione che la delegazione debba sostenere la fusione, ma chiedere però la vita della Frazione fino al congresso del Partito socialista italiano. In caso di sconfitta della frazione al congresso egli è d'avviso che si passi coi comunisti.

Tonetti: dichiara di avere una disistima profonda per alcuni degli attuali dirigenti del Partito comunista d'Italia; ma che non vorrebbe

che questa disistima, che vede condivisa da altri, spingesse ad atteggiamenti estremi. Alla domanda che verrà fatta certamente dal congresso alla delegazione se si crede utile il mantenimento in vita della Frazione, bisogna essere pronti a dare una risposta. Egli crede che tale risposta debba essere dettata dall'atteggiamento della corrente centrista lazzariana in seno al Partito socialista italiano. Senza farsi soverchie illusioni sulla consistenza di tale corrente, essa può prendere e si deve cercare di farle prendere posizione prima delle discussioni del Quinto congresso sulla questione italiana. Se questa ipotesi si realizzasse, la delegazione, secondo lui, dovrebbe sostenere che la Frazione dovrebbe continuare a vivere. Se questa ipotesi non si realizzasse la delegazione, dovrebbe dichiarare che il perdurare della Frazione è inutile. In caso di fusione egli è perché si ottengano condizioni chiare e precise che potrebbero essere compendiate così: invitare la Terza internazionale a prendere provvedimenti che diano garanzia che il partito che verrà fuori dalla fusione segua in tutto e per tutto i principi programmatici e la tattica della Terza internazionale. Non crede che si possa fissare con rigidità il compito della delegazione. Su queste linee deve essere un mandato di fiducia alla delegazione.

Pagella: dice che è per la fusione immediata. E' d'accordo che si fissino condizioni di fusione ma che l'unica garanzia che dobbiamo chiedere è che il partito fuso segua praticamente la Terza internazionale. Al congresso bisogna dire che il compito della nostra frazione è terminato e demandare quindi al Comintern le modalità della fusione.

Li Causi: E' pure dell'opinione che la Frazione non può continuare dato che nessuna fiducia può essere riposta nel movimento centrista lazzariano. La delegazione deve sostenere la fusione per le modalità della quale egli darebbe il più ampio mandato di fiducia alla delegazione. E' necessario ottenere delle garanzie per il funzionamento del partito che sorgerà dalla fusione. A tal uopo la delegazione deve documentare l'atteggiamento ostile e sabotatore dei comunisti, servendosi anche degli elementi che verranno fuori dalle discussioni.

Marini: rileva che in Italia esiste una situazione che impone la costituzione di un forte partito comunista. La delegazione, che dovrebbe avere un certo mandato di fiducia, prospetterà oggettivamente lo stato attuale dei rapporti della Frazione col Partito comunista d'Italia. Dovrà dire che, dato gli attuali rapporti fra la Frazione e il Partito socialista italiano, nessuna utilità può dare una ulteriore sopravvivenza della Frazione, ma nello stesso tempo dovrà chiedere le garanzie più

serie perchè la fusione rappresenti la costituzione di un partito veramente rivoluzionario aderente alla Terza internazionale e della quale ne accetti le tesi, la tattica, lo statuto. Ad ogni modo, qualunque siano le deliberazioni del Quinto congresso è d'uopo fin d'ora stabilire che devono essere accettate con assoluta disciplina e col precise e leale proposito di eseguirle.

Marchioro: dichiara di non avere alcuna fiducia sulla conquista del partito. Egli teme che il mantenimento in vita della Frazione porti con sé dei seri pericoli di sfaldamento interno. Egli è quindi per la fusione immediata e perchè la delegazione ottenga condizioni di fusione tali da permettere la creazione di un grande partito capace veramente di agitare larghi strati di masse proletarie.

Reggiani: è pure dell'opinione che il partito non si possa più conquistare e che quindi sia necessario fare la fusione. Per l'ottenimento di condizioni buone di fusione darebbe mandato di fiducia alla delegazione.

Malatesta: ha pure scarsissima fiducia sulla consistenza del centrismo lazzariano. Non crede possibile il mantenimento in vita della Frazione se non ottengano garanzie sicure circa l'atteggiamento del Partito comunista d'Italia verso la Frazione stessa. E' per la fusione immediata con l'ottenimento delle condizioni di cui hanno parlato molti compagni. Invita i convenuti a precisare in sintetiche dichiarazioni il loro pensiero.

Maffi: sostiene che per dimostrarsi convinti fusionisti non c'è alcun bisogno; ma anzi è un errore, presentarsi faillimentaristi. Noi dobbiamo prospettare alla Terza internazionale oggettivamente tutti i lati della questione.

Noi dobbiamo presentarci fusionisti, o dobbiamo sempre ricordare che le condizioni di fusione che noi domandiamo, che le nostre esigenze sono quelle di una frazione di proletari che ha compiuto una missione per conto della Terza internazionale nel Partito socialista italiano. Dobbiamo esercitare il nostro diritto di critica verso l'atteggiamento e l'opera del Partito comunista italiano e dire che sarebbe infruttifera la fusione se non si cambiasse lo spirito e la tattica di tale partito e non si desse al partito che sorgerà dalla fusione un Esecutivo veramente fusionista. Dobbiamo essere fusionisti attivi, e dire che siamo per la nostra utilizzazione. Riassumendo egli dichiara che la delegazione dovrebbe: esporre oggettivamente i fatti che riguardano la situazione politica del Partito socialista italiano e del Partito comunista italiano; spiegare che il titolo essenziale della valorizzazione della nostra frazione

è l'attitudine e volontà espansiva da introdurre nel Partito comunista italiano; far presente che per continuare ad essere fusionisti in attività di servizio vi sono sempre due vie, o la continuazione dell'attività di frazione nelle forme piu' intense o la fusione immediata col Partito comunista italiano nel quale siano realizzate le condizioni necessarie allo sviluppo della propaganda e di tutte l'attività politica e sindacale terzina nei rapporti colle masse proletarie.

Invitato da Buffoni a dire per quale delle due vie egli propende, Maffi dichiara che egli propende per la fusione; ma alle condizioni di cui ha già parlato.

Riboldi: E' per la continuazione della vita della Frazione secondo la tattica ed il programma dell'Esecutivo allargato.

Di Vittorio: E' per la continuazione della vita della Frazione fino alla convocazione del congresso del Partito socialista italiano.

Buffoni: Ripete la sua tesi precisando che la delegazione secondo lui dovrebbe chiedere il mantenimento delle condizioni di fusione fissate dal Quarto congresso, adattate alla situazione attuale in questo modo: per il nome del partito che sorgerà della fusione sostenere il nome di Partito comunista unificato; per il lavoro di fusione sostenere senz'altro la nomina del nuovo Esecutivo del partito; sostenere che nel nuovo Esecutivo la maggioranza sia per il programma e la tattica della Terza internazionale e sia fusionista non solo per disciplina passiva; ma per convizione, capace cioè di esplicare una efficace azione di massa attuando riserve la tattica del fronte unico e sfruttando tutte le occasioni per alleanze proletarie.

Alla domanda di Malatesta se egli sarebbe contro il mantenimento in vita della Frazione anche se la corrente centrista lazzariana concretasse in atto pubblico il suo pensiero e la sua volontà di azione prima del Quinto congresso ed anche se la direzione del Partito socialista italiano che si convoca in questi giorni, fissasse una data non troppo lontana, per esempio ottobre, per la convocazione del congresso, Buffoni risponde che sarebbe ugualmente per la cessazione della vita della Frazione e per la fusione immediate.

Tonetti: precisa il suo pensiero così: la delegazione, qualora nel periodo che intercorre da oggi fino al momento della discussione della questione italiana al Quinto congresso della Internazionale comunista, abbia elementi per convincersi che nel seno del Partito socialista italiano il movimento centrista lazzariano è tale da creare nel partito una nuova crisi, la delegazione dovrà sostenere al congresso che la fun-

zione della Frazione non è finita; se questo stato di cose non si verificasse la delegazione dovrà dichiararsi per la fusione immediata, salvo battersi a fondo per l'ottenimento delle condizioni di cui già si è parlato.

Zanetta: è per la fusione a determinate condizioni e per il mandato di fiducia alla delegazione.

Beccaria: è per la fusione senza questione di tempo con la richiesta di garanzia nei limiti dei quali queste garanzie possono essere accette alla Terza internazionale; è per il mandato di fiducia alla delegazione.

Malatesta: riassume la discussione; rileva che la quasi unanimità dei convenuti è concorde sulla tesi della fusione; ma che nello stesso tempo chiede – come fa lo stesso Buffoni che appare il piu' immediatista dei fusionisti – condizioni di fusione che non sono chieste per creare difficoltà od un continuamento artificioso della vita della Frazione; ma che sono chieste nello stesso interesse della efficienza e solidità del partito che deve sorgere dalla fusione e nello stesso interesse della Terza internazionale che ha diritto di vedere che gli sforzi fatti in Italia per raggiungere ad una unificazione rivoluzionaria hanno approdato ad una seria e concreta soluzione. La seduta è tolta e rimandata alla mattina seguente.

Seduta Antimeridiana Dell' 11 Maggio 1924

Sono presenti Maffi, Malatesta, Riboldi, Tonetti, Zanetta, Di Vittorio, Fiamenghi,¹³ Marini, Sanna.

Riboldi chiede di fare una dichiarazione. Dice che se la delegazione riuscirà ad ottenere che in una eventuale fusione venga nominato per il nuovo partito un esecutivo composto nella sua maggioranza di elementi veramente fusionisti per convinzione e disciplinati per convinzione alla Terza internazionale, visto che in tal caso la funzione di svuotamento verso il Partito socialista italiano potrebbe essere fatta anche da questo nuovo organismo sorto dalla fusione, egli sarebbe senz'altro per la fusione immediata. Essurita così la discussione d'indole generale, si passa alla discussione delle singole questioni.

Questione Sindacale

Sanna ricorda che si era lavorato nel campo sindacale non costituendo il Comitato sindacale terzinternazionalista per non creare confusioni nella massa proletaria ed il lavoro era stato sempre fatto in comune con

il Comitato sindacale comunista. Egli crede che, se la frazione dovesse ancora essere mantenuta in vita, si dovrebbe costituire il Comitato sindacale terzinternazionalista, con relative conseguenze non utili al movimento proletario.

Malatesta e Di Vittorio sostengono che anche nel caso non probabile della continuazione della Frazione non vi sarebbe nulla da cambiare, ma non ci sarebbe che da continuare a lavorare in comune accordo coi comunisti per le sinistre sindacali.

Sulla questione generale sindacale i convenuti unanimemente credono che la delegazione debba sostenere nel campo nazionale la tesi di non uscire dalla Confederazione generale del Lavoro e nel campo internazionale la tesi di non uscire dalla Federazione sindacale di Amsterdam, ma di lavorare in questi organismi per trascinarli a sinistra verso la Internazionale sindacale rossa.

Formazione Della Delegazione

Viene ratificato il deliberato dell'Esecutivo circa la composizione della delegazione nelle persone dei compagni: Di Vittorio, Maffi, Malatesta, Marini, Serrati. Poi che Maffi non potrebbe partire prima della fine del mese, data la apertura della Camera e la necessità per lui di prestare giuramento, si delibera che partiranno subito Malatesta e Marini e in seguito Di Vittorio e Maffi, Serrati essendo già a Mosca.

Giornale l'Unità¹⁴

Malatesta riferisce le discussioni avute con i compagni comunisti a proposito della sistemazione del giornale. Mentre che nel pensiero della Terza internazion[al]e il giornale doveva essere un giornale di alleanza, a poco a poco esso aveva assunto la qualità e il tono di giornale del Partito comunista. Ultimamente poi i comunisti avevano dichiarato esplicitamente che il giornale era il giornale del loro Esecutivo e che i terzinternazionalisti non erano chiamati che a dare al giornale la loro collaborazione. Il nostro Esecutivo aveva chiesto per iscritto all'Esecutivo comunista che volesse precisare i termini della collaborazione che i terzinternazionalisti avrebbero potuto dare. Legge una lettera di risposta dell'Esecutivo comunista¹⁵ dalla quale appare evidente che l'Esecutivo comunista non intende decampare in alcun modo dalla propria tesi.

Maffi vorrebbe che si lasciasse la lettera senza risposta perchè egli crede che tale lettera non sia una cosa seria.

Tonetti dice bisogna rispondere sostenendo che l'Esecutivo della Frazione crede che l'interpretazione che l'Esecutivo comunista dà alla sistemazione di alleanza nel giornale non sia affatto conforme al pensiero e alle deliberazioni della Terza internazionale in proposito. Concludere poi che la Frazione sottoporrà la questione al giudizio del congresso della Terza internazionale.

Dopo breve discussione la proposta *Tonetti* è accolta e poi che nella lettera dell'Esecutivo comunista si parla di una sistemazione amministrativa del giornale, invitando i terzinternazionalisti a parteciparvi, viene deliberato di rispondere che i terzinternazionalisti sono disposti ad assumere qualsiasi lavoro e qualsiasi responsabilità legale, a condizione però di essere mossi in grado di sorvegliare e controllare effettivamente l'andamento amministrativo del giornale.

Costituzione del Gruppo Parlamentare

Malatesta legge una lettera dei comunisti colla quale essi chiedono che alla Camara si costituiscano a sé i gruppi parlamentari comunista e terzinternazionalista. Gruppi dovrebbero poi essere coordinati nella loro azione parlamentare da un comitato direttivo unico composto di due comunisti e un terzino.¹⁶

Maffi ricorda che egli ha sostenuto la necessità che il gruppo parlamentare debba chiamarsi Gruppo di unità proletaria.

Tonetti è contrario alla tesi di *Maffi*. Sostiene che la proposta dell'Esecutivo comunista è nell'interesse stesso della nostra Frazione poi che mantenendo i due gruppi distinti vi è meno pericolo di dover assumere la responsabilità di eventuali azioni che noi non possiamo condividere.

Di Vittorio, *Sana*, *Malatesta* si dichiarano per la tesi sostenuta da *Tonetti*.

Maffi insiste sulla sua proposta. I due gruppi possono costituirsi ed esistere, ma è logico, naturale e utile ai fini del movimento proletario che vi sia al di sopra una denominazione unica e questa non può essere che quella scritta dalle elezioni stesse che hanno dato origine al gruppo: unità proletaria. *Riboldi* e *Zanetta* si associano a *Maffi*.

Si passa alla votazione. Poi che la maggioranza dell'Esecutivo è per la tesi sostenuta da *Maffi* si delibera di stilizzare una lettera da spedirsi al l'Esecutivo comunista nella quale dopo aver detto che il pensiero

della frazione è per la costituzione del gruppo di unità proletaria, si inviti l'Esecutivo comunista a non creare fatti compiuti nell'imminenza del Quinto congresso dell'Internazionale comunista al quale l'Esecutivo della Frazione intende sottoporre anche questa questione.¹⁷

La seduta è tolta

Seduta Pomeridiana nell' 11 Maggio 1924

Presenti: Maffi, Malatesta, Riboldi, Tonetti, Zanetta, Di Vittorio, Marchioro, Marini, Reggiani.

Questione Giovanile

Malatesta comunica che è avvenuta la fusione della Federazione giovanile socialista aderente alla Terza internazionale colla Federazione giovanile comunista.¹⁸ Ricorde che il pensiero della Frazione in proposito è sempre stato che i giovanili terzinternazionalisti avrebbero dovuto seguire le sorti del movimento adulto terzinternazionalista. Riferisce che tale pensiero è stato espresso in una lettera che l'Esecutivo della Frazione ha inviato nella giornata stessa al convegno dei giovanili terzinternazionalisti che ha luogo in Milano.

Marchioro riferisce su tale convegno al quale ha assistito e dal quale ha tratto in genere una buona impressione. L'Esecutivo, preso atto di tale fusione avvenuta, invita la segreteria a seguire con attenzione l'andamento di tale fusione, tenendosi a contatto cogli elementi giovanili terzinternazionalisti.

*Rapporti colla Corrente Centrista-Lazzariana e in Genere
coi Compagni ancora iscritti al Partito*

Malatesta riferisce sulla questione. Ricorda i tentativi fatti per galvanizzare gli esponenti di tale corrente. La segreteria della Frazione ha messe tali esponenti ultimamente a contatto col rappresentante della Terza internazionale, ha avuto rapporti continui con un compagno che funge da segretario di tale corrente ed ha dato disposizioni alle federazioni regionali perchè sia aiutato il sorgere e l'affermarsi del movimento centrista lazzariano. Nei riguardi del Partito socialista italiano, rileva che la Frazione ha sempre sostenuto che dopo le elezioni avrebbe

chiesta la convocazione del congresso e dice che è giunto ora il momento di decidere se tale congresso debba essere chiesto dalla sola frazione o insieme colla corrente centrista lazzariana oppure se si debba lasciare che tale corrente le chieda da sola ed eventualmente appoggiarla. Egli è per quest'ultima tesi.

Tonetti e Marchioro si dichiarano anche per questa tesi e sostengono che la tattica nostra debba essere quella di fare tutto il possibile per portare gli esponenti della corrente centrista lazzariana a compiere atti pubblici che gli impegnino e li compromettano.

Maffi crede che la richiesta di convocazione del congresso deve essere lasciata fare dalla corrente centrista lazzariana, ma che l'Esecutivo della Frazione debba sopogiarle e intanto indirizzare una lettera pubblica ai compagni ancora iscritti al partito.

Di Vittorio teme che questo atto invece di farci del bene ci faccia del danno e d'altra parte irriti gli stessi esponenti del movimento centrista lazzariano.

Sanna teme che tale atto possa essere interpretato dai comunisti e dalla Terza internazionale come un tentativo di voler ad ogni costo il mantenimento in vita della Frazione.

Maffi rileva che i dubbi Di Vittorio e di Sanna non hanno alcun fondamento. Illustra il suo pensiero dicendo che la lettera aperta deve restare quale documento del pensiero della Frazione nella imminenza del Quinto congresso della Terza internazionale.

Riboldi crede che la richiesta di convocazione del congresso debbe essere lasciata fare dai centristi lazzariani. E' d'accordo per la lettera manifesto da indirizzarsi non solo à questi ultimi ma addirittura a tutti i compagni iscritti al partito, documento che dovrà essere certamente politico della Frazione data la quasi assoluta certezza della fusione.

Malatesta dice che la delegazione al ritorno da Mosca verrà chiamata a illustrare le ragioni dell'azione svolta al congresso e non sarà male allora potersi riferire al documento proposto da Maffi. La proposta Maffi è accolta e s'incaricano i compagni Maffi e Riboldi di stilizzare la lettera-manifesto che dovrà essere pubblicata sull' *Unità* e sulla stampa di Frazione.¹⁹

Formazione dell'Esecutivo

Su proposta dell'Esecutivo sono chiamati a sostituire nell'Esecutivo i compagni partenti, i compagni Sanna e Li Causi.

Formazione della segreteria

Poi che il compagno Tonetti non può accettare di sostituire il segretario Malatesta viene stabilito che la segreteria sarà assunta fino al ritorno della delegazione dal compagno Marchioro.

Stampa di Frazione

Il compagno Riboldi s'impegna a sostituire per la redazione del *Più Avanti*, il compagno Di Vittorio partente.

Per alleggerire il lavoro di redazione di *Pagine Rosse* si stabilisce che per il mese di maggio e giugno *Pagine Rosse* uscirà mensilmente con fascicoli di ventiquattro pagine.

Là seduta è tolta

(H.-D. 0051. Copie)

270. J. HUMBERT-DROZ À M. MALATESTA*

Boudevilliers, 16 mai 1924

Camarade Malatesta, *Milan*

Mon cher camarade,

J'ai bien reçu hier ta lettre et les documents qu'elle contenait.¹ De la séance avec Clerici² et Agostini,³ il y a peu à dire. Ils affirment que leur situation dans le parti s'est très améliorée. Nenni est envoyé en France et sa politique de rapprochement avec la gauche des unitaires définitivement condamnée et liquidée. Ils considèrent cela comme une première victoire de la gauche sur le terrain de la politique intérieure et de l'orientation du parti. Ils affirment aussi que la direction sent la pauvreté en hommes et qu'elle essaye, à l'exception de Vella et de Nenni, de se rapprocher des hommes de gauche. C'est l'impression qu'ils ont eue de l'entrevue avec la direction. Ils croient que la direction ne pourra pas refuser d'insérer la lettre de Lazzari et en tout cas pas intervenir disciplinairement au cas d'une publication par Lazzari.⁴

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 171 et (presque entièrement) dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 224.

Ils pensent aussi que l'adhésion à la Troisième Internationale est la seule possibilité de vivre pour le parti et que le plan de Vella ne pourra rallier que très peu de partisans.⁵

Pour les rapports avec vous, je lui ai dit que vous aviez décidé de demander la fusion avec les communistes. Ils pensent que cela n'entravera pas leur action, au contraire, ils jugent que débarrassé de la question irritante des exclus et des indisciplinés, le parti envisagera plus facilement et d'une façon plus sereine la question de son adhésion à Moscou, d'autant plus que la fusion pourra orienter le Parti communiste vers une politique plus compréhensive des nécessités de l'action au sein du Parti socialiste.

Voilà en gros ce que j'ai appris de nouveau.

A bientôt et fraternellement
Christophe

(H.-D. 0055. Copie)

271. RELEVÉ DE COMPTE DE J. HUMBERT-DROZ

Suisse, 22 mai 1924

Relevé de compte Christophe
1er juin 1924

Reçu:

Reliquat au 1er mars	420.-	lires
Changé 100 dollars, reliquat au 1er mars	2320.-	
Reçu de Piatnitzki à Rome 200 dollars	4410.-	
Reçu en mai de Fanny ¹ 200 dollars, changé 100	2220.-	
Retiré sur dépôt logement au départ	800.-	
Total en lires	10170.-	lires
auxquelles il faut ajouter:		
reliquat de 170.- fr. français		
et réserve de 100 dollars sur le dernier envoi		

Dépensé:

Mars – Frais d'entretien, logement,		
taxis, etc. – du mois	2500.-	lires
Voyage Milan et retour	400.-	

	De Milan voyage en Suisse et retour pour renouvellement de congé militaire et passeport	350.-
	Payement de 3 années de taxe militaire, pour obtenir renou- vellement congé 160 fr. ss.	640.-
Avril	Frais du mois	2500.-
	Deux voyages Milan et retour Rome, pour séance de la Centrale et entrevue Lazzariens	720.-
Mai	15 jours d'entretien, frais, etc.	1250.-
	Voyage Rome-Suisse avec famille	1000.-
	Remis à famille au départ de Suisse 200 fr. ss.	810.-
	Total	10170.- livres

170 francs français ont été utilisés pour liquider une partie des frais de départ du logement de Paris (150 sur 500) et pour les frais de liaison avec Paris, renvoi de correspondance, etc. (20 frs).

Pris au départ de Suisse pour Moscou le reliquat net de 100 dollars pour voyage dont le décompte sera fait à Moscou.

(H.-D. 0425. Copie)

272. J. C. RATES À J. HUMBERT-DROZ

Lisbonne, 25 Juin 1924

Partido Comunista Portuguez
S.P.S.C.
Comissão Central
Travessa do Tarujo, 3
Lisboa-Portugal

Cher camarade Humbert-Droz, délégué de l'Exécutif de l'Internationale communiste aux pays latins

Nous avons reçu votre dépêche¹ mais nous sommes bien fâchés de ne pas avoir trouvé les moyens pour envoyer pas même un seul délégué.²

Le parti a déjà une dette de 5.000 francs étant ainsi épuisées ses possibilités de crédit.

Devant une telle situation, il ne nous reste que attendre l'arrivée de vos subsides afin de régler nos dettes et ensuite préparer notre deuxième congrès.³

En attendant votre plus urgente réponse nous sommes fraternellement à vous.

José Carlos Rates

Secrétaire du Parti communiste portugais

(H.-D. 0167. Autographe)

273. J. HUMBERT-DROZ À LA CENTRALE DU PARTI
COMMUNISTE SUISSE

Moscou, le 15 juillet 1924

A la Centrale du Parti communiste suisse, *Bâle*

Chers camarades,

Je vous écris parce que je vois la nécessité de clarifier ma situation personnelle à l'égard du Parti communiste suisse.

Depuis 3 ans j'ai été enlevé, par une décision de l'Internationale, au travail du Parti suisse pour travailler à l'Exécutif de l'Internationale. Pendant tout ce temps, je n'ai pas cessé d'être membre du Parti communiste suisse, section de La Chaux-de-Fonds où j'ai payé mes cotisations. Après le troisième congrès mondial, au début de mon activité ici, j'ai représenté le parti à l'Exécutif. Mais depuis que j'ai été envoyé à l'étranger, en France et en Italie pour le travail de l'Internationale, je devais vivre illégalement et je n'ai pu être en rapports suivis avec le parti. Cependant toutes les fois que j'avais l'occasion de passer quelques jours en Suisse, j'ai repris contact soit avec les sections neuchâteloises soit avec la Centrale.

En septembre 1922: Conférence à La Chaux-de-Fonds. Visite au Locle.

décembre 1922: Contact avec la Centrale.
 février 1923: Conférence à Fleurier. Contact avec la Centrale avec laquelle j'avais dressé un plan de conférences.
 août 1923: Réunion des sections neuchâteloises et jurassiennes à la Vue-des-Alpes. Causerie à Genève.

Je le répète, je n'ai pas maintenu des rapports plus étroits à cause des nécessités de la vie illégale.

Je suis resté membre du Parti communiste suisse dans l'espoir de pouvoir un jour être libéré du travail de l'Internationale et reprendre ma place de militant dans les rangs du parti suisse.

Je viens d'être nommé au secrétariat de l'Internationale et il est probable que je resterai maintenant un certain temps en Russie.¹ La question se pose à moi: Dois-je quitter le parti suisse et adhérer au Parti russe?

C'est un devoir pour les collaborateurs du Comintern d'entrer au Parti russe. Seuls les membres de l'Exécutif qui représentent ici leur parti restent organisés dans leurs partis respectifs.

C'est cette question qui m'amène à vous écrire pour préciser et clarifier ma situation à l'égard du Parti suisse.

Depuis le Quatrième congrès mondial où j'étais sans mandat du parti suisse, je me trouve dans la position fautive d'un sans-parti. Ni au Quatrième congrès ni au Cinquième congrès, bien que je sois à Moscou, je n'ai eu de mandat de mon parti. Au Cinquième congrès, c'est le Parti portugais, dont je ne suis pas membre, qui m'avait confié un mandat.² Sans doute je puis toujours, comme collaborateur responsable du Comintern, prendre part aux congrès avec voix consultative. Mais le fait que mon parti, dont j'ai été un des militants responsables, ne me confie pas de mandat et ne me compte pas dans sa délégation, apparaît comme un manque de confiance.³ D'autre part, j'ai été nommé au secrétariat et au bureau d'organisation de l'Exécutif, sans être membre de l'Exécutif. Je suis seul dans ce cas. Or, il y a là un fait qui demande à être éclairci.

La Suisse n'a pas de représentant à l'Exécutif, bien que l'Exécutif compte plus de 70 membres et que des petits partis comme les partis belge, hollandais, espagnol, autrichien, aient une représentation.⁴ La délégation suisse a proposé Bringolf,⁵ avec la demande qu'il ne vienne pas à Moscou. Si la Suisse avait proposé un nom plus connu, Platten,⁶ Schaffner ou moi-même pour ne parler que de ceux qui sont

en Russie, il n'y a pas de doute que la Suisse aurait obtenu sans difficulté un représentant. Je sais qu'un certain nombre de camarades ont été étonnés que le Parti communiste suisse ne me désigne pas comme son représentant à l'Exécutif et ont cru que je n'en étais plus membre. Pour moi, je le répète, ça n'a aucune importance. Je prends part au travail du Présidium, de l'Exécutif, du secrétariat et du bureau d'organisation comme si j'étais membre de l'Exécutif. Mais alors qu'un membre du parti suisse, un ancien militant fondateur du parti est ici, dans le travail responsable de l'Exécutif, il est anormal qu'il ne représente pas son parti à l'Exécutif. Cela donne l'impression, ou bien qu'il n'en est plus membre, ou qu'il a perdu sa confiance. Cela me crée une situation fautive à l'égard de mon parti.

D'autres camarades qui travaillent ici depuis des années, comme Kuusinen, sont restés représentants de leur parti.⁷ Si le parti suisse a quelque chose à me reprocher, qui l'engage à me retirer sa confiance, je vous prie de me le dire franchement, afin que la chose soit clarifiée. Il serait anormal que je conserve la confiance de l'Internationale et que je n'aie pas celle de mon parti.

C'est pourquoi je me pose la question de l'entrée dans le parti russe. Je prends part à toutes les séances de l'Exécutif, à tout le travail de l'Internationale et je n'y représente pas mon parti qui n'y a pas d'autre représentant. C'est là certainement une situation anormale.

Je ne vous cache point que mon désir personnel est de rester attaché au parti suisse et de conserver la perspective d'y retourner travailler un jour. Si j'entre au parti russe, il y a peu de chances que je puisse jamais retourner travailler dans le mouvement suisse. Mais je ne puis rester membre du Parti communiste suisse que si mon parti me considère toujours comme un de ses militants responsables, détaché pour quelque temps du travail à l'intérieur du pays pour être utilisé par l'Internationale.

Avant de vous demander l'autorisation de passer au Parti communiste russe je désire éclaircir ma position à l'égard du Parti communiste suisse.

Je passerai probablement par Bâle dans quelques semaines en rentrant d'un voyage dans le sud. Je vous prie de discuter cette question de façon que je puisse vous en parler à mon passage.

Vous pouvez m'écrire momentanément à l'adresse suivante: Monsieur Jules Humbert-Droz, *Boudevilliers, Neuchâtel*, on me transmettra la correspondance.⁸

J'espère qu'il n'y a dans toute cette situation qu'un malentendu et je vous serre cordialement la main.

Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0369. Copie)

274. LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS*

Aux membres du Parti communiste français

Chers camarades,

Le Cinquième congrès mondial¹ n'a pas eu à s'occuper spécialement de l'ensemble de l'activité du Parti français. Il n'a eu à intervenir que sur le cas Souvarine.²

L'Internationale communiste constate avec satisfaction le sain et robuste développement de son parti français en une section nationale tendant à devenir véritablement bolchéviste.

Les décisions du Conseil national du 1er juin sur les questions anglaise, allemande, russe et française,³ ainsi que la récente campagne électorale, ont montré que le Parti français s'épure de plus en plus de l'idéologie petite bourgeoise et sentimentale dont fut longtemps imprégné le mouvement ouvrier en France.

Par son exemple et par sa participation à la vie internationale, le Parti français a contribué au développement des partis de l'Europe occidentale, et, s'il continue dans la bonne voie où il est engagé, nul doute qu'il ne compte bientôt parmi les meilleurs partis de l'Internationale.

La fédération de la Seine, l'organisation qui, par sa situation et par

* Fut rédigé comme lettre ouverte au P.C.F. après la séance de l'Exécutif élargi qui succéda au V^e congrès de l'I.C., mais ne fut cependant pas publiée, cf. R. Wohl, *French Communism*, p. 393, note 160; au départ c'était Humbert-Droz qui avait la charge de rédiger cette lettre (cf. la lettre du 15 juillet 1924 à sa femme Jenny, dans les archives privées de Jenny Humbert-Droz); dans une note de Humbert-Droz dans la copie est cependant dit: "Cette lettre n'a pas été rédigée par J. Humbert-Droz."

le rôle décisif de l'agglomération parisienne, est la plus importante du parti, a pris immédiatement une position juste sur les problèmes internationaux;⁴ elle a déjà commencé à se donner une structure vraiment communiste. Il faut qu'elle aide le parti à devenir un véritable parti de masses, en recrutant les éléments sympathisants qui sont mûrs pour entrer dans nos rangs.

Par leur propagande antimilitariste et anti-impérialiste dans les régions occupées de la Ruhr et de la Rhénanie, par le courage dont ont fait preuve ses membres frappés au cours de la lutte, victimes de la justice blanche, la Jeunesse communiste témoigna de l'activité vraiment révolutionnaire du communisme français.⁵

Le développement du Parti français montre cependant encore bon nombre de défauts et de faiblesses que l'Internationale a le devoir de dénoncer ouvertement.

La collaboration du parti avec les syndicats oeuvrant sur la base du communisme doit être plus étroite et correspondre de plus en plus aux nécessités de la lutte implacable contre le régime capitaliste. Sur la base des décisions de l'Internationale syndicale rouge, une liaison de plus en plus étroite évitera des actes d'indiscipline du genre de celui commis par Delfosse, secrétaire de la Fédération des mineurs, qui a refusé de se rendre à une conférence internationale des mineurs. La liaison de la grande lutte des mineurs au-delà des frontières nationales échoua par suite de cet acte d'indiscipline.

L'Internationale communiste a été obligée de condamner énergiquement l'attitude de Delfosse et elle est certaine que le Parti français saura empêcher dans ses rangs le retour de tels actes d'indiscipline.

C'est par l'union solide du parti, de sa fédération de la Seine, des syndicats, des Jeunesses communistes, que le mouvement ouvrier français pourra affronter avec confiance les grands combats qui l'attendent.

Pour livrer à la bourgeoisie les futures batailles qui seront de plus en plus sévères, le Parti français doit se forger une discipline vraiment prolétarienne et bolchéviste.

Malgré le sain et robuste développement du mouvement communiste en France et l'épuration satisfaisante des tendances pernicieuses que le mouvement a montrées dans ses années d'enfance, il y a encore des défauts périlleux et inadmissibles parmi les chefs du Parti communiste français de toutes tendances surtout dans ses milieux intellectuels. Le parti doit absolument les éliminer pour la fortification et la guérison du parti.

Le défaut le plus important consiste dans le manque d'une discipline bolchéviste et vraiment révolutionnaire, telle que l'exigent d'innombrables thèses, points de programme et décisions de l'Internationale communiste dès le commencement de son existence. Un des signes les plus visibles de ce manque de discipline est l'attitude et les infractions dont le cam[arade] Souvarine s'est rendu coupable et qui ont entraîné son exclusion.

Le Parti français était déjà assez développé pour que personne ne puisse l'entraîner vers l'opportunisme par le jeu régulier de ses institutions. Pour réussir à faire hésiter le parti sur la voie à suivre, il a fallu que Souvarine tente de briser la discipline du parti.

A ce propos, il convient de signaler quelques-unes des infractions à la discipline commises par Souvarine.

Le Bureau politique du Parti communiste français avait décidé de publier un article de Treint sans y ajouter aucun commentaire. Souvarine passa outre à cette décision et commenta cet article. Par la suite, il entreprit, à la grande joie de tous les ennemis du communisme, une attaque venimeuse contre le Comité directeur. Destitué de la direction du *Bulletin communiste*, Souvarine adressa une circulaire aux lecteurs du *Bulletin* qui combattait et calomniait le Comité directeur de la façon la plus acharnée. Il invitait les lecteurs à organiser des collectes pour l'édition d'un organe en dehors du contrôle du parti, ce qui démontre que Souvarine avait complètement rompu avec le Comité directeur et le parti lui-même. Enfin, il publia à l'insu du Comité directeur et avec une préface tout à fait tendancieuse le *Cours Nouveau* de Trotsky qu'il adressa à tous les militants du parti ayant un poste de direction.

L'Internationale communiste n'a pu répondre à ces actes d'indiscipline, d'autant plus graves que Souvarine était membre du Présidium de l'Internationale, qu'en décidant son exclusion avec la faculté pour le parti français de proposer au Sixième congrès mondial la réadmission de Souvarine si son attitude pendant ce laps de temps le permet.⁶

La discussion sur le cas Souvarine devant la commission du Cinquième congrès a montré qu'il y a eu chez Souvarine et chez un certain nombre d'autres camarades de toutes tendances du Parti communiste français des conceptions et des pratiques complètement inadmissibles et incompatibles avec le mouvement communiste. Un certain esprit individualiste petit-bourgeois et anarchiste a dominé certains camarades dirigeants.

Certaines conceptions sur le droit de "libre opinion" ont été soute-

nues, qui ne sauraient être tolérées dans un parti vraiment communiste et en particulier chez les chefs.

Les chefs d'un parti communiste représentent l'opinion de tous les membres, de tout le mouvement communiste, qui est déterminée par sa majorité; ils n'ont pas le droit de représenter et de propager devant la masse ouvrière leurs opinions "personnelles" ou "privées" sans l'autorisation du Comité directeur du parti. Ceux qui ne savent pas observer cette stricte discipline rompent avec le communisme et n'ont rien à faire dans ses rangs.

Toute l'activité journalistique des membres d'un parti communiste doit être dans toutes les circonstances sous le contrôle du parti communiste. Aucun membre du parti communiste n'a le droit de publier des organes ou d'écrire et de prendre une position politique dans des organes qui ne seraient pas soumis au contrôle du parti, sans l'autorisation préalable du Comité directeur et sans son contrôle permanent.

Ce principe doit être particulièrement appliqué en France où le développement d'une discipline vraiment révolutionnaire n'est encore qu'à ses débuts. Les membres du Parti communiste français doivent exiger de leurs chefs l'observation de la discipline du parti et ils ne doivent donner leur confiance qu'à des chefs dont l'activité prouve qu'on peut les considérer comme des exemples de discipline prolétarienne et révolutionnaire. Si l'on doit demander à un simple membre du parti d'être discipliné, à plus forte raison il faut l'exiger des chefs qui doivent donner l'exemple et ne jamais placer leur personnalité au-dessus du mouvement communiste.

Le Cinquième congrès a décidé d'exclure Souvarine des rangs de l'Internationale, malgré son passé et son activité dans le mouvement français.

Elle a entendu montrer ainsi que nul, quelque soit le poste éminent qu'il occupe, ne saurait se mettre au-dessus de la discipline communiste.

L'Internationale ne refuse jamais de réadmettre ceux qui redeviennent dignes d'elle.

Hors de ses rangs, Souvarine, s'il est vraiment communiste, s'il n'a commis que des erreurs passagères, devra, non seulement observer vis-à-vis du parti et de l'Internationale une attitude de "neutralité bienveillante", mais encore travailler dans la vie publique et partout où il en aura l'occasion dans l'esprit et dans le sens de l'Internationale communiste.

S'il reconnaît ainsi ses fautes, s'il prouve par des actes qu'il est disposé

à ne plus les recommencer, alors, mais alors seulement, le Parti français pourra proposer au Sixième congrès mondial la réadmission de Souvarine.

L'Internationale Communiste est convaincue que le Parti français saura faire servir la sanction énergique prise contre Souvarine à l'élimination des défauts qui se sont manifestés chez certains de ses dirigeants, ainsi qu'à la création d'une véritable discipline bolchéviste.

Ce n'est qu'en se constituant en un bloc solide, uni, discipliné, que le Parti communiste français pourra, sous la bannière de l'Internationale communiste, mener le prolétariat vers la victoire libératrice.

Vive la lutte émancipatrice de tous les opprimés!

Vive la cohorte de fer du prolétariat révolutionnaire!

Vive la discipline communiste!

Vive l'Internationale!

(H.-D. 0296. Copic)

275. A. DUNOIS À J. HUMBERT-DROZ*

Bernex-sur-Evian, 1^{er} août 1924

L'Humanité
Journal Communiste Quotidien

Mon cher Jules,

Es-tu à Boudevilliers? Si oui, ne pourrais-tu pas faire que nous nous rencontrions à Lausanne un prochain jour, afin de causer? Il se passe dans le parti des choses qu'il faut que tu saches. En donnant à la clique Girault-Treint la tête de Souvarine, l'Exécutif a mis ces messieurs en appétit.¹ Ne vient-on pas de décider de me placer "sous la direction et le contrôle du camarade Calzan,² chef de service des éditions?" Ne vient-on pas, en d'autres termes, de me débarquer sans motif du poste auquel j'ai été appelé, d'un côté par l'Internationale, de l'autre par le Comité directeur du Parti communiste français (séance du 2 janvier dernier)?³

* Déjà paru dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou' p. 230 et suiv., mais faussement daté du 1^{er} avril 1924.

On veut évidemment que je m'en aille. Mais je ne m'en irai pas, quitte à être mis sous les ordres d'un sur-imbécile et sous-primaire comme Calzan. Tôt ou tard l'Internationale se rendra compte et jugera sévèrement les maîtres du jour.

Affectueusement à toi
Amédée Dunois

Si tu n'es pas à B[oudevilliers] et que ta femme envoie ma lettre, je la prie de te l'envoyer à Moscou et de me passer un mot.

Bernex-sur-Evian (Haute-Savoie)

(H.-D. 0294. Autographe)

276. LA CENTRALE (M. BODENMANN) DU PARTI COMMUNISTE
SUISSE À J. HUMBERT-DROZ

Basel, den 8. August 1924

Kommunistische Partei der Schweiz

(Sektion der 3. Internationale)

Zentrale

An den Genossen Jules Humbert-Droz, *Moskau*

Werter Genosse!

Die Zentrale hat in ihrer Sitzung vom 7. August zu Deinem Schreiben vom 15. Juli¹ Stellung genommen und beschlossen, Dir darauf im folgenden Sinne zu antworten.

In der Schweizer Partei, weder in der Zentrale noch in der Mitgliedschaft, besteht irgendwelches Misstrauen gegen Dich. Die Tatsache, dass Du zu den letzten zwei Kongressen der Komintern kein Mandat der Kommunistischen Partei der Schweiz hattest, ist dadurch erklärlich, weil wir mit Dir absolut keine Verbindungen hatten und nicht wussten, ob Du Dich in Moskau oder in irgend einem anderen Lande zur Zeit der Kongresse Dich aufhalten würdest. Dazu ist auch noch

zu sagen, dass bei unserer kleinen Delegation, jeweilen drei Genossen, wir darauf achteten, Genossen zu delegieren, die dasjenige, was sie auf dem Kongress erfahren und lernen, nachher in der Parteiarbeit bei uns verwenden können. So wollten wir zum Fünften Kongress ein weiterer Genosse entsenden, die Exekutive bewilligte aber nur drei.² Jedesmal wenn die Kongressdelegation zu wählen war, kamen so viel Vorschläge von den kantonalen Parteien, dass nicht einmal die Hälfte berücksichtigt werden konnte. Und zwar ist die Begründung immer so: wir wollen diesen Genossen nach Moskau delegieren, damit er nach seiner Rückkehr hier der Partei viel nützen kann. Unter dieser Perspektive wurde diesmal auch der Genosse Scherrer³ delegiert. Unter diesen Umständen stand Deine Nomination gar nicht zur Diskussion, wir wiederholen aber, ohne dass irgendwelches Misstrauen oder Misstimmung gegen Dich besteht.

Nun sind wir immer noch davon überzeugt, dass es unbedingt notwendig wäre, dass Du zurück in die Schweiz kommen würdest, um hier die Parteiarbeit aufzunehmen. Die Zentrale hat deshalb beschlossen, dieses Begehren nochmals formell und in aller Entschiedenheit an die Exekutive zu stellen.

Wir haben auch weiter beschlossen, bei der Exekutive dagegen Einspruch zu erheben, dass die Kommunistische Partei der Schweiz keinen Sitz in der Exekutive hat. Den Vorschlag Bringolf machte die Delegation von sich aus, ohne dass darüber in der Zentrale beraten wurde. Wir verlangen eine Vertretung in der Exekutive.⁴

Wenn nun Deine Rückkehr nach der Schweiz abgelehnt wird, was für den Moment wohl zu erwarten ist,⁵ so hat die Zentrale beschlossen, Dich als Vertreter und Delegierter der Kommunistischen Partei der Schweiz zu bestimmen. Wenn uns der Sitz in der Exekutive gewährt wird, so übertragen wir Dir dieses Mandat. Dabei müssen wir Dich jedoch gleichzeitig ersuchen, uns möglichst regelmässig zu berichten und auf dem Laufenden zu halten.

Damit glauben wir diese ganze Sache zu Deiner Befriedigung geklärt zu haben. Wir sind ganz entschieden dagegen, dass Du Dich bei der russischen Partei anmeldest, weil dann noch weniger Hoffnung besteht, Dich in nächster Zeit für die Parteiarbeit in der Schweiz frei zu bekommen.

Wenn Du noch in Moskau bist, so möchten wir Dich bitten, Dir mit der Lage des Genossen Messenger zu befassen und ihm bei der Suche nach einer Beschäftigung behilflich zu sein.

Antworte uns möglichst bald, ob Du mit unsern Entscheidungen einverstanden bist.

Mit bestem Gruss
Zentrale der Kommunistischen Partei der Schweiz
Bodenmann⁶

(H.-D. 0426. Original)

277. J. C. RATES À J. HUMBERT-DROZ

Moscou, 10 août 1924

Camarade Humbert-Droz,

J'ai été ici, à Moscou,¹ et j'ai présenté à l'Exécutif un rapport synthétique sur la situation en Portugal.² Je compte avec votre influence pour satisfaction de nos demandes.

J'ai oublié deux choses très importantes. Vous savez que nous n'aurons jamais la somme nécessaire pour envoyer au congrès de l'Internationale communiste quelque délégué; vous savez aussi que si nous ne payons pas les voyages des paysans et des ouvriers agricoles, ils ne pourront pas aller à nos congrès nationaux.

Il faut voir la situation toute spéciale du Portugal avec sa monnaie tout à fait dévalorisée et ses salaires de famine.

De nouveau je vous prie cher camarade, toute votre attention sur le Parti communiste portugais où il y a beaucoup de possibilités de faire de bon travail avec l'appui moral et financier de l'Exécutif de l'Internationale communiste.

Fraternellement à vous
José Carlos Rates
Secrétaire du Parti communiste portugais

(H.-D. 0168. Autographe)

Moscou, 20 agosto 1924

(copia al Comitato esecutivo del Partito comunista d'Italia)

Al compagno Christoph,

Ho ricevuto e attentamente letto la Vostra relazione al Presidio in data 11.8.¹ A giorni il presidio si occupava della questione italiana e anche della questione del rappresentante del Comitato esecutivo dell'Internazionale comunista in Italia e della Vostra eventuale rimanenza lì. Voglio fermare in questa lettera l'attenzione su due punti: 1. la questione delle cellule d'officina, e 2. la questione del giornale. Per quel che riguarda il giornale non bisogna impressionarsi se le cellule d'officina saranno molto piccole (di pochi iscritti): da noi le cellule fin al ultimo "recrutamento leninista" erano anche molto piccole in confronto del numero degli operai occupati in quella data fabbrica. E' necessario avvisare e discutere la questione dell'inclusione nelle cellule d'officina gli operai già da tempo conosciuti come simpatizzanti al partito comunista. E' poi necessario unire le cellule d'officina in zone facendo dei convegni delle cellule nelle data zone e eleggendo dei comitati di zona, che debbono dirigere e condurre tutto il lavoro di partito nella data zona. Il comitato di zona potrà poi meglio vedere le misure da prendere per migliorare tutto il lavoro nelle singole cellule d'officina e organizzare delle nuove cellule nelle officine dove non ci sono ancora, dentro la propria zona.

S'intende che bisogna stabilire un buon collegamento tra i comitati di zona e il comitato di settore, e poi fra questi ultimi e il comitato di sezione (la lettera istruttiva sull'organizzazione delle cellule d'officina e' già stata inviata al comitato esecutivo del Partito comunista italiano e sarà bene che ne prendete conoscenza).² La situazione politica in Italia è ora che il partito può senza dubbio aumentare la sua influenza nella classe operaia e diventare un vero partito di massa.

Informateci per piacere il risultato (incifre) del nuovo reclutamento a Torino, nella Vostra relazione non l'avete indicato. Per quel che riguarda il quotidiano *l'Unità*, s'intende che non lasceremo la soppressione del giornale e daremo l'aiuto necessario, ma il giornale può

* Déjà publié dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 171-173.

e deve diventare lo strumento per far diventare il partito comunista un partito di masse. A ogni sequestro del giornale gli operai debbono rispondere con delle sottoscrizioni piu grandi nelle officine e fabbriche. Quando il governo fascista, che cerca ora di guadagnare la classe operaia vedra che il giornale ha una grande influenza nella massa operaia e che ogni sequestro porta un aumento di sottoscrizione, diminuirà forse la persecuzione del giornale per mezzo delle prefetture locali. Sarebbe bene organizzare delle proteste degli operai nelle officine contro i sequestri del giornale. Voi scrivete che la polizia sequestra di solito il giornale quando e' già tutto stampata, bisogna organizzare la spedizione in maniera che una parte sia spedita subito appena stampata senza aspettare tutta la tiratura. Finalmente come si vede dalla circolare del prefetto di Milano pubblicata nell'*Unità* del 13.8. si prepara la soppressione del giornale da parte dei fascisti.³ E' necessario fin d'ora preparare tutto l'occorrente per far pubblicare il quotidiano (in un'altra tipografia e se occorre in un'altra città) con un altro titolo in caso di soppressione dell'*Unità*.

20/8-24 N819.

Saluti fraterni, il segretario
Piatnitsky

(H.-D. 0053. Original)

279. J. C. RATES À J. HUMBERT-DROZ

Lisbonne, 23 août 1924

PARTIDO COMUNISTA PORTUGUÊS
FEDERAÇÃO PORTUGUESA DOS
JOVENS COMUNISTAS
S.P.C.P.

Travessa do Tarujo, 3
LISBOA-PORTUGAL

Mon cher ami et camarade,

Je suis arrivé de la Russie hier soir et je rencontre votre lettre de Rome du 15 courant.¹ Nous ne recevons pas cinq-cents dollars ni quiconque

d'argent. Par cela vous pourrez juger de la situation. Nous n'avons pas encore payé notre dette. C'est une année de travail tout à fait perdu.

J'ai été à Moscou seulement douze jours. Toutefois j'ai réuni renseignements très intéressants. La situation de la Russie est meilleure de ce que je pensais.

Je ferai quelques conférences dans le pays, mais il faut recevoir d'argent pour aller à la province.²

Fraternellement à vous
J. Carlos Rates.

(H.-D. 0169. Autographe)

280. P. TOGLIATTI À J. HUMBERT-DROZ*

27 août 1924

Cher camarade,

Le courrier de cette semaine est arrivé avec retard. Le lundi, il n'y avait encore rien et alors j'ai envoyé le télégramme à l'adresse de Riboldi¹ après avoir attendu jusqu'à cinq heures du soir. Dans le courrier qui est arrivé le jour après, il y avait pour toi la lettre que je t'envoie, dont copie a été envoyée aussi au Parti.² Depuis, nous avons su que, à nos amis de Rome,³ a été transmise la communication que tu ne devais plus partir.⁴

Je ne sais pas si la présente communication va t'arriver à temps. En tout cas au revoir.

Avec salutations communistes

Ercoli

(H.-D. 0054. Original)

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 173.

Rome, 12 septembre 1924

Au camarade Tasca

Mon cher camarade,

Tu te souviendras sans doute de la longue conversation que nous avons eue dans les corridors du Kremlin lors de la dernière séance de l'Exécutif élargi. Tu m'exposas alors les raisons purement personnelles et familiales pour lesquelles tu ne pouvais accepter de continuer ton travail à l'Exécutif du parti. Mais tu me disais que tu étais désireux de continuer à travailler pour le Parti et que tu avais demandé à tes camarades du "centre"¹ s'ils t'aideraient à trouver dans le Parti un travail qui te permette de vivre pendant quelque temps légalement. Tu ajoutais que tu avais l'impression qu'ils n'en feraient rien et j'avais ajouté que, lorsque la question se poserait au Comité exécutif, j'insisterais pour que l'on te confie un travail du parti où tu puisses à la fois vivre légalement et continuer à donner au mouvement communiste le meilleur de tes forces.

A mon arrivée ici après le Cinquième congrès, sans que j'ai seulement effleuré la question à l'Exécutif ou, même en particulier, avec les camarades du "centre", ceux-ci ont fait, dans le meilleur esprit de collaboration et avec la volonté d'utiliser toutes les forces du parti, des propositions concernant l'utilisation d'un certain nombre de camarades. Ils proposaient pour toi la direction responsable du travail syndical du parti étant entendu que l'activité du Comité syndical serait légale et que ses membres pourraient vivre légalement.

J'ai pensé alors, et je pense encore, que cette proposition te donnait pleine satisfaction. Le travail syndical est actuellement la branche d'activité la plus importante du parti, elle ne t'est pas étrangère et tu avais la possibilité d'exercer cette activité légalement. J'étais convaincu non seulement que tu accepterais, mais encore que tu serais heureux de cette solution.

Tu refuses! et je t'avoue ne pas avoir compris encore le motif de ce refus.

Je ne m'arrête pas à la détestable habitude du Parti italien de

* Déjà paru dans P. Togliatti, *La Formazione*, op. cit., pp. 341-343 et (en langue italienne) dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 178.

demander aux camarades si les charges que leur impose le parti leur conviennent où leur plaisent et s'ils les acceptent ou non. Je pense qu'ainsi on n'aura jamais d'organisation révolutionnaire. Mais on ne pouvait imposer à Tasca ce qu'on a pas imposé à Bordiga.²

Les raisons d'ordre personnel que tu m'avais exposées n'existent pas pour le travail que le parti te confie, il ne peut y avoir à ton refus que des raisons politiques.

Pour éviter toute interprétation inexacte de ton refus, je te prie, au nom de l'Exécutif de l'Internationale, de bien vouloir m'exposer les raisons politiques ou personnelles de ton refus.

J'ai regretté de ne pas te voir à ton retour de Moscou. J'aurais insisté auprès de toi pour que tu acceptes le travail que l'Exécutif te confiait. J'espère qu'il n'est pas trop tard pour le faire et que tu reviendras sur ta décision.³

Fraternellement à toi
Christophe

(H.-D. 0056. Copie)

282. M. HEIMO À J. HUMBERT-DROZ

[Moscou] 17 septembre [1924]

Genosse Christoph.

Ihr Bericht und Brief an das Sekretariat ist erhalten worden.¹ Ihre Bitte wird ausgeführt. Eine Kommission arbeitet einen Brief an Kommunistische Partei Italiens aus. Ich hoffe, daß der Brief schon mit der nächsten Post gehen wird.

Mit bestem Gruß
Heimo

P.S. Ich bitte Sie, den beigelegten Brief mit 25 dollars dem Gen. Tasca [zu]vermitteln.

Heimo

(H.-D. Autographe)

Internationale communiste
Comité Exécutif

Lettres d'information du secrétariat
Lettre no. 1

1. Sur la crise du Parti suédois
2. Sur la crise de Tchéco-Slovaquie
3. Sur la situation dans le Parti communiste italien

(Ces lettres ne sont pas destinées à la publication)

A la Centrale du Parti communiste Moscou, le 18 septembre 1924

I

Sur la crise du parti suédois

La lutte de Hoeglund¹ et des éléments d'opposition groupés autour de lui contre l'Internationale communiste a conduit à la scission ouverte du parti.

Après avoir repoussé, à l'Exécutif élargi de Juillet,² la résolution sur la question suédoise, Hoeglund voulait, c'était clair, engager ouvertement la lutte contre l'Internationale. L'Exécutif, de son côté, envoya immédiatement une délégation pour continuer les négociations en Suède. Le 25 juillet, la délégation eut la première séance avec la Centrale entière du parti. Au lieu d'engager des pourparlers sur l'exécution des décisions prises par l'Exécutif élargi, Hoeglund posa à la délégation la question: quelles conséquences le refus d'exécuter ces décisions aurait pour lui. La délégation répondit à cette ostensible provocation "que le refus d'exécuter cette résolution, qui était une décision du congrès mondial, constituerait une infraction à la discipline des plus graves". L'Internationale communiste exige une discipline absolue de ses sections, et il est clair qu'elle n'accorde aucun privilège à des groupements opportunistes. Hoeglund répondit de nouveau par la question de savoir "si la déclaration de la délégation constituerait la rupture des pourparlers". La délégation répondit qu'un accord pourrait être réalisé sous les conditions suivantes:

1. Le Comité central du Parti communiste suédois accepte sans réserve la décision de l'Exécutif élargi.

2. La minorité du Comité central se soumet aux décisions de majorité du Comité central, mais en même temps tout le Comité central doit respecter le plus strictement toutes les décisions de l'Exécutif de l'Internationale communiste.

3. Dans l'administration de l'organe central, dont presque tous les membres sont du côté de l'Internationale communiste, il ne faut rien changer.

4. La fraction parlementaire se soumet, sous tous les rapports, au Comité central, naturellement seulement en tant que le Comité central se soumettra à l'Exécutif de l'Internationale communiste.

Toute activité fractionniste doit cesser et toutes les luttes du parti doivent être réunies pour la lutte contre la bourgeoisie et contre la social-démocratie.

La réponse à ces revendications fut remise par Hoeglund jusqu'au 31 juillet. En attendant, il menait une campagne systématique contre l'Internationale communiste et contre la délégation séjournant en Suède. Il refusait de publier les articles de l'opposition dans l'organe central et il menaçait tous les rédacteurs de province de les exclure au cas où ils publieraient de tels articles. Le 31 juillet eut lieu la deuxième séance plénière du Comité central, à laquelle les gens de Hoeglund firent une déclaration contenant essentiellement les points que voici :

1. Une critique générale de la résolution de l'Exécutif élargi.

2. Refus d'accepter la proposition de la minorité concernant une commission de contrôle auprès de l'organe central, composée d'un représentant de la majorité, d'un représentant de la minorité et d'un représentant de l'Exécutif.

3. Refus d'accepter la proposition de la minorité concernant une commission de campagne électorale composée de deux représentants de la majorité, de deux représentants de la minorité et d'un représentant de l'Exécutif.

4. Acceptation "à contre-cœur" du renvoi du congrès du parti ; mais non pas pour la période suivant immédiatement les élections, mais au plus tôt au mois de mars 1925.

5. Maintien de la stricte discipline du parti contre la minorité, et par tous les moyens prévus par les statuts du parti.

6. Le Comité central déclare qu'il considérera toute mesure disciplinaire contre des membres individuels du Comité central ou contre

sa majorité, ou contre ses organes, de la part de l'Exécutif ou de ses organes, comme étant dirigée contre tout le parti et qu'il en tirera les conséquences.

Vu l'attitude équivoque et les tournures diplomatiques de cette réponse, la délégation demanda à Hoeglund une réponse nette et précise; là-dessus Hoeglund y répondit, avec un insolent cynisme, qu'il ne pourrait pas répondre concrètement à cette question, la réponse dépendant du développement ultérieur de la crise du parti.

Il est clair que Hoeglund espérait provoquer la délégation. La délégation répondit à cette attitude inouïe de Hoeglund par une demande revendiquant au nom de l'Exécutif l'exécution des points suivants.

1. Exécution immédiate des décisions du Cinquième congrès mondial.
2. Cessation immédiate de l'infâme campagne contre l'Internationale.
3. Reconnaissance des droits disciplinaires de l'Internationale.
4. Admission d'un représentant de l'Exécutif au Comité central avec le droit de veto, et d'un représentant de l'Exécutif à la rédaction de l'organe central et reconnaissance du droit de la délégation d'annuler des décisions du Comité central contredisant les décisions du Cinquième congrès mondial ou de l'Exécutif élargi.

Hoeglund répondit:

1. Le Comité central accepte le renvoi du congrès du parti, mais celui-ci ne doit avoir lieu qu'en mars 1925.

2. Ce n'est pas le Comité central qui mène une campagne contre l'Internationale communiste, mais c'est le représentant du Comité exécutif qui essaye de transformer la lutte du parti en une lutte de Hoeglund contre l'Internationale communiste.

3. La discipline du parti mondial ne peut être maintenue que par la discipline au sein de chaque section nationale. L'Exécutif de l'Internationale communiste, cependant, détruit la discipline du Parti suédois.

4. Comme, ainsi qu'il semble, le point essentiel de la résolution du Comité exécutif est celui de défendre le droit illimité de la minorité de désorganiser le parti, le Comité central décide de combattre cela par tous les moyens, sans toutefois vouloir rompre avec l'Internationale communiste.

5. Le Comité central refuse d'admettre un représentant de l'Exécutif à la centrale et au *Politiken*³. Le Comité central voit dans cette proposition un supercentralisme qui prive le parti du droit de disposer de

lui-même et qui crée une dictature basée sur une discipline militaire sur le parti, une dictature irréalisable dans la phase actuelle du développement de la lutte de classe dans notre pays.

Ce refus de Hoeglund eut pour conséquence les instructions suivantes de la délégation :

1. Affectation d'un représentant de l'Exécutif au Comité central du Parti communiste suédois.
2. Affectation d'un représentant de l'Exécutif à la rédaction de *Politiken*.

Le Comité central doit décider s'il s'opposera à l'exécution des instructions du Comité exécutif par la délégation.

Au nom de la majorité, Hoeglund déclara : "Nous ne pouvons nous soumettre à l'instruction, surtout nous ne pourrions nous soumettre à la censure exercée sur *Politiken*."

On passa au vote. Toutes les propositions et déclarations de la majorité de Hoeglund furent adoptées par quatre voix contre trois.

Après ces résultats, les deux groupes se préparèrent à la décision. La délégation de l'Exécutif parla dans beaucoup de réunions des organisations du parti. Elle y fit la découverte étonnante que les adhérents de Hoeglund ne sont aucunement liés à la vie de l'Internationale communiste, "que pour eux l'Internationale communiste constitue une puissance étrangère, dont l'idéologie leur est complètement étrangère et dont ils ressentent les instructions comme des ordres gênants".

Le 12 août eut lieu la dernière séance de la délégation avec la Centrale entière. La délégation souligna le fait que, de la part des hoeglundistes, le travail des représentants de l'Exécutif fut systématiquement saboté et entravé et que des indications sur les noms, l'heure, l'endroit et le lieu de séjour des membres de la délégation furent livrés à la presse adverse.

La majorité du Comité central adressa ensuite à la délégation un ultimatum à délai fixé, où se trouve entre autres la phrase suivante : "La direction du parti doit dissiper ses forces à démentir les mensonges et à repousser les attaques dirigées contre elle et contre la majorité par la minorité du parti et par le représentant de l'Exécutif".

Dans la nuit du 20 au 21 août, le changement de rédaction fut effectué dans *Politiken*, quoique Hoeglund tâchât de mobiliser pour la défense les typographes et l'Association des journalistes bourgeois. Là-dessus le groupe Hoeglund déclara, dans la presse bourgeoise et syndicaliste, que l'opposition de la Centrale était exclue du parti et il

rompit toutes les relations avec la délégation de l'Internationale communiste.

La délégation constitua des trois membres de l'opposition et des trois suppléants le nouveau Comité central, qui restera en fonction jusqu'au congrès national qui doit avoir lieu après les élections qui auront lieu le 20 septembre.

Hoeglund accentua dès lors jusqu'à outrance sa campagne contre l'Internationale communiste, et il fut secondé à merveille par son allié Stroem.⁴ D'abord il accepta l'offre de la rédaction de l'organe syndicaliste *Arbetaren*⁵ et il y remplissait tous les jours une page. Vers la fin d'août, il lança son nouveau journal *Nya Politiken* (La nouvelle politique). Le 5 et le 6 septembre, il tint avec ses copains les plus intimes un "congrès". Il fut suivi d'une minorité pourtant pas insignifiante des membres. A présent le nombre exact ne se laisse pas encore constater, en tout cas, ce ne sont pas plus d'un quart des effectifs totaux du parti, d'après le rapport de notre délégation, tout au plus 1.500 membres.

Outre l'organe central, trois sur les cinq journaux de province restent à nous. Dernièrement, le quatrième journal fut encore conquis par nous.

L'organe hebdomadaire des jeunes et l'organe mensuel des femmes étaient toujours de notre côté. Hoeglund réussit à entraîner avec lui 1.000 membres sur les 12.000 membres de la jeunesse.

Avant le départ de Hoeglund, nos camarades avaient demandé, sur la base des statuts du parti, que la question des rapports du Parti suédois avec l'Internationale communiste fût décidée par un référendum.⁶ Hoeglund refusa d'exécuter le référendum, et seulement après que la scission entre les hoeglundistes et la minorité de la Centrale fût accomplie, le référendum put être fait. La participation était très vive, malgré les mois d'été qui sont très défavorables pour la vie des organisations en Suède. Jusqu'à présent il n'y a que des résultats partiels. D'après ceux-ci, la participation était le 12 septembre de 5.242 personnes :

4.600 voix : oui, pour l'Internationale communiste

83 voix : non, contre l'Internationale communiste

93 voix neutres

463 voix refusèrent de voter

Ces derniers sont les membres qui ont suivi le mot d'ordre de Hoeg-

lund de refuser de voter, mais qui veulent tout de même rester dans le parti; le maximum des effectifs du parti avant la scission est censé avoir été de sept à huit mille, selon d'autres rapports de dix mille. Si on compare ce référendum, qui n'est pas encore terminé, avec d'autres qui ont eu lieu en Scandinavie, le résultat peut être considéré comme réjouissant. Le vote au sein du Parti ouvrier norvégien sur l'Internationale syndicale rouge et sur ses rapports avec le parti n'avait qu'une participation de sept mille sur cinquante mille. A un référendum des syndicalistes suédois participèrent deux mille membres sur trente mille.

Le manifeste du nouveau parti "communiste" ne souffle plus mot de la dictature du prolétariat; il ne critique plus la démocratie bourgeoise, mais il revient à l'ancien mot d'ordre social-démocrate: "Pas un homme et pas un sou pour l'armée!"

Le congrès des hoeglundistes a extirpé des statuts toute phrase rappelant à l'Internationale communiste, et il a mis à sa place le désir d'une collaboration internationale avec les partis communistes et révolutionnaires. Les efforts du socialiste révolutionnaire de gauche Steinberg⁷ en vue de créer une sorte de nouvelle internationale deux et demi trouvèrent un joyeux écho à ce congrès. On a déjà réalisé des rapports très intimes avec le Parti ouvrier norvégien, dirigé par Tranmael,⁸ qui, lui aussi, veut adhérer à cette "Internationale".⁹

La section reconnue de l'Internationale communiste en Suède, le Parti communiste de Suède, mène en attendant une campagne électorale très agitée.¹⁰ Son organe central *Politiken* porte enfin une figure communiste et soutient de son mieux les groupes ouvriers de diverses industries engagés dans des luttes. Le parti développe dans les domaines les plus divers une activité qu'il n'a jamais développée auparavant.

Le président du Parti communiste suédois est le camarade Karl Kilbom,¹¹ son secrétaire Oskar Samuelson.¹² La rédaction est assurée par une équipe de trois camarades, dirigés par Kilbom. L'adresse de la rédaction de *Folkets Dagblad Politiken* est toujours la même, Stockholm, Luntrakaregatan 52. L'adresse de correspondance de la Centrale du parti est nouvelle. La voici: Svergen Kommunistiska Parti, Box 239, Stockholm 1.

II

La crise dans le Parti communiste de Tchéco-Slovaquie

Pour comprendre la crise du Parti communiste de Tchéco-Slovaquie,

il est nécessaire de se rappeler brièvement l'attitude de la délégation tchèque au Cinquième congrès mondial.¹³ La droite tchèque était d'avis que la concrétisation du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, contenu dans les thèses sur la tactique, contredisait les formules du Quatrième congrès. Ce point de vue ne fut pas seulement combattu par le congrès entier, mais aussi par la minorité de gauche de la délégation tchèque.

Après le retour des délégués, il y eut le 31 juillet, à Prague, une conférence plénière du Comité central du parti avec la délégation au congrès. Šmeral¹⁴ et Neurath¹⁵ (Neurath pour la gauche) présentèrent les rapports. Dans la discussion se révélèrent les mêmes contradictions qu'au Cinquième congrès. La droite, dirigée par Šmeral, Kreibich¹⁶ et Hůla,¹⁷ se dressait contre le passage suivant contenu dans la résolution¹⁸ présentée par le camarade Neurath: "C'est à raison que le Cinquième congrès a constaté expressément que toutes les tentatives de présenter la tactique du front unique et la tactique du gouvernement ouvrier et paysan comme coalition politique avec la social-démocratie contre-révolutionnaire doivent être repoussées et combattues comme une grave faute opportuniste". Par contre la droite s'obstinait à déclarer que "les décisions du Quatrième congrès sur le gouvernement ouvrier étaient complètement supprimées par les thèses sur la tactique adoptées par le Cinquième congrès." La tentative d'arriver à une résolution commune resta sans succès. Le vote eut le résultat suivant: Sur trente-et-un, dix-sept camarades donnèrent leur voix à la résolution du camarade Neurath, qui se solidarise sans réserve avec les décisions du congrès mondial et qui "croit justifiée et fondée la critique exercée contre le Parti communiste tchéco-slovaque qu'elles contiennent"; la résolution de Hůla obtint treize voix. Ce fut la résolution de la droite qui cherche par des locutions générales à contourner les questions de principe. Il y était dit entre autres: "Le Cinquième congrès mondial a chargé toutes les sections de l'Internationale communiste:

- a. d'accentuer leurs efforts en vue d'ancrer notre organisation dans les usines;
- b. de continuer leurs efforts en vue de gagner la masse ouvrière pour la lutte contre le capital et ses auxiliaires jusqu'à la victoire de la dictature prolétarienne;
- c. de se procurer la clarté sur les méthodes les plus efficaces de la solution de la question du gouvernement ouvrier et paysan".

Il y était dit en outre: "Le Comité exécutif du Parti communiste tchéco-slovaque prend acte de la critique exercée contre son activité dans la période écoulée et il décide de commencer la plus large discussion au sein du parti afin d'éclaircir les divergences d'opinion".

On peut supposer que le résultat du vote était une surprise inattendue pour les présenteurs de la dernière résolution. Aux conférences régionales tenues au cours des semaines dernières, la résolution de Neurath obtint la majorité absolue dans les régions industrielles les plus importantes. Le congrès sera convoqué à la fin d'octobre.¹⁹

III

Sur la situation dans le Parti italien

La fusion du Parti communiste italien avec le groupe des terzinternationalistes, décidée au Cinquième congrès, est sur le point de s'achever.²⁰ Elle fut accomplie partout avec beaucoup de facilité et d'enthousiasme, même par les camarades de la gauche. Selon l'indication du secrétariat du Parti italien, deux mille camarades appartenant autrefois à la fraction des terzinternationalistes ont adhéré au parti. Serrati est membre du Comité central et dirige ensemble avec Tasca la Commission syndicale centrale. La réorganisation du parti sur la base des cellules d'usines fait également de grands progrès.

A Turin (ville) où le parti compte à présent de nouveau mille membres, il y a quarante-cinq cellules d'usines, auxquelles appartiennent aussi des sympathisants. Trente-cinq cellules d'usines se composent de membres et de sympathisants, et dix de sympathisants seulement. Les sympathisants sont organisés sur la base d'une carte spéciale. En général, la situation du parti dans les groupes s'est considérablement améliorée. Le secrétariat annonce que le parti compte aujourd'hui déjà vingt mille membres; l'*Unità* a un tirage de quarante mille exemplaires.²¹ La suppression des périodiques *Pagine Rosse* et *Prometeo*, de Serrati et de Bordiga, est déjà décidée.²²

Toujours est-il que l'activité du parti n'est pas suffisante par rapport à ses effectifs. Il manque surtout d'initiative dans les organisations locales qui attendent toutes les instructions de la centrale et qui ne sont pas habituées à agir de leur propre chef, ce qui est en partie une conséquence de l'orientation créée par le camarade Bordiga, par la militarisation du parti.

La situation politique générale est caractérisée par l'aggravation de l'antagonisme entre le fascisme et l'opposition. Un accord paraît de plus en plus difficile. La presse pose ouvertement la question de la succession de Mussolini. Les éléments sympathisants avec le fascisme lui tournent le dos. Le conflit entre le fascisme et les anciens combattants se poursuit. Mais le fascisme est aujourd'hui sous l'influence des extrémistes. Les libéraux et les groupements d'opposition, tout en cherchant encore un accord, sont pourtant en train d'armer leurs hommes de confiance.

Le réveil du prolétariat ne se poursuit que lentement. Il ne se rend qu'imparfaitement compte qu'il a à jouer en tant que classe un rôle dans le conflit. Les social-démocrates ne contribuent point à réveiller le prolétariat; ils soutiennent l'opposition démocratique.²³ Le nombre des grèves augmente.

(H.-D. 0366. Copie officielle en français)

284. F. MAFFI À G. ZINOV'EV*

Rome, 27 septembre 1924

Cher camarade,

Comme les rapports officiels de l'Exécutif communiste italien vous ont appris, les opérations de fusion sont désormais achevées partout.¹

Nous sommes très satisfaits en vous faisant constater que nos prévisions sur notre apport d'adhérents au Parti communiste italien se sont exactement réalisées. Nous apportons dans le parti plus de trois mille cinq cents membres, bons militants révolutionnaires, fidèles au programme et à la tactique du Comintern.

La liquidation de la Fraction troisiémiste a laissé à résoudre quelques questions de caractère organisatoire en rapport au but même de la fusion comme nous l'avons toujours conçu, en plein accord avec le Comintern; mais ce n'est pas de cela que [nous] voulons vous occuper

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 179-180.

aujourd'hui. Nous désirons attirer votre attention sur la situation financière qui est restée sans résolution depuis le Cinquième congrès.

Avant de quitter Moscou, le camarade Maffi vous avait adressé une lettre à ce sujet.

Sur le même sujet, nous deux, nous avons écrit une lettre il y a un mois à peu près.

Une lettre du camarade Christophe suivit la nôtre à très peu de distance.²

Tout cela est resté sans réponse jusqu'à maintenant.

Il s'agit de ceci. Pour faire front aux nécessités du travail de la fraction, quelques-uns de nos camarades ont dû faire des dettes en s'engageant à les payer, contre des obligations personnelles. Sans cela, il aurait été impossible de déployer, dans le but de la fusion, l'activité que les circonstances nous imposaient et que votre représentant nous conseillait et nous indiquait comme urgente.

Nous avons signalé cette dette au camarade P[iatnickij] à plusieurs reprises. Pendant plusieurs mois on a adopté la méthode du silence; dernièrement, à Moscou, on nous refusa le remboursement de ces dettes, en nous disant que les anciennes dettes étaient considérées comme périmées.

Pour le payement de ces dettes, nous avons chaque jour des ennuis assez graves. C'est par cela que – en présence de l'attitude du camarade P[iatnickij] qui nous semble n'avoir pas compris la portée politique de la question – nous vous répétons notre prière de bien vouloir résoudre d'une façon définitive et favorable la question qui se traîne depuis trop longtemps.

Nous vous prions de bien vouloir donner des dispositions afin que la somme de vingt et un mille lires nous soit remise "à nous personnellement" dans le plus court délai possible.

Et maintenant une seconde question de la même nature.

La fraction avait reçu, à Moscou, l'ordre de continuer son travail, en l'intensifiant, pendant le mois d'août. En accord avec le camarade P[iatnickij], on avait établi que la fraction aurait reçu la subvention habituelle de vingt mille lires, mais cela par l'intermédiaire de l'Exécutif du parti.

La fraction accomplit son travail en dépensant comme d'habitude pour propagande, journaux, inspections etc.

Voilà que, au lieu de nous verser la somme de vingt mille lires, à la moitié d'août, on nous annonça que – sur l'ordre du camarade P[iatni-

ckij], la somme déjà destinée à notre fraction (et dont une partie nous avait déjà été payée) devait être passée au budget du quotidien!

Nous avons donc des dettes vers les imprimeurs, etc.

Notre situation tout à fait légale et très en vue ne nous permet pas de nous prêter à la chasse des imprimeurs et en général de nos créanciers.

Nous sommes donc en crédit – nécessairement – de treize mille lires. Et nous attendons.

Une réponse de votre part est indispensable.

Salutations communistes
Dr. Maffi

Post-Scriptum Si vous jugez préférable que, au lieu de m'occuper à l'Exécutif du parti, je travaille comme médecin pour gagner de quoi payer les dettes de la fraction (pour la partie qui me regarde personnellement), dites-le et je le ferai, à la condition que mon abstention du travail soit complètement justifiée. Ce n'est pas pourtant la solution préférable, évidemment.

Salutions communistes

(H.-D. 0057. Copie)

[Note de Humbert-Droz:] Copie de lettre envoyée à Greg.

285. J. HUMBERT-DROZ À LA CENTRALE DU PARTI
COMMUNISTE SUISSE

Rome, 29 septembre 1924

A la Centrale du Parti communiste suisse, *Bâle*

Chers camarades,

J'ai bien reçu votre lettre du début du mois d'août.¹ J'ai tardé à vous répondre parce que je devais passer par Bâle au début de septembre en retournant en Russie et j'espérais vous y voir. Mais j'ai reçu l'ordre

de rester ici² encore quelque temps et, comme cela peut durer encore des semaines, je ne veux pas attendre davantage pour accuser réception de votre réponse et me déclarer satisfait en tous points de son contenu.

Je suis heureux de savoir que le parti n'a rien contre moi et que sur la question essentielle nous sommes d'accord pour que je reste attaché au Parti suisse pour revendiquer la possibilité de revenir un jour y reprendre mon travail, en Suisse romande.

Je suis d'accord aussi avec votre démarche à l'Exécutif pour me libérer du travail de l'Internationale et reprendre une activité en Suisse, mais j'ai peu d'espoir que cette demande soit acceptée maintenant. Je suis très fatigué de ce travail illégal essentiellement dans les états-majors et je serais heureux de reprendre une activité d'agitation, d'organisation et de propagande dans la masse, avec l'expérience que j'ai acquise au cours de ces quelques années passées dans nos partis frères et à l'Internationale.

Tant que je suis obligé de vivre illégalement comme je le fais ici, il est difficile que j'aie avec le Parti suisse des rapports très étroits, mais il va sans dire que, dès que je serai de retour à Moscou, j'entretiendrai avec la Centrale un contact régulier. La façon dont vous tentez de résoudre la question d'un représentant suisse à l'Exécutif est la seule qui me permette statutairement de ne pas passer au Parti russe quand je rentrerai en Russie et de rester membre du Parti suisse. C'est aussi une façon de rappeler à l'Internationale que le Parti suisse ne perd pas ses droits sur moi. La question ne pourra sans doute être résolue qu'au prochain Exécutif élargi.³

Pour les représentations aux congrès et Exécutifs élargis, je pense que la Centrale a bien agi en déléguant des camarades qui peuvent rapporter en Suisse leur expérience; je demande seulement à la Centrale de m'adjoindre, lorsque je suis à Moscou, à la délégation suisse, avec voix délibérative au sein de la délégation et de demander à l'Internationale de me donner un mandat consultatif comme membre de la délégation suisse. Je sais que lorsque les partis le demandent, on accorde très facilement une augmentation de mandats consultatifs, surtout à des militants connus. Au reste, si la question de la représentation à l'Exécutif est résolue, elle supprime la question des représentations aux congrès, puisque les membres de l'Exécutif sont de droit membres actifs du congrès.⁴

J'espère que cet échange de lettres aura pour résultat de resserrer les

liens qui m'attachent au Parti suisse et je reste votre cordialement dévoué

Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0427. Copie)

286. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LA
SITUATION ITALIENNE*

Rome, 29 septembre 1924

Rapport au Présidium.

Situation politique générale – Je vous signalais dans mon dernier rapport¹ que le fascisme avait repris l'offensive journalistique contre les oppositions à la suite de l'assassinat de son député Casalini.² Les oppositions depuis cet incident ont repris leur lutte mais avec une vigueur diminuée et il n'est pas douteux que la position de Mussolini s'est affermie. L'irrésolution et la faiblesse des oppositions qui recherchent une issue pacifique et parlementaire de la crise est une des causes de cet affermissement de Mussolini, mais il n'est pas douteux que ce dernier, depuis sa visite au roi et en vue du congrès du parti libéral qui doit se tenir à la fin de la semaine prochaine, a pratiqué une politique de rapprochement avec les libéraux.³ Pendant les journées des obsèques de Casalini qui marquèrent une véritable offensive des bandes fascistes dans tout le pays, le gouvernement a mobilisé contre les manifestations fascistes toutes les forces de police et l'armée elle-même. Devant ce déploiement de forces, les bandes fascistes ont reculé et se sont bornées à quelques manifestations sans grandes conséquences. Mussolini a interdit ensuite les manifestations fascistes qui devaient avoir lieu par ordre du parti dans toute l'Italie le 21 septembre. Il donnait ainsi satisfaction à la presse libérale qui avait réclamé l'interdiction de ces manifestations. Enfin dans son discours de Naples, il s'est montré plus conciliant.⁴ Tout cela n'est assurément que manoeuvre en

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 180–183.

vue du congrès libéral qui domine actuellement la situation. Si le Parti libéral s'affirmait nettement contre le fascisme, ce serait une crise ministérielle et à la rentrée des Chambres une majorité antifasciste. Mais il est très probable ou que le Parti libéral se divisera ou qu'il aboutira à un compromis soutenant Mussolini pour une oeuvre de normalisation.⁵

Les autres oppositions, le bloc, a une politique d'attente des décisions des libéraux. Le pape qui craint la chute du fascisme porte des coups sensibles à l'opposition en cherchant à disloquer le bloc que forme le parti populaire catholique avec les partis socialistes.⁶ Il est évident que le bloc cherche à la situation une issue parlementaire et pacifique et qu'il est pour cette raison à la remorque de la politique des libéraux qui sont la force déterminante sur ce terrain. Le travail d'armement que les oppositions ont commencé se poursuit très lentement et avec la préoccupation évidente de ne pas armer la masse et de ne pas préparer sérieusement une action armée. Nos camarades sont entrés dans cette organisation pour en faire le noyautage et pour trouver des armes.⁷

L'attitude des oppositions à l'égard de la rentrée parlementaire sera déterminée par les résolutions du parti libéral. Si elles voient la possibilité de combiner leur action avec celle des libéraux pour former une majorité antifasciste, elles rentreront certainement. Sans doute une majorité antifasciste allant de Salandra⁸ et Giolitti⁹ aux communistes est purement négative et serait incapable de former un gouvernement parlementaire. Elle serait seulement le prétexte pour le roi d'intervenir pour démissionner le gouvernement actuel, pour nommer un gouvernement provisoire qui dissoudrait la Chambre et procéderait à de nouvelles élections. En somme toute la situation politique évolue encore dans le cadre parlementaire et dans les combinaisons de partis parce que la classe ouvrière n'est pas encore devenue un facteur important de la situation et que tous les partis, à l'exception du Parti communiste s'efforcent de la maintenir dans la dépendance des partis petits bourgeois et de leurs intrigues.

La classe ouvrière est encore passive et n'a pas repris sa conscience de classe indépendante. Elle forme sans doute l'élément le plus éveillé et le plus actif de l'opinion publique remuée par la presse d'opposition, mais elle a confiance dans les oppositions pour abattre le fascisme. C'est une situation assez semblable à celle que nous avons eue en France avec le bloc des gauches contre Poincaré¹⁰ mais avec un parti communiste beaucoup plus faible et moins apte à lutter. Pour vaincre

Mussolini, la classe ouvrière soutient Giolitti. C'est la tactique des unitaires et des maximalistes qui a certainement l'appui de larges masses ouvrières. Notre parti réagit de son mieux contre cet état d'esprit et il a obtenu dans ce dernier mois des succès très appréciables dont je parlerai plus loin. Sa tactique est comprise et acceptée d'un nombre croissant de prolétaires, mais ils demeurent, bien que tous les jours plus nombreux, une élite qui n'a pas réussi encore à réveiller le prolétariat et qui a besoin elle-même de prendre confiance en elle-même et dans ses propres forces.

La politique du parti – est dans ces conditions juste dans ses grandes lignes. Nous avons eu ici la visite de Péri du Parti français qui a exprimé l'avis des camarades français que la tactique du parti devrait tendre à la lutte pour la prise du pouvoir politique et qui critiquent la relation du camarade Gramsci comme trop pessimiste.¹¹ Il faut s'entendre sur ce que l'on entend par la lutte pour le pouvoir. Si c'est, comme le laissait entendre Péri, que le parti devrait dès maintenant lancer le mot d'ordre dans la masse, je pense que ce serait de notre part une folie. Ce mot d'ordre ne serait nullement compris. Si c'est au contraire développer une activité qui tend constamment à mobiliser les masses, à redonner conscience au prolétariat qu'il est une force, l'unique capable de vaincre le fascisme, si c'est critiquer les oppositions pour en détacher la classe ouvrière, lancer les mots d'ordre qui, aujourd' hui accessible aux masses, les conduiront à la lutte pour le pouvoir au cours de la crise, on peut affirmer que notre parti, et particulièrement son centre dirigeant, font le maximum d'efforts dans cette voie. Même le mot d'ordre qu'il a lancé, des comités de défense ouvrière, est prématuré et est resté jusqu'ici un mot d'ordre en l'air parce que la masse ouvrière n'en sent pas la nécessité.¹² C'est autour du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan pour la succession au pouvoir que le parti pourra grouper les ouvriers et les paysans pour l'action. Déjà le travail parmi les paysans a commencé avec ardeur et avec des résultats appréciables.¹³ Les succès obtenus dans la campagne de recrutement sont aussi un indice de l'activité accrue du parti. Il ne faut pas oublier que le parti, il y a 4 mois encore, était complètement absorbé par des luttes internes et presque complètement illégal. Il est encore lent à se mouvoir, inapte à saisir au jour le jour la question sur laquelle il faudrait mener campagne. La semaine dernière, il a laissé passer les nouvelles taxes sur le sucre et le café sans protester, mais, dans l'ensemble, il accomplit sa tâche vaillamment.

La campagne de recrutement, lancée au moment de la fusion est un grand succès. Scoccimarro a donné au dernier Exécutif des chiffres peut-être optimistes mais que me confirme Malatesta. Le parti aurait déjà vingt-cinq mille membres et Scocci compte les trente mille pour la fin de l'année. Même si ces chiffres étaient optimistes il est certain qu'au cours de cette année le parti a doublé ses effectifs et il est probable qu'il les aura triplés. Les *terzini* ont apporté trois mille cinq cents membres organisés et une importante quantité de sympathisants qui n'avaient pas pris la carte de la fraction et qui attendaient la fusion pour adhérer au Parti communiste. Dans la province de Milan, où le parti comptait mille deux cents membres, les *terzini* ont apporté huit cents nouveaux membres et l'on m'affirme que la campagne de recrutement apportera en plus aussi environ huit cents membres. La campagne menée au moment de la fusion contre les maximalistes a porté un coup sérieux au Parti socialiste italien. La transformation sur la base des cellules s'opère rapidement; d'après les données de Scoccimarro, elle serait terminée pour la fin de l'année dans tout le parti.¹⁴ Je suis un peu sceptique, mais comme je n'ai pu me rendre dans les fédérations pour contrôle, je ne puis donner qu'une impression. Turin seul fonctionne normalement sur le mode cellulaire; ailleurs on doit lutter encore et vaincre les résistances et les préjugés des camarades. Pour encourager le parti, l'*Unità* publie une série d'articles sur les cellules de Turin. La jeunesse a déjà deux cents cellules et par place elles ont donné d'excellents résultats. A Sampierdarena une cellule inaugurée avec deux inscrits s'est rapidement développée jusqu'à dix-huit. Vous aurez vu dans l'*Unità* la statistique exacte des cellules de Turin.¹⁵

Situation interne du parti – Je vous ai signalé déjà que le parti se désintéresse des vieilles luttes fractionnelles pour se vouer au travail. Les résultats des congrès fédéraux qui ont déjà eu lieu surtout dans le nord du pays se sont tous prononcés pour les résolutions du Cinquième congrès mondial.¹⁶ C'est certainement dans le sud que nous trouverons les plus sérieuses résistances, mais la consultation presque improvisée et insuffisamment préparée des grandes fédérations du nord est déjà réjouissante. Certaines fédérations comme celle du Trentin sont restées dans les contradictions, s'affirmant à la fois pour les thèses de Rome et pour le Cinquième congrès, mais aussitôt l'Exécutif est intervenu pour clarifier cette équivoque en indiquant clairement que l'acceptation des thèses du Cinquième congrès entraîne la condamnation des thèses de

Rome. J'ai eu en main cette dernière semaine toute la correspondance du parti avec ses fédérations. J'ai pu me convaincre de l'effort constant du secrétariat pour stimuler l'initiative, pour combattre le sectarisme et pour amener le parti sur notre terrain. Le parti a licencié un secrétaire régional du sud parce qu'il a travaillé contre la fusion et pour l'extrême-gauche.¹⁷ Cependant, dans le travail du parti, le secrétariat nomme surtout des camarades de l'extrême-gauche. Je ne sais jusqu'à quel point ils travailleront réellement pour nous. Il faut sur ce point ouvrir l'oeil. Il est certain que si Gramsci et Togliatti font un effort pour attirer à nous le parti, Scoccimarro, qui est secrétaire à l'organisation, est encore très teinté de gauchisme et c'est la raison pour laquelle, au retour de Terracini, j'aimerais qu'il aille occuper son poste à Moscou. Jusqu'à présent l'Exécutif a refusé d'envoyer un de ses membres, mais je pense que vous devriez insister de Moscou à ce sujet.¹⁸

Le congrès confédéral a occupé la dernière séance de l'Exécutif. Les prévisions sont très pessimistes pour nous; je vous ai indiqué dans ma dernière lettre pourquoi. Notre plateforme de lutte sera :

1. l'unité internationale;
2. la question du maintien des Bourses du travail;
3. l'orientation confédérale.

Sur les deux premières questions, les maximalistes seront d'accord avec nous, mais très probablement pas sur la troisième, parce que liés aux unitaires dans le bloc des oppositions. Il est donc peu probable que l'action de front unique que nous ferons soit acceptée des maximalistes.¹⁹ Le Comité syndical me paraît aussi très insuffisant pour mener l'action. Tasca, qui a refusé définitivement,—voir ci-inclus sa réponse—a été remplacé par AZZARIO qui est un incapable et qui de plus empêche les autres de travailler par la confusion qu'il apporte en tout.²⁰ Serrati qui s'est mis très sérieusement à la besogne pour faire *Syndicato Rosso*²¹ se plaint du fonctionnement du Comité syndical avec raison. Maffi et moi avons fait toutes réserves sur l'emploi de Azzario à ce poste important, à la veille du congrès confédéral.

[Christophe]

(H.-D. 0058. Copie)

Rome, 30 septembre 1924

Au Camarade Zinovieff, *Moscou*

Cher camarade,

J'appuie complètement la demande faite par l'ancienne fraction terzinternationaliste concernant la liquidation de ses dettes.¹ La situation est telle que le camarade Maffi est engagé personnellement à l'égard de tiers qui ont prêté à la fraction. Si nous ne liquidons pas cette dette de vingt mille liras, Maffi sera obligé pour n'être pas saisi, d'abandonner son activité politique pendant plus d'une année pour travailler comme médecin et payer les dettes de la fraction. Je pense qu'on ne peut lui imposer cela après tout le travail désintéressé qu'il a fourni pour la fraction. Sa présence à l'Exécutif et son travail dans le parti sont aussi nécessaires au point de vue politique.

Je saisis cette occasion de vous écrire personnellement pour vous demander d'envisager mon emploi, soit au secrétariat pour les pays latins, comme il avait été décidé à l'Exécutif qui suivit le congrès, soit d'une façon permanente dans le travail du parti français, soit enfin mon retour dans le travail du parti suisse. Il y a plus de trois ans que je mène cette vie vagabonde de représentant de l'Exécutif, j'en suis fatigué parce qu'elle ne permet pas un travail régulier et systématique et je désire, s'il est possible, me fixer quelque temps dans un travail régulier.²

Fraternellement à vous
[Christophe]

(H.-D. 0060. Copie)

288. J. HUMBERT-DROZ AU SECRÉTARIAT DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE**

Rome, 30 septembre 1924

Au secrétariat

Chers camarades,

Il y a trois semaines, je vous écrivais pour vous avertir que j'étais sans

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 184.

** Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 183-184.

argent et pour vous prier de m'envoyer une provision de cinq cents dollars.¹ Le camarade Hemod [Heimo] m'a répondu aussitôt que le nécessaire serait fait.² Cependant, jusqu'à ce jour, je n'ai rien reçu et je suis totalement sans argent. J'ai dû emprunter au parti pour assurer ma sécurité après une alerte policière et une longue interrogation sur mon identité que j'ai dû subir quelques jours après l'arrestation de Fanny.³ Mais je n'ai pu, faute de moyens, me rendre aux congrès provinciaux les plus importants. Je ne voulais pas, avant votre réponse, faire une trop grosse dette au parti. Mais je juge, dans la situation actuelle, ma présence en Italie tout à fait superflue si je ne puis visiter nos organisations de province et si mon rôle doit se borner à rester à Rome pour les quelques entrevues avec les chefs du parti et les séances de l'Exécutif. D'autre part, il est tout à fait dangereux pour le parti et pour moi-même que je reste sans moyens dans la situation policière actuelle. La camarade Fanny, que je voyais au printemps tous les jours pour la liaison avec le parti, a été arrêtée dans un café où elle retrouvait Gramsci; quelques jours avant j'avais été moi-même dans le même café avec Gramsci et deux jours après l'arrestation de Fanny, sous prétexte d'une enquête d'impôt, un agent m'a soumis à un long interrogatoire d'identité. Y a-t-il rapport entre les deux choses? Je le crains et je dois redoubler de prudence, car je suis sans doute suspect et surveillé.

Je vous prie donc, si l'envoi de fonds n'est pas fait, de ne pas tarder à le faire.

Cordialement à vous
Christophe

(H.-D. 0059. Copie)

289. J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE

Rome, 6 octobre 1924

Présidium de l'Internationale communiste

Chers camarades,

Ci-joint un rapport arrivé du Portugal à mon adresse pour l'Exécutif.¹

J'écrirai aux camarades portugais, qui ont raison de ne pas s'allier aux conspirateurs de palais du parti radical mais qui, à mon avis, pourraient utiliser mieux dans le sens d'une action de masse la situation politique et économique du pays. Il n'est pas suffisant de se séparer des révolutionnaires radicaux, de se déclarer contre leur tactique de putsch et de coup d'Etat², il faut encore déployer une activité qui réalise notre tactique d'action de masse. Sans doute le parti est petit, jeune, et paralysé par le manque de moyens – jusqu'au 3 septembre, il n'avait rien reçu du Comintern cette année – mais la situation du pays est très favorable aussi bien dans le prolétariat que parmi les paysans.

Je pense que le secrétariat doit écrire une lettre au parti à ce sujet pour l'encourager dans le travail d'agitation et d'organisation sur la base d'une action politique vigoureuse. C'est sans doute avec raison que les camarades de là-bas se plaignent d'être délaissés par l'Exécutif.³ Je rappelle que c'est par suite de cet abandon que le parti n'a pu envoyer à temps une délégation au Cinquième congrès.

A la fin de juillet, avant mon départ de Moscou, la commission du budget a voté pour le parti portugais un subside de 1000 roubles or pour cette année 1924. Vous verrez que le 3 septembre, le parti n'avait encore rien reçu. Je prie le secrétariat de faire les recherches pour savoir ce qu'est devenue cette décision et son application. Je rappelle que l'adresse du secrétaire général du parti Carlos Rates, Travessa do Tarujo 3, Lisbonne, est légale et qu'on peut très bien, de Berlin, envoyer de l'argent sous pli recommandé à cette adresse.

Cordialement à vous
[Christophe]

(H.-D. 0170. Copie)

290. J. HUMBERT-DROZ AU SECRÉTARIAT DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Rome, 6 octobre 1924

Au secrétariat de l'Exécutif

Chers camarades,

En vous envoyant, il y a plus d'un mois, mon relevé de comptes,¹ je

vous signalais que j'étais sans argent et je vous priais de m'envoyer cinq cents dollars en tenant compte de la nécessité de visiter les fédérations à l'occasion des congrès fédéraux.

A ce jour, je n'ai rien reçu encore, malgré mes réclamations. Je n'ai pu me rendre aux congrès fédéraux et je reste ici sans moyens. Je ne sais comment interpréter une pareille attitude. Si ces conditions, qui ne se produisent pas pour la première fois, devaient durer, je déclare ne pas pouvoir continuer à remplir les fonctions que me confie le Présidium et je demande à être renvoyé au Parti suisse. Il y a dans le travail de représentant de l'Internationale sous le régime fasciste assez d'ennuis de police pour ne pas les augmenter et les aggraver par des ennuis financiers.

Cordialement
[Christophe]

(H.-D. 0061. Copie)

291. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*

Rome, 6 octobre 1924

Rapport au Présidium

Situation politique générale a subi très peu de changements. Elle est toujours dominée par le congrès du Parti libéral qui siège ces jours et qui prendra certainement une voie intermédiaire entre les oppositions et le fascisme, réclamant du gouvernement de Mussolini le retour à la constitution libérale. C'est dire que la situation sera inchangée et la crise toujours ouverte. Mussolini pratique une politique de compromis qui déplaît fort aux extrémistes de son parti qui menacent Rome d'une seconde révolution qui commencerait par les ministères.¹ Ci-joint un numéro tout à fait caractéristique de l'*Impero*, le journal des extrémistes. Vous y verrez aussi la tendance de se rapprocher des

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 185-188, et par extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 253.

ouvriers et de faire du fascisme une espèce de bolchévisme national. Les oppositions constitutionnelles se disloquent devant l'action des libéraux. Tandis que les bourgeois du bloc applaudissent au réveil du libéralisme, les maximalistes ont inauguré dans l'*Avanti!* une tactique de critique vigoureuse contre le vieux libéralisme. D'autre part, les catholiques du Parti populaire sont affaiblis par les coups répétés que leur porte le Vatican, allié du fascisme.² Il n'y a pas de doute que notre campagne contre les maximalistes porte et que ce parti cherche l'occasion de sortir à son tour des oppositions.

La politique du parti manque toujours d'initiative et se borne trop à réagir contre les initiatives des autres partis. J'ai longuement discuté il y a quelques jours, avec Gramsci et Maffi de la ligne politique du parti et de la position difficile dans laquelle il se trouvera dans quelques semaines, lors de la rentrée des Chambres, s'il attend d'être pris entre le Bloc et le parlement fasciste. Il doit sans perdre de temps intervenir dans la situation politique pour provoquer une situation favorable à son action et ne pas laisser l'initiative aux autres. Après le congrès libéral, la question centrale sera la rentrée du parlement et l'attitude que prendront les oppositions qui s'étaient retirées du parlement. Il est dès maintenant certain que les libéraux continueront à siéger avec les fascistes et ne suivront pas les oppositions sur le terrain de l'abstention et du boycott du parlement. Il est très difficile pour notre parti, comme le voudraient quelques camarades, de rentrer au parlement si les oppositions continuent leur boycott. Mais il est impossible pour lui également, après être sorti des oppositions, de suivre isolé la tactique des oppositions. D'autre part, il est certain que les oppositions vont se trouver, par l'attitude des libéraux, dans une situation très difficile. Le parlement siégera sans elles tout simplement et ignorera leur absence. Elles seront alors ridicules. Rentrer au parlement sans avoir rien obtenu, c'est avouer leur faillite et leur abdication. Après un échange de vues, nous sommes à peu près d'accord pour proposer aux oppositions de continuer le boycott sous la forme parlementaire à laquelle nous pourrions nous associer, en siégeant comme un parlement opposé au parlement fasciste et en lutte contre le parlement fasciste. Nous proposerons pour ce parlement un programme d'action immédiat à étudier soigneusement. Formations de milices populaires pour désarmer les fascistes, éventuellement invitation au peuple à refuser de payer les impôts au gouvernement fasciste tant que ne sont pas rétablies les libertés pour la classe ouvrière. Sans doute, les oppo-

sitions refuseront d'aggraver ainsi la crise et de faire l'acte de constitution d'un parlement contre le parlement fasciste. Après un refus de leur part, nous pourrions rentrer au parlement plus facilement et démasquer leur faillite et leur faiblesse. Il faut sans doute attendre la décision des libéraux, mais agir aussitôt après. Gramsci hésite à s'adresser directement aux oppositions, il préférerait poser la question d'une façon plus générale dans un article sur la situation et les perspectives. Je suis d'avis que dans cette situation nous n'avons pas à avoir de ces pudeurs de procédure et que nous devons nous adresser directement et publiquement aux oppositions toutes les fois que nous le jugeons utile pour les démasquer. La question a été ainsi ébauchée dans cet entretien ; elle devra venir au prochain Exécutif et éventuellement à la Centrale qui doit se réunir sans retard.³

*La lettre du Comintern*⁴ est dans ses grandes lignes exacte. Cependant, sur certains points trop pessimiste et sur d'autres, assez nombreux, déjà dépassée par le travail du parti. Ainsi le parti avait déjà étendu le mot d'ordre des comités ouvriers en comités ouvriers et paysans et décidé de préciser dans des tracts leur rôle et leur structure, etc. Le journal des paysans est lancé et le développement de la propagande paysanne intensifiée avec trois camarades uniquement occupés à ce travail. Le programme des paysans et les programmes partiels pour les paysans des diverses régions sont faits ou près de l'être.⁵ Le travail colonial et chez les anciens combattants est en bonne voie.⁶ En général, le parti a fait un sérieux effort pour réaliser point par point le programme voté au Cinquième congrès et qui contient tout cela.⁷ Naturellement, il n'a pu tout réaliser d'un coup et certaines décisions se heurtent à la passivité du parti qui doit être encore conquis au programme du Cinquième congrès. La couche des dirigeants fédéraux et locaux est encore fortement gauchiste, c'est-à-dire abstentionniste de toute activité politique réelle. Même dans le Sud, le secrétaire interfédéral Girone,⁸ un bordigien, a dû être démissionné à cause du réel sabotage des décisions du parti. Dimanche dernier à Naples, Bordiga a discuté pendant quatorze heures avec Gramsci au congrès fédéral contre les décisions du Cinquième congrès et le programme d'action qui y fut accepté.⁹ Sa tactique est celle qu'il a suivie autrefois contre le fascisme naissant. Mettre les oppositions, y compris les maximalistes, dans le même sac que les fascistes et faire contre toute la bourgeoisie ainsi rassemblée une campagne de presse pour opposer nos principes à ceux des adversaires. Une grande partie du parti est encore au fond d'accord

avec le point de vue de Bordiga surtout dans la couche dirigeante, parce qu'elle est la plus commode. Sous un masque d'intransigeance de gauche, elle permet de ne rien faire. Les congrès fédéraux qui se poursuivent depuis trois semaines et qui continueront deux semaines encore, ont pour but de secourir cette passivité, de faire comprendre au parti la tactique de l'Internationale et du parti, de redonner vie à la base de nos organisations que la vie illégale et la conception militaire du parti ont rendues complètement passives. Dans ces circonstances, la campagne de recrutement et le renouvellement de l'organisation sont des conditions essentielles pour que l'activité politique du centre ne soit pas perdue et soit valorisée par tout le parti. Il fallait absolument ouvrir portes et fenêtres pour faire passer un air nouveau dans l'organisation repliée sur elle-même et tout à fait sectaire. Les mesures d'organisation prises rendront le parti plus apte à un travail politique fructueux.¹⁰ Je ne crois pas que le parti coure maintenant le danger de se séparer des masses. Le recrutement et l'entrée des *terzini* ont apporté trop de forces jeunes pour que le parti retombe dans la vieille routine sectaire de la vie illégale sans manifestation à la surface. Mais il est certain qu'il doit encore s'efforcer d'utiliser toutes les possibilités de travail légal. Scoccimarro est malheureusement trop enclin à maintenir trop le parti dans la vie souterraine et Serrati et Maffi ont raison de revenir sans cesse à la charge pour réclamer une vie plus intensive à la surface et dans la masse.¹¹ Beaucoup d'ouvriers qui ont adhéré au parti ont dû écrire à l'*Unità* pour adhérer, tant les communistes et le parti sont bien cachés, même aux ouvriers. Au dernier Exécutif on a décidé, pour quelques grandes usines, de lancer un petit journal ou bulletin de la cellule communiste.¹² Mais le parti ne pense pas qu'il doive ou qu'il puisse gagner la majorité de la classe ouvrière par des mesures d'organisation ou que cette conquête doive précéder le travail politique du parti. Sur ce point, la lettre de l'Exécutif interprète mal la pensée réelle du parti.

Crise au sein du Parti socialiste italien. Je vous ai signalé, dans un de mes précédents rapports, la crise à ses débuts dans le Parti socialiste italien sur la question de l'Internationale.¹³ Il semble que les indices que je vous signalais se précisent. Le congrès du Lazium réuni dimanche dernier a élu Lazzari président et bien qu'il ne l'ait pas suivi au vote dans sa motion de retrait des oppositions et de blâme à la direction, il a voté à une très grande majorité un ordre du jour pour la reprise des relations avec la Troisième Internationale.¹⁴ Cassinelli, qui est l'auteur

de cet ordre du jour, a expliqué à Gramsci pourquoi il n'avait pas suivi Lazzari. Favorable à la sortie des oppositions et à l'alliance avec les communistes, le congrès a jugé que le parti ne pourrait changer sa tactique que lorsqu'il aurait cessé d'être isolé sur le terrain international et pourrait, en reprenant les relations avec l'Internationale communiste préparer sa collaboration avec le Parti communiste. En plus, certains éléments de la direction ont cherché à retrouver Serrati qui les a envoyé promener et Maffi qui a parlé avec eux. Maffi m'affirme que de cette conversation avec Vernocchi, Pirri¹⁵ et Fabri,¹⁶ tous trois membres de la direction, il y a une crise grandissante à la direction, ces trois s'opposant à Nenni, Vella et Nobili. Le parti ne peut réorganiser ses fédérations touchées par la sortie des terzini et la question de l'isolement international du parti, de sa collaboration avec le bloc, etc., y entretient le trouble. Turati vient de traiter fort mal les pauvres avances de Nenni etc. Maffi juge qu'il serait utile que je voie d'une façon non officielle quelques-uns de ces éléments pour voir dans quelle mesure ils sont accessibles. Si la direction arrivait divisée sur la question de l'Internationale au congrès, les nouveaux troisiémistes pourraient y renverser le clan Nenni. Naturellement ce travail ne peut être fait qu'en accord avec notre parti. Pour éviter de paralyser de nouveau notre parti par une action directe de Comintern sans le concours actif du parti, Gramsci est d'accord pour que Maffi et moi tentions un premier coup de sonde. Ce qui est certain c'est que ces éléments nous cherchent et s'efforcent de ne pas perdre le contact avec les anciens terzini. Vers la fin de la semaine, j'aurai probablement une entrevue avec ces éléments. Au cas où vous ne seriez pas d'accord avec cette prise de contact, écrivez-moi. En tous cas nous ne risquons rien à connaître ce que ces gens pensent et il y aurait intérêt, sinon à gagner le Parti [socialiste] ce qui est difficile maintenant, mais à y entretenir une crise et à le désagréger.

Situation interne du parti. Les congrès fédéraux du midi ont commencé par celui de Naples où Bordiga a mené l'opposition d'une façon très démagogique, affirme Gramsci. Comme je n'ai encore pas reçu du secrétariat les fonds que j'ai demandés, il y a plus d'un mois, je n'ai pu prendre part personnellement à ce congrès et je dois me borner à relater ce que G[ramsci] m'en a dit. Bordiga a parait-il fait le procès de la direction du Comintern en affirmant qu'elle avait éliminé Trotsky et en jouant de la popularité de Trotsky pour avoir un succès facile, sans du reste aborder à fond la crise russe. La fédération est aux mains des bordiguiens et parait peu apte au travail.¹⁷ On a envoyé là un

camarade pour suivre la fédération de près. D'autres fédérations du sud seront dans le même cas. Bordiga, invité par le parti à rejoindre son poste à l'Exécutif, s'y refuse maintenant, disant que son départ paraîtrait comme une abdication de sa part, mais qu'à la prochaine occasion (Exécutif élargi), il irait à Moscou et y resterait volontiers. Cela pose la question encore une fois du représentant à Moscou. Je vous ai dit les raisons politiques pour lesquelles il me paraît utile que Scoccimarro s'éloigne momentanément. Il est l'élément qui s'oppose le plus à la vie légale du parti et qui a gardé le plus enraciné la mentalité sectaire gauchiste. Quand Terracini reviendra au secrétariat, l'influence des gauchistes sera trop forte, d'autant plus que si S[coccimarro] ne part pas, c'est Togliatti qui partira et le secrétariat sera complètement aux mains de bordigiens qui feront là oeuvre de fraction. Je pense que vous devriez demander que S[coccimarro] aille à l'Exécutif en invoquant la nécessité de se mettre d'accord avec lui sur le travail d'organisation et le travail illégal qu'il dirige maintenant.¹⁸

Fraternellement
[Christophe]

(H.-D. 0062. Copie)

292. LE COMITÉ EXÉCUTIF DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN
(GIORGIO) AU SECRÉTARIAT DE L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE*

Rome, 6. Oktober 1924

Kommunistische Partei Italiens
Exekutiv-Komitee
N.P. 5432. R.

An das Sekretariat der Komintern
den Vertreter der K.P.I. beim E.K.K.I.¹

Werte Genossen,

Im allgemeinen Bericht ueber die Taetigkeit der Partei, der gleichzeitig

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 188-192.

mit diesem abgefasst wird, ist auf die Taetigkeit der Partei auf dem Gebiete der militaerischen Organisation bereits hingewiesen und sind die allgemeinen Verhaeltnisse unter denen sie durchgefuehrt wird, aufgezeigt.² Zweck des vorliegenden Berichtes soll es sein, Euch ueber die Prinzipien und Normen, die der militaerischen Organisationsarbeit unserer Partei zu Grunde gelegt wurden, naeher zu unterrichten.

Vorbedingungen allgemein politischer Natur

Die gegenwaertige politische Situation Italiens stellt die Kommunistische Partei vor eine Aufgabe von nicht zu unterschaeztender Bedeutung: die Organisierung der Parteimitglieder und der Massen im allgemeinen fuer den bewaffneten Kampf. Diese Aufgabe, die allen Sektionen der Kommunistischen Internationale obliegt, gewinnt fuer unsere Partei eine besondere Bedeutung, wenn man die politische Lage, in der sich Italien gegenwaertig befindet, ins Auge fasst. Das Problem der Niederwerfung des Faschismus, das heute den Mittelpunkt des politischen Kampfes bildet, kann nicht restlos aufgeworfen und geloest werden, wenn man nicht gleichzeitig die Frage der militaerischen Organisierung der proletarischen Kraefte und des bewaffneten Kampfes beruecksichtigt. Damit soll natuerlich keineswegs gesagt sein, dass die Partei in der gegenwaertigen Situation dem militaerischen Faktor eine ausschlaggebende oder vorwiegende Bedeutung zuweist. Es gibt wohl zahlreiche Genossen, die die Situation von einem so einseitigen Standpunkt ansehen und sich die Loesung der gegenwaertigen politischen Krise nicht anders, als einen bewaffneten Zusammenstoss mit dem Faschismus vorstellen koennen. Aber die Parteizentrale bemueht sich, und nicht ohne Erfolg, diese einseitige Auffassung und Einstellung richtigzustellen, und bekaempft sie dort, wo diese irrtuemliche Einschaeztung der Situation und ihrer Faktoren zu einer Vernachlaessigung der allgemeinen politischen Taetigkeit fuehrt. Die politische Aufklaerungsarbeit der Zentrale geht dahin, den Genossen und den Massen zu zeigen, dass an einen ernstlichen, entscheidenden Kampf erst dann zu denken sein wird, wenn das Proletariat seine organisatorische und politische Selbstaeendigkeit wiedererlangt haben und der Klassenkampf der Arbeiter- und Bauernmasse neuerdings zum entscheidenden Faktor geworden sein wird. Dies zu erreichen ist heute die Aufgabe der Partei und bildet den Kern seiner politischen Aktion und seiner taktischen Einstellung.

Aber anderseits verkennt die Partei nicht, dass die Frage der militaer-

rischen Organisation und Bewaffnung des Proletariats einer objektiven Notwendigkeit der Situation und einem Beduerfnis der Massen selbst entspricht. Man muss bedenken, dass die Hauptkraft des Faschismus, heute viel mehr noch als in der Vergangenheit, auf seiner militaerischen Organisation beruht. Genosse Gramsci hat in seinem Bericht an das Zentralkomitee der Partei³ gesagt, dass sich die Faschistische Partei mit der "Nationalmiliz" identifiziert. Die Existenz der "Nationalmiliz" ist eines der Elemente, die eine friedliche, parlamentarische Loesung der Krise erschweren und dem Faschismus, der heute auf sozialem und politischem Boden isoliert dasteht, es erlaubt, sich in seiner Machtstellung relativ sicher zu fuehlen. Gewiss geht die Taktik der buergerlich-sozialdemokratischen Opposition dahin, eine Loesung der Krise herbeizufuehren, die ohne bewaffneten Zusammenstoss vor sich gehen soll, in aehnlicher Weise, wie der Faschismus bei seinem Staatsstreich im Oktober 1922 den bewaffneten Kampf zu umgehen wusste. Aber dies schliesst fuer die "Opposition" nicht die Notwendigkeit aus, sich eine militaerische Kraft zu sichern, sei es fuer den Fall, dass der Faschismus seiner Liquidierung auf verfassungsmaessigem (parlamentarischem) Gebiete keinen ernstlichen, gewaltsamen Widerstand entgegensetzt— und dies ist nur dann moeglich wenn er das Bewusstsein hat, dass das Heer auf Seiten der Gegner steht—, sei es fuer den Fall, dass die Entwicklung des politischen Kampfes zu einer bewaffneten Reaktion von Seiten des Faschismus fuehrt, denn es ist nicht ausgeschlossen, dass er durch einen letzten verzweifelten Gewaltstreich seine Lage zu retten sucht.

Diese Umstaende zeigen ganz deutlich, dass es sich nicht um eine Ministerkrise im gewoehnlichen Sinne des Wortes handelt, sondern um einen Kampf, in dessen Kraeftespiel der militaerische Faktor eine nicht zu unterschaeztende Rolle spielt.

Aus diesem Grunde hat die Parteizentrale es fuer notwendig erachtet, den Aufgaben der militaerischen Organisationsarbeit eine erhoelte Aufmerksamkeit zu schenken und jene Anstalten zu treffen, die die Parteiorganisation in Stande setzen, auch fuer den Fall eines bewaffneten Kampfes geruestet zu sein.

Auf diesem Gebiete eroeffneten sich der Partei drei Taetigkeitsfelder:

1. Schaffung einer eigenen militaerischen Organisation;
2. Durchdringung der halblegalen und illegalen militaerischen Formation der "Opposition"; und

3. Organisations- und Propagandaarbeit in der regulären Armee.

Im gegenwärtigen Bericht wollen wir uns darauf beschränken, über die Tätigkeit der Partei auf dem unter Punkt 1 erwähnten Gebiet Rechenschaft abzulegen. Die Tätigkeit in der regulären Armee obliegt, wie Ihr wisst, einem besonderen Bureau, das über seine Arbeit speziell berichtet. Über Punkt 2./ berichtet das allgemeine Referat.⁴

Allgemeine Grundzüge der militärischen Parteiorganisation

Die militärische Organisation der Partei ist auf dem Grundsatz aufgebaut, dass die Parteimitglieder die Kadern einer Massenorganisation bilden. Dies ist nicht in dem Sinne aufzufassen, dass die Kommunisten nur die Kommandostellen besetzen oder dass die Masse schematisch in militärischen Formationen eingeteilt wird ohne einen organischen Zusammenhang mit der Parteiorganisation und ihren realen Kräften. Die Frage ist so gelöst worden, dass die Parteimitglieder den Grundstock bilden, um den herum sich jener Teil der Masse sammelt, der im bewaffneten Kampf einen Sammelpunkt und eine Führung sucht. Die organisatorische Einheit der militärischen Organisation der Partei ist die proletarische Hundertschaft. Die Parteimitglieder bilden nur einen Teil des Gesamtkontingents der Hundertschaft ($\frac{1}{3}$ im Durchschnitt). Die Auffüllung der Gesamtbestände erfolgt nur schrittweise und wird erst bei grösserer Bewegungsfreiheit und vor allem im Augenblicke der Aktion seinen Abschluss finden. Dies geschieht deshalb, weil heute die militärische Organisation einen streng illegalen Charakter haben muss und eine militärische Massenorganisation nur in wenigen Orten praktisch durchführbar ist.

Die Hundertschaften sind in Züge und Gruppen gegliedert und territorial im Bataillon zusammengefasst. Das Bataillon ist die grösste Formation. Darüber hinaus gibt es nur Kommandos (Lokal-, Bezirks-, und Regionalkommandos).

Das Verbindungsnetz der militärischen Organisation ist unabhängig von dem der Partei und die Nachrichtenuebermittlung so organisiert, dass auch bei Aufdeckung von Dokumenten, die Partei nicht kompromittiert ist. Zu diesem Zwecke wird ausser den Chiffren auch ein konventionelles Woerterverzeichnis benutzt, das aus Sportausdrücken zusammengesetzt ist.

Was die Schaffung einer zentralen Kommandostelle betrifft, so wurde

diese Frage vorlaeufig hinausgeschoben, da beim gegenwaertigen Umfange dieser Taetigkeit dafuer keine Notwendigkeit besteht. Gegenwaertig beschaeftigt sich ein Mitglied des Organisationsbureaus der Exekutive auch mit dieser Aufgabe. In Zukunft wird man allerdings die Schaffung eines solchen Zentralorganes ins Auge fassen muessen.

Bewaffnung

Nur ein geringer Perzentsatz der Parteimitglieder ist mit Waffen versehen. Dieser Umstand erschwert in gewissem Masse auch die militaerische Organisationsarbeit, denn die meisten Parteigenossen erwarten, dass die Partei ihnen die Waffen besorgt. Der Grund weshalb viele Arbeiter und manche Parteimitglieder es vorziehen, in die Kampforganisationen der "Opposition" einzutreten, ist eben der, dass die Arbeiter annehmen, und nicht ganz ohne Berechtigung, dass die "Opposition" eher im Stande ist, sie mit Waffen zu versehen.

Die leitenden Organe bemuehen sich den Arbeitern klar zu machen, dass eine Bewaffnung in grossem Stile nur im Laufe der Aktion erfolgen kann, durch Beschlagnahme der Waffen in den Depots und Kasernen, und dass in der Vorbereitungsperiode die Partei nur das fuer die Durchfuehrung dieser Handstreiche notwendige Minimum besorgen kann. Dies geschieht zum Teile durch Aufkauf von Waffen, hauptsaechlich von Seiten der einzelnen Mitglieder und der Lokalorganisationen, und zum Teile durch Sammlung der bereits vorhandenen Waffen. Es handelt sich dabei um jene Waffen, die in den verflossenen Jahren, insbesondere zur Zeit der Fabrikbesetzung in ziemlichem Umfange vorhanden waren, und heute aus den Verstecken herausgeholt werden muessen. Diese Sammlungsarbeit geht aber ziemlich langsam vor sich und man muss sich erwarten, dass viele von diesen Waffen verschollen oder unbrauchbar sein werden.

Ergebnisse der militaerischen Organisationsarbeit.

Diese Organisationstaetigkeit, die Mitte August ds. J. eingeleitet wurde, ist ueber die erste Vorbereitungsphase noch nicht hinausgekommen. Nur in ganz wenigen Orten sind die Hundertschaften tatsaechlich gebildet.

Diese langsame Entwicklung erklaert sich aus den grossen Schwierigkeiten, die auf diesem Gebiete zu ueberwinden sind. Erstens ist in Betracht zu ziehen, dass diese Taetigkeit unter strengster Beobachtung

der Normen der Illegalitaet entfaltet werden muss, was natuerlich auf Kosten der Beschleunigung geht. Zweitens musste sich die Exekutive am Anfang der vorhandenen Funktionaere bedienen, die mit anderer Parteiarbeit ueberbuerdet sind und sich daher nur nebenbei mit dieser speziellen Taetigkeit befassen koennen. Die Heranbildung von faehigen militaerischen Organisatoren ist sehr erschwert durch den allgemeinen Mangel an leitenden Kraefte in den Lokalorganisationen.

Drittens muss man bedenken, dass die Partei in dieser Periode eine Menge von Aufgaben, zum grossen Teil organisatorischer Natur, vor sich hat (Schaffung der Betriebszellen, Neuorganisation der Gewerkschaften, Agitation fuer die Arbeiter- und Bauernkomitees, etc.), was zur Folge hat, dass der militaerischen Organisationsarbeit nur ein Bruchteil der Aufmerksamkeit und der Taetigkeit zugewendet werden kann.

Viertens ist die Arbeit erschwert und gehemmt durch den gaenzlichen Mangel an finanziellen Kraefte. Die militaerische Organisation muss sich einen eigenen Apparat, ein eigenes Verbindungsnetz schaffen, verfuegt aber ueber keine Mittel, um diesen Apparat in Betrieb zu setzen. Und die Parteiorganisationen sind finanziell zu schwach, um ihn unterstuetzen zu koennen.

Fuenftens darf man nicht vergessen, dass unter den Parteimitgliedern noch eine gewisse Passivitaet vorherrscht, die erst allmaehlich ueberwunden werden kann. Unter dieser Passivitaet leidet natuerlich auch die militaerische Organisationstaetigkeit.

Wenn man alle diese Umstaende in Betracht zieht, so ist es nicht zu verwundern, dass die militaerische Organisationsarbeit bisher noch keine befriedigenderen Resultate aufzuweisen hat. Unter den gegebenen Bedingungen wird es noch drei bis vier Monate brauchen, bevor die Partei einen halbwegs funktionierenden militaerischen Organisationsapparat haben wird.

Dies, in grossen Zuegen, was wir ueber diese spezielle Parteitaetigkeit zu sagen haben. Wir waeren Euch sehr dankbar, wenn Ihr uns bei Durchfuehrung dieser Arbeit mit Ratschlaegen und Anregungen unterstuetzen wuerdet. Auch waere es sehr wuensenswert, einen Austausch von Erfahrungen mit jenen Bruderparteien herzustellen, die, wie zum Beispiel die Deutsche, auf diesem Gebiete schon einiges geleistet haben.¹

Zum Schlusse bitten wir Euch uns mitzuteilen, ob Ihr den Grundsuetzen, auf denen wir die militaerische Organisation aufbauen,

zustimmt oder ob Ihr dazu irgend welche Bemerkungen zu machen habt und Abänderungen wuenscht.

Mit kommunistischem Gruss
Giorgio⁵

(H.-D. 0063. Copie)

293. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*

Rome, 14 octobre 1924

Rapport au Présidium

Je rentre du congrès de la fédération de Milan¹ et je n'ai que peu de temps pour vous écrire avant le départ du courrier.

Situation générale caractérisée par l'isolement grandissant du fascisme. Le congrès libéral a donné ce qu'on prévoyait. Les ministres libéraux restent en fonction, mais la motion votée, bien qu'elle ne contienne rien sur la collaboration, fut acceptée contre une motion de droite collaborationniste; elle prend donc nettement le caractère de la rupture du Parti libéral avec le fascisme.² La majorité est formée des sections sous l'influence de Giolitti qui devient ainsi le candidat probable à la succession de Mussolini. Ce résultat du congrès libéral a eu une influence très grande sur le Vatican qui combattait le Parti populaire et soutenait le fascisme. Les renseignements qui nous parviennent, et qui sont dignes de foi, indiquent qu'à la suite du congrès libéral le Vatican a décidé de laisser libre le Parti populaire et de modifier son attitude à l'égard du fascisme. En fait, le journal officieux du Vatican a pris à l'égard du fascisme, à l'occasion des récents scandales, une attitude de condamnation. Il semble donc que le Vatican, qui est très informé et très prudent depuis le congrès libéral, envisage la chute de Mussolini

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 204-206; un extrait se trouve dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 249-250.

et oriente sa politique dans cette direction.³ Un fait très important pour marquer cet isolement grandissant du fascisme est la décision de l'Association des combattants et de celle des mutilés de ne pas s'associer comme l'an dernier aux manifestations anniversaires de la marche sur Rome.⁴

Mussolini cherche, par des visites fréquentes en province, à réchauffer les sympathies et à regagner de la popularité, mais les scandales éclatent presque journellement et l'extrémisme des Ras⁵ de province détruisent rapidement le peu de sympathies qui restent encore au fascisme. On affirme d'autre part que l'instruction de l'affaire Matteotti a déjà démontré la responsabilité directe et la complicité de Mussolini et que le procès risque de ne pas avoir lieu pour cela.⁶

C'est dans une telle atmosphère politique d'isolement et de scandales que notre ambassadeur soviétique a l'intention d'inviter Mussolini à un banquet lors de l'anniversaire du 7 novembre.⁷ Je vous télégraphie aujourd'hui pour que le Comité central du Parti russe empêche à temps un tel scandale. Même si les invitations sont déjà envoyées, il faut empêcher à tout prix une telle faute politique qui ferait scandale dans le prolétariat italien. Le 7 novembre, les ouvriers qui voudront manifester seront battus et arrêtés en masse dans la rue et ce même jour Mussolini serait l'hôte de l'ambassade russe! Les députés communistes seraient invités avec Mussolini! Naturellement si Yurenev met ses plans à exécution, les députés communistes refuseront d'être les hôtes de l'ambassade, pour être dans la rue avec les ouvriers et le parti devra condamner très vivement le geste de notre ambassade. Mais, je le répète, c'est une faute que vous devez empêcher à tout prix, même si cela crée un scandale diplomatique. Sinon, c'est le Parti communiste et la Révolution russe complètement compromis dans le prolétariat italien. Après le banquet de juillet, qui nous a déjà compromis très fortement, je ne comprends pas que notre ambassadeur envisage une récidive. Il semble qu'il ait perdu complètement de vue la classe ouvrière et je pense que le Parti russe devrait déplacer Yurenev et envoyer ici un ambassadeur qui ne fasse pas la cour au fascisme et qui voie aussi en Italie le prolétariat.⁸ A ce sujet encore, il faut que les camarades russes soient en Russie très prudents avec les correspondants des journaux bourgeois et en particulier du *Popolo d'Italia*. Les interviews de membres du parti russe où l'on parle de Mussolini comme d'un grand homme font ici un mal énorme au parti et surtout à la Révolution russe.⁹ Si cela continue nous perdrons pour longtemps la confiance

du prolétariat italien. Il faut que le Comité central du Parti russe prenne à cet égard des décisions énergiques.

Politique du parti. Elle sera examinée, et déterminée aux réunions très importantes qu'aura le Comité central cette semaine. Je vous renseignerai par le prochain courrier.¹⁰ L'opinion de l'Exécutif est dans la voie que je vous indiquais la semaine passée.¹¹ Le parti a lancé à Turin l'idée d'un congrès des usines qui a eu un grand succès. Les commissions internes qui sont en grande partie aux mains des socialistes adhèrent parce que la proposition est très bien accueillie des ouvriers. Le congrès créera, nous espérons, un comité ouvrier à Turin et l'exemple sera suivi ailleurs. Si nous réussissions ce premier essai, l'action du prolétariat se développera sous notre influence. Ce sera une première brèche.¹²

Le congrès de la fédération de Milan m'a laissé une très mauvaise impression. Beaucoup de bons ouvriers révolutionnaires, très intéressante discussion sur les cellules et les questions d'organisation syndicale, mais absence absolue de discussions politiques, on sent que le parti n'a jamais discuté des problèmes politiques. Sur la relation très simple et claire de Gramsci, qui posait le problème de la tactique du parti, aucune discussion politique, seulement des questions d'organisation. Aussi on n'a nullement l'impression que la vie du parti est dominée par la crise politique du pays et par la nécessité de concentrer toutes les forces dans la lutte contre le fascisme, et pourtant Milan est notre point stratégique le plus important. Nous y avons des forces en grand nombre: 1000 membres à Milan-Ville et 2500 dans la province. Mais toutes ces forces sont inemployées et dispersées. Les sections de la province se plaignent de l'isolement, demandent des orateurs pour leur expliquer les questions politiques. La fédération est aux mains des gauches qui n'opposent rien à la politique du Comité central, mais qui paraissent paralyser le travail.¹³ Trop de crainte à l'égard des nouveaux membres, peur d'être submergés par les ouvriers sympathisants, encore une conception sectaire du parti. Je ferai à la Centrale des propositions pour combattre ces faiblesses qui me sont apparues au premiers contacts avec les organisations de province. Je continuerai à visiter les congrès fédéraux et les principales sections.

L'organisation sur la base cellulaire avance. A Milan, il y a déjà vingt-cinq cellules, mais il y a quelques questions à éclairer encore, je vous en parlerai dans mon prochain rapport.

Je réclame une intervention rapide et énergique dans la question du banquet à Mussolini et des interviews au *Popolo d'Italia*!

Cordialement
[Christophe]

(H.-D. 0065. Copie)

294. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*

Rome, 20 octobre 1924

Rapport au Présidium

Situation générale. Le processus d'isolement du fascisme dans le pays est maintenant terminé. Je vous signalais la semaine dernière la décision de l'Association des mutilés et de celle des invalides de ne pas participer aux fêtes anniversaires de la marche sur Rome.¹ Les fascistes ont fait dans ces deux organisations une formidable pression pour les faire revenir sur leur décision. Ils ont obtenu dans la province, par leurs procédés habituels d'intimidation, l'adhésion de quelques sections, mais les organes centraux des deux associations ont confirmé leurs décisions et les ont expliquées par une série d'arguments qui sont une condamnation du fascisme.² Les libéraux de droite, battus au congrès de Livorne sur la question de la collaboration, se sont réunis sous la présidence de Salandra, que Mussolini comble de missions diplomatiques importantes pour l'attacher à son gouvernement. Les fascistes avaient travaillé et espéraient une scission du Parti libéral et la collaboration inconditionnée des libéraux de droite dont font partie Salandra et Orlando.³ L'assemblée des libéraux de droite a complètement déçu les espérances fascistes. Sans doute, ils n'ont pas rompu bruyamment, mais en décidant de se constituer à la Chambre en un groupe libéral national, distinct du grand groupe de la majorité nationale, ils se séparent sur le terrain parlementaire de la majorité nationale qui par ordre du gouvernement et des fascistes devait rester un bloc homo-

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 206-214; par extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 250-251 et pp. 254-255.

gène de majorité gouvernementale.⁴ Ce geste des libéraux de droite sera sans doute suivi par les anciens combattants et les mutilés, si bien que le parti fasciste, qui ne voulait pas former un groupe distinct à la Chambre, sera de fait isolé de tout ce qui n'est pas fasciste.⁵ Les libéraux de droite en plus ont exprimé des "espoirs" concernant l'action gouvernementale qui sont, sous une forme atténuée, des conditions de collaboration qui se rapprochent plus du programme libéral de Livorno que des principes fascistes encore réaffirmés par Mussolini dans ses derniers discours.⁶ La forte majorité parlementaire des fascistes est donc très réduite. Les fascistes membres du parti sont minorité à la Chambre et leur isolement, maintenant complet, risque d'avoir sur le terrain parlementaire une solution de crise. Les fascistes ne cachent pas cette éventualité. Farinacci,⁷ dans l'*Impero*, en a parlé et Mussolini y a fait discrètement allusion dans son discours de Milan, quand il a affirmé qu'il avait des idées personnelles sur la question des crises gouvernementales, laissant clairement penser qu'il ne s'en irait pas du gouvernement après un vote parlementaire et même un rappel du roi.⁸ Bien que les fascistes laissent voir clairement leur pensée de se maintenir par la force, envers et contre tous au pouvoir, il n'y a pas de doute que l'attitude des forces réactionnaires envers le fascisme a eu pour résultat de porter l'axe de la situation à droite. Les oppositions constitutionnelles, qui redoutent la mise en action des masses et la solution violente de la crise, laissent aux libéraux l'initiative de la lutte et cherchent avec eux la solution sur le terrain parlementaire. Alors qu'il y a un mois encore, les oppositions menaient activement le travail d'organisation armée des cadres, il est certain que ce travail s'est aujourd'hui ralenti et est même abandonné à des éléments louches qui sont probablement des agents provocateurs. Le jeu parlementaire cherche à faire intervenir le roi comme arbitre et avec lui la force de l'armée contre la milice. Républicains et maximalistes sont assez peu satisfaits de cette déviation à droite et les oppositions sont dans un état de crise. C'est pourquoi Mussolini a lancé la nouvelle de la réouverture de la Chambre.⁹ C'est pour lui un coup de sonde pour éprouver ses adversaires. Il cherche sans aucun doute à utiliser les libéraux contre les oppositions pour désagréger ces dernières. Bien que les libéraux de toutes nuances aient déclaré rester au parlement fasciste, les oppositions, après deux jours de laborieuses discussions, ont décidé de conserver leur attitude de boycott du parlement fasciste. Le Parti populaire et les démocrates ont cependant envisagé clairement leur

rentrée au parlement. Entre le *Mondo* et l'*Avanti!* s'est développée une polémique à ce sujet. Formellement l'*Avanti!* a eu raison dans la déclaration des oppositions; mais en fait, le discours de Nenni à Turin qui envisage la rentrée au parlement prouve que les oppositions préparent le terrain à leur rentrée.¹⁰ C'est inévitable du moment qu'elles cherchent une solution parlementaire et laissent aux libéraux le premier rôle. Les oppositions sont fort embarrassées. Rentrer sans rien avoir obtenu par leur boycott, c'est s'avouer vaincu. Rester comme aujourd'hui absentes des travaux parlementaires n'empêche pas le parlement de se réunir et de travailler en ignorant leur absence. C'est laisser aux fascistes le monopole parlementaire. La seule solution possible, se réunir en un parlement antifasciste qui parle à la nation et la dresse contre le gouvernement, c'est élargir la crise et l'engager sur la voie révolutionnaire que les oppositions redoutent par-dessus tout. En plus, la succession au fascisme sera une tâche très difficile. Il faudra faire face à la milice fasciste et à la guerre civile qui sera dans les provinces fascistes certainement menée par la milice. D'autre part, les masses ouvrières et paysannes se vengeront sans merci. Un gouvernement bourgeois devra réprimer cette vendetta populaire par une réaction gouvernementale et militaire, peut être plus violente encore que le fascisme. Le bloc des oppositions ne se sent nullement attiré par de telles perspectives, sans compter les difficultés économiques qui s'accumulent. Le bloc préfère que cette œuvre réactionnaire envers les ouvriers soit faite par Salandra ou Giolitti. Entre libéraux et anciens combattants, on discute de la succession de Mussolini. Les libéraux défendent Giolitti, mais les anciens combattants lui reprochent son attitude germanophile et défaitiste pendant la guerre.

Ce déplacement de la situation à droite, l'inaction et la passivité des oppositions, jettent de la désillusion dans la masse ouvrière et petite-bourgeoise et rendent le terrain favorable à l'action de notre parti. Les oppositions le sentent, et le *Mondo* vient de commencer une campagne contre nous. Dans le pays s'exerce une très violente pression des fascistes qui entrave sérieusement le mouvement de réveil des masses. Pour la classe ouvrière de province, la situation est la même que dans les périodes les plus noires des violences fascistes.

Un autre facteur important de la situation est la crise économique et le renchérissement rapide du coût de la vie, du pain en particulier. Le gouvernement se trouve dans une situation très difficile pour le ravitaillement en blé et le prix du pain, qui est la base alimentaire en Italie,

augmente rapidement et augmentera encore. On parle même de rationnement et du rétablissement de la carte de pain comme au temps de la guerre. Avec le pain, toutes les autres denrées de première nécessité augmentent aussi. Le gouvernement a essayé de diminuer le mécontentement en abolissant la taxe sur le vin et d'autres taxes, mais ses mesures arrivent trop tard. Pour le vin par exemple, la mesure qui aurait pu profiter aux producteurs et aux consommateurs est venue trop tard pour que les producteurs puissent en bénéficier et elle ne profite en réalité qu'aux intermédiaires et aux gros spéculateurs. Ce renchérissement général de la vie provoque naturellement un mouvement des ouvriers pour l'augmentation des salaires. A Milan les métallurgistes et le textile sont en conflit avec les industriels. Même dans certaines catégories de syndicats fascistes, pour ne pas perdre leurs sympathies dans la classe ouvrière, les fascistes eux-mêmes initient un mouvement de revendication. Les ouvriers affluent aux syndicats et partout se reconstituent les organisations. Un ex-terzino, Marchioro, qui pour le parti réorganise les ouvriers textiles, a en quelques semaines porté 7000 nouveaux membres à la F.I.O.T. Les chefs réformistes craignent la rentrée des masses dans les syndicats et un mouvement général du prolétariat et font mille difficultés pour admettre les syndicats reconstitués par nos camarades ou pour admettre de nouveaux membres.¹¹ Il est certain que les nécessités économiques feront plus pour rassembler le prolétariat et provoquer le réveil de sa conscience de classe que les événements politiques. Le parti doit vouer à ces luttes une attention particulière et chercher à les développer en un mouvement général des ouvriers contre la vie chère et pour le relèvement des salaires.

La tactique du parti. Notre parti n'exerce pas sur la situation politique du pays l'influence qui correspond à ses effectifs. Je vous ai signalé déjà les causes de cette situation : la passivité dans les organisations de base, provoquée à la fois par l'illégalité dans laquelle vit le parti et par la mentalité gauchiste des cadres. Cette mentalité s'est exprimée encore dans les dernières séances de la Centrale et dans les critiques formulées par Bordiga à l'égard de la tactique du parti et elle se résume en ces termes : le fascisme ne sera vaincu que par l'insurrection armée du prolétariat qui établira sa dictature. Le travail du parti doit consister à répéter cette vérité à la classe ouvrière et à critiquer impitoyablement toute action qui laisse croire à une autre solution de la crise. Au nom de ce principe général juste, on condamne tout le travail que le parti

peut et doit faire pour démasquer les faux-démocrates et rassembler les masses ouvrières par des propositions de front unique et par une intervention dans la situation politique qui ne soit pas l'insurrection ou la simple critique négative et théorique des adversaires.

Une de nos faiblesses aussi, et non la moindre, est l'opinion généralement répandue et habilement cultivée à la fois par les fascistes et par les réformistes que le Parti communiste est au fond philofasciste. Cette opinion est très répandue dans la masse par les soins de la propagande socialdémocrate qui trouve malheureusement un aliment abondant dans la politique de la diplomatie russe à l'égard du fascisme. Les interviews répétés de Yureniev, de Rykoff,¹² de Enoukidzé,¹³ avec autographes, photographies, et dédicaces au *Popolo d'Italia*, où l'on parle de Mussolini comme d'un grand homme ou de l'ordre qui règne en Italie, le banquet offert par Yureniev à Mussolini au moment le plus aigu de la crise Matteotti ont accrédité aussi dans les masses ouvrières la légende d'une amitié et d'une collaboration italo-russes et, par ricochet, par l'intermédiaire des deux gouvernements du communisme et du fascisme. Il faut que le parti russe se rende nettement compte de l'influence nettement contre-révolutionnaire qu'ont eue ces diverses manifestations sur le prolétariat italien. Notre parti ici a perdu beaucoup de son influence de cette manière et c'est parce que Mussolini sait que c'est là un des plus sûrs moyens de combattre le communisme qu'il fait donner aux interviews des communistes russes la plus large publicité et qu'il affiche son flirt avec la République des Soviets. Dans cette période particulièrement grave de la crise italienne, je pense que le Parti russe devrait non seulement interdire complètement ces manifestations superflues, mais encore modifier sensiblement sa politique à l'égard de Mussolini dans le sens d'une beaucoup plus grande réserve. Yureniev devrait être rappelé sans trop cacher les causes de son rappel et l'on devrait envoyer ici un diplomate plus froid dans ses rapports avec Mussolini et qui comprenne mieux la situation politique et la nécessité de ne pas détruire dans le prolétariat italien les profondes sympathies qui existaient pour la Révolution russe. Sur ce point, j'appuie entièrement la lettre que l'Exécutif du parti est chargé par la Centrale d'envoyer au Parti russe.¹⁴

L'Exécutif et la Centrale du parti ont siégé quatre jours cette semaine pour envisager la situation, le travail du parti et déterminer la tactique à suivre dans le moment présent. On a envisagé dans ces séances aussi la lettre de Comintern au parti et la réponse que lui a faite l'Exécutif.¹⁵

Comme je vous le faisais prévoir dans mes deux précédents rapports, la Centrale a décidé, sur la proposition que j'avais faite à Gramsci, d'intervenir d'une façon directe dans la situation politique en proposant au bloc des oppositions, à l'occasion de la rentrée de la Chambre, de se réunir en une Assemblée parlementaire anti-fasciste opposée au parlement comme au début de la crise Matteotti, assemblée à laquelle le Parti communiste prendrait part sur la base du règlement de la Chambre, pour y défendre un programme d'action contre le fascisme.¹⁶

Ce que je vous ai écrit de la situation des oppositions vous fera comprendre que, pour les masses qui regardent aux oppositions, notre proposition ne paraîtra nullement extraordinaire et impossible, au contraire, la masse attend que, lors de la rentrée, les oppositions par leur attitude élargissent et aggravent la crise. Notre proposition sera répandue à un très grand nombre d'exemplaires dans les masses et certainement accueillie par elles avec sympathie. Le parti n'a aucune illusion ; cette proposition sera repoussée par les oppositions, mais nous les aurons mis ainsi au pied du mur et en contradiction avec la volonté des masses devant lesquelles, après leur refus, nous pourrions les démasquer.

Au cas, qui nous paraît impossible, où les oppositions accepteraient, le fait même de créer deux parlements en lutte aggraverait la crise et la porterait immédiatement hors du terrain parlementaire et constitutionnel, sur la voie où nous chercherons à mettre en mouvement les masses et à les organiser pour une seconde étape de la lutte. Le parti n'entend nullement accréditer l'idée que sur le terrain parlementaire et en collaboration avec les oppositions, il peut résoudre¹⁷ la crise. Il le dit clairement dans le document politique où il propose aux oppositions de se réunir,¹⁸ mais dans le développement de la situation, il juge utile de proposer une tactique que la masse attend des oppositions et que celles-ci ne peuvent accepter, de façon à désillusionner les masses et à les entraîner derrière le Parti communiste. Il est probable que poussés par leurs masses, les républicains, les maximalistes et l'*Italia Libera* défendront notre proposition au sein des oppositions. Nous interviendrons après leur refus auprès des partis prolétariens pour les inviter, devant la faillite des oppositions, à former le front unique et constituer des comités ouvriers et paysans en convoquant si possible, comme nous le faisons déjà à Turin, des assemblées d'usine et un congrès des usines sur lequel s'appuyèrent les comités ouvriers. L'Exécutif et la Centrale ont été unanimes à approuver cette tactique avec des nuances :

Leonnetti et Scoccimarro craignaient un affaiblissement de la ligne du parti qui doit répéter que l'insurrection seule mettra fin au fascisme. Leonnetti lui même considère impossible, sur le terrain parlementaire, la chute du gouvernement Mussolini, alors que les autres membres de la Centrale envisagent non la liquidation du fascisme, mais peut-être son éloignement du gouvernement comme possible, sur le terrain du compromis des fractions de la bourgeoisie, intéressée à ne pas développer la crise jusqu'à la guerre civile.

La Centrale a envisagé aussi l'attitude que devrait prendre le parti au moment de la rentrée de la Chambre, si les oppositions refusent notre proposition et si elles restent absentes des travaux parlementaires. Unaniment aussi la Centrale a décidé que le groupe devrait rentrer au parlement fasciste pour faire, dès la première séance, le procès du fascisme avec assez de netteté et de violence pour que le groupe se fasse expulser du parlement pour son attitude, de façon que les oppositions ne puissent pas affirmer encore que nous sommes les alliés du fascisme et que nous rentrons pour obéir à un ordre du gouvernement russe, comme on en a déjà fait courir le bruit.¹⁹

Naturellement cette tactique à l'égard des oppositions et à la rentrée parlementaire n'a de valeur que si, à la base, le parti travaille dans le sens des décisions antérieures, intense propagande pour démasquer les oppositions et pour reconstituer le front de classe prolétarien dans des comités ouvriers et paysans. Dans quelques villes, des comités ouvriers sont formés ou en formation, mais leur vie est encore embryonnaire et il y a le danger que ces comités soient artificiellement constitués par les seuls communistes, sans être appuyés sur une base de masse. C'est pourquoi la proposition du Comintern de constituer déjà un comité central des comités avant leur constitution²⁰ n'a pas eu de réalisation; c'est à la base, dans les masses, que doivent se développer sous notre action, ces comités. Créer des organismes centraux n'est pas difficile, mais ce serait se tromper soi-même et discréditer aux yeux des masses notre mouvement que de créer un mouvement factice et sans vie réelle dans la masse. Mieux vaut, à mon avis, procéder comme le fait le parti à Turin: Mettre en mouvement les usines par nos cellules, convoquer des assemblées d'usine en vue d'un congrès des usines où participeront les commissions internes, ouvriers de tous partis, et qui sous notre direction nommeront un comité des ouvriers. A ce congrès des usines de Turin, nous ferons intervenir quelques représentants des paysans du sud et des ouvriers des autres centres industriels. Il faut qu'à la consti-

tution d'un comité central corresponde réellement un mouvement à la base. A Rome, des ouvriers républicains sont d'accord d'agir avec nous sur la base des comités ouvriers et paysans. L'idée se répand lentement, mais elle progresse quand même et le parti s'efforce de lui donner vie. Dans la discussion sur l'activité de l'Exécutif et sur la lettre de l'Internationale, les camarades ont tous observé que l'Internationale envisage avec trop d'optimisme la situation italienne et trop de pessimisme l'activité du parti. J'ai fait remarquer au contraire que, objectivement, la situation du pays est très favorable et permet le plus grand optimisme, qu'à mon avis le pessimisme des camarades italiens provient de leur connaissance plus complète de la capacité d'action de la classe ouvrière en général et du Parti communiste en particulier. C'est cette conscience de la faiblesse du prolétariat dispersé et disséminé et du parti en proie à la base à une passivité voisine de l'incapacité politique, qui rend les camarades italiens pessimistes envers l'ensemble de la situation italienne. Tandis que l'Internationale paraît au contraire avoir trop d'optimisme sur la capacité d'action du parti et oublier qu'il n'est pas encore sorti d'une longue crise qui l'a replié sur lui-même et qu'il applique une tactique que dans sa majorité il n'approuve pas. Tous les camarades ont aussi approuvé l'activité de l'Exécutif pour le travail nécessaire et primordial d'élargir les bases d'organisation du parti, pour faire du parti un instrument capable d'action politique. Doubler les effectifs du parti et les lecteurs de sa presse était un acte politique important pour pouvoir donner à l'action du parti la base nécessaire dans les masses. Mais maintenant se pose au parti la question de l'utilisation des forces qu'il possède. Les ex-terzini qui ont expérimenté la possibilité d'une action légale ont réclamé avec raison que le parti, tout en conservant son Exécutif illégal, et les cadres nécessaires pour pouvoir à tout moment rentrer sous terre, sorte davantage à la surface, se fasse connaître, essaye au moins de développer le maximum d'action légale. Serrati a raison de réclamer ce passage à la vie légale. Il règne une mentalité telle que personne ne fait rien par crainte d'être découvert comme communiste et d'être arrêté ou renvoyé de son travail. Sans doute, si l'on ne veut ni persécution ni risque d'aucune sorte, mieux vaut ne pas adhérer à un parti politique. Il faut maintenant risquer quelque chose au moins dans la propagande dans les usines. Gramsci affirme qu'en dehors de ceux qui viennent d'adhérer au parti, il y a au moins quinze mille ouvriers qui cherchent à entrer dans le parti, mais qui ne savent où le trouver, tant il est bien caché dans sa vie

souterraine. La situation est telle aujourd'hui que la masse attend du parti qu'il se montre à elle et lui parle. Dans la Centrale, Scoccimarro s'est opposé, non à la proposition qu'on sent nécessaire, mais à son application trop rapide et à l'esprit des *terzini* qui veulent réformer le parti et qui s'attaquent, comme la droite l'an dernier, à son appareil illégal. J'ai fait remarquer à Scocci qu'il ne doit pas envisager toutes les propositions dans cet esprit de défense du parti contre les *terzini*; dans les conditions actuelles c'est une nécessité de réduire la vie illégale, il ne faut pas voir dans une telle proposition un mouvement liquidateur. Vous recevrez du parti le compte rendu de la Centrale et pourrez juger de l'ensemble des discussions. Je vous en signale les points importants.

Situation syndicale – La Centrale, sur ma proposition, a voté une résolution de sympathie aux mouvements en cours et réclamant des membres du parti et du parti lui-même qu'ils fassent effort pour généraliser le mouvement de revendication des salaires. Sur la proposition de Serrati, elle a voté aussi une résolution faisant aux membres du parti l'obligation de s'organiser dans les syndicats dans le délai de deux mois sous peine d'être chassés du parti. Cette résolution est motivée par le fait que je vous signalais déjà, que 50% des membres du parti ne sont pas organisés.²¹ Le travail du parti se poursuit en vue du congrès confédéral, mais les perspectives sont très mauvaises pour nous. La base sur laquelle est convoqué le congrès, les effectifs de l'année dernière, est la plus mauvaise et la Confédération a dissout les Chambres du travail de Trieste et de Turin qui étaient entre nos mains, diminuant ainsi notre représentation. Nous chercherons à organiser, pendant le congrès, des manifestations des ouvriers d'usines de Milan, des assemblées d'usines qui enverront des délégations au congrès de la Confédération générale du travail pour saluer le congrès et appuyer notre point de vue.

Situation intérieure – La gauche du parti, Bordiga en tête, est très mécontente de la façon dont l'Exécutif déploie son activité au sein du parti en limitant les possibilités d'expression de la gauche et en cherchant dans les congrès fédéraux d'information à entraîner le parti sur le terrain de l'Internationale. La gauche voudrait un grand débat de tendance dans chaque congrès et pense que le parti jusque là devrait être administré plus que dirigé par l'Exécutif. Le ton vigoureux avec lequel le *Stato Operaio* a répondu à Mangano, les commentaires qui suivent inévitablement les interventions ou les articles de Bordiga, la suppression de *Prométéo*,²² ont provoqué quelque surprise. La gauche se croyait assurée d'une sorte d'immunité dans le parti. Bordiga, auquel

l'Exécutif avait demandé de partir pour Moscou, a refusé en trouvant des prétextes de forme. L'Exécutif ne veut pas engager la lutte contre Bordiga sur une question disciplinaire et a passé outre en désignant Scoccimarro pour rejoindre son poste à Moscou.

Au cas Bordiga, toujours pendant, s'ajoute un cas Tasca. Je vous ai signalé qu'à son retour de Moscou, il a refusé d'accepter les charges que lui confiait l'Exécutif, je vous ai envoyé copie de la lettre que je lui ai envoyée et je vous ai communiqué sa réponse qui ne dit rien.²³ L'Exécutif, pour éviter aussi ici un conflit disciplinaire, a laissé passer sa réponse sans riposte. Mais Tasca revient à la charge et aggrave son cas. Il déclare subordonner sa participation à la Centrale, à la quelle il a été désigné par le Cinquième congrès, à la substitution d'un membre de la Centrale, Roveda,²⁴ par Vota. Je rappelle que chaque tendance représentée à la Centrale devait désigner en accord avec moi, les membres qui devaient compléter la centrale en dehors des membres de l'Exécutif et le leurs suppléants. Les terzini et le centre ont fait cette désignation dans la première séance du nouvel Exécutif. Tasca, à ce moment, n'était pas encore rentré de Moscou, ou était emprisonné à son retour. Ses deux camarades de tendance ont demandé de renvoyer un peu leur désignation pour pouvoir consulter Tasca. La première réunion de la Centrale eut lieu sans que le membre de la droite fût désigné. Mais, comme la détention de Tasca se prolongeait et que le parti devait fonctionner normalement, les deux droitiers de la Centrale se sont mis d'accord pour désigner Roveda qui est secrétaire général de la seule fédération syndicale qui soit entre nos mains.²⁵ J'ai approuvé cette désignation et Tasca, au sortir de prison, n'a nullement protesté; ce n'est que dernièrement, à l'occasion de la convocation de la Centrale, qu'il posa tout à coup cet ultimatum, et ce qui est plus grave, refusa de venir à la Centrale tant qu'il n'a pas obtenu satisfaction! Les deux droitiers du Comité central ont déclaré qu'ils maintenaient leur désignation, qui a été tout à fait régulière. Le Comité central, devant cette attitude incompréhensible de Tasca, ne peut rester inactif, sinon il se discrédite. Il faut éviter de multiplier les cas Bordiga, où le parti doit fermer les yeux sur les cas d'indiscipline. Le Comité central cependant veut tout tenter avant de prendre des sanctions et a décidé que deux ouvriers de Turin et moi nous chercherions au nom du Comité central à faire entendre raison à Tasca. Sinon cette commission proposera au Comité central une sanction que le Comité central devra porter devant l'Internationale, puisque Tasca est désigné à la Centrale

par le Cinquième congrès. Je dois dire que l'attitude de Tasca est inadmissible et qu'elle a été telle déjà au Cinquième congrès pendant lequel Tasca n'a eu qu'une préoccupation, se retirer de l'Exécutif du parti pour des motifs personnels et sans tenir compte du bien du parti. Le camarade qu'il a désigné à l'Exécutif à sa place, pour la droite, est un bon camarade, mais pas apte et capable de faire un travail politique. Son rôle à l'Exécutif se borne à être une force technique.²⁶

Un autre incident s'est produit avec Maffi. Lors de la répartition des charges à l'Exécutif, on a créé au sein de l'Exécutif de cinq membres, un secrétariat de quatre membres dont était exclu Maffi. Ce dernier, à plusieurs reprises, s'est plaint, avec quelque raison, d'être la cinquième roue du char et d'ignorer tout ce qui se passe. Dans les premières semaines, son isolement était dû aussi à ses absences répétées qui rendaient difficiles les séances avec lui, mais ces dernières semaines il aurait pu et dû être consulté plus souvent. Il n'a connu que par moi la lettre de l'Internationale et n'a vu la réponse de l'Exécutif du parti que plusieurs jours après son expédition, alors que, sur plusieurs points secondaires, il n'était pas d'accord avec son contenu.²⁷ Maffi se plaint d'être ainsi victime d'une manoeuvre qui cherche à l'éloigner du travail du centre et au Comité central il a demandé que sa démission soit acceptée et que Malatesta le remplace à l'Exécutif. Malatesta pouvant mener une vie illégale, le secrétariat ne pourra pas s'emparer de ce prétexte pour l'éliminer du travail politique. J'ai immédiatement fait remarquer au Comité central que la question de la démission de Maffi ne pouvait se poser parce qu'elle ouvrait en réalité une crise avec l'ancienne fraction au lendemain de la fusion. La question qu'il faut résoudre est le meilleur fonctionnement de l'Exécutif. Il est certain que des actes politiques tels que la réponse du parti à l'Internationale ne doivent pas être accomplis par le seul secrétariat à l'exclusion de Maffi. J'ai aussi fait remarquer aux camarades du centre qu'ils commettraient une grave faute de tactique interne s'ils cherchaient, consciemment ou non, d'éliminer du travail responsable les anciens terzini. Le Cinquième congrès a décidé, contre la volonté du Parti communiste, la participation des terzini à l'Exécutif, le centre ne doit pas chercher de saboter cette décision. Gramsci a appuyé mon point de vue en affirmant que, pour lui aussi, secrétaire général, la question se posait de pouvoir être mieux informé parce que incapable aussi de mener la vie illégale. Le prochain Exécutif envisagera encore la chose. Je demanderai l'abolition de ce secrétariat de quatre qui, en réalité, ne correspond à rien, puisque

Gramsci est aussi exclu des bureaux illégaux, et des séances régulières de l'Exécutif, avec un service d'information sur la correspondance arrivée et partie du secrétariat, service que j'ai réclamé pour moi et qui sera utile à Maffi et à Gramsci aussi.²⁸

L'appareil du parti est trop lent. Une quantité de terzini et de nouveaux membres n'ont pas encore la carte du parti, ainsi Serrati, Malatesta et d'autres. Mon opinion est que le parti devrait agrandir son appareil politique et administratif pour être capable de remplir ses devoirs dans la situation actuelle. Les grandes fédérations, Turin, Milan, Trieste, Rome, Naples, devraient avoir au moins un secrétaire permanent. Terracini prendra le poste de Scoccimarro. Vous le connaissez et sa présence au secrétariat n'est pas faite pour me rassurer sur la façon dont se fera la réelle fusion de toutes les anciennes tendances. Les terzini et beaucoup d'autres sont assez méfiants à son égard. Le parti a décidé qu'un membre de l'Exécutif irait pour quelques jours en France exposer au Parti communiste français la tactique et la situation du Parti communiste italien.

Fraternellement
[Christophe]

(H.-D. 0066. Copie)

295. PROJET DE LETTRE OUVERTE DE J. HUMBERT-DROZ
AU PARTI SOCIALISTE ITALIEN*

Projet de lettre ouverte au parti maximaliste

A la direction du Parti socialiste italien. Aux ouvriers socialistes!

Au groupe parlementaire du Parti socialiste italien!

Le comité des oppositions n'a pas répondu par un document qui précise sa position politique à la lettre du Parti communiste qui l'invitait à élargir la crise politique et à intensifier la lutte contre le fascisme en convoquant un anti-parlement. Il s'est borné à renvoyer notre parti aux commentaires de ses journaux.¹

Or parmi ces commentaires, il est évident qu'il y a une contradiction

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 215-217.

absolue entre ceux du parti maximaliste, parus dans l'*Avanti!* et ceux des autres partis d'opposition.

Tandis que tous les journaux d'opposition repoussaient la constitution d'un parlement antifasciste comme un acte anticonstitutionnel et révolutionnaire, l'*Avanti!* affirmait au contraire que le comité des oppositions est déjà un anti-parlement; tandis que les oppositions s'efforçaient d'interpréter leur action comme strictement conforme à la légalité, l'*Avanti!* lui attribuait une valeur révolutionnaire; enfin le parti maximaliste se désolidarisait de la réponse purement négative du reste des oppositions, pour faire à la proposition de notre parti une réponse indépendante qui voudrait faciliter l'entrée du Parti communiste dans le cartel des oppositions.²

En renvoyant le Parti communiste aux commentaires de ses journaux, le comité des oppositions n'ignorait pas qu'il renvoyait notre parti à des textes contradictoires, mais il n'y a aucun doute que sa pensée officielle n'est pas celle de l'*Avanti!*, mais bien qu'elle lui est contradictoire et qu'elle est défendue par le Parti populaire, le Parti démocratique et le Parti unitaire.³ Ainsi, en répondant au Parti communiste, les oppositions ont répondu aussi aux commentaires de l'*Avanti!* et leur ont donné un démenti formel, plaçant le parti maximaliste devant une situation nouvelle qui détruit toute son interprétation du rôle des oppositions. Le parti maximaliste devait, devant une telle situation, choisir sa voie. Il a tenté de le faire en invitant le Parti communiste à entrer dans le bloc des partis d'opposition. Nous comprenons que son isolement au sein du bloc lui soit pénible et devienne particulièrement difficile aux yeux des masses, après le démenti donné par le comité des oppositions à son interprétation révolutionnaire de l'action qu'il développe. Mais le Parti communiste n'a aucune envie d'entrer dans un cartel de partis. Il est prêt à participer, comme il l'a fait au début de la crise Matteotti, à un parlement des oppositions sur la base du règlement de la Chambre, c'est-à-dire en conservant sa liberté de critique, sa liberté d'action et la possibilité de défendre non seulement devant le parlement, mais aussi devant la masse, son programme propre. Le Parti communiste est sorti du comité des oppositions quand il a cessé d'être une libre assemblée pour devenir un bloc de partis soumis à la discipline de la majorité.⁴ Un parti révolutionnaire, un parti prolétarien ne peut, pendant une crise semblable à celle que traverse notre pays, perdre sa liberté d'action et se soumettre à la discipline d'une majorité bourgeoise ou constitutionnelle. Le Parti

communiste est sorti des oppositions pour ne pas lier l'action prolétarienne à la volonté de partis bourgeois et pour ne pas faire servir la classe ouvrière aux combinaisons parlementaires de partis qui hier soutenaient le fascisme contre la classe ouvrière et qui, aujourd'hui encore, condamnent l'action ouvrière de 1919-1921.⁵ Notre parti n'a aucun désir de rentrer aujourd'hui dans un tel bloc dont la passivité et le respect de la légalité ont démontré la faillite grandissante.

Le parti maximaliste est resté dans ce cartel en se berçant de l'illusion qu'il participait à une action révolutionnaire et à un anti-parlement. Ses illusions sont aujourd'hui tombées. La réponse faite par la grande majorité des oppositions à la proposition communiste ne lui permet plus de se tromper lui-même et de tromper la masse sur la portée de son maintien dans le cartel.

Il est clair qu'après leur refus de se constituer en antiparlement, qui eut été pour elles la seule possibilité d'élargir la lutte, les oppositions vont à la faillite. Elle ne peuvent rentrer au parlement sans avoir rien obtenu, ce serait leur capitulation devant les assassins de Matteotti. Démissionner ou continuer un boycott purement passif des travaux parlementaires, en votant de temps en temps des ordres du jour ou des appels au pays, c'est laisser le monopole du parlement aux fascistes qui le feront fonctionner sans se préoccuper des absents. Personne ne s' imagine que le fascisme sera vaincu coups de manifestes. La reprise des travaux parlementaires par la majorité légale fera éclater la faillite des oppositions, si elles n'opposent pas à ce parlement un parlement du peuple qui mobilise le pays pour la lutte réelle contre le fascisme. Dès maintenant donc, la faillite des oppositions est certaine et prochaine.

Le parti maximaliste acceptera-t-il la discipline de la majorité du bloc dont il fait partie, deviendra-t-il parti constitutionnel et légalitaire, associé scrupuleux attendra-t-il que la faillite soit patente pour se retirer de l'association? Certains de ses chefs s'efforcent de l'entraîner dans cette voie, mais les masses ouvrières empêcheront le parti de les suivre jusqu'à l'abandon des principes révolutionnaires dont il s'est toujours verbalement réclamé.

Le Parti communiste, sûr d'interpréter le sentiment de la grande masse des ouvriers communistes et maximalistes, s'adresse à cette heure particulièrement grave au parti maximaliste. Il laisse de côté la polémique ridicule et mesquine sur la Bessarabie,⁶ et le passeport pour Montecitorio sur laquelle la direction du Parti socialiste italien n'a du reste plus insisté.⁷ Il n'a ni peur ni envie de rentrer au parlement, il

sait que ce n'est ni à Montecitorio, ni par la retraite sur l'Aventin que le fascisme sera abattu, mais seulement par l'action révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes. Les oppositions ont refusé d'élargir la lutte, elles l'ont rapetissée aux limites de la légalité bourgeoise. Le parti communiste invite le parti maximaliste à abandonner ce bloc passif et impuissant pour travailler avec lui à préparer, hors du parlement et de ses intrigues, la bataille du prolétariat italien contre le fascisme en formant le bloc ouvrier et paysan appuyé sur des comités ouvriers et paysans qui seront les embryons des soviets et du pouvoir prolétarien.

Le Parti communiste vous propose donc une action commune :

1. Pour développer dans tout le pays la conscience et l'action de classe du prolétariat en vue d'abattre le fascisme et avec lui le régime bourgeois qui l'a créé, contre toute espèce de collaboration de classe;

2. Pour mobiliser les masses ouvrières par des assemblées d'usine et des congrès des usines qui nommeront des comités ouvriers dans les villes, pour créer des comités de paysans dans les villages et des comités de soldats dans les casernes, dans le but de coordonner et de préparer la lutte révolutionnaire contre le fascisme en défendant les libertés et les droits ouvriers et de former les embryons des soviets qui remplaceront l'Etat fasciste par l'Etat prolétarien.

3. Pour former une entente au prochain congrès confédéral en vue de redonner aux syndicats leur caractère de lutte de classe et d'organisations de masses et d'arracher la direction de la Confédération générale du travail aux réformistes collaborationnistes.

4. Pour étendre l'agitation des métallurgistes à toutes les régions et à toutes les corporations du pays pour en faire un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière italienne contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires, pour les libertés syndicales et pour le renversement du régime fasciste.

Nous ne nous adressons pas seulement à la direction du parti et à son groupe parlementaire, mais plus spécialement à la masse ouvrière socialiste qui, déçue de la passivité et de la faillite des oppositions, attend du parti maximaliste une vigoureuse action prolétarienne en accord avec le Parti communiste.⁸

(H.-D. 0067. Copie)

296. TÉLÉGRAMME DU PRÉSIDIUM DE L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE À J. HUMBERT-DROZ*

Christof Rom

Kommunistenfraktion soll nicht ins Parlament zurueckkehren falls die
Opposition die kommunistischen Vorschlaege ablehnt stop Wir halten
auch Drohungen dieser Art fuer unrichtig.¹

Praesidium Ekki

(H.-D. 0069. Copie)

297. E. WOOG¹ À J. HUMBERT-DROZ

Moscou, le 22 octobre 1924

Au camarade Christoph, Rome

Cher Christoph,

J'ai reçu ton petit billet² concernant le matériel que tu a déposé chez
moi. Comme je reste encore à Moscou le paquet est bien déposé chez
moi.

Nous avons ainsi reçu ta lettre concernant le Parti communiste
portugais.³ De même Rates nous a écrit un rapport assez détaillé sur la
situation. Mais comme personne de nous ne connaît les personnes, la
vraie force et la situation du parti, il nous est très difficile de donner au
parti des conseils détaillés. J'essayerai quand-même de faire quelque
chose. En ce qui concerne les subsides j'ai réclamé à la commission
respective où on m'a promis de régler l'affaire.

J'espère quand-même que tu pourras bientôt retourner ici. Ce serait
vraiment nécessaire pour le travail du secrétariat car maintenant il n'y
a presque personne qui a le temps de s'occuper des pays latins.

Je reste avec salutations sincères.

Stirner

(H.-D. Original)

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 222.

Rome, 23 octobre 1924¹

Comité exécutif du Parti communiste portugais, *Lisbonne*

Chers camarades,

J'ai transmis, après en avoir pris connaissance, votre lettre à l'Exécutif de l'Internationale² en demandant au secrétariat de vous répondre directement et en le chargeant de rechercher la raison pour laquelle la décision de vous envoyer 1000 roubles or n'a pas été exécutée. J'espère que vous aurez maintenant reçu ce subside.³

En ce qui concerne le contenu de votre lettre, je vous répète ce que je vous ai déjà écrit: Ne considérez pas le silence de l'Internationale comme une manifestation de méfiance à l'égard de votre Exécutif. L'Internationale, quand elle n'a pas de confiance dans une direction, n'emploie pas de détours pour le dire et pour intervenir activement pour la changer. Nos adversaires se plaignent de l'intervention continuelle de l'Internationale dans la vie des sections; Lévy, Frossard, Höglund, Traemmel⁴ ont tous répété la même chanson et il est vrai que l'Internationale intervient et a le devoir de le faire quand une direction abandonne la ligne communiste ou se montre incapable de remplir ses devoirs. Le silence de l'Internationale a malheureusement d'autres causes. Les petits pays et les petits partis sont délaissés parce que leur importance est moindre dans le développement de l'ensemble de la situation politique mondiale et dans le développement révolutionnaire. La direction de l'Internationale est absorbée par les événements politiques des grandes nations et ne peut suivre par le détail la vie politique interne des petits Etats. C'est à mon avis une faiblesse, compréhensible, mais à laquelle il faut remédier. Pour le Portugal, plus encore que pour les autres petits partis, la situation est mauvaise. Je suis le seul à connaître bien les conditions politiques et économiques de votre pays et à connaître aussi le parti, qui n'a officiellement encore qu'une année d'existence. Après le Cinquième congrès, on avait décidé que je resterais au secrétariat pour les pays latins et mon intention était de multiplier les relations des petits pays et des petits partis de l'Amérique latine et du Sud-ouest de l'Europe avec le centre de l'Internationale; j'ai reçu l'ordre de rester ici pendant le développement de la crise

italienne et je ne sais quand je pourrai réaliser mes projets. Je reste, autant que me le permet ma vie illégale, au courant de la vie de votre parti. Plusieurs fois déjà je vous ai écrit et je le ferai encore, chargé par l'Internationale de le faire en son nom. Au cours de l'année dernière, l'Internationale s'est intéressée à la solution de votre crise interne et deux fois je suis allé à Lisbonne, chargé par elle de veiller à la formation d'un parti communiste sérieux au Portugal. Je vous assure que vous n'êtes pas parmi les plus abandonnés. J'ai vivement regretté le concours de circonstances qui a empêché le parti d'envoyer un délégué au Cinquième congrès. J'espère qu'à la prochaine conférence de l'Exécutif élargi, vous pourrez prendre contact directement avec le centre de l'Internationale.⁵ Ainsi, pas de découragement ou d'abandon du gouvernail du parti parce que l'Internationale vous délaisse un peu. Envoyez des rapports, des lettres, demandez des directives, multipliez de votre côté les relations avec l'Internationale. Elle ne laissera pas vos demandes sans réponse.

En ce qui concerne le contenu politique de votre lettre, le coup d'Etat manqué des radicaux, la ligne politique suivie par le parti est juste. Notre tactique révolutionnaire n'a rien de commun avec les conspirations de palais et les coups d'Etat de cette sorte; elle se base sur l'action des masses et la prise du pouvoir par nous, qui devra être précédée d'un certain travail conspiratif, devra surtout s'appuyer sur la grande masse des ouvriers et des paysans dans tout le pays. Le rôle et le travail du parti, c'est de mettre en mouvement ces masses, de faire pénétrer en elles nos mots d'ordre, de les entraîner derrière le Parti communiste. Le parti ne peut par conséquent pas collaborer à un coup d'Etat de la bourgeoisie radicale et la direction du parti a bien fait de se séparer de cette action des radicaux.⁶ Cependant, il est certain que de telles tentatives des radicaux sont le résultat d'une situation politique et économique instable qui jette certaines couches de la petite-bourgeoisie jacobine contre la bourgeoisie qui détient le pouvoir; ces coups d'Etat ont aussi le résultat, qu'ils réussissent ou non, de désagréger l'Etat bourgeois, son armée, sa police, ses forces de pression sur la classe ouvrière. Le parti doit donc suivre attentivement ce qui se passe dans les partis radicaux et utiliser à son profit et au profit de l'action de masse des ouvriers et des paysans cet affaiblissement de l'Etat bourgeois et de ses moyens de répression.

Il ne suffit donc pas de se séparer des radicaux et de leur tactique et d'opposer au point de vue théorique notre tactique de l'action des

masses à leurs conspirations de palais; il faut encore et surtout développer, appliquer à la situation favorable du pays, notre tactique d'action de masse, provoquer sur les questions économiques les plus brûlantes et les plus senties des masses des démonstrations de rue, des assemblées populaires; vous devez porter cette agitation dans les usines, provoquer des assemblées d'atelier et d'usines que ces assemblées nomment des délégués à un comité ouvrier d'action pour étendre l'agitation et la propagande, toujours, sous la direction de notre parti. Certains aspects de votre activité m'échappent, mais mon impression est que le parti, qui est le seul parti prolétarien et qui compte un grand nombre de bons prolétaires, pourrait utiliser mieux la situation pour développer l'action des masses et les conquérir à l'action révolutionnaire. Il ne suffit pas de critiquer très justement l'action des radicaux, il faut prendre effectivement leur place en mettant en mouvement les masses. Ecrivez-moi à ce sujet ce que fait le parti. Avez-vous transformé votre organisation du parti sur la base des cellules d'usine? C'est une des conditions de notre développement dans les masses et de notre liaison avec elles.⁷ Ecrivez-moi aussi à ce sujet.

En ce qui concerne le cas personnel de N. Cunha,⁸ je pense qu'il doit être exclu du parti; il est clair que, placé par le parti à un travail de renseignement délicat, il a travaillé pour le parti radical et non pour son parti.

Ecrivez-moi en employant encore l'adresse de Suisse.

Fraternellement vôtre
[Jules Humbert-Droz]

(H.-D. 0171. Copie)

299. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LA
SITUATION ITALIENNE*

Rome, 27 octobre 1924

Rapport au Présidium

Situation générale. Elle a été dominée cette semaine par l'intervention du

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 217-222.

Parti communiste auprès des oppositions, selon le plan que je vous avais communiqué dans mon dernier rapport.¹ Notre lettre ouverte du groupe parlementaire a été reproduite entièrement par toute la presse et des journaux importants ont reproduit aussi des parties importantes de la motion politique du Comité central.² Ainsi, malgré le séquestre de l'*Unità* ordonné par le gouvernement³ pour diminuer notre influence et nous empêcher de parler, notre voix a été entendue et en général bien accueillie dans la masse, malgré les commentaires et les polémiques des journaux de l'opposition. La presse de l'opposition a réagi avec vigueur, sentant le danger de voir les masses tomber sous notre influence. Sans répondre directement à notre proposition et surtout à notre programme d'action contre le fascisme, elle a trouvé deux diversions :

1. elle nous a accusés de chercher un passeport pour rentrer au Parlement;

2. elle a rattaché notre intervention et notre rentrée éventuelle au parlement à la politique philo-fasciste du gouvernement russe.

Pour avoir l'appui de Mussolini dans la question de la Bessarabie,⁴ la Russie aurait ordonné au Parti communiste italien de manœuvrer contre les oppositions et de rentrer au parlement fasciste. Les deux diversions ont sans doute porté sur les couches les plus arriérées et les plus crédules, mais n'ont pu empêcher le parti de prendre dans la situation politique et dans la lutte antifasciste une place importante.

Les oppositions ont refusé, comme nous l'attendions, notre proposition en déclarant que ce serait un acte révolutionnaire de convoquer une assemblée parlementaire des oppositions et que les oppositions entendaient rester sur le terrain de la légalité et de la constitution. Cependant, si les grands partis, démocratique, populaire et unitaire rivalisaient de déclarations légalistes, deux des partis d'opposition étaient fort embarrassés de ces mêmes déclarations. Le Parti républicain, qui recrute ses membres surtout parmi les ouvriers et les petits paysans, et qui s'est toujours posé en parti révolutionnaire contre la constitution monarchique, et le Parti maximaliste qui nous combattit par les arguments exactement contraires à ceux des autres, affirmant que les oppositions sont déjà l'antiparlement que nous réclamons et que leur boycott a une portée révolutionnaire, et ils ont cherché à se montrer d'accord en principe avec nous et à faire passer notre démarche comme un désir de rentrer dans le bloc. C'est pourquoi le Parti maximaliste s'est désolidarisé de la réponse faite par le secrétariat des oppositions et a fait une réponse séparée. Républicains et maximalistes,

en combattant notre parti ont dû convenir et affirmer devant les masses qui les suivent et qui sont mécontentes de la passivité des oppositions, que certaines critiques étaient exactes et que les oppositions, si elles ne voulaient faire faillite, devaient préciser leur attitude et se montrer plus actives. Nous savons que maximalistes et républicains ont soutenu notre demande au sein des oppositions. La crise interne des oppositions est ouverte, notre intervention a eu pour effet de démasquer une partie d'entre elles et de dresser contre la droite les partis de gauche qui sentent le danger de perdre à notre profit les masses qui les suivent. Cette crise tend à opposer au sein même des oppositions les partis prolétariens aux partis bourgeois, le Parti [socialiste] unitaire se mettant résolument aux côtés des partis bourgeois. Notre proposition a provoqué aussitôt une manœuvre des libéraux pour engager les oppositions à rentrer au parlement, pour chercher avec eux, avec les fascistes révisionnistes et tous les éléments constitutionnels de la majorité parlementaire, la solution de la crise par les voies constitutionnelles et parlementaires. Cette proposition vient sans doute de Mussolini et elle a trouvé une sympathie non dissimulée chez les démocrates et les populaires qui sentent bien que leur position de passivité et d'abstention n'a aucune issue, mais les [socialistes] unitaires, qui sont pour le maximum de passivité, ont réussi à maintenir provisoirement l'unité des oppositions sur le terrain choisi par elles dès le meurtre de Matteotti. Les oppositions ne rentreront donc pas au parlement, à moins que, avant le 12 novembre, le bloc ne se désagrège. Les libéraux et les combattants font de grands efforts pour convaincre Amendola⁵ et les populaires. D'autre part, les maximalistes préparent leur sortie [des oppositions]. Les oppositions lanceront un appel au pays à l'occasion de la réouverture de la Chambre, les maximalistes feront à ce sujet des propositions extrémistes confirmant leur interprétation de l'action du bloc. Si ces propositions sont refusées, et ils savent qu'elles le seront, ils prendront ce prétexte pour sortir. Mais ils ne peuvent sortir que pour faire bloc avec nous et c'est là un des points les plus délicats de leur tactique. Les chefs regimberont, mais la pression des masses, surtout depuis notre intervention et les réponses des oppositions, est telle que les chefs doivent, malgré eux, aller à gauche. Je reviendrai plus loin sur la situation du Parti maximaliste.

Dans le fascisme aussi la situation est critique entre les deux courants extrêmes.⁶ Le dernier Grand conseil du parti s'est passé à huis-clos, mais on sait qu'il a été le théâtre de la lutte entre les vieux fascistes intran-

sigeants et les ralliés du parti conservateur et nationaliste. Le ministre de l'Intérieur, Federzoni,⁷ un fasciste qui vient du Parti nationaliste, a déployé une activité contre les "ras" de province, contre l'illégalisme fasciste; il a fait séquestrer quatre fois déjà l'*Impero*, le journal extrémiste de Rome. Lors des obsèques de Casalini, il a opposé aux esquadres fascistes qui voulaient terroriser la capitale, des forces importantes de police; de plus en plus l'Etat fasciste lutte contre le Parti fasciste. Cette situation, destinée à rassurer l'opinion et à empêcher la débandade de la majorité parlementaire, provoque la fureur des extrémistes. Tous les "ras" qui ont abusé de la dictature et qui ont une série de crimes à expier se sentent menacés par le ministre de l'Intérieur. Les extrémistes sont très excités contre les oppositions et il n'est pas exclu que se reproduise un attentat du genre de celui de Matteotti. La droite du parti flirte avec les libéraux et les anciens combattants pour arriver à un compromis entre les oppositions et Mussolini. Ce dernier tient encore l'équilibre du parti, mais à chaque Conseil du parti, c'est avec plus de peine. Cette fois les questions brûlantes ont été renvoyées au congrès de l'année prochaine.⁸ Si Mussolini faisait un discours normalisateur et donnait quelques satisfactions de forme aux oppositions pour permettre une rentrée décente à la Chambre, il n'est pas douteux que le compromis serait rapide, Mussolini restant à la tête du gouvernement. Mais Mussolini est prisonnier des siens et des extrémistes qui ont sans doute contre lui une documentation qui ne lui permettrait pas de se maintenir au pouvoir. Le procès Matteotti réserve des surprises. Déjà deux complices ont été remis en liberté⁹ et d'autres non-lieu seraient prêts. Les coupables auraient fait des dépositions qui engagent directement la responsabilité de Mussolini et le procès ne peut donc avoir lieu. Il n'est pas impossible qu'on assassine ou "suicide" les deux responsables pour terminer ainsi le procès. Les fêtes anniversaires de la Marche sur Rome, qui amènent à Rome des milliers de miliciens et qui en éloignent Mussolini, qui sera à Milan, livreront Rome aux extrémistes et on s'attend les jours prochains à quelques événements qui peuvent précipiter la crise.

Si cahin-caha on arrive sans grand changement à la date du 12 novembre, il n'est pas douteux que Mussolini rouvrira la Chambre et ignorera les oppositions. La faillite des oppositions sera sans doute alors évidente et la situation excellente pour nous.

La tactique du parti après le refus des oppositions est de porter l'agitation dans les masses qui suivent les oppositions et particulièrement dans

les masses ouvrières qui ont encore confiance dans les oppositions. Notre motion, notre lettre aux oppositions et quelques mots de commentaires seront publiés en tracts qui seront répandus en masse, invitant les ouvriers maximalistes et unitaires à se prononcer. Si notre parti secoue sa passivité, cette action battra son plein à la base au moment de la rentrée de la Chambre, c'est-à-dire quand sera tout à fait claire la faillite des oppositions. Je pense d'autre part, après la réponse des maximalistes, que nous devrions envers eux suivre une tactique plus serrée en intervenant dans une lettre ouverte pour leur faire constater la contradiction qui existe entre leur interprétation du travail des oppositions et la réalité et les inviter à quitter le bloc pour former avec nous le front unique dans la lutte antifasciste, pour mobiliser les masses, pour le congrès confédéral et pour élargir les mouvements économiques en cours. Je proposerai cela au prochain Exécutif.¹⁰ La question de notre rentrée au parlement me laisse encore perplexe; il n'y a pas de doute qu'elle est très impopulaire. Si nous réussissions à faire une attaque sérieuse contre le fascisme et assez violente pour nous faire expulser manu militari, ce serait un avantage pour nous, mais j'ai des doutes sur les capacités d'action de notre groupe qui est dans sa grande majorité hostile à la rentrée, les gauchistes, Repossi, Damen, etc. étant les plus acharnés contre la rentrée et réclamant même l'autonomie du groupe dans cette question. Les orateurs capables se réduisent à un ou deux et les fascistes qui ont intérêt à ne pas mettre à la porte une minorité risquent fort de ne pas mal accueillir notre faible intervention. Cette question devra être envisagée encore sérieusement à la veille de la rentrée et surtout au point de vue pratique.

Mouvement syndical. La faillite des syndicats fascistes est complète à Milan. Le référendum des usines métallurgiques¹¹ est une débâcle qui liquide le syndicalisme fasciste dans la métallurgie milanaise. L'agitation contre le renchérissement et pour la hausse des salaires s'étend, nos camarades de la périphérie interviennent, mais, au centre, j'ai l'impression que les camarades ne vouent pas à ce mouvement une attention suffisante.

Dans le Parti maximaliste. Je vous ai déjà dit quelques mots de ce parti dans la situation générale, mais je juge nécessaire de m'y arrêter plus longuement. Comme je vous l'écrivais il y a trois semaines,¹² la crise intérieure grandit et permettra sous peu notre intervention. J'ai eu, il y a quelques jours, en présence d'un membre de la direction de notre parti, une longue entrevue avec Cassinelli, député de Rome, actif et

partisan de l'adhésion à l'Internationale communiste. Il a présenté il y a quelques semaines au congrès du Latium un ordre du jour d'accord avec la politique de la direction, mais réclamant la reprise des relations avec l'Internationale communiste. Cet ordre du jour fut repris et voté par les congrès fédéraux de Turin et de Florence.¹³ Voici, fidèlement rapportées, l'essence de notre conversation. J'ai naturellement posé la question sur le terrain concret de la politique italienne. Le Parti maximaliste considère deux périodes dans le développement de la crise fasciste : la première, qu'il considère comme la période de la possibilité du compromis démocratique, va de l'assassinat de Matteotti au 20 novembre. Si, à cette époque, Mussolini a réussi à rouvrir le parlement et à le faire fonctionner et si les oppositions, par leur passivité, ont ainsi permis au fascisme de se restaurer, la faillite des oppositions sera manifeste et la seconde période commencera, celle de la préparation révolutionnaire pour abattre le fascisme. Les forces de la démocratie ayant fait faillite, il faut que le prolétariat engage seul la lutte révolutionnaire. Le Parti maximaliste devait entrer dans le bloc des oppositions et y rester jusqu'à sa faillite, pour que la démocratie ne puisse pas invoquer son abstention comme une des causes de sa faiblesse et de sa banqueroute ; mais, dès maintenant, il est clair aux yeux du parti que les oppositions feront faillite à la rentrée parlementaire. Les masses socialistes, sous l'influence de la propagande communiste et devant l'inaction des oppositions, exercent une pression de plus en plus forte sur les dirigeants pour qu'ils sortent du bloc et coordonnent l'action du Parti maximaliste avec celle du Parti communiste. Le parti prépare sa sortie des oppositions pour le milieu ou la fin de novembre. Pour trouver le prétexte, le parti a déjà, en commun avec le Parti républicain, soutenu notre proposition au sein du comité des oppositions. Il interviendra encore au moment de la rédaction du manifeste au pays, pour que ce manifeste ait une allure révolutionnaire. Il sait que ses propositions seront repoussées et c'est à ce moment qu'il sortira du bloc. Mais sa sortie du bloc des oppositions pose immédiatement au parti un autre problème : celui de l'alliance politique avec le Parti communiste pour préparer et mener l'action prolétarienne, et par ricochet celui de ses rapports avec l'Internationale communiste. La sortie du bloc suppose donc la convocation immédiate d'un congrès, au plus tard pour le mois de janvier, qui modifiera dans le sens indiqué la tactique du parti et décidera l'adhésion à l'Internationale communiste comme parti sympathisant. C'est là naturellement le plan de Cassinelli et des éléments centristes

du parti qui comptent quelques éléments dans la direction actuelle. Ils liquideraient à ce congrès Vella et Nenni et désireraient avoir, pour leur manoeuvre, l'appui du groupe Lazzari et officieusement de l'Internationale. Cassinelli m'a déclaré que les masses du parti n'ont pas été touchées par la propagande de l'*Avanti!* hostile à l'Internationale communiste. Les masses déplorent que certains faits aient pu servir de prétexte pour empêcher l'adhésion du parti à l'Internationale communiste, tandis que les chefs sont au contraire heureux d'avoir trouvé ce prétexte. Les trois congrès régionaux du Latium-Umbria, de Turin et de Florence ont voté l'ordre du jour Cassinelli, réclamant la reprise des relations avec l'Internationale communiste. La situation est telle dans le parti, m'a-t-il dit, que la direction n'a pas osé présenter un ordre du jour à elle et qu'elle s'est ralliée à celui de Cassinelli, de crainte que Lazzari ne l'emporte s'il avait été le seul défenseur de la Troisième Internationale. Cassinelli reproche à Lazzari son manque de souplesse et son inactivité. Lui, cherche à manoeuvrer pour disloquer la direction et pouvoir battre Nenni et Vella. Dans la situation politique actuelle, il prétend être sûr de l'issue favorable d'un congrès, autant sur la question de l'alliance avec le Parti communiste que sur celle de l'adhésion à l'Internationale communiste comme parti sympathisant. Je verrai dans quelques jours Vernocchi de la direction et je verrai dans quelle mesure ses déclarations concordent avec celles de Cassinelli. Je pense que le moment approche où nous devons déterminer notre tactique à l'égard du Parti maximaliste: voulons-nous chercher à le conquérir comme parti sympathisant et à liquider, dans un certain laps de temps, le parti centriste par l'absorption de ses masses dans notre parti, ou bien voulons-nous le traiter comme un parti réformiste, par la tactique habituelle du front unique? Vous savez que j'ai bataillé au sein de la commission italienne du Cinquième congrès pour que soit maintenue la possibilité, pour le Parti socialiste italien, d'adhérer comme parti sympathisant à l'Internationale communiste.¹⁴ Une connaissance plus approfondie de la situation italienne ne fait que me confirmer dans cette opinion, que nous devons tout tenter pour la conquête de ce parti qui a encore une influence très réelle sur les masses, influence faite d'une longue tradition de luttes intransigeantes et que nous parvenons difficilement à entamer sérieusement. L'*Avanti!* a un tirage de cent quatre-vingt mille copies. Il est encore le journal ouvrier par excellence, autant des ouvriers communistes que des ouvriers réformistes. Si nous réussissons à modifier profondément sa tactique et à l'entraîner dans la

voie de la collaboration avec nous, nous aurons conquis la majorité du prolétariat à notre cause. Cependant, je pense que cette tactique doit être mise en oeuvre en accord avec notre parti italien. La situation interne du Parti communiste s'est améliorée en grande partie parce que la fusion a liquidé, pour un certain temps au moins, la question du Parti socialiste italien. Il ne faudrait pas qu'une nouvelle manoeuvre à l'égard des maximalistes de la part de Comintern jette à nouveau le trouble et la crise dans nos rangs, mais je crois que la possibilité n'est pas exclue de convaincre notre parti à suivre lui-même, en accord avec l'Internationale, cette tactique à l'égard du Parti socialiste italien. Avant toute chose, je désire connaître l'opinion du Présidium et, en attendant sa réponse, je me bornerai à un travail d'information.

Situation interne du Parti communiste. A signaler l'ordre du jour voté par le Comité central de la Jeunesse communiste qui approuve l'activité politique du Comité central du parti.¹⁵ C'est une première manifestation du ralliement de la jeunesse, qui était gauchiste, à la tactique de l'Internationale. Le camarade Dozza,¹⁶ secrétaire général de la jeunesse, bordiguien, qui prend part à toutes les séances de l'Exécutif du parti et qui applique journellement la tactique de l'Internationale, a déclaré passer actuellement par une crise de révision de son gauchisme.

Fraternellement
[Christophe]

(H.-D. 0068. Copie)

300. M. RÁKOSI À J. HUMBERT-DROZ*

[Moscou] 27 octobre 1924

Camarade Christophe.

Cher camarade,

Ci-joint vous recevrez la copie de notre télégramme envoyé chiffré à votre adresse le 22 octobre.¹

Nous avons reçu votre rapport du 20.² Nous proposerons au Prési-

* Déjà publié en extraits dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 251, et en langue italienne dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 223.

dium de s'occuper encore une fois de la tactique parlementaire du Parti communiste italien. Nous vous prions en même temps de faire tout pour exécuter la ligne proposée par le Présidium : Pas de retour de la fraction communiste au parlement sans le retour de l'opposition et même pas de menace de ce genre.

Ce qui concerne vos propositions dans la question de l'Ambassade,³ nous l'avons envoyé tout de suite aux camarades responsables du Parti communiste russe et nous espérons qu'on liquidera cette question dans une manière satisfaisante.

Salutations communistes
Rakosi

(H.-D. 0070. Original)

301. J. HUMBERT-DROZ AU SECRÉTARIAT DE L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE*

Rome, 28 octobre 1924

Secrétariat de Comintern

Chers camarades,

Ci-joint copie de la lettre adressée par moi aux camarades portugais.¹ Par pli spécial, j'envoie aussi des coupures de journaux pour illustrer mon rapport au Présidium.

Terraccini, en rentrant,² m'a déclaré que le Présidium désirait recevoir de moi deux télégrammes par semaine sur la situation politique, à adresser par l'Ambassade. Il m'a dit que l'Ambassade et moi recevriions des instructions à ce sujet. Jusqu'à ce jour, je n'ai rien reçu et l'Ambassade non plus. Si ce service doit être fait, je vous prie de m'avertir.

Je vous confirme ma demande d'être remplacé ici vers la fin de l'année. Il y a bientôt un an que je suis représentant ici ; mes rapports avec le parti sont bons et la situation est intéressante, mais j'ai l'impression que la police connaît ma présence ici. J'ai subi un second interrogatoire

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 223-224.

d'identité, il y a quelques jours, et j'ai été à plusieurs reprises manifestement suivi. Les camarades, comme l'a démontré l'arrestation de Fanny,³ ne sont pas toujours assez prudents quand nous avons des rendez-vous. Les deux interrogatoires que j'ai subis à quinze jours d'intervalle me laissent supposer que la police a quelques soupçons. C'est pourquoi je vous prie de songer à mon remplacement pour le début ou le milieu de décembre. Comme la vie politique sera très intense et riche d'événements en novembre, il serait bon que le camarade qui me remplacera puisse être ici à partir du milieu de novembre.

Au moment de fermer le courrier, on m'apprend que Comintern a décidé que le groupe parlementaire devait rester hors du parlement. Vous aurez vu, d'après mes rapports, que cette solution était aussi envisagée par moi comme la plus sage, bien qu'elle risque de maintenir une certaine passivité dans le parti.⁴

Cordialement
[Christophe]

(H.-D. 0071. Copie)

302. J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE*

Rome, 4 novembre 1924

Au Présidium

Chers camarades,

Je rentre du congrès fédéral de Messine¹ et je n'ai pas le temps d'envoyer un long rapport par ce courrier. Cette semaine aussi a été moins riche d'événements. Les fêtes anniversaires de la marche sur Rome se sont passées dans l'indifférence générale et le dernier jour seulement, elles ont donné lieu, à Rome spécialement, à une série d'incidents habituels quand il y a une concentration des forces fascistes (assaut aux

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 224-225.

journaux d'opposition, incendie des ballots de journaux enlevés aux kiosques ou à la poste. Il y eut cette fois quelques bagarres entre fascistes et police), la dualité et même l'opposition entre la politique extrémiste du parti et la politique prudente et normalisatrice de l'Etat fasciste, apparaît de plus en plus nette. Mussolini joue double jeu mais mécontente tout le monde. Dans le parti, on est de plus en plus mécontent de la politique intérieure, qui oppose la police et l'armée aux bandes du parti et, dans la population et les partis qui soutiennent encore le gouvernement de Mussolini et qui voudraient une solution de compromis avec le fascisme, on accuse Mussolini de pousser par ses discours les extrémistes aux actes de violence répétés.

L'Exécutif du parti ne s'est pas encore réuni pour envisager la tactique à suivre après la réception de votre télégramme² contraire à la rentrée du groupe à la Chambre. A la base, le parti discute et est en majorité favorable à la rentrée, mais compte trop sur les forces du groupe parlementaire. On croit que le groupe pourra faire des choses extraordinaires. Beaucoup cependant redoutent l'impression produite sur la masse. Je pense que la rentrée serait une bonne chose si nous étions capables de nous faire expulser, mais je crois aussi que les fascistes risquent fort de nous applaudir pour le geste de la rentrée, ce qui nous porterait un coup terrible et je pense que le parti fera bien de ne pas rentrer, mais il faut envisager aussitôt quelle action devra être organisée pour ne pas simplement s'abstenir. Je proposerai au parti d'organiser à Rome, pour le jour de la rentrée, et dans les grandes villes des démonstrations de rue avec les forces dont nous disposons. Il est très possible que nous réunissions mille ou mille cinq cents camarades sur une des places centrales de Rome, le soir de la rentrée parlementaire. Nous serons dispersés par la police, mais difficilement à cause du grand nombre de bourgeois qui sont à cette heure sur la rue et contre lesquels on hésitera à faire marcher les forces de police. Même si la police devait faire évacuer le centre de Rome le soir de la rentrée parlementaire, à cause de l'agitation communiste, pour tout le pays nous aurons attiré l'attention sur la lutte hors du parlement. Je pense que l'Exécutif discutera longuement toute cette situation dans les prochains jours et convoquera peut-être la Centrale parce que, en même temps, se posera la question d'une démarche spéciale envers le Parti maximaliste pour sortir des oppositions et former avec le Parti communiste le front unique prolétarien antifasciste.³ Dans le Parti socialiste italien, à signaler que le congrès fédéral de la Calabre a aussi voté un ordre du jour contre

le maintien dans le bloc des oppositions et pour l'adhésion à la Troisième Internationale réclamant un congrès immédiat.⁴

Fraternellement
[Christophe]

(H.-D. 0072. Copie)

303. J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*

Rome, 11 novembre 1924

Au Présidium

Situation générale. Le défilé du 4 novembre des associations d'anciens combattants qui, quelques jours auparavant, avaient refusé de prendre part à l'anniversaire de la marche sur Rome, risquait de devenir une manifestation antifasciste. Le contraste entre les deux défilés du 28 octobre et du 4 novembre démontrait trop ouvertement l'isolement du fascisme. Le public indifférent et hostile le 28 était prêt à acclamer les combattants, surtout parce qu'ils avaient boycotté le défilé et les fêtes de la marche sur Rome. Les fascistes n'ont pu supporter cette démonstration et dans tout le pays ont provoqué des incidents qui, sans être graves, ont, dans la situation très tendue des rapports politiques, été très largement exploités par la presse d'opposition pour isoler plus complètement le fascisme. Ces événements ont définitivement séparé les associations d'anciens combattants du fascisme et en plus, elles ont provoqué dans les rangs mêmes du Parti fasciste une crise assez grave. Plusieurs députés du Parti fasciste, anciens combattants, ont démissionné du Parti fasciste. Le bruit court aussi avec persistance dans la presse que ces événements auraient provoqué une crise ministérielle et la démission du ministre de la Guerre et du ministre de l'Intérieur. Mussolini a fait démentir et a réussi à étouffer le conflit, mais il est certain que dans le Parti fasciste les anciens membres du Parti nationaliste sont en conflit très net avec Mussolini et l'aile intransigeante du parti.¹ Le ministre de l'Intérieur en a assez de mobiliser sans cesse

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 225-227.

ses forces de police contre la milice fasciste, excitée par Mussolini. Cette lutte que je vous signalais, entre l'Etat fasciste et le Parti fasciste et qui a pris des formes très violentes, (lutte entre miliciens et carabinieri) ne peut aboutir qu'à une crise gouvernementale. Dans les rangs du Parti fasciste aussi, il y a une crise assez sérieuse. Dans le sud, on nous signale dans la province de Bari, que des fascistes, dégoûtés, demandent leur adhésion au Parti communiste. C'est un phénomène qui peut fort bien se répéter sur une plus grande échelle et qui posera à notre parti une série de problèmes tactiques très délicats. Cela prouve que dans certains endroits on pourrait travailler sérieusement à désagréger et à miner la milice fasciste. A la veille de la reprise parlementaire, la majorité nationale est donc sérieusement divisée et, bien que les oppositions constitutionnelles continuent à boycotter le parlement, il y aura à la Chambre une opposition formée des libéraux giolittiens et de droite et des anciens combattants. Il n'est pas exclu que les oppositions se décident à rentrer, si un vote de méfiance emportait une majorité et mettait le roi dans la situation de pouvoir intervenir pour changer le ministère.

Parmi les oppositions, une crise aussi est latente. Le manifeste au pays, que les oppositions vont lancer, a été préparé par Amendola et Turati. Mais les maximalistes, les républicains et l'*Italia Libera* ont refusé de le signer dans sa forme primitive. On cherche un compromis, mais le Parti maximaliste, poussé par ses masses ouvrières, prépare sa sortie et le manifeste sera sans doute le dernier acte public des oppositions; le Parti socialiste italien signerait le manifeste définitif seulement avec réserves et l'*Avanti!* critique vivement l'attitude des oppositions qui se sont embarrassées de préjudicielles constitutionnelles et parlementaires.² Le bruit court, parmi les députés maximalistes, qu'après le manifeste, les partis maximaliste, républicain et l'*Italia Libera* sortiraient du bloc des oppositions et s'adresseraient au Parti communiste pour former un bloc portant la lutte dans le pays. Naturellement, dans ces jours qui précèdent la reprise et dans la situation, encore très confuse, les bruits les plus divers circulent et il faut les accepter sous bénéfice d'inventaire. Il est cependant certain que les oppositions, comme la majorité, se disloquent et cela dans le but de constituer un mouvement parlementaire centriste qui, Giolitti en tête, pourrait succéder à Mussolini en conservant l'essence réactionnaire de son régime.

Dans le pays, le renchérissement de la vie s'accroît rapidement et l'agitation ouvrière pour les salaires, les grèves, se multiplient, les

unes déclenchées par les syndicats ouvriers, les autres par les syndicats fascistes.

Tactique du parti – Le premier télégramme de Comintern³ a provoqué un certain désarroi dans l'Exécutif. Les camarades ont voulu l'interpréter comme la volonté de la part de l'Internationale de modifier complètement toute la ligne politique du parti pour une action indépendante de la classe ouvrière et lier sa tactique à la politique des oppositions. Je me suis efforcé de combattre cette interprétation, d'abord parce que je pense que Comintern n'a aucune raison pour lier la politique communiste à celle des oppositions et que le programme d'action du Cinquième congrès⁴ est le seul possible pour un parti communiste, ensuite parce que, si telle était la volonté de Comintern, ce n'est pas par un télégramme de trois lignes sur la rentrée parlementaire que ce changement de toute la ligne tactique du parti serait annoncé au parti. J'ai donc attribué au télégramme la valeur d'une intervention sur une question spéciale de tactique, intervention qui, si Comintern ne donne pas d'autres directives, ne doit pas modifier l'orientation générale de la politique du parti. A mon point de vue ont fini par se ranger les membres de l'Exécutif, à l'exception de Scoccimarro, qui continue à penser que ce télégramme modifie complètement la ligne politique du parti et le met à la remorque des oppositions.⁵

Avant l'arrivée de votre second télégramme, l'Exécutif, malgré mon opposition et celle de deux de ses membres (Maffi par discipline et Piccini⁶ par raison politique) avait décidé de passer outre à l'ordre de Comintern et de participer à la Chambre. A l'arrivée du second télégramme, l'Exécutif unanime a été d'accord pour suivre la ligne de l'Internationale, Scocci[marro] le considérant toujours comme une faute et une intervention intempestive de Comintern dans une question qui devait rester de la compétence de l'Exécutif du parti. Naturellement, votre second télégramme ne résout⁷ pas la question de la tactique ultérieure du parti sur le terrain parlementaire. Je pense que ce serait une faute de lier notre action à celle des oppositions. Nous devons garder toute possibilité de manoeuvre, aussi sur le terrain parlementaire.⁸

Les discussions au sein de l'Exécutif dans ces derniers jours ont révélé certaines divergences assez profondes sur des questions fondamentales. Scocci[marro] partage encore la conception de Bordiga que le parti doit fixer sa tactique longtemps d'avance dans le détail et ne rien y changer, quels que soient les événements. Il pense que, sur cette question de la rentrée, la Centrale, il y a un mois, aurait dû prendre une

décision définitive et la rendre publique. Les autres membres de l'Exécutif, Gramsci en particulier, ont défendu au contraire la thèse que, dans une situation aussi changeante et aussi complexe que celle de l'Italie, le parti doit fixer les grandes lignes de sa tactique, mais se réserver la faculté de manoeuvre dans les détails de l'application. Scocci[marro] part aujourd'hui pour Moscou⁹ et parlera sans doute de tout cela avec vous. On cherchera à provoquer, le jour de la rentrée, des démonstrations de rue dans les principales villes et à Rome en particulier.¹⁰

Vous recevrez mon rapport alors que la situation ici sera vraisemblablement assez diverse, c'est pourquoi il est inutile que je m'étende longuement. Si des événements importants surgissaient, je vous télégraphierais.

Fraternellement
[Christophe]

(H.-D. 0073. Copie)

304. J. HUMBERT-DROZ AU SECRÉTARIAT DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE*

Rome, 11 novembre 1924

Au Secrétariat

Chers camarades,

J'ai reçu communication de votre télégramme qui me donne le droit de rentrer à Moscou.¹ Si la situation policière s'aggravait, je partirais immédiatement pour éviter une arrestation. Sinon, je resterai ici encore une quinzaine de jours pour suivre le développement des événements politiques consécutifs à la rentrée de la Chambre et qui peuvent poser au parti des questions pratiques délicates. Je dois aussi aller à Turin prochainement pour chercher à liquider le conflit avec Tasca et éviter une crise sur cette question.²

Ainsi, si la police ne m'oblige pas à fuir avant, je partirais d'Italie le 25 ou le 26 novembre.³ Je pense rester quelques jours en Suisse pour

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 227.

assister au congrès du Parti communiste qui a lieu à la fin de novembre⁴ et je partirais pour Moscou dans les premiers jours de décembre avec ma famille. D'après les prévisions budgétaires que je puis faire, je pense qu'il me manquera environ cent dollars pour rentrer à Moscou. Je vous prie de m'envoyer cette somme soit avec la poste qui arrive ici le 25, soit d'aviser Miroff⁵ à Berlin, pour qu'il me remette éventuellement la somme nécessaire au voyage, à mon passage à Berlin.

De toute façon, sauf imprévu ou ordre contraire, j'attendrai encore ici votre courrier du 25.

Fraternellement
[Christophe]

(H.-D. 0074. Copie)

305. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE SUR LA
SITUATION ITALIENNE*

Au Présidium

Rome, 16 novembre 1924

Situation générale. Complètement dominée par la réouverture du parlement. Les oppositions parlementaires se sont réunies la veille de la rentrée pour accepter par acclamation l'appel au pays qui avait été discuté dans les divers groupes adhérant au cartel.¹ Ce document, débarrassé de toute la littérature antifasciste habituelle, pose comme solution concrète de la crise de nouvelles élections faites par un gouvernement qui soit au-dessus des partis, ce qui ne peut être dans la pensée des oppositions qu'un gouvernement de dictature militaire. C'est l'aveu de la faillite. Comment ce gouvernement de généraux se substituera-t-il au gouvernement de Mussolini? Il ne peut l'être que par la volonté et l'intervention du roi, qui paraît de moins en moins disposé à s'opposer à Mussolini. L'action des oppositions arrive donc à un point mort et la situation est très favorable au développement de

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 228-231.

notre action. Maximalistes et républicains, honteux du manifeste qu'ils ont accepté, voudraient pousser les oppositions dans une voie plus active. Les deux partis ont défendu une nouvelle fois notre proposition au sein du Comité des oppositions, réclamant que le comité entende nos représentants. Dans les séances qui ont suivi, ils ont proposé que les députés de l'opposition démissionnent en bloc du parlement pour chercher à obliger Mussolini à faire de nouvelles élections. Les [socialistes] unitaires sont aussi de cet avis, mais les populaires et Amendola y sont hostiles, espérant une solution de compromis parlementaire. Mussolini a rouvert le parlement² comme il l'avait annoncé, sans se préoccuper des absents, sûr de sa majorité. Les séances de ce parlement se poursuivent monotones, malgré une savante mise en scène, et l'intérêt se concentre sur les événements de couloirs. La majorité n'est pas compacte. Les libéraux et les combattants ont formé des groupes distincts et une petite opposition se manifeste au sein même de la majorité. Le nombre en est fort restreint, mais ceux qui constituent cette minorité sont des hommes politiques importants, anciens présidents du Conseil, Giolitti et Orlando. Giolitti s'est mis nettement dans l'opposition active avec son petit groupe de libéraux piémontais. Mussolini semble n'attacher aucune importance à ces événements, mais il est certain que la rentrée en scène du vieux Giolitti, nettement dans l'opposition, est une menace pour Mussolini. Giolitti a la confiance du roi, il semble s'être mis d'accord avec Orlando et ce dernier travaille Salandra qui, jusqu'ici, est resté fidèle à Mussolini. Le gouvernement a porté au premier point de l'ordre du jour la politique extérieure, sur laquelle la majorité est unanimement d'accord. L'offensive réelle se fera donc plus tard sur la politique intérieure. Mais déjà sur la politique extérieure, Giolitti et cinq autres des siens ont voté contre le ministère, pour marquer nettement leur opposition. Vingt-six combattants se sont abstenus, se réservant pour la discussion de politique intérieure. Sur cette dernière il y aura dans la majorité fasciste des oppositions nouvelles et si Mussolini ne parvient pas à l'éviter, on assistera à la lutte entre les deux fractions du fascisme. Toute cette situation confuse et cette attente d'événements qui ne se produisent pas montrent que l'ouverture du parlement laisse les choses inchangées. Ni dans la majorité, ni dans les oppositions, la situation ne s'est clarifiée. Elle demeure ce qu'elle était dans son essence; tous les partis redoutent la lutte et évitent les situations nettes pour continuer à rechercher un compromis avec le fascisme. Mussolini louvoie et gagne du temps, qui lui profite. Il

est dans une période de discours normalisateurs; ce n'est plus le chef du fascisme qui parle, c'est le chef du gouvernement. Son attitude est contradictoire, mais il entretient ainsi cette confusion qui lui profite. Les ordres les plus sévères sont donnés pour éviter de nouveaux incidents pendant cette période parlementaire. Le fait que Repossi ait pu, au nom des communistes, jeter à la face de Mussolini et de sa majorité les cruelles vérités qu'il a dites sans être battu ni même expulsé, montre clairement l'effort fait par le fascisme pour chercher à donner l'impression de la vie normale.³ Mais une chose est certaine aujourd'hui; l'attitude des oppositions et l'entêtement de Mussolini à ignorer leur absence ont complètement discrédité le régime parlementaire en Italie. Un symptôme intéressant de ces dernières semaines est aussi, dans la masse ouvrière, la reprise de confiance dans ses propres forces et les agressions répétées dans presque toutes les régions d'Italie de groupes d'ouvriers contre les fascistes. Après des meetings ou des réunions d'ouvriers, ces derniers vont en groupes manifester devant la maison des chefs fascistes. Près de Bari, les ouvriers ont même incendié le siège du fascio. Naturellement ce sont là des actions spontanées et sporadiques qui donnent à la police l'occasion d'arrêter en masse les ouvriers, mais ces actions montrent que les ouvriers, dès qu'ils peuvent se retrouver en certain nombre, n'ont plus peur des fascistes et qu'ils passent même à l'offensive. Cela pose à notre parti des problèmes nouveaux. La question de l'armement des centuries, du travail dans l'armée et la milice arrive au premier plan et j'ai demandé avant mon départ qu'une séance de l'Exécutif soit entièrement consacrée à cette question qui a été jusqu'ici assez négligée. Je pense qu'on chargera une petite commission de ce travail et qu'on désignera un camarade spécialement consacré à ce travail.⁴

La tactique du parti—Le parti a suivi vos instructions pour la rentrée parlementaire.⁵ La nouvelle proposition aux oppositions, en demandant que soit entendu un de nos représentants, s'est heurtée au refus du comité, bien que maximalistes et républicains aient soutenu notre demande.⁶ Un seul camarade est rentré pour faire une brève intervention avant les commémorations et est sorti aussitôt. Cette intervention, assez faible comme contenu politique, a eu une grande répercussion sur la masse ouvrière, surtout comme geste d'aller dire en face à Mussolini et à ses élus "Assassins!", c'est peu mais cela a certainement conquis au parti des sympathies au moment où les oppositions invoquaient la dictature militaire. Mon opinion est que la tactique suivie

est la meilleure. Les camarades de l'Exécutif pensent encore en partie que la rentrée du groupe aurait été meilleure. Dans l'état de discrédit du parlement fasciste, je pense que notre participation aux séances, à discuter avec les fascistes et contre eux des problèmes de politique extérieure et intérieure, serait une faute qui aurait seulement valorisé le parlement aux yeux des masses. Il est aussi évident, après le discours de Repossi, que notre groupe aurait pu dire à la tribune les pires choses, sans se faire expulser. La Centrale du parti est convoquée pour les 24 et 25 [novembre]⁷ et envisagera à nouveau la situation en fixant les tâches immédiates du parti. Si les oppositions restent dans l'état où elles sont et sur les positions de leur manifeste, il est certain que la séance de notre Centrale aura une grande répercussion, le fait qu'il en sorte non seulement une claire critique de la situation, mais surtout des mots d'ordre concrets et immédiatement réalisables par les masses qui regardent à nous. Le Comité exécutif est d'accord sur ce point; dans la semaine qui vient, des assemblées d'ouvriers auront lieu dans toutes les grandes villes à la sortie des fabriques avec le concours des députés. On préparera le parti et nos cellules à intensifier le travail dans les usines pour pouvoir répondre aussitôt aux mots d'ordre du Comité central qui invitera les ouvriers à faire aussitôt partout des réunions d'usines pour nommer des délégués de chaque usine indépendamment de leur orientation politique, pour un congrès des délégués d'usines dans toutes les villes et pour un congrès national des délégués d'usines. Il faut naturellement que nos camarades s'efforcent partout d'entraîner dans cette voie les ouvriers maximalistes et les ouvriers unitaires et républicains. Ces congrès locaux des délégués d'usines nommeront les comités ouvriers et paysans. Il faut absolument maintenant passer de la période de simple agitation pour les comités ouvriers et paysans à leur réalisation sur les points où nous le pouvons. La centrale envisagera aussi la tactique à suivre à l'égard du Parti socialiste et lancera un appel aux ouvriers des autres partis pour dénoncer la politique antiprolétarienne des oppositions et demander aux ouvriers de former à la base des comités prolétariens avec les communistes; on verra, dans un second moment, l'utilité de lancer une proposition de front unique aux maximalistes. L'Exécutif pense qu'elle serait prématurée et il désire exploiter la situation dans la masse au profit du Parti communiste, avant de faire aucune proposition aux chefs. Mon opinion est qu'une proposition aux chefs ne nous empêcherait nullement d'exploiter la situation dans la masse et pourrait au contraire nous aider dans cette oeuvre de désagrég-

gation du parti maximaliste. Le moment est excellent pour nous pour travailler dans la masse, à cause de la situation économique et des mouvements de revendications de salaires. A Milan, nos cellules ont fort bien travaillé dans l'agitation métallurgiste. C'est elles qui ont provoqué les grèves perlées dans plusieurs établissements et qui ont ainsi, en poussant les masses, obligé la Fédération italienne des ouvriers métallurgistes à l'action. Le Comité central votera aussi probablement un ordre du jour concernant les derniers télégrammes de l'Internationale communiste pour affirmer que, pour lui, ces télégrammes, bien que modifiant sur un point la tactique du parti, ne sauraient modifier la ligne tactique générale suivie par le parti dans le développement de la crise et le mettre dans la dépendance des oppositions, même pour la tactique parlementaire. Au dernier Exécutif, les camarades se sont plaints que le parti n'ait pas été consulté pour cette modification de la tactique parlementaire. Je leur ai fait remarquer, tout en pensant qu'une lettre politique explicative aurait dû suivre le télégramme, que le Parti italien aurait dû envoyer plus tôt son représentant à l'Exécutif, qui aurait pu permettre à l'Internationale de discuter avec le parti les questions en litige.⁸ Je pars ce soir pour Turin pour chercher à liquider l'incident Tasca.⁹ Je reviendrai à Rome pour les séances de l'Exécutif et de la Centrale et je partirai, comme je vous l'ai écrit la semaine dernière, le 26 ou le 27 novembre, pour être à Moscou vers le 10 décembre.¹⁰ Je ne sais si vous avez déjà désigné mon successeur ici? Je pense qu'il est utile d'y envoyer quelqu'un sans retard. D'une discussion soulevée à l'Exécutif sur ce point, je crois que le camarade Manouilsky serait le plus désigné. Par contre Rakosi serait fort mal accueilli.¹¹

Recevez, chers camarades, mes salutations fraternelles

[Christophe]

(H.-D. - 0075. Copie)

Paris, 9 février 1924 [1925]

L'Humanité

Journal communiste quotidien

4 et 6 pages

142, Rue Montmartre – Paris

Mon cher vieux,

Peut-être as-tu eu connaissance de mon discours au congrès national,¹ que j'ai fait parvenir – en même temps qu'une lettre (dont j'aimerais que tu puisses avoir connaissance) – au camarade Zinoviev.² Il se passe ici, depuis sept mois, des choses fantastiques, dont la lecture de *L'Humanité* ne peut que te donner qu'une lointaine idée. Le parti tout entier est livré sans contrôle au bon plaisir d'une secte forcenée, servie par un appareil tout-puissant.

Je n'ignore pas que l'Exécutif a fini par apprécier à sa juste valeur les faits et gestes de Treint et de S. Girault. Tu les connais. Lui, agité, excentrique, dévoré du désir de jouer un rôle, de parader au premier rang; elle, une Catherine II de bas étage, brutale, grossière, féroce, ambitieuse, tous deux démagogues dans le sang. Je ne parle pas de Sémard³ dont, ne le connaissant pas, j'ai attendu quelque chose – et dans l'âme duquel je suis loin de voir clair. Mais tu dois bien penser que ces gens, qui sont dénués de la plus élémentaire pudeur, s'ils s'inclinent en paroles devant les injonctions de Moscou, n'en continuent pas moins à faire régner dans le parti la même atmosphère irrespirable de corps-de-garde ou de couvent. Une seule chose est changée: on n'ose plus nous exclure. Mais on nous ferme la bouche et on nous embastille moralement.

Hier, à l'assemblée fédérale, de la région parisienne, ni Lorient ni moi n'avons pu parler. Il nous a fallu interrompre sans cesse, dans le brouhaha, pour dénoncer les assertions démesurément mensongères des orateurs du Centre, ou pour répondre à leurs provocations directes. On ne discute pas plus dans le parti aujourd'hui qu'hier, parce que si

* Déjà paru dans Humbert-Droz, *L'oeil de Moscou* à Paris, op. cit., p. 227, mais daté par A. Dunois du 9 février 1924.

L'on pouvait discuter, si l'on pouvait abolir ce régime insupportable du *silence dans les rangs*! le règne des Treint et des Girault ne durerait guère. Je vois maintenant beaucoup de monde, puisque je participe bien plus activement qu'autrefois à la vie du parti. Eh bien, c'est ma certitude absolue – en dépit des soi-disant votes *d'unanimité* (ah! le bon billet!) – que nous allons vers un revirement qui étonnera tout le monde. La seule force de Treint, c'est qu'on le croit d'accord avec l'Internationale communiste. Le jour où l'on saura qu'il n'en est rien, cet imposteur perdra instantanément tout crédit.

On ne règne que par la terreur, l'intimidation et l'astuce. Je pourrais te citer vingt faits. Voici le plus récent, qui précisément me concerne. A ma cellule, j'ai conquis tout de suite la confiance des camarades. Le rayon m'a chargé de faire devant les futurs propagandistes une douzaine de "conférences d'éducation" dont il a lui-même (et en dehors de moi) élaboré le programme. Dès que le centre eut appris la chose, il convoqua (avant-hier) les délégués du rayon et leur savonna les oreilles. Défense de me laisser enseigner, les délégués m'ont dit avoir refusé de s'incliner. Mais il leur faudra tout de même céder – ou sauter. Il y a quelque chose de joliment anormal dans la normalisation Treint-Girault.

Tu sais sans doute qu'on m'a enlevé la direction des éditions pour la confier à ce super-imbécile – cet "agité à tête d'oiseau" – comme disait jadis son ami Frossard – qui a nom Calzan. On n'a pas osé me mettre sur le pavé. Je suis donc employé aux éditions, mais sans initiative d'aucune sorte. On ne me convoque pas, même à la commission des éditions. C'est moi qui ai fait le compte rendu du Cinquième congrès, la nouvelle édition (revue) de l'ABC. [de] Boukharine, la nouvelle édition (complètement refondue) de *l'Etat et la Révolution*, une nouvelle édition du Manifeste communiste, revue elle aussi et augmentée d'un appendice que je te prie de feuilleter. Je travaille chez moi ou à la bibliothèque. Mais voici qu'après m'avoir fichu à peu près la paix, on commence à me chercher des poux dans la tête. Calzan prétend m'obliger à aller passer bureaucratiquement huit heures par jour dans un bureau surchargé de *l'Humanité*, alors que le travail que j'ai à faire ne peut être bien fait que chez moi, où j'ai mes livres, ou à la bibliothèque. On veut me pousser tellement à bout qu'à la fin je me lasse et m'en aille. Par contre, lorsque l'ambassade, désirant s'attacher mes services, demande au parti de me céder à elle, on refuse, sous prétexte qu'on ne peut se passer de moi.

Je t'avertis de ces choses (un peu trop personnelles à mon gré) en prévision d'une rupture possible.

J'ai demandé à Zinoviev à être convoqué à Moscou. Il serait bon que Loriot aussi le fût. Nous allons au-devant d'une nouvelle crise qui, peut-être, pourrait être évitée, si l'Internationale communiste, mieux renseignée, intervenait à temps. Or, pour que l'Internationale communiste soit renseignée, il faut qu'elle nous entende. Nous ayant entendu, elle se rendra compte que c'est nous qui, non pas en paroles, mais en fait, sommes d'accord avec sa pensée.

La nécessité de ne pas rater le courrier m'empêche d'allonger ma lettre. J'aurais pourtant encore bien et bien des choses à te dire. Ce sera pour une autre fois. Je désire me tenir en rapports continus avec toi. Nous nous sommes toujours, dans le passé, trouvés d'accord, toi et moi; j'ai la certitude que nous le sommes encore aujourd'hui.

Je serais content que tu montres mes lettres aux amis dont j'étais le plus près, à mon cher Herclet, à Pascal,⁴ à Nin.⁵

Et ta femme? Et les enfants? Ici, la santé est très bonne, moralement (malgré les suites) et physiquement. Jean est marié! Il a épousé une jeune ouvrière, ce qui a amené à un degré de tension extrême les relations de ma femme avec sa famille. Michel fait avec une vraie passion sa première année de médecine.

1, rue Vauquelin

Fraternellement à toi
Amédée Dunois

(H.-D. 0385. Autographe)

307. A. GRAMSCI À J. HUMBERT-DROZ*

25 maggio [1925]

Camara dei
Deputati

Caro Compagno,

Abbiamo trovato, al nostro ritorno,¹ la situazione molto cambiata a

* Déjà paru dans Humbert-Droz *Il contrasto*, p. 237.

nostro sfavore, non dal punto di vista dell'influenza sulle masse, ma per le maggiori difficoltà che al nostro lavoro pongono da una parte il governo e dall'altra la Confederazione generale del lavoro.

La Confederazione dichiara illegale nei suoi confronti ogni nostra iniziativa tra le masse, in quanto non può non avere un riflesso nell'organizzazione sindacale o in quanto i compagni che l'affermano o tentano di svolgerla sono sindacati. Proibizione, quindi, con la minaccia di espulsione, dei congressi di fabbrica, proibizione di partecipare alle elezioni delle commissioni interne, eccetera. Queste minacce hanno successo in mezzo a qualche gruppo di compagni, determinando in alcuni la tendenza alla passività, in altri la convinzione che la scissione è inevitabile e quindi tanto vale lavorare già in questo senso. Resistiamo ad ambedue le tendenze. Abbiamo però dovuto fare qualche atto grave dal punto di vista della disciplina formale sindacale: abbiamo presentato candidati comunisti alle elezioni per la commissione interna della Fiat a Torino, nonostante la proibizione della Confederazione. Abbiamo fatto bene: gli operai ci hanno dato la maggioranza.² Ciò è probabile farà riflettere i confederali, dimostrando che la scissione non sarebbe completamente a nostro danno poichè ormai abbiamo una larga base. Se avessimo ceduto senza reagire, io penso che i confederali, credendoci più deboli, ci avrebbero incalzato ancor di più, mettendoci in una situazione ancor più grave.

Il governo svolge un attività sistematica per scoprire la nostra organizzazione. La nuova legge contro le organizzazioni sarà un terribile strumento di persecuzioni contro di noi.³ Stiamo studiando quali misure più appropriate ci consentiranno di mantenere un minimo di legalità e nello stesso un'organizzazione di massa.

Le opposizioni sono in rotta. Tutto un piano complesso deve essere da noi predisposto per accelerare il distacco delle masse dalla loro influenza.

Con la prossima posta ti farò un rapporto più particolareggiato della situazione e delle possibilità che essa ci offre.⁴

Saluti comunisti
Gramsci

(H.-D. 0052. Autographe)

G.C.

Rome, 25 mai 1925

Au Comité exécutif de l'Internationale communiste

Chers camarades,

J'ai lu sur le numéro 11 mai 1925 de la *Correspondance Internationale* Edition française/, le passage des thèses sur la bolchévisation /page 397/ et le passage des thèses sur la question italienne /page 407/, qui ont été votées par le dernier Exécutif élargi, et qui se réfèrent à mes publications.

Dans le premier passage l'on déclare qu' "il faut lutter contre la révision des théories économiques du marxisme de Graziadei," et dans le second, que entre les "déviation" italiennes il y en a une qui a "pris le caractère d'une "révision soi-disant scientifique du marxisme, comme dans les derniers ouvrages de Graziadei".

Bien qu'aucun argument ne soit porté à l'appui de ces affirmations, elles représentent une condamnation de ma pensée.

Je ne puis traiter le fond d'un jugement dont la réfutation m'est rendue entre autre impossible par le défaut des arguments qui le justifient. Je dois donc me borner à rappeler votre attention de camarades sur la condition d'infériorité dans laquelle j'ai été mis par la procédure que l'on a adoptée à mon égard.

Pendant le dernier congrès plénier de l'I.C. /juin-juillet 1924/ le camarade Zinoviev, dans son rapport général, critiqua le premier de mes ouvrages parus dans ces deux années *Prix et surprise dans l'économie capitaliste*.²

Le fait que je ne pus prendre part à ces congrès m'empêcha de répondre tout de suite au camarade Zinoviev.

Mais, du premier moment que je lus son rapport sur la *Correspondance Internationale* je lui écrivis, dans la seconde moitié de juillet 1924, une lettre, dans laquelle, après avoir noté les inexactitudes de faits contenues involontairement dans ses affirmations, je lui proposais la nomination d'une commission de camarades cultivés dans le marxisme, à laquelle je puisse exposer plus largement ma pensée, autant pour sa partie déjà

* Déjà publié en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 232-234.

développée dans le livre paru, que pour la partie réservée aux publications successives.

Ma lettre et la proposition qu'elle contenait reçurent près de vous l'appui du Comité exécutif du Parti communiste d'Italie par une lettre au camarade Zinoviev portant la date du 26 juillet 1924.³

Cet appui continua même beaucoup de temps après, de manière que dans sa circulaire de mars 1925 au parti, le dit Exécutif écrivait: "Le parti demande au Comintern la nomination d'une "commission internationale à qui soit renvoyée la définition du problème" /posé par les livres de Graziadei/.

Ces opinions collectives de l'Exécutif du Parti communiste d'Italie trouvaient un écho particulièrement favorable chez quelques camarades. Le représentant du Parti communiste d'Italie auprès du Comintern⁴ m'écrivait ces mots que je puis reproduire, en vue de leur caractère de principe: "Aucune décision ne peut être prise à ton égard, avant qu'une discussion n'ait eu lieu devant une commission exprès et en contradiction avec toi/. Je pense qu'une décision, n'importe laquelle, devra être précédée par une discussion. La motivation devra se référer au mérite de la question traitée dans ta publication."

Toutefois, ma lettre au camarade Zinoviev est toujours restée sans réponse, et la commission que j'avais demandée n'a pas été nommée, jusqu'à ce moment.

On est arrivé ainsi au dernier Exécutif élargi,⁵ dans lequel on a pris les délibérations, que j'ai déjà rapportées et cela sans que jamais j'aie été invité à me présenter, et sans que des actes publiés il résulte qu'on aurait fait une discussion dans le mérite, quoique dans mon absence.

Le traitement qui m'a été fait dans le dernier Exécutif élargi m'est arrivé d'autant plus inattendu que, peu de temps avant, j'avais publié en italien deux autres ouvrages, qui avaient éliminé beaucoup de doutes et de préoccupations soulevés près de plusieurs camarades italiens, par certains points, peut-être trop synthétiques, de mon livre précédent.⁶ Les nouveaux ouvrages n'ont pas encore été traduits, et par cela même leur teneur était et est encore ignorée par la grande majorité des camarades non italiens.

Je dois enfin noter – non pas pour établir des comparaisons antipathiques, mais pour donner plus de valeur à mes observations, et par le fait qu'il s'agit d'un camarade dont le nom, quoique avec des indications bien différentes, a été associé au mien dans les dernières décisions – que vous avez fait au camarade Bordiga – auteur de ces thèses de Rome

qui, entre autres, furent elles aussi recueillies dans une publication – un traitement bien différent que celui dont je me plains.

Au congrès plénier de l'année passée, le camarade Bordiga a été mis en condition d'exposer largement sa pensée en contradiction. Il avait été aussi invité à venir discuter de nouveau au dernier Exécutif élargi.⁷

Je pense que vous avez agi très bien en adoptant une procédure semblable avec le camarade Bordiga. Je pense tout simplement que vous auriez dû l'adopter aussi dans mon cas, et cela non seulement en vue d'un motif d'équité, mais en vue du caractère même de notre dissentiment.

Autant que, comme c'est le cas avec le camarade Bordiga, la discussion est purement politique; un organisme qui est politique lui-même peut juger avec plus de facilité.

Mais lorsque – comme dans mon cas – la dissension a un caractère technique-scientifique, le jugement devient beaucoup plus difficile, et exige par cela même une procédure qui donne plus de garanties.

Je finirais, chers camarades, avec les mêmes mots que j'écrivais au camarade Zinoviev, comme conclusion de ma lettre déjà rappelée: "Dans votre rapport, vous avez déclaré: certains disent: nous n'avons pas le temps /de lire tous les livres/. Ce n'est pas léniniste ni marxiste. Il nous faut faire la pleine lumière."

Eh bien, cher camarade Zinoviev, je vous demande justement de vouloir faire pleine lumière. Je vous en prie, non pas pour une personne – ce serait trop peu de chose; je vous en prie dans l'intérêt des problèmes qui sont en discussion et qui ont de par eux-mêmes une si grande importance.

Agrécz, chers camarades, mes salutations communistes

Bien à vous
A. Graziadei⁸

(H.-D. 0370. Original)

309. DÉCLARATION DES MEMBRES DU 'COMITATO D'INTESA' DE LA GAUCHE ITALIENNE*

Luglio 1925

Dichiarazione del componenti il Comitato d'Intesa della sinistra

* Déjà publié dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 234-237; *L'Unità*, 18. 7. 1925.

Intervenendo nella situazione creatasi nel nostro partito il Presidium della Internazionale Comunista ci ha intimato, ravvisando nel Comitato d'Intesa il nucleo di una frazione costituita in seno al partito, di scioglierlo sotto pena della espulsione.

Il Presidium pur annunciando la concessione della piena libertà di dibattito precongressuale nulla dice sulle formali accuse di frazionismo e settarismo interno da noi portate contro la Centrale del partito italiano e nessuna misura annunzia diretta ad eliminare le vere cause della crisi del partito.²

Ciò non ci meraviglia perché dobbiamo dolorosamente constatare di essere dinanzi ad *una nuova tipica applicazione dei metodi di dirigenza della Internazionale* che abbiamo combattuti e combatteremo. L'essere disposti a sostenere nei Congressi e nei dibattiti il punto di vista e l'operato dei compagni che fanno parte degli organi direttivi internazionali è titolo che sana ogni errore ed ogni colpa nella lotta contra l'avversario borghese, e trasforma ogni deficienza anche la *più scandalosa* in un brevetto di puro rivoluzionarismo bolscevico e leninista. I metodi disgregatori della Centrale italiana sono coperti dai dirigenti dell'Internazionale perché noi siamo alla opposizione su varii punti della loro politica.

I provvedimenti che reclamerebbe la difficile situazione del partito e la tensione interna cui ha condotto *la sleale campagna* organizzata dalla Centrale contro il Comitato d'Intesa si riducono alla meccanica formalistica di una disciplina *che non convince e non si fa rispettare*. Il grave problema delle tendenze e frazioni nel partito che si pone storicamente come una conseguenza della tattica politica che esso segue e una riprova della convenienza di essa, come un sintomo delle sue deficienze da accogliere colla massima attenzione, si pretende di superarlo con *le intimidazioni e le minacce*, coll'assoggettare alcuni compagni alle solite compressioni disciplinari, lasciando credere che dalla loro condotta personale dipenderà tutto lo sviluppo successivo del partito.

Secondo questo metodo antimarxista nella sostanza, sterile nei risultati, noi potremmo a somiglianza di tanti elementi infidi e opportunisti che manovrano sui margini della nostra gloriosa Internazionale, cominciare a negoziare e patteggiare col centro dirigente, porre delle condizioni, fare a nostra volta minacce, raggiungere un compromesso e una transazione simili a quelle che sono il prodotto della spregevole pratica parlamentare borghese. Con queste convenzioni più o meno laboriose e stentate tra personaggi e "uomini politici" più o meno

influenti si vanno da tempo dissimulando e dilazionando gravi problemi della vita della Internazionale e della sua azione, che inevitabilmente si ripresentano più difficili e gravi. Noi potremmo a nostra volta far pesare la minaccia di una scissione e della formazione di un nuovo partito in caso di espulsione e sulle bilance della “politica” sedicente comunista sarebbero saggiare le nostre probabilità di avere tanta più soddisfazione quanto più male ci mostrassimo in grado di fare al partito e alla Internazionale.

Ma noi non agiremo in tal modo. Spontaneamente intendiamo la disciplina in modo infinitamente diverso. Come non esitammo a rinunciare alla dirigenza del partito così non ci sentiamo spinti dalle ripetute provocazioni della Centrale alla miserabile risposta di fabbricare un partitino dissidente ad uso e consumo di un gruppo di dirigenti a spasso. Dinanzi ad una materiale imposizione noi ci ricordiamo di tenere soprattutto al nostro posto di gregarii del partito comunista e della Internazionale, che conserveremo con volontà di ferro, senza rinunciare giammai ad opporci con una critica instancabile a quei metodi che consideriamo contrastanti con l'interesse e l'avvenire della nostra causa.

Noi accusati di frazionismo e scissionismo dinanzi alla eventualità di una rottura col partito sacrificheremo alla unità di esso le nostre opinioni, eseguendo una intimazione che consideriamo ingiusta e dannosa al partito. Con questo dimostreremo come noi della sinistra italiana siamo *forse i soli* per cui la disciplina è una cosa *seria e non commerciabile*.

Noi riaffermiamo tutte le precedenti manifestazioni del nostro pensiero e tutti i nostri atti. Noi neghiamo che il Comitato d'Intesa fosse una manovra mirante alla scissione del partito e alla costituzione di una frazione nel suo seno, e protestiamo ancora per la campagna svolta su questa base senza darci il diritto alla difesa e ingannando scandalosamente il partito.³ Tuttavia poiché il Presidium crede che l'imporci lo scioglimento del Comitato d'Intesa sia un passo che allontana il frazionismo, noi pur essendo di parere contrario, ubbidiremo; ma nello stesso tempo dobbiamo lasciare al Presidium la responsabilità intera degli sviluppi che prenderà la situazione interna del partito e delle manifestazioni che sorgeranno dallo stato d'animo di reazione determinato dalla maniera con cui la Centrale ha ammnistrata la vita interna del partito, manifestazioni che il Comitato d'Intesa incanalava e disciplinava in una via utile al partito e al suo felice av-

venire. Noi crediamo che il vantato stroncamento del Comitato d'Intesa *non farà che fomentare nel partito il frazionismo da noi non voluto e che potrà prendersi nostro malgrado le sue vendette.*

È vero che abbiamo ricevuto l'affidamento che tutte le sanzioni disciplinari prese contro i compagni aderenti al Comitato d'Intesa tra cui la espulsione del compagno Girone e tutta una serie di destituzioni dalle cariche verranno annullate,⁴ e che la libertà di discussione per il congresso sarà assoluta. Ma libertà di discussione significa *discussione a parità di diritti e di mezzi*, e se ne avrebbe garanzia seria solo ove fossero accettate le proposte fatte da noi a suo tempo alla Centrale, di cui non si fa più parola. Non dovrebbe essere lecito tenere i congressi federali prima di un dibattito sulla stampa e della pubblicazione delle tesi e mozioni proposte dalle varie tendenze mandare ai congressi stessi un rappresentante della corrente ligia alla Centrale a dire sul conto della sinistra tutte le cose che si sono andate stampando il questi giorni senza che un compagno egualmente al corrente degli elementi del dibattito possa controbatterle. Nè sarebbe ammissibile presentare sul giornale del partito, cioè di tutti i compagni, gli articoli e le dichiarazioni di taluni con cappelli e commenti più o meno tendenziosi e giornalisticamente messi in iscena, mentre da parte nostra non si può né si vorrebbe certo fare altrettanto con gli scritti di altre correnti. Ma noi non patteggiamo la difesa di queste garanzie e rinunziamo, pur non avendo fiducia che verranno date, ad assicurarle mediante il nostro lavoro di controllo, solo scopo del Comitato d'Intesa. I compagni giudichino se queste domande erano o non opportune e difendano da sé come possono il partito dall'impiego dei metodi che abbiamo dovuto definire *di giolittismo, tendenti a falsare i risultati della sua consultazione.*

Il Comitato d'Intesa dopo questa ultima manifestazione è disciolto. Desisteremo da ogni lavoro di collegamento e di diffusione di nostri testi ai membri del partito, nonché di riunioni indipendenti da quelle indette dagli organi di partito. *Bene inteso questo non vuol dire rinunziare all'ovvio diritto per il gruppo di compagni che possono considerarsi come gli esponenti della sinistra ad affiarsi per il lavoro puramente teorico della discussione ed allestimento delle tesi conclusive*, lavoro i cui risultati sono destinati ad apparire esclusivamente sulla stampa di partito.

Malgrado la virulenza cui è discesa la Centrale noi ci sforzeremo di portare il dibattito all'altezza dei compiti del partito e di dare ai compagni la nozione completa dell'orientamento della sinistra sulle diverse questioni, evitando personalismi e pettegolezzi. Ci auguriamo di non

dover continuare indefinitamente a rettificare le asserzioni inesatte sul nostro conto, e ridurre il dibattito sulla politica della Centrale nella situazione italiana alla cronachetta poco edificante della sua attività interna: ma se a tanto saremo costretti ci auguriamo che cessi il boicottaggio delle lettere di rettifica e protesta che abbiamo dovuto rinunciare a denunciare ai compagni per altra via che quella della stampa di partito. L'ulteriore abuso di questi mezzi condurrebbe a conseguenze di cui già abbiamo nettamente rifiutata ogni corresponsabilità.

I compagni giudicheranno il nostro operato. A noi non importa acquistarci una loro adesione o simpatia superficiale e accumulare voti per il congresso, ma giungere a portare il dibattito e la coscienza del partito un poco più oltre degli atteggiamenti superficiali e meschini su cui si specula quando si vuole togliersi con poca fatica il fastidio di vedersi discussi e criticati. Se si vuole continuare ad organizzare invece l'inganno demagogico e ad industrializzare il confusionismo e lo smarrimento, si faccia, ma non si crede di costruire nulla di stabile: il male al partito resterà ma non si salverà la posizione dei gruppi e gruppetti artefici di un metodo così politicantesco, scenario volgare destinato a cadere ben presto lasciando vedere i pericoli dell'opportunismo e della degenerazione del partito. Contro i quali condurremo sempre, senza riguardi e senza riserva, una lotta spietata, sicuri che la immensa maggioranza dei comunisti italiani si leverà come un solo uomo quando la minaccia ed il pericolo si facessero incombente realtà, spazzando il misero gioco degli arzigoli e dei diversivi, non per dividere il partito, ma per condurlo intatto e compatto sulla via che gli é segnata.

Comitato d'Intesa: Firmati: A. Bordiga, B. Fortichiari, O. Damen, F. Grossi,⁵ U. Girone, Rag. La Camera,⁶ Mario Lanfranchi,⁷ M. Manfredi, O. Perrone,⁸ L. Repossi, C. Venegoni.⁹

(H.-D. 0076. Copie)

310. J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDIUM DE L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE

Moscou, 5 mars 1926

Au Présidium de l'Internationale communiste

Connaissant bien la situation de notre parti en Suisse romande, je ne puis que confirmer les considérations contenues dans la lettre de la délégation suisse¹ et appuyer la demande de la Centrale en ce qui concerne l'utilité pour le travail du parti de mon retour en Suisse.

Depuis que j'ai abandonné le travail du parti en Suisse romande pour le travail du Comintern, notre parti a subi dans cette région un sensible recul; son quotidien de Genève, sa revue théorique mensuelle ont disparu, l'organisation est devenue embryonnaire. Le parti ne joue pas dans le mouvement ouvrier et dans la vie politique le rôle qu'il y devrait avoir.²

L'affaire Vorovsky et les dernières manifestations à l'occasion des pourparlers russo-suisse ont démontré que la Suisse romande est un foyer réactionnaire et un centre d'activité contre-révolutionnaire important.³ Les camarades qui sont restés au travail pendant ces cinq années ont réussi à maintenir quelques sections, à regrouper quelques noyaux, recréer un petit journal bimensuel, mais il serait utile que je puisse rentrer en Suisse romande pour donner un grand effort dans cette région difficile.

A ces considérations sur l'intérêt de mon parti, je désire ajouter quelques remarques d'ordre personnel.

Depuis cinq ans environ je n'ai cessé de travailler exclusivement pour l'Internationale, soit au secrétariat soit comme représentant en France et en Italie. Au début j'étais représentant de mon parti à l'Exécutif et j'avais conservé un contact assez étroit avec le Parti suisse. Mais pendant les années où j'ai dû vivre illégalement en France et en Italie, j'ai perdu le contact avec mon parti et je suis devenu un déraciné. A la demande de la Centrale suisse et de quelques camarades de l'Internationale, je suis resté organisé dans le Parti suisse et n'ai pas opéré mon transfert au Parti russe.⁴ Cependant, cette attache est purement formelle et ne se traduit que par le paiement de mes cotisations à ma section. Je ne représente pas mon parti à l'Exécutif; bien que je sois secrétaire de l'Exécutif, je ne suis jamais considéré par mon parti comme faisant partie de la délégation suisse aux congrès ou aux plénums. Bref, je me sens de plus en plus sans parti et c'est une position personnellement fort désagréable.

D'autre part, bien que le travail du Secrétariat de l'Internationale m'intéresse et enrichisse mon expérience, je me sens parfois fatigué de cette activité exclusive dans les organismes supérieurs de l'Internationale, de ce contact exclusif avec la direction des partis et de l'Internationale.

tionale, sans activité correspondante à la base, dans la masse ouvrière. Jusqu'au moment où j'ai été utilisé au travail de l'Internationale j'étais un journaliste et un propagandiste en contact étroit avec la masse. Je ne cache pas que, malgré l'intérêt que je trouve au travail que je fais à l'Exécutif, j'ai parfois la nostalgie du travail dans la masse, de la lutte directe à la base contre les adversaires.

Sans doute, tant que ma présence au secrétariat pouvait être utile au développement de plus grands partis frères, ces considérations personnelles et l'intérêt de mon parti devaient céder devant l'intérêt supérieur de l'ensemble de notre mouvement. Aujourd'hui, la situation est modifiée. Des forces nouvelles en plus grand nombre renforceront le centre international; le Parti italien que j'ai particulièrement suivi ces deux dernières années est maintenant dans une bonne voie de développement. Depuis deux ans, le cours interne du Parti français a été déterminé dans un sens assez différent de celui que je jugeais personnellement utile de suivre.⁵ Ce qui fait que je ne suis pas très utile au secrétariat dans les affaires françaises.

Je pense donc que ma présence au secrétariat est moins utile aujourd'hui qu'auparavant et que l'intérêt de mon parti peut maintenant être invoqué pour me libérer du travail de l'Internationale et pour accepter la proposition de la Centrale suisse.⁶

[Jules Humbert-Droz]

(H.-D. 0373. Copie)

311. P. TOGLIATTI À F. JEZIERSKA

[Été 1926]

Cara compagna Fanny,

Anzitutto vi mando i miei saluti. Poi vi chiedo per favore di incaricarvi delle cose che vi dico qui sotto:

1. Dovete comunicare ai compagni Humbert-Droz le seguenti istruzioni per il viaggio da Sebastopoli a Mixxor.¹ Alla stazione di Sebastopoli, appena scesi dal treno, si vede sulla panchina un agente delle Case di cura della Crimea meridionale. Lo si distingue per il berretto gallo-

nato e perchè, non appena il treno é fermo, subito viene circondato da una folla di gente che si rivolge a lui. Egli procura – ai viaggiatori che gli mostrano la loro “putiovka,” – un posto sugli autobus che si recano alle diverse case di cura. Il prezzo di un posto fino a Mixxor è di otto rubli. Qualora questo tipo non si trovi in stazione, lo si attende in una sala di aspetto speciale che è ad una delle estremità della panchina della stazione, e che ha una uscita sulla piazza, – dove si trovano gli autobus. Vi è però un altro mezzo, ed è di uscire sulla piazza della Stazione dalla porta comune e di rivolgersi ad uno dei numerosissimi chauffeurs che si trovano in attesa con la loro macchina. Così abbiamo fatto noi. In questo caso si pagano dieci rubli invece di otto – ma si fa il viaggio un po’ piu rapidamente, e ci si può fermare a mezza via a mangiare qualcosa. Il treno arriva a Sebastopoli a mezzogiorno, in automobile si devono fare più di settanta chilometri: bisogna quindi aver mangiato prima o mangiare a mezza via. Naturalmente, se non si prende l’auto-bus, non è necessario prendere una macchina tutta per sè, – anche le macchine degli chauffeurs privati sono grandi, sei, otto, dieci posti, e ognuno paga il suo posto. Fermarsi a Sebastopoli e ripartire dopo qualche ora credo non si possa, a meno di non accordarsi con lo chauffeur, ma ho visto che tutti partono subito, Il viaggio in auto è bello, ma lungo e faticoso per chi ne soffre (Rita ebbe il mal di mare). Per l’arrivo a Mixxor basta far vedere allo chauffeur la “putiovka” nella quale è scritto il nome della dacia cui si è assegnati ed egli conduce fin sulla porta. Oppure ci si può far portare alla *cancelleria* del gruppo di dacie e di lì si viene accompagnati a destinazione.

2. Un’altra cosa, spiacevole, che dovete dire al compagno Humbert-Droz, è questa. Io scrissi prima di partire un progetto di lettera al Partito comunista d’Italia che dovevo rimmettergli. Ma voi sapete che l’ultimo giorno capitarono da me tutti quegli italiani e la lettera resto chiusa nella valigetta con tutte le mie carte. Volevo riscriverla qui, ma qui non è possibile lavorare. Vi prego di spiegare questo al compagno, e di tentare di scusarmi presso di lui.

3. Vi prego di consegnare alla compagna Sturm² i fogli a macchina qui uniti.

4. Vi prego, se potete, di mandarmi qualche giornale italiano. Solo *L’Unità*. Vi rimborserò i francobolli.

[Ercoli]

Moscou, 26 février 1927

Personnelle et très
confidentielle

Mon cher,

Quelques mots tout à fait personnels et privés sur ce qui se passe ici depuis ton départ.¹ Je pense que, pour te tenir au courant d'une façon non-officielle de la vie de Comintern, le mieux est de t'envoyer ainsi, de temps en temps, une lettre personnelle d'un caractère purement privé.² Si tu es d'accord, je continuerai et je m'efforcerai de te tenir au courant le plus régulièrement possible.

C'est maintenant le vide dans l'appareil. Šmeral, Geschke³ et Roy sont partis dans des directions diverses, Codovilla, Katayama à Bruxelles.⁴ Il reste ici bien peu de camarades non-russes qui puissent travailler effectivement; tout naturellement, le travail s'en ressent. Boucharine⁵ est toujours fort occupé par les choses russes et c'est à peine s'il vient régulièrement aux séances du Pol-secrétariat et du Présidium; plusieurs séances ont eu lieu sans lui. Kuusinen,⁶ qui est celui de nous le plus en contact avec les Russes, se retire de plus en plus dans son secrétariat de pays et dans la rédaction de l'*Internationale Communiste*. Il s'efforce de ne pas devenir politiquement responsable pour l'ensemble du travail. C'est dire qu'on manque d'une direction politique effective. Boucharine s'efforce de son mieux d'y remédier; il se rend compte des lacunes, de la nécessité d'avoir plus de contact, mais le temps lui manque. Il m'avait demandé d'avoir deux fois par semaine un entretien d'une demi-heure pour le tenir au courant des questions et pour discuter certains problèmes, mais de l'intention à la réalisation, il y a loin, et je crains que cela soit difficile à mettre en pratique.

Aujourd'hui seulement on a nommé Humboldt⁷ à ta place comme chef de l'Agitprop. Mais B[oucharine] m'a averti qu'il pose des conditions: être nommé membre effectif du Présidium et du secrétariat politique. Comme Roy a déjà été remplacé par Petrov,⁸ cela formerait une majorité de Russes au secrétariat *et Boucharine voit un danger dans cette*

* En partie publié dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', pp. 242-244, dans Humbert-Droz, Mémoires, II, pp. 277-279 et intégralement traduit en italien dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 238-240.

russification de tout notre appareil de direction. Il envisage de faire venir un nouveau groupe de camarades étrangers. Mais, tant que les méthodes de travail ne changeront pas, il sera bien difficile de maintenir ici les meilleures forces de nos partis.

Aujourd'hui parut la réponse du Parti français n'autorisant pas Crémet à te remplacer à la Commission syndicale,⁹ j'ai accepté la combinaison que tu avais proposée avant ton départ. Je serai très surchargé, mais on ne peut laisser mourir la Commission syndicale. Dès que Piccini¹⁰ arrivera, j'espère que Maggi¹¹ pourra travailler à Comintern plus régulièrement et se charger, sous ma direction, des pays espagnols ou d'une partie d'entre eux.

Affaires italiennes. Tu auras reçu la nouvelle déjà que Bucharine est d'accord avec la résolution italienne¹² sur les points qui étaient contestés par Schatzkine¹³ et en général avec l'ensemble de la résolution, qu'il trouve cependant trop détaillée, écrite plus sous la forme d'un article de revue que d'une résolution.

Nous avons aussi écrit à Münzenberg la lettre dont je t'ai envoyé copie¹⁴ la semaine dernière pour la campagne antifasciste. Je pense que vous serez d'accord avec le contenu de cette lettre. Nous avons aussi décidé la formation d'une commission pour diriger d'ici la campagne sous la présidence de Maggi. Mais il ne l'a pas encore réunie.

Le matériel arrivé d'Italie concernant votre tactique syndicale¹⁵ a soulevé une nouvelle discussion à Profintern. Lozovsky prétend que les faits lui donnent raison, que la Confédération générale du travail n'existe plus, etc. Anselmi,¹⁶ avant son départ, a naturellement embrouillé la situation et Germanetto,¹⁷ avant de me communiquer les documents, les a portés à Profintern, de sorte que je n'ai pu en prendre connaissance que lorsqu'à Profintern une commission avait déjà fonctionné. J'ai reçu ce soir un projet de résolution où Lozovsky a glissé quelques-uns de ses dadas. Je pose la question demain au secrétariat latin, où je me propose de soutenir complètement la tactique du parti [italien] et je réclamerai que cette résolution passe à la Commission syndicale pour la rendre inoffensive. Je mènerai éventuellement bataille jusqu'au Présidium. Maggi et Germanetto, devant les attaques de Lozovsky, ont quelques doutes sur le recours à Amsterdam, mais j'espère les rallier. Je pense que la tactique du parti est absolument juste.

La question du boycott¹⁸ a trainé en longueur et a été étudiée par les Russes. Aujourd'hui Bucharine s'est prononcé contre au Pol-secré-

tariat. Il craint l'isolement de l'URSS, la provocation à une rupture des relations diplomatiques¹⁹ avec l'Italie, si l'Etat russe est seul à réaliser le boycott, la crainte de faire dévier sur l'Italie l'attention politique internationale, qui doit être concentrée sur la Chine et l'URSS. La chose viendra au Présidium mercredi, mais après cette position des Russes, il est bien difficile d'insister. Les intérêts de l'URSS, à l'heure actuelle où l'Angleterre menace de rompre,²⁰ sont certainement au-dessus de tout.

Nous avons décidé aussi de mener une grande campagne internationale autour du procès de Rome.²¹ Nous avisons les partis, mais vous devrez envoyer directement du matériel d'adaptation aux partis et aux journaux; d'ici on fera tout ce qui est possible.

Affaires françaises. Enfin, nous avons une commission française qui envisage l'ensemble du problème. Devant un ensemble de faits nouveaux tout à fait graves, j'ai posé la question à Boucharine, ou de prendre en mains la question sérieusement, ou de me décharger des affaires françaises dont je ne veux plus assumer la responsabilité politique. Humboldt²² était de retour et défendait le Parti communiste français, B[oucharine] nous a autorisés à aborder le fond de la question au secrétariat latin où nous avons eu un gros débat. Mais, au même moment, le Parti communiste français nous envoyait une lettre de plaintes contre le secrétariat latin en général et contre moi en particulier, plaintes provenant d'informations très tendancieuses de Treint.²³ J'ai demandé alors qu'on forme une commission au-dessus de la mêlée pour enquêter sur le fonctionnement du secrétariat latin et sur la situation et la tactique politiques du Parti communiste français: Staline, Boucharine, Kuusinen, Maggi, Murphy, Haken,²⁴ voilà un grand tribunal! Qu'en sortira-t-il? Je crains, pas grand chose. Sans doute, nos camarades russes devant les matériaux que j'ai apportés sont convaincus que bien des choses sont mauvaises dans la tactique du Parti communiste français, mais ils ne veulent pas provoquer la mauvaise humeur de la direction du parti. Alors, on fait une espèce de jugement de Salomon. On m'attribue quelques torts sur la façon dont j'ai critiqué, mais on admet que les fonds de mes critiques sont justes, on me maintient au secrétariat latin, mais je crains bien que la presse que nous élaborons soit à l'eau de rose. Humboldt s'est hâté de présenter un projet qui ne changera rien dans la politique du Parti communiste français. Encore une montagne qui accouche d'une souris. Je t'envoie copie de mon sténogramme au secrétariat latin, de la lettre du Parti

communiste français et de ma réponse personnelle.²⁵ Tu t'orienteras ainsi mieux que par ces notes rapides.

Mes cordiales salutations aux copains, à ta compagne et à Aldo²⁶ au nom de toute notre famille, et pour toi une fraternelle poignée de main.

[Jules Humbert-Droz]

(H.-D. 0077. Copie)

313. J. HUMBERT-DROZ À P. TOGLIATTI*

Moscou, 5 mars 1927

Mon cher,

Quelques mots en vitesse avant le départ de la poste.

Choses italiennes. – La Commission syndicale n'a pas encore discuté les propositions de Losovsky sur l'appel à Amsterdam.¹ Mais, après une discussion avec moi, et après la résolution du secrétariat latin de défendre la ligne du parti (seul Treint a marché avec Losovsky) L[ozovsky] a supprimé de la résolution de Profintern le paragraphe concernant le recours à Amsterdam et l'a développé dans un projet de résolution spéciale, qui viendra en discussion devant la Commission syndicale et le Secrétariat politique. J'ai eu déjà à ce sujet une discussion avec Boucharine, qui est d'accord d'attendre le matériel que tu promets d'envoyer et les directives qui seront établies par votre Comité central. Je compte que ce matériel arrivera par le prochain courrier.

Mon opinion est que la tactique de l'appel à Amsterdam dans le but de regrouper le plus de fédérations et d'organisations possible pour recréer le centre de la Confédération générale du travail en Italie, est juste. Dans le projet de lettre, un point cependant me paraît contestable et il permet à Losovsky une facile démagogie. C'est quand vous demandez à Amsterdam de prendre l'initiative de convoquer la conférence. Je pense que vous ne devez pas faire dépendre de l'acceptation d'Amsterdam la convocation de la conférence des organisations, mais la réaliser, même si Amsterdam se tait ou se prononce contre.² Il

* En partie publié dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', p. 245 et dans Humbert-Droz, Mémoires, II, p. 272, et entièrement en italien dans Humbert-Droz, Il contrasto, pp. 241-242.

eût mieux valu dire: participation d'Amsterdam à la conférence, – en posant Amsterdam devant la décision déjà formelle de faire la conférence. Ainsi Amsterdam ne pourrait pas intervenir en se prononçant contre. Peut-être avez-vous vous-mêmes déjà corrigé cela et pris les mesures pour convoquer la conférence.

Nous ignorons jusqu'à présent si le recours fut envoyé ou non et quelles organisations l'ont signé. Un télégramme de *Tass*, daté de Rome le 15 février, annonçait que le recours était envoyé. Ta lettre ne dit rien. Renseignez-nous.

Je pense aussi qu'un tel recours n'a de valeur que si des organisations autres que les fédérations communistes le signent.

Une autre question, liée à la première, est la manoeuvre à l'égard de Buozzi.³ Je pense que vous ne devez compter avec lui, et en tenir compte dans votre tactique, que s'il a encore *en Italie* une influence et s'il est considéré en Italie par les ouvriers et les organisations comme le centre de la Confédération générale du travail italienne. Sinon, vous devez seulement le combattre comme un déserteur.⁴ L'appel qu'il a publié dans le *Corriere degli italiani*⁵ du 12 février montre qu'il n'a pas l'intention de poursuivre un travail en Italie; tant mieux pour nous. Nous devons utiliser cette position liquidatrice des organisations qui existent en Italie et sa tactique d'adhésion directe aux internationales professionnelles d'Amsterdam pour le liquider, lui et son bureau, en Italie même.

D'accord avec toi quand tu dis qu'il ne faut reconstituer un centre en Italie que lorsque nous aurons regroupé des forces. Mais ce travail doit être poursuivi très énergiquement et avec rapidité. Tout retard profite à Buozzi.

Choses françaises. – Rien de résolu encore. Un projet de lettre présenté par Petrovksy, et remanié par moi, sur lequel nous avons établi un compromis, a été écarté par la commission comme insuffisamment précis. J'en suis très satisfait, d'autant plus que la discussion s'oriente dans le sens de la critique et qu'on se rapproche de mon point de vue.

Petrovksy a présenté un nouveau projet; de mon côté j'ai présenté aussi un projet où je pose nettement les questions. Sans doute on arrivera à un compromis, mais j'espère qu'il sera cependant assez clair au point de vue de la ligne politique.

La délégation française tente une diversion en posant la question de mon intention de voir Monatte et Rosmer au moment du congrès de Lille⁶. Treint manoeuvre pour m'écarter du secrétariat latin, ou du

moins de la responsabilité des choses de France. Ses rapports au Parti communiste français ont provoqué la lettre du Bureau politique et il soulève maintenant la question de mes intentions envers Monatte et Rosmer, non seulement comme diversion, mais aussi dans le but de rendre les rapports plus difficiles. Dès que les questions politiques seront résolues sur ce point, je lutterai jusqu'au bout, je poserai moi-même la question d'un remaniement du secrétariat latin dans le but de me libérer des choses françaises. Il est impossible de travailler dans une atmosphère d'intrigues continuelles. Si les Russes l'acceptent, ce sera le premier pas pour me libérer complètement et rentrer dans le travail pratique de mon parti.

Je te tiendrai au courant.
Cordialement.
[Jules Humbert-Droz]

(H.-D. 0078. Copie)

314. J. CRÉMET À J. HUMBERT-DROZ

Conseil municipal
de Paris

République française
Liberté Egalité Fraternité
Paris, le 21 mars 1927

Mon cher camarade,

J'ai attendu quelques jours avant de t'expédier cette première lettre. Ainsi, sur quelques points, tu auras des renseignements plus justes. Quelle est l'atmosphère au 120?¹ Un véritable sentiment de défiance existe et pas seulement vis-à-vis de moi, mais encore entre camarades. Je t'en donnerai un exemple précis un peu plus loin. Dès mon arrivée,² j'ai cherché à voir Sépard, et à lui causer seul. Jusqu'ici je n'ai pu y arriver.

Bernard³ est rentré à Paris et ne le quitte pas d'une semelle. Tous les deux sont dans le même bureau et, comme le disait Codovilla, Pierre [Sépard], avant de causer, observe l'autre. Puis c'est Marion⁴ qui monte fréquemment et ainsi il y a au moins toujours un contrôle. J'ai donc eu avec le secrétariat réunion—et j'ai touché avec eux quelques-

uns des problèmes les plus importants que nous avons examinés.

Seulement sur quelques-uns de ces problèmes ils discutèrent. Sur les autres, ils se réservent, et ce ne sera qu'au Bureau Politique de jeudi qu'il y aura la grande discussion.

Une observation générale: Tes lettres, la réponse qu'ils firent à la lettre personnelle⁵ que tu as envoyée au Bureau Politique tout cela a été lu comme cela, rapidement, et agrémenté de commentaires des rares 3 ou 4 qui avaient eu les documents entre leurs mains.

Sémard veut demander, a-t-il dit, au prochain Exécutif,⁶ quelle est la politique que tu mènes.

Pour lui, elle n'a rien de commun avec celle de l'Internationale communiste. Ce serait, à mon avis, une faute, une grande, si on décide de te retirer le Parti communiste français, car, autour de cette décision, ils chercheront à justifier leur attitude et pendant un moment cela serait ainsi compris. Même Manou[ilsky] est frappé par eux de la même sentence qu'ils t'infligent. Ils ne disent pas qu'il est en désaccord avec l'Internationale communiste, mais ils apportent des réticences de toutes sortes qui le frappent de suspicion.

Pierre [Sémard] a pu me déclarer cela: "Que Manou[ilsky] ait eu connaissances des intentions de Humbert-Droz (affaire Rosmer),⁷ cela ne m'étonne pas. Il m'a fait faire tant de bêtises, tant d'actes irréfléchis, que je ne suis pas étonné de ce dernier."

Et de là conclusions! Inutile de te dire que toutes ces déclarations qu'ils font ainsi, ils sont prêts à les contester le lendemain.

Je n'avais pas la lettre sur moi, dès la première entrevue. Et ils ne se montrent pas du tout désireux de la connaître. Ils attendent beaucoup du voyage de Thorez⁸ et de Racamond et j'ai peur que l'on fasse un compromis qui empirera la situation.

Ils ont été surpris de la décision de ne plus accepter les accords circonstanciels.⁹ Et Pierre, pour faire "contre mauvaise fortune, bon coeur", déclarait: Pourquoi prendre cette décision, puisque c'était juste *quand nous le faisons*?

Bernard est beaucoup plus prudent. Pierre parle, fait et dit les bêtises des autres, quant à ceux-ci ils cherchent "le milieu juste". Bernard le trouva ainsi: "Hier c'était juste. Aujourd'hui la situation a changé, il faut donc modifier." Ils durent cependant reconnaître, car j'en avais les preuves, que cela durait toujours et encore maintenant. Longue discussion; ils s'inclineront, mais j'ai très peur qu'au fond il n'y ait rien de changé. . . ou bien qu'en paroles. . .

Mais la perle fut la décision relative aux élections: Principes: listes du parti¹⁰ et *ne pas parler des très, très rares exceptions*. Un cri de Pierre [Sémard] donna la note: "Alors, ce sera du propre, on est fou là-bas! On ne connaît rien!"

De Bernard, plus de prudence, mais même sentiment. Mais voici la conclusion: "Il nous faudra donc examiner beaucoup d'exceptions, sans doute."

Le 22 mars 1927 (Suite)

Mon cher camarade,

J'ai dû interrompre ma lettre, appelé en hâte pour une réunion des Transports en commun de la Région parisienne. Je la continue, et elle aura d'ailleurs plus d'intérêt, car, sur plusieurs points, j'ai d'autres confirmations de ce que nous avons marqué à Moscou. Les observations faites ont eu quelques résultats. Ainsi, dans beaucoup de réunions, parlant de l'unité politique,¹¹ on marque l'impossibilité de l'unité des deux partis, Parti socialiste et Parti communiste. Mais, en fait, peu d'explications qui sont données; partout pendant quelque temps ce sera le ton, ce qui n'empêchera pas les fautes commises de faire leur petit chemin. Le ton changera pendant quelque temps, mais rien d'essentiel et de profond ne sera modifié. Répétition des mêmes bêtises, lors du remplacement de Suzanne [Girault]¹² où fut brûlé ce qui était adoré hier, mais où, au bout de quelques mois, pas mal des mêmes méthodes réapparaissaient.

J'ai revu Pierre [Sémard] et Bernard; ils ne cherchent pas la discussion et au contraire font tout pour l'éviter. C'est à peine si j'ai réussi à leur faire accepter qu'ils lisent le projet de lettre que j'avais et qui ne devait subir que de petites modifications (j'attends de toi des nouvelles sur la discussion). Mais ils ne discutent pas. Hier, j'ai parlé près de deux heures sur le travail syndical, mineurs, cheminots, etc. . . , rien, ils sont passifs, ils se contentent d'enregistrer la carence de la direction de la Fédération unitaire des mineurs. En revanche, ils ont bourré copieusement le crâne à nombre de copains, les énervant, suscitant leurs observations et critiques, contre la méconnaissance de la situation en France par le secrétariat des pays latins, et même des membres de la délégation française. . .

Cependant, pas mal, à travers toutes leurs réticences, perçoivent que tout ne doit pas être pour le mieux, et cherchent à connaître. Ainsi, Garchery¹³ m'a longuement parlé. "Que pense-t-on de notre action à M[oscou]? De notre tactique électorale? De la situation en France?" Puis, ensuite, vient de soi-même la critique sur la nonchalance de la Confédération générale du travail unitaire, sa méconnaissance des nécessités, ... enfin, pas mal de critiques toutes faites à mi-expression ... car il faut être prudent. Tu as dû voir dans les derniers procès-verbaux du Bureau Politique (3 et 10 mars) que je partage avec toi les attaques. J'ai cherché à faire préciser le caractère ... dangereux de mon intervention (d'après Thorez) sur la *question russe*.¹⁴ Il ne me fut rien répondu. En revanche, comme je parlais avec des membres du Comité central (Demusois,¹⁵ Midol, etc. .) et que je leur demandais leur impression, ils me répondirent ce qui avait été dit déjà par certains, qu'elle fut déterminante pour pas mal de camarades, tels Fayet, Vassart, Rabaté.¹⁶ Avec Demusois j'ai longuement causé et comme je lui déclarai quelle était la pensée de certains sur cette fameuse intervention, il fut outré. Je lui rappelai certains passages de ce Comité central et lui déclarai que, dans le sténogramme, ils ne se trouvaient pas; d'un tel tripatouillage il tira cette conclusion: "Au Comité central, on vote encore par obligation, mais il n'y a rien de plus." Tu peux voir par cette déclaration que le mal est plus profond qu'on ne le pense.

Passons à un autre sujet de discussion: l'unité syndicale et la Fédération des cheminots.¹⁷ Là seulement je réussis à provoquer quelques discussions.

a) Bernard de cela, ne connaît rien, ou les choses les plus générales (et il est le responsable du travail syndical avec Berrar);¹⁸

b) Pierre [Sémard], tout d'abord, contesta tout: "D'unité dans cette fédération? Allons donc! Rien, quelque chose de malsain, à la base, et, au sommet, des manoeuvres." Je dus faire tout un exposé et montrer que la situation était mieux connue de nous, qu'elle ne l'était d'eux. Le ton alors changea. Ce n'étaient pas des méthodes de travail que de voir l'Internationale communiste et sa Commission syndicale s'intéresser à ces questions. Cela regardait les partis. La note qui se dégage, c'est qu'ils ont tiré sur la question syndicale, à l'Exécutif, des conclusions fausses, qu'ils les ont transportées ici et qu'ils se sont engagés dans cette voie, servant ainsi Gaston [Monmousseau] et pas mal d'autres. Si je prenais les déclarations qui m'ont été faites à la lettre, il faudrait abandonner tout travail pour l'unité syndicale. Mais là, leur faiblesse

s'est avérée encore plus profonde que partout ailleurs. La discussion avait été orageuse dix minutes, lorsque Pierre [Sémard] l'avait prise de haut, puis elle est tombée et enfin ils ne cherchèrent plus aucune observation.

Ce ne fut qu'à la veille de la baisse des salaires des mineurs¹⁹ qu'ils s'intéressèrent à la question; ils demandèrent à Kirsch,²⁰ le secrétaire fédéral: "Que vas-tu faire?" Gaston parut très exigeant, puis... ensuite, quand la colère est enregistrée au procès-verbal, alors on laisse courir... N'a-t-on pas tout fait pour l'officiel? Un exemple te le démontrera! C'est Caralp²¹ qui a préparé leur circulaire à nos régions pour les syndicats de mineurs, mais ni Berrar, ni Bernard ne s'en étaient inquiétés! Je tiens ceci de Caralp lui-même. Il est profondément dégoûté, surchargé de travail, il assure à *lui seul* toutes les fractions fédérales (les responsables du travail syndical ne s'en inquiètent pas), – de plus, Gaston [Monmousseau] tâche de le noyauter – on parle d'une baisse probable des salaires des cheminots. Il fallut que cette question fut soulevée par Demusois et moi à la fraction de la Commission exécutive des cheminots. Quelques aperçus de cette réunion te montreront mieux la situation dans les cheminots.

La Fédération confédérée a lancé un referendum pour l'unité syndicale sur le Réseau Etat! Deux questions: Pour l'unité syndicale – Etes-vous d'accord et voulez-vous la réaliser dans l'indépendance du mouvement syndical?

Enfin: Etes-vous partisan du cumul des fonctions syndicales et politiques?

Note que ce referendum est lancé sur tout le Réseau Etat par les confédérés, mais aux unitaires et aux confédérés.

Et d'après nos camarades de la Commission exécutive, de 70 à 80% des unitaires répondent favorablement (nous avons là 22.000 syndiqués).

Pour limiter la manoeuvre, nos camarades doivent donner l'indication: "Participons au referendum (pour ce cas exceptionnel), mais sur tous les réseaux" et modifier et rapporter d'autres questions.

Au fond, nous sommes entraînés, malgré les affirmations de notre grand stratège Gaston.

J'ai interrogé les représentants des autres réseaux. Pour le Nord, nous avons vu très juste. Nos camarades furent roulés et la Fédération confédérée put gagner du temps et lutter contre le courant d'unité. Sur quarante-six syndicats confédérés présents à Lille, vingt votèrent

pour envoyer des délégués à la conférence mixte qui devait se tenir, soit presque 90%. D'après nos camarades, le referendum, s'il est lancé par les confédérés (les premiers sur ce réseau), nous serons en mauvaise posture.

Sur le Paris-Orléans, semblables manifestations, mais moins prononcées, sur le Midi et l'Est, également. J'ai, devant la fraction, exprimé ce que je pensais de la situation et mes propositions. Grande fut ma surprise de voir abonder dans le sens de mes propositions *tous* les camarades présents. Un camarade de Paris, Clapier, déclara même: "Si nous ne voulons pas regarder le problème de la fusion, il se fera sans nous et malgré nous." Je dus moi-même modérer l'ardeur un peu grande – car ce fut comme un éclatement d'obus, comme un sentiment que tout le monde a, mais qu'on n'ose exprimer, car ce serait le désaccord avec ... le Bureau confédéral. D'ailleurs celui-ci pense bien que Racamond aura fait modifier notre position à l'Internationale communiste. Enfin, les deux cheminots ne sont pas encore désignés et, comme ce sera sans doute Midol ou Demusois et Clapier, ce ne serait qu'après le C[omitée] C[entral] qu'ils iraient à l'I[nternationale] S[yndicale] R[ouge].

Il y a en général comme cela beaucoup de mécontentement, mais on n'ose l'exprimer. D'une petite manoeuvre, je dois te faire part. Pour que je ne puisse me rendre compte aux jours de libre, outre les sessions du Conseil municipal, de l'état de notre parti dans les gros centres, on voulait me coller le Bureau d'organisation! Evidemment, cela n'a pas pris et je pense voir le Nord, qui va paraît-il de mal en pis. (Régions de Lyon et Marseille).

Je n'ai que de vagues renseignements sur les effectifs.

Pillot²² a été dans le Nord. Il m'a déclaré qu'il n'y avait pas de cellules. Bernard ne m'a pas caché que la situation y était sérieuse.

Pillot arrive de Limoges: tout est désorganisé. Un rayon a repris seulement un tiers des cartes de l'année passée et, comme je lui déclarais qu'un rapport envoyé nous marquait 10.000 cartes de plus que l'année passée, il me répondit que partout où il avait été, la situation était mauvaise.

Cependant, je suis prudent sur ce chapitre, car je ne puis apporter de constatations faites par moi.

Dimanche dernier devaient se tenir des conférences de rayons dans la Région parisienne. Elles ont toutes été un fiasco (déclaration de Bernard) *en raison du beau temps*. Certaines même ne sont pas tenues et

ont été remises. En revanche, je pense que le meeting du Cirque d'hiver²³ sera un succès, car il y a dans ce prolétariat parisien une grosse émotion provoquée par les victoires de Changai²⁴ et aussi les projets Boncour²⁵ et la situation en France.

Au milieu de toute cette situation, je suis perplexe. Mais je pense que certains des problèmes posés par nous ouvriront les discussions et que la conférence de juin pourrait être un bon début. Mais ici on ne semble pas enchanté de ma présence en France. Le Bureau politique n'a fait que confirmer la demande de la fraction du Conseil municipal²⁶ pour ma présence ici.

Encore une dernière observation de Demusois. Parlant des bruits qui avaient couru après l'Exécutif élargi sur ma situation,²⁷ il m'indiquait que cela n'avait été ni cru, ni accepté et que beaucoup sentent que quelque chose n'est pas clair et attendent. Ce camarade est sérieux, travailleur. Les observations de Midol sont les mêmes.

Pour conclure, mon impression personnelle: il y aura peu de changements dans la politique du Bureau politique. Les méthodes de travail (*très, très bureaucratiques*) actuelles continueront. En paroles, nous aurons satisfaction... quelque temps. En fait, non. Mais devant le Comité central²⁸ et à la conférence de juin,²⁹ des problèmes seront posés et nous pourrons alors, peut-être espérer un redressement provoqué par la base... et avec retardement sur les événements.

Je t'écirai après le Bureau politique de jeudi.

Pas encore vu E.³⁰ Sans doute est-il absent.

Le Comité central est pour les 7 et 8 avril.

Bien cordialement
Amitiés
J. Crémét

(H.-D. 0297. Autographe)

315. P. TOGLIATTI À J. HUMBERT-DROZ*

[Paris] 25 marzo 1927

Caro compagno Humbert Droz,

Ho ricevuto, a diverse riprese, le lettere di informazione e il materiale

* La lettre a été publiée dans *Il contrasto*, pp. 242 et suiv.

che mi hai inviato. Ti ringrazio vivamente, soprattutto per l'invio del materiale relativo alla discussione sul Partito francese, che interessa noi tutti molto da vicino.

Il nostro lavoro procede abbastanza bene. Credo avrai visto la decisione che abbiamo presa circa la "rotazione"¹ degli elementi del nostro uff[icio] est[ero]. Credo sia la migliore soluzione al problema abbastanza difficile da risolversi di non creare un distacco tra la parte dell'ufficio politico che é fuori e quella che é dentro. Ti prego di comunicarmi se costí non si sono fatte obiezioni a questa nostra decisione.

Da ultimo ti prego, se puoi, di adempiere la promessa che ci hai fatto di scrivere un articolo per la nostra rivista.² L'articolo dovrebbe essere fatto per la prima parte della rivista, nella quale pubblichiamo articoli "originali" di esposizione e discussione. La lunghezza sulle dieci pagine di stampa. Il tema puoi sceglierlo tu. L'articolo naturalmente dovrebbe apparire solo sulla nostra rivista, dalla quale altre riviste comuniste potranno riprodurlo. Siccome ci proponiamo di fare uno studio attento delle diverse correnti e tendenze della socialdemocrazia, forza potresti scriverci sulla evoluzione che ha portato la socialdemocrazia svizzera a tornare alla Seconda Internazionale. Naturalmente se credi che il tema, svolto con riferimenti agli atteggiamenti internazionali della socialdemocrazia, possa essere di interesse generale. Altrimenti scegli tu il tema. Puoi, naturalmente scrivere in francese. Noi tradurremo. L'articolo per apparire nel terzo numero, dovrebbe essere in nostre mani verso il 20 di aprile. Altrimenti apparirà nel quarto numero.

Saluti a tutta la tua famiglia.

Ercoli

PS; - Abbiamo inviato Piccini³ per il MOPR, quantunque sappiamo che le sue qualità non sono le più indicate per quel lavoro, che immaginiamo essere un lavoro esclusivamente di ufficio. Qualora si ripresentasse costí la possibilità di dare a Piccini una occupazione più conforme con le sue attitudini, ad esempio, alla AGITPROP, come se ne era parlate una volta, ti preghiamo di informarcene perché noi possiamo fare il necessario per il passaggio.

(H.-D. 0079. Original)

République française
Liberté-Egalité-Fraternité
Paris, le samedi 26 mars 1927

Conseil Général
de la Seine

Mon cher camarade,

J'attends toujours de tes nouvelles pour savoir comment va la discussion et l'étude de la lettre au Parti communiste.¹ J'ai bien eu quelques renseignements par notre camarade Margot² mais trop rares et trop brefs. Je sais que la question n'a dû être discutée au Présidium que le 25, et que nos bons amis de la délégation, signataires de la lettre, s'évertuent à la démolir. Rien là qui nous surprenne, hélas! Ce qui serait grave, c'est que la commission ou le Présidium les suive sur ce terrain.

Je ne le pense vraiment pas.

Tu as dû recevoir une longue lettre déjà, et je te donnais quelques aspects de mes premières rencontres.³ Comment cela va maintenant? Je suis l'objet de beaucoup d'attention et de prévenances. Aucune attaque. Si, au secrétariat, je pose une question, on me donne satisfaction, – quitte à n'en rien faire après. Au fond, on attend et je pense que l'on espère jouer, gagner du temps et trouver quantités d'exceptions à toutes les questions de principe que nous aurons posées.

Mais passons un peu à l'étude de quelques réunions auxquelles j'ai assisté.

Réunion du Bureau Politique de jeudi. – Il devait être étudié a) la situation en France et internationalement; b) affaire de Chine; c) projets militaires et campagnes du parti.

De tout cela, rien n'a été fait. La veille, Suzanne [Girault] avait envoyé une lettre au secrétariat⁴ où elle apporte des critiques très violentes et dont certaines sont exactes. Elle a fait une excellente manœuvre politique (au nom de l'opposition). Ces critiques (non pas que je les retienne comme elle les a formulées et toutes) sur la passivité du parti, sur les défaites que subit le prolétariat français et sur les résultats d'une activité trop faible, partent de données politiques fausses et aboutissent à des conclusions fausses. Je puis te les résumer ainsi

fidèlement: "Toutes les faiblesses que j'ai démontrées sont graves, car nous sommes à la veille d'une situation extrêmement grave" (pour Suzanne [Girault] cela veut dire période révolutionnaire très proche) et elle précise et répète plusieurs fois dans ce sens: "Il faut donc apporter des remèdes", élimination de membres trop lourds du Comité fédéral, qui doit agir rapidement et rassemblement de toutes les activités politiques (ses amis, Cadeau,⁵ etc.).

Tu vois donc exactement le sens de ses observations. Nous sommes à la veille d'une situation très très proche d'une gravité exceptionnelle, il nous faut continuer avec un organisme adapté à cette situation. Mais, si nous éliminons toutes ces erreurs, que reste-t-il? Qu'elle a pris les faiblesses du parti depuis la venue de Poincaré⁶ et qu'elle les exploite contre la direction! Et à quel moment fait-elle cela? A la veille d'une lettre de l'Internationale communiste au Comité central lui demandant d'activer son travail dans tel ou tel sens. Je suis persuadé (et je crois voir à peu près le chemin suivi par les renseignements) qu'elle a eu vaguement connaissance des critiques faites de Moscou au parti et, avant la venue de la lettre, elle a ainsi marqué le coup! Faussement sans doute, mais ainsi elle peut troubler beaucoup. Ce qu'ont fait les camarades au lieu de lui donner une réponse politique, c'est la bataille personnelle, *la revanche*. Ils nient tout, leur faire une critique, une observation, allons donc! Nous avons fait tout ce qu'il faut, l'Internationale communiste l'a dit à son dernier Exécutif,⁷ voyez *résolution définitive*, et puis nous n'avons pas à accepter rien de vous, vous nous avez trop malmenés!

J'étais dans une sale position.

Apporter là, devant elle, avant d'avoir discuté avec le Bureau politique de nos observations, cela aurait été pour elle une arme terrible. Nier, rejeter tout et donner le mea culpa, je pense que c'eût été aussi mauvais. J'ai demandé à ce que Suzanne continue, fasse ses observations et que le Bureau politique discute. Mais cela ne fut accepté qu'après que Monm[ousseau] et Pierre [Sémard] eurent bien polémique *personnellement* et de la façon que je te souligne plus haut.

Mais cela dura bêtement trois heures et il n'y avait plus de temps pour rien étudier. J'ai demandé après le départ de Suzanne que l'on étudie notre travail depuis Poincaré, notre activité, et que l'on détermine, en marquant côtés positifs et faiblesses, le travail actuel et que l'on sache dégager nous-mêmes l'autocritique pour ne pas faire plus tard de mea culpa. Ce fut accepté sans observation. Sur la campagne à

préparer, on demanda que je donne au Bureau d'organisation les lignes directrices du travail et que je fixe le plan de l'activité.

Comme je marquais que nous devons poser le Front unique à la base, en raison même des longis du Parti socialiste et de la Confédération général du travail pour pousser plus à gauche les gauches de ces deux organisations, cela fut accepté, mais personne n'en avait parlé avant.

Un rapport avait été voté au Bureau Politique précédent, avant mon arrivée, posant pour le Comité central: 1 – l'unité syndicale, 2 – notre tactique de Front unique, 3 – l'unité politique, 4 – et les élections. J'indiquais le côté trop général des points 2 et 3 et demandais à ce qu'au Bureau politique on en fixât encore les lignes. Accepté. Tant qu'au point 1) je déclarais qu'il faudra discuter le rapport, car je le trouvais d'un vague... le plus grand. On me répondit qu'on acceptait, mais qu'évidemment ce sera la discussion qui fixera définitivement et que ce n'était qu'une base de discussion. Point 4. J'indiquais que cette question était mal posée et que de l'exception (liste au premier tour) on en ferait le principe; d'ailleurs on donne trois *exemples* où on aboutit à *trois exceptions*! De plus, je marquais la position de la discussion à la Commission française et marquais la faute que l'on commettait.

Mais... matériel était parti à l'imprimerie... hésitation... on attendra la lettre officielle de l'Internationale communiste.

Mais une furie très très grande.

Pierre [Sépard] était parti dès mes premières observations.

J'ai marqué aussi à mon avis le sens de l'opération politique de Suzanne [Girault] et le danger que représentait une telle opération... toujours accord... mais on ne sait comment réparer les bêtises et on continue.

J'attends donc avec impatience la lettre, et tous ici d'ailleurs aussi... De plus, n'oublie pas de m'écrire, car tu sais que Maurice [Thorez] reviendra le dernier de chez vous et présentera cela à sa façon; si je ne suis pas averti, cela peut me gêner. Tu connais les interprétations de nos amis quand ils reviennent ici, elles sont parfois bien dangereuses.

Passons à une autre question, amorcée seulement dans ma dernière lettre.

J'ai posé aux deux camarades responsables avec Maurice [Thorez] du travail d'organisation (Pillot et Crozet) cette question: Comment se placent les cartes cette année, par rapport à l'année dernière, *même époque*? Réponse: Dans la Région parisienne, plus lentement, deux

mille de moins que l'année passée, *même époque* – Or, que deviennent nos 10.000 derniers adhérents?

Hélas! je crains que la passoire continue. Je leur ai posée la question ensuite: Et sur le plan national? Ils ne peuvent donner de renseignements précis, mais ils croient pouvoir généraliser.

Crozet le dit nettement, que dans les régions il y a peu de cellules . . . et pas livré.

Quand tu leur demandes: Mais, pourquoi? Quelles sont les raisons que vous donnez? Les réponses partent toutes de l'état d'esprit de camarades qui se croient visés personnellement et qui se défendent, répondent par des généralités et ne veulent pas chercher au-delà!

L'organisation des chômeurs⁸ ne s'est faite qu'à Paris et quelques centres. Il estiment (toujours les mêmes camarades, y compris Marion, sur ces points) que nous avons touché vingt mille chômeurs dans nos comités de la Région parisienne.

Qu'est-il resté? Ils me répondent: rien, ou presque. Pourquoi? Même réponse que ce que je te mets plus haut.

Note que, d'après les copains, la reprise des cartes, plus faible qu'à la même époque de 1926, ne provient pas du chômage, car ils estiment que nous n'avons presque pas eu de chômeurs communistes.

Question syndicale. – Il y a eu Conseil fédéral des cheminots. Les camarades s'engagent dans l'unité syndicale avec le travail revendicatif, lentement, mais dans notre ligne. Mais, là encore, on attend – Racamond étant à Moscou – la lettre sur cette question. Mais, comme je te dis, les meilleurs militants croient justes les propositions étudiées et faites par nous à l'Internationale communiste.

Sémard me disait: Midol est venu à ce Conseil fédéral une heure, mais il a parlé dix minutes de la façon la plus détestable, jetant un grand trouble et gênant le travail engagé! Ils sont très mécontents. En revanche, Gaston aurait eu un bon exposé. . . . oh! il n'allait pas loin, mais il y avait progression, il ne se dressait pas contre la ligne qui se dessine.

Cependant je t'indique, le problème n'est pas posé ouvertement comme nous l'avons étudié, car on attend la lettre et la ratification de l'Internationale syndicale rouge.⁹

Voici à peu près tout pour le moment. A l'Hôtel de Ville, je participe aux commissions, ce qui ne s'était pas encore vu! Aucune grosse question n'est posée dans la session en dehors des questions administratives. Nous pensons pouvoir poser la question du chômage et les autres

grandes questions . . . mais jusqu'ici, cela ne vient pas et nous n'avons pas trouvé le joint. Cela me permettrait une intervention dans un joli tumulte, c'est certain.

Dans quelques jours, je t'expédierai une autre lettre. J'attends impatiemment de tes nouvelles.

Bien cordialement

J. Crémet

(H.-D. 0298. Autographe)

317. J. CRÉMET À J. HUMBERT-DROZ

Paris, le 2 avril 1927

Mon cher Camarade,

J'ai eu connaissance d'une lettre de Thorez au secrétariat, nous faisant connaître le recul de la question française d'une huitaine de jours, en raison de la maladie de Boukharine.

De plus, on annonçait, dans ce même courrier, les sténogrammes de la réunion (ton discours, ceux de Martel,¹ d'Albert [Treint] et le mien). Je m'attendais donc à un commencement de bataille, ou tout au moins à un peu de tension dans les rapports. Rien de cela. J'ai été surpris par le dernier Bureau politique (jour même de la réception du matériel ci-dessus), et celui d'hier soir (séance exceptionnelle). Mettons un peu d'ordre dans ce qui s'est passé depuis ma dernière lettre.

Je t'avais indiqué qu'à part ma première séance au secrétariat, (où il y avait eu quelques phrases échangées un peu durement), par la suite, les rapports s'étaient vite améliorés.

Pierre [Sémard] et Bernard ont pris connaissance de la lettre. Ils n'en cherchent pas trop la discussion; d'une part, ils espèrent des modifications (avec Thorez); d'autre part, ils ne veulent pas faire la lutte contre Comintern.

J'ai réussi, comme tu l'as vu, que le ton change un peu, de notre *Humanité*. Sur la campagne engagée par Pierre [Sémard] contre les socialistes,² je n'ai cessé (après des interventions amicales, conversations, etc.), de faire pression pour modifier le ton de la polémique (première partie) où il était bien difficile, pour l'ouvrier qui n'a pas lu les articles

de Blum,³ de comprendre quelque chose. Maintenant cela va mieux. Mais il a fallu ménager bien des susceptibilités. Comme tu as pu le voir, nos interventions sur l'unité politique, ont produit leurs effets (dans l'*Humanité*). Et comme si rien ne s'était produit, du ton le plus tranchant on déclare: "unité politique" allons donc! La question ne peut se poser.

Dans le parti, comme rectification ... là, je suis moins sûr. J'ai en vain cherché une précision par rapport à Tours.⁴ Je cherche toujours. Et quand on regarde le papier préparé par le Bureau politique pour le Comité central sur l'unité politique ... et l'exemple de Tours, on voit que l'on prend mille précautions ... pour parler ... de la faiblesse ... de l'imprécision ... qui a régné à Tours. On n'ose affirmer la condamnation de la faute ... que l'on a commis la veille; on emploie des termes ... diplomatiques. Cependant, comme je te l'indique, il y a ... au moins en articles, une rupture avec les erreurs de la veille sur cette question.

Je t'ai dit, dans ma dernière lettre, que les rectifications qui allaient être faites ne seraient, d'après moi, que provisoires – et qu'il faudrait continuer sérieusement l'étude de l'activité de notre parti, et apporter la collaboration de l'Internationale communiste pour ne pas les voir recommencer.

En effet, un autre exemple me montre que je dois voir juste, c'est la question syndicale.

Je t'ai indiqué l'accord de la fraction de la Commission exécutive des cheminots avec nos propositions. Au dernier Conseil fédéral, elles ont été examinées et acceptées comme perspective de travail.

Un camarade de cette Commission exécutive me faisait part du petit incident suivant. Gaston [Monmousseau], après une séance, lui demanda: "Comment as-tu abouti à de telles conclusions? C'est toi qui les a faites?" Le camarade répondit qu'en effet, c'était lui qui avait fait de telles conclusions, qu'elles provenaient de l'expérience qu'il tirait des dernières manifestations de l'unité dans les cheminots;⁵ qu'enfin il croyait tracer là une tactique juste. Jusque dans quelle mesure Gaston [Monmousseau] a-t-il cru à cette réponse? Je ne le sais! Mais le camarade m'ajoutait: "Si j'avais répondu que c'est le résultat de nos discussions avec toi, il se serait cabré," – C'est clair.

Or, le dernier fait de *très très grande importance*.

Hier, à la séance exceptionnelle du Bureau Politique, Gaston nous annonce une proposition que le Comité confédéral national unitaire fera au Comité confédéral national confédéré.⁶

“La voici, résumée.”

“Jusqu’au bout nous voulons montrer notre désir d’unité ... et pousser les concessions ...”

“Nous proposons donc au Comité confédéral national confédéré la *fusion des syndicats unitaires dans les syndicats confédérés* ... etc ...”

Les seules conditions sont : – Tous les membres des syndicats unitaires, sans exception, doivent être acceptés.

Aucun refus pour délit d’opinion.

Aucune perspective d’exclusion pour les minorités actuelles et de demain.

Une réunion générale des syndicats aura lieu 15 jours après, avec la participation de tous les syndiqués, pour déterminer la direction du syndicat et son orientation. Le congrès de la Confédération générale du travail dans un délai de x mois ... pour déterminer l’orientation de celle-ci et son activité dans la crise présente.

Tu dois penser qu’un des plus surpris d’une telle proposition fut encore moi.

Je fis quelques remarques de détails, et acceptai la proposition qui nous était soumise. Cependant, pour bien voir le sens de cette proposition, je posai quelques questions ; car je craignais que ce soit un moyen pour fermer toute action, comme celle des cheminots. Je crois avoir touché juste ... et ... déjoué ... l’opération. De cette proposition vous tirez bien quelques lignes générales, disais-je ? Accentuation du courant de l’unité syndicale.

Clarification de cette question dans la vieille Confédération générale du travail.

Conséquences immédiates mais moins rapides sur certaines fédérations où le courant de l’unité est déjà très développé.

“Ne nous fermons pas la porte pour l’examen de ces problèmes qui se présenteront demain.”

J’avais touché juste. Réponse très générale de Gaston [Monmousseau]. Nous ne pouvons savoir ! J’ignore ce que feront les bonzes confédéraux ! Unité révolutionnaire, etc., etc. ...

Mais la gêne était évidente ! Je marquais évidemment que je ne voulais pas être prophète, mais qu’une proposition aussi importante ne se fait qu’après avoir examiné certaines de ses conséquences ... etc ... Enfin, acceptation de mes propositions.

C’est, à mon avis, toujours la même politique d’impressionisme, ou ce qui est aussi dangereux, de redressement pour donner satisfaction,

mais, à mon avis, sans qu'il y ait un accord véritable sur les raisons politiques et les conséquences.

Autre exemple! – A l'avant-dernier Bureau Politique, il y eut examen de la situation en France! – on reprend les méthodes Treint où des analyses à l'infini, à chaque Bureau politique, sont faites et où, de huit jours en huit jours, on modifie son opinion, alors que les caractéristiques de la situation ne changent pas encore si rapidement.

J'avais vu, au procès-verbal du Bureau politique précédent, que la situation était renversée, le chômage était en baisse rapide, etc. . .

Là encore répétition, par Pierre [Sémard]! Je fis remarquer par des exemples, qu'il serait dangereux de donner à nos régions une politique d'impressionisme se modifiant ainsi du tout au tout . . . sans raisons véritables . . . et je fis remarquer les notes les plus récentes des principales industries, reconstitution des stocks, amélioration relative . . . etc.; élargissement du chômage partiel . . . baisse des salaires (*elle avait été contestée*), retard de notre action pour les mineurs, textiles et comment combattre Suzanne [Girault] sur ces points au Comité central. Satisfaction me fut donnée par Pierre [Sémard] . . . et jusqu'à Gaston [Monmousseau] qui, après ces réponses . . . "Suzanne ne nous fait pas peur . . . pas d'autorité, . . . etc, etc . . . nous avons tout fait . . . j'ai confiance . . ." et enfin que je suis d'accord avec les remarques de Cr[é]met]." C'était, de la façon la plus diplomatique, un recul de leur part, et au moins la promesse de faire différemment. Voici, mon cher Droz, quelques actes derniers de notre parti!

Maintenant, je dois te dire que le problème de la Commission syndicale reste toujours ouvert. – Bernard et Berrar *responsables* tous deux n'y paraissent pas: le premier pas du tout, bien que ce soit à quatre mètres de son bureau. Caralp fait tout ce qu'il peut, mais c'est insuffisant. Il est là, non pas pour un travail du parti, mais comme un camarade chargé d'aider le mouvement syndical. C'est nettement insuffisant et différent de ce qu'il doit faire! Au Bureau d'organisation alors, c'est presque un petit scandale! Pillot est là avec Crozet. Tous deux parlent, causent, écrivent. Mais toute la vie du parti et leur travail, ils les voient . . . à travers leurs chaises . . . Rien sur l'action au jour le jour . . . et encore moins sur celle à préparer. De la documentation??? Un comble!!! Des exemples! Pour la campagne de recrutement et d'agitation qui devait commencer le 23 et s'étendre au 1er Mai (ensuite j'avais fixé le travail à continuer), il fallut que ce soit *moi seul* qui prépare la circulaire politique qui devait être faite par le secrétariat qui prépare et étudie com-

ment cette campagne pouvait se mener (*sur le base des décisions du Bureau politique évidemment*), enfin qui prépare ... tout l'exposé général du travail à faire par nos rayons, sous-rayons, cellules et fractions. Comment ils doivent travailler à la base. Rappeler les côtés positifs de la dernière campagne ... et enfin ... les côtés négatifs, et surtout tout ce qui avait été négligé!

Gentiment on déclara: Cr[émet] dirigera tout cela! Cela m'est difficile, très difficile, car j'ai du matin au soir à régler des choses à l'Hôtel de Ville ... et combien! Puis il y a des commissions en permanence pendant les sessions puis les séances ... où je travaille à ce qui m'a été demandé ... pendant que ces messieurs bavardent à n'en plus finir.

Or, hier soir, les propositions d'unité ont tout bouleversé le travail préparé pour la campagne. Si nous formions en effet un comité d'action pour le 1er Mai, nous nous coupons du courant de gauche qui sera influencé par les chefs de la Confédération générale du travail, qui se serviraient de cela pour reculer et enrayer le mouvement d'unité. De plus, la campagne devait être la nôtre, Parti communiste, Jeunesse communiste, Association républicaine des anciens combattants, Confédération générale du travail unitaire, et non une campagne de front unique; nous voulions, en continuant largement le travail journalier de front unique faire notre travail à nous et une grande exposition de toute notre pensée et de nos mots d'ordre (sur les questions posées, loi militaire,⁷ Chine,⁸ situation en France); or, certains posent la question de la défense nationale, de la solidarité avec les mouvements nationaux révolutionnaires, etc ... C'eût été bien de faire notre campagne à nous, pour le 1er Mai qui tombe un dimanche, cela renforçait et éclairait notre position dans la tactique de front unique de chaque jour. Mais évidemment, presque tout ce qui est préparé est foutu en l'air! – Il faut maintenant réparer – Quand vais-je partir d'ici??⁹ Les copains sont tellement ... embarbouillés ... qu'ils devaient vous demander ... de me laisser jusqu'au 1er Mai. Je crois que cela aurait quelques bons résultats. Il faudrait me répondre ici par dépêche dès que la proposition du Bureau politique arrivera. En tout cas, la session municipale ne se terminera pas avant le 15 ou 18 de ce mois, et c'est toujours au dernier moment ... les gros morceaux ... De plus en plus, je crois que tu devrais tâter pour mon retour pour la conférence de juin¹⁰ et au moins huit mois ici.

Il y aurait, je pense, de bons résultats à obtenir, pour continuer le redressement commencé.

Envoie-moi donc au plus vite un mot.

J'ai eu quelques données sur les effectifs de la Région Parisienne. On ne peut dire exactement le chiffre de cartes placées; mais il est, me semble-t-il, *supérieur* à celui de 1926 de plusieurs centaines, peut-être plus de 1000. – Ce qui te démontre que le Bureau d'organisation nage .. nage.

Bien cordialement
Amitiés
J. Crémét

(H.-D. 0299. Autographe)

318. J. CRÉMET À J. HUMBERT-DROZ

Conseil municipal
de Paris

République française
Liberté. Egalité. Fraternité.
Paris, le mardi, 5 avril 1927

Mon cher ami,

Quelques lignes avant le Comité central¹ qui aura lieu demain et après lequel je t'enverrai une autre longue lettre.²

Celui-ci n'aura pas toute l'importance que nous lui accordions puisque la lettre que nous pensions qui lui aurait été distribuée ne sera pas encore arrivée. Et, je ne puis évidemment parler du projet de lettre. Maurice T[horez] n'est pas encore arrivé, et cependant dans sa dernière lettre, Margot m'en faisait pressentir le retour prochain. Le retard si long ne permettra pas d'éclaircir la situation avec autant de netteté. Les trois grosses questions qui viennent sont, je te l'ai dit déjà

- a. Situation nationale et internationale, tâches immédiates,
- b. Unité syndicale,
- c. Unité politique.

Je t'ai mis au courant de mes interventions, toutes acceptées sur les deux premiers points.

Sur le troisième, ils ne semblent pas exactement se rendre compte des bêtises de Tours,³ et les derniers articles de Pierre [Sémard]⁴ sont peut-être un peu moins "théoriques" (c'est ainsi qu'il avait baptisé les premiers) mais un peu plus concrets pour les lecteurs de *l'Humanité*.

Je reste sur les impressions données lors de mes dernières lettres et qui peuvent se résumer ainsi: "Les modifications sont faites, non pas tant en raison de leur compréhension, mais parce qu'il faut les faire."

L'erreur reste à la base, et nous pourrons à tous moments la retrouver. J'en ai eu un exemple bien précis à la réunion de la fraction du Comité confédéral national

(dimanche soir)

(à peine une trentaine de copains, contre le double voici six mois).

Gaston [Monmousseau] a fait savoir la proposition d'unité syndicale.⁵ Pour y arriver, il a fait un équilibre prodigieux, qui en disait long sur l'idée qui l'a poussé à faire cette proposition.

Pour vingt sur trente, la conclusion fut celle-ci: (Je te cite des paroles de copains, à moi dites) Gourdeaux, Ceeux, Doucet, Demusois, Mathieu, Vassart, Caralp, Porruse etc, (même Brisset⁶ et Herclet qui sont venus me sourire); "Tiens, trois mois après, on rentre dans la tactique posée par Crémet⁷ à l'Exécutif et que l'on voulut nous faire condamner ici au Comité confédéral. Heureusement que cela n'a pas pris."

Mais le sentiment que Gaston [Monmousseau] ne faisait là qu'une opération à contre-cœur fut très développé, en raison de l'incident suivant: Il avait dit dans son exposé que cela était le maximum de concessions, l'ultime, et qu'il y aurait la preuve que... et qu'il nous faudrait donc renforcer...

Une réaction d'une extrême violence se fit contre cela, que Doucet, Demusois intervinrent disant non, nous continuerons de nouvelles propositions, nous ne nous fermons pas la porte, etc.

Acception unanime de cette protestation, sauf Fargue⁸ des dockers, et un ou deux autres. Fargue signale qu'après cette proposition, nous tirerons l'échelle, et que ce sera le développement de l'unité dans la Confédération générale du travail unitaire. Et il cite Dunkerque.⁹ Réaction violente nouvelle des copains contre ce qui s'est passé à Dunkerque.

Gaston [Monmousseau] intervient, ne s'élève pas contre Fargue, montrant bien qu'il n'avait cédé qu'à notre pression et en couvrant Fargue pour Dunkerque a montré nettement qu'il connaissait et avait trempé dans la passation du syndicat de Dunkerque aux unitaires. Sa réponse fut pénible et son autorité, déjà bien réduite, fut encore plus diminuée.

Le samedi, au Bureau politique, j'avais demandé, contre lui, que les

conséquences de notre proposition soient étudiées, et qu'un large travail à la base suive.

Mêmes questions furent posées à la fraction. Gaston sentit qu'il ne fallait pas s'y opposer et donna une réponse des plus générales. Je vais savoir aujourd'hui la réponse des confédérés et au Comité central, nous allons avoir à *donner le travail à faire* maintenant.

*Le Peuple*¹⁰ publie une grande manchette pour les propositions d'unité.

J'ai dû me fâcher vis-à-vis des bougres du B[ureau] d'o[rganisation] qui ne foutaient rien ou presque: Enfin, j'ai eu satisfaction dans le travail demandé, aujourd'hui.

A bientôt de tes nouvelles.

Quelles que soient les décisions: maintien de mon retour¹¹ à la fin de la session municipale, vers le 15 ou que je reste au moins jusqu'à la première partie de la campagne, le 25. Fais répondre par dépêche.

J'attends avec impatience une lettre de toi.

Bonnes amitiés et cordialement
J. Crémet

Je dois accomplir pas mal de réunions dans mon quartier. Dans deux de ces réunions de café, j'ai fait dix-huit adhésions. Il n'y a pas d'usines dans ce coin; et je dois voir quel est le travail de la cellule de rue. J'ai fait une cellule des Transports en commun de la Région parisienne. Tu vois, excellente situation.

cordialement
J. Crémet

(H.-D. 0300. Autographe)

319. J. HUMBERT-DROZ À P. TOGLIATTI*

Moscou, 8 avril 1927

Mon cher,

Excuse-moi d'abord d'avoir laissé passer plusieurs courriers sans

* En partie publié dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', pp. 248-250 et dans id., Mémoires, II, pp. 279-281. Entièrement traduit en langue italienne dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 243-247.

t'écrire. Nous étions ici avec des effectifs très réduits: pas d'Allemands, pas de Tchèques, Kuusinen en Allemange pour le congrès du K.P.D.,¹ Crémet loin. C'est dire que le travail retombait sur les quelques camarades (quatre) qui étaient ici. En plus du travail habituel, la question française, quantité de questions syndicales et la conférence de Mopr.²

Je vais essayer de reprendre ma correspondance régulièrement pour te tenir au courant des affaires.

D'abord les choses italiennes:

Nous avons télégraphié notre réponse concernant la conférence pour le conflit albanais.³ La question des dangers de guerre est la première question de l'Exécutif du 10 mai.⁴ D'autre part, l'affaire albanaise semble avoir perdu de son acuité à mesure que grandissent les menaces de conflit avec la Chine.⁵ C'est pourquoi nous avons répondu à votre lettre⁶ d'une façon conditionnelle.

Si vous jugez la situation assez sérieuse, nous vous donnons l'autorisation de convoquer la Conférence.

Il est clair que le travail du Parti communiste italien⁷ doit être intensifié dans la question de la campagne contre la politique de guerre du fascisme et dans l'armée et les classes qui seront susceptibles d'être mobilisées.

Nous avons discuté aussi votre tactique syndicale,⁸ sur la base des matériaux envoyés. Au secrétariat latin, Treint et les Français ont mené l'offensive dans le sens de Lozovsky contre le recours à Amsterdam, contre les pourparlers avec Buozzi, en affirmant que le Parti communiste italien avait fait des fautes graves et qu'il montrait des tendances liquidationnistes(!) très dangereuses, etc.

La majorité cependant, en défendant la ligne suivie par vous, a émis quelques doutes sur l'opportunité de traiter avec Buozzi avant qu'Amsterdam vous donne une réponse.

Ces doutes étaient partagés aussi par vos représentants et ils ont été exprimés dans la lettre que vous recevez par ce courrier. Au Polsecrétariat, Treint a défendu son point de vue et fut appuyé par Kuusinen, non dans le sens que Kuusinen ait considéré le recours à Amsterdam et les pourparlers comme de grandes fautes, mais ses réserves sur ces points étaient beaucoup plus fortes que les nôtres. Boukharine fut d'accord avec moi et Maggi pour ne pas condamner d'une façon directe et absolue les pourparlers avec Buozzi, mais pour attirer votre attention sur ce point dans la forme que nous proposons dans la lettre.

La formule de la lettre atténue plutôt l'opinion du Pol-secrétariat sur ce point.

L'attaque de Treint est du reste une revanche que la délégation française s'efforce de prendre contre le Parti communiste italien, et il faut s'attendre à une critique continue et systématique de la part de Treint au secrétariat latin. – Ça n'a pas d'importance.

Mon opinion est que vous voyez un peu les choses trop à travers les yeux de l'émigration et des problèmes qui s'y discutent.

Vous recevrez aussi une lettre des Jeunesses communistes⁹ qui ont interprété les décisions de votre dernière Centrale comme la volonté de liquider les organisations de jeunes dans les usines. Je pense que leur interprétation est forcée et que le Comité central n'a pas pris ses décisions dans le sens de l'interprétation des jeunes, mais je crois qu'ils ont raison de revendiquer la possibilité de grouper les jeunes des usines en se liant sans doute au Comité antifasciste des adultes et en se soumettant à la discipline de la cellule. Mais, au moment où le fascisme fait tout pour embrigader la jeunesse, il faut développer tout ce qui peut grouper la jeunesse ouvrière autour de la Jeunesse communiste.

Ce sont là des questions secondaires et de détail. En général votre travail marche bien et les nouvelles d'Italie démontrent que la situation pour nous devient bien intéressante et favorable.

Questions françaises :

Je joins à ma lettre copie de la lettre envoyée au Comité central du Parti communiste français.¹⁰ Ce fut laborieux et la bataille violente. Petrovsky a pas mal contribué à aggraver les choses en conseillant les Français et en défendant davantage qu'eux les erreurs passées et présentes du parti. Après une première victoire remportée à la commission française et au Pol-secrétariat, Thorez est arrivé et a tout remis en question ; pendant trois semaines on rediscuta, remania les textes pour aboutir à la lettre ci-jointe. La ligne de la lettre a pu être fixée assez clairement. Limitation du parti envers les partis de la gauche bourgeoise et le parti socialiste, pas d'accords circonstanciels, pas de listes communes avec le Parti socialiste, éviter les dangers d'électoratisme, accent sur le travail dans les usines, fautes dans la crise actuelle, rectification dans la question de l'unité syndicale et politique. Bien que les termes soient adoucis, le contenu est assez net. Les camarades russes, Boukharine en particulier, m'ont rigoureusement soutenu, non

seulement dans le redressement politique de la ligne du parti, mais aussi dans les questions personnelles que Treint et le Bureau politique du Parti communiste français s'efforçaient de mettre au premier plan. Le but était de m'écarter du secrétariat latin, au moins de la responsabilité des choses françaises et de mettre Petrovsky à ma place. Boukharine a bataillé vigoureusement sur ce terrain aussi et les Français ont battu en retraite momentanément. Treint cherche maintenant une collaboration quotidienne avec moi. C'est une vraie lune de miel dont je suis parfois fort embarrassé, mais qui vaut mieux que le boycott précédent. Dans l'intérêt d'une amélioration des rapports entre le Parti communiste français et l'Internationale communiste, et pour chercher à aider la direction du Parti communiste français, on peut bien subir quelques discours de Treint. J'espère du reste que son zèle de jeune marié s'atténuera au bout de quelques semaines, car une telle intimité est aussi anormale que le boycott qui l'a précédée.

Je crains surtout qu'après nos critiques, la direction du Parti communiste français verse le char de l'autre côté et fasse des fautes gauchistes. Certains indices le prouvent. Pour éviter le reproche de passivité syndicale, la Confédération générale du travail unitaire déclenche des mouvements insuffisamment préparés et étudiés, comme la grève des mineurs¹¹. C'est une autre forme de passivité masquée de phrases et de gestes "de gauche", mais la mobilisation réelle des masses, la pénétration et l'agitation dans les grandes entreprises, tout ce travail de base dans la masse est toujours le même, insuffisant, presque nul.

Nous avons pensé te désigner comme représentant de l'Internationale communiste auprès du Parti communiste français. Mais Thorez, au nom de la direction du parti, a prié la délégation russe de n'en rien faire en disant que c'était toujours la même chose. Tu es ainsi classé avec Stepanov¹² et moi parmi les indésirables, les ennemis du parti-! Idel[sohn]¹³ va retourner là-bas comme instructeur d'organisation. Les Français ont réclamé son retour, et pour ne pas aggraver nos rapports réciproques avec le Parti communiste français, on a cédé ce pauvre otage qui aura bien du mal de faire quelque chose, bien qu'il ait maintenant une ligne politique plus claire et l'appui de l'Internationale communiste pour la réaliser.

Affaires belges:

Nous t'avons télégraphié un peu tard¹⁴ d'aller à la conférence des 2 et 3

avril à Bruxelles¹⁵ où devait être discutée la question syndicale. Melnichansky¹⁶ a été là-bas pour les affaires de l'Unité.¹⁷ Il a fait des concessions incompréhensibles à Liebaers¹⁸ et l'on m'apprend que son replâtrage, tout à fait artificiel, est déjà démolì. J'attends d'être mieux renseigné pour t'écrire plus long. J'espère que tu auras pu te rendre à Bruxelles et que tu en sais déjà plus que moi à ce sujet.

Questions syndicales :

La tâche que tu m'as léguée n'est pas facile. C'est une guerre continue avec Lozovsky qui poursuit depuis le Plénum, avec une énergie et une méthode que je ne lui connaissais point, la ligne de Profintern que tu sais. Depuis que je suis président de la Commission syndicale,¹⁹ nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur une seule question. Mon travail consiste à arrêter les lettres et résolutions de Profintern et de faire voter le contraire par le Pol-secrétariat ou le Présidium. Heureusement, Lozovsky est seul de son point de vue et la Commission syndicale assez homogène. Seul Treint fait quelques fois exception et se rallie à Lozovsky.

Mais, le plus délicat est que Tomsy²⁰ et Melnichansky qui pourraient et devraient nous aider ont une ligne opposée à Lozovsky, mais qui tombe dans l'extrême contraire. En somme, il y a trois lignes²¹ en conflit constant et les décisions du dernier Plénum²² ne sont pas assez claires pour trancher les questions nettement. Lozovsky, armé de la résolution sur le renforcement de l'Internationale syndicale rouge mène partout sa politique de scission et Tomsy, appuyé par la résolution sur les groupes d'unité, va vers la liquidation de l'influence de nos partis et de nos syndicats révolutionnaires.

Heureusement, au cours des batailles française et syndicale, mes rapports avec Boukharine et les camarades russes en général sont devenus beaucoup plus intimes et plus fréquents. La collaboration politique qui manquait auparavant est maintenant bien établie et cela facilite mon travail.

Toute notre activité est dominée par les événements de Chine²³ qui se développent rapidement et dont l'importance politique semble échapper en partie à nos camarades d'Occident. L'Angleterre fait tout pour provoquer la guerre et il faut vraiment tout le sang-froid bolchévique pour ne pas tomber dans les provocations et continuer une politique de paix; combien de temps sera-ce encore possible? Les derniers

événements, pillage de l'Ambassade de Pékin et arrestation du personnel sur l'ordre du corps diplomatique, pillage du consulat de Shangai par les troupes anglaises, font penser qu'il sera bien difficile d'éviter la guerre. Il faut absolument que le prolétariat occidental soit alerté et fasse de puissantes démonstrations contre les provocations de l'Angleterre. Nous sommes en général fort inquiets de la passivité de tous nos partis à l'égard des choses de Chine et des dangers de guerre contre la Russie qui y sont liés.

Nos multiples télégrammes et circulaires sont sans grand effet.

Il y a aussi de vives discussions entre la majorité du Parti communiste russe et l'opposition (Radek) dans la question chinoise.²⁴ L'opposition est pour la rupture du front unique dans le Gomindan et le développement de la lutte de classes dans les rangs même du Gomindan avant la victoire sur les impérialistes. Ce serait le suicide; mais il n'est pas douteux que la lutte de classe grandit au sein même du mouvement révolutionnaire et que le conflit intérieur devient de plus en plus inévitable. On s'efforce de retarder l'explosion jusqu'au moment où la victoire sur l'impérialisme sera assurée. Mais sera-ce possible? Les impérialistes qui suivent de près ce processus à l'intérieur du Gomindan s'efforcent de le hâter et d'en profiter.

Je te tiendrai au courant

Cordialement à toi et aux copains italiens
[Jules Humbert-Droz]

(H.-D. 0081. Copie)

320. J. HUMBERT-DROZ À J. CRÉMET*

Moscou 10 avril 1927

Mon cher,

Excuse-moi de ne pas avoir répondu à tes deux premières lettres.¹ Les affaires françaises² dormaient, au moins officiellement. D'abord

* Ce document a été en partie publié dans Humbert-Droz, 'L'Oeil de Moscou', pp. 250-255 et dans id., *Mémoires*, II, p. 281.

renvoyées à huitaine pour permettre à Thorez de s'orienter dans les sténogrammes et les textes, ensuite remises de quinze jours environ à cause de la maladie de Boukharine.

La délégation française fit un nouveau texte qui, à côté d'amendements acceptables, contenait sur le fond des questions une ligne politique opposée au projet de la commission, en particulier sur les points suivants: accords circonstanciels,³ liste avec le Parti socialiste au premier tour,⁴ élections sénatoriales,⁵ unité syndicale. Tout en maintenant la règle générale fixée par la commission, le nouveau texte des Français s'étendait longuement sur les exceptions et donnait ainsi à la lettre une toute autre tendance. L'exception devenait la règle.

Deux séances du Présidium furent consacrées à la discussion qui eut quelques moments dramatiques quand Treint s'aperçut que le texte français avait été falsifié. Il brandit son manuscrit à travers la salle des séances, accusant l'appareil de falsification, etc. Fort heureusement, le texte remis à tous les membres de la commission par Treint lui-même était déjà "falsifié", et la copie avait été faite par Margot! Nous étions ainsi lavés de l'accusation qui retombait sur la pauvre dactylo qui avait effectivement sauté une ligne du manuscrit qui modifiait sensiblement le sens de la phrase. Bref, ce sont là les à-côtés. Dans cette séance, Boukharine fit un très vigoureux discours dont vous recevrez le sténogramme, discours peut-être plus vif que celui de mon intervention au secrétariat latin. Au début, pour débarrasser le terrain des questions personnelles, il déclara qu'il jugeait que j'avais commis une faute en écrivant une lettre personnelle au Parti communiste français,⁶ mais affirma que la ligne politique que je défends est juste, et appuya sur cette ligne par tout son discours. Kolarov⁷ parla dans le même sens. Petrovsky fut faible et Schüller⁸ attaqua plus qu'il ne défendit le Parti communiste français. Pour finir, les Français déclaraient retirer leurs amendements sur les accords circonstanciels, les listes communes et les mots d'ordre sur la main-d'oeuvre étrangère.⁹ Restait seulement le Sénat. Du moment que la ligne fondamentale était fixée et bien fixée, nous avons Thorez et moi cherché à introduire les amendements français dans le texte et j'ai largement admis tout ce qui ne modifiait ou n'affaiblissait pas la ligne fondamentale. Ainsi il a eu une satisfaction de forme. Nous avons aussi, en accord avec Boukharine, modifié le passage sur le Sénat¹⁰ en ne suspectant pas les intentions du parti, de façon que les Français votent le texte sans réserves.

Après avoir ainsi été politiquement bien battus, ils répandaient le

lendemain le bruit qu'ils avaient été victorieux sur toute la ligne parce qu'un grand nombre de leurs amendements avaient été admis.

Thorez est donc rentré avec un texte qui confirme le fond du projet précédent, qui le renforce même par place. Je ne sais comment cela a été accueilli en France et j'attends sur la séance de la Centrale¹¹ des nouvelles avec grand intérêt. Je t'enverrai par la prochaine poste une copie de la lettre et une copie du discours de Boukharine, s'il est déjà corrigé.

En ce qui concerne la question personnelle soulevée par l'échange de lettres entre le Parti communiste français et le secrétariat latin,¹² rien ne fut discuté.

Thorez est venu avec l'intention de liquider l'incident à l'amiable. Il fut, dès le premier jour, des plus conciliants à mon égard, en se plaçant au-dessus de la mêlée. A Boukharine, qui lui a demandé si le Parti communiste français désirait me voir abandonner les choses françaises au secrétariat, Thorez a répondu catégoriquement: non. Il est vrai que B[oukharine] a posé la question après les deux séances du Présidium, alors qu'il était bien clair pour Thorez que le Présidium était entièrement et unanimement solidaire du secrétariat latin. Du reste, depuis le vote de la lettre, l'atmosphère est changée entre la délégation française et le secrétariat. Treint vient journellement poser des questions et les discuter; il a rompu la glace accumulée depuis des années et tente la collaboration "cordiale", c'est une vraie lune de miel qui est du reste aussi anormale que le boycott qui l'a précédée, mais, pour les rapports avec le Parti communiste français, c'est mieux et je m'efforce de mon mieux à faciliter la reprise des relations. Treint et Thorez se sont rendu compte et me l'ont dit l'un et l'autre que si cela ne changeait pas, on allait devant une crise grave entre le Parti communiste français et l'Internationale communiste. Cela te montre qu'on a cessé d'opposer l'Exécutif au secrétariat latin et qu'on s'est rendu compte que les mauvaises relations avec le secrétariat signifient mauvaises relations avec l'Internationale communiste.

Mais tout cela est le petit côté de la situation; l'essentiel est ce qui se fera en France pour améliorer la politique du parti, et là je suis assez sceptique. Je crains maintenant que l'on ne verse le char dans l'autre extrême et que, par crainte d'être accusé de passivité syndicale, on se lance dans des accusations insuffisamment étudiées et préparées. Décréter au Bureau politique la grève générale des mineurs¹³ contre le secrétaire de la Fédération et sans faire le vaste effort de préparation

de tous les bassins miniers avant de lancer ce mot d'ordre qui devait sortir comme fruit de notre agitation et de notre mobilisation des mineurs, cela me paraît être la même passivité drapée de phrases et de gestes gauchistes.

Peut-être que je me trompe, mais j'ai quelques doutes. Treint écrira chaque semaine une série de remarques discutées ensemble.

Aussi, le congrès des usines métallurgiques parisiennes devrait être convoqué non en juillet, comme on en parle, mais en mai. L'offensive patronale est assez vigoureuse déjà pour organiser dès maintenant la résistance avec le maximum d'efforts.

En juillet, le congrès des usines ne fera qu'enregistrer les résultats de l'offensive, mais ne pourra rien faire pour la prévenir et l'enrayer.

Votre grande campagne de fin avril¹⁴ est aussi, à mon avis, trop une campagne de grands meetings publics généralisés dans l'ensemble du pays. Il faudrait concentrer les efforts sur quelques régions industrielles, viser spécialement certains points stratégiques dans l'offensive patronale pour y porter notre maximum d'action, travailler certaines usines ou groupes d'usines capables de résister vraiment à l'offensive. Sinon, la grande campagne ne sera qu'une vaste tournée de meetings et il n'en restera que du vent. Cette campagne doit viser à organiser la résistance sur certains points importants. Il faudra aussi énergiquement combattre l'idée de Marion¹⁵ que l'impérialisme français recule et se replie sur lui-même. Si c'était vrai, la loi Paul Boncour¹⁶ deviendrait une loi de défense et non ce qu'elle est en réalité, un perfectionnement raffiné et démagogique de la puissance militaire de l'impérialisme français. La théorie de Marion est foncièrement socialdémocrate et coupe notre action contre la réorganisation militaire.

Thorez m'a dit qu'il jugeait nécessaire ta présence à Paris,¹⁷ pour le travail en France d'une part, et pour éviter aussi que vos divergences de vues ne s'aggravent. Je pense qu'il n'a pas tort et que tu seras utile au Bureau politique maintenant qu'une ligne est fixée par le Présidium. Nous avons décidé aussi le retour de J.¹⁸ avec lequel nous resterons en contact étroit puisqu'il n'y aura pas de représentation politique, les Français ayant demandé qu'on ne désigne pas E[rcoli] comme représentant.

Pas assez d'attention aux affaires de Chine; la direction du parti, et pas seulement la rédaction de *l'Humanité*, doit s'en occuper; c'est incompréhensible que le Parti communiste français n'ait pas encore organisé une démonstration contre l'Ambassade d'Angleterre à Paris

et contre ses consulats en province. Il faut maintenant, après les affaires de Nankin, Pékin, Schangai,¹⁹ devenir plus énergique et alerter l'opinion publique. L'Angleterre fait tout pour provoquer la guerre. Elle nous y pousse de toutes façons. Si nos partis ne se grouillent pas énergiquement ce sera une nouvelle défaite de la solidarité internationale du mouvement communiste. Excuse-moi encore d'avoir tant tardé à t'écrire. Tu sais que je suis terriblement occupé et que ce n'est pas la bonne volonté qui me manque pour le faire. J'espère le faire plus souvent maintenant.

Sincèrement à toi
[Jules Humbert-Droz]

(H.-D. 0301. Copie)

321. P. TOGLIATTI À J. HUMBERT-DROZ*

Confidentielle
Camarade H. Droz

Cher camarade,

J'attendais de connaître comment sont finies les choses de France, mais je pense que peut-être vous aurez décidé de les remettre à l'Exécutif. En prévision d'une discussion à l'Exécutif, nous avons décidé d'en parler un peu entre nous, pour que notre délégation ait une directive. Tu verras ça dans nos procès-verbaux.¹ Tous les trois qui sommes ici,² nous avons de forts doutes sur la bonté de la dernière "manoeuvre" d'unité³ de la Confédération générale du travail unitaire. Je te communique, à titre personnel, les observations que nous faisons.

Avant tout, le fond de la dernière proposition est la reconnaissance de la part de la Confédération générale du travail unitaire que la Confédération générale du travail réformiste est le centre d'unité syndicale du prolétariat français, que l'unité doit se faire dans les cadres de la Confédération générale du travail. Jusqu'à aujourd'hui cette reconnaissance n'avait pas été faite. La tactique de la proposition

* En partie publié dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', pp. 246-248 et entièrement en langue italienne dans id., *Il contrasto*, pp. 247-248. Là il est daté d'avril 1927.

d'un congrès d'unification avait justement comme but d'éviter cette reconnaissance. Après le dernier refus des réformistes (janvier 1927),⁴ il est évident que la politique d'unité pouvait être continuée par deux voies seulement : a) par en haut, en reconnaissant que le cadre dans lequel l'unité, avec certaines garanties, sera faite, est le cadre de la Confédération générale du travail ; b) par en bas, en poussant la politique des accords à la base, en réalisant quelques cas d'unification partielle, en faisant dans tout le sens de la parole, une politique de groupement des forces ouvrières organisées. C'est la première ligne que la Confédération générale du travail unitaire a choisie. La masse ouvrière qui est organisée dans la Confédération générale du travail unitaire a-t-elle été préparée au changement de directive, ou, pour mieux dire, à la brusque accélération qui est contenue dans cette ligne ? Le doute est justifié, si on a suivi la *Vie ouvrière*⁵ et aussi si on connaît un peu quel est l'esprit des camarades dirigeants de la Confédération générale du travail unitaire. Et alors on peut être autorisé à penser que la première ligne a été choisie justement pour éviter de devoir suivre la deuxième, qui est la seule qui peut porter à une unification réelle des forces du prolétariat français et contribuer à leur mobilisation. Et voilà alors la deuxième observation que nous faisons. En lisant les documents de la Confédération générale du travail unitaire, on ne peut se soustraire à l'impression d'un grand effort fait pour se débarrasser, enfin !, d'une question et d'une tâche désagréables. C'est la dernière étape ! C'est la dernière concession possible ! Après... est-ce que après il sera fini avec la question de l'unité ? Mais c'est un effort qu'on a fait à coup sûr, parce qu'on était assuré d'avance que les réformistes auraient refusé. Ne serait-il donc pas un effort fait pour liquider la tactique d'unité elle-même, et ne plus en parler, en avenir ? Peut-être que notre impression est fautive, mais ce qu'il y a de vrai est que la tactique d'unité, dans la situation actuelle de la France, doit être quelque chose de bien plus profond, tenace, continu, et ne peut pas "épuiser"⁶ (je ne connais pas de mot français) dans une manœuvre et dans un coup de scène. Ce travail en profondeur dans la masse ouvrière et dans la direction de l'unité sera-t-il continué après le refus des réformistes devant nos "dernières" concessions ? C'est là le nœud de la question. Dernière observation : – comment réagiront les masses ? Le doute est permis qu'elles ne réagiront pas dans la direction que nous voulons, mais dans la direction contraire. Ce qui autorise ce doute est avant tout le changement de directive qui ne manquera pas d'être exploité par les réfor-

mistes. Ensuite ce sont les mêmes documents de la Confédération générale du travail unitaire avec l'invitation aux syndicats unitaires de "tenir", de ne pas se laisser entraîner dans les rangs de la Confédération générale du travail, qui autorisent les doutes. Cette invitation dans ce moment est hors de lieu. A moins qu'elle ne corresponde à un danger réel de désagrégation que les dirigeants unitaires sentent déjà, ce qui donnerait raison à toute notre critique. Et si la Confédération générale du travail avait accepté? C'est le cas de se poser cette question, si la seule proposition peut provoquer l'inquiétude et l'oscillation dans les rangs. Le problème, nous le voyons, est très délicat et peut-être les critiques que nous formulons ne sont pas justifiées. Je serai content de connaître si tu les trouves complètement fausses. On ne sait jamais, avec les suggestions de Losovsky, peut-être aussi nous, nous serons contraints demain à faire une politique de rétablissement de l'unité!

Je t'envoie un exemplaire d'une circulaire espagnole que j'ai eue de V.⁷ C'est le maximum de l'impudence! Mais c'est vraiment difficile d'intervenir. V. sera de retour ici dans peu de temps et il pense de se conseiller avec moi avant de vous envoyer un rapport, pour décider les questions qui pourront être urgentes. Etes-vous d'accord?

J'ai reçu le télégramme pour la Belgique mais trop tard pour pouvoir partir, c'est-à-dire le jour même où la réunion avait lieu.⁸

Dans nos choses, pas de grands changements. A l'intérieur, on continue avec ténacité. Dans l'émigration, nous avons encore la tête. Mais les dernières nouvelles sont que la concentration⁹ a pris corps, enfin! et qu'un journal quotidien¹⁰ paraîtra, comme son organe, dans peu de temps. A la direction du journal seraient Nenni¹¹ (maximaliste), Treves (réformiste), Schiavetti (républicain). Dans la concentration sont entrés réformistes, maximalistes, républicains, C.G.L.¹²

On a repoussé les libéraux-démocrates (Nitti),¹³ mais on admet la Ligue des droits de l'homme,¹⁴ qui est la même chose que les libéraux. La position la plus drôle sera celle des maximalistes,¹⁵ qui entreront dans un tel bloc après avoir adressé à tout le monde leur lettre de front unique, avoir reçu des gifles de tous les côtés et ne pas avoir su trouver la façon de répliquer au Parti communiste qui les avait pris au sérieux. On continuera avec succès le travail à la base pour mettre les masses contre les chefs. Le mot de la concentration serait, à ce qu'on dit, la lutte pour la "Constituante de la liberté" ou quelque chose de semblable. Rien qui touche directement la monarchie, ce qui rendra furieux les républicains de gauche.

En ce qui regarde notre proposition de conférence pour les affaires balkaniques, il sera bien peut-être de faire ça pendant l'Exécutif.¹⁶

Cordialement
Ercoli

(H.-D. 0085. Autographe)

322. P. TOGLIATTI À J. HUMBERT-DROZ*

[Paris] 29 juin 1927

Pour Jules H.-D.

Mon cher,

Avec cette lettre j'envoie à Maggi un exemplaire de tous les documents¹ de nos dernières réunions, il devra te les passer.

J'ai été très étonné que personne de l'Internationale communiste n'est venu pour la Conférence² du Parti communiste français et que l'Internationale communiste n'a même pas envoyé à la Conférence une adresse de salutation. Si on a fait ça pour "laisser tranquille" le Parti français, je pense qu'on a accompli une très grave erreur qui aura de mauvaises conséquences, dans le sens contraire à ce qu'on pourrait espérer, c'est-à-dire dans le sens d'empirer et non d'améliorer les rapports entre le Parti français et l'Internationale.

Je suis préoccupé de l'attitude que le Parti français a pris dans la campagne contre la réaction.³ Avant tout, cette campagne est menée trop "personnellement". Il ne s'agit pas de Cachin qu'on "va arrêter", ou de Sémard, ou de Doriot;⁴ il s'agit de la classe ouvrière française contre laquelle on prépare l'attaque réactionnaire. Voilà ce qui ne résulte clairement ni de *l'Humanité* ni de l'action de notre parti en général. Et c'est assez grave. Mais ce qui me paraît être bien plus grave, c'est le fait que le parti tombe les yeux fermés dans le piège *du respect de la légalité*. Mes impressions et mes jugements sont sur ce point tellement pessimistes que je n'hésiterais pas à employer les mots les plus durs pour les exprimer. Le discours de Cachin à la Chambre⁵ quand on allait décider de l'arrêter me paraît une chose misérable. La fraction parle-

* Déjà publié dans Humbert-Droz, 'L'oeil de Moscou', pp. 255-256 et en italien dans id., *Il contrasto*, p. 249.

mentaire qui s'abstient du vote⁶ et ne présente pas une motion communiste pour provoquer les socialistes à une prise de position contre la réaction est quelque chose de pire encore. *Du crétinisme parlementaire!* Et à tout ça ajoute la déclaration de Séward, libéré par erreur, qu'il a l'intention de se rendre de nouveau en prison.⁷ Je crois cette déclaration sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste. Je donne le même jugement de la décision du Comité d'action⁸ de se rendre en prison aux ordres du ministre de la Justice. C'est quelque chose d'inouï! Le parti a oublié et oublie qu'il est un parti révolutionnaire, qu'il doit apprendre aux ouvriers à briser par tous les moyens la légalité de la république bourgeoise, que l'appel à la légalité, nous le faisons seulement quand cela nous sert pour couvrir notre action révolutionnaire et pour mettre en embarras l'adversaire.

Je pense que si vous avez les mêmes préoccupations que moi, vous devez trouver la forme d'attirer l'attention du Parti français sur les erreurs qu'il est en train de commettre. La chose est trop grave. Si tu penses que mes jugements sont faux, je te prie de me le dire. Peut-être l'illégalité fausse notre façon de juger de la tactique communiste. En tout cas, dans un tel moment, n'avoir envoyé personne à la Conférence du parti, a été une grave erreur.

Fraternellement
Ercoli

(H.-D. 0082. Autographe)

323. J. HUMBERT-DROZ AU SECRÉTARIAT DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Boudevilliers (Neuchâtel) Suisse, 18 juillet 1927

Lieber Genosse,

Beiliegend mein Bericht über Norwegen.¹ Soll ich vor meiner Rückkehr, in Paris mit unseren französischen und italienischen Genossen Fühlung nehmen?

Sie können mir direkt, durch einfache Post, an die folgende Adresse schreiben:

Madame Marie Humbert-Bille
Boudevilliers
Neuchâtel
Schweiz

Mit bestem Gruss
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0347. Copie)

324. RAPPORT DE J. HUMBERT-DROZ AU SECRÉTARIAT
POLITIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
SUR LE PARTI COMMUNISTE NORVÉGIEN

Boudevilliers/Suisse, 18 juillet 1927

Pol-Secrétariat

Chers camarades,

Quelques mots sur la situation de notre parti en Norvège et sur ma mission auprès de lui; vous verrez qu'il était très utile que quelqu'un soit présent à la dernière séance du Comité central.

La semaine avant mon arrivée, dans une séance du Bureau politique, la lutte fractionnelle¹ avait recommencé dans des conditions très déplorables pour nos amis. Hansen,² d'une façon très impolitique comme toujours, avait fait une violente attaque contre les intentions de conquête du parti de la part du groupe Mot-Dag.³ Cette attaque avait bloqué, pour la défense de Mot-Dag, les éléments de droite et du centre du parti (Schefflo, Volan, Stang) et avait placé Furubotn⁴ dans une situation difficile parce qu'il ne partageait pas la manière de voir et surtout la manière de réagir de Hansen. Par suite de l'emprisonnement de F[urubotn], Hansen est devenu nerveux et soupçonneux et au lieu de se concerter avec F[urubotn] avant la séance du Bureau politique, il s'est engagé dans une voie tactique fausse et dangereuse, même pour la gauche du parti.

La situation interne

La politique interne du parti est dominée par la question de l'assimilation du groupe Mot-Dag. Les difficultés sont de double nature:

a. Mot-Dag est un groupe qui a une longue tradition de travail et de luttes communes, une forte organisation d'entr'aide mutuelle. En entrant dans le parti, ce groupe ne s'est pas dissout aussitôt. Il a cessé d'être une fraction politique se concertant sur les problèmes politiques du parti et prenant au sein du parti une attitude identique, déterminée par une discipline de fraction. Hansen lui-même, qui est le plus persuadé de la survivance de la fraction politique dans le but de conquérir le parti et de lui imprimer plus tard une autre ligne politique, admet que dans une série de questions politiques, les Mot-Dagistes prennent des positions politiques divergentes et qu'il arrive qu'entre anciens Mot-Dagistes des divergences politiques se manifestent. Mais si ce groupe n'est pas ou ne travaille pas au sein du parti comme une fraction politique, ayant une autre plateforme politique que le parti, il est certain qu'il demeure un groupe possédant non seulement un passé et des habitudes communs, mais qui a aujourd'hui encore une série d'intérêts communs: ce groupe forme la fraction communiste de l'association des étudiants et dirige cette association et une série d'entreprises économiques de cette association; il dirige *Clarté*⁵ dans les pays scandinaves. Ce groupe, en entrant dans le parti, ne reste pas passif: au contraire il développe une très grande activité, ce qui a un bon côté; il stimule l'activité de tout le parti qui en avait fort besoin; il redonne de l'optimisme et de l'activité aux vieux membres qui, comme Schefflo, avaient perdu beaucoup de leur foi dans l'avenir du parti en Norvège; mais le danger existe que ce groupe, au lieu d'être assimilé au parti, arrive à dominer le parti et à en déterminer la politique. Il est donc absolument nécessaire d'avoir une *politique d'assimilation* qui poursuive consciemment le but d'utiliser les forces incontestables de ce groupe, de les incorporer de plus en plus dans le travail du parti et de dissoudre progressivement le groupe. Cela *nécessite une politique plus active de la part du parti* lui-même et une politique positive de conquête de ce groupe par le parti. Autant que j'ai pu m'en rendre compte en parlant avec les camarades et avec Furubotn lui-même dans sa prison, F[urubotn] poursuivait cette politique juste et les camarades qui travaillent avec F[urubotn] sont décidés à la poursuivre. Hansen, par contre, part du point de vue que l'assimilation est impossible, que ce groupe veut conquérir le parti, que tout travail ou toute fonction donnés à un Mot-Dagiste est un pas fait par le groupe vers la conquête du parti. Sa politique est par conséquent totalement négative: le parti doit se défendre, tenir ce groupe en respect, ne pas lui permettre de faire un

travail ou d'occuper des fonctions dans le parti, demander de l'Internationale qu'elle impose une discipline de dissolution formelle du groupe. Ces mesures auraient pour conséquence de souder plus étroitement le groupe en une fraction luttant pour son droit de membre du parti et de cristalliser à l'autre pôle une fraction anti-Mot-Dag dans le parti même. Une politique d'isolement de Mot-Dag serait funeste au parti et recréerait une situation fractionnelle aiguë. Tant que F[urubotn] fut au secrétariat, Hansen refoula ses craintes et laissa faire, mais l'emprisonnement de F[urubotn] le rendit très nerveux et une campagne a commencé à Oslo cherchant à utiliser la situation pour exploiter démagogiquement le danger de Mot-Dag. Le danger actuel est plus dans le développement d'un tel courant fractionnel d'extrême-gauche et dans le bloc fractionnel qui en serait la conséquence de Mot-Dag avec la droite et le centre du parti contre Hansen, que dans la conquête du parti par Mot-Dag. Cette opinion est aussi celle de F[urubotn].

La situation est compliquée non seulement par l'emprisonnement de F[urubotn] et autres, mais aussi par la situation financière très difficile du parti et son assainissement absolument nécessaire; les finances et l'administration du parti ont été jusqu'ici dans un état déplorable, le Bureau politique a désigné Falk⁶ pour mettre de l'ordre dans les affaires. Il a pour cette tâche d'incontestables qualités, mais cet assainissement nécessite le renvoi de personnel, son remplacement momentanément par des volontaires spécialistes qui viennent du groupe Mot-Dag et ces substitutions provoquent la suspicion de Hansen qui y voit *LE MOYEN* de conquérir le parti. Je pense que ces craintes sont fortement exagérées; mais il est malencontreux que ces substitutions se fassent en l'absence de F[urubotn]. Il faut recommander à Falk, et aux membres du secrétariat qui contrôlent le travail de Falk, d'agir avec prudence pour ne pas développer la plateforme démagogique de Hansen et d'autre part combattre l'agitation fractionnelle que Hansen développe autour de ces mesures. J'ai agi dans ce double sens et ai obtenu que le secrétariat serait consulté pour toute mesure d'économie, de façon que les pouvoirs de Falk soient sans cesse contrôlés et que les instances régulières du parti prennent la responsabilité des substitutions nécessaires dans le personnel technique. Il est certain que les pouvoirs donnés à Falk pour l'assainissement du parti contribuent à augmenter son influence et son autorité politiques.

Vous aurez reçu le procès-verbal de cette séance et les résolutions adoptées. Je me borne aux remarques essentielles. Des points de l'ordre du jour, deux seuls furent longuement discutés : les prochaines élections et la situation interne du parti en liaison avec le rapport financier et l'élection des organes de direction. Le rapport sur le dernier Exécutif⁷ que j'ai fait moi-même n'a donné lieu qu'à très peu de remarques parmi lesquelles celles de Krogh⁸ sont à retenir. Il est le seul qui se soit prononcé dans une certaine mesure en faveur des thèses de l'opposition russe. C'est un admirateur de Radek. La question syndicale et les questions d'organisation ont soulevé aussi un trop court débat.

Sur la tactique électorale, il est nécessaire de dire quelques mots parce que je ne suis pas complètement d'accord avec la tactique proposée par le Bureau politique et qu'un certain nombre des membres du Comité central, et plus particulièrement ceux de province, ont aussi exprimé une série de réserves à la tactique proposée. Le Bureau politique à l'unanimité proposait de faire au Parti ouvrier norvégien une proposition de front unique électoral qui ne devait contenir aucune considération ni aucun programme politiques, mais seulement des propositions "pratiques", c'est-à-dire le Parti communiste norvégien déclarait dans sa lettre au Norsk Arbeider Parti qu'il renonçait à poser des candidatures communistes dans une quinzaine de circonscriptions électorales où ses forces sont inférieures à celles du Norsk Arbeider Parti et que dans ces circonscriptions, quelle que soit la réponse du Norsk Arbeider Parti, le Parti communiste le soutiendrait ; le Parti communiste se contenterait de réclamer des candidats ayant chance d'être élus dans six ou huit circonscriptions seulement où nos forces sont supérieures à celles du Norsk Arbeider Parti. J'ai formulé à cette tactique les principales objections suivantes : manque de contenu politique de la proposition, absence d'un programme pour ce bloc prolétarien et surtout engagement pris plus de trois mois avant les élections de ne pas présenter de candidats et de soutenir sans conditions les candidats du Norsk Arbeider Parti dans plus de la moitié des circonscriptions, limitant déjà la campagne et la lutte électorales de notre parti à six ou huit circonscriptions. Dans les plans du Bureau politique, il était même prévu que le Parti communiste ne mènerait pas la lutte dans la capitale. Une telle limitation me paraissait de nature à orienter le parti vers la passivité politique. J'ai soutenu mon point de vue dans la commission

politique, sans grand succès d'ailleurs. Toutes les tendances du parti, de Hansen à Falk et Schefflo, étaient unanimes pour défendre la proposition du Bureau politique. J'ai obtenu seulement qu'on mette à la lettre un préambule politique, à mon avis très insuffisant et, sur la proposition de Falk qui a fait le plus de concessions à mon point de vue, on supprima de la lettre la liste des circonscriptions dans lesquelles nous renoncions à candidater et l'on formula ce passage d'une façon plus générale qui nous laisse libres de déterminer notre politique à venir. Dans la discussion du Comité central, beaucoup de délégués de province ont souligné que la situation politique est actuellement et deviendra de plus en plus favorable à notre parti et que ce serait une erreur de circonscrire dès maintenant la lutte électorale du parti à une dizaine de circonscriptions. Je pense que notre parti ne doit pas se borner à poser des candidats et à lutter seulement dans les circonscriptions où nous avons la perspective d'avoir des élus. C'est restreindre trop l'agitation de notre parti et le mettre à la remorque du Norsk Arbeider Parti. En général, toute cette manoeuvre m'apparaît comme une espèce de marchandage avec le Norsk Arbeider Parti: nous le soutiendrons dans tout le pays et réclavons seulement de lui en échange qu'il ne nous combatte pas dans six ou huit circonscriptions où nous poserons nos candidats. C'est une politique de passivité et en partie d'abdication devant le Norsk Arbeider Parti. – J'attire l'attention des camarades qui connaissent mieux que moi la situation de Norvège sur le développement de cette tactique.⁹ Le Congrès syndical qui aura lieu au début de novembre nécessitera de notre part une vigoureuse critique de la politique du Norsk Arbeider Parti qui est pour l'affiliation à Amsterdam.¹⁰ Cette critique sera affaiblie par notre tactique électorale. Chacun est convaincu que le Norsk Arbeider Parti, lié par les décisions de ses congrès, repoussera notre proposition. S'il acceptait, je crois qu'une crise sérieuse s'ouvrirait dans notre parti, la droite s'efforçant de réaliser un front unique loyal avec le Norsk Arbeider Parti. Mon avis est qu'après le refus du Norsk Arbeider Parti, notre parti devrait poser les candidatures et préparer la lutte dans le maximum possible de circonscriptions; éventuellement refaire des propositions locales de front unique du Norsk Arbeider Parti à leur direction centrale. La campagne électorale sera menée sous la forme d'un bloc du Parti communiste avec le Sammlungspartei.¹¹

La situation interne du parti, en particulier le problème de l'assimilation de Mot-Dag, fut longuement et violemment débattue dans

une séance qui dura toute la nuit. J'avais avisé les camarades que je poserais la question de Mot-Dag à la première séance du Bureau politique qui suivrait le Comité central. J'espérais ainsi éliminer cette question du Comité central et, en la posant moi-même, lui enlever son caractère fractionnel irritant. Cependant, à la fin de la discussion sur la situation financière du parti, Hansen ne put s'empêcher de lancer à l'adresse de Falk et de Mot-Dag l'accusation de remplacer les fonctionnaires payés par le parti par des fonctionnaires "privés", qui fit rebondir la discussion et lui donna un caractère excessivement violent et fractionnel. J'intervins pour poser le problème dans toute son ampleur comme j'avais l'intention de le faire le lendemain au Bureau politique, mais naturellement avec une pointe de polémique contre Hansen, dans sa façon de concevoir la solution du problème de l'assimilation de Mot-Dag. Les amis de Furubotn se désolidarisèrent aussi de Hansen, et se prononcèrent pour une tactique positive d'assimilation et d'utilisation des forces du groupe Mot-Dag. Au moment des élections des organes centraux du parti, la droite du parti s'efforça d'utiliser cet incident avec Hansen pour l'éliminer de la direction. Stang m'avait mis au courant de leur intention d'éliminer Hansen du Bureau politique et du secrétariat, à cause, disait-il, de l'impossibilité de collaborer avec lui. J'avais vivement combattu cette intention et Stang avait admis mon point de vue, mais il utilisa l'incident provoqué par Hansen au Comité central pour s'efforcer de réaliser la moitié de son programme. A une séance du secrétariat qui prépara les propositions pour le Comité central, Stang proposa une liste de membres pour le Bureau politique parmi lesquels figurait Hansen et dont la majorité est nettement gauche. Par contre, il proposait un secrétariat composé des camarades suivants: 1 Furubotn, (suppléant Stang) 2: Falk, 3: Volan (suppléant Bentzen, un excellent ouvrier d'Oslo) 4: Lie (secrétaire d'organisation) 5: Eines (rédacteur de l'organe central), suppléant Hegna ex-motagiste).¹²

En l'absence de Furubotn et Eines emprisonnés, remplacés par Stang et Hegna, ce secrétariat m'apparut de composition douteuse; l'élimination de Hansen prenait une signification politique dangereuse qui pouvait pousser Hansen au travail fractionnel. Je proposai donc et défendis âprement au sein du secrétariat que le secrétariat soit composé de six membres et que le sixième soit Hansen. Ma proposition fut vivement combattue par Schefflo, Volan et Stang qui affirmaient ne pas pouvoir travailler avec la présence de Hansen au secrétariat qui fait d'interminables discours et renouvelle sans cesse ses attaques fractionnelles.

Je ne jugeai pas utile de poser un ultimatum sur cette question et la proposition Hansen fut repoussée dans cette séance du secrétariat. Elle fut cependant reprise au Comité central et acceptée par neuf voix contre sept. Ce vote du Comité central provoqua un certain désarroi dans le groupe de droite. Stang déclara ne pouvoir remplacer Furubotn à la présidence dans ces conditions. Falk déclara ne pouvoir continuer le travail d'assainissement financier. J'ai vigoureusement critiqué une telle conception de la discipline du parti. Mais, il fallait sortir de l'impasse. Pour Falk et Stang, le vote du Comité central, après l'attaque de Hansen et la discussion qui avait précédé sur Mot-Dag, prenait une signification politique qu'il n'avait pas en réalité, puisque tous ceux qui avaient voté pour la présence de Hansen au secrétariat avaient combattu son point de vue sectaire à l'égard de Mot-Dag. Sur la proposition de Bentzen,¹³ appuyé par moi, le Comité central vota une courte résolution dans laquelle il rejette les accusations portées par Hansen, déclare que l'élection de Hansen au secrétariat est faite dans le but de consolider la vie intérieure du parti et que le Bureau politique est autorisé à porter toute modification au secrétariat qui serait nécessaire pour lui permettre de travailler. De cette manière Hansen se trouve lié et le bloc de droite a reçu du Comité central un avertissement nécessaire. Après la séance du Comité central, je suis resté encore huit jours à Oslo pour parler avec les camarades de la direction. Stang reconnaît qu'il est préférable que Hansen soit dans les organes directeurs du parti et il est très satisfait que le Bureau politique ait une majorité de gauche. Avec Hansen et les éléments de gauche, j'ai cherché à faire comprendre la nécessité de rester solidaires et de continuer la politique de Furubotn, faisant comprendre à Hansen que s'il s'engage dans un travail fractionnel, il se fera battre sans autre résultat que d'affaiblir la gauche. J'ai souligné la nécessité d'une politique de rapprochement et de collaboration avec Stang pour éviter la formation d'un bloc du centre et de la droite du parti. J'ai demandé aussi que l'on poursuive un travail de rapprochement et de collaboration avec les meilleurs éléments de Mot-Dag qui ne désirent nullement suivre une politique de droite inspirée de Schefflo et qui ne bloquent momentanément avec la droite que parce qu'ils sentent l'hostilité de la gauche. Un travail d'éducation politique des meilleurs éléments de Mot-Dag aura pour conséquence une plus rapide assimilation et éventuellement une différenciation politique au sein même de Mot-Dag. J'ai pu voir un moment F[urubotn] dans sa prison avant mon départ. Il est satisfait de la réunion du

Comité central et de la composition du Bureau politique. Il craint un peu le secrétariat actuel et l'attitude fractionnelle de Hansen pour l'organisation d'Oslo.

La nomination de Hegna à la place de Eines à la direction du journal a donné lieu aussi à quelques discussions. Hansen, suivant sa politique, y était opposé. Mais les propositions qu'il a faites étaient ou bien impossibles (Schefflo qui doit retourner habiter la province pour être candidat aux élections) ou très difficiles et financièrement coûteuses (Torgarson,¹⁴ rédacteur du journal de Bergen, qui a une famille et qui nécessitait un remplacement à Bergen) ou politiquement indésirables (Krogh qui sympathise avec l'opposition russe). La seule solution pratique était celle qui fut adoptée et que F[urubotn] lui-même recommandait. J'ai aussi insisté auprès de nos camarades et de Hansen en particulier pour que l'on ne prenne pas à l'égard des mesures d'économie de Falk une attitude négative et passive. A Bergen, par exemple, on s'attend aussi à un assainissement qui entraîne des remaniements. J'ai dit aux camarades: au lieu de rechercher le secours de l'Internationale contre Falk, vous devez dès maintenant, à Bergen, établir vous-mêmes un plan pratique d'assainissement et le mettre en application sans attendre que la situation empire et que Falk intervienne pour sauver la situation. En général, nos camarades sont trop fatalistes, trop passifs, manquent de confiance en eux-mêmes, ce qui permet au groupe Mot-Dag de prendre une part de travail et une influence démesurées. Mais ce n'est pas de Moscou, artificiellement, qu'on peut empêcher cela; c'est par une plus grande activité et par une initiative plus active de la part de nos amis.

Propositions. Nos camarades et en particulier F[urubotn] ont fait la proposition, *que j'appuie*, d'envoyer en Norvège pendant l'emprisonnement de F[urubotn] un représentant qui contribuera à consolider la situation interne, conseillera les camarades, mettra un frein à Hansen et à Falk. Ils proposent le camarade Virtanen.¹⁵ Vu la situation financière très difficile et l'importance politique qu'elle prend dans les circonstances présentes, je propose que l'on aide le parti financièrement pour la campagne électorale. Je demande que le Länderssekretariat étudie de plus près la tactique électorale et intervienne éventuellement dans le sens proposé par moi, de ne pas restreindre à six circonscriptions la lutte du parti.

Cas Schefflo. Le camarade S[chefflo] ne pourra aller en Russie pour se soigner. Il doit dès maintenant séjourner dans sa circonscription élec-

torale. Il demande que la possibilité lui soit donnée d'utiliser la cure en Norvège même.

Cordialement
[Jules Humbert-Droz]

(H.-D. 0347. Copie)

325. J. HUMBERT-DROZ AU PRÉSIDENT DU PARTI
COMMUNISTE SUISSE

Boudevilliers (Neuchâtel)
19 juillet 1927

Lieber Genosse,

Ich bin seit Samstag in Boudevilliers für ein Paar Wochen Urlaub. Ich bitte den beiliegenden Brief¹ weiter nach Moskau durch die Parteiwege zu schicken.

Vor der Sitzung der Exekutive² habe ich im Pol-Sekretariat den Vorschlag gemacht, dass, wegen der Wichtigkeit der Tagung, ein Vertreter der Kommunistischen Partei der Schweiz zur Sitzung eingeladen wird. Dieser Vorschlag wurde niedergestimmt, aber es wurde beschlossen, dass nach der Exekutive, ein Mitglied der deutschen oder der französischen Delegation nach der Schweiz reisen sollte, um der Zentrale Bericht zu erstatten.

Ich weiss nicht, ob dies geschehen ist. Unsere Verbindungen mit Westeuropa waren die letzten Wochen sehr schlecht. Wenn dies noch nicht geschehen ist, bin ich bereit entweder bei meiner Rückreise oder früher, wenn es Ihnen passt, einen ausführlichen Bericht über die letzte Exekutive-Sitzung zu erstatten.

Schreibe mir darüber. Auf alle Fälle werde ich auf meiner Rückreise mit der Zentrale Rücksprache nehmen.

Mit bestem kommunistischen Gruss
Jules Humbert-Droz

(H.-D. 0428. Copie)

Moskau, 28. Juli 1927

Lieber Freund,

Gestern hat Dir H.² inbezug auf Deine weitere Reise³ geschrieben. Im Einvernehmen mit P.⁴ will ich Dir vorschlagen, noch Brüssel zu besuchen. Unseren Freunden drüben ist dringende Hilfe notwendig. Wenn Du *Drapeau Rouge* vom 10. Juli und 20. Juli und die zwei ersten Nummern der neuen "*L'Unité*" lesen kannst, so siehst Du es sofort selbst ein. Ich hoffe also, dass Du, sobald es Dir möglich ist, dorthin fährst.⁵

Eine andere Sache ist in Basel. Die dortigen Freunde⁶ haben an uns einen Brief⁷ gerichtet, dass mit ihrer grossen Frage, die seinerzeit mit Dir hier besprochen wurde und die heute schon im Mittelpunkt des Lebens drüben steht, in Verbindung steht. P.[iatnickij] meinte, wir können das Gesuch beantworten, wenn wir Deine Beurteilung der Dinge an Ort und Stelle haben. Könntest Du nicht diese Angelegenheit rasch erledigen. Sie verlangt ja nicht mehr als einige Stunden.

Besten Gruss
Ide[lsohn]

(H.-D. 0348. Original)

[Berlin] 31 octobre 1927

Mon cher Jules,

Depuis que j'ai reçu ta lettre de Br[uxelles]¹ je n'ai aucune nouvelle de toi. Par contre est-il arrivé qu'on écrivait de P[aris] le 25 octobre sans avoir mention à ton arrivée. Je pense, il faudrait toujours envoyer des signes de vie, soit même en forme de cartes postales.

Les choses suivantes se sont passées.

1. Une lettre de nos amis de Bâle² est arrivée. Il faut que tu la demandes tout de suite lors de ton rendez-vous avec eux. Il s'agit d'une

protestation *très vigoureuse* (en ce qui concerne le ton) au sujet de non-invitation de ces gens pour la dernière séance de chez nous.³ En connection avec cela il y a tout une série de lamentations et de reproches qui cependant ne sont point injustes. Je suis content du fait de cette lettre – elle est *très significative* pour tous qui veulent et savent encore voir. Même le ton presque inadmissible de ces types qui se taisaient jusqu’au moment où ils sentirent qu’il y a des difficultés, ne me dissimule les côtés positifs de ce document. Un point dont tu devras tenir compte est qu’il s’agit probablement d’une sympathie pour Gregore⁴ même si elle n’est pas tout à fait manifeste.

2. Une lettre de Maurice⁵ est arrivée, mais je l’ai détruite, comme j’ai pensé que tu le vois sans faute personnellement.

3. Les matériels pour War⁶ sont en partie déjà expédiés sauf ceux que nous ne possédons pas.⁷ Le fait triste est que presque rien n’est encore traduit (la plateforme est traduite). Je n’arrive pas à faire traduire le nécessaire puisque le peu des forces traductrices sont pleinement occupées par le travail courant. Ce qui est bien, est que nous venons de recevoir de là-bas un cahier de cent pages à peu près, contenant les matériels contre l’op[osition] en trois langues. Ça sera en route pour nos amis aussitôt que possible.⁸

4. Le numéro spécial⁹ est “mein Schmerzenkind”. Jusqu’à présent les manuscrits ne sont pas encore faits. Chaque pas technique exige *des jours* et ... des nerfs de ma part. J’espère tout de même que ça sera terminé dans quelques jours (cinq tout au plus). Vraiment je me sentirai heureux. D’ailleurs avec ce matériel de chez nous, la nécessité de ce “numéro” ne sera pas si grande.

5. Nous avons fait imprimer la plateforme¹⁰ par notre succursale d’ici et voulons la faire distribuer à *titre de document intérieur*. C’est pour prendre chaque possibilité de démagogie à nos adversaires à la Ruth.¹¹ On mettra entre les chapitres de la plateforme le matériel pris de *Chiffres et Faits*.¹²

6. De la part de Herm[ann]¹³ nous n’avons aucune nouvelle officielle. Osw[ald]¹⁴ qui vient de passer par Brl. [Berlin] m’a annoncé l’arrivée proche de Herm[ann] qui avait l’intention de passer ici encore deux semaines jusqu’au premier décembre. Mais ensuite il est tombé malade et l’on ne sait rien à propos de lui. Par contre, on annonce l’arrivée de “ja. .ja, wissen Sie. . .wissen Sie e. . e. .”¹⁵ vers le 15 novembre.

7. Quand viens-tu? Est-ce qu’il est vrai que la séance de nos amis de

chez Sigg¹⁶ aura lieu le 12? Informe-moi, je voudrais le savoir avant de partir selon votre décision.

8. N'oublie pas de causer à mon sujet avec Hof[maier]¹⁷ et autres

Bien à toi
Louis

(H.-D. supplément 400b. Autographe)

328. M. CACHIN À J. HUMBERT-DROZ

Paris, le 7 novembre 1927

Chambre des députés

Cher camarade,

Nous apprenons votre condamnation¹ prononcée tout à l'heure et nous ne voulons pas attendre plus longtemps pour vous exprimer toute notre sympathie.

Nous vous avisons que vous avez dix jours pour vous pourvoir en appel.² Faites donc au plus vite choix de votre avocat. Nous sommes entièrement à votre disposition.

Croyez, cher camarade, à nos sentiments fraternels

Marcel Cachin

Berthon³ est à Paris et il se chargera bien volontiers de votre affaire

(H.-D. 0405, Autographe)

329. A. BERTHON À J. HUMBERT-DROZ

Paris, le 8 Novembre 1927

André Berthon
Docteur en droit

Mon cher camarade,

Hier au soir le Parti m'a fait connaître que vous veniez d'être con-

damné à 5 mois de prison et m'a demandé de vous défendre en appel. Je crois, en effet, qu'il est possible d'obtenir une meilleure solution.

Je ferai toutes les démarches nécessaires pour que l'affaire passe le plus vite possible et que vous recouvriez la liberté.

Veuillez immédiatement demander au greffe de la prison une feuille pour faire appel de ce jugement. Signez votre acte d'appel. Je demande un permis de communiquer et j'irai vous voir dès que je l'aurai obtenu.

Le Parti m'a également chargé de vous demander si vous aviez besoin d'argent, de vivres et de lecture. Je règlerai cela lors de ma prochaine visite.

Bien fraternellement
André Berthon

(H.-D. Original)

330. J. HUMBERT-DROZ À L. REVOIRE¹

30 novembre 1927

Prison de la Santé, 8e division, cellule 10

Mon cher ami,

J'ai reçu votre lettre du 29 et j'aurais le plus grand plaisir à recevoir votre visite et celle du jeune ami dont vous me parlez. Mais, *je ne suis pas au régime politique*, bien que l'expulsion prononcée contre moi en 1922 ait eu des raisons uniquement politiques et que le motif de ma condamnation à cinq mois de prison soit aussi de source politique. Je n'ai donc aucune possibilité de vous faire inscrire sur une liste de visites. Depuis une semaine seulement, ma belle-soeur a obtenu une autorisation de me voir une fois par semaine et je doute fort que le procureur vous autorise à me voir. Cela ne dépend, je vous l'assure, aucunement de ma volonté. J'aurais d'autant plus de plaisir à vous voir que, depuis le temps déjà éloigné où vous étiez venu me voir à La Chaux-de-Fonds, nous avons suivi, vous et moi, des voies bien différentes.* Si je suis bien informé vous êtes sorti du Parti communiste et par là du grand mouvement révolutionnaire, pour fonder une association de communistes spiritualistes. Vous ne serez pas étonné

que je considère ce pas comme la réédition de la faute essentielle commise par le protestantisme et qui a fait son impuissance en le subdivisant en sectes et en le liant au culte de l'individualisme.

Les individus les meilleurs ne peuvent rien s'ils s'isolent du fond mouvant qui renouvelle la civilisation. Il ne faut pas sortir le levain de la pâte si l'on veut qu'il agisse, parce que, séparé de la pâte, le levain lui-même n'a plus de valeur. Je sais que vous me direz que le mouvement révolutionnaire, que l'Internationale communiste n'est pas religieuse, qu'elle prêche l'irreligion. Elle a raison, parce que la religion n'est pas un concept philosophique, elle est concrétisée par les églises, le clergé, l'éducation faussée, la mentalité de résignation et d'esclavage à l'égard du régime existant. Elle fait corps avec le régime qu'il faut abattre. Je sais que vous avez une autre conception de la religion, mais c'est votre conception personnelle, partagée par quelques individualités seulement; la réalité n'est pas ce que vous représentez, mais le contraire.

Je vous demande où est aujourd'hui la foi agissante et militante, celle qui fait naître le sacrifice de milliers et de milliers d'hommes qui peuplent les prisons de l'univers. Où sont les martyrs qui donnent leur vie pour une cause et un idéal, dans vos églises, dans vos petits groupes, isolés pour rester purs, de communistes spiritualistes? Non, ces sacrifices, ces martyrs se font sans prières, sans Dieu, sans toute l'hypocrisie ecclésiastique. Ils procèdent d'une foi vivante, tandis que la religion procède d'une foi éteinte.

Avec le regret de ne pas pouvoir discuter ces problèmes de vive voix avec vous, croyez-moi votre sincèrement dévoué

Jules Humbert-Droz

*Ceux qui ont lu d'un peu près *Terre nouvelle* savent déjà que Jules Humbert-Droz a été mal informé. Il n'y a pas lieu de s'en montrer trop surpris, ni de s'en indigner. L'indignation, a-t-on dit, n'est pas une vertu marxiste. En fait, je ne suis pas sorti du parti communiste, j'en ai été exclu deux ans avant la fondation de l'Union des communistes spiritualistes.

Cette fondation n'aurait pas eu lieu si nous avions pu oeuvrer du dedans. Elle n'a pas pour "objet de garantir notre pureté" mais simplement d'aider et de défendre du dehors nos "frères", les communistes matérialistes, tant du moins que nous verrons en eux les authentiques

continueurs de la pensée de Marx et de l'oeuvre de Lénine, pensée et oeuvre qui doivent être, d'après nous, la préface du royaume de Dieu, vu et voulu par le "vrai Jésus". Tel j'ai connu, aimé et admiré Humbert-Droz à La Chaux-de-Fonds, après la guerre, tel je le retrouve aujourd' hui dans sa lettre de la Santé. Je répéterai ce que j'ai dit tant de fois: sa fidélité à la Troisième Internationale et la confiance qu'elle lui a gardée me confondent et sont à mes yeux la meilleure recommandation des deux.

L. R[evoire]

(H.-D. 0403. Tract imprimé)

331. A. BERTHON À J. HUMBERT-DROZ

Paris, le 15 décembre 1927

Chambre des députés

Mon cher ami,

J'ai fait les démarches nécessaires et il est probable que tu vas passer le 10 janvier. J'espère que nous aurons un bon résultat. Je vais continuer à travailler dans ce sens.¹

Bien amicalement
André Berthon
75 Bd St Michel

(H.-D. 0404. Original)

APPENDICES

I. DOCUMENTS SUR LA CRISE EXISTANT AU SEIN DE LA
DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(FÉVRIER-MARS 1924) *

Le Comité Directeur du 24 mars a décidé de soumettre aux adhérents du Parti la documentation nécessaire pour se faire un jugement exact sur la crise qui s'est déclarée dans la direction du Parti.

Le *Bulletin Communiste* a publié dans son numéro 12 les thèses qui ont clôturé les débats sur les différentes questions discutées depuis le Congrès de Lyon au cours de la plupart des séances du C. D.

Voici, par ordre chronologique, les principaux documents qui successivement ont marqué les différentes phases de la crise.

IA. LETTRE OUVERTE DU COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI
COMMUNISTE FRANÇAIS AU 'LABOUR PARTY'
(5 FÉVRIER 1924)

C'est la question anglaise qui a soulevé la première discussion. Il s'agissait d'envoyer une lettre au Labour Party à l'occasion de son arrivée au pouvoir. Un projet de lettre présenté par Rosmer fut renvoyé par le C. D. à une commission de rédaction.

A la séance suivante le C. D. l'adoptait contre le vote de Suzanne Giraud et de Treint qui lui reprochaient son manque de vigueur et l'absence d'un programme d'action et d'agitation.

En voici le texte :

Les travailleurs français ont accueilli avec joie le grand succès remporté par vous aux dernières élections ainsi que votre accession au pouvoir. Pour la première fois la classe ouvrière britannique a signifié son hostilité aux deux fractions de la bourgeoisie, affaiblie et désemparée, qui jusqu'ici se partageaient alternativement le pouvoir. Elle ne croit plus à leurs promesses. Elle les juge incapables de résoudre la crise économique redoutable née de la guerre. Elle rompt résolument avec le passé et affirme sa volonté de prendre le pouvoir entre ses mains. A l'heure où le fascisme insolent et brutal croyait pouvoir s'installer progressivement dans le monde, les travailleurs britanniques ont enrayé vigoureusement son développement, ranimé les forces qui luttent contre la dictature fasciste partout où elle a triomphé ou menace de triompher.

C'est un grand fait dont le Parti communiste ne saurait songer à atténuer l'importance.

* *Bulletin Communiste*, no. 14, 4 avril 1924, pp. 350-355.

Les différences de doctrines et de méthodes qui nous séparent sont grandes. Nous sommes révolutionnaires; toute l'histoire nous enseigne l'impuissance de la légalité à réaliser autre chose que la conservation des privilèges des classes possédantes; nous croyons qu'un droit nouveau ne sortira que de la lutte violente des exploités contre les exploités et que cette lutte ne peut aboutir qu'à la dictature du prolétariat. Nous sommes convaincus que les méthodes strictement parlementaires, pacifiques, auxquelles vous êtes attachés, le respect que vous témoignez à la structure politique et sociale édifiée par la bourgeoisie pour la défense de ses intérêts, vous empêcheront de réaliser même une faible partie de votre programme.

La bourgeoisie ne renoncera pas volontairement à ses privilèges et, si vous les lui conservez, vous ne pourrez rien faire. Vous ne trouverez de ressources pour aucune réforme sérieuse; vous ne pourrez assurer du travail aux chômeurs; vous ne pourrez fournir un salaire décent aux travailleurs; vous ne pourrez donner à chaque famille ouvrière un foyer. Or, vous savez que c'est cela d'abord que la classe ouvrière britannique attend de vous. Si vous vous attaquez résolument aux privilèges de la bourgeoisie, alors ce sera la bataille, une guerre acharnée où vous serez battus et écrasés si vous laissez la lutte se dérouler dans le cadre de la légalité instituée par la bourgeoisie et pour elle. L'expérience vous placera bientôt devant ce problème; ou l'impuissance et la faillite, ou la lutte sans merci de toute la classe ouvrière contre toute la bourgeoisie.

Vous avez, avec nous, dénoncé la paix de Versailles comme une paix honteuse, une paix de violence, imposée par les vainqueurs aux vaincus, un défi cynique aux millions d'hommes jetés au combat pour "tuer la guerre" à jamais.

Le traité de Versailles n'a pas apporté la paix au monde. La guerre a continué, sous des formes nouvelles, menaçant de revêtir, dans un délai plus ou moins proche, le caractère d'une boucherie plus terrible encore que celle qui vient de s'achever. Aux ruines anciennes, de nouvelles destructions sont venues s'ajouter, aggravant la misère des peuples. L'occupation de la Ruhr, objectif de l'impérialisme français, a été réalisée par Poincaré, pour le compte des magnats français de la métallurgie. Elle dure depuis plus d'une année et ses conséquences désastreuses pour la classe ouvrière et pour la paix du monde ne sont que trop visibles.

L'occupation de la Ruhr a entraîné, à une allure catastrophique, la ruine de l'Allemagne. Les chômeurs s'y comptent maintenant par millions, le salaire des ouvriers qui trouvent encore place à l'usine permet à peine de subsister; la journée de huit heures est partout menacée et, sur bien des points déjà, perdue pour les travailleurs. La Ruhr et la Rhénanie sont devenus des fiefs du capitalisme franco-allemand où les magnats des deux pays ont instauré une tyrannie insupportable.

C'est votre tâche d'exiger l'évacuation immédiate de la Ruhr et de la Rhénanie par les armées françaises, anglaises et belges. Pour l'accomplir, vous pouvez compter sur l'appui des travailleurs de France, d'Allemagne et de Belgique: ce sera le point de départ de la révision nécessaire du traité de

Versailles, l'acheminement vers un règlement équitable des réparations, que seuls les ouvriers des pays intéressés pourront réaliser.

Les ouvriers anglais ont mis en vous leur espoir. Ils vous ont donné leur confiance. Ils comptent que vous allez les tirer de la misère où le capitalisme britannique les a plongés, que vous mettrez fin au chômage chronique qui pèse si lourdement sur eux, les affame et les démoralise. Ils comptent que vous supprimerez le hideux entassement des quartiers ouvriers des grandes cités et leur donnerez des foyers décents.

Lloyd George avait promis, durant la guerre, quand il avait besoin des ouvriers pour seconder l'impérialisme anglo-franco-russe, de faire de l'Angleterre une terre "digne des héros" survivants. Il n'a pas tenu sa promesse. Les mutilés, les anciens combattants sont trop souvent réduits à une quasi-mendicité.

C'est à vous qu'il appartient non seulement de réaliser les promesses faites sans compter par la bourgeoisie et honteusement oubliées au lendemain de la guerre; mais toutes les espérances qu'ont mises dans la force du Labour Party cinq millions d'ouvriers anglais. Vous n'y parviendrez qu'en vous attaquant, sans délai et sans merci, au régime capitaliste à la toute-puissance des parasites et des profiteurs, tels que lord Northumberland, qui prélève, de droit de naissance, d'énormes tributs sur le travail des ouvriers et qui, pour défendre ses privilèges, crée des associations antiouvrières, se livre à une préparation fasciste avec l'argent volé aux travailleurs.

Une grande responsabilité pèse sur vous à cet égard. N'oubliez pas, en effet, que c'est en partie de la désillusion provoquée dans la classe ouvrière italienne par l'impuissance et la faillite des partis socialistes réformistes qu'est né le fascisme sanglant.

Ce ne sont pas seulement les ouvriers britanniques qui attendent de vous une amélioration immédiate de leur sort et l'acheminement rapide vers leur libération complète, vers le règne sans partage du travail.

Les populations des colonies incorporées dans l'Empire britannique souffrent d'un double joug, celui de leurs propres oppresseurs et celui des mandataires de l'Empire. Sur plusieurs points, en Egypte, aux Indes, elles ont déjà commencé la lutte. Les gouvernements bourgeois qui vous ont précédés employaient à leur égard une méthode tour à tour brutale et perfide. La violence la plus cruelle, d'abord, dont une illustration récente est le massacre d'une foule hindoue paisiblement assemblée à Amrihar, massacre que vous avez en son temps dénoncé et stigmatisé. Puis, quand, malgré cette répression brutale et sommaire, les masses coloniales, opprimées restent menaçantes, alors, la violence ayant échoué, on recourait à la ruse et à la duperie.

Votre arrivée au pouvoir a fait naître, même chez les peuples opprimés des colonies, une grande espérance. Ils ont gardé le souvenir des campagnes courageuses entreprises en leur faveur par le vénéral fondateur de votre Parti, James Keir Hardie. Ils attendent de vous leur indépendance totale et sans réserve.

La classe ouvrière d'Europe et d'Amérique, qui s'est réjouie de votre

victoire sur les deux fractions de la bourgeoisie, suit vos actes avec une attention passionnée. Elle compte trouver en vous un point d'appui solide pour ses propres luttes, pour la bataille qu'elle doit livrer chaque jour contre une bourgeoisie nouvelle, née de la guerre, plus rapace et plus cynique que l'ancienne.

La bourgeoisie britannique qui a dû, par impuissance, vous laisser prendre le pouvoir va multiplier contre vous les embûches. Son intérêt, c'est de paralyser progressivement vos forces, de briser vos initiatives par l'intermédiaire des hauts fonctionnaires des administrations publiques—si vous avez la faiblesse de les laisser en place—de vous faire apparaître, comme un Parti impuissant, incapable de tenir ses promesses, de réaliser son programme et de vous discréditer ainsi aux yeux des travailleurs.

Vous ne pourrez déjouer ses manoeuvres qu'en vous appuyant exclusivement sur la classe ouvrière britannique en vous identifiant résolument avec elle. Laissez-nous vous dire à cette occasion quel surcroît de force et de vitalité donnerait au Labour Party, pour les combats qui l'attendent, l'accession immédiate dans ses rangs du Parti Communiste britannique, petit sans doute par le nombre, mais grand par la valeur individuelle de ses militants, par leur dévouement désintéressé à l'idéal du prolétariat révolutionnaire et qui représente véritablement dans votre pays l'avant-garde du mouvement ouvrier. En agissant ainsi, vous pourrez compter sur l'aide active des travailleurs les plus avancés de tous les pays.

La reconnaissance de l'Union des Républiques Soviétiques est un pas en avant. Mais elle doit être quelque chose de plus que la reconnaissance ordinaire d'un Etat par un Etat. Elle doit être complétée par une alliance véritable entre deux grands groupements d'ouvriers et de paysans et devenir ainsi la base solide autour de laquelle se grouperont les travailleurs de tous les pays à mesure qu'ils chasseront la bourgeoisie du pouvoir.

C'est seulement de cette façon que la paix définitive que vous souhaitez ardemment pourra désormais régner dans le monde.

Pour la réalisation de ces tâches, les travailleurs de Grande-Bretagne et de France doivent mener la lutte côte à côte. Ensemble, ils auront assez de force pour déchirer le honteux traité de Versailles, pour exiger l'évacuation immédiate de la Ruhr et de la Rhénanie, pour délivrer les travailleurs allemands du joug des magnats franco-allemands, pour assurer l'indépendance des peuples coloniaux asservis, pour sauver le monde de la menace fasciste et l'impérialisme meurtrier, et pour écarter définitivement tout danger de guerre.

Vive la solidarité active des travailleurs de France et d'Angleterre.

*Le Comité Directeur
du Parti Communiste français!*

Le texte de cette lettre fut adopté par le Comité Directeur dans sa séance du 5 février 1924.

1B. RÉSOLUTION SUR LA QUESTION RUSSE (RÉDIGÉE PAR B.
SOUVARINE), ADOPTÉE PAR LE COMITÉ DIRECTEUR DU
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (FÉVRIER 1924)

Puis ce fut la question russe, successivement traitée dans plusieurs séances par un délégué de l'Exécutif, par Souvarine, et aussi par un délégué du Parti allemand au cours de son exposé sur la crise du Parti allemand.

A la séance de février, Souvarine, après un nouvel exposé sur la question russe, présenta la motion ci-dessous qui fut adoptée par le C. D. :

Le Parti communiste français a suivi les discussions récentes du Parti communiste russe avec le plus vif intérêt et pris connaissance avec grande attention des matériaux essentiels à ces discussions.

Le Comité Directeur a bien regretté d'avoir été dans l'impossibilité d'envoyer un représentant à la XIII^e Conférence du Parti russe. Mais il était de cœur et d'esprit avec l'assemblée qui a travaillé, dans l'absence du fondateur irremplaçable du Parti, à donner au Parti les moyens de surmonter ses difficultés passagères, à lui assurer une cohésion indestructible, à lui assigner les tâches dont l'accomplissement marquera de nouvelles conquêtes de la Révolution.

Le Comité Directeur savait que la dernière discussion intérieure du Parti n'était pas la première, et que de chaque controverse de cet ordre, quelque passionnée qu'elle ait pu être, le Parti, était toujours sorti renforcé. Cette fois encore il est convaincu de voir son parti frère traverser victorieusement l'épreuve à laquelle il s'est soumis devant le monde de ses ennemis comme de ses amis.

Le Parti communiste français a été appelé déjà, notamment à l'occasion du 4^e Congrès, et auparavant dans un Comité Exécutif élargi, à apprécier avec toute l'Internationale l'attitude du Parti russe. Il a pleinement approuvé la ligne générale de celui-ci dont il est solidaire. S'il arrivait que l'Exécutif se saisisse à nouveau de la question, les représentants du Comité Directeur auraient à suivre les directives générales suivantes :

Le Comité Directeur considère qu'après l'exclusion des groupes "Vérité ouvrière" et "Groupe ouvrier", le Parti russe est épuré de toute fraction inassimilable et que les tendances variées qui se sont exprimées au cours de novembre-décembre-janvier sont toutes inspirées du souci de faciliter la réalisation de la tâche historique du parti du prolétariat et animées d'un égal désir de travailler à la grandeur du Parti et au triomphe de la révolution russe mondiale.

Constatant que les éléments non-communistes, en tant que groupes, sont heureusement exclus du Parti, constatant aussi avec satisfaction la volonté générale de ne pas former ou laisser se former des fractions dans le Parti, faisant confiance à la direction du Parti pour qu'elle suive une ligne de conduite excluant toute possibilité de formation de fractions : Le Comité Directeur estime que le rôle de l'Internationale, dans le cas où celle-ci serait appelée à donner son opinion, serait de rechercher la base sur laquelle le Parti dans son ensemble, rejetant à l'arrière plan toutes les divergences secondaires, est résolu à poursuivre son oeuvre fondamentale.

Le Comité Directeur, abstraction faite des erreurs qui ont pu être commises de part et d'autre et que le Parti russe, suivant l'inoubliable exemple de Lénine, a la force de savoir reconnaître lui-même sans attendre la critique extérieure, ne saurait oublier que les ca-

marades momentanément en désaccord sur certaines questions sont tous des artisans valeureux de la Révolution russe et de l'Internationale Communiste et compte sur leur effort réciproque pour maintenir à jamais la plus grande unité du Parti.

Dans toute la mesure où ils en seront capables, les délégués français à l'Internationale contribueront au renforcement de cette unité, gage le plus sûr de la victoire finale du Parti communiste en Russie et dans le monde.

Votèrent contre: Suzanne Giraud, Sénard, Treint, se refusant à résoudre une question si importante sans connaître les documents les plus essentiels d'une discussion qui avait duré plus de trois mois au sein du Parti russe et soulevé les plus grands problèmes politiques et économiques.

IC. RÉSOLUTION CONCERNANT LES PROBLÈMES INTERNATIONAUX
MIS A L'ÉTUDE DU COMITÉ EXÉCUTIF ÉLARGI DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, ADOPTÉE PAR LE
COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS LE 19 FÉVRIER 1924

A la séance du C. D. du 19 février, Souvarine, se référant à un article sur la crise au sein du Parti frère allemand paru dans la *Correspondance Internationale* du 12 février, présenta, après un court exposé sur la question, une résolution qui souleva une vive discussion.

Le secrétariat lui opposa une autre résolution. Finalement, des deux textes, on fit la résolution suivante qui fut unanimement acceptée par le C. D.:

Le Comité Directeur, dans sa séance du 12 février 1924, a décidé la tenue d'un Conseil National avant le Comité Exécutif Elargi de l'I.C.

Il a demandé des matériaux pour que les sections et fédérations puissent se documenter sur les questions à l'ordre du jour. Sur la question allemande, le Parti français a contribué avec toute l'Internationale à sauvegarder l'unité du Parti communiste allemand sur la base des décisions de l'Exécutif et des derniers Congrès.

Il n'a jamais pris le parti d'une tendance du Parti communiste allemand contre l'autre. La lettre adressée par la direction du Parti français à la gauche allemande en novembre sur les propositions du secrétaire du Parti, fut écrite dans le but exclusif de contribuer à maintenir l'unité et non de blâmer une tendance ou d'en soutenir une autre.

Le Comité Directeur demande aux Fédérations et sections de ne procéder à aucun vote avant que les documents indispensables pour une discussion sérieuse aient été mis à leur disposition.

ID. DÉCLARATIONS DE P. MONATTE AU COMITÉ DIRECTEUR DU
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DU 18 MARS 1924

Cependant, les exposés successifs des délégués du P. [C.] A. et de l'Exécutif

projetèrent un peu plus de lumière sur toutes ces questions. Aussi, un certain nombre de membres du C. D., d'une part, et Sellier, secrétaire général, et Chassaing, secrétaire des Jeunesses, d'autre part, rédigèrent des thèses destinées à faire prendre nettement position à l'organisme central du Parti.

Une première commission, puis une deuxième, furent chargées par le C. D. de fondre si possible les deux thèses, peu différentes d'ailleurs en général. La deuxième commission aboutit, et c'est ainsi que les thèses publiées dans le précédent numéro du *B. C.* furent adoptées.

Votèrent contre Monatte et Souvarine. Rosmer déclara s'abstenir et donna sa démission du Bureau politique. Monatte appuya son vote de la lecture de déclarations dont il demanda la publication dans le *B. C.*

Les voici :

D'où provient la crise qui s'est produite au sommet du Parti, au cours de ces dernières semaines, et juste au lendemain du Congrès de Lyon?

La défaite allemande d'octobre, la crise russe, l'avènement au pouvoir du Labour Parti n'en fournissent pas la cause première, car bien avant octobre existait un malaise assez sérieux pour amener l'intervention de l'Internationale. Ces grands événements n'ont fait que l'aggraver. Aujourd'hui, non seulement le Parti a mal à la tête, mais ses membres fonctionnent mal. Cela, à un moment où il devrait avoir besoin de toutes ses forces et de tous ses moyens.

Très souvent la difficulté n'est pas d'accomplir son devoir, mais de le connaître. C'est évidemment le plus difficile dans la crise présente du Parti. On ne la guérira pas au moyen d'une résolution d'unanimité votée au sein du Comité Directeur. La rechute serait trop proche et trop certaine.

La fièvre tenace du sommet tient pour une large part au fait que depuis plus d'un an la direction du Parti s'est chargée seule de l'examen de toutes les questions sans appeler le Parti à y collaborer. Elle a voulu lui éviter la peine de penser. Le centralisme mécanique n'a été bon ni pour la tête ni pour les membres.

D'aucuns veulent aujourd'hui classer et diviser le Parti d'après les problèmes qui se posent dans l'Internationale et sur lesquels le Parti, même dans sa direction, est, de façon notoire, insuffisamment renseigné. Certes, le Parti a longtemps mérité le reproche de se désintéresser de ce qui se passait dans l'Internationale ; il ne s'en déchargera pas en tranchant de tout aujourd'hui à la légère, sans information et sans réflexion, non plus qu'en se désintéressant de ce qui se passe chez lui.

Le Parti compte trop d'organismes existant surtout sur le papier. Si l'on juge des autres par celui qui a fait le plus de bruit au cours de l'année dernière, c'est-à-dire par les Commissions syndicales, on est en droit de craindre que rien ne fonctionne. Les Commissions syndicales fédérales ont peut-être un secrétaire sur les registres, encore n'est-ce pas sûr, mais elles ne vivent pas réellement. Les Commissions syndicales de sections communistes importantes, aussi bien que les Commissions syndicales de syndicats, n'existent pas davantage. Tout le réseau des Commissions syndicales est donc à créer. L'effort improvisé d'avant Bourges, destiné à répondre aux attaques des adversaires, n'a pas été soutenu et développé.

On nous dit qu'une nouvelle phase du front unique commence. Ailleurs peut-être, ici non, car la France n'a autant dire pas appliqué le front unique. Elle n'a pas su manier cette tactique. Et elle ne l'a pas su parce qu'elle n'y a trop souvent vu qu'un moyen de

manoeuvrer l'adversaire et non pas un moyen d'entraîner la classe ouvrière à une action donnée. Le front unique exige des mots d'ordre judicieux et clairs, traduisant les nécessités du moment et les besoins de la classe ouvrière. Faute de ces tremplins d'action, le front unique ne peut être qu'une vaine et parfois dangereuse gymnastique oratoire. Le front unique est le moyen pour les communistes d'enfoncer le coin révolutionnaire; dans la réalité, il exige l'esprit ouvrier et le sens révolutionnaire et non pas certain esprit doctrinal toujours prêt à bénir ou à maudire le travail fait ou projeté.

Expliquer la crise française et toutes les autres crises par le passage d'une vague de menchévisme dans l'Internationale est une explication peut-être savante mais sûrement paresseuse, car elle rend inutile tout effort national particulier: pas besoin de s'inquiéter, le remède unique opérera.

Crise allemande

Il paraît que le Parti français a soutenu la droite du Parti communiste allemand. Celui qui sera surpris de l'apprendre, c'est bien le Parti français. Il n'a pas plus été avec la droite qu'avec le centre ou qu'avec la gauche; il a été avec son Parti frère tout entier et avec la Révolution allemande.

Insuffisamment renseigné, mal renseigné, il est certain que nous l'avons été avant et après la retraite d'octobre. Tout d'abord par les camarades qui avaient vu des centaines de milliers de fusils là où il n'y en avait pas la trentième partie. Ensuite, par les correspondants de l'Humanité et par les délégués du Parti. Il ne suffit pas d'écrire ou de signer le texte des 14¹ pour se laver du reproche d'aveuglement. De même qu'il ne suffit pas de faire son mea culpa sur la poitrine du voisin ou bien encore sur le sein de la déesse abstraction.

La crise russe

Toujours d'après certains, le Parti aurait encore soutenu l'opposition russe et les tendances petites-bourgeoises qui se seraient manifestées dans certaines sections de l'Internationale. Nous ne pouvons croire que l'opposition russe sort animée d'un esprit menchéviste; s'il en était ainsi, on ne comprendrait pas que 99% de ses revendications aient été incorporées dans la résolution du Comité Central de décembre.

Nous ne croyons pas que notre Parti soit en mesure d'intervenir dans la crise russe, d'abord parce que la clarté est loin d'être suffisante pour le Parti français, l'essentiel de la littérature sur la question ne lui a pas été soumis encore; cette littérature demande évidemment à être éclaircie par les discussions orales d'un Exécutif Elargi ou d'un Congrès; reste même à savoir s'il est possible de prendre raisonnablement parti sur le fond du débat. Le différend russe ne provient pas de heurts de personnalités, mais des solutions proposées de part et d'autre sur les problèmes de l'économie russe. Bien heureux ou bien présomptueux ceux d'ici qui peuvent distribuer le blâme ou la palme à ceux qui les dépassent de cent coudées. Pour nous, qui ne sommes nullement aveuglés par l'amitié, car en ce cas nous serions aveuglés des deux parts, nous pensons que le Parti russe doit résoudre lui-même son conflit, en ne perdant pas de vue qu'il porte le sort de la première révolution sociale et de l'Internationale Communiste entière, qui n'ont pas

¹ Le premier texte soumis au Comité directeur portait la signature de 14 membres du C. D.

trop l'une et l'autre, pour compenser la faiblesse de partis comme le Parti Communiste français, de toutes leurs forces.

La question anglaise

Enfin, le Parti aurait soutenu les illusions pacifistes et réformistes créées par l'accession au pouvoir du Labour Party. Pour tous, c'était l'arrivée au pouvoir du secrétaire de la II^e Internationale et du président de l'Internationale d'Amsterdam; il n'y avait pas d'illusion quant à l'issue de l'expérience. Mais on peut différer sur les moyens de suivre cette expérience et d'en tirer la leçon de manière à ce qu'elle soit comprise des ouvriers anglais.

N'oublions pas ce qui s'est produit en Bulgarie et qu'une soi-disant rigidité doctrinale a empêché de comprendre les nécessités de l'action révolutionnaire à une heure critique.

En conclusion, le Parti ne peut sortir de sa crise par la vertu d'une résolution d'unanimité, ni même en portant, ce qui est indispensable, la discussion de tous ces problèmes devant l'ensemble du Parti.

Il n'en sortira qu'en faisant d'abord son propre travail, qu'en se liant chaque jour davantage avec la classe ouvrière, qu'en ne se figurant pas que l'Internationale a besoin de courtisans. Celle-ci attend autre chose de sa section française.

I E. LE CHANGEMENT DE DIRECTION DU BULLETIN COMMUNISTE:

LETTRE DE B. SOUVARINE AUX ABONNÉS DU BULLETIN COMMUNISTE ET DÉCLARATION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (MARS 1924)

Enfin, ce fut l'incident de la "Lettre aux Abonnés du *Bulletin*" qui occupa la plus grande partie du C. D. du 25 mars.

Le B. P., qui, malgré plusieurs interventions auprès de Souvarine, n'avait pu obtenir de lui qu'il cessât ses polémiques personnelles et inamicales contre Treint, ni qu'il publiât sa réponse, avait décidé, dans sa séance du 6 mars, que Souvarine rejoindrait son poste à l'Exécutif à Moscou et qu'il serait remplacé pendant son absence, au *Bulletin Communiste*, par Calzan.

Mais Souvarine protesta par une "Lettre aux Abonnés du *Bulletin*", et fit appel à une souscription pour la création d'une Revue marxiste.

Le B. P., puis le C. D. décidèrent alors d'enlever à Souvarine la direction du *Bulletin* et de publier dans l'*Humanité* la lettre aux abonnés et une déclaration qui rétablirait les faits.

Voici ces deux documents:

Lettre aux abonnés du "Bulletin Communiste"

Camarades,

A partir de cette semaine le *Bulletin Communiste*, que le soussigné avait fondé en 1920 et dirigé pendant quatre ans, sera remis en d'autres mains.

Il ne nous a pas même été donné la possibilité de fournir aux lecteurs, aux abonnés, aux camarades qui ont, pendant ces quatre années, soutenu le *Bulletin* et encouragé son directeur, la moindre explication.

Vous trouverez naturel que nous tenions à prendre congé de ces amis connus et inconnus dont l'appui nous a permis de travailler de toutes nos forces, durant ces quatre ans, à faire une publication digne de la cause du prolétariat.

Ceux qui ont présentes à l'esprit l'histoire de notre jeune mouvement communiste français, les luttes et les crises qui ont marqué les étapes de son développement, savent ce qu'a été le *Bulletin* sous notre direction et la trace qu'il laisse.

Nous avons la fierté de n'avoir rien à regretter de ce que nous avons écrit et fait dans le *Bulletin* à travers les difficultés de la tâche et les épreuves de la lutte. Les connaissances et l'expérience acquises depuis la fondation du *Bulletin* n'ont pu que nous confirmer dans nos convictions en les rendant de plus en plus précises et claires.

Notre travail, nos opinions, nos thèses sont soumis au jugement de tous. Nous nous y exposons sans crainte, avec la certitude que le Parti communiste et le prolétariat révolutionnaire sauront reconnaître, tôt ou tard, ceux qui les ont servis dignement.

Nous attendons avec confiance l'appréciation de ceux qui nous ont si longtemps soutenu de leur confiance, et qui auront, en définitive, à se prononcer sur le point de savoir si nous avons cessé d'en être digne. A mesure que les questions actuellement discutées dans le Parti s'éclairciront, l'ensemble des militants comprendra mieux la signification du changement de direction du *Bulletin*.

Nous écrivons ces choses tranquillement, comme un homme qui entend placer sa conscience révolutionnaire au-dessus des intrigues et des préoccupations vulgaires de certains et qui dit un adieu définitif au journal qu'il a créé, maintenu et dirigé à travers bien des orages de la vie publique. Jamais plus la question ne se posera pour nous de reprendre la direction du *Bulletin*. Et nous pouvons en parler en toute sérénité.

Nous voici désarmé, privé de tout moyen d'expression et de défense: il ne manquera pas de philistins pour en profiter. Celui qui s'est jeté sans réserve dans la lutte, qui s'est livré tout entier, qui a toujours parlé sans fard selon ses convictions, qui n'a pas craint d'attaquer les hommes quand il le fallait pour atteindre les idées, qui a rompu tous les liens d'amitié paralysant ses mouvements dans le combat pour l'expérience du Parti, qui a heurté des ambitions, déjoué des manoeuvres et brisé des convoitises, — celui-là doit s'attendre à la coalition de toutes les rancunes, de toutes les haines au moment difficile. Ce moment est venu, et nous nous attendons à tout.

Quoi qu'on dise et qu'on fasse maintenant que nous sommes dans l'impossibilité de répondre, nous maintiendrons avec constance et fermeté nos opinions, qui sont inspirées du souci de servir la classe ouvrière et dictées par l'intérêt de l'Internationale Communiste, de la révolution. Nous avons la certitude qu'elles gagneront le noyau sain et le plus conscient du Parti. Nous

avons connu déjà des heures plus difficiles que celles d'aujourd'hui, et nous avons été lapidé par le Parti que nous servions, avant qu'il nous donne raison. Puisse seulement la nouvelle direction imprimée au Parti ne pas lui coûter trop cher, puisse la nouvelle épreuve qui nous trempera ne pas être trop chèrement payée.

Rentré dans le rang, nous continuerons de travailler pour le communisme comme nous l'avons toujours fait, et avec la satisfaction du devoir accompli. Nous dédaignerons de recourir à l'auto-plaidoyer. La vie, le travail et la lutte sélectionneront les militants. Nous voulons seulement mettre en garde les camarades mal instruits contre la version tendancieuse mise en circulation pour justifier notre révocation.

Les auteurs de cette mesure ne tiennent pas à en donner ouvertement les motifs. Ils invoquent des raisons mesquines dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne les grandissent pas. Ils prennent prétexte, en désespoir d'argument, de prétendues "discussions personnelles", comme si, à défaut de ce prétexte, ils n'auraient pas su en forger d'autres; comme si nous avions fait autre chose que nous défendre contre les attaques les plus personnelles et les moins légitimes qui soient; comme si une telle décision était en proportion de la raison mise en avant; comme si les vraies raisons n'avaient pas été avouées imprudemment au Comité Directeur; comme si les faits n'infirmait pas cette pauvre justification.

Il nous suffira de constater que la campagne ourdie par une fraction et sourdement menée contre nous, à propos de notre point de vue sur les discussions du Parti communiste russe, date de deux mois déjà; qu'un mot d'ordre circulait dans certaines sections et fédérations pour faire voter ces motions contre notre direction du *Bulletin*; que de telles motions ont été votées à la faveur de l'ignorance où se trouvaient les assemblées; que le Comité fédéral de la Seine avait pris une telle délibération, il y a un mois, en même temps qu'un secrétaire du Parti proposait au Comité Directeur de nommer un Comité de trois membres pour diriger le *Bulletin*. Ce dernier fait, à lui seul, suffirait à détruire toute valeur des prétextes officiels.

Mais on préfère étouffer les considérations politiques en se flattant de l'illusion qu'on peut abattre plus sûrement un contradicteur par des moyens subalternes. Soit. Ce n'est pas cela qui empêchera la vérité de se faire jour.

Nous ne renions pas un mot de nos écrits sur la question russe. Nous avons dit honnêtement, et aussi discrètement que possible, ce que nous approuvions ou réprouvions des opinions opposées. Il a suffi que nous nous refusions à discréditer "l'opposition", à taxer des hommes comme Trotsky ou Radek de "menchévisme", pour que nous nous trouvions en butte aux pires diffamations et nous condamnions à essuyer les attaques les plus déloyales... Il n'importe. Si nous avions à recommencer, nous le ferions. Nous acceptons de grand coeur d'être frappé pour avoir essayé de travailler à l'unité du Parti communiste russe. Nous l'avons fait dans l'intérêt de la révolution dont nous sommes sûr d'avoir conscience aussi bien que quiconque.

L'Internationale a besoin de sections conscientes et agissantes, dont la

clairvoyance révolutionnaire fera sa grandeur. Toute section qui renonce à apporter sa part dans l'élaboration de l'opinion collective de l'Internationale, qui perd de vue l'intérêt supérieur du mouvement communiste pour donner le pas à des intérêts de fraction se place au-dessous de son rôle historique et dessert la cause qu'elle a mission de servir. Dans les circonstances présentes, les difficultés passagères du Parti russe privé de l'autorité décisive de Lénine imposent à l'Internationale le devoir d'intervenir dans le sens de l'unité du Parti, non abstraite ou formelle, mais précise et concrète : nous entendons par là une intervention tendant à assurer la continuation de l'oeuvre révolutionnaire par ceux qui l'ont commencée et menée ensemble, donc à créer les conditions pratiques de collaboration des divers courants. Il existe pour réaliser cette tâche une base excellente : c'est la résolution du Comité Central sur la démocratie ouvrière, de l'application de laquelle dépend l'avenir du Parti. Faisant confiance au Comité Central pour qu'il applique cette résolution et suive une ligne politique juste excluant la possibilité de formation de fractions, nous avons eu l'approbation du Comité Directeur du Parti français unanime, moins deux voix, pour cette conception. La majorité ayant changé d'avis se donne aujourd'hui le rôle de rappeler à l'ordre du bolchévisme des communistes russes dont on ne peut dire sans injustice qu'ils faillissent à leur devoir. Nous ne le suivrons pas et défendrons notre point de vue que nous tenons pour conforme à l'intelligence du bolchévisme.

Nos idées ne sont pas à la merci d'un remous ni d'un coup de vent. Nous répugnons à la démagogie et ne hurlons pas avec les loups. Nous avons marché souvent contre le courant. Nous savons ce que c'est que d'être en minorité. Nous maintiendrons contre les erreurs et les déviations, d'où qu'elles viennent, notre opinion ferme de révolutionnaire qui peut au moins prétendre à la supériorité de n'être guidé que par le souci de servir la révolution.

Salut communiste.
Boris Souvarine.

P.-S. - Comme lecteurs du *Bulletin Communiste*, vous connaissez notre projet, depuis longtemps caressé, de faire une revue d'étude et de critique marxistes, traitant de questions politiques, historiques, économiques, de la vie ouvrière et de la doctrine communiste.

Libéré de nos responsabilités de Parti, nous avons maintenant la possibilité de faire cette revue. Il ne nous manque que les moyens matériels.

S'il se trouvait seulement cinq cents camarades s'intéressant à notre idée, ayant confiance dans sa réalisation, et capables de souscrire immédiatement un abonnement de 20 numéros à 2 francs le numéro, nous pourrions mettre notre plan à exécution.

Cinq cents camarades, 20 numéros à 2 francs chaque, cela nous procurerait tout de suite 20.000 francs. Certains camarades pourraient souscrire pour 40 numéros, d'autres d'ailleurs pour 10. Il y en a même qui, ayant en nous une grande confiance, pourraient nous envoyer qui un billet de cent francs, qui davantage.

Nous nous adressons donc à vous, camarades qui nous avez jugé à l'oeuvre

depuis plusieurs années. Et nous vous disons : si vous croyez que nous sommes capables de faire la revue dont on a tant parlé et que cette revue rendra des services au mouvement ouvrier et au Parti, faites le geste nécessaire sans attendre. Souscrivez immédiatement votre abonnement. Et nous sommes sûrs que nous constituerons très rapidement un cercle de lecteurs qui assurera l'existence de la revue.

Aucun collaborateur ne sera payé. Les frais seront réduits au minimum. La revue vivra, avec l'aide de ses lecteurs. L'idée peut être réalisée en quelques jours. Quand nous avons créé le *Bulletin*, nous l'avons improvisé en quarante-huit heures : il a duré plus de quatre ans.

Si nous ne recueillions pas les souscriptions nécessaires, nous renverrions l'argent aux souscripteurs, bien entendu.

Adressez la correspondance à Boris Souvarine, rue Montmartre, Paris.

Déclaration du Comité Directeur

Le camarade Souvarine a contrevenu deux fois consécutives aux décisions du Bureau politique et du Comité directeur :

1) *En remplaçant d'autorité, dans le Bulletin Communiste, un filet supprimé, par un autre filet mettant en cause la direction du Parti ;*

2) *En faisant éditer et adresser aux abonnés du Bulletin une lettre contraire à la discipline du Parti, tant par le procédé lui-même que par le texte du document.*

Le camarade Souvarine vient de demander au Bureau politique, au nom de la liberté d'opinion dans le Parti, que le texte de cette lettre soit publié dans le prochain numéro du Bulletin. Le Bureau politique a décidé de donner à cette lettre une publicité beaucoup plus large et les lecteurs de l'Humanité en trouveront ci-dessous le texte intégral, en même temps qu'ils trouveront ci-contre le texte de la thèse votée le 18 mars par le Comité directeur du Parti.

Quinze mois durant, le camarade Souvarine a disposé librement de la plus grande faculté d'exprimer sa pensée, tant dans l'Humanité qu'au Bulletin Communiste qu'il dirigeait.

Aujourd'hui, le camarade Souvarine a pris, sur des questions essentielles, une position nettement opposée à celle de la direction du Parti. Cette dernière, en de pareilles conditions, ne pouvait que faire jouer les règlements du Parti, tant en ce qui concerne la direction politique de la presse que la discipline, dont le Comité directeur doit répondre devant le Congrès.

Les ouvriers membres de notre organisation qui respectent scrupuleusement pour leur compte la discipline du Parti ne comprendraient pas que les militants les plus responsables bénéficient d'un régime de faveur.

Il importe d'ailleurs de rappeler que la résolution, plaçant de la façon la plus rigide tous les organes de la presse du Parti sous le contrôle direct et permanent de la direction du Parti, a été rédigée entièrement à Moscou par le camarade Souvarine.

L'écrasante majorité qui s'est rassemblée, au sein du Comité directeur, sur la thèse dont le texte est publié ci-contre, atteste devant le Parti tout entier la cession de la direction désignée par le Congrès de Lyon.

Nous sommes sûrs de refléter l'opinion unanime du Parti en déclarant qu'au début d'une bataille politique aussi sévère et aussi importante que celle qui va s'ouvrir, le Parti et sa

direction ont autre chose à faire que de s'arrêter à telle ou telle manifestation personnelle, d'où qu'elle vienne.

La vigueur et l'unanimité avec lesquelles le Parti communiste va entrer dans la lutte démontrera que la presse bourgeoise et dissidente a eu tort d'espérer que l'incident banal, encore que regrettable, qu'elle a d'ailleurs complètement déformé et exagéré, serait susceptible d'entraver, si peu que ce soit, la marche en avant du Parti.

Le Comité Directeur du Parti

2. THÈSES SUR LA TACTIQUE DU PARTI ET SUR LES PROBLÈMES
POSÉS À L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, ADOPTÉES PAR
LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS LE 18 MARS 1924*

Au Congrès de Lyon, le Parti n'avait pu prendre sur les questions anglaise, allemande et russe, aucune décision. Ou ces problèmes n'avaient pas atteint encore leur plein développement, ou ils n'avaient encore été posés devant le Parti que d'une façon bien imprécise.

Depuis, sur toutes ces questions, une clarté suffisante s'est faite, qui amène le P.C.F. à prendre position par rapport à elles.

La montée de la vague révolutionnaire au cours de ces derniers mois, en Bulgarie, en Pologne et en Allemagne, les retraites momentanées effectuées par les Partis communistes de ces pays, l'avènement au pouvoir du Labour Party, amènent l'I.C. et ses partis, à examiner la situation ainsi créée, et à préciser quelle doit être dans cette nouvelle conjoncture sa tactique générale, notamment en ce qui concerne la pratique du front unique.

C'est d'autant plus nécessaire, que des erreurs ont été commises dans l'application de cette tactique par certains partis frères, qui n'ont su ni conserver au cours de l'agitation et de la lutte l'indépendance de leur critique, ni retrouver leur liberté d'action au moment de la trahison des chefs réformistes.

“Les enseignements et les conclusions de l'expérience acquise au cours de tous ces événements doivent être mis à profit par toute l'I.C.” (Thèses du Comité Exécutif de l'I. C. sur la question allemande.)

Enfin, sept semaines de développement rapide de la crise capitaliste nous ont rapproché de la période des luttes révolutionnaires en France. Et c'est une nécessité pour notre P.C.F., de préciser les tâches qui l'attendent pour entraîner les masses dans la bataille.

La situation économique et politique en France

L'occupation de la Ruhr, nouvelle entreprise du capital international contre

* *Bulletin Communiste*, no. 13, 28 mars 1924, pp. 323-327.

la classe ouvrière, met l'industrie lourde française dans une situation privilégiée sur le marché international, tandis qu'elle est pour le budget d'Etat une nouvelle source de déficit. Incapable de se libérer autrement, l'Etat bourgeois est contraint de pratiquer l'inflation fiduciaire, qui représente pour les capitalistes détenteurs de biens réels un immense avantage. Par contre, l'inflation a pour conséquence directe la chute du franc, l'aggravation de la vie chère, la ruine de toute la petite bourgeoisie à revenu et traitement fixe: petits rentiers, retraités, fonctionnaires. Le paiement des salaires en monnaie dépréciée met également la classe ouvrière dans une situation chaque jour plus difficile et qui l'acculera avant peu à des luttes d'une ampleur considérable.

Le Bloc national, qui a été depuis 1919 l'instrument parlementaire de la grande bourgeoisie, porte aujourd'hui devant les masses populaires la responsabilité de ces difficultés.

Dans ces conditions, une partie du grand capitalisme, comprenant que la démocratie ne résoudra aucun problème et sera incapable même de satisfaire ses partisans les plus acharnés, réclame dès à présent la dictature ouverte. Par une démagogie habile, elle cherche à grouper autour d'elle les éléments nationalistes de la petite bourgeoisie et constitue ainsi les premiers cadres du fascisme français.

Le Bloc national ayant évidemment fait faillite, une autre fraction du grand capitalisme, entraînant encore la majorité de la petite bourgeoisie, tend à consolider et à élargir sa base contre-révolutionnaire en cherchant une formule politique qui lui permette de s'adjoindre, plus étroitement que par le passé, les forces réformistes pour prolonger sa domination de classe sur le prolétariat.

C'est le Bloc des Gauches.

Le Bloc des Gauches, par le fait qu'il ne peut être qu'un instrument de la bourgeoisie, et qu'il se trouvera en face des mêmes problèmes économiques, politiques, sociaux et financiers d'aujourd'hui, posés cependant d'une manière plus aiguë, ne saurait faire une politique générale différente de celle du Bloc national.

Après une période possible de flottements il est évident que devant la montée des forces ouvrières organisées, menaçant les privilèges des capitalistes, de plus en plus incapables d'assurer un minimum de vie acceptable aux travailleurs, le Bloc des Gauches, pour essayer de résoudre les problèmes aggravés qui se poseront devant lui, sera inéluctablement amené à pratiquer une politique de plus en plus vigoureusement antiprolétarienne.

C'est pourquoi le Parti communiste doit poursuivre contre le Bloc des Gauches une lutte aussi acharnée que celle menée contre le Bloc national.

Le découragement qui résultera au sein de la classe ouvrière et de la masse des petits travailleurs, de la faillite des illusions provoquées par le Bloc des Gauches ouvrira la voie au fascisme, si le Parti communiste ne se préoccupe pas dès maintenant de commencer, au sein des masses travailleuses, la lutte idéologique contre le fascisme, et si le Parti communiste ne se met pas plus rapidement en mesure d'unir les forces de tous les travailleurs des villes

et des champs, en vue de résister victorieusement au fascisme et d'abattre révolutionnairement le pouvoir capitaliste.

La tactique du Parti Communiste

La position particulière de l'impérialisme français, à l'avant-garde de la contre-révolution européenne, donne pour tâche immédiate au Parti d'entreprendre, en accord avec les partis frères d'Europe centrale et les représentants des peuples coloniaux opprimés, une lutte acharnée contre lui sur tous les territoires d'expansion, notamment dans la Ruhr et au Maroc.

Dans la lutte contre l'impérialisme, contre le Bloc des Gauches et le fascisme, la tactique du front unique, éprouvée dans toute l'I.C. par trois années d'expérience et à travers bien des fautes, se présente plus que jamais aujourd'hui comme la formule la plus pratique et la plus sûre pour la bataille prolétarienne. C'est une tactique de révolution et non d'évolution. De même que le gouvernement ouvrier ne peut pas être pour nous une phase transitoire démocratique, de même la tactique du front unique ne constitue pas une coalition démocratique, ni l'union avec les chefs social-démocrates, mais seulement un accord momentané pour des actions déterminées. Elle n'est qu'une méthode d'agitation et de mobilisation révolutionnaires. Le Parti doit rejeter comme opportuniste toute autre interprétation.

Le Parti doit maintenir sa physionomie propre au cours des actions communes avec d'autres organisations, et toujours rattacher les actions immédiates auxquelles il participe au développement de la lutte des classes.

Le Parti ne doit pas se dissimuler que la tactique du Bloc Ouvrier et Paysan, par laquelle il va tenter une nouvelle fois pendant l'agitation électorale d'unir les masses autour de ses buts révolutionnaires, comporte de graves dangers de déviation réformiste contre lesquels il importe de se prémunir.

Au cours de l'année écoulée, malgré de nombreuses décisions prises en vue de porter l'agitation au sein des masses, par la presse, par l'affichage et par le tract, malgré de nombreuses décisions tendant à la critique impitoyable des trahisons actuelles des réformistes, les organismes d'exécution ont trop souvent réduit la tactique du front unique à la tactique de la lettre ouverte.

Plus un Parti communiste s'engage profondément dans la tactique du front unique, et plus il doit lutter énergiquement dans son sein contre toutes les survivances et renaissances de l'esprit réformiste et social-démocrate et contre tous les dangers de déviation du front unique.

C'est par une telle lutte intérieure contre les périls de droite, possible dans un parti qui se meut au sein de la corruption matérielle et idéologique du capitalisme, qu'un Parti communiste peut, par son action intransigeante menée au sein des masses, non seulement rappeler utilement les trahisons historiques des chefs réformistes, mais surtout dénoncer les trahisons actuelles de ceux-ci, et aider les masses en lutte à comprendre par leur expérience journalière que chaque bataille quotidienne ne saurait être fructueuse que si elle prépare le combat en vue de la dictature prolétarienne.

La campagne pour les élections générales, actuellement amorcée, est la

première que mène le Parti communiste français, après avoir chassé de ses rangs les éléments opportunistes et confusionnistes.

Les campagnes électorales menées par l'ancien Parti socialiste avaient en vue la recherche du plus grand nombre possible de sièges parlementaires. Ce résultat était obtenu au prix de combinaisons électorales avec les partis bourgeois. Cela engendrait au sein de la classe ouvrière, à l'égard de l'action politique du parti, de légitimes méfiances, qui repoussaient le prolétariat vers l'action purement syndicale.

Dans la campagne de grande envergure qu'il entreprend pour la première fois, notre jeune Parti communiste doit démontrer le caractère révolutionnaire de son action politique.

L'essentiel n'est pas d'obtenir un grand nombre de sièges parlementaires. Il faut avant tout, au cours de la campagne électorale, porter l'agitation communiste au sein des masses travailleuses, en faveur des revendications immédiates des ouvriers et des paysans, tout en reliant la lutte pour ces revendications avec le but final révolutionnaire.

Le Parti, par sa presse, n'a pas donné l'impression d'avoir fait dans ce sens tous les efforts désirables.

Le Bloc ouvrier et paysan a été parfois présenté, même dans nos propres rangs, comme un objectif définitif, plutôt que comme un premier pas tactique vers la lutte pour la dictature prolétarienne.

Le Bloc ouvrier et paysan a été réduit à une formation électorale, au lieu d'être présenté comme une formation de lutte sur tous les terrains, formation dans laquelle le prolétariat industriel assume la direction du combat. Le mouvement des métayers et des métallurgistes du Bas-Adour en 1920, diverses grèves soutenues au cours de l'an dernier avec le concours actif des paysans, ont cependant montré le caractère non spécifiquement électoral du Bloc ouvrier et paysan.

En France, où plus de la moitié de la population est formée de paysans, l'union des travailleurs des villes et des champs est la condition préalable et nécessaire de la victoire prolétarienne.

Le Bloc ouvrier et paysan doit réaliser l'union de toutes les forces travailleuses derrière les mots d'ordre du Parti contre les forces bourgeoises évoluant rapidement vers le fascisme.

Le Parti doit commencer un travail opiniâtre de clarification au sein de la classe ouvrière, en montrant la décomposition croissante du pouvoir bourgeois et la volonté bien définie du gros capital d'y substituer une dictature dirigée essentiellement contre la classe ouvrière.

Le Parti doit aussi exploiter la situation difficile des classes moyennes, utiliser toutes les occasions pour faire ressortir nettement l'appétit grandissant de la haute industrie opérant au détriment de la petite bourgeoisie, et arracher celle-ci à l'idéologie fasciste profitable au gros capital.

Il orientera ainsi les masses, par la préparation du prolétariat à la lutte armée, par la destruction de la base démagogique petite-bourgeoise du fascisme, vers la dictature prolétarienne.

La campagne pour la cohésion des masses dans l'action doit se prolonger

au cours de la lutte contre la vie chère et le chômage pour le relèvement des salaires et les huit heures. Pour cela, le Parti doit développer une activité convergente avec la C.G.T.U. dans l'agitation et dans l'action; il doit travailler de toutes ses forces à la reconstitution de l'unité syndicale sur la base proposée par la C.G.T.U. et tendre à grouper l'ensemble de la classe ouvrière dans des Conseils d'entreprise constituant la force la plus capable de lutter efficacement contre le patronat, parce que groupée sur le lieu même du travail.

L'action extérieure du Parti

Pour unir les larges masses dans un front solide anti-capitaliste et anti-impérialiste, le Parti doit:

1) Trouver les moyens de développer une activité convergente avec la C.G.T.U.;

2) Susciter la formation de Comités d'usines actifs, comités qui doivent être l'expression de la totalité des prolétaires, groupés sur le lieu même de leur travail;

3) Renforcer le travail communiste parmi les travailleurs étrangers et coloniaux émigrés en France; les organiser et les entraîner à la lutte en commun avec les travailleurs de notre pays;

4) Travailler au sein des classes moyennes prolétarisées par la décomposition du capitalisme, en vue de les arracher au fascisme et de les entraîner dans la lutte contre le régime capitaliste;

5) Arracher les coopératives à l'esprit de la collaboration des classes et les transformer en un instrument de lutte de classe;

6) Coordonner l'action de ses élus parlementaires et municipaux et faire servir les municipalités communistes à l'extension de l'influence communiste sur les masses travailleuses encore insuffisamment éduquées;

7) Toucher les masses inorganisées par l'utilisation dans le sens révolutionnaire de l'agitation électorale, menée sur la plate-forme initiale des revendications immédiates du prolétariat et des paysans;

8) Répandre parmi les ouvriers agricoles et les paysans, les mots d'ordre du Conseil international des Paysans (C.I.P.) et convoquer prochainement sur ces bases un Congrès des Paysans français;

9) Lutter pour l'indépendance nationale des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français et, au sein des mouvements nationaux populaires des colonies, soutenir plus particulièrement les éléments prolétariens, convoquer un Congrès des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français.

Le Parti doit veiller à ce que les futurs Congrès des paysans et des peuples coloniaux créent des organismes permanents, qui soient en mesure d'assurer dans un front unique anti-capitaliste et anti-impérialiste, la liaison avec les organisations des masses ouvrières.

L'organisation intérieure du P.C.F.

Pour se mettre à la hauteur de cette tâche immense, le Parti doit procéder à une sérieuse révision de son appareil.

Il doit :

1) Transformer le Parti français en un parti vraiment révolutionnaire en l'organisant solidement sur la base des cellules communistes d'usines, accomplissant sur le lieu même du travail les tâches du Parti.

Les cellules communistes d'usines, organisation intérieure du Parti, ne sauraient être confondues avec les Conseils d'usines, expression de la totalité des travailleurs de l'usine;

2) Créer ou animer au sein du Parti les différents organes de liaison avec les masses : réseau de Commissions syndicales, réseau de Commissions coopératives, réseau de Commissions paysannes, réseau de Commissions coloniales, créés partout où il y a utilité en France et dans les Colonies;

3) Incorporer le groupe parlementaire dans l'appareil du Parti et en assurer la direction effective par le B. P. et par le C. D. ;

4) Opérer une refonte de l'Union des municipalités communistes et en assurer la direction effective par le B.P. et par le C.D. :

5) Renforcer sa liaison avec les partis frères, notamment avec les partis allemand, anglais et belge. Créer avec le parti allemand une commission de la Ruhr se réunissant périodiquement et extraordinairement chaque fois que c'est nécessaire;

6) Développer l'éducation et le sens communistes de ses adhérents par l'organisation de cours marxistes et la diffusion de la littérature communiste.

Mais le Parti doit savoir que l'éducation de ses adhérents se fait aussi dans la lutte intérieure contre les erreurs et déviations et surtout au cours de l'action quotidienne contre le capitalisme.

7) Le Parti doit obtenir sur sa presse un contrôle absolu, en faire un instrument qui propage ses mots d'ordre selon les besoins et conserve exactement la ligne politique du Parti;

8) Le Parti doit dès maintenant commencer l'élaboration d'un programme précis où seront résolues les grandes questions posées devant le prolétariat par le développement de l'impérialisme français et la liquidation du traité de Versailles.

En fixant ainsi dans tous les domaines des tâches nettes à chacun de ses adhérents, le Parti saura lutter contre toute déviation opportuniste. Suivant exactement la ligne tracée par l'I.C., il pourra guider victorieusement dans les batailles de classe toutes prochaines le prolétariat français.

Le parti français et le gouvernement travailliste

L'avènement du parti travailliste en Angleterre constitue un pas énorme en avant du mouvement ouvrier international dans la mesure où le prolétariat anglais, aidé par les communistes, saura profiter de sa propre expérience pour perdre ses illusions travaillistes, en luttant contre le capitalisme et l'impérialisme britanniques.

Au moment où la révolution vient de subir un recul en Allemagne, l'accession au pouvoir du Labour Party est de nature à faire revivre ou à accentuer, au sein des masses travailleuses, les illusions du réformisme. La lutte entre les méthodes de la II^e et de la III^e Internationale se trouve mise

en pleine lumière par la comparaison entre le gouvernement travailliste de Londres, issu du parlementarisme bourgeois, et le gouvernement bolchévik, porté au pouvoir par la révolution prolétarienne victorieuse.

C'est le devoir de tous les Partis communistes de démontrer la faillite lamentable des méthodes réformistes et parlementaires, en se basant sur chacun des actes de faillite du gouvernement travailliste.

Il y a danger, pour les Partis communistes, d'interpréter faussement la tactique du front unique vis-à-vis du gouvernement travailliste et d'atténuer la critique communiste vis-à-vis du Labour Party au pouvoir.

Gouvernement travailliste à Londres, Bloc des Gauches avec participation des socialistes à Paris, tout cela constitue une tentative des impérialismes rivaux de France et d'Angleterre, qui ne peuvent actuellement ni s'accorder ni rompre, de conclure le compromis de la Ruhr, sous le couvert et la responsabilité des partis de la II^e Internationale, tout en se réservant pour plus tard la plus entière liberté d'action.

Le Parti français, par sa presse centrale, n'a montré ni suffisamment, ni suffisamment tôt, que le parti travailliste au pouvoir soutenu au Parlement par les éléments de deux partis bourgeois retors, ne peut pas faire une politique prolétarienne.

Cela devient de plus en plus évident pour tous les travailleurs, après la grève des dockers et après la mise en chantier de nouveaux navires de guerre.

Le chômage, la crise des changes, l'insuffisance des débouchés, le développement de la rivalité impérialiste franco-anglaise (notamment autour de la Ruhr) nécessitant de nouveaux armements, toutes ces difficultés ne peuvent être résolues par des moyens réformistes au sein du régime capitaliste, et dans la limite du jeu parlementaire et constitutionnel.

Les Partis communistes doivent montrer que la chute du Labour Party risque, si les communistes anglais ne savent pas en bénéficier, de provoquer le désenchantement des travailleurs et d'ouvrir ainsi la voie au fascisme en Angleterre.

La lettre ouverte adressée au Labour Party n'a pas suffisamment reflété l'esprit de cette critique nécessaire. Il eût été préférable que notre Parti y formulât un programme d'action commune des deux prolétariats.

Les communistes, en Angleterre et dans toute l'Internationale, doivent critiquer impitoyablement le Labour Party, tout en le poussant à la lutte prolétarienne, et soutenir dans la lutte la classe ouvrière anglaise et le P.C. britannique.

La position du Parti dans la question allemande

La droite allemande constitue un courant qui ne veut pas reconnaître les fautes commises dans l'application de la tactique du front unique, et qui veut expliquer la retraite d'octobre et le recul momentané de la révolution allemande par des fautes purement techniques et non politiques.

La retraite d'octobre a posé plus fortement les questions fondamentales qui ont fait l'objet de la discussion russe, questions qui eussent été plus facilement résolues par le développement révolutionnaire en Allemagne.

La retraite d'octobre a eu du moins pour résultat qu'elle a mis en évidence les crimes de la social-démocratie allemande et que celle-ci s'est affaiblie au profit du Parti communiste: les ouvriers dans les dernières consultations électorales, ont donné 50 % de leurs voix à notre parti frère au lieu de 25 % lors des précédentes élections.

La retraite d'octobre a déterminé en Allemagne une crise de tactique dans la question du front unique, et cette crise a posé la question devant toute l'Internationale.

La retraite d'octobre a souligné les fautes suivantes de notre parti frère d'Allemagne, fautes que la droite s'obstine à nier:

1) Fausse appréciation du rôle de la social-démocratie. Il n'y a pas eu en Allemagne de luttes entre la démocratie bourgeoise et la dictature bourgeoise. La social-démocratie n'a pas été vaincue par le fascisme. Il y a eu transformation de la dictature bourgeoise masquée de démocratie en dictature bourgeoise ouvertement proclamée. La social-démocratie a travaillé activement à cette transformation. Comment pourrait-il en être autrement, alors que la social-démocratie compte dans ses rangs: Ebert, président de la République bourgeoise démocratique; Severing, ministre de l'Intérieur prussien, et des dizaines de milliers de fonctionnaires d'Etat, y compris de nombreux fonctionnaires de police. La social-démocratie, loin d'être vaincue par le fascisme, a joué le rôle d'une aile du fascisme bourgeois.

2) Sous-estimation du rôle du Parti. Le Parti allemand n'a pas suffisamment compté sur ses propres forces pour entraîner la majorité du prolétariat dans la lutte révolutionnaire. Il n'a conçu la révolution comme possible, que par l'alliance avec la social-démocratie de gauche, et a eu dans les chefs de celle-ci, une confiance politique réelle. C'est pourquoi le Parti allemand a aliéné son indépendance, et, au lieu de faire appel à la masse, s'est perdu en combinaisons parlementaires avec les chefs social-démocrates, et n'a pas su utiliser les gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe comme places d'armes révolutionnaires;

3) Fausse politique intérieure du Parti. Un parti qui pratique le front unique et participe avec les social-démocrates à un gouvernement ouvrier, doit mener, dans son sein, en vue du déclenchement de la révolution, une lutte énergique contre toute tendance réformiste. Au contraire, le Parti allemand a lutté contre la gauche (Berlin, Hambourg, Ruhr). Il a permis ainsi la persistance dans son sein des illusions socialistes et réformistes, qui eurent assez d'influence pour enliser l'indépendance du Parti.

La claire compréhension des fautes du Parti allemand a une importance, non seulement pour le Parti allemand, mais pour tous les Partis communistes.

Une partie de l'opposition russe et l'opposition allemande ont lutté de toutes leurs forces contre la formation du bloc de la majorité et de la gauche allemandes et provoqué un retard dans la formation de ce bloc, lequel, par sa lutte contre la droite, a sauvé l'unité de Parti allemand.

Le C. D. du P. C. F. se déclare en complet accord avec la conclusion arrêtée par l'I. C. dans la question allemande et travaillera fraternellement

avec la nouvelle direction du P. C. A. dans les tâches communes des deux partis.

Le P.C.F. et la question russe

Insuffisamment informés, le C. D. ni le Parti n'avaient pu, jusqu'à présent, se prononcer d'une manière claire sur cette question capitale pour la vie de l'Internationale.

La discussion dans le Parti russe fut passionnée, comme doit l'être nécessairement, dans un parti révolutionnaire, la discussion autour de questions fondamentales pour la révolution.

Une telle discussion avait le caractère d'une lutte doctrinale et politique et non le caractère d'une lutte entre personnalités.

La lutte n'aurait pu se poursuivre entre les différentes générations du Parti sans aboutir à la révision des principes bolchévistes.

Le renforcement de l'unité du Parti bolchévik est évidemment lié à la lutte implacable contre toute déviation.

Toute autre appréciation ne pourrait que dénaturer le sens politique de cette discussion.

Après la mort de Lénine, après la presque unanimité obtenue à la XIII^e Conférence du Parti russe par le Comité Central persévérant dans la voie bolchéviste tracée par Lénine, l'adhésion de plus de cent mille ouvriers travaillant à l'usine a démontré que le Parti bolchévik est plus fort et plus lié que jamais à la classe ouvrière.

Aujourd'hui, après avoir étudié avec une grande attention les raisons qui ont provoqué depuis octobre 1923 les discussions dans le Parti russe au sujet de ce qui a été appelé "le Cours nouveau du Parti bolchévik", le C. D. du Parti communiste français se déclare entièrement d'accord avec les décisions de la XIII^e Conférence du Parti russe, décisions prises sur la base des décisions du 5 décembre du Comité central et du 25 décembre du Bureau politique sur l'organisation intérieure du Parti russe et sur la politique économique.

Il en donne les raisons suivantes :

1) L'introduction en Russie du capital international, au delà des limites et garanties déterminées par le Parti sur la proposition de Lénine lors de l'adoption de la "Nep", permettrait à la bourgeoisie internationale de multiplier ses liaisons avec les cent millions de paysans de la Russie et risquerait, en desserrant les liens qui unissent les paysans à la classe ouvrière, d'affaiblir et peut-être de mettre en danger la forteresse du prolétariat mondial;

2) L'effort le plus grand doit être fait pour faciliter, notamment, les échanges de produits entre l'industrie et l'agriculture. Il faut rapprocher les prix respectifs des produits industriels et des produits agricoles. Le problème essentiel réside, pour le moment, dans l'abaissement du prix de revient des produits industriels. Pour désirable et urgent qu'il soit, ce résultat ne doit pas être obtenu par l'importation concurrente d'objets d'usage courant manufacturés à l'étranger. La première conséquence serait, dans l'état actuel des choses, de tuer l'industrie russe et de développer l'activité déjà

malsaine, la richesse et la puissance sociale des hommes de la "Nep";

3) Le plan de l'économie nationale doit être subordonné, à la nécessité politique de conserver l'alliance entre les masses paysannes et la classe ouvrière, alliance nécessaire pour le maintien de la dictature du prolétariat.

L'exécution d'un plan industriel rationnel du seul point de vue technique pourrait avoir comme conséquence la fermeture au moins provisoire de grandes usines de Pétrograd ou de Moscou et aboutirait, par suite, à disperser les centres d'agglomération prolétarienne, dont le rôle est capital, pour le maintien de la dictature du prolétariat.

Un certain pessimisme révolutionnaire a amené divers courants de l'opposition à ne tenir compte, dans la réorganisation de l'industrie, selon un plan technique rationnel, que du développement des forces productives, sans apercevoir suffisamment le renforcement inévitable de l'influence bourgeoise qui en résulterait et la nécessité de subordonner à la direction politique du Parti, l'activité des techniciens encore imbus de l'esprit petit-bourgeois;

4) La démocratie ne saurait être élevée à la hauteur d'un principe absolu dans aucun parti de l'Internationale, mais à plus forte raison dans le Parti russe. La règle d'organisation des partis ne saurait être que le maximum de démocratie intérieure compatible avec l'intérêt de la révolution.

Etant donnée la formation actuelle du Parti russe, aussi bien du point de vue social (52 % seulement d'ouvriers, dont 56,000 seulement travaillent effectivement à l'usine) que du point de vue des générations politiques (2,500 adhérents avant 1905, 7,500 de 1905 à 1917, plusieurs centaines de milliers depuis), il serait dangereux d'instaurer dans le parti un mécanisme pur et simple de démocratie totale;

5) C'est dire que la majorité des éléments du Parti russe se trouvent en contact avec les éléments paysans ou les éléments petits-bourgeois et peuvent, dans ce contact quotidien, subir inconsciemment les influences des couches petites-bourgeoises extérieures au Parti et les transporter à l'intérieur du Parti. C'est le rôle de l'appareil du Parti, sous l'impulsion de la vieille garde du bolchévisme, formée à l'école de Lénine et à l'école de deux révolutions (1905 et 1917), de s'opposer activement à toute déviation.

La vieille garde bolchéviste qui, sous la direction de Lénine, a non seulement créé le Parti bolchévik, mais a traversé toutes les épreuves révolutionnaires en Russie, notamment depuis 1905, présente en tant que groupe, les meilleures garanties d'expérience, de fermeté et de clairvoyance communistes.

Elle forme le groupe historique qui, seul, est capable d'assurer la cohésion entre les divers éléments composant le Parti et de maintenir intacte la ligne bolchéviste du Parti;

6) La garantie indispensable du développement communiste de la Russie révolutionnaire et la condition absolue du maintien de la dictature du prolétariat résident dans le contrôle étroit de tous les organes gouvernementaux par le Parti communiste. Il serait donc absolument erroné de relâcher ce qu'on appelle d'un mot inexact: "l'ingérence" du Parti dans les affaires de l'Etat, alors que le danger de corruption et de décomposition des cadres

de spécialistes et de bureaucrates non communistes par l'atmosphère de la "Nep" et le contact d'éléments capitalistes est plus grand que jamais.

En Russie, où les organes d'Etat sont élus sous l'influence prépondérante du Parti, la tendance à la pratique de la démocratie formelle risquerait de déborder hors des limites du Parti et pourrait facilement aboutir à la démocratie tout court, ce qui serait encore un danger d'affaiblissement de la dictature prolétarienne.

Le Parti communiste français constate avec une grande satisfaction que, malgré la vivacité des discussions, l'unité du Parti russe sur la base du bolchévisme est désormais un fait acquis.

La constitution de fractions à l'intérieur d'un parti véritablement communiste est absolument inadmissible et serait particulièrement dangereuse pour le Parti russe, en raison de l'exercice par lui du pouvoir et de son rôle révolutionnaire mondial.

Les conditions du travail dans le Parti nécessitent de la part de l'opposition l'acceptation des décisions de la majorité. Or, cette majorité s'est prononcée à la XIII^e Conférence du Parti bolchévik. L'attitude des camarades de l'opposition doit être particulièrement réglée sur les principes de discipline générale rappelés ci-dessus.

Dans l'Internationale

Devant toutes ses sections, l'Internationale Communiste a posé les grandes questions de la pratique du front unique et de la lutte contre les survivances opportunistes.

La crise de tactique qui s'est dessinée dans certaines sections de l'Internationale met à l'ordre du jour la lutte contre le danger d'une renaissance possible des préjugés opportunistes, même dans nos propres rangs.

Ce danger est d'autant plus grand que nous nous trouvons dans une période d'offensive capitaliste renforcée, en Europe et dans le monde, et soutenue par les chefs réformistes s'alliant de plus en plus au fascisme.

La manière dont le Parti russe et dont le Parti allemand viennent de résoudre leur crise, la rapidité avec laquelle le Parti français a redressé sa ligne politique, montrent que l'Internationale et ses sections ont en elles la force nécessaire pour conduire le prolétariat mondial vers la victoire sur la bourgeoisie.

Il faut d'un bout à l'autre de l'Internationale, continuer la lutte vigoureuse contre l'affaiblissement des principes et de la direction bolchévistes au sein du Parti russe, et pour le renforcement des méthodes et de la discipline de tous les partis frères sur la base rigide du bolchévisme.

Le comité directeur

Dans la séance du 18 mars du C.D., cette thèse a été adoptée par tous les membres présents. Contre : Monatte, Souvarine. S'est abstenu : Rosmer.

3. RÉSOLUTION SUR LA SITUATION GÉNÉRALE ET L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, PRÉSENTÉE PAR B. SOUVARINE (MARS 1924)*

(Cette thèse a été opposée par le camarade Souvarine à celle votée par la presque unanimité du C. D.)

Perspectives révolutionnaires

Depuis la guerre impérialiste, l'Europe est entrée dans une période révolutionnaire, c'est-à-dire dans laquelle les bases mêmes du capitalisme sont ébranlées et tombent peu à peu en ruines.

L'équilibre capitaliste repose sur une division internationale du travail et sur l'échange international des produits, rapports de production et de circulation profondément troublés, souvent même détruits, par la guerre. L'équilibre relatif des classes, maintenu pendant la guerre par la bourgeoisie avec l'aide des social-démocrates, a été rompu en 1917-20 et n'existe maintenant qu'à l'état précaire. L'équilibre des nations n'a pas été rétabli par les traités de 1919.

Le centre de gravité de l'économie mondiale est passé d'Europe en Amérique. Les Etats européens belligérants se sont fortement appauvris. Les contradictions internes du capitalisme, accusées à l'extrême, provoquent l'accaparement des valeurs réelles par le capital financier et industriel et la détention de valeurs fictives par les Etats et les classes exploitées. La production a sensiblement diminué. Les forces productives sont de plus paralysées par la multiplication des frontières et des cordons douaniers. Le niveau de vie des masses a considérablement baissé dans la plus grande partie de l'Europe. Une grande réduction de la capacité d'achat des classes inférieures et moyennes a suivi la destruction d'immenses richesses.

A la période ascendante du capitalisme, coupée de crises secondaires, a succédé la phase déclinante marquée de chutes graves et de relèvements passagers qui ne peuvent conjurer la décadence irrésistible du régime. Seule, une inertie très prolongée du prolétariat pourrait donner au capitalisme la possibilité de rétablir son équilibre rompu. Mais l'accentuation extrême des contradictions sociales et la croissance des forces communistes (1) ouvrent des perspectives révolutionnaires.

La situation présente

La guerre a posé une question essentielle, insoluble en régime capitaliste : Qui paiera les frais ? Le traité impérialiste de Versailles en imposait la charge à l'Allemagne, c'est-à-dire aux travailleurs exploités : l'occupation de la Ruhr a démontré sa caducité. Le capitalisme entend faire retomber les frais de la guerre sur la classe ouvrière ; celle-ci n'a d'autre alternative que les payer en subissant un surcroît d'exploitation, ou les faire payer à la bourgeoisie.

* *Bulletin Communiste*, no. 15, 11 avril 1924, pp. 364-367.

L'occupation de la Ruhr a, en Allemagne, paralysé la production, ruiné l'Etat, affamé les masses, rendu critique l'antagonisme des classes, frayant la voie à la Révolution. En France, la grande industrie seule a profité de l'opération, qui accroît les difficultés financières de l'Etat et abaisse le niveau de vie des travailleurs. Le bloc des alliés s'en trouve définitivement scindé.

Ainsi, prolongeant la guerre sous une forme nouvelle, l'invasion de la Ruhr a encore accentué tous les traits révolutionnaires de la situation générale.

La crise qui en fut la conséquence directe en Allemagne a montré que la question du pouvoir est posée pour le prolétariat d'un des principaux pays industriels. Bien que l'attente d'une révolution ait été encore une fois déçue, la certitude révolutionnaire est confirmée par l'accroissement considérable des forces communistes allemandes. L'insurrection bulgare et les grèves révolutionnaires polonaises prouvent que les gouvernements dictatoriaux n'ont pu briser le mouvement ouvrier.

Tandis que les Etats capitalistes sont impuissants à rétablir un équilibre stable perdu, l'Union des Républiques Soviétistes invaincue, reconnue par la plupart des puissances capitalistes, se fortifie sur un sixième du globe.

La tactique de l'Internationale

Dans ces conditions, l'indication fondamentale du III^e Congrès de l'Internationale: "Conquérir à l'influence communiste la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classe", subsiste dans toute sa force.

La tâche des partis communistes est de participer activement à la lutte de la classe ouvrière, afin de conquérir, pendant cette lutte, la majorité de cette classe. Si la situation, dans n'importe quel pays, devient critique, les communistes doivent poser les questions fondamentales de la manière la plus intransigente et combattre pour le pouvoir dans l'état où les événements les trouvent. Par contre, si la situation se développe plus lentement, ils doivent profiter de toutes les possibilités pour gagner la majorité ouvrière avant les événements décisifs.

La tactique du front unique, bien déterminée par l'Internationale, doit être celle de tous nos partis dans cet effort pour conquérir les masses. Elle est l'influence de l'avant-garde communiste dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière pour ses intérêts essentiels. Les communistes sont prêts à négocier dans ces luttes, même avec les dirigeants de la social-démocratie et des syndicats réformistes.

L'existence de partis communistes indépendants et leur complète liberté d'agitation contre la bourgeoisie et la social-démocratie contre-révolutionnaires sont la conquête historique la plus importante du prolétariat et les communistes ne sauraient en aucun cas y renoncer.

En élaborant la tactique du front unique, l'Internationale en a prévu tous les dangers et a mis en garde ses sections. L'expérience acquise en divers pays a vérifié la justesse de ses vues et les fautes commises ne mettent en cause que l'application erronée, non la tactique elle-même.

Dans les pays où la situation de la société bourgeoise est peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la question du pouvoir à l'ordre du jour, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est inséparable de la tactique du front unique.

Le programme d'un mouvement ouvrier doit comprendre l'armement du prolétariat, le désarmement de la bourgeoisie, le contrôle de la production, l'imposition maximum de la richesse. Un tel gouvernement n'est possible que dans la lutte révolutionnaire et avec l'appui des organisations de masses. Il n'est qu'une étape vers la dictature du prolétariat.

Les résolutions de l'Internationale sur la tactique, mises à l'épreuve des événements, se sont trouvées justifiées: nos partis doivent apprendre dans la pratique à les appliquer avec succès, et s'en assimiler l'esprit avant les formules. Le III^e Congrès mondial a dit aux communistes: la marche de la révolution russe est un *exemple* historique très important, mais nullement une *règle* politique. Ainsi, dans chaque pays, le parti créera ses formes originales d'application du front unique. Le communisme n'est pas un programme dogmatique de révolution établi suivant les dates du calendrier. Il constitue une armée prolétarienne vivante, active, grandissante, manœuvrière qui, au cours de son travail, se rend compte des conditions changeantes de la lutte, vérifie ses armes et soumet toute son action à la nécessité de préparer la révolution.

Gagner la majorité ouvrière pour conquérir le pouvoir, préparer la révolution pour savoir l'accomplir, tels sont les principaux devoirs des partis communistes. Nous précipitons la révolution et surtout nous assurons sa victoire par une préparation soignée, profonde et complète.

Notre Parti en Allemagne

L'avant-garde ouvrière allemande, battue en 1919 et en 1921, a subi une nouvelle retraite en 1923. Au jour de la lutte décisive attendue, le Parti a reculé sans combattre, décevant ainsi dans une certaine mesure la confiance mise en lui par une fraction grandissante des classe exploitées. Néanmoins, le Parti, momentanément désorienté, s'est ressaisi, a profité de l'expérience, repris le combat et gagné l'adhésion de grandes masses ouvrières.

Le Parti avait mal apprécié les rapports de forces dans la guerre civile allemande, oubliant que la social-démocratie se faisait toujours la protectrice du capital aux heures décisives et sous-estimant la solidarité de l'armature d'Etat. Mais sa faute principale fut de n'avoir pas su changer à temps de tactique, alors que la situation était devenue brusquement critique, de n'avoir pas su rompre au moment opportun avec les social-démocrates de gauche et passer à la lutte ouverte pour le pouvoir. Méconnaissant l'esprit révolutionnaire de la tactique du front unique, oubliant les avertissements et les conseils de l'Internationale, la Centrale s'est engagée dans une procédure parlementaire qui a freiné le mouvement révolutionnaire. Enfin, la préparation de la révolution fut tardive et insuffisante.

L'Exécutif a déclaré avoir partagé certaines erreurs de la direction du Parti

allemand. Il n'en reste pas moins que celle-ci a commis des fautes telles que son crédit dans la classe ouvrière en était fortement atteint et que la nécessité de la remplacer s'imposait. Mais la tactique de l'Internationale n'a nullement été discréditée par les fautes de la Centrale: elle doit plus que jamais être mise en vigueur pour la conquête de la majorité ouvrière. La dénonciation des mots d'ordre du front unique et du gouvernement ouvrier serait injustifiée. Le danger d'une soi-disant "tactique offensive" qui détacherait l'avant-garde ouvrière de la masse et la jetterait dans une sanglante aventure, danger dénoncé par le 3^e Congrès mondial, ne doit être perdu de vue.

La lutte contre la social-démocratie et la bureaucratie syndicale, soutiens de la bourgeoisie, doit être menée avec plus d'ardeur que jamais. Non seulement elle ne contredit pas la tactique du front unique: elle en est la condition indispensable.

Notre Parti en Russie

La crise passagère du Parti russe est due à deux causes principales: les difficultés économiques, provoquant dans certains milieux un mécontentement qui s'est reflété dans le Parti, et la prolongation du régime intérieur de "communisme de guerre" dans le Parti, alors que le communisme de guerre avait disparu du pays.

Ce mécontentement s'est traduit par une série de critiques et de réclamations dont l'ensemble a été qualifié "d'opposition" – d'ailleurs non organique, mais idéologique et profondément diverse – au Comité central. Celui-ci a reconnu le bien-fondé de l'essentiel des revendications élevées vers lui: dans ses résolutions définissant les conditions de la "démocratie ouvrière" dans le Parti et prescrivant certaines mesures propres à améliorer la situation économique, il a satisfait à la partie la plus saine et la plus pressante des critiques et propositions faites. Il a justement écarté tout ce qui tendait à contrecarrer la "nouvelle politique économique", soit dans un sens, soit dans un autre, et qui n'exprimait d'ailleurs que les vues de certaines personnalités ou de groupes très restreints.

Les discussions intérieures du Parti, inévitablement passionnées et parfois violentes, ont pu donner lieu à des exagérations de polémique et à des attaques injustifiées. Le Parti est trop fort pour en souffrir sérieusement. Mais, devant de telles discussions, chaque section de l'Internationale doit, non en fausser le sens en adoptant à la légère l'opinion de tel représentant ou de tel groupe, non s'en emparer pour les transposer dans ses propres conflits intérieurs, mais s'efforcer d'en dégager tout ce qui est conforme à l'intérêt supérieur de la révolution et d'en écarter ce qui peut nuire tant au Parti russe qu'à l'Internationale elle-même. Le rôle de l'Internationale ne sera pas d'approfondir les différends, mais de travailler à les atténuer et à créer les meilleures conditions possibles de collaboration entre les courants momentanément divergents.

Les tendances variées qui se sont exprimées au cours de novembre-décembre-janvier sont toutes inspirées du souci de faciliter la réalisation de la tâche historique du Parti du prolétariat, et animées d'un égal désir de

travailler à la grandeur du Parti et au triomphe de la Révolution russe et mondiale.

Les éléments non-communistes, en tant que groupes, étant heureusement exclus du Parti, comme le seront tous ceux qui suivront des voies analogues, la volonté de ne pas former ou laisser se former des fractions dans le Parti étant générale, on doit faire confiance à la direction du Parti pour qu'elle suive une ligne de conduite excluant toute possibilité de formation de fractions – le rôle éventuel de l'Internationale étant de rechercher la base sur laquelle le Parti dans son ensemble, rejetant à l'arrière-plan toutes les divergences secondaires, est résolu à poursuivre son œuvre fondamentale.

Dans l'impossibilité d'analyser à fond les erreurs imputées aux uns et aux autres et que le Parti, suivant l'inoubliable exemple de Lénine, a la force de savoir reconnaître lui-même sans attendre la critique extérieure, on ne saurait oublier que les camarades momentanément en désaccord sur certaines questions sont tous les artisans de la Révolution russe et de l'Internationale Communiste, et il faut compter sur leur effort réciproque pour maintenir à jamais la plus grande unité du Parti.

Notre Parti en Angleterre

L'ébranlement des forces économiques politiques et sociales déterminé par la guerre se fait sentir maintenant en Angleterre et trouve sa manifestation saillante dans l'avènement du Labour Party au pouvoir. Contraint de rompre avec le jeu alternatif traditionnel des deux partis bourgeois classiques l'impérialisme britannique a fait appel au Parti travailliste pour le sauver.

Le gouvernement travailliste a pour mission de trouver une issue pacifique à la situation inextricable de l'impérialisme britannique, soucieux d'éviter de violentes secousses révolutionnaires, fût-ce au prix de quelques concessions à la classe ouvrière. Mais nourri lui-même de conceptions impérialistes, reflétant surtout la mentalité des ouvriers privilégiés bénéficiaires de la mise en esclavage d'innombrables populations coloniales, le Labour Party ne saurait faire une politique détournant le cours des événements révolutionnaires.

L'avènement au pouvoir du Labour Party n'a pas pris au dépourvu l'Internationale qui, dans son 4^e Congrès, avait envisagé l'éventualité comme celle d'un "gouvernement ouvrier libéral", c'est-à-dire d'un gouvernement soutenu par la masse ouvrière, mais d'idéologie purement bourgeoise.

Un tel gouvernement, défenseur des intérêts du plus puissant des impérialismes, doit être considéré comme un ministère bourgeois, et non social-démocrate. Le Parti communiste anglais le combattra utilement, non en copiant servilement les méthodes en vigueur dans d'autres pays, mais en conformant la tactique du front unique aux particularités de la situation anglaise et aux traits originaux du mouvement ouvrier britannique.

La tactique de notre Parti anglais, dictée par l'Internationale et toute spéciale à ce pays, est inspirée des enseignements de l'histoire de la classe ouvrière anglaise, de la connaissance du milieu et des forces sociales qui y évoluent. Si notre Parti lutte pour son admission dans le Labour Party,

affilié à la 2^e Internationale, s'il fait des compromis électoraux avec celui-ci, s'il soutient le gouvernement travailliste dans la mesure où il remplit son programme tout en l'attaquant impitoyablement à chaque défaillance ou reniement, c'est que la classe ouvrière anglaise, privilégiée grâce au pillage d'immenses colonies par ses employeurs, hiérarchisée comme la société britannique elle-même, a fourni jusqu'à présent le plus mauvais champ de développement aux idées socialistes ou communistes. Mais cette tactique comporte de grands dangers exigeant un contrôle rigoureux du Parti sur les sections locales qui inclineraient à se subordonner au Labour Party et sur les candidats communistes qui se confondraient avec les candidats travaillistes.

Le communisme, dont les principes et les buts sont communs aux fractions les plus conscientes de la classe ouvrière dans tous les pays, se frayera en Angleterre une voie différente de ses voies continentales. Il a maintenant pour la première fois des perspectives de sérieuse croissance, grâce aux difficultés grandissantes de l'économie impérialiste britannique et à l'exercice du pouvoir par le "Labour Party" qui dissipera toute illusion dans la possibilité de restauration pacifique des rapports de production bouleversés par la guerre. Mais il ne deviendra un mouvement de masse que si l'expansion et l'exploitation britanniques sur une vaste partie du globe rencontrent d'insurmontables obstacles. L'impérialisme anglais, déjà affaibli par la perte d'importants débouchés et menacé par les soulèvements grandissants des peuples qu'il opprime est désormais à la merci d'une révolte de ses principales colonies. Par suite, les communistes ont le devoir d'intensifier leur effort d'agitation dans l'immense domaine colonial britannique.

Le rôle de notre parti anglais est d'activer la formation d'un courant de classe, conscient, prolétarien, révolutionnaire, dans le "Labour Party" encore soumis à l'influence prépondérante du nationalisme et de l'impérialisme. Il est de dénoncer l'impuissance et le caractère impérialiste du gouvernement travailliste d'une façon intelligible à la masse, c'est-à-dire en s'emparant de chaque fait, de chaque exemple concret de nature à frapper l'opinion ouvrière rebelle aux démonstrations théoriques. Il est de soutenir la gauche du "Labour Party" sans jamais se confondre avec elle, de hâter le procès intérieur de différenciation tout en étendant son agitation et sa propagande propres pour le renforcement du parti, pour la création de cadres capables de diriger dans une voie révolutionnaire les masses détournées du travaillisme.

La situation en France et les devoirs du Parti

Après avoir tiré de la victoire des alliés un profit momentané grâce au rançonnement de l'Allemagne, la France suscite à son tour des difficultés financières reflétant le déséquilibre profond du régime. L'Etat retarde à force d'expédients la crise inévitable, tandis que la bourgeoisie s'enrichit à la faveur d'un change favorable à l'exportation, et que le prolétariat subit progressivement l'abaissement de son niveau de vie.

L'occupation de la Ruhr n'a servi qu'à écarter des marchés la concurrence de l'industrie allemande, au profit du capital industriel français. Elle n'a été d'aucun secours à l'Etat endetté. Le traité de Versailles est manifestement

caduc. Sans une intervention du capital américain la France et l'Allemagne entreront bientôt dans une crise dont la révolution serait l'unique issue.

La ploutocratie régnante a pu jusqu'ici exercer son pouvoir politique sans recourir à des moyens d'exception. Disposant de groupes politiques variés et d'un personnel dirigeant expérimenté, elle use habilement des ressources de la corruption démocratique pour maintenir sa domination, quitte à réprimer toute velléité sérieuse d'offensive ouvrière. Mais l'heure approche où le capitalisme continental, ne pouvant surmonter sa crise par ses seules ressources, devra recourir à l'intervention capitaliste extérieure et ainsi se subordonner au capital américain, en même temps qu'à des méthodes dictatoriales propres à contraindre la classe ouvrière au travail forcé supplémentaire pour le paiement des frais de la guerre.

En prévision de ces éventualités, le rôle du Parti communiste est de préparer la formation d'un Bloc ouvrier et paysan où son influence sera en raison de son initiative, de son travail, de son action, et sur lequel pourront s'appuyer les catégories sociales moyennes qui auront le plus à souffrir de la crise du régime. Le Bloc ouvrier et paysan, comme le front unique, ne se formera pas d'un seul coup, mais il sera préparé par une série de réalisations partielles, principalement dans les grèves. Bien qu'il soit préconisé en toutes circonstances favorables, comme dans l'agitation électorale, il tirera sa force principale de l'appui des organisations ouvrières existantes ou à créer, parti, syndicats, Conseils d'usines et comités paysans.

Jusqu'à présent, notre Parti n'a pas encore su appliquer la tactique du front unique. Il est allé jusqu'à perdre toute initiative, jusqu'à subir la direction de pseudo-comités irresponsables, jusqu'à favoriser à son détriment de petits groupes sans importance numérique ni influence politique. Il n'a pas compris que le bénéfice du front unique revient au Parti non comme résultat d'habiletés subalternes, mais comme au seul parti dont les intérêts sont les intérêts mêmes de la classe ouvrière. Le front unique est destiné à donner à celle-ci des mots d'ordre clairs, correspondant à ses besoins profonds, et la conscience de son intérêt et de sa force de classe. Pour que le Parti exerce dans ce sens une influence décisive, il doit mettre en œuvre tous ces moyens de propagande, d'agitation et d'action au service de sa tactique : ce n'est pas ce qu'il a fait jusqu'à présent. Le Congrès de Lyon a relevé les fautes commises et donné des directives, mais le Parti s'est montré incapable d'en tenir compte.

La raison en est que le Parti, passant d'un extrême à l'autre, de l'ancien fédéralisme à un centralisme mécanique, bureaucratique et irresponsable, a perdu des facultés d'initiative, est entré dans la passivité et a compté sur sa direction pour penser à tout. Direction bien éloignée d'être en mesure de répondre à cette attente, apte surtout à tracer sur le papier des plans irréalisables. Le Congrès de Lyon a également dénoncé cette déviation, mais sans prendre de mesures d'organisation en rapport, et sa résolution est restée lettre morte.

Préparer le front unique, l'unité syndicale, le bloc ouvrier et paysan, adapter l'organisation du Parti à ses nouveaux devoirs en multipliant et en

développant les cellules d'usines, rendre la vie aux sections et fédérations, aux commissions de toutes sortes et aux comités, en leur donnant l'aliment d'un travail pratique, — ce sont là des tâches suffisantes pour absorber l'activité du Parti. Celui-ci ne s'en tirera avec honneur qu'en sachant faire appel à toutes ses forces, à tous ses éléments capables, éveiller et stimuler l'esprit d'initiative dans la masse des adhérents, instituer la responsabilité du travail accompli à tous les degrés de l'organisation.

Le Parti communiste français a toute possibilité de prendre en mains sans partage la direction du mouvement politique de la classe ouvrière avant que les événements décisifs soient arrivés. Mais il est nécessaire, à cette fin, qu'il se débarrasse définitivement des vieilles habitudes et des imprécisions. Il a besoin d'une attitude plus décidée devant les événements, d'une propagande plus énergique et plus intransigente dans le caractère et dans le ton, d'une attitude plus sévère envers toute manifestation d'idéologie démocratique et parlementaire, envers toute dégénérescence bureaucratique. Il a besoin de puiser dans le marxisme et le bolchévisme des méthodes éprouvées d'interprétation et d'orientation, des enseignements théoriques et pratiques, — non des gestes servilement imités, non des formules apprises par cœur. Il doit développer sa conscience révolutionnaire propre, trouver ses propres applications tactiques, forger ses propres moyens d'action et se rappeler que Lénine enseigna inlassablement à ses disciples internationaux de ne pas "copier" la Révolution russe, de faire une révolution allemande en Allemagne, italienne en Italie, française en France.

Boris Souvarine.

4. RÉPONSE DE B. SOUVARINE AUX ACCUSATIONS DE LA
DÉLÉGATION FRANÇAISE AU CINQUIÈME CONGRÈS
MONDIAL DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
(JUIN 1924)*

Réponse point par point aux accusations de la Délégation française

1. L'incident évoqué est un des milliers qui ont eu lieu au Comité central du Parti. Plus d'une fois, Dahlem a dit d'autres camarades également ce que, dans le cas présent, il a dit de moi. Il l'a fait lors de tout incident de ce genre dont il ne s'en produit pas de pareils dans un parti aussi discipliné que le parti allemand. Le fond de l'affaire est le suivant : J'étais membre de la rédaction de *l'Humanité*, rédacteur du *Bulletin communiste*, membre du Bureau politique et du Comité central. Cela veut dire que ma tâche était au-dessus des forces humaines. Le Bureau politique voulait encore me désigner comme rédacteur de *l'Internationale*. J'ai protesté pour deux raisons : 1. Parce qu'il avait été définitivement convenu que le rédacteur du nouveau journal serait

* Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, dépôt V. M. Černov, n° 35.
Traduit du russe par M. Marcel Body.

Vaillant-Couturier; j'estimais qu'il était déloyal de ne pas tenir parole envers un camarade; et 2. parce que je n'aurais pu m'acquitter honorablement d'un travail responsable supplémentaire.

J'ajoute que Vaillant-Couturier avait déjà formé la rédaction, alors que je n'avais encore personne pour en faire partie. J'avais en quelque sorte le sentiment qu'on intriguait contre Vaillant-Couturier; je ne voulais pas en PROFITER. J'ai demandé qu'on respectât la parole donnée; et voilà que huit mois après on m'en fait grief.

Le Bureau politique avait tranché la question en me désignant comme l'adjoint de Vaillant-Couturier. Je m'étais incliné.

2. Toutes les assertions contenues dans ce paragraphe vont cyniquement à l'encontre de la vérité: il suffit de consulter la collection du *Bulletin* pour s'en convaincre. J'y ai fait passer vingt-deux articles et documents de la majorité russe et cinq de la minorité. Parmi ces cinq, il y a les quatre articles de Trotski parus dans les colonnes de la *Pravda* et la résolution d'Osinskij publiée dans *Inprekor*.

Toute ma vie, je ne me suis jamais permis d'altérer un texte imprimé que je citais. J'aurais estimé déshonorant de le faire. Aussi bien, j'affirme que les vingt-deux articles de la majorité russe que j'ai publiés, ont été reproduits avec le plus grand scrupule et sans la moindre modification. J'ai revu moi-même LA PLUPART des traductions.

Je demande que la Commission de Contrôle vérifie ce fait avec rigueur; qu'on m'exclût de l'Internationale, si l'accusation est fondée, ou, dans le cas contraire, qu'on juge comme il convient le comportement de mes accusateurs.

En ma qualité de rédacteur du *Bulletin* j'ai donné mon opinion sur les questions en discussion et sur certains articles que j'ai reproduits. C'était non seulement mon droit mais aussi mon devoir. Ecrire ce que je ne pensais pas, je ne le pouvais point. Si l'on m'accuse pour tel ou tel jugement, c'est là une question de désaccords politiques; je ne suis pas du tout non discipliné.

Au demeurant, mes commentaires sont rapportés de manière inexacte. Parmi les idées sur lesquelles j'étais d'accord de même que parmi celles que je critiquais, il y avait par moments des points de vue de la Majorité, à d'autres moments des points de vue de l'Opposition. Au cas où quelqu'un voudrait le contester, la commission pourrait s'en convaincre, en prenant connaissance des textes.

Tout ce qui a été dit ici au sujet des lettres que je recevais n'est que mensonge. J'ai maintes fois offert à des membres du Parti de m'écrire. J'ai inséré leurs lettres en entier, ou donné des extraits, soit dans les colonnes de *l'Humanité*, soit dans le *Bulletin*. Dans ce dernier, j'avais ouvert une rubrique: "L'Opinion de membres du Parti", où j'ai également inséré ces lettres avec mes commentaires. Il va sans dire que certaines lettres que je recevais étaient peu lisibles ou laissaient beaucoup à désirer au point de vue de la forme; dans la mesure où je parvenais à les mettre en bon français, je les insérais. En ce qui concerne précisément la question russe, j'ai publié tout ce que j'ai reçu avec mes commentaires. Un seul camarade s'est plaint que sa lettre n'ait pas paru en temps voulu, mais cela aussi n'était pas justifié, ainsi qu'il

apparut de la note insérée dans le n° 11 où il était dit que cette lettre serait publiée dans le numéro suivant.

Pas un rédacteur n'est dans l'obligation d'insérer toutes les lettres qu'il reçoit. De ma propre initiative, j'en ai fait passer beaucoup, alors que je n'étais nullement tenu de le faire. Je possède un grand nombre de lettres élogieuses que je n'ai jamais et nulle part publiées. J'estimais intéressantes les lettres qui contenaient des jugements critiques ou des idées neuves. Et voilà qu'aujourd'hui – cinq mois après – on m'en fait grief.

A la commission de donner son avis là-dessus.

3. Il n'est pas vrai que j'aie réuni des camarades. Il est arrivé que des camarades m'invitaient à prendre part à leurs réunions d'information politique, ce que j'ai fait également trois ou quatre fois quand cela m'a été possible. Une de ces réunions fut consacrée à la question russe. C'était non seulement mon droit, mais encore mon devoir.

Pour ce qui est des prétendus arguments contre-révolutionnaires que j'aurais fait valoir, je repousse avec mépris cette accusation. Un tel mensonge ne saurait m'atteindre.

Je n'ai pu parler avec ces camarades des *Solovki*, étant donné que la campagne s'y rapportant fut lancée par nos adversaires, déjà après la réunion.

De surcroît, je n'avais aucune information de source soviétique sur les *Solovki* et le Bureau politique, sur ma proposition, avait demandé au Comité exécutif des matériaux s'y rapportant pour répliquer à la campagne de nos adversaires.

C'est moi qui, dans la presse, ai TOUJOURS répondu aux campagnes contre-révolutionnaires dirigées contre la Russie. Je passe pour un "spécialiste" dans ce domaine. Il suffit de jeter un coup d'œil dans les collections de nos journaux. Il est vraiment navrant d'être obligé de rappeler pareilles vérités.

Des camarades m'ont attribué la publication dans les colonnes du *Populaire* de trois lettres de Lénine sur la question nationale. A ce moment, j'ignorais leur parution. J'ai éclairé la question russe conformément à la politique qui était menée par le parti russe. Je n'ai rien pu dire du "séjour de Staline en Géorgie", sachant très bien qu'il n'était pas allé là-bas.

Parler de "fraction" à propos des dites réunions est franchement ridicule, car je ne connaissais même pas la plupart de ceux qui y assistaient. Seuls, les initiateurs de ces réunions étaient de mes amis, et encore, nous divergeons d'opinion sur la crise que nous vivons.

On ne m'avait encore jamais condamné pour ma participation à ces réunions. Six mois durant on a jugé et glosé avant de m'en faire grief.

Je n'y comprends goutte.

4. Ma résolution adoptée par l'écrasante majorité du Comité central exprime très clairement ce qu'il y est dit: elle est pour la conciliation des tendances antagonistes, pour l'unité du parti et pas du tout pour la lutte d'un groupe contre un autre.

Il suffira à la commission de s'en enquérir pour se convaincre que les allégations de la délégation sont absolument fausses.

Tout aussi fausse est l'allégation que le Comité central aurait reçu toutes ses informations uniquement de moi: Lozovskij avait fait un exposé de la question déjà bien avant le mien.

En présence de tous ces faits, si simples, si faciles à vérifier, si indiscutables, la commission peut voir à quel point le mémorandum de la délégation, dicté exclusivement par une antipathie politique, mérite créance.

Libre aux camarades de changer d'opinion sur la question russe. C'est leur droit. Mais me harceler, vouloir se venger de moi uniquement parce que j'avais sur cette question une manière de voir qu'eux aussi partageaient, cela est profondément navrant.

En tout cas, cela n'a rien à voir avec la discipline. Il s'agit uniquement de désaccords politiques et c'est tout.

5. Il n'est pas vrai non plus que j'aie pris la parole au Congrès de la Seine contre la résolution du Bureau politique.

Au Bureau politique, nous étions quatre, et quand fut discutée la résolution adoptée, les avis se partagèrent en deux parties égales. Rosmer et moi pensions que le secrétariat devait entrer en pourparlers avec la fédération, et non pas se solidariser avec son bureau.

C'est ce que j'ai déclaré au Congrès. Celui-ci avait été convoqué pour discuter la question et voter une résolution. J'ai défendu mon point de vue. C'est là une question non pas de discipline mais de caractère politique.

Il y a lieu d'ajouter que la résolution votée par le Congrès, c'est MOI qui l'ai proposée. Les opinions divergeaient sur la composition du Comité fédéral. On ne m'avait jamais mis ça en plus sur le dos. Il a fallu cinq mois de cogitations pour qu'on m'en fasse aussi grief.

Je comprends toujours moins.

6. Il est faux que j'ai refusé de faire partie du Bureau politique à cause de cet "incident". De toutes autres raisons, que j'ai données par écrit, m'ont incité à DEMANDER D'ÊTRE LIBÉRÉ DE MES FONCTIONS.

N'est-ce pas le devoir d'un responsable de DEMANDER QU'ON LE RELEVÉ DE SON POSTE, quand il est en désaccord fondamental avec ses collègues du Comité central?

Après avoir remis ma déclaration, j'ai encore assisté deux ou trois fois aux séances du Bureau politique; après quoi, le Comité central a tiré les conclusions nécessaires de ma déclaration et m'a remplacé par un autre, tout en insistant pour que Rosmer reste en place.

Ainsi donc, il n'y a là aucune infraction à la discipline. Pourquoi inventer des histoires pareilles? Il m'est arrivé, en effet, d'enfreindre la discipline, mais dans ce cas, je l'ai toujours franchement admis.

7. Il est également faux que je "me sois permis des attaques personnelles contre des responsables du Parti". J'ai critiqué UN camarade, mais ce n'était pas une attaque personnelle; c'était une critique de SES IDÉES, DE SES MÉTHODES, DE SA TACTIQUE.

J'étais entièrement d'accord avec le Comité exécutif et avec mon parti dans sa totalité sur ce qu'il fallait penser des agissements de ce camarade,

tant en ce qui concerne ses propos sur l'“impérialisme rouge” et le “plumage de la volaille” que son comportement dans la Fédération de la Seine, de même que son attitude au Congrès de Bourges, sa façon de remplir ses fonctions de secrétaire et ses conceptions de l'organisation (réjettées à l'unanimité par le Comité central à la veille du Congrès de Lyon).

Certes, depuis, le Comité exécutif et le Parti ont modifié leur manière de voir, mais ce n'est QU'APRÈS mon rappel du *Bulletin* que furent adoptées de nouvelles thèses et posé le principe d'une nouvelle politique. Tant que j'ai été au *Bulletin*, j'ai toujours défendu la ligne de l'Internationale et du Parti.

Depuis mon départ du *Bulletin*, je suis l'objet de telles attaques personnelles dans les colonnes de ladite revue, attaques odieuses qui marquent des points sur ce que disent les journaux qui nous sont hostiles, lesquels ne m'ont cependant jamais ménagé. Et malgré ça, on ose encore m'accuser d'“attaques personnelles”. Nous nous sommes vraiment bien écartés des faits réels qui me sont reprochés.

8. Il est faux que j'aie été éloigné de la rédaction du *Bulletin* “pour toutes ces raisons” dont il reste déjà peu de chose. Mon rappel n'a qu'une seule cause réelle et tangible: ce que j'ai publié dans le n° 11, la protestation contre la décision du secrétariat.

Cette infraction à la discipline m'a valu un blâme public, mon éviction de mes fonctions de rédacteur de ce *Bulletin* que j'ai fondé et dont je suis resté le rédacteur cinq années durant, ainsi que ma condamnation publique par le Comité exécutif.

N'est-ce pas suffisant?

Si j'ai accompli cet acte d'indiscipline, que je ne cherche nullement à justifier, mais que je me borne à expliquer, est-ce que sa portée n'est pas sensiblement atténuée par un tas de conditions vraiment anormales et complexes dans lesquelles se trouvait à ce moment le Comité central et dont la commission n'a pu se faire qu'une faible idée en écoutant le récit de ce qui s'est passé au dit moment.

En tout cas, JAMAIS ENCORE un de nos camarades n'a subi ce que je subis; et aujourd'hui, pour se débarrasser coûte que coûte d'un adversaire politique, on a recours à des inventions méprisables et absurdes afin de compléter un acte d'accusation qui autrement s'avèrerait par trop exsangue. N'est-ce pas la preuve d'un manque d'accusations sérieuses?

Je ne puis tout éclairer par écrit. Verbalement, je donnerai à la commission toutes les explications voulues. Je dis qu'il n'est pas de question dont je craigne qu'elle me soit posée et je demande que la lumière soit faite sur tout. J'espère que la commission ne négligera rien aux fins d'un examen rigoureux et exhaustif de cette affaire.

Je voudrais, cependant, faire ici la lumière sur un fait très important. En quittant le *Bulletin*, j'ai laissé inemployé de la composition qui eût suffi pour en remplir plusieurs pages. Pour ce “marbre”, quelques heures d'un compositeur typographe ont été dépensées. Tout professionnel sait que, dans n'importe quel JOURNAL, il arrive quotidiennement de laisser une partie

de la composition que, pour telle ou telle raison, on n'est pas arriver à caser. C'est une chose courante: personne ne le contestera. Pas une minute, je n'ai pu penser que la composition que j'ai laissée serait utilisée par mon successeur. Chaque fois qu'il m'est arrivé de prendre en main la rédaction d'un organe, je me suis préoccupé moi-même de son contenu. Le propriétaire de l'imprimerie – qui est tout à fait en dehors de nos histoires – ne s'attendait pas lui aussi à ça et a soulevé devant moi la question du paiement de ce reste de composition. L'administrateur du *Bulletin*, qui n'est pas du tout un adepte de ma "tendance" politique, ne s'y attendait pas non plus et a volontiers accepté de payer ce reste, soit QUELQUES DIZAINES DE FRANCS, montant de cette "composition" vouée à la fonte. Et voilà que cet incident dérisoire a donné lieu à une campagne à peine croyable dont les échos sont parvenues jusqu'à la commission elle-même: on a parlé de "sabotage", de "bouchon", de "fusion", etc., etc. De bons camarades, peu au courant du travail d'imprimerie, se firent une idée apocalyptique de Souvarine en train de démolir les machines à la lueur infernale du plomb en fusion.

Voilà les méthodes auxquelles sans rougir ont recours des communistes pour compromettre aux yeux des autres un camarade dont le seul crime est d'être en désaccord avec l'opinion officielle sur la question russe. Voilà les choses dont on ose charger pour les juger une commission près du Congrès mondial.

Sur quelque question que ce soit, je puis donner des explications tout aussi limpides. Je les donnerai à la commission si elle le désire.

Reste encore ma seconde infraction à la discipline, car je l'ai enfreinte deux fois et non pas trois. La seconde fois fut la lettre que j'ai adressée aux abonnés du *Bulletin*. Je l'ai écrite parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen de me défendre contre la campagne menée contre moi sous forme de lettres-circulaires tapées à la machine, ce qui tombe sous le coup de la discipline ni plus ni moins que mon infortunée lettre. Il va sans dire que si j'avais su que le Comité central la publierait, je ne l'aurais pas expédiée. Cette lettre m'a valu un blâme public et sa "condamnation" par le Comité exécutif. Depuis, j'ai cessé mon travail de journaliste. Et je n'ai PAS RÉPONDU UN MOT aux mensonges et calomnies qu'ont déversés sur moi un tas de gens fort courageux qui, toujours, font leur entrée en scène quand il s'agit d'achever un adversaire désarmé.

Quant à mon PROJET de fondation d'un mensuel, il avait suffi que le secrétariat me proposât de solliciter à cet effet la sanction du Parti. J'ai demandé cette sanction. Je ne l'ai pas obtenue. Il ne m'a pas donné de réponse. Je n'ai pas fondé de mensuel.

Mais le projet en lui-même mérite une explication. On sait que, dans les colonnes du *Bulletin*, il était question de ce projet encore avant la crise de mars; par conséquent, il n'est pas possible de m'en faire un crime en tant qu'action tendancieuse. Mais pourquoi le Comité central n'a-t-il pas même répondu à ma requête? PARCE QU'IL N'Y AVAIT PAS DE JUSTIFICATION AU REFUS; or, dans le Parti, il y a déjà des publications émanant de communistes et n'appartenant pas au Parti.

Ni *l'Aurore*, ni *Clarté*, ni *La Vie ouvrière*, ni l'ancienne *Revue communiste* ne sont des organes officiels du Parti.

Pourquoi ne devais-je pas suivre l'exemple de certains? Pourquoi ce qui est licite pour les uns est-il coupable pour d'autres?

Il suffirait simplement qu'on veuille porter contre n'importe quel membre du Comité central du Parti une accusation analogue à celle qu'on porte contre moi; et le faire serait très facile.

9. Dans le paragraphe consacré à *Cours nouveau* il n'y a rien de vrai. J'ai reçu cette brochure d'un camarade russe à titre personnel et je l'ai publiée, suivant ainsi l'exemple du parti russe qui avait publié l'original.

Pour la faire paraître, j'ai recueilli des souscriptions non parmi les camarades appartenant à ma tendance, mais parmi les camarades DES TROIS TENDANCES (les listes de souscription peuvent, au besoin, servir de preuve).

J'ai écrit la "Préface" qui contient des appréciations politiques sur lesquelles l'Internationale peut porter un jugement politique, mais pas la commission désignée pour examiner les cas d'infraction à la discipline.

Quelques jours avant mon départ pour Moscou (au milieu d'avril), je suis allé une fois à notre bibliothèque russe et, sur ces entrefaites, j'ai signalé au cam[arade] Petrosian la présence de cette brochure. Je l'ai prise avec quelques autres ouvrages et laissé à la cam[arade] Vera la liste écrite des livres que j'emportais. La cam[arade] Vera me promet de passer les reprendre chez moi avant mon départ; elle ne l'a pas fait; pourquoi, je l'ignore.

Le cam[arade] Sellier a prétendu que j'avais "profité de l'absence du cam[arade] Natasnjak", que j'avais "dissimulé la brochure" et on ne sait quoi encore. Je refuse de répondre à des accusations aussi indignes.

10. Quant à mes "propos contre-révolutionnaires" que personne n'est parvenu à définir, je repousse avec indignation de telles allégations.

Un communiste ayant un passé comme moi, qui ai tant fait pour servir et la Révolution russe et l'Internationale, ne peut que se détourner avec mépris face à la vaine furie de pareils accusateurs.

Boris Souvarine

P.S. Devant la commission et en présence de nombreux témoins, j'ai pris à maintes reprises le cam[arade] Sellier en flagrant délit de déformation des faits et des textes. Le sténogramme de son acte d'accusation en main, je puis signaler toute une série de criantes inexactitudes, à propos desquelles je me suis tu, ne voulant pas, de ma place, interrompre à haute voix son discours.

J'ai l'intention de remettre une "déclaration" qui fera la lumière sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée la crise de février-mars dans le Parti et les principes qui m'ont poussé à commettre deux infractions à la discipline.

5. LETTRE DU PRÉSIDIUM DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS*

Moscou, 2 Avril 1927.

Chers camarades,

Votre lettre sur les rapports du P. C. Français avec le Comité Exécutif de l'I. C. ne pose pas seulement des questions concernant le fonctionnement de notre appareil, mais aussi des questions politiques importantes qu'il nous paraît nécessaire d'aborder clairement. Si nous sommes d'accord sur les perspectives et les tâches du Parti Français dans la période actuelle – et nous sommes sûrs qu'il en est ainsi – les questions concernant le fonctionnement de notre appareil seront facilement solutionnées. C'est pourquoi, avant d'aborder le détail de votre lettre, nous pensons nécessaire de préciser notre pensée sur la situation actuelle et les tâches essentielles du P. C. F.

I. La crise actuelle de l'économie française n'est pas une simple crise passagère d'origine monétaire qui peut être surmonté par une stabilisation du franc. La fin de la politique de l'inflation qui était un stimulant artificiel au développement de l'industrie et à l'utilisation totale de sa capacité de production a fait apparaître les contradictions internes du capitalisme français. Son appareil de production, enflé par la politique des réparations, par l'intégration de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre, par l'élimination de l'Allemagne sur le marché mondial de 1924 à 1925, et par l'inflation, ne correspond pas aux possibilités d'absorption du marché intérieur et des débouchés extérieurs. Le capitalisme français va s'efforcer de rationaliser, d'éliminer les industries qui ne vivaient que de la politique des réparations et de l'inflation, de grouper et de concentrer les industries qui forment la base de l'économie nationale et surtout de diminuer les frais de production par une amélioration de l'appareil technique et par la trustification ont été en partie utilisées déjà et pour l'avenir proche apparaissent réduites, c'est contre les salaires et les conditions de vie de la classe ouvrière que le capitalisme français va porter ses efforts. Cette offensive du capitalisme est favorisée par le chômage qui est une des manifestations de la crise. Le chômage, dû à la réduction de l'activité de l'appareil de production enflé, deviendra un phénomène plus ou moins chronique en France. Il serait naturellement faux de comparer la crise française à la crise allemande de 1923-24. Elle se développe dans des conditions totalement différentes. Le chômage chronique n'atteindra pas non plus l'ampleur du chômage allemand ou anglais. Mais le capitalisme français compte avec l'existence d'une armée permanente de chômeurs qui lui permettra d'avoir une réserve de main-d'œuvre et d'exercer une pression d'autant plus forte sur les salaires de la classe ouvrière.

II. La crise économique présente aura donc de profondes répercussions

* Rapport politique du Comité Central, Congrès national du Parti Communiste Français, 31.3.-6.4.1929, Paris s.d., pp. 88-96. – Cf. docs. 314, 316, 320.

sociales et politiques. Déjà la résolution française du 6^e Plénium soulignait le fait que la France petite-bourgeoise d'avant-guerre avait fait place à une France fortement industrialisée, devenue exportatrice, avec un prolétariat dense et une plus forte différenciation des classes, etc. Cependant, à certains moments au cours de l'année dernière la prospérité industrielle due à l'inflation n'a pas mis au premier plan de la vie politique la lutte de classe entre le gros capitalisme et le prolétariat.

Mais la situation change avec la crise actuelle. La revalorisation relative du franc, sa stabilité tranquilisent la petite-bourgeoisie, tandis que l'offensive capitaliste et les luttes de défense de la classe ouvrière ont déjà mis au premier plan de la scène politique la lutte de classe entre le prolétariat et le gros capitalisme. La petite-bourgeoisie, dont le rôle et la force économiques furent diminués par l'industrialisation du pays d'une part et l'inflation d'autre part—touchée elle aussi en définitive par la crise—jouera un rôle de second plan comme alliée du capitalisme ou du prolétariat. Notre Parti doit montrer clairement à la classe ouvrière cette transformation dans la vie politique profonde du pays. Car la vie politique superficielle, parlementaire et électorale n'a pas encore subi les transformations profondes qui correspondent à celles qui se sont produites dans la structure économique et sociale du pays. Aussi, en ce qui concerne l'aspect électoral et parlementaire de la lutte des classes, menée par le capitalisme contre le prolétariat et les masses travailleuses, les formations et formules politiques traditionnelles de la petite-bourgeoisie jouent encore un rôle beaucoup plus grand que dans la lutte économique extra-parlementaire. L'habileté de la grande bourgeoisie consiste, avec la complicité des chefs réformistes, à opposer bloc des gauches et bloc des droites, cherchant ainsi à perpétuer les illusions démocratiques au sein des masses travailleuses et à détourner leur attention du contenu de classe des diverses formations de la bourgeoisie. Le gouvernement Poincaré, l'Union Nationale, est une tentative du gros capitalisme de donner une expression politique nouvelle et plus stable à son pouvoir. Mais cette tentative apparaît déjà bien précaire et l'approche des élections générales de 1928 permet de se rendre compte que les luttes politiques parlementaires s'engagent encore selon la formule traditionnelle des gauches contre la droite. En face des désillusions consécutives à la faillite de l'ancien cartel, parti radical et parti socialiste, tout en favorisant et en ménageant le gouvernement Poincaré et en luttant contre la gauche socialiste et contre le front unique, essaient de trouver la formule d'un cartel "régénéré" qui, sur la base d'un verbalisme démagogique de gauche, vise à rallier les ouvriers révolutionnaires et à les entraîner éventuellement dans la pratique du ministérialisme. Les articles de Blum dans *Le Populaire*, où il développe un programme "révolutionnaire", les appels multipliés depuis plus de deux ans par le Parti Socialiste pour obtenir le soutien systématique et sans condition des communistes en faveur d'un gouvernement cartelliste, le récent appel d'Auriol aux 30 voix d'un groupe communiste à la Chambre, la déclaration du Parti radical qu'il n'a pas d'ennemis à gauche, sont autant de tentatives faites pour entraîner les ouvriers qui sont sous l'influence communiste dans la voie de ce néo-cartel.

D'autre part, l'exclusion de la Section socialiste de Valenciennes, la campagne contre la gauche socialiste, les mesures disciplinaires contre le groupe de l' "Étincelle", les déclarations de Blum à la Commission des Finances, sont autant de preuves que le verbalisme révolutionnaire du Parti socialiste n'a pour but que de masquer sa politique de collaboration même avec les éléments réactionnaires de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

La classe ouvrière, confusément mais déjà de plus en plus fortement, et cela grâce aussi à l'action de notre Parti, se rend compte de cette situation. Devant la crise et l'offensive patronale se développe un courant très profond vers l'unité de classe, qui se manifeste par des réalisations nombreuses du front unique entre syndicats confédérés et unitaires, entre ouvriers socialistes et communistes, par le développement d'un courant d'unité syndicale, et même sur certains points par un courant favorable à l'unité politique de la classe ouvrière.

III. Dans son ensemble, notre Parti doit, en renforçant les directives déjà fixées par le C.C., avoir une vision claire de cette situation et y adapter sa tactique. Au moment où la fièvre électorale s'empare de la vie parlementaire, des Partis politiques, de la presse, il doit éviter de se laisser prendre par elle. Les tâches principales de notre Parti, sans négliger en rien la préparation des élections, sont actuellement ailleurs. Il doit voir clairement *que sa tâche politique primordiale est d'intensifier la préparation et la lutte de résistance de la classe ouvrière contre l'offensive des capitalistes*. Il a déjà inauguré un travail intense et fécond parmi les chômeurs, qui doit être développé, mais le problème central est la lutte de résistance des ouvriers qui sont encore dans la production, y compris les chômeurs partiels, lutte qui doit être appuyée par l'action des chômeurs complets. Un nombre considérable d'ouvriers qui ne sont pas directement intéressés comme électeurs aux luttes électorales, sont les plus intéressés aux luttes de défense de la classe ouvrière ; les jeunes ouvriers, les femmes, la masse des ouvriers étrangers et des coloniaux, sans droits politiques, et qui peuvent et doivent prendre une part active aux campagnes électorales du Parti comme les autres membres du Parti, et les ouvriers français encore sous l'influence des traditions anti-parlementaires, sont dans ce cas. L'épine dorsale de tout notre travail doit donc être la mobilisation des masses ouvrières pour la lutte de résistance à l'offensive capitaliste. Par elle seulement nous établirons une solidarité effective entre les ouvriers étrangers et les ouvriers français, par elle nous cristalliserons le courant profond des masses vers l'unité autour de nos organisations, par elle aussi nous contribuerons à faire sortir la vie politique parlementaire de l'ornière traditionnelle, en dominant la lutte politique, la lutte électorale de l'année prochaine par de vastes mouvements de lutte de classe. Tandis que la tactique du Parti socialiste et des syndicats réformistes consiste à traîner le prolétariat derrière les organisations et la politique de la bourgeoisie de "gauche", notre action de masse entraînera toujours davantage les ouvriers réformistes et inorganisés et certaines couches de la petite-bourgeoisie derrière l'avant-garde prolétarienne : Le Parti Communiste.

IV. Pour réaliser cette tâche essentielle, le Parti doit se rendre compte de

certaines faiblesses auxquelles il doit remédier rapidement et de dangers qu'il doit soigneusement éviter.

a) Sa liaison avec les grandes usines et les grandes Régions industrielles doit être absolument renforcée. Celles-ci doivent avoir l'initiative toujours plus grande pour la solution des problèmes posés devant elles. Aucune lutte sérieuse ne peut être envisagée contre le patronat si nos organisations syndicales et politiques n'ont pas une réelle influence dans les grandes usines et dans les Régions qui possèdent les industries de base du capitalisme français.

b) L'an dernier, un courant de grèves spontané a dressé la classe ouvrière contre le patronat. Ce courant de grèves était non seulement le résultat de l'inflation, mais aussi en partie l'aboutissant de la campagne engagée en janvier-février par le Parti et la C.G.T.U. en faveur du dépôt par usine et par branche d'industrie des cahiers de revendications ouvrières. En général ces grèves n'ont pas été déclenchées au signal des organisations syndicales unitaires, mais presque toutes furent dirigées par les syndicats de la C.G.T.U. sous le contrôle de la Direction confédérale. En face de la tactique du grand patronat cherchant à diviser les mouvements dispersés pour les maîtriser facilement, l'idée générale qui a inspiré le Parti et la C.G.T.U., la tactique qui visait à coordonner les actions partielles en de grands mouvements grévistes intéressant une Région ou une industrie, était juste mais extrêmement délicate à manier. La moindre erreur dans l'appréciation du rythme des événements et dans le choix du moment propice pour engager un mouvement d'ensemble, pouvait aboutir à entraver le développement de la lutte. Une des choses les plus difficiles que les organes dirigeants du mouvement ouvrier doivent apprendre, pour répondre complètement aux nécessités de la lutte, consiste justement à se servir de tous les éléments utiles d'information pour le choix judicieux du moment favorable (informations provenant de la base du Parti et des syndicats, observation des divers mouvements qui éclatent spontanément, étude attentive de la situation politique et économique dans toutes ces fluctuations, réaction des diverses couches du prolétariat et de la population sur ces fluctuations, etc., etc.).

Or, il apparaît qu'au cours de l'année 1926, il n'a pas toujours été tenu compte de tous ces facteurs et que, par suite, des erreurs ont été commises sur l'appréciation du développement de la situation aboutissant à une activité insuffisante et à un certain retard dans la préparation de l'action (par exemple: grève du 1^{er} avril, Congrès des métaux de l'automne dans la Région Parisienne).

Avec le recul du temps, le Parti peut et doit faire une auto-critique précise de ces événements et tirer les leçons de l'expérience accumulée au cours de cette période en vue de rendre nos organisations de la base au sommet, plus aptes à diriger les batailles de demain.

c) Le Parti doit éviter toute attitude politique électorale ou parlementaire qui ne porte pas un cachet de classe clair et compréhensible pour la masse ouvrière. L'action parlementaire de notre Parti doit contribuer à clarifier la conscience de classe du prolétariat, lui faire voir que notre Parti est le seul

Parti de la classe ouvrière. Cela est d'autant plus facile que le Parti socialiste pratique le Bloc des Gauches. La ligne politique générale juste du Parti n'a pas trouvé une expression suffisante dans la presse par une contre-attaque immédiate à la campagne de presse parlant d'un nouveau Cartel des Gauches, campagne visant à accréditer l'idée que le Parti communiste accepterait de participer tacitement à ce Cartel. Il aurait dû faire apparaître clairement sa position. Il en est de même des discussions publiques entre Blum et Sarraut sur la reconstitution du Cartel.

Pour établir une tactique électorale juste, le Parti doit ne pas perdre ou diminuer la possibilité d'aborder les masses arriérées que nous devons gagner à notre politique, et entraîner vers les buts révolutionnaires du prolétariat indiqués par notre Parti, et enrayer dans ses propres rangs la renaissance de l'électoratisme, impliquant des illusions réformistes et démocratiques bourgeoises ou subordonnant la ligne politique essentielle de notre Parti aux résultats électoraux immédiats.

Le camarade Cachin a pu parler avec raison du "prurit d'électoratisme" qui s'était emparé du Parti au moment des élections du Nord et qui montre un danger contre lequel le Parti doit faire front par toute son attitude politique, électorale et parlementaire. La manœuvre électorale de l'élection du Sénat nous paraît, à ce sujet, avoir contenu certaines erreurs susceptibles d'entretenir la confusion et d'alimenter la campagne qui présentait notre Parti comme partie intégrante du Cartel.

La préoccupation du Parti d'empêcher l'élection des réactionnaires qui a déterminé sa manœuvre électorale comportait une contre-partie dangereuse, celle de présenter une liste commune de premier tour, réunissant un communiste, cinq socialistes et quatre bourgeois de gauche. Dans les conditions politiques actuelles de la France, ce côté négatif de l'opération était beaucoup plus grand que les avantages que le Parti espérait tirer de sa manœuvre contre les réactionnaires. L'erreur du Parti fut cette fausse appréciation des côtés positifs et négatifs de l'opération. Notre tactique électorale générale, absolument juste, de soutenir un candidat de gauche contre un réactionnaire, peut devenir dangereuse si elle se résout à une simple mécanique électorale, acceptée tacitement par les Partis de gauche. Une mobilisation des masses pour l'action de front unique contre la bourgeoisie en dehors du terrain parlementaire, doit être la base sur laquelle se développe notre tactique électorale, elle seule provoquera au sein même des partis de gauche les différenciations de classe nécessaires. Elle seule fera comprendre aux bourgeois "de gauche" qu'ils ont à gauche un ennemi, l'ennemi de classe.

d) Dans le même ordre d'idées, le Parti doit éviter de pratiquer des accords circonstanciels avec les organisations politiques de la bourgeoisie de gauche (franc-maçonnerie, Ligue des Droits de l'Homme, etc.). De tels accords pourraient priver le Parti de la possibilité d'exercer son hégémonie dans la lutte des masses laborieuses contre l'oppression capitaliste et faire apparaître notre Parti aux yeux des masses comme un des participants d'un nouveau Cartel des Gauches. En opposition à de tels accords, le Parti doit faire la critique systématique et concrète de ces formations petites-bourgeoises, en

libérant les masses de leur influence et en invitant ces masses à lutter côte à côte avec le prolétariat révolutionnaire.

Sa préoccupation doit être de contribuer par toute son attitude politique et par son action à accélérer et à favoriser le processus profond qui se développe au sein des masses ouvrières vers la clarification de leur conscience de classe et leur différenciation politique des Partis traditionnels de la bourgeoisie de gauche.

C'est sur cette base que nous devons aborder la question de l'unité de la classe ouvrière sous ses divers aspects : unité politique, unité syndicale, front unique.

V. Un certain nombre de faits de plus en plus nombreux et caractéristiques démontrent qu'au sein de la classe ouvrière se développe un courant favorable à l'unité politique. Dans son origine, ce courant est absolument sain, il est une des expressions de l'éveil de la conscience de classe des masses ouvrières, ainsi que de l'action antérieure du Parti, mais le Parti socialiste tente d'exploiter ce courant dans le but de miner et de désagréger notre Parti.

Le Parti socialiste présente le front unique comme une tactique perpétuant la scission et répond à nos propositions de F. U. par des contre-propositions en faveur de l'unité politique socialiste d'avant-guerre. Dans ces conditions, le Parti doit attacher une grande importance au travail dans la gauche socialiste. Ceci est d'autant plus nécessaire que, durant ces derniers mois, la ligne de *l'Étincelle* contribuait à canaliser le courant unitaire profond des masses vers le retour à l'ancienne unité, au Parti socialiste unifié d'avant Tours. La série des articles de Blum sur la dictature du prolétariat et les "vacances de la légalité" correspond à une manœuvre de la fraction centriste qui, sous le couvert des phrases de gauche, vise à consolider l'unité du Parti socialiste et à entraîner la classe ouvrière vers l'unité politique réalisée dans la confusion et vers un nouveau Cartel.

C'est pourquoi nous avons voué une attention spéciale aux événements de Tours, qui nous apparaissent, dans la situation présente, non comme un incident local sans importance, mais comme les symptômes d'une situation nouvelle dans le pays et d'un danger possible pour notre Parti si celui-ci ne prend pas de mesures efficaces pour prévenir les fautes ou pour corriger celles qui ont été commises.

A Tours, l'action antérieure et persévérante du Parti a entraîné les ouvriers de la Section socialiste à pratiquer le front unique. Les chefs socialistes n'ont pu ressaisir leur influence qu'en opposant l'unité politique au front unique. Mais ils n'ont pu échapper à la nécessité d'écarter une discussion publique et contradictoire qu'en proposant de mener la discussion devant les membres des deux Partis sur la question de l'unité politique. L'erreur commise à Tours a été de ne pas saisir immédiatement, par la presse et tous les moyens de propagande et d'agitation dont nous disposons, l'ensemble du prolétariat de la controverse qui avait lieu devant les adhérents des deux Partis.

Le Parti n'a pas accordé une attention suffisante à ce courant unitaire des masses et aux erreurs de Tours, qui en étaient une expression, et n'a pas posé au premier plan avec une assez grande vigueur la question de notre

tactique à l'égard de ce courant unitaire et de l'exploitation qu'en fait le Parti socialiste.

Notre position de principe sur cette question est claire. Mais nous devons la faire comprendre à l'ensemble du Parti dont le niveau idéologique est encore relativement faible. Nous sommes pour l'unité politique de la classe ouvrière, mais sur le seul terrain où elle peut se réaliser, sur le terrain de classe, de la lutte de classe révolutionnaire non seulement dans un programme, mais dans la vie et la lutte quotidienne du Proletariat. Chaque communiste doit comprendre que l'unité politique du prolétariat ne peut se réaliser que par le groupement de toute son avant-garde dans son unique parti de classe : le Parti communiste. En aucun cas, nous ne pouvons admettre le retour au vieux Parti d'avant Tours, ni la perspective d'un regroupement des deux Partis, parce qu'on entretiendrait ainsi l'illusion d'un retour à l'ancienne unité et que l'on admettrait par là l'idée que le Parti socialiste peut, dans son ensemble, abandonner sa pratique de collaboration de classe et son rôle d'agent de la bourgeoisie pour pratiquer la même politique que le Parti communiste. Nous devons au contraire montrer que les chefs socialistes ont fait la scission parce qu'ils voulaient pratiquer la collaboration de classe, et que l'unité politique de la classe ouvrière ne peut se réaliser que contre ceux qui s'allient à la bourgeoisie.

Mais nous devons comprendre qu'un nombre croissant d'ouvriers socialistes animés de la volonté de revenir à la lutte de classe sont attachés par des liens très forts à leur organisation et ont l'illusion de pouvoir redresser leur Parti par leurs efforts à l'intérieur de celui-ci.

Nous ne partageons pas cette illusion et nous devons dire à ces ouvriers socialistes que nous ne la partageons pas. Mais nous ne devons pas non plus mépriser leurs efforts, ce qui aboutirait à perdre le contact avec eux, à les abandonner et à nous refouler nous-mêmes dans un isolement stérile.

Nous devons appeler ces ouvriers à l'action commune du prolétariat contre la bourgeoisie et, à la faveur de cet appel constant et de la fraternité d'armes dans la lutte de classe, leur faire comprendre ce que doit être le Parti unique de la classe ouvrière, et combien il est différent du Parti socialiste, dont l'idéologie affaiblit et entrave le prolétariat au bénéfice de la bourgeoisie et dont les chefs et l'appareil trahissent la lutte prolétarienne.

Ce n'est pas seulement par notre propagande, mais c'est par notre propagande et notre agitation combinées avec la pratique du front unique et avec la lutte des ouvriers socialistes pour le redressement de leur Parti, que ceux-ci se convaincront par leur expérience même de l'impossibilité de transformer le Parti socialiste en un Parti capable de mener véritablement la lutte de classe révolutionnaire. C'est alors seulement que la crise du Parti socialiste dominée par la lutte de classe qui se développe de plus en plus dans son sein aboutira à des exclusions, à des scissions qui démontreront aux ouvriers socialistes le véritable caractère de la social-démocratie. Des regroupements s'opéreront. Les groupes d'ouvriers révolutionnaires ne seront peut-être pas tous mûrs pour être intégrés immédiatement dans le Parti communiste. C'est pourquoi le C. C. du Parti français doit envisager, dans la situation

concrète du pays, et en tenant compte de ses traditions, dans quelles formes pourrait être canalisé un tel courant en vue de faire de notre Parti le centre de l'unité politique des masses et de contrecarrer la manœuvre des chefs du Parti socialiste.

Notre Parti doit bien comprendre la différence existant entre, d'une part, les groupes d'ouvriers socialistes qui, à travers bien des hésitations, reviennent à la lutte de classe, pratiquent de plus en plus le front unique et, quoique lentement, s'approchent de plus en plus du Communisme, et, d'autre part, les groupes de chefs qui ont quitté notre Parti, s'éloignent de lui, se comportent en ennemis déclarés et nient de plus en plus ouvertement les principes fondamentaux du Communisme. Tels sont par exemple le groupe dirigeant de l'Union socialiste-communiste et le noyau de la *révolution prolétarienne*. Nous devons aider les ouvriers qui s'approchent à retrouver le chemin révolutionnaire et combattre sans merci les chefs qui s'éloignent du Communisme, se dressent contre ses principes essentiels et mènent une action objectivement contre-révolutionnaire.

C'est pourquoi il nous paraît que le Parti doit vouer plus d'attention à la gauche du Parti socialiste. Notre Parti et sa presse doivent mener une discussion avec l'*Etincelle* et le *Populaire* sur le front unique et l'unité politique, afin de préciser ces problèmes dans l'esprit des membres du Parti. Il doit, pour cela, utiliser les exemples concrets tirés de son action.

Nous pensons que l'idée émise par le Bureau Politique de proposer au Parti socialiste d'établir des listes électorales communes au premier tour dans certaines régions est aussi une erreur. La situation politique générale en France que nous venons d'analyser, la situation internationale dans laquelle grandissent et se précisent les dangers de guerre, réclament de notre Parti de montrer plus qu'auparavant et d'une façon démonstrative son clair visage communiste, internationaliste et révolutionnaire, d'être par toute son attitude le seul Parti de la classe ouvrière.

Cela entraîne par conséquent, non seulement une lutte intransigeante et énergique contre les Partis bourgeois de droite et de gauche, mais aussi une critique impitoyable de la politique du Parti socialiste qui, dans cette période de préparation de guerre, est ouvertement l'agent de l'impérialisme, comme le démontre la position des chefs S. F. I. O. à l'égard des projets militaires.

Dans cette situation, la tactique de proposition de listes communes avec le Parti socialiste diminuerait considérablement notre possibilité de critiquer la politique du Parti socialiste devenu notre allié électoral et de ses chefs portés sur la même liste que nos candidats. Si elle est seulement une manœuvre, elle contient aussi le danger que les ouvriers ne comprennent pas que sur le terrain électoral nous proposons un bloc de classe à ceux qui chaque jour pratiquent le bloc avec la bourgeoisie et se refusent à réaliser le bloc de classe dans la lutte contre l'offensive capitaliste. La situation est naturellement changée dans un cas comme celui de Valenciennes. Le fait que la Section socialiste avait participé avec les communistes et les syndicats unitaires à un Congrès ouvrier ne pouvait à lui seul légitimer la constitution d'une liste commune au premier tour. Mais quand la Section socialiste de Valenciennes,

dissoute par son Parti, resta fidèle au programme de revendications immédiates arrêté en commun et se dressa contre les chefs traîtres de la Fédération socialiste du Nord, la constitution d'une liste commune dès le premier tour devenait une nécessité. En un mot, avant la dissolution de la Section socialiste de Valenciennes par son Parti, la liste commune au premier tour eût été une faute; après la dissolution, elle constituait une politique juste.

VI. Ce courant unitaire des masses doit être orienté par nous vers la réalisation de l'unité syndicale. Nous devons mener la campagne d'une telle façon que tous les ouvriers, et spécialement les ouvriers réformistes, comprennent que l'unité n'est pas pour nous un simple mot d'ordre d'agitation et de manœuvre à l'égard de la C. G. T. réformiste, mais répond aux nécessités urgentes de la lutte du prolétariat. L'unité syndicale réalisée en vue de l'action de classe favoriserait puissamment la lutte contre la bourgeoisie. Mais, d'autre part, c'est dans l'action commune et quotidienne des ouvriers contre la bourgeoisie que le prolétariat se rapproche de l'unité syndicale. Dans les conditions actuelles du prolétariat français, l'unité syndicale est *une tâche immédiate pratique* vers laquelle nous devons tendre le maximum de nos efforts. Nous devons en montrer les difficultés à surmonter dans toute leur grandeur et l'importance de la tâche afin de susciter l'effort nécessaire et de prévenir tout découragement.

Les précisions apportées par les décisions du 7^e Exécutif élargi n'ont eu pour but que de renforcer notre politique et notre travail pour l'unité syndicale et ne sauraient être considérées comme une révision de notre ligne dans ce domaine. Notre tactique demeure et doit être concrétisée et intensifiée en France actuellement.

La question de l'unité syndicale doit être abordée comme le problème du renforcement de la C. G. T. U. combiné avec un travail intense dans la masse des ouvriers adhérents aux syndicats réformistes pour développer dans la vieille C. G. T. un irrésistible courant favorable à l'unité. Il est certain que les chefs de la C. G. T. réformiste ou bien tenteront de scissionner leur organisation, d'exclure les minorités avant que les partisans de l'unité y aient acquis la majorité, ou bien n'envisageront la réalisation de l'unité que sous une pression de la masse de leurs syndiqués, si énergique qu'elle mette en danger leur direction. C'est donc dans la masse des ouvriers réformistes que nous devons porter le maximum de notre effort.

Il faut tout faire pour favoriser le développement des groupes d'unité et d'une minorité unitaire dans les syndicats réformistes. Les ouvriers syndiqués de la gauche socialiste devront être l'objet d'une attention toute particulière de notre part, étant donné le renfort que leur travail systématiquement organisé à l'intérieur de la C. G. T. peut apporter au mouvement en faveur de l'unité syndicale. Eviter de mettre formellement ce mouvement sous la tutelle du Parti communiste ou de la C. G. T. U. et éviter soigneusement tout ce qui peut l'affaiblir, soit en faisant passer des syndicats minoritaires à la C. G. T. U., soit en élargissant la scission par la création de syndicats parallèles de la C. G. T. U. là où n'existe qu'un syndicat confédéré au sein duquel travaille la minorité révolutionnaire. C'est le devoir des organes dirigeants du Parti et

de la C. G. T. U. de veiller à ce que cette règle soit appliquée. Les exceptions doivent, en conformité avec les décisions du 7^e Exécutif élargi, n'être tolérées qu'après ratification des organismes centraux et sous leur entière responsabilité. Ceux-ci doivent faire pression sur les organes de base pour éviter que nous nous trouvions placés par eux en présence du fait accompli, ce qui aboutirait à changer dans la pratique notre ligne fondamentale.

Pour notre Parti, comme pour la C. G. T. U., il est d'une importance capitale d'avoir l'initiative. L'unité syndicale est notre mot d'ordre, notre insigne; nous avons lutté pour elle. Au moment où la situation devint favorable, tant en raison de la situation objective qu'à la suite de notre travail, pour lutter avec succès en faveur de l'unité, la Fédération réformiste des cheminots proposa la première la création d'une Fédération unique, manœuvrant en réalité contre l'unité, sous le drapeau de l'unité. Nous estimons que la Fédération unitaire des cheminots, de même que la C. G. T. U., ont répondu avec justesse à cette proposition, mais une réponse juste ne supprime cependant pas le fait que pour une courte période l'initiative en faveur de l'unité, de la lutte entre partisans et adversaires de l'unité, est passée aux mains de nos ennemis. D'autre part, notre juste réponse *ne fut pas suffisamment préparée par une campagne appropriée*; même en ce moment, nous ne constatons pas de campagne suffisamment intense dans notre presse et surtout à la base, pour mobiliser autour de notre proposition les masses prolétariennes organisées dans les syndicats réformistes. Une politique juste est indispensable en vue du succès, mais seule elle est insuffisante. Dans les conditions actuelles, *l'activité, la rapidité et l'initiative* jouent un rôle décisif. Nous avons laissé tomber l'initiative de nos mains pour quelque temps et nous n'avons pas encore montré une énergie suffisante pour gagner en rapidité.

La situation créée par le développement du courant unitaire chez les cheminots peut à un moment donné, poser à notre Parti et à la C. G. T. U. la question de l'application en France de la résolution du dernier Plénium sur la réalisation partielle de l'unité pour une Fédération. En général, sur ce terrain de l'unité syndicale, nous ne devons pas craindre de chercher des voies nouvelles qui en favorisent la réalisation.

Les chefs réformistes de la C. G. T. et certains groupes anarchistes et anarcho-syndicalistes tentent d'exploiter le courant des masses en faveur de l'unité syndicale pour liquider le mouvement révolutionnaire ainsi que pour aggraver la scission.

C'est pourquoi, tant qu'une C. G. T. unique n'est pas reconstituée, nous devons convaincre chaque ouvrier que, quels que soient les regroupements syndicaux qui s'opèrent, il est nécessaire que chaque organisation syndicale adhère à l'une ou à l'autre C. G. T. et que l'autonomie en dehors des deux C. G. T. n'est qu'un obstacle de plus à la réalisation ultérieure de l'unité syndicale.

La liaison du P. C. avec la C. G. T. U. ne doit pas être réalisée mécaniquement, mais par le travail des fractions communistes et selon les règles de la démocratie syndicale. Les communistes ne prétendent diriger une organisation syndicale que lorsqu'ils y ont acquis la majorité. Même en ce cas, ils ne

doivent pas, dans l'exercice du mandat de l'assemblée générale et du Congrès syndical, se servir mécaniquement du fait qu'ils sont majorité. Ils doivent s'efforcer de gagner toujours davantage la confiance des couches syndicales qui font encore des réserves sur notre action et s'efforcer dans la lutte et le travail quotidiens de les rapprocher de nos méthodes de lutte, de nos conceptions et de notre compréhension des luttes révolutionnaires du prolétariat.

L'affichage de la liaison entre le Parti et la C. G. T. U., l'usage de majorités conquises uniquement par les moyens d'organisation et qui ne seraient pas soutenues par un large courant de confiance et de sympathie, toutes ces fautes encore trop souvent commises à la base sont non seulement un obstacle à l'unité, mais aussi une entrave au développement de la C. G. T. U. en une organisation syndicale de masse, développement absolument nécessaire pour que la C. G. T. U. puisse peser d'un poids accru en faveur de l'unité syndicale.

Ce sont toujours les organes syndicaux réguliers qui doivent effectivement et réellement prendre les décisions. Mais quand les chefs réformistes ou certains courants dans la C. G. T. U. déniaient aux communistes le bénéfice du droit commun de la démocratie syndicale, lorsqu'ils déniaient aux communistes le droit de diriger une organisation dans laquelle ils jouissent de la confiance et du mandat de la majorité, lorsqu'ils dénoncent ce fait comme une atteinte à l'indépendance du mouvement syndical, nous devons montrer qu'une telle appréciation est une violation de la démocratie syndicale ne pouvant que favoriser la dépendance du mouvement syndical vis-à-vis de la bourgeoisie.

VII. Pour canaliser ce courant unitaire des masses, nous devons développer aussi notre action de front unique syndical et politique, utiliser les actions communes pour poser des bases d'organisation de l'unité prolétarienne et les développer : comités mixtes dans les syndicats, C. U. P. dans les usines, comité de chômeurs, etc. . . Ces organes, dont notre Parti doit s'efforcer d'avoir en main les leviers de commande, doivent cependant conserver leur caractère d'organisations de masse et ne porter en aucun cas l'estampille du Parti ou de la C. G. T. U.

VIII. Dans votre action énergique en faveur des chômeurs, certaines erreurs ont été commises au début, que le Parti a déjà rectifiées. C'était le cas en particulier : 1) pour le mot d'ordre concernant la M. O. E. et le contrôle de l'immigration qui pouvait favoriser les tendances xénophobes dans le prolétariat français, bien que le Parti ait justement défendu et mis au premier plan de son action la revendication de l'égalité de traitement entre ouvriers français et étrangers, et la lutte pour le droit d'asile ; 2) votre position concernant la solidarité ouvrière à l'égard des chômeurs. S'il est juste que le Parti ne doit pas se transformer en un Bureau de bienfaisance et doit orienter la lutte des chômeurs vers les revendications du paiement des allocations de chômage équivalentes à leurs salaires de la part de l'Etat et du patronat, s'il est vrai aussi que la solidarité ouvrière ne peut solutionner la question du chômage, c'était une erreur de critiquer l'initiative prise spontanément dans les usines de la solidarité ouvrière envers les chômeurs. Il existe toujours dans une période de chômage le danger d'une lutte entre les chômeurs et les

ouvriers qui sont encore dans la production. La solidarité ouvrière devait être encouragée et organisée par la C. G. T. U. tout en faisant comprendre qu'elle ne pouvait ni suffire ni solutionner le problème de l'aide aux chômeurs.

IX. Nous sommes d'accord avec vous qu'en ce moment les oppositions d'extrême-gauche et de droite ne représentent pas un danger sérieux pour le Parti. Nous sommes cependant d'avis qu'il est indispensable de prendre des mesures décisives pour continuer à améliorer la vie interne du Parti et pour enlever toute base sous les pieds de l'opposition.

Vous avez vous-mêmes reconnu à plusieurs reprises, au Bureau Politique, que la démocratie n'est pas encore complètement réalisée à la base et qu'il reste des procédés mécaniques, que la vie des cellules est réduite. Sans doute, malgré les efforts accomplis par le C. C., il subsiste encore dans ce domaine la trace des erreurs commises dans toute la période qui précéda le 2 décembre 1925. Il faut continuer à remédier à cet état de choses dans la voie tracée par le Congrès de Lille. Il ne faut pas craindre, il faut favoriser la discussion dans les assemblées de cellules et de rayons. Si elle donne la possibilité aux oppositions de développer leurs opinions, elle permet à la Direction du Parti de défendre sa politique devant la masse des membres. Il n'y aura pas de vie politique réelle dans les organisations de base sans discussions politiques.

La pratique du centralisme démocratique est la tâche de l'ensemble du Parti, de la base au sommet.

Quand une opposition se manifeste dans les cadres des organes réguliers du Parti, il faut, dans la mesure où la situation le permet, ne pas craindre la discussion, car c'est à travers la discussion et la lutte contre les erreurs que l'ensemble du Parti progresse et que sa direction se consolide. Des mesures disciplinaires ne doivent éventuellement intervenir qu'après un éclaircissement idéologique des questions en discussion devant l'ensemble du Parti, dans les cas d'abandon des principes fondamentaux du Communisme ou d'indiscipline. Le fait que divers camarades qui ont été en désaccord avec la Direction du Parti travaillent loyalement à des postes importants montre que le Parti a commencé d'entrer dans la bonne voie.

Pour éviter tout malentendu sur ce point, nous soulignons que la pratique de la démocratie interne ne saurait en rien affaiblir notre lutte idéologique énergique contre les déviations représentées par les fractions de droite, de la *Révolution Proletarienne* et de l'extrême-gauche. Nous rappelons les vigoureuses condamnations prononcées par les VI^e et VII^e Exécutifs élargis contre la ligne anti-communiste et l'action contre-révolutionnaire de la *Révolution Proletarienne*. Rien ne peut être modifié de ces résolutions à l'égard de ceux qui persistent dans leur politique anti-communiste.

X. Pour aborder ces tâches nouvelles, notre Parti a-t-il les forces nécessaires?

Le Parti et sa Direction se sont considérablement consolidés au cours de l'année écoulée. Certes, des divergences d'opinions peuvent se manifester sur telles ou telles questions tactiques au sein de la Direction, elles sont inévitables dans une situation aussi complexe que celle dans laquelle le Parti doit déterminer son action au jour le jour. Mais ces divergences ne provoquent ni

la formation de clans et de fractions, ni l'élimination du travail des camarades mis en minorité sur une question. Le Parti a développé son action de front unique et l'a réalisée dans maints endroits, réussissant à entraîner les ouvriers socialistes et réformistes. Il mène avec vigueur la campagne en faveur de la Chine révolutionnaire et contre le fascisme. Il a commencé à développer une large et vigoureuse campagne contre la nouvelle loi de mobilisation, qui est l'instrument par lequel l'impérialisme français prépare l'exploitation et l'utilisation de toute la masse de la population pour ses prochaines guerres. Notre Parti, en cette circonstance, fut le seul à mener la lutte contre les plans de l'impérialisme et à dénoncer la scandaleuse trahison des chefs et élus socialistes qui se sont révélés une fois de plus les valets du militarisme. Notre Parti est aussi apparu aux masses ouvrières comme le seul défenseur de l'internationalisme. Par son attitude nette, il a dressé contre lui tous les Partis de la bourgeoisie de l'extrême-droite aux socialistes inclus. Il a su mobiliser autour de ses campagnes, comme pendant sa campagne d'automne, de nombreuses masses. Son influence grandit non seulement dans la population en général, dans les milieux paysans, mais dans les organisations réformistes elles-mêmes. Au cours de l'année dernière, le courant unitaire dans les syndicats réformistes s'est développé et fournit une bonne base au développement de notre action. La situation favorable à notre action trouve un Parti mieux préparé, plus homogène, ayant accru et consolidé ses effectifs, déjà orienté vers le travail de masse, comme le prouve le travail parmi les chômeurs. Ses journaux pénètrent largement la classe ouvrière, et ses progrès manifestes nous donnent la garantie que les tâches devant lesquelles le Parti est placé seront accomplies par lui. Si nous posons aujourd'hui une série de problèmes nouveaux au Parti, si nous lui signalons des dangers et des erreurs, c'est parce que nous avons la conviction que sa consolidation et sa maturité politiques permettent d'aborder ces problèmes en toute franchise, et qu'ils contribueront à renforcer notre action et à poursuivre l'évolution ascendante du Parti.

Toutes les remarques que nous faisons à la politique du Parti pour lui donner, dans la situation actuelle, un caractère plus accentué de lutte de classe révolutionnaire ne visent aucunement à engager le Parti à se replier sur lui-même, à abandonner la pratique du front unique ou à retourner aux fautes gauchistes. Elles visent au contraire à faire toujours davantage de la lutte de la masse ouvrière des grandes usines, de la résistance du prolétariat à l'offensive capitaliste et aux dangers de guerre, la préoccupation fondamentale du Parti à laquelle toutes les autres sont subordonnées. Il doit donc resserrer et multiplier ses liens avec la classe ouvrière.

Abordons maintenant les questions soulevées par votre lettre. Toutes celles qui avaient un caractère politique ont déjà été traitées dans la première partie de cette lettre, nous n'y reviendrons donc pas.

Nous estimons nécessaire de nous arrêter d'abord sur le rôle de la critique dans les relations entre le C. E. de l'I. C. et ses sections. Nous espérons que vous conviendriez avec nous que, sans une critique *réciproque*, franche et nette, notre travail aurait peine à progresser. Le C. E. de l'I. C. vous sera recon-

naissant, de même qu'aux autres sections, de suivre attentivement son travail et de lui présenter vos remarques critiques. De son côté, l'I. C. a non seulement le droit, mais aussi le devoir d'analyser et de critiquer l'activité de ses sections et de leur faire part de ses déductions sur toutes les questions de leur travail. Il va de soi qu'en pratiquant une critique réciproque nous devons veiller à ce qu'elle ne porte pas préjudice à notre travail. Par exemple, nous sommes d'accord avec vous que la publication de la camarade Glebova n'était pas à propos et que vous avez pris une décision juste en ne l'insérant pas. Par la même occasion, nous vous ferons observer que *ni le Secrétariat politique, ni le Secrétariat latin* n'ont eu connaissance de cet article et de son envoi au P. C. F.

Nous sommes d'accord avec vous que l'information que nous recevons de vous n'est pas toujours complète. Ceci ne peut nous être imputé. Nous supposons que vous devez prendre soin de nous mettre au courant de tout votre travail et des difficultés que vous rencontrez. Cependant, nous vous faisons remarquer qu'il n'est pas exact d'affirmer que les organes de l'I. C. établissent des résolutions sans discuter au préalable les questions avec les membres de votre délégation. Tous les organes de l'I. C. sont tenus de travailler en se concertant avec les représentants des délégations correspondantes, et, après enquête, nous pouvons affirmer que ce principe fut également appliqué à l'égard de votre délégation.

Si des malentendus ont pu se produire, la volonté réciproque d'une collaboration intime en évitera le retour.

Nous sommes surpris de voir que vous accordez foi aux bruits et rumeurs sans fondement, en particulier au bruit insensé que nous aurions en vue de procéder à un remaniement de la Direction du Parti. Personne ici n'a de telles intentions, et c'est pourquoi nous vous demandons de ne pas envisager nos critiques et nos suggestions comme l'expression d'une volonté de changer la Direction du Parti. Cette préoccupation doit être absolument écartée de nos rapports réciproques, car elle donne à toute critique de notre part une portée et un caractère que nous ne lui donnons pas, et devient ainsi la source des pires malentendus. Parce que Jacob colporte de tels bruits, vous en déduisez que l'opposition "est déjà trop bien informée de ce qui se passe à l'I. C.". C'est au contraire la démonstration que Jacob n'est pas informé du tout, parce qu'il n'y a ici absolument aucun fondement à un tel bruit. Nous vous demandons donc d'être absolument tranquilles sur ce point et d'envisager nos critiques et nos suggestions, celles qui peuvent être faites au Secrétariat latin comme les autres, comme des critiques absolument fraternelles et qui n'ont qu'un but : aider la Direction du Parti, lui signaler des dangers, corriger ses erreurs à leur début, afin de contribuer à la consolidation politique du Parti et à sa plus grande activité.

Pour terminer, nous vous ferons observer que, tout en étant d'accord avec vous sur le fait que des articles comme ceux des camarades Humbert-Droz et Vassiliev, publiés en complet accord avec le Présidium de l'Internationale, pouvaient être utilisés par l'opposition, nous pensons néanmoins que, sur le fond, ils avaient absolument raison. Votre revue, qui s'améliore sans con-

teste, n'accordait pas suffisamment d'attention aux problèmes du Parti communiste français, et cela mène à ce que les militants actifs du Parti s'orientent insuffisamment dans les questions complexes et dans de nombreux cas en province réagissent d'une manière erronée contre les manœuvres des réformistes. L'Exécutif reconnaît qu'il eût été plus opportun dans ces cas précis de se mettre d'abord en rapport avec le C. C. pour traiter avec lui les questions avant de les aborder dans la revue. Le Présidium, pour donner toute garantie au P. C. français, désignera un camarade français comme membre du collège de rédaction de la revue. Nous tenons aussi à souligner que le camarade Humbert-Droz est tout à fait étranger au fait que le camarade Calzan ait reçu son article avant la Direction du Parti; le camarade Calzan, étant l'éditeur de l'I. C., reçoit les articles à publier le premier. Si le Parti communiste français est opposé à la présence du camarade Calzan au poste qu'il occupe, il peut toujours demander à l'I. C. de le changer en communiquant la candidature proposée par le Parti pour son remplacement. Nous demanderons cependant à notre Fédération d'envoyer par le même courrier, à la Direction du P. C. F., copie des manuscrits qui concernent la France.

Nous espérons que cette lettre, qui éclaire les questions politiques les plus importantes, favorisera une collaboration encore plus intime entre l'I. C. et sa Section française.

Le Présidium de l'I. C.

6. CIRCULAIRE DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN DU 25 FÉVRIER ET COMMENTAIRE DE L'*AVANTI!* DU 5 MARS 1924*

Mentre impera il fascismo contro chi lottano i comunisti?

“Tutta l'azione della Internazionale comunista ha un solo scopo: eliminare dalla scena politica italiana il P.S.I.”—Il partito comunista si propone di “trasformare la campagna elettorale in una vera campagna contro il Partito socialista.”

Il Partito comunista si è costituito in Italia dopo il Congresso di Livorno del 1921. Da allora esso—che era il maggior responsabile dell'insuccesso rivoluzionario del 1919-20—sia perché uomini suoi avevano scelta la piattaforma di agitazione e la tattica del Partito—sia perché aveva in sue mani la Direzione del Partito e avrebbe potuto—solo che lo avesse voluto—conquistare la direzione della Confederazione—da allora, dicevamo, non ha avuto che uno scopo ed un fine: la lotta contro il Partito socialista ed in vista di questo fine non ha badato ai mezzi, da quelli propriamente politici e polemici a quelli sconciamente diffamatori (si ricordi, fra gli altri, l'affare Soncelli).

* *Avanti!*, 5 mars 1924.

In pieno fascismo il Partito comunista non si è preoccupato di attenuare la sua campagna, anzi, insperato alleato di Mussolini, l'ha rin vigorita. All'ultimo Congresso dell'Internazionale perfino il cittadino Zinovieff dovette rimproverare i comunisti italiani d'aver combattuto più Serrati che Mussolini. Adesso che Serrati—di buona o di mala voglia—è con loro, i comunisti non hanno fatto che concentrare il loro odio su Nenni: cambia la persona ma il sistema continua.

Ma la loro parola d'ordine continua ad essere: guerra ai socialisti.

Tutta la loro attività lo dimostra. Come riprova ecco una circolare dell'Esecutivo comunista alle sue Federazioni (Circolare N. 11 N.P. 973 R. 25.2.1924).

Non c'è un parola contro il fascismo, in compenso ci sono preziose confessioni che dimostrano quanto abbiamo avuto ragione nel sostenere che l'alleanza che ci era proposta era un volgarissimo trucco.

L'importante documento

Ecco l'essenziale della circolare comunista:

“Voi sapete quali sono le direttive che il Partito nostro ha seguito in questi ultimi tempi verso il P.S.I. secondo la linea tracciata dai congressi dell'Internazionale. Voi sapete che l'Internazionale comunista, fin dal IV Congresso, cioè quando i riformisti erano stati cacciati dal seno del P.S.I. è stata mossa in tutta la sua azione da uno scopo solo: quello di eliminare dalla scena politica italiana il P.S.I. e di creare un solo Partito rivoluzionario della classe operaia italiana raccogliendo attorno al partito nostro gli elementi rivoluzionari rimasti nel P.S. dopo il distacco dei riformisti. Questa parola (la parola della fusione) è stata data apertamente dal IV Congresso della Internazionale ma l'applicazione d'essa è stata resa impossibile dalla formazione in seno al P.S.I. d'una corrente antifusionista, la quale si impadronì con un colpo di mano degli organi direttivi e del giornale e iniziò, sotto l'aspetto dell'azione di difesa del Partito, la lotta aperta contro gli elementi dichiaratisi favorevoli alla incondizionata adesione alla Internazionale e quindi alla fusione con il Partito comunista d'Italia.

“In conseguenza dell'azione di questo gruppo il programma di fusione deciso dal IV Congresso non poté essere applicato. Allora l'Esecutivo allargato tenuto nel mese di giugno decise di modificare a scopo tattico la parola del 'Comintern' in Italia, cioè di sostituire alla parola aperta della fusione quella della alleanza tra il Partito comunista e il Partito socialista. Le decisioni dell'Esecutivo allargato non devono perciò essere intese come una rinuncia del 'Comintern' ad attuare il suo programma, che è di costituire in Italia un solo partito rivoluzionario della classe operaia (il Partito comunista) e di distruggere la formazione intermedia equivoca del P.S.I., ma devono essere intese come una modificazione di tattica decisa allo scopo di aggirare le difficoltà di conquista degli organi del Partito socialista.

Il fallimento dei terzini

“Anche la attuazione di questo secondo piano preparato dall'Esecutivo allargato è stata resa impossibile dall'atteggiamento dei dirigenti del P.S.I., i

quali mentre al Congresso di Milano avevano approvato di fare un'alleanza con i comunisti, quando il Partito comunista stesso offrì l'alleanza, si rifiutarono ad essa. E così furono rese vane le trattative fatte dall'Internazionale per portare essa stessa ad una conclusione della alleanza, trattative occasionate dalla espulsione dei capi terzinternazionalisti del Partito socialista.

"Questa era la situazione quando noi vi rivolgemmo la nostra circolare n. 60 del 21 novembre 1923, spiegandovi in che senso dovevamo agire verso il partito socialista e verso gli elementi rivoluzionari rimasti ancora nel suo seno.

"In seguito, l'opposizione dei capi socialisti ad ogni propaganda favorevole alla alleanza con i comunisti e la lotta contro gli elementi terzinternazionalisti divenivano sempre più aperti e tenaci. All'inizio della nostra azione politica per le elezioni, mentre, da una parte appariva sfumata o quasi la possibilità di una conquista legale degli organi dirigenti del P.S.I. da parte dei terzini, e la preparazione per questa via dell'alleanza e della fusione, appariva pure che la situazione stessa dei terzinternazionalisti non poteva più essere sfruttata altro che per la conquista di tutti gli elementi, soprattutto proletari, che, pur essendo rimasti nel Partito socialista, conservano capacità di comprendere e seguire una linea di azione classista e rivoluzionaria. La campagna elettorale ci ha offerto l'occasione di compiere l'ultimo tentativo verso la Direzione del P.S.I. e di valerci in pari tempo dei terzini per raccogliere in un nucleo sufficientemente organizzato queste forze superstiti per fare sì che la loro uscita dalle file del Partito possa avere, quando avverrà, la maggiore ripercussione possibile.

"La linea che noi abbiamo seguito dopo il fallimento della proposta ai socialisti si spiega solo da questo punto di vista.

"È infatti parso utile che, rifiutatisi all'alleanza i dirigenti socialisti, i terzini ne approfittassero per dare il massimo rilievo all'azione loro, così come hanno fatto. Di qui la organizzazione nazionale da parte loro di congressi, nei quali essi hanno portato davanti agli organismi locali e alle masse il programma di alleanza respinto dai dirigenti del P.S.I. cercando di raccogliere su di esso il maggior numero di voti.

Gli scopi della campagna elettorale

"Avvenuta nazionalmente questa dimostrazione, che ha assunto l'importanza di una nuova scissione del P.S.I., conveniva a noi sia per dare rilievo davanti alle masse sia alla nuova scissione avvenuta sia al carattere unitario della nostra parola d'ordine, di distinguere l'alleanza respinta dai massimalisti con i terzinternazionalisti quasi considerandoli alla stregua di un Partito. Ciò serve al Partito comunista e all'Internazionale comunista per trasformare la campagna elettorale in una vera campagna contro il Partito socialista e non solo in una campagna polemica, ma in una vera e propria campagna di lotta interna per la disgregazione della compagine di questo partito. Questo scopo si è in parte già ottenuto quando si è ottenuto di

formare in seno ad esso una fortissima minoranza che ha rotto i vincoli disciplinari e organizzativi accettando un programma contrario a quello approvato dalla Direzione. Ma perché i frutti dell'azione iniziata possano essere tutti raccolti occorre che la parola dell'alleanza con la quale la campagna è stata iniziata venga mantenuta fino alla fine.

“Ed è qui che occorre che vi diamo le maggiori spiegazioni. A molti di voi parrà strano il contegno che noi teniamo verso i terzini, trattandoli non stessi come un Partito, ciò che noi per i primi sappiamo che essi non sono e mettendo il Partito comunista sopra un piede di alleanza con loro. E così vi parrà che la formazione delle liste miste con i terzini, invece che di liste esclusivamente del Partito, se era spiegabile in caso avessimo stretto l'accordo con i socialisti e con i riformisti, non lo sia più per i soli terzini. La cosa invece parrà logica a tutti, se la si considererà come un espediente tattico al quale siamo stati portati nello sviluppo dell'azione nostra verso il P.S. e che dobbiamo mantenere per trarre da questa azione tutti i frutti possibili ora che essi sono maturati.

“È necessario perciò che sia combattuta la mentalità ‘disfattista’ che si è diffusa nei compagni al vedere il P.C. messo alla pari dei terzini. Se questa può essere l'apparenza, nella sostanza il Partito comunista rimane, sulla linea dell'Internazionale, il centro dell'azione che stiamo svolgendo. Non vi è nell'Internazionale e meno che mai nei dirigenti del Partito, alcuna tendenza a liquidare o svalutare il Partito comunista. Qualora il pericolo di una simile svalorizzazione si presentasse, siano certi i compagni che dagli stessi organi dirigenti del Partito partirebbe la parola della difesa del Partito contro ogni pericolo. Per ora il pericolo sta nel fatto che i compagni, non sufficientemente illuminati sulle prospettive della nostra tattica, si lascino prendere dalla sfiducia.

I terzini sotto controllo

“I nostri rapporti con i terzini restano dunque i seguenti. Noi siamo “apertamente” degli alleati, ma noi sappiamo e i terzini riconoscono che la alleanza, e tanto più oggi che la possibilità di conquista legale degli organi dirigenti del P.S.I. è sparita, è una parola di carattere temporaneo, che viene data “apertamente” al solo scopo di sfruttare la campagna elettorale per strappare dal seno del P.S.I. tutto ciò che è ancora possibile strappare per fonderlo nella compagine del solo Partito rivoluzionario della classe italiana, che è e resterà il Partito comunista d'Italia. Esaurita ogni possibilità di trarre nuovi frutti dall'impiego della parola dell'alleanza, la frazione è impegnata a dare quella della fusione nel Partito comunista.

“È necessario quindi che voi esercitate anche un controllo sui terzini. Bisogna evitare che i capi loro, alcuni dei quali possono forse ancora avere delle riluttanze a venire nel Partito comunista e ad accettarne la disciplina rigida di lavoro, approfittino di questo periodo di tempo in cui la parola della alleanza continua a essere la parola “pubblica” della frazione per svolgere in seno alla frazione stessa opera contraria alla fusione e per creare uno

stato d'animo antifusionista. Noi dobbiamo invece servirci di questa parola per combattere i resti di mentalità antifusionista che in seno a una parte delle masse terzine ancora possono esistere. Bisogna far comprendere a queste masse che solo la fusione permetterà di raggiungere lo scopo di dare una unità d'azione e di direttiva al movimento proletario.

“Soprattutto occorre combattere la tendenza a sostenere la necessità che tra il P.S.I. e il P.C.I. si costituisca un partito intermedio, che non avrebbe né uno scopo, né una consistenza se non verbale. I nostri compagni svolgono questo lavoro di controllo interno sulla frazione terzina basandosi sopra gli elementi di essa che sono apertamente favorevoli alla fusione. Siano riferiti alla Centrale del P.C. i casi di propaganda antifusionista dovuta a capi della frazione, si moltiplichino i vincoli organizzativi con i terzini e si dia a questi vincoli la maggiore stabilità. Saranno questi i solo mezzi adatti a far sì che nel momento in cui si tratterà di cogliere i frutti dell'azione tattica sviluppata in questi ultimi mesi, il Partito e l'Internazionale non si trovino di fronte a una delusione simile a quella provata quando il P.S.I., creduto tutto favorevole all'adesione incondizionata all'I.C., si è rifiutato di addivenire alla fusione che di quella adesione era la conseguenza logica e inevitabile.

Il comitato esecutivo”

Tutto questo è estremamente interessante soprattutto per quei poveri Riboldi, Maffi (salvoognuno!) e simili Buffoni messi nella lista comunista per un fine tattico e posti subito sotto controllo (ah Serrati!).

La situazione si può illustrare così: Serrati è controllato da Buffoni; Buffoni è controllato da Pastore. Pastore è sotto il controllo dell'Esecutivo italiano e questo a sua volta sotto il controllo dell'Esecutivo di Mosca.

E questo è il Partito della rivoluzione!

No, cari, è un manicomio!

I propositi poi che i comunisti manifestano, sia nei confronti del nostro Partito, sia come spiegazione della grande parola dell'alleanza proletaria, non ci sorprendono. Lo sapevamo e se abbiamo lottato, se abbiamo sventato le manovre comuniste, se qualche volta siamo sembrati di una intransigenza esagerata, è perché sapevamo dove ci si voleva trascinare.

Questa circolare servirà però al Partito per capire con chi ha a che fare, servirà a buoni e leali compagni come Lazzari, Agostini, Lachinardi i quali si sono illusi di conciliare l'inconciliabile.

Quanto al partito continuerà per la sua strada e verrà un giorno in cui, guardandosi attorno, non avrà più il disturbo di trovarsi a lato questi stipendiati dell'Internazionale, alleati inopinati di Mussolini nella lotta contro il Partito socialista.

Limitiamoci per ora a compiangere quei poveri 'terzini' messi sotto controllo a causa di un fenomeno di 'disfattismo' in seno al Partito comunista per il semplice fatto della loro inclusione nella lista della sedicente unità proletaria.

7. PROGRAMME D'ACTION DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN,
ADOPTÉ AU CINQUIÈME CONGRÈS MONDIAL DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (JUIN 1924)*
AKTIONSPROGRAMM DER KOMMUNISTISCHEN
PARTEI ITALIENS

Politische Lage

Die politische Lage in Italien wird gekennzeichnet durch den Verfall und die sich immer mehr verschärfende Krise des Faschismus auf der einen, durch das Erwachen der Arbeiterklasse auf der andern Seite.

Die schwere politische Krise, die die Ermordung Mateottis hervorgerufen hat, enthüllt nur vor aller Augen die schleichende Krise, die den Faschismus bereits von innen heraus unterhöhlt, und beschleunigt lediglich seinen Zerfallsprozeß.

Der Faschismus trat in Italien als bewaffnete Bewegung des aktivsten und energischsten Teils der Kleinbourgeoisie auf, die es versuchte, die durch den Zerfall der Arbeiterbewegung in den Jahren 1919 und 1920 geschaffene Lage zu ihren eigenen Gunsten sowie zugunsten des Kapitalismus im allgemeinen auszunutzen. Diese Bewegung wurde von Anfang an durch den Staat sowie durch die industrielle und agrarische Großbourgeoisie offen unterstützt. Die Krise des Faschismus wird heute durch die Tatsache hervorgerufen, daß es ihm nach Eroberung der Macht nicht gelungen ist, die vollkommene Einheitlichkeit aller Fraktionen der Bourgeoisie auf Grund seines Programms durchzuführen. Es gelang ihm nur, die Schichten der großen Ausbeuter um sich zu sammeln, und er führte offen die kapitalistische Restauration zugunsten der industriellen und agrarischen Großbourgeoisie auf Kosten des Mittelstandes durch. Infolgedessen ist allmählich die soziale Basis des Faschismus auseinandergefallen, und er gerät mehr und mehr in die Lage einer von der Bevölkerung isolierten bewaffneten Macht. Die Bourgeoisie steht deshalb vor der Notwendigkeit, entweder – unter Wahrung des antiproletarischen Inhalts ihrer Diktatur – die bisher angewandte Methode der offenen Unterdrückung abzuändern oder aber sich durch Annäherung an die Gruppen der auf dem Boden der Verfassung stehenden Opposition, hinter denen immer ein großer Teil des Mittelstandes gestanden hat, eine neue soziale Basis zu schaffen. Der Widerstand, den der faschistische Apparat dieser Umwandlung entgegensetzt, die antifaschistische Mobilisierung der öffentlichen Meinung und die antifaschistischen Stimmungen in einem Teile des Mittelstandes wie der Bauernschaft werden jedoch vielleicht der Bourgeoisie die Möglichkeit nehmen, den Rückzug unter Vermeidung einer entscheidenden politischen Krise anzutreten.

Das Wahleresultat, die Wahlergebnisse der Betriebsausschüsse, die Streiks,

* Thesen und Resolutionen des V. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale. Hamburg 1924, pp. 171–178. Cf. docs. 291, 303.

der Widerstand und die Demonstrationen der Arbeiter während der letzten Wochen sind deutliche Anzeichen für das wiedererwachende Klassenbewußtsein, für die Kampfkraft und für die Linksschwenkung des Proletariats.

Ausblicke und Taktik

Die schwere Krise, die Italien augenblicklich durchmacht, kann vielleicht durch eine vorübergehende Stabilisierung der Regierung Mussolini ihr Ende finden; bereits jetzt ist es jedoch sicher, daß der Faschismus zerfällt und daß er in seiner ursprünglichen terroristischen Form nicht mehr das Instrument der an der Macht befindlichen Bourgeoisie ist. Eine neue terroristische Offensive des Faschismus ist nicht ausgeschlossen; sie kann jedoch die inneren Widersprüche, deren Folgeerscheinung die heutige Krise ist, nur verschärfen und kann den Sturz des Faschismus nur beschleunigen. Die italienische Bourgeoisie wird den Versuch machen, die Machtfrage entweder durch eine innere Umbildung des Faschismus in demokratischer Richtung oder aber durch ein Kompromiß der bürgerlichen und reformistischen Oppositionsparteien mit Mussolini, wie es von den faschistischen "Reformisten" unterstützt wird, zu lösen. Aber welche Richtung sie auch einschlagen mag – die politische Krise der Umbildung oder Liquidation des Faschismus kann das Proletariat vor die Frage der Machtergreifung stellen.

Das Tempo, mit dem der Zerfallsprozeß des Faschismus sich weiterentwickeln wird, und die Frage seines Nachfolgers an der Macht hängen zum großen Teil ab von der Taktik und Aktivität der KPI., von ihrer Fähigkeit, zu manövrieren und die Arbeiter- und Bauernmassen für ihren Kampf zu mobilisieren.

Die Ziele, die die Partei sich bei ihren Aktionen stellt, müssen die folgenden sein: 1. Sturz des Faschismus; 2. Verdrängung der auf dem Boden der Verfassung stehenden bürgerlichen und reformistischen Oppositionsparteien von der politischen Bühne im Verlauf der Krise; 3. Eroberung der Führung der Arbeiter- und Bauernmassen für den revolutionären Kampf zum Zweck der Eroberung der Macht.

Diese Ziele können nur durch kluge und gewandte Anwendung der leninistischen Taktik der Kommunistischen Internationale und der folgenden Parolen erreicht werden: Eroberung der Mehrheit der Arbeiterklasse; Schaffung der Einheitsfront; Agitation mit Hilfe der Parole der Arbeiter- und Bauernregierung als Mittel zur Mobilisierung der Massen; Ausnutzung der täglichen Teilforderungen, um die Massen mit sich zu reißen; Ausnutzung der Opposition sowie der Kämpfe innerhalb der Bourgeoisie selbst, insbesondere der Interessengegensätze zwischen Groß- und Kleinbourgeoisie.

Besondere Taktik gegenüber dem Faschismus

Aufgabe der Partei ist es, so vorzugehen, daß sie die Massen zum Kampf gegen den Faschismus zusammenfaßt, daß sie die kleinbürgerlichen und proletarischen Schichten, die unzufrieden und von ihren Illusionen geheilt sind, dem Einfluß des Faschismus entreißt, daß sie die internen Kämpfe und Widersprüche des Faschismus verschärft und weitertreibt.

Zu diesem Zweck muß die Partei in den von ihren Illusionen geheilten faschistischen Kreisen eine ideologische Offensive beginnen; sie muß der Kleinbourgeoisie beweisen, daß der Faschismus auf ihre Kosten die Interessen des Großkapitals verteidigt hat und daß einzig und allein die Diktatur des Proletariats ihren eigenen Interessen dienlich ist.

Sie muß ferner in den Werkstätten und Betrieben unter den in den faschistischen Gewerkschaften organisierten Arbeitern agitieren, um ihre Organisationen zu wirtschaftlichen Kämpfen, zu Streiks und Demonstrationen zu treiben, die den Klassenkampf gegen die Bourgeoisie in die faschistische Bewegung selber hineintragen.

Die Partei muß einfache und leicht verständliche Agitationsparolen – wie: Rücktritt der Mörderregierung; Auflösung und Entwaffnung der faschistischen Miliz; Anklageerhebung gegen Mussolini; Bewaffnung einer hauptsächlich aus Arbeitern bestehenden Volksmiliz usw. – in die Massen werfen.

Sie muß jedoch gleichzeitig jede Gelegenheit, die sich bietet, mit Einschluß derjenigen, die sich aus der Propaganda für die auf dem Boden der Verfassung stehende Opposition ergibt, ausnutzen, um den Massen zu beweisen, daß derartige Parolen nur beschränkte Geltung haben, daß sie letzten Endes nur den Interessen der Bourgeoisie dienen, und um dadurch diese Massen zur Verteidigung ihrer Klasseninteressen zu bewegen.

Die Partei muß die Massenbewegung, die die jetzige politische Krise hervorrief, ausnutzen, um aus den schon bestehenden Betriebsausschüssen Betriebsräte zu schaffen; diese Betriebsräte müssen zum Zentrum der gesamten Agitation werden; sie müssen um sich die Arbeiter aller Parteien, die zum Klassenkampf entschlossen sind, sammeln.

Die konstitutionelle Opposition

Die Kommunistische Partei darf in der jetzigen Krise bei allem Bestreben, die auf dem Boden der Verfassung stehende Opposition zur Schwächung und Niederwerfung des Faschismus auszunutzen, sich dennoch niemals als äußerste Linke des antifaschistischen Oppositionsblocks betrachten, sondern als selbständigen Kern, um den die auf dem Boden des Klassenkampfes stehende Opposition sich sammeln muß.

Die Partei darf nichts versäumen, was dazu beitragen kann, innerhalb der Opposition selber die Klassengegensätze hervortreten zu lassen und auf diese Weise die Arbeiterklasse zu der Erkenntnis zu bringen, daß sie ihre eigene selbständige Aufgabe zu erfüllen hat. Gleichzeitig muß die Partei ihre Arbeit im Betrieb selbst erweitern und verstärken, um die Arbeiter für ihre Parolen zu gewinnen und dadurch die konstitutionelle Opposition zu zwingen, entweder energischer vorzugehen oder aber die Maske fallen zu lassen, unter der sie ihre Mitschuld am Faschismus verbirgt.

Während dieser ganzen Arbeit darf die Partei niemals ihr Recht auf Kritik und ihre Bewegungsfreiheit aufgeben. Ebenso wenig darf sie jedoch, in dem Bestreben, ihre Unabhängigkeit zu wahren, sich von den breiten, im Kampf gegen den Faschismus stehenden Massen isolieren lassen und dadurch

die Möglichkeit preisgeben, diese Massen mit sich zu reißen und zu führen. Sie muß es lernen, zwischen diesen Klippen geschickt zu manövrieren, um ständig die Fühlung mit der Masse aufrechtzuerhalten.

Sie muß ihre Parolen nach gründlichem Studium der Kampfkraft der Arbeiter in den Betrieben ausgeben und diese Parolen je nach dem Grade des Erwachens und der Mobilisierung der Massen abstufen. Vor der Herausgabe einer selbständigen Kampfparole muß sie sich durch ihr Betriebszellennetz vergewissern, daß diese Parole in einem bedeutenden Teil des Proletariats Widerhall findet, aufgenommen und befolgt werden wird.

Die proletarischen Parteien

Die KP. muß nach wie vor den anderen proletarischen Parteien gegenüber die Taktik der Einheitsfront anwenden, indem sie versucht, die Massen, die diesen Parteien noch folgen, auf dem Boden der proletarischen Klasseninteressen zu sammeln. Bei der Anwendung der Einheitsfronttaktik darf die Partei sich nicht darauf beschränken, durch unsere Presse offene Briefe an die Leitung der übrigen proletarischen Parteien zu senden; schon bevor sie sich an die anderen Parteileitungen wendet, muß sie unten, im Betrieb selbst, in den Werkstätten und Fabriken, die größte Aktivität entwickeln, muß sie alle Parteimitglieder mobilisieren, um die Annahme unserer Vorschläge durch die sozialistischen und unitarischen Arbeitermassen durchzusetzen, bevor noch deren Führer die Zeit zur Beratung und Ablehnung dieser Vorschläge gefunden haben. Nur auf diese Weise wird die Taktik der Einheitsfront es uns ermöglichen, die Arbeitermassen dem Einfluß der reformistischen Führer zu entreißen.

Sozialistische Partei Italiens

Um die maximalistisch eingestellte Arbeiterschaft für den Kommunismus—und wenn möglich die Mehrheit der Maximalistischen Partei für die Kommunistische Internationale—zu gewinnen, stellt der V. Weltkongreß fest, daß die Antwort der Nenni-Vella und Konsorten auf die Vorschläge der Erweiterten Exekutive vom Juni 1923 dem Willen der maximalistischen Arbeiterschaft nicht entspricht. Denn diese hat immer die Absicht zum Ausdruck gebracht, sich der Kommunistischen Internationale anzuschließen, wenn sie auch keinerlei positive Schritte gegen ihre Führung unternahm und sich damit an deren Kampf gegen die III. Internationale mitschuldig machte. Dadurch, daß die Leitung der Sozialistischen Partei Italiens die Verhandlungen mit der KI. in dem Augenblick abbrach, als die KI. die Hindernisse für den Anschluß der Sozialistischen Partei aus dem Wege räumte, indem sie die Einberufung eines Parteitages, der der Partei die Gelegenheit gegeben hätte, sich über diese Frage auszusprechen, verweigerte, ja darüber hinaus nicht vor der Spaltung und Desorganisierung der Partei durch den Ausschluß der Fraktion der Terza-Internationalisten zurückschreckte,—hat sie sich als Feind des Kommunismus und als Feind der Sozialistischen Partei Italiens selber erwiesen. Die ganze Taktik der Parteileitung, sowohl auf gewerkschaftlichem

wie auf politischem Gebiet, steht in Abhängigkeit von der reformistischen Politik der Arbeitsgemeinschaft mit der bürgerlichen Linken. Die KI. betrachtet von nun ab die Möglichkeit weiterer Verhandlungen mit dieser Parteileitung sowohl wie mit der Partei selbst, solange sie sich auf konterrevolutionärer politischer Linie bewegt, als ausgeschlossen. In Erwägung der Tatsache jedoch, daß die maximalistischen Arbeiter selbst noch nicht in der Lage gewesen sind, ihre Antwort auf die Vorschläge der KI. zu erteilen, erklärt der V. Weltkongreß, daß er die im Juni 1923 aufgestellten Bedingungen bis zum nächsten Parteitag aufrechterhält für den Fall, daß die sozialistischen Arbeiter ihre heutige konterrevolutionäre Leitung verjagen, die Politik der Partei von Grund auf ändern und sich zur Annahme dieser Bedingungen bereit erklären.

Bei der Anwendung der Einheitsfronttaktik gegenüber der Sozialistischen Partei Italiens wird die KP. dahin streben, den linken Flügel der Sozialistischen Partei in seinem Kampf gegen die heutige Leitung und Politik und für den Anschluß an die KI. zu unterstützen.

Gewerkschaftsfragen

Bei der augenblicklichen Lage der Arbeiterbewegung in Italien müssen die Anstrengungen der KP. in erster Linie auf die Wiederherstellung der Macht der Gewerkschaftsbewegung gerichtet sein. Diesem Zweck sollen folgende Maßnahmen dienen:

1. Alle Parteimitglieder müssen gezwungen werden, sich aufs neue gewerkschaftlich zu organisieren und aktiv innerhalb der Gewerkschaften zu arbeiten.

2. Die Parole "Zurück in die Gewerkschaften" muß in die Massen geworfen werden.

3. Es muß der Versuch gemacht werden, zusammen mit den nationalen Arbeitern und ihren Gewerkschaftszellen einen revolutionären Block zu bilden, um die Gewerkschaften dem Einfluß und der Führung der reformistischen Arbeitsgemeinschaftler zu entreißen.

4. Das Koalitionsrecht der Arbeiterschaft muß verteidigt und der Kampf gegen das Monopol der faschistischen Gewerkschaften aufgenommen werden.

5. Die Partei muß sich ferner bemühen, die Aktivität der Betriebsausschüsse im Sinne des Klassenkampfes neu zu beleben und auszubreiten, indem sie um diese Ausschüsse die ganze Belegschaft der Betriebe sammelt. In dem Maße, wie das durchgeführt wird, wird es der KP. möglich sein, mehr und mehr ihre politischen Parolen vermittels dieser Betriebsausschüsse zu propagieren, sie wird mit aller Kraft die Entwicklung dieser Betriebsausschüsse zu Betriebsräten und ihre Zusammenfassung in nationalem Maßstab fördern können. Sehr zweckmäßig wird es sein, zum mindesten in den großen Industriezentren Konferenzen oder Teikonferenzen der Betriebsausschußmitglieder der verschiedenen Betriebe zusammenzuberufen.

6. Die Partei muß sich der Auflösung der Arbeitskammern und ihrer Ersetzung durch die Sekretariate des Allgemeinen Gewerkschaftsbundes widersetzen; sie muß unter der Parole der Industrieverbände eine energische

Kampagne für die Umbildung der heutigen Fachgewerkschaften durchführen.

7. Sie muß für den Grundsatz der gewerkschaftlichen Einheit eintreten und durch Betonung der Notwendigkeit der Aufnahme aller abgespaltenen Minderheiten in die Reihen des Allgemeinen Gewerkschaftsbundes den praktischen Kampf für die Einheit wieder aufnehmen.

8. Das Netz der kommunistischen Gewerkschaftsausschüsse muß in vollem Umfang wiederhergestellt und in enge Verbindung mit den Massen gebracht werden; der kommunistische Gewerkschaftsausschuß muß zum Zentrum der kommunistischen Fraktion der organisierten Arbeiterschaft werden.

Bauern und sonstige Gruppen

Im Kampf gegen den Faschismus muß die Partei der Propaganda unter den Bauern, ganz besonders unter den Bauernmassen des Südens, die dem Faschismus von jeher feindlich gegenüberstanden, die größte Aufmerksamkeit widmen. Sie muß bestrebt sein, die Interessen und die Kämpfe dieser Bauern mit denen des Industrieproletariats im Norden zu verbinden. Zu diesem Zweck ist innerhalb der Partei eine landwirtschaftliche Abteilung zu schaffen. Die Partei muß ebenfalls versuchen, die Bauernmassen der Volkspartei (Popolari) und der Bauernparteien zu gewinnen.

Die Partei wird das Vertrauen der früheren Frontkämpfer gewinnen, indem sie sich deren Sonderforderungen, die Forderungen der Kriegsinvaliden usw. zu eigen macht.

Die "Proletarische Liga" ist aufzulösen und deren sämtliche Mitglieder sind zu verpflichten, sich der "Nationalen Vereinigung" anzuschließen.

Auch die Arbeit in den Kolonien darf nicht vernachlässigt werden. Die Partei muß für das Recht der eingeborenen Bevölkerung auf vollständige Unabhängigkeit eintreten; sie muß die Aktionen der eingeborenen Bevölkerung unterstützen.

Jugendorganisation

Der Jugendverband hat begonnen, sich der Organisation der unter dem Einfluß des Faschismus stehenden Massen der jugendlichen Arbeiter sowie jener indifferenten Schichten, die die revolutionäre Propaganda bisher noch nicht erfaßt hatte, zuzuwenden. Die Partei muß die Arbeit des Jugendverbandes mit allen Kräften unterstützen, damit sich dieser tatsächlich zu einer Massenorganisation entwickelt.

In Anbetracht der Bedeutung der Arbeiterjugend für die Revolution muß der Jugendverband seine besondere Aufmerksamkeit der antifaschistischen Erziehung und Mobilisierung der Arbeiter- und Bauernjugend zuwenden; er darf jedoch dabei nicht in den alten Fehler zurückverfallen, seine Tätigkeit lediglich auf die militärische Organisation, unter Vernachlässigung seiner wirtschaftlichen, politischen und kulturellen Aufgaben, zu beschränken.

Der Jugendverband muß an der dem Parteikongreß vorangehenden Diskussion aktiven Anteil nehmen, um sich mit Hilfe der Partei fest auf den Boden der Kommunistischen Internationale zu stellen.

Um in engere Fühlung mit den Massen zu kommen, über deren Stimmungen jeden Augenblick im klaren zu sein und Massenaktionen auslösen zu können, muß die Partei mit aller Beschleunigung ihre organisatorische Umstellung auf die Betriebszellen durchführen.

Sie muß mit aller Energie die Tendenzen, die sich gegen eine Vergrößerung der Parteimitgliederzahl wenden, als konterrevolutionär bekämpfen; sie muß im Gegenteil bestrebt sein, ihren Mitgliederbestand ständig zu erweitern.

Die Verschmelzung mit der Fraktion der Terza-Internationalisten muß sofort und in aufsehenerregender Form durchgeführt werden. Sie muß in widestem Umfang ausgenutzt werden, um eine Anschlußbewegung an die Kommunistische Partei hervorzurufen, um dem Proletariat zu beweisen, daß es die KP. sein wird, die die proletarische Einheit verwirklicht, und um den Einfluß der Sozialistischen Partei innerhalb der Arbeitermassen zu schwächen.

Die Parteileitung wird aus Genossen gebildet werden, die entschlossen sind, die Taktik der Internationale durchzuführen und den organisatorischen und ideologischen Kampf gegen den antimarxistischen Revisionismus der äußersten Rechten sowie der äußersten Linken aufzunehmen, um die große Masse der Parteimitglieder auf die Bahn der Kommunistischen Internationale zu führen.

Man muß versuchen, die Elemente der sogenannten "Linken" (Gruppe Bordiga) nicht nur zur Mitarbeit in den unteren und Bezirksinstanzen, sondern auch in der Parteizentrale, in den beratenden und ausführenden Organen heranzuziehen. Denn es gibt viele Elemente, die sich, wenn sie nur mit der praktischen Parteiarbeit in Berührung kommen, davon überzeugen werden, daß die Taktik der KI. für Italien die zweckmäßigste ist. Sollten jedoch solche Genossen ihre Posten innerhalb der Partei ausnutzen, um die Taktik der Internationale zu bekämpfen und die Partei von der Internationale zu entfernen, so müssen sie durch entschlossene Anhänger der Politik der KI. ersetzt werden.

Der Parteitag wird innerhalb eines Zeitraums von sechs Monaten nach dem V. Weltkongreß stattfinden. Inzwischen werden die Beschlüsse und Diskussionen des V. Weltkongresses in widestem Umfang den Parteimitgliedern zugänglich gemacht werden.

Im Hinblick auf den Parteitag wird die innere Parteidiskussion im halbmonatlichen Parteiorgan ihren Fortgang nehmen; sie wird sich jedoch in der Hauptsache mit den augenblicklichen Aufgaben der Partei befassen und von der Parteileitung im Sinne der Beschlüsse und der Taktik der KI. gelenkt werden. Das heißt, kein die Taktik der KI. angreifender resp. theoretische Abweichungen enthaltender Artikel wird ohne Erwiderung von seiten der Parteileitung abgedruckt werden.

Die Parteileitung wird sowohl die Presse wie die Parlamentsfraktion streng kontrollieren; sie wird deren Tätigkeit zentralisieren und führen und

wird streng gegen jeglichen Disziplinbruch, von welcher Seite er auch ausgehen möge, einschreiten.

Die Partei wird ein internes Bulletin herausgeben; sie wird die Rote Hilfe in eine Massenorganisation verwandeln; sie wird besondere Aufmerksamkeit der Frage der Auswanderung und der Organisierung der ausgewanderten Arbeiter zuwenden, sie wird die ausgewanderten Arbeiter der italienischen Arbeiterbewegung wieder zuzuführen versuchen.

Der Zentralausschuß wird in einer Weise ausgebaut werden müssen, daß er tatsächlich zum Organ für die Beratung aller politischen Fragen sowie aller Fragen des inneren Parteilebens wird. Man wird aus Arbeiterelementen eine Kontrollkommission bilden, um die schwierigsten und ernstesten Disziplinbrüche sowie Verletzungen der Elementargrundsätze einer Kommunistischen Partei zu untersuchen und abzuurteilen.

8. NOTE OFFICIELLE DE CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE
NATIONALE DES MILITANTS COMMUNISTES, LE 4 MARS 1923,
ORGANISÉE PAR LES JEUNESSES DU PARTI
COMMUNISTE PORTUGAIS*

A Junta Nacional da Juventude Comunista como vanguarda do movimento comunista da região portuguesa, chamada a manter a integridade dos princípios orgânicos internacionais, encetou os seus trabalhos no sentido de unificar as falanges comunistas a dentro da disciplina partidária, sob a base das 21 condições e programa da Internacional. Ela chama a especial atenção de todos os camaradas filiados para a importância dos trabalhos em trânsito, a bem da causa revolucionária, essência básica da organização.

Como complemento dos trabalhos, ela resolveu realizar uma conferência nacional de militantes comunistas (adultos e jovens), que terá lugar em Lisboa no domingo, 4, onde apresentará os pontos de vista da concepção comunista internacional, consubstanciados na seguinte ordem de trabalho, que orientarão a conferência.

1. Relatório da J.N.d.J.C. sobre o movimento comunista em Portugal;
2. Relatório do delegado do P.C.P. ao IV Congresso da I.C.;
3. Posição doutrinária e de luta dos partidos comunistas, e declaração de princípios e programa de acção do P.C.P.;
4. Discussão e votação dos mesmos;
5. Nomeação dum C.C.;
6. Apreciação de outros documentos enviados à Conferência.

Atenta à extrema importância do assunto, do qual depende a vida da

* *A Batalha*, 2. 3. 1923. – Cf. doc. 163.

organização comunista, a todos os filiados a quem forem enviados convites especiais, impõem-se-lhes o dever de parecer.

A Junta Nacional das Juventudes Comunistas

9. NOTE OFFICIELLE DU PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS (S. I. C.) (FRACTION C. DE SOUSA) SUR L'AUTO- DISSOLUTION DU PARTI (MAI 1923) *

P.C.P. (S.I.C.)/J.N.d.J.C.

[Partido Comunista Português (Secção da Internacional Comunista)/Junta Nacional das Juventudes Comunistas]

NOTA OFICIOSA

O C.C. do Partido e a J.N.d.J.C., tendo reunido, em sessão conjunta, para apreciarem o estado actual da crise partidária, e deliberarem sobre ela:

Considerando que, não obstante tais factos, uma manifesta tendência parece esboçar-se, em maioria, quer da parte dos elementos dissidentes, quer dos até agora disciplinados à Internacional, no sentido duma conciliação, sem retaliações entre os dois campos; considerando que a este C.C. e a esta J.N. culpa alguma cabem na crise em questão visto ela nada mais ser do que a consequência lógica da atitude assumida pelos elementos dissidentes que, imediatamente após a conferência de militantes, não repudiado as resoluções que nela livremente aprovaram; Considerando que qualquer conciliação que por ventura seja levada a cabo para resolver essa crise, e tão somente a adiará – visto no difícil crescimento e desenvolvimento dos Partidos Comunistas tais crises fossem sempre inevitáveis, enquanto os mesmos se não depuram definitivamente dos elementos sociais – demócratas ou anarco-sindicalistas, que uns e outros subsistem ainda nas fileiras comunistas portugueses; Considerando que, se pelas duas razões antecipadamente expostas, e principalmente pela última, este Comité e esta Junta não tomarão parte nas tentativas de conciliação que se esboçam – por outro lado, dada a gravidade da actual situação comunista em Portugal, entendem não dever opor-se a elas;

Em tais termos, o C.C. do P.C.P. e a J.N. d.J.C. resolveu:

1. suspender o exercício das suas funções até que a I.C. e a I.C.J., únicas entidades cuja disciplina acatam e a quem tão somente prestarão contas dos seus actos intervenham especialmente na situação comunista em Portugal, conforme repetidas vezes tem sido solicitado, quer aos seus comités executivos, quer a alguns dos seus mais categorizados leads [sic] no estrangeiro.

2. Que cada um dos membros deste Comité e desta Junta retome a sua

* *A Batalha*, 29.5.1923. – Cf. docs. 163 et suiv.

liberdade de acção individual dentro das fileiras comunistas portuguesas nas quais permanecerão como simples membros do Partido, transitóriamente afastados da actividade partidária, até que circunstâncias posteriores por ventura, a cada um indiquem qualquer mudança de atitude;

3. Libertar de quaisquer compromissos de disciplina partidária para com este Comité ou esta Junta, quer colectivamente os organismos comunistas em Portugal, quer individualmente os membros seus componentes que uns e outros assim ficam com ampla liberdade de acção para procederem conforme melhor julgassem aos interesses partidários.

4. Comunicar esta resolução à I.C. e à I.C.J,

Lisboa, 27 de Maio de 1923
Caetano de Sousa, J. Pires Barreira, António Monteiro,
Caetano Rodrigues Júnior, A. Ramos, José de Sousa

10. STATUTS TYPE DES COMMUNES DU PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS*

Statuts type des communes

Article 1.

La "Commune de ———" est un organisme politique primaire faisant partie intégrante du Parti communiste portugais et comme tel lui est absolument subordonné.

Ses buts immédiats sont:

- a. Effectuer le recrutement de nouveaux adhérents.
- b. Développer une active propagande et diffusion des principes communistes par la parole, le journal, la brochure et le livre.
- c. Éclaircir les corps directives du parti sur les caractères essentiels du régime de propriété agraire de la région, cultures, assolements et engrais employés dans la région, procès de travail, machines et instruments agricoles adoptés, industries succédanées de l'agriculture et, en un mot, tout ce qui pourra intéresser cette industrie, quand c'est le cas de communes rustiques, ou donner des renseignements semblables sur édifices et logements pour familles, spécification et statistique des maisons de commerce et industrielles, nombre d'écoles et population scolaire, institutions d'assistance de l'État

* Archives Humbert-Droz 0172 (Copie dactylographiée). – Cf. doc. 11. Il s'agit là d'un extrait d'un projet de statuts du P.C.P., rédigé par J. C. Rates. Un tel document a été mis au vote au I^{er} Congrès du P.C.P. constituant le chapitre sur l'organisation des Communes d'une extensive thèse sur l'organisation du parti (voir le document suivant). Dans la version finale (pour la discussion au Congrès voir: *O Comunista*, no 7, op. cit.) et corrigée, les passages sur la fonction administrative des Communes, héritage de la tradition républicaine et coopérativiste portugaise, ont été supprimés.

ou particulières (privées) et tout ce qui intéressera la vie publique locale, quand le cas c'est des communes urbaines.

d. Accomplir ce qui est indiqué dans le programme d'action.

e. Créer des syndicats et des coopératives.

Ses buts médiats sont:

a. Le cens de la population.

b. La statistique et le contrôle de la production agricole et industrielle.

c. L'enregistrement des actes de la vie civile.

d. La résolution du problème de l'habitation et de l'approvisionnement local.

e. Les services de sûreté publique et d'incendie.

f. Les services médico-chirurgiques urgents, l'hygiène locale, l'assurance sociale pour les cas de maladie et d'invalidité et pour la première enfance.

g. La conservation des pavés, parcs, jardins et arbres de la voie publique.

Article 2.

Les adhésions seront faites dans les conditions de l'article 2 des statuts du parti, par proposition signée en double, un des exemplaires étant envoyé à la Commission centrale et l'adhésion ne peut devenir valide qu'après son adoption par cette commission.

Unique. Les communes sont tenues d'envoyer tous les mois à la Commission centrale une statistique dans les conditions que voici:

Nombre de membres inscrits le mois antérieur.

” ” ” ” pendant le mois.

” ” ” sortis pendant le mois.

Ont resté:

Article 3.

Les communes sont dirigées par une commission administrative ayant de trois à sept membres qui choisiront parmi eux les postes de secrétaire, adjoint et trésorier.

Article 4.

La cotisation minimale mensuelle est de un Escudo à chaque membre.

Article 5.

La perception des cotisations dans les communes de Lisbonne et Porto est faite par les Fédérations communales respectives qui prennent aussi sur elles tous les frais de propagande.

La Commission centrale du parti donnera satisfaction aux réquisitions de coupons-cotisation, imprimés de perception, cartes d'identité, etc., moyen-

nant le paiement de vingt-cinq chaque coupon, cinq chaque imprimé et vingt-cinq [escudos] chaque carte d'identité.

Article 6.

Dans les “concelhos” (régions comprenant un municipe) la perception sera faite par les communes qui feront dans ce but à la Commission centrale la réquisition de toute sorte d'expédients aux conditions antérieures.

Article 7.

Les commissions administratives des communes pourront déléguer sur des sous-commissions une partie de ses attributions surtout dans ce qui concerne les services de statistique et renseignement.

Article 8.

Les communes du même “concelho” doivent soutenir les plus étroites relations d'amitié et de communication en se visitant avec fréquence et faisant tous ses efforts vers la constitution de la Fédération communale.

II. THÈSE SUR L'ORGANISATION DU PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS, VOTÉE AU PREMIER CONGRÈS (NOVEMBRE 1923) *

Organização partidária

Tese para o 1.º Congresso do Partido Comunista Português

Conforme o estabelecido no n.º 12 das Condições da Internacional Comunista, a organização partidária das diferentes secções tem de obedecer ao princípio do centralismo democrático.

Em síntese: toda a organização de qualquer secção partidária está politicamente subordinada à Comissão do Partido, eleito em cada congresso nacional partidário. Em cada país poderão crear-se tantos organismos locais ou regionais, quantos os que forem julgados convenientes a intensificação da doutrina e da acção comunistas, organismos que com ampla autonomia poderão nomear os seus corpos gerentes e delegados aos organismos superiores. Politicamente, repetimos, toda a acção é dirigida e determinada pela Comissão do Partido, que só ao congresso nacional tem de prestar contas, como éste se tem de subordinar ao congresso internacional e ao respectivo Comité Executivo mandatario e executor das suas resoluções. A Comissão

* *O Comunista*, no. 12, 26.1.1924. – Cf. doc. 10.

Executiva de qualquer secção partidaria tem ainda o direito de interferir na vida interna de qualquer organismo local ou regional, destituindo e nomeando novos corpos gerentes dêsses organismos quando neles se manifeste o espirito cisionista, ou quando haja desobediencia às suas instruções. Os organismos ou individuos que se julguem lesados pela acção da Comissão poderão recorrer para o congresso nacional partidario.

E' subordinado a estes principios essenciais o seguinte projecto de organização partidaria, que submetemos a vossa apreciação:

Estatuto do Partido

Artigo 1.º – O Partido Comunista Português, Secção da Internacional Comunista, destina se a cumprir e a fazer cumprir as resoluções dos congressos internacionais e nacionais partidarios.

Art. 2.º – O Partido é dirigido superiormente por uma Comissão Central eleita em congresso ou conferencia partidaria e é composta de 7 membros, a saber: um secretario geral, um secretario interno, um secretario externo, um secretario arquivista, um tesoureiro e dois vogais.

Art. 3.º – A Comissão Central é responsavel pela acção politica desenvolvida pelo Partido perante o congresso partidario.

Art. 4.º – Compete aos diversos membros da Comissão Central: ao secretario geral, dirigir os trabalhos nas reuniões e assinar toda a correspondencia interna e externa; ao secretario interno redigir a correspondencia interna; ao secretario externo redigir toda a correspondencia exterior; ao secretario arquivista redigir as actas, organizar o cadastro partidario e toda a documentação concernente à actividade partidaria; ao tesoureiro ordenar toda a escrita administrativa, cobrar as receitas e pagar as despesas.

Art. 5.º – A Comissão Central orienta todos os organismos apropriados no desenvolvimento da acção partidaria de harmonia com as resoluções dos congressos.

Art. 6.º – Os congressos ou conferencias nacionais são a expressão colectiva do Partido competindo à Comissão Central promover a sua realização, uma vez por ano, sempre que possa ser e extraordinariamente quando as circunstancias o exigam.

Art. 7.º – Aos congressos e conferencias compete apreciar a obra realizada pela Comissão Central durante o periodo da sua gerencia, fixar a politica geral de harmonia com as resoluções dos congressos internacionais e nomear os corpos directivos do Partido.

Art.º 8.º – A Comissão Central procederá periodicamente à depuração partidaria, sendo motivos para irradiações: 1.º – o mau comportamento moral; 2.º – o não ter modo de vida regular e definido; 3.º – o contrariar ou não acatar as resoluções tomadas nos congressos internacionais e nacionais partidarios; 4.º – a divulgação de boatos e insidias contra os corpos directivos do Partido, quando não sejam plenamente justificados; 5.º – a falta de pagamento de cotas durante três meses, quando não haja desemprego forçado.

Art. 9.º – Da irradiação haverá recurso para o Congresso Nacional que

nomeará uma comissão especial para elaborar um parecer sobre os recursos, ouvindo além dos interessados a Comissão Central.

Estatuto tipo das Comunas

Art.º 1.º – Sempre que haja em determinada localidade um numero de 3 ou mais individuos filiados no Partido Comunista Português criar se há uma Comuna.

Art.º 2.º – A Comuna é um organismo politico primario, fazendo parte integrante do Partido e como tal lhe está politicamente subordinado, nos termos do n.º 12 das Condições da Internacional Comunista.

Art. 3.º – A Comuna é um organismo adaptavel à divisão por freguesia ou por concelho, podendo em Lisboa e Porto abranger mais do que uma freguesia.

Art.º 4.º – Os fins imediatos da Comuna são:

- a) Efectuar o recrutamento de novos aderentes;
- b) Desenvolver uma activa propaganda e difusão dos principios comunistas pela palavra, pelo jornal, pelo folheto e pelo livro;
- c) Esclarecer a Comissão Central do Partido sobre os caracteres economicos da região, situação politica e sindical e quaisquer outros informes que importem à acção partidaria.

d) Cumprir o preceituado no *Programa de acção* e demais teses aprovadas nos congressos nacionais.

e) Criar ou auxiliar a criação de sindicatos e cooperativas.

Art.º 5.º – Podem fazer parte do Partido todos os individuos maiores de 21 anos que aceitem a doutrina aprovada nos congressos nacionais e que tenham um modo de vida definido e regular.

Art.º 6.º – São direitos e deveres dos individuos filiados os seguintes:

- a) Tomar parte activa na vida partidaria, comparecendo, discutindo e votando;
- b) Ser eleitor e elegivel para os cargos de gerencia e quaisquer outras comissões de serviço partidario;

c) Examinar as contas de receita e despesa;

d) Pagar as cotas e demais encargos.

Art.º 7.º – As adesões serão feitas por proposta assinada em duplicado enviando se um dos exemplares á Comissão Central e a adesão só pode tornar-se valida depois de aprovada pela referida Comissão Central.

§ unico. As Comunas são obrigadas a remeter mensalmente á Comissão Central um mapa nas seguintes condições:

Numero de socios existentes no mês anterior.

Numero de socios entrados durante o mês.

Numero de socios saídos durante o mês.

Ficaram existindo.

Art.º 8.º – As Comunas são dirigidas por uma comissão administrativa composta de 3 membros que entre si escolherão os cargos de secretario, adjunto e tesoureiro.

Art.º 9.º – A cota mínima mensal é de um escudo por filiado.

Art.º 10.º – As receitas das Comunas são constituídas pela cobrança das cotas dos filiados e quaisquer outras receitas eventuais.

Art.º 11.º – Da cobrança bruta das Comunas caberá 20% á Comissão Central para fundo de propaganda.

As comissões administrativas das Comunas poderão nomear sub-comissões para o desempenho de quaisquer funções subsidiárias.

Federações comunais

Logo que o desenvolvimento do partido o permita ir-se-hão constituindo as Federações de Comunas.

Em Lisboa estão já creadas 16 comunas que permitem a constituição da primeira Federação Comunal.

As Federações Comunais, excepto as de Lisboa e Porto, são constituídas da seguinte forma:

1.º Por trez delegados da Comuna séde.

2.º Por um delegado de cada Comuna localizada fóra da sede da Federação Comunal.

A Federação Comunal difere da Comuna, simplesmente porque abrange uma região e não uma localidade. Como a intuitivo [intuitivo?] a Federação Comunal serve a intensificar e coordenar os esforços das Comunas de determinada região.

Nas cidades de Lisboa e Porto, onde existirão de futuro, quanto ão Porto e onde existem presentemente quanto a Lisboa, mais do que uma Comuna as federações serão constituídas por um ou mais delegados directos de cada Comuna com sede nas cidades referidas e por um delegado indirecto de cada Comuna de fora destas cidades os serviços de cobrança e os encargos de propaganda e expediente ficarão a cargo da Federação Comunal.

Não julgamos conveniente fixar desde já as regiões destinadas à constituição das Federações Comunais.

A prática e as possibilidades de organização serão o mais seguro indicador da divisão a estabelecer.

As Federações Comunais serão dirigidas por uma comissão administrativa de 3 a 5 membros com as atribuições normais das comissões similares.

12. DISCOURS, PRONONCÉ PAR J. HUMBERT-DROZ PENDANT LE I^{er} CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS (NOVEMBRE 1923) *

O presidente anuncia a presença do delegado da I. C., camarada Humbert Droz, a quem concede a palavra. É um resumo do seu importante discurso o que abaixo transcrevemos:

* *O Comunista*, no. 7, décembre 1923. – Cf. docs. 191 et suiv.

Camaradas :

Trago ao primeiro congresso do P. C. P. as fraternais saudações da Internacional Comunista.

O vosso congresso está-se realizando num momento em que a situação internacional é muito grave para o proletariado.

O capitalismo, incapaz de restabelecer a paz e a vida económica normal, vê-se cada vez mais atacado por lutas e antagonismos irredutíveis. O imperialismo francez choca-se, em toda a parte do mundo, com o imperialismo inglez. O fascismo sofre duma crise interna muito séria e vê aumentar contra si a oposição duma parte cada vez maior. A recente absolvição dos nossos camaradas comunistas italianos foi uma bofetada aplicada nas faces de Mussolini.

Em face deste mundo burguez esfrangalhado e incapaz de fugir á sua decomposição, levanta-se a Revolução proletariana, há já seis anos triunfante na Rússia dos Soviets e que é a única de reconstrução mundial.

A Rússia ligará os seus destinos à revolução alemã

Brevemente a Rússia dos Soviets vai deixar de ser a fortaleza isolada do proletariado revolucionário.

O proletariado alemão, reduzido a um estado miserável crescente, prepara o seu levantamento contra os magnatas industriais e os generais do antigo regime.

A Revolução alemã é uma questão de semanas, não irá além de 1924. Ela terá, indubitavelmente, grandes lutas a sustentar, mas a Revolução russa dar-lhe-á um auxílio completo e absoluto. A Rússia abastecerá a Alemanha em trigos, e justamente neste momento estão sendo feitas negociações pacíficas entre o governo russo e o governo polaco, no sentido de obter-se o direito de socorrer a Alemanha operária. A Rússia fará ainda mais: apesar do seu grande desejo de paz, ela não consentirá que o imperialismo franco-polaco esmague, por uma intervenção armada, a Revolução proletária da Alemanha. A dar-se essa intervenção; a Rússia porá o exército vermelho ao serviço da Revolução Internacional, para socorrer e salvar os operários alemães em luta com a contra-revolução. A Rússia dos operários e dos camponeses liga a sua sorte, para a vida ou para a morte, á do proletariado revolucionário da Alemanha.

Mas a Rússia proletariana não se encontrará só na defesa da Revolução alemã. A Internacional Comunista e a Internacional Sindical Vermelha, mobilizarão todas as suas forças, chamarão o proletariado do mundo inteiro em auxílio dos nossos irmãos da Alemanha.

Nesta grande mobilização mundial de forças operárias, para um novo ataque revolucionário, o jovem partido português saberá também cumprir o seu dever.

O que se deve dizer aos anarco-sindicalistas

O vosso partido tem também em Portugal uma grande tarefa a levar a

cabo. Deveis intensificar a vossa propaganda, para convencer os camaradas anarco-sindicalistas e os operários reformistas da necessidade de aplicar os métodos comunistas.

Deveis discutir com uns e outros, não abstratamente, mas utilizando as múltiplas e ricas experiências feitas nestes últimos sete anos pelo proletariado. Hoje já se não pode, como outrora, discutir doutrinas sem ter em conta os factos sociais da nossa época.

Aos anarco-sindicalistas fareis compreender, citando o exemplo dos trabalhadores italianos quando da ocupação das fábricas, que se não pode fazer uma revolução económica sem fazer também uma revolução política. Expulsar os patrões das oficinas não é suficiente; é necessário ainda expulsar a burguesia do Estado, da política, do exército, que são as forças de defesa graças às quais ela se pode manter contra o proletariado.

Logo que seja derrubado o poder burguês é necessário criar o poder revolucionário, o governo operário e camponês, capaz de centralizar as forças de defesa do proletariado contra a contra-revolução que desencadeará a guerra civil e a guerra no exterior. Se os revolucionários russos tivessem lutado sem disciplina e em grupos dispersos; se eles não tivessem criado um exército vermelho bem organizado e centralizado, de forma a fazer frente aos exércitos bem organizados do imperialismo mundial, não conseguiria vencer como venceu.

A experiência da luta de classes, das greves, ensina-nos, em pequena escala, as mesmas verdades. Assim, ela demonstra como é indispensável a autoridade da Greve, a centralização da luta, a necessidade de criar uma polícia de greve (a chamada comissão de vigilância) e as penalidades a aplicar aos “amarelos”, etc.

Fazendo ressaltar estas experiências conseguireis convencer uma grande parte dos camaradas anarco-sindicalistas.

O que se deve dizer aos sociais-demócratas

Tendes ainda em Portugal o Partido Socialista que não é aderente a nenhuma Internacional e que ainda não determinou a sua atitude em face dos grandes problemas do movimento operário moderno. Esse partido é ainda susceptível de repelir o reformismo, aderindo às concepções revolucionárias. Discutireis também com ele, utilizando para argumentos as experiências luminosas destes 5 últimos anos. Dir-lhes-eis o seguinte:

Os comunistas russos tomaram os métodos revolucionários, conseguiram vencer a burguesia interior e estrangeira e, após 6 anos de trabalho e de lutas, os operários estão senhores incontestavelmente, dum imenso país, onde a vida económica renasce, rápida e unicamente em proveito dos que trabalham.

Em 1918 os sociais demócratas da Alemanha e da Áustria encontram-se sós no poder, dispondo de grandes organizações e de massas proletárias mais consideráveis que a Rússia. Em lugar de estrangular a burguesia, foram

atrás das quimeras democráticas, perdendo desta forma, metódicamente, o poder e as conquistas operárias.

A Áustria, após 5 anos de experiências reformistas encontra-se dominada por um ditador da Sociedade das Nações que a explora em proveito dos banqueiros internacionais.

A Alemanha está nas garras dos magnates industriais e dos generais de Guilherme II, dos Stines e dos Ludendorff. O reformismo não realizou o socialismo, apenas fez a cama para a reacção.

Esta comparação é concludente e mostra que só os métodos revolucionários dão a vitória ao operariado.

A disciplina é um factor indispensavel nas organizações comunistas

Para fazer esse trabalho de propaganda, tem o vosso partido necessidade de coesão e de disciplina.

A Internacional, quando em Agosto interveio para solucionar a crise interna do Partido Comunista Português, tentou aproveitar os elementos da fracção Caetano de Sousa, levando-os a colaborar com o resto do partido. Essa fracção provou, porém, a sua incapacidade para qualquer trabalho construtivo, mostrando também que era um elemento de confusão e desagregação.

Se a Internacional fosse agora procurar fazer um novo compromisso, isso só teria como resultado a perpetuação da crise, paralisando o trabalho de desenvolvimento partidário.

Por isso, a Internacional, inspirando-se unicamente nos interesses do partido, decide afastar, temporária ou definitivamente, os elementos de desagregação da organização partidária.

Se esses camaradas se submeterem à Internacional, poderá esta antever a sua reintegração, num futuro mais ou menos próximo, sob a condição de porem termo ao seu trabalho demolidor. Se se insurgem contra as decisões da Internacional provarão que eram agentes conscientes da burguesia para dividir o partido comunista e, consequentemente, perderão toda a autoridade para se dizerem partidários da Internacional Comunista.

Este primeiro congresso do vosso partido no qual verifiko, com prazer, um importante número de camponeses, é um acontecimento na vida política de Portugal. É o nascimento duma acção internacional comunista.

Ele lutará, estreitamente unido às outras secções da Internacional, até ao dia em que se consiga fazer de Portugal uma república soviética, que entrará na grande família dos Estados Unidos Soviéticos do Mundo.

A assembleia, de pé, aplaude calorosamente o delegado da I. C. que retira logo.

13. APPEL DE SOLIDARITÉ AVEC LA RÉVOLUTION ALLEMANDE
ADRESSÉ PAR LE PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS
ET LE COMITÉ EXÉCUTIF DES PARTISANS DE
L'INTERNATIONALE SYNDICAL ROUGE
AUX PROLÉTAIRES PORTUGAIS
(DÉCEMBRE 1923)*

Aos proletarios portugueses

Prezados camaradas:

Nêste momento doloroso que o mundo atravessa, cheio de angústias e de inquietações, ha um povo inteiro, que conta 20 milhões de proletarios e mais de 60 milhões de almas, que está sendo o alvo do ódio o mais feroz e implacavel por parte dos Estados e dos capitalismos rivais.

Este povo é o povo alemão.

Esmagado em outras tentativas anteriores de libertação, o povo alemão prepara para breve um formidavel movimento de sublevação que ponha termo ao escravagismo de que vem sendo vítima.

O proletariado alemão confia nas forças proprias para dominar as forças internas da reacção capitalista e ele as saberá energicamente vencer.

Todavia, não poderá ser para nós motivo de dúvida a intervenção dos Estados e dos capitalismos ingles e frances que arrastarão após si os Estados vassalos como a Polonia, a Tcheco-Slovaquia, a Romenia, etc. e que iniciarão, por certo, uma ofensiva tenaz contra a Revolução alemã que, uma vez triunfante, alastrará pela Europa inteira.

Estamos em face do momento decisivo para os interesses do proletariado do munde inteiro: O Esmagamento da Revolução alemã, não tenhamos dúvidas, marcará a estabilização, por muitos anos, do domínio capitalista, escondido em novas formas de reacção e representará para o proletariado a perda de todas as suas conquistas nos ultimos cincoenta anos.

Devemos nós, camaradas, consentir sem protestar no esmagamento dum novo inteiro graal constituído por irmãos nossos de trabalho? Devemos nós, camaradas, cruzar os braços numa quietude inexplicável sem nos collocarmos decedida e abertamente ao lado do proletariado alemão e impedir que o governo português participa em qualquer acção tendente a auxiliar o capitalismo internacional contra a Alemãinha proletariana?

Nêste momento angustioso da historia dos povos e de luta intransigente e decisiva entre o Capital e o Trabalho, não ha o direito de invocarmos algumas divergencias doutrinarias paraque impedir o estabelecimento duma frente unida do todas as fracções do proletariado que oponha á possivel

* Cet appel, vraisemblablement rédigé par Humbert-Droz, a été publié dans *O Comunista*, no. 8, 12 décembre 1923.

vontade do governo português de intervir nos acontecimentos, uma barreira intransponível.

O governo português, suggestionado e forçado pelos governos da França e da Inglaterra, a quem sobre-maneira convem o estado de escravidão da Alemanha proletariana, pode, de facto, como succedeu já em 1916, tentar interferir na luta, na medida dos seus meios de acção e possibilidades materiais.

E' preciso, pois, que creêmos desde já um ambiente desfavoravel a uma tal attitude. E o exito está sem duvida assegurado se todas as correntes do proletariado se entenderem para uma acção conjunta, se todos nos, comunistas, sindicalistas revolucionarios, anarco-sindicalistas e socialistas de qualquer escola soubermos recalcar no fundo da alma as nossas paixões, os nossos odios que tantas vezes derivam apenas de malentendidos.

Pelo proletariado alemão contra o capitalismo internacional: —eis o dilema. E por isso aqueles que por erro de visão ou por odio de seita não prestarem um auxilio directo e ostensivo á Revolução alemã, auxilio que só pode ser efectivado por uma completa e não illusoria conjugação de esforços, aqueles que contribuirem para o fracasso da frente unica das forcas proletarias portuguesas, esses converter-se hão em instrumentos inconscientes da burguesia.

Camaradas!

Levemos aos nossos irmãos alemães todo o auxilio moral e material de que hajamos possibilidade! Unamos os nossos esforços! Que de Portugal não saia uma unica espingarda, um só canhão, um só homem sequer, para fortalecer a luta dos imperialismos ingles e francês contra a Alemanha dos proletarios sublevados! Que de Portugal não saia o mais pequeno auxilio ao capitalismo internacional para abafar e extinguir o grito de revolta dos nossos camaradas revolucionarios alemães! Tais devem ser as palavras de ordem do proletariado português, sem distincção de fracções!

Pela Alemanha proletaria! Contra o capitalismo internacional!

Pela libertação do proletariado do mundo inteiro!

O Partido Comunista Português
O C. E. dos Partidários da I. S. V.

14. DÉCISION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE CONCERNANT LA RÉINTÉGRATION DANS
LE PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS DES MEMBRES
EXCLUS LORS DE L'INTERVENTION DE
J. HUMBERT-DROZ (JANVIER 1925)*

Actas do Executivo

A pedido do Comité Central do P.C.P. o Executivo da Internacional Comunista autoriza o P.C.P. a readmitir na plenitude dos seus direitos com a condição de não renovarem qualquer trabalho fraccional, os camaradas suspensos ou excluídos quando do 1.º Congresso partidário, que o Partido julgar oportuno reintegrar, por virtude da sua atitude leal para com a Secção Portuguesa e a Internacional Comunista. Consequentemente ser consideradas nulas e de nenhum efeito as expressões na resolução publicada em *O Comunista* no 25 e na parte referente também aos membros da J.N. da J.C.

15. LETTRE OUVERTE AUX MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE
PORTUGAIS, RÉDIGÉE PAR N. DUPUY, DELEGUÉ DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
(FÉVRIER 1925)**

Carta aberta aos Camaradas portugueses

Eu trouxe da minha estadia em Portugal—demasiada curta, infelizmente—uma excelente impressão. Mas esta impressão não é somente a dum turista que admira as belezas do paiz de Camões e de Guerra Junqueiro; paiz tão hospitaleiro que pode ser comparado á Rússia dos Sovietes.

A impressão excelente que eu trouxe é sobretudo quanto ao ponto de vista da revolução proletariana.

Existem de facto condições objectivas revolucionarias em Portugal. A miseria é extensa em virtude da crise economica profunda que afecta o pais e bastante elevada a percentagem dos desempregados em Lisboa e Porto. A crise financeira provoca um sensivel encarecimento da vida. A instabilidade politica traduz-se por sucessivas mudançãs de governo. Portugal que foi um dos primeiros paizes colonisadores, tornou-se uma autentica colonia da Inglaterra.

* Cette résolution de l' I.C., publié dans *O Comunista*, no 27 du 14 février 1925 annule les sanctions prises et confirmées par Humbert-Droz lors de son 2^e séjour au Portugal au mois de novembre 1923. — Cf. doc. 193.

** *O Comunista*, no 27, 14.2.1925. En ce qui concerne le développement du parti relationné avec cette lettre du "successeur" de Humbert-Droz, voir Introduction.

Porem, as condições objectivas não são suficientes para que a revolução proletariana se torne vitoriosa. As condições subjectivas são indispensáveis. Elas não existem ainda em Portugal. E' dever do P. C. creá-las.

Por isso, é preciso que o P.C.P. complete a sua bolchevisação, indo á conquista das massas segundo a palavra de ordem do V Congresso da I. C. E' preciso que o P. C. P. tome em mãos as reivindicações materiais dos trabalhadores das cidades e dos campos e se torne o seu melhor defensor. E' preciso que os operarios e os camponeses vejam *praticamente* que o P. C. P. é o *unico* defensor dos seus interesses.

Como os comunistas não podem enganar os trabalhadores, devem demonstrar-lhes pela analise da economia capitalista em decomposição que eles, trabalhadores, não poderão obter verdadeiras reformas nem beneficios tangiveis para a sua situação miseravel, nos quadros do regime burguez, quaisquer que sejam os homens que governem. Só um governo de operarios e de camponeses pode melhorar a sorte de todos os trabalhadores. Mas para instaurar um tal governo, é preciso fazer baquear pela violencia o regime capitalista e despedaçar todo o mecanismo do Estado burguez.

Eu sou optimista quanto á capacidade revolucionaria dos trabalhadores portugueses e da sua vanguarda o P. C. P., muito ao contrario do que afirmam o *Diario de Lisboa* e *A Batalha*. O. P. C. P. é composto duma pleiade de militantes duma probidade e duma dedicação á classe operaria que os torna respeitados mesmo pelos seus piores adversarios. O. P. C. P. tem deante de si uma grande tarefa a cumprir e grandes responsabilidades a assumir tambem. Eu espero que os seus dirigentes se mostrem á altura dos seus deveres no momento oportuno.

O paiz que deu os melhores marinheiros do mundo, provou já na historia da luta de classes e provará ainda mais, amanhã que os revolucionarios portugueses são da mesma tempera que os seus marinheiros celebres.

Viva o P. C. P. ! Viva a I. C. ! Viva a Revolução mundial!

N. Dupuy

BIBLIOGRAPHIE

- Abreu, Luis José de: 'Para a historia da Juventude Comunista', *Juventude* **1** (1975), no. 4.
- 'Actas do Executivo', *O Comunista* **2** (1925), no. 27.
- A.I.T. Geschichte der Internationalen Arbeiterassociation von 1921-1931. Bremen s.d.
- Alba, Víctor: El marxisme a Catalunya 1919-1939. III: Andreu Nin; IV: Joaquim Maurín. Barcelone 1974 et 1975.
- Alba, Víctor: El Partido Comunista en España. Ensayo de interpretación histórica. Barcelone 1979.
- Alcara, Rosa: La formazione e i primi anni del PCI nella storiografia marxista. Milan 1970.
- 'Alguns elementos para a história do P.C.P.', *Boletim de Informação (Actividades Comunistas)* **2** (1957), supl. no. 11, I-XXIII.
- (Andreucci, Franco et Tommaso Detti): Il movimento operaio italiano. Dizionario biografico. 1853-1943, 6 vols., Rome 1975-1979.
- Angress, Werner T.: Stillborn Revolution. The Communist Bid for Power in Germany, 1921-1923. Princeton, N.Y., 1963.
- (Antonicecci, Franco): Dall'antifascismo alla resistenza. Trent'anni di storia italiana (1915-1945). Lezioni con testimonianze. Turin 1975.
- Arfè, Gaetano: 'Il delitto Matteotti e l'Aventino', dans Storia dell'antifascismo italiano. (A cura di L. Arbizzani e A. Caltabiano). Rome 1964.
- Arfè, Gaetano: Storia dell'*Avanti!*. Milan-Rome 1956.
- Balabanova, Angelika: Wesen und Werdegang des italienischen Faschismus. Vienne 1931.
- Barbé, Henri: Souvenirs de militant et de dirigeant communiste. Manuscrit inédit à l'Institut Hoover, Stanford.
- Batista, Jacinto: Surgindo vem ao longe a nova aurora . . . Para a história do diário sindicalista *A Batalha* 1919-1927. Lisbonne 1977.
- Bento Gonçalves. (Os Comunistas 1). Porto 1976.
- Bericht der Exekutive der Kommunistischen Internationale 15. Dezember 1922-15. Mai 1923. Herausgegeben vom Sekretariat des EKKI. Moskau 1923.
- Bericht über die Tätigkeit der Exekutive der Kommunistischen Internationale vom IV. bis V. Weltkongress. Hambourg 1924.
- Bericht über die Verhandlungen des IX. Parteitages der Kommunistischen Partei Deutschlands, abgehalten in Frankfurt am Main vom 7.-10. April 1924. Berlin 1924.
- Berti, Giuseppe: 'Appunti e ricordi 1919-1926', *Annali* **8** (1966), 9-185.
- Bibliografia della stampa periodica operaia e socialista italiana (1860-1929). I periodici di Milano. Bibliografia e storia. II. Milan 1960.
- Bocca, Giorgio: Palmiro Togliatti. Rome 1973.

- Boesch, Joseph: 'Epochen der schweizerischen Aussenpolitik', dans A. Riklin, H. Haug et H.-Ch. Binswanger, *Handbuch der schweizerischen Aussenpolitik*. Berne et Stuttgart 1975, pp. 114 ff.
- Bonjour, Edgar: *Geschichte der schweizerischen Neutralität*. II. Bâle 1970.
- Bonnefous, Edouard: *Histoire politique de la Troisième République*. III: L'après-guerre (1919-1924); IV: Cartel des gauches et union nationale (1924-1929). Paris 1959 et 1960.
- Bordiga, Amadeo: *Scritti scelti*. Milan 1975.
- Borkenau, Franz: *World Communism. A History of the Communist International*, nouv. éd., Ann Arbor, Mich., 1962.
- Brinolf, Walther: *Mein Leben. Weg und Umweg eines schweizer Sozialdemokraten*. Berne-Munich-Vienne 1965.
- (Broué, Pierre): *Les Congrès de l'Internationale Communiste, textes intégraux publiés sous la direction de Pierre Broué. Le Premier Congrès. 2.-6.3.1919*. Paris 1974.
- Broué, Pierre: *Le parti bolchévique. Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* Paris 1963.
- (Broué, Pierre): *La question chinoise dans l'Internationale Communiste. Textes rassemblés et présentés par Pierre Broué*, 2e. éd., Paris 1976.
- Broué, Pierre: *Révolution en Allemagne, 1917-1923*. Paris 1971.
- Bullejos, José: *La Comintern en España. Recuerdos de mi vida*. Mexique 1972.
- Cabral, Manuel Villaverde: *O Operariado nas vésperas da República (1909-1910)*. Lisbonne 1978.
- Cammet, John M.: *Antonio Gramsci and the Origins of Italian Communism*. Stanford, Calif., 1967.
- Capela, José: 'O movimento operário em Lourenço Marques 1910-1927', *História*, no. 15, janvier 1980, pp. 26-37.
- Carli, Mario: *Fascismo intransigente*. Florence 1926.
- Carr, Edward H.: *A History of Soviet Russia*. IV: The Interregnum 1923-1924; V-VIII: Socialism in one Country 1924-1926, réimpression, Londres 1978.
- Carr, Raymond: *Spain 1808-1939*. Oxford 1966.
- Carvalho, David de: *Os Sindicatos operários e a República burguesa (1910-1926). Crónicas vividas dum imenso conflito*. Lisbonne 1977.
- Cassels, Alan: *Mussolini's Early Diplomacy*. Princeton, N.Y., 1970.
- Castronovo, Valerio: *La stampa italiana dall'Unità al fascismo*. Bari 1970.
- Catalano, Franco: 'Il movimento operaio tra il 1920 e il 1924', dans *Fascismo e antifascismo (1918-1936). Lezioni e testimonianze*. I. Milan 1962.
- Caute, David: *Communism and the French Intellectuals, 1914-1960*. Londres 1964.
- Chabod, Federico: *L'Italie contemporaine. Conférences données à l'Institut d'Etudes Politiques de l'Université de Paris*. Paris 1950.
- Die chinesische Frage auf dem 8. Plenum der Exekutive der Kommunistischen Internationale. Mai 1927. Hambourg-Berlin 1928.
- Chiradia, John: *The Spectral Figure of Amadeo Bordiga: A Case Study in the Decline of Marxism in the West, 1912-1926*. New York 1971.
- Chitarow, R.: *Der Kampf um die Massen. Vom 2. zum 5. Weltkongress der KJl.* Berlin (1930). (*Geschichte der Kommunistischen Jugendinternationale*, Band III).
- Christophersen, Jens A.: 'Mot Dag' and the Norwegian Left, *Journal of Contemporary History* 1 (1966), 135-148.
- 'Cinquenta anos de luta', *Avante* 41, série 6 (1971), no. spécial 427, 2-6.
- Clark, Martin: *Antonio Gramsci and the Revolution that failed*. New Haven et Londres 1977.

- (Comissão Central do P.C.P.). Relatório da Comissão Central ao II Congresso Partidário, *O Comunista* 3 (1925), no. 44.
- Comité Central do P.C.P.: Projecto de Estatutos do P.C.P., Lisbonne 1956.
- (Comité Nacional da União Anarquista Portuguesa): 'O que tem sido, em Portugal, o movimento anarquista', *A Comuna* 4 (1923), nos. 37 (127)-40 (130).
- I comunisti a Torino 1919-1972. Lezioni e testimonianze. Rome 1974.
- 'A C.G.T. portuguesa e as relações internacionais (Sessão do Conselho Confederal, 9.11.1921)', *A Batalha* 3 (1922), no. 974. 24.1.1922.
- IVe Congrès communiste mondial: Résolutions. Paris 1923.
- Ve Congrès de l'Internationale Communiste (17 juin-8 juillet 1924). Compte rendu analytique. Paris 1924.
- Ve Congrès national du Parti communiste français, tenu à Lille du 20 au 26 juin 1926. Compte-rendu sténographique. Paris 1927.
- Correia, Romeu: Homens e mulheres vinculados às Terras de Almada (Nas Artes, nas Letras e nas Ciências). Almada 1978.
- Correspondance de Jules Humbert-Droz avec sa femme, 1919-1938. Manuscrit.
- Cortesi, Luigi: Le origini del PCI. Il PSI dalla guerra di Libia alla scissione di Livorno. Bari 1972.
- Cruells, Manuel: Salvador Seguí. El Noi de Sucre. Barcelone 1974.
- Dal Pont, A., A. Leonetti et M. Massara: Giornali fuori legge. La stampa clandestina antifascista 1922-1943. Rome 1964.
- Daniels, Robert V.: The Conscience of the Revolution. Cambridge, Mass., 1960.
- Davidson, Alastair: Antonio Gramsci, The Man, His Ideas. Sydney 1968.
- De Felice, Franco: Serrati, Bordiga, Gramsci e il problema della rivoluzione in Italia 1919-1920. Bari 1978.
- De Felice, Renzo: Mussolini il fascista. I: La conquista del potere 1921-1925. Turin 1966.
- De Rosa, Gabriele: Storia del movimento cattolico in Italia. II. Bari 1966.
- De Rosa, Gabriele: Storia del Partito Popolare. Bari 1958.
- (Degras, Jane): The Communist International 1919-1943. Documents, selected and edited by Jane Degras, 3 vols., Londres 1956-1965.
- Del Giudice, M.: Cronistoria del processo Matteotti. Palermo 1954.
- Desanti, Dominique: L'Internationale Communiste. Paris 1970.
- Detti, Tommaso: Serrati e la formazione del PCI. Storia della frazione terzinternazionalista, 1921-1924. Rome 1972.
- Deutscher, Isaac: The Prophet Unarmed. Trotsky: 1921-1929. Londres-New York-Toronto 1959.
- Dias, Romeo Costa et Manuel Rendeiro (Júnior): 'Memória de um jornal operário: O Komunist-esperantisto (1921)', *O Jornal* 1 (1976), no. 70.
- Dictionnaire des parlementaires français. Notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940. VII: M-Q. Paris 1972.
- 'Discorsi e contrasti sulla proposta comunista di un blocco di unità proletaria per le elezioni del 1924', *Rinascita* 20 (1963), no. 4.
- (Drachkovitch, Milorad M. et Branko Lazitch): The Comintern: Historical Highlights. Essays, Recollections, Documents. (Milorad M. Drachkovitch et Branko Lazitch, éds.), New York-Washington-Londres (1966). (Hoover Institution Publications).
- Egger, Heinz: Die Entstehung der Kommunistischen Partei der Schweiz und des Kommunistischen Jugendverbandes. Zurich 1952.
- Ente per la storia del socialismo e del movimento operaio italiano: Bibliografia del

- socialismo e del movimento operaio italiano. I: Periodici, tratti dalle raccolte della Biblioteca Nazionale di Firenze, 2 vols.; II: Libri, opuscoli, articoli, almanacchi, numeri unici, 1^{er} vol., Rome-Turin 1956-1962.
- Erweiterte Exekutive [der Kommunistischen Internationale] (März-April 1925). Thesen und Resolutionen. Hambourg 1925.
- Estruch, Joan: Historia del PCE. 1920-1939. Barcelone 1978.
- Fauvet, Jacques: Histoire du Parti communiste français, 2 vols., Paris 1964.
- Fedele, Santi: Storia della concentrazione antifascista 1927-1934. Milan 1976.
- (Federazione provinciale comunista torinese): Il movimento comunista a Torino negli anni 1923-1925. S.l. s.d.
- Ferrara, Marcella: Palmiro Togliatti. Berlin (RDA) 1956.
- Ferrat, André: Histoire du Parti communiste français. Paris 1931.
- Ferreira, Francisco: 26 anos na União Soviética. Notas do exílio do 'Chico da CUF'. Lisbonne s.d.
- Fiori, Giuseppe: Vita di Antonio Gramsci. Bari 1966.
- Fischer, Ruth: Stalin and German Communism. Londres 1948.
- Flechtheim, Ossip K.: Die Kommunistische Partei Deutschlands in der Weimarer Republik, 2^e éd., Francfort 1969.
- Fonseca, Carlos da: História do movimento operário e das ideias socialistas em Portugal. I: Cronologia. Lisbonne s.d.
- Fonseca, Carlos da: A origem da I^a Internacional em Lisboa. O Centenário da Federação Portuguesa. Lisbonne 1978.
- Fonseca, Carlos da: 'Le origini del Partito Comunista Portoghese', separata de *Movimento Operaio e Socialista* 19 (1973), nos. 1-2, pp. 65-87.
- Fortichiari, Bruno: Come è stato fondato il PCI. Milan 1958.
- Fortichiari, Bruno: Comunismo e revisionismo in Italia. (A cura di L. Cortesi). Turin 1978.
- Foster, William Zebulon: History of the Three Internationals. New York 1968.
- (Freymond, Jacques): Contributions à l'Histoire du Comintern, publiées sous la direction de Jacques Freymond. Genève 1965. (Publications de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, no. 45).
- (Friis, Jakob et Trond Hegna): Arbeidernes Leksikon, 6 vols., Oslo 1932-1936.
- Gaeta, Franco: Nazionalismo italiano. Naples 1965.
- Galli, Giorgio: I partiti politici in Italia 1861-1973. Turin 1976.
- Galli, Giorgio: Storia del Partito comunista italiano, 2^e éd., Milan 1976.
- Garosci, Aldo: 'The Italian Communist Party', dans Communism in Western Europe (M. Einaudi, J.-M. Domenach et A. Garosci, eds.), Ithaca, N.Y., 1951, pp. 153-218.
- Gattiker, Annetta: L'affaire Conradi. Berne-Francfort 1975.
- Gaucher, Roland: Histoire secrète du Parti communiste français (1920-1974). Paris 1974.
- Germanetto, Giovanni: Memoirs of a Barber. Moscou-Leningrad 1934.
- Gilbert, Trond: The Soviet Communist Party and Scandinavian Communism. The Norwegian Case. Oslo-Bergen-Tromsø 1973.
- Girault, Jacques: Sur l'implantation du parti communiste français dans l'entre-deux-guerres. Paris 1977.
- Goguel, François: La politique des partis sous la III^e République. Paris 1946.
- Gonçalves, Bento: 'Duas Palavras', *Boletim de Informação (Actividades Comunistas)* 2 (1957), supl. no. 11, 1-55.
- Gonçalves, Bento: 'Duas Palavras', dans Bento Gonçalves (Os Comunistas 1). Porto 1976, pp. 119-157.

- Gonçalves, Bento: *Palavras necessárias. A vida proletária em Portugal de 1872 à 1927*, 4ª ed., Porto 1974.
- Gonçalves, Bento: 'Palavras necessárias. Elementos para a história do movimento operário português', dans Bento Gonçalves (*Os Comunistas* 1). Porto 1976, pp. 67-112.
- Gouveia, Fernando: *Memórias de um inspetor da PIDE. I: A Organização Clandestina do P.C.P.* Lisbonne 1979.
- 'O Governo dos operários e dos camponeses', *O Comunista* 1 (1924), no. 9.
- 'O Governo dos operários e dos Camponeses. Tese para o 1º Congresso do Partido Comunista Português', *O Comunista* 1 (1923), no. 5.
- Gramsci, Antonio: *Opere*, XII: La costruzione del Partito Comunista 1923-1926. Rome 1971.
- Gramsci, Antonio: *Per la verità. Scritti 1913-1926.* (A cura di R. Martinelli). Rome 1974.
- Grânjo-Pires, João (= J. G. P. Quintela): 'Il movimento comunista portoghese tra il 1919 e il 1929', separata de *Movimento Operário e Socialista* 21 (1975), nos. 3-4.
- Gras, Christian: Alfred Rosmer (1877-1964) et le mouvement révolutionnaire international. Paris 1971.
- Grieco, Ruggero: *Scritti scelti.* (A cura di E. Modica), 2 vols., Rome 1966-1968.
- Gross, Babette: Willi Münzenberg. Eine politische Biographie. Stuttgart 1967.
- (Groupe de travail pour l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse): *Bibliographie de l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse.* S.l.s.d.
- Guerreiro, Fernando: 'A História do P.C.P. através de Seis Congressos', *Seara Nova* 54 (1974), no. 1550, 17-24.
- (Hartung, Arnold): Gustav Stresemann. Schriften. Berlin 1976.
- (Hauser, Oswald): *Politische Parteien in Deutschland und Frankreich 1918-1939.* Wiesbaden 1969.
- Hofmaier, Karl: *Memoiren eines Schweizer Kommunisten.* Zurich 1978.
- Hoisington, William A., Jr.: 'Class against Class. The French Communist Party and the Comintern. A Study of Election Tactics in 1928', *International Review of Social History* 15 (1970), 19-42.
- Howard, Edith Pratt: *Il Partito Popolare Italiano.* Florence 1957.
- Humbert-Droz, Jenny: *Une pensée, une conscience, un combat. La carrière politique de Jules Humbert-Droz retracée par sa femme.* Neuchâtel 1976.
- (Humbert-Droz, Jules): *Il contrasto tra l'Internazionale e il P.C.I. 1922-1928. Documenti inediti dell'archivio di Jules Humbert-Droz, segretario dell'Internazionale Comunista.* Milan 1969.
- Humbert-Droz, Jules: *Mémoires. II: De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'Internationale Communiste, 1921-1931; IV: Le couronnement d'une vie de combat, 1941-1971.* Neuchâtel 1971 et 1973.
- (Humbert-Droz, Jules): "L'oeil de Moscou" à Paris (1922-1924). Textes et notes établis avec la collaboration de Annie Kriegel. Paris 1964.
- 'Die I.A.A. vom Januar 1923 bis Januar 1925. Tätigkeitsbericht des Sekretariats zum 2. Kongress Amsterdam 1925', *Der Syndikalist* 7 (1925), nos. 8-12.
- Iacini, Stefano: *Storia del Partito Popolare Italiano.* Milan 1951.
- Ibañez, Jesús: *Conferência sobre o movimento sindicalista e revolucionário, realizada em Lisboa em 11 de julho de 1922.* Lisbonne 1922.
- Ibañez, Jesús: *Memórias de mi cadáver. Discos de Acero.* Mexique 1941.
- Ein Jahr Arbeit und Kampf. Tätigkeitsbericht der Exekutive der Kommunistischen Internationale 1925-1926.* Hambourg 1926.

- Jeanneney, Jean Noël: *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel (1926-1926)*. Paris 1977.
- Jedermann: *La 'bolchévisation' du parti communiste français*. Paris 1971.
- Jorge, Joaquim Pires: 'O 7 de febreiro por quem la esteve', *Seara Nova* 55 (1975), no. 1552, 26-33.
- Jost, Hans-Ulrich: *Die Altkommunisten*. Frauenfeld-Stuttgart 1977.
- Jost, Hans-Ulrich: *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz 1914-1918*. Berne 1973.
- Kabaktschieff, Christo: *Die Entstehung und Entwicklung der Komintern*. Kurzer Abriss der Geschichte der Komintern. Hambourg-Berlin (1929). (Probleme der Weltpolitik und der Arbeiterbewegung, Band 10).
- Kahan, Vilém: 'The Communist International. 1919-1943. The personnel of its highest bodies', *International Review of Social History* 21 (1976), 152-185.
- Kahan, Vilém: 'A contribution to the identification of the pseudonyms used in the minutes and reports of the Communist International', *International Review of Social History* 23 (1978), 177-192.
- Köller, Heinz: *Kampfbündnis an der Seine, Ruhr und Spree. Der gemeinsame Kampf der KPF und KPD gegen die Ruhrbesetzung 1923*. Berlin (RDA) 1963.
- Die Komintern vor dem 6. Weltkongress. Tätigkeitsbericht der Exekutive der Kommunistischen Internationale für die Zeit vom 5. bis zum 6. Weltkongress. Hambourg 1928.
- Kriegel, Annie: *Les communistes français. Essai d'ethnographie politique*. Paris 1968.
- Kriegel, Annie: *Le pain et les roses. Jalon pour une histoire des socialismes*. Paris 1968.
- Kriegel, Annie: 'Le Parti communiste français sous la Troisième République (1920-1939). Evolution de ses effectifs', *Revue Française de Science Politique* 16 (1966), 5-35.
- Kriegel, Annie et M. Perrot: *Le socialisme français et le pouvoir*. Paris 1966.
- Landuyt, A.: *Le sinistre e l'Aventino*. Milan 1973.
- Lapie, Pierre Olivier: *Herriot*. Paris 1967.
- Lazitch, Branko et Milorad M. Drachkovitch: *Biographical Dictionary of the Comintern*. Stanford, Calif., 1973.
- Lefranc, Georges: *Histoire du Mouvement Syndical Français*. Paris 1937.
- Lefranc, Georges: *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République (1875-1940)*. Paris 1963.
- Lefranc, Georges: *Le mouvement syndical sous la Troisième République*. Paris 1967.
- Die Lehren der deutschen Ereignisse. Das Präsidium des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale zur deutschen Frage, Januar 1924. Hambourg 1924.
- Leonetti, Alfonso: *Un comunista 1895-1930*. Milan 1977.
- Leonetti, Alfonso: *Notes sur Gramsci*. Paris 1974.
- Lepre, Aurelio et Silvano Levrero: *La formazione del PCI*. Rome 1971.
- Lerner, Warren: *Karl Radek. The Last Internationalist*. Stanford, Calif., 1970.
- Li Causi, Girolamo: 'Un giornale di massa', *Rinascita* 21 (1964), no. 6.
- Li Causi, Girolamo: *Il lungo cammino. Autobiografia 1906-1944*. Rome 1974.
- Lisa, Athos: *Memorie. Dall'ergastolo di Santo Stefano alla Casa penale di Turi di Bari*. Milan 1973.
- Ligou, Daniel: *Histoire du socialisme en France*. Paris 1962.
- Livorsi, F.: *Amadeo Bordiga*. Rome 1976.
- Longo, Luigi et Carlo Salinari: *Tra reazione e rivoluzione. Ricordi e riflessioni sui primi anni di vita del PCI*. Milan 1972.

- Lopes, Sergio Gaspar Madeira de Freitas: *Idéologie et mouvements sociaux. Apport à l'étude des idéologies basé sur quelques aspects du mouvement ouvrier au Portugal (l'émergence du syndicalisme révolutionnaire et la Première République)*. Thèse de doctorat de 3ème cycle, non publiée. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Paris 1978-79.
- Lorenz, Einhart: *Norwegische Arbeiterbewegung und Kommunistische Internationale 1919-1930. Untersuchung zur Politik der norwegischen Sektion der Kommunistischen Internationale*. Oslo 1978.
- Louis, Paul: *Histoire du Mouvement Syndical en France*, 2 vols., 4e. éd., Paris 1949. (Bibliothèque des Sciences Politiques et Sociales).
- Louis, Paul: *Histoire du socialisme en France. Les faits - Les idées - Les partis ouvriers de la révolution à nos jours*, 5e. éd., Paris 1950. (Bibliothèque des Sciences Politiques et Sociales).
- Lozovsky, A.: *Le mouvement syndical avant, pendant et après la guerre*. Paris 1926.
- Der Mainzer Antimilitaristenprozess. *Dokumente der Klassenjustiz*, Heft 2. Berlin 1924.
- (Maitron, Jean): *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. Publié sous la direction de Jean Maitron, 15 vols. Paris 1964-1977.
- Malatesta, A.: *La crisi socialista*. Milan 1923.
- Manevy, Raymond: *La presse de la IIIe République*. Paris 1955.
- ('Manuel José de Sousa'): *Destacado militante socialista, Portugal Socialista* 8 (1975), no. 44, 4.6.
- (Marchetti, Luciana): *La Confederazione Generale del Lavoro negli atti, nei documenti, nei congressi: 1906-1926*. (A cura di Luciana Marchetti). Milan 1962.
- Margarido, Alfredo: *A introdução do Marxismo em Portugal: 1850-1930*. Lisbonne 1975.
- Marty, A.: *Le procès de Mayence*. Paris 1924. (Les Cahiers du Militant, no. 2, juin 1924).
- Matias, José Humberto: 'Entrevistas com o passado', *Voz Anarquista* 1 (1975), no. 2, 26.2.
- Giacomo Matteotti. *Fatti e documenti*. Folosa 1926.
- Meaker, Gerald H.: *The Revolutionary Left in Spain, 1914-1923*. Stanford, Calif. 1974.
- (Meijer, Jan M.): *The Trotsky Papers 1917-1922*, edited and annotated by Jan M. Meijer, 2 vols., Londres-La Haye-Paris 1964 et 1971.
- Merli, Stefano: *Fronte antifascista e politica di classe. Socialisti e comunisti in Italia 1923-1939*. Bari 1975.
- (Merli, Stefano): 'Nuova documentazione sulla 'svolta' nella direzione del PCd'I nel 1923-24 (scritti inediti o non noti di A. Bordiga, U. Terracini, P. Tresso, A. Gramsci, P. Togliatti)', *Rivista Storica del Socialismo* 7 (1964), no. 23, 513-540.
- Merli, Stefano: 'Le origini della direzione centrista nel Partito comunista d'Italia', *Rivista Storica del Socialismo* 7 (1964), no. 23, 605-625.
- (Merli, Stefano): 'Il Partito Comunista Italiano (1921-1926)', (A cura di Stefano Merli), *Annali* 3 (1960), 656-738.
- Michels, Robert: *Sozialismus und Faschismus in Italien*. Munich 1925.
- Monatte, Pierre: *La Lutte Syndicale*. (Présentation de Colette Chambelland.) Paris 1976.
- Montagnana, Mario: *Ricordi di un operaio torinese*. Rome 1949.
- Montaldi, D.: *Korsch e i comunisti italiani*. Rome 1975.
- Nettl, J.P.: *Rosa Luxemburg*, 2 vols., Londres 1966.

- Nin, Andreu: Las organizaciones obreras internacionales. Barcelone 1978.
- Nogueira, César: Notas para a história do Socialismo em Portugal. II: 1895-1925. Lisbonne 1966.
- (Oliveira, César de): O primeiro Congresso do Partido Comunista Português. (Recolha, prefácio e notas de César de Oliveira.) Lisbonne 1975.
- Oliveira, César de: O Socialismo em Portugal 1850-1900. Contribuição para o Estudo da Filosofia política do Socialismo em Portugal na segunda metade do século XIX. Porto 1973.
- ‘Organização Comunista: meios e fins. Tese para o Iº Congresso do P.C.P.’, *O Comunista* 1 (1923), nos. 1-4.
- ‘Organização Partidária. Tese para o Iº Congresso do P.C.P.’, *O Comunista* 1 (1924), no. 12.
- Organização Social Sindicalista. Subsídios para a discussão das teses sob este titulo no 3º Congresso Nacional Operário. Lisbonne 1922.
- Pagès, Pelai: Andreu Nin: su evolución política (1911-1937). Madrid 1975.
- Pagès, Pelai: Historia del Partido Comunista de España. (Desde su fundación en abril de 1920 hasta el final de la Dictadura de Primo de Rivera, enero de 1930). Barcelone 1978.
- (Pajetta, Gian Carlo): I comunisti a Torino 1919-1972. Lezioni e testimonianze. (Prefazione di Gian Carlo Pajetta.) Rome 1974.
- Le Parti Bolchévik restera Bolchévik. La Discussion dans le Parti Communiste Russe (Décembre 1923-Janvier 1924). Paris 1924. (Bibliothèque communiste.)
- Parti Communiste (S.F.I.C.): 3e Congrès national tenu à Lyon les 20, 21, 22, 23 janvier 1924. Adresses et résolutions. Paris 1924.
- Parti Communiste (S.F.I.C.): Rapport du Secrétariat général présenté au 20e Congrès national (2e Congrès du Parti communiste); L’action communiste et la crise du Parti (Congrès national du Parti. 15-18 octobre 1922). Courbevoie 1922.
- ‘O P.C.P. e a Juventude’, *Boletim de Informação (Actividades Comunistas)* 2 (1957), supl. no. 13, fascicule I.
- (Pedone, Franco): Il Partito Socialista Italiano nei suoi congressi. III: 1917-1926. (A cura di Franco Pedone). Milan 1963.
- Pedro, Edmundo: 18 de Janeiro de 1934 - 18 de Janeiro de 1979. 45 anos de luta pela democracia sindical; reflexões de um militante. Lisbonne 1979.
- Pereira, José Pacheco: ‘Bento Gonçalves revisitado’, *Diário de Notícias*, 11.12.1979 et 8.1.1980.
- Pereira, José Pacheco: As lutas operárias contra o carestia de vida em Portugal. A greve geral de Novembro de 1918, 2e. éd., Porto 1976.
- Pereira, José Pacheco: ‘Materiais para a história da Iª República’, *Defesa de Espinho*, 14.1., 11.2., 8.4., 24.6., 22.7., 19.8., 11.11., 9.12.1977; I, II, 1978.
- Pereira, José Pacheco: ‘O operariado nas vésperas da República’, *Diário de Notícias*, 17.8.1978.
- Pereira, José Pacheco: Questões sobre o movimento operário português e a revolução russa de 1917. Porto 1971.
- Pillon, Cesare: I comunisti e il sindacato. Milan 1972.
- ‘Perguntas e respostas’, *O Militante* 38, 3e série (1971), no. 172.
- ‘Perguntas e respostas’, *O Militante* 39, 3e série (1972), no. 177.
- Prélot, Marcel: L’évolution politique du socialisme français de 1789 à 1934. Paris 1939.
- Il processo ai comunisti italiani. 1923. Nouv. éd., Milan 1966.
- ‘Programa de Acção do Partido Comunista’, *O Comunista* 1 (1923), nos. 1-3.

- Projecto de Estatutos de Juntas Sindicais e da Câmara Sindical de Lisboa. Tese a apresentar à Conferência inter-sindical de Lisboa. Lisbonne 1923.
- Protokoll der Konferenz der erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale. Moskau, 12.-23. Juni 1923. Hambourg 1923. (Bibliothek der Kommunistischen Internationale, 40).
- Protokoll. Sechster Weltkongress der Kommunistischen Internationale. Moskau, 17. Juli-1. September 1928. III. Hambourg 1928.
- Protokoll des Vierten Kongresses der Kommunistischen Internationale. Petrograd-Moskau vom 5. November-5. Dezember 1922. Hambourg 1923. (Bibliothek der Kommunistischen Internationale, 38).
- Protokoll. Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale. Moskau, 21. März-6. April 1925. Hambourg 1925.
- Protokoll. Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale. Moskau, 22. November-16. Dezember 1926. Hambourg-Berlin 1927.
- Protokoll. Fünfter Kongress der Kommunistischen Internationale, 2 vols., Hambourg 1924.
- A questão das Internacionais. Berlim ou Moscou? A todos os camaradas militantes e não militantes da organização operária portuguesa. Lisbonne s.d. (1923).
- Quintela, J.G.P.: Para a história do Movimento Comunista em Portugal. I: A construção do Partido. 1º período: 1919-1929. Porto 1976.
- Racine, Nicole: 'Etat des travaux sur le communisme en France', dans *Le Communisme en France*. Paris 1969, pp. 305-336.
- Racine, Nicole et Louis Bodin: *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*. Paris 1972.
- Radek, Karl, Paul Frölich, Ernst Graf Reventlow, Arthur Möller van den Bruck: *Schlageter. Eine Auseinandersetzung*. (Berlin 1923).
- (Ragionieri, Ernesto): *Palmiro Togliatti. Opere. I: 1917-1926*. (A cura di Ernesto Ragionieri.) Rome 1974.
- Ragionieri, Ernesto et Tommaso Detti: 'Il nuovo gruppo dirigente e la fusione con i "terzini"', *Critica marxista* 9 (1971), no. 2, 40-63.
- Rapport politique du Comité central. Congrès national du Parti Communiste Français des 31 mars au 6 avril 1929 à Paris. Paris (1929).
- Rapports entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste. Discours au 2e Congrès et Statuts de l'I.S.R. Paris s.d.
- Rates, José Carlos: *A ditadura do proletariado*. Lisbonne 1920.
- Rates, José Carlos: *A Rússia dos Sovietes*. Lisbonne 1925.
- Ravera, Camilla: *Diario di trent'anni (1913-1943)*. Rome 1973.
- Reimann, Paul: *Geschichte der Kommunistischen Partei der Tschechoslowakei*. Hambourg-Berlin 1931.
- 'Relatório da C.G.T. portuguesa ao Iº Congresso Internacional dos Sindicalistas Revolucionários, em Berlim', *A Batalha* 4, 23.-30.1.1923.
- 'Relatório do Comité Confederal da C.G.T.', *A Batalha* 4 (1922), nos. 1178 et 1179, 28., 29.9.
- 'Relatório do Delegado ao Conselho Confederal da C.G.T. (Abílio A. A. Lima)', *O Eco do Arsenal* 11 (1925), no. 99.
- 'Relatório do Secretário Geral (J. Carlos Rates)', *O Comunista* 2 (1925), no. 33.
- 'Relatório moral do Comité Confederal para ser apresentado ao próximo Congresso Confederal', *A Batalha* 7 (1925), nos. 2086-2088.
- Relazione sulla attività svolta dalla sezione agraria del PCI dal 15 agosto 1924 al 31 gennaio 1925. Rome 1925.

- Ribeiro, Manuel: Na linha de fogo. Crónicas subversivas. (Lisbonne) s.d.
- Robotti, Paolo et Giovanni Germanetto: Trent'anni di lotte dei comunisti italiani, 1921-1951. Rome 1952.
- Robrieux, Philippe: Maurice Thorez. Vie secrète et vie publique. Paris 1975.
- (Rocha, Canais): Sindicatos: Tarefas de ontem e de hoje. Textos de 1926-1927. Lisbonne 1974.
- Rodrigues, Edgar: Breve história do Pensamento e das Lutas Sociais em Portugal. Lisbonne 1977.
- (Romano, Aldo): 'Antonio Gramsci. Note sulla situazione italiana 1922-1924', (A cura di Aldo Romano), *Rivista Storica del Socialismo* 4 (1961), 625-644.
- Ronzo, Romolo: La fusione del nazionalismo col fascismo. Rome 1943.
- Rosmer, Alfred: Moscou sous Lénine, 1920-1924, 2 vols., Paris 1970.
- Rovida, Giorgio: 'Le Parti communiste français 1920-1939', *Annali* 9 (1967), 169-324.
- Sa' Viana: 'Relatório do delegado do C. E. dos Partidários da I.S.V. à cidade do Porto', *A Internacional* 1 (1923), no. 4.
- Salvatorelli, Luigi: 'Il delitto Matteotti e la crisi del 1924-26', dans *Fascismo e antifascismo. Lezioni e testimonianze* (1918-1948), 2 vols., Milan 1962, vol. 1, pp. 148-168.
- Salvatorelli, Luigi et Giovanni Mira: Storia del fascismo. L'Italia dal 1919 al 1945. Rome 1952.
- Salvemini, Gaetano: The Fascist Dictatorship in Italy. New York 1967.
- Salvemini, Gaetano: Mussolini diplomatico. Bari 1952.
- Santarelli, Enzo: La revisione del marxismo in Italia. Milan 1964.
- Santarelli, Enzo: Storia del movimento e del regime fascista, 2 vols., Rome 1967.
- (Schulz, Heinrich E., Paul K. Urban et Andrew I. Lebed): Who was who in the USSR?. Metuchen, New Jersey 1972.
- Seniga, Giulio: Togliatti e Stalin. Milan 1961.
- Serge, Victor: Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941. Paris 1951.
- (Serrão, Joel): Dicionário de Historia de Portugal, dirigido por Joel Serrão, 4 vols., Lisbonne 1961-1971.
- Silva, José da: Memórias de um operário. I. Porto 1971.
- (Soares, João): A Revolta da Madeira, Açores e Guiné, 4 de Abril a 2 de Maio de 1931. Documentos. (Recolha e organização de João Soares.) Lisbonne 1979.
- Soares, Pedro: 'Bento Gonçalves, organizador do Partido', dans Bento Gonçalves (Os Comunistas 1), Porto 1976, pp. 21-53.
- Sousa, Manuel Joaquim de: O Sindicalismo em Portugal, 3e. éd., Porto 1972.
- Spriano, Paolo: Storia del Partito comunista italiano. I: Da Bordiga a Gramsci; II: Gli anni della clandestinità, 2e. éd., Turin 1967 et 1969. (Biblioteca di cultura storica, 95.)
- (Spriano, Paolo): *L'unità - 40 anni*. Rome 1964.
- Spriano, P., E. Ragionieri, A. Natta, G.C. Pajetta, G. Amendola, et P. Ingrao: Problemi di storia del Partito comunista italiano. Rome 1971.
- Stalin, J. W.: Werke. Band 8: 1926, Januar-November. Berlin (RDA) 1952.
- Steinberg, I. N.: In the Workshop of the Revolution. New York-Toronto 1953.
- Stresemann, Gustav: Vermächtnis. I: Vom Ruhrkrieg bis London. Berlin 1932.
- Sváték, František: 'The Governing Organs of the Communist International: Their Growth and Composition, 1919-1943', dans *History of Socialism Year Book* 1968, Prague 1969, pp. 179-266.
- (Taddey, Gerhard): Lexikon der deutschen Geschichte. Personen, Ereignisse, In-

- stitutionen. Von der Zeitwende bis zum Ausgang des 2. Weltkrieges. Stuttgart 1977.
- Tasca, Angelo: I primi dieci anni del PCI. Rome-Bari 1973.
- 'La tattica del fronte unico di lotta contro il fascismo in una iniziativa del PCd'I: Le elezioni truffa dell'aprile 1924, e la proposta comunista di un blocco di unità proletaria', *Rinascita* 20 (1963), no. 3, 17-19.
- Taylor, A. J. P.: English History 1914-1945. Oxford 1965.
- Thesen und Resolutionen des IV. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale. Moskau, vom 5. November bis 5. Dezember 1922. Hambourg 1923. (Bibliothek der Kommunistischen Internationale 36.)
- Thesen und Resolutionen des V. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale. Moskau, vom 17. Juni - 8. Juli 1924. Hambourg 1924.
- Thèses, Manifestes et Résolutions adoptés par les Ier, IIe, IIIe, et IVe Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923). Paris 1934.
- Tiersky, Ronald: Le mouvement communiste en France 1920-1972. Paris 1973.
- Tjaden, K. H.: Struktur und Funktion der 'KPD-Opposition' (KPO). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur 'Rechts'-Opposition im deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik. Meisenheim/Glan 1964. (Marburger Abhandlungen zur politischen Wissenschaft, Band 4).
- Togliatti, Palmiro: La formazione del gruppo dirigente del partito comunista italiano nel 1923-1924. Rome 1962.
- Togliatti, Palmiro: Le Parti communiste italien. Paris 1961. (Cahiers Libres, 22.)
- Trenta anni di vita e di lotte del PCI. Quaderni di *Rinascita*, 2. Rome (1952).
- Trentin, Silvio: Dix ans de fascisme totalitaire en Italie. Paris 1937.
- Trevisani, Giulio: Appendice alla IV Edizione della Piccola Enciclopedia del Socialismo e del Comunismo. Milan s.d.
- Trevisani, Giulio: Piccola Enciclopedia del Socialismo e del Comunismo, 4e. éd., Milan 1963.
- Trevisani, Giulio: 'La Stampa comunista anteriore all'avvento del fascismo', *Movimento operaio* 2 (1950), no. 5-6, p. 180.
- Trocchi, Francesco: Angelo Tasca e l'"Ordine Nuovo". La formazione del PCI. Milan 1973.
- Trotsky, Léon: Le mouvement communiste en France (1919-1939). (Textes choisis et présentés par Pierre Broué.) Paris 1967.
- Trotsky, Léon: La révolution espagnole 1930-1940. (Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué.) Paris 1975.
- Turati, Filippo et Anna Kuliscioff: Carteggio. VI: 1923-1925. (A cura di A. Schiavi). Turin 1959.
- Unter dem Banner der 3. Internationale. 10 Jahre Kommunistische Jugendinternationale. Berlin s.d.
- Urquidi, Donald W.: The Origins of the Italian Communist Party 1918-1921. Thèse inédite de l'Université de Michigan, Ann Arbor 1962.
- Valeri, N.: La lotta politica in Italia dall'Unità al 1925. Florence 1958.
- Ventura, António: 'Algumas notas sobre a imprensa comunista em Portugal (1919-1921)', *Seara Nova* 57 (1977), no. 1580, 10-12.
- Ventura, António: 'A F.M.P. foi fundada ha 59 anos', *Diário de Lisboa*, 15.6.1977.
- Ventura, A.: 'A Sementeira e a Revolução de Outubro', *Seara Nova* 56 (1976), no. 1573, 17-26.
- Ventura, António: O Sindicalismo no Alentejo. A tournée de Propaganda de 1912. Lisbonne 1977.

- Ventura, António: Subsídios para a história do movimento sindical rural no Alto Alentejo (1910-1914). Lisbonne 1976.
- 'Verbali della Commissione italiana al V Congresso dell'IC, Mosca, 30 giugno, 4, 7, 11 luglio 1924', *Critica marxista* 9 (1971), no. 2, 64-120.
- Vidal, A.: Henri Barbusse, Soldat des Friedens. Berlin (RDA) 1955.
- Vieira, Alexandre: Em volta da minha profissão. Subsídios para a história do movimento operário no Portugal continental. Lisbonne 1950.
- Vieira, Alexandre: Figuras gradas do movimento social. Lisbonne 1959.
- Vieira, Alexandre: Para a história do Sindicalismo em Portugal, 2e éd., Lisbonne 1974.
- Walter, Gérard: Histoire du Parti communiste français. Paris 1948.
- Weber, Hermann: Die Wandlung des deutschen Kommunismus. Die Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik, 2 vols., Francfort 1969.
- Weill-Raynall, Etienne: Les réparations allemandes et la France. II: L'application de l'état des paiements, l'occupation de la Ruhr et l'institution du plan Dawes (mai 1921-avril 1924). Paris 1947.
- Wenzel, Otto: Die Kommunistische Partei Deutschlands im Jahre 1923. Thèse de doctorat inédite de l'Université de Berlin (RFA) 1955.
- Who was who in the USSR? Voir Schulz.
- Wohl, Robert: French Communism in the Making 1914-1924. Stanford, Calif., 1966.
- Wolf, Dieter: Die Doriot-Bewegung. Ein Beitrag zur Geschichte des französischen Faschismus. Stuttgart 1967.
- Wolfers, Arnold: Britain and France Between Two Wars. Hamden 1963.
- (Wolter, Ulf): Die linke Opposition in der Sowjetunion. Texte von 1923 bis 1928. (Herausgegeben und eingeleitet von Ulf Wolter). I, V et VI. Berlin (RFA) 1976 et 1977.
- Zamis, Guido: 'Gramsci a Vienna nel 1924', *Rinascita* 21 (1964), no. 47, 22-23.
- Zévaès, Alexandre: Histoire de la Troisième République (1870-1926). Paris 1926.
- Zévaès, Alexandre: Histoire du socialisme et du communisme en France de 1871 à 1947. Paris 1947.
- Zibordi, Giovanni: Storia del P.S.I. attraverso i suoi congressi. Reggio Emilia s.d.
- Ziebur, Gilbert: Léon Blum. Theorie und Praxis einer sozialistischen Politik. I: 1927 bis 1934. Berlin 1963.
- Zini, Zino: La tragedia del proletariato in Italia. Diario 1914-1926. (Prefazione e nota bibliografica di G. Bergami.) Milan 1973.

CHOIX DE JOURNAUX ET PÉRIODIQUES CONTEMPORAINS

- Acção Cooperativa (A)*. Lisbonne. Orgão da Federação Nacional das Cooperativas. Années 1922-1925. (Biblioteca Municipal do Porto.)
- Alarme (O)*. Coimbra. Porta Voz do Grupo Socialista Acção Livre, à partir du no. 2: Porta Voz do P.C.P. (Secção de Coimbra). Année 1, 1921. (Biblioteca Municipal, Coimbra.)
- Anarquista (O)*. Lisbonne. Quinzenário editado da União Anarquista Portuguesa. Année I. 1926. (Biblioteca Municipal do Porto.)
- Arsenalista (O)*. Lisbonne. Orgão da Associação de classe dos fabricantes de Armas e ofícios acesórios. Defensor dos assalariados do estado. Années 1922-1926 et no. unique et commémoratif d'avril 1962. (Biblioteca Municipal do Porto.)
- Avanti!*. Milan. Quotidien; organe du P.S.I. Année 1924.
- Bandeira Vermelha (A)*. Lisbonne. Orgão da Federação Maximalista Portuguesa. Années I-II. 1919-1920.
- Bandeira Vermelha*. Porto. Quinzenário de Propaganda Comunista et Orgão do P.C.P. (Federação das Células Comunistas do Porto), Années I-II. 1925-26. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Bandeira Vermelha*. Lisbonne. Semanário Comunista. Année I. 1921. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Batalha (A)*. Lisbonne. Diário da Manhã. Portavoz da Organização operária. Années I (1919-20)-VIII (1926-27). (Bibl. Mun. do Porto.)
- Bulletin Communiste*. Paris. Hebdomadaire; organe du P.C.F. Années IV-VIII. 1923-1927.
- Bulletin der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale* (en trois langues). Moscou, no. 1-16, 8.6.1923-26.6.1923.
- Cahiers du bolchévisme*. Paris. Bimensuel; organe théorique du P.C.F. 1927.
- Camponês (O)*. Orgão mensal do Partido Popular Agrário de Portugal. Année I. 1925. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Combate (O)*. Lisbonne. Diário Socialista da manhã, Partido Socialista Português. Année I. 1919. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Comuna (A)*. Porto. Semanário comunista-anarquista. Années IV-VI. 1923-1925. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Comunista (O)*. Lisbonne. (1) Semanário, Orgão do P.C.P. Année I. 1921. (2) IIe série. Années I-III. 1923-1926. (Bibl. Mun. do Porto/Bibl. Nacional, Lisbonne.)
- Despertar (O)*. Propriedade da Federação das Juventudes Sindicalistas, Orgão da Mocidade Sindicalista Revolucionária. Années VIII (1921)-X (1923) (Biblioteca Municipal do Porto.)
- Diário de Lisboa (O)*. Lisbonne. Quotidien. Années V (1922)-VIII (1925). (Bibl. Mun. do Porto.)

- Diário de Notícias (O)*. Lisbonne. Quotidien. Années 1923-1925. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Eco do Arsenal (O)*. Lisbonne. Mensário; órgão e propriedade do Sindicato do Pessoal do Arsenal da Marinha e Cordoaria Nacional, Années VIII-XII. (1922-1926. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Emancipador (O)*. Lourenço Marques (Moçambique). Semanário Operário. Année IV. 1923. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Federação Ferroviária (A)*. Lisbonne. Órgão da classe ferroviária, Propriedade da Federação Nacional dos Trabalhadores dos Caminhos de Ferro de Portugal e Colónias. Années I-II. 1922-1923. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Germinal*. Porto. Bi-mensal; Propriedade do Grupo de Propaganda "Germinal". Année I. 1923. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Humanité (L')*. Paris. Quotidien; organe central du P.C.F. Années 1923-1927.
- Internacional (A)*. Lisbonne. Comité Executivo dos Partidários da I.S.V. Années I-III. 1923-1926. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Internationale (Die)*. Berlin. Organ der Internationalen Arbeiter-Assoziation. Années I-II, 1924/25-1925/26.
- Internationale Presse-Korrespondenz (Die)*, Berlin. Bi-hebdomadaire de l'I.C. Années 1923, 1924, 1927. (Abréviation: *Inprekorr*.)
- Jovem Comunista (O)*. Lisbonne. Mensário; Órgão da Junta Nacional das Juventudes Comunistas (Secção Portuguesa da I.C.J.). Années I-II. 1922-1923. (Bibl. Nacional, Lisbonne.)
- Komunist-esperantisto*. Lisbonne. Órgão mensal dos Comunistas Esperantistas portugueses. Année I. 1921. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Kommunistische Internationale (Die)*. Berlin-Hambourg. Organe du Comité exécutif de l'I.C. Années 1924-1927.
- Luz (A)*. Lisbonne. Semanário Maçónico. Année VI. 1923. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Mundo (O)*. Lisbonne. Quotidien. Années 1925-1926. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Ordine Nuovo (L')*. Rome. Rassegna di politica e di cultura operaia. Années I-II. 1924, 1927.
- Pagine Rosse*. Milan. Revue bimensuelle de la fraction 'terzinternationaliste' du P.S.I. Années I-II. 1923-1924.
- Più Avanti!*. Milan. Settimanale per l'Unità Proletaria; organe de la fraction 'terzinternationaliste' du P.S.I. Année III. 1924.
- Proletário (O)*. Porto. 1.ª série. Année I. 1929. (Bibl. Nacional, Lisbonne.)
- Protesto (O)*. Lisbonne. Semanário Socialista. Années I-III. 1922-1924. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Révolution Proletarienne (La)*. Paris. Revue bi-mensuelle des syndicalistes révolutionnaires. Année III. 1927.
- Rote Gewerkschafts-Internationale (Die)*. Berlin-Moscou. Organ des Vollzugsbüros der R.G.I. Années III-IV, 1923-1924.
- Século (O)*. Lisbonne. Quotidien. Années 1922-1924. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Socialista (O)*. Lisbonne. Quinzenário de educação e propaganda. Années I-II. 1919-1920. (Bibl. Mun. do Porto.)
- Socorro Vermelho (O)*. Lisbonne. Boletim da Comissão Central da Secção Portuguesa do Socorro Vermelho Internacional. Année 1925. (Bibl. Nacional, Lisbonne.)
- Stato Operaio (Lo)*. Milan-Rome. Hebdomadaire du P.C.I. Année II. 1924.
- Syndikalist (Der)*. Berlin. Organ der freien Arbeiter-Union Deutschlands, "Anarcho-Syndikalisten". Angeschlossen der Internationalen Arbeiter-Assoziation. Année V. 1923.

Trabalhador Rural (O). Beja. Mensário órgão das células comunistas do distrito de Beja, Propriedade da Federação Comunal do Distrito de Beja. Année I. 1925. (Bibl. Mun. do Porto.)

Unità (L'). Milan. Quotidiano degli operai e dei contadini; Organo del Partito Comunista d'Italia. Années I-II. 1924-1925.

LISTE DES MEMBRES DES ORGANES DIRIGEANTS DES PARTIS COMMUNISTES FRANÇAIS, ITALIEN, ESPAGNOL ET PORTUGAIS DANS LES ANNÉES 1923-1927

A. *Comités centraux du P.C.F.*

1. Le C.C. élu au Congrès de Lyon (Janvier 1924) : Membres titulaires : Brout, Cachin, Cordier, Crémet, Dallet, Doriot, Dunois, Dupilet, Gayman, Gourdeaux, Jacob, Marrane, Midol, Renaud Jean, Rosmer, Louis Sellier, Sémard, Susanne Girault, Souvarine, Tommasi, Treint, Vaillant-Couturier, Werth, Monatte, Bazin, Maurice Boin, Cadeau, Jerram, Péri; membres suppléants : Calzan, Lucie Colliard, Delagarde, Garny, Mahoury, Soudeille, M. Thorez, Rielh.¹
2. Le C.C. élu au Congrès de Clichy (Janvier 1925) : Sémard, Treint, S. Girault, Sellier, Cachin, Doriot, Marrane, Crémet, Vaillant-Couturier, Renaud Jean, Marty, Sauvage, Costes, Desusclade, Calzan, Garay, Rieu, Dupuis, Lozeray, Ben Semain, M. Faussecave, Chasseigne, Gourdeaux, Jacob, Midol, Demusois, Rabaté, Berrar, Kirsch, Castel, Cadeau, Thorez, Fromage, Freidrich, Barré, Carlier; membres suppléants : Péri, Raynaud, Peireau, Cat et Fayet.²
3. Le C.C. élu au Congrès de Lille (Juin 1926) : Ali, Alloyer, Barbé, Barette, Barré, Berlioz, Bernard, Béron, Berrar, Béors, Bonnefons, Bonte, Bourneton, Bouthonier, Billoux, Alice Brisset, Cachin, Castel, Carlier H., Cat, Costes, Crémet, Dallet, Delobelle, Demusois, Desphélippon, Devernay, Doriot, Dudilleux, Duclos, Duisabou, Faussecave M., Fayet, Follet, Frachon, Gaillard, Garchery, Gayman, Galopin, Girault S., Giraud, Ginestet, Guillot, Gourdeaux, Gourdeaux M.-T., Hueber, Jacob, Jerram, Renaud Jean, Kirsch, Marrane, Marty A., Marion, Mathieu, Midol, Monmousseau, Monnier, Oudin, Péri, Pichon, Perrouault, Porrey, Rabaté, Racamond, Raynaud, Richetta, Sellier, Sémard, Simonin, Soulat, Stenger, Thorez, Treint, Trouillard, Vaillant-Couturier, Valière, Vassart, Villatte, Vuillemin.³

B. *Comités centraux du P.C.I.*

1. Début 1923 furent incarcérés Bordiga, Grieco et Gnudi, membres du C.C. du congrès de Rome. Scoccimarro, Camilla Ravera, Tasca et Graziadei furent co-optés comme remplaçants dans le C.C., qui eut la composition suivante : I. Azzario, V. Flecchia, B. Fortichiari, L. Gasperini, Gennari, Gramsci, Marabini, L. Repossi, Sessa, Terracini, Togliatti, Scoccimarro, Camilla Ravera, Tasca, Graziadei.⁴
2. Après le troisième plénum du Comité exécutif de l'I.C. (juin 1923) Bordiga, Grieco et Fortichiari firent part en fin juillet de leur retrait du C.C.⁵
3. Après le V^e congrès mondial de l'I.C. et après la fusion avec la fraction "terzinternazionalista" du P.S.I. en août le nouveau C.C. eut la composition suivante :

Bibolotti, Flecchia, Gennari, Gnudi, Gramsci, Leonetti, Maffi, Malatesta, Mersù, Camilla Ravera, Roveda, Scoccimarro, Serrati, Tasca, Terracini, Togliatti, Tonetti.⁶

4. Le C.C. après le troisième congrès à Lyon (janvier 1926) : Gramsci, Scoccimarro, Togliatti, Terracini, Tasca, Grieco, Camilla Ravera, Ravazzoli, Leonetti, Serrati, Gennari, Maffi, Flecchia, Ceriana, Gnudi, Oberti, Venegoni, Bordiga, Luigi Bagnolati, Luigi Allegato ainsi qu'un ouvrier de Trieste-Membres suppléants: Tresso, Roveda, Teresa Recchia et Azzario.⁷
5. Au commencement de 1927, Gramsci, Bordiga, Scoccimarro, Terracini, Oberti, Bagnolati, Allegato, Flecchia, Maffi, membres du C.C. élu au congrès de Lyon, et le membre suppléant Roveda se trouvent en prison. On coopte aux membres restants (Togliatti, Gennari et Gnudi se trouvent à Moscou) Silone, Li Causi, Tresso, Tito Nischio et deux ouvriers dont les noms sont inconnus.⁸

C. *Comités centraux du P.C.E.*

1. Le C.C. élu au Congrès de Madrid (Juillet 1923) : César González, José Baena, Luis Portela, Joaquín Ramos, Feliciano Alonso, Ramón Lamonedá, María Mayorga, Juan Andrade, Vicente Arroyo, José Rojas, Torralba Beci, Vicente Calzada, Gonzalo Sanz, Carlos Romero, José Barón.⁹
2. Membres entre autres du Comité provisoire élu à la Conférence nationale de Madrid (Novembre 1924) : Joaquín Maurín, Oscar Pérez Solís, Félix Fresno, González Canet (Martín Zalacaín), Hilario Arlandis.¹⁰
3. Direction élue à une Conférence de représentants des régions (Ivry?, mai 1925) : José Bullejos (secrétaire général), G. León Trilla (secrétaire pour l'agitation et la propagande), Luis Portela (secrétaire pour l'organisation).^{10a}
4. Tentative de réorganisation après l'arrestation de José Bullejos (début 1928) : G. León Trilla, Manuel Adame, Luis Arrarás, Vicente Arroyo.^{10b}

D. *Corps dirigeants du P.C.P.*¹¹

- o. *Comissão Organizadora dos trabalhos para a Constituição do Partido Comunista* (élu le 19 décembre 1920)

Manuel Ribeiro
Sobral Campos
Campos Lima
João de Castro
Carlos Rates
António Peixe
Nascimento Cunha
Joaquim Cardoso
Alberto das Neves

Raúl Baptista
Júlio de Matos
Vitor Martins
Sebastião Eugénio
Aníbal de Vasconcelos
Eduardo Metzner
José Corvo
Araújo Pereira
Carlos Araújo¹²

1. *Junta Nacional*, à partir de mars 1921
José Maria Gonçalves
Manuel Maria de Sousa
Alberto Júlio das Neves

Caetano de Sousa
Fernando Barbosa Vasconcelos

Comissão Geral de Educação e Propaganda

Manuel Ribeiro
Dr. Sobral de Campos
António Peixe
Teixeira Danton
Augusto José Afonso
João Cabecinha
Raúl Baptista
Caetano de Sousa

Conselho Económico :

José Carlos Rates
António Peixe
José de Jesús Gabriel
Amantino Nascimento
Leonardo A. Silva
José de Almeida
Manuel dos Santos¹³

2. *Junta Nacional* à partir d'octobre (?) 1921

Alberto Júlio das Neves
Bernardino dos Santos
Fernando Barbosa
João Nascimento da Cunha
Henrique Caetano de Sousa ("Secretário da Junta Nacional")

Comissão Geral de Educação e Propaganda

Sobral de Campos
António Peixe
António Teixeira Danton
Raúl Baptista
Augusto José Afonso ("Secretário da Comissão")
Eduardo Metzner
H. Caetano de Sousa
João Ferreira Cabecinha
Manuel Ribeiro

Conselho Económico

António Peixe
José de Almeida
J. Carlos Rates
José de Jesús Gabriel
José Maria Gonçalves
Manuel dos Santos
Alberto Júlio das Neves (trésorier)¹⁴

3. *Comissão Reorganizadora*, Janvier 1923

José Maria Gonçalves
J. Carlos Rates

César Nogueira
Sebastião Eugénio
José de Jesús Gabriel¹⁵

4. *Comité Central do P.C.P. (S.I.C.)*, mars-[mai] 1923
Caetano de Sousa
J. Pires Barreira
Aníbal de Vasconcelos
José de Sousa (“Secretário Geral”)
António Monteiro¹⁶
5. *Comissão de Reinscrição*, mars-avril 1923
Lisbonne: José Rodriguez
Armando Ramos
Gabriel Barreira
Porto: Henrique Fernandes
D. Ferreira Fontes
Apolino Aragão
Evora: Joaquim Nogueira
Beja: Santos Chicharro
Braga: Pereira do Rio¹⁷
6. *Comité Executivo Provisório do P.C.P. (S.P.I.C.)*: août-novembre 1923
J. Carlos Rates
J. Nascimento da Cunha
Utra Machado
Christiano Linhares
Alfredo Monteiro
Abel Pereira
J. Pires Barreira¹⁸
7. *Comissão Central*, élu au I^{er} Congrès, Novembre 1923
J. Carlos Rates (plus tard “secretário”)
António Vieira Bastos
Raúl Lavado
Alberto Monteiro
Francisco Rodrigues Loureiro
Inácio Grácia Ramos
Salvaterra Júnior (“Delegado da Zona Norte”)
Manuel Martins (“Delegado da Zona Sul; dos rurais”)
António Rodrigues Graça (“para as Cooperativas”)¹⁹
8. *Comissão Central*, Novembre 1925
Rodrigues Loreiro
Inácio Grácia Ramos
Raúl Lavado²⁰
9. *Comissão Central*, élu au II^e Congrès, mai 1926
(Augusto Machado)
(José de Sousa)

(Silvino Ferreira)
(Manuel Pilar)
(Julio Dinis)²¹

Congrès du P.C.P. 1921-1957

I^{er} Congrès: Novembre 1923

II^e Congrès: Mai 1926

III^e Congrès: Novembre 1943

IV^e Congrès: Juillet 1946

V^e Congrès: Septembre 1957²²

NOTES

¹ Cf. R. Wohl, *French Communism*, p. 353.

² Cf. G. Rovida, *Le Parti communiste*, pp. 211 et suiv.

³ Cf. Ve Congrès national du Parti communiste français, p. 618.

⁴ Cf. P. Spriano, *Storia*, I, p. 264; P. Togliatti, *La formazione*, p. 51.

⁵ Cf. P. Spriano, *Storia*, I, pp. 286 et suiv.

⁶ Selon une décision du Ve Congrès mondial de l'I.C. neuf membres du "centre", quatre des "droitiers" et quatre des ex-"terzini" devaient être présents. Les "terzini" étaient Maffi, Malatesta, Tonetti et Serrati; les "droitiers", Roveda, Tasca, Mersù et Bibolotti. Cf. P. Spriano, *Storia*, I, p. 401, note 3.

⁷ Cf. P. Spriano, *Storia*, I, p. 511; dans S. Merli, *Il Partito Comunista*, p. 673, on trouve au lieu de Flecchia, Ceriana, Gnudi, Oberti, Venegoni, Bagnolati et de l'ouvrier de Trieste les noms suivants: Longo, Germanetto, Srebrnić, Fortichiari, Repossi, Vota, Malatesta et Tonetti. De plus il ne compte pas Tresso et Roveda parmi les membres suppléants mais comme titulaires.

⁸ Cf. P. Spriano, *Storia*, II, pp. 67-69.

⁹ Cf. G. Meaker, *The Revolutionary Left*, p. 534, d'après *La Antorcha* du 27.7.1923; voir aussi V. Alba, *El Partido Comunista*, p. 86; J. Bullejos, *La Comintern*, p. 47, donne en plus les noms de Evaristo Gil, Fernández Mula, José Rodríguez Vega.

¹⁰ Cf. J. Bullejos, *La Comintern*, p. 58; J. Estruch, *Historia*, p. 48; V. Alba, *El Partido Comunista*, p. 91, qui parle d'une direction formée de trois responsables régionaux: Maurín, pour la Catalogne; González Canet, pour Levante; Martín Sastre, pour la région du nord. P. Pagès, Andreu Nin, p. 117 et V. Alba, *ibid.*, p. 95, nomment A. Nin comme étant temporairement intégré à la direction.

^{10a} J. Bullejos, *La Comintern*, p. 63; d'après J. Estruch, *Historia*, p. 51, Portela a été remplacé par González Canet. D'après Bullejos, Méndez et D. Martín furent cooptés à la Commission Centrale après la Conférence de Bordeaux en décembre 1926 (très probablement décembre 1925!).

^{10b} Les trois premiers étant arrêtés à leur tour, c'est Vicente Arroyo qui formait une direction en commun avec deux membres du P.C.F. (Cf. J. Bullejos, *La Comintern*, pp. 90 et suiv.).

¹¹ Considérant qu'aucun effort sérieux a été entrepris en vue de mettre à jour la composition des corps dirigeants du P.C.P. nous avons cru bon d'insérer les indications disponibles pour toute la première période d'existence du P.C.P.. Etant donnée l'importance des luttes internes conditionnant l'intervention d'Humbert-Droz est également incluse la composition des plus importants organes fractionnels.

¹² *A Batalha*, 20.12.1920.

¹³ Jusqu'au II^e Congrès du P.C.P. en 1926 les corps dirigeants du parti portugais étaient constitués soit par des 'Juntas Nacionais' (Junta Nacional) soit par des 'Commissions Centrales' (Comissão Central). Pour la composition de la première Junta Nacional voir: *A Batalha*, 7.3.1921. Amantino Nascimento n'entrait pas dans ses fonctions; d'après *A Batalha* du 15 et 16.3.1921, il n'acceptait pas son mandat. Sur la genèse de la répartition des organes dirigeants et surtout la constitution d'un Conseil Economique voir: Introduction, p. XIII.

¹⁴ Cf. *O Comunista*, no 1, 16.10.1921.

¹⁵ Cf. *A Batalha*, 11.1.1923; C. Nogueira, d'après *A Batalha* du 12.1.1923 "inclus par erreur" étant substitué par Caetano de Sousa.

¹⁶ C' est par opposition à la fraction Rates que l'organisation dirigée par C. de Sousa se dénommait P.C.P. (S.I.C.) (= Secção da Internacional Comunista/ Section de l'Internationale Communiste). Cf. *A Batalha*, 6.3.1923. A. de Vasconcelos démissionne quelques semaines après—Cf. *A Batalha*, 14.4.1923.

¹⁷ Cf. *A Batalha*, 30.3.1923. Nous incluons la composition de ces Commissions (par localités) vu qu' on y retrouve des éléments touchés par les sanctions confirmées par Humbert-Droz.

¹⁸ Cf. doc. 163; Christiano Linhares est substitué peu de temps après, *A Batalha*, 22.8.1923; un deuxième membre du Comité ne semble pas avoir effectué ses responsabilités (Cf. doc. 175).

¹⁹ S.P.I.C. = Secção Portuguesa da Internacional Comunista/ Section Portugaise de L'Internationale Communiste). Cf. *A Internacional*, no. 4, 5.12.1923; A. Vieira Bastos étant signalé comme n'étant pas entré dans ses fonctions.

²⁰ Cf. *O Comunista*, no 44, 22.11.1925. Il n'existe aucune référence à d'autres remaniements des corps dirigeants, qui pourtant semblent très probables en conséquence des décisions de l'I.C. du mois de janvier 1925 et de l'éviction progressive de J.C. Rates (Cf. pp. 537-538, note 11). Ainsi nous trouvons Ferreira Quartel à la tête du parti à partir de l'été de 1925.

²¹ Il n'existe aucune référence digne de confiance sur ce C.C. dont on sait néanmoins qu' il fut élu. Très probablement il n' a jamais fonctionné en tant que tel en conséquence du coup d'état militaire victorieux du 28 mai 1926. C'est à partir de 1927 en particulier que les arrestations et emprisonnements se succèdent menant très probablement à une dégradation totale du parti et de ces organes dirigeants, renforcée par de fréquents voyages de quelques dirigeants à Moscou. J. de Sousa est mentionné comme étant délégué du C.C. dans *Bandeira Vermelha* (no. 11, 22.8.1926); en commun avec ce dernier, Silvino Ferreira est donné comme étant chargé provisoirement de la direction du parti en 1927 par F. Guerreiro, (*A História*, p. 19); A. Machado est donné comme étant membre du C.C. par P. Soares, (Bento Gonçalves, p. 24); B. Gonçalves, (*Palavras necessárias. Elementos*, p. 112), pourtant affirme qu' à cette époque, il n'était pas encore membre du parti. D'après Manuel Pilar, nous le retrouvons avec ce dernier et Dinis membre du C.C. en 1927/28.

²² Selon le dénombrement des Congrès effectué par le P.C.P. lui-même jusque dans les années 60 étant donné que l'histoire "officielle" du parti ne commençait qu' en 1929 - le Congrès de 1943 était traité comme étant le I^{er} Congrès. Ce n'est que très tardivement que le système de comptage officiel prenait en considération les deux premiers Congrès du parti adaptant pour le Congrès de 1943 la désignation 'I^{er} Congrès illégal' et ainsi de suite.

NOTES

162

¹ Le II^e Congrès du Parti communiste espagnol a commencé le 8 Juillet 1923 à Madrid. A côté de Humbert-Droz, représentant du Comité exécutif de l'I.C., participait aussi Jacques Doriot, représentant du P.C.F. Cf. G. H. Meaker, *The Revolutionary Left*, pp. 466 et suiv.

² Il s'agit du premier congrès du Parti communiste espagnol (P.C.E.), qui eut lieu en mars 1922. Cf. G. H. Meaker, *The Revolutionary Left*, p. 432.

³ Voir document 67 du premier tome de cet ouvrage, pp. 247 et suiv., "J. Humbert-Droz au Secrétariat de l'Internationale Communiste", du 6. 7. 1922. Dès à présent, nous nous référerons à cet ouvrage de cette façon: AHD I.

⁴ Le congrès de l'U.G.T. de novembre 1922 a exclu la minorité communiste, environ 15.000 membres. Cf. G. H. Meaker, *The Revolutionary Left*, p. 455.

⁵ Durant les années 1917-1923, la C.N.T. a mis en oeuvre des actions terroristes pour combattre les patrons et leurs syndicats "jaunes", les *sindicatos libres*. Elle disposait pour cela d'une organisation spéciale, les *grupos de delegados especiales*. Cf. Meaker, *The Revolutionary Left*, p. 505: "The number of 'social crimes' committed both by the workers and their opponents in 1917-21 was distributed among Spanish major cities as follows: Barcelona 809, Bilbao 152, Valencia 151, Zaragoza 129, Sevilla 104 . . . The total killed in Barcelona (1917-21) was 255, with 733 wounded."

⁶ Pendant le congrès de l'U.G.T. en novembre 1922, ont eu lieu des luttes entre le service d'ordre syndical et les délégations communistes qui gênaient le discours du représentant de la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam. Durant les heurts, un membre du service d'ordre a été tué. Un délégué communiste a été accusé par la direction syndicale, mais rien ne pouvait être prouvé. Cf. G. H. Meaker, *The Revolutionary Left*, p. 454.

⁷ De l'annexion d'une partie du territoire marocain par l'Espagne en 1902, résulte un combat d'indépendance. En juillet 1921, l'armée espagnole subit une sévère défaite. La détermination de la responsabilité était une des exigences principales des différents groupes d'opposition. Après les élections d'avril 1923, ayant vaincu l'association de différents groupes libéraux grâce à un programme de réforme, et parvenus à la formation du gouvernement García Prieto, les Cortes décidèrent la mise en place d'un comité d'enquête. Telle était la situation qui conduisit en septembre 1923 à la montée de la dictature de Primo de Rivera. Cf. R. Carr, *Spain*, pp. 516 et suiv.

⁸ Cf. la résolution sur la question espagnole: "Die Kommunistische Partei muß in sämtlichen Gewerkschaftsorganisationen eine intensive und methodische Propaganda für die Einheit der Gewerkschaftsbewegung in Spanien einleiten . . . Wenn Gewerkschaften oder kommunistische Gruppen aus den reformistischen Gewerkschaften

ausgeschlossen werden, müssen es die Kommunisten vermeiden, den Wünschen der Amsterdamer Anhänger der Spaltung dadurch entgegenzukommen, daß sie aus Solidarität austreten. Im Gegenteil, sie müssen ihre Solidarität mit den Ausgeschlossenen dadurch manifestieren, daß sie in der Allgemeinen Union verbleiben und dort energisch für die Wiederaufnahme der Ausgeschlossenen kämpfen." (Protokoll des Vierten Kongresses, II, p. 887).

⁹ Le 'Partido Comunista de España' prit naissance en novembre 1921 lors de la fusion du 'Partido Comunista Español' avec le 'Partido Comunista Obrero de España'. Les deux partis sont nés d'une scission avec le Parti socialiste. Au sujet des différences entre les deux partis et la fusion voir: AHD I, docs. 39 et 43, pp. 92 et suiv. et 113 et suiv.

¹⁰ Lors de la séance du Comité exécutif élargi en février-mars 1922, le représentant espagnol a par exemple appuyé l'opposition des partis communistes italien et français contre la politique de front unique. Cf. AHD I, p. XXVII.

¹¹ Après la fusion de Novembre 1921, une tendance d'extrême-gauche est née d'une partie de l'ancien 'Partido Comunista Español' dont la base était à Madrid. Son principal point d'attaque visait surtout la décision du comité central en ce qui concernait la participation aux élections communales. En avril 1922, Humbert-Droz se rendit lui-même en Espagne, pour régler ce conflit, mais une reprise d'activités de l'opposition survint les mois suivants avant le II^e congrès du parti. Cf. AHD I, docs. 51 et 52, pp. 162 et suiv.; G. H. Meaker, *The Revolutionary Left*, p. 464.

¹² Voir AHD I, docs. 51 et 52, pp. 162 et suiv.

¹³ Hilario Arlandis (1888-1939), chef de la C.N.T. à Valence. Aux côtés de Joaquín Maurín et Andrés Nin, un des chefs de la minorité procommuniste dans la C.N.T., avec laquelle il se lia au P.C.E. Tout d'abord, il était partisan de Maurín lors des affrontements du communisme espagnol, puis il se sépara de ce groupe, pour se rallier de nouveau en 1932 au P.C.E. Cf. L. Trotsky, *La révolution espagnole*, p. 756.

¹⁴ Oscar Pérez Solís. Cf. AHD I, p. 96.

¹⁵ Virginia González, cf. AHD I, p. 118. Virginia González a été arrêtée avec un autre groupe de dirigeants lors du congrès de la U.G.T. (1922), lorsqu'un socialiste fut assassiné. Cf. note 5.

¹⁶ Joaquín Maurín Juliá (1896-1973). Professeur; membre de la C.N.T. à Lérida, un des chefs de l'aile procommuniste de la C.N.T. Membre de la délégation de la C.N.T. au troisième congrès mondial de l'I.C. et au congrès de fondation de l'I.S.R. en 1921. Après son retour de Moscou, il fut secrétaire du Comité National de la C.N.T. jusqu'en 1922. Il a fondé les 'Comités Sindicalistas Revolucionarios' en tant que tendance communiste dans la C.N.T. Pendant la dictature de Primo de Rivera, il passa plusieurs années en prison. Après son expulsion du P.C.E., il fonda en 1931 le 'Bloque Obrero y Campesino', qui en 1935 fusionna avec un groupe de tendance trotskyste pour former le P.O.U.M. Député du P.O.U.M. dans les Cortes en 1936. Sur le territoire nationaliste pendant la guerre civile, il fut arrêté; en 1946, amnistié. Il émigra aux États-Unis en 1947. Cf. V. Alba, *El marxisme*, IV.

¹⁷ Salvador Seguí Rubinat, nommé 'El noi de sucre', (1887-1923). Dirigeant de la C.N.T., représentant du courant syndicaliste et partisan de l'unité d'action avec l'U.G.T. Il s'opposa à la tactique du terrorisme anarchiste et garda de bons contacts avec des politiciens républicains et catalanistes. Seguí fut assassiné le 10 mars 1923, probablement par des terroristes des syndicats libres jaunes. Cf. M. Cruells, *Salvador Seguí*.

¹⁸ La constitution du Comité central donné dans AHD I, p. 641, basée sur un ouvrage franquiste, est différente de celle faite par Meaker, qui l'a tiré de l'organe central du

P.C.E.: "Secretary general, César González; secretary for international affairs, José Baena; secretary for the interior, Luis Portela; administrative secretary, Joaquín Ramos; secretary of agriculture, Feliciano Alonso; syndical secretary, Ramón Lamonedá; secretary for women, María Mayorga; vocales, Juan Andrade, Vicente Arroyo, José Rojas, Torralba Beci, Vicente Calzada, Gonzalo Sanz, Carlos Romero, José Barón." (G. H. Meaker, *The Revolutionary Left*, p. 534, d'après *La Antorcha* du 27. 7. 1923).

¹⁹ Voir AHD I, p. 118.

²⁰ Cf. la résolution sur la question espagnole: "Bei diesem Bestreben, das Vertrauen der anarcho-syndikalistischen Elemente zu gewinnen, muß es die Kommunistische Partei jedoch vermeiden, ihrer, durch die Erfahrung des spanischen Proletariats selbst widerlegten Ideologie prinzipielle und taktische Konzessionen zu machen . . . Die spanische Partei muß den Anarcho-Syndikalisten ganz besonders die revolutionäre Taktik des Parlamentarismus, wie sie der 2. Weltkongreß definiert hat, klarlegen und begrifflich machen." (Protokoll des Vierten Kongresses, II, p. 887).

²¹ Voir AHD I, p. 96, note 6.

163

¹ Sur l'histoire du mouvement communiste au Portugal en général et les débuts du P.C.P., fondé de toute apparence sans intervention de l'I.C., après l'institution d'une 'Comissão Provisória' au mois de décembre 1920, lors d'une séance constitutive (20 février au 6 mars 1921) qui, après avoir approuvé les 'Bases Orgánicas' élit les premiers corps dirigeants (cf. *A Batalha*, 12.2.; 14.2.; 21.2.; 1.3.; 2.3.; 7.3.; 15.3.; 16.3. 1921. Quelques notes bibliographiques voir Introduction pp. XXII). Au moment du IV^e congrès de l'I.C. (5.11.-5.12.1922), le P.C.P. compte officiellement 2.900 membres dont 1.702 cotisants (Protokoll des Vierten Kongresses, I, p. 366); cf. Tätigkeitsbericht der Exekutive der K.I., 15. 12. 1922-15. 5. 1923, Moscou 1923 p. 56 qui parle de 12 sections avec 3000 membres, chiffres certainement exagérés, étant donné que lors de son premier congrès en 1923 le parti compte quelques 500 membres (cf. doc. 194 et notes).

² Le I^{er} congrès, prévu pour mai 1923, renvoyé à octobre eut finalement lieu en novembre 1923 (cf. AHD I, doc. 156, p. 476 et t. II, docs. 179, 182, 185). Sur une première période d'existence du P.C.P. qui dura de la fondation en 1921 jusqu'à la fin de l'année 1922, pendant laquelle le parti ne reposait ni sur une base organiquement centralisée, ni sur une cohérence doctrinale, voir plus précis: Introduction pp. XXII et suiv. Son organisation prenait pour modèle les divers groupements d'affinité anarchiste doublé de l'influence des structures des partis républicains bourgeois comme les deux conceptions connues jusqu'alors au Portugal. Dirigé à partir de mars 1921 par une 'Junta Nacional' intégrant un 'Conselho Geral de Educação e de Propaganda' et un 'Conselho Económico' il était structuré sur des bases fédéralistes décentralisées. Selon les 'Bases Orgánicas provisórias' publiées dans l'organe de la Confederação Geral do Trabalho (C.G.T.) dominée par l'anarcho-syndicalisme (*A Batalha*, 27. 1. 1921), le parti prônait l'"Organização dos trabalhadores sobre a triplice base da resistência política, sindical e cooperativista [...], apoio incondicional à C.G.T. [...]" plus tard modifiée de façon significative en "apoio incondicional à acção revolucionária da C.G.T." (Bases orgánicas provisórias, *O Comunista* n° 1, 16. 10. 1921), "colaboração dos técnicos, especialistas e cientistas com as classes operárias". Jusqu'en 1922, les sympathisants du P.C.P. formèrent un mouvement hétérogène ayant comme seul point d'appui commun le recours à l'exemple de la

révolution russe, impact qui dans beaucoup de cas mena à des frictions et scissions dans les organisations ouvrières existantes à tendance anarchiste, anarcho-syndicaliste et socialiste-révolutionnaire (cf. plus précisément Introduction, pp. XII et suiv.).³ Sosa; correction de Humbert-Droz dans la copie: Souza, = Henrique Caetano de Sousa (pseud. dans les journaux et revues littéraires: Henrique Rosa), (1888-1954), fonctionnaire à Lisbonne, collabore pendant les premières années de la République (1910-1926) à plusieurs centres républicains et à la Société mutualiste 'A Voz do Operário'; ses qualités d'intellectuel se manifestent par une responsabilité en tant que directeur de l'école de l'enseignement libre à Lisbonne. Collabore à la plupart des journaux ouvriers de la République (*O Socialista*, *O Combate*, *A Bandeira Vermelha*, *A Sementeira*, *O Alarme*, e.a.). Co-fondateur du P.C.P. et membre de la première 'Junta Nacional' (*A Batalha*, 7.3.1921), plus tard secrétaire général du parti (*O Comunista* n° 1, 16.10.1921) et rédacteur de *O Comunista*. D'après une biographie locale (Romeu Correia, Homens e Mulheres, pp. 50-63) il a été reçu pendant son séjour à Moscou par Lénine. Dirige la résistance contre l'ancienne garde du bolchévisme au Portugal avec l'aide de la plupart des éléments des Jeunesses (cf. les annotations suivantes). Secrétaire général du 'Partido Comunista de Portugal' [Secção da Internacional Comunista] S.I.C.), organisation fractionnelle construite sur la base d'une conférence de militants le 4 mars 1923 et dissoute deux mois après (cf. doc. 163, notes 8 et suiv.). Secrétaire général de la 'Commune' de Arroios (Comuna Karl Marx) (*A Batalha*, 30.10.1923; cf. doc. 175, note 9). Exclu au premier Congrès (cf. docs. 191 et suiv.), il réapparaît sur la scène du P.C.P. au début de l'année 1925 en tant que membre consultatif d'un Comité de Réorganisation des Jeunesses (*A Batalha*, 15.2.1925) et plus tard comme membre de la direction de la section portugaise du Secours Rouge (Socorro Vermelho Internacional (S.V.I.) (*Bandeira Vermelha*, n° 8, 20.12.1925); élément lié au processus de bolchévisation, il est très probablement réintégré pendant le II^e Congrès en mai 1926 (cf. J. C. Rates, Relatório do Secr. Geral, *O Comunista*, n° 33, 9.5.1925 et Relatório da Comissão Central ao II Congresso Partidário, *O Comunista*, n° 44, 22.11.1925). D'après *O Mundo*, (Congresso Comunista [...] 20.8.1925) prévu comme nouveau secrétaire général. Emprisonné en 1926, il échappe à la déportation entre autres parce que d'après Romeu Correio (op. cit.) il n'est pas membre du Parti. Considéré par B. Gonçalves, futur dirigeant du P.C.P. avec José de Sousa, comme "le seul révolutionnaire honnête" du parti (Palavras necessárias, pp. 47 et suiv.) et fidèle représentant de "la base ouvrière du parti", jugement qui doit être mis en cause à partir des éléments fournis par les Archives Humbert-Droz (voir: docs. 194 et suiv.)

⁴ Barreira = Josep Pires Barreira, ingénieur auxiliaire, jeune militant qui, provenant de la Jeunesse du Parti Socialiste, rejoint les Jeunesses communistes lors de leur constitution en 1921. L'organe officiel du P.S.O.P. rapporte dès 1920 des polémiques entre Barreira et César Nogueira (p. ex.) au sujet de la collaboration gouvernementale des socialistes (cf. *O Socialista*, II, n° 15, 18.3.1920). Collabore à de différents organes de presse reflétant un large courant radicalisé vers le communisme, comme *O Alarme* et *Komunist-Esperantisto* à partir de l'année 20. Avec J. de Sousa et António Monteiro membre de la première 'Junta Nacional' des Jeunesses (*A Batalha*, 30.7.1921) dont il devient secrétaire général, remplaçant J. de Sousa au début de l'année 1922 (cf. G. P. Quintela, Para a historia, pp. 40 et suiv., 48; C. da Fonseca, Le origini, p. 82). L'affirmation de C. Oliveira (O Primeiro Congresso, p. 36) se basant sur les propos de B. Gonçalves (Palavras necessárias, p. 52), selon laquelle il appartient avec C. de Sousa aux fondateurs des partisans de l'I.S.V. est - au moins dans son caractère absolu - fort douteuse. Se range derrière Caetano de Sousa en faisant

partie du C.C. du P.C.P. (S.I.C.) (*A Batalha*, 6.3.1923). Reste à la direction des Jeunesses après une tentative de réconciliation en juillet 1923 (Luis J. de Abreu, *Para a historia*). Elu comme homme de Sousa dans le Comité provisoire institué par Humbert-Droz (cf. notes suivantes). Caractérisé par Humbert-Droz de "bon garçon très faible" (docs. 193 et suiv.), il est mêlé à une affaire de diffamation contre J. C. Rates (aussi doc. 175, notes, et doc. 176, note 3) dont la cause est vraisemblablement une note publiée par *A Batalha* "tratando J. C. Rates, A. Peixe, J. Nascimento Cunha, et J. M. Gonçalves de 'vendidos à burguesia'" (*A Batalha*, 4. 9. 1923) accusation qu'il rétracte plus tard (cf. doc. 176 note 3). Suspendu au Premier Congrès pendant six mois (cf. doc. 192, et note 1), il est signataire de la note de protestation des jeunesses contre cette mesure (cf. doc. 191). Il n'y a que peu de références postérieures. Ainsi en 1930 il réapparaît en tant que souscripteur de *O Proletário*, organe du P.C.P. (id. no. 32, 19.7.1930).

⁵ Il semble en effet que Pires Barreira et Caetano de Sousa écrivirent de Moscou aux Jeunesses (probablement à José de Sousa) ce que laisse entrevoir le ton d'un article écrit par ce dernier dans *O Jovem Comunista*: "O.P.C.P. sofre muito especialmente da precipitação com que foi constituído e ainda não definiu claramente "o que queria" e "como queria", do que resulta que, apesar de ter um número razoável de filiados, muito poucos são comunistas de facto" (Problemas doutrinários; *Ser Comunista, O Jovem Comunista* n° 3, 11.1.1923). Il conteste l'intention des affiliés de préparer un congrès sans l'accord de l'I.C. et s'engage à procéder à une épuration du parti et revendique la fidélité aux motions du IV^e congrès mondial de l'I.C. pour le P.C.P. en affirmant: "Pela unidade do P.C. abrirei luta com a minha secção. Pela unidade internacional do Comunismo abrirei luta com o P.C.P. se tanto for preciso" (ibid.). Il s'oppose à l'idée selon laquelle une acceptation des décisions de l'I.C. pourrait signifier "o esmagamento de toda a liberdade individual"; selon lui les "creaturas que julgavam fazer o P.C.P. parte das suas vaidades pessoais" devaient se retirer. L'article cité révèle l'existence de conflits au sein du parti avant le départ de la délégation pour Moscou. La question de la démocratie interne dans le P.C.P. s'avérerait être la cause de ce conflit (Sur le développement des Jeunesses Communistes voir aussi docs. 191, 200 et 201 note 2).

⁶ La crise du P.C.P. éclate effectivement après le retour de Moscou de Caetano de Sousa (le 27 décembre; Correia, Romeu, Homens e mulheres pp. 50 et suiv.) et Pires Barreira (en janvier). Le premier avait été intégré à la fin de 21 ou début 22 à la direction du parti en tant que secrétaire politique. Début janvier, le Comité Exécutif décide - avant le retour des délégués - la constitution d'une "Comissão Reorganizadora" composée de José Maria Gonçalves, J. C. Rates, Sebastião Eugénio et José de Jesus Gabriel (*A Batalha*, 11.1.1923). César Nogueira, qui à l'époque n'était plus membre du P.S., sans pourtant être, d'après son propre témoignage (id., *Notas para a historia*, t. II, pp. 78 et suiv.) déjà membre du parti est indiqué comme étant membre de la Commission le 11.1., ce qui est rectifié le lendemain en faveur de Caetano de Sousa (*A Batalha*, 11 et 12.1.1923). Les tâches de la Commission, dont font partie des militants historiques de premier ordre du mouvement ouvrier portugais sont définies comme suit: "1. Assumir as funções deste Comité; 2. depurar o partido fazendo renovar as afiliações sobre a base da aceitação pura e simples das 21 condições que voltam a vigorar inteiramente após o ultimo Congresso Mundial Comunista; 3. elaborar um programa e regulamentos gerais do Partido com que levará à aprovação de uma conferência de militantes comunistas; 4. encetar os trabalhos necessários para a breve realização do primeiro congresso nacional comunista." (*A Batalha*, ibid.). La résolution reflétait un consensus dans la mesure où elle a été approuvée immé-

diatement par la J.N.d.J.C. et par la Commission Administrative du P.C.P. étant interprétée comme un nouveau 'souffle de vie' (*A Batalha*, 12.1.1923).

⁷ Avec le retour de C. de Sousa, l'ancien Comité Exécutif fut dissout après avoir approuvé le rapport du délégué en faveur d'une 'Comission pour la réorganisation du parti' "com todas as atribuições que até agora competiam ao Comité Executivo e ainda com plenos poderes para proceder à reorganização do Partido sob' a base da disciplina da I.C." (*A Batalha*, 16.1.1923). Cette dernière annonce la prochaine sortie de l'organe officiel et la convocation d'une conférence communiste pour le 1^{er} mai (*A Batalha*, 18.1.1923). Jusqu'à ce moment, il semble que l'unité du parti autour des conceptions de C. de Sousa ait été préservée. La première allusion à des luttes internes est mentionnée par *A Batalha* le 29 janvier, faisant état d'une discussion engagée à la suite d'une interview donnée à la presse 'bourgeoise' par C. de Sousa le 24, à la suite de laquelle il présente sa démission étant remplacé par César Nogueira (*A Batalha* 25.1.1923). En même temps, le 'Centro Comunista de Lisboa', future pointe de l'opposition contre C. de Sousa, annonce l'entrée de 86 nouveaux membres, critique les déclarations publiques et le refus de la C.G.T. d'une offre de front unique pour une campagne menée contre l'occupation de la Ruhr (*A Batalha* 26.1.1923 et 27.1.1923). Début février, après avoir voté une résolution sur 'l'interprétation de la doctrine communiste de la part du P.C.P.', la Junta Nacional des Jeunesses Communistes en commun avec le 'Núcleo' des J. C. de Lisbonne commencent à mettre sur pied une série de Conférences, dont la première sur "As organizações comunistas perante a Internacional" (J.P. Barreira) (*A Batalha*, 16.2.1923) et la deuxième sur "A organização partidária interna: As 21 condições e a disciplina comunista" (J.C. de Sousa) (*A Batalha*, 21.2.1923). Lors d'une assemblée locale des J.C. de Lisbonne, le représentant de la J.N.d.J.C. parle d'activités entamés par les Jeunesses 'a bem da interpretação integral dos principios comunistas.' (*A Batalha*, 25.2.1923). Une série parallèle de conférences est organisée par le 'Centro Comunista de Lisboa' accompagnées de la lecture des actes du IV^e congrès mondial. Les Jeunesses expulsées du siège du centre réagirent en expulsant à leur tour Carlos d'Araujo qui venait de tenir une conférence sur "le Congrès de l'I.C. et ses résolutions" (*A Batalha*, 21.2.1923; 25.2.1923).

⁸ La conférence est annoncée avec deux jours d'avance pour le 4 mars 1923. Des intentions fractionnelles ressortent déjà de la convocation qui parle d'invitations particulières et réaffirme la fonction de la jeunesse comme celle d'"avant-garde du mouvement communiste portugais", de "gardiens des principes organiques de l'Internationale" et de "force unificatrice du communisme au Portugal sur la base des 21 conditions" (*A Batalha*, 2.3.1923; pour le texte intégral voir annexe, no. 8). A la conférence pendant laquelle C. de Sousa lut un rapport d'activité en tant que délégué au IV^e congrès, fut élu un 'Comité Central' composé de C. de Sousa, J.P. Barreira, Aníbal de Vasconcelos, (qui démissionne peu de temps après), José de Sousa (secrétaire général) et António Monteiro (*A Batalha* 6.3.1923). Y étaient présents 57 militants dont 2 seulement manifestèrent leur opposition en quittant la salle (*A Batalha* 11.4.1923). C'est ainsi que B. Gonçalves, futur dirigeant du parti à partir de 1929, put évoquer un 'ambiente de franca cordialidade' (Palavras necessárias, pp. 60 et suiv.) J. da Silva (Memórias I, pp. 149 et suiv.), futur dirigeant du parti à Porto, partage par contre l'opinion de Humbert-Droz en parlant d'une réunion d'"éléments discordants des deux villes [Lisbonne/Porto]", en assurant en même temps prématurément que "já a I.C. estava ao par das ameaças de cisão" (cf. J. Quintela, Para a história, pp. 50 et suiv.). A ce propos, une des rares sources directes sous la forme d'un journal proche des positions de C. de Sousa – qui se vante

d'avoir été le seul présent à la conférence – rapporte que les documents approuvés à l'unanimité étaient “rigorosamente alicercadas nas deliberações do IV congresso da I.C.”, destinés à enlever du parti “todo o aspecto d'um núcleo de agrupações um tanto híbridas que tal era até essa data o da constituição desses grupos” (A Conferência Nacional de Militantes Comunistas, *Germinal* n° 2, moitié avril 1923).

⁹ La Commission de Réorganisation accepte effectivement le ‘coup des jeunesses’ en transférant ses pouvoirs au nouveau C.C. (*A Batalha*, 6.3.1923). Le C.C. modifie le nom du parti en ‘Partido Comunista de Portugal (S.I.C. [Secção da Internacional Comunista])’ et prend une série de mesures de ‘réorganisation’ draconiennes : réouverture d'un nouveau registre ; réadmission des affiliés sous condition d'une acceptation inconditionnelle des résolutions prises à la conférence ; interdiction de critiques à l'extérieur du parti (*A Batalha*, 22.3.1923). Sont nommées des commissions de réinscription pour Lisbonne et Porto (Voir p. 528.).

¹⁰ Probablement la première réaction des anciens dirigeants du parti sous la forme d'une interview anonyme paraît le 31 mars dans le quotidien *Diário de Lisboa* en affirmant que le parti – vu la non-représentabilité du C.C. – “acha-se desligado da obediência ao C.C.” Le silence gardé jusqu'alors est justifié par le souci de préserver l'unité du parti. (Scisão nos comunistas, O partido não aceita o Comité Central, *Diário de Lisboa*, 31.3.1923). Trois jours après, l'ancien parti sort un communiqué au nom d'une ‘Comissão promotora da Iª Conferência Comunista’ dans lequel la réorganisation effective du parti sur la base de communes de “localités” (‘comunas de freguesias’) est enregistrée comme fait accompli, annonçant en même temps une discussion sur “a crise capitalista e a organização comunista, seus meios e fins” (*A Batalha*, 4.4.1923). Une réplique du P.C.P. (S.I.C.) met ses membres en garde contre des individus “inconscientes” et parle d'une tentative de créer un nouveau parti (*A Batalha*, 6.4.1923).

¹¹ José Carlos Rates (mort en 1945), ex-travailleur et commis dans les fabriques de conserves à Setúbal, marin, puis fonctionnaire ; d'après A. Vieira (Para a historia, p. 50 et pp. 70 et suiv.) figure “muito inteligente e estudioso” et “um dos militantes mais activos do sindicalismo português” ; premier emprisonnement vers 1903 comme objecteur de conscience ; participe au congrès syndicaliste et coopérativiste de Lisbonne en 1909, à l'occasion duquel les socialistes perdent définitivement leur hégémonie au sein du mouvement ouvrier portugais (Cf. A. Ventura, Subsídios para a historia). Secrétaire général de l'União dos Sindicatos de Setúbal où il joue un rôle actif dans les luttes des travailleurs des conserveries par suite desquelles il est emprisonné une deuxième fois. Membre du Comité Exécutif du Congrès syndicaliste de 1911, activiste mandaté en 1912-13 des tournées d'organisation et de propagande, première tentative organisée en vue de donner une impulsion à la syndicalisation des travailleurs agricoles de l'Alentejo (Cf. A. Ventura, O Sindicalismo no Alentejo). A cette époque, polémique importante avec le courant anarchiste (*A Terra Livre* et *O Anarquista*) sur la question de l'autonomie et l'auto-suffisance du syndicalisme dans laquelle il défend avec M. Ribeiro (voir : doc. 194 note 37) une position syndicaliste-révolutionnaire intermédiaire entre celle des anarchistes ‘durs’ (M. J. de Sousa, Clemente Vieira dos Santos) et celle des tendances collaborationnistes (E. Costa) (Cf. le travail de thèse de Sérgio Lopes, Idéologie, pp. 312 et suiv.) Auteur du projet de statuts de l'União Operária Nacional, qui a précédé la formation de la C.G.T. ; membre de la Commission administrative au premier Congrès ouvrier de 1914 à Tomar. Collaborateur assidu de *A Batalha* (entre autres). Au II^e Congrès National Ouvrier à Coimbra en 1919, il présente la thèse sur les ‘réformes immédiates’ qui est rejetée (cf. M. J. de Sousa, O Sindicalismo, p. 112).

Rejoint probablement pour cette raison (cf. Sergio Lopes, *Idéologie*, pp. 310 et suiv.) la F.M. P. en 1919, ce qui provoque une polémique célèbre avec Emilio Costa dans *A Batalha* où il défend la nécessité de la dictature du prolétariat (cf. *A Batalha* nos. 750 et suiv. 1921; voir son livre: *A ditadura do proletariado*, Lisbonne (éd. A Batalha) 1920; cf. J. Batista, *Surgindo vem ao longe*, pp. 34 et suiv.) Participe à partir du mois de décembre 1920 aux réunions préparatoires à la constitution d'un P.C., tout en défendant une position ambiguë quant à la nécessité de sa fondation immédiate. Membre du 'Conselho Económico' de la première 'Junta Nacional' à partir de mars 1921. Attaqué par la fraction dissidente pour 'opportunisme', exclu par le P.C.P. (S.I.C.) (cf. note 12), c'est surtout lui qui reconstruira le parti grâce à ses relations avec les cadres ouvriers des arsenaux (Os Arsenistas, *O Comunista*, 1.5.1923) en rédigeant presque tout seul l'organe *O Comunista* (II^e série) (cf. J. Silva, *Mémorias I*, p. 147). Auteur de la majorité des thèses présentées au premier Congrès, il se rend en qualité de secrétaire général nouvellement élu à Moscou au mois d'août 1924 (cf. doc. 277). Premiers indices d'un éloignement à partir de la décision de l'I.C. de réintégration des exclus au premier Congrès (cf. *Actas do Executivo, O Comunista*, no. 27, 14.2.1925; voir Appendice no. 14); remplacé comme rédacteur principal de *O Comunista* à partir de mai (officiellement août 1925) (cf. *O Comunista*, no. 34, 23.5.1925 et no. 37, 1.8.1925) officiellement en raison d'une opération chirurgicale. A partir d'une conférence régionale sur la politique municipale du parti projetée pour juin, qui devait ouvrir le processus de bolchévisation, son nom ne figure plus parmi ceux des dirigeants (*O Comunista*, 11.4., 9.5. et 25.10.1925). Sur le sort postérieur de Rates voir: Introduction, pp. XXIV.

¹² Le C.C. réagit à l'interview du *Diário de Lisboa* en excluant ses présumés auteurs en accusant un bon nombre des membres fondateurs du parti, "d'être vendus à la bourgeoisie", notamment António Manuel Peixe, José Maria Gonçalves, João Nascimento Cunha, José C. Rates (*A Batalha*, 7.4. 1923; cf. *Diário de Lisboa*, 7.7. 1923). C'est cette réaction qui fit tache d'huile; d'un côté se succédaient les déclarations de solidarité avec les exclus, surtout émises par le 'Centro Comunista de Lisboa' (*A Batalha*, 7.4.; 8.4.; 11.4.; 12.4.1923), d'un autre côté une série d'expulsions était prononcée contre A. Teixeira Danton, Arturo Vieira Bastos, Bernardino dos Santos, Carlos d'Araújo, Ernesto Bonifácio, Gracia Ramos, José de Jesus Gabriel, Manuel Ferreira Quartel, entre autres qui avaient participé à la conférence du 4 mars (*A Batalha*, 11.4.1923). La majorité du parti s'alignait derrière la fraction des exclus; une motion de protestation porte les noms de 64 membres inscrits; une autre est émise par une 'Comissão de Jovens Comunistas dissidentes' (*A Batalha*, 8.4., 11.4., 12.4., 15.4.1923), une autre encore au nom de l'ancienne 'Commission fondatrice' du parti (*A Batalha*, 11.4.1923). Le P.C.P. (S.I.C.) était ainsi réduit à 187 membres figurant dans les nouveaux registres, appartenant en grande partie aux groupes des Jeunesses à Porto et Lisbonne (Anibal Barbosa Cardoso, Tacito Cardoso, M. F. Torres, Henrique Fernandes, e.a.) (*A Batalha*, 11.4.1923). L'organisation de Porto bien que proclamant sa neutralité, se rangeait en majorité derrière C. de Sousa; celle de Beja était sympathisante des dissidents (*A Batalha*, 28. 4., 4.5. et 16.5.1923). C'est jusqu'à la fin de mai 1923 que coexistèrent effectivement deux organisations parallèles chacune avec son 'Centre Communiste'. Celle de C. de Sousa fut progressivement réduite et finalement victime d'une rafle policière à Lisbonne (*A Batalha*, 8.5.1923) à la suite de laquelle ce dernier fut incarcéré. Une activité d'organisation ne fut entamée que par la fraction 'dissidente' qui émettait aussi un certain nombre de prises de position politiques (cf. *Diário de Lisboa*, 7.4.1923 (J. C. Rates); *A Batalha* 17.5.1923).

¹³ José de Sousa Coelho, ouvrier dans la métallurgie (J. Silva, *Memorias I*, p. 98) et plus tard gardien des dépôts de la marine; en tant que secrétaire des Jeunesses Syndicalistes (jusqu'en 1921) responsable de la scission menant à la fondation des J. C. dont il devient le premier secrétaire général (cf. G. P. Quintela, *Para a história*, pp. 41 et suiv., p. 48; J. M. de Sousa, *O Sindicalismo*, p. 127; *A Batalha*, 26. et 30.7.1921); délégué au congrès de Covilhã. En 1922, il quitte la direction des Jeunesses (*Boletim de Informação (Actividades Comunistas)* suppl. n° 11, Fasc. I, 1957 p. IV) après une dispute avec A. Monteiro sur la publication d'un organe des J.C. (B. Gonçalves, *Palavras necessárias*, p. 46) et entre dans celle du Parti. Emprisonnements successifs en 1921 et 22 (cf. *O Comunista*, n° 1, 16.10.21). Entre dans les services de la Fédération Maritime (cf. doc. 245). Lié à partir de 1923 à la fraction Caetano de Sousa, il fait partie du C.C. du P.C.P. (S.I.C.) (*A Batalha*, 6. 3. 1923). Il signe la déclaration d'auto-dissolution (*A Batalha*, 29. 5. 1923, voir Appendice no. 9). Et en septembre 1923 la déclaration de rétractation des accusations dirigées contre J.C. Rates (e.a.) (*A Batalha*, 4.9. 1923). Par contre, figure sur la liste des signataires de la déclaration de protestation des Jeunesses au I^{er} Congrès (cf. doc. 191). Quelques jours plus tard, il déclare publiquement son opposition aux décisions de l'I.C. "convencido que o P.C. vai enveredar por uma politica personalista [...]" et l'abandon du parti (*A Batalha*, 15.11.1923). Réapparaît en 1925 comme une des figures dominantes du processus de bolchévisation (cf. J. de Sousa, *Bolchevização partidária, O Comunista*, n° 31, 11.4.1925). *O Comunista*, n° 33, du 9 mai 1925: "José de Sousa Coelho reúne as condições indispensáveis para ser um bom secretário geral." Elu secrétaire général de la section portugaise du Secours Rouge (*Bandeira Vermelha*, n° 8, 20.12.1925), très probablement élu au C.C. au II^e Congrès, il est fondateur et dirigeant de la 'Commission Intersyndicale' en 1929, organisme qui développe la tactique syndicale semi-clandestine du P.C.P.; membre du C.C. réorganisé en 1929 et du Secrétariat en 1930 avec M.F. Roque et J.C. Leitão, poste qu'il occupera jusqu'à son incarcération à la prison de Angra do Heroísmo après son retour du VII^e congrès de l'I.C. à Moscou en novembre 1935. Transféré au Tarrafal avec B. Gonçalves. Exclu du parti à cause probablement de son opposition au pacte Hitler-Staline au Tarrafal; en 1946, il redevient militant du Parti Socialiste. Activités coopérativistes en commun avec António Sergio; fonde l'"Ateneo Cooperativo da Fraternidade Operária" et continue son activité "no âmbito do Partido Socialista" (cf. Ferreira, Francisco, 26 anos na União Soviética, p. 53, E. Pedro, 45 anos de luta, p. 66; F. Gouveia, Memórias de um inspector, p. 25; cf. *Boletim de Informação (actividades comunistas)*, Supl. n° 11, pp. IX et suiv.; Manuel José de Sousa, *Destacado militante socialista, Portugal socialista*, n° 139, 4.6.1975).

¹⁴ Cette décision du 27.5.1923, signée par C. de Sousa, P. Barreira, António Monteiro, Caetano Rodrigues Júnior, A. Ramos, José de Sousa au nom du P.C.P. et de la F.N.d.J.C., est officiellement justifiée par des tentatives de solution de la crise, proposées par les deux côtés. La note officielle (voir le texte intégral, Appendice no. 9) fait également état de la nécessité du combat continu contre les éléments sociaux-démocrates et anarchistes persistants du parti comme condition d'une solution définitive (Nota oficiosa, *A Batalha*, 29.5.1923).

¹⁵ Pourtant, le 21 juin, *A Batalha* publie une note commune du P.C.P. (S.I.C.) (!) et de la J.N.J.C. qui dément une auto-dissolution en constatant que "a nota oficiosa anterior de suspensão de actividades não significava a dissolução", elle proteste contre "um pretensão P.C. em considerar-se secção portuguesa da I.C." mettant en doute sa légitimité. La note laisse sousentendre l'existence d'une correspondance avec l'I.C. (*A Batalha*, 21.6.1923).

¹⁶ Le premier numéro de *O Comunista* (II^e série, Red. principal J. Carlos Rates; Ed. José Rodrigues), paraît en mai 1923, avec le sous-titre 'órgão do P.C.P. (S.P.I.C.)'. Le tirage moyen sera de 3000 exemplaires (*O Comunista*, no. 36).

¹⁷ L'activité de reconstruction est couronnée d'un premier succès par l'adhésion d'un groupe de militants ouvriers syndicalistes des Arsenaux "par sympathie" pour J.C. Rates, d'après *O Comunista*. C'est à partir de là que les arsenaux deviennent la place forte du mouvement communiste au Portugal (*O Comunista*, n° 1, mai 1923. cf. docs. 209 et 245).

¹⁸ Des allusions faites par les deux partis laissent présumer que l'I.C. est intervenue une première fois en avril-mai. Une note du 'Centro Comunista de Lisboa', publiée le 21 mai, fait référence à une communication du 'delegado partidário em Paris' [Perfeito de Carvalho?], à l'envoi d'un rapport à l'I.C. et l'I.S.R. et à un questionnaire envoyé par l'I.C. et l'I.S.R., demandant des précisions 'acerca da marcha da organização revolucionária portuguesa' (*A Batalha*, 21.4.). Une correspondance avec l'Internationale semble avoir été maintenue des deux côtés; ainsi le C.C. (Sousa) affirme sa volonté de répondre positivement à l'invitation reçue de participer à une session du C.E. de l'I.C. (*A Batalha*, 3.4.1922; cf. *ibid.*, 27.4., 21.6., 25.6.1923) assistance qui n'a pas lieu. C'est en effet du 12 au 23 juin que tint lieu à Moscou une conférence de l'Exécutif élargi du C.E. de l'I.C. (III^e plénum), dont le Bulletin du 13 juin constate que le(s) délégué(s) portugais (e.a.) n'étaient pas encore arrivé(s) (*Bulletin der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale*, n° 5, 13.6.1923, p. 1).

¹⁹ Une note du 21 juin, émise au nom de 'jovens dissidentes da acção desenvolvida nestes ultimos tempos pela J.N.d.J.C.' (cf. la note signée par Manuel d'Abreu Vieira, Manuel Rodrigues, Manuel Guilherme de Almeida, Acácio Cabral [...], *A Batalha*, 15.4.1923) parle de réorganisation et d'envoyer un rapport à l'I.C.J. "tendo em vista a correspondência internacional recibida" (*O Comunista* n° 3, 25.6.1923). Contrairement à ce que laisse supposer la note d'auto-dissolution de l'ancien C.C., ce dernier se manifeste encore le 21 juin, à l'occasion d'un communiqué sorti par la fraction Rates signé pour la première fois P.C.P.(S.P.I.C.) (*A Batalha*, 15.6.1923), mettant en cause sa légitimité étant donné que l'I.C. ne s'était pas encore prononcée (*A Batalha*, 21.6.1923). Après cette déclaration, le groupe Rates mène au niveau des jeunesses une tentative de reconstruction dont faisaient preuve plusieurs notes signées au nom d'une 'Comissão Organizadora da Federação das J.C.' qui mentionnaient la reconstruction de quelques "núcleos" (Lisbonne, Beato e Olivais); d'après les sources disponibles, une telle activité n'est pas vérifiable (cf. *A Batalha* 11.7., 14.7., 27.7., 29.7., 1.9. 1923).

²⁰ Pour la date du congrès voir: doc. 163, note 2.

²¹ = J. Carlos Rates.

²² Correction de Humbert-Droz dans la copie: Harcimento Cunha = João Luiz do Nascimento Cunha, fonctionnaire à Lisbonne. Provenant du mouvement anarcho-syndicaliste, il paraît très tôt (à partir de 1910) lié au mouvement républicain; lié aux 'Abrilistas' et, probablement pour cette raison, il devient fonctionnaire sous la dictature de Sidónio Pais (1917-18) (B. Gonçalves, *Palavras necessárias*, p. 42); Membre fondateur de la F.M.P. et du P.C.P. en étant présent aux sessions constitutives sans faire partie des organes dirigeants, probablement par mesure tactique, ses bonnes relations avec le mouvement républicain se concrétisent par sa collaboration à un putsch organisé par le Partido Radical en 1921 (cf. *ibid.*). En 1921, ses articles dans *A Batalha* donnent lieu à une première polémique au sujet de la dictature du prolétariat. Rédacteur de *A Bandeira Vermelha* et dirigeant de l'"Associação dos em-

pregados do Estado” il devient membre de la ‘Junta Nacional’ à partir d’environ octobre 1921. D’après une publication corporatiste, il reçoit une invitation personnelle de Lénine pour le IV^e congrès mondial mais refusa de s’y rendre (cf. *Boletim de Informação*, suppl. 11, Fasc. I, p. IV). Homme de confiance’ du P.C.P. au sein du parti radical à partir de 1923; exclu parce que trop ‘confiant’ (cf. doc. 299), il garde le statut de ‘revolucionário profissional’ – expression de la tradition jacobine vivante du républicanisme portugais – durant la période finale de la République.

²³ Cf. note 27 = Cristiano Linhares, sur lequel il n’existe pratiquement pas de références. Sa nomination à la Commission Centrale provisoire reste éphémère, il fut remplacé au mois d’août par José Rodrigues “por motivos imperiosos” (*A Batalha*, 22.8.1923); très probablement un homme de ‘Rates’.

²⁴ = Augusto Teles Utra Machado, très probablement partisan de la fraction Rates; fonctionnaire; délégué au premier Congrès par la Commune ‘Karl Liebknecht’ [Centre de Lisbonne] (*A Batalha*, 13.9.1923); une des rares références postérieures le désigne en tant que membre de la “fracção comunista da Caixa Económica Operária” en 1925 (*O Comunista*, n° 38, 15.8.1925).

²⁵ Cf. note 27; Alfredo Monteiro (mourut le 8 juillet 1957), cordonnier; un des militants les plus remarquables de l’ancien ‘Sindicato dos manipuladores de Calçado’; ami personnel de Manuel Ribeiro; appartenant probablement à la fraction Rates; militant de la minorité syndicale en 1923, il reste membre du parti et de la Fédération communale de Lisbonne en 1924. Après 1926 (probablement hors du parti) activiste dans la ‘Cooperativa Caixa Económica operária’ et l’“Associação dos Inquilinos de Lisboa” dont il fait partie de la direction (cf. A. Vieira, *Figuras gradas*, pp. 103–112) (ne pas confondre avec Alberto respectivement António Monteiro; voir à ce propos doc. 191, note 8).

²⁶ Abel Pereira, membre du Comité Confédéral de la C.G.T. en 1921; en tant que tel, élu avec J. Pedro dos Santos membre de la Commission au Congrès de Covilhã devant examiner les documents de l’I.S.R. (*A Batalha*, 25.1.1922); ouvrier des arsenaux de la marine, un des pionniers du communisme dans cette branche; adhère en 1922 à la minorité syndicale et (probablement en 1923) au P.C.P.; homme de confiance de Rates; orateur lors de plusieurs conférences communes avec le P.S. en 1924 (*O Protesto*, n° 77–80, 20.1.–3.2.1924; cf. n° 78, 27.1.1924). Délégué au I^{er} Congrès par la Commune ‘Engels’ de Lisbonne (*A Batalha*, 18.10.1923). Quelques références prouvent une continuité de son militantisme pendant l’année 1925 lorsqu’il apparaît comme orateur de quelques conférences (cf., *A Internacional*, no. 36, 21.3.; no. 42, 27.6.1925).

²⁷ = Josep Pires Barreira; dans la copie dactylographiée, Humbert-Droz a rayé les noms de Bernardino Santos (= Bernardino dos Santos), José d’Almeida et de Caetano de Sousa remplacés par ceux de Cristiano Linhares, Alfredo Monteiro et de Josep Pires Barreira respectivement.

²⁸ Voir les textes fondamentaux: O programa de Acção do P.C. et Organização comunista: Meios e fins, *O Comunista*, n° 1–n° 4, mai 1923–25.6.1923 (cf. doc. 182 et 183).

²⁹ Une mesure de sécurité contre une tradition particulière de la J.C., se servant fréquemment d’actions de type terroriste (voir à ce sujet doc. 167).

³⁰ C’est en effet par une déclaration publique du 31 août, signée par G. de Sousa, Pires Barreira, António Monteiro et J. de Sousa que les accusations contre les anciens dirigeants sont rétractées: “Agora que após a Intervenção da Internacional, se encontra reconstruída a unidade no nosso partido (...)” (Conflito partidário, *A Batalha*, 4.9.1923). Aníbal de Vasconcelos est radié pour ne pas avoir effectué la

rétractation (C.E. do P.C.P., Nota, *A Batalha*, 4.9.1923).

³¹ Le passage du programme d'action du P.C.P. à ce sujet, publié en juin 1923: "[O.P.C.P.] [...] declara a sua incompatibilidade com as mais disfarçadas formas de colaboração com instituições burguesas, tais como a Maçonaria, etc." (*O Comunista*, n° 3, 25.6.1923). Sur les décisions de l'I.C. concernant la franc-maçonnerie et le P.C.F. voir: A.H.D. I, Appendice, texte 20, en partic. pp. 612 et suiv.).

164

¹ Cf. doc. 163, note*.

² António Carlos B. de Araújo; ouvrier des arsenaux de l'armée à Lisbonne (n'étant pas ouvrier peaussier: cf. Quintela, *Para a historia*, pp. 42 et suiv.); en 1920, membre de l'"União Sindical Operária de Lisboa." Son syndicat rejoint le P.C.P. dont il est membre fondateur sans appartenir à la direction; expulsé comme délégué officiel de l'U.S.O. [Union Syndicale de Lisbonne] en 1921-22 pour ses sympathies pour le P.C.P. (*A Batalha*, 21.7.1921 et 10.2.1922; cf. *O Comunista*, n° 7, 27.11.1922); fidèle à la fraction Rates, il est exclu par la fraction C. de Sousa en 1923 (*A Batalha*, 11.4.1923). Présent au I^{er} Congrès en qualité de délégué de la Commune 'Delescluse' (*A Batalha*, 7.10.1923); participe activement à plusieurs conférences organisées en commun par le P.C.P. et le P.S. en 1923/24 (*O Protesto*, n° 77-80, 20.1.-3.2.1924); élu à la direction du parti (Commission de Propagande) en novembre (*A Batalha*, 21.11.1923), il devient en 1924 membre de la Commission Politique du P.C.P. et de la "Federação Comunal de Lisboa" de laquelle il démissionne avec Arnaldo Martins en août de la même année (*A Internacional*, n° 20, 9.8.1924); passe en 1925 au parti de la "Esquerda Democrática" (D. de Carvalho, *Os Sindicatos*, p. 235); radié en 1925 en commun avec J. Nascimento Cunha (J.C. Rates, *Relatório do Secretário Geral O Comunista*, n° 33, 9.5.1925) il parlait à cette époque d'écrire ses mémoires (*O Mundo*, 12.11.1925). Après le putsch militaire du 28 mai 1926 il adhère à l'União Nacional salazarienne tout en continuant d'occuper des fonctions dans les arsenaux (José Humberto Matias, *Entrevistas com o passado, Voz Anarquista*, n° 2, 26.2.1975).

165

¹ Pour Isosif A. Pjatnickij, responsable de l'I.C. pour la distribution des fonds aux partis étrangers voir AHD I, p. 448, note 1.

² Alfred Rosmer (voir AHD I, p. 64, note 4) avait été désigné représentant de l'I.C. au congrès du P.C.P.; remplacé par Humbert-Droz pour des raisons de santé (cf. doc. 166 et 169).

³ Le retard du transfert s'explique par la décision prise par Rosmer et Humbert-Droz au nom du Comité Exécutif de l'I.C. de suspendre les paiements à la suite des querelles internes (voir AHD I, doc. 156, p. 476).

⁴ Note manuscrite sur l'original.

166

¹ En tout ce qui concerne le mouvement syndical et l'emprise du P.C.P. pendant une première période allant jusqu'en 1923 l'enjeu majeur était la question de l'affiliation internationale de la C.G.T. qui était au fond celle de l'attitude du mouvement ouvrier portugais face à la révolution russe et au régime bolchéviste,

question au centre des discussions pendant toute l'année 1922 qui atteint son point culminant au III^e "Congresso Nacional Operário" de la C.G.T. au début d'octobre 1922. Une motion de la commission d'organisation y défendit l'adhésion à l'I.S.R. en la justifiant par la nécessité de la création d'un seul "organismo internacional sindical de acção revolucionária": "3^a A C.G.T., em nome da O.S.S. em Portugal, adere em princípio à I.S.V." "4^a Esta adesão sera tornada efectiva, após o próximo congresso da I.S.V., se, como é de esperar, fôr suprimida a resolução 11 ou alternada de modo que fique salvaguardada a nossa autonomia, a nossa independência de qualquer partido ou agrupamento político e respeitada a nossa maneira de ser." (3^o Congresso Nacional operário, Tese sobre relações internacionais, *A Batalha*, n^{os} 1169-1171, 17.-20.9.1922). En ce qui concerne les relations avec l'I.S.R., ce fut Perfeito de Carvalho qui, à la suite d'une invitation de la C.N.T. espagnole, fut envoyé comme délégué officiel de la C.G.T. à son congrès constitutif. Bien qu'y arrivant trop tard, il en revint partisan fervent de l'I.S.R. On le dit mandaté par Moscou. Son mandat portugais lui fut retiré: "A sua estadia em Portugal não representa propriamente o fim da sua missão. A função do que o encargará o Comité da Internacional Sindical fizer-o passar por Portugal, devendo ainda abandonar o pais e dar conta do seu mandato." (A C.G.T. portuguesa e as relações internacionais (Sessão do Conselho Confederal, 9.11.1921), *A Batalha* n^o 974, 24.1.1922). Les documents rapportés de Moscou furent vérifiés par une commission constituée à ce propos (id. Sessão do 11.11.1921, *A Batalha* n^o 975, 25.1.1922). Toute cette affaire autour de P. de Carvalho, qui après un 2^e séjour à Moscou, (Carlos de J.M. de Sousa, A União Sindical italiana, dans: id., *A Batalha*, n^o 1159, 10.9.1922 et n^{os} suiv.) rentra au Portugal sans avoir préparé son rapport, qu'il ne rédigea d'ailleurs pas non plus pour le Congrès de Covilhã, démontre une confusion dépassant le niveau individuel et touchant l'orientation générale. A. Nin en novembre 1922: "Les camarades portugais sont très peu au courant des questions internationales" (A. Nin, Les raisons de la liaison organique, dans: Rapports entre l'I.S.R. et l'I.C., discours au II^e congrès de l'I.S.R. Paris s.d., p.17). En juin 1922, la fédération nationale des cheminots portugais avait invité une délégation syndicale internationale composée de P. Séward (C.G.T.U.), T. Gómez (U.G.T.) et M. Bidegarray (Fédération internationale des transports (F.I.T.) Amsterdam). Les propos de Séward en faveur de l'I.S.R. bien que favorablement accueillis ne réussirent pas à obtenir une prise de position claire de la part de la Fédération des Cheminots qui persista à ne se lier à aucune des Internationales (cf. Relatório de P. Séward ao Congresso Ferroviário Português, *A Federação Ferroviária*, n^o 1, 1.10.1922; cf. *La Vie ouvrière*, n^{os} de juillet à octobre 1922; D. de Carvalho, Os Sindicatos, p.195; Ecos do último congresso, *A Batalha*, n^o 1089 et suiv., 9.6.-14.6.1922). Au congrès de Covilhã même, en présence de J. Maurin qui intervint en tant que délégué officiel de l'I.S.R. (O III Congresso Operário Nacional [...], Os discursos de Joaquin Maurin, delegado da I.S.V. (*A Batalha* n^o 1186, 8.10.1922) et de Jesús Ibáñez (cf. J. Ibáñez, Memorias, pp. 274 et suiv.; cf. id., Conferência; voir auss: Bericht der Exekutive der K.I., 15.12.1922-15.5.1923, p. 56), la discussion s'est centrée sur les problèmes de l'activité anarchiste en Russie et ceux du congrès de l'I.S.R. L'omission du rapport de P. de Carvalho et son intervention orale donnèrent lieu à des scènes tumultueuses à la suite desquelles les séances furent suspendues à maintes reprises. Etant donné ces conditions, la Commission d'Organisation refusa de présenter sa thèse favorable à l'I.S.R., attitude critiquée par les dirigeants de l'I.C. (cf. *Die Rote Gewerkschafts-Internationale*, III, n^o 9(32), pp. 828 et suiv.). Le congrès vota finalement une motion présentée par Clemente Vieira dos Santos favorable à l'adhésion "aux principes" de la conférence

de Berlin (*A Batalha* n° 1186, 8.10.1922) par 55 voix contre 22 et 8 abstentions (*A Batalha* n° 1185, 7.10.1922) repoussant la décision sur l'adhésion définitive à un "référendum" qui devait s'effectuer pendant l'année 1923 (voir à ce sujet : doc. 168, note 2). L'importance du vote fut amoindrie dans la mesure où 75 syndicats s'étaient déjà retirés ou ne participèrent pas au vote (cf. *O Arsenalista*, n° 61, 24.12.1922; en ce qui concerne le climat régnant au congrès voir : D. de Carvalho, *Os Sindicatos*, pp. 197 et suiv.). Le déroulement du congrès marquera l'amorcement d'une phase descendante et de crise de la C.G.T. qui s'accentuera au cours des années suivantes. La Confédération passe de 120 000 membres en 1919 à 80-90 000 en 1922 et 45 000 en 1923 (cf. doc. 209; C. da Fonseca, *Le origini*, pp. 83 et suiv.; B. Gonçalves, *Palavras necessárias*, pp. 59 et suiv. (qui donne des chiffres légèrement supérieurs); voir aussi : *O Comunista*, n° 4, 15.7.1923). L'habile manoeuvre des anarchistes 'durs' conduit d'une part à la fondation de l'Union Anarchiste portugaise (U.A.P.), d'autre part à un renforcement de l'aile syndicaliste dans la C.G.T. (Santos Aranha) (cf. Sérgio Lopes, *Idéologie*, p. 315).

² La direction de la C.G.T. par contre semblait déjà avoir décidé très tôt – une affiliation à l'A.I.T. anarcho-syndicaliste qui sera fondée à Berlin en décembre 1922, ce qui ressort de l'orientation générale de la thèse principale votée au congrès de Covilhã d'une part, et d'autre part des relations engagées en ce sens au niveau international à partir de 1920. Par une lettre de M.J. de Sousa du 20 mai 1922, elle donne son accord fondamental à la conférence syndicaliste-révolutionnaire préparatoire à la fondation de l'A.I.T. à Berlin au mois de juin 1922 en y envoyant un rapport (*A Batalha* 1.9.1922; sur la fondation de l'A.I.T. en décembre 1922 et le rôle de la C.G.T. qui avait donné son "placet" au I^{er} Congrès, voir : Der internationale Kongreß der revolutionären Syndikalisten, Berlin, den 25. Dezember und darauffolgende Tage, *Der Syndikalist*, n° 1-10. (1923); A Conferência Internacional dos Sindicalistas Revolucionários, *A Batalha*, n° 1155, 1.9.1922; A. Souchy, Die Gründung der I.A.A. dans : A.I.T., Geschichte, pp. 56; Bericht des allgemeinen Gewerkschaftsbundes Portugals (C.G.T.) an den II. Kongreß der I.A.A. (Manuel Campos). dans : *Die Internationale*, II. n° 5, juin 1925). Au sujet de la conférence, *A Batalha* commentait en août 1922 : "As suas decisões foram de carácter revolucionário: As suas conclusões doutrinaárias e internacionalistas." *A Batalha*, n° 1144, 19.8.1922).

³ C. Nogueira, membre du Conseil Central du P.S.P. de 1910 à 1915 et de 1917 à 1918, délégué au Bureau Socialiste International de 1913 à 1916, décrit ainsi la situation de la social-démocratie en 1922 : "Nous n'avons pas de propagande [...]. Nous ne connaissons pas le nombre de nos membres. Nous n'avons pas de budget [...]. Les activités du Parti sont presque nulles. Il n'y a pas non plus d'éléments de propagande, d'action et d'organisation." (id., *Notas*, t.II, p. 295). La propagande du parti semblait se réduire, à cette époque, à l'édition de 2 journaux hebdomadaires (*O Protesto*; *República Social*).

⁴ En ce qui concerne l'implantation et l'activité du P.C.P. au niveau syndical voir : doc. 168 et notes.

⁵ Sur l'emprise des syndicalistes révolutionnaires espagnols, voir A.H.D. I, p. XXVII, pp. 143 et suiv.; et en partic. : Pelai Pagès, *Historia del PCE*, pp. 60 et suiv.

⁶ Voir : doc. 163.

⁷ Au sujet de cette appréciation, B. Gonçalves, *Palavras necessárias*, p. 91 (éd. de 76) concorde avec Humbert-Droz : "O certo é que Caetano de Sousa era pouco simpático e para maior desgraça não pertencia à classe operária (...). Houve membros do Partido que chegaram a malsiná-lo com várias expressões ridículas."

⁸ Humbert-Droz entend par là la conférence du 4.3.1923 (cf. doc. 163, note 8).

- ⁹ L'affirmation de B. Gonçalves (ibid. p. 91) selon laquelle l'organisation de la minorité syndicale était due à l'effort de Caetano de Sousa, doit être révisée.
- ¹⁰ Il s'agit de J. Pires Barreira.
- ¹¹ Il s'agit probablement, en dehors de Rates lui-même, de Nascimento da Cunha, Christiano Linhares et Utra Machado.
- ¹² Probablement Alfredo Monteiro et Abel Pereira.
- ¹³ Voir doc. 168.
- ¹⁴ Jacques Doriot, voir doc. 178, note 12.
- ¹⁵ Pour tous les problèmes concernant les Jeunesses, voir doc. 167.
- ¹⁶ Allusion à des tendances terroristes, fortement enracinées dans les Jeunesses (voir plus précis. doc. 167, note 5).
- ¹⁷ Affirmation quelque peu globale, particulièrement en ce qui concerne l'organisation 'dissidente' de Porto (cf. doc. 163, note 12).
- ¹⁸ Voir doc. 167, note 5.
- ¹⁹ Un tel congrès n'aura pas lieu (voir docs. 191 et 193). Il n'y eut aucun congrès des J.C. au Portugal pendant les années 20 et 30.
- ²⁰ Pour tout ce qui suit, voir: doc. 168, notes 2, 3 et suiv.

167

- ¹ Ces documents ne figurent pas dans les archives.
- ² Voir le document en Appendice no. 9.
- ³ Il s'agit là d'une 'Comissão Organizadora' d'une 'Federação das Juventudes Comunistas' qui, à partir du mois de juillet, à la suite d'une première réunion de "jovens dissidentes da acção desenvolvida nestes últimos tempos pela J.N.d.J.C." (*O Comunista* n° 3, 25.6.1923) prévoit une vague d'adhésions consécutive à l'action du "Núcleo Beato e Olivais" (*A Batalha*, 11.7.1923 et 14.7.1923) et qui le 27, annonce l'élection de ses corps dirigeants (*A Batalha*, 27.7.1923). Pourtant, de forts indices témoignent d'une continuité de l'activité d'une fraction dissidente des Jeunesses, particulièrement à Porto (cf. *A Batalha*, 26.6.1923).
- ⁴ La solution de Humbert-Droz est vouée à l'échec (cf. doc. 191 et suiv.).
- ⁵ La période entre 1922 et 1924 coïncidait au Portugal non seulement à une offensive de la classe ouvrière mais aussi à une aggravation de la répression de l'état et plus particulièrement du terrorisme patronal. La Confédération patronale fondée en 1921 disposait en effet d'une police privée à l'exemple des "pistoleros" espagnols. Dans le milieu ouvrier, le terrorisme rencontre un écho favorable surtout auprès des Jeunesses anarchistes, syndicalistes et communistes. Ainsi, en 1921, presque toute la direction des J.C. était en prison pour participation à des actes de terrorisme (Sur ce phénomène voir: J. Pacheco Pereira, *As lutas operárias*, p. 155, note 5; cf. *O Comunista* n° 1, 16.10.1921). Le recours aux méthodes terroristes s'affirme en novembre 1921 dans les rangs des J.C." cui dirigenti [...] provengono dall'ala extrema della Gioventù Sindacalista." (C. da Fonseca, *Le origini*, pp. 82 et suiv.). En novembre 1921, lorsque - s'engageant pour la formation d'un 'Comité social-révolutionnaire' destiné à combattre les assauts de l'extrême-droite - quelques membres des J.C. se tuèrent en fabriquant des bombes, ainsi Armando dos Santos de la J.N.d.J.C. (*A Batalha*, 6.1.1922); Domingos Silva perdit la vie en 1924 lors d'une échauffourée avec la police connue sous le nom de l'incident "dos Olivais" (cf. *O Comunista*, n° 20, 7.6.1924). Significatif dans ce contexte est le titre donné au deuxième journal des J.C., devant succéder à *O Jovem Comunista*, *A Rajada* (1924): "le coup de feu". D'après ce que nous savons, il n'est jamais paru (Cf. C. da Fonseca,

ibid.; voir: doc. 200 et 201). Il n'y avait rien d'étonnant – vu le développement postérieur de cette tendance de la jeunesse – qu'on ait trouvé des références sur des membres de la J.C. (voir: doc. 192) appartenant à la 'Legião Vermelha', organisation qui se fit connaître par toute une série d'attentats, d'assauts et de vols commis pendant les années 23/24 (cf. J. Pacheco Pereira, *As lutas operarias*, p. 63, note 14; sur les status de la 'Legião' et la position adoptée par les J.S. voir: *O Despertar* du 19.5.1923; cf. D. de Carvalho, *Os Sindicatos*, pp. 179–183, et *A Batalha*, tous les numéros parus en mai). Les activités terroristes étaient formellement condamnées par la C.G.T. et les Jeunesses syndicalistes, comme étant provocatrices; ces derniers dénonçaient publiquement une liaison existant entre les "communistes" et l'organisation de choc terroriste. Tandis que, formellement, le P.C.P., à partir de 1923 se déclara ennemi du terrorisme sous forme d'attentats contre des personnes, les prises de position à ce sujet publiées dans *O Comunista* paraissent ambiguës (*O Comunista*, 15.10.1923; 19.1.1924; 7.6.1924), cela surtout par rapport à celles émises par la C.G.T. qui défendait publiquement les Jeunesses Syndicalistes contre des accusations de terrorisme (cf. *A Batalha*, n° 1167, 15.9.1922).

⁶ Voir doc. 166, note 19.

168

¹ Voir doc. 166, note 2.

² A partir du Congrès de Covilhã, la direction Confédérale se montra de plus en plus fidèle à l'idéal anarcho-sindicaliste (cf. Relatório do Comité Confederal da C.G.T., *A Batalha*, 28 et 29.9.1922). D'un côté, un rapport officiel fut envoyé au Congrès Constitutif de l'A.I.T. à Berlin (Relatório da C.G.T. portuguesa ao Iº Congresso Internacional dos Sindicalistas Revolucionários em Berlim, *A Batalha*, 23–30.1.1923) d'un autre côté l'organe de la C.G.T. se refusa au début 1923 à publier un message envoyé par l'I.S.R. aux travailleurs portugais demandant la convocation d'un congrès extraordinaire sur la question de l'affiliation qui, officiellement, n'était pas encore réglée (cf. Relatório do Delegado ao Conselho Confederal da C.G.T. (Abílio A. Alves Lima), *O Eco do Arsenal*, XI, n° 99, juin 1925; O Comité Confederal da C.G.T. Portuguesa, Ao proletariado da região portuguesa, *A Batalha*, 24.12.1922). Un certain nombre de congrès et conférences syndicalistes accentuèrent le fossé au cours des années suivantes. C'est pourtant sous une forme non centralisée que la fraction communiste dans la C.G.T. "Os Partidários da I.S.V." s'organisa – sur le modèle des comités espagnols – à partir du retour de P. de Carvalho de Moscou en "Núcleos sindicalistas-revolucionários" (N.S.R.) dont J. da Silva devint le secrétaire général à Porto (J. da Silva, *Memórias I*, pp. 119 et suiv.); sur les statuts des N.S.R. voir: Constituição da minoria sindicalista revolucionária dos N.S.R., Estatutos, *A Internacional*, n° 1, 3.11.1923). Vraisemblablement sans l'emprise du parti en pleine crise à cette époque, ces activités menèrent à une première prise de position d'un syndicat important favorable à l'I.S.V. en mai 1923, celui des arsenaux de l'armée (Reunião da assembleia geral para tratar das relações internacionais, Lisbonne 15.5.1923, *O Arsenalista*, n° 63, 9.6.1923; cf. *O Arsenalista*, 1.5.1923). Ce syndicat unique qui comptait quelques 1 850 adhérents (*O Comunista*, n° 9, 5.1.1924 (J.C. Rates)) où se distinguèrent José de Jesus Gabriel, João Pedro dos Santos et Júlio Luis, était bientôt suivi de celui des arsenaux de la marine sous l'impulsion de Abílio Alves Lima, et dont l'organe *O Eco do Arsenal* parut à partir du mois de novembre avec le sous-titre 'Partidário da I.S.V.'. Ce fut pendant la discussion sur le 'référendum' syndical sur la question de l'affiliation internationale à partir du mois

d'avril 1923 (cf. Circular n° 32 da C.G.T., *A Batalha*, 20.4.1923; *Die Rote Gewerkschafts-Internationale*, III, n° 4 (27), avril 1923, p. 400) qui se termina en septembre par une défaite des sympathisants de l'I.S.R. (104 contre 6 syndicats) (cf. Relatório moral do Comité Confederal para ser apresentado no próximo Congresso Confederal, *A Batalha*, 18., 19. et 20.9.1925) que 21 partisans de l'I.S.R. signèrent le manifeste 'Berlim ou Moscou' (voir: A questão das Internacionais) en mai 1923, qui provoqua un durcissement considérable des relations C.G.T.-P.C.P. (cf.: Introduction, pp. XXIII et suiv.)

³ Le secrétaire confédéral, M.J. de Sousa, publiait dans *A Batalha* une longue série d'articles combattant l'adhésion à l'I.S.R. et l'activité communiste en général (*A Boa Paz*, *A Batalha*, 3.7., 7.7., 11.7., 13.7., 14.7., 18.7.1923 et nos. suivants). En même temps, l'insertion d'une réplique des syndicats de l'opposition est refusée ce qui mena aux premières frictions ouvertes au sein de la Confédération; l'Union des "arsenalistes" de la marine rompit même toute relation avec le C.C. (cf. *A Batalha*, 3.10.1923; *O Arsenalista* n° 63). Le P.C.P. essaya en même temps, progressivement mais timidement, de se libérer de l'emprise anarcho-syndicaliste; *O Comunista* fit état – pour la première fois – d'un "antagonisme profond entre le communisme marxiste et le communisme anarchiste, sinon dans les buts, du moins en ce qui concerne les moyens" (n° 4, 15.7.1923).

⁴ Ce fut en effet à partir de là que l'opposition syndicale se dota des premières structures centralisées, en élisant un 'Comité Exécutif des Partidários da I.S.V.', en munissant de statuts les N.S.R. visant la création d'une fédération. Les principaux points du programme: propagande de la révolution russe, divulgation du programme de l'I.S.R., démocratisation des procédés de décision au sein de la Confédération (*A Internacional*, n° 1, 3.11.1923 (2^{da} tiragem)). Les N.S.R. ne se constituèrent finalement qu'en octobre à Porto (9.10; secr.: J. da Silva) et Lisbonne (22.10.) (cf. *A Internacional* n° 1; Relatório do Delegado do C.E. dos Partidários da I.S.V. à cidade do Porto (Sà Viana), *A Internacional*, n° 4, 15.12.1923).

⁵ = Augusto Pereira Machado; employé de bureau et journaliste ouvrier (J. da Silva, *Memórias I*); à partir de 1909 collaborateur de *O Eco telégrafo postal*, *O Arsenalista*, et de *O Marítimo*; rédacteur de *A Batalha*; auteur de 'Impossível Redenção' (Lisbonne 1921); co-auteur du manifeste "Berlim ou Moscou", délégué au congrès de Covilhã; membre du premier Bureau de la minorité syndicale; attaqué violemment dans *A Batalha* 3.10.1923 servant de cible pour empêcher l'inclusion d'une contre-déclaration des 21 par rapport à la version confédérale (*A Boa Paz*, *A Batalha*, op. cit.); rédacteur principal de *A Internacional* en 1923; collaborateur de *O Comunista*; directeur et administrateur de la 'Biblioteca cosmopolita' – première série de brochures éditée par le P.C.; d'après Pedro Soares (Bento Gonçalves, p. 24), membre du C.C. élu au II^e congrès du P.C.P. (version contredite par B. Gonçalves, *Palavras necessárias*, p. 83). Se rend à Moscou en 1927 recevant l'ordre de réorganiser le parti; membre du C.C. en 1928 avec Manuel Pilar et Julio Dinis; éloigné lors de la réorganisation en 1929 pour "inactivité" et "sectarisme" (Extratos do Relatório de M. Pilar, *O Militante*, année XXXVII, no. 168, août-oct. 1970); accusé par B. Gonçalves de formation d'un groupe fractionnel, sous-estimation du facteur de la formation des cadres et négligence des questions d'organisation (ibid.).

⁶ Saa Viana = Sà Viana, co-auteur du manifeste "Berlim ou Moscou", délégué officiel du Comité Exécutif des Partisans de l'I.S.R. en 1923, lorsqu'il établit les premiers liens organiques avec le N.S.R. à Porto et dans le Centre du pays (cf. *A Internacional*, n° 4, 15.12.1923 (Sà Viana). Aucune référence postérieure.

⁷ = João Pedro dos Santos (né vers 1874 à Lisbonne), ouvrier des arsenaux de

l'armée ("correiro") (J. da Silva, *Memorias I*, pp. 98 et suiv.) ; à partir d'environ 1910 militant très actif dans l'ancien syndicat de l'"Associação dos fabricantes de armas e Ofícios acessórios" ; participe à plusieurs publications syndicalistes (*A Greve, Terra Livre, A Obra, O Arsenalista*) ; administrateur de *O Sindicalista* ; vétéran du syndicat des travailleurs des arsenaux de l'armée et plus tard activiste de la 'Cooperativa de Crédito e Consumo do pessoal dos estabelecimentos fabris do ministério do exército' (*O Comunista*, n° 4, 15.7.1923). En juin 1921 membre de la Commission Confédérale de la C.G.T. ; délégué au congrès de Covilhã (*A Batalha*, 15.7.1921) ; avec Abel Pereira, membre d'une Commission Confédérale ayant pour tâche d'examiner les documents que Perfeito de Carvalho avait reçus à Moscou de l'I.S.R. (*A Batalha*, 25.1.1922), adhérera au parti au cours de l'année. Rédacteur principal de *A Internacional* à partir de 1923 ; co-auteur du manifeste "Berlim ou Moscou" ; signataire d'un pacte entre les N.S.R. et le P.C.P. (Um acordo entre comunistas e sindicalistas, *O Século*, 22.11.1923) ; éloignement du parti probablement en 1925-26 après avoir été candidat aux élections de novembre 1925 pour le district d'Evora (cf. A. Vieira, *Figuras gradas*, pp. 153-158 ; cf. *O Arsenalista*, numéro unique et commémoratif d'avril 1962). Encore vivant en 1962.

⁸ Lors de son séjour, Humbert-Droz tint lui-même une conférence (il s'agit probablement de la réunion relatée) au siège du syndicat des arsenaux de l'armée (cf. Humbert-Droz, *O Comunista*, n° 5, 10.9.1923).

⁹ Le pendant portugais est formé par les 'Nucleos Sindicalistas Revolucionários (N.S.R.)'.

¹⁰ Maurin = Joaquín Maurín Juliá, principal responsable des Comités syndicalistes-révolutionnaires espagnols (voir doc. 162, note 16 ; cf. doc. 166, note 5 ; doc. 168, note 2 et doc. 169, note 2).

¹¹ L'organe paraît à partir du 3 novembre 1923 sous le titre *A Internacional*, (*Comité Executivo dos Partidários da I.S.V.*) Lisbonne. Rédacteur principal : João Pedro dos Santos ; Editeur (dans un premier temps) : Júlio de Matos.

¹² Voir à ce sujet doc. 209.

¹³ Il s'agit de l'hebdomadaire *O Emancipador* paru à Lourenço Marques, qui, sans se déclarer ouvertement partisan de l'I.S.R., commente positivement l'activité syndicale et politique communiste dans la métropole (cf. aussi José Capela, *O movimento*, pp. 29 et suiv.)

¹⁴ Voir à ce sujet dans docs. 169 et 170 la confirmation de Rosmer et de Nin (par Maurín) au sujet de cette correspondance. Ce dernier avoua d'ailleurs avoir eu connaissance de l'importance du courant pro-P.C.P. au sein de la C.G.T. En ce qui concerne d'autres éléments prouvant une correspondance avec les sympathisants de l'I.S.R. au Portugal (Machado et Sá Viana) voir doc. 182.

¹⁵ C'est surtout dans *A Batalha* et *A Comuna* [Porto] ainsi que dans la majorité des journaux anarchistes que fut menée une campagne de presse virulante contre les persécutions des anarchistes en Union Soviétique (cf. p.e. : Do grupo editor de 'A Comuna' ao proletariado manual e intelectual, *A Comuna* 5, no. 65, 8.6.1924 et nos. suivants).

¹⁶ La confirmation de Nin voir doc. 170.

¹⁷ Pour les réactions positives de la part de Rosmer et de Nin, voir docs. 169 et 170.

169

¹ Voir docs. 166 et 168.

² Contrairement au cas de la C.G.T. qui entretint de bonnes et fréquentes relations

avec la C.N.T. espagnole, nous ne disposons pas – exception faite de quelques tentatives précoces limitées au secteur syndical (cf. p.e. la présence de Maurín et Ibañez au Portugal) – d'éléments permettant de vérifier l'existence de contacts organiques réciproques entre les courants syndicaux et partis communistes ibériques; cet état de déficits, s'affirmant progressivement par la suite, pourrait être dû au moins pendant une première période à l'emprisonnement de J. Maurín pendant la dictature de Primo de Rivera. Luis Portela, secrétaire et membre de la direction du P.C.E. en 1924/25 se souvient de trois lettres envoyées par le parti espagnol au P.C.P. en 1924 en vue d'un rétablissement des contacts, communications qui – selon lui – restèrent sans réponse (entretien avec Luis Portela, Barcelone, octobre 1978). De même, Juan Andrade, directeur de *La Antorcha* fait état de l'inexistence de contacts (entretien avec Juan Andrade, Madrid, septembre 1978). Pourtant, les tentatives d'amorçements ne manquent pas. Ainsi, du côté portugais, Juliane Ribeiro avait démontré en 1919 l'enjeu d'une union des peuples ibériques "[...] pelo federalismo político e económico, na realização perdurável dos princípios bolchevistas." (*A Bandeira Vermelha*, no 10, 7.12.1919). C'était surtout António Peixe qui – réaffirmant et approfondissant la perspective internationaliste – avait concrétisé la voie péninsulaire en propulsant la tenue d'un "congresso do proletariado da península ibérica" ainsi que la formation d'un "comité constitué par les éléments ouvriers et révolutionnaires des deux pays" (*A Bandeira Vermelha*, no 11, 14.12.1919), idées reprises par J. de Sousa qui les rattache en même temps au mode de perception propre au mouvement communiste de l'époque, celui de l'attente d'une révolution imminente (*O Comunista*, no 7, 27.11.1921). Du côté espagnol, R. Merino Gracia, dans un article à l'attention des camarades portugais à l'occasion de la fondation du P.C.P., soulignait la nécessité du combat en commun allant jusqu'à proposer la création d'un parti communiste ibérique (*A Bandeira Vermelha*, no. 55, 24.4.1921). J. C. Rates, tout en maintenant cette perspective, l'objectivise en la rattachant au déterminisme économique. De ce côté ce fut lui le premier à avoir analysée la complémentarité économique – à la base d'un futur régime socialiste – de l'Espagne et du Portugal (cf. *O Comunista*, no 3 et no 4, 25.6. et 15.7.1923).

³ 'Le Cid': très probablement Manuil'skij.

170

¹ Andrés Nin (voir: doc. 306, note 5) était devenu secrétaire de Lozovskij – secrétaire général de l'I.S.R. – à partir de son deuxième congrès. Son séjour en Russie s'explique par le fait qu'après avoir été arrêté par la police allemande le 28.10.1921 à la suite d'une dénonciation visant à lui imputer l'assassinat du Président du Conseil espagnol Dato, il fut expulsé le 7 janvier 1922. Comme aucune nation n'était disposée à lui accorder le droit d'asile, il se rendit en U.R.S.S. (cf. P. Pagès, *Historia del P.C.E.*, p. 63).

² Salomon A. Lozovskij voir: AHD I, p. 98.

³ Cf. l'article dans la revue de l'I.S.R. écrit à partir des informations de Humbert-Droz: Für die R.G.I., *Die Rote Gewerkschaftsinternationale* 3, n° 9 (32), septembre 1923, pp. 828 et suiv.

⁴ Cf. doc. 169, note 2.

171

¹ Voir doc. 166.

² Rates confirmera ce paiement (voir doc. 209).

¹ Agent de liaison à Berlin, entre Paris et Moscou.

² Lorenzo Vanini ainsi que Dr. Chavaroche, Lebedev, Moreno et Stepanov, un des pseudonymes du bulgare S. Mineff (1893-1959); avant la I^{ère} guerre mondiale, membre du parti socialiste bulgare (Tesniak); à la déclaration de guerre, études de médecine en Suisse, participation à la conférence des jeunesses socialistes pour le mouvement bulgare en avril 1915 à Berne; travaille à *Demain* et après la révolution d'octobre au Journal *Le Phare* en tant qu'adhérent de l'aile "gauche" dans le mouvement de Zimmerwald; en 1921, émigration en France, juillet/août de la même année, participation au II^e congrès de l'I.C. en qualité de membre de la délégation française (pseud. Lorenzo Vanini). M. fut pendant plus de 20 ans au service de l'appareil de l'I.C., notamment en France, en Suisse, en Italie et en Allemagne; après le VI^e plénum du C.E. de l'I.C., fut assistant puis dirigeant de la section latine du secrétariat du C.E. de l'I.C. jusqu'en 1933; plus tard, mission secrète en Amérique Latine et aussi probablement en Chine; de 1927 à 1929 au secrétariat de Staline; plus tard, se rend en Espagne juste avant la fin de la guerre civile (pseud. Moreno) avec la délégation de l'I.C.; ensuite à Moscou assistant du président de l'I.C. Manuil'skij; en 1939/40 encore au service de l'appareil de l'I.C., puis retrait de la politique pour cause de maladie. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 271-272).

³ A la mi-août, Humbert-Droz s'était rendu au Portugal à la place de Rosmer afin d'intervenir dans la première crise grave du jeune P.C. Cf. docs. 163 et suiv.

⁴ Cf. doc. 173.

⁵ Cf. doc. 174.

173

¹ Cf. AHD I, doc. 156, p. 476.

174

¹ Voir doc. 171; Iosif A. Pjatnickij, voir AHD I, p. 448, note 1.

² Ces lettres se trouvent dans AHD I, doc. 152, 154, 156, 159 et 160.

³ Il s'agit de la conférence secrète convoquée par le C.E. de l'I.C. du 21 septembre au 4 octobre avec les représentants des partis communistes russe, allemand, français, tchèque, polonais et bulgare où il s'agissait de préparer le soulèvement armé du P.C.A. Le protocole de cette consultation ne fut jamais publié. Les membres de la délégation française étaient Cachin, Treint, Sellier et Souvarine. Cf. R. Wohl, *French Communism*, p. 339; voir aussi E.H. Carr, *A History*, IV, pp. 201 et suiv.; A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, II, p. 146; *Bericht über die Tätigkeit*, p. 19; W.T. Angress, *Stillborn Revolution*, pp. 397-406; P. Broué, *Révolution en Allemagne*, pp. 718-726; cf. aussi docs. 184 et 187.

⁴ A partir de mai 1923, Treint partagea avec Sellier (succédant à Frossard retiré du parti à la fin de 1922) la fonction de secrétaire du parti. Le double secrétariat symbolisait l'union de la "gauche" (Treint) avec le "centre" (Frossard puis Sellier) qui fut décidée lors du IV^e congrès mondial de l'I.C. (5 novembre-5 décembre 1922). Cf. *Protokoll des Vierten Kongresses*, p. 868; IV^e Congrès communiste, p. 40; AHD I, p. 394 et 395, note 4; R. Wohl, *French Communism*, p. 326: "In early May, Treint

emerged from the Santé to take up his post as Secretary alongside Sellier. Treint soon succeeded in dominating the former Centrist.”

⁵ Le Conseil National fut reporté aux 14/15 octobre, cf. R. Wohl, French communism, p. 348; *Bulletin Communiste (B.C.)*, 23.10. et 22.11.1923.

⁶ Albert Treint voir AHD I, p. 88, note 30.

⁷ Dans le rapport du Comité Directeur du P.C.F. (rédigé par Treint) sur la réorganisation du Parti (B.C., 12.7.1923; AHD I, pp. 627 et suiv.) fut décidée la réunion des fédérations en régions. Ce plan reprend la proposition déjà discutée lors du congrès de la S.F.I.O. à Amiens (1914) (voir R. Wohl, French Communism, p. 327). Pour les rapports de liaisons entre l'organisation du parti et la centrale du parti, furent mis en place des délégués régionaux titularisés avec l'aide desquels la centralisation du parti fut renforcée au détriment des initiatives des fédérations (voir aussi doc. 178 et 180).

⁸ Treint et Ollivier menèrent pendant l'été 1923 dans B.C. des débats animés sur la question des réparations au cours desquels Ollivier reprocha à Treint de “vouloir copier servilement la lutte menée actuellement en Allemagne par le P.C.A.” et le traita de “gauchiste” et de “doctrinaire” (B.C., 2.8.1923). Treint accusa la thèse d'Ollivier de “passivité et d'opportunisme” (B.C. 16.8.1923). Treint avait proposé dans B.C. du 12.7.1923 comme exigences principales d'un programme de réparations pour la France: valeur des biens de 51% de la valeur réelle, contrôle des travailleurs, gouvernement et dictature du prolétariat. D'après Ollivier, il manquait à ce sujet à la France les conditions et principalement un haut niveau de combat de masse comme il existait en Allemagne (B.C. 28.7.1923). Il proposait par contre une “modification fondamentale du système actuel d'impôts, tendant à rejeter tout le poids de l'impôt sur les épaules de la bourgeoisie” et “éventuellement [...] la saisie par l'Etat de 10 à 20% de toutes les valeurs réelles” (B.C. 23.8.1923); voir aussi B.C. du 23.8.1923 et 30.8.1923. Les différences entre Treint et Souvarine sur l'utilisation de la tactique de front unique commencèrent déjà en mars 1923 lorsque Souvarine qualifia les socialistes de “traîtres” dans plusieurs articles (voir *L'Humanité* du 3., 4. et 5.3.1923; R. Wohl, French Communism, pp. 324 et suiv.; AHD I, pp. 466 et suiv.). Après que la C.G.T. et la S.F.I.O. fin janvier début février 1923 aient refusé l'offre de front unique de la C.G.T.U. et du P.C.F. contre l'occupation de la Ruhr ainsi que la participation à la conférence de Francfort du 19 mars (voir aussi AHD I, pp. 458 et suiv., note 8 et 10), Souvarine cessa ses attaques contre la S.F.I.O. sur l'insistance de la direction du parti qui lui reprochait ainsi qu'à Treint de livrer ainsi aux socialistes un prétexte pour refuser le front unique (voir B.C., 22.3.1923 et 20.9.1923). Lorsque la S.F.I.O. refusa une autre offre du P.C.F. pour l'organisation commune d'une semaine d'action contre l'occupation de la Ruhr en avril (voir *L'Humanité* 18.4.1923) et qu'il ne fut pas possible de convaincre la C.G.T. d'une manifestation commune du 1^{er} mai, les différends entre Treint et Souvarine recommencèrent et durèrent jusqu'à l'automne de cette année-là (voir aussi AHD I, p. 474). En septembre, se déclenchaient des polémiques entre Treint et Souvarine: “Both agreed on the end, but one thought, the Socialists should be unmasked before, the other after, joint action.” (R. Wohl, French Communism, p. 334). En juin, il fut demandé au C.E. de l'I.C. de régler ces questions difficiles (voir AHD I, p. 478; note 13 de ce document). Sur les premières disputes entre Treint et Souvarine début 1923 concernant la thèse de Bucharin présentée au IV^e congrès mondial de l'I.C. d'une possibilité de pacte militaire entre un état ouvrier et un pays impérialiste - “the beginning of a falling-out between Souvarine and Treint that had a significant sequel the next year” (R. Wohl, op. cit. p. 325; voir aussi pp. 324 et suiv.; AHD I,

pp. 461 et suiv.)

⁹ Boris Souvarine (Lifschitz) voir AHD I, p. 6, note 1.

¹⁰ Pseudonyme pour M. Goldenberg (Marcel Ollivier, Robert Thal) voir AHD I, p. 40, note 1.

¹¹ Voir doc. 178.

¹² Il s'agit du congrès extraordinaire de la C.G.T.U., du 12.-17.11.1923 qui n'eut pas lieu comme prévu à Limoges mais à Bourges (*L'Humanité* 5.9.1923; voir aussi doc. 207, note 2).

¹³ En juin 1923, Cachin et Jean Renaud avaient annoncé à la Chambre des députés que le P.C.F. allait lors des élections générales le 11 mai 1924 opposer au bloc National et au Bloc des Gauches, un Bloc des travailleurs et des paysans. Cachin qualifiait le Bloc National et le Bloc des gauches de "deux clans de la bourgeoisie". Renaud déclara qu' "entre la droite et la gauche, nous n'avons pas à choisir". Cf. *Journal Officiel* 15.6.1923; AHD I, p. 488, note 26 et p. 495, note 5; G. Walter, Histoire du P.C.F., pp. 144 et suiv.; R. Wohl, French Communism, pp. 330 et suiv.; voir aussi l'article de A. Dunois, 'Le discours de Renaud Jean', dans: *B.C.* du 25.1.1923: "... le marxisme révolutionnaire a toujours repoussé l'éventualité d'une alliance, même momentanée, entre le prolétariat et l'une quelconque des fractions de la classe bourgeoise, entre le socialisme et l'un quelconque des partis bourgeois." Voir aussi D. Renoult, 'Le Crime de Renaud Jean', *L'Humanité*, n° 7113. Le concept du bloc ouvrier et paysan provient en fait de Trockij qui l'avait formulé lors de la session du Comité exécutif élargi (21 février - 4 mars 1922) sur l'attitude du P.C.F. contre un bloc possible des gauches: le devoir du P.C.F. serait de combattre "par avance l'idée du Bloc des Gauches dans le prolétariat français" et par une offre de front unique à la direction de la S.F.I.O. "de ne pas laisser les dissidents préparer tranquillement dans leur asile une nouvelle trahison, qu'il faut les prendre au collet et les mettre, par la violence, sous la pression populaire devant le prolétariat et les obliger, ces messieurs, à répondre aux questions précises que nous posons." Par cela, il devrait être possible de démasquer les socialistes face aux yeux de ses travailleurs, cf. L. Trotsky, Le Mouvement communiste, pp. 156 et suiv. A cause des discordances concernant l'utilisation concrète de cette tactique au C.D. du P.C.F. (cf. AHD I, pp. 486 et suiv; R. Wohl, French Communism, pp. 332 et suiv.; doc. 174, note 8 et doc. 178) le Comité exécutif de l'I.C. envoya en septembre une lettre (rédigée par Trockij) au P.C.F. dans laquelle il disait notamment: "Unsere Aktion [...] muß in dieser Weise geführt werden, daß den sozialistischen und syndikalistischen Saboteuren jede Möglichkeit genommen wird, den Arbeitern zu sagen, daß unsere Vorschläge zur Einigung nur demonstrativen Charakter haben oder eine Falle sind. Gemäß unseren wirklichen Absichten müssen unsere Vorschläge durchaus konkret formuliert werden. Aber wir dürfen keine Gelegenheit versäumen, um erbarmungslos das Zögern, die Sabotage und den Verrat der offiziellen sozialistischen Führer zu entlarven. Das erforderliche Gleichgewicht zwischen diesen beiden Elementen unserer Taktik kann und wird in der Aktion hergestellt werden." Cit. cf. *Inprekorr* 21.9.1923, p. 1290; *L'Humanité*, 19.9.1923. Les 14/15 octobre, le C.N. ratifia la tactique du bloc ouvrier et paysan (Cf. *B.C.* 23. 10.1923 et *L'Humanité* 16.10.1923) et le 17 décembre, on proposa finalement à la S.F.I.O. et à l'U.S.C. la formation d'un bloc électoral commun sous 2 conditions: cesser la coopération avec les radicaux et réaliser cette union à l'échelon national. Cf. *L'Humanité*, 17. et 19.12.1923; *Inprekorr* 5.1.1924; R. Wohl, op. cit., pp. 384 et suiv.; le 3.1.1924 *L'Humanité* publia la proposition du P.C.F. d'un programme d'élection. Lors du congrès du parti de Lyon (20.-23. janvier), l'offre à la direction de la S.F.I.O. fut renouvelée mais avec une

condition supplémentaire: les socialistes devaient avec les communistes lutter pour une restauration de l'unité syndicale, selon Wohl sur la pression de Lozovskij envoyé par l'I.S.R. (op. cit., p. 384). Cf. *L'Humanité*, 22. et 24.1.1924; en ce qui concerne la scission de la C.G.T. 1921 voir notamment Wohl, op.cit., pp. 280 et suiv.; G. Lefranc, Histoire du Mouvement, pp. 329-342; P. Monatte, La Lutte Syndicale, pp. 175-205. Dans un message de Zinov'ev au congrès de Lyon, le C.E. de l'I.C. assura que le "P.S. n'était qu'un mort pour lequel ne votaient plus que de rares ouvriers" (*L'Humanité*, 22.1.1924). Trockij, qui jusqu'à présent avait influencé décisivement la politique du P.C.F., mais qui maintenant à cause de ses dissidences avec le parti russe était isolé, s'éleva le 7 janvier 1924, dans une lettre à Kuusinen contre cette interprétation de sa formule de Bloc ouvrier et paysan: "Il est parlé trop à la légère du P.S. français comme d'un mort. [...] C'est une illusion. Le P.S. est l'organisation électorale d'une partie importante des masses ouvrières passives et demi-passives. [...] Notre objectif dans une campagne électorale consiste pour une bonne part à détacher de la masse ouvrière passive une portion importante d'ouvriers qui s'éveille pendant les élections. Et pour l'atteindre, il ne faut pas sousestimer l'adversaire." Cf. *Révolution Proletarienne*, n° 7, juillet 1925, p. 17. Le congrès de Marseille de la S.F.I.O qui succéda immédiatement au Congrès du P.C.F. (30 janvier-3 février 1924) refusa l'offre parce que "la coalition exclusive des partis ouvriers aurait eu pour résultat unique de réserver au Bloc National le monopole des primes de la loi de 1919." Des coalitions isolées avec les communistes ne devraient se produire que là où la victoire sur le Bloc National serait nécessaire. Il décrivait les 3 conditions comme étant "insolentes et volontairement calculées pour provoquer un refus." Cf. *Le Populaire*, 4.2. 1924. Paul Faure sur les trois conditions: "Première condition: accord exclusif avec les communistes dans le cadre national. C'est impossible parce que dans certaines circonscriptions, ce serait favoriser le Bloc National. Deuxième condition: non-collaboration des Socialistes aux journaux et aux réunions bourgeoises. Réponse: C'est là encore un ordre de Moscou. Le jour où nous pourrions vouloir faire la police dans notre Parti, ce ne serait pas sur un ultimatum d'un gouvernement étranger. Troisième condition: travailler à l'unité syndicale en France. Réponse: nous y travaillerons en France lorsque Moscou préconisera l'unité syndicale internationale." (Cit. cf. *L'Humanité*, 2.2.1924). L'U.S.C. s'était déjà prononcée lors de son congrès en décembre 1923 contre une fixation sur le Bloc ouvrier et paysan, cf. *L'Humanité*, 25.12.1923. Désormais le P.C.F. s'adressa, sans passer par la direction, directement aux adhérents de la S.F.I.O.: Le P.C.F. "est prêt à examiner les propositions de front unique qui pourraient lui être faites par des fédérations ou des sections socialistes qui, refusant de suivre la politique d'abdication de leurs chefs, ont publiquement décidé de rompre avec eux." *L'Humanité*, 15.2.1924; voir aussi *L'Humanité*, 29. et 31.1., 3. et 5.2.1924; doc. 174, note 20.

¹⁴ Louis Sellier, voir AHD I, p. 173, note 1.

¹⁵ Alfred Rosmer (Griot) voir AHD I, p. 64, note 4.

¹⁶ Note de Humbert-Droz dans la copie: "où se trouvait l'agent de liaison." L'agent de liaison à Berlin, entre Paris et Moscou, était "Jeanne", cf. doc. 172, note 1 de ce tome et AHD I, p. 351, note 1. La dirigeante du bureau chargée des relations de l'I.C. à Berlin était Elena D. Stasova (pseud. Hertha), "s'occupant du transfert de correspondance, de fonds, procurant de faux passeports ou de faux visas pour les voyages ou les séjours à l'étranger" (voir AHD I, p. 447, note 1). L'agent de liaison le plus important des sections de l'I.C. en l'Europe était de 1919 à 1925 le "camarade Thomas", "le premier émissaire officiel du Comité exécutif de l'I.C. en Europe occidentale et en même temps le premier représentant du C.C. du P.C.R.

auprès du P.C.A., mais encore le personnage principal chargé de distribuer les fonds que le gouvernement soviétique, sous diverses formes et à différents titres, allouait aux communistes occidentaux.” Cf. J. Freymond, *Contributions à l'Histoire*, p. 1. Thomas était le pseudonyme de Jacob (Y.S.) Reich (1886-1956), venant de la Galicie, socialiste déjà avant ses études en Suisse, pendant la 1^{ère} guerre mondiale, militant chez les émigrants polonais et russes. Partisan de la révolution d'octobre, rédacteur en chef des *Russische Nachrichten*, le bulletin d'information qui fut publié par la première mission diplomatique russe à Berne en 1918. Préparation du congrès de fondation de l'I.C. en mars 1919 à Moscou, membre du C.E. de l'I.C. au premier congrès mondial de l'I.C. et du bureau administratif. De l'automne 1919 jusqu'en avril 1925, dirigeant du W.E.B. à Berlin. participation au II^e congrès mondial de l'I.C. et à la séance du Comité exécutif élargie d'avril 1922. Après un séjour en U.R.S.S. en 1925, cessation des activités dans l'I.C.; mars 1933 émigration en Tchécoslovaquie, au printemps 1938 à New York. Cf. B. Lazitch et M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 334; V. Kahan, *The Communist International* pp. 157 et suiv.; B. Nicolaevsky, *Le Récit du 'camarade Thomas', 1917-21*, dans: J. Freymond, *Contributions à l'Histoire*, pp. 5-27.

¹⁷ Lorsqu'une déclaration du Comité d'Action fut perdue dans les bureaux de *L'Humanité*, Treint rendit le secrétaire général de *L'Humanité* A. Dunois et son assistant Labrousse personnellement responsables et exigea sous menace de renoncer à ses responsabilités de les blâmer publiquement. J. Humbert-Droz et Tommasi réussirent à arranger la dispute. Cf. R. Wohl, *French Communism*, p. 326; AHD I, p. 490.

¹⁸ Après qu'Antoine Ker fut accidentellement tué pendant un voyage en Union Soviétique, Souvarine écrivit le 23.7.1923 dans l'article: 'Antoine Ker, notes et souvenirs personnels': "Personnellement, je l'attaquais avec toute la force dont j'étais capable. Plus proches nous avions été, – et plus violente fut notre séparation, plus loin l'un de l'autre, nous nous trouvâmes rejetés. Je ne regrette rien, – puisque l'intérêt de la révolution seul était en jeu." (*B.C.*, 9.8.1923, et *Die Kommunistische Internationale*, Nr. 28-30, IV (1923), pp. 58-61). Ce ne fut qu'avec difficultés que la direction du parti réussit à empêcher la veuve courroucée de Ker de faire une réponse publique. Sellier dans *B.C.* du 30.8.1923: "... il valait mieux oublier nos querelles passées et traduire seulement la tristesse...". Dans la même édition du *B.C.*, A. Dunois "n'arrive pas à comprendre l'émotion qu'en a ressentie Madeleine Ker."

¹⁹ *Le Populaire*, journal quotidien de la S.F.I.O. avec comme directeur politique Léon Blum, et Paul Faure comme rédacteur en chef; principaux collaborateurs: S. Grumbach, A. Pierre, F. Caussy, Léon Osmin, Louis Lévy. *Ère nouvelle*, journal des radicaux, à l'origine sous la direction politique de Yvon Delbos et Gaston Vidal, plus tard Georges Pousot. *Le Quotidien*, tribune du Cartel des Gauches sous la direction d'Henry Dumas, éditorial rédigé par Pierre Bertrand. Avec 380,000 exemplaires, jusque là le tirage le plus important d'un journal politique. Cf. R. Manévy, *La Presse*, pp. 163, 167 et suiv.; AHD I, pp. 7, 452 et 484.

²⁰ 'Cartel des Gauches'. Coalition du parti radical de Herriot avec la S.F.I.O. contre le Bloc National lors des élections générales du 11 mai 1924 préparée par une série d'activités communes depuis le milieu de 1923. La S.F.I.O. décida lors de son congrès de Marseille (30 janvier—3 février) la création d'une "coalition sans programme commun [...] où il existe des chances sérieuses d'arracher au Bloc National le bénéfice des primes instituées par la loi électorale actuelle." Des listes communes ne devraient être formées qu'avec des candidats "exempts de toute compromission

avec le Bloc National" (*Le Populaire*, 4.2.1924). Selon *L'Humanité* (du 24.12.1924), le Cartel des Gauches s'étendit en partie jusqu'au Bloc National – ainsi dans le département de la Seine Inférieure où les socialistes, radicaux et hommes du Bloc National se présentèrent sur une seule liste. Voir aussi un éditorial dans *Ère nouvelle* (cité par *L'Humanité*, 17.12.1924): "À l'heure où Poincaré se range du côté de la République contre la réaction, il ne peut trouver en nous des adversaires." Dans le combat pour les sièges des députés entre la S.F.I.O. et le parti radical, il y eut dans quelques endroits aussi des scissions dans le Bloc (Côte-d'Or, Finistère, Gironde, Yonne). Là, les socialistes se présentèrent seuls ou avec le soutien de l'U.S.C. de Frossard et Verfeuil qui soutenait l'aile "gauche" dans le Bloc de gauches. (Cf. *L'Humanité* 25.12.1923). Le Bloc des gauches obtint en tout 3 394 416 voix, le Bloc National 4 539 063. Du fait du scrutin majoritaire (cf. doc. 199, note 4), le Bloc des gauches obtint la majorité au parlement avec 366 députés et forma le gouvernement, avec comme Premier Ministre Herriot, sans aucun ministre socialiste. Cf. AHD I, p. 480, note 1, et p. 481; E. Bonnefous, *Histoire Politique*, III, pp. 371-438; F. Goguel, *La politique des partis*, pp. 223 et suiv.; G. Lefranc, *Le mouvement socialiste*, pp. 261 et suiv.

²¹ Hugo Stinnes (1870-1924), industriel, fils du fondateur de "Rheinschleppschiff-fahrt" et petit-fils du fondateur des "Stinnes-Kohlen- und Rheinfahrtsgesellschaft"; fonde en plus de sa participation à l'entreprise familiale une propre société (une entreprise de navigation); avant la 1^{ère} guerre mondiale un des industriels les plus importants, par une participation à des sociétés à capitaux étrangers, le Stinnes-Konzern était la plus grande entreprise de l'industrie lourde et électrique. 1920 achât du *Deutsche Allgemeine Zeitung*; novembre 1918, co-initiateur de la "Zentralarbeitsgemeinschaft" contre les troubles révolutionnaires. 1920-24 membre du Reichstag pour le 'Volkspartei', membre de la présidence du 'Reichsverband der deutschen Industrie'. 1920 lors de la conférence de Spa, contre les exigences des Alliés, à laquelle il assistait comme spécialiste du charbon. Opposant du système parlementaire de Weimar. 1920 profits importants provenant de la répartition du "charbon de réparation", 1923 gagnant dans l'inflation. 1924 participation dans 4 554 entreprises. Opposant déclaré à la politique de Stresemann. Après sa mort, son cartel se dissout. Cf. G. Taddey, *Lexikon der deutschen Geschichte*, pp. 1166 et suiv.

²² Note de Humbert-Droz dans la copie: "Il s'agit de la tactique inaugurée par Radek et le Parti communiste allemand envers le fascisme naissant. Dans un discours à une séance de l'Exécutif élargi de 1923, publié sous le titre: "Der Kampf der Kommunistischen Internationale gegen Versailles und gegen die Offensive des Kapitals", Radek proposa aux fascistes et aux nationalistes de faire un bout de chemin ensemble. Cette proposition d'une alliance entre communistes et fascistes contre l'impérialisme de l'Entente avait pour but de rallier la petite bourgeoisie allemande contre la bourgeoisie impérialiste des pays de l'Entente. Une résolution de l'Internationale Communiste, publiée dans la *Rote Fahne* du 23 mai 1923, contient cette analyse du rôle 'révolutionnaire' de la bourgeoisie nationaliste allemande: 'Die deutsche Bourgeoisie, geschlagen im Krieg, ist genötigt, einen Kampf gegen das siegreiche Ententekapital zu führen, ist genötigt, immer wieder an den Fesseln des Versailler Friedens zu rütteln und zu schütteln. Selbst auf die Erhaltung ihrer Herrschaft über die Arbeiterklasse bedacht, zu diesem Zwecke selbst konterrevolutionäre Politik treibend, spielt sie durch ihre Lage dem Ententekapital gegenüber eine revolutionisierende, zersetzende Rolle... Deshalb müssen auch die von ihr entfesselten nationalistischen Stimmungen letzten Endes sich gegen sie wenden.' Une telle position a conduit le Parti communiste allemand à faire alliance avec les représentants de

la petite bourgeoisie nationaliste. C'est contre les conséquences de cette politique qu'Humbert-Droz met en garde l'Exécutif. Elle fut condamnée plus tard par le Cinquième congrès de l'Internationale communiste, où Radek se trouva en opposition. Le discours Schlageter de Radek lors de la séance du Comité exécutif élargi de juin 1923 dans *Rote Fahne*, 26.6.1923, *Inprekorr*, n° 103, 105 et 111, juin et juillet 1923; Protokoll der Konferenz, pp. 240 et suiv.: "Aber wir glauben, daß die große Mehrheit der national empfindenden Massen nicht in das Lager des Kapitals, sondern in das Lager der Arbeit gehört. Wir wollen und werden zu diesen Massen den Weg suchen und den Weg finden. Wir werden alles tun, daß Männer wie Schlageter, die bereit waren, für eine allgemeine Sache in den Tod zu gehen, nicht Wanderer ins Nichts, sondern Wanderer in eine bessere Zukunft der gesamten Menschheit werden, daß sie ihr heißes, uneigennütziges Blut nicht verspritzten um die Profite der Kohlen- und Eisenbarone, sondern um die Sache des großen arbeitsamen deutschen Volkes, das ein Glied ist in der Familie der um ihre Befreiung kämpfenden Völker." Au cours de l'été 1923, il y eut des passes d'armes littéraires et des discussions publiques entre les communistes et les nationalistes. Cf. entre autres la brochure: K. Radek, P. Frölich, E. Graf Reventlow et A. Möller van den Bruck: Schlageter; Reventlow, 'Mit Radek', *Reichsward*, 30.6.1923; Möller van den Bruck, 'Der Wanderer ins Nichts' et 'Wirklichkeit', *Das Gewissen*, 30.7.1923; Radek, 'Dem Gewissen zur Antwort', *Rote Fahne*, 10.7.1923. Dans sa propagande "an alle Entwurzelten, Mittelständler, Beamte und Soldaten" et à tous ceux, "die den Völkischen in die Klauen geraten sind oder zu geraten drohen" (cf. le numéro spécial de *Rote Fahne* 'Deutschlands Weg', 29.7.1923) le P.C.A. se servait souvent des phrases de l'idéologie nationaliste et de temps en temps des élans antisémitiques. Cf. O.K. Flechtheim, *Die Kommunistische Partei*, pp. 177 et suiv.; O. Wenzel, *Die Kommunistische Partei*, pp. 112 et suiv.; P. Broué, *Révolution en Allemagne*, pp. 688-697. Carr interprète cette tactique contre les nationalistes "as an attempt to split their ranks by proving that effective opposition to the Versailles treaty could in the long run be offered only by the communists; it could therefore be logically reconciled with the continuation of a vigorous campaign against Fascism." (E.H. Carr, *A History*, IV, p. 181; voir aussi pp. 174-189). Le "Schlageter-Kurs" "was certainly not designed to promote a military alliance between Germany and the Soviet Union; nor was it expected to foster a political alliance between the German Communists and the nationalist Right, including the German 'Fascists', against Versailles and the Entente". (W. T. Angress, *Stillborn Revolution*, p. 335; voir aussi pp. 332-350). En ce qui concerne l'abandon du "Schlageter-Kurs" voir doc. 178, note 5.

²³ Mais à la place *L'Humanité* publia le 14.9.1923 l'article de Radek "Kommunismus, Faschismus und Sozialdemokratie" (*Rote Fahne*, 7.7.1923), prenant position contre les reproches de même teneur du *Vorwärts*. Karl B. Radek (Sobelsohn; pseud. Arnold Struthan, Karl Bremer), voir AHD I, p. 60, note 8.

175

¹ Voir doc. 176.

² Souligné dans l'original.

³ Souligné deux fois dans l'original.

⁴ Souligné deux fois dans l'original.

⁵ Voir doc., 176 note 3.

⁶ D'après les notes dans *A Batalha*, la solution des Jeunesses 'par elles-mêmes' s'effectue non pas au nom de la 'Federação das Juventudes Comunistas', instituée après les

résolutions du mois d'août (cf. doc. 167) mais au nom de l'ancienne 'Junta Nacional', qui, le 1 septembre, tint une réunion "[...] para apreciar a solução da crise partidária e reconstituir a organização juvenil [...]" (*A Batalha*, 1.9.1923). Une deuxième réunion est convoquée pour le 14 (*A Batalha*, 14.9.1923), une autre au nom de la 'Federação' pour le 22 septembre (*A Batalha*, 22.9.1923). *A Batalha* du 4 octobre finalement publie une note de la J.N.d.J.C. selon laquelle pendant une autre réunion, deux membres de la 'Comissão organizadora da Federação' déclarèrent dans leur exposé dissoudre la 'Federação' en faveur de la J.N.d.J.C.: "[...] dissolver-se em virtude de julgar desnecessária a sua existência logo que a J.N.d.J.C. decidiu retomar a actividade [...], inscrever-se individualmente e incitar todos que estavam aderentes à F.d.J.C. a inscreverem-se nos organismos aderentes à J.N.d.J.C. [...], considerar inexistentes os motivos que originaram a crise das J.C. e solucionada portanto a mesma". Une motion prise par la J.N.d.J.C. quelques jours plus tard confirme cependant: "1° Aceitar a resolução da F.d.J.C. considerando também desta maneira solucionada a crise da organização juvenil comunista; 2° Levantar todas as sanções ou irradiações [...] deste organismo, após a Conferência de 4 de Março, excepto a que se refere a Manuel de Abreu Vieira; 3° Agregar a esta Junta, na qualidade de seus membros efectivos, dois novos componentes." (ibid., il s'agit de Vitor de Sousa et Fausto Teixeira, cf. *A Batalha*, 13.10.1923). Tout ce procédé fait ressortir qu'en ce qui concerne les Jeunesses, rien de fondamental n'avait changé, développement qui sera confirmé par le déroulement du congrès (voir: docs. 191 et 192).

⁷ Voir doc. 176, note 2.

⁸ Après les sanctions, les délégués de Porto étaient: Salvaterra Júnior, M.F. Torres et Aurélio da Cunha Guimarães, tous des membres non liés directement à la fraction dissidente (cf. *A Batalha*, 13.10.1923).

⁹ Ce mandat ne sera pas confirmé, Caetano de Sousa ne figure ni parmi les membres nouvellement élus de la direction de la Commune 'Karl Marx' en octobre, ni parmi les délégués au congrès (cf. *A Batalha*, 30.10.1923).

¹⁰ Il y eut en effet un remaniement au C.E. provisoire. José Rodrigues prend la place de Cristiano Linhares, "retirado de Lisboa por motivos imperiosos", décision prise lors d'une réunion de la C.E. du 17 août. Nous ne disposons pas de références sur le deuxième remaniement (*A Batalha*, 22.8.1923).

¹¹ Une telle lettre ne figure pas dans les archives.

¹² C. de Sousa fut élu Secrétaire Général de la 'Comissão administrativa da Associação de Classe dos Empregados do Estado', syndicat des employés de l'état (*A União*, no. 35, 1.10. 1923).

¹³ Voir doc. 186.

176

¹ D'après J. da Silva (Memórias I, pp. 152 et suiv.) il ne s'agissait – excepté le cas de H. Fernandes – que de suspensions par lesquelles étaient touchés Américo Antelo, António Sales, Apolino Aragão, Domingos Ferreira Fontes et Anibal Barbosa Cardoso. Sur ce nouvel éclatement de la crise, il n'y a que très peu d'indications; les discussions, cette fois, restent internes (cf. doc. 175). *A Batalha* du 17 octobre fait état d'une assemblée générale du 'Centro Comunista do Porto' où devait être discuté le plan de formation d'une fédération, réunion durant laquelle auraient été prises les sanctions. Toute la correspondance devait être adressée à Henrique Fernandes. Les radiations sont confirmées par une note de la 'Federação Comunista (Comissão Executiva)'

[de Porto?] qui précise “[...] tomou conhecimento dum ofício dos componentes da Comissão Administrativa do Porto, irradiados pelo Comité Executivo. Tomou ainda conhecimento do pedido de demissão do secretário geral.” (*A Batalha*, 26.10. 1923). Humbert-Droz lui-même parle d’une scission des dissidents dans l’organisation de Porto. Voir doc. 192, cf. doc. 191.

² Voir doc. 163.

³ Cette nouvelle affaire semble être différente de celle du procès en diffamation contre J.C. Rates (cf. doc. 163, note 12). Un communiqué du C. E. du 17.8. exige la rétractation des accusations: “O C.E. resolveu prevenir por este meio os individuos citados pela decisão da I.C. a fazer retratações públicas, de que devem cumprir esta decisão até o dia 31 do corrente, sob pena de irradiação partidária” (*A Batalha*, 22.8.1923). Il a été suivi par C. de Sousa, Pires Barreira, António Monteiro et J. de Sousa le 31 août “[...] agora que após a intervenção da Internacional se encontra reconstruida a unidade no nosso partido [...]” (Conflito partidário, *A Batalha*, 4.9.1923).

⁴ Voir doc. 186.

177

¹ Marcel Cachin. Voir AHD I, p. 63, note 3.

² Ne se trouve pas dans les archives Humbert-Droz.

178

¹ Il s’agit de l’Union Socialiste-Communiste (U.S.C.) fondée en avril 1923 et formée à partir du P.U.C. de Frossard et de l’U.F.S. de Verfeuil. La qualification de ‘résistants’ provient du Comité de défense communiste (comité de résistance) qui fut fondé dans la fédération de la Seine, au temps du IV^e congrès mondial de l’I.C. par Méric, Pioch, Lafont, Torres et autres, dont les membres, après leur expulsion du P.C.F., avaient fondé avec Frossard le P.U.C. Cf. R. Wohl, *French Communism*, pp. 314 et suiv.; AHD I, pp. 417 et suiv., et pp. 579, 580, 588, 619.

² Dans cet article, ‘Der Schnittpunkt’, qui se réfère à l’article ‘Trennendes’ de Reventlow, paru aussi dans le même numéro de la *Rote Fahne* (2.9.1923), on dit que les nationalistes de Reventlow et les communistes “treffen sich in der nationalen Befreiung Deutschlands” et “können praktisch eine Strecke zusammenwirken [...] in der Form eines Bündnisses.”

³ Ernst Graf von Reventlow (1869–1943), 1888–1899 dans la marine; en tant que journaliste, il critique le régime et la politique de Guillaume II, relative à la marine. Après la 1^{re} guerre mondiale, il est membre du ‘deutsch-völkische Freipartei’ et s’oppose à la république de Weimar. 1927 membre du N.S.D.A.P.; 1924–1933, membre du Reichstag; 1933–1936, dans la direction du ‘Deutsche Glaubensbewegung’, défend alors des thèses teintées de socialisme (publication: ‘Deutscher Sozialismus’, 1933) et plus tard devient davantage national-conservateur (‘Von Potsdam nach Doorn’, 1940). (Cf. G. Taddey, *Lexikon der deutschen Geschichte*, p. 1174).

⁴ Voia Vujović. Cf. AHD I, p. 479, note 2.

⁵ Les efforts du Parti communiste allemand pour gagner les faveurs de la petite bourgeoisie déclassée de tendance nationaliste avaient peu de succès. Aux yeux de la direction du Parti Communiste allemand, le ‘Schlageter-Kurs’ en tant que complément de la tactique du front unique avait déjà atteint son but, s’il parvenait à neutraliser des

parties de la classe moyenne qui, face aux communistes, étaient méfiantes (Cf. Bericht über die Verhandlungen, p. 11 et suiv.; P. Broué, Révolution en Allemagne, p. 737). A partir de la mi-septembre, alors que les préparatifs d'un soulèvement armé devenaient le point capital de la politique du Parti communiste allemand, et que les initiatives des forces d'extrême droite s'avéraient plus fréquentes, le P.C.A. modifia sa caractérisation des 'Deutsch-nationale'. Cf. Radek déjà dans la *Rote Fahne* du 18.9: "Die deutschen Nationalen führen eine Kampagne gegen Stresemann als den Vorbereiter der Kapitulation. Herr Ludendorff und Herr Hitler proclamieren den Kampf um die Macht, um den Kampf gegen die Entente vorzubereiten. Aber das alles ist Schall und Rauch und würde verwehen an dem Tage, wo sie zur Regierung gelangen würden [...]." La *Rote Fahne* du 20.9.1923 considérait la déclaration de l'ensemble des courants nationalistes du Reichstag et du Landtag prussien contre la politique de capitulation de Stresemann comme "Ankündigung des Bürgerkrieges gegen die Arbeiterklasse." Dans un appel du P.C.A. (*Rote Fahne* du 21.9.1923) les nationalistes sont ainsi caractérisés: "Die Deutschnationalen und die Völkischen erheben Protest gegen die Politik der Stresemannregierung. Dieser Protest ist Heuchelei. Auch sie sind bereit, Schweiß und Blut der deutschen Volksmassen Poincaré auszuliefern. Sie laufen, mit Helfferich an der Spitze, Sturm gegen die Belastung der Besitzenden. Sie rüsten nicht gegen Frankreich, sondern zum Bürgerkrieg gegen das Proletariat, um es verschärfter Ausbeutung gefügig zu machen. Sie bereiten von Bayern und vom Rheinland her die Zerstückelung Deutschlands vor. Die Führer der Völkischen sind nur Drahtpuppen in der Hand der Schwerindustrie und der Großagrarien." Voir aussi: Appel du P.C.A. du 27.9.1923, *Inprekorr*, 28.9.1923; cf. W.T. Angress, Stillborn Revolution, pp. 349, 415 et suiv.; P. Broué, Révolution en Allemagne, pp. 718-741; R. Fischer, Stalin, pp. 349 et suiv. Selon O.K. Flechtheim, Die Kommunistische Partei, p. 178, la centrale du P.C.A. stoppa seulement le 'Schlageter-Kurs' "als manche Bezirksgrößen auf den Plakaten neben dem Sowjetstern das Hakenkreuz brachten und zu Streitgesprächen zwischen völkischen und kommunistischen Rednern einluden".

⁶ Cf. *L'Humanité*, 17., 21., 24.9.; 1^{er}, et 9.10.1923.

⁷ Série d'articles, 'Réparations ou politique de guerre', cf. *Le Populaire*, 5., 7., 12., 15.9.1923; voir aussi R. Wohl, French Communism p. 340. Salomon Grumbach, cf. AHD I, p. 484, note 16.

⁸ On pouvait lire dans l'article 'Ein proletarisches Reparationsprogramm' de la *Rote Fahne* du 19.9.1923: "Solange in Frankreich nicht eine proletarische Regierung am Ruder ist, die erlaubt den Versailler Räubervertrag zu liquidieren, solange wird auch eine proletarische Regierung notgedrungen zahlen müssen und sie wird die Bereitschaft dazu erklären müssen. Sie wird, gestützt auf die Besitznahme der Großindustrie und der großen Landwirtschaft, Gold und andere Werte opfern, um den Frieden und eine Atempause für den sozialistischen Wiederaufbau von den Räubern des französischen Imperialismus zu erkaufen." Et dans un appel de Moscou du P.C.F. avec le P.C.A., le Comité Exécutif des Comités d'Usine d'Allemagne, la C.G.T.U., les partis communistes de Pologne et de Tchécoslovaquie, le 28 septembre: "L'Allemagne révolutionnaire ne pense pas à une guerre de revanche contre la France. Elle veut l'alliance et la collaboration avec les ouvriers et les paysans français. Elle veut écraser définitivement le fascisme et le nationalisme, serviteurs du grand capital et ennemis inexorables du peuple travailleur. La révolution allemande, c'est la paix." Cf. *L'Humanité*, 16.10.1923.

⁹ Déjà en mai 1923, les Jeunesses communistes disposaient presque de 2 000 cellules dans l'armée française, plus de 60 communistes occupaient des places importantes

d'officiers. En ce qui concerne le travail antimilitariste dans l'armée de la Ruhr, voir de façon détaillée: H. Barbé, *Souvenirs de militant*, pp. 25 et suiv. En octobre 1923 la presse antimilitariste des J.C. (journal mensuel *La Caserne*, *Le Jean de Gouin* pour la marine, *Le Conscrit* pour les nouvelles recrues) circula plus intensément. *L'Humanité des Soldats*, journal mensuel depuis la première moitié de l'année, parut en octobre deux fois par semaine. Cf. *ibid.*, pp. 29 et suiv.; N. Racine et L. Bodin, *Le P.C.F.* p. 276; voir aussi Vaillant-Couturier dans *Inprekorr*, 24 et 28.9.1923. Le IV^e congrès mondial de l'I.C. avait, dans le 'Programme de travail et d'action du Parti communiste français', fixé les devoirs du travail antimilitariste de la façon suivante: "Une propagande spéciale doit être faite dans les régions dévastées, pour dénoncer les deux bourgeoisies comme responsables des maux qui affligent ces contrées et développer l'esprit de solidarité des ouvriers des deux pays. Le mot d'ordre communiste doit être: fraternisation des soldats et des ouvriers français et allemands sur la rive gauche. Le parti se tiendra en liaison étroite avec le parti frère d'Allemagne pour mener à bien cette lutte contre le traité de Versailles et ses conséquences. [...] Un travail systématique de pénétration communiste dans l'armée doit être entrepris par le parti." (Cf. AHD I, p. 617; IV^e congrès communiste mondial, pp. 42-48). Le travail antimilitariste en France et en Allemagne fut soutenu financièrement par l'I.C. et dirigé par un 'collège', auquel appartenaient: deux généraux de l'Armée Rouge (psd. Anton et Pierre), V. Vujović, Harry (allemand d'origine israéliite, homme de liaison pour les questions de politique et d'organisation; en 1936, agitateur en France chez Renault; 1943 probablement arrêté par la police allemande, puis a disparu), W. Münzenberg comme représentant du mouvement allemand et J. Doriot comme représentant du mouvement français. Cf. H. Barbé, *Souvenirs de militant*, pp. 30 et suiv. Le 26 octobre, Vaillant-Couturier devait constater que, malgré une propagande massive, seulement une minorité des troupes françaises rejoignait les communistes (cf. *L'Humanité*, 26.10. 1923). En novembre seulement, 135 communistes, dont certains chefs des J.C., furent arrêtés, à cause de leurs activités dans l'armée. En juin 1924, à Mayence, ils comparurent devant le tribunal, et furent condamnés à de fortes peines de prison. (Cf. A. Ferrat, *Histoire*, pp. 137 et suiv.; G. Walter, *Histoire*, pp. 100 et suiv.; A. Marty, *Le procès de Mayence*; voir aussi: R. Wohl, *French Communism*, pp. 321 et suiv. et p. 341; W.T. Angress, *Stillborn Revolution*, p. 296; H. Köller, *Kampfbündnis*, surtout pp. 255-269 et 303-309; R. Chitarow, *Der Kampf um die Massen*, pp. 42-46).

¹⁰ Paul Vaillant-Couturier voir AHD I, p. 183, note 24.

¹¹ Joseph Tommasi, voir AHD I, p. 89, note 33.

¹² Jacques Doriot (1898-1945), métallurgiste, 1916 membre des jeunesses socialistes à Saint-Denis, co-fondateur des J.C., en 1921 délégué au IV^e congrès de l'I.C.J., à partir de 1923 secrétaire général des J.C. françaises. Les points importants de son activité pendant les années qui suivent, sont des campagnes anti-militaristes, notamment pendant la guerre du Maroc, pour lesquelles il fut plusieurs fois arrêté. 1924 député du P.C.F. A partir de 1926 au bureau politique. Candidat au C.E. de l'I.C. aux V^e et VI^e congrès de l'I.C. A partir de 1928 membre du bureau politique, mais cependant sans appartenir véritablement à la direction. Pendant les années qui suivent, surtout actif comme maire de Saint-Denis. 1933/34 critique de la politique du 'social-fascisme' et pour une politique d'unité d'action. Après le 6.2.1934 en conflit ouvert avec le parti et en juin exclusion. Il essaye d'abord de fonder un nouveau parti de gauche et appartient au bureau de Londres. A partir de 1935 tendances fascistes de plus en plus importantes. En 1936, fonde le Parti populaire français. Quelques temps au front de l'Est. 1944 fuite en Allemagne où il sera nommé chef du

gouvernement fasciste en exil par Hitler. En 1945, il est tué lors d'une attaque aérienne. (Cf. Dieter Wolf, *Die Doriot-Bewegung. Ein Beitrag zur Geschichte des französischen Faschismus*. Stuttgart 1967).

¹³ Du K.P.D., cf. doc. 172.

¹⁴ Raymond Poincaré, voir AHD I, p. 177. note 12.

¹⁵ Après que Baldwin et Poincaré se fussent entretenus à l'ambassade anglaise à Paris le 19 septembre 1923 ils déclarèrent tous deux que "sur aucune question, il n'existe de différence de but ni de divergence de principe qui puisse compromettre les relations des deux pays". Cit. cf. *B.C.*, 27.9.1923. Encore le 11 août 1923 Curzon avait envoyé à Poincaré un message de protestation concernant l'occupation française de la Ruhr qui notamment disait: "His Majesty's Government remains of the opinion that an undertaking freely entered into, because acknowledged to be just and reasonable, stands, in practice, on a different footing and offers better prospects of faithful execution, than an engagement subscribed under the compulsion of an ultimatum, and protested against at the very moment of signature as beyond the signatory's capacity to make good." Cit. cf. A. Wolfers, *Britain and France*, p. 91, note 20. Le 20 août Poincaré repoussa les reproches anglais et décrivit ainsi la position de la Grande-Bretagne: "L'intérêt de l'Angleterre est sans doute que l'Allemagne se relève; il n'est certainement pas que la France soit abaissée." Et sur l'attitude britannique: "C'est la résistance de l'Allemagne qui prolonge une situation douloureuse; tout ce qui peut encourager la résistance de l'Allemagne contribue à cette prolongation, et tout ce qui ne décourage pas cette résistance l'encourage." Cit. cf. *ibid.*; en ce qui concerne les disputes franco-britanniques de mai-août et septembre 1923 voir en détail E. Weill-Raynal, *Les réparations allemandes*, II, pp. 400-457 et 496-506; voir aussi E. Bonnefous, *Histoire politique*, III, pp. 356 et suiv.

¹⁶ Gustav Stresemann (1878-1929), chancelier allemand et ministre des affaires étrangères. Fils d'un dépositaire de brasserie; études en sciences politiques et historiques; de 1902-18 syndic de l'union des industriels de Saxe, à partir de 1903, membre du parti national-libéral, membre du "Reichstag" de 1907 à 1912 et de 1914 à 1918. Membre de l'union des "Alldeutschen", ami avec Ludendorff, soutient pendant la I^{re} guerre mondiale la position de "Siegfried"; participe à la chute de Bethmann-Hollweg; co-fondateur et dirigeant du parti populaire allemand (1920-29). Du 13.8. au 23.11.1923 chancelier et ministre des affaires étrangères (grande coalition); destitution du gouvernement social-démocrate/communiste en Thuringe et en Saxe avec l'aide de la Reichswehr, par le départ du S.P.D. de la coalition; chute après 100 jours de gouvernement, ensuite ministre des affaires étrangères jusqu'à sa mort. Soutient une politique d'entente avec les puissances victorieuses. "Nicht völlig frei von monarchistischen Neigungen ('Kronprinzenbrief', 1925) strebte S. die Wiederherstellung der wirtschaftlichen und politischen Machtstellung des deutschen Reiches an, in grundsätzlicher Übereinstimmung mit dem Reichsverband der deutschen Industrie". Cf. G. Taddey, *Lexikon der deutschen Geschichte*, p. 1174.

¹⁷ Le 4 septembre 1923, Stresemann s'était montré favorable à des entretiens avec les gouvernements français et belge sur l'arrêt des combats dans la Ruhr. Poincaré (comme les Belges) présenta dans sa réponse la condition suivante: "qu'il était d'abord nécessaire que cette résistance cessât." Cf. E. Weill-Raynal, *Les réparations allemandes*, II, pp. 458 et suiv.; cf. entre autres E. Pawlowski, 'Vor der Kapitulation', in: *Die Kommunistische Internationale*, n° 28-30, IV^{ème} année (1923), pp. 14-29. Le 26 septembre 1923, la résistance passive fut officiellement arrêtée, cf. doc. 180, note 1.

¹⁸ Paru dans *L'Humanité*, 19.9.1923; voir aussi doc. 174. note 13.

¹⁹ Après que le II^e plénum du C.E. de l'I.C. en juin 1922 ait reproché à Renoult

d'avoir dirigé une campagne contre l'I.C. par son refus catégorique de la tactique du front unique en tant que directeur de *L'Internationale*, celui-ci abandonna ses responsabilités de directeur de *L'Internationale* et de membre du C.D. le 22 juin 1922. Le C.D. le soutenant il retira le 1^{er} juillet sa demande de démission et se mit à la tête de toute l'opposition "extrême-gauche fédéraliste et syndicaliste, droite et centre-droite" (cf. AHD I, p. 240) contre les décisions du C.E. de l'I.C. concernant les questions françaises et les concessions de Frossard à Moscou. (Cf. la résolution du Comité exécutif élargi du 11.6.1922 dans: Parti Communiste (S.F.I.C.), Rapport du Secrétariat, pp. 54 et 59 (voir aussi p. 61) et AHD I, pp. 563 et suiv.; le discours de Frossard cf. *ibid.*, pp. 565 et suiv.; voir aussi *ibid.*, p. 193, note 12, et p. 241, note 5; R. Wohl, *French Communism*, pp. 275-278; *L'Humanité*, 2. et 3.7.1922. Jusqu'au II^e congrès du P.C.F. à Paris (15.-19.10.1922) "la minorité de Renoult s'affirme comme plus importante que les premières prévisions; elle est en très grande majorité formée d'ouvriers..." (cf. AHD I, p. 362, et 349). Lors du congrès de Paris, Renoult représentait le "centre-droite" dont il fut avec Jean Duret le représentant au IV^e congrès mondial de l'I.C. (4.11.-5.12.1922). Avec les délégués de la "gauche" et du "centre", Renoult adhéra à la résolution de la commission française (cf. IV^e congrès communiste mondial, pp. 26-48 et AHD I, pp. 607-619), après qu'il soit revenu devant le congrès à son refus de la tactique du front unique. Cf. Protokoll des Vierten Kongresses, p. 877; cf. R. Wohl, *French Communism*, pp. 297: "In Renoult's case, conversations with the Bolshevik leaders and a deep moral commitment to the Third International seem to have persuaded him that his opposition was mistaken." Lors de la séance du C.N. du P.C.F. du 21 janvier 1923 à Boulogne, les décisions du congrès mondial furent ratifiées, la composition recommandée des différents organes de la direction fut votée à l'unanimité. L'ancienne tendance de Renoult était représentée par 4 membres (Barberet, Dubus, Fromont, Werth) et un membre du B.P. La séance du C.N. annonça la dissolution des fractions. Cf. IV^e congrès communiste mondial, pp. 38-41; AHD I, pp. 391 et suiv.; R. Wohl, *French Communism*, p. 324. Daniel Renoult voir AHD I, p. 112, note 6.

²⁰ André Marty (voir AHD I, p. 284, note 5) fut condamné à 20 ans de travaux forcés en 1919 pour avoir provoqué une mutinerie sur un bateau de guerre français en Mer Noire, en 1923 (encore emprisonné) il fut le candidat du Comité général pour l'amnistie, pour les élections municipales et il fut amnistié. Cf. R. Wohl, *French Communism*, p. 334; *L'Humanité*, 27.9.1923.

²¹ Lucien Midol, né en 1893, mécanicien, en 1919 adhère au P.S.; en 1918 secrétaire de l'Union des syndicats au P.L.M., 1920 secrétaire de la fédération des cheminots, entre au P.C. 1925 membre du C.C. du P.C.F. et de la commission exécutive de la C.G.T.U. 1926 au bureau politique, député après la guerre.

²² Note de Humbert-Droz dans la copie: "Jacques Sadoul, officier français attaché à l'ambassade de France à Moscou, ayant passé aux côtés de la Révolution russe. Auteur des lettres adressées, pendant la révolution, à Romain Rolland," Cf. AHD I, p. 14, note 13.

²³ Jean Goldschild, dit Goldsky (pseudonyme Jacques Guerrier). 1890-1969. Publiciste, anarchiste. Il adhéra très vite au mouvement libertaire. Goldsky compta parmi les quelques anarchistes individualistes qui tentèrent l'expérience de la colonie communautaire de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) fondée en 1906, qui se solda par un échec en 1908. Disciple de Gustave Hervé, il fit partie des Jeunes Gardes, auprès d'Almeryda et de Merle. Membre du comité directeur de la fédération révolutionnaire créé en avril 1909. Rédacteur au *Rappel* en 1913. Mars-décembre 1916, il fut secrétaire général de rédaction au *Bonnet rouge*. En 1917, il fonda *La*

Tranchée républicaine (sept numéros). Mai 1918, il fut condamné à huit ans de travaux forcés. Après sa libération anticipée, en août 1924, Goldsky s'éloigna des milieux anarchistes. (Cf. J. Maitron, Dictionnaire, vol. 12, p. 301).

²⁴ Joseph Caillaux (1863-1944), d'une famille de la grosse bourgeoisie, inspecteur de finances, 1898 député, dirigeant des radicaux de gauche avant la I^{re} guerre mondiale et champion de l'impôt sur le revenu. Propose à Jaurès en juin 1914 un gouvernement de gauche. En 1918 sous Clémenceau, il est poursuivi ainsi que Briand pour avoir entrepris des pourparlers de paix secrets. A partir de 1925 à plusieurs reprises ministre des finances. Dirigeant de l'opposition au sénat sous le gouvernement de Blum pendant le Front populaire en 1936. Cf. L. Trotsky, *Le mouvement communiste* p. 683; R. Wohl, *French Communism*, pp. 40 et 98.

²⁵ Sur l'amnistie; cf. R. Wohl, *French Communism*, p. 334.

²⁶ Cf. Humbert-Droz à Zinov'ev, 21.4.1923: "La fédération de la Seine reste totalement repliée sur elle-même, centralisée et bureaucratisée, sans vie." (AHD I, p. 473). Cf. le discours de Trockij lors du IV^e congrès mondial de l'I.C. le 1^{er} décembre 1922 à propos de la question française, pendant lequel il énuméra les lettres dans lesquelles se trouvaient les critiques du C.E. de l'I.C. visant la Fédération de la Seine. (L. Trotsky, *Le mouvement communiste*, pp. 221-260, en particulier pp. 238-242; voir aussi AHD I, pp. 559 et suiv.)

²⁷ Cf. AHD I, pp. 141 et suiv.; R. Wohl, *French Communism*, pp. 348 et suiv., 381, 405; sur les rapports Treint - S. Girault voir entre autres H. Barbé, *Souvenirs de militant*, pp. 50 et suiv.; Léon Ilbert, né en 1883, 1922-1923: membre du Conseil fédéral communiste de la Seine; AHD I, doc. 119.

²⁸ Jean Baptiste Roger Rieu, voir AHD I, p. 414, note 12.

²⁹ Ludovic Oscar Frossard, voir AHD I, p. 30, note 7.

³⁰ R. Wohl (*French Communism*, p. 334, note 1) évalue le nombre des membres, à l'automne 1923 à 45-50,000. D'après Fauvet, pendant les années suivantes, furent données le nombre de cartes suivants: 1922, 78.828; 1923, 55.598; 1924, 74.278; 1925, 66.293. Cf. J. Fauvet, *Histoire*, p. 280. D'après Ferrat les chiffres étaient les suivants: 1922 environ 60,000; 1923 environ 45,000; 1924 environ 60,000; 1925 environ 60,000. Cf. A. Ferrat, *Histoire*, p. 143; voir aussi 'Le P.C.F. sous la III^e République (1920-1939): Mouvement des effectifs et structures d'organisation', dans: A. Kriegel, *Le pain et les roses*, en particulier pp. 187 et suiv.; Jedermann, *La 'bolchévisation'*, p. 108 et suiv.

³¹ Jean Renaud, voir AHD I, p. 203, note 8.

³² Voir AHD I, pp. 480 et suiv. et pp. 492 et suiv.

³³ Pierre Monatte, voir AHD I, p. 4, note 1.

179

¹ Ces documents ne figurent pas dans les archives.

² Voir *O Comunista* (II^e série), rédigé en effet en grande partie par Rates lui-même.

³ Pour la date exacte voir docs. 185 et 190.

180

¹ Après une proclamation commune du président du Reich et du gouvernement le 26 septembre 1923, la résistance passive contre l'occupation de la Ruhr a été officiellement abandonnée. Le 3 octobre, Stresemann a justifié cette décision au Reichstag.

Cf. Stenografische Berichte des Reichstages, t. 361, pp. 11.933 et suiv.; E. Weill-Raynal, Les réparations allemandes, II, pp. 458 et suiv. Stresemann le 25 octobre à Hagen: "Wir sind gezwungen gewesen, diesen Widerstand abubrechen. Wahrlich nicht aus Liebe zu Frankreich, wahrlich nicht, um uns die Gunst des Herrn Poincaré zu erwerben. Wir haben ihn abbrechen müssen aus Liebe zum deutschen Volke, weil wir uns verbluteten an diesem Widerstand, weil wir uns verbluteten an dem Währungsverfall, der sich daraus ergab und der uns in Verhältnisse gebracht hat, die dem Menschen in Deutschland an einem Tag nicht mehr die Sicherheit geben, ob er am nächsten Tag noch die Grundlagen des Lebens so hat, wie sie ihm vor vierundzwanzig Stunden gegeben waren. Wir haben ihn abbrechen müssen, um klare Verhältnisse in der internationalen Einstellung der Völker zu schaffen." (*Die Zeit*, 27.10.1923, dans: A. Hartung (éd.), Gustav Stresemann, p. 288) Cf. J. Humbert-Droz dans *L'Humanité*, 25.9.1923; "Ce n'est pas par nationalisme que les communistes allemands s'opposent à la capitulation de Stresemann, c'est parce qu'elle entraîne – comme le dit la *Rote Fahne* (numéro du 19 septembre) *une formidable extension du pouvoir du capital sur les ouvriers allemands*." Cf. Radek, 'Die Kapitulation der deutschen Bourgeoisie', dans *Inprekorr*, 2.10.1923; "Die Bourgeoisie hörte auf, eine Klasse zu sein, die die Unabhängigkeit der Nation verteidigt." La résolution du IV^e congrès mondial de l'I.C. sur le traité de Versailles était la raison de l'attitude des communistes vis-à-vis de Stresemann: "La tâche des partis communistes et en premier lieu de ceux des pays vainqueurs, est de rendre clair aux masses que l'oeuvre de paix de Versailles rejette toutes les charges sur les épaules du prolétariat, aussi bien dans les pays vainqueurs que dans les pays vaincus, et que les prolétaires de tous les pays en sont les véritables victimes. Sur cette base les partis communistes, et en premier lieu ceux d'Allemagne et de France, doivent mener la lutte commune contre le traité de Versailles." Cf. IV^e Congrès communiste mondial, p. 169; voir aussi G. Stresemann, *Vermächtnis*, I, p. 98, pp. 100–128; *L'Humanité*, 27.9.1923; *Inprekorr*, 28.9.1923; W.T. Angress, *Stillborn Revolution*, pp. 414 et suiv.; R. Wohl, *French Communism*, pp. 337 et suiv.; doc. 178 note 15.

² Voir doc. 178.

³ Voir E. Weber, *Action Française*. Stanford (Calif.), 1962.

⁴ Dès le début de l'occupation française de la Ruhr le 15 janvier 1923, on a eu recours à de violents déblaiements de stocks et de mines, pour effectuer une véritable exploitation des réserves de charbon. Des ingénieurs français furent aussi nommés chefs d'entreprise, pour garantir un maintien du rendement. Le gouvernement français fut contraint de procéder à des négociations avec les industriels allemands, car les mesures se révélèrent peu efficaces (jusqu'à la fin novembre 1923 seulement 3.590.000 tonnes de coke et de charbon furent exportées en France et en Belgique). D'août à début novembre, des accords de couverture furent conclus entre la 'Mission interalliée de contrôle des usines et mines' (Micum) et 4 grands trusts allemands (Becker, Phoenix, Krupp et Rheinische Stahlwerke), ainsi qu'avec plusieurs petites entreprises de mines. Ces accords constituaient donc la base des conventions suivantes du Micum et de la commission des six de l'Union Minière (entre autres Stinnes, Thyssen et Voegler) du 23 novembre 1923 à Düsseldorf, d'après lesquelles les mines devaient donner 21%, plus tard 27% de leur extraction. A celles-ci succédaient d'autres conventions semblables avec d'autres branches de l'industrie. Cf. E. Weill-Raynal, *Les réparations allemandes*, II, pp. 394 et suiv. et 463 et suiv.; H. Köller, *Kampfbündnis*, pp. 258 et suiv.; au sujet de la convention de Düsseldorf cf. *B.C.* 13.12.1923; "Si cet accord signifie la victoire de la grosse industrie française sur l'industrie allemande, il signifie aussi et avant tout la victoire des groupes rivaux

d'exploiteurs sur le prolétariat de la Ruhr et de la Rhénanie." Voir aussi A. Ker, 'Das französische Hüttenkomitee und die Ruhrbesetzung', dans: *Die Kommunistische Internationale*, 4(1923), no. 27, pp. 60-77.

⁵ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Grumbach". Salomon Grumbach, voir AHD I, p. 484, note 16.

⁶ Paul Faure (1878-1960), fils d'un avocat; déjà membre en 1901 de la direction du P.O.F. guesdiste, journaliste et conférencier, rédacteur en chef du *Populaire du Centre*. A partir de 1915, un des chefs de la minorité pacifiste et internationaliste dans la S.F.I.O. (Longuet), ensuite des "reconstructeurs", adversaire de la liaison avec l'Internationale Communiste. Jusqu'en 1940, secrétaire général de la S.F.I.O., plusieurs fois député. Depuis 1938, chef de la "Münchener Strömung" de la S.F.I.O., adversaire de Léon Blum. Partisan de Vichy en 1940. Exclusion du parti en 1944. Cf. entre autres Paul Louis, *Histoire du socialisme*, pp. 361 et suiv.

⁷ Voir doc. 178, note 8; citations extraites de la *Rote Fahne* dans *L'Humanité*, 26.9.1923.

⁸ Il s'agit de l'approbation des crédits de guerre et de la politique de 'Burgfrieden' avec les gouvernements de l'époque.

⁹ Fondé en décembre 1922 par le P.C.F. et la C.G.T.U. contre l'occupation de la Ruhr. (Cf. R. Wohl, *French Communism*, pp. 318 et suiv. et pp. 329-331; N. Racine et L. Bodin, *Le Parti communiste*, pp. 274 et suiv.; G. Walter, *Histoire*, pp. 128-140).

¹⁰ Cf. la déclaration du C.D. sur la question allemande: "Dès aujourd'hui, chaque membre du P.C. doit se considérer comme mobilisé au service de la révolution allemande." (*L'Humanité*, 28.9.1923).

¹¹ Cf. l'appel des jeunesses communistes dans *L'Humanité*.

¹² Note de Humbert-Droz: "Quotidien de la gauche, indépendant des partis." Voir doc. 174, note 19.

¹³ Journal du soir du P.C.F. Début 1922, parution suspendue: manque de lecteurs (rédacteur D. Renoult). A partir du 7 novembre 1923, l'*Internationale* a été de nouveau éditée avec un tirage quotidien de 10-12.000 (rédacteur Vaillant-Couturier) pour accentuer la propagande de soutien à la révolution allemande, cf. déclaration dans *L'Humanité* du 5. et 6.11.1923; cf. R. Wohl, *French Communism*, p. 341: "Moscow had provided an emergency fund with which to purchase a radio transmitter and launch the PCF's evening daily." Déjà le 10.1.1924 *L'Humanité* annonça de nouveau la suspension de l'*Internationale*, en raison de la diminution du mouvement révolutionnaire en Allemagne: "Notre Parti frère allemand croyait à la Révolution et se préparait à faire tout son devoir. Nous n'avions qu'à le soutenir sans réserve, et c'est ce que nous avons fait".

¹⁴ Paru dans *B.C.*, 4.1.1924, sous le titre 'Pour le congrès de la Seine. Projet de motion'. Cette résolution du groupe Renoult critiquait la négligence de l'éducation syndicaliste des membres, le manque de véritables cellules d'entreprise dans la fédération de la Seine, une campagne de recrutement non adaptée et la négligence au niveau de la propagande pour le front unique. Malgré le doublement du nombre des délégués de secteur, aucune amélioration des rapports entre la base et le conseil fédéral ne s'est révélée; c'est pourquoi la résolution exige une réduction du personnel administratif. Voir aussi doc. 199 de ce tome.

¹⁵ Jean Duret voir AHD I, p. 279, note 6.

¹⁶ De la conférence de Moscou, voir doc. 174, note 3.

¹ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Les passages en italique ont été ajoutés

sur le brouillon à la plume par Humbert-Droz, alias Charpentier.”

² Alliance des mineurs, des cheminots et des ouvriers du transport anglais, fondée à l'automne 1914 en vue de la préparation d'une grève générale. De nouveau animée en février 1919, pour organiser une opposition à la politique de démobilisation de Lloyd George. Cf. A.J.P. Taylor, *English History*, pp. 139 et suiv.

³ Gaston Monmousseau voir AHD I, p. 6, note 9.

182

¹ Ces documents ne figurent pas dans les archives.

² Voir doc. 171.

³ Humbert-Droz se réfère au projet de thèse: *O Governo dos operários e dos camponeses*, Tese para o Iº congresso do P.C.P., publiée en septembre (*O Comunista*, n° 5, 10.9.1923). A part quelques conceptions ‘sociologiques’ et ‘administratives’ “Todos os organismos de administração pública serão constituídos: a) Por 2/3 de representantes dos operários, dos camponeses pobres, dos soldados e das corporações técnicas e científicas; b) Por 1/3 de representantes eleitos por sufrágio directo”—le projet offre une alternative originale pour la solution de la question coloniale: la vente de l'empire colonial [...]: “[...] 5º Solução financeira urgente pela alienação de parte dos bens territoriais ultramarinos, cujas populações o Estado português pela sua deficiência de recursos, não pode valorizar pela instrução e preparar assim o termo da sua exploração secular”. Sur la modification de la thèse, voir doc. 194.

⁴ Cette lettre ne figure pas dans les archives.

⁵ En ce qui concerne les liaisons avec le P.S., il est fort probable que les relations entre J.C. Rates et C. Nogueira se soient poursuivies. A l'occasion du Congrès de Fondation de l'I.O.S., le P.C.P. exhorte les socialistes portugais à ne pas accepter ses décisions concernant l'unité entre les deux partis (*O Congresso de Hamburgo*, *O Comunista*, n° 4, 15.7.1923). Une politique de front unique avec le P.S. est maintenue (cf. doc. 194 et note 21 et doc. 209 et note 3).

⁶ Voir doc. 170; il s'agit de Augusto Machado et de Sà Viana.

⁷ Ces documents ne figurent pas dans les archives. Il pourrait s'agir là d'une lettre de félicitation au syndicat des arsenaux de la marine, publiée dans *O Eco do Arsenal*, n° 86, 1.12.1923 (Palavras de Humbert-Droz).

183

¹ Pour les thèses voir doc. 182 et 194.

² Voir doc. 182.

³ Voir doc. 171.

⁴ Voir doc. 175.

⁵ Voir doc. 185.

184

¹ Voir doc. 174, note 3.

² Congrès de la C.G.T.U. du 12 au 17 novembre 1923; voir doc. 174, note 12, et doc. 207, note 2.

³ Henri Barbusse voir AHD I, p. 3, note 1.

185

¹ Voir docs. 175 et 176.

² La réalité des exclusions semble pourtant prouvée (cf. doc., 176, note 1).

³ Quinze jours plus tard, Humbert-Droz demandera à Rates de ne prendre aucune nouvelle décision et de suspendre les mesures proposées (doc. 190).

⁴ Rates répond par une lettre du 20 octobre qui ne figure pas dans les archives (cf. doc. 190).

⁵ Voir doc. 186.

186

¹ Il s'agit probablement de la lettre du 11 septembre. Une lettre datée du 18 septembre ne figure pas dans les archives.

² Voir doc. 185.

³ Il pourrait s'agir là d'une communication de Rates à laquelle Humbert-Droz fait allusion le 2 octobre (doc. 182) et qui ne figure pas dans les archives.

⁴ Il s'agit de J. Pires Barreira (cf. doc. 176, note 3).

187

¹ Cf. AHD I, p. 442, note 3, et p. 454, note 10; R. Wohl, *French Communism*, p. 321, note c. D'après *L'Humanité*, 19.1.1924, les tirages suivants:

	1922	1923
janvier	5 118 770	5 810 360
février	4 541 970	5 276 510
mars	4 988 010	5 620 280
avril	4 838 350	5 287 140
mai	5 066 030	5 616 450
juin	4 817 350	5 292 730
juillet	5 079 270	5 363 525
août	5 248 510	5 077 520
septembre	5 659 960	4 929 730
octobre	5 091 670	5 031 380
novembre	5 163 640	4 986 580
décembre	5 160 970	6 036 290

Le tirage moyen quotidien de *l'Humanité* était donc pendant ce laps de temps de 190000. Le tirage le plus élevé fut atteint le 5.12.1923 avec 245000 exemplaires.

² Cf. J. Girault, *Sur l'implantation*; A. Kriegel, *Le pain et les roses*, pp. 218-233.

³ 'Rapports communistes-religion' cf. Protokoll der Konferenz, pp. 290 et suiv.; les communistes sont tenus d'assurer une propagation de l'athéisme, le parti en tant que tel, en particulier la couche dirigeante ne devrait pratiquer aucune propagande religieuse. Déjà, lors du IV^e congrès mondial de l'I.C., les chefs du P.C.F. furent obligés d'après la proposition de Trockij, de quitter les sectes franç-maçonnnes, selon Wohl, *French Communism*, pp. 297 et suiv., pour isoler les centristes (Frossard, Ker). Cf. IV^e Congrès communiste mondial, p. 35; AHD I, pp. 612 et suiv.; voir le discours de Trockij sur la question française au IV^e congrès mondial, cf. Protokoll des Vierten Kongresses, pp. 865 et suiv.; cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 160.

188

¹ Le 28 octobre 1923 ont eu lieu à Charonne et à la Santé des élections municipales

complémentaires. Le candidat soutenu par le parti communiste, Lucien Midol a été élu au deuxième tour à La Santé avec 1036 voix; à Charonne, il a été battu par le candidat radical M. Kérambrun. Cf. *L'Humanité*, 3.10. 1923; doc. 178, note 21.

² Le 4 octobre 1923, Barbusse avait dit, lors du III^e Congrès des Anciens Combattants (A.R.A.C.) aux soldats de l'armée française de la Ruhr: "Si l'on vous dit de marcher contre vos frères allemands qui portent dans leurs poitrines et dans leurs mains le salut du prolétariat, ne le faites jamais! Comprenez de quel côté est votre cause et votre destin avant de commettre la folie d'obéir à vos chefs. Si je m'attire des représailles en rentrant en France par cet appel à la désobéissance, j'en serai très fier." Cf. *L'Humanité*, 23.10.1923. Peu après son retour à Paris, il sera accusé de "provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste et complicité" (ibid. et *L'Humanité* 28.10.1923). Cf. D. Caute, *Communism*, pp. 59 et suiv. et p. 75; A. Vidal, *Henri Barbusse*, pp. 115 et suiv.

³ Paru dans *L'Humanité*, 25.10.1923.

⁴ Le Conseil National a siégé le 14 et 15 octobre. Rapport dans *B.C.*, 25.10. et 22.11.1923 et *L'Humanité*, 16. et 17.10.1923; voir aussi doc. 208, note 5.

189

¹ Cette lettre ne figure pas dans les archives.

² Ce nouveau mandat ne figure pas dans les archives.

190

¹ Cette lettre pouvant certainement éclairer les procédés du groupe Sousa ne figure pas dans les archives.

² Voir doc. 185.

191

¹ Cette déclaration fut présentée à la III^e séance du I^{er} Congrès du P.C.P. (qui finalement eut lieu du 10 au 12 novembre 1924), au nom de la "Junta Nacional das Juventudes Comunistas" par José Tomás Martins après la décision sur les diverses sanctions (cf. *O Comunista*, n^o 7; décembre 1923); en ce qui concerne le Congrès voir docs. 193 et 194.

² Il s'agit là de la 'Junta Nacional' des Jeunesses (cf. doc. 175, note 6).

³ (Voir doc. 193) la délégation des jeunesses n'eut au congrès que le droit de vote consultatif, Caetano de Sousa n'y étant pas admis. Par contre, A. Monteiro fut autorisé à prendre la parole pendant la 1^{ère} séance au nom de la J.N.d.J.C. (*O Comunista*, n^o 7, p. 47; sur la séance préparatoire voir p. 45).

⁴ Note manuscrite de Humbert-Droz: "pondéré" dans l'original."

⁵ Voir doc. 163, note 8.

⁶ Référence aux décisions des congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes concernant les rapports entre partis et organisations de jeunesse (voir partic.: *Im Zeichen der Arbeit, Resolutionen und Beschlüsse des 3. Kongresses der Kommunistischen Jugend-Internationale Berlin 1923* pp. 56-60.

⁷ L'organisation fractionnelle continue à exister en tant que J.N.d.J.C. (Secção da Internacional Comunista dos Jovens - S.I.C.J.) et tient une première réunion à la fin du mois de décembre (*A Batalha*, 28.12.1923). Sur le destin postérieur de la Jeunesse voir doc. 201 note 2.

⁸ A. Monteiro = António Monteiro (Ramos?); ne pas confondre avec Alfredo Monteiro, cf. doc. 163, note 25, et Alberto Monteiro, ce dernier tailleur et vétéran syndical du Parti qui se démarque publiquement de la fraction dissidente (cf. *A Batalha*, 8.4. 1923), actif dans le mouv. synd. jusqu'à sa déportation à Timor en 1931 (cf. *O Proletário*). António Monteiro était relieur à Lisbonne, provenant des Jeunesses Syndicalistes (M.J. de Sousa, *O Sindicalismo*, p. 127) en 1919; membre fondateur lors de la réorganisation du premier 'nucleo' des J.C. dont il est le secrétaire général à Lisbonne (*A Batalha*, 30.7.1921); fait partie de la première Junta Nacional (ibid.). Délégué au Congrès de la C.G.T. à Covilhã (J. da Silva, *Memórias I*, pp. 98 et suiv.) en 1922, collaborateur de *O Comunista* et rédacteur principal de *O Jovem Comunista* (1922-23) (cf. à ce sujet des allusions à la discussion interne des J.C. sur la nécessité d'un organe des Jeunesses dans: B. Gonçalves, *Palavras necessárias*, éd. de 1976, p. 87), il devient partisan de la fraction Caetano de Sousa en tant que membre du C.C. du P.C.P. (S.I.C.) (*A Batalha*, 6.3.1923). Signataire de la déclaration d'auto-dissolution en mai 1923 (*A Batalha*, 29. 5. 1923). En commun avec J. Pires Barreira secrétaire général de la J.N.d.J.C. (cf. doc. 192) en 1923, il est mêlé avec ce dernier au procès en diffamation contre C. Rates (*A Batalha*, 22.8.1923) ce qu'il retracte publiquement (*A Batalha*, 4.9.1923). Participe au Congrès en tant que adjoint de la Commune 'Reclus' (*A Batalha*, 27.9.1923 et 10. 11.1923). Exclu avec C. de Sousa au premier Congrès (cf. doc. 192), contrairement aux renseignements fournis par J. da Silva (*Memórias I*, pp. 152 et suiv. qui cite à sa place H. Fernandes); il réapparaît lors du processus de 'bolchévisation' en 1925, d'abord comme rapporteur officiel du parti à plusieurs conférences tenues à Porto (*A Internacional*, 2, n° 36, 31.3.1925) et - à la place de Rates - à Coimbra (*A Batalha*, 19.3.1925), ensuite comme 'réorganisateur' des Jeunesses avec E. Bonifácio et J. Martins (*Ressurgindo, O Comunista*, n° 30, 28.3. 1925). Il paraît avoir continué sa vie militante après l'instauration de la dictature militaire en 1926. B. Gonçalves (*Palavras necessárias*, éd. de 1976, p. 87 et p. 101) relate qu'en 1930, il doit fuir Lisbonne pour se rendre à Beja. Sur une photo de 1934, António Monteiro est identifiable parmi les détenus de la prison d'Aljube. Cf. *O Proletário*, no.8, 10.8.1929.

⁹ J. Barreira = J. Pires Barreira.

¹⁰ C.R.J. = Manuel[?] Caetano Rodrigues Júnior, un des premiers membres des Jeunesses et de leur Comité Directeur à Lisbonne (*A Batalha*, 30.7.1921); éditeur de *O Jovem Comunista* (1922-1923); partisan de Caetano de Sousa, son nom figure sous la déclaration de dissolution du P.C.P. (S.I.C.) (*A Batalha*, 29.5.1923); membre de la 'Commune' de 'Monte Pedral' à Lisbonne (*A Batalha*, 8.9.1923). Après avoir signé la déclaration des Jeunesses, il se prononce publiquement contre l'intervention de l'I.C. (*A Batalha*, (Manuel C. Júnior, 11.11.1923) et quitte le parti en novembre 1923 (*A Batalha*, 23.11.1923). Officiellement radié en décembre (*Que Deus os leve, O Comunista*, n° 7, décembre 1923).

¹¹ A. Ramos = très probablement Armando Ramos, membre pionnier des Jeunesses dont il fait partie de la première direction à Lisbonne à partir du 29.7.1921 (*A Batalha*, 30.7.1921). Se range derrière la fraction Caetano de Sousa comme en témoigne sa participation à la Commission de Réinscription de Lisbonne (*A Batalha*, 30.3.1923) comme à la J.N. de la J.C. en 1923 (*A Batalha*, 29.5.1923). Signataire de la déclaration d'auto-dissolution (*A Batalha*, 29.5.1923), délégué des Jeunesses au I^{er} Congrès (*A Batalha*, 10.11.1923). Pas de références solides après 1923: quelques unes sur un A. Ramos comme membre du N.S.R. de Porto (*A Internacional*, n° 32, 24.1.1925); qui est probablement Anastácio Gonçalves Ramos (né 1898 à Vizela, Guimarães), ouvrier métallurgiste; après une jeunesse difficile, débute en 1920 en tant que militant ouvrier

et membre fondateur de la Juventude Sindicalista; vers la fin de 1922, responsable du N.S.R. des ouvriers de la métallurgie de Porto; vers le milieu de 1924 membre de la direction du P.C.P. à Porto. Orateur à quelques conférences en 1926 et délégué pour Porto au II^e Congrès en mai 1926 (J. da Silva, *Memórias I*, pp. 143 et suiv., 166, 198, 206 et suiv.; id., *Anastácio da Cunha*, Porto s.d., p. 86); en 1932 il tombe entre les mains de la police d'information et – n'ayant rien avoué – il est relâché; reprend pendant quelques temps son action militante au sein du P.C.P. et du Sindicato Unitário dos Trabalhadores da Indústria Gráfica (*O Proletário* 6, no 2, 1934).

¹² J. Martins = José Tomás Martins; tourneur; très probablement ancien membre des Jeunesses Socialistes de Lisbonne en 1920–21 (cf. *A Batalha*, 30.7.1921); en 1921 membre du 'núcleo Beato e Olivais' des Jeunesses Communistes; se retire en mai 1925 du 'núcleo' "por discordância", vraisemblablement à cause de ses sympathies avec la fraction C. de Sousa (*A Batalha*, 26. 5.1923) car il est – au premier congrès – délégué de la Junta Nacional des Jeunesses (*A Batalha*, 10.11.1923) et signataire de la déclaration de protestation des dissidents. J. Martins réapparaît lors d'une tentative éphémère de réorganisation des Jeunesses en 1925 en même temps que A. Monteiro et Ernêsto Bonifácio comme membre de la Junta Nacional (Ressurgindo, *O Comunista*, n° 30, 28.3.1925). En décembre 1925 il figure parmi les membres de direction du Socorro Vermelho Internacional, section portugaise du Secours Rouge qui sert de tremplin de reprise des fonctions officielles pour plusieurs militants exclus en 1923, comme Caetano de Sousa et José de Sousa (*Bandeira Vermelha*, n° 8, 20.12.1925).

192

¹ Cette indication ne paraît pas tout à fait correcte: A. Monteiro avait été expulsé et J.P. Barreira suspendu. A cette époque José de Sousa, cosignataire, n'appartenait plus aux Jeunesses (cf. doc. 191).

² Aucune référence n'indique l'existence d'un tel comité à cette époque (cf. docs. 191, 193, 200, note 2).

³ Sur le sort postérieur des Jeunesses voir doc. 200. et note 2.

193

¹ Le premier Congrès du parti eut finalement lieu du 10 au 14 novembre 1923 au 'Centro Socialista,' siège du P.S. à Lisbonne dont une séance au siège du syndicat des travailleurs de la marine marchande. D'après les chiffres disponibles, 96 à 129 délégués répartis en 26 à 33 cellules – sous forme des 'Comunas' – représentaient en tout environ 500 membres inscrits (O I^o Congresso Comunista, *O Comunista*, n° 7, cf. Relatório policial dans: C. de Oliveira, *O Primeiro Congresso*, p. 121; G.P. Quintela, *Para a historia*, p. 63; cf. doc. 192). Parmi les décisions prises sous forme de motions – dont la majorité ne semble pas avoir été publiée – sont à distinguer: 1^o une ébauche des statuts du parti résumés sous la forme d'une thèse sur l'organisation du parti (Organização partidária, Tese para o I^o Congresso do P.C.P., *O Comunista* n° 12, 26.1.1924 – avec des amendements) dont nous disposons d'une première esquisse incomplète (voir Appendice 9, 10) et 2^o un programme d'action incluant différentes thèses sur les problèmes d'ordre tactique et stratégique: temps de travail; salaire; contrôle de la production et comités d'usine; attitude par rapport aux différentes organisations ouvrières; propagande antimilitariste; propagande en milieu rural et parmi les femmes; organisations de jeunesses; politique coloniale et activités coopérativistes (cf. le projet: Programa de Acção, *O Comunista*, n° 1 et suiv., mai

1923 et nos. suiv. La rédaction d'une déclaration de principe sous forme d'un programme général fut ajournée dans l'attente d'une décision à prendre au prochain congrès de l'I.C. (cf. le projet: Organização Comunista, meios et fins, *O Comunista*, n° 1 et suiv.; mai 1923 et nos. suiv.; et Organização partidária, *O Comunista*, n° 12, 26.1.1924; voir aussi: O Congresso Comunista, *A Internacional*, n° 6, 17.1.1924). La formation d'une fédération à base de 16 'Comunas' – organisations de base remplaçant les "Centros Comunistas" – ayant adopté des noms pittoresques tel que "Danton", "Tiberio Gracho" fut un des résultats immédiats du Congrès. La nouvelle "Comissão Central" – "bien homogène" – d'après Humbert-Droz – était composée de J.C. Rates, F. Rodrigues Loureiro, Gracia Ramos, A. Rodrigues Graça, Alberto Monteiro, Manuel Martins, Salvaterra Júnior, Raúl Lavado et Arturo Vieira Bastos; ce dernier un des fondateurs du P.C.P., paraît avoir renoncé à sa fonction, c'est du moins ce qui ressort de l'omission de son nom dans la liste officielle publiée dans *O Comunista* (n° 7, cf. *A Internacional*, n° 4, 5.12.1923). La question de l'intervention parlementaire provoqua d'après polémiques au Congrès où se manifesta une opposition anti-parlementaire assez forte (cf. Congresso Comunista. A Tática parlamentar [...], *A Batalha*, 14.11.1923; Entrevista [S. Junior; M. F. Torres] *Jornal de Notícias*, 15.11.1923; voir aussi: *O Eco do Arsenal*, n° 86, 1.12.1923). J.C. Rates défendit les positions "majoritaires" contre les propos "gauchistes" comme "la journée de travail de 6 h" et mit en relief la thèse suivant laquelle les travailleurs en régime communiste "doivent travailler beaucoup plus encore". Les perspectives antérieures comptant sur l'avènement d'une révolution dans l'immédiat furent mises quelque peu à l'écart. Ainsi Rates: "As gerações actuais que vão assistir ao acto revolucionário são as gerações sacrificadas. Elas vão crear um mundo novo de que não colherão senão o prazer espiritual. Os benefícios materiais à outras gerações caberá colher." (*O Comunista*, n° 7, op. cit; pour quelques détails supplémentaires sur le Congrès voir doc. 194).

² Voir doc. 163.

³ Un tel dossier ne figure pas dans les archives.

⁴ Il s'agit de J. Pires Barreira et très probablement d'António Monteiro qui au Congrès n'avaient que le droit de vote consultatif. Le rapport policier allègue au sujet de Antonio Monteiro "qu'un incident provoqué par une lettre destinée au secrétaire général n'était pas encore clos." [Rapport policier], dans: C. Oliveira, *O Primeiro Congresso*, pp. 110; cf. *O Comunista*, n° 7, décembre 1923.

⁵ Du moins en ce qui concerne les membres de Porto, il ne s'agit que d'une confirmation des sanctions prises par le C.E. provisoire (cf. doc. 176, note 1).

⁶ Monteiro = António Monteiro.

⁷ Fernandes = Henrique Fernandes, tailleur à Porto; militant de second ordre; lié au premier núcleo du P.C.P. à Porto, aux Jeunesses (J. da Silva, *Memorias I*, p. 147 et pp. 152 et suiv.), et à la fraction C. de Sousa en tant que (e.a.) membre de la 'comissão de reinscrição' à Porto ensemble avec Ferreira Fontes et Apolino Aragão (*A Batalha*, 30.3.1923); lié très probablement au groupe Germinal il représente le parti à la Conférence du 4 mars 1923 (A Conferência Nacional de Militantes Comunistas, *Germinal*, n° 2, mai-avril 1923); démissionne cependant de la 'Comissão Municipal' en juin 1923 "por discordância" (*A Batalha*, 9.6.1923). Un jour après sa suspension, un communiqué du 'Centro Comunista do Porto' (*A Batalha*, 17.10.1923) donne son nom comme responsable de l'organisation d'une Fédération du P.C. dans le Nord du pays. Rentre sur la scène politique au début de 1925 en devenant membre de la 'Comissão Administrativa' du N.S.R. de Porto le 13 janvier, fonction, dans laquelle il est substitué peu de temps après (*A Internacional*, n° 32, 24.1.1925); pas de références postérieures.

⁸ Salles = António Sales, membre des Jeunesses à Porto; nous ne disposons pas de renseignements plus détaillés (cf. J. da Silva, *Memórias I*, pp. 152 et suiv.).

⁹ Antello = Américo Antelo, voyageur de commerce; appartient au premier 'núcleo' du P.C.P. à Porto (1922). Suspendu au premier Congrès du P.C.P. pour avoir appartenu à la fraction dissidente, il reste sans avenir dans le mouvement ouvrier portugais (cf. J. da Silva, *Memórias I*, pp. 147, 152 et suiv., p. 157).

¹⁰ Arsgal = Apolino L. Menezes Aragão, ouvrier métallurgiste; débute comme militant anarcho-syndicaliste. C'est approximativement en avril 1921 qu'il quitte la direction des 'Juventudes Sindicalistas' à Porto (cf. *A Bandeira Vermelha*, n° 56, 1.5.1921). Appartient au premier núcleo du P.C.P. à Porto; lié au groupe ultra-radical 'Germinal' (*Germinal* n° 1 (Luciano do Rio) moitié février 1923, e.a.), il s'aligne sur la fraction C. de Sousa. Devient en février 1923 secrétaire général du 'núcleo' des J.C. (*A Batalha*, 11.2.1923), représentant du parti à la conférence du 4 mars 1923 (*Germinal*, n° 2, moitié avril 1923); membre de la 'Comissão de Réinscrição' (*A Batalha*, 30.3.1923), et du C.E. du 'núcleo' des J.C. à Porto (*A Batalha*, 26.6.1923). Suspendu au I^{er} Congrès (cf. J. da Silva, *Memórias I*, pp. 147 et 152 et suiv.), il se maintient dans les rangs des Jeunesses. Réapparaît en janvier 1925 comme membre de la direction du N.S.R. de Porto (*A Internacional*, n° 32, 24.1.1925); élu quelques mois plus tard secrétaire général du 'Sindicato Unitário dos Metalúrgicos do Porto' (*A Internacional*, n° 36). Pas de références postérieures.

¹¹ Fontes = Domingos Ferreira Fontes, peintre et poète; fait partie du premier núcleo du P.C.P. à Porto et de la fraction dissidente; membre de la Commission de Réinscription à Porto (*A Batalha*, 30.3.1923); suspendu au I^{er} congrès du P.C.P., dans une interview à *A Batalha* il critique la "dictature dans le parti" et l'intrigue dont il serait victime (Entre Comunistas, *A Batalha*, 28.11.1923); expulsion ou éloignement en décembre 1923 (J.C. Rates, Que Deus os leve, *O Comunista*, n° 7, décembre 1923); aucune référence postérieure (cf. J. da Silva, *Memórias I*, p. 147, pp. 152 et suiv.).

¹² Cardoso = Anibal Barbosa Cardoso; employé à Porto; militant de second ordre qui appartient au premier núcleo du P.C.P. et – avec Arnaldo Sousa Coelho – à la Commission Municipale à Porto. Lié très probablement au groupe ultra-radical 'Germinal' (*Germinal*, n° 1; L. do Rio, op.cit.) il s'aligne sur le P.C.P. (S.I.C.) de Caetano de Sousa appartenant à la direction du nord (*A Batalha*, 28.4.1923) et au 'Comité pour la Réorganisation du Parti'. Après sa suspension au congrès il quitte le parti "desgostoso e desiludido" (Comunistas que abandonam o seu Partido, *A Batalha*, 23.11.1923). Pas de références postérieures (cf. J. da Silva, *Memórias I*, p. 147 et pp. 152 et suiv.).

¹³ La direction de l'organisation de Porto, considérablement affaiblie à la suite des querelles de tendances était assurée par M. Ferreira Torres (J. da Silva, *Memórias I*, p. 155).

¹⁴ En ce qui concerne les autres exclusions et désistements qui suivirent voir doc. 194, note 7.

¹⁵ Voir à ce sujet docs. 191 et 192.

194

¹ Voir doc. 166.

² Voir doc. 163.

³ C'est surtout l'opposition à une tactique parlementaire qui caractérise les Jeunesses, qualité vantée par *A Batalha* (cf. Os Comunistas e a acção parlamentar, 20.11.1923).

⁴ Voir note 35.

⁵ Ainsi, des Communes furent créés a Tomar [Centre du pays] (*A Batalha* 7.10.1923), Coimbra [centre], Ribeira Branca, Torres Novas (*A Batalha*, 19.10.1923), Beja [Alentejo] (*A Batalha*, 21.11. et 16.12.1923), Olhão et Vila Real de Sto António [Algarve] (*O Comunista*, n° 10, 12.1.1924).

⁶ César Nogueira soutient en se référant aux tendances existant au sein du P.C.P. en 1922 "qu'il y a les parlementaristes et les anti-parlementaristes et aussi un courant intermédiaire." (C. Nogueira, Notes, II, p. 296).

⁷ Ainsi Manuel Caetano Júnior (= Caetano Rodrigues Júnior?) (*A Batalha*, 14.11.1923); Ernesto Bonifácio, Alberto Júlio das Neves, José Ramos Júnior, Aníbal Barbosa Cardoso (*A Batalha*, 23.11.1923), D.F. Fontes, António dos Santos Fulgado (Entre Comunistas, *A Batalha*, 28.11.1923). La très grande majorité, surtout les cadres ouvriers et syndicaux, restent au parti.

⁸ Note de Humbert-Droz: "Annexe envoyée à Moscou manque."

⁹ Cette façon de procéder est confirmée par le 'rapport' publié dans *O Comunista*, n° 7, décembre 1923. La motion de sanction fut votée après l'intervention de Humbert-Droz et présentée par António Rodrigues Graça. Dans le récit de la séance préparatoire pendant laquelle Carlos d'Araújo a lu "une décision de l'I.C. sur la partie juridique du déroulement du congrès," on trouve une deuxième allusion à la discussion des sanctions sur laquelle n'existent pas de documents de fond (Congresso Comunista, op. cit., 3^a sessão, *O Comunista*, n° 7, décembre 1923; Sessão preparatória, ibid.). Le rapport de police fait allusion à cette séance préparatoire: "réouverte à 23 heures, l'assemblée fut informée que la commission internationale communiste avait délibéré sur l'exclusion du parti de [...] Cardoso, [...] Fernandes, [...] Antelo, António Soares [sic!] et [...] Sousa." (dans: C. de Oliveira, O Primeiro Congresso pp. 110). *A Batalha* donne la version suivante: "A declaração dos motivos porque eram irradiados vários elementos, escrita pelo punho do delegado da I.C., Humbert-Droz, estava ilegível, oferecendo por isso dificuldades de tradução. O tumulto aumentou e o presidente deu por finda a sessão" [!] (Congresso Comunista, *A Batalha*, 14.11.1923).

¹⁰ Voir: doc. 193.

¹¹ Note de Humbert-Droz: voir doc. 191.

¹² Voir plus précisément: notes 24 et 25.

¹³ *O Comunista*, I^{ère} série, paru entre mai et novembre 1923.

¹⁴ Ce fut J.C. Rates qui critiqua les commentaires parus dans *A Batalha* (voir nos. du 11, 14 et 15.11.1923) qui mettaient l'accent sur un déroulement "tumultueux" et une intervention de force de l'I.C. "contrôlée par les russes": "Na Internacional Comunista mandam os russos? Pois que mande quem conquistou o direito de mandar." (Os factos, *O Comunista*, n° 7, décembre 1923). Quant à la maçonnerie portugaise, elle découvrit, d'après les résultats et les "doctrines acceptables" du congrès, une "vision commune du monde" (Doutrinas aceitaveis, *A Luz*, n° 165, 1.2.1924; cf. n° 166, 1.3.1924). Sur l'écho dans la presse bourgeoise voir p.ex.: *Jornal de Noticias*, 15.11.1923. Sur la réaction de la presse socialiste, voir note 19).

¹⁵ Cf. une version de son discours dans: *O Comunista*, n° 7, décembre 1923, publié en annexe no. 12.

¹⁶ Voir: O Governo dos operários e dos camponeses, *O Comunista*, n° 9, 5.1.1924, et O Partido Comunista Francês e o Governo dos Operarios e Camponeses, *O Comunista*, n° 10, 12.1.1924, où est reprise la thèse de Zinoviev tendant à considérer comme synonymes le gouvernement ouvrier et paysan et la 'dictature du prolétariat'.

¹⁷ Voir doc. 193, note 1, et liste des membres dirigeants, Appendice pp. 526 et suiv.

¹⁸ Cf. doc. 168, note 2. Dans le P.C.P. à cette époque, pour ne citer que quelques exemples, nous trouvons les militants suivants: Manuel Ferreira Quartel (ancien dirigeant des grèves rurales de 1911); Teixeira Danton (dirigeant syndical des fonctionnaires et employés de l'état); Raúl Baptista (dirigeant métallurgiste); António Rodrigues Graça (dirigeant coopérativiste et rédacteur en chef de l'organe national du mouvement); José de Jesús Gabriel (dirigeant syndical des arsenaux); Manuel Martins et Adriano José Neto (dirigeants du mouvement rural à Beja); Fausto Gonçalves (Secrétaire Général de la Fédération Portugaise des employés de commerce); Sobral de Campos (avocat, ancien membre du conseil juridique de la C.G.T.); Salvaterra Júnior (poète, journaliste révolutionnaire); Carlos d'Araújo (ancien membre de la direction de l'Union Syndicale de Lisbonne).

¹⁹ Sur l'histoire du P.S. voir: Introduction. Les relations amicales entre les deux partis se reflétèrent en effet dans la presse socialiste de l'époque. Martins Santarén, dirigeant du P.S., affirma à propos du Congrès communiste: "O P.S. não tomou ainda nenhuns compromissos internacionais que o obrigem a hostilizar o P.C.P. e dada a lealdade e honestidade com que o P.C. nos trata [...]" ce que "[...] tudo leva a creer sem pretensões de absorção de parte a parte." Il exprime également toute sa sympathie pour une politique commune de front unique (M. Santarén, O Congresso do P.C.P., *O Protesto*, n° 66, 4.11.1923).

²⁰ Cf. doc. 209 et note 3.

²¹ Un tel "pacte" a été conclu en novembre 1923 qui affirmait: "Considerando o P.C.P. e o N.S.R., que os seus objectivos se identificam na batalha a travar não só contra a burguesia como também contra os reformistas e os anarco-sindicalistas no terreno sindical, resolveu que todo quanto diga respeito à assuntos sindicais seja dirigido pelo N.S.R. e os assuntos politicos pelo P.C." (Um acordo entre comunistas e sindicalistas, *O Século*, 22.11.1923). L'influence de Humbert-Droz dans ce domaine se manifeste par la création – parallèlement aux N.S.R. – de 'groupes syndicaux communistes', dont le but politique est la sauvegarde du syndicat unique (A constituição dos núcleos sindicais-comunistas, *O Comunista*, n° 6, 15.10.1923; cf. A defesa do sindicato único – moção de ordem para os núcleos sindicais comunistas, *ibid.*; As Uniões dos indicatos – moção de ordem [...], *ibid.*). Une réaction virulente du C.C. de la C.G.T. accusant le P.C. de vouloir semer la confusion (Comité Confédéral, Contra o Confusionismo Aviso [...], *A Batalha*, 19.10.1923) est qualifiée par le N.S.R. de Lisbonne de 'deturpação facciosa e sectária do espirito libertário de tolerância que até hoje tinha animado a organização sindical em Portugal' (*A Batalha* 27.10.1923).

²² 80 personnes selon le texte reproduit dans les mémoires, chiffre plus probable.

²³ Voir la notice sur le dîner dans: *O Eco do Arsenal*, n° 86, 1.12.1923. J. Humbert-Droz dirige un message au syndicat des arsenaux de la marine à l'occasion de son dixième anniversaire dont le texte manuscrit est publié dans *O Eco do Arsenal* (Palavras de Humbert-Droz, *ibid.*); "Dites et redites aux travailleurs portugais que la méthode et la foi qui ont conduit les ouvriers et paysans russes à la victoire conduiront aussi tous les travailleurs du monde au triomphe définitif de leur juste cause." Un autre effet de son séjour: un appel signé en commun par le P.C.P. et les N.S.R. faisant appel à l'unité du prolétariat portugais pour secourir le prolétariat allemand préparant sa révolution, suivi d'une campagne de solidarité (voir Appendice no. 13).

²⁴ J.C. Rates avait participé en 1912 en qualité de membre du Comité Confédéral à la première tournée de propagande syndicale dans l'Alentejo, à la suite de laquelle a

pu être créé un nombre important de syndicats des travailleurs agricoles, élément historique à la base de sa popularité. Cette époque d'éruption des luttes correspondait à un certain réveil général des travailleurs agricoles du sud du Portugal (voir à ce sujet: A. Ventura, *O Sindicalismo*; A. Ventura, *Subsidios para a historia*; cf. J. Pacheco Pereira, *Materiais para a historia*).

²⁵ La question agraire était devenue un élément important de l'activité du P.C.P. à partir de 1923, contrastant par là avec l'indifférence traditionnelle de la C.G.T. à ce sujet. En ce qui concerne les travailleurs agricoles du Sud, le P.C.P. réussit à constituer un 'Centro Comunista' à Beja un autre à Evora (Alentejo) au début de 1923 sans avoir entamé un travail global en direction de la population paysanne (cf. A Organização Comunista portuguesa, *O Comunista*, n° 2, juin 1923). M. Martins fut élu délégué des travailleurs agricoles du Sud à la Commission Centrale à la suite du I^{er} Congrès qui déjà enregistrait la présence d'une délégation de travailleurs agricoles (cf. Os Comunistas [...], *Jornal de Noticias*, 15.11.1923). Ce fut à partir de 1924 que cette préoccupation fut accompagnée d'une première mise au point théorique du problème paysan (cf. une série d'articles de Ferreira Quartel dans: *A Internacional*, n°s 30 et suiv., 27.7.1924 et suiv.). Les premiers succès se manifestent par le contrôle d'une série de syndicats de travailleurs agricoles, par la formation de l'Associação dos Trabalhadores Rurais de Beja (M. Martins dans *A Internacional*, n° 27, 15.11.1924) et d'une 'Federação de Comunas' dans le district de Beja (cf. doc. 209). L'attention du parti aux questions de la petite propriété – également délaissée par la C.G.T. – avec pour mot d'ordre le défrichement des terres incultes (M. Ferreira Quartel, *A Internacional*, n° 28), se manifesta par un premier essai d'organisation et d'approche du problème ardent des petits propriétaires "[...] sem a cooperação dos quais é inútil todo esforço revolucionário entre nós." (J.C. Rates *O Comunista*, no. 9, 5. 1.1924) luttant contre l'augmentation des rentes de la terre (cf. la brochure de J.C. Rates, *O papel das comunas*; cf. *A Internacional*, no. 30, 27.12.1924 (M. Ferreira Quartel). Sur la question du parti rural voir doc. 209.

²⁶ Le parti radical (Partido Radical Republicano) provient d'une fusion de plusieurs groupements politiques de la grande et petite bourgeoisie issus de l'unique parti républicain stable et par là hégémonique de la Première République portugaise, le "Parti Républicain Portugais", connu sous le nom de "Partido Democrático", avec une base surtout dans la petite et moyenne bourgeoisie. Les années 20 sont marquées, à partir de la dictature populiste de Sidónio Pais (1918), par une offensive des forces politique et militaire de droite contrebalancées par une série de tentatives de coups d'état républicains comme celui du 10 janvier 1919. L'instabilité s'institutionnalisait au cours des années suivantes s'exprimant par plusieurs coups d'états de la droite secouée par l'armée à laquelle la "gauche" répondit de la même façon (cf. coup d'état "Outubrista" d'octobre 1921). A la fin de 1923, un conseil des ministres sous la direction du nationaliste Ginstal Machado forma le gouvernement le plus conservateur de la I^{ère} République. En novembre 1924, des éléments de "gauche" sous l'influence de José Domingues dos Santos firent une scission à l'intérieur du P.D. et accédèrent sous le nom de "Gauche Démocratique" ("Esquerda democrática") au pouvoir en 1925. Le 28 mai 1926, les conspirations institutionnalisées amenèrent le P.D. à céder pratiquement sans résistance le pouvoir aux militaires putschistes ce qui, cette fois-là, provoqua l'instauration progressive d'une dictature de type militaire-corporatiste (cf. doc. 203 et note 2).

²⁷ En effet, il y a eu une relation sinon organique du moins "informelle" entre le P.C.P. et le Parti radical. En août 1923, un représentant de ce dernier affirma avoir établi "um acordo com elementos Comunistas, no caso de qualquer movimento."

(A política das esquerdas (...). A nova atitude dos Comunistas em face duma revolução!) *Diário de Lisboa*, 14.8.1923). Une collaboration formelle avec le P.R. est démentie aussitôt après la publication de l'article cité, le front unique étant strictement limité aux "forças políticas ou económicas do proletariado organizado" (Comunistas e Radicais, *O Comunista*, n° 5, 10.9.1923). Nous retrouvons néanmoins des "hommes de confiance" du P.C.P. au sein du P.R. comme le démontrera le cas de J. Nascimento Cunha (voir doc. 298). António Rodrigues (Graca?) fut en 1925 dénoncé par *A Batalha* comme étant à la fois membre du P.C. et du P.R. (cf. *A Batalha*, 19.3.1925; voir aussi doc. 203, note 2 et doc. 298).

²⁸ *O Comunista* parut comme journal bi-mensuel à partir du n° 9 du 5.1.1924. Pour la brochure, voir N. Lenin, *Os Comunistas e os camponeses*, s.l. et s.d. (1923?) (Biblioteca Comunista).

²⁹ Il s'agit d'António Rodrigues Graça, responsable de *A Acção Cooperativista*, Órgão da Federação Nacional das Cooperativas.

³⁰ Voir *A Internacional*, Comité dos Partidários da I.S.V.; no. 1 (2^{da} tiragem), 3.11.1923.

³¹ Le 5 novembre 1923 fut élue une nouvelle Commission Confédérale de la C.G.T. au désavantage de son ancien secrétaire général M.J. de Sousa remplacé par Manuel da Silva Campos considéré comme étant 'moins sectaire' dans *A Internacional*, (n° 2, 17.11.1923); sur les succès obtenus voir doc. 209.

³² Il s'agit d'António Monteiro.

³³ Ce fait est relaté dans un communiqué du P.C.P. (S.I.C.) repr. dans *A Batalha* du 6.4.1923.

³⁴ (cf. doc. 195) La seule allusion à la force réelle des Jeunesses à cette époque est constituée par un chiffre fourni par le rapport de police du Congrès (op. cit.) indiquant la présence de 95 délégués des Jeunesses sur 200 délégués au total.

³⁵ Cf. doc. 167, note 5. En effet des membres appartenant à la direction du "Núcleo de Lisboa" des Jeunesses en 1921 comme Jorge da Silva Pinheiro—ce dernier connu comme étant le 'Bela Kun' portugais—et d'autres comme José Soares—appelé 'O Malatesta' (cf. *O Comunista*, n° 9)—se trouvèrent en 1923 et au début de 1924 directement mêlés aux activités de la 'Legião Vermelha', voir: D. de Carvalho, *Os sindicatos* p. 181; cf. David Ferreira dans: *Dicionário de Historia*, II, pp. 672 et suiv.

³⁶ Voir plus précisément: doc. 195.

³⁷ Ribeiro = Manuel Ribeiro (1878–1941). N'ayant pu terminer ses études à l'école polytechnique à cause de ses sympathies pour le mouvement ouvrier (cf. A. Vieira, *Figuras Gradadas*, pp. 108 et suiv.) il devient instituteur dans l'enseignement libre et ensuite employé des chemins de fer. Se distingue très tôt par ses talents littéraires comme journaliste ouvrier; collabore à partir de 1910 à *O Sindicalista* et *A Batalha* (A. Vieira, *Em volta da minha profissão*, p. 116) où il est rédacteur de la rubrique 'Na linha de fogo' (cf. la version éditée en livre, 'Na linha de fogo' [...]). (Lisbonne) s.d.). Pionnier du communisme au Portugal, membre fondateur et secrétaire général de la F.M.P. Soulève très tôt la question de l'intervention parlementaire du mouvement ouvrier, position qu'il défend; directeur de *A Bandeira Vermelha* et un des premiers défenseurs de la révolution russe. Co-fondateur du P.C.P., faisant partie de la première 'Junta Nacional' ('Comissão Geral de Educação e Propaganda'); responsable avec Nascimento Cunha et C. de Sousa de *O Comunista*; licencié pour avoir défendu publiquement une grève des ouvriers des chemins de fer (*A Bandeira Vermelha*, n° 48, 26.9.1920 (M. Ribeiro)), épisode qui met fin à l'activité de la F.M.P. Il rédige en prison son roman 'A Catedral' (Lisbonne 1920) qui—impregné d'un prosélytisme révolutionnaire prononcé—devient le plus grand succès littéraire de l'époque. En

1923, éloignement progressif du militantisme actif à cause probablement des querelles internes. Une note du P.C.P. (S.P.I.C. = Rates) annonce qu' "il n'est pas membre du P.C." (*A Batalha*, 15.6.1923). C'est à cette époque que se concrétisent ses penchants pour un christianisme social (cf. ses oeuvres 'O Deserto' (Lisbonne 1922) et 'Novos Horizontes' (Lisbonne 1924). Contre de violentes attaques du côté des anarcho-syndicalistes (cf. *A Batalha*, 2.2. et 3.2.1924 et *A Comuna* n° 63, 25.5.1924), il 'se réhabilite' en prenant publiquement la défense d'un militant ouvrier (*A Batalha*, 29.2.1924. (M. Ribeiro)). Le voyage à Moscou dont parle Humbert-Droz et dont la maison d'éditions Guimarães avait pris la charge ne s'effectue pas, très probablement à cause des difficultés pour obtenir des visas de trajet; éloignement progressif du communisme pour défendre des positions ouvertement catholiques. Admis en 1932 comme fonctionnaire, il termine sa vie – après être resté dans les services de la Bibliothèque Nationale – en tant qu'archiviste à Torre do Tombo (Archives Nationales) (Pour l'appréciation de sa personnalité voir: A. Margarido, A introdução, pp. 85 et 121; J. P. Pereira, As lutas operárias, pp. 58 et suiv.; C. Oliveira, O Primeiro Congresso, pp. 28 et suiv.; une biographie générale avec indication des oeuvres littéraires dans: Grande Enciclopédia Portuguesa e Brasileira, XXV. Lisbonne-Rio de Janeiro, s.d., pp. 602 et suiv.).

195

- ¹ Voir doc. 194.
- ² Il s'agit de J. Pires Barreira.
- ³ Cf. à ce sujet doc. 200, note 2.

196

- ¹ Cf. doc. 194.
- ² Cette lettre ne figure pas dans les archives.
- ³ Cf. doc. 171.
- ⁴ Il s'agit très probablement de la subvention pour l'année 1924. La réception de la somme pour la deuxième moitié de 1923 est accusée par Rates (voir doc. 209).

197

- ¹ M. Rákosi et S.A. Lozovskij; voir note 8.
- ² "L'Internationale m'envoya un mandat pour intervenir avec pleins pouvoirs au congrès du Parti communiste portugais renvoyé au 10 novembre." (Humbert-Droz, Mémoires II, p. 176).
- ³ Amédée Dunois (Catonné) voir AHD I, p. 112, note 5.
- ⁴ Il s'agit du III^e congrès du P.C.F. (20-24 janvier 1924) à Lyon.
- ⁵ Voir doc. 174, note 8.
- ⁶ Jean Garchery voir AHD I, p. 365, note 5.
- ⁷ Le nombre des membres de la Fédération de la Seine a regressé sous la direction de la gauche (S. Girault) de 8000 à 4000 jusqu'à la moitié de 1923. Cf. AHD I, p. 453; R. Wohl, French communism, p. 325.
- ⁸ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Racosi et Losovsky." Mátjás Rákosi voir AHD I, p. 77, note 6; Salomon A. Lozovskij (Dridzo) voir ibid., p. 98, note 2.
- ⁹ Après l'échec du parti communiste allemand, lors de la conférence des comités de fabrique de Saxe le 21 octobre à Chemnitz qui appelait à une grève générale pour la

défense du gouvernement ouvrier de Saxe contre l'armée, dont l'écho devait dans tout le Reich donner le signal d'un soulèvement armé, la centrale du P.C.A. décida le soir même l'annulation de ce soulèvement. Le 29 octobre, l'armée a dissout le gouvernement de Zeigner en Saxe, qui n'opposa aucune résistance significative. Un ordre de grève générale, lancé par les partis socialistes, l'A.D.G.B. et par le P.C.A. fut à peine suivi. Monmousseau, qui le 21 octobre se trouvait à la conférence de Chemnitz, rapporta après son retour en France: "La bataille est commencée. D'un moment à l'autre, elle peut devenir décisive. Elle deviendra très dure, ça ne fait de doute pour personne. Mais le prolétariat allemand en est au point où on se jette dans l'action sans avoir peur pour sa vie. [...] La révolution allemande, on ne la discute pas. On en est. On la soutient." (*L'Humanité*, 24.10.1923). Plus tard, A. Rosmer donna une description plastique de l'insécurité au sein du P.C.F. concernant l'évolution des événements allemands après la conférence de Moscou: "Dès que nos délégués revinrent, il devenait difficile de faire le journal: ils rapportaient des informations contradictoires, tellement divergentes qu'il était impossible de savoir exactement ce qui s'était passé à Moscou et ce qu'on y avait décidé; si, conformément à une information précise, on gardait un ton réservé sur la préparation du mouvement, des protestations irritées nous assaillaient: on était à la veille de la révolution en Allemagne; il fallait tenir les communistes français en état d'alerte! Des articles du *Bulletin Communiste* étaient intitulés: 'Au seuil de la révolution allemande,' 'La révolution prolétarienne est en vue.' Mais on ne pouvait écrire cela chaque jour quand on n'avait pas d'autre fait, d'autre signe annonciateur de révolution que l'entrée de trois communistes dans le cabinet du socialiste de gauche Zeigner. Enfin, après avoir annoncé la révolution, il fallut enregistrer la dépêche, terrible dans son laconisme, disant que le 'gouvernement ouvrier' s'était effondré sans combat, que la Reichswehr était entrée dans Dresde, musique en tête." Cf. A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, p. 146.

¹⁰ Dans une résolution de Brandler et Radek, que vota le comité central du P.C.A. les 3 et 4 novembre avec 40 voix contre 13, les événements des derniers jours étaient caractérisés par une victoire du fascisme sur la République de Novembre, l'accent des travaux à venir du P.C.A. fut mis sur des mesures défensives: "Alle Erleichterungen für den Übergang zur Diktatur, die ein starkes Proletariat auf dem Boden der Demokratie sich verschaffen konnte, verschwinden, seitdem es dem Faschismus gelungen ist, die Macht zu ergreifen [...]. Nur der Verrat der Sozialdemokratie und die durch ihn verursachte Verwirrung ließ noch nicht die Einheitsfront des Proletariats entstehen, die den Sieg über den Faschismus verbürgt. Darum sucht die Bourgeoisie die Übergangszeit der Verwirrung in der Arbeiterklasse auszunutzen, um ihr sofort die entscheidende Schlacht zu liefern. [...] Wenn die lebendigen revolutionären Kräfte des Proletariats jetzt vor der entscheidenden Niederlage bewahrt werden, wenn alle revolutionären Elemente jetzt an ihre Sammlung und Vorbereitung des Kampfes mit eiserner Energie gehen, wenn sie in Teilkämpfen neue Kräfte sammeln, so wird morgen der Feind zersetzt, das Proletariat geeinigt in den Kampf ziehen und den Sieg erringen und die proletarische Diktatur errichten." Cf. *Inprekorr*, 7.11.1923, et *B.C.*, 22.11.1923; *Die Internationale*, 6 (1923), N° 18, pp. 516-530; cf. aussi W. T. Angress, *Stillborn Revolution*, pp. 440-459; O. Wenzel, *Die Kommunistische*, pp. 245 et suiv.; P. Broué, *Révolution en Allemagne*, pp. 765-780.

199

¹ Le 30 octobre 1923, la conférence des ambassadeurs a envoyé une lettre au gouvernement allemand, qui faisait part des soucis au sujet du retour attendu du prince de

Hohenzollern, des plans de révolution du P.C.A., du manque de coopération du Reich avec la Commission de Contrôle militaire alliée, des tentatives de renversement de droite; elle exigeait également des explications et certaines garanties. Aucune réponse de Berlin ne venant, une deuxième lettre devait être envoyée comme ultimatum, mais sur l'insistance de Baldwin, Poincaré renouvela seulement le 21 novembre, l'avertissement, parce que la France "désire sincèrement maintenir le 'front uni' avec la Grande-Bretagne face au danger allemand." (Poincaré devant la Chambre, 16 novembre 1923, cit. cf. E. Bonnefous, Histoire politique, III, p. 390; voir aussi pp. 388 et suiv.). La commission des Réparations (délégué français Barthou) accepta aussi le 30 novembre, malgré l'opposition initiale de Poincaré, la proposition anglo-américaine pour le règlement de la question des réparations: "En vue d'étudier, conformément aux dispositions de l'article 234 du Traité de Versailles, les ressources, ainsi que les capacités de l'Allemagne, et après avoir donné aux représentants de ce pays l'équitable faculté de se faire entendre, la Commission des réparations décida de constituer deux Comités d'experts appartenant aux pays alliés et associés. L'un serait chargé de rechercher les moyens d'équilibrer le budget et les mesures à prendre pour stabiliser la monnaie. L'autre aurait à rechercher les moyens d'évaluer et de faire rentrer en Allemagne les capitaux évadés." La commission d'experts dont Dawes était président mit en place le dit "Dawes-Plan". Cit. cf. E. Weill-Raynal, Les réparations, II., p. 512; voir aussi pp. 493-512; E. Bonnefous, Histoire politique, III, pp. 391 et 426; cf. *ibid.*, p. 390: "Le problème de la sécurité des frontières et du pacte de garanties passait brusquement au premier plan des préoccupations françaises. Développer la politique du 'gage rhénan' et de la 'France seule', ce n'était pas forcément résoudre le problème des réparations, mais c'était à coup sûr prendre le risque de se trouver isolé face à l'Allemagne. Ce risque, M. Poincaré ne voulait pas le prendre. Il estimait nécessaire de faire les concessions indispensables pour retrouver la confiance et l'appui des Alliés, et c'est pourquoi la politique étrangère de la France entra en novembre 1923 dans une phase nouvelle."

² Stanley Baldwin (1867-1947), fait ses études à Harrow et Cambridge, débute sa carrière politique comme secrétaire des finances en juin 1917; 1921-1922 président du "board of trade," 1922-1923 ministre des finances, 1923, 1924-29 et 1935-37 premier ministre. Cf. A.J.P. Taylor, *English history*, p. 125.

³ David Lloyd George, nom réel David George (1863-1945), formation à la Church School; 1890-1945 membre de la Chambre des Communes pour le parti libéral, 1908-15 ministre des finances, 1915-1916 ministre des réserves de guerre, 1916 ministre de la guerre, 1916-1922 premier ministre, chef du parti libéral. "A master of improvised speech and of improvised policies [...] After leaving office, he farmed ambitiously, though unprofitably, and propagated the 'Lloyd-George' raspberry." Cf. A.J.P. Taylor, *English History*, p. 5.

⁴ La loi électorale du 12 juillet 1919 "substitue le scrutin des listes par département au scrutin uninominal et d'arrondissement, le système proportionnaliste au système majoritaire." Cf. A. Zévaès, *Histoire*, pp. 585 et suiv.; voir aussi E. Bonnefous, *Histoire politique*, III, pp. 11 et suiv. Comme la loi électorale de 1919 n'était valable que jusqu'en 1921, un débat sur cette loi fut ouvert fin 1923 en vue des élections toutes proches de mai 1924, mais ce dernier n'apporta pas de changements fondamentaux. Cf. *ibid.*, pp. 409-417.

⁵ Voir le rapport sur le congrès de l'U.S.C. dans l'*Humanité*, 25.12.1923.

⁶ Voir doc. 178.

⁷ On parle ici des socialistes (S.F.I.O.).

⁸ Après la retraite du P.C.A. en octobre, Treint fut envoyé à la tête d'une délégation

au P.C.A. pour exposer une critique formulée par le bureau politique du P.C.F. au sujet de la politique de la centrale du P.C.A. : "1. Erreur d'appréciation technique sur le rapport des forces en présence; 2. Erreur d'appréciation politique sur le degré de décomposition de la social-démocratie; 3. Confiance réelle dans les chefs social-démocrates de gauche qui participèrent aux gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe; 4. Combinaisons parlementaires avec les chefs social-démocrates de gauche et agitation insuffisante au sein des masses; 5. Action sur le terrain économique ne se développant pas en action politique au moment de la participation des communistes aux gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe; 6. Appel aux travailleurs beaucoup trop tard en vue de défendre les armes à la main les gouvernements ouvriers; 7. Agitation tournée trop exclusivement vers la lutte au sein des classes moyennes contre le fascisme; agitation insuffisante au sein de la classe ouvrière en vue de la nationalisation des grandes entreprises industrielles." Cf. *B.C.*, 4.4.1924. La résolution votée en janvier 1924 par le C.E. de l'I.C. "Lehren der deutschen Ereignisse" dit entre autres au sujet de la politique du P.C.A. en Saxe: "Der Regierungseintritt hätte sich auf die Massenbewegungen stützen müssen. [...] [Die Kommunisten] waren vor allem verpflichtet, die Frage der Bewaffnung der Arbeiter brutal zu stellen; schon in den ersten Stunden ihrer Beteiligung an der Arbeiterregierung durften die Kommunisten kein anderes Grundthema kennen, als die Bewaffnung des Proletariats. [...] Sie waren auch verpflichtet, im Parlament und vor den Betriebsräten auf die sofortige Ergreifung revolutionärer Maßnahmen hinzuwirken [...] Gleichfalls waren die Kommunisten verpflichtet, schon von der ersten Stunde ihrer Regierungsbeteiligung an das doppelzüngige Verhalten Zeigners, seine hinterhältigen Verhandlungen mit den Militärdiktatoren, wie die ganze konter-revolutionäre Rolle der linken SPD-Führer vor den breitesten Massen zu brandmarken. Infolge dieser Unterlassungen, und da die Partei es nicht verstand, die Massen zu mobilisieren, wurde das sächsische Experiment zu keiner Kampfetappe: anstelle revolutionärer Strategie ergab sich eine unrevolutionäre, parlamentarische Kooperation mit den 'linken' Sozialdemokraten. Die besondere Berufung der kommunistischen Minister auf ihre Verantwortlichkeit nur dem Landtag und der Verfassung gegenüber konnte nicht geeignet sein, demokratische Illusionen zu zerstören." La résolution a aussi décidé une transition vers la tactique du front unique seulement par la base: "*Mit den Soldknechten der weißen Diktatur gibt es kein Verhandeln!* [...] Aber noch gefährlicher als die rechten sind die linken SPD-Führer, die letzte Illusion der betrogenen Arbeiter, diese letzten Feigenblätter für die schmutzige konterrevolutionäre Politik der Severing, Noske und Ebert. [...] Die Wendung in der Einheitsfronttaktik in Deutschland heißt jetzt: *Einheit von unten!*" Cf. *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, pp. 104 et 106 et suiv. cf. entre autres, W. T. Angress, *Stillborn Revolution*, pp. 464 et suiv.; O. K. Flechtheim, *Die Kommunistische Partei*, pp. 183 et suiv.; P. Broué, *Révolution en Allemagne*, pp. 779-784.

⁹ Voir doc. 180, note 14.

¹⁰ Voir doc. 188, note 4. Au congrès de Lyon, l'I.C. a soutenu cette résolution de Treint. Voir doc. 208, note 5.

¹¹ Le V^e congrès mondial de l'I.C. eut lieu du 17 juin au 8 juillet 1924.

200

¹ Cette lettre ne figure pas dans les archives.

² Cf. doc. 193. Les quelques éléments disponibles sous forme de notes publiées laissent entrevoir un échec de la tentative de réorganisation des Jeunesses, qui est menée dans

la perspective de la construction d'une 'Federação Nacional da Juventude Comunista', organisme qui devait être créée lors d'un 1^o Congresso Juvenil Comunista' (*A Batalha*, 18.11.1923) qui, d'après le document 201 devait avoir lieu au mois de février 1924. Une nouvelle 'Junta Nacional da J.C.' constituée à cette fin, prend, après avoir approuvé les résolutions du congrès le 27 décembre, la décision de préparer la sortie d'un journal (Junta Nacional das Juventudes Comunistas, S.I.C.J. = Secção da Internacional Comunista Juvenil, *A Batalha*, 28.12.1923). La parution de l'organe, portant le titre '*A Rajada*' (cf. *O Comunista*, n^o 11, 19.1.1924 (S.T.)), est suspendue (id., n^o 17, 21.3.1924). La seule activité de la F.N.d.J.C. resp. de sa J.N. composée par Gastão Sérgio et Arnaldo Teixeira (...?) (As Juventudes Comunistas, *O Protesto*, n^o 78, 27.1.1924) dont nous ayons connaissance est une campagne de solidarité avec les emprisonnés 'por questões sociais' (ibid.). Il est fort probable que l'échec soit dû au groupe dissident des Jeunesses qui continue son travail après les exclusions (voir à ce sujet doc. 201, note 2).

³ Voir doc. 201.

201

¹ Cf. doc. 200.

² Cette tâche devait être d'autant plus difficile que les membres dissidents et exclus des Jeunesses continuent leur activité non pas seulement à Porto, mais aussi à Lisbonne. Le 8 décembre, *A Batalha* publie au nom du 'Núcleo de Lisboa' des J.C. une motion d'opposition aux sanctions et à l'orientation générale du parti. La déclaration des Jeunesses au congrès y est sanctionnée "[A C.E....] protesta contra a violência e injustiça das sanções tomadas contra a esquerda do Partido." On décide de "manifestar publicamente a sua discordância com a tese aprovada no dito Congresso – Tese de Operários e Camponeses – que mais acertadamente se deveria intitular: Tese de colaboração como os partidos da burguezia." (*A Batalha*, 8.12.1923). De même, quelques prises de position des Jeunesses 'officielles' contre le terrorisme démontrent la continuité des activités dissidentes (cf. *O Protesto*, n^o 78, 27.1.1924).

202

¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz. Guy Jerram (1876–1958), entre au P.C.F. dès sa fondation, militant actif dans le nord de la France, 1920 secrétaire de l'Association républicaine des anciens combattants (A.R.A.C.), dès juillet 1923 membre du Comité central de l'A.R.A.C. 1923 et 1924 membre du C.D. du P.C.F. et secrétaire de la Fédération du Nord, en juin/juillet 1924 membre de la délégation française au V^e Congrès mondial de l'I.C., membre des commissions, membre adjoint du C.E. de l'I.C.. Adversaire de l'expulsion de Souvarine dans la commission Souvarine lors du V^e congrès mondial et dans le C.E. de l'I.C.. Membre du C.C. du P.C.F. après les congrès de 1926 et 1932, dès le début des années 30 actif dans le mouvement Amsterdam-Pleyel (congrès organisé par Münzenberg contre la guerre impérialiste en août 1932 à Amsterdam; le 2^{me} congrès a eu lieu à Paris dans la salle Pleyel en juin 1933, durant lequel on a accepté le slogan 'Contre la guerre et le fascisme'). Membre du comité mondial lors du congrès Pleyel. Se sépare du P.C.F. en 1935 et exclu de l'A.R.A.C. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, p. 170; V. Kahan, The Communist International, p. 165; R. Wohl, French communism, pp. 347, 353, et 393.

² Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

³ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Racosi"; voir doc. 206, note 2.

¹ Cette lettre ne figure pas dans les archives.

² Les conseils de Humbert-Droz viennent – pour ainsi dire – trop tard. Le 10 décembre 1923, le Parti Radical-Républicain avait tenté un putsch accompagné d'une mobilisation contrôlée. L'intervention du P.C.P. 'très à la portugaise' fait preuve d'une confusion considérable par rapport à la tactique et aux décisions du Congrès. Après avoir regretté de ne pas avoir été contacté par le Parti Radical, les militants sont exhortés à participer individuellement au mouvement qui échoua complètement: "Dando a todos nossos camaradas aliados a liberdade de acção indispensável para participarem no movimento, de nos informarem da marcha e desígnios dos iniciadores da conjura." (Para a história: [...], *O Comunista*, n° 8, 20.12.1923). La critique de cet engagement putschiste par Humbert-Droz voir docs. 289 et 298.

³ Effectivement, un manifeste avait été préparé mais destiné à la publication que dans le cas d'une victoire du mouvement. Y est prôné le 'dépassement' du cadre républicain, l'armement des ouvriers et l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, le P.C.P. se déclarant "[...] assumindo [...] a direcção e chefia do movimento" (Ao povo explorado [...], repr. dans *O Comunista*, n° 8, 20.12.1923).

⁴ Le C.C. de la C.G.T. avait refusé une offre de Front unique sous forme d'un appel de solidarité aux ouvriers portugais avec la révolution allemande, émise après le congrès (cf. doc. 194 note 23) et reprise par le syndicat des arsenaux de la marine (P.C.P./ C.E. dos P.d.I.S.V., Aos proletários portugueses, *O Eco do Arsenal*, n° 86, décembre 1923). La perspective d'une unité d'action est repoussée par la C.G.T. disait-on à cause du "despotisme" du P.C.P. et de l'aversion contre l'intégration du Parti Socialiste. C'est, par contre à l'A.I.T. que se dirige le Comité confédéral, "[...] pedir-lhe informações relativas à qualquer preparação para uma futura revolução proletária na Alemanha" (*A Batalha*, 22.11.1923; cf. Na C.G.T.. A frente única do proletariado, *ibid.*).

⁵ Voir la réponse affirmative: doc. 209.

¹ Bussière, Gervais, artisan à Villeurbanne, condamné à la prison pendant la guerre civile en Espagne pour fabrication d'armes.

Jean Jacques Soudeille, dit Souzy, employé de commerce à Lyon, membre du C.D. de la Fédération du Rhône, en 1924 membre suppléant du C.D. du P.C. Signe la lettre des 250 en 1925. Exclu du parti et retour à la S.F.I.O.

² Louis Sellier, frère du chef du P.C.F., conducteur de trains, militant socialiste de Lyon, conseiller général, secrétaire fédéral adjoint du Rhône du P.C.F., semble avoir eu la même évolution politique que son frère; cf. AHD I, p. 173, note 1.

³ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

⁴ Allusion au projet de motion sur la tactique électorale, publié dans *B.C.* du 4.1.1924, voir doc. 205, note 1.

⁵ Allusion probable à l'article de Cachin dans l'*Humanité* du 21. décembre 1923, dans lequel il caractérise une défaite de Poincaré dans la Chambre comme une victoire de la classe ouvrière.

⁶ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

⁷ Allusion à l'ancienne tendance Renoult; voir doc. 178, note 19.

¹ Cf. *B.C.*, 4.1.1924: 'Projet de motion sur la tactique électorale', présenté par Rieu, Bussière, Soudeille, Billoux, les organes exécutifs des fédérations de la Loire, du Cantal, du Rhône et de la Haute-Garonne. La résolution exige de prendre "toutes mesures pouvant garantir le parti contre les déviations électorales". Elle accepte l'offre du front unique à la S.F.I.O., mais refuse la participation de l'U.S.C. de Frossard à un bloc possible de travailleurs et paysans pour les élections, car ceux-ci n'ont aucune influence sur les travailleurs et aucune liaison internationale et leur union à la S.F.I.O. n'est qu'une question de temps. En cas de refus de la S.F.I.O., des travailleurs non affiliés peuvent s'inscrire sur la liste du P.C.F. Cette résolution renforce de nouveau les dispositions du IV^e congrès de l'I.C., selon lesquelles 9/10 des candidats devaient être ouvriers et elle exige une exclusion immédiate du parti en cas de non-respect de ces dispositions. Dans une note préliminaire, Souvarine qualifie cette résolution d'"absolument inutile", car elle ne fait que répéter les positions du IV^e congrès de l'I.C., à part cela, il ne s'agit pas de la tactique électorale, mais de questions générales tactiques.

² Pierre Pavy, employé de commerce, militant socialiste, un des fondateurs du P.C. dans le Rhône. En 1923 au C.D. de la région du Rhône.

³ Ne se trouvent pas dans les Archives Humbert-Droz.

206

¹ Jusqu'à présent, les deux représentants de l'I.C. en Italie, Rákosi (Giacomo Psd.) et Manuil'skij (Peruzzi Psd.) avaient suscité beaucoup de désarroi dans la direction du P.C.I., ceci en raison de leurs positions différentes vis-à-vis du P.S.I.: "Manuil'skij inviò un rapporto sostenendo la politica intransigente di Bordiga. Egli era in completo disaccordo con Rakosi, ciò che favorì il 'comitato di difesa' per la preparazione del congresso di Milano." Cit. cf. Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 41; voir aussi Terracini lors de la séance du Comité exécutif élargi, en juin 1923, dans *Protokoll der Konferenz*, pp. 46 et suiv.; T. Detti, Serrati, pp. 309-312 et 314-317; P. Spriano, *Storia*, I, pp. 243-259. Après l'exclusion du P.S.I. des leaders de la fraction terzinternationale au début d'août 1923, Rákosi fut de plus en plus isolé, et Humbert-Droz, qui faisait déjà partie du congrès du P.S.I. à Milan en avril de cette année, en observateur, fut envoyé en Italie (Cf. Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 40 et suiv.; AHD I, pp. 466-473): "La situation s'étant aggravée en Italie, Zinoviev décida à la mi-décembre de m'envoyer une nouvelle fois sur place pour l'informer de l'état dans lequel se trouvait le parti. Il jugeait ma présence en Italie nécessaire pour un certain temps et désignait Rakosi pour me remplacer en France, si je jugeais moi-même ma présence indispensable en Italie." (Humbert-Droz, *Mémoires* II, p. 165).

² Aux côtés de Rákosi, Manuil'skij participa au Congrès du P.C.F. de Lyon comme représentant de l'I.C., pour la I.S.R. Lozovskij. Cf. doc. 208, note 11.

³ Voir doc. 208, notes 7 et 10.

⁴ La base du groupe majoritaire autour de Bordiga, Terracini, Grieco, Togliatti, Gramsci, Gennari, Fortichiari, étaient depuis le 2^{ème} congrès du P.C.I., en mars 1922 à Rome, les "thèses de Rome" (rédigées surtout par Bordiga) (Cf. AHD I, pp. 513-533). Deux groupes modérés autour de Presutti/Bombacci et Graziadei/Tasca constituaient la minorité. Etabli dans l'aile gauche de l'I.C., le groupe de Bordiga fut contesté par les leaders de l'I.C., au III^e et IV^e congrès de l'I.C. à cause de son intransigence et de son refus de la tactique du front unique. En juin 1923, lors de la conférence du Comité exécutif élargi, on reprocha à ce groupe d'avoir saboté les

efforts faits en vue d'une fusion du P.C.I. avec le P.S.I.. Cf. entre autres Spriano, *Storia*, I, pp. 152-163, 178-191 et 273-290; E. Racionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. LXXIX-CIV; G. Galli, *Storia*, pp. 51-82; Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 41-44 et 49-54; J. M. Cammet, Antonio Gramsci, pp. 160 et suiv.; *Lo Stato Operaio*, 13.3.1924; 'Relazione dei delegati di maggioranza sui rapporti tra P.S.I. ed il P.C.I.', *Lo Stato Operaio*, 3.4.1924; Protokoll der Konferenz, pp. 312-314. Déjà début 1923, la position du groupe dirigeant majoritaire du II^e congrès du P.C.I. ne s'exprimait plus aussi clairement en ce qui concernait la composition des organismes dirigeants du parti: après les arrestations de Bordiga et Grieco en février et mars 1923, Tasca et Graziadei furent cooptés dans le C.C., et en juin au Comité exécutif élargi fut adoptée une formation de l'exécutif du P.C.I. réunissant les courants suivants: au côté de Fortichiari (après sa démission Gennari), Scoccimarro et Togliatti pour la majorité, Tasca et Vota pour la minorité; pour la première fois, l'Exécutif de l'I.C. installait une nouvelle direction sans tenir compte de la majorité d'une section nationale. Cf. P. Spriano, *Storia*, I, pp. 264 et 283 et suiv.; Amadeo Bordiga voir *AHD* I, p. 67, note 4.

⁵ Cf. Spriano, *Storia*, I, p. 333, note 5: "Sin dal 1^o gennaio 1924, in una riunione del Comitato esecutivo, Scoccimarro informa che l'Internazionale comunista 'ha dato parere favorevole all'inizio di una discussione nell'interno del partito'." Cette discussion entre les partisans de Bordiga, le groupe du 'Centre' autour de Gramsci, qui alors débutait, et la "droite" autour de Tasca commença en février et atteint son point culminant à la conférence secrète à Côme à la mi-mai. Cf. P. Spriano, *Storia*, I, pp. 291-313 et 351-361; voir la correspondance écrite entre Gramsci, Togliatti, Scoccimarro, Terracini et autres dans P. Togliatti, *La formazione*, surtout à partir de la page 148; Compte-rendu de la discussion dans *Lo Stato Operaio*, février/mars 1924, les thèses et résolutions des trois tendances dans *ibid.*, 15.5.1924; sur le développement de la conférence, voir doc. 259, note 6.

⁶ 'Terzini' - La scission du 'Gruppo massimalista per la Terza Internazionale' (C. Lazzari, F. Maffi, G. Trevisano, E. Riboldi, F. Corbetta, A. Zanetta) de la Frazione massimalista unitaria (Serrati/Baratono) a donné naissance dans le P.S.I. à la fraction pour le rattachement à l'I.C. (Terzini) lors du XVIII^e congrès national du P.S.I. à Milan du 10-15 octobre 1921; leur I^{er} congrès eut lieu à Milan le 4 février 1922. Le 26 mai 1922 débute l'édition de leur journal *Più avanti!*. Au XIX^e congrès du P.S.I. à Rome (du 1-4 octobre 1922), elle s'unit à la fraction de Serrati, gagna la majorité, et exclut les réformistes (F. Turati, C. Treves, G. Matteotti, D'Aragona etc.). Pendant le IV^e congrès mondial de l'I.C., durant lequel la nouvelle direction du P.S.I. se prononça pour la fusion du P.S.I. avec le P.C.I., un groupe du P.S.I. (Nenni/Vella/Nobili) organisa le Comitato di Difesa socialista contre les décisions du congrès de l'I.C. et contre la fusion engagée avec le P.C.I. Elle s'appropriait le journal du parti *Avanti!* et convoqua un nouveau congrès du P.S.I. (15-17 avril 1923 à Milan), durant lequel elle atteint la majorité, et déclara l'union des deux groupes du parti comme incompatible. Après la séance du Comité exécutif élargi en juin 1923, durant laquelle la perspective de fusion fut remise à plus tard, suivit en août la séparation définitive du groupe autour de Nenni/Vella de l'I.C. et de même l'exclusion des rédacteurs de *Pagine Rosse* (Serrati, Buffoni, Maffi, Malatesta, Riboldi), l'organe théorique des Terzini, fondé le 15 mai 1923. Le 12 août 1923, une assemblée nationale des partisans de *Pagine Rosse* (l'ancienne 'frazione terzinternazionalista', l'ancienne fraction Serrati, et quelques dissidents de la direction du P.S.I.) approuva les nouvelles perspectives de la lutte: réinsertion dans le P.S.I. des rédacteurs expulsés, convocation immédiate d'un congrès de parti, lutte

pour l'unité du parti et pour un bloc de gauche prolétaire, basé sur les principes et la tactique de l'I.C. Le 15 août 1924, le groupe Terzini se dissout et fusionna avec le P.C.I. Cf. les documents suivants et entre autres T. Detti, Serrati pp. 60-301; P. Spriano, Storia, I, pp. 216-231, 243-259 et 297; S. Merli, Il partito comunista, pp. 666 et suiv.; F. Pedone, Il Partito Socialista, III, pp. 250-280.

⁷ Après l'expulsion du P.S.I. des dirigeants des Terzini en août 1923, le C.E. de l'I.C. commença à élever le ton (à cause de l'insistance de Manuil'skij) vis-à-vis de la direction de Nenni/Vella: il les accusait d'être des traîtres et des agents de Mussolini (cf. la lettre du C.E. de l'I.C. dans *Inprekorr*, 19.10.1923 et *Lo Stato Operaio*, 1.11.1923; Spriano, Storia, I, p. 300). Mais le 20 novembre, O. Kuusinen rapporta dans une lettre au C.E. des Terzini, que Moscou voulait après comme avant, à travers la fraction reconquérir la majorité dans le P.S.I.: "La tattica d'aggrappamento' al partito facendovi rimanere i vostri aderenti, come voi fate ora, è la migliore in questo momento; per questo nei casi di scioglimento di sezioni i compagni debbono far di tutto per rientrare nelle sezioni ricomposte." (A.P.C. 164/46). Les nouvelles décisions du présidium du C.E. de l'I.C. du 4.12.1923 furent communiquées au C.E. du P.C.I. dans une lettre du 7.12.1923 (A.P.C. 182/17). Bien que la lettre ait laissé ouvertes les questions générales de la tactique vis à vis du P.S., elle approuvait substantiellement les thèses du P.C.I., qui, après le refus catégorique du front unique de la part du P.S.I. début novembre, était intéressé par une rapide fusion avec les Terzini, et elle mettait fin aux spéculations des Terzini sur la création d'un nouveau parti socialiste: le présidium exigeait un échange de représentants entre les deux C.E.s, la continuation de la lutte de la fraction à l'intérieur du P.S.I., la fusion immédiate des deux organisations de jeunesse, et la fondation d'un journal quotidien, sans étiquette de parti avec la participation du groupe Terzini. La question de l'entrée secrète des Terzini exclus du P.S.I. dans le P.C.I. (voir plus bas, note 13) n'a pas été éludée dans cette lettre du présidium du C.E. de l'I.C. Il y eut après encore une lettre du présidium du 4.12. mais qui n'a pas encore été retrouvée (cf. T. Detti, Serrati p. 367, note 125; voir *Avanti!*, 7.11.1923, *Lo Stato Operaio*, 15.11.1923, *Più avanti!*, 24.11.1923, lettre du C.E. du P.C.I. aux Terzini dans A.P.C. 160/65-67 pour les négociations du front unique; protocole du secrétariat du C.E. du P.C.I. du 3.12.1923 (A.P.C. 171/95-97) et la lettre de Tasca au secrétariat du C.E. de l'I.C. du 5.12.1923 (A.P.C. 182/15) sur la position de la direction du P.C.; voir en détail au sujet de l'évolution depuis août 1923 T. Detti, Serrati, pp. 322-368, et P. Spriano, Storia, I, pp. 297-302. Le C.E. du P.C.I. approuvait les décisions du présidium et se prononçait seulement contre l'échange de représentants, car il craignait une anticipation de la réglementation après une fusion réussie. (cf. le protocole de la séance du 14.12. dans A.P.C. 171/98-103, et la lettre de Tasca au secrétariat du C.E. de l'I.C. du 21.12.1923 A.P.C. 182/31-33) sur les réactions des Terzini voir plus bas, note 9.

⁸ Au sujet de la question italienne, y compris la fusion entre le P.C.I. et le P.S.I. au IV^e congrès mondial de l'I.C. (5 novembre - 5 décembre 1922) cf. AHD I, pp. 469 et suiv., note 9; cf. la résolution du IV^e congrès mondial dans Thesen und Resolutionen, pp. 87 et suiv.; le manifeste sur la question de l'unification dans pp. 112 et suiv.; voir aussi Humbert-Droz, Il contrasto, pp. 35, 39 et suiv. Lors de la séance du Comité exécutif élargi du 12 - 23 juin 1923 à Moscou, la résolution soumise par la commission italienne a été votée (Souvarine, Trockij, Lunačarskij, Zinov'ev, Bucharin, Zetkin, Böttcher, Beuer, Kolarov, Koritschoner, Amter, Falk, Schüller, Kraewski, Aoki, Rákosi, Manuil'skij):

"Unire il Partito comunista d'Italia con la maggioranza del Partito socialista che si

è pronunciato al Congresso di Roma per l'adesione alla Terza Internazionale; riunire rapidamente tutte le forze per ottenere il massimo di unità degli operai rivoluzionari contro il fascismo: ecco in che consiste la decisione del Quarto congresso mondiale sulla questione italiana. Gli avvenimenti hanno dimostrato che questa decisione era e resta giustissima.

Confermando, l'Esecutivo allargato constata con profondo rammarico che il desiderio del IV Congresso non ha potuto essere realizzato. Questo insuccesso delle decisioni del IV Congresso ha per cause principali:

1. Il terrore bianco del fascismo, la inaudita persecuzione contro la classe operaia, gli assassini impuniti degli operai rivoluzionari, i continui arresti hanno ridotto per un certo tempo il movimento operaio all'illegalità ed hanno seminato un senso di demoralizzazione tra gli operai.

Sono i comunisti quelli che hanno ricevuto i più duri colpi di modo che, naturalmente, la parte meno combattiva degli operai socialisti si venne ad astenere dall'unione immediata con i comunisti al fine di evitare una repressione anche più violenta.

2. L'ala destra del Partito socialista ha sfruttato la demoralizzazione di una parte degli operai e l'arresto dei militanti più fedeli all'Internazionale comunista e degli elementi più rivoluzionari del Partito socialista. Questa ala destra si organizzò rapidamente in frazione e condusse una campagna sistematica contro l'unione coi comunisti approfittando delle condizioni sfavorevoli in cui trovavansi i fusionisti. Inoltre la tattica erronea della maggioranza del Comitato centrale del Partito comunista contribuì in una certa misura a questi insuccessi. Ipnotizzati dalla lotta passata contro il gruppo Serrati, soffrendo in genere di dogmatismo, la maggioranza del Comitato centrale del Partito socialista, non si rese conto che la situazione del movimento operaio era radicalmente mutata, e che l'unione di tutte le forze operaie rivoluzionarie in un Partito comunista unificato era una questione di vita o di morte per il proletariato. La maggioranza del Comitato centrale, non ostante le risoluzioni prese dal IV Congresso, non solo non condusse una campagna metodica per l'unione col Partito socialista, ma paralizzò di fatto l'applicazione di questa decisione.

L'Esecutivo allargato decide:

a) per ciò che riguarda il *Partito comunista*:

1. L'Internazionale esige dal Comitato centrale del Partito comunista l'applicazione non solo formale, ma effettiva delle sue decisioni.

Tutto il Partito comunista, tutti i suoi organi debbono incominciare una agitazione energica per l'unione delle forze proletarie sulle basi approvate al IV Congresso;

2. I comunisti debbono sostenere con tutti i mezzi i membri del Partito socialista favorevoli all'unione coi comunisti;

3. Il Partito comunista deve applicare una tattica di fronte unico adattata alla condizione italiana, deve cioè fare al Comitato direttivo del Partito socialista delle proposte nella forma richiesta dalle risoluzioni dell'Internazionale comunista;

4. La composizione dell'Esecutivo del Partito comunista deve essere tale da garantire l'applicazione delle disposizioni suesposte.

b) Per ciò che riguarda il *Partito socialista*:

1. L'Esecutivo allargato constata che il Comitato direttivo attuale del Partito socialista si appoggia sull'opinione di una maggioranza instabile. Il congresso di Milano è stato convocato durante il terrore bianco, che ha ridotto a 9.000 i 32.000 membri rappresentanti al Congresso di Roma; eppure oltre il 40 per cento si è pronunciato per l'unione con i comunisti;

2. L'Esecutivo constata che appoggiandosi su di una minoranza così insignificante il gruppo vittorioso non ha permesso neppure l'entrata nel Comitato direttivo di un

solo membro del gruppo opposto, gruppo quasi altrettanto numeroso;

3. L'Esecutivo constata che immediatamente dopo il Congresso il gruppo vittorioso, violando apertamente i principi più elementari della democrazia interna del partito, si è posto contro la Federazione giovanile socialista solo per essere rimasta fedele al socialismo rivoluzionario;

4. L'Esecutivo constata che mentre si iniziava la crisi nella Internazionale di Amsterdam, mentre cioè una sinistra operaia più cosciente si avvicinava all'Internazionale sindacale rossa, il Comitato direttivo del Partito socialista ha creduto bene di rinnovare la sua adesione alla Internazionale di Amsterdam;

5. L'Esecutivo deve dunque constatare che la Direzione del Partito socialista fino ad ora ha agito con ostilità verso l'Internazionale comunista;

6. L'Esecutivo considera il Congresso di Milano e la situazione attuale del Partito come un episodio passeggero. È convinto che non è lontano il momento in cui la massa del Partito socialista farà sentire la sua voce;

7. Già sotto la pressione della maggioranza operaia, la Direzione del Partito socialista ha manifestato il desiderio di un riavvicinamento all'Internazionale comunista in una lettera del 10 giugno. L'Esecutivo non volendo nulla trascurare onde affrettare l'unione di tutte le forze rivoluzionarie d'Italia, pensa di andare incontro al desiderio della maggioranza operaia del Partito socialista accettando questo riavvicinamento, malgrado gli atti di ostilità segnalati più sopra;

8. Per dare una forma concreta a questo riavvicinamento, l'Esecutivo rivolge al Comitato direttivo del Partito socialista una proposta ufficiale di alleanza con il Partito comunista. L'Esecutivo, viste le difficoltà risultate dalle congiunture politiche anteriori, darà tutto il suo concorso per facilitare il comune lavoro dei due Partiti;

9. Per esprimere la sua solidarietà con gli operai del Partito socialista che attraversano dei tempi particolarmente difficili, l'Esecutivo invita il Partito socialista ad inviare al più presto a Mosca una Delegazione per realizzare una unione con l'Internazionale comunista.

L'Esecutivo allargato invita tutti gli operai rivoluzionari d'Italia a lavorare con costanza per l'organizzazione completa di tutte le forze rivoluzionarie della classe operaia italiana sotto la bandiera dell'Internazionale comunista." (Cf. Humbert-Droz, Il contrasto, pp. 42-44); cf. *Avanti!*, 4.7.1923; Protokoll der Konferenz, pp. 312 et suiv.; voir aussi P. Spriano, Storia, I, pp. 273-290. Au sujet de l'attitude de Bordiga, cf. entre autres P. Spriano, Storia, I, pp. 243-259; P. Togliatti, La formazione, p. 45: "Bordiga era contro qualsiasi fusione: una volta che il partito era stato costituito non potevano più esservi, secondo lui, che adesioni individuali, da vagliarsi una per una."

⁹ Déjà le 15 décembre 1923 eut lieu une rencontre du P.C.I. et des Terzini (Scoccimarro, Tasca, Buffoni, Malatesta, Maffi) durant laquelle le représentant des Terzini se prononça contre les nouvelles décisions du présidium du C.E. de l'I.C.; cf. le rapport de Tasca au secrétariat du C.E. de l'I.C. du 21. 12.1923 dans A.P.C. 182/31-33. Maffi à Zinov'ev dans une lettre du 16.12.1923; "Gli errori di dettaglio che malauguratamente si ripetono di tempo in tempo sulla buona via tracciata dalla vostra riconosciuta esperienza sono a nostro avviso la conseguenza di un modo abbastanza strano di considerare la nostra situazione, il nostro lavoro, le nostre stesse persone: ci si addossano tutti i doveri degli aderenti senza riconoscerci alcun diritto in nostra assenza, senza consultarci, senza preoccuparsi se potremo fare ciò che ci si chiede, si decide e ci si annuncia ciò che la nostra frazione deve fare." (A.P.C. 164/52-53). Le 30.12.1923, Maffi écrit une nouvelle lettre à Zinov'ev, cette fois "dopo lettura con i compagni Serrati, Malatesta e Riboldi", dans laquelle il se montre encore une

fois l'adversaire de la fusion immédiate des organisations de jeunesse, et de l'entrée secrète au P.C.I. des Terzini exclus, et demande la présence d'un envoyé permanent du C.E. de l'I.C. (Humbert-Droz) (A.P.C. 164/54-64).

¹⁰ A. Tasca, V. Vota, G. Roveda, G. Mersù, A. Graziadei etc., cf. 'Relazione della minoranza comunista all'Esecutivo Allargato di giugno' dans *Lo Stato Operaio*, 10.4.1924 et P. Togliatti, *La formazione*, pp. 72-87; P. Spriano, *Storia*, I, pp. 276-290; voir aussi F. Trocchi, Angelo Tasca.

¹¹ Angelo Tasca (Serra, A. Rossi, Rienzi, Valle, Baule) voir AHD I, p. 155, note 16.

¹² Encore pendant la séance du comité central du P.C.I. le 6 novembre 1923, Tasca avait lui-même exigé l'entrée illégale au P.C.I. des Terzini exclus, afin que le P.C. puisse prendre la direction de la lutte de fraction, cf. T. Detti, Serrati pp. 348-350. Également lors de la séance du secrétariat du comité exécutif du P.C.I. le 14 décembre, Tasca se prononça pour une soumission politique des Terzini au P.C.I. et les caractérisa de 'diramazione del nostro partito in seno al P.S.I., come uno strumento di lavoro maneggiato dal P.C.I., per conto dell'Internazionale, negli strati politici ancora soggetti all'influenza del vecchio 'massimalismo' ', mais il était le seul à défendre la participation d'un représentant des Terzini aux séances, comme l'avait exigée le présidium du C.E. de l'I.C. Cf. protocole de la séance, A.P.C. 171/98-103, et la lettre citée de Tasca au secrétariat du C.E. de l'I.C. du 21.12.1923.

¹³ Dans les instructions du C.E. du P.C.I., datées du 1.11.1923 à son réorganisateur dans le groupe Terzini (alias 'Calisto' = Tarozzi), on dit que l'entrée au P.C.I. des membres de la fraction expulsés ne doit certes pas être accélérée mais au cas où il n'y aurait aucune possibilité de former un groupe Terzini, les expulsés doivent être incorporés dans les groupes du P.C. Cf. T. Detti, Serrati, p. 347. Cf. la lettre du C.E. du P.C.I. au C.E. des Terzini du 13.11.1923 (A.P.C. 160/65-67): "Voi siete comunisti, il vostro partito è, potenzialmente, il partito comunista (sezione dell'I.C.), da cui rimanete fuori per esplicitare un'azione politicamente necessaria in seno al P.S.I. e tra i lavoratori socialisti in genere. [...] Noi non solleciteremo l'entrata degli espulsi nel nostro partito, ma vi invitiamo a riflettere che piuttosto che tali elementi restano senz'alcun legame disciplinare e senz'alcun solido vincolo politico è assai preferibile che - presentandosi un tale pericolo - il nostro Partito li accolga."

¹⁴ Fabrizio Maffi (Saitta, Berbi) voir AHD I, p. 81, note 16.

¹⁵ Cf. la lettre déjà citée de Maffi à Zinov'ev datée du 30.12.1923.

¹⁶ Lors du congrès de Milan du P.S.I. (15-17 avril 1923) ont été élus à la direction Fabbri, Nenni, Modigliani, Nobili, Pirri, Romita, Vernocchi et Vella, plus tard s'ajouta Assenato (remplacé par la suite par del Bello). Cf. F. Pedone, *Il Partito Socialista*, pp. 250-277; G. Galli, *Storia*, pp. 80 et suiv.; J.M. Cammet, Antonio Gramsci, pp. 163 et suiv; AHD I, p. 467, note 3.

¹⁷ Les associations de jeunesse du P.C.I. et du P.S.I. avaient déjà commencé, début 1923 (début d'une commission paritaire) les préparatifs d'une fusion. Cf. le manifeste de la commission dans *Avanti!* (13.1.1923). Au moment du congrès du P.S.I. à Milan (en avril 1923), il existait déjà en fait une organisation fusionnée. En même temps le congrès des jeunes du P.S.I. qui siégeait décida, avec une majorité des 3/4, un rattachement à l'I.C. Début mai la fédération de la jeunesse fut dissoute par la nouvelle direction Vella/Nenni. Comme l'issue du congrès de Milan empêchait une perspective de fusion entre le P.C.I. et le P.S.I., la politique d'alliance entre les deux partis, proposée par le Comité exécutif élargi, en juin 1923, fut également appliquée à l'organisation de jeunesse. Fin 1923, l'union constamment repoussée sous l'impulsion de l'I.C. et de l'I.C.J. n'était plus qu'une formalité. Cf. détails pour toute l'évolution T. Detti, Serrati, pp. 264-269, 275-277, et 407-412; R. Chitarow,

Der Kampf um die Massen, pp. 48 et 57; B. Ziegler (A. Kurella), 'Wie wir die ersten Zellen in Italien gründeten', dans *Unter dem Banner*, pp. 134-142. La fusion a été proclamée officiellement par la jeunesse communiste lors de la conférence à Côme en mai 1924 (cf. *L'Unità*, 13.5. 1924).

¹⁸ Selon *Avanti!* du 7.11.1923, 34 sections sur 498 avaient jusqu'à cette date approuvé la convocation d'un congrès du P.S.I. Lors d'une rencontre avec Tasca et Scoccimarro le 6.12.1923, Maffi affirmait: "Abbiamo la maggioranza nelle più importanti sezioni (Venezia, Firenze, Roma, Napoli, Bari, Bologna), in Sicilia e in Liguria e Milano (provincia)." Cf. A.P.C. 235/1-5; P. Spriano, *Storia*, I, p. 300, note 3; sur la situation d'organisation de la 'frazione terzinternazionalista' (détaillée, région par région) dans la seconde moitié de l'année 1923 voir T. Detti, Serrati, pp. 379-405.

¹⁹ Pietro Nenni voir AHD I, p. 469, note 8.

²⁰ Lorsqu'en septembre/octobre 1923, la direction du P.S.I. essaya d'étouffer, par de nouvelles expulsions, les manifestations de solidarité avec les rédacteurs de *Pagine Rosse* exclus les Terzini donnèrent comme réponse une reconnaissance des nouveaux groupes et sections expulsés comme les véritables organisations du P.S.I. (cf. la parole "Il P.S.I. siamo noi" dans *Più avanti!*, 3.11.1923). Mais déjà en octobre existaient à la base de la fraction de fortes tendances à abandonner la lutte pour la direction du P.S.I. et pour fonder un nouveau parti socialiste, qui plus tard fusionnerait avec le P.C.I. Fin novembre existaient aussi dans le C.E. des Terzini deux positions opposées: "La prima che fa capo a Maffi (col quale concorderebbe Serrati) vorrebbe che il lavoro di aggrappamento al PS fosse continuato anche se le espulsioni dovessero effettuarsi su più vasta scala, Buffoni e Malatesta invece pretendono per la tesi di creare un nuovo partito socialista aderente alla III Internazionale." Cf. rapporto n° 5 di 'Piero', 29.11.1923, A.P.C. 160/68; voir aussi 'Appunti di un colloquio con l'onorevole Maffi', 6.12.1923 (signé "Valle" = Tasca), A.P.C. 182/22-24; *Avanti!*, 29.11.1923. Le 8 décembre, lors de la séance du C.E. des Terzini, on décida d'un commun accord, sur l'insistance de Serrati, de laisser cette question en suspens (T. Detti, Serrati, p. 366) et la lettre déjà citée de Maffi à Zinov'ev du 30.12.1923 admettait les deux variantes comme possibles mais caractérisait cependant l'intensification de la lutte au sein du P.S.I. comme prioritaire. L'exécutif du P.C.I. avait aussitôt refusé le 3 décembre dans une résolution formulée par Tasca, la proposition d'un nouveau parti: "1) perché segna la rottura e il riniegamento di tutta la tattica tradizionale finora seguita, che ha mirato a far leva sui lavoratori che ora non sarebbe punto compreso dalle masse; 2) perché si presterebbe all'accusa di scissionismo; 3) perché accrescerebbe il disorientamento delle masse; 4) perché non vede che deriverebbe da esso alcun vantaggio concreto; 5) perché questo nuovo partito costituirebbe nuove difficoltà quando il problema della fusione fosse rappresentato". Cit. cf. A.P.C. 171/95-97; voir l'exposition détaillée chez T. Detti, Serrati, pp. 344-354, et 363-370.

²¹ Le 25 janvier 1924, le parlement fut dissout par un décret, et de nouvelles élections furent fixées pour le 6 avril de cette même année, mais la loi électorale avait été changée: "Corregendo radicalmente la proporzionale (la lista che avesse conseguito il 25% dei suffragi si sarebbe assicurata automaticamente il 67% degli eletti!) la nuova legge maggioritaria non solo raccoglieva tutte le critiche che erano state rivolte contro la 'rivoluzione elettorale' del 1919 e consentiva di consolidare ed estendere i risultati conservatori della tattica dei blocchi nazionali sperimentata nel 1921, ma avrebbe garantito la 'stabilità' del potere e una notevolissima indipendenza dell'esecutivo dal parlamento, quasi sotterrandolo il regime d'assemblea. La camera dei deputati sarebbe stata ridotta a poco più di una qualsiasi consulta." (Cf. E. Santarelli,

Storia, I, pp. 357-360, ici 360; R. De Felice, Mussolini, I, pp. 518-535; L. Salvatorelli et G. Mira, Storia, pp. 199-202; sur les élections, voir docs. 257, 259).

²² Arturo Vella voir AHD I, p. 468, note 6.

²³ Journal du P.S.I., sous la rédaction de Nenni, Modigliani et Vernocchi depuis le congrès de Milan en avril 1923, cf. F. Pedone, Il Partito Socialista, p. 277; voir aussi G. Arfé, Storia dell'Avanti!, Milan-Rome 1956.

²⁴ Lors de la conférence du C.E. de l'I.C. élargi du 12 au 23 juin 1923, Bordiga, malgré son absence (il était en prison depuis février de cette même année) a été avec Terracini, coopté au présidium du C.E. de l'I.C. Comme protestation contre la décision du plénum du C.E. de l'I.C. suivant la minorité de Tasca, Bordiga a refusé immédiatement ce poste: "Cosa vuol dire il particcio di me e Umberto nel Presidium? Vada pure, purché nessuno debba restare a Mosca". (Lettre à Togliatti du 7.7.1923, A.P.C. 190/3). Cf. la série de lettres de Bordiga adressée au C.E. du P.C.I. de la fin juin jusqu'à la fin de son procès (acquittement en octobre 1923) dans A.P.C. 190 et suiv.; P. Spriano, Storia I, pp. 285-289; dans une de ses dernières lettres au C.E. du P.C.I. le 22.12.1923: "Se poi la mia designazione volesse dire, il che non è, il ritorno alle direttive seguite dal vecchio CE, vi sarebbe sempre da notare che non si tratta di un caso personale, [...] Ripeto che mi considero, in modo definitivo, finché non si muti la situazione [...] collocato al posto da me domandato, di semplice gregario del partito, posizione che intendo mantenere." Cit. cf. P. Togliatti, La Formazione, p. 134.

²⁵ Note d'Humbert-Droz dans la copie: "Comité exécutif du Parti communiste italien."

²⁶ Cf. note 5 de ce document.

²⁷ Allusion au C.E. du P.C.I. avant le plénum du C.E. de l'I.C. de juin 1923 (Bordiga, Fortichiari, Grieco, Repossi, Terracini, après l'arrestation de Bordiga et Grieco début 1923, cooptation de Togliatti et Scoccimarro en tant que membres provisoires), cf. P. Spriano, Storia, I, pp. 190 et 264; S. Merli, Il Partito Comunista, pp. 668 et suiv.

²⁸ Cf. la lettre de O. Kuusinen au Comité Central du P.C.I. et au comité directeur des Terzini, Moscou 5.9.1923, dans laquelle il communique la décision suivante: "Il giornale, che deve apparire senza un'etichetta di partito, sarà redatto in comune da appartenenti al PCI e da membri della frazione fusionista: in comune anzi e rapidamente voi dovrete le basi concrete della pubblicazione trasmettendoci il progetto completo corredato dai dati finanziari. Il giornale dovrà dare alle masse italiane le direttive e la parola d'ordine su tutte le questioni politiche e sindacali mirando a raggruppare attorno a sé la maggioranza dei lavoratori che disgiuntamente seguono già oggi il partito comunista e la sinistra del P.S.I." (A.P.C. 164/30). La proposition d'un journal quotidien, sans étiquette de parti, provenait de Gramsci, cf. 'Lettera inedita per la fondazione de l'Unità', a cura di S. Merli, Rivista storica del socialismo 18, 1963, pp. 115 et suiv., et dans Rinascita 6, 1964. La décision de septembre (organe commun avec les Terzini, mais sans étiquette de parti) fut de nouveau renforcée dans la lettre déjà mentionnée du présidium du C.E. de l'I.C. (7.12.1923); cf. T. Detti, Serrati, pp. 327-341; P. Spriano, Storia I, p. 297; J. M. Cammet, Antonio Gramsci, p. 116; sur la création de l'Unità à partir du 12 février 1924 cf. doc. 216, note 12.

²⁹ Cf. Humbert-Droz dans Mémoires II, p. 203: "Dès que je fus à Rome, l'E.K.K.I. m'envoya copie du procès-verbal de la séance où avaient été discutées mes propositions de décembre concernant l'Italie. Il avait modifié sa décision et accepté toutes mes propositions sur l'action à mener envers le Parti socialiste pour chercher à gagner la majorité." Cf. doc. 210.

¹ Ne se trouve pas dans les archives Humbert-Droz.

² Une tendance minoritaire s'était déjà formée en mars 1923 sous la direction de Cazals, Marie Guillot, Lartigue et Broutchoux dans la direction de la C.G.T.U. contre le groupe Monmousseau/Sémard autour de *La Vie Ouvrière*. Elle accusa les commissions syndicales du P.C. de tentatives de soumission du mouvement syndical au parti. Lorsqu'au début juillet, le groupe autour de la *Vie Ouvrière* accepta l'exigence du P.C.F., c'est-à-dire le droit de travailler en tant que fraction au sein de la C.G.T.U., comme les anarchistes et les anarcho-syndicalistes, le groupe de Casals-Guillot se prononça en faveur d'une intégration de la C.G.T.U. dans l'I.S.R., mais de nouveau contre l'infiltration des commissions syndicales du parti dans le syndicat. Cf. *L'Humanité*, 30.6., 1.7. et 8.7. 1923. Minoritaires lors de la séance du comité confédéral national du 27 juillet, les membres de la minorité quittèrent les C.C.N. et B.P. de la C.G.T.U. et exigèrent sous la menace de scission, la convocation d'un congrès extraordinaire qui eut lieu à Bourges du 12 au 17 novembre 1923. Le groupe Monmousseau/Sémard, soutenu par Lozovskij dans son message au congrès l'emporta avec une large majorité de 978 voix contre 147 pour les syndicalistes révolutionnaires (G.S.R.) autour de Guillot, Casals, Lartigue, et 222 pour les anarchistes (Bâtiment). Cf. *L'Humanité*, 16. et 18.10., 13.-17.11.1923; *Inprekorr*, 23.11.1923; C.G.T.U., Congrès national extraordinaire, II^e congrès de la C.G.T.U. tenu à Bourges du 12 au 17 novembre 1923 et Conférence féminine du 11 novembre (sans date), sur la position de la minorité voir particulièrement pp. 21-23 et p. 376. G. Lefranc, Le Mouvement syndical, pp. 270 et suiv.; R. Wohl, French Communism, pp. 343-348. Le nouveau B.P. fut formé seulement par le groupe majoritaire (Monmousseau, E. Dudilleux, J. Racamond, Berrar). Cf. *L'Humanité*, 18.11.1923.

³ Rochouse, né en 1890, mécanicien au P.L.M., 1929 secrétaire général du syndicat des cheminots.

⁴ Benoît Frachon, 1893-1975, en 1920 adhère au P.S. et passe au P.C. En 1926 membre du C.C. et à partir de 1929, membre du B.P. et secrétaire. En 1932, comme secrétaire général de la C.G.T.U., et plus tard comme chef de la C.G.T., il était le syndicaliste le plus important du P.C.F.

⁵ Cellier. Délégué du Rhône pour la Fédération des Cheminots au Congrès de la C.G.T.U.

⁶ Bierjeon; au milieu des années 20 secrétaire de l'union locale de la C.G.T.U., quitte le P.C.F. en 1930. André Debizet (1876-1951), métallurgiste à Montluçon, aussi conseiller municipal et général.

⁷ Joseph Boyer, né en 1894, professeur à l'école professionnelle de Clermont-Ferrand. Jean François Ritoux, employé de commerce, secrétaire de la région Auvergne du P.C.F. de 1923 à 1925, puis membre du comité régional, plus tard sera expulsé.

⁸ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Siège de la Confédération générale du travail; réformiste" - C.G.T.

⁹ Voir doc. 180, note 14 et doc. 205, note 1.

¹⁰ Albert Manière, né en 1897, employé de commerce, après la guerre secrétaire du syndicat des employés, secrétaire de la propagande de l'U.D., il passe à la C.G.T.U., secrétaire de l'U.D. et en 1923 du bureau de la 10^{ème} Union régionale. Exclu du P.C. en 1923, démissionne en 1924 de son poste de secrétaire de l'U.D. Puis aucune activité politique. Fourcade, militant lyonnais, d'abord de tendance anarcho-syndicaliste, militant des C.S.R., son influence diminue vers 1930.

Perols. Probablement Perol, Amable, né en 1896, secrétaire régional du P.C. à Clermont-Ferrand de 1923 à 1926, en même temps secrétaire de l'U.D.-C.G.T.U.

¹¹ Sanselme, du Rhône, ouvrier, anarchosyndicaliste, C.G.T., puis C.G.T.U.

Bulot, de l'Allier. Probablement Burlot, né en 1881, professeur, membre du P.C. jusqu'en 1923; il quitta alors le P.C. parce qu'il était franc-maçon; conseiller général socialiste de 1928 à 1933.

Emilien Lapertot, de Saône et Loire, né en 1896; métallurgiste à Mâcon, secrétaire de l'U.D.-C.G.T.U. en 1923, puis permanent du P.C.

Jean Seigne, anarchosyndicaliste des Métaux à Saint Etienne, a participé au congrès constitutif de la C.G.T.U., secrétaire des Métaux en avril 1923, passe à la C.G.T.S.R., puis en 1945 à la C.N.T.

Testard, militant syndicaliste. Elu le 25 janvier à la C.A. de la Bourse du Travail de Lyon.

¹² Burland, de l'Allier, probablement Burlaut, facteur, secrétaire du syndicat C.G.T. U. des P.T.T. de Montmarault en janvier 1928.

Claude Rousset, mineur à Villars, en janvier 1922 est secrétaire de la Fédération régionale des mineurs de la Loire, meurt le 12.IV.1924 écrasé par un train (assassiné).

Fusy, du Rhône, ouvrier du textile de Lyon, C.G.T., puis C.G.T.U., exclu en 1925.

Dannacher du Rhône, apprêteur d'étoffes, militant syndicaliste lyonnais, membre de la C.E. de la C.G.T. jusqu'en 1922 puis secrétaire durant quelques mois de l'U.D. unitaire du Rhône.

Vallet, probablement Jean-Baptiste Vallet, né en 1897, dans le C.E. de l'U.D. de la Seine en 1920, anarchosyndicaliste de la C.G.T.U., peut-être même au P.C.

208

¹ Cf. doc. 206, note 1.

² III^e congrès national du P.C.F. à Lyon du 20 au 23 janvier 1924.

³ Cet essai de programme électoral fut publié dans *L'Humanité* 3.1.1924; voir aussi des extraits dans A. Dunois, 'Wie steht es um die französische Partei?', *Die Kommunistische Internationale* 5 (1924), n^o 33, pp. 73 et suiv.

⁴ Cf. *L'Humanité*, 3.1.1924; Treint y écrivait notamment: "Jadis, dans le parti, on bavardait beaucoup et on travaillait peu. Aujourd'hui on y travaille beaucoup, mais on n'y discute pas assez. A bien considérer, ce mal est moindre que l'autre. Mais, c'est un mal quand même." C'est pour cette raison qu'une discussion sur la situation à l'intérieur du parti fut engagée au cours de laquelle Souvarine, et principalement des fonctionnaires de second rang du parti formulèrent des critiques au sujet de la trop forte centralisation: les membres du parti étaient surchargés de travail administratif et ne pouvaient prendre part à des discussions politiques (Marcel Ollivier dans *L'Humanité* 10.1.1924). "L'année précédente, le parti avait seulement reçu des ordres, mais maintenant il était confronté à toute une série de résolutions et de papiers qui devaient être en deux ou trois séances acceptés et votés." (Paul Marion dans *L'Humanité*, 3.1.1924).

⁵ La résolution qui fut adoptée contre 3 voix lors de la séance du C.D. du 15 octobre était la suivante: "Le conseil national décide que, sauf les députés sortants, aucun membre de la direction du parti, aucun membre de la rédaction de *L'Humanité*, aucun fonctionnaire politique appointé du Parti, ne sera candidat aux prochaines élections générales." (*L'Humanité*, 16.10.1923). Treint, dans son rapport au sujet de cette séance dans *B.C.* du 25.10.1923 avait expliqué cela ainsi: "Il fallait, par un

acte clair, vaincre d'un coup, tout de suite, les préventions d'une partie des masses contre l'arrivisme électoral attribué aux dirigeants du Parti." Cf. aussi R. Wohl, *French Communism* pp. 347 et suiv. Le IV^e congrès mondial de l'I.C. avait uniquement décidé que les 9/10 des candidats du P.C.F. aux élections générales de mai 1924 devraient être des ouvriers, Cf. IV^e Congrès communiste, p. 37. Malgré les sommations répétées de Humbert-Droz que le C.E. de l'I.C. devait motiver le refus de la motion de Treint (cf. doc. 188 et 199), Zinov'ev soutint cette motion, dans son message au congrès de Lyon, comme "certainement juste": "Un Comité Directeur composé en majorité de non députés saura mieux contrôler la fraction parlementaire." Cit. cf. *L'Humanité*, 22.1.1924; Parti Communiste, 3^e Congrès, p. 13. La résolution, adoptée avec seulement une voix contre au congrès de Lyon, disait que le parti devrait, à chaque fois que cela serait possible, proposer des candidats prolétaires. Les députés de l'ancien C.D. devaient renouveler leurs candidatures. En cas de conflit, le C.D. déciderait. Cf. *ibid.*, pp. 42 et suiv.; *L'Humanité*, 26.1.1924; *Inprekorr*, 22 et 26.2.1924; *Die Kommunistische Internationale* 5(1924), no. 33, p. 72; cf. R. Wohl, *French Communism*, p. 352. Selon H. Barbé, les candidats furent placés par ordre alphabétique sur les listes électorales; cf. H. Barbé, *Souvenirs de militant*, p. 40.

⁶ Cf. *B.C.*, 4.1.1924, 'Rapport politique d'un secrétaire.'

⁷ Le 11 janvier Souvarine avait écrit dans *B.C.*: "Une critique s'est élevée dans de nombreuses sections et fédérations contre ce qu'on appelle un centralisme exagéré, [...] critique que nous trouvons pour notre part d'autant plus juste que nous l'avons formulée sans cesse tout au cours de l'année. [...] C'est une réaction bien naturelle contre l'ancien régime d'indiscipline et de cohue [...] Mais ce qui a permis la déviation qu'il faut maintenant corriger, c'est l'inactivité des organisations de base du parti. [...] De plus, on doit reconnaître qu'il y a eu de la part des dirigeants du parti (pas de tous heureusement) une tendance à favoriser cet état de choses regrettable en s'abstenant de stimuler la vie intérieure des sections et fédérations et en croyant avoir réglé une question par l'envoi d'une circulaire." – A l'encontre des craintes de Humbert-Droz les différences de base dans la direction du parti furent réglées lors de la séance du C.D. qui eut lieu avant le congrès et furent à peine évoquées lors du congrès lui-même: "The Congress of Lyon marked the point of transition between the tumultuous congresses of the 1914-22 period and the more boring and perfunctory assemblies of the late 1920's and the 1930's." (R. Wohl, *French Communism*, p. 351). Lors du congrès une résolution ("Tactique et organisation") fut adoptée, elle disait notamment: "Le congrès constate que la cause principale des erreurs commises doit être cherchée dans la conception insuffisamment claire du rôle d'un Parti communiste qui domina toute l'activité des fédérations et de l'organisme central durant l'année dernière. En ce qui concerne la direction, on peut dire que désireuse d'aller à l'inverse du fédéralisme et de l'action relâchée de l'ancien parti, elle a établi un centralisme excessif, une discipline trop mécanique et que ses préoccupations nécessaires d'organisation intérieure et administrative, ainsi que certains défauts de fonctionnarisme et du bureaucratisme ont gêné son travail politique. [...] Ces critiques s'adressent non seulement à la Direction, mais au Parti tout entier, qui s'est replié sur lui-même au lieu de se développer par un continu effort d'extension et de conquête. [...] Le Bureau Politique a absorbé presque tout le travail de direction, le Comité directeur n'a pas suffisamment joué son rôle: on a limité son activité à des discussions administratives. Il en est résulté une sorte de congestion qui a gravement affecté l'action centrale du Parti. Le bureau politique, accablé de tâches multiples n'a pas toujours pu trouver face à chaque événement, la solution qui s'imposait, et ses membres n'ont pas eu, de ce fait, la possibilité de

remplir au mieux leurs tâches individuelles. Nos fédérations et sections se croyant tenues d'attendre des indications du Centre, se sont trop souvent abstenues d'agir." Cit. cf. *B.C.*, 15.2.1924 et *L'Humanité*, 26.1.1924. Commentaire de Souvarine qui fut à l'origine de cette résolution: "Le bureaucratisme incarné par Treint a été dénoncé." (*B.C.*, 15.2.1924). Il ne fut publié aucun procès-verbal du congrès; le rapport se trouve dans *ibid.*; *L'Humanité* 21., 22., 23. et 24.1.1924; *Inprekorr* 19.1. et 26.2.1924; *Die Kommunistische Internationale* 5(1924), no. 33, pp. 66-67. Les résolutions se trouvent dans *L'Humanité* du 26.1.1924 et dans *Parti communiste*, 3^e Congrès.

⁸ Dans la partie 'auto-critique' de son "rapport politique d'un secrétaire" Treint constate "une tendance à la constitution de cloisons étanches et un manque de liaison à tous les degrés de l'organisation du Parti" et met en garde contre un "régime de la politique personnelle" et un "centralisme exagéré [...] qui, en dehors de notre volonté, tend à prendre le caractère d'un centralisme militaire." Cf. *B.C.*, 4.1.1924; voir aussi doc. 202. Dans le même numéro du *B.C.*, Souvarine avait rendu Treint personnellement responsable de la situation à l'intérieur du parti.

⁹ Renard, représentant de l'I.S.R. auprès du P.C.F.

¹⁰ En effet le nouveau C.D. élit lors de sa séance du 25 janvier un B.P. sans Treint après que la proposition de Henri Gourdeaux de réélire Treint comme secrétaire du Parti ait été refusée (Cachin, Jean Crémet, Marrane, Rosmer, Sellier, Souvarine, Tommasi). Cf. *L'Humanité*, 13.4.1924. Sellier fut secrétaire avec Crémet et Marrane comme assistants. Cachin et Rosmer obtinrent la direction de *L'Humanité*, Souvarine et Treint furent nommés co-délégués au C.E. de l'I.C. Humbert-Droz avait à nouveau exigé cela, cf. doc. 184, 197 et 199; R. Wohl, *French Communism*, pp. 353 et suiv. Jusqu'aux élections de mai 1924, la direction du parti fut remaniée: Souvarine fut relevé de son poste de rédacteur du *B.C.* et n'appartint plus au B.P. Treint et Susanne Girault étaient à nouveau à la tête du parti, cf. R. Wohl, *French Communism* pp. 372 et suiv.; voir à ce sujet doc. 274, note 2.

¹¹ Cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 159: "L'Internationale délégua en France Rákosi et Manouïlsky qui dirigèrent le congrès de Lyon en 1924." Voir aussi doc. 256 dans ce tome. Lozovskij participa également au congrès de Lyon bien que cela n'ait pas été prévu initialement: "discreetly and without the fanfare of his earlier performance at St. Etienne" (R. Wohl, *French Communism*, p. 351; *Inprekorr*, 26.2.1924). La raison était la suivante: les heurts entre les communistes et les anarchistes du 11 janvier 1924 au cours desquels 2 travailleurs furent tués et plusieurs autres blessés avaient déclenché la crainte d'une scission de la C.G.T.U. Cf. *L'Humanité* 14.1.1924, *Inprekorr*, 28.1.1924; R. Wohl, *French Communism*, p. 351.

¹² Bouthonnier, Paul. 1885-1957. Professeur. Militant socialiste, puis communiste. (Cf. J. Maitron, *Dictionnaire*, vol. 11, p. 30)

¹³ Humbert-Droz ne participa pas au congrès de Lyon. A la mi-janvier il fut à nouveau envoyé en Italie par le C.E. de l'I.C.: "Après avoir fait, en décembre 1923, une enquête sur la situation politique en Italie, je m'étais opposé à la décision de l'exécutif de l'Internationale qui, sous la pression de la direction du Parti communiste italien, imposait l'adhésion individuelle au Parti communiste des socialistes partisans de la Troisième Internationale. Je proposai de chercher à gagner, de l'intérieur, la majorité du Parti socialiste, en repoussant la minorité hostile vers le Parti social-démocrate." Cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 201; *id.*, *Il contrasto*, pp. 44 et suiv.; cf. les rapports et les documents sur l'Italie dans ce tome.

¹⁴ Humbert-Droz reçut seulement à Rome les instructions du C.E. de l'I.C. "Dès que je fus à Rome, l'E.K.K.I. m'envoya copie du procès verbal de la séance où avaient été discutées mes propositions sur l'action à mener envers le Parti socialiste

pour chercher à en gagner la majorité.” Cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 61 et suiv. et doc. 210 dans ce tome.

209

¹ Voir doc. 203.

² C'est à ce refus, après la journée du 10 décembre, que le P.C.P. réagit assez violemment en employant un ton “gauchiste” inhabituel: “Ce qui est nécessaire déjà [...] c'est d'organiser – par une entente directe avec les syndicats et les camarades d'une certaine influence – la grève générale en passant par dessus la tête des bonzes à la direction de la C.G.T. qui veulent opposer aux bataillons disciplinés, aux ‘Mausers’ et ‘canets’ ‘les armes puissantes de la raison et de la justice’” (A Ditadura militar, *O Comunista*, n° 8, 20.12.1923; cf. *O Século*, 24.11.1923).

³ C'est à cette époque que la collaboration avec quelques éléments et sections du P.S. s'intensifie sous forme de meetings et conférences communes (cf. As Quintas-feiras do Bem formoso, *O Protesto*, n° 77, 20.1.1924; n° 79, 3.2.1924; n° 80, 10.2.1924; cf. *A Batalha*, 31.1.1924).

⁴ Les données pour la province de l'Alentejo sont confirmées par le développement postérieur. C'est surtout à partir de 1925 que cette influence se manifeste par la conquête de quelques syndicats des travailleurs agricoles (cf. Introduction, p. XXV). Sur la composition de la direction fédérale à Beja, voir *A Batalha*, 16.12.1923.

⁵ L'emprise dans la province de l'Algarve reste pourtant éphémère (cf. la notice sur la constitution d'une fédération dans *O Comunista*, n° 10, 12.1.1924).

⁶ D'après nos calculs le nombre des membres inscrits au Congrès est de 500. Le nombre des cellules augmente d'après *O Comunista* (Não querem ser burros, n° 9, 5.1.1924) de 33 à 48.

⁷ Une telle lettre ne figure pas dans les archives.

⁸ D'après Costa Júnior (Enciclopédia Verbo, vol XV, Art. “J.C. Rates”) il était pendant les années 1924-25 correspondant de la Pravda. Par contre, on ne trouve aucun article sur le Portugal ni dans *Inprekorr* (1924), ni (pendant la première moitié de l'année) dans l'organe de l'I.S.R.

⁹ Un article paru dans *A Batalha* se référant à ces chiffres donnés par Rates concède même qu'ils sont encore supérieurs aux effectifs confédéraux réels (“Frente Unica”, *A Batalha*, 9.11.1924).

¹⁰ Une référence à Manuel Joaquim de Sousa, secrétaire général de la C.G.T.

¹¹ Note de Humbert-Droz: “Partisans de la Confédération Syndicale internationale anarchiste.” En vérité, il s'agit de l'Association Internationale des Travailleurs, anarcho-syndicaliste.

¹² Note de Humbert-Droz: “Partisans de l'I.S.R.”

¹³ Au niveau de la Confédération, la direction resta fidèle à l'A.I.T., et par manque de moyens financiers fut incapable d'envoyer un délégué à la Conférence d'Innsbruck (Relatório moral, *A Batalha*, n° 2087, 19.9.1925). A l'occasion d'une Conférence Inter-Syndicale en décembre 1923 se manifesta pour la première fois – bien que peu compact – un bloc d'opposition contre la majorité de la C.G.T., constitué par les deux syndicats des arsenaux, ceux des travailleurs des ports, des marins (“catraeros”), des éclusiers et mécaniciens de péniches, ainsi que du syndicat des travailleurs chargés de la pesée des céréales dans les ports: syndicats regroupés en une Fédération syndicale Maritime (“Federação Marítima”). Appartenaient également au bloc de l'opposition les syndicats des chapeliers, des fonctionnaires, des tailleurs, des em-

ployés de commerce, et des ouvriers-bouchers chargés du travail de la viande (cf. *O Eco do Arsenal*, n° 89, 1.5.1924). L'offensive des syndicats influencés par l'I.S.R. se greffa sur une rapide décadence de la C.G.T., tendance générale à laquelle toutefois, sans pouvoir complètement y échapper, ils réussirent à résister. La critique envers la C.G.T. formulée par les syndicats dissidents était d'ordre général en ce qui concerne la contradiction entre la force réelle et la force potentielle que pourrait avoir une C.G.T. combative en relation avec l'avance de la droite. Elle était concrète dans la mesure où, par ces propos, on propageait une démocratisation et une modification de ses structures en ce qui concerne 1° la création de fédérations d'industries, 2° une représentation proportionnelle des syndicats isolés basée non pas sur leur nombre mais sur leur poids spécifique à l'intérieur de la Confédération, 3° la mise en place d'un Comité Confédéral collectif de base, 4° la syndicalisation des professions libérales et des paysans (cf. *A Internacional*, numéros de novembre 1923 à mars 1924). Les revendications émises au niveau politique exprimaient une réaction contre l'immobilisme de l'anarcho-syndicalisme face à l'offensive réactionnaire. On insista sur la nécessité de la formation d'un large bloc de défense incluant les organisations politiques "révolutionnaires" et le rétablissement au niveau syndical d'une structure apte à faire face à cette situation. L'affluence spontanée au courant "bolchévique" syndical faisait preuve d'un courant critique allant à l'encontre de la politique traditionnellement abstentionniste du courant anarchisant.

210

¹ Cette dépêche ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz; cf. doc. 242 et 243 et les notes correspondantes.

² La décision du présidium fut provoquée par la proposition tactique de Humbert-Droz dans son rapport du 26.12.1923 (doc. 206). Sur l'origine des propositions, le représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C., Terracini, rapporta dans une lettre à Gramsci, Scoccimarro et Togliatti du 8 janvier 1924: "Questo progetto [les propositions de Humbert-Droz] è stato appoggiato da Kolaroff il quale si era tutto entusiasmato di quanto accade al Congresso regionale milanese; Z[inov'ev] lo dichiarò immediatamente utopistico; io ho fatto le lunghe dichiarazioni che vi allego in copia (cf. A.P.C. 251/30-33). [...] Z[inov'ev] ha biasimato ad alta voce le proposte di H[umbert] - D[roz] sulla tattica contro Amadeo; e per il resto delle proposte sui terzini si è rimesso alla mia opinione. E poichè io ho dichiarato di accettarle a patto che fossero accettate 'integralmente' si è deciso di concedere ai terzini sei settimane per portare a fine il loro ennesimo tentativo.—Io ho mirato col mio atteggiamento a chiudere definitivamente la questione della fusione. Infatti, quando fra sei o sette settimane sarà apparsa clamorosamente la impossibilità di conquistare comunque il P.S. ed anche solo di farne convocare il congresso sarà ben difficile respingere ancora le nostre proposte circa la chiusura del periodo fusionista. [...] La impressione generale che regna qui è che il piano terzini fallirà; ma una mia opposizione sarebbe certamente stata sfruttata poi come un indizio di un nostro nascosto sabotaggio et par dare a noi la colpa dell'ennesimo fallimento." Dans la même lettre sur la question des organisations de jeunesse: "Questo [l'I.C.J.] nell'ultima settimana, in applicazione delle decisioni del Presidium, ha inviato in Italia istruzioni tecniche per procedere alla fusione delle due gioventù. Secondo queste istruzioni la fusione deve prepararsi nel corso di questo mese et effettuarsi al principio di Febbraio. Il Gioventern si è convinto che è necessario chiarificare rapidamente la situazione italiana

e pensa che non si può rinviare la immediata fusione della gioventù. Esso infatti non invierà ordini in contrasto a quelli inviati la settimana scorsa i quali d'altronde prevedevano l'effettuazione concreta della fusione per l'inizio di Febbraio. Ora dato che il piano di H[umbert] – D[roz] prevede la conclusione del tentativo per tale epocha, sia che esso riesca sia che fallisca la fusione della gioventù si effettuerà.” (A.P.C. 251/4-5). Voir aussi les lettres de Terracini à Gramsci, Scoccimarro et Togliatti du 10 janvier et au secrétariat de l'I.C. du 10 janvier 1924, A.P.C. 251/7 et 233/4-6; extraits dans T. Detti, Serrati, pp. 426-430. Cf. Introduction.

211

¹ La direction du P.S.I. déclara le résultat de la séance comme non valable étant donné le nombre trop restreint de participants (cf. *Avanti!*, 24.1.1924).

² Costantino Lazzari voir AHD I, p. 81, note 15.

³ Voir doc. 206, note 8.

⁴ Au congrès du P.S.I. à Livourne en janvier 1921, les “Maximalistes” et la droite avaient refusé d'accepter tout de suite les 21 conditions d'admission dans l'I.C.; ils furent exclus de l'I.C., tandis que la gauche se constituait en parti communiste (cf. AHD I, p. XXIII et suiv.) Au congrès du P.S.I. à Milan (avril 1923), la résolution du “Comitato di Difesa socialista” (Vella/Nenni) obtint 5361 voix contre 3968 pour les Fusionnistes/Lazzaristes. La résolution majoritaire s'opposa certes à une fusion immédiate et se prononça pour l'indépendance du parti, mais elle contenait aussi une reconnaissance des principes de l'I.C. Cf. F. Pedone, *Il Partito Socialista*, pp. 259 et suiv., T. Detti, Serrati, pp. 254-267; Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 40 et suiv. et pp. 55-58; AHD I, pp. 466-473; G. Zibordi, *Storia*, pp. 161 et suiv.

212

¹ Mario Malatesta (Mariotti), (1891-1966), en France et en Angleterre jusqu'à l'éclatement de la I^{ère} guerre mondiale, contacts avec des anarchistes, 1911: objetteur de conscience, fait plus tard son service militaire; entre dans le P.S. avant la fin de la guerre, fonctionnaire syndical; avec Passigli et Tonetti, il fonde la “frazione comunista unitaria” avant le congrès du P.S.I. à Livourne, avril 1921; fin 1923 secrétaire du P.S.I. à Venezia Giulia; participation au congrès du P.S.I. à Milan en avril 1923, leader terzinternationaliste (secrétaire d'organisation à la rédaction de *Pagine Rosse*), activités journalistiques (particulièrement *Sport e proletariato*); membre de la délégation Terzini au V^e congrès mondial de l'I.C., après la fusion avec le P.C.I. membre du C.C., responsable des travaux sportifs, rédaction de *l'Unità*; 1926 arrêté pour propagande communiste; abandonne son activité politique, travail avec différents journaux (entre autres *Oltre la macchina*), auteur de plusieurs livres sur l'afinité des régimes soviétique et fasciste; 1941 collaboration à *La Verità* (dir. N. Bombacci), après la guerre *Azione cooperativa* (dir. B. Fortichiari). Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, III, pp. 255-257.

² Voir doc. 213, notes 5 et 12.

³ Cf. entre autres, A. Landuyt, ‘Le Elezioni del 1924. Le Sinistre dall'astensionismo alla partecipazione’, dans *Il Movimento di Liberazione in Italia*, n° 95, avril-juin 1969, pp. 23-49; la documentation de Gennari de la discussion dans le P.C.I. dans *Più avanti!*, 9.2.1924; P. Spriano, *Storia*, I, pp. 325 et suiv.

¹ Egidio Gennari (Vecchini) voir AHD I, p. 76, note 2. Palmiro Togliatti (Paolo Palmi, Ercoli, Trau 1893-1964), 1914: entre dans le P.S.I., 1919 rédacteur en chef du journal *Avanti!* et co-fondateur du *Ordine Nuovo* de Turin; depuis le II^e congrès du P.C.I. à Rome en 1922, membre du C.C., et depuis 1923 du comité exécutif; depuis la moitié de l'année 1927, il est secrétaire général du P.C.I. illégal en France et en Suisse; depuis le V^e congrès mondial de l'I.C., il est membre du C.E. de l'I.C. et du présidium, jusqu'à la dissolution de l'I.C. en 1943; depuis 1936, chef du secrétariat central-européen de l'I.C. à Moscou; juillet 1937 - mai 1939 représentant de l'I.C. en Espagne (pseud. Alfred); 1944-1947 plusieurs postes de ministre, secrétaire général du P.C.I. jusqu'à sa mort. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 405-407; E. Ragionieri, Palmiro Togliatti; F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, V, pp. 61-78.

² Antonio Gramsci (Masci) voir AHD I, p. 157, note 18.

³ Ce projet d'une "lettre ouverte" aux membres du P.C.I. n'a pas été retrouvé; le texte présentait une version révisée du "Manifesto ai compagni del PCd'I" rédigée par Bordiga déjà en mars/avril 1923, alors qu'il était en prison, et dont l'existence fut révélée pour la première fois aux autres leaders du P.C.I. lors de la séance du Comité exécutif élargi en juin 1923; le texte est publié dans S. Merli, *Nuova documentazione*, pp. 515-521. Gramsci, qui se trouvait à Vienne à cette époque, refusa la proposition de Togliatti, de signer le manifeste. Ceci provoqua une controverse entre les anciens membres du groupe Ordine Nuovo, début 1924, qui donna naissance au nouveau groupe du centre autour de Gramsci, au sein du P.C.I., cf. la correspondance dans P. Togliatti, *La formazione*, à partir de la page 149. Voir aussi pp. 137, 140, 145 et suiv.; J.M. Cammet, Antonio Gramsci, p. 165; P. Spriano, *Storia*, I, pp. 276 et suiv. p. 302.

⁴ Voir doc. 259, note 6.

⁵ Cf. le protocole de la séance du C.C. du 22/23 janvier 1924 dans A.P.C. 236/1-6 et la première partie de *Rinascita* 20 (1963), n^o 3, le rapport dans *Lo Stato operaio*, 29.1.1924; cf. la résolution de Tasca: le CC "delibera di proporre ai partiti proletari italiani di aderire ad un accordo per la presentazione di una lista comune di 'unità proletaria' et per un'azione di cui la lotta elettorale non deve rappresentare che il momento iniziale" (A.P.C. 236/13); voir aussi la justification de la tactique dans une lettre de Togliatti au secrétariat de l'I.C. du 19.1.1924 (A.P.C. 241/11-12) et la réponse positive du présidium du C.E. de l'I.C. du 31.1.1924 (A.P.C. 241/13-14); voir la publication d'une série de documents sur cette question (présentés par Franco Ferri) dans *Rinascita* 20 (1963) n^o 3-5; P. Spriano, *Storia* I, pp. 326-329; T. Detti, Serrati, pp. 426-449; voir aussi plus bas note 12.

⁶ Cf. en particulier le discours de Tasca et Togliatti dans le protocole cité plus haut du C.C. du 22/23 janvier 1926; cf. la résolution de Tasca: Le C.C. "ritiene che la battaglia politica che i terzini dovranno organizzare in seno al P.S.I. prendendo occasione dalla convocazione del Congresso Confederale e della tattica elettorale debba avere la chiara parola d'ordine: l'adesione alla III Internazionale, l'alleanza con i comunisti e la conseguente fusione con il PC, [...] [il CC] denuncia all'I.C. il grave pericolo di quei capi terzini che - in contrasto con la volontà dei gruppi periferici nettamente fusionisti, tendono alla creazione di un nuovo partito con fisionomia politica intermedia tra PCI e PSI" (A.P.C. 160/90); cf. P. Spriano, *Storia* I, pp. 328 suiv.; T. Detti, Serrati, p. 436 suiv.

⁷ Au début d'août 1923, les rédacteurs de *Pagine Rosse* furent exclus (cf. *Avanti!* 4.8.

et 29.11.1923; *Pagine Rosse*, 5.8.1923), la fédération de Naples et la section de Schio furent dissoutes (*Avanti!*, 5/6.8.23). Le 5 septembre, la direction du P.S.I. autorisa les organismes directeurs des fédérations et des sections à décider seuls de l'expulsion des adhérents des Terzini (*Avanti!*, 5.9.1923). Quelques jours plus tard, on rendit publique la dissolution de la section de Milan (avec Buffoni, Malatesta, Maffi, Riboldi et Serrati) ainsi que l'expulsion des députés terzinternationalistes (*Avanti!*, 25.9.1923); puis suivirent les sections de Trento, Montichiari et Vinnercate (cf. *Più avanti!*, 18.10.1923 et *Avanti!* 19./20.10.1923; voir aussi T. Detti, Serrati, pp. 304-310, 341-343 et 382-387).

⁸ Cf. Tonetti dans *Più avanti!* du 12.1.1924; le titre de Maffi dans *Pagine Rosse* (1. - 15.1.1924), "Il Partito socialista italiano siamo noi", occupa toute la première page; voir aussi les événements lors du congrès régional du P.S.I. de Milan et de la tentative d'entrée des Terzini exclus au congrès qui se termina par des altérations, l'intervention de la police et par une dissolution anticipée de l'assemblée, cf. *Avanti!*, 25./27.12.1923 et 4.1. 1924 ainsi que *Più avanti!*, 29.12.1923; T. Detti, Serrati, p. 383.

⁹ Le congrès eut lieu à la fin de décembre 1923 (cf. le rapport dans *Più avanti!* 19.1. 1924); la résolution exigeait un vote de défiance contre la direction Vella/Nenni, le rattachement à l'I.C. ainsi qu'une alliance avec le P.C.I. et la "gauche syndicale". Tonetti s'adressant au représentant de la direction du P.S.I., Nenni: "La vostra fine è segnata, l'esempio dei Paul Levi, dei Frossard è definitivo. Noi non vi lasceremo transcinare il Partito socialista italiano nel pantano riformista. Anziché difendere la bandiera del partito socialista, voi ne fate ludibrio, voi tradite l'anima del partito che non è con voi. Noi affermiamo di essere i veri difensori delle tradizioni rivoluzionarie del Partito socialista italiano. Non vincerete!" (ibid.).

¹⁰ Voir doc. 211; déjà en novembre 1923, 53 membres de l'U.S.R. s'étaient déclarés favorables aux Terzini (22 pour Lazzari) et ils exigeaient la convocation d'un congrès. La direction du P.S.I. n'avait pas reconnu cette séance, car elle avait été convoquée de façon subite (cf. *Avanti!* 15.11.1923). Des membres de l'U.S.R. passèrent dans le groupe des Terzini - entre autres - : Marchioro, Mingrino, Bardi, Brighenti, Cianciulli, Drago, Faedda (secrétaire), Pinazza, Russo, Schifalacqua, Tosoni, Volpi, cf. T. Detti, Serrati, p. 395, note 187.

¹¹ Cf. *Avanti!*, 24. et 26.1.1924; réponse de Lazzari dans ibid., 5.2.1924.

¹² Voir ci-dessus, note 5; le P.S.U. de Turati et Matteotti avait envoyé une réponse négative à la proposition du P.C.I. (lettre de Togliatti du 23.1.1924, parue dans *Rinascita* 20 (1963) n° 3; lettre de Matteotti du 25.1.1924 dans ibid., n° 4); la direction du P.C.I. l'avait prévue pour des raisons de principe (cf. le rapport, cité plus haut, de Togliatti au secrétariat du C.E. de l'I.C. du 19.1.1924, également dans E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. CXXXIX et suiv.). Pour la direction du P.S.I. la participation des réformistes était la condition pour un bloc électoral. A la fin de la dernière semaine de janvier, les rencontres de trois groupes en vue de cette réalisation n'eurent pas beaucoup de succès. Cf. P. Spriano, Storia, I, pp. 327-330 et T. Detti, Serrati, pp. 433 et suiv.; voir plus bas doc. 216, notes 2, 4 et 5, doc. 218, note 2.

¹³ Rapport et résultats de ces congrès dans *Più Avanti!*, 2.2.1924, cf. doc. 216, notes 1 et 2.

¹⁴ Cf. Lazzari dans *Avanti!* 26.1.1924 et 20.2.1924: "Disciplina di partito e disciplina di frazione".

¹⁵ La lettre ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz, mais voir doc. 215.

¹⁶ Cf. la discussion au comité central du P.C.I. du 22/23 janvier 1924 (protocole dans A.P.C. 236/1-6); cf. T. Detti, Serrati, p. 440: "Alla fine, com'è noto, Lazzari

rimane nel P.S.I., accettandone la candidatura alle elezioni, e non c'è dubbio che con lui rimanessero molte organizzazioni attestate su posizioni intermedie."

¹⁷ Voir doc. 206, note 28, et doc. 216, note 7.

¹⁸ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Membre de la mission soviétique à Rome."

214

¹ Concerne le laps de temps que la décision du présidium du 6 janvier avait fixé, cf. doc. 210.

² Jusqu'au 26 février, les partis devaient déposer leurs listes de signatures (au moins 300 signatures par circonscription électorale) en rapport avec leurs propositions électorales pour pouvoir participer aux élections (cf. entre autres *L'Unità*, 15.2.1924, *Avanti!*, 9.2.1924).

215

¹ Du 28 janvier, cf. doc. 216, note 2.

² Lors de la séance du 3-5 novembre 1923, le Consiglio Direttivo de la C.G.d.L. avait décidé de convoquer un congrès national en mars 1924; le 9/10 février, on le repoussa à cause des élections toutes proches, début de septembre, on le fixa aux 18-21 novembre; finalement, le VI^e congrès de la C.G.d.L. eut lieu du 10 au 13 décembre à Milan. Cf. L. Marchetti, *La Confederazione*, pp. 373 et suiv; rapport du congrès, pp. 383-392; rapport et résolutions du P.C.I. dans *L'Unità*, 10, 11, 12, 13.12.1924, *Battaglie sindacali*, 4 et 18.12.1924, *Il Sindacato rosso*, 11.10.1924; Grieco dans *Inprekorr*, 30.12.1924.

³ Le XIX^e congrès du P.S.I. à Rome (1 - 4 octobre 1922) avait exclu les réformistes (32 100 voix pour les maximalistes, 29 119 pour les réformistes) qui fondèrent le 4 octobre de cette même année le "Partito Socialista Unitario Italiano" (P.S.U.) (F. Turati, C. Treves, G. Matteotti, D'Aragona, Modigliani, Buozzi avec la majorité du groupe parlementaire et la direction syndicale), et s'associèrent à l'Internationale de Vienne. Cf. entre autres F. Pedone, *Il Partito Socialista*, III, pp. 224-249; A. Malatesta, *La crisi socialista* (1921), Milan s.d.

⁴ Cf. les textes des résolutions des congrès régionaux du P.S.I. le 10 février dans *Più avanti!*, 16.2.1924, et *Unità*, 13.2.1924; voir doc. 225, note 2.

216

¹ Lors du congrès du 27 janvier, 21 sections s'étaient déclarées favorables aux Terzini; cf. T. Detti, Serrati, p. 443, note 32; *Avanti!*, 2.2.1924.

² La conférence des Terzini décida le 28 janvier d'inviter la direction du P.S.I. à former un bloc électoral seulement avec le P.C.I.; elle annonça que les Terzini ne se soumettraient pas à une décision contraire. Cf. rapport et lettre adressés à la direction du P.S.I. dans *Più Avanti!*, 2.2.1924, et *Avanti!*, 31.1.1924.

³ Giacinto Menotti Serrati (Massimo), voir Archives Humbert-Droz, I, p. 52, note 1.

⁴ Cf. aussi lettre de Serrati à l'I.C., "Appunti intorno alla situazione del movimento in Italia," non-datée (mais rédigée durant la 2^e moitié de janvier 1924) dans A.P.C. 264/11 - 16, dans laquelle il critiquait les Terzini et prévenait le P.C.I. du danger d'une scission possible du P.S.I. par la tactique électorale, et se prononçait pour la nécessité d'un parti de masse. Voir aussi T. Detti, Serrati, pp. 328-334, voir ci-dessous note 23.

⁵ Selon le rapport de *Più Avanti!* (2.2. 1924) signèrent “i rappresentanti della quasi totalità degli iscritti al partito delle federazioni di Bari, Lazio, Messina, Napoli, Siena, Venezia Giulia; per la maggioranza delle federazioni di Ferrara, Livorno, Milano, Pisa, Ravenna, Reggio Emilia, Trento, Treviso, Venezia, Viareggio”, ainsi que des minorités de fédérations restantes.

⁶ Cf. *Avanti!*, 31.1.1924.

⁷ Cf. le procès-verbal de la séance des C.E.s du P.C.I. et des Terzini le 29 janvier (A.P.C. 264/9-10) et du C.E. du P.C.I. du 30/31 janvier (A.P.C. 238/12-18).

⁸ Cf. la documentation des négociations entre les trois partis dans *Avanti!*, 3/4.2. 1924, *Unità*, 24.2.1924, et les numéros déjà mentionnés de la *Rinascita* de janvier/février 1963; aux élections, le P.S.U. présenta sa propre liste, cf. *La Giustizia*, 20.2. 1924.

⁹ Selon Humbert-Droz, la proposition formelle d'un bloc électoral avec le P.S.I. par le P.C.I. avait seulement la signification suivante: améliorer les conditions de lutte des Terzini au sein du P.S.I., et créer les conditions les plus favorables pour la rupture avec le parti, cf. le protocole mentionné du C.E. du P.C.I. du 30/31 janvier 1924. Lors de la même séance, Humbert-Droz prévenait du danger d'une accumulation des obstacles, que le P.C.I. avait dressés en vue de la réalisation d'un “bloc à deux”, juste au moment où il faisait la proposition (il s'agit de l'alliance pratiquement conclue avec les Terzini, lors de la séance commune – déjà mentionnée – des deux C.E.s du 29 janvier – voir plus loin dans le texte). Déjà lors de la séance du Comité central du P.C.I. les 22/23 janvier, on s'attendait à un refus de la proposition par le P.S.I. et le but de cette offre n'était autre qu'une accélération de la fusion avec les Terzini. Cf. le protocole dans A.P.C. 236/1-6; voir aussi la lettre de Togliatti (déjà citée) à l'I.C. du 19.1.1924; P. Spriano, *Storia*, I, pp. 329-332; T. Deti, Serrati, pp. 436-439.

¹⁰ Le journal est paru pour la première fois le 12 février, voir plus bas, note 12.

¹¹ Voir doc. 214.

¹² Cf. la décision de la séance commune des C.E.s du P.C.I. et des Terzini: “Se delibera: 1) che il quotidiano di cui è imminente l'uscita si chiamerà ‘L'Unità’, quotidiano degli operai e contadini; esso sarà sottoposto al controllo politico del Comitato Esecutivo del Partito Comunista, sia direttamente, sia a mezzo del compagno Vecchini; redattore capo sarà il compagno Pastore; la frazione terzina indica per il controllo politico il compagno Riboldi e quale redattore politico il compagno Buffoni. La scelta degli altri elementi da farsi secondo criteri rigorosi di capacità tecniche e di rendimento, è affidata ai compagni Pastore e Buffoni. L'azienda giornalistica verrà organizzata come società cooperativa e si incarica a tale scopo il compagno Buffoni di preparare il progetto di statuto.” (A.P.C. 264/9-10). *L'Unità* parut jusque'en novembre 1926 (interdiction de tous les partis antifascistes), Rédaction: G. Amoretti, N. Cilla, A. Leonetti, M. Montagnana, L. Tarozzi, F. Platone, L. Repaci (pour le P.C.I.), G. Li Causi, M. Malatesta, R. Cocchi et E. Tulli (pour les Terzini) ainsi que les collaborateurs indépendants Barone et Mazzucchelli; les collaborateurs techniques: Pia Carena et G. Giardina. Cf. P. Spriano, *Storia*, I, p. 337; A. Leonetti, *Un comunista*, p. 142 et suivantes; G. Li Causi: ‘Un giornale di massa’, dans *Rinascita* 21 (1964), n° 6; G. Trevisano, ‘La stampa comunista anteriore all'avvento del fascismo’, dans *Movimento operaio* 2 (1950), p. 180; sur l'évolution financière 1924 cf. P. Spriano, *L'Unità*, p. VIII et suivantes et A. Gobbio, “‘L'Unità’ (1924-1925)” dans *Rivista storica italiana* LXXX (1968), pp. 710-711; voir aussi A. Dal Pont, A. Leonetti, M. Massara, *Giornali fuori legge*.

¹³ Pour le P.C.I. Valle (Tasca), Palmi (Togliatti) et Vecchini (Gennari), pour les Terzini Maffi et Tonetti (cf. A.P.C. 264/9-10).

¹⁴ Antonio Graziadei voir AHD I, p. 33, note 6.

¹⁵ Ezio Riboldi voir AHD I, p. 81, note 17.

¹⁶ La présentation définitive des candidats dans T. Detti, Serrati, p. 466, note 76.

¹⁷ Cf. A.P.C. 264/9-10: "22) lasciando per ora da parte la questione dell'organismo destinato a dirigere e a controllare l'azione del gruppo parlamentare, resta convenuto che tale gruppo sarà unico e sottoposto ad un'unica disciplina."

¹⁸ Ottavio Pastore (Bianchi) (1887-1965), journaliste toute sa vie; depuis 1902 appartient à la jeunesse socialiste, collaboration dans *Avanguardia Socialista* et *Avanti!*, fondateur de l'édition piémontaise (précurseur de *Ordine Nuovo*), les futurs Ordine-Nuovistes font partie de son école. Participation au congrès du P.S.I. à Rome en 1920, à l'assemblée d'Imola et au congrès de Livourne, co-fondateur du P.C.I.; 1924 directeur de *L'Unità*, fin 1925, 6 mois de détention, puis émigration en France, 1927 condamné à 10 années de détention, mais il émigre en Belgique; 1928 participation au VI^e congrès mondial de l'I.C. à Moscou où il travailla jusqu'en 1937 à l'I.C. et à l'I.S.R., il fut isolé pour son passé de "droite" (mais continua ses publications sous le psd. Carlo Rossi); en 1938 travaille avec des émigrants italiens anti-fascistes en France, fin 1943 arrêté par les Allemands, mi-1944 libéré, actif dans la Résistance; après la libération collaborateur de *L'Unità*, 1948-1963 sénateur du P.C.I., Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, IV, pp. 66-67.

¹⁹ Francesco Buffoni (1882-1951), socialiste depuis 1905, collaboration dans *Avanti!* et autres magazines socialistes; 1919 député, 1921 réélu; au début, il était 'massimalista unitario', et devient à partir de 1922 un 'Terzino', membre de la direction du P.S.I. au congrès de Rome en 1922; au congrès du P.S.I. à Milan (avril 1923), coauteur (avec Lazzari) de la résolution fusionniste, rédacteur de *Pagine Rosse* et membre de l'exécutif des Terzini, après la fusion avec le P.C.I. en 1924, collaborateur à *L'Unità*, 1925 travaille au "Secours Ouvrier International"; fin 1926 condamnation par le "tribunal spécial" mais auparavant fuite en France, activité journalistique, 1929 exclu du P.C.I., 1930 entrée au P.S.I., après la guerre, directeur du magazine *Italia libera*, cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il Movimento*, I, pp. 412-415.

²⁰ Cf. T. Detti, Serrati., pp. 413-420.

²¹ Cf. protocole de la séance du 30/31 janvier 1924 dans A.P.C. 238/12 - 18; Bordiga à Togliatti le 2.2. 1924: "Io non sarò deputato, e più presto farete i vostri progetti senza di me, meno tempo e fatica perderete." (A.P.C. 246/13). Dans une lettre du 18.2. au C.E. du P.C.I., Bordiga donna les raisons de son refus: "Il mio temperamento non mi consente di essere il caloroso sostenitore di una tesi di cui non sia convinto e che non si inquadri in tutto il mio sistema di opinioni e nelle dottrine marxiste di cui sono seguace, e per necessità interprete. Per conseguenza io dovrei al Parlamento essere indisciplinato, e ciò mettendo il mio dissenso nella forma più antipatica, dopo che mi sono tanto preoccupato di soffocarlo anche al di là del mio stretto dovere, oppure dovrei restare completamente passivo ed inutile. [...] Se si tratta solo di utilizzare la mia cassa toracica e le mie corde vocali per recitare pezzi scritti da altri, allora credo che si possa facilmente trovare chi farebbe anche miglior effetto." (A.P.C. 246/42-47). Le 8 mars, Togliatti envoya cette lettre de Bordiga au présidium du C.E. de l'I.C. avec l'exigence suivante: le présidium devait considérer la question car Bordiga était un membre du C.E. de l'I.C. Le présidium l'accepta et admit que ce n'était pas un "cas de discipline" et renvoya l'affaire au V^e congrès mondial de l'I.C. En même temps Bordiga fut invité à participer à la commission qui devait rédiger le programme de l'I.C. (cf. Togliatti à Bordiga, 27.3.1924, A.P.C. 246/48-50; voir aussi Spriano, *Storia*, I, pp. 333 et suivantes).

²² Mauro Scoccimarro (Marco, Morelli, Negri) (1895-1972), 1917 adhésion au P.S.I.,

co-fondateur du P.C.I. en 1921, et membre du comité central, en novembre 1922, participation au IV^e congrès mondial de l'I.C., membre du secrétariat du comité exécutif du P.C.I., au V^e congrès mondial de l'I.C. il est élu suppléant du C.E. de l'I.C., 1924/25 pour quelques temps à Moscou comme représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C.; 1926 arrêté en Italie et incarcéré jusqu'en août 1943, puis de nouveau dans la direction du P.C.I., plusieurs postes de ministre, député et sénateur. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 360-361.

²³ Cf. la discussion au sujet du "cas Serrati" lors de la séance commune du C.E. du P.C.I. et des Terzini le 29 janvier (A.P.C. 264/9-10) et au C.E. du P.C.I. le 31 janvier, quand Gennari fait part de l'invitation de Serrati à Moscou; lors de cette même séance, la proposition de Gennari a été unanimement soutenue suivant laquelle Serrati devait avoir un poste à l'étranger (cf. A.P.C. 238/12-18); à la mi-février il quitta l'Italie et se rendit déjà à Moscou, cf. doc. 217, 218, 225 et 236. Face au refus même de Bordiga de mener la liste des candidats aux élections d'avril, le P.C. craignait l'influence de Serrati sur le travail parlementaire au cas où il se présenterait, sa candidature étant exigée par les Terzini, cf. Togliatti à Terracini le 9.2.1924: "Noi sentiamo che la sua inclusione in una lista vorrebbe probabilmente dire la sua riuscita e che, membro del Gruppo parlamentare, egli non potrebbe a meno di cercare di diventarne il leader. La nostra convinzione, e crediamo anche la tua, è quella che egli non sia temperamento adatto a fare nemmeno il deputato comunista e che, ad ogni modo, non bisogna favorirlo nei suoi tentativi di ritornare ad essere, in qualsiasi modi, un capo." (A.P.C. 250 4-5); cf. Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 69 et suiv.

²⁴ On a stipulé que l'agent de liaison, un certain 'Emilio', pouvait être exclusivement chargé des fonctions techniques. Cf. protocole du C.E. du P.C.I. du 30/31 janvier 1924 dans A.P.C. 238/12-18.

²⁵ Doc. 206.

²⁶ Depuis août 1923, U. Terracini était le représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C.; il fut élu avec Bordiga, au Comité exécutif élargi de juin 1923, au présidium de l'I.C.. Cf. P. Spriano, *Storia*, I, p. 285.

²⁷ Il s'agit du groupe Tasca/Vota, voir doc. 206, note 10.

²⁸ Cf. A. Nin sur ses efforts: "Es ist uns während meines zweimonatlichen Aufenthaltes in Italien nicht gelungen, ein festes Übereinkommen zu schließen. Wir haben bloß eine Verständigung über gemeinsames Vorgehen auf dem Kongreß der Metall- und Industriearbeiter erreicht." Cf. 'Der nächste Kongreß des italienischen Gewerkschaftsbundes', 'Das Italien von heute' und 'Die Gewerkschaftsorganisationen in Italien' de A. Nin dans *Inprekorr* de juin 1924 (n° 56, 66 et 68); cf. le rapport de Bernardi (Vota) au sujet des préparatifs au congrès à la séance du C.E. du 30/31 janvier 1924: "Il lavoro politico di preparazione al congresso confederale si è ridotto ad una serie di tentative per stringere, in vista del congresso, un accordo programmatico di azione con i massimalisti. Si è avuto prima un lungo scambio di lettere. Ora il compagno Albert si è incaricato di avvicinare direttamente alcuni dirigenti massimalisti e presto avrà luogo una riunione comune in cui si getteranno le basi dell'accordo." Suivent des rapports détaillés de la fédération (A.P.C. 238/12-18). Au sujet du déroulement du congrès de la C.G.d.L. pendant l'hiver 1924 ainsi qu'au sujet des tentatives de front unique par le P.C.I. voir doc. 215, note 2, doc. 286, note 19 et doc. 294, note 11.

¹ Ne se trouve pas dans les archives Humbert-Droz

² Cf. doc. 206, note 28 et doc. 216, note 12.

¹ Parti socialiste (P.S.I.).

² Cf. *Avanti!*, 3./4.2.1924 en ce qui concerne les raisons du refus du bloc électoral: "[Il P.S.I.] rappresenta il tronco vitale del vecchio Partito di classe dei lavoratori italiani da cui si sono staccate le parti estreme di destra e di sinistra. La sua funzione è ancora quella di ristabilire l'unità del proletariato, sulla base dei principi tradizionali del Partito socialista, e tale funzione sarebbe irreparabilmente compromessa, e aggravata il dissidio con una delle parti, qualora l'unità fosse stabilita solo dall'altra parte." En ce qui concerne la menace d'une infraction à la discipline par les "terzini" (cf. doc. 216, note 1): "La tattica stabilita dalla Direzione deve essere accettata con scrupolosa e leale disciplina. Per conseguenza le sezioni ed i singoli compagni che deliberassero o si impegnassero per una tattica diversa da quella stabilita dalla Direzione, si metterebbero spontaneamente fuori dal Partito." (ibid.).

³ Cf. 'La nostra pronta ed energica risposta' du 3.2.1924 paru dans *Giustizia*, 5.2. et *Più avanti!* 9.2.1924: "Poiché la direzione con la esecuzione dei minacciati provvedimenti di espulsione dei nostri migliori compagni, tentera di sabotare questa nostra azione di unità proletaria desiderata da tutti i lavoratori, noi invitiamo le sezioni e le federazioni che aderiscono al nostro movimento e che venissero eventualmente colpite, a non tener conto degli ordini della direzione, ad opporsi allo scioglimento, ed a considerarsi tuttora sezioni e federazioni del partito. Laddove i nostri compagni sono in minoranza essi devono costituirsi immediatamente in sezioni e federazioni a sé e procedere senz'altro ad eseguire le decisioni del convegno nazionale terzinternazionalista. [...] A tutti i nostri aderenti che non le avranno ancora ritirate dalla direzione, noi distribuiremo le tessere del partito per l'anno 1924. Queste tessere avranno una speciale marca che stabilirà il carattere del nostro movimento, e cioè: adesione alla Terza Internazionale, alleanza coi comunisti, appello al congresso."

⁴ Cf. doc. 225, note 2.

⁵ Cf. doc. 206, note 20; voir doc. 220 où l'I.C. donne ses instructions tactiques exactement sur cette ligne.

⁶ Voir doc. 216, note 21.

⁷ Voir pour le résultat des élections les docs. 257 et 259.

⁸ Pour le résultat final des premières places sur la liste des candidats cf. T. Detti, Serrati, p. 465 et suivante, notes 73 - 76.

⁹ Cf. doc. 216, note 13.

¹⁰ 'Disciplina di partito e disciplina di frazione' dans *Avanti!* du 20.2.1924.

¹¹ Au congrès régional du Latium, Lazzari se prononça contre la résolution des Terzini qui eurent 602 voix contre 83 pour Lazzari. Cf. *Più avanti!*, 16.2., *Avanti!* 12.2. et *L'Unità*, 12.2.1924.

¹² Cf. le protocole déjà cité de la séance du C.E. du P.C.I. du 30/31 et de la séance commune des deux C.E. du 29 janvier 1924 dans A.P.C. 238/12-18 et 264/9-10.

¹³ Voir doc. 216, note 23.

¹⁴ Le 12 février, cf. doc. 216, notes 10 et 12.

¹ Cf. doc. 214, ainsi que 213.

¹ Selon Terracini, représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C. la lettre de Humbert-Droz à Zinov'ev du 26.1.1924 (doc. 213) fut décisive pour les nouvelles directives du présidium: "Mentre Zinoviev aveva chiamato utopistico il progetto di H. [Humbert-Droz] per l'azione da svolgersi in sei settimane, ieri sera lasciò capire che egli ricrede possibile una conquista del PS e che quindi le passate decisioni non hanno più carattere definitivo. La votazione di Trieste, di Roma e l'incidente al Congresso di Milano costituiscono per i compagni dei fatti decisivi per valutare la situazione interna del PS. - In conclusione si accetta nuovamente la previsione di un largo sviluppo della tattica di attesa. Io feci presenti il fatto che le elezioni, colla tattica adottata dal partito, verranno a decidere tutte queste questioni se il blocco non realizzandosi elementi terzi verranno compresi nella nostra lista elettorale; basandomi sulla mozione approvata dal CC feci presente la necessità che l'I.C. dicesse almeno una parola esplicita sul nuovo partito condendo e sull'asserita antitesi IV congresso-esecutivo allargato di Giugno. I compagni furono di opinione che la base della mozione Lazzari sia oggi la migliore." (Lettre de Terracini au C.E. du P.C.I. du 7.2.1924 dans A.P.C. 251/26-28; voir aussi Terracini à Gramsci et à Togliatti, 8.2.1924 dans A.P.C. 251/29, dans laquelle il montre son opposition aux tentatives de Humbert-Droz, tentatives pour pousser le P.C.I. entre la majorité et la minorité).

² Voir doc. 213, notes 8-10.

³ doc. 211.

⁴ Comparer doc. 206, note 20 et doc. 213, note 7.

⁵ Cf. doc. 216, note 9; en ce qui concerne la réaction de la direction du P.C.I. sur les nouvelles directives, voir doc. 231.

221

¹ Cf. doc. 220.

² Cf. doc. 206, note 17.

³ Le congrès de la Jeunesse communiste eut lieu en mai 1924; il décida la fusion des deux organisations juvéniles, cf. *L'Unità*, 13.5.1924.

222

¹ Edgar Woog (Stirner) (1898-1973), études à Bâle et à Hambourg; membre des jeunesses social-démocrates suisses à partir de 1917 et du parti à partir de 1919; 1920 émigration au Mexique et participation au mouvement communiste sous le nom de Stirner; représentant du P.C. mexicain et des jeunesses communistes au III^e congrès mondial de l'I.C. et au II^e congrès de l'I.C.J. en 1921; lors du IV^e congrès mondial de l'I.C. en 1922 le seul représentant du mouvement d'Amérique latine élu au C.E. de l'I.C., participation au III^e plénum de juin 1923; lors du V^e congrès mondial élection dans la commission internationale de contrôle et secrétaire de cette commission; à Moscou jusqu'en 1927 puis différentes missions pour l'I.C. à l'étranger; 1928 au W.E.B. à Berlin; 1931 arrestation en Espagne et déportation au Mexique, retour à Moscou, après le VII^e congrès mondial de l'I.C. retour au P.C. suisse sous son vrai nom; 1944 co-fondateur du P.d.A., de 1949 à 1968 secrétaire général; retrait de la vie politique en raison de son âge. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographique, pp. 446-447; Humbert-Droz, *Mémoires*, IV, p. 446.

- ¹ Vasil' Kolarov, voir AHD I, p. 147, note 1.
- ² Doc. 220 et 221.
- ³ Voir doc. 236.
- ⁴ Cf. doc. 206, note 7.
- ⁵ Voir doc. 206.
- ⁶ Doc. 215.
- ⁷ Voir doc. 213 et 218.
- ⁸ Cf. les discussions lors du C.C. du P.C.I. le 23 janvier (protocole dans A.P.C. 236/1-6), lors de la séance des Comités exécutifs du P.C.I. et des Terzini le 29 janvier (A.P.C. 264/9-10) et du C.E. du P.C.I., le 30/31 janvier et du 13 février (A.P.C. 238/12-18 et 19-22); voir doc. 225, note 18.
- ⁹ Cela se rapporte aux instructions de la lettre du présidium du 8.2.1924 (doc. 220).
- ¹⁰ Voir doc. 236, note 4.
- ¹¹ Voir doc. 206, note 4.
- ¹² Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.
- ¹³ Voir doc. 216.
- ¹⁴ Doc. 225.
- ¹⁵ Umberto Terracini (Urbani, Tranquillo), voir AHD I, p. 150, note 7.
- ¹⁶ Manuil'skij fut nommé, mais n'alla pas en Italie, cf. doc. 241, note 1.

225

- ¹ Doc. 220.
- ² Avec la manchette "La secessione della minoranza terzinternazionalista è un fatto compiuto" la direction du P.S.I. prit position sur l'issue des congrès électoraux régionaux du parti le 10 février, pendant lesquels, suivant ses indications, 3251 s'étaient prononcés pour les Terzini et 16500 pour la majorité. (cf. *Avanti!*, 12.2.1924). *Avanti!* le 15.2.1924 publia une résolution de la direction du parti qui disait notamment: "[La Direzione] radia dei quadri del Partito socialista italiano le sezioni ed i singoli iscritti che non hanno accettato la tattica deliberata dalla Direzione e le sanzioni della grande maggioranza dei compagni attraverso i Convegni del 10 corrente e domanda all'Esecutivo ed alle Federazioni rimaste disciplinate di procedere all'immediato ordinamento degli organismi periferici che sono rimasti turbati dalla secessione dei comunisti." Pour le rapport des congrès et le texte même des résolutions cf. aussi *Più avanti!* du 16.2. et *l'Unità* du 12, 13 et 14.2.1924; comparer aussi T. Detti, Serrati, pp. 439-449; F. Pedone, *Il Partito Socialista*, III, p. 280.
- ³ Doc. 215.
- ⁴ Cf. doc. 216, notes 2, 9 et 13.
- ⁵ Doc. 218.
- ⁶ Voir doc. 206, note 7.
- ⁷ Les relations majoritaires données par la direction du P.S.I. (voir plus haut note 2) ont été contestées par les Terzini qui ont réclamé pour eux mêmes 6500 adhérents. (Cf. *Più avanti!*, 16.2.1924). Cf. T. Detti, Serrati, pp. 443 et suiv, note 32: "Nel complesso, sembra di poter affermare, che i terzini iscritti al partito ed effettivamente esistenti come forza organizzata fossero largamente maggioritari nella Venezia Giulia, in Toscana, nel Lazio, in Campagna e nelle Pulie, e prevalenti nelle province di Imperia, Venezia, Treviso, Ravenna, Ferrara, Parma, Reggio Emilia e Messina. Punti di forza della direzione, invece, erano il Piemonte, la Lombardia, le altre province venete, il Genovesato, parte dell'Emilia, l'Umbria, la Calabria e la Sicilia

occidentale. Un discorso a parte va fatto però per Piemonte e Lombardia, dove la tradizionale forza del P.S.I. permetteva che sussistessero contemporaneamente forti nuclei terzi, nettamente minoritari, ma consistenti in senso assoluto. Per un còmputo complessivo delle forze della frazione, comunque, si deve tener conto anche dei forti gruppi espulsi di Milano, del Trentino e di Napoli, nonché di altri raggruppamenti di scarsa entità e non regolarmente collegati con il partito, ma tuttavia largamente maggioritari, come quello del Molise. Approssimativamente, se ci si riferisce ai più vicini dati complessivi sulla dislocazione delle forze socialiste (quelli della fine del 1922) e se si traggono le somme delle notizie parziali sulla loro residua presenza e attività nel corso del 1923, sembra di poter concludere che il reale margine di maggioranza della direzione non doveva essere particolarmente consistente.”

⁸ Cf. entre autres *Pagine rosse*, 1.-15.1.1924.

⁹ Voir doc. 227.

¹⁰ Organe théorique des Terzini publié deux fois par mois à Milan (juin 1923 – août 1924), comité de rédaction: F. Maffi, G.M. Serrati, E. Riboldi, F. Buffoni, M. Malatesta.

¹¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

¹² Cf. doc. 206, note 24, doc. 216, note 21 et doc. 218.

¹³ Cf. le protocole de la séance du 13 février dans A.P.C. 238/19-22; voir aussi P. Spriano, *Storia*, I, p. 334.

¹⁴ Le C.E. a été nommé au Comité exécutif élargi en juin 1923, cf. doc. 206, note 4.

¹⁵ Cf. doc. 206, note 5 et doc. 259, note 6.

¹⁶ Paru dans *Lo Stato operaio*, 15.5.1924; publié dans *Annali* 8 (1966) pp. 186-240.

¹⁷ Ruggero Grieco (Garlandi, Rossi, Oscar) voir AHD I, p. 68, note 8.

¹⁸ Terracini avait envoyé des extraits à Bordiga provenant du rapport de Humbert-Droz du 1, 8 et 15 février (doc. 216, 218 et 225) et qui se rapportent au cas Bordiga, avec les commentaires suivants: “Come vedi il tuo atteggiamento si presta ad una quantità di interpretazioni delle quali non so se sia più buffa e superficiale quella del buon Cristo o quella di Ruggero.” (A.P.C./48-50); Bordiga dans sa réponse du 16.4 sur les rapports de Humbert-Droz disait: “Quanto alle relazioni dell’augello [ici on parle de Humbert-Droz qui reçut le surnom “il pellicano”] non sono poi malvage. Egli riferisce quanto gli ho detto, con inesattezze che si possono rilevare dal confronto col testo della mia lettera, dove i miei concetti sono precisati. [...] laddove vuole attribuirmi il pensiero espressogli ingenuamente da Ruggero, il quale premise che nella questione non era interprete del mio pensiero: tanto che egli era, purtroppo, per l’accettazione mia [...] e poi nella discrizione di conseguenze sulla compagine del partito, il quale non si è stupito che io non fossi deputato, che non ha avuto nessuna eco esterna.” (A.P.C. 246/52).

¹⁹ Cf. la lettre du 8.2.1924 (doc. 221).

²⁰ Dans le procès-verbal de la séance du C.E. du 13 février, on peut lire comme annexe le “Testo della proposta di Palmi per un documento politico da presentare alla frazione terzina”, le texte lui-même est introuvable; le C.E. résolut de revoir les propositions avant de les envoyer aux Terzini (cf. A.P.C. 238/19-22; T. Detti, Serrati, pp 452 et suivantes).

²¹ Au C.E. du P.C.I. mentionné plus haut, Tasca se prononça – comme d’ailleurs les autres hormis Humbert-Droz et Gennari – contre un nouveau parti et demanda qu’en plus de la fusion des organisations de jeunesse, les terzini changent au congrès le mot d’ordre “alliance” pour le mot d’ordre “fusion” (A.P.C. 238/19-22); le 16 février Tasca protesta, dans une lettre au C.E. de l’I.C., contre la lettre du présidium (doc. 220) et conclut: “Con la tattica perseguita e da voi confermata, ogni

sviluppo serio dell'azione dei terzini nel PSI resta bloccato. La nostra disciplina è fuori discussione, ma purtroppo questo non basterà a riparare alle contraddizioni della tattica che proponete nella vostra ultima lettera." (A.P.C. 263/86-87). Cf. Togliatti sur le revirement de Tasca dans une lettre à Terracini le 25.2.1924: "Baule, forse perché costretto dal continuo contatto prima con Negri e poi con me, ha modificato il suo atteggiamento iniziale ed ora è d'accordo con noi nella questione dei terzini. Probabilmente egli vede al pari di noi la crisi cui andiamo incontro e sente le responsabilità sue, soprattutto la responsabilità di aver sostenuto al Komintern, davanti all' E.A., che le sole forze su cui l'IC poteva contare per lo sviluppo di una azione tra le masse italiane erano le masse che seguivano ancora il prestigio del Partito Socialista e dell' 'Avanti!'." Cf. A.P.C. 250/18; comparer aussi A.P.C. 250/14; doc. 206, notes 10 et 12.

²² La réaction officielle du P.C.I. à la lettre du présidium du 8.2. fut conclue lors de la séance du C.E. du 17 février (protocole dans A.P.C. 238/23-31); la lettre au C.E. de l'I.C. (signée par Togliatti et Tasca) se trouve dans A.P.C. 241/18-19 et est publiée dans ce tome (doc. 231); comparer aussi la lettre de Togliatti à Terracini du 16.2. 1924 dans A.P.C. 250/6-7: "Si leggono a Mosca i nostri rapporti politici? O si dà maggior fede che ad essi ad elementi che non hanno responsabilità e riferiscono in base a notizie non controllate? [...] Oggi non si tratta più né della questione della conquista di una parte delle masse che seguono il PS, né di distruggere il PS o di arrivare per via legale ad avere i suoi organi direttivi nelle mani nostre. Si tratta di assimilare un gruppo di dirigenti il quale, benché sia esiguo e appunto perché è esiguo sente che nel PCI non sarebbe valorizzato come è suo desiderio e perciò monta tutta la grande macchina di nuovi sviluppi tattici."

226

¹ Cf. doc. 217.

² Dans la rédaction de la lettre dans "Il contrasto" se trouve un 'M' à la place d'un 'L', probablement pour Mikailov, un membre de l'ambassade russe à Rome, voir entre autres doc. 223.

³ Voir docs. 206, note 28 et 216, note 12.

227

¹ Cf. *Avanti!*, 14./15.2.1924; *L'Unità*, 15.2.1924.

² Publié dans *L'Unità* du 26.2.1924.

³ Doc. 225.

228

¹ Francesco Nitti (1868-1953), économiste, homme politique du centre, nommé ministre à plusieurs reprises entre 1911 et 1919, Président du Conseil en 1919-1920, ayant émigré en France, il est déporté en Allemagne, il deviendra membre de la 'Consulta Nazionale,' député et Sénateur après la libération.

² Cf. doc. 206, note 21.

³ Cf. doc. 294, note 3.

⁴ Enrico de Nicola (1877-?), avocat, député et Président du parlement, Secrétaire d'Etat à plusieurs reprises, il se retire de la politique en 1924, après la libération membre de la 'Consulta Nazionale' et Président de la République.

- ⁵ Giuseppe de Nava, en tant que représentant des Démocrates Libéraux membre du gouvernement Bonomi (avec Soleri et Rainieri), il est réélu en 1924 sur la liste fasciste. Il meurt peu de temps après.
- ⁶ Cf. A. Cassels, *Mussolini's*, pp. 207 et suiv.
- ⁷ En novembre 1923, cf. *ibid.*, pp. 210 et suiv.
- ⁸ Le 27 janvier 1924 signé à Rome, cf. *ibid.* pp. 139-145.
- ⁹ Cf. doc. 293, note 8.
- ¹⁰ Au sujet des rapports franco-italiens à cette époque, cf. A. Cassels, *Mussolini's*, pp. 201-215.

229

- ¹ Voir doc. 217 et 223
- ² Voir doc. 234, note 10

230

- ¹ Doc. 225
- ² Doc. 220
- ³ du 13. février, cf. APC 238/23-31
- ⁴ Cf. doc. 225, note 21
- ⁵ Cf. doc. 225, note 22, et doc. 231
- ⁶ Cf. *L'Unità*, 26.2.1924.
- ⁷ Ce document ne figure pas dans les Archives Humbert-Droz; cf. docs. 233 et 246.
- ⁸ Voir sa lettre au Comité exécutif du P.C.I. du 18.2.1924, déjà citée dans le doc. 216, note 21.
- ⁹ Cf. la lettre de Kolarov du 29.2.1924 (doc. 236).

231

- ¹ Lettre de l'I.C. du 8 février, cf. doc. 220; lettre du secrétariat du 16 février, cf. A.P.C. 263/86-87.
- ² Sur le contenu du télégramme du 21.2. cf. doc. 236; selon Terracini (lettre au C.E. du P.C.I. le 22.2.1924, sans signature), le télégramme fut rédigé par le présidium le 20 février sur le fondement du rapport de Humbert-Droz du 8.2.1924 (doc. 218); Bucharin et Pjatnickij s'étaient certes prononcés contre un "partito intermedio", mais l'attitude chancelante de Kolarov et de Lozovskij ainsi que le soutien de Chiarini à la thèse de Humbert-Droz avaient provoqué une formulation à double sens du télégramme. Terracini interpréta pourtant cela comme une sommation au P.C.I. de poursuivre selon la ligne suivie jusqu'à présent. Cf. A.P.C. 251/43-46.
- ³ Cf. la lettre de Kolarov à Humbert-Droz du 29.2.1924 (doc. 236).
- ⁴ Cf. doc. 206, note 17.
- ⁵ Signé par Tasca et Togliatti, cf. copie dans A.P.C. 241/18-19.

232

- ¹ Cf. Humbert-Droz dans *Il contrasto*, p. 94: "La lettera è datata da Parigi per prudenza e per mettere fuori strada la polizia e gli avversari nel caso in cui Lazzari l'avesse fatto leggere ai compagni socialisti. In realtà, la lettera è stata scritta a Roma."

² 'Disciplina di partito e disciplina di frazione'.

³ Cf. *L'Unità*, 27.2.1924, 'L'errore di Lazzari'.

⁴ Cf. T. Detti, Serrati, p.440, note 29: "Alla fine, com'è noto, Lazzari rimane nel PSI, accettandone la candidatura alle elezioni, e non c'è dubbio che con lui rimanesero molte organizzazioni attestate su posizioni intermedie."

233

¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

² Il s'agit de la mission diplomatique de l'Union Soviétique.

³ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz; voir doc. 230 et 246.

⁴ Le manifeste est publié dans *L'Unità* du même jour (c'est à dire du 26.2.1924); au sujet des querelles relatives à la participation des Terzini à *L'Unità*, cf. T. Detti, Serrati, pp. 478 et suiv., note 99; voir aussi l'échange de lettres à ce sujet entre le C.E. des Terzini et le C.E. du P.C.I., de mars/avril de la même année, copie dans les archives Leonetti, *Cartella P.C.I.*, 1923-24; doc. 268 et 269.

⁵ Doc. 232.

234

¹ Cf. doc. 231, note 2.

² Doc. 230.

³ Voir l'article 'L'errore di Lazzari' dans *L'Unità*, 27.2.1924; la lettre à Lazzari, cf. doc. 232.

⁴ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

⁵ Référence à *l'Unità*, paru depuis le 12 février.

⁶ Le *Lavoratore di Trieste* parut de février 1921 à juillet 1923, d'abord comme Organo della Federazione comunista della Venezia Giulia, puis comme Organo del PCI (avec une interruption du 10 février au 10 septembre 1921 à la suite des ravages fascistes), le directeur était E. Gennari; de mars 1924 à novembre 1924 le *Lavoratore* reparut avec une nouvelle numérotation, le directeur était A. Juraga.

⁷ Remarque de Humbert-Droz dans la copie: "Journal des réformistes" (du PSU).

⁸ Information dans *l'Unità*, le 6.3.1924; le texte de la résolution se trouve dans APC 199/86-99.

⁹ *Lo Stato operaio* parut comme organe théorique du PCI d'août 1923 à mai 1925 (hebdomadaire); directeur général L. Repossi, puis R. Grieco, puis F. Platone.

¹⁰ *L'Ordine Nuovo* parut en trois séries; comme "Rassegna settimanale" de mai 1919 à décembre 1920, secrétaire de rédaction A. Gramsci; comme quotidien communiste de janvier 1921 à décembre 1922 (rédacteurs entre autres Gramsci, Togliatti, Tasca, Leonetti, Terracini); finalement comme Rassegna di politica e di cultura operaia de mars 1924 avec interruption jusqu'à mars 1925 avec Grieco, puis Platone comme éditeurs, en fait le directeur était de nouveau Gramsci. Cf. entre autres A. Leonetti, *Notes sur Gramsci*, pp. 85-105.

¹¹ Paru de mai 1922 à février 1924, d'abord comme Foglio socialista per la III Internazionale, puis comme Organo del Comitato Nazionale Unionista, puis comme Settimanale per l'unità proletaria; directeur général R. Scanziani, puis G. Invernizzi, le véritable directeur était F. Maffi; *Più avanti!* était l'organe de la fraction "ter-zinternazionaliste" dans le P.S.I.

¹² Ersilio Ambrogi (1883-1964), membre fondateur du P.C.I. en 1921 et député parlementaire communiste; mars 1923 représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C. et au

présidium, participation au Comité exécutif élargi en juin de la même année; après le IV^e congrès mondial de l'I.C. résidence en Russie, condamnation par défaut en Italie à 21 ans de prison; en septembre 1923 il remplaça Scoccimarro au bureau berlinois du P.C.I., un centre de propagande antifasciste; février 1926 membre de la délégation italienne au VI^e plénum du C.E. de l'I.C., participation aux entretiens avec Staline; exclusion du P.C.I. en 1929 pour cause de sympathie avec l'opposition de Trockij-Zinov'ev; après des séjours en Allemagne, Russie et Belgique, arrêté en 1940 par les allemands et livré aux fascistes italiens, jusqu'en 1943 camp de concentration, jusqu'en 1945 déportation en Allemagne, 1945 retour en Italie, admission au P.C.I. refusée; membre du P.S.I.; 1958 réincorporation au P.C.I.

235

¹ La conférence du Comité exécutif élargi eut lieu du 12 au 17 juin 1924; cf. numéro spécial de *Inprekorr* du 18.6.1924. Le 21 mars, le C.E. de l'I.C. avait convoqué une séance du Comité exécutif élargi pour le 15 mai. Le 9 mai, elle fut reportée au 10 juin (*Inprekorr*, 1.4. ainsi que 9.5.1924).

² Voir doc. 238.

³ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Humbert-Droz vivait à Rome, comme à Paris, illégalement avec sa compagne et ses deux enfants en bas âge."

236

¹ Il s'agit de la lettre du 15 février (doc. 224).

² Cf. doc. 206, note 8.

³ La lettre ne figure pas dans les **Archives Humbert-Droz**.

⁴ Cf. Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 40 et 69; voir aussi la résolution de la commission pour la fusion après le IV^e Congrès mondial (18.1.1923) et les comptes rendus des séances de cette commission à Moscou dans: APC 160/ 12-15, 29-41.

⁵ Doc. 220.

237

¹ Pietro Mancini (1863-1968), avocat et philosophe, partisan de A. Labriola, un des premiers qui introduisirent le marxisme en Italie. Depuis 1904 au P.S.I., interventionniste lors de l'éclatement de la guerre, 1921 rédacteur à *L'Avanti!*, membre de la direction du groupe parlementaire des maximalistes; après l'attentat de Matteotti, il était le seul avec Lazzari à ne pas vouloir quitter le parlement; 1926 se rapproche du P.C.I., 1926-1931 très souvent incarcéré; après sa libération, préfet de Cosenza, plusieurs fois ministre sous Badoglio et Bonomi; membre de la direction du P.S.I., 1945 pour l'union avec le P.C.I.; membre de la constituante et de la 'commission des 75', sénateur, en 1953 retire de la politique. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, III, pp.272-276.

² De l'I.C., par conséquent de Humbert-Droz.

³ Correspond au nom du P.S.I.

238

¹ Fanny Jezierska, agent de liaison à Rome (cf. J.P. Nettel, Rosa Luxemburg, pp. 636 et 761).

¹ Cf. doc. 232.

² Rapport dans *L'Unità*, 5.3.1924.

³ Voir doc. 235, note 1.

240

¹ Doc. 236.

² Doc. 220.

241

¹ Cf. Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 104, note 1: "Manuil'skij, che non venne a Roma, probabilmente perché era contrario alla tattica seguita in Italia e voleva evitare un conflitto fra i due rappresentanti dell'Internazionale." Voir aussi doc. 206, note 1. Selon Humbert-Droz Manuil'skij essaya encore lors du V^e congrès mondial de l'I.C. (juin/juillet 1924) de redonner à Bordiga la direction du P.C.I., mais abandonna à cause de l'opposition de Humbert-Droz (Cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 246).

242

¹ Voir doc. 243.

² Au parlement, Bombacci avait parlé dans son discours relatif aux rapports italo-russes, d'une affinité entre les deux révolutions. Pour cette raison, le C.E. du P.C.I. le contraignit à déposer son mandat de député, cf. *Lo Stato Operaio*, 6.12.1923; P. Togliatti, *La formazione*, p. 104; Nicola Bombacci voir AHD I, p. 67, note 3.

³ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

⁴ On ne sait de qui il s'agit; voir doc. 243, note 1.

⁵ Voir *ibid.*

243

¹ Lors de la séance du 24/25 mars 1924, le C.E. du P.C.I. vota à l'unanimité une résolution dans laquelle il se plaignait de ne pas avoir été consulté par le C.E. de l'I.C. avant la publication de la résolution sur le 'cas Bombacci'; le C.E. refusa les excuses du C.E. de l'I.C., protesta contre les circonstances atténuantes, et conclut: "Quanto all'invito ad affidare nell'avvenire al compagno Bombacci posti seri e di responsabilità, afferma unanime di non avere nel compagno Bombacci la fiducia necessaria per affidargli posti di siffatta natura, sia per motivi che riguardano la sua capacità di lavoro, che per la sua nota mentalità politica, che è orientata verso una revisione opportunistica del programma politico dell'Internazionale Comunista. Si riserva di sollevare in sede di congresso internazionale la questione procedurale seguita in rapporto ai principi organizzativi delle Sezioni dell'Internazionale comunista." Plus tard on affirmera, que Bombacci n'était pas allé à l'ambassade soviétique pour recevoir des instructions, mais pour se procurer des informations techniques pour son discours. Cf. A.P.C. 238/39.

² Cf. *Inprekorr*, n° 39, du 28.3.1924, p. 452.

244

¹ Voir le texte de la circulaire avec les commentaires de l'*Avanti!* 5.3.1924 (publié

dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp 108–112) en appendice no. 6 de ce volume. Le P.C.I. réagit le 6.3. dans *L'Unità* en soupçonnant que la circulaire était parvenue à la rédaction de *l'Avanti!* par des fascistes et en faisant les commentaires suivants: "In ogni modo la circolare dell'Esecutivo Comunista non dice nulla di nuovo, di strano, di meritevoli di essere specialmente rilevato; niente che possa spiacere e far torto a noi terzinternazionalisti." Il résulte d'un brouillon de lettre adressé à Zinov'ev (très probablement de Terracini, cf. A.P.C. 233/49) qu'il aurait pu avoir connaissance de la circulaire: "La circolare pubblicata dall' *Avanti!* è quella che io stesso vi mostrai nel nostro ultimo colloquio della sera del 4 Marzo facendevone notare le frasi più tipiche sulle quali non sollevaste obbiezione." Voir aussi la lettre de Togliatti à Terracini du 15 mars, à Gramsci du 20 mars, la réponse de Gramsci du 21 mars et la lettre de Terracini à Gramsci du 26 mars 1924 dans P. Togliatti, *La formazione*, pp. 231–251, les lettres de Maffi à l'I.C. du 8 et 17 mars 1924 (A.P.C. 264/35–36 et 38 respectivement 49–50) et du 21 mars à Zinov'ev (doc.246); lors du V^e congrès mondial de l'I.C. en juin-juillet 1924, cette affaire eut des conséquences lorsque les Terzini, sur la demande du présidium du C.E. de l'I.C. durent réunir une documentation des actes hostiles de la part du P.C.I., cf. lettre de Malatesta à Manuil'skij, président de la commission italienne (A.P.C. 160/112–112v.).

² Cf. Togliatti à Terracini, 15 mars 1924: "La seconda [pubblicazione] contiene verballi di commissione italiana al IV Congresso per la cui pubblicazione egli [Humbert-Droz] ha fatto mezzo scandalo, quantunque egli fosse presente, nulla gli sia stato nascosto et egli stesso abbia parlato col compagno incaricato della pubblicazione (Ruggero) nei giorni in cui il giornale era in preparazione." (P. Togliatti, *La formazione*, p. 232).

³ La commission fut formée à Moscou par Terracini, Chiarini et Lunačarskij, cf. doc. 249.

⁴ Paru dans *L'Unità* du 25, le catalogue des revendications de l'alliance dans *ibid.* du 26.3.1924.

⁵ Cf. compte rendu de la séance du 24/25 mars 1924 dans A.P.C. 238/32–39.

⁶ Dans le questionnaire de l'I.C. (début 1924) Togliatti a indiqué 12 000 pour le P.C.I., dont 2 000 candidats et 5 000 adhérents pour les Jeunesses (A.P.C. 252/29; cf. P. Spriano, *Storia*, I, p 338; cf. ci-dessus les données pour 1923 – peu après la "marche sur Rome" – et pour fin 1924 début 1925 dans P. Togliatti, *La formazione*, pp. 361–380; cf. Bericht über die Tätigkeit, p 27: "Die kommunistische Partei [Italiens] hatte am Ende vorigen Jahres 10 000 Mitglieder, nach den Erfahrungen der ersten Monate ds. Js. wird sie sicher auf 20 000 kommen.").

245

¹ Nous n'avons repéré aucun indice prouvant une correspondance postérieure entre Humbert-Droz et les portugais. Le fait qu'il réponde le 9 avril à quelques lettres du Portugal (voir doc. 253) écrites au mois de février, laisse supposer qu'il a donné réponse à la lettre du 4 janvier (voir doc. 209) qui ne figure pas dans les archives.

² Il s'agit là d'une Conférence Inter-Syndicale (13.–16. avril 1924) à Lisbonne où la direction confédérale fit voter un projet de restructuration syndicale visant la Constitution de 'Juntas Sindicais' et d'une 'Câmara sindical' tendant à substituer les unions locales ('uniões locais') – organes centralisateurs horizontaux de tous les syndicats au niveau local, structure intermédiaire entre les Fédérations (syndicats de professions ou de branches au niveau national) et les syndicats locaux (syndicats

de professions) (Cf. Projecto de Estatutos). C'est dans les Unions, structures permettant de valoriser le principe des effectifs réels des différents syndicats et non celui de la parité entre les divers syndicats locaux d'effectifs très divergeants, que les forces oppositionnelles et sympathisantes avec l'I.S.R. étaient – du moins à Lisbonne – majoritaires. 18 syndicats (avec quelques 15 000 membres) quittaient prématurément la conférence, n'y restant représentés que 11 000 affiliés (*A Conferência Intersindical, O Comunista*, n° 19, 19.4.1924), en s'engageant pour l'organisation d'une opposition syndicale ('oposição sindicalista') au sein de la C.G.T. dont les buts n'étaient pas réduits au plan syndical mais allaient jusqu'à s'engager à assurer politiquement les "necessidades immediatas em face da reacção" (*Conferência Intersindical, A Internacional*, n° 13, 26.4.1924). Un des résultats est constitué par la création d'un N.S.R. à Coimbra (*A Internacional*, no 15, 31.5. 1923)

246

¹ La lettre fut seulement envoyée le 12 avril, après que les dix derniers paragraphes aient été encore ajoutés.

² Cf. doc. 220.

³ Selon toute apparence une faute de copie : dans *Il contrasto* on trouve : "Roma, 1° febbraio" (p. 116); déjà le 28 février la conférence nationale des Terzini avait adopté une résolution dans ce sens, cf. doc. 216, note 2.

⁴ Voir doc. 225, note 7.

⁵ On doit dire "Beruzzi" (Manuil'skij), cf. doc. 241, note 1.

⁶ Le P.S.I.

⁷ Le P.S.U.

⁸ Filippo Turati (1857 – 1932), 1891 fondation de la *Critica Sociale*, rassemblement de ceux qui seront plus tard les co-fondateurs du P.S.I.; dirigeant du P.S.I. pendant les premières années, puis représentant principal de l'aile réformiste, approbateur de la collaboration avec les gouvernements bourgeois mais ne l'ayant jamais pratiquée lui-même; pendant la première guerre mondiale non-interventionniste; 1922 exclusion du P.S.I. avec l'aile réformiste; co-fondateur et dirigeant du P.S.U.; 1926 émigration en France. (Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, V. pp. 131–144).

⁹ Claudio Treves (1869–1933), dirigeant de l'aile réformiste dans le P.S.I. avec Turati et Modigliani, dès le Congrès de Milan, il se prononce en faveur d'un appui au gouvernement, membre à partir de 1922 de la direction du groupe parlementaire du P.S.I., exclu en même temps que l'aile réformiste du P.S.I. (Turati, Matteotti, entre autres) en octobre 1922, il est cofondateur du P.S.U. dont il devient le dirigeant, émigré en France fin 1926, il occupe une fonction de responsable dans le mouvement de la 'Concentrazione di azione antifascista.' (Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, V. pp. 105–115).

¹⁰ Giacomo Matteotti (1885–1924), docteur ès Sciences économiques et en Droit, collaborateur de *La Riforma sociale* de Nitti, socialiste depuis 1901, réformiste dès le début, travaille à la construction des domaines syndicaux et coopératifs; contre l'entrée en guerre de l'Italie; contre la neutralité du P.S.I.; pour la mobilisation des masses contre la première guerre mondiale; interné dans l'armée à plusieurs reprises à cause de sa propagande anti-guerre; député au parlement en 1921 et 1924; lors de la discussion dans le P.S.I. se prononce pour l'adhésion à l'I.C. mais s'oppose à l'exclusion des réformistes et à un changement de nom du parti; au congrès de Livourne en 1920 dans la 'concentrazione socialista' réformiste; exclusion avec les réformistes en 1922; co-fondateur et secrétaire du P.S.U.; à plusieurs reprises dis-

cours violents au parlement contre la terreur fasciste; participation aux congrès internationaux de la social-démocratie; fin 1923 lutte dans le P.S.U. pour une nouvelle ligne d'unification de tous les socialistes contre le fascisme; 30 mai 1924, fameux discours au parlement contre les violences des fascistes et les fraudes électorales qui est à l'origine de son enlèvement et de son assassinat par les fascistes. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, III, pp. 370-383.

¹¹ Alessandro Schiavi (Sticus) (1872-1965), membre du P.S.I. de 1893-1946, rédacteur de l'*Avanti!* dès sa fondation (1893) jusqu'en 1903; membre actif dans le travail communal à Milan; travail comme historien de la Sicile et comme traducteur (entre autres G.B. Shaw), 25 ans de participation à *Critica Sociale* de Turati; après la deuxième guerre mondiale adhérent du P.S.D.I. et sénateur.

¹² Tito Oro Nobili (1882-1967), docteur en Droit, depuis 1901 membre actif du mouvement révolutionnaire; tendance à gauche dans le P.S.I. jusqu'à la formation de la fraction communiste en 1919; au congrès de Rome en 1922, se prononce pour l'exclusion des réformistes, 1923 à Milan dans le comitato di difesa socialista, se prononce contre la fusion avec le P.C.I., secrétaire du P.S.I.; 1923 négociations sans résultat avec Rákosi sur les rapports avec l'I.C.; 1921 et 1924 député, représentant officiel du P.S.I. dans le comitato delle opposizioni, pour la réintégration du P.C.I.; 1926 5 années de réclusion, interdiction d'exercer la profession jusqu'en 1934; après la libération membre de la constituante, 1948 sénateur; 1964 contre le centro-sinistra, rapprochement avec le P.S.I.U.P. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, III, pp. 681-685.

¹³ On parle probablement de la lettre de Maffi au présidium de l'I.C. le 30.12.1923 dans A.P.C. 164/54 - 64 (cf. T. Detti, Serrati, p. 369, 370).

¹⁴ Cf. doc. 244, note 1.

¹⁵ Dans l'original: "inarrivabile".

¹⁶ V^e congrès mondial de l'I.C., 17 juin - 8 juillet 1924.

¹⁷ Cf. appendice no 6.

¹⁸ A. Leonetti avait refusé de transmettre le communiqué des Terzini à la rédaction de *L'Unità*; pendant la séance du C.E. du 24/25 mars, il fut défendu par Tasca, Scoccimarro et Togliatti contre les accusations de Humbert-Droz, cf. A.P.C. 238/32 - 39.

¹⁹ Cf. la lettre de Togliatti à Maffi du 25 mars, doc. 248.

²⁰ Cf. par exemple l'éditorial dans *L'Unità* du 10.4.1924, 'Dopo il successo'.

²¹ Cf. doc. 257 et 259.

²² Pour le V^e congrès mondial de l'I.C.

²³ Cf. la lettre de Lazzari adressée à la rédaction de l'*Avanti!* en mai dans laquelle il demanda à la direction du P.S.I. d'envoyer des représentants ou au moins un message au V^e congrès mondial; la direction du P.S.I. refusa (*Avanti!*, 20.5 et *L'Unità*, 21.5.1924).

247

¹ Cf. doc. 241-243.

² Voir aussi la lettre déjà citée de Togliatti à Terracini du 15 mars: "Ora egli [Tasca] è ancora più incerto e assume un contegno che rende assai difficile lavorare con lui. Disinteresse preventivo, scetticismo, diffidenza verso di noi, proteste a fatti compiuti, anche quando i fatti si compiono sotto i suoi occhi. [...] Naturalmente egli ha sempre appoggio di H.D. [Humbert-Droz] A questo perciò sottopongo la cosa dicendogli chiaro che la sua parzialità può costringermi a consegnare il mandato di membro del C.E." (P. Togliatti, *La formazione*, p. 232).

³ Cf. le procès-verbal de la séance du C.E. du 24/25 mars dans A.P.C. 238/32-39, compte-rendu dans *l'Unità*, 1.4.1924.

⁴ Les dernières séances du C.E. du P.C.I. eurent lieu le 1^{er} et le 30/31 janvier et le 13 et 17 février de la même année, cf. A.P.C. 238/1-31.

⁵ Voir l'article de Gramsci 'Contro il pessimismo' dans *Ordine Nuovo* (15.3.1924) dans lequel il critiqua (de Vienne) pour la première fois, publiquement et implicitement les congrès du P.C.I. de Livourne 1921 et de Rome 1922 et se prononça – sans le nommer – contre le sectarisme de Bordiga: "Occorre reagire energicamente contro il pessimismo di alcuni gruppi del nostro partito, anche dei più responsabili e qualificati." (ibid. et P. Togliatti, *La formazione*, pp. 354-360). Cf. les lettres de Gramsci à Togliatti, Scoccimarro, Terracini, Leonetti et leurs réponses dans ibid., en particulier à partir de la p. 218; cf. A. Leonetti, *Notes sur Gramsci*, pp. 96 et suiv.; T. Detti, *Serrati*, pp. 460-464; P. Spriano, *Storia*, I, pp. 342 et suiv.; A. Davidson, *Antonio Gramsci*, pp. 208 et suiv.; voir aussi doc. 259, note 6.

⁶ Le C.C. siégea le 18 avril, cf. le procès-verbal dans *Rivista storica del socialismo* 7 (1964), n° 23 et (comme fragment) dans P. Togliatti, *La formazione*, pp. 296-326; voir doc. 259, note 6; doc. 263-265.

⁷ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz; entre autres on y trouve: "Abbiamo rilevato in questi due mesi di lavoro comune, spirito di sincera fraternità alla periferia tra le masse, rileviamo invece in alcuni uomini di fiducia locali e persino al centro inconveniente che sembrano tradire la presenza di correnti di volontà avverse all'alleanza, come essa è intesa e voluta dall'Internazionale." (Cit. cf. T. Detti, *Serrati*, p. 467, note 77); cf. la réponse du P.C.I. du 2 avril (doc. 251).

⁸ Cf. doc. 246

248

¹ Alfonso Leonetti (1895 –), depuis 1913 dans les jeunesses socialistes à Andria, journaliste, membre dirigeant du mouvement "Il soldo al soldato" (1915); 1916 rapports avec Serrati, 1918 à Turin avec Gramsci, travaille à *Avanti!* et *Grido del Popolo*; 1918 – 1920 participe activement au mouvement *Ordine Nuovo*, co-fondateur du P.C.I. à Livourne, directeur de *Il Lavoratore* à Trieste; en 1923 après une courte incarcération travaille à nouveau au bureau illégal du P.C. à Angers, 1924 délégué au V^e congrès mondial de l'I.C., membre du C.C. du P.C.I.; rédacteur, d'octobre 1924 jusqu'à fin 1926 directeur de *L'Unità*; réélection au C.C. au congrès du P.C.I. à Lyon en 1926, 1927 membre du premier 'centro interno' (pseud. Feroci) avec C. Ravera, I. Silone, P. Tresso, 1928 émigration en Suisse et en France, participation à la presse illégale du parti (pseud. Guido Saraceno); en opposition avec P. Tresso et P. Ravazzoli ("Groupe des trois") après la proclamation de la thèse du social-fascisme par l'I.C.; critique la direction staliniste de l'I.C., soutient des positions trotskistes, 1930 exclusion du parti; en France membre du secrétariat international de l'opposition, participation à la conférence pour la IV^e Internationale (pseud. Marti), responsable du *Bulletin*; à la fin des années 30 déjà en dissidence, puis pendant la guerre rupture avec l'Opposition, membre actif de la résistance française; la tentative d'adhérer au P.C.F. est vouée à l'échec étant donné l'opposition de la direction du P.C.I.; jusqu'en 1960 travaille comme journaliste et scientifique à Paris, retour en Italie et réintégration au P.C.I.; participation à des journaux (*Il Ponte*); études historiques. Cf. A. Leonetti, *Un comunista*; F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, III, pp. 97-100.

² Cf. doc. 246, note 19.

³ On parle de la publication d'une circulaire interne du P.C.I. par l'*Avanti!* qui se prononce de façon négative sur les Terzini, cf. doc. 244, note 1.

⁴ P. Togliatti.

249

¹ Anatolij Vasil'evič Lunačarskij (1875-1933), écrivain, à partir de 1898 adhérent du Parti social-démocrate, des Bolchéviks à partir de 1903, 1909 rupture avec Lénine, passage aux Menchéviks; internationaliste pendant la première guerre mondiale, adhérent du groupe de Trockij et à partir de juillet 1917 des Bolchéviks; 1917 commissaire de l'éducation du premier gouvernement soviétique. 1929 relevé de son poste, meurt en se rendant à Madrid comme ambassadeur. (Cf. J. M. Meijer, *The Trotsky Papers I*, p. 711, note 4).

² Antonio Chiarini (Chaim ou Mordko Heller) voir AHD I, p. 126, note 23.

³ Cf. doc. 244.

250

¹ Cf. docs. 244 et 249.

251

¹ Cf. doc. 247, note 7.

² Giuseppe Di Vittorio (1892-1957), paysan, 1910 déjà secrétaire local des jeunesses socialistes, 1913 membre du comité central de l'union des syndicats italiens, 1921 député au parlement, 1924 lors de la fusion des Terzini avec le P.C.I. dirigeant dans le parti de la section agraire, fondateur et secrétaire de l'association nationale des paysans; fuite en France devant les fascistes, 1928 à Moscou comme représentant du P.C.I. auprès de l'I.S.R. jusqu'en 1930, 1929 participation au X^e plenum du C.E. de l'I.C.; 1939 membre du C.C. et du B.P. du P.C.I. en France; pendant la guerre civile espagnole en 1936, commissaire politique des premières Brigades Internationales (pseud. Mario Nicoletti), plus tard dans la Onzième Brigade Internationale et finalement dans la brigade Garibaldi; 1937 en France, directeur de *La Voce degli Italiani*; 1941-1943 incarcération en France et en Italie; après la chute de Mussolini, commissaire pour la fédération nationale de l'agriculture, secrétaire de la C.G.L. au premier congrès d'après-guerre en 1945, vice-président et à partir de 1953 président de la confédération mondiale des syndicats; depuis la fin de la guerre, à nouveau à la direction du P.C.I., depuis 1946 (V^e congrès du P.C.I.) membre du C.C. et du directorium. Cf. B. Lazitch et M. M. Drachkovitch, *Biographical* p. 428.

³ Cf. T. Detti, Serrati, p. 465 et suivantes.

⁴ Voir doc. 233, note 4.

⁵ Pseudonyme pour A. Tasca; selon Humbert-Droz la lettre fut vraisemblablement écrite par Togliatti: "C'est ainsi qu'il [Togliatti] faisait signer toutes les lettres injurieuses ou désagréables pour les terzini par Tasca (Rienzi ou Vella), alors qu'elles étaient inspirées, sinon dictées, par lui." Cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II p. 214; Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 121.

252

¹ Cf. doc. 249 et 250.

² Manuils'kij ne vint pas en Italie, cf. doc. 241, note 1.

³ Voir doc. 246, note 19 et doc. 244, note 1.

⁴ A. Nin était en Italie sur la demande de l'I.S.R., cf. doc. 216, note 28.

⁵ Le 24/25 mars; le compte rendu de la séance dans A.P.C. 238/32-39.

⁶ Voir doc. 234, note 10.

⁷ Cf. le protocole de la séance du C.C. du 18 avril 1924 dans l'édition citée de *Rivista storica del socialismo*; Bordiga n'était pas à la séance du C.C., cf. P. Togliatti, *La formazione*, p. 296.

⁸ Giuseppe Vota (1886-1935), (Palotta, Bernardi), participe en tant que secrétaire du 'Sindacato dei lavoratori in legno' au premier Congrès du P.C.I. après la scission du P.S.I. en 1921 à Livorno, partisan de la majorité 'droitière' dans la délégation envoyée par le P.S.I. au IV^e Congrès mondial de l'I.C. (Tasca, Graziadei, entre autres) et au sein du C.C., à partir de juin 1923 partisan de la minorité au C.E. avec Tasca, dirigeant responsable de la section syndicale du P.C.I., il est parmi les accusés dans le premier procès contre le P.C.I. en 1923, il démissionne du C.E. ainsi que du C.C. en avril 1924. (Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, V. pp. 260-262).

⁹ Cf. doc. 206, note 8.

¹⁰ Lors des séances du C.E. et du C.C. du P.C.I. les 24/25 mars et 18 avril (cf. le compte rendu dans A.P.C. 238/32-39), on reprocha à Humbert-Droz d'avoir des tendances 'philoterzinistes'; cf. les commentaires de Togliatti sur Humbert-Droz: "Per Ch. [Christophe] bisogna invece dire che egli lavora in modo che non gli permette di giudicare a fondo la vita del Partito. Non segue il lavoro del Centro e della periferia in tutti i suoi svolgimenti. Non cerca di conoscerlo completamente. Da quando è in Italia probabilmente non ha conosciuto altri compagni all'infuori di quelli che lavorano al centro. Il suo modo di lavorare (colloqui personali, ecc.) le rende invece accessibile al lavoro noyautage dei terzini i quali esercitano su di lui una notevole influenza, e naturalmente gli fanno anche bere tutte le balle che vogliono." (lettre à Terracini du 25 avril 1924, A.P.C. 250/18-20); P. Spriano, *Storia*, I, p. 332.

253

¹ Ces lettres ne figurent pas dans les archives.

² Le 22 février eut lieu à Lisbonne la plus grande manifestation ouvrière dans l'histoire de la République portugaise, organisée par la C.G.T., à laquelle participèrent plus de 100 000 personnes et qui fut activement soutenue par le P.C.P. En ce qui concerne les problèmes soulevés dans ces lettres il pourrait s'agir du problème de l'analyse de la situation objective au Portugal. Lors de la manifestation, le P.C.P. constate dans un communiqué le début de la révolution prolétarienne et l'agonie de la République bourgeoise (C.C. do P.C.P., *A revolução em marcha, O Comunista*, suppl. au n° 15, 25.2.1924). L'analyse est aussitôt mise en cause dans l'organe des P.d.I.S.V. qui de son côté met en relief le caractère défensif du mouvement: "Nestas circunstâncias não podemos ainda considerar como preparado o terreno para a eclosão duma revolução, e muito menos triunfante" (*A manifestação do dia 22, A Internacional*, n° 9, 1.3.1924). Le P.C.P. réaffirme pourtant sa signification comme le "14 juillet" portugais (cf. *O Comunista*, n° 16, 8.3.1924; voir aussi: *O Comunista*, n° 17, 22.3.1924). (Augusto Miranda).

³ Voir: Resolution der Exekutive der K.I. über die Organisation der Betriebszellen, *Inprekorr*, IV, 21.2.1924 (n° spécial), pp. 261 et suiv.; le processus d'une nouvelle

structuration des cellules ne s'amorce – lié à la bolchévisation – qu'à partir de la deuxième moitié de l'année 1925.

⁴ Le V^e Congrès a finalement lieu du 17 juin au 8 juillet 1924.

⁵ Nous n'avons pas trouvé d'éléments de correspondance entre l'I.C.J. et le P.C.P.

⁶ Les propos de Humbert-Droz dans le sens de l'institution d'un contrôle direct du parti sur le travail syndical seront appliqués. Les N.S.R. se voient renforcés en part. à Porto et à Coimbra; (cf. J. da Silva, op. cit., pp. 160 et suiv.). La ligne d'intervention souple et respectant le cadre de la C.G.T. ne souffre pourtant pas d'altération: "A minoria da oposição não pretende enfraquecer e muito menos sobrepôr-se ou eliminar à C.G.T., antes pelo contrário. O trabalho da minoria não ha de ser simplesmente uma oposição sistemática ou irredutível. Longe disso. Ha de manifestar-se como uma tendência nova no seio do movimento sindical para que a marcha seguida na organização operária seja resultante da diagonal das duas forças em presença." (repr. dans: Contra o divisionismo - a C.G.T. dirige-se a todo o proletariado, *A Batalha*, 28.11.1926). Contrairement aux critiques des anarcho-sindicalistes, le P.C.P. reste fidèle à la conception de l'unité syndicale; c'est au mois d'avril que le retrait volontaire de la Fédération du Syndicat de la Construction Civile de Coimbra (Sindicato Unico dos Trabalhadores da Construção Civil de Coimbra) est vivement critiquée (Nós e a organização sindical, *O Comunista*, n° 18, 5.4.1924). Sur le développement de l'intervention syndicale et les premières frictions, voir: Introduction, p. xxv.

254

¹ Avec 19 716 voix, Lazzari reçut une fraction importante des votes, cf. T. Detti, Serrati, p. 472, note 83.

² Nobili obtint en Umbrie 1522 voix contre 3514 pour le terzino Volpi, en Sicile, Vella fut battu par 2581 voix contre 5051 pour le terzino Lo Sardo (cf. T. Detti, Serrati, pp. 472 et 474).

³ Voir la lettre déjà citée de Lazzari à la direction du P.S.I. dans *Avanti!*, 20.5.1924.

⁴ Probablement Manuil'skij, qui cependant partit tout de suite de Paris pour Moscou sans venir en Italie, cf. doc. 260.

255

¹ Sur la lettre du 21 mars, cf. doc. 247, note 7; pour la réponse du P.C.I. au sujet de laquelle les répliques suivantes se rapportent, cf. doc. 251.

² Christophe (Humbert-Droz).

256

¹ Marguerite Rosmer, née Thévenet, voir AHD I, p. 389, note 1.

² Note de Humbert-Droz dans la copie: "Nom d'emprunt pour Manouilsky qui avait remplacé Humbert-Droz à Paris." Dmitrij Z. Manuil'skij voir AHD I, p. 330, note 2.

³ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Albert Treint".

⁴ Voir doc. 208, notes 6 et 8.

⁵ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Allusion à la lutte contre Trotzky après la mort de Lénine." Voir notamment E. H. Carr, *A History*, IV; R. V. Daniels, *The Conscience*; I. Deutscher, *The Prophet*; P. Broué, *Le Parti Bolchévique*; U. Wolter, *Die linke Opposition*.

⁶ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Congrès du Parti communiste français."

- ¹ Comparer le bilan des attentats fascistes pendant la période électorale dans T. Detti, Serrati, p. 468, note 78; *l'Unità* en avril 1924.
- ² Comparer avec les chiffres de P. Spriano, *Storia*, I, p. 340; E. Santarelli, *Storia*, I, p. 364; G. Galli, *Storia*, p. 88.
- ³ Ne se trouve pas dans les archives Humbert-Droz.
- ⁴ Correction de Humbert-Droz dans l'original: "en activité".
- ⁵ Luigi Repossi (1882-1957), depuis le début du siècle syndicalement actif, avant la première guerre mondiale représentant de l'extrême-gauche dans le P.S.I. (avec Fortichiari, Agostini, Zanetta, etc.); au congrès du P.S.I. en 1918 contre l'entrée en guerre, pour la grève générale; jusqu'en 1919 membre de la direction, dirigeant syndicaliste; partisan de Bordiga, parmi les fondateurs de la *frazione comunista*, lors de la fondation du P.C.I. en 1920 membre du C.C. et du C.E., responsable du travail dans les syndicats, dirigeant de *Il Sindacato rosso*, jusqu'en avril 1922, directeur de *Rassegna comunista*, avec Graziadei et Belloni au bureau légal du P.C.I.; au III^e plénum du C.E. de l'I.C. avec Bordiga, Grieco et Terracini fut éloigné du C.E.; à la conférence de Côme en 1924, souscrit à la thèse de Bordiga; 1919-1924 député; novembre 1924 lecture d'une déclaration violente contre Mussolini au parlement, qui fut boycotté par le P.C.I.; 1925 fondation du Comitato d'Intesa avec Fortichiari, Damen et d'autres partisans de Bordiga; 1926 à cause du fractionnement, éloigné de la direction du parti pendant un an; 1926 arrestation, jusqu'en 1941 incarcération, bannissement et camp de concentration; 1929 exclusion du parti; 1942 demande de réintégration refusée, entrée dans le P.S., membre de la Consulta nazionale. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, IV, pp. 335-338.
- ⁶ Correction de Humbert-Droz dans l'original: "de leurs villages".
- ⁷ Arturo Bendini (1891-1944), métallurgiste, participe à *Ordine Nuovo*, agitateur dirigeant à Turin dans l'après-guerre, pendant l'occupation des usines, un des organisateurs les plus énergiques des gardes rouges; membre du P.C.I. depuis sa fondation; 1921 organisateur et dirigeant des Arditi del popolo, arrestation pendant ses fonctions et fuite en France; début 1924 député au parlement, membre de la commission nationale syndicale du P.C.I., plusieurs fois arrêté, 1927 il est l'un des trois députés du P.C.I. qui réussirent à s'enfuir, en France activités anti-fascistes, 1941 arrêté par la police de Vichy, 1944 libéré par les résistants français, il adhère à leur lutte armée. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, I, pp. 233-234.
- ⁸ Bruno Fortichiari (Tito, Loris) voir AHD I, p. 67, note 5.
- ⁹ Iginio Borin (1890-1954), docker, actif dans les jeunesses socialistes lors de la guerre de Lybie, propagande antimilitariste, sera interné pendant la guerre pour cette raison; 1914 participation au congrès national des jeunesses socialistes, 1919 au P.S.I. à Bologne, adhérent de la *mozione massimalista elezionista*; après Livourne adhésion au P.C.I., secrétaire de la fédération de Venise; 1923 arrêté avec Bordiga et d'autres et relâché par manque de preuves, 1924 député; actif comme réorganisateur syndical des dockers et marins; de 1926 jusqu'à la chute du fascisme la plupart du temps incarcération et bannissement, participation à la résistance, travail de reconstruction syndicale à Venise. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, I, pp. 383-384.
- ¹⁰ Josif Srebrnič, Italo-Slovène, élu député en 1924 sur la liste de l'Unità proletaria, au P.C.I. responsable de la section agraire avec Grieco et De Vittorio, il figure parmi les nombreux députés arrêtés en Novembre 1926, entre 1933 et 1936 il fait partie avec A. Cicalini, M. Vanscaramucci (entre autres) du 'direttivo dei confinati comunisti di Ponza'.
- ¹¹ Guido Picelli (1889-1937), horloger, entré jeune dans le P.S., "neutraliste" à l'écla-

tement de la guerre; 1919 secrétaire, 1920 membre du C.C. de la 'Lega proletaria mutilati, invalidi, reduci, orfani e vedove di guerra', spécialiste du travail armé, depuis 1920 garde rouge autonome à Parme, actes de sabotage; 1921 en prison élu député sur la liste du P.S.I. et libéré; à Parme dirigeant légendaire des Arditi del popolo, pendant le "sciopero legalitario" en août 1922 (recul des fascistes; défaite seulement par l'intervention de l'armée); plusieurs fois arrêté, autres actions anti-fascistes également après la marche sur Rome; 1923 comme adhérent des Terzini retrait du P.S.I.; 1924 entrée au P.C.I. et jusqu'en 1926 actif dans le Mezzogiorno puis jusqu'en 1932 incarcération, illégalement en France, fait de la propagande anti-fasciste, 1934 expulsion et fuite en Union Soviétique; 1936 volontaire pendant la guerre civile espagnole, commandant du bataillon Garibaldi, tombe pendant la bataille de Mirabueno, manifestation de masse en sa faveur à Madrid. Cf. *Dizionario biografico*, op. cit., t. IV, Rome 1978, pp. 130-134.

¹² Guido Molinelli (1894-1964), 1909 dans les Jeunesses du P.S.I.; 1914 meneur de la grève des paysans; 1920 participation à l'émeute d'Ancone; collaboration à *Avanti!* et à *Bandiera Rossa*; 1921 retrait du P.S.I., entrée au P.C.I., secrétaire syndical, avec l'anarchiste Erasmo Abate organisateur et dirigeant des Arditi del popolo; jusqu'en 1923, incarcération puis fuite en France, 1924 député; 1925 responsable avec Grieco de l'appareil de propagande du P.C.I.; 1926-1932 incarcération, 1940 - 1943 camp de concentration; 1945 membre de la Consulta nazionale, de la constituante, sénateur. Cf. *Dizionario biografico*, op. cit., t. III, Rome 1977, pp. 514-516.

¹³ Giulio Volpi, (1877-1947), partisan des 'Terzini' à partir de 1922, militant et organisateur du mouvement paysan, député P.S.I., il est réélu contre l'avis de la Commission électorale par les 'Terzini' et le P.C.I., il sera pour cela écarté lors du processus de fusion effectué au mois d'août. (Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, V, pp. 258-260).

¹⁴ Luigi Alfani (Gino) (1866-1942), avocat, pendant les années 90, fondation de plusieurs cercles républicains-socialistes avec A. Labriola et d'autres, publication de 'Che cosa è il socialismo', participation à plusieurs journaux, 1896 participation au congrès du P.S.I. à Florence, de nouveau arrêté; 1900 exclusion du P.S.I., propre groupe, actif dans le domaine syndical; 1912 cofondateur avec entre autres Bordiga et Grieco du 'Circolo Carlo Marx', représentant de l'aile intransigeante du P.S.I., depuis le congrès du P.S.I. d'Ancone à la direction, adhérent au courant 'massimalista elezionista'; à Livourne partisan de Serrati, puis des Terzini; 1924 député, bien qu'à l'origine cela n'ait pas été prévu par le P.C.I. et les Terzini; entrée au P.C.I. avec les Terzini, 1926 arrestation avec le reste des parlementaires; 1928 libération après un éloignement des autres membres du P.C.I., pour cette raison exclusion du parti, arrêt des activités politiques. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, I, pp. 33-36.

¹⁵ Giorgio Carmine (1861-1943), boulanger, vétéran des mouvements de travailleurs et de paysans, fondateur de la première section socialiste à Bari, orateur et organisateur parmi les travailleurs et les paysans, plusieurs fois incarcéré, notamment en 1921 après la grève antifasciste; 1924 député et sortie de prison, à la fin de l'année privation du mandat, de nouveau incarcération pendant la période du fascisme. Cf. *Dizionario biografico*, op. cit., t. II, Rome 1976, pp. 495-496.

¹⁶ Francesco Lo Sardo (1871-1931), avocat, 1894 fondation d'un cercle de travailleurs anarcho-syndicaliste, plus tard socialiste, plusieurs fois incarcéré; volontaire pendant la guerre mondiale; 1919 dans la direction régionale du P.S.I. en Sicile, là dirigeant des 'comunisti unitari' de Serrati, puis adhérent des Terzini, 1924

député, entrée au P.C.I. avec les Terzini en 1924, secrétaire régional du parti pour la Sicile; à partir de 1926 incarcération pendant laquelle il tombe malade. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, III, pp. 164-166.

¹⁷ Enrico Ferrari (1887-1969), imprimeur, d'abord anarcho-syndicaliste puis socialiste (aile révolutionnaire), syndicaliste actif; 1913 collaboration à *Avanti!*, 1914 participation au congrès du P.S.I. à Ancone; innombrables arrestations; co-fondateur du P.C.I. à Livourne, début 1923 arrestation, 1924 élu député mais investi seulement en novembre de la même année après sa libération; 1926-1934 incarcération, travail politique actif avec les co-détenus; fin des années 30, collaboration à *La Verità* de Bombacci, puis abandon du travail politique. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, II, pp. 315-317.

¹⁸ Onorato Damen (1899-), volontaire pendant la guerre mondiale puis antimilitariste, socialiste, représentant de l'aile gauche, 1920 début des activités syndicalistes, 1921 membre du P.C.I., nombreuses activités de résistance (armée); membre de la commission syndicale nationale du P.C.I., participation à *L'Humanité*, à Paris organisateur parmi les travailleurs italiens; pendant la direction de Bordiga au P.C.I. où il reste son partisan; 1924 député; avec l'opposition de la gauche du Comitato d'Intesa 1925/26 et pour cela, exclusion de la commission syndicale nationale et au début des années 30 exclusion du parti; 1926-1933 incarcéré, 1937 à nouveau, mais cette fois-ci à cause des activités en faveur de l'opposition de gauche, contre la ligne staliniste du Komintern en particulier en Espagne; après la deuxième guerre mondiale réanimation des groupes "bordiguistes" (*Battaglia comunista* et *Prometeo*), au début des années 50 avec Fortichiari et d'autres s'écarte des positions de Bordiga. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, II, pp. 156-157.

¹⁹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz; voir en particulier 'Relazione generale al V Congresso' dans A.P.C. 229/1-52, en partie paru dans *Critica marxista* I (1963), n° 5-6; comparer T. Detti, Serrati, pp. 470-474.

258

¹ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Hemod, communiste finlandais, secrétaire administratif du secrétariat de l'Internationale communiste." Il s'agit de Mauno Heimo, cf. doc. 326, note 2.

² Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz; cf. la note de Humbert-Droz dans *Il contrasto*, p. 132: "Rapporto favorevole alla frazione Bordiga." Voir aussi doc. 206, note 1.

259

¹ Cf. les détails dans doc. 257, note 2.

² Adelchi Baratonio (1875-1947) est venu au socialisme par des études philosophiques, membre du P.S.I. dès sa fondation; dans l'aile intransigeante, non-interventionniste pendant la première guerre mondiale; à partir de 1914, collaboration à *l'Avanti!*, à partir de 1920 dans la direction du P.S.I., connu comme étant son philosophe; à Livourne avec Serrati dirigeant de la frazione comunista unitaria, contre l'adhésion sans conditions à l'I.C.; depuis 1922 rapprochement avec la droite, après l'exclusion des réformistes en 1922, entrée dans le P.S.U., collaboration à *Critica sociale*; 1924 avec Cazzamalli, N. Levi et d'autres réanimation du Gruppo di azione unitaria ayant pour but la réunification du P.S.U. et du P.S.I., mais la tentative resta vaine; 1925 réintégration au P.S.I., à partir de 1926 uniquement des occupations de

recherche et d'enseignement; après la libération collaboration à *Avanti!* et à d'autres journaux. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, I, pp. 156-160.

³ Bruno Cassinelli (1893-), juriste; socialiste juste avant la première guerre mondiale, à partir de 1915 dans le C.C. des jeunesses socialistes, antimilitariste actif, à la rédaction de *Avanguardia*; 1919 au congrès du P.S.I. à Bologne, 1920 à Rome, membre de la 'tendenza massimalista'; plaidoirie pour des militants devant le tribunal entre autres pour Bordiga en 1923; 1924 au groupe intermédiaire autour de Lazzari, député, pour l'adhésion du P.S.I. à l'I.C., représentant du P.S. au 'Comitato delle opposizioni'; 1926 exclusion du parti pour cause de collaboration avec les fascistes lors du procès Matteotti, après au service du gouvernement de Mussolini; plus tard soupçonné d'être agent de l'OVRA. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, I, pp. 521-523.

⁴ Ici on parle de la séance du C.C. du 18 avril, cf. doc. 264, note 2 et doc. 265, note 2.

⁵ Ici on parle de la séance du C.E. des 24/25 mars, cf. A.P.C. 238/32-39 pour le compte rendu; rapport dans *L'Unità*, 1.4.1924.

⁶ Cette conférence eut lieu à Côme en mai 1924 comme séance de la centrale élargie à caractère consultatif; les participants étaient, à côté de 11 des 14 membres du C.C., 46 secrétaires des fédérations, un représentant des jeunesses communistes, un représentant de la section Agitprop, les cinq dirigeants des comités interrégionaux et trois personnes ayant des fonctions techniques. Trois groupes du parti présentèrent les thèses politiques: le "centre" (signé par Gennari, Leonetti, Camilla Ravera, Scoccimarro, Togliatti), la "gauche" (signé par 4 des 5 membres de l'ancien C.E.: Bordiga, Grieco, Fortichiari, Repossi) et la "droite" (signé par Tasca, Vota, Berti, Bibolotti, Capelli, Carretto, Cilla, Farini, Massini, Mersù, Pastore, Piccablotto, Roveda). Le résultat de la conférence montre que le nouveau groupe de direction, "le centre" avec Gramsci à sa tête, disposait de la majorité au C.C. (7 sur 14), mais que Bordiga avait toujours une fonction de frein dans le groupe des fonctionnaires du parti: des 45 secrétaires des fédérations, 35 votèrent pour sa thèse, également 4 des 5 dirigeants des comités interrégionaux et le représentant de la jeunesse; seulement 4 secrétaires des fédérations votèrent pour le "centre" (à qui s'étaient encore rajoutés à côté des signataires de la thèse, Gramsci, Gnudi, Terracini, Flecchia et Azzario); le groupe de Tasca obtint en plus des 4 voix des membres du C.C., celles de 5 secrétaires des fédérations et celle d'un secrétaire interrégional; 2 délégués s'abstinrent. Cf. les résolutions dans *Lo Stato Operaio*, 15.5.1924, rééditées dans *Annali* 8 (1966), pp. 186-242; les discours de Togliatti, Bordiga et Tasca ainsi que de quelques cadres moyens dans *Lo Stato Operaio*, 29.5.1924; rapport résumé dans *L'Unità*, 5.6.1924, extraits publiés dans Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 153 et suiv.; cf. entre autres P. Spriano, *Storia*, I, pp. 352 et suiv.; G. Galli, *Storia*, pp. 85 et suiv.; Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 222 et suiv.; E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. CIV-CLIX; G. Berti, *Appunti e ricordi*, pp. 154 et suiv.; S. Merli, *Le origini*, pp. 605-625; voir aussi doc. 264 et 265, note 2.

⁷ En ce qui concerne les résultats du 5e congrès mondial de l'I.C. pour l'Italie, voir appendice no. 7.

⁸ Cf. doc. 220 et 241.

⁹ de juin 1923, cf. doc. 206, note 8.

¹⁰ Olindo Vernocchi, (1888-1957), il appartient début 1923 au groupe promoteur d'un 'Comitato di difesa socialista' (Vella, Nenni, entre autres) s'opposant à la fusion avec le P.C.I., élu à la direction du P.S.I. au XX^e Congrès (Milan, 1923), il participe en tant que représentant de la direction du P.S.I. aux pourparlers avec Rákosi, délégué de l'I.C., menant à la rupture définitive. Cf. F. Andreucci et T.

Deti, Il movimento, V, pp. 212-215.

¹¹ Comparer doc. 251 et 255.

¹² Cf. appendice no. 6.

¹³ Cf. AHD I, p. 469 et suivante, note 9; en ce qui concerne les résultats du V^e congrès mondial de l'I.C. à propos de la fusion voir doc. 283, note 20.

261

¹ Sur ces lettres ne figurant pas dans les archives voir doc. 253; cf. doc. 266.

² Jusqu'au mois de juin 1924 (à partir de décembre 1923) *O Comunista* sort en effet comme bimensuel.

³ Marguerite Rosmer, cf. AHD I, p. 389.

262

¹ Cf. la lettre de Lazzari, la réponse négative de la direction du P.S.I. et le commentaire du P.C.I. dans: *Avanti!*, 20.5.1924 et *L'Unità*, 21.5.1924.

263

¹ Cf. le texte du procès-verbal du C.C. dans *Rivista storica del socialismo*, 7 (1964) no. 23; le discours de Scoccimarro se trouve aussi dans P. Togliatti, *La formazione*, pp. 302-313.

² Il s'agit du groupe de Turin autour de Gramsci, et du groupe de Naples autour de Bordiga, desquels était issu le groupe de la direction du P.C.I.

³ Valle et Bernardi sont des pseudonymes pour Tasca et Vota.

264

¹ Cf. doc. 206, notes 4 et 8.

² Note d'Humbert-Droz dans la copie: "Extrême-gauche de Bordiga". Il s'agit certainement de la minorité de "droite" pour laquelle Tasca et Vota parlent ici.

³ Cf. le procès-verbal dans *Rivista storica del socialismo*, 7 (1964) n° 23 et sur le point traité ici, le numéro deux de l'ordre du jour ainsi que sur les résolutions de la minorité et de la gauche voir P. Togliatti, *La formazione*, pp. 297-326; dans la résolution de la majorité du C.C. (signée par Gennari, Togliatti, Scoccimarro, Gnudi, Flecchia, Azzario, Ravera, Leonetti, Gramsci et Terracini), il est dit sur la minorité (de "droite"): "Il profondo errore politico dei compagni che all'Esecutivo allargato si presentarono a capo del cosiddetto gruppo di minoranza sta appunto, secondo noi, nell'avere espresso giudizi con i quali essi si mettevano e rimanevano al di fuori della continuità di vita del nostro organismo e favorivano le tendenze liquidatrici di esso." Dans la même résolution on tend la main au groupe autour de Bordiga: "Nel confronto di quei compagni i quali non hanno accettato di collaborare all'applicazione in Italia della tattica della Internazionale Comunista e delle sue particolari applicazioni ai rapporti tra il Partito comunista d'Italia et il PSI fa appello a questi compagni perché recedano dal loro attuale atteggiamento e sentano il dovere di collaborare con l'attuale maggioranza del Comitato centrale nella dirigenza del Partito" (ibid., pp. 319-320). Voir aussi doc. 265, notes 5 et 6.

⁴ Cf. la lettre de Terracini au présidium de l'I.C. du 21 mai 1924 dans laquelle il exige du présidium que la demande de démission de Tasca et Vota soit repoussée (cf. A.P.C. 233/51-52).

¹ Par exemple la direction du P.S.I. avait ordonné une interdiction de ré-admission pour les Terzini pour une durée de cinq années dans *Avanti!* du 26.4.1924.

² Note de Humbert-Droz dans la copie: "Minorité de droite de Tasca".

³ Il s'agit de la séance du C.C. du 18 avril, Cf. doc. 264. note 3.

⁴ Alfred Kurella (lors de la séance du C.C. il utilisa le pseudonyme Bernard) (1895-1975), au moment de l'effondrement de l'Allemagne (1918) parmi les dirigeants des jeunesses socialistes, 1919 à Moscou pour la préparation de la fondation de l'I.C.J., en novembre de la même année participation à sa fondation à Berlin, ensuite au service de l'appareil de l'I.C.; 1922 participation au Comité exécutif élargi comme représentant de l'I.C.J., en novembre de la même année au IV^e congrès mondial de l'I.C. et au III^e congrès de l'I.C.J., membre du C.E. jusqu'au IV^e congrès de l'I.C.J. en 1924, ensuite en France à Bobigny au service de l'I.C. comme dirigeant de l'école des cadres du P.C.F.; à Moscou en 1929/30, ensuite en France en 1932-1934 comme éditeur du *Monde*; jusqu'en 1954, de nouveau en U.R.S.S., ensuite en R.D.A. où il occupa diverses fonctions à la direction du S.E.D.; publications nombreuses sur l'histoire de l'I.C.J. entre autres. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 207-208.

⁵ La réponse des "gauches" à l'offre de coopération de la majorité du C.C. fut seulement présentée à la conférence de Côme parce que les représentants de ce groupe (Bordiga, Grieco, Fortichiari et Repossi) ne participèrent pas à la séance du C.C. du 18 avril; dans cette résolution, on dit notamment: "I problemi dell'azione del P.C.I. non possono essere risolti se non sulla base di discussioni e decisioni internazionali su tutto l'indirizzo della IC. [...] Solo se in una tale discussione sia raggiunto un insieme di vedute concordi e la sinistra del PCI si venga a trovare sul terreno della maggioranza della IC nelle deliberazioni relative, potrà la sinistra stessa partecipare alla nuova direzione del partito." (P. Togliatti, *La formazione*, p. 325).

⁶ Cf. Gramsci à Togliatti, Scoccimarro, etc. du 5.4.1924 (P. Togliatti, *La formazione*, pp. 271-275) en réponse à la lettre de Scoccimarro du 30.3.1924 (*ibid.* 266-270): "Per la minoranza non sono d'accordo con lui: credo assolutamente indispensabile, vitale, cercare di strappare Tasca dalla minoranza, scindere la minoranza, a costo di qualunque concessione formale." (*ibid.*, p. 275); dans la même lettre, on note que c'est Gramsci qui devait écrire la résolution pour la majorité; on y trouve également une ébauche de la stratégie d'argumentation qui diffère, justement dans les passages sur la minorité de "droite" et sur la "gauche" de Bordiga, de la résolution qui fut proposée en fait par le "centre" lors de la séance du C.C. (*ibid.*, p. 272; cf. *ibid.*, pp. 318-320); également dans sa lettre adressée à P. Tresso (avril 1924), Gramsci mentionna la "gauche" de Bordiga comme le plus grand danger pour le parti (cf. *ibid.*, pp. 333-336); voir aussi Terracini à Togliatti, Scoccimarro, etc., 8.5.1924, et le même à Togliatti, 12.5.1924 dans *ibid.*, pp. 337-340.

⁷ Lors de la séance du C.E. du P.C.I., on décida d'institutionnaliser temporairement deux groupes parlementaires. Cf. le procès-verbal dans A.P.C. 238-45-48 et doc. 268.

¹ Cette lettre ne figure pas dans les archives.

² Les portugais n'envoient finalement pas de délégués par manque de moyens (voir doc. 272).

³ Il s'agit de António Rodrigues Graça.

⁴ Note de Humbert-Droz: "Internationale Syndicale Rouge". Le III^e congrès de l'I.S.R. a lieu à Moscou du 8 au 22 juillet 1924; aucun délégué portugais n'est présent.

⁵ Un tel responsable n'existe pas; il semble que Rates lui-même se soit chargé du travail syndical.

⁶ Cf. doc. 200, note 2.

⁷ Jusqu'au mois de novembre, aucune documentation n'existe pouvant prouver un contact direct entre l'I.C.J. et le P.C.P.

267

¹ Séance du 5 mai, cf. doc. 265, note 7.

² Il s'agit de la lettre du 11.4.1924 (doc. 255).

268

¹ Cf. doc. 265, note 7.

² Cf. doc. 257 et 259.

³ Cf. doc. 283, note 20.

⁴ Cf. la discussion sur cette lettre à la séance des Terzini du 11 mai (doc. 269).

269

¹ Abigaille Zanetta (1875-1945), professeur, actif à Milan dans le domaine syndical et dans le système scolaire, socialiste; 1918 en prison pour propagande contre la guerre; membre des Terzini, du P.C.I. lors de la fusion des deux organisations en août 1924. (Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, V, pp. 279-282).

² Note de Humbert-Droz dans la copie: "Délégation de la fraction au Cinquième congrès mondial".

³ Ferruccio Marini, membre 'Terzino' du P.S.I. et en tant que tel, délégué au V^e Congrès mondial de l'I.C. en 1924, après la fusion avec le P.C.I., militant de la Fédération Venezia-Giulia.

⁴ Antonio Sanna (1879-1973), depuis 1905 dans le P.S.I. à la direction de la section de Milan; participation aux mouvements d'occupation des usines, responsable de l'organisation militaire des travailleurs; aux congrès du P.S.I. de Bologne (1919) et Milan (1921); adhérent des Maximalistes puis des Terzini, 1923 responsable de la fraction pour le travail syndical, secrétaire du groupe exclu de Milan, 1924 candidat aux élections; après la fusion avec le P.C.I. à la direction de l'organisation de Milan, spécialiste du travail illégal parmi les soldats, participation au congrès de Lyon 1926; 1927-1943, avec des interruptions, prison et camp de concentration, ensuite actif au P.C.I. à Milan. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, IV, pp. 499-501.

⁵ Girolamo Li Causi (Cian Solin, E. Termini 1896-1977), depuis 1913 membre du P.S.I., contre l'entrée en guerre de l'Italie, à Livourne membre de la *tendenza comunista unitaria* de Serrati; dirigeant dans le 'Sciopero legalitario' en 1922; lors du congrès du P.S.I. à Rome en 1922 pour l'exclusion des réformistes, après le congrès de Milan en 1923 adhérent des Terzini, travaille avec *Più Avanti!* et *Pagine Rosse*; adhésion au P.C.I. avec les Terzini en 1924, travaille dans *L'Unità*, secrétaire inter-régional; 1927 émigration en France, cooptation comme candidat au C.C., en octobre

de la même année participation au C.E. de l'Internationale syndicale d'Amsterdam; 1928 participation à la conférence du P.C.I. à Bâle, ensuite dans le 'centro interno' avec Longo, Amoretti et D'Onofrio; 1928-1943 incarcération et expulsion, ensuite à nouveau à la direction du parti, en Sicile actif contre la Mafia, membre de la constituante, député, sénateur. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, III, pp. 113-117; G. Li Causi, *Il lungo cammino*.

⁶ Domenico Marchioro (1888-1964); 1903 adhésion aux jeunesses socialistes, depuis 1904 actif dans le syndicat des textiles; en 1917 condamné à 15 ans de prison pour participation au manifeste de Kienthal/Zimmerwald, amnistié en 1919; 1919 et 1921 député parlementaire; organisateur des Arditi del popolo; dans le P.S.I. membre des Terzini, après la fusion membre de la commission syndicale nationale du P.C.I. et responsable pour le secteur du textile; 1926-1943 incarcération et bannissement, ensuite actif comme résistant, membre de la constituante, secrétaire de la F.I.O.T. unitaria, du C.C. du P.C.I.; après 1948 plus de politique au niveau national. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, III, pp. 303-309.

⁷ Carlo Reggiani (1885-1967), chimiste, à partir de 1902 dans le P.S.I., au congrès de 1921, maximaliste; ensuite adhérent des Terzini, travaille dans *Più Avanti!*; activiste syndical, adhésion au P.C.I. en 1924 avec les Terzini, membre de la direction à Milan; travaille à la délégation pour le secteur économique de l'Union soviétique; fin 1926 membre de la délégation italienne au VII^e plénum du C.E. de l'I.C. (pseud. Cavalli), contre l'opposition russe; 1927-1932 incarcération, ensuite illégalement en France, actif parmi les travailleurs italiens communistes; pendant la guerre civile en Espagne; membre des organisations antifascistes; à nouveau bannissement et camp de concentration allemand; après sa libération participation à la résistance; parmi les dirigeants du syndicat de la chimie. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, IV, pp. 321-322.

⁸ Angelo Beccaria, membre des 'Terzini' et de la section milanaise du P.S.I.

⁹ Vincenzo Pagella (1879-1944), menuisier; à partir de la I^{ère} guerre mondiale, populaire dans le mouvement socialiste à Turin; au C.C. du syndicat des chemins de fer S.F.I.; 1915 arrêté pour participation à des manifestations contre la guerre; après la guerre au C.C. de la Lega proletaria mutilati, 1920 au I^{er} congrès international de l'Internationale des Anciens combattants, membre de son bureau; participation à plusieurs journaux socialistes et syndicalistes; à Livourne position entre les 'Comunisti unitari' de Serrati et les 'Comunisti puri'; co-fondateur du 'gruppo della circolare' (Marabini, Graziadei entre autres), mais pas d'adhésion au P.C.I.; au congrès du P.S.I. à Milan en 1921 fait partie des maximalistes, à Rome en 1922 membre de la direction; au II^e plénum du C.E. de l'I.C. 1923 avec Maffi dans la délégation des Terzini; 1924 candidat de l'Unità proletaria; entrée au P.C.I. en 1924 lors de la fusion des Terzini et du P.C.I.; fuite en France par crainte de poursuites judiciaires; 1925 retour en Italie, plusieurs fois arrêté, à nouveau des contacts avec le P.C.I. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, IV, pp. 25-26.

¹⁰ Ce rapport ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

¹¹ La délégation du P.S.I. au IV^e congrès mondial de l'I.C. se composait de Garuccio, Maffi, Romita, Serrati et Tonetti.

¹² Cf. doc. 244, note 1.

¹³ Ettore Fiamenghi, membre 'terzino' de la section milanaise du P.S.I., et - après la fusion - du 'Comitato federale milanese' du P.C.I., plus tard un des accusés devant les tribunaux d'exception fascistes.

¹⁴ Cf. doc. 233, note 4.

¹⁵ Doc. 267.

¹⁶ Cf. doc. 268.

¹⁷ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

¹⁸ Cf. doc. 206, note 17, cf. *L'Unità*, 9. et 13.5.1924.

¹⁹ Cf. le manifeste 'A tutti i compagni del Partito socialista italiano' dans *L'Unità*, 17.5.1924.

270

¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

² Franco Clerici (1897-1934), avocat; socialiste depuis la fin de la I^{re} guerre mondiale, en 1919 au congrès du P.S.I. à Bologne adhérent de la 'frazione massimalista elezionista', à Livourne en 1921 entre à la direction; après le IV^e congrès mondial de l'I.C. contre la fusion avec le P.C.I., membre du 'comitato di difesa socialista' de Nenni/Vella, ensuite adhérent du groupe centriste de Lazzari, rapprochement avec les Terzini (entre autres participation à *Pagine Rosse*), reste ensuite dans le P.S.I.; lors des interdictions fascistes prisonnier politique; 1926 membre du 'Comitato nazionale di difesa socialista', contre le plan de fusion de Nenni avec le P.S.U.; émigration à Vienne, collaboration au *Arbeiterzeitung*, ensuite à Paris, membre de la Concentrazione antifascista; 1927 pour la fusion avec le P.S.U., membre dirigeant du nouveau parti en 1930, représentant du comité central de la Concentrazione antifascista; à Paris meurt victime d'un attentat. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, II, pp. 55-58.

³ Livio Agostini (1883-1963), socialiste depuis la fin du 19^e siècle, en 1914 participation à des manifestations contre la guerre, 1915 arrestation pour participation au manifeste de Zimmerwald; après la I^{re} guerre mondiale, un des principaux rapporteurs au congrès du P.C.I. à Milan, 1919 député; adhérent des maximalistes, en 1923 du groupe de Lazzari; 1927 arrestation, 1928 pour manque de preuves relâché, 1940 camp de concentration; après la libération conseiller municipal à Milan pour le P.S.I. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, I, p. 14.

⁴ Publié dans *Avanti!* du 20 et dans *L'Unità* du 21.5.1924.

⁵ Il s'agit certainement de la proposition de Vella de créer une IV^e internationale avec Frossard en France et Ledebour en Allemagne, cf. *Avanti!* 7.5. et *L'Unità*, 8.5. 1924.

271

¹ Fanny Jezierska, voir doc. 238, note 1.

272

¹ Cette dépêche ne figure pas dans les archives.

² C'est finalement Humbert-Droz qui représente le P.C.P. au congrès en faisant partie de différentes commissions. Le procès-verbal du congrès ne contient aucune indication sur une discussion des problèmes portugais (Protokoll. Fünfter Kongress, II, pp. 1054 et suiv.; pp. 1957 et suiv.; p. 1061.)

³ Le deuxième congrès n'a finalement lieu qu'au mois de mai 1926, le jour même où un putsch militaire préparait le terrain pour l'installation de la dictature corporatiste de Salazar (voir à ce sujet Introduction, p. xxv). Très probablement le parti ne reçoit pas les subsides pour l'année 1924 (cf. doc. 279).

¹ Jusqu'à fin novembre 1924, Humbert-Droz était à nouveau représentant du C.E. de l'I.C. en Italie; à partir de décembre de la même année et jusqu'en 1927, il prit à Moscou la direction du secrétariat de l'I.C. pour les pays latins ainsi que le département d'information de l'I.C., il fut membre du secrétariat et du Présidium du C.E. de l'I.C. et (ensemble avec Šmeral et Pjatnickij) de la "Petite Commission" qui gérant les fonds financiers (cf. Humbert-Droz, Mémoires, II, p. 257; B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, p. 161; en ce qui concerne les discussions à Moscou après le V^e congrès mondial de l'I.C. et également la suite de son travail, voir les extraits de sa correspondance avec sa femme Jenny Humbert-Droz dans Humbert-Droz, Mémoires, II, pp. 232-240).

² Comparer Humbert-Droz, Mémoires, II, p. 233; Protokoll. Fünfter Kongress, II, pp. 1055 et suiv.

³ La délégation du P.C.S. au V^e Congrès mondial de l'I.C. se composait de Scherrer, Bringolf et Kündig (cf. Humbert-Droz, Mémoires, II, p. 231; Protokoll. Fünfter Kongress, II, pp. 1056-1062).

⁴ Pour la Belgique Jacquemotte, pour l'Espagne Pérez Solís, pour l'Autriche Fiala (cf. Protokoll. Fünfter Kongress, II, 1021 et suiv.; V. Kahan, The Communist International, pp. 164 et suiv).

⁵ Walter Bringolf (1895-), automne 1917 fondateur et dirigeant des fédérations de soldats de Schaffhausen, et plus tard suisses, 1919 entrée au parti social-démocrate, collaboration au *Volksrecht* et au *Arbeiterzeitung* de Schaffhausen. 1920 participation à la conférence de la gauche du P.S. de Olten (déclaration des 54 pour l'entrée à l'I.C.), dirigeant (avec Humbert-Droz) de la gauche socialiste au II^e congrès mondial de l'I.C., co-fondateur du P.C.S. en mars 1921; participation au congrès pour l'union entre le groupe spartakiste et le U.S.P.D.; direction de l'union des travailleurs de Schaffhausen, depuis 1924 au conseil du canton, et à partir de 1925 au conseil national; 1924 délégué au V^e congrès mondial de l'I.C., de nouveau à Moscou devant la C.I.C. pour cause de soupçons de liaison avec Brandler/Thalheimer, ensuite contact avec les 'réconciliateurs' du P.C.A. (Ewert, etc.), fondation d'une opposition de droite dans le P.C.S., 1931 réélection au conseil national comme candidat de l'opposition du parti, élection à la présidence de la ville; 1935 unification avec le parti social-démocrate. Cf. W. Bringolf, Mein Leben.

⁶ Fritz Platten, voir AHD I, p. 20, note 6; cf. Humbert-Droz, Mémoires, II, p. 229: "[...] Platten qui est en Russie depuis huit mois à la tête d'une colonie agricole d'ouvriers et de paysans suisses [...] Platten est à Moscou pour se faire opérer d'un tumeur à l'estomac."

⁷ Kuusinen était représentant du P.C. finnois et des pays baltiques au C.E. de l'I.C. (cf. Protokoll. Fünfter Kongress, II, p. 1021; V. Kahan, The Communist International, p. 164; B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, p. 209; Otto Wilhelm (Wilhelmovich) Kuusinen voir AHD I, p. 77, note 5).

⁸ Cf. doc. 276.

¹ Le V^e congrès mondial de l'I.C. eut lieu du 17 juin au 8 juillet 1924 à Moscou.

² Le début officiel du processus qui devait conduire à l'expulsion de Souvarine par le V^e congrès mondial et à la prise de la direction du Parti par Treint et S. Girault, fut la destitution de Souvarine du poste de la direction du B.C. à la mi-mars 1924; après que Treint eut dénoncé Souvarine et Rosmer (c'est à dire la majorité du

moment) comme opportunistes dans un article sur le gouvernement "labour" anglais (*B.C.*, 14.3.1924), il fut interdit à Souvarine par le B.P. de publier une réponse dans le *B.C.*. A la place de cet article, il laissa imprimer, sans l'avis du B.P., une déclaration de protestation dans laquelle il dit: "Cette conception de la discussion imposée par le B.P. est absolument contraire à l'intérêt du parti et de l'Internationale [...]. Ceux qui ont peur de la critique communiste se disqualifient eux-mêmes." (*ibid.*). Sous la pression de Treint, le B.P. décida de démettre Souvarine de ses fonctions de directeur du *B.C.*, le n° 12 du *B.C.* parut sous la direction de Calzan (édition du 21.3.1924). Ensuite le 28.3.1924, parut dans le *B.C.* un article de Treint: "La voie tracée par Lénine", dans lequel il prenait position pour la fraction de Zinov'ev/Kamenev/Staline contre Trockij et accusait Souvarine, Rosmer et Monatte d'être liés aux 'droitiers' dans l'Internationale. Aux mêmes reproches, le 20 mars Souvarine avait répondu en prenant nettement position pour l'opposition russe dans une lettre à Zinov'ev; cf. "Two instruments of control" dans: M.M. Drachkovitch et B. Lazitch, *The Comintern*, p. 56. Fin mars, Souvarine écrivit une lettre aux abonnés du *B.C.* dans laquelle il prétendait que ses sympathies pour l'opposition russe étaient la véritable raison de sa démission; il encourageait les lecteurs du *B.C.* à faire une donation pour permettre la publication de "Le cours nouveau" de Trockij, ce qui fut jugé par la direction du parti comme une nouvelle faute grave contre la discipline du parti et qui plus tard constituera une des raisons de son exclusion de l'I.C.; cf. *B.C.* du 4.4.1924 et note 6. Ainsi, la position des divers groupements dans le parti relative aux questions russes et allemandes fut décisive lors du changement dans la direction seulement quelques semaines après le congrès de Lyon: déjà, peu de temps après le congrès de Lyon, Lozovskij avait expliqué au C.D. la position du C.E. de l'I.C. relative à la question russe; lors de cette séance, il n'y eut pas de vote; alors que Treint, Girault, Sémard et Calzan s'étaient prononcés pour la majorité russe, Rosmer avait défendu Trockij (*Cahiers du Bolchévisme*, 28.6.1924). A la mi-février, eurent lieu de nouvelles rencontres avec les représentants du C.E. de l'I.C. et du P.C.A. au cours desquelles une résolution de Souvarine fut adoptée selon laquelle aucune décision concernant la question russe et allemande ne pouvait être prise par les organisations du parti sans une consultation des textes les plus importants; malgré tout, Treint et S. Girault firent proposer dans les fédérations des résolutions contre les sympathies de Souvarine pour l'opposition russe, (cf. *B.C.*, 7.3. et 4.4.1924). Lors de la séance du C.D. du 18 mars à laquelle prirent part aux côtés de Manuil'skij et d'une délégation de la majorité du P.C.A., la direction de la C.G.T.U., fut finalement prise une décision. Comme compromis entre une proposition de Treint et 18 autres membres du C.D. et une proposition de Sellier et Chasseigne, représentant des J.C., fut adopté une résolution dans laquelle on annonça le début de la lutte contre les "droitiers" dans le P.C.F. et dans l'Internationale, et dans laquelle on approuva les résultats de la XIII^e conférence du P.C.R.(b) qui venait de se terminer. (Cf. le texte et le rapport dans *B.C.* du 28.3. et 2.5.1924.) Rosmer s'abstint et présenta son retrait du B.P. et de la rédaction de *L'Humanité*; Monatte vota contre ainsi que Souvarine qui présenta sa propre résolution (publiée dans *B.C.* du 11.4.1924). Les 6 et 7 avril, la nouvelle direction avec Treint et S. Girault obtint l'approbation des cadres moyens du parti. Lors d'une conférence des secrétaires fédéraux, 59 votèrent pour la résolution du C.D., 2 contre et 14 s'abstinrent, (Cf. *L'Humanité*, 11.4.1924. Cf. au sujet de toute la question les éditions du *B.C.* du 22.2., 7., 14., 21. et 28.3., 4. et 11.4.1924, en partie publié dans l'appendice de ce volume, nos. 1A - 1E; *L'Humanité* du 2. et 9.2., 13.3.1924; R. Wohl, *French Communism*, pp. 372-383; C. Gras, Alfred Rosmer, pp. 288 et suiv., 297 et suiv. et 301).

³ Les thèses du B.P. (cf. *B.C.* 28.3., 30.5. et 6.6.1924) qui partagèrent entièrement la position de la majorité russe et du C.E. de l'I.C. sur ces quatre points obtinrent 2353 voix contre 3 et 10 abstentions; Monatte avait pris part à la séance, Souvarine et Rosmer étaient déjà à Moscou, cf. *L'Humanité*, 2.6.1924. Déjà le 18 mars le C.D. avait accepté les thèses sur les points principaux, voir ci-dessus note 2.

⁴ La fédération de la Seine discuta la question les 2., 4. et 11 avril – sans toutefois parvenir à une décision claire –; lors de la séance du 11 avril, Monatte put comptabiliser pour lui-même des sympathies (cf. *L'Humanité*, 4, 5. et 13.4.1924; R. Wohl, *French Communism*, pp. 379 et suiv.). Seulement le 18 mai, le congrès de la fédération se déclare à 134 voix contre 15 pour la résolution du C.D., cf. *L'Humanité*, 19.5.1924.

⁵ Cf. doc. 178, note 9.

⁶ Lors de la séance de l'exécutif élargi du 12 juin qui précéda le congrès mondial, Marrane avait demandé pour la délégation française de priver Souvarine (qui était encore membre du C.E. de l'I.C.) de son droit de vote au congrès ce qui fut refusé à cause des statuts, cf. R. Wohl, *French Communism*, pp. 392 et suiv. La réponse de Souvarine aux accusations de la délégation française se trouve en appendice (no. 4) de ce volume; cf. V^e congrès de l'Internationale, pp. 341 et suiv. Lors de la commission qui fut créée pour le cas Souvarine et à laquelle la délégation française prit part (cf. *Protokoll. Fünfter Kongress*, I, pp. 132 et suiv.), Treint proposa d'exclure Souvarine, tandis que Guy Jerram demandait qu'on le relève de ses fonctions du parti ainsi que de sa participation au C.D. pour une durée d'un an. Une minorité de 11 voix seulement (avec Dunois, Tommasi, Rosmer inclus) vota pour la proposition de Jerram. Lors de la séance du C.E. de l'I.C. à la suite du congrès (12 juillet), fut adopté un compromis des russes contre l'avis des représentants italiens: Souvarine fut exclu de l'I.C., le P.C.F. obtint le droit de proposer au VI^e congrès mondial sa réintégration. Cf. *Thesen und Resolutionen des V. Weltkongresses*, p. 188; *Protokoll. Fünfter Kongress*, II, pp. 1032 et suiv.; Le 10 décembre 1925 Souvarine fit la demande de réintégration dans l'I.C., en janvier 1926 le Présidium du C.E. de l'I.C. la refusa, cf. *B.C.*, 29.1.1926; *Inprekorr*, 12.2.1926; Jedermann, La 'bolchévisation', pp. 82 et suiv.

275

¹ Voir doc. 274, note 2.

² Claude Joseph Calzan, né en 1876, professeur, 1906 membre du P.S., Zimmerwaldien, fondateur du P.C.F., Délégué au Comité exécutif des Jeunesses Communistes, en 1924 membre suppléant du Comité Directeur et titulaire en 1925. Chargé des éditions du parti.

³ Lors de la séance du C.D. le 25 janvier 1924, A. Dunois fut chargé de la direction des éditions de l'Internationale et du parti. Cf. *L'Humanité*, 27.1.1924.

276

¹ Doc. 273.

² Cf. doc. 273, note 3.

³ Edouard Scherrer ('Crouillatset') (1890–1972), employé de poste à Leysin; à cause de sa participation à une association compromettant la sûreté de l'état en 1923, il est congédié de la fonction publique; finalement secrétaire de la fédération des ouvriers

du bâtiment et des menuisiers à Lausanne. Membre de la centrale du P.C.S. de 1924 à 1927, du C. C. de 1927 à 1930, plus tard se fixe à Genève; après la deuxième guerre mondiale membre du P.d.A.

⁴ D'abord au VI^e congrès mondial de l'I.C. (juillet/septembre 1928) élection d'un représentant du P.C.S., Fritz Wieser comme membre au C.E. de l'I.C. (cf. V. Kahan, *The Communist International*, p. 172); au VII^e congrès (juillet/août 1935) on n'a pas élu de suisse au C.E. de l'I.C. (cf. *ibid.*, p. 177 et suivante).

⁵ Cf. doc. 273, note 1; d'abord à l'automne 1931 Humbert-Droz fut autorisé, à l'occasion des élections du conseil national suisse, de rester en Suisse où il resta après son élection comme secrétaire du P.C.S. (cf. Humbert-Droz *Mémoires*, II, p. 458 et suivantes).

⁶ Marino Bodenmann (1893-1964), co-fondateur du P.C.S. en 1921, actif dans les fédérations de jeunes travailleurs, à partir de 1925 au C.C. et ensuite au bureau politique du parti; en mars et avril 1925 comme délégué au 5^{ème} Comité exécutif élargi et à la conférence d'organisation de l'I.C., en novembre 1926 au 7^{ème} Comité exécutif élargi et en 1928 au 6^{ème} congrès mondial de l'I.C.; en 1930 pour cause de déviationnisme de droite, éloigné du B.P., après une auto-critique, réintégration au C.C.; 1935 il est l'un des deux communistes suisses élus au conseil national; participation au VII^e congrès mondial de l'I.C., chef-rédacteur de l'organe central du P.C.S.; dirigeant du Parti du Travail (PdA) fondé en 1943. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 29.

277

¹ Rates ne reste que douze jours en Russie, il est de retour à Lisbonne le 22 août (cf. doc. 279); ce séjour sur lequel n'existent que quelques allusions de la main de Rates, est étonnant dans la mesure où le P.C.P. n'avait pas reçu subsides le permettant, ni avant, ni après ce voyage (cf. doc. 279). Dans un rapport – à caractère très impressionniste – publié sous forme d'un livre (J.C. Rates, *A Rússia*, p. 252), un point qu'il considère fondamental de son bilan personnel est relaté comme suit: "A minha estadia na Rússia influiu de maneira decisiva para varrer de vez do meu espirito um certo numero de illusões que conservava ainda. Assim eu alimentava a esperança de attrair ao Comunismo um certo numero de intellectuais que a politica ainda não tivesse queimado. Vejo hoje nitidamente que o Comunismo nada tem a garantir com a conquista dos intellectuais que não estejam dispostos a proletarianizar-se nos hábitos e na ideologia."

³ Dans son livre aucune allusion à une rencontre avec un responsable de l'I.C. n'est mentionnée, il existe uniquement une remarque imprécise sur le questionnaire (J.C. Rates, *A Rússia*, p. 240).

278

¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz, cf. doc. 286, note 1

² Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

³ Cf. aussi *L'Unità* du jour précédant, concernant les séquestrations déjà exécutées; cf. doc. 299, note 3.

279

¹ Cette lettre ne figure pas dans les archives.

² Cf. A Rússia Soviética (conférence de J.C. Rates), *A Batalha*, 24.9.1924. Une réplique de *A Batalha* fait référence à la division régnante au sein du P.C.P. (A experiência marxista da Rússia; Um vasto sonho de hegemonia espiritual e de ditadura mundial que abriu falência [!], *A Batalha*, 26.9.1924).

280

¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

² Doc. 278.

³ Note de Humbert-Droz dans la copie: "ambassade soviétique".

⁴ Cf. Humbert-Droz dans *Il contrasto*, p. 177: "Anche se al V Congresso si realizzò l'unanimità sulla risoluzione italiana, il Comitato esecutivo giudicò utile e prudente inviarmi in Italia per controllare l'applicazione delle decisioni e dirimere, se fosse stato necessario, i conflitti che avrebbero potuto ancora sorgere. Tornai quindi a Roma, ma inizialmente con l'intenzione di rimanervi solamente due settimane. [...] Solamente quando ricevetti l'ordine di fermarmi in Italia affittai un appartamento e feci venire a Roma la mia famiglia [...]."

281

¹ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Le centre était le groupe Gramsci, Togliatti, Scoccimarro, la gauche, le groupe Bordiga et la droite, Tasca et Graziadei." Cf. doc. 259, note 6.

² Bordiga avait refusé de se présenter aux élections parlementaires en avril 1924 pour le P.C.I., cf. entre autres doc. 216, note 21.

³ La réponse – négative – de Tasca du 22 septembre se trouve dans P. Togliatti, *La formazione*, pp. 344-345. Tasca avait refusé d'entrer dans le C.E. du parti et il y fut remplacé (sur sa proposition) par Mersú; Azzario le remplaça dans la commission syndicale nationale; Tasca fut finalement directeur de l'Alleanza cooperativa à Turin jusqu'à la fin de 1926 où après avoir assisté au VII^e plénum du C.E. de l'I.C. il retra-vailla dans l'appareil de direction du parti (jusqu'à son exclusion en 1929). Cf. *ibid.*, p. 341; G. Berti, *Appunti e ricordi*, pp. 175 et suiv.; P. Spriano, *Storia*, I, p. 401.

282

¹ Ne se trouvent pas dans les Archives Humbert-Droz; cf. doc. 288.

283

¹ Karl Zeth Hoeglund (1884-1956), chef de la social-démocratie suédoise, et à partir de 1917, chef du parti social-démocrate de gauche. Partisan de l'entrée à l'I.C., membre du C.E. de l'I.C. aux IV^e et V^e congrès mondiaux. Après la rupture avec l'I.C., il fonda un parti socialiste indépendant, mais déjà après 1926, il adhéra à nouveau à la social-démocratie suédoise. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 153-154). Le parti communiste de Suède est né du parti social-démocrate de gauche, qui en 1917, sous la direction de Hoeglund, s'était séparé de la social-démocratie. Après que les opposants des 21 conditions d'admission furent exclus du parti en 1921, des différences accentuées survinrent entre l'I.C. et la direction du parti, surtout en ce qui concerne l'attitude du C.E. de l'I.C. face au parti travailliste norvégien, et au sujet du rôle du centralisme dans le Komintern. En même

temps, une minorité fidèle à l'I.C. se forma autour de la fédération des jeunesses communistes. En décembre 1923, un compromis survint, mais les affrontements réapparurent lors du V^e congrès mondial. (Cf. Arvid Hansen, Genosse Höglund und die Komintern, dans *Inprekorr* IV (1924), N^o 105, 12.8.1924, pp. 1349 et suiv.).

² A la suite du V^e congrès mondial, l'Exécutif élargi siégea les 12 et 13 juillet, et s'occupa notamment de l'évolution du P.C. de Suède. La résolution acceptée, contre deux voix, exigea que le P.C. suédois respecte les accords généraux du V^e congrès et la convocation d'un congrès du parti, après les élections d'automne. Un représentant du C.E. de l'I.C. devait être envoyé pour garantir la réalisation de la résolution. Hoeglund exigea au contraire entre autres un rappel à l'ordre de la minorité. Aussi évita-t-il lors de la conférence d'aborder la question de l'acceptation par lui-même des accords du C.E. de l'I.C. Cf. Protokoll. Fünfter Kongress, II, pp. 1035-1044. Résolution sur la question suédoise, dans Thesen und Resolutionen des V. Weltkongresses, pp. 181-183; Offener Brief der Exekutive der K.I. an die K.P. Schwedens (du 22.7.1924), dans *Inprekorr*, IV (1924), no. 108, 19.8.1924, p. 1396.

³ Organe central du P.C. suédois

⁴ Frederik Stroem, dans l'original Stroom (1880-1948), leader de la social-démocratie suédoise, partisan de l'entrée à l'I.C. et secrétaire du P.C. suédois, après la fondation de 1921 à 1924. Partisan de Hoeglund, il rompit cette année-là avec l'I.C., et s'associa de nouveau en 1926 à la social-démocratie. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, pp. 388-389).

⁵ *Arbetaren*, dans l'original *Arbeitaren*, organe de Sveriges Arbetares Centralorganisation, des syndicalistes révolutionnaires.

⁶ Le résultat définitif était le suivant : des 8 500 membres environ, 6 064 ont participé au vote : 5 282 oui, 123 non, 477 abstentions et 188 se déclarèrent neutres. Cf. John Pepper, Die Ergebnisse der Spaltung der KP und der Wahlen in Schweden, dans *Inprekorr*, IV (1924), 28.10.1924, no. 140, pp. 1856 et suiv.

⁷ Isaak Steinberg, un des dirigeants des socialistes-révolutionnaires de gauche pendant la révolution d'octobre. Commissaire du peuple pour la justice jusqu'au traité de paix de Brest-Litowsk. Puis émigration. (Cf. I.N. Steinberg, In the Workshop). Après la dissolution de la "Internationale Arbeitsgemeinschaft sozialistischer Parteien", l'Internationale 2 et demie, à laquelle appartenaient les socialistes-révolutionnaires de gauche, il fonda avec Georg Ledebour et avec un représentant d'un groupe letton, un "Internationales Informationsbüro" en juillet 1923. (Cf. R., Die Partei der linken Sozialrevolutionäre, in : *Inprekorr* IV (1924), no. 156, 2.12., pp. 2123 et suiv.; no. 157, 5.12., pp. 2137 et suiv.).

⁸ Martin Tranmael, né en 1879, dirigeant de l'aile gauche du mouvement ouvrier en Norvège, avant la première guerre mondiale. Partisan de l'entrée à l'I.C.. Après l'entrée à l'I.C., Tranmael eut en tant que dirigeant du parti travailliste norvégien, de permanents affrontements avec le C.E. de l'I.C. En automne 1923, la majorité du D.N.A., sous sa direction rompit avec l'I.C. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, p. 410).

⁹ En août 1924, Tranmael préconisa le rassemblement organisé des groupes communistes indépendants et socialistes. Il en parla au congrès du groupe de Hoeglund. (Cf. John Pepper, Eine neue 2 1/2 Internationale, in : *Inprekorr*, IV (1924), N^o 124, 23.9., pp. 1655 et suiv.).

¹⁰ Le résultat des élections était le suivant : 65 283 voix et 4 mandats pour le P.C., 24 619 voix et 1 mandat pour le groupe Hoeglund. (Cf. John Pepper, Die Ergebnisse der Spaltung der KP und der Wahlen in Schweden, dans : *Inprekorr* IV (1924), 28.10., N^o 140, pp. 1856 et suiv.).

¹¹ Karl Kilbom, né en 1885, dirigeant de la jeunesse social-démocrate pendant la première guerre mondiale, en 1917 au parti social-démocrate de gauche et également lors de sa transformation en P.C. (1921). Un des dirigeants de la minorité fidèle à l'I.C.. Membre élu du C.E. de l'I.C. lors des III^e, IV^e et V^e congrès mondiaux. Fin 1929 exclu du C.E. de l'I.C. pour ses tendances de "droite". Il travailla ensuite avec le K.P.O. de Brandler et Thalheimer. Après 1937, retour à la social-démocratie. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, p. 194; K.H. Tjaden, Struktur, I, pp. 263 et suiv.).

¹² Oscar Samuelson, un des adhérents de la minorité fidèle à l'I.C., un de ses dirigeants, candidat du C.E. de l'I.C. au V^e congrès mondial, membre du C.E. de l'I.C. au VI^e congrès. En 1929, considéré ainsi que Kilbom comme "de droite" et exclu. (K.H. Tjaden, Struktur, I, pp. 263 et suiv.).

¹³ Une conférence du K.P.T., les 4 et 5 mai 1924, avait approuvé essentiellement la ligne de l'I.C. relative à la politique du P.C.A. en 1923, sur la discussion au sein du parti russe et sur l'organisation de la bolchévisation. Lors du V^e congrès mondial, Zinov'ev attaqua avant tout la direction du P.C.T. pour ses écarts "de droite" dans la tactique de front unique et dans la question du gouvernement ouvrier. Il l'accusa de tendance "brandlérienne". Sur ce, survint une scission de la délégation tchèque en une majorité (qui appuyait l'ancienne direction du parti) et une minorité qui soutenait la prise en charge inconditionnelle de la ligne du V^e congrès mondial, particulièrement le front unique par la base. Un autre point de désaccord était la position vis à vis de la question nationale où l'on reprochait à la majorité de ne pas se prononcer inconditionnellement pour le droit d'auto-détermination des minorités nationales dans la Tchécoslovaquie (Cf. Paul Reimann, Geschichte, pp. 201 et suiv.).

¹⁴ Smeral, cf. AHD I, p. 220.

¹⁵ Alois Neurath, né en 1886, avant la première guerre mondiale actif dans le mouvement ouvrier des "Sudetendeutschen". Co-fondateur du K.P.T., 1921-1926 secrétaire du comité central et député au parlement, membre du C.E. de l'I.C. lors des IV^e et V^e congrès mondiaux, membre et plus particulièrement candidat au présidium et au secrétariat. Depuis 1926, critiqué par la direction de l'I.C., en 1929 expulsé du K.P.T. Devient un partisan de l'opposition de "droite", puis plus tard trotskiste. (B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, p. 290; K.H. Tjaden, Struktur, I, pp. 260-270).

¹⁶ Karl Kreibich (1883-1966), dirigeant de la social-démocratie à Reichenberg (Liberec) et de l'aile pro-I.C. de la social-démocratie des sudètes. Membre de la direction du K.P.T. jusqu'en 1924, jusqu'à son départ pour Moscou en 1927. Membre du C.E. de l'I.C. au III^e congrès mondial, membre du présidium du C.E. de l'I.C. en 1922 et de la C.I.C. au V^e congrès mondial. Après 1924, aucune fonction particulière au sein de la direction du parti. Après 1945, retour en Tchécoslovaquie. (B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, pp. 201-202).

¹⁷ Brětislav Hůla, né en 1894, dans l'original: Rulla, s'associe au bolchévisme en Russie, et organise la section tchécoslovaque du P.C.. Après son retour, il a œuvré à faire adhérer la social-démocratie au P.C.T. Membre du C.E. de l'I.C. au II^e congrès mondial. En 1925, considéré comme "de droite" et expulsé. (B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, pp. 160-161).

¹⁸ Les résolutions sont intégralement publiées dans: 'Das Zentralkomitee der KP-Tsch. zum 5. Weltkongreß', dans: *Inprekorr* IV (1924), no. 107, 15.8., pp. 1382 et suiv.

¹⁹ Dans les mois qui suivirent, la gauche avait gagné la majorité dans les organisations allemandes et slovaques, tandis qu'elle restait minoritaire dans la région tchèque, excepté à Mährisch-Ostrau, à Prague seulement à cause de soi-disantes manipulations

de "droite". Lors du congrès du 31.10. au 4.11., la "gauche" eut réellement la possibilité de s'affirmer. Le nouveau comité central était composé de 18 représentants de la "gauche" et de 14 "de droite". (Cf. Paul Reimann, *Geschichte*, pp. 209 et suiv.; V. Stern, 'Der Parteitag der Kommunistischen Partei der Tschechoslowakei', dans: *Inprekorr* IV (1924), no. 154, 28.11., pp. 2100 et suiv.).

²⁰ Le V^e congrès mondial de l'I.C. avait décidé la fusion immédiate des Terzini du P.S.I. avec le P.C.I., (cf. Protokoll, Fünfter Kongreß, II, pp. 1012 et suiv.), et (avec l'assentiment des trois fractions dans la délégation italienne) le programme d'action du parti communiste italien – qui fut décidé par le congrès – (cf. appendice no. 7). Ce document fut élaboré, sur la base d'une proposition de Humbert-Droz, par une "petite commission" qui comprenait Ruth Fischer, J. Tommasi, Manuil'skij, Togliatti, Tasca, Maffi, Bordiga et Humbert-Droz; la proposition opposée de Bordiga – publiée dans *L'Unità* du 30.12.1925 – fut refusée par la commission italienne. (Cf. Verballi della Commissione, p. 87; cf. la position du "centre" et de la "gauche" à ce sujet dans Protokoll, Fünfter Kongreß, II, pp. 1013 et suiv. et p. 1029). Sur proposition de la commission italienne du congrès (composition: voir Protokoll, Fünfter Kongreß, II, pp. 1061 et suiv.), le congrès mondial décida la composition du nouveau C.C. du P.C.I.: 9 représentants du "centre", 4 de la "droite" et 4 "Terzini" (le refus de la "gauche" de Bordiga de travailler avec la direction du parti avait été accepté par le congrès); pour le C.E. du P.C.I. furent nommés: pour le "centre" Togliatti, Gramsci, Scoccimarro, suppléant Gennari, pour la "droite" Piccini, suppléants Tasca et Bibolotti et pour les "Terzini" Maffi, suppléants Malatesta et Tonetti (le "centre" et la "gauche" s'étaient prononcés contre l'entrée d'un ex-terzino au C.E. du parti). (Cf. *ibid.*, p. 1014; procès-verbal du Comité exécutif élargi du 12 juillet 1924 dans *ibid.*, p. 1028; E. Ragionieri et T. Detti, *Il nuovo gruppo*, p. 62; Verballi della Commissione, pp. 82-86, 92-93, 97-98, 118-119; voir aussi les lettres de Togliatti, pendant le Ve Congrès mondial de l'I.C., à Gramsci et Scoccimarro, dans E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 907-935; P. Spriano, *Storia*, I, pp. 362-380; T. Detti, Serrati, pp. 449-474; Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 244 et suiv.; Humbert-Droz, *Il contrasto*, pp. 173-177). La fusion eut lieu le 15 août 1924, cf. le communiqué de la fusion des Terzini dans *L'Unità* du 9., les modalités de la fusion décidées par le congrès mondial de l'I.C. dans *ibid.* du 13, l'appel de l'I.C. aux travailleurs italiens à cette occasion dans *ibid.* du 12.8.1924. Parmi les environ 2 150 Terzini qui avaient rejoint le P.C.I. (pour les chiffres cf. en détail T. Detti, Serrati, pp. 495 et suiv.), se trouvaient entre autres F. Maffi, D. Marchioro, G.M. Serrati, D. Di Vittorio, G. Picelli, G. Li Causi, A. Sanna, G. Trevisano, G. Garruccio, E. Riboldi, A. Zanetta, A. Marabini. Selon le rapport de Togliatti du 15 septembre 1924 au secrétariat de l'I.C., la fusion eut lieu sans opposition dans les provinces; on constata cependant deux ou trois cas qui furent transmis à la commission de fusion centrale institutionnalisée par le congrès mondial. (Cf. E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, p. 819; cf. *L'Unità*, 29.1.1925, 'Deliberazione del Comitato Centrale di fusione'; T. Detti, Serrati, pp. 492-512).

²¹ Cf. les données de Togliatti dans son rapport au département de propagande et agitation de l'I.C. du 14.10.1924 (A.P.C. 241/93-99) et le rapport "Le P.C.I.: Forces et leur distribution territoriale" de novembre 1924 (A.P.C. 252/35-40), par la suite les périodiques du P.C. atteignirent les tirages suivants:

<i>L'Unità</i>	quotidien	40 000
<i>Lo Stato Operaio</i>	hebdomadaire	10 000
<i>Sindacato Rosso</i>	"	10 000

<i>La Compagna</i>	bi-mensuel	5 000
<i>Il Seme</i>	"	5 000
		ou 7 500
<i>L'Ordine Nuovo</i>	"	6 000
		ou 5 000
<i>L'Avanguardia</i>	(journal des jeunesses communistes)	15 000

(cf. Spriano, *Storia*, I, p. 414; P. Togliatti, *La formazione*, pp. 374 et suiv.).

²² La dernière édition de *Pagine Rosse*, le journal des Terzini, était le n° 15-16 (août 1924), celui de *Prometeo* le n° 6-7 (juin-juillet 1924) (cf. doc. 294, note 22 au sujet des controverses sur la parution du journal de Bordiga).

²³ Par protestation contre l'enlèvement de Matteotti par les milices fascistes le 10 juin 1924, l'opposition parlementaire – communistes, socialistes, sociaux-démocrates, républicains, démocrates et popolari – s'était retirée du parlement et lors d'une séance sur l'Aventino, le 13 juin avait décidé de ne rentrer au parlement qu'après éclaircissement de l'affaire dans laquelle de hauts représentants fascistes, y compris Mussolini, étaient mêlés; le P.C.I. quitta l'Aventino le 18 juin lorsque l'opposition se forma en un bloc de partis avec des décisions à la majorité; le 27 juin, on décida (sans le P.C.I.) de boycotter le parlement jusqu'au rétablissement de la légalité; le 16 août fut trouvé le corps de Matteotti. (Cf. entre autres P. Spriano, *Storia*, I, 381-404; G. Galli, *Storia*, pp. 96-103; L. Salvatorelli, *Il delitto Matteotti*; A. Landuyt, *Le sinistre*; G. Arfè, *Il delitto Matteotti*; E. Santarelli, *Storia*, I, pp. 367-374; L. Salvatorelli et G. Mira, *Storia*, pp. 300-331, surtout pp. 316 et suiv.).

284

¹ Cf. doc. 283, note 20.

² Ces lettres ne se trouvent pas dans les Archives Humbert-Droz.

285

¹ Doc. 276.

² En Italie.

³ A travers le protocole du Comité exécutif élargi de mars/avril 1924, il n'est pas possible de juger si cette question a été débattue.

⁴ D'abord au VI^e congrès mondial de l'I.C. (17. juillet – 1^{er} septembre 1928), Humbert-Droz fut membre doté de tous les pouvoirs au C.E. de l'I.C. non comme représentant d'un parti, mais avec Clara Zetkin et Bela Kun (ainsi que Eugen Varga comme candidat), pour son travail au sein de l'I.C. (Cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 312; *Protokoll, Sechster Weltkongress III*, pp. 621-622; V. Kahan, *The Communist International*, pp. 166-167, 172).

286

¹ Ce rapport manque dans les Archives Humbert-Droz; jusqu'à ce qu'en août 1924 Humbert-Droz eut reçu l'ordre du C.E. de l'I.C. de rester en Italie pour une période plus longue, il séjourna provisoirement dans des hôtels et ne put faire des copies de ses rapports. (Cf. Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 177).

² Le 12 septembre, le député fasciste (ancien républicain) vice-secrétaire des Corporazioni sindacali fasciste, Armando Casalini fut abattu dans le tramway par l'ouvrier

Giovanni Corvi n'appartenant à aucun parti, qui vengeait l'attentat de Matteotti. (Cf. *L'Unità*, 13.9.1924).

³ Le 31 août, Mussolini avait déclaré à Monte Amiata, dans une sorte de 'discours de guerre civile', au sujet des oppositions: "Il giorno in cui uscissero dalla vociferazione molesta, per andare alle cose concrete, quel giorno noi di costoro faremmo lo strame per gli accampamenti delle camice nere." (Cf. E. Santarelli, *Storia*, I, p.377; L. Salvatorelli, *Il delitto Matteotti*, pp. 160 et suiv.). Après sa rencontre avec le roi Victor-Emmanuel III le 6 septembre, une déclaration officielle affirma que les bruits selon lesquels le fascisme projetait une nouvelle vague de violence et une 2^{ème} marche sur Rome, étaient faux. (Cf. *L'Unità* 7.9.1924). Le congrès du parti libéral eut lieu à Livourne du 4 au 6 octobre. (Cf. doc. 293, note 2).

⁴ Cf. *L'Unità* 16, 17. et 18.9.1924; E. Santarelli, *Storia*, I, pp. 377 et suiv.

⁵ Les libéraux disposaient de 2 ministres, Casati et Sarrocchi; mais parmi les 374 députés de la liste gouvernementale, 275 étaient des membres inscrits au parti fasciste, c'est-à-dire la majorité absolue, cf. E. Santarelli, *Storia*, I, pp. 370 et 364.

⁶ Dans un discours à Rome, le Pape Pie XI s'était prononcé contre le régime de violence des fascistes, mais aussi contre une collaboration entre le 'partito popolare' catholique et les socialistes. (Cf. *L'Unità* 10. et 11.9.1924). Fin septembre, une circulaire du Cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat au Vatican, interdit au clergé toute activité politique, même la rédaction d'articles ou de livres, ce qui signifiait une nouvelle atteinte au P.P.I. (Cf. *ibid.*, 28. et 29.9.1924; G. de Rosa, *Storia*, II, pp. 492 et suiv.; E.P. Howard, *Il Partito Popolare*, pp. 448-457).

⁷ Cf. doc. 292, particulièrement note 4.

⁸ Antonio Salandra (1853-1931), homme politique bourgeois-conservateur, partisan de l'entrée en guerre de l'Italie; premier ministre 1914-15 et 1915-16.

⁹ Giovanni Giolitti (1842-1928), entre 1892 et 1921 plusieurs fois premier ministre, représentant des libéraux de gauche, son programme libéral de 1911-1924 donna le droit de vote à tous les hommes à partir de 21 ans (excepté les analphabètes); initiateur de la guerre coloniale en Lybie (1911-1912); pendant la 1^{ère} guerre mondiale partisan de la neutralité de l'Italie.

¹⁰ Cf. doc. 174, note 20.

¹¹ Cf. le rapport de Péri (sous le pseudonyme Petri) lors du C.E. du P.C.I. du 25 septembre 1924 dans A.P.C. 238/57-60; Gabriel Péri était à partir de 1924 chef du service de politique étrangère à *L'Humanité*, (Cf. AHD I, p.211, note 8).

¹² Ce mot d'ordre fut décidé lors du C.E. pendant la première moitié de septembre, (cf. le rapport et la résolution dans *L'Unità*, 20.9.1924; *Lo Stato Operaio*, 18.9.1924; cf. le rapport de Togliatti au secrétariat de l'I.C. du 15 et 23 septembre 1924 dans E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 816-823; cf. aussi l'article de Scoccimarro dans *L'Unità*, 8.10.1924, 'I Comitati operai e contadini'; en ce qui concerne l'estimation de la crise du fascisme pendant cette période, cf. le rapport de Gramsci au C.C. du parti des 13/14 août 1924 et la discussion à ce sujet dans *Lo Stato Operaio* 21.8., *L'Unità* 26.8. et *Ordine Nuovo* 1.9.1924; avec d'autres documents sur ce thème publiés dans *Rinascita* n° 16 et 17, 25.8. et 1.9.1962; cf. Spriano, *Storia*, I, pp. 398-401 et pp. 411 et suiv.).

¹³ Sous la direction de l'ex-terzino Di Vittorio fut fondée l'Associazione di difesa dei contadini, qui selon Grieco comptait en novembre environ 75 000 adhérents. (Cf. Spriano, *Storia*, I, pp. 413 et suiv.; Di Vittorio dans *L'Unità*, 17.9. et 2.10.1924; voir le 15 septembre parut la revue bimensuelle *Il Seme* sous la direction de R. Grieco; voir aussi doc. 291, note 5).

¹⁴ Cf. le protocole de la séance du C.E. du P.C.I. du 25 septembre 1924 dans A.P.C.

238/57-60; cf. les informations dans P. Togliatti, *La formazione*, pp. 374-377, et dans P. Spriano, *Storia*, I, p. 414.

¹⁵ Cf. *L'Unità* du 14., 21., 26. et 27.9.1924; et sur les cellules d'usines des jeunesses, cf. B. Ziegler (A. Kurella), 'Wie wir die ersten Zellen in Italien gründeten', dans *Unter dem Banner*, pp. 134-142.

¹⁶ A partir du 15 septembre, eurent lieu les congrès régionaux du Parti, afin d'élire, après la fusion avec les Terzini, de nouvelles directions; sur le rapport de détails du V^e congrès mondial et sur le rapport de politique générale, il n'y eut pas de décision. Cf. les raisons de Togliatti dans son rapport à l'I.C. du 15.9.1924: "[...] perchè, nel breve lasso di tempo che è trascorso dal V Congresso, il partito non ha ancora avuto il tempo di valutarne esattamente le decisioni. La Centrale, da parte sua, non ha ancora sviluppato completamente la sua campagna politica per la conquista del partito alle direttive dell'Internazionale e dei voti deliberativi non farebbero probabilmente che ripetere il voto della conferenza del mese di maggio." (E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, p. 820; voir aussi le rapport de Togliatti à l'I.C. du 23.9. dans *ibid.*, p. 823); cf. le rapport du congrès régional de Turin dans *L'Unità*, 24.9.1924.

¹⁷ Il s'agit de Ugo Girone, cf. doc. 291, note 8; cf. Togliatti dans son rapport au C.E. de l'I.C. du 7.10.1924: "Abbiamo messo ai posti di cinque 'segretari interregionali' compagni che sono tutti delle tendenze rappresentate nel C.C., oppure che sono d'accordo con la nostra linea politica e convinti che sia necessario che il centro del partito lavori con la piena fiducia della periferia. Due dei 'segretari', che erano elementi di estrema sinistra, sono stati sostituiti." (E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, p. 832).

¹⁸ Scoccimarro se rendit à Moscou le 11 novembre 1924 comme représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C.; Terracini qu'il remplaça là-bas, prit sa position au secrétariat d'organisation du P.C.I.; cf. doc. 291, note 21 et doc. 303. Les structures personnelles de la direction du P.C.I. se présentaient ainsi à l'automne 1924: le secrétaire général était Gramsci, le C.E. était composé de Gramsci, Togliatti, Scoccimarro, Mersú et Maffi; secrétariat: Togliatti (propagande et agitation), Scoccimarro et Mersú (organisation), Camilla Ravera (section féminine), Grieco, Di Vittorio et Srebrnič (section agraire), Tasca (après son refus Azzario), Serrati et Perrone (comité syndical national), Gramsci, Maffi, Gennari (direction du groupe parlementaire); cf. le rapport de Togliatti au secrétariat de l'I.C. du 26.8.1924 dans *A.P.C.* 241/52-54; cf. Spriano, *Storia*, I, p. 401.

¹⁹ Cf. la proposition du P.C.I. dans *L'Unità*, 5.10., la réponse négative du P.S.I. dans *ibid.*, 11.10.1924: "Noi non possiamo dimenticare il concetto vostro nei nostri riguardi e cioè che il Partito socialista non abbia una funzione, e che debba essere combattuto dall'esterno, e minato all'interno, per liquidarlo ed assorbirlo. "(Cf. C. Pillon, *I comunisti*, pp. 141 et suiv. De même sur la tentative manquée de front unique du P.C.I. au début de l'année, cf. *L'Unità*, 23.3.1924, doc. 216, note 28; sur le déroulement du congrès confédéral voir doc. 294, note 11).

²⁰ Cf. doc. 281.

²¹ *Il Sindacato Rosso* parut comme hebdomadaire d'octobre 1921 à fin mars 1925 à Milan; le directeur commercial était L. Reposi, puis I. Azzario.

¹ Cf. doc. 284.

² Cf. doc. 273, note 1.

¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

² Cf. doc. 282.

³ Fanny Jezierska, (cf. doc. 238, note 1). Voir: Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 256.

289

¹ Ce rapport ne figure pas dans les archives.

² Voir doc. 298.

³ Sur les relations entre l'I.C. et le P.C.P. à partir de cette période, voir Introduction, pp. xxiv et suiv.

290

¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

291

¹ Cf. E. Santarelli, *Storia*, I, p. 382: "[...] il fascismo provinciale [...] aveva fatto appello fin dal luglio verso la 'seconda ondata' e la soluzione 'rivoluzionaria' proprio dal malcontento e dalle rivendicazioni dei fasci, delle squadre, degli 'intellettuali' del fascismo e dei 'consoli' della milizia. Italo Balbo, le cui sorti erano minacciate e la cui influenza rimaneva notevolissima nell'Emilia e in Romagna. Farinacci, che rappresentava pur sempre l'intransigentismo e lo squadristo lombardo, il fascismo populistico e integralista che faceva perno a Firenze attorno a *Battaglie fasciste* di Odoardo Cagli e soprattutto alla *Conquista dello Stato* di Curio Suckert e infine i gruppi futuristi e arditi della vecchia guardia del '19 e del '22 guidati da Carli e Settimelli e arroccati a Roma attorno all' *Impero*, che costituiva un centro di raccordo delle squadre dell'Italia centrale, avevano soffiato a lungo sul movimento periferico."

² Cf. doc. 286, note 6.

³ Lors d'une séance du C.E. le 14 octobre, Gramsci soutint le projet d'une lettre ouverte contre lequel s'éleva seulement Terracini (cf. le procès-verbal dans A.P.C. 238/71-76). Ce projet fut adopté lors de la séance du C.C. du 19 octobre. Cf. doc. 294, note 16.

⁴ Cette lettre de l'I.C. fut rédigée en septembre 1924 en réponse au discours de programme de Gramsci devant la séance du C.C. du 13/14 août. On se mit d'accord sur la partie générale de l'analyse de Gramsci, mais dans la même lettre, on reprocha que les conclusions pratiques pourraient limiter le P.C.I. à un rôle passif dans le combat contre le fascisme. D'autre part, la lettre laissa supposer que le C.C. en décidant d'organiser une campagne de propagande et de recrutement voulait remplacer le travail politique par un travail d'organisation. Comme alternative, la lettre contenait le projet d'un plan d'action qui comprenait les points suivants: 1) étendre la forme organisée du combat des comités de travailleurs aux comités de paysans; 2) mettre sur pied un programme d'action; 3) exercer une pression sur le bloc de l'opposition; 4) intensifier l'activité à la campagne; 5) coordonner tout cela par une campagne d'organisation; 6) intensifier le travail dans l'armée et bâtir la-dessus l'appareil illégal; 7) essayer d'organiser un travail dans les milices fascistes; 8) analyser la possibilité de mettre sur pied des centuries armées et armer immédiatement les membres du parti; 9) mettre sur pied un appareil de propagande dans

les mouvements fascistes, la police, la milice et dans le bloc de l'opposition; 10) convoquer une séance du C.C. afin de discuter et de décider ces projets. (Cf. le discours de Gramsci dans *Lo Stato Operaio*, 21.8., *L'Unità*, 26. 8. et *Ordine Nuovo*, 1.9.1924, ainsi que dans *Rinascita* n° 16 et 17, 25.8 et 1.9. 1962; le texte de la lettre de l'I.C. se trouve dans A.P.C. 241/1938 et 261/66-69 et est publié dans *Rinascita* n° 18, 8.9. 1962; la réponse du C.E. au P.C.I. avant la séance suivante du C.C. et la lettre de Togliatti au C.E. de l'I.C. du 7.10.1924 dans E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 824-838; le rapport de la séance du C.C. du 19/22 octobre se trouve dans *L'Unità*, 21. et 23.10. et dans *Lo Stato Operaio*, 23.10.1924; voir aussi Spriano, Storia, I, pp. 398-401; E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. CLXXXV-CXCII.

⁵ Cf. la résolution du C.E. du P.C.I. sur les comités d'ouvriers et de paysans dans *L'Unità*, 20.9., l'article de Scoccimarro dans *ibid.*, 10.10.1924, les articles dans le *Bollettino* du P.C.I. du 10.10.1924 dans A.P.C.253 ainsi que la lettre de Togliatti au secrétariat de l'I.C. du 23.9. et la lettre au C.E. de l'I.C. du 7.10.1924 dans E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 822 et suiv. et pp. 828-831. *Il Seme* parut à partir de la mi-septembre pour l'Associazione di difesa dei contadini nouvellement fondée; la proposition à ce sujet émane de Gramsci (cf. A. Leonetti, Notes sur Gramsci, p. 103, et la lettre de Gramsci à Togliatti du 27.3.1924 dans P. Togliatti, La formazione, en particulier pp. 257 et suiv.). Le travail de la section agraire du P.C.I. fut dirigé par Di Vittorio, Grieco et Srebrnić, (cf. le protocole du C.E. du 27 septembre 1924, A.P.C. 238/64-66; cf. aussi les directives sur la question paysanne dans le *Bollettino* de septembre du P.C.I. dans A.P.C. 253). Le programme d'action de la section agraire du P.C.I. fut envoyé pendant la première moitié de septembre à l'Internationale paysanne, des extraits se trouvent dans le rapport de la section agraire au V^e plénum du C.E. de l'I.C., publié dans *Lo Stato Operaio*, 19.3. 1925; la rédaction définitive de novembre 1924 se trouve en appendice dans *Relazione sulla attività svolta dalla sezione agraria del P.C.I. dal 15 agosto 1924 al 31 gennaio 1925*, Rome 1925 (il s'agit du rapport de la conférence de l'Internationale paysanne de mars 1925); également en appendice de cette brochure se trouve 'Appunti sulla situazione economica e politica e sulle organizzazioni dei lavoratori della terra in Italia'; voir aussi *L'Unità* du 27.2.1925; le rapport de Togliatti au secrétariat de l'I.C. du 15.9. et au C.E. de l'I.C. du 7.10.1924 dans E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, particulièrement pp. 820 et 834; Spriano, Storia, I, pp. 412 et suiv; doc. 286, note 13.

⁶ Cf. Togliatti au secrétariat de l'I.C. le 15 septembre: "E stata ricostituita anche una sezione per il lavoro nazionale e coloniale. Essa cercherà di prendere contatti col partito francese per il lavoro nell'Africa del Nord e con il partito jugoslavo per il lavoro tra le popolazioni della Venezia Giulia." (E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, p. 820); cf. le chapitre 'Colonial aspirations' dans A. Cassels, Mussolini's, pp. 216-230.; sur le travail parmi les anciens combattants, le rapport déjà cité de Togliatti au C.E. de l'I.C. du 7. octobre: "I nostri compagni hanno ricevuto l'ordine di rientrare nelle sezioni dell'Associazione nazionale che raggruppa oggi la totalità degli ex-combattenti e nelle organizzazioni similari di mutilati, di invalidi, ecc. I nostri compagni hanno l'ordine di lavorare in queste organizzazioni senza scoprirsi in quanto comunisti, ma di legare intorno a sé tutte le forze proletarie con un programma di opposizione allo spirito di glorificazione della guerra che continua a dominare nelle associazioni di ex-combattenti, di lotta contro il fascismo e di difesa degli interessi degli ex-combattenti di origine proletaria. In molti (luoghi) abbiamo conseguito dei successi. I nostri compagni, senza presentarsi come comunisti, ma parlando da semplici proletari, secondo le indicazioni da noi fornite, sono riusciti ad avere la maggioranza in alcune sezioni locali. [...] I nostri compagni hanno ricevuto

l'ordine di entrare e di costituire dei nuclei anche nei gruppi dell' 'Italia Libera', che sono dei gruppi, in seno alla Associazione degli ex-combattenti, che mirano a spingerla alla lotta contro il fascismo; i nostri compagni svolgono questo lavoro illegalmente perché lo statuto dei gruppi proibisce l'ingresso agli elementi che militino nei partiti rivoluzionari, ma essi conseguono successi non indifferenti. Nei piccoli centri di provincia riescono a prendere la direzione dei gruppi e a far loro approvare delle risoluzioni che chiedono che la lotta contro il fascismo sia condotta come una lotta di massa e fino in fondo, per il rovesciamento del regime fascista e per l'instaurazione di un governo operaio e contadino." (E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 834-835); voir aussi doc. 293, note 4.

⁷ Cf. Programma di azione del P.C.I. in *Lo Stato Operaio*, 21.8.1924, publié en appendice (no. 7) de ce volume.

⁸ Ugo Girone, membre du P.C.I. et partisan de Bordiga, rédacteur de *L'Unità* en 1925, membre fondateur du 'Comitato d'Intesa' avec O. Damen, F. Gullo, B. Fortichiari (entre autres); au milieu de l'année, exclusion du parti, décision qui sera annulée plus tard.

⁹ Cf. *L'Unità*, 15.10.1924.

¹⁰ Cf. le point sur 'Le questioni d'organizzazione' dans le rapport déjà cité de Togliatti au C.E. de l'I.C., (E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 831-838); sur les résultats du mois de propagande et de recrutement (15 août - 15 septembre), cf. *L'Unità*, 20.9. et *Lo Stato Operaio*, 18.9.1924.

¹¹ Cf. le rapport cité ci-dessus de Togliatti au C.E. de l'I.C., particulièrement p. 831.

¹² Cf. le protocole de la séance du C.E. du 25 septembre dans A.P.C. 238/57-60; cf. le rapport cité de Togliatti au C.E. de l'I.C., p. 834.

¹³ Ce rapport ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

¹⁴ Cf. *L'Unità*, 4.10.1924; la résolution de Cassinelli fut également acceptée aux congrès suivants du P.S.I. à Florence et à Turin, voir doc. 299.

¹⁵ Giovanni Pirri, avec Vella et Nenni (entre autres) membre du 'Comitato di difesa socialista' début 1923, plus tard membre de la direction du P.S.I., il participe avec Nobili aux négociations avec les représentants de l'I.C., négociations qui aboutiront à une rupture.

¹⁶ Luigi Fabbri (1888-1966), à l'âge de 16 ans actif dans les jeunesses socialistes, à 20 ans travail syndical dans le P.S.I., arrêté pour participation aux combats de paysans à Bologne en 1920; 1921 et 1924 député parlementaire; à partir d'avril 1923 (congrès de Milan) à la direction du P.S.I.; 1926-1931 plusieurs fois arrêté; actif dans la résistance à Côme, après la libération secrétaire général de la Confederterra pour le courant socialiste, membre de la Consulta Nazionale, sénateur d'abord pour le Fronte democratico popolare puis pour le P.S.I. (Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, II, pp. 270-271).

¹⁷ Cf. le discours de Gramsci et de Bordiga et le rapport du congrès dans *L'Unità*, 15.10.1924.

¹⁸ Bordiga fut élu avec Togliatti au V^e congrès mondial de l'I.C. (16 juin - 8 juillet 1924) comme membre du C.E. de l'I.C., Maffi, Tasca et Scoccimarro comme candidats; Togliatti ne fut qu'à partir du VI^e plenum du C.E. de l'I.C. (17 février - 15 mars 1926), c'est à dire juste après le congrès du P.C.I. à Lyon, représentant de son parti au C.E. de l'I.C. à Moscou (au présidium, au secrétariat et au bureau d'organisation; cf. V. Kahan, *The Communist International*, pp. 165 et 168). Le 14 octobre, le C.E. du P.C.I. décida sur la proposition de Gramsci d'envoyer Scoccimarro comme représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C. à Moscou; à la mi-novembre, il entra en fonction; Terracini retourna en Italie et prit la place de Scoccimarro au

secrétariat du parti. (Cf. le protocole de la séance du C.E. dans A.P.C. 238/71-76; cf. doc. 286, note 2 et doc. 294).

292

¹ Terracini.

² Il s'agit du rapport de Togliatti au C.E. de l'I.C. du 7.10.1924 dans E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 824-838.

³ Le C.C. se réunit les 13/14 août 1924; le rapport de Gramsci se trouve dans *Lo Stato Operaio*, 21.8., *L'Unità*, 26.8. et *Ordine Nuovo*, 1.9.1924; il a été encore publié avec d'autres documents sur ce thème dans *Rinascita* n° 16 et 17 du 25.8. et 1.9.1962.

⁴ "Le opposizioni hanno iniziato, non in tutto il paese, ma a Roma e nei dintorni, un lavoro per la creazione di una organizzazione militare. Noi siamo penetrati subito coi nostri elementi di fiducia in questa organizzazione, favoriti dal fatto che i capi dell'organizzazione erano costretti, per avere uomini risolti e pronti al combattimento, a rivolgersi ai nostri compagni. Siamo dunque stati informati fin dall'inizio di tutto ciò que l'opposizione fa in questo campo. Abbiamo un uomo di fiducia nel piccolo comitato che dirige tutto il lavoro militare dell'opposizione a Roma. Sempre a Roma, il 50 per cento degli elementi che hanno incarichi di direzione locale (capi di settore, capi di battaglione, di squadre, ecc.) è costituito da compagni o da simpatizzanti devoti al partito. Su 7 mila elementi che formano la totalità delle forze militari dell'opposizione nella capitale, 4 mila sono controllati da noi oppure da noi influenzati." Sur le caractère de l'organisation militaire des oppositions: "Essi non vogliono fare una organizzazione di massa, ma si limitano a degli elementi scelti che danno affidamento di essere pronti a obbedire ciecamente il giorno dell'azione. Si fa prestare a quanti entrano nell'organizzazione il giuramento, si dice loro che dovranno combattere contro i fascisti e contro i comunisti nello stesso tempo; si cerca di strappar loro gli indirizzi dei nostri compagni, si diranno i capi e non dovranno superare determinati limiti. [...] Senza dubbio esse non pensano a una lotta armata di massa, che porterebbe subito, almeno a Roma, i comunisti alla testa di azione, ma a delle azioni dimostrative, fatte per provocare l'intervento dell'esercito contro i fascisti. Finora l'organizzazione delle opposizioni non ha ancora ricevuto armi. Vengono promesse, ma non si dà nulla. E in questi ultimi tempi, forse in conseguenza dell'orientamento a destra di tutto il lavoro dell'opposizione, si ha la sensazione che nell'organizzazione militare ci sia molta confusione e incertezza tra i capi, che elementi sospetti cerchino di penetrarvi e di operarvi non si sa a quali fini." (E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 836-837).

⁵ Cf. Humbert-Droz dans *Il contrasto*, p. 192, note 2: "Giorgio è un istruttore dell'Internazionale, di origine tedesca, per le questioni militari."

293

¹ Cf. le rapport dans *L'Unità*, 29.10.1924.

² Les deux ministres libéraux étaient Casati et Sarrocchi; lors du congrès du parti libéral des 4. - 6. octobre 1924 à Livourne, la résolution de "droite" (Ricci) obtint 10 680 voix contre 23 714 pour les "centristes" (Petrazzi). La résolution de la majorité comprenait six points dont le pluralisme des partis, la division des pouvoirs, le maintien de la constitution et le refus d'une deuxième force armée à côté de l'Armée (c'est à dire contre la milice fasciste). (Cf. le rapport, ainsi que le texte de la résolution dans *L'Unità* des 5 et 7 10.1924; E. Santarelli, *Storia*, I, pp. 377 et suiv.).

³ Il s'agit de nombreux excès de violence, d'assassinats, d'affaires de corruption, d'affaires financières douteuses, etc. . . . dans lesquels étaient mêlés en partie de hauts fonctionnaires fascistes, (cf. le rapport quotidien dans *L'Unità*, septembre /octobre 1924; cf. notamment une récapitulation des plus importants délits fascistes depuis l'attentat contre Matteotti jusqu'à fin septembre 1924 dans *ibid.*, 9.10.1924; cf. G. Salvemini, *The Fascist Dictatorship*. En ce qui concerne l'attitude du Vatican après le congrès des libéraux cf. E. Howard, *Il Partito Popolare* pp. 458 et suiv.; cf. doc. 286, note 6.

⁴ Déjà en juillet de la même année, l'association des anciens combattants avait affirmé son indépendance formelle par rapport au gouvernement de Mussolini; leur congrès de la fin-septembre avait envoyé un télégramme au roi seulement et non à Mussolini; le 10 octobre leur comité directeur décida de ne pas prendre part aux festivités des fascistes pour l'anniversaire de la Marche sur Rome (28 octobre). A la place, ils décidèrent avec "Italia Libera" une démonstration à caractère antifasciste à l'occasion de la victoire de la I^{ère} guerre mondiale (4 novembre) à la suite de laquelle (à Rome) il y eut de nombreux blessés durant l'attaque des "chemises noires". (Cf. R. De Felice, *Mussolini*, p. 660; *L'Unità* 30.9., 11.10., 4., 5., et 6.11.1924; L. Salvatorelli et G. Mira, *Storia*, pp. 319 et suiv.).

⁵ Note de Humbert-Droz dans la copie: "chefs fascistes".

⁶ Cf. E. Santarelli, *Storia*, I, p. 368, note 1.

⁷ Pour l'anniversaire de la révolution russe de 1917.

⁸ Début février 1924, Mussolini avait le premier avec l'Angleterre reconnu diplomatiquement le gouvernement soviétique et le 7 février, fut signé un accord commercial, (cf. A. Cassels, *Mussolini's*, pp. 184-193); lors du banquet avec Mussolini que l'ambassade soviétique avait organisé à cette occasion en juillet, Gramsci écrivit dans son article "Franche parole al compagno Jurenev" notamment: "Mussolini ha tratto dall' invito un vantaggio acquistando la possibilità di far credere che, a malgrado delle trimende responsabilità che pesano sul suo governo, la sua posizione internazionale, anziché indebolirsi, si rafforza; Jurenev ha ottenuto il bel risultato di intaccare il prestigio della Russia sovietista fra i lavoratori italiani. Jurenev ha dunque commesso un errore." (*L'Unità*, 13.7.1924). Pendant l'été 1924, Humbert-Droz avait appris par Jurenev que celui-ci avait reçu du gouvernement soviétique l'ordre de proposer à Mussolini une alliance politique et militaire. Sur l'ordre du C.E. du P.C.I., Humbert-Droz et Scoccimarro se rendirent à Moscou pour protester contre cela; mais lors des entretiens avec Bucharin ils ne purent rien changer à l'attitude de la direction du parti russe. Ces plans du gouvernement soviétique échouèrent par un manque de coopération de la part de Mussolini. - "Mais les russes ne cessèrent pas de lui faire la cour et maintes fois je dus protester contre la cordialité des relations des chefs de l'U.R.S.S. avec le régime fasciste de Mussolini." (Cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 248-249). - Konstantin Jurenev (1886-1938), depuis 1905 dans le Parti social-démocrate; à St. Petersburg, membre dirigeant de l'organisation interrayers, internationaliste pendant la guerre, critiques contre les méthodes d'organisation des bolchéviks; en juillet 1917 adhésion au parti bolchévik, membre du comité exécutif du soviet de Pétrograd; premier responsable des gardes rouges; dans l'état-major de Trockij pendant la guerre civile; sympathisant des démocrates centralistes contre la bureaucratisation du parti. Depuis 1921 en service diplomatique; en 1938 arrêté et exécuté; (cf P. Broué, *Le parti bolchévique*, pp. 595-596).

⁹ Cf. *'Il Popolo d'Italia nel Kremlino'*, *L'Unità*, 11.10.1924; voir aussi doc. 294, doc. 300.

¹⁰ Il s'agit de la séance du C.C. des 19-22 octobre; voir doc. 294 et les notes correspondantes.

¹¹ Doc. 291

¹² Cf. le rapport du 28.10.1924 de Togliatti au C.E. de l'I.C. et au représentant du P.C.I. à Moscou; E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, p. 845.

¹³ Cf. le rapport dans *L'Unità*, 29.10.1924; déjà le 18 novembre, Togliatti écrit dans son rapport au secrétariat de l'I.C.: "Sopra tutto la Federazione di Milano, che al nostro ritorno dal V Congresso era una di quelle che si trovavano in condizioni peggiori dal punto di vista della capacità di lavoro politico, lavora adesso assai bene, sia per la costituzione delle cellule, sia per prendere contatto con le masse che seguono ancora altri partiti proletari." (E. Ragionieri, Palmiro Togliatti, I, pp. 861-862); cf. aussi *L'Unità*, 13.8.1924; Spriano, Storia, I, p. 413, note 3.

294

¹ Cf. doc. 293, note 4.

² Cf. *L'Unità* du 21.10.1924.

³ Vittorio Emanuele Orlando (1860-1952), juriste, débute ses activités politiques en 1887, nommé Ministre à plusieurs reprises pendant la période allant de 1903 à 1917 (sous Giolitti, Salandra et Boselli organisateur de l'Unione Sacra'), il se retire de la politique active en 1925; Président du Parlement et Sénateur après la libération.

⁴ Lors du congrès du parti libéral à Livourne début octobre, la résolution de la "droite" qui avait été refusée, avait demandé le soutien du gouvernement, (cf. le texte même dans *L'Unità*, 7.10.1924); lors du rassemblement des libéraux de droite le 15 octobre, 10 sénateurs et 34 députés décidèrent la formation d'un groupe parlementaire national-libéral, (cf. *L'Unità*, 16.10.1924); en ce qui concerne la séparation de Orlando et de Salandra du gouvernement de Mussolini, cf. E. Santarelli, Storia, II, pp. 4 et suiv.

⁵ Cf. doc. 305. *L'Unità* 9.10.1924.

⁶ Cf. doc. 286, note 3, 293, note 2 et note 8 de ce document.

⁷ Roberto Farinacci (1892-1945), avocat; très tôt adhésion au P.S.I.; au début de la guerre se déclare pour la participation de l'Italie aux côtés des alliés; il rejoint les fascistes, création d'une citadelle du fascisme à Cremona; 1924-1926 secrétaire général du parti fasciste à Rome; retour à Cremona en raison des rivalités concernant le rapprochement de Mussolini avec le Vatican; représentant de l'aile intransigente "ras" des dirigeants fascistes de province; lors de la séance historique du Gran Consiglio en juillet 1943, ne se prononce pas pour la chute de Mussolini (comme Ciano et Grandi); après la libération, se réfugie dans l'ambassade allemande puis en Allemagne, rapporteur auprès de Hitler; retour en Italie du Nord, à la fin de la guerre fusillé à Vimercate. (Cf. entre autres M. Carli, Fascismo intransigente).

⁸ Le 3 octobre à Milan, Mussolini avait déclaré à l'égard des libéraux: "La normalizzazione cosa è? Io direi normalità. Questa dovrebbe consistere nelle sbarazzarsi di questo governo con un voto parlamentare. Vale più un governo mediocre e continuo, che un buono e mutevole. Noi non siamo arrivati al potere per le vie ordinarie; ma abbiamo lasciato dei morti lungo la strada!" (cit. cf. *L'Unità*, 5.10.1924).

⁹ Pour le 12 novembre 1924.

¹⁰ Le congrès du bloc de l'opposition eut lieu les 7 et 8 octobre avec Baldesi, Turati, Treves, Labriola, Musatti, et Rossi pour le P.S.U., Vella, Cassinelli et Nobili pour le P.S.I., Amendola, Bencivenga et Molè pour les démocrates, Persico pour les social-démocrates, Tupini, Gronchi et De Gasperi pour les Popolari et Morai et Facchinetti

pour les républicains; la déclaration disait notamment “[Il Comitato delle Opposizioni] riafferma unanimemente la solidarietà nell’azione dei partiti e dei Gruppi aderenti al Comitato delle Opposizioni parlamentari finchè le condizioni stabilite nella mozione del 27 di giugno non siano attuate contenanto quei postulati il minimo indispensabile per restituire al Parlamento la sovranità e garantire il suo libero funzionamento.” (cit. cf. *L’Unità*, 9.10.1924). Au sujet de la polémique entre *Mondo* et *Avanti!* sur la question des conditions d’une réintégration au parlement, cf. *Avanti!* 8.10. et *L’Unità* 9.10. et 17.10.1924. Nenni avait déclaré à ce sujet lors du congrès régional du P.S.I. à Turin le 25 octobre: “Non escludo che possa sorgere quella coalizione di centro della quale si è parlato. Se i liberali, combattenti, mutilati, democratici si decideranno a rompere la solidarietà col fascismo, può darsi si presentino delle novità sull’Aventino. Noi non tratteremo per la giacca il signor Amendola o il signor De Gasperi se voranno correre in aiuto a questo blocco di centro.” (Cit. cf. *L’Unità*, 17.10.1924; cf. aussi *ibid.*, 14. et 16.10.1924).

¹¹ F.I.O.T. est le syndicat des ouvriers de l’industrie textile. La direction de la C.G.L. dissout entre autres la Camera del Lavoro de Turin ainsi que celle de Trieste qui se trouvaient entre les mains des communistes. (Cf. C. Pillon, *I comunisti*, p. 142; cf. *L’Unità*, 16.10.1924). Entre autres, le congrès de la C.G.L. (10. – 13 décembre 1924 à Milan) fut convoqué sur la base du nombre des membres de l’année précédente (1923) et ainsi l’élection des délégués ne reflétait pas la représentation du P.C.I. dans la C.G.L. qui était devenue plus importante; les réformistes obtinrent 153 316 voix, les adhérents du P.S.I. 54 792 voix et les communistes 32 596 voix, (cf. C. Pillon, *I comunisti*, pp. 143 e suiv.; L. Marchetti, *La Confederazione*, pp. 383–392; cf. doc. 215, note 2, doc. 216, note 28, doc. 286, note 19).

¹² Aleksej Rykov (1881–1938), depuis 1900 dans les mouvements sociaux-démocrates en Russie, 1903 bolchévik, 1905 au C.C., au Soviet à Saint-Petersbourg en 1905; jusqu’en 1917 plusieurs fois incarcéré; contre la thèse d’avril de Lénine; membre du conseil des commissaires du peuple, en 1922 du bureau politique du P.C.R. (B.), en 1924 après la mort de Lénine devient son successeur comme dirigeant du conseil des commissaires du peuple; participation aux II^e, III^e et V^e congrès mondiaux de l’I.C. et élection au C.E. de l’I.C. renouvelée au VI^e congrès mondial en 1928; après la rupture de Staline avec les “droitiers” (Bucharin, Rykov), perte de tous les postes et auto-critique, puis ministre des communications et en 1934 candidat du C.C.; 1937 expulsion du parti, en 1938 condamné à mort et exécuté avec Bucharin. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 352–353).

¹³ Avel’ Erukidze (1877–1937), fils de paysan, depuis son enfance en relation avec Staline; en 1901 adhésion à l’organisation Iskra, bolchévik, un des organisateurs de l’appareil technique; pendant la guerre, chef d’une organisation du parti illégal à la garnison de Saint-Petersbourg; à partir du I^{er} congrès soviétique dans l’exécutif et à partir de novembre 1917 secrétaire; 1935 expulsion du parti, 1937 condamné et exécuté. (Cf. P. Broué, *Le parti bolchévique*, p. 590.)

¹⁴ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

¹⁵ Cf. doc. 291, note 4; les séances eurent lieu les 17., 18., 19. et 22 octobre, cf. le rapport et le procès-verbal dans A.P.C. 236/42–47, *L’Unità* du 21. et 23, *Lo Stato Operaio*, 23.10.1924.

¹⁶ Cf. la résolution du C.C. avec commentaires ainsi que la lettre à l’opposition dans *L’Unità* du 21.10.1924, après saisie de ce numéro, nouvelle édition du 22.10.1924; sur le résultat de cette proposition cf. doc. 295, note 2.

¹⁷ Dans l’original “solutionner”.

¹⁸ Dans la résolution du C.C. du 19 octobre est dit notamment “Nel fare questa

proposta ai gruppi dell'Opposizione il partito ricorda ai lavoratori che, pur cercando di trarre profitto dagli spostamenti delle forze borghesi e piccoloborghesi, essi debbono avere fiducia soltanto nelle forze propres et nella rapidità et compattezza con la quale riusciranno a mobilitarle sulle directives segnate dall'avanguardia comunista, per un'azione politica che al di fuori del terreno parlamentare avrà i suoi sviluppi decisivi. La formazione di Comitati operai e contadini è il solo mezzo di attuare questa mobilitazione. Nei comitati operai e contadini si deve realizzare organicamente la unità della classe lavoratrice la quale combatte non per la 'normalizzazione' del regime borghese, ma per la conquista del potere che le aprirà il cammino della liberazione totale." (*L'Unità*, 21.10.1924; voir aussi l'article de Gramsci, 'L'Antiparlamento', dans *L'Unità*, 11.11.1924; sur la discussion sur cette question, cf. entre autres Spriano, *Storia*, I, pp. 405-412; G. Berti, *Appunti e ricordi*, pp. 159 et suiv.; E. Ragionieri, *Palmiro Togliatti*, I, pp. CLXXXV-CXCIII).

¹⁹ Voir aussi doc. 296, 300, 301, note 4.

²⁰ Cf. la lettre déjà citée de l'I.C. au P.C.I., doc. 291, note 4.

²¹ Cf. la résolution du C.C. pour le soutien et l'élargissement du combat pour les salaires dans *L'Unità* du 23.10.1924; sur les activités syndicales des communistes cf. l'article déjà paru dans *Lo Stato Operaio* de R. Grieco "Tornare ai sindacati", et dans *L'Unità* du 4.10.1924 le plan publié pour le travail syndical du P.C.I.; cf. aussi C. Pillon, *I comunisti*, p. 139; Spriano, *Storia*, I, p. 414.

²² Cf. par exemple le commentaire sur le discours de Bordiga au congrès régional du parti à Naples qui se terminait par l'affirmation suivante: "Bordiga, col suo atteggiamento tende inconsciamente a ristabilire nel Partito comunista le tradizioni dei Partiti social-democratici [...]" (*L'Unità*, 15.10.1924). Dans un rapport au secrétariat de l'I.C. du 26.8.1924, Togliatti a justifié l'arrêt de *Prometeo* par l'existence de *Ordine Nuovo* comme organe théorique du P.C.I., et il a aussi fait remarquer: "Or, nous ne vous cachons pas que dans la détermination de supprimer le *Prometeo* nous avons aussi considéré quelle est la situation intérieure actuelle de notre parti et quels sont les buts que le V^e Congrès mondial a proposés à l'actuel Comité directeur. Nous devons tout faire pour créer une unité du Parti sur la base du programme du Komintern. Or c'est évident que autour de la revue *Prometeo* pouvait se constituer un centre sinon d'une fraction, au moins d'un esprit caché de fractionnisme par le seul fait que le principal collaborateur de la revue est le camarade Bordiga." (APC 241/56). Dans une lettre de protestation de A. Bordiga, U. Girone et M. Bianco au C.E. du P.C.I., (sans date, copie dans APC 241/57-58) il est dit notamment: "Pensiamo che esse sia contro gli interessi del Partito, e che in ogni caso costituisca un abuso di potere da parte della Centrale. [...] dichiariamo di ritenere che il provvedimento a proposito di 'Prometeo' non appare come un mezzo per la buona sistemazione della stampa di Partito, finalità a cui ci inchiniamo, ma costituisce un grave errore e risponde ad altri scopi che non ci curiamo di indagare."

²³ Cf. doc. 281 et P. Togliatti, *La formazione*, pp. 341-345.

²⁴ Giovanni Roveda (1894-1962), syndicaliste et dirigeant travailleur à Turin, co-fondateur du P.C.I.; à partir de 1923 avec Graziadei, Tasca et Vota co-initiateur de la droite du P.C.I., cosignataire de leurs thèses sur la conférence de Côme en mai 1924; à partir d'août 1924 cooptation au C.C.; secrétaire du syndicat des travailleurs du Textile; incarcéré en 1925, libéré avant le congrès du P.C.I. à Lyon au début de 1926, candidat au C.C. pour le centre, participation au VI^e plénum du C.E. de l'I.C. de février/mars 1926 à Moscou; à partir de novembre de la même année incarcéré, en janvier 1943 fuite, illégalité, en mars co-organisateur de la grève à Milan; en août de la même année cosignataire du pacte d'unité d'action avec le P.S.I., par Badoglio nommé

vice-commissaire de la 'Confederazione dei lavoratori dell'industria'; membre de la direction du P.C.I. dans la partie occupée de l'Italie; après la libération maire de Turin, secrétaire général de la F.I.O.M. à partir de 1956, secrétaire de la fédération internationale des syndicats des métallurgistes. (Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il Movimento*, IV, pp. 419-421).

²⁵ Au sujet des délibérations et des décisions correspondantes de la commission italienne du V^e congrès mondial de l'I.C. et du congrès même, cf. doc. 283, note 20 (là on trouve aussi la composition du C.E. et la liste de membres suppléants, décidées par le congrès mondial). Il y avait au C.C. pour le centre (entre parenthèses les pseudonymes): Scoccimarro (Marco), Ravera (Silvio), Flecchia (Cartelli), Togliatti (Ercoli), Gnudi (Landuzzi), Terracini (Urbani), Gramsci (Masci), Leonetti (Ferri) et Gennari (Vecchini); pour les Terzini: Serrati (Massimo), Tonetti (Verdi), Maffi (Barbi) et Malatesta (Mariotti); pour la "droite" Tasca (Valle), Mersú (Giorgio) et Bibolotti (Bini) et également encore Roveda (Primo). (Cf. la lettre du P.C.I. à l'I.C. du 21.10.1924 dans APC 236/36; cf. Spriano, *Storia*, I, p. 401).

²⁶ Il s'agit de Mersú qui dirigeait avec Scoccimarro le secrétariat d'organisation du P.C.I., (cf. Spriano, *Storia*, I, p. 401; cf. doc. 281 note 3).

²⁷ Cf. doc. 291, note 4.

²⁸ Cf. le protocole du C.E. du 14 octobre 1924 dans APC 238/71-76. Après la protestation de Humbert-Droz et de Gramsci, le secrétariat des quatre fut dissout et toutes les décisions de direction prises par le C.E., (cf. T. Detti, Serrati, p. 507, note 150). Au sujet de la discussion concernant la participation d'un ex-terzino au C.E. du parti, cf. doc. 283, note 20.

295

¹ Cf. la lettre du P.C.I. dans *L'Unità* du 21 et 22.10.1924; un choix des commentaires de la presse des partis de l'Aventino se trouve dans *ibid.* du 22.10.1924; cf. aussi Spriano, *Storia*, I, p. 410, note 3.

² Cf. *Avanti!* du 22.10.1924: "Considerammo la secessione allora - 27 giugno - e la consideriamo oggi, come un fatto storico e rivoluzionario, come una rottura definitiva tra Paese e governo, come la formazione di uno Stato nello Stato." Cf. les citations dans *L'Unità*, 22.10.1924; le refus du secrétariat de l'opposition ainsi que la résolution de l'exécutif du P.S.I. qui se prononça pour l'adhésion du P.C.I. au comité de l'opposition, dans *ibid.*, 23.10.1924.

³ Il s'agit du P.S.U. (les réformistes).

⁴ Le 18 juin 1924, cf. la documentation dans *L'Unità* du 19.6.1924; cf. Spriano, *Storia*, I, pp. 385-391; doc. 283, note 23.

⁵ Se rapporte au mouvement d'occupation des usines.

⁶ Après la 1^{ère} guerre mondiale, le territoire de Bessarabie était passé de l'occupation russe à l'occupation roumaine, mais pourtant le protocole bessarabien du 20 octobre 1920 traitant de ce transfert fut ratifié d'abord par l'Angleterre et la France, mais pas par les deux autres états concernés, le Japon et l'Italie. Au cours de l'été 1924, Mussolini répondit aux demandes correspondantes de la Roumanie avec une bonne volonté de départ, pourtant en octobre, il soutint la position de la Russie et laissa officiellement démentir toute intention de vouloir signer le protocole. Les reproches des socialistes au P.C.I. disent que le P.C.I. avait reçu de Moscou l'ordre d'attaquer l'opposition de l'Aventino et de retourner au parlement afin d'obtenir le soutien de Mussolini sur la question de la Bessarabie. Cf. *L'Unità* du 12 et 22.10.1924; G. Salvemini, Mussolini, pp. 89 et suiv.; A. Cassels, Mussolini's, pp. 181-182, 184 et 239-240.

⁷ Lors de la séance de l'exécutif du P.S.I. du 22 octobre, Nobili avait notamment dit au sujet de la lettre du P.C.I. aux partis de l'Aventino: "[...] attraverso il metodo polemico della lettera aperta (peculiare alla loro tattica) essi [les communistes] vogliono procurarsi con un minimo di giustificazione formale di fronte alla opinione pubblica, che sanno severa, un *passaporto per tornare soli nell'aula che disertarono con noi*." (cit. cf. *L'Unità*, 23.10.1924). Cf. aussi l'article 'Passaporto per Montecitorio' dans *Avanti!* du 22.10.1924. Le bâtiment du parlement se trouve à Montecitorio.

⁸ Début novembre, le C.E. du P.C.I. décida de ne plus envoyer une lettre ouverte au P.S.I., cf. le rapport de Togliatti au présidium de l'I.C. du 11.11.1924 dans E. Ragonieri, Palmiro Togliatti, I, p. 850.

296

¹ Le C.C. du P.C.I. avait décidé à l'unanimité à la mi-octobre que les communistes rentreraient seuls au parlement, pour s'en prendre aux fascistes pour le cas où leur proposition d'un propre contre-parlement resterait sans effet. Cf. doc. 294; voir aussi le rapport de Togliatti au C.E. de l'I.C. et au représentant du P.C.I. à Moscou du 28.10.1924 dans E. Ragonieri, Palmiro Togliatti, I, p. 844; cf. doc. 303, note 5.

297

¹ Cf. doc. 222, note 1.

² Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

³ Du 6 octobre, cf. doc. 289.

298

¹ Cette lettre constitue la dernière pièce de la correspondance entre Humbert-Droz et le P.C.P. figurant dans les archives. Elle clôt en effet une étape de l'existence du P.C.P. qui, à partir de 1925, sera orientée dans une voie différente, les délégués et responsables de l'I.C. pour le Portugal étant Dupuis [Doriot?] et Codovilla. La nomination des nouveaux délégués après le retour d'Humbert-Droz à Moscou en novembre 1924, coïncide avec une éviction progressive de J.C. Rates qui sera exclu du P.C.P. pendant l'année 1925 (pour ce développement, voir Introduction, pp. xxv).

² Il s'agit du rapport (cf. doc. 289) ne figurant pas dans les archives (cf. doc. 301).

³ Nous ne disposons pas de preuve de la réception du subside.

⁴ Georges Lévy, voir AHD I, p. 378; L.O. Frossard, voir *ibid.* p. 30; Karl Zeth Höglund voir doc. 283, note 1; Martin Tranmael, voir doc. 283, note 8.

⁵ Dans le procès-verbal du cinquième Plénium du C.E. de l'I.C. (Moscou, 21.3. - 6.4.1925) le Portugal n'est pas mentionné.

⁶ L'attitude du P.C.P. relative aux diverses tentatives de coup d'état avait sensiblement changé, allant à l'encontre des conceptions de collaboration avec le parti radical (cf. doc. 203; *A Batalha*, 15.6.1924). Les conseils de Humbert-Droz sont suivis dans la mesure où l'on s'éloigne progressivement des conceptions putschistes en faveur de la "lutte des masses" (cf. O Terrorismo, *A Internacional*, n° 19, 26.6.1924). Une mise au point datant de septembre soutient comme seule alternative la "lutte avec les masses et par elles": "Se os revolucionarios sociães têm o dever de preparar a Revolução, não são por isso obrigados a tomarem parte de castigo em todos os movimentos revolucionários dos que só pretendem escalar o poder. A nossa divisa deve ser: Com as massas e por elas!" (*As revoluções, A Internacional*, n° 22, 6.9.1924).

⁷ Voir à ce sujet doc. 253.

⁸ N. Cunha = J.L. do Nascimento Cunha, "homme de confiance" du P.C.P. dans le Parti Radical (voir à ce propos : doc. 194 note 27) ; sur quelques détails importants sur la marche future de l'organisation portugaise voir : Introduction, pp. xxv et suiv.

299

¹ Cf. doc. 294.

² Cf. *L'Unità*, 21. et 22.10.1924.

³ En 1924 *L'Unità* fut saisi 23 fois, en 1925 déjà 77 fois, cf. V. Castronovo, *La stampa*, p. 356. La base de ces décisions du gouvernement furent les nouvelles lois concernant la presse du 12 juillet 1923 et du 10 juillet 1924, cf. les textes mêmes dans *ibid.*, pp. 435-437; cf. *L'Unità* du 10.11., 12, 19.7. et 13.8.1924.

⁴ Cf. doc. 295, note 6.

⁵ Giovanni Amendola, (1882-1926), journaliste et philosophe, libéral-conservateur, ministre et plus tard antifasciste libéral, cofondateur de l'Unione Democratica Nazionale, blessé lors d'un attentat fasciste en juillet 1925, il meurt l'année suivante.

⁶ Cf. doc. 291, note 1.

⁷ Luigi Federzoni (1878-?), journaliste, critique d'art, cofondateur du Parti Nationaliste, député et Vice-Président du parlement en 1922, ralliement au régime fasciste dont il devient une des figures représentatives (ministre et président du Sénat), rupture avec Mussolini en 1939, condamné pour ses activités sous le fascisme en 1945, il est amnistié deux ans plus tard.

⁸ Il s'agit de la séance du conseil national du parti fasciste des 14.-20. octobre; le IV^e congrès national fut convoqué pour le 24 mai 1925 à Florence.

⁹ Cf. *L'Unità* 18., 19. et 21.10.1924; en ce qui concerne le déroulement du procès, cf. entre autres M. Del Giudice, *Cronistoria*.

¹⁰ Cf. doc. 295, note 8.

¹¹ Cf. *L'Unità* du 24, 25, 26 et 28.10.1924.

¹² Doc. 291.

¹³ Cf. doc. 291, note 14.

¹⁴ Cela ne ressort pas du procès-verbal, publié dans *Critica marxista* 9 (1971), n° 23, de la commission italienne au V^e congrès mondial de l'I.C.; Humbert-Droz était cependant président d'une Petite Commission qui s'était occupée du programme d'action pour le P.C.I.; il n'existe pas de procès-verbal de ces séances. Cf. doc. 283, note 20.

¹⁵ Cf. le rapport de la séance du C.C. (19 et 22 octobre 1924) dans *L'Unità*, 21 et 23.10., dans *Lo Stato Operaio*, 23.10.1924.

¹⁶ Giuseppe Dozza (1901-1974), à partir de l'âge de 14 ans dans les jeunesses socialistes; membre du P.C.I. à partir du début de 1921, bordigiste, secrétaire de la fédération de Bologne; parmi les accusés des premiers procès contre le P.C. de 1923; de 1923 à 1927 secrétaire des jeunesses communistes et rédacteur de *L'Avanguardia*; 1924 éloignement des positions des "gauches"; à partir de 1928 coopté au C.C. du P.C.I., actif en Suisse et représentant du P.C.I. auprès du P.C.F.; lors du X^e plenum du C.E. de l'I.C. (juillet 1929), sur la question du "social-fascisme" avec Longo et Secchia contre Ravazzoli; lors de la "Svolta" de 1929/30 adhérent de la position de Togliatti et de Grieco, pendant la deuxième moitié de l'année 1930 dirigeant du "centro interno" du P.C.I., illégal en Italie, participation au IV^e congrès du P.C.I. (avril 1930) à Cologne et à Düsseldorf, élection au C.C. et au B.P.; 1932-1933 représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C., membre du secrétariat à l'étranger du P.C.I.; membre du présidium au VII^e congrès mondial de l'I.C. (juillet/août 1935), candidat

au C.E. de l'I.C.; en France travaille à la rédaction de *La Voce degli Italiani*; 1943 cosignataire du pacte d'unité d'action entre le P.C.I., le P.S.I. et Giustizia e libertà; après la libération, maire de Bologne (jusqu'en 1966); lors du V^e congrès du P.C.I. élection au C.C., puis à la direction et à la Commission Centrale de Contrôle (Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, II, pp. 248-251).

300

¹ Doc. 296.

² Doc. 294.

³ Voir doc. 293 et 294.

301

¹ Doc. 298.

² U. Terracini revint de Moscou où il fut remplacé par Scoccimarro comme représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C., cf. doc. 286, note 18, ainsi que doc. 291, note 18.

³ Fanny Jezierska fut arrêtée dans le café dans lequel elle devait rencontrer Gramsci, cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 256.

⁴ Cf. le télégramme de l'I.C. (doc. 296) et la lettre de Rákosi à Humbert-Droz (doc. 300); selon le rapport de Togliatti du 26.12.1924 au présidium de l'I.C. et aux représentants du P.C.I. à Moscou, Humbert-Droz avait approuvé la résolution du C.C. de revenir éventuellement au parlement, cf. E. Ragonieri, Palmiro Togliatti, I, p. 864.

302

¹ Au sujet de ce congrès, on ne trouve pas de rapport dans *L'Unità*.

² Doc. 296.

³ Cf. doc. 295, note 8.

⁴ Cf. doc. 291, note 14 et doc. 299.

303

¹ Le ministre de la guerre était Di Giorgio, le ministre de l'intérieur Federzoni; sur la composition du parti fasciste, cf. entre autres F. Gaeta, *Nazionalismo*, en particulier le dernier chapitre; 'Il concordato di fusione tra il P.N.F. et l'A.N.I.' dans R. De Felice, Mussolini, I, pp. 773-774; cf. la version fasciste de l'unification: R. Ronzo, *La fusione*.

² Cf. le texte de la déclaration de l'opposition de l'Aventino dans *L'Unità* du 12.11.1924; là aussi, le commentaire du P.C.I. (rédigé mais non signé par Gramsci): 'Il nullismo dell'Aventino'. Sur la réalisation du manifeste, cf. Spriano, *Storia*, I, p. 421; les socialistes donnèrent aussi leur signature, cf. doc. 305.

³ Doc. 296.

⁴ Cf. l'appendice no. 7.

⁵ Cf. la première réponse de Togliatti au télégramme avant une discussion au C.E. (Rapport au présidium de l'I.C. du 28.10.) dans E. Ragonieri, P. Togliatti, I, pp. 846-849.

⁶ Gustavo Mersú (Piccini, Giorgio), partisan de la 'droite' (Tasca/Vota) à la Con-

férence de Côme du P.C.I. en 1924, délégué au V^e Congrès de l'I.C.; il est représentant de la 'droite' au C.C. et au C.E.; il dirige le Secrétariat d'organisation avec Scoccimarro, il est un des participants du Congrès de Lyon en 1926, exclu du parti en 1928 pour 'déviation droitiste'.

⁷ Dans l'original: "solutionne".

⁸ Ce deuxième télégramme (sans date, mais du 8.11.1924) avait le texte suivant: "Wir schlagen Euch zur Parlamentseröffnung vor, einen einzigen entsprechenden Genossen ins Parlament zu senden, der dort eine Erklärung der Partei vorliest und sich dann entfernt. Die Erklärung soll kurz und scharf neben unserem Standpunkt dem Faschismus gegenüber auch die dringendsten politisch-ökonomischen Forderungen der Arbeiter- und Bauernmassen enthalten. Auch die Beratung der Opposition soll durch einen einzigen Genossen beschickt werden, der dort die Heuchelei der Opposition unserem Vorschlag gegenüber durch eine Erklärung brandmarkt, unterstreicht, daß Opposition uns fürchtet, da wir jede Form der Bourgeoisie vernichten wollen. Resolution soll ebenfalls polit-ökonomische Forderungen Arbeiterbauer enthalten. Ob Ihr auch den Maximalisten einen separaten Vorschlag machen sollt, um ihre Zwiespältigkeit zu enthüllen, das sollt Ihr selbst entscheiden. Sorgt rechtzeitig dafür, daß unsere Schritte vor den Massen nicht totgeschwiegen oder verdreht werden." (copie dans APC 261/103). Après la réception du télégramme, le C.E. du P.C.I. décida d'accepter ce changement de tactique; cf. la lettre de Togliatti au présidium de l'I.C. du 11.11.1924 dans E. Ragionieri, P. Togliatti, I, pp. 850-852; plus tard - le 26 décembre - Togliatti écrivit à nouveau sur ce thème à l'I.C. sur l'ordre du C.C.; là, les directives de l'I.C. furent largement approuvées, mais il y eut pourtant des protestations contre ce procédé: "Noi reputiamo che gli organi dirigenti delle sezioni del Comintern non debbano mai considerarsi come semplici 'esecutori' degli ordini che giungono dal Presidium. Anche gli ordini dei quali riconosciamo la assoluta necessità in una organizzazione internazionale comunista debbono essere impartiti in modo che permetta di applicarli con pieno convincimento. Ciò significa che essi debbono essere preceduti da una discussione che dia ai dirigenti delle sezioni nazionali la possibilità di sottomettere al Presidium un chiarimento completo sul giudizio che è formulato sulla situazione stessa e sulla linea politica ritenuta giusta." (Cit. cf. E. Ragionieri, P. Togliatti, I, p. 865). Voir aussi doc. 305, notes 3 et 6.

⁹ Afin de prendre son poste de représentant du P.C.I. au C.E. de l'I.C., cf. doc. 291, note 18.

¹⁰ Cf. la déclaration détaillée dans le rapport déjà cité de Togliatti au présidium de l'I.C. du 11.11.1924, E. Ragionieri, P. Togliatti, I, p. 851; voir aussi le reportage dans *L'Unità*, 13.11.1924.

304

¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz

² Cf. doc. 286, note 20 et doc. 294.

³ A la mi-décembre 1924, Humbert-Droz revint de Moscou: "On me confia la responsabilité du secrétariat des pays latins et de la section d'information de l'Exécutif. Je fus nommé membre du secrétariat et du présidium et finalement aussi de la petite commission chargée de répartir les subventions de l'internationale aux partis adhérents. Cette petite commission, présidée par Piatnitzky, grand argentier de l'Internationale, ne comptait que trois membres: outre Piatnitzky, le Tchèque Smeral et moi même." Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 257 et suiv.

⁴ Le III^e congrès du P.C.S. devait avoir lieu à l'origine à Lucerne les 29/30 novembre

1924, cf. *Inprekorr* 7.10.1924. Il eut lieu à Bâle les 13/14 décembre. Lors de ce congrès, les décisions du Ve congrès mondial de l'I.C. furent approuvées et une résolution fut adoptée, "Gegen den Trotzismus, für den unverfälschten Leninismus". Cf. *ibid.*, du 22.22.1924.

⁵ Jakov Mirov-Abramov (?-?), né en Russie; avant le Ière guerre mondiale, études en Allemagne; entrée au Parti Bolchévique après la révolution d'Octobre; au IIIème congrès mondial de l'I.C. lorsque Pjatnickij devint dirigeant du travail clandestin de l'I.C., il fut son représentant à l'O.M.S. à Berlin où il travaillait à l'ambassade; jusqu'en 1930, il organisa l'appareil de l'O.M.S. pour l'Allemagne et l'Europe de l'ouest, ensuite retour à Moscou comme assistant de Pjatnickij; 1935 élimination en même temps que Pjatnickij de l'appareil de l'I.C.; selon une version, il travailla pour les affaires étrangères soviétiques jusqu'à son arrestation pendant les purges de 1937; d'après d'autres sources, un juif soviétique du nom de Mirov était secrétaire de Dimitrov et Manuil'skij pendant les purges et rédacteur en chef de *Kommunistische Internationale*. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 273.

305

¹ Cf. doc. 303, note 2.

² L'ouverture du parlement eut lieu le 12 novembre.

³ Repossi avait notamment déclaré: "Dai Comitati operai e contadini devono partire le sole parole d'ordine le quali contengono una soluzione radicale della situazione presente: Via il Governo degli assassini e degli affamatori del popolo. Disarmo delle camicie nere: armamento del proletariato. Instaurazione di un Governo di operai e contadini. [...] E ora commemorate pure Giacomo Matteotti, ma ricordatevi che il grido lanciato dalla madre del Martire è diventato il grido di milioni di lavoratori: 'Assassini! Assassini!'" (cit. cf. *L'Unità*, 13.11.1924).

⁴ Cf. doc. 292; voir aussi le rapport de Togliatti au C.E. de l'I.C. du 7.10.1924 dans E. Ragionieri, P. Togliatti, I, en particulier p. 835, 837.

⁵ Cf. doc. 296 et doc. 303, note 8.

⁶ Cf. la lettre de Gennari, Gramsci et Maffi à l'opposition de l'Aventino dans *L'Unità*, 11.11.1924; les rapports sur le refus de la proposition du P.C.I. dans *ibid.*, 12.11.1924.

⁷ Ceci fut décidé lors de la séance du C.E. le 14 novembre, cf. le protocole dans A.P.C. 238/87-88; le protocole de la séance du C.C. qui eut lieu les 26 et 27 novembre se trouve dans A.P.C. 236/56-72.

⁸ Il s'agit de la séance du C.E. du 14 novembre de laquelle il n'y a qu'un résumé de procès-verbal (cf. note 7); cf. la lettre de Togliatti au présidium de l'I.C. du 26.12.1924 dans E. Ragionieri, P. Togliatti, I, pp. 864-866.

⁹ Cf. doc. 286, note 20 et doc. 294.

¹⁰ Cf. doc. 304.

¹¹ Lors d'une séance de C.E. du 14 novembre, il avait été décidé d'exiger dans une lettre à l'I.C. que 'il pelicano' (Humbert-droz) et non 'il pinguino' (Rákosi) devait rester représentant de l'I.C. en Italie, cf. le protocole dans A.P.C. 238/87-88.

306

¹ Après l'exclusion de Monatte, Rosmer et Delagarde, lors de la conférence nationale du 6 décembre 1924, des forces d'opposition se formèrent autour de Lorient, Berthelin et Dunois, contre la direction Treint/S. Girault/Sellier/Sémard (Cf. les thèses politiques et économiques signées de Lorient et Berthelin dans *Cahiers du bolchévisme*, 9.1.1925,

qui se déclarèrent particulièrement contre la mise au même niveau du fascisme et de la social-démocratie, et aussi contre la thèse d'une situation révolutionnaire imminente). Après l'exclusion de Berthelin à la fin 1924, Lorient, Dunois et Rappoport parlèrent au nom de l'opposition au IV^e congrès du P.C.F. à Clichy (18-21 janvier 1925). Dans son discours, Dunois critiqua le "centralisme non démocratique" et reprocha à la direction du parti, qu' "en continuant sa politique, le B.P. actuel risquerait de tuer le communisme en France". Il pense que "le B.P. a orienté fausement le parti vers une action révolutionnaire, qui ne correspondait nullement aux circonstances objectives du pays". Il protesta de façon véhémement contre les expulsions de Monatte, Rosmer et Delagarde, mais il se distança de Souvarine, après que Treint eut cité une lettre, dans laquelle Souvarine se prononçait en faveur d'une crise en Russie, pour renforcer Trotskij et l'opposition. Comme réaction au discours de Dunois, "le congrès enregistre que le discours d'Amédée Dunois a fait perdre son temps au congrès et décide de n'ouvrir autour de ce discours aucune discussion" (motion de la fédération de la Région Parisienne). Lorient se déclara ouvertement contre les accords du V^e congrès mondial de l'I.C., et contre le régime au sein du parti: "A l'heure actuelle existe un formidable appareil de dictature sur le parti." (pour les citations, cf. *L'Humanité*, 18.1.1925) Le congrès vota à l'unanimité pour le compte-rendu de Sellier et ratifia l'expulsion de Rosmer, Monatte et Delagarde avec seulement une voix contre. Cf. *L'Humanité*, 19.1.1925; *Inprekorr*, 23.1.1925; *Révolution prolétarienne*, N^o 2, février 1925; R. Wohl, *French Communism*, pp. 420-428; Jedermann, *La 'bolchévisation'*, pp. 70-83; sur les affrontements en général entre la direction du parti et les groupements oppositionnels du début 1924 à fin 1925, voir entre autres: Ch. Gras, Alfred Rosmer, particulièrement pp. 275-306; N. Racine et L. Bodin, *Le Parti communiste*, pp. 92-94 et 131-143.

² La lettre ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

³ Pierre Sémard voir AHD I, p. 348, note 11.

⁴ Pierre Pascal voir AHD I, p. 440, note 2.

⁵ Andrés Nin Pérez (1892-1937), professeur, adhère au parti socialiste en 1911, le quitte à cause de son comportement envers la révolution russe. Ensuite dans la C.N.T. dont il sera nommé secrétaire national en 1921. Adhérent de l'Internationale communiste. Délégué au congrès de l'I.S.R. en 1921 dont il sera secrétaire et qu'il représentera de temps en temps au C.E. de l'I.C. Les années suivantes, se trouve à Moscou. Adhérent de l'opposition de "gauche" dont il organise le travail international avec Victor Serge. Expulsé de l'U.R.S.S. en 1930 et retour en Espagne. Là, il organise tout d'abord un mouvement trotskyste, la "Izquierda comunista", qui se sépare du trotskysme en 1934/35. 1935 passage avec le Bloc des travailleurs et des paysans de Maurín au P.O.U.M. dont il est le secrétaire politique pendant la guerre civile; en 1937, il est arrêté avec la direction du P.O.U.M. et fut probablement assassiné par les services secrets soviétiques. (Voir P. Pagès, Andreu Nin; V. Alba, *El marxisme a Catalunya*, III).

307

¹ Gramsci participa en tant que membre de la délégation italienne à la séance du Comité exécutif élargi à Moscou en mars/avril et le 21 mai il retourna en Italie, cf. P. Spriano, *Storia*, I, p. 448.

² Déjà lors des élections d'avril, les communistes avaient obtenu seulement 12 voix de moins que la liste de la F.I.O.M. (P.S.I.-P.S.U.); les fascistes n'avaient pas présenté de liste. Cf. P. Spriano, *Storia*, I, p. 449; *Federazione provinciale comunista torinese*, *Il movimento*, en particulier pp. 9 et suiv.

³ La loi présentée par le ministre de la justice Rocco le 24 avril au Gran Consiglio du P.N.F., puis adoptée à la fin de l'année, était en principe dirigée contre les associations secrètes des sectes franc-maçonnes, mais pouvait également être utilisée contre d'autres organisations politiques, comme le mentionna Gramsci le 16 mai dans son premier discours au parlement. Cf. *L'Unità* 21.5.1925; P. Spriano, *Storia*, I, pp. 453 et suiv.; E. Santarelli, *Storia*, II, pp. 13 et suiv. Au sujet de la situation politique après le discours du 3 janvier de Mussolini et des actions de brutalités contre les partis de l'opposition, cf. *ibid.*, pp. 15-32; L. Salvatorelli et G. Mira, *Storia*, pp. 329-339.

⁴ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

308

¹ Antonio Graziadei, voir AHD I, p. 33, note 6.

² Cf. Protokoll. Fünfter Kongress, pp. 53 et 54.

³ Les lettres ne se trouvent pas dans les Archives Humbert-Droz.

⁴ Scoccimarro

⁵ Il s'agit du Ve plénum du C.E. de l'I.C. au printemps 1925, placé sous le signe de la "bolchévisation"; cf. Protokoll. Erweiterte Exekutive 21. März-6. April 1925; *Inprekorr*, nos. 44-70, mars-avril 1925; Erweiterte Exekutive (März-April 1925).

⁶ Dans son article sur l'économie, Graziadei met en évidence l'exigence de réviser la théorie marxiste sur la valeur, cf. AHD I, p. 33, note 6; Rudas dans *Unter dem Banner des Marxismus I* (1925/26), n° 3, pp. 600-663 et *ibid.* II (1928), n°s 4/5, pp. 84-119.

⁷ Cf. les passages correspondants dans Protokoll. Fünfter Kongress; il n'était pas venu au Ve plénum du C.E. de l'I.C. malgré l'invitation.

⁸ Zinoviev, qui reçut cette lettre, l'envoya à Humbert-Droz avec l'annotation suivante: 'Tov. Humbert-Droz. Bitte sprechen Sie mit ihm in meinem Namen und beruhigen Sie ihn. 16.VI.25. G. Zinoviev.'

309

¹ Le 1er juin 1925, des représentants de la "gauche" (entre autres O. Damen, F. Gullo, B. Fortichiari, L. Repossi, mais non Bordiga) avaient exigé dans une lettre au C.E. du P.C.I. les mêmes droits de participation pour tous les groupements du parti au débat de préparation de la conférence et annonçaient la formation d'un 'Comitato d'Intesa tra gli elementi della sinistra'; cette lettre fut publiée dans *L'Unità* du 7.6.1925 avec deux autres documents de la "gauche" d'avril et mai qui faisaient ressortir l'existence d'activités fractionnelles. Le 10.6. apparut le commentaire de Gramsci 'Contro lo scissionismo frazionistico, per l'unità ferrea del Partito'. Les co-signataires furent aussitôt relevés de leurs fonctions dans le parti, et les organisations du parti furent invitées par une circulaire à fouiller les participants des rencontres de fraction et à saisir tout le matériel comme une "polizia di partito". Cf. P. Spriano, *Storia*, I, pp. 453-456. Déjà lors de la séance du C.C. de mai de la même année, Scoccimarro avait déclaré notamment dans son rapport sur le Ve plénum du C.E. de l'I.C.: "La bolscevizzazione non significa la soppressione di ogni critica, anzi essa presume la critica e particolarmente l'autocritica. Ma quando una decisione è presa, il partito deve divenire un blocco compatto ed omogeneo nell'azione. Ogni voce dissenziente deve allora tacere. E soprattutto nella nostra organizzazione non può

essere consentito a nessuno di diffondero nelle file sfiducia e diffidenza verso gli organi che hanno la responsabilità della direzione del Partito e dell'Internazionale." (Cf. le procès-verbal de la séance dans A.P.C. 296/35-48; cf. P. Spriano, *Storia*, I, p. 454). Bordiga fit part seulement le 8 juin dans une lettre ouverte (publiée dans *L'Unità* du 11.6.1925) de son adhésion au "Comitato d'Intesa". Sur la position du "Comitato", cf. entre autres 'La piattaforma del Comitato d'Intesa', dans *ibid.*, 7.7.1925; cf. P. Spriano, *Storia*, I, pp. 479-497. Depuis la conférence de Côme en mai 1924, les rapports de force dans le parti s'étaient notablement transformés: de 72 fédérations du parti, seulement 3 se déclarèrent solidaires du Comitato, cf. *ibid.* p. 479.

² Ce fut Humbert-Droz qui, après des entretiens avec chacun des représentants du 'Comitato d'Intesa' (C.d'I.), leur envoya une lettre dans laquelle, d'une part la direction du parti et le présidium de l'I.C. garantissaient la liberté de discussion, mais qui d'autre part, exigeait sous la forme d'un ultimatum que le C. d'I. déclare sa dissolution: "Se i compagni che lo compongono vorranno ancora mantenere il Comitato d'Intesa e vorranno continuare nell'attività frazionistica, ciò vorrà dire che essi vogliono farsi espellere dal Partito per una questione formale di disciplina e che non vogliono partecipare alla discussione ideologica." (*L'Unità*, 18.7.1925; cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 259). La déclaration présente du C. d'I. est la réponse à cette lettre.

³ Bordiga avait déclaré lui-même plusieurs fois qu'il ne voulait pas former de fraction, et surtout qu'il ne voulait pas de rupture avec l'Internationale; cf. entre autres sa lettre à Karl Korsch du 25.10.1925: "La scissione la eviteremo anche con ingoiamenti di rospi [...]. Il nostro metodo farà la sua strada, come non si può ancora dirlo, ma malgrado tutto. Non sarà una strada agevole, questo è certo. Ma per ora non si può dire di più." (Cit. cf. D. Montaldi, Korsch, p. 25; cf. aussi P. Spriano, *Storia*, I, p. 479; les passages correspondants dans F. Livorsi, Amadeo Bordiga, et B. Fortichiari, *Comunismo e revisionismo*).

⁴ Repossi et Damen, pour ne citer qu'eux, avaient été exclus du comité national syndical du parti; l'exclusion du parti de U. Girone fut à nouveau annulée après la déclaration du C. d'I. qui est publiée ici. Cf. P. Spriano, *Storia*, I, p. 454 et 479.

⁵ F. Grossi, membre du P.S.I. en 1920, il milite au sein du 'Circolare Marabini-Graziadei' procommuniste à Trieste, il adhère au P.C.I., partisan de Bordiga.

⁶ Fortunato La Camera (Natino), membre du P.C.I. de Calabrie, il figure parmi les accusés lors du premier procès contre le P.C.I. en 1923, délégué au V^e Congrès de l'I.C., partisan de Bordiga.

⁷ Mario Lanfranchi (1902-1959), comptable; 1919 adhésion aux jeunesses socialistes, pour le soutien de la fraction communiste dans le P.S.I. par la federazione pavese de la F.I.G.S. à partir du printemps 1920, encore avant Livourne Lanfranchi fit part de l'adhésion de sa fédération au nouveau P.C.; jusqu'à la fin de 1924 en France comme organisateur des groupes communistes italiens; après les mesures disciplinaires contre les représentants du C.d'I. au milieu de l'année 1925, rupture avec le P.C.; pendant le fascisme, pas d'activité politique; après la libération, réadhésion au P.C.I. mais après quelques années, rupture définitive. (Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, III, pp. 56-57).

⁸ Ottorino Perrone, délégué au V^e Congrès de l'I.C., il fait partie du groupe de la 'gauche' italienne lors des travaux de la 'Commission Italienne'; responsable avec Serrati du Comité national syndical du P.C.I. à partir de juillet/août 1924, cofondateur du 'Comitato d'Intesa', il prend la défense de Bordiga au Congrès de Lyon du P.C.I. en 1926, dont il restera un partisan, coéditeur de *Prometeo* à Bruxelles en

1928; en tant que membre de l'Opposition de Gauche ('trotskyste') internationale, il se prononce contre la politique du 'Social-fascisme' pratiquée par l'I.C., au début des années 30, il fait partie du C.C. de la fraction bordiguiste qui se séparera en 1932 de l'Opposition de Gauche internationale.

⁹ Carlo Venegoni (1902-?), ouvrier, membre du P.S.I., du P.C.I. à partir de 1921; membre du C.C. à partir de janvier 1926, arrêté en 1927, il est condamné à 10 ans de prison; il est interné en 1940, libéré en 1943, plus tard fonctionnaire syndical de la C. d. L. à Milan et député.

310

¹ Ne se trouve pas dans les archives Humbert-Droz, comparer doc. 276.

² Le P.C. qui avait encore 600 adhérents dans la Suisse romande au milieu de l'année 1921, au milieu de 1922 encore 416 adhérents, vit le nombre de ses adhérents se réduire jusqu'à environ 200-300 en 1926 (même phénomène dans tout le P.C.S.). Le nombre des adhérents des jeunesses du P.C. est descendu de 500 à 225, de mars 1925 à mars 1926, le tirage de leur journal réduit de moitié et atteint 2000 exemplaires. Lors de la réorganisation du parti en cellules d'usines, il n'y eut, excepté à Genève, en Suisse romande (comme dans tout le P.C.S.), aucun résultat pendant la période en question (Cf. Vom 4. zum 5. Weltkongress, pp. 115 et 118; Bericht über die Tätigkeit, pp. 36-37; K. Hofmaier, *Memoiren*, p. 24).

³ Vorovskij, qui participa comme observateur non-accrédité de l'Union Soviétique à la conférence de Lausanne fut fusillé en mai 1923 par le suisse-soviétique Conradi qui était de retour; Conradi fut acquitté à l'automne de la même année par la cour d'Assises du canton de Vaud; son complice, le russe Polunin fut expulsé. Le gouvernement soviétique riposta en boycottant la Suisse; la Suisse réagit en interdisant l'entrée en Suisse aux citoyens soviétiques. Cette mesure ne fut levée qu'en 1927. Cf. E. Bonjour, *Geschichte*, II, pp. 260-281; J. Boesch, *Epochen*, pp. 114-115; A. Gattiker, *L'affaire Conradi*. Vaclav V. Vorovskij, voir AHD I, p. 151.

⁴ Comparer doc. 276.

⁵ Comparer les docs. et notes dans ce tome, concernant le P.C.F.; cf. entre autres la lettre de Humbert-Droz à sa femme Jenny lors du V^e congrès mondial de l'I.C. "Si Treint prend en main le parti en France, je refuserai d'y aller comme représentant, parce que je ne peux collaborer avec lui." (Humbert-Droz, *Memoires*, II, p. 234 et suiv.).

⁶ Cf. doc. 276, note 5.

311

¹ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Centre de vacances du Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique, au bord de la Mer Noire, où Togliatti et Humbert-Droz ont passé les vacances avec leurs familles, en été 1926."

² Hertha Sturm.

312

¹ Togliatti alla en janvier 1927 à Paris pour prendre la tête du 'Centro estero' du P.C.I., nouvellement créé. Cf. G. Bocca, *Palmiro Togliatti*, p. 135.

² "Al momento di partire per Parigi, [...] [Togliatti] mi pregò di mantenere con lui uno scambio epistolare personale per tenerci al corrente a vicenda della situazione

dell'Internazionale e dei diversi partiti legati al segretariato dei paesi latini." (Humbert-Droz, *Il contrasto*, p. 46).

³ Ottomar Geschke (1882-1957), 1910 membre du S.P.D., 1917 membre de l'U.S.P.D., et membre du P.C.A. après sa fondation. Adhérent de l'aile Fischer/Maslow, après 1924, responsable de l'organisation, s'éloigne de Fischer et Maslow à la fin 1925. Membre du C.E. de l'I.C. et du présidium au V^e congrès mondial, quelques temps aussi au bureau d'organisation. Après l'affaire Wittorf (voir Archives Humbert-Droz, III), n'a plus de fonction importante dans le parti. Pendant la période national-socialiste, interné dans plusieurs camps de concentration, notamment à Buchenwald. Après 1945, en R.D.A., où il n'eut que des fonctions subalternes. Cf. H. Weber, *Die Wandlung*, II, pp. 134 et suiv.

Manabendra Nath Roy (1887-1954), comme étudiant actif dans le mouvement nationaliste en Inde. 1915 émigration dans divers pays, à partir de 1917 au Mexique où il participe plus tard à la fondation du P.C. mexicain. Délégué mexicain au II^e congrès mondial où il participe à l'élaboration de la thèse sur les questions coloniales et nationales. Ensuite actif dans l'appareil du Komintern. Candidat du C.E. de l'I.C. au III^e et IV^e congrès mondial, membre du C.E. de l'I.C. au V^e congrès, puis membre du bureau politique, du bureau d'organisation, du secrétariat, et du présidium, 1927 en Chine, après son retour critiqué comme "homme de droite" à cause de sa politique en Chine. En novembre 1929 exclusion; ensuite à Berlin où il travaille avec Brandler et Thalheimer. 1930 retour en Inde, là-bas travaille au sein de différentes organisations nationalistes. Cf. B. Lazitch et M. M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 384. ⁴ A Bruxelles eut lieu, à l'initiative du communiste allemand Münzenberg et donc de l'I.C., un congrès anti-colonialiste avec des mouvements d'indépendance nationale en février 1927. Pendant ce congrès fut fondée la ligue contre l'impérialisme. Cf. B. Gross, *Willi Münzenberg*, pp. 199 et suiv.

Victorio Codovilla (1894-1970), 1911 membre du P.S.I., émigration en Argentine l'année suivante. 1917, adhésion à l'aile gauche du parti socialiste argentin, à partir de laquelle a été fondé en 1920 le P.C. De 1921 jusqu'à sa mort membre du C.C. et du B.P. Fin 1924 à Moscou comme représentant du P.C. argentin au C.E. de l'I.C., et à partir de cette époque dans l'appareil de l'I.C., candidat du présidium au VII^e et VIII^e plénum du C.E. de l'I.C., membre de la C.I.C. au VI^e congrès mondial. Dans les années 30 d'abord représentant de l'I.C. en Amérique Latine et à partir de 1932 en Espagne. 1941 retour en Argentine où il sera secrétaire général et à partir de 1963 président du P.C. argentin. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 65. - Sen Katayama (1859-1933), séjour et études aux Etats Unis de 1884 à 1895, après son retour adhésion au mouvement ouvrier. co-fondateur de la social-démocratie japonaise, 1904 délégué au congrès d'Amsterdam de la deuxième Internationale, 1914-1921 exil aux Etats-Unis; après un court séjour en 1921 au Mexique, se rend à la fin de l'année à Moscou où il restera jusqu'à sa mort et où il travailla dans l'appareil de l'I.C. Membre du C.E. de l'I.C. et de son présidium au IV^e, au V^e et VI^e congrès mondiaux. Il a également fait partie de différentes organisations de front comme la ligue contre l'impérialisme, le mouvement Pleyel-Amsterdam et le S.R.I. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 180-181).

⁵ Bucharin, cf. AHD I, p. 60.

⁶ Kuusinen, cf. AHD I, p. 77.

⁷ Humboldt, il s'agit de David Lipec. Né en Ukraine, émigration aux Etats-Unis avant la I^{ère} guerre mondiale où il travaille dans le mouvement des travailleurs juifs sous le pseudonyme Max Goldfarb. Retour en Russie après la révolution d'octobre et là appartient au Komintern où il utilise le pseudonyme D. Petrovskij. 1924 repré-

sentant de l'I.C. en Angleterre, il apparaît sous le nom de A.J. Bennett, 1926 en France sous le nom Humboldt. De 1928 à 1929, dirigeant du secrétariat anglo-saxon, succombe, pendant l'épuration des années 30. Cf. V. Kahan, *The Communist International*, p. 171.

⁸ Petrov, pseudonyme de Fedor Raskol'nikov, en fait Fedor Il'in (1892-1939), membre du parti depuis 1920. Apparaît sous le nom de Petrov dans les années 20, comme représentant du P.C. chinois et comme dirigeant de la section de l'Est du C.E. de l'I.C. Candidat du C.E. de l'I.C. au V^e congrès mondial. Depuis 1930 au service diplomatique, fonction déjà occupée après la guerre civile. En 1938 il fut révoqué de son poste d'ambassadeur en Bulgarie, il vint en France où il se démarqua de Staline dans une lettre ouverte. Cf. V. Kahan, *The Communist International*, p. 165; B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 331-332; J. M. Meijer, *The Trotsky Papers*, I, p. 56.

⁹ La commission syndicale du C.E. de l'I.C. fut créée en avril 1926. Elle fut composée d'abord de Zinov'ev, Bucharin, Pjatnickij, Togliatti, Treint, Ferguson, Šmeral, Geschke, Tomskij, Lozovskij, Nin. Cf. F. Svátek, *The Governing Organs*, p. 250. Le P.C.F. n'ayant pas accepté Jean Crémet comme successeur de Togliatti qui avait dirigé la commission jusqu'à son départ, Humbert-Droz en prit la direction. Dans la commission il eut sans arrêt des heurts avec le secrétaire de l'I.S.R., Lozovskij qui prônait la création d'un syndicat communiste propre. Cf. doc. 319.

Jean Crémet (1892-1929(?)), membre du P.C.F. juste après sa fondation, 1922 secrétaire de section. Au congrès de 1924 élu membre du bureau politique et réélu en 1925 et 1926. Conseiller de la ville de Paris, 1926 représentant français auprès du C.E. de l'I.C., il fut considéré par Staline au VI^e plenum du C.E. de l'I.C. comme un des dirigeants potentiels du P.C.F. Au VII^e plénum membre du présidium. Après son retour en France en avril 1927, il fut mêlé à une affaire d'espionnage. Fuite à Moscou. Là-bas apparemment sympathisant de l'opposition de gauche. Serait mort dans des conditions mystérieuses en 1929 en Chine lors d'une mission du Komintern. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 68.

¹⁰ Gustavo Mersú.

¹¹ Egidio Gennari.

¹² Il s'agit probablement de la résolution du présidium du 28. 1. 1927 "La situazione economica e politica dell'Italia e i compiti del Partito Comunista", dans *Lo Stato Operaio*, I (1927), n^o 1, mars, pp. 91-102.

¹³ Lazar Abramovič Šackin (1902-1938), mars 1917 entrée au parti bolchévique, dirigeant de l'organisation des jeunesses communistes. De 1919 à 1922 premier secrétaire, co-fondateur de l'I.C.J. dont il fut le secrétaire. Il représenta l'I.C.J. aussi au C.E. de l'I.C. et au présidium. Membre du C.C. du P.C.U.S. à partir de 1927, fut exclu, avec Lominadze, du C.C. en 1931. Il a péri pendant les épurations. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 365-366.

¹⁴ Ce document ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz. Willi Münzenberg, (1889-1940), actif dans le mouvement des jeunesses social-démocrates. 1910 émigration à Zurich, à partir de 1914 secrétaire du mouvement des jeunesses socialistes suisses, organise en 1915 une conférence internationale des jeunesses socialistes contre la guerre. 1915-1918 secrétaire du bureau international de la jeunesse. Soutient Lénine et la gauche de Zimmerwald. 1918 expulsé en Allemagne où il entre au P.C.A. Organise le congrès de fondation de l'I.C.J. en novembre 1919. Dans les années qui suivent, il fonde des organisations de front: au début des années 20, créa l'aide pour la Russie affamée de laquelle est née le S.O.I., à la fin des années 20 la ligue contre l'impérialisme. En même temps, il est responsable de l'appareil de

propagande du P.C.A. pour lequel il fonde quelques journaux populaires et revues et il s'occupe de la production et de la distribution de films progressistes. Après 1933, organisateur du contre-procès lors du procès de l'incendie du Reichstag. Rompt avec le Komintern en 1938. A péri en France lors de sa fuite dans des circonstances encore inconnues. Cf. B. Gross, Willi Münzenberg.

¹⁵ En Italie, la majorité de la direction de l'union des syndicats C.G.d.L. avait annoncé sa dissolution comme réponse à la répression montante du fascisme le 4.1.1927. Une minorité de la direction émigrerait à Paris et se présentait là-bas comme la direction de la C.G.d.L.. Cette direction fut reconnue par la F.S.I. d'Amsterdam à qui la C.G.d.L. appartenait. Le P.C.I. essaya au contraire de conduire les syndicats dans l'illégalité et organisa, à Milan le 20.2 une conférence à laquelle participèrent aussi des réformistes et des maximalistes. La conférence proclama la poursuite des activités syndicales dans l'illégalité et ôta aux deux groupes de l'ancienne direction le droit de prendre des décisions. En ce qui concerne les rapports avec la F.S.I., la conférence décida "[die Konferenzbeschlüsse] der Amsterdamer Internationale mitzuteilen, der die wiedergeschaffene C.G.d.L. angeschlossen bleibt, und von ihr zu verlangen, den von der alten Leitung gefaßten Beschluß auf Auflösung für null und nichtig zu erklären, die Notwendigkeit anzuerkennen, daß das leitende Zentrum der C.G.d.L. in Italien und nicht im Auslande sei, und im Einvernehmen mit dem von der Konferenz ernannten vorläufigen Ausschuß einen Reichskongreß der C.G.d.L. vorzubereiten, der alle Fragen der Arbeiterbewegung Italiens behandeln und eine endgültige Leitung wählen soll." (J. Humbert-Droz, 'Der Wiederaufbau der Gewerkschaftsbewegung Italiens', dans: *Die Kommunistische Internationale VIII* (1927), n° 14, 5.4., pp. 686-696, ici p. 696; P. Spriano, Storia, II, pp. 97 et suiv.).

¹⁶ D'après les informations de Humbert-Droz, pseudonyme de Isidoro Azzario (1884-?), employé de chemin de fer, membre du P.S.I., co-fondateur du P.C.I., 1921 délégué au V^e congrès de la C.G.L. Directeur du journal syndicaliste du P.C.I. *Il sindacato rosso* 1921-1925. Membre du C.C. au II^e congrès de 1922. Lors des désaccords dans le P.C.I., adhérent de Gramsci. Se rendit au congrès de Lyon février 1926 et ensuite à Moscou où il travailla à l'appareil de l'I.S.R. Lors d'une mission pour l'I.S.R., il fut arrêté à Panama en 1927 et livré à l'Italie. Incarcéré jusqu'en 1943 dans les prisons fascistes où il tomba malade à la suite de mauvais traitements. Ses traces se perdent après la libération en 1943. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, I, pp. 108-110.

¹⁷ Giovanni Germanetto (1885-1959), coiffeur, 1902 membre des jeunesses socialistes. Jusqu'à l'avènement du fascisme, actif dans la province de Cuneo. Là-bas secrétaire du P.S.I. à partir de 1912. Après la scission de Livourne membre du P.C.I. A partir de 1921, fonctionnaire du parti. 1922 délégué au IV^e congrès mondial de l'I.C. et au II^e congrès de l'I.S.R. Après son retour incarcération, libéré fin 1923. 1924 représentant italien à l'I.S.R. 1925 à nouveau en Italie où il travailla comme rédacteur à *L'Unità* et au *Sindacato Rosso*. A la fin 1926 après une nouvelle incarcération, émigration. 1931 membre du C.C. du P.C.I. 1946 retour en Italie où il travailla pendant quelques années au C.C. du P.C.I., puis se rend à Moscou où il meurt. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, II, pp. 468-470.

¹⁸ D'après une note de Humbert-Droz, le Parti communiste italien, appuyé par le secrétariat des pays latins, avait fait la proposition au présidium de lancer une campagne de boycottage international contre l'Italie fasciste.

¹⁹ L'Union soviétique, malgré le fascisme, avait de bons rapports avec l'Italie, pays qui se sentait lésé par le traité de Versailles. Cf. entre autres E.H. Carr, *A History*, VII, pp. 14, 273.

²⁰ La tension entre la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. s'accrut pendant les mois suivants et occasionna finalement la rupture des rapports par le gouvernement britannique.

²¹ Une série de procès contre les communistes fut menée par les tribunaux d'exception des fascistes à cette époque. Ainsi le 7.3. à Rome commença un procès contre un certain nombre de dirigeants du parti, entre autres Gramsci et Terracini. Cf. Aquila, 'Die italienischen Kommunisten vor dem Ausnahmegericht Mussolinis', dans: *Inprekorr*, VII (1927), 11.3., pp. 621 et suiv.

²² Humboldt fut envoyé en France en 1926 comme représentant du C.E. de l'I.C. Au cours de cette année, et officiellement au congrès de Lille en juillet 1926, la ligne "ultragauche" de l'époque Treint fut remplacée par une ligne nouvelle. A cause de cela apparurent des tendances "de droite", selon l'opinion de Humbert-Droz, qui se manifestaient surtout lors des élections. "Déjà le parti préparait les élections parlementaires de 1928 et la direction du parti, encouragée par l'envoyé de Staline, Humboldt, alias Petrovsky, s'engageait dans les combines électorales du bloc des gauches condamnés par le IV^e congrès mondial." Les discussions au secrétariat latin et au présidium provoquèrent la lettre ouverte du 2.4.1927, (voir les documents 319 et 321). Dans les mois qui suivirent naquit la tactique "classe contre classe". (Humbert-Droz, Mémoires, II, pp. 277 et suiv.; W. A. Hoisington jr., *Class against Class*, pp. 19-42).

²³ Treint, cf. AHD I, p. 88. Il représenta le P.C.F. au C.E. de l'I.C. de 1925 jusqu'à 1927 lorsqu'il perdit sa position à cause de ses sympathies pour l'opposition Trockij-Zinov'ev. Cf. M.M. Drachkovitch et B. Lazitch, *The Comintern*, pp. 56 et suiv.

²⁴ John T. Murphy, né en 1888, membre du Socialist Labour Party, dirigeant du mouvement "shop stewards" en Ecosse, représentant de ce mouvement au II^e congrès mondial, adhère au P.C. britannique, à partir de 1922 au bureau politique, membre de la C.I.C. au V^e congrès mondial. A partir du milieu de l'année 1926 représentant britannique au C.E. de l'I.C. Membre du Présidium aux VII^e, VIII^e et IX^e pléna du C.E. de l'I.C.. Rompt avec le Komintern en 1932. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 284.

Joseph Haken, (1880-1949), membre de l'aile gauche de la social-démocratie tchèque, co-fondateur du P.C.T., 1924 dirigeant de l'aile "gauche", élu dirigeant du parti au congrès de la fin 1924. Membre du présidium aux VII^e, VIII^e et XIII^e pléna du C.E. de l'I.C.. Dirigeant dans le P.C.T. jusqu'à sa grave maladie en 1936. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 142.

²⁵ Les documents cités ne se trouvent pas dans les Archives Humbert-Droz.

²⁶ Aldo était le fils cadet de Togliatti.

313

¹ Ici on parle du comportement de la C.G.L., organisée dans l'intérieur par le P.C.I., envers la F.S.I. Cf. doc. 312, note 15.

² La C.G.L. créée pendant la conférence de Milan essaya plusieurs fois en vain jusqu'à octobre/novembre d'être reconnue par la F.S.I. comme membre italien. La F.S.I., par contre, avait reconnu la direction parisienne des émigrés autour de Buozzi comme étant le représentant unique. Cf. P. Spriano, *Storia*, II, pp. 100 et suiv.

³ Bruno Buozzi (1881-1944), 1905 membre du P.S.I., adhérent de Turati, 1909 secrétaire général de l'union des travailleurs de la métallurgie, à partir de 1912 membre de la direction de la C.G.L., après la scission du P.S.I. en 1922 entre dans le

P.S.U., député parlementaire, à l'automne 1926 émigre à Paris où il fonde la direction en exil de la C.G.L. et fut directeur du journal *L'Operaio italiano*. Après 1930 dans le P.S.I. à nouveau unifié. Après l'occupation de Paris en 1941 il est arrêté et extradé en Italie. Le 23 juillet 1943 libéré, il adhère à la résistance où il participe à la préparation de la fondation d'un syndicat unifié. En avril 1944 arrêté à Rome, il fut fusillé juste avant la libération de la ville. Cf. F. Andreucci et T. Detti, *Il movimento*, I, pp. 416-420.

⁴ Le secrétariat politique de l'I.C. écrivit le 29.3.1927 au bureau politique du P.C.I.: "Noi dobbiamo considerare Buozzi come un liquidatore della C.G.L., un disertore e denunciarlo come tale alla classe operaia italiana." (P. Spirano, *Storia*, II, p. 100).

⁵ Un journal d'exil publié en France.

⁶ Monatte et Rosmer avaient fondé, après leur expulsion en 1925, le journal *Revoluzion prolétarienne*. Sur l'éventuelle tentative de Humbert-Droz de leur parler pendant son séjour au congrès du P.C.F. à Lille qui eut lieu du 20 jusqu'au 26 juin 1926, il n'existe, à part de cet endroit, que de vagues indications. Dans une lettre à sa femme, lors du congrès, il écrivit notamment: "Dunois me dit que Rosmer est disposé à rentrer au parti. J'irai le voir un de ces prochains jours. Monatte, par contre, a déclaré que son expérience faite une fois l'avait complètement guéri." Cité dans Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 269. Dans la succession de Monatte il ne se trouve rien à ce sujet selon les informations de Colette Chambelland. Sémard remarqua au VII^e plénum fin 1926 les essais de l'opposition Trockij-Zinov'ev de réintégrer dans l'I.C. Rosmer, Monatte et Souvarine: "Natürlich wurde der Versuch gemacht, die Wiederaufnahme von Souvarine und Rosmer und anderen Freunden der konterrevolutionären Zeitschrift "Révolution prolétarienne" zu erreichen. Trotzki hat zuerst Jacob die Wiederaufnahme Souvarines vorgeschlagen; Sinowjew hat sie Humbert-Droz vorgeschlagen und mir selbst wurde dieser Vorschlag von Preobraschenski gemacht." (Cf. Protokoll. Erweiterte Exekutive, p. 525).

314

¹ Rue Lafayette 120, maison du Parti communiste français où se trouvaient ses bureaux.

² On parle probablement de son retour de Moscou où il représenta, en 1926, le P.C.F. à différentes séances du C.E. de l'I.C. Cf. M.M. Drachkovitch et B. Lazitch, *The Comintern*, p. 57.

³ Alfred Bernard (1900-1944), depuis 1922 membre du P.C.F., à partir de 1926 au B.P.. Représenta le P.C.F. aux VI^e, VII^e et VIII^e pléna du C.E. de l'I.C. A cause de son opposition à la tactique "classe contre classe", en tant que partisan de Doriot il abandonna la direction du parti au congrès de 1929. Plus tard, il se retira complètement du P.C.F. et adhéra à la S.F.I.O. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 21-22.

⁴ Paul Marion (1899-1954), étudia la philosophie. Adhéra au P.C.F. en 1922. Il était rédacteur de *l'Humanité* et professeur à l'école du parti à Bobigny. Membre du C.C. en 1926. Rupture avec le communisme après un séjour en Russie en 1929. Après avoir passé quelques temps dans la S.F.I.O. il travaille à partir de 1933/34 avec l'extrême droite. Collaborateur dirigeant. Cf. R. Wolf, *French Communism*, p. 121.

⁵ Ces documents ne se trouvent pas dans les Archives Humbert-Droz.

⁶ Le plénum suivant du C.E. de l'I.C., le VIII^e, eut lieu du 18 au 30 mai et s'occupa surtout du danger de guerre et des différends concernant la révolution chinoise. On ne publia pas de protocole. Sur le déroulement, cf. les communiqués du secrétariat

du C.E. de l'I.C. sur les travaux du plénum dans *Inprekorr*, VII (1927), n° 57, 3.6., pp. 1225 et suiv.

⁷ Il s'agit probablement de la tentative de regagner Rosmer dont il est question dans le doc. 313.

⁸ Maurice Thorez, (1900-1964) entra en 1919 à la S.F.I.O., puis passe au P.C.F. En 1923 devient fonctionnaire du parti. 1924 candidat au C.C., depuis 1925 au B.P. auquel il appartiendra jusqu'à la fin de sa vie. Représente depuis cette époque le P.C.F. aux pléna du C.E. de l'I.C. et aux congrès mondiaux. Membre du C.E. de l'I.C. depuis le VI^e congrès mondial et du présidium depuis le XI^e plénum de 1931. Il fut un des principaux responsables de l'application de la tactique "classe contre classe" 1927/28. A partir du début du front populaire il devint le chef incontesté du P.C.F. et le resta jusqu'à sa mort. Pendant la guerre en U.R.S.S. il signa la déclaration de dissolution du Komintern. Après son retour en France fin 1944 il devint ministre et ensuite suppléant du Premier Ministre jusqu'en 1947. Il fut après 1956 un opposant de la déstalinisation. Cf. P. Robrieux, Maurice Thorez.

Julien Racamond (1885-1966), boulanger, actif à la C.G.T. à partir de 1905. Co-fondateur de la C.G.T.U. De 1923 jusqu'à sa dissolution, un des secrétaires nationaux. 1925 membre du P.C.F. De 1926 à 1936 membre du C.C. et quelques temps aussi du bureau politique. Après la réunification de la C.G.T. et de la C.G.T.U. secrétaire suppléant de la C.G.T. et après 1945 secrétaire. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 324).

⁹ Il s'agit ici "des accords circonstanciels avec les organisations politiques de la bourgeoisie de gauche (Francmaçonnerie, Ligue des Droits de l'Homme)." Cf. Lettre ouverte du présidium du 2.4.1927, appendice no. 5.

¹⁰ A l'origine, le bureau politique se prononça pour une liste commune avec le parti socialiste entre autres dans le Nord de la France, dans la Sarthe et dans la banlieue parisienne. Cf. 'Die Französischen Wahlen und die Politik der Kommunistischen Partei Frankreichs', dans: *Die Kommunistische Internationale*, IX (1928), n° 20, 16.5., pp. 1081-1091, ici p. 1086.

¹¹ L'"Unité politique" désigne ici la réunification du P.C.F. et de la S.F.I.O.

¹² Suzanne Girault fut éloignée du bureau politique lors du V^e congrès du P.C.F. qui eut lieu à Lille du 20 au 26 juin 1926. Cf. A. Ferrat, *Histoire*, p. 185.

¹³ Garchery, cf. AHD I, p. 365.

¹⁴ Les déclarations de Crémet aux différentes séances du B.P. ainsi qu'à l'une des séances suivantes du C.C. ne sont pas connues, car les procès-verbaux correspondants n'étaient pas disponibles. *L'Humanité* a publié à cette époque seulement les rapports de la séance du C.C. de janvier d'après lesquels il fit les remarques suivantes concernant la question russe, mais qui suivaient la ligne officielle du parti: *L'Humanité*, 13.1.1927: "[...] puis Crémet, après avoir montré la division du travail entre les membres de l'opposition qui se rencontrent pourtant tous dans leur appréciation de l'impossibilité d'édifier le socialisme en Russie, a demandé aux camarades de l'opposition en France de reconnaître la fausseté de leur ligne politique." *L'Humanité*, 14.1.1927: "[...] une nouvelle intervention de Crémet, demandant aux oppositionnels de donner des réponses claires aux questions posées (édification du socialisme, perspectives internationales)."

¹⁵ Demusois, cf. AHD I, p. 393.

¹⁶ Pierre Fayet, né en 1887, membre du P.S. en 1906, puis du P.C.F., en 1923 du Comité Exécutif de la C.G.T.U., en 1925 suppléant et depuis 1926 titulaire du C.C. du P.C.F., 1925 secrétaire général de la fédération du bois, 1940 arrêté et déporté en Algérie, 1946 et 1956 député d'Algérie. Albert Vassart (1898-1958), métallurgiste,

1921 membre du P.C.F., après 1924 fonctionnaire du P.C.F. et de la C.G.T.U., 1926 membre du C.C., 1928 délégué du P.C.F. au IX^e plénum du C.E. de l'I.C. et au IV^e congrès de l'I.S.R. 1929 membre du B.P., 1932 secrétaire du P.C.F. D'avril 1934 jusqu'à la formation du Front Populaire, représentant du P.C.F. au C.E. de l'I.C., puis maire d'une ville de la banlieue parisienne. Rupture avec le P.C.F. en 1939. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 425-426.

Octave Rabaté (1899-1964), membre du P.C.F. depuis sa fondation; 1923 secrétaire général du syndicat des métallurgistes de la C.G.T.U. Aux congrès du parti de 1925 et 1926, membre du C.C. Dans les années qui suivirent à l'appareil de l'I.C. et de l'I.S.R. Dans les années 30 dans le mouvement Pleyel-Amsterdam. Reste au P.C.F. jusqu'à sa mort. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 323.

¹⁷ Les syndicats des cheminots où s'amorça en 1920 la scission de la C.G.T., et les négociations entre les directions de la C.G.T. et de la C.G.T.U. furent au début de 1927 au centre de la discussion sur l'unité syndicale. Cela commença au début de l'année par un appel du syndicat confédéré des chemins de fer à l'unité syndicale publié dans *Révolution prolétarienne* III (1927) n° 27, 1.2. pp. 15 et suiv. et se termina en mai par un appel commun des deux fédérations du réseau "Paris-Etat rive droite" demandant la création d'une fédération unique avec des garanties pour la démocratie interne et sur les bases de "l'indépendance du syndicalisme". Cf. A. Ferrat, *Histoire*, p. 201. Pierre Monatte commente les manoeuvres d'unification ainsi: "En réalité, la C.G.T. et sa Fédération de Cheminots ne veulent pas l'unité, la C.G.T.U. et sa Fédération de cheminots ne la croient pas possible." Dans: *Révolution prolétarienne*, III (1927), n° 28, 15.2., p. 2.

¹⁸ Jean Berrar, né en 1882, métallurgiste, secrétaire général de la fédération des métaux 1919-1923, 1923-1935 secrétaire de la C.G.T.U., 1925 membre du C.C. du P.C.F., 1935 maire de Drancy.

¹⁹ Pour avril il y avait des baisses de salaires prévues dans les différents bassins miniers. Le syndicat des mineurs de la C.G.T.U. essaya de lutter contre cela par une grève générale. Mais elle dû se rendre compte fin avril que cela n'était pas possible à cause du manque de préparation. Cf. *L'Humanité*, entre autres 31.3., 29.4.1927.

²⁰ Kirsch, né en 1895, d'abord employé des chemins de fer, 1924 secrétaire général de la fédération unitaire du sous-sol, 1925 membre du C.C. du P.C.F., 1930 secrétaire de l'Union régionale d'Alsace-Lorraine de la C.G.T.U.

²¹ Caralp, né en 1894, militant communiste dans les régions de Marne et Ardennes, 1931 secrétaire de l'Union Régionale de la C.G.T.U.

²² Armand Pillot (1892-1953), militant au syndicat des électriciens, après la guerre P.S., soutient l'adhésion à la III^e Internationale, membre de la commission exécutive du syndicat des métallurgistes et du bureau régional de Paris, 1936 élu député.

²³ Le 22.3. le P.C.F. organisa une assemblée contre les lois militaires et pour la solidarité avec la Chine, cf. *L'Humanité*, 23.3.1927.

²⁴ Le 22.3. les troupes du Kuomintang occupèrent Changhai après que, la veille, une grève générale ait conduit à la domination des travailleurs sur la ville.

²⁵ Au début de 1927 plusieurs propositions de loi qui furent surtout soutenues par le socialiste Paul Boncour, prévoyaient une réorganisation de l'armée française et contenaient entre autres la réquisition de la population pour des devoirs de défense en temps de guerre. Cette loi fut combattue par le P.C.F. comme étant une menace de guerre. Cf. E. Bonnefous, *Histoire*, IV, pp. 208 et suiv.

Joseph Paul Boncour (1873-1972), avocat, fut nommé directeur de cabinet du premier ministre français du travail en 1906 en tant que spécialiste du droit du travail

et du droit social. En 1911 il est lui-même à la tête du ministère. Après la 1^{ère} guerre mondiale il entre dans la S.F.I.O. qu'il représenta à l'Assemblée Nationale. Responsable dans la fraction socialiste des questions concernant l'armée et les affaires étrangères. Dans les années 20 représentant de l'aile droite de la S.F.I.O. qu'il quitta en 1931 pour fonder son propre parti. En 1931 sénateur et avec des interruptions ministre de 1932 à 1936. Soutient le front populaire et en 1938 il appartient au II^e gouvernement de Blum. Vote en 1940 contre les pleins pouvoirs de Pétain. Cf. Dictionnaire des Parlementaires français, t. 7, pp. 2618 et suiv.

²⁶ Crémet était conseiller municipal de Paris.

²⁷ Comme dans la note 14, une explication des faits sans accès au matériel confidentiel est impossible. Le procès-verbal du VII^e plénum du C.E. de l'I.C. de novembre-décembre 1926 ne mentionne aucun discours de lui. La seule remarque est son élection comme secrétaire de l'Exécutif élargi. Crémet fut cependant mentionné, au VI^e plénum de mars, dans un discours de Staline devant la commission française comme un des futurs dirigeants du P.C.F. Cf. Staline, *Werke*, t. 8, p. 92. Des bruits naquirent après sa fuite (cf. doc. 317, note 9) et après sa disparition mystérieuse selon lesquels il aurait eu des sympathies pour l'opposition de gauche – en tout cas après sa fuite. Cela ne ressort pas de la documentation publiée ici.

²⁸ Comité central, cf. doc. 318, note 1.

²⁹ On parle ici de la conférence nationale du P.C.F. qui eut lieu du 26 au 28 juin à St. Denis. Elle s'occupa de la révolution chinoise et de la discussion qui en suivit à l'I.C. ainsi que de la situation de la politique intérieure. La critique de Treint qui adopta les positions de Zinov'ev et Trockij fut refusée à la majorité. Cf. *L'Humanité*, 27.6. jusqu'au 30.6.1927.

³⁰ Vraisemblablement Ercoli (Togliatti).

315

¹ Après les vagues d'arrestations, de déportations et d'émigrations de novembre/décembre 1926, les structures d'organisation de l'appareil de la direction du P.C.I. furent adaptées à la situation d'illégalité (ne restaient libres en Italie que 7,000 membres du parti). A la place des membres du B.P. arrêtés, Gramsci, Scoccimarro et Terracini, furent cooptés avec les membres restants (Togliatti, Camilla Ravera et Grieco) A. Leonetti, A. Tasca, P. Tresso et I. Silone. Le "centro interno" fut structuré ainsi: bureau du secrétariat Camilla Ravera, G. Amoretti, A. Bessone, E. Ravera; bureau de la presse et propagande: A. Leonetti, Pia Carena, F. Platone, S. Seidendelf, I. Silone; bureau militaire: G. Sozzi, C. Ravera; bureau d'organisation: P. Tresso et sa femme Barbara; bureau syndical: P. Ravazzoli. Togliatti, Grieco et Tasca formaient le 'centro estero' en France (U.E. = Ufficio estero): "Esso ha la posizione e la funzione di 'gruppo dirigente dell'Ufficio politico del partito'. Emana quindi le direttive generali e controlla la loro realizzazione. Si deve tenere nel più stretto contatto con i membri dell'Ufficio politico che continuano a restare in Italia, alla testa della segreteria, della sezione d'organizzazione, dell' 'Agit-prop', della sezione sindacale e di quella 'sportiva' (militare)." (P. Spriano, *Storia*, II, pp. 69 et 70).

² Le nouveau journal du P.C.I. qui parut à partir de mars 1927 s'appelait *Lo Stato operaio*. Dans ce journal parut, dans le n° 3 de mai 1927, pp. 329-334, un article non signé sous le titre "Dove va la socialdemocrazia?" sur le thème indiqué par Togliatti.

³ Gustavo Mersú.

¹ Il s'agit de discussions qui amenèrent à la lettre ouverte du C.E. de l'I.C. en avril 1927. Cf. appendice no. 5.

² Dans les documents 318 et 320 on fera mention de Margot. Il s'agit probablement de quelqu'un qui avait des rapports avec Crémets, peut-être de la "pauvre dactylo" du doc. 320. Il est possible qu'il s'agisse d'un pseudonyme ou d'un surnom.

³ Cf. doc. 314.

⁴ Cette lettre est publiée avec la réponse du bureau politique dans: *Nouvelles critiques, vieille politique*, dans: *Cahiers du Bolchévisme*, III (1927), n° 70, 15-4., pp. 427-435.

⁵ Paul Cadeau, né en 1890, d'abord anarcho-syndicaliste, secrétaire départemental de la C.G.T., membre du bureau provisoire de la C.G.T.U., à partir de 1923 fonctionnaire du parti, 1924 membre du C.C. du P.C.F., retrait à la fin des années 20.

⁶ Cf. AHD I, p. 177; Poincaré forma en juillet 1926 un gouvernement de 'l'union nationale' avec une partie de l'ancien cartel des gauches.

⁷ Cf. Thesen über die internationale Lage und die Aufgaben der Kommunistischen Internationale (du VII^e plénum du C.E. de l'I.C. de novembre-décembre 1926): "[...] Die Kommunistische Partei Frankreichs erscheint in den Augen der Arbeiter- und Bauernmassen immer mehr als die einzige Partei, die fähig ist, ihre Interessen zu verteidigen [...]. Bei der Bildung der Regierung Poincaré hat die Partei deren Bedeutung und Rolle richtig eingeschätzt, hat aber nicht genug für die Mobilisierung der Massen getan. Das ist auf die Mängel ihrer ganzen Organisation zurückzuführen. Diese wurden durch die jüngste energische Agitationskampagne unter den Massen zu spät und nur teilweise berücksichtigt." (*Inprekorr* VII (1927), n° 16, 5-2., pp. 313-320, ici p. 319).

⁸ Après un chômage augmenté pendant l'hiver 1926/27, le P.C.F. organisa en collaboration avec la C.G.T.U. des comités de chômeurs. Cf. A. Ferrat, *Histoire*, pp. 196 et suiv.

⁹ A ce sujet il n'y a pas de matériel dans les Archives Humbert-Droz.

317

¹ D'après des informations de Humbert-Droz c'est un pseudonyme de Lipec alias Petrovsky.

² En mars et avril Sémard attaqua la politique et la théorie de la S.F.I.O. par une série d'articles dans "*L'Humanité*".

³ Léon Blum (1872-1950), élève à l'Ecole normale supérieure, fonctionnaire au conseil d'Etat, d'abord critique littéraire et théâtral, en 1902 membre du parti de Jean Jaurès, à partir de 1904 travaille à *L'Humanité*, 1914 chef de cabinet du ministre socialiste Sembat, 1919 député, dirigeant de la minorité au congrès de Tours en 1920. Un des créateurs du cartel des gauches en 1924. Il fut le dirigeant incontesté de la S.F.I.O. De juin 1936 à juin 1937 et de mars à avril 1938 premier ministre au gouvernement du Front populaire, arrêté par le gouvernement de Vichy en septembre 1940, livré à l'Allemagne en 1943 où il fut libéré par les alliés. De décembre 1946 à janvier 1947 à nouveau Premier Ministre. Il exerça une grande influence sur la S.F.I.O. pendant la période de l'après-guerre où il s'opposa aux tendances de rapprochement avec le P.C.F.. Cf. entre autres G. Ziebur, Léon Blum. En même temps que la série d'articles de Sémard, Blum s'occupa de la politique du P.C.F. dans une série d'articles dans le journal socialiste *Le Populaire*.

⁴ On se réfère probablement au fait suivant : "A Tours, par exemple, le 10 décembre 1926, se tient une réunion à laquelle participent 10 militants communistes dirigeants de la région et 10 dirigeants des organisations socialistes du département. On y déclare que la lutte de la classe ouvrière pour le front unique ne suffit pas, qu'il faut l'unité politique et l'on discute des conditions de cette unité politique." (A. Ferrat, *Histoire*, p. 207).

⁵ Cf. doc. 314, note 17.

⁶ Fin janvier 1927 le Comité Exécutif de la C.G.T.U. proposa à la C.G.T. une "fusion générale à la base sous le contrôle d'un comité paritaire" avec certaines garanties pour la démocratie interne des syndicats autonomes. Ceci fut refusé par le C.C. de la C.G.T. en février qui à la place demanda l'adhésion des unitaires à la C.G.T. et en même temps rejeta toute garantie de démocratie interne. Début avril, le C.C.N. de la C.G.T.U. accepta les revendications d'adhésion à la C.G.T. sous condition de garanties bien précises. Il envoya le 5.4. une délégation au C.C.N. confédéré qui à ce moment-là tenait un congrès, et proposa une entrée en bloc de la C.G.T.U. Le C.C.N. répondit le lendemain à la C.G.T.U. et demanda la dissolution des syndicats de la C.G.T.U. comme condition sine qua non et n'accepta que l'adhésion individuelle des membres de la C.G.T.U. De nouveau le C.C.N. refusa de donner des garanties pour la démocratie "dans le syndicat". Ainsi cette manoeuvre d'unification échoua. Cf. *L'Humanité*, 1.2., 19.2., 5.4., 6.4. 1927; A. Ferrat, *Histoire*, pp. 100 et suiv.

⁷ cf. doc. 314, note 25.

⁸ La situation en Chine, début avril 1927 fut caractérisée par une offensive du Kuomintang pendant laquelle en février 1927 les troupes de Tchang Kai-Chek avaient abouti à une occupation de Changhai. En même temps les querelles à l'intérieur du Kuomintang, auquel le P.C. chinois était rattaché, s'intensifièrent et conduisirent au massacre des travailleurs de Changhai par les troupes de Tchang, le 11 avril. Cf. la déclaration du 15.4. à ce sujet qui fut signée par Humbert-Droz, Šmeral, Kuusinen et Murphy, dans: *Inprekorr* VII (1927), n° 41, 16.4., p. 861.

⁹ Crémet dût s'enfuir de France à la mi-avril car il était accusé d'être impliqué dans une affaire d'espionnage. Cf. sa lettre ouverte dans *L'Humanité* du 20.4.1928.

¹⁰ Cf. doc. 314, note 29.

318

¹ Le C.C. eut une réunion le 6 et 7 avril. Il soutint la ligne du bureau politique sur tous les points et refusa la proposition de Suzanne Girault. Cf. *L'Humanité* du 7, 8, et 10 avril 1927.

² Il n'y a pas d'autres lettres de Crémet à Humbert-Droz dans les Archives Humbert-Droz.

³ Cf. doc. 317, note 4.

⁴ Cf. doc. 317, note 2.

⁵ Cf. doc. 317, note 6.

⁶ Cf. AHD I, p. 392. Georges Doucet (1895-1938), ouvrier bonnetier, puis employé, militant syndicaliste et communiste, 1918 au P.S., membre du C.C. de l'A.R.A.C., puis au P.C.F., C.E. de la C.G.T.U. 1926/27, 1927 un des six membres de la délégation pour le dixième anniversaire de la révolution d'octobre, militant surtout en province. André Mathieu, né en 1896, dans les années 20 membre de la commission exécutive du syndicat général des travailleurs de l'industrie de la viande. 1924 à l'école du parti à Bobigny, 1927 à Moscou comme membre de la délégation pour le

X^e anniversaire de la révolution. Alice Brisset (1894-1962), secrétaire de Pierre Sémard, au milieu des années 20 au secrétariat du P.C.F. de la région parisienne et à la commission pour les femmes. A partir de 1926 au C.C. Dans la direction de la Fédération unitaire des textiles. A partir de 1930 plus de responsabilité. Après la guerre de 1946 à 1951 dans la commission administrative de la C.G.T.

⁷ A ce sujet il n'y a de matériel ni dans les Archives Humbert-Droz, ni dans le protocole du VII^e plénum du C.E. de l'I.C.

⁸ Fargue, né en 1877, camionneur, élu secrétaire de la section syndicale des dockers, 1920 un des créateurs des Comités syndicalistes révolutionnaires et 1921 secrétaire administratif permanent du C.C. des C.S.R. 1921 secrétaire adjoint du syndicat des travailleurs du transport, 1921 membre du P.C.F., 1927 secrétaire à la propagande de la fédération des dockers, 1929 à la Ligue syndicaliste.

⁹ Le syndicat des dockers de Dunkerque, qui avait poursuivi une longue grève pendant la 2^e moitié de l'année 1926, décida le 13.2. de passer de la C.G.T. à la C.G.T.U. A cette époque la ligne officielle du P.C.F. concernant les syndicats était encore pour l'unité des deux syndicats. Cf. *L'Humanité*, 13.2. 1917, *Révolution prolétarienne* III (1927) n° 29, 1.3., p. 15.

¹⁰ Organe central de la Confédération Générale du Travail.

¹¹ Voir doc. 317, note 9.

319

¹ Le XI^e congrès du P.C.A. eut lieu du 2 au 7 mars à Essen. Il marqua la fin du combat contre le reste de l'aile "gauche". Cf. H. Weber, *Die Wandlung*, pp. 170-178.

² La II^e conférence internationale du S.R.I. eut lieu à Moscou du 24.3. au 5.4. Cf. W. Trostel, 'Die Zweite Internationale Konferenz der I.R.H.', dans *Inprekorr* VII (1927), n° 45, 26.4., p. 940 et suiv.

³ Référence aux activités colonialistes de Mussolini qui s'affirment au cours de l'année 1926. Ainsi dans les Balkans, des relations ont été tissées par le Pacte de Tirana qui équivalait à l'instauration d'un Protectorat italien sur l'Albanie. Cf. Santarelli, *Storia*, II, pp. 63-76, Cassels, op. cit., pp. 315-337. Aucune Conférence traitant spécialement de ce problème ne fut convoquée par l'I.C. Cf. doc. 321.

⁴ Il s'agit probablement du VIII^e plénum du C.E. de l'I.C. qui commença le 18 mai. Cf. doc. 314, note 6.

⁵ Cf. doc. 317, note 8.

⁶ La lettre de Togliatti pas plus que la réponse ne figurent dans les Archives Humbert-Droz.

⁷ Voir par exemple la résolution du C.C. de juin 1927, 'La lotta contro la guerra', dans: *Lo Stato Operaio*, I (1927), n° 5, juillet, pp. 619-624. Dans l'original il y a l'abréviation P.C.T. ce qui est certainement une faute de frappe.

⁸ Cf. doc. 312 note 15.

⁹ Cf. Procès-verbal de la session du C.C. au mois de mars 1927 dans: A.P.C. 557/1 et suiv.; les trois lettres au B.P. du P.C.I. rédigées par Longo (Pseudonyme: Gallo) se trouvent dans A.P.C. 604/4-19, Cf. Spriano, II, op. cit. pp. 106 et suiv. En ce qui concerne les dissidences entre la direction du Parti et la direction 'gauchiste' des Jeunesses Communistes (Longo/Secchia) s' exacerbant au cours de l'année, dissidences ayant leur origine dans le mot d'ordre 'Assemblea Repubblicana' voir (entre autres) les documents provenant des Archives Tasca présentés par G. Berti dans: *Annali*, 8, 1966, pp. 364-436.

¹⁰ Publiée dans: Rapport politique, pp. 88-97.

¹¹ Cf. doc. 314, note 19.

¹² Stojan Minev, alias entre autres Stepanov (1891-1959), adhérent des T'esnjaki, pendant la I^{ère} guerre mondiale en Suisse, adhérent de la gauche de Zimmerwald. Pendant les années 20 et 30 actif dans l'appareil de l'I.C., entre autres au secrétariat latin, dans divers pays notamment en France et pendant les années 30 en Espagne. Pendant la II^e guerre mondiale en Amérique du Sud, ensuite ne retourna pas en Bulgarie mais travailla dans différents instituts à Moscou. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 271-272; V. Kahan, *A contribution*, p. 180.

¹³ Pendant les années 20 un des principaux spécialistes pour l'organisation de l'I.C. sur laquelle il parla lors de conférences et écrivit dans la presse de l'I.C. A aussi travaillé dans le O.M.S.

¹⁴ Cf. doc. 321, note 8.

¹⁵ Probablement une conférence du P.C.B.

¹⁶ Grigorij Natanovič Mel'ničanskij (1886-1937), métallurgiste, membre de la social-démocratie russe à partir de 1902, plus tard bolchévique, travaille pour le parti dans le sud de la Russie, à Nižnij Novgorod et en Sibérie. Pendant la révolution de 1905 dirigeant des soviets à Odessa, 1910 émigration aux Etats-Unis, retour après la révolution d'octobre. Travail dans le Parti et dans les syndicats d'abord à Petrograd puis à Moscou. Membre du conseil central des syndicats et du présidium de l'I.C. D'abord adhérent de Tomskij, puis se sépare de lui en 1928/29. Arrêté pendant les purges, meurt en prison. "Who was who in the U.S.S.R.," p. 380.

¹⁷ Un groupe de syndicalistes et de membres des Partis socialistes orientés vers la gauche existant en Belgique, aux Pays-Bas, ainsi qu'en Angleterre pendant la période allant de 1924 à 1928. Son but était la conciliation avec les syndicats soviétiques.

¹⁸ Frans Libaers était un militant syndical belge, membre de l'Union des Vêtements, un des dirigeants du groupe 'Unité'. Ainsi il se trouvait en 1926 en l'Union Soviétique, où il assistait à une conférence internationale des ouvriers spécialisés du textile.

¹⁹ Voir doc. 312, note 9.

²⁰ Michail P. Tomskij (1880-1936), membre de la social-démocratie russe à partir de 1904. Adhérent de l'aile bolchévique. Pendant la révolution de 1905 dirigeant des soviets à Reval, 1907 délégué au congrès du R.S.D.R.P. de Londres. Après son retour, en 1909, en Russie il est arrêté. Après la révolution de février à Petrograd. Dirigeant du mouvement syndical. De 1919 à 1929 dirigeant du conseil central des syndicats soviétiques. A partir de 1919 membre du C.C. et à partir de 1922 membre du B.P. Membre du C.E. de l'I.C. au II^e congrès mondial. Participe à la fondation de l'I.S.R. et fit partie de son comité exécutif. En 1929 étant adepte de Bucharin il est démis de ses fonctions dirigeantes. Il se suicide après son arrestation pendant les purges en U.R.S.S. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 409.

²¹ Humbert-Droz décrit dans son autobiographie ses activités comme dirigeant de la commission syndicale ainsi: "... Lozovsky [...] cherchait à créer dans tous les pays des sections de son Internationale en provoquant des scissions dans les syndicats. Togliatti et moi avons maintes fois déjoué ses plans et travaillé au maintien ou au rétablissement de l'unité syndicale." (*Mémoires*, II, p. 267). D'après Andrés Nin, un dirigeant de l'I.S.R. pendant les années 20, il y avait à cette époque les différentes tendances suivantes: "Una, que consistía en sostener la unidad a toda costa, renunciando en todos los casos a la creación de sindicatos independientes, aun cuando las circunstancias lo exigieran. Esta corriente era representada, en primer término, por los elementos dirigentes de los sindicatos soviéticos y por una gran parte de los de la oposición sindical revolucionaria alemana. La otra corriente, sostenida más o menos abiertamente por el propio secretario general, Lozovski, tendía a crear organizaciones

independientes aun cuando las circunstancias fueran poco favorables para ello.” (Andreu Nin, *Las organizaciones*, p. 130).

²² Lors du VII^e plénum du C.E. de l'I.C. qui eut lieu du 2.11. au 16.12 on ne publia des résolutions sur les questions syndicales que les résolutions générales pendant que “einige spezielle Resolutionen über einzelne Fragen unserer Gewerkschaftstaktik [...] nicht für die Öffentlichkeit bestimmt waren.” Le présidium fut chargé de publier les grandes lignes des résolutions non publiées. Cf. Togliattis Bericht der Gewerkschaftskommission, dans : Protokoll. Erweiterte Exekutive, pp. 853-856. ‘Vertrustung, Rationalisierung und unsere Aufgaben in den Gewerkschaften, Thesen des Genossen Losowski’, dans : *Inprekorr*, VII (1927), n° 16, 5.2., pp. 321-326.

²³ Le 6.4. les troupes du chef militaire du Nord, Tchang Tso-Lin, occupèrent l’ambassade soviétique à Pékin avec le consentement des autres corps diplomatiques. En même temps commença un blocage du consulat soviétique à Changai par des forces de police qui furent relevées plus tard par des unités de troupes étrangères. Cf. entre autres : ‘Eine unerhörte Provokation’, dans : *Inprekorr*, VII (1927), n° 38, 8. avril, pp. 813 et suiv.

²⁴ La politique chinoise de la direction du parti soviétique était depuis quelques temps un des principaux thèmes de contestation de la part de l’opposition unifiée Trockij-Zinov’ev et Radek qui en fut aussi un temps le porte-parole. Le P.C. chinois avait adhéré sur l’insistance du P.C.U.S. au Kuomintang et voyait comme principal devoir de le soutenir. L’opposition au contraire était favorable à une intervention indépendante du P.C. chinois ce qui d’ailleurs correspondait à la vue du fondateur et dirigeant du P.C. chinois Tchen Tu-Hsiu. Cf. entre autres P. Broué, *La question chinoise*.

320

¹ Cf. doc. 314 et 316.

² Il s’agit là d’une discussion qui amena à la rédaction de la lettre ouverte du 2.4. (appendice no. 5).

³ Voir doc. 314, note 9.

⁴ Voir doc. 314, note 10.

⁵ Lors des élections sénatoriales de janvier 1927, le P.C.F. avait formé une liste commune avec les socialistes et les candidats de la gauche dans le département de la Seine afin d’entraver les votes des réactionnaires. Cf. entre autres la déclaration du B.P. dans *L’Humanité* du 7.1.1927.

⁶ Cette lettre ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz

⁷ Cf. AHD I, p. 147.

⁸ Dans l’original Schüler, cf. AHD I, p. 212.

⁹ Pendant l’hiver 1926/27 le P.C.F. a soutenu pendant quelques temps la revendication “arrêt de l’importation collective de la main-d’œuvre étrangère”. Ceci fut critiqué dans la lettre ouverte du présidium et ensuite abandonné comme revendication nationaliste. Cf. la lettre ouverte dans l’appendice no. 5 et A. Ferrat, *Histoire*, p. 198.

¹⁰ Cela veut dire les élections sénatoriales. Cf. note 5.

¹¹ Il s’agit probablement de la séance du C.C. du 6 et 7 avril. Cf. doc. 318, note 1.

¹² Les documents ne se trouvent pas dans les Archives Humbert-Droz. Il s’agit peut-être là de la tentative du P.C.F. d’éloigner Humbert-Droz du secrétariat latin. Cf. doc. 319.

¹³ Cf. doc. 314, note 19.

¹⁴ A la mi-avril le P.C.F. forma un comité d'action avec la C.G.T.U., l'A.R.A.C. et les J.C. afin de mener une grande campagne d'agitation du 20.4. au 15.5. Les thèmes principaux de la campagne étaient les rationalisations, les lois militaires, le retrait des troupes étrangères de la Chine et la reconnaissance du gouvernement du Kuomintang à Canton. Cf. *L'Humanité*, 12.4.1927.

¹⁵ Cf. par exemple Paul Marion, 'L'impérialisme français recule', dans: *Cahiers du bolchévisme*, II (1927), n° 69, 1.4., pp. 378-380.

¹⁶ Cf. doc. 314, note 25.

¹⁷ Voir doc. 317, note 9.

¹⁸ Probablement Henri Jacob. Cf. AHD I, p. 349, note 12. Par erreur on a donné le prénom de Joseph. Il revint de Moscou à cette époque.

¹⁹ Cf. doc. 317, note 8. Lors de la prise de Nanking par le Kuomintang il y eut un bain de sang à cause de l'intervention des troupes anglaises et américaines. Cf. Das Blutbad von Nanking, dans: *Inprekorr* VII (1927), n° 34, 29.3., pp. 728 et suiv.

321

¹ Les documents ne se trouvent pas dans les Archives Humbert-Droz.

² Il s'agit probablement des membres de l'ufficio estero en France qui se composait en avril 1927 de Togliatti, Tasca et Grieco. Cf. Spriano, Storia, II, p. 69.

³ Cf. doc. 317, note 6.

⁴ Voir doc. 317, note 6.

⁵ *Vie Ouvrière* était l'organe central de la C.G.T.U.

⁶ "S'épuiser" en français.

⁷ Le document ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz. Il n'a pas été possible de découvrir qui était V.

⁸ Voir doc. 319, note 14.

⁹ La "concentrazione antifascista" fut fondée en avril 1927 comme coalition de groupes socialistes et libéraux de l'opposition. Elle exista jusqu'en mai 1934. Cf. Santi Fedele, Storia della concentrazione antifascista 1927/34, Milan 1976.

¹⁰ *La Libertà*, l'organe de la Concentrazione antifascista, parut finalement comme journal hebdomadaire. Cf. Fedele, p. 27.

¹¹ Cf. AHD I, p. 649, note 8.

¹² Il s'agit du bureau de la C.G. d' L. à l'étranger, dirigé par Buoizzi. Cf. doc. 312, note 14.

¹³ Francesco Nitti, cf. doc. 228, note 1.

¹⁴ La "Lega italiana dei diritti dell'uomo" fut fondée en 1922 selon l'exemple français de la "Ligue des droits de l'homme." Cf. Fedele, p. 23.

¹⁵ Les maximalistes avaient envoyé le 20.2. une lettre ouverte au P.C.I., aux réformistes, aux républicains, et aux anarchistes, dans laquelle ils exigeaient des actions communes de boycottage contre l'Italie et un soutien des victimes du fascisme. Le P.C.I. répondit par la critique suivante: la lettre ne contenait rien concernant le travail commun antifasciste en Italie. Cf. La proposta massimalista di unità proletaria, dans *Lo Stato Operaio* I (1927), n° 2, avril, pp. 244-248. Cf. aussi Fedele, p. 26.

¹⁶ Cf. doc. 319, note 3.

322

¹ Les documents ne se trouvent pas dans les Archives Humbert-Droz.

² Cf. doc. 318, note 1.

³ Au printemps 1927 eut lieu une vague d'arrestations contre les membres dirigeants du P.C.F. La direction du parti fut d'abord d'avis d'accepter les peines. D'après Barbé, un futur dirigeant du parti, on a expliqué cela par le fait que les peines étaient minimes – 6 mois à 1 an – et que d'autre part elles pouvaient être purgées en régime politique. Les dirigeants des jeunesses communistes surtout étaient contre, et ses membres menacés d'arrestation se mirent en illégalité. Plus tard, au cours de l'évolution vers la tactique "classe contre classe", le comportement de la direction du parti fut taxé de légalisme et d'opportunisme et ceux qui étaient menacés d'arrestation se mirent dans l'illégalité. Cf. H. Barbé, *Souvenirs de militant*, pp. 114 et suiv.; A. Ferrat, *Histoire*, pp. 209 et suiv.

⁴ Cf. AHD I, p. 63, note 3. Il y avait un mandat contre Cachin à cause de ses activités contre la manière française de conduire la guerre au Maroc en 1925. Après son retour de Moscou après le plénum du C. E. de l'I.C., Sémard fut arrêté à cause d'un article qui datait de l'époque de la campagne du Maroc en 1925. Il avait déjà été condamné pour cela mais son appel était encore en instance devant la Cour suprême. Cf. *L'Humanité*, 10.6., 11.6.1927.

Doriot fut entre autre poursuivi pour les déclarations qu'il avait faites en Chine où il se trouvait au printemps 1927 en tant que membre d'une délégation internationale pour le soutien de la révolution chinoise.

⁵ "[...] Je suis prêt à aller en prison. J'y suis déjà allé! Un communiste n'est pas diminué lorsqu'il est frappé pour la défense des idées de son parti[...] Après cela, avec mes amis j'entrerai à la Santé, la tête haute et la conscience plus tranquille que la vôtre!" Cité dans *L'Humanité*, 24.6.1927.

⁶ Du fait que Cachin était député, toute arrestation pendant la période de séance du parlement devait être décidée par la Chambre. Le comportement du P.C.F., les abstentions de vote, furent justifiés par le fait que Cachin ne voulait pas jouir de privilège par rapport à ses compagnons également arrêtés qui ne jouissaient pas de l'immunité parlementaire. Cf. *L'Humanité*, 5.7.1927.

⁷ Soi-disant à cause d'une préparation d'un attentat royaliste contre la prison où était Sémard, il fut libéré le 25.6. avec deux dirigeants de l'Action française. Il resta cependant dans l'illégalité et fut arrêté le 22 juillet n'ayant pas répondu à une sommation de se présenter. Cf. *L'Humanité*, 26.6. et 23.7.1927.

⁸ Il s'agit là du Comité d'Action qui dirigea la campagne contre la guerre du Maroc en 1925. Les membres, qui jusque là n'avaient pas été arrêtés, furent incarcérés le 4 juillet. Cf. *L'Humanité*, 5.7.1927.

323

¹ Humbert-Droz a passé, en été 1927, un mois de vacances en Suisse, avec sa famille. Il avait été envoyé en Norvège auparavant, pour liquider une crise du Parti communiste norvégien, dont son rapport – voir doc. suiv. – fait mention. Auparavant déjà il avait assisté au II^e congrès du Parti communiste de Norvège en mai/juin 1925 comme représentant du Komintern. Cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 258 et suiv.

324

¹ Le P.C. norvégien fut fondé en 1923 à partir de l'aile fidèle à l'I.C. du D.N.A. qui avait appartenu aux co-fondateurs de l'I.C. mais qui avait finalement rompu avec l'I.C. à cause des 21 clauses d'admission. Déjà en 1921 l'aile social-démocrate du

D.N.A. s'était constituée en parti indépendant. Après 1925, deux tendances se sont développées dans le P.C. : une tendance "gauche" de Arvid Hansen et une tendance "droite" autour du député parlementaire Olav Schefflo dont les différends ont marqué les années suivantes. Après le déviationnisme de gauche de l'I.C. en 1928/29 beaucoup de membres de l'aile "droite" quittèrent le parti et retournèrent au D.N.A. Cf. T. Gilbert, *The Soviet Communist Party*, pp. 63 et suiv.

² Arvid Gilbert Hansen, né en 1894, dirigeant des jeunesses socialistes et pour l'adhésion au Komintern, 1923 un des dirigeants du P.C.N., 1924 candidat du C.E. de l'I.C., au V^e congrès mondial et candidat au Présidium au IV^e plénum du C.E. de l'I.C. réélu au VI^e congrès mondial, au V^e congrès mondial un des dirigeants de l'aile gauche. Dirigeant du P.C.N. 1928-1931, puis critiqué par l'I.C. Pendant l'occupation allemande en Suède, après 1945 retour au secrétariat du parti, exclu plus tard (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, pp. 144-145).

³ "Mot Dag" fut une organisation qui publiait une revue du même nom. La revue fut fondée en 1921 par l'organisation des étudiants social-démocrates, mais la rédaction était aux mains d'un petit groupe autour d'Erling Falk. Ce groupe constitua l'organisation "Mot Dag", dont le nombre d'adhérents augmentait lentement de 12 à environ 250 au temps de la dissolution en 1936. La plupart étaient des universitaires, mais il y avait aussi quelques militants syndicaux. Le but de l'organisation était de constituer une élite révolutionnaire. Les membres étaient fortement liés à la personne d'Erling Falk, et ils étaient soumis à une discipline sévère. En 1922-23, "Mot Dag" joua un rôle important au sein du D.N.A., soutenant le groupe autour de Martin Tranmael qui voulait que la majorité du parti rompe avec l'Internationale Communiste. Mais en 1925 "Mot Dag" fut exclu. En 1927 le groupe adhéra au P.C.N. mais en 1928-29 il fut exclu, avant tout à cause du désaccord sur la question d'un gouvernement travailliste minoritaire en 1928, qui fut soutenu par lui et l'aile "droite" du P.C.N. Dès cette époque "Mot Dag" n'eut plus de lien direct avec les partis politiques, mais travailla très efficacement dans les organisations d'étudiants. Il forma part de l'"Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition", c'est-à-dire de l'opposition de "droite", dirigée par Heinrich Brandler et August Thalheimer. La revue "*Clarté*" fonctionnait comme une organisation de recrutement de "Mot Dag", et plusieurs organisations socialistes étaient formées parmi des professions libérales. Au moment où Erling Falk tomba malade et ne put plus maintenir la discipline, les membres du groupe, sauf Erling Falk, adhèrent au D.N.A. en 1936. (Cf. J. A. Christophersen, 'Mot Dag'; K.H. Tjaden, *Struktur*, partie I, p. 264; Cf. note 9).

⁴ Olav Schefflo, né en 1883, un des dirigeants de la fraction procommuniste dans le D.N.A., dirigea l'organe central du parti et plus tard du P.C.N., député parlementaire, membre du C.E. de l'I.C. aux III^e, IV^e et V^e congrès mondiaux, membre du présidium au IV^e plénum du C.E. de l'I.C. en 1924, critiqué en 1925 pour son déviationnisme "opportuniste de droite", rompit avec l'I.C. à cause de sa position envers le gouvernement du D.N.A. en 1928. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 356).

Elias Volan, né en 1887, syndicaliste dès 1905, il occupa plusieurs postes de direction dans les syndicats. Après 1923 un des dirigeants syndicalistes du P.C.N. Retourna plus tard dans le D.N.A. (Cf. J. Friis et T. Hegna, *Arbeidernes Leksikon*, VI, colonne 1045).

Emil Stang, né en 1882, avocat, membre du D.N.A. à partir de 1911, pendant la guerre un des dirigeants de son aile gauche, unique participant norvégien au congrès de fondation de l'I.C., à partir de 1923 dans le P.C.N., après 1928 rupture avec

l'I.C. à cause de la position envers le gouvernement du D.N.A. (Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 382; J. Friis et T. Hegna, *Arbeidernes Leksikon*, VI, colonne 503).

Peder Furubotn, né en 1890, syndicaliste et partisan de l'adhésion du D.N.A. à l'I.C. Secrétaire des jeunesses communistes. Secrétaire du P.C.N. après 1923. Lors du II^e congrès du parti en 1925, élu président du parti. Lors du VI^e congrès mondial élu dans le C.E. de l'I.C., à partir de 1931 candidat au présidium. De 1930 à 1937 à Moscou. De 1945 à 1948 secrétaire général puis exclu comme titoïste (B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, *Biographical*, p. 112).

⁵ Un journal publié par le groupe "Mot Dag" (voir note 3)

⁶ Erling Falk (1887-1940). En 1907 il partit pour les Etats-Unis, où il participa au mouvement syndical révolutionnaire I.W.W. En 1918 il rentra en Norvège et adhéra au D.N.A. Il s'inscrivit à l'Université d'Oslo. En 1921 il prit l'initiative de constituer le groupe "Mot Dag", et il fut rédacteur de la revue du groupe. L'hiver 1921-22 il fit un voyage en Allemagne, Autriche et Tchécoslovaquie pour étudier le mouvement ouvrier. Pendant l'été 1923 il fut le leader de la délégation norvégienne au plénum du C.E. de l'I.C. Falk soutenait Tranmael et la majorité du parti en 1923, mais rejoignit aussi le P.C.N. quand "Mot Dag" y entra. Grâce à son savoir politique et sa personnalité puissante, il avait une très grande influence sur les intellectuels radicaux des années 20 et 30. Dès 1934/35 Falk tomba malade et ne put plus faire de travail politique.

⁷ Pour le VIII^e plénum du C.E. de l'I.C. voir doc. 314, note 6.

⁸ Sverre Krogh, né en 1883 à Oslo, après 1903 dans les fédérations de jeunesses socialistes, plus tard aux journaux du D.N.A., délégué au congrès de la II^e Internationale de Copenhague, en 1921 et 1924 élu député parlementaire. Au moment de la scission en 1923 dans le P.C.N. Retour en 1928 au D.N.A. (Cf. J. Friis et T. Hegna, *Arbeidernes Leksikon*, IV, colonne 872).

⁹ Aux élections qui eurent lieu le 17 octobre 1927, le P.C.N. posa sa candidature comme parti autonome mais ne proposa de candidats dans chaque canton électoral. Il obtint 40,000 voix et trois mandats contre 5 mandats aux élections précédentes. Cf. Arvid Hansen, 'Nach den Wahlen in Norwegen', in: *Inprekorr*, VII (1927), n° 107, 1.11., p. 2309 et suiv.

¹⁰ Le congrès des syndicats qui eut lieu du 4 au 14 décembre 1927 refusa finalement l'adhésion à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Cf. Arvid Hansen, 'Der norwegische Gewerkschaftskongress', in: *Inprekorr*, VII (1927), n° 126, 28.12., p. 2943 et suiv.

¹¹ Pendant l'année 1926 se développa une tendance pour un parti unique dans les différents partis ouvriers norvégiens. Le P.C.N. aussi se prononça pour cette tendance. Mais déjà début 1927 eurent lieu deux congrès d'unification, un congrès du D.N.A. et des sociaux-démocrates qui avaient rompu avec lui en 1921 et le congrès de fondation du "Parti de Rassemblement de la Classe Ouvrière" provenant du P.C.N., des groupes de gauche indépendants, et des syndicats autonomes. Les deux congrès étaient organisés d'après les structures du Labour Party, c'est-à-dire avec comme membres collectifs les fédérations des différentes organisations adhérentes. Mais le "Parti de Rassemblement" resta sans "succès particulier". Cf. Die Komintern, p. 223; John Pepper, Eine Umschichtung der norwegischen Arbeiterbewegung, dans: *Inprekorr*, VII (1927), Nr. 21, 22.2. p. 418 suiv. John Pepper, Das Labour-Party-Problem in Norwegen, in: *Die Kommunistische Internationale*, VIII (1927), n° 13, pp. 612-622.

¹² Ottar Lie, né en 1896, depuis 1911 dans le syndicat de la métallurgie norvégien,

secrétaire du D.N.A. du district de Hedmar, à partir de 1923 au P.C.N., en 1927 secrétaire du parti (Arbeidernes Leksikon, V, colonne 49).

Albin Konrad Eines, né en 1888, journaliste, apprentissage comme imprimeur et relieur en Suède. Là-bas militant dans les associations de jeunesses socialistes. 1909 retour en Norvège, journaliste socialiste avant 1923 puis communiste (Arbeidernes Leksikon, V, colonne 512).

Trond Hegna, dans l'original Egna, né en 1898, 1918 comme étudiant entra dans le D.N.A. et dans l'association des jeunesses socialistes. Membre de "Mot Dag". Rédacteur des journaux du D.N.A. Membre du P.C.N. entre 1926 et 1928 (Arbeidernes Leksikon, III, colonne 791).

¹³ Erling Bentzen, dans l'original Bentsen, né en 1897, à partir de 1921 dans l'association des jeunesses du parti. Après la rupture, en 1923, dans le P.C.N. Militant dans les syndicats des ouvriers de commune, là, à partir de 1928 dans les comités exécutifs. 1933 membre du bureau politique du P.C.N. et président des syndicats de l'opposition révolutionnaire (Arbeidernes Leksikon, I, colonne 616.)

¹⁴ Reinert Torgeirson, dans l'original Torgersen, né en 1884, d'abord journaliste socialiste après 1923 communiste (Arbeidernes Leksikon, VI, colonne 788).

¹⁵ Virtanen, co-fondateur du P.C. finlandais et membre de la direction de son bureau à l'étranger, en U.R.S.S. Actif dans l'appareil de l'I.C. jusqu'en 1936, d'abord au secrétariat auprès de Kuusinen, après à Moscou au secrétariat des pays scandinaves du C.E. de l'I.C. A la fin des années 20 séjourna souvent illégalement en Norvège comme instructeur, début 1928 quelques temps en Chine. Fin 1937 Virtanen fut arrêté à Moscou lors des purges et exécuté comme espion à la solde de la Finlande et de la Norvège en janvier 1938.

325

¹ Probablement doc. 323 et doc. 324.

² Il s'agit du VIII^{ème} plénum du Comité exécutif qui eut lieu les 17-30 mai 1927; il avait été convoqué pour discuter de la menace de guerre (rupture des relations diplomatiques par la Grande-Bretagne) et de la question chinoise (mai/juin 1927 défaite du mouvement révolutionnaire). Lors des réunions eut lieu un conflit décisif entre la direction Stalin/Bucharin et l'opposition regroupé autour de Trockij, Zinov'ev, Kamenev, Vujovič, qui critiqua ouvertement le parti russe à cause de la question chinoise; cf. les rapports et les commentaires dans *Inprekorr*, 17.5. - 24.6. 1927; Die chinesische Frage; l'essai de Stalin de faire exclure Trockij et Vujovič de l'exécutif (après que Zinov'ev ait déjà été empêché par les forces de police de participer) échoua par la résistance de la délégation italienne (Togliatti, Silone) ainsi que de Treint et Humbert-Droz contre cette mesure; on décida d'un compromis: le présidium et la commission internationale de contrôle avaient dès lors l'autorisation de renvoyer les dirigeants de l'opposition des organes de l'I.C. au cas où ils n'auraient pas terminé leur travail de fraction. Cf. la résolution dans *Inprekorr*, 3.6.1927; le 15 novembre le C.C. et la C.C.C. du P.C.R.(B.) décidèrent l'exclusion de Zinov'ev et Trockij, cf. *ibid.*, 28.6. et 15.11.1927; cf. entre autres I. Silone, 'Uscita di sicurezza', dans *Comunità*, septembre/octobre 1949; Humbert-Droz, *Mémoires*, II, p. 283; P. Broué, *La question chinoise*, pp. 289-424; P. Spriano, *Storia*, II, pp. 123-138; I. Deutscher, *The Prophet*, pp. 333 et suiv.; P. Broué, *Le parti bolchévique*, pp. 257 et suiv.

¹ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Idelsohn, instructeur russe de la section d'organisation de l'Exécutif de l'Internationale communiste." Cf. Bericht über die Tätigkeit p. 98: "Die Organisationsabteilung des E.K.K.I. wurde, auf Beschluß des Präsidiums des E.K.K.I., erst im Dezember 1923 gegründet. Die Organisationsabteilung stellte sich die Aufgabe, die Umänderung der organisatorischen Struktur der Sektionen der K.I., die bisher noch die organisatorischen Formen der friedlichen Auftätigkeit der II. Internationale bewahrt hatten, zu fördern und den Übergang von der friedlichen Wahl-, Agitations- und Propagandaorganisation zur Kampforganisation, die fähig ist, den Kampf für die proletarische Diktatur zu leisten und die Macht in ihre Hände zu nehmen, zu unterstützen."

² Note de Humbert-Droz dans la copie: "Heimo, secrétaire administratif de l'Exécutif, militant communiste finlandais." Mauno Heimo (?-1937), finlandais, activités communistes comme étudiant après la 1^{re} guerre mondiale; 1920 pour l'I.C. en Suède et en Norvège mais il est arrêté; après sa libération, à Moscou dans l'appareil de l'I.C. où il travaille 15 ans; dans le P.C. finlandais adhérent de Kuusinen; plus tard obtient la nationalité soviétique, membre dans le P.C.R.(B.) participe par des travaux administratifs au III^e plénum du C.E. de l'I.C. en juin 1923 et au VI^e congrès mondial de 1928; jusqu'en 1935 différentes missions pour l'I.C. en Europe centrale et occidentale; pendant la purge staliniste de 1937 fut arrêté avec sa femme et exécuté. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, pp. 147-148.

³ Au milieu de l'année 1927 jusqu'en janvier 1928 Humbert-Droz fut envoyé à Berlin pour diriger là-bas avec Manuil'skij le bureau de l'Europe occidentale de l'I.C. (W.E.B.) nouvellement créé, celui-ci avait été ouvert afin de renforcer les contacts avec les partis communistes et afin de pouvoir mieux surveiller les activités de l'opposition internationale de gauche (les "trotskystes"), cf. Humbert-Droz, Mémoires, II, pp. 287-293; cf. Humbert-Droz à propos des conditions de travail à Berlin dans une lettre à sa femme Jenny du 19 octobre 1927: "Nous travaillons sans aucune méthode, au jour le jour, d'une façon fiévreuse et désordonnée. Les conditions techniques du travail sont aussi telles qu'il est encore moins productif qu'à Moscou. Seules les visites aux partis donnent quelque chose. Le travail fait ici, à Berlin, ne vaut pas le diable. Nous rôdons dans les brasseries et les restaurants, nous vivons sur la rue, sans organisation du travail. Bref, je suis très peu optimiste sur le développement de notre action ici." (ibid., pp. 291 et suiv.).

⁴ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Piatnitzky".

⁵ En octobre 1927 (du 9 au 12 et encore une fois entre le 20 et 27) Humbert-Droz prit part à la séance du C.C. du P.C. belge à Bruxelles, cf. Humbert-Droz, Mémoires, II, p. 290; la situation dans le P.C. (à laquelle fait allusion Idelsohn) est décrite par Humbert-Droz dans une lettre à sa femme Jenny du 24 octobre: "Ici la situation est encore bien confuse. L'opposition russe vient de conquérir une nouvelle position, Liebhaers-Geers ont pris position très nettement pour l'opposition dans leur journal *L'Unité* - dernier numéro pour l'anniversaire d'octobre - et dans un long questionnaire proposé par eux pour la délégation ouvrière qui s'en va en Russie et dont les 42 questions sont savamment choisies de toutes les affirmations de l'opposition recueillies dans les organes de Maslow-Souvarine-Monatte. Naturellement toute l'idéologie social-démocrate et individualiste - anarchiste de ces 'Purcells' belges s'exprime très durement. Ce serait bien facile à combattre si, dans notre parti, il n'y avait pas des hésitations qu'il faut d'abord vaincre. Van Overstraten est hésitant. Il fait confiance à la majorité mais demande, avant de se prononcer clairement,

d'être mieux renseigné. Je pense qu'il ne faut pas brusquer la situation. Elle pourrait se présenter alors défavorable pour nous. Je m'efforce, en discutant avec van Overstraten, de dissiper ses doutes et j'espère que, dans un proche avenir, il prendra plus nettement position."

⁶ On parle du P.C.S.

⁷ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

327

¹ Ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz; mais voir doc. 326, note 5.

² Note de Humbert-Droz dans la copie: "Parti communiste suisse"; la lettre ne se trouve pas dans les Archives Humbert-Droz.

³ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Séance de l'Exécutif de l'Internationale communiste"; il s'agit de la séance du Comité exécutif élargi de mai 1927, cf. doc. 325, note 2.

⁴ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Gregore Zinoviev".

⁵ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Maurice Thorez".

⁶ Note de Humbert-Droz dans la copie: "War van Overstraten"; Edouard Léonard Honoré van Overstraeten voir AHD I, p. 9, note 1.

⁷ Il s'agit certainement de matériaux concernant l'opposition russe, cf. doc. 326, note 5.

⁸ De Bruxelles, Humbert-Droz s'était plaint que les organismes officiels de l'I.C. ne publiaient pas eux-mêmes d'actes et de documents importants de l'opposition russe cf. la lettre déjà citée du 24.10.1927 à sa femme Jenny.

⁹ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Numéro spécial de la *Correspondance internationale (Inprekorr)*"; il s'agit de la publication du 18.11.1927, "Die Opposition in der K.P.S.U.".

¹⁰ On parle ici de la plate-forme de l'opposition russe pour le XV^e congrès du P.C.R. (B.) en décembre 1927, rédigée par Trockij, Zinov'ev, Kamenev, Smilga, Pjatakof, Jakovine, Dingelstedt, Léon Sedov, dont la publication fut interdite par la direction Bucharin/Stalin du parti russe (plus tard connue à l'étranger sous le titre "Die wirkliche Lage in Rußland"). Cf. entre autres, P. Broué, *Le parti bolchévique*, pp. 262 et suiv.; I. Deutscher, *The prophet unarmed*, pp. 356 et suiv.; R.V. Daniels, *The conscience*, pp. 273-321; U. Wolter, *Die linke Opposition*, V et VI.

¹¹ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Ruth Fischer, militante communiste allemande d'extrême-gauche, passée à l'opposition trotzkyste"; Ruth Fischer (née Elfriede Eisler, soeur de Hans et Gerhart Eisler) (1895-1961), études de philosophie et d'économie à Vienne, active dans les organisations étudiantes socialistes, novembre 1918 co-fondatrice et dirigeante du P.C. autrichien; 1919-1921 active à la mise en place de l'organisation communiste à Berlin en citadelle de la gauche; 1922 déléguée du P.C.A. au IV^e congrès mondial de l'I.C., représentante de la "gauche" allemande, mai 1923 membre du C.C. du P.C.A.; au congrès du P.C.A. en avril 1924 la "gauche" (Fischer/Maslow) prit la direction contre le groupe Brandler et R. Fischer devint députée; juin/juillet à la tête de la délégation allemande au V^e congrès mondial, candidate au C.E. de l'I.C., mars/avril 1925 participation au V^e plénum du C.E. de l'I.C., rapporteuse en ce qui concerne la situation allemande; septembre 1925 lettre ouverte de l'I.C. au P.C.A. avec la critique de la direction Fischer/Maslow, août 1926 exclusion du P.C.A.; avec Maslow fondation de différentes organisations d'opposition (entre autres: *Leninbund*); fuite en France en 1933; en juin 1940 en Espagne puis à Cuba, puis finalement aux Etats-Unis en 1941, participation à diverses activités

anti-communistes; publications (entre autres): 'Stalin und der deutsche Kommunismus' et 'Von Lenin zu Mao'. Cf. B. Lazitch et M.M. Drachkovitch, Biographical, pp. 101-102.

¹² Brochure contre l'opposition russe.

¹³ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Manouilsky".

¹⁴ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Grollmann, instructeur de la section d'organisation de l'Exécutif de l'Internationale communiste."

¹⁵ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Kuusinen".

¹⁶ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Bamatter, militant du Parti communiste suisse"; Siegfried Bamatter (1892-1966), de bonne heure membre des jeunesses socialistes en Suisse, pendant la 1^{ère} guerre mondiale participation au secrétariat international sous W. Münzenberg, 1919 co-fondateur de l'I.C.J. à Berlin, dirigeant du sous-secrétariat à Bâle de l'I.C.J. en ce qui concerne les rapports avec Moscou, Berlin, Paris et la Suisse; participation au II^e congrès mondial de l'I.C.; 1922-24 membre du comité exécutif de l'I.C.J., plénipotentiaire de l'I.C.J. en Europe et aux Etats-Unis, 1924 représentant de l'I.C.J. au V^e congrès mondial de l'I.C. A partir de 1924 au service de l'appareil de l'I.C. (service de l'organisation et de l'information); 1929 appelé à la tête du P.C.S., 1931 éloigné de la direction du parti, retour à Moscou, 1932 mission en Espagne, 1936 nationalité soviétique; speaker allemand à la radio de Moscou.

¹⁷ Note de Humbert-Droz dans la copie: "Hofmaier, militant du Parti communiste suisse, instructeur d'organisation"; Karl Hofmaier (1897-), 1918-1921 membre de l'ancien P.C. suisse, 1921 participation au II^e congrès mondial de l'I.C. et au I^{er} congrès de l'I.S.R. à Moscou; à partir de 1921 membre du P.C.S. unifié, 1922-1924 au C.C. et au B.P., à partir de 1924 jusqu'en 1927 à la disposition de l'appareil de l'I.C. (d'abord au service de l'information, puis de l'organisation); 1927 arrêté par la police fasciste italienne, jusqu'en 1932 incarcéré en Italie; 1935 participation au VII^e congrès mondial de l'I.C. à Moscou, inspecteur du Secours Ouvrier International, 1936 à la direction du P.C.S., à partir de 1944 secrétaire central du P.d.A., 1947 exclusion du parti. Cf. K. Hofmaier, Memoiren.

328

¹ Humbert-Droz fut envoyé au milieu de l'année 1927 au Bureau du Komintern pour l'Europe occidentale (WEB) nouvellement installé à Berlin. De là, à la fin de l'année 1927 il se rendit à Paris où il participa à une séance du bureau politique du P.C.F. pendant laquelle il défendit la tactique "classe contre classe". Le jour même, après la séance, il fut arrêté et condamné à cinq mois pour cause d'infraction à un arrêté d'expulsion qui avait été prononcé quelques années auparavant. D'après ses déclarations, seuls les membres du bureau politique étaient au courant de son séjour. Sur le fond de l'affaire Humbert-Droz écrivit lui-même: "[...] je passais devant un juge d'instruction qui me répéta exactement ce que j'avais dit à cette séance du Bureau politique. Sans aucun doute j'avais été dénoncé et livré à la police par un membre du Bureau politique du Parti communiste français [...] Seul André Marty avait mon entière confiance pour rechercher et découvrir le flic parmi les membres du Bureau politique. Par l'intermédiaire de mon avocat, Berthon, je le priai de faire une enquête. Elle resta sans résultat: plusieurs suspects, mais rien de précis. Ce n'est que dix ans plus tard, en 1937, à Moscou, au "procès du centre antisoviétique" où furent condamnés Radek, Rakovsky, Sokolnikov et d'autres, que Vaillant-Couturier, correspondant de l'*Humanité*, me déclara que le membre du

Bureau politique qui m'avait livré, en novembre 1927, n'était autre que Jacques Doriot, indicateur de police depuis plusieurs années. Il devait avoir commis, dans son administration à la mairie de Saint-Denis, des délits découverts par le préfet qui l'aurait placé devant l'alternative: ou le scandale et la prison, ou le service de la police au sein de la direction du Parti communiste français. Je fus alors quelque peu sceptique devant cette révélation, sachant que la direction du Parti communiste français cherchait à noircir Doriot. Bien plus tard, en publiant l'"Oeil de Moscou à Paris", j'ai donné cette version de mon arrestation sous toutes réserves, comme la tenant de Vaillant-Couturier. Aujourd'hui cette réserve est tombée: un fonctionnaire des Renseignements généraux, qui avait lu l'"Oeil de Moscou à Paris", me confirma, quelques mois plus tard, que l'accusation de Vaillant-Couturier était bel et bien fondée." (Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 259 et suiv.).

² L'avocat de Humbert-Droz, le député du P.C.F. André Berthon, réussit en appel à réduire la condamnation à trois mois et un jour. Du fait qu'une partie de sa peine fut remise, Humbert-Droz fut libéré début janvier 1928. Cf. Humbert-Droz, *Mémoires*, II, pp. 300 et suiv.

³ Berthon, voir AHD I, p. 256.

330

¹ Léon Revoire, membre du mouvement des socialistes chrétiens de Paul Passy, avait été en relations avec Humbert-Droz après la guerre. Il avait adhéré au Parti communiste français, dont il fut exclu. Ayant appris l'emprisonnement d'Humbert-Droz, il lui avait écrit à la prison de la Santé pour lui demander l'autorisation d'aller lui rendre visite. Cette lettre est la réponse de Humbert-Droz. L'autorisation de visite ne fut pas accordée à Léon Revoire. (Note de J. Humbert-Droz).

331

¹ Cf. doc. 328, note 2.

INDEX

A. *Index des organisations, congrès, mouvements politiques, etc.**

- Action française 46
- Assemblée fédérale de la Région Parisienne du Parti communiste français (1925) 362
- Assemblées populaires (du Parti communiste portugais) 342
- Association des anciens combattants et mutilés de guerre (Italie) 298, 322, 324-326, 345, 353, 354, 358
- Association des étudiants (Norvège) 415
- Association des journalistes (Suède) 293
- Association des typographes (Suède) 293
- Association internationale des travailleurs (anarcho-syndicaliste) xxvi, 16, 19, 21, 246
- Association républicaine des anciens combattants (France) 47, 397
- Bloc des gauches *voir aussi* Cartel des gauches 39, 40, 54, 58, 61, 83, 84, 114
- Bloc national xii, 83, 445, 470
- Bloc ouvrier et paysan (du Parti communiste français) viii, x, xiii, 446, 447, 461
- Bloc ouvrier et paysan (du Parti communiste italien) 338
- Bourses du travail (Italie) 306
- Bureau à l'étranger de la Conférence de reconstruction de la Confédération générale du travail italienne 379, 380
- Bureau confédéral (de la Confédération générale du travail unitaire) 386
- Bureau de la Fédération de la Seine du Parti communiste français 465
- Bureau de l'Europe occidentale de l'Internationale communiste *voir* West-europäisches Büro
- Bureau d'organisation du Comité exécutif de l'Internationale communiste (Orgbüro) 275, 276, 319
- Bureau du Parti communiste italien pour le travail anti-militariste 318
- Bureau international des coopératives rouges 256
- Bureau politique de la Fédération du Rhône du Parti communiste français 93, 96, 97
- Bureau politique du Parti communiste allemand 27
- Bureau politique du Parti communiste français xii, xiii, 30, 38, 41-44, 48, 54, 55, 59, 60, 62, 79-81, 85, 86, 89, 90, 93, 94, 112, 113, 115, 279, 381, 382, 384, 387, 389 (mars 1927)-391, 393, 394 (avril 1927), 396, 397, 399 (avril 1927), 403, 407, 408, 437, 439, 443, 449-452, 462-465, 480
- Bureau politique du Parti communiste italien 205, 217, 218, 388
- Bureau politique du Parti communiste norvégien 414, 416-421
- Bureau pour les pays latins de l'Internationale syndicale rouge 21, 25
- Bureaux illégaux du Parti communiste italien 335
- Cartel des gauches (*voir aussi* Bloc des gauches) x, xii, 303, 445, 446, 450, 470, 473, 474

*Dans cet index, nous avons, en règle générale, désigné les organisations, etc. sous la forme française de leur dénomination. Nous ne renvoyons ici qu'au texte des documents.

- Cellules d'entreprises du Parti communiste français ix, xi, xvi, 449, 462
- Cellules de rues du Parti communiste français 400
- Cellules d'usines du Parti communiste italien 238, 297, 320
- Cellules d'usines du Parti communiste portugais 342
- Centrale (Comité central) du Parti communiste allemand 457, 458
- Centrale (Comité central) du Parti communiste suisse 274, 275, 282-284, 290, 300, 301, 373, 374, 422, 425 (automne 1927)
- Centrale syndicale portugaise xxvi
- Centre anarchiste de Porto (Portugal) xxii
- Centres communistes du Parti communiste portugais xxiii
- Centuries prolétariennes du Parti communiste italien 318, 319, 358, 359
- Chambre des députés (Assemblée nationale) 425, 428
- Chambre du travail de Trieste 332
- Chambre du travail de Turin 333
- Cinquième congrès du Parti communiste français (Lille, 1926) vii, xii, 380, 480
- Cinquième congrès mondial de l'Internationale communiste (1924) vii, viii, x, xvi, xx, xxviii, 86, 134, 221, 222, 241, 245-249, 252, 255-257, 259, 261-265, 268-270, 275, 277, 279, 280, 282, 283, 288, 290, 292, 296, 297, 299, 305, 309, 312, 333, 334, 340, 341, 355, 363, 366, 436, 462, 467, 488, 491, 492, 494, 495, 509
- Cinquième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste (élargi) (mars-avril 1925) xi, xxi, 241, 245-249, 252, 255, 257, 259-265, 268-270, 301, 312, 315, 346, 366-368
- Comitato d'Intesa (du Parti communiste italien) xvii, 368-372
- Comité anglo-russe xxvii, xxviii
- Comité antifasciste du Parti communiste français 402
- Comité central d'action du Parti communiste français et de la Confédération générale du travail unitaire (1923) 47, 58, 59, 61
- Comité central de la fraction terzinternationale du Parti socialiste italien 142, 188
- Comité central des fusionnistes (du Parti socialiste italien) 142, 188
- Comité central des Jeunesses communistes italiennes 102, 145, 349
- Comité central des Jeunesses communistes portugaises 11, 12, 18-20
- Comité central du Parti communiste espagnol xix, xx, 6-9
- Comité central du Parti communiste français xi, xiii, 384, 386, 387 (avril 1927), 390, 391, 394, 396, 398 (avril 1927), 400, 402, 407 (avril 1927), 462, 464-467, 471, 475, 480, 483
- Comité central (Centrale) du Parti communiste italien xvi, xvii, 118, 123, 142, 188-190, 206, 211, 215, 219, 240 (mars 1924), 252-254, 257-259, 267-269, 285, 288, 297-300, 305, 306 (octobre 1924), 308, 312, 313, 317, 320, 323 (octobre 1924), 327-335, 343 (octobre 1924), 346, 349, 352, 355, 356, 359-361 (novembre 1924), 367, 370-372, 379, 402
- Comité central du Parti communiste norvégien 414, 417 (juillet 1927), 418-421
- Comité central du Parti communiste portugais (Section de l'Internationale communiste) 495, 496
- Comité central du Parti communiste portugais (Section portugaise de l'Internationale communiste) xxiv, xxv, 11-13, 18, 19, 55-57, 64, 67, 69-71, 73, 75, 76, 88, 220, 221, 508
- Comité central du Parti communiste russe xvii, 189, 322, 323, 438, 442, 452, 458
- Comité central du Parti communiste suédois 290-295
- Comité central du Parti communiste tchéco-slovaque 296
- Comité central du Parti socialiste italien 181
- Comité confédéral de la Confédération générale du travail 394, 395, 399
- Comité confédéral de la Confédération générale du travail unitaire 394, 399

- Comité d'action contre la guerre au Maroc (du Parti communiste français) 413
- Comité d'action du Parti communiste français (mai 1927) 397
- Comité de direction des groupes parlementaires du Parti communiste italien et de la fraction terzinternationaliste du Parti socialiste italien 268
- Comité des Partis de l'opposition (démocratique) italienne 335, 336, 347, 358
- Comité directeur de la Fédération du Rhône du Parti communiste français 95-98
- Comité directeur de la fraction des fusionnistes du Parti socialiste italien 188
- Comité directeur de la fraction terzinternationaliste du Parti socialiste italien 188
- Comité directeur du Parti communiste français x, 26, 29, 39, 40-44, 48, 62, 82-86, 94, 97, 98, 112, 114, 279-281 (janvier 1924), 431 (février et mars 1924), 434, 436, 437 (mars 1924), 439 (mars 1924), 441-444, 449-452, 454, 455 (mars 1924)
- Comité d'unité d'action du Parti communiste italien et de la fraction terzinternationaliste du Parti socialiste italien 244, 245
- Comité d'unité prolétarienne du Parti communiste français 479
- Comité exécutif de la fraction terzinternationaliste du Parti socialiste italien 127-133, 152, 166, 167, 176, 210-217, 223-226, 252, 255, 257-270
- Comité exécutif de l'Internationale communiste (EKKI) 13, 15, 26, 28, 29, 32, 33, 35, 39, 41, 42, 44, 46, 48, 69, 77, 78, 80, 81, 85, 89-91, 101, 115, 142-144, 148-150, 165, 169, 179-181, 183, 188-190, 194, 200, 201, 203, 204, 208, 209, 227, 249, 261, 268, 273, 275-277, 281, 283-285, 288-290, 292, 301, 307, 309, 340, 361, 362, 366, 373, 374, 384, 399, 407, 409, 412, 435, 436, 439, 444, 457, 464, 465-467, 469, 481, 483, 484, 487, 500, 508
- Comité exécutif de l'Internationale communiste des jeunes 19-21, 76, 77, 87, 88, 144, 145, 221
- Comité exécutif des Jeunesses socialistes italiennes 102, 144, 145
- Comité exécutif des Partisans de l'Internationale syndicale rouge (au Portugal) 506, 507
- Comité exécutif du Parti communiste espagnol 8, 9
- Comité exécutif du Parti communiste italien 101, 121, 125, 131-134, 139, 149, 153-156, 165-172, 176, 178, 180-182, 188, 191-193, 201, 205, 207, 208, 214, 215, 218, 219, 223-226, 240 (mars 1924), 246, 250-252, 255, 257-259, 264-269
- Comité exécutif du Parti communiste portugais 33-35, 65, 256, 340
- Comité exécutif du Parti communiste tchéco-slovaque 297
- Comité fédéral de la Seine du Parti communiste français 390, 441, 465
- Comité national des Jeunesses communistes portugaises 64-69, 71, 72, 76
- Comité paysan du Parti communiste français 461
- Comité pour la III^e Internationale viii
- Comité syndical de la fraction terzinternationaliste du Parti socialiste italien 266, 267
- Comité syndical du Parti communiste français 396
- Comité syndical du Parti communiste italien 267, 288, 306
- Comité syndical fédéral de l'Allier du Parti communiste français 104
- Comité syndical fédéral du Cantal du Parti communiste français 104
- Comité syndical fédéral de la Loire du Parti communiste français 104
- Comité syndical fédéral du Puy-de-Dôme du Parti communiste français 104
- Comité syndical fédéral du Rhône du Parti communiste français 104
- Comité syndical fédéral de la Saône-et-Loire du Parti communiste français 104
- Comités de chômeurs de la Région

- Parisienne du Parti communiste français 392
 Comités de chômeurs du Parti communiste français 392
 Comités de défense ouvrière du Parti communiste italien 304
 Comités de soldats du Parti communiste italien 338
 Comités directeurs fédéraux du Parti communiste français 105
 Comités ouvriers d'action (du Parti communiste portugais) 342
 Comités ouvriers de Turin (du Parti communiste italien) 323
 Comités ouvriers du Parti communiste italien 312
 Comités ouvriers et paysans du Parti communiste italien 312, 320, 329-331, 338, 360
 Comités syndicalistes-révolutionnaires (du Parti communiste d'Espagne), xx, xxiii, 22
 Commission centrale du Parti communiste portugais 273, 498-501
 Commission de budget du Comité exécutif de l'Internationale communiste 78, 247, 309, 339
 Commission de contrôle de l'Internationale communiste 463, 466-468, 496
 Commission de contrôle du Parti communiste suédois 291
 Commission de fusion du Parti communiste italien et de la fraction terz-internationaliste du Parti socialiste italien 244
 Commission de la Ruhr du Parti communiste allemand et du Parti communiste français 443
 Commission de rédaction du Comité exécutif de l'Internationale communiste (pour l'Italie) 289
 Commission des éditions du Parti communiste français 363
 Commission du Comité exécutif de l'Internationale communiste pour la campagne antifasciste (1927) 377
 Commission des réparations (des alliés) 83
 Commission du Comité exécutif de l'Internationale communiste (sur les problèmes du Secrétariat latin) 378
 Commission espagnole du septième Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste xxi
 Commission exécutive de la Fédération des cheminots (France) 385, 394
 Commission exécutive de la section de Porto du Parti communiste portugais 33, 35, 55, 57
 Commission exécutive du Parti communiste italien 182, 188, 191-193, 201, 205, 207, 208, 214, 215, 217, 219, 223, 240, 250-252, 255
 Commission française du cinquième congrès mondial de l'Internationale communiste 467, 468
 Commission française du Comité exécutif de l'Internationale communiste (1927) vii, xii, 378, 380, 389, 391, 393, 402, 406
 Commission hollandaise du Cinquième congrès mondial de l'Internationale communiste vii
 Commission internationale du Comité exécutif de l'Internationale communiste (cas Graziadei) 367
 Commission italienne de l'Internationale syndicale rouge (février 1927) 377
 Commission italienne du Cinquième congrès mondial de l'Internationale communiste 348
 Commission italienne du Comité exécutif de l'Internationale communiste vi, 208, 209, 289
 Commission pour la réorganisation de la Fédération des Jeunesses communistes portugaises xxv
 Commission provisoire du Parti communiste portugais xxii
 Commission syndicale centrale du Parti communiste français 103, 105
 Commission syndicale centrale du Parti communiste italien 297

- Commission syndicale de la F.I.A.T. (Turin) 365
- Commission syndicale du Comité exécutif de l'Internationale communiste vii, xxviii, 377, 379, 384, 404 (1927)
- Commissions administratives des Communes du Parti communiste portugais 499
- Commissions coloniales du Parti communiste français 449
- Commissions coopératives du Parti communiste français 449
- Commissions de vigilance (du Parti communiste portugais) 504
- Commissions fédérales du Parti communiste français 103
- Commissions paysannes du Parti communiste français 449
- Commissions syndicales du Parti communiste français (1924) 437
- Commissions syndicales (élargies) de la Fédération du Rhône du Parti communiste français 103
- Commissions syndicales fédérales du Parti communiste français 103-111
- Commissions syndicales locales du Parti communiste français 106
- Communes du Parti communiste portugais xxiii, 497-499, 501, 502
- Concentration antifasciste (1927, Italie) 411
- Confédération générale du travail (France) xi, xiii, xxvi, 40, 51, 104, 111, 385, 386, 391, 395, 397, 400, 409-411, 477, 478
- Confédération générale du travail (Italie) xviii, xxvi, xxviii, 40, 127, 129, 267, 332, 338, 365, 377, 379, 380, 411, 483, 492, 493
- Confédération générale du travail (Portugal) xxii, xxiii, xxv-xxvii, 16, 18, 19, 21-24, 51, 52, 74, 78, 92, 116, 221, 246
- Confédération générale du travail unitaire (France) x, xii-xiv, xxvi-xxviii, 47, 48, 54, 58, 104, 113-115, 384, 385, 397, 399, 403, 409, 448, 472, 477-480
- Confédération nationale du travail (Espagne) xix, xx, xxii, xxvi, xxviii, 4, 6-10
- Conférence d'Algeciras de 1905 (sur le Maroc) 162
- Conférence de Côme du Parti communiste italien (1924) xv-xvii
- Conférence de février 1927 du Parti communiste italien xviii
- Conférence de Milan du Parti socialiste italien 142, 144
- Conférence de Rome du Parti socialiste italien (1924?) 142, 144
- Conférence des Jeunesses communistes portugaises 12, 17, 65
- Conférence de Tanger (1923) 163
- Conférence de Venezia-Giulia du Parti socialiste italien 142
- Conférence extraordinaire du Parti communiste français (février 1925) xii
- Conférence inter-syndicale de Lisbonne (avril 1924) xxv
- Conférence mixte de la Fédération des cheminots (France) 386
- Conférence nationale du Parti communiste belge (avril 1927) 403, 404
- Conférence nationale du Parti communiste espagnol (novembre 1924) xx
- Conférence nationale du Parti communiste français (décembre 1924) xi
- Conférence nationale du Parti communiste français (juin 1927) 386, 387, 397, 412, 413
- Conférence plénière du Comité central du Parti communiste tchéco-slovaque 296
- Conférence régionale d'Ivry du Parti communiste espagnol (juin 1925) xxi
- Conférence sur la question albanaise de l'Internationale communiste (1927) 401, 411, 412
- Conférences de rayon de la Région Parisienne du Parti communiste français (mars 1927) 383, 386
- Conférences régionales du Parti communiste tchéco-slovaque (1924) 297
- Congrès confédéral de Limoges de la Confédération générale du travail unitaire 30
- Congrès de Bologne du Parti socialiste italien 120
- Congrès de Bourges de la Confédération générale du travail unitaire (novembre

- 1923) 54, 81, 103, 110, 111, 115, 437, 466
- Congrès de la Confédération générale du travail italienne (prévu en 1927) 306, 332, 338, 346
- Congrès de la Fédération de la Seine du Parti communiste français (1924) 465
- Congrès de la Fédération de Milan du Parti communiste italien (1924) 321, 323
- Congrès de la minorité du Parti communiste suédois (septembre 1924) 294
- Congrès de la région de Turin du Parti communiste italien (1924) 178
- Congrès du Lazio de la fraction terz-internationaliste du Parti socialiste italien (janvier 1924) 129, 139
- Congrès d'unification de la Confédération générale du travail (française) 395, 410
- Congrès du Parti communiste hollandais (avril 1925) vii
- Congrès du Parti communiste italien (prévu en 1925) 371, 372, 493, 494
- Congrès du Parti communiste suédois (1925) 291, 292, 294
- Congrès du Parti communiste tchécoslovaque (octobre-novembre 1924) 297
- Congrès du Parti fasciste italien (prévu en 1925) 345
- Congrès du Parti libéral italien (1924) 302, 303, 310, 311, 321
- Congrès du Parti socialiste italien (avril 1923) 120
- Congrès fédéral de Calabre du Parti socialiste italien (1924) 352, 353
- Congrès fédéral de Florence du Parti socialiste italien (1924) 347, 348
- Congrès fédéral de Messine du Parti communiste italien (1924) 354
- Congrès fédéral de Naples du Parti communiste italien (1924) 312, 314
- Congrès fédéral de Turin du Parti socialiste italien (1924) 347, 348
- Congrès fédéral du Rhône du Parti communiste français 93-95, 97
- Congrès fédéraux d'information du Parti communiste italien (1924) 332
- Congrès fédéraux du Parti communiste italien d'automne 1924 305, 310, 312, 313, 323, 371
- Congrès national de la fraction terz-internationaliste du Parti socialiste italien (1924), 129
- Congrès national des délégués d'usines (du Parti communiste italien) 360
- Congrès ouvrier et paysan du Parti communiste français (juillet 1925) xi
- Congrès provinciaux du Parti communiste italien (1924) 308
- Congrès syndical norvégien (prévu en novembre 1927) 418
- Conseil d'administration de l'*Unità* 258, 259
- Conseil économique de la Commission centrale du Parti communiste portugais xxiii
- Conseil exécutif de l'Internationale syndicale rouge xxvi
- Conseil fédéral de la Fédération des cheminots 392, 394
- Conseil général de la Seine 389
- Conseil international des paysans 448
- Conseil municipal de Paris 381, 386, 387, 398
- Conseil national du Parti communiste français (juin 1924) 30, 39, 44, 58, 62, 86, 277, 436
- Délégation de la fraction terzinternationaliste du Parti socialiste italien au Cinquième congrès mondial de l'Internationale communiste 260, 262-267, 270, 271
- Délégation de la fraction terzinternationaliste du Parti socialiste italien au Quatrième congrès mondial de l'Internationale communiste 260
- Délégation du Comité exécutif de l'Internationale communiste en Italie 249
- Délégation du Comité exécutif de l'Internationale communiste en Suède 290, 291, 293, 294
- Délégation du Parti communiste allemand au Huitième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste 422
- Délégation du Parti communiste français

- au Cinquième congrès mondial de l'Internationale communiste 462, 465
- Délégation du Parti communiste français au Comité exécutif de l'Internationale communiste (février-mars 1927) 380, 383, 389, 401, 402, 406, 407, 482
- Délégation du Parti communiste français au Huitième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste 422
- Délégation du Parti communiste italien au Huitième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste 409
- Délégation du Parti communiste portugais au Cinquième congrès mondial de l'Internationale communiste 256, 257, 309, 341
- Délégation du Parti communiste russe au Comité exécutif de l'Internationale communiste 403
- Délégation du Parti communiste suisse au Cinquième congrès mondial de l'Internationale communiste 256
- Délégation du Parti communiste suisse au Comité exécutif de l'Internationale communiste 373
- Délégation du Parti communiste suisse au Huitième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste 422, 424
- Délégation du Parti communiste tchécoslovaque au Cinquième congrès mondial de l'Internationale communiste 296
- Département d'Agit-Prop du Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste 376, 388
- Deuxième conférence internationale du Secours rouge international 401
- Deuxième congrès du Parti communiste espagnol (juillet 1923) vii, xviii, xix, 3-10, 28
- Deuxième congrès du Parti communiste norvégien vii
- Deuxième congrès du Parti communiste portugais (mai 1926) vii, xxv, 274
- Deuxième congrès mondial de l'Internationale communiste (juillet-1920) 244
- Deuxième Internationale (Internationale ouvrière et socialiste) 388, 439, 449, 450, 460
- Deuxième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste 435
- Dixième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste viii
- Ecole centrale de cadres du Parti communiste français xi
- Fédération communale de Beja du Parti communiste portugais 116
- Fédération communale de Lisbonne du Parti communiste portugais xxiv, 498, 502
- Fédération communale de Porto du Parti communiste portugais 498, 502
- Fédération communiste catalano-baléare xx-xxii
- Fédération confédérale des cheminots (France) 385, 478
- Fédération de la Jeunesse communiste portugaise xxiv, xxv, 11, 12, 18, 21, 66, 69, 71, 75-77, 87, 88
- Fédération de la Jeunesse socialiste italienne 260, 269
- Fédération de la Seine du Parti communiste français 27, 41, 43, 48, 59, 61, 81, 86, 90, 114, 135, 277, 278, 465, 466
- Fédération de Milan du Parti communiste italien 321, 323, 335
- Fédération de Naples du Parti communiste italien 314, 335
- Fédération de Rome du Parti communiste italien 335
- Fédération des employés d'état de la Confédération générale du travail 385
- Fédération des mineurs (France) 385, 407
- Fédération des Transports en commun de la Région Parisienne 383
- Fédération de Trieste du Parti communiste italien 335
- Fédération de Turin du Parti communiste italien 335
- Fédération du Nord du Parti socialiste français 477
- Fédération du Rhône du Parti communiste français 93-98

- Fédération du Trentin du Parti communiste italien 305
- Fédération italienne des ouvriers du textile 327
- Fédération italienne des ouvriers métallurgiques 361
- Fédération lyonnaise du Parti communiste français ix
- Fédération syndicale des travailleurs du textile (Italie) 333
- Fédération syndicale internationale (d'Amsterdam) xxvi, xxvii, 267, 377, 379, 380, 401, 418, 439
- Fédération unitaire des cheminots (de la Confédération générale du travail unitaire) 385, 394, 478
- Fédérations de communes du Parti communiste portugais 499, 502
- Fédérations du Sud du Parti communiste italien 315
- Fédérations régionales du Parti communiste espagnol xxii
- Fédérations régionales du Parti socialiste italien 269, 314
- Fraction communiste du Conseil municipal de Paris 387
- Fraction du Parti communiste français dans la Commission exécutive de la fédération unitaire des cheminots 385, 394
- Fraction du Parti communiste français dans la Confédération générale du travail unitaire 400
- Fraction du Parti communiste norvégien dans l'Association des étudiants 415
- Fraction parlementaire de la fraction terzinternationale du Parti socialiste italien 259
- Fraction parlementaire du Parti communiste italien 255, 259, 494
- Fraction terzinternationale du Parti socialiste italien (Terzini) xv, xvi, 99-103, 119, 121-152, 156-158, 165-183, 185-188, 190-220, 222-226, 231-236, 238, 239, 242-246, 248-250, 252, 253, 255, 257, 259-270, 297-299, 305, 307, 313, 314, 327, 331-335, 484-486, 491, 494
- Franc-Maçonnerie 473
- Front unique prolétarien antifasciste (du Parti communiste italien) 352
- Grand conseil du Parti fasciste italien 344, 345
- Groupe de *L'Etincelle* (du Parti socialiste français) 471, 474
- Groupe d'unité prolétarienne (du Parti communiste italien) 269
- Groupe Mot-Dag (du Parti communiste norvégien) 414-416, 418-421
- Groupe Ordine Nuovo (du Parti communiste italien) 251
- 'Groupe ouvrier' (dans le Parti communiste russe) 435
- Groupe parlementaire de la Fraction terzinternationale du Parti socialiste italien 255, 268
- Groupe parlementaire de l'unité prolétarienne (du Parti communiste italien et de la fraction terzinternationale du Parti socialiste) 259, 268, 269
- Groupe parlementaire du Parti communiste français 412, 449, 470
- Groupe parlementaire du Parti communiste italien 268, 352, 360, 494
- Groupe parlementaire du Parti socialiste italien 335
- Groupe Soviet (dans le Parti communiste italien) 251
- Groupe 'Vérité ouvrière' (dans le Parti communiste russe) 435
- Huitième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste viii, 382, 401, 409, 417, 422
- Internationale communiste des jeunes 18, 20, 70, 71, 102, 221, 257
- Internationale d'Amsterdam *voir* Fédération syndicale internationale
- Internationale syndicale de Berlin *voir* Association internationale des travailleurs
- Internationale syndicale rouge viii, xxv-xxviii, 16, 19, 21-25, 52, 71, 73, 74, 267, 278, 295, 377, 386, 392, 404, 503

Jeunesses communistes françaises xi, xiii, 115, 278, 397, 437, 448
 Jeunesses communistes italiennes xviii, 99, 100, 102, 144, 145, 147, 148, 156, 172, 269, 349, 402, 493
 Jeunesses communistes portugaises xxiv, xxv, 11, 12, 16-20, 33, 64-78, 87, 88, 221, 257, 286
 Jeunesses communistes suédois 294
 Jeunesses socialistes italiennes 100, 102, 144-148, 156, 172, 260, 269
 Jeunesses socialistes portugaises xxii
 Jeunesses syndicalistes portugaises xxii
 Junta nationale des Jeunesses communistes portugaises 495, 496, 508

 Kuomintang 405

 Ligue des droits de l'homme (France) 473
 Ligue des droits de l'homme (Italie) 411

 Main d'oeuvre étrangère (auprès du Comité exécutif de l'Internationale communiste) 406
 Main d'oeuvre étrangère (auprès du Parti communiste français) 479
 Milice nationale fasciste (Italie) 317, 354
 Minorité syndicale (du Parti communiste portugais) 256
 MOPR *voir* Secours rouge international

 Neuvième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste xiv, xxviii
 Noyaux syndicaux du Parti communiste français 106, 107
 Noyaux syndicalistes-révolutionnaires du Parti communiste portugais xxiii, xxiv

 Onzième congrès du Parti communiste allemand (1927) 401
 Opposition dans l'Internationale communiste 405, 417, 421, 424
 Opposition du Parti communiste allemand 451
 Opposition du Parti communiste belge 424
 Opposition du Parti communiste fran-

çais 389
 Opposition du Parti communiste russe 405, 421, 438, 451, 458, 463

 Parti agraire (portugais) xxv
 Parti communiste allemand viii, ix, xvii, xxviii, 26, 27, 31, 32, 37, 38, 47, 53, 59, 81, 84, 320, 401, 422, 435, 436, 438, 444, 449, 451, 452, 454, 457, 458
 Parti communiste anglais 50, 431, 434, 449, 450, 459, 460
 Parti communiste autrichien 275
 Parti communiste belge vii, 275, 403, 404, 411, 423, 424, 429
 Parti communiste bulgare 444
 Parti communiste espagnol vii, xviii-xxiii, 3-10, 28, 53, 275, 411
 Parti communiste français vii-xiv, 14, 27-32, 38-45, 47-50, 53-55, 58-63, 79-81, 83-86, 89-91, 93-99, 103, 112-115, 184, 277-282, 303, 304, 307, 335, 362-364, 374, 377-413, 422, 423, 426, 431-483
 Parti communiste hollandais 275
 Parti communiste italien vii, xiv-xxiii, 5, 100-103, 118-145, 147-158, 164-183, 185-220, 222-236, 238-246, 248-268, 272, 285-290, 297-300, 302-339, 342-361, 364-372, 374-381, 401, 402, 409, 411-413, 483-495
 Parti communiste norvégien vii, 414-422
 Parti communiste polonais 444
 Parti communiste portugais (Section de l'Internationale communiste) 496
 Parti communiste portugais (Section portugaise de l'Internationale communiste) vii, xxii-xxvi, 10-25, 28, 33-36, 45, 46, 51-53, 55-57, 64-78, 87, 88, 91, 92, 116, 117, 194, 220, 221, 246-248, 256, 257, 273-275, 284, 286, 287, 308, 309, 339-342, 350, 495-509
 Parti communiste russe ix, xii, xvii, xxvii, xxviii, 275, 276, 283, 301, 322, 323, 328, 350, 373, 376-378, 381, 405, 435, 436, 438, 441, 442, 451, 452, 454, 458-463
 Parti communiste suédois 290-295
 Parti communiste suisse vii, 146, 256, 274-277, 282-284, 290, 300-302, 307, 310, 357, 373, 374, 422-426

- Parti communiste tchéco-slovaque 290, 295-297
- Parti de la Gauche démocratique portugaise xxv
- Parti démocratique italien 336, 343
- Parti fasciste italien 302, 310, 317, 324, 325, 344, 345, 352-355, 359, 360
- Parti libéral italien 302, 303, 310-312, 321, 324-326, 344, 353, 358, 411
- Parti maximaliste *voir* Parti socialiste italien
- Parti nationaliste italien 345, 353
- Parti ouvrier norvégien 295, 417, 418
- Parti populaire italien 303, 311, 321, 325, 336, 343, 344, 493
- Parti radical (français) xii, xiii, 83, 470
- Parti radical portugais 309, 341, 342
- Parti radical-républicain (Portugal) 74, 75
- Parti républicain italien 343, 344, 347, 354, 357, 359, 411
- Parti républicain portugais xxiii
- Parti social-démocrate allemand 451
- Parti socialiste français (Section française de l'Internationale ouvrière) x-xiv, 39, 83, 383, 391, 393, 402, 406, 447, 470, 471, 473-475
- Parti socialiste italien (Parti maximaliste) vii, xiv-xvi, 100-103, 118-121, 123, 124, 128-145, 148, 150-153, 156-158, 166-175, 177-182, 185-187, 190-208, 210, 216, 222, 223, 230-235, 238, 239, 241-246, 248-250, 252, 253, 255, 257, 259-262, 264-266, 269, 272, 303-306, 311-314, 335-338, 343, 344, 346-349, 352, 354, 357, 359, 360, 411, 483-487, 491-494
- Parti socialiste ouvrier espagnol xix, 3-9
- Parti socialiste portugais xxii, 51, 52, 73, 74, 116, 504
- Parti socialiste suisse 388
- Parti socialiste unitaire (italien) xv, 199, 204, 230-235, 238, 239, 243, 271, 304, 336, 343, 344, 358
- Parti travailliste (anglais) 50, 431, 433, 434, 437, 439, 444, 449, 450, 459, 460
- Parti travailliste indépendant (Angleterre) 50
- Partisans de l'Internationale syndicale rouge (au Portugal) 506
- Petite commission du secrétariat du Comité exécutif de l'Internationale communiste vii
- Plénium des régions du Parti communiste espagnol (Durango, Juin 1926) xxii
- Premier congrès du Parti communiste portugais (novembre 1923) vii, 45, 51, 52, 55-57, 63, 64, 67, 70-73, 78, 82, 497, 499, 502, 505, 508
- Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste viii, 27, 29, 118, 123, 124, 135, 142-144, 149-151, 154, 155, 165, 166, 169-183, 188-190, 209, 276, 279, 285, 302, 308, 310, 321, 324, 339, 342, 349-351, 353, 357, 368-370, 372, 376-378, 389(mars 1927), 404, 406-408, 469, 482, 483
- Quatorzième congrès du Parti communiste russe (1925) xii
- Quatrième congrès de l'Internationale communiste des jeunes (1924) 257
- Quatrième congrès du Parti communiste belge (1926) vii
- Quatrième congrès du Parti communiste français (Clichy, 1925) xi, 362
- Quatrième congrès mondial de l'Internationale communiste viii, xiv, 4, 7-11, 14, 33, 95, 99, 149, 152, 168, 171, 180, 181, 188, 192, 200, 216, 220, 246, 260-262, 265, 275, 282, 296, 435, 459, 484, 495
- Quatrième plénium du Comité exécutif de l'Internationale communiste 179, 180, 186, 202, 204, 288, 290-292, 305, 306, 484
- Région de Limoges du Parti communiste français 386
- Région de Lyon du Parti communiste français 386
- Région de Marseille du Parti communiste français 386
- Région du Nord du Parti communiste français xiv, 386
- Région Parisienne du Parti communiste français 391, 392, 398, 400
- Région du Rhône du Parti communiste français 103
- Réunion de Tours du Parti communiste

- français et du Parti socialiste français pour l'union politique 394, 398
- 'Sammlungspartei' (Norvège) 418
- Secours rouge international (MOPR) 388, 401
- Secours rouge italien 495
- Secrétariat de la fraction terzinternationale du Parti socialiste italien 258, 260, 269, 271
- Secrétariat des partis de l'opposition 'démocratique' (Italie) 343
- Secrétariat du Comité exécutif de l'Internationale communiste viii, x, 134, 149, 227, 275, 276, 289, 290, 307, 309, 315, 339, 350, 356, 373, 374, 376, 377, 379, 401, 402, 404, 407, 413, 414, 422, 482
- Secrétariat du Parti communiste français xi, xii, 80, 86, 115, 257, 381, 389, 393, 396, 436, 466
- Secrétariat du Parti communiste italien 297, 306, 314, 315, 334
- Secrétariat du Parti communiste norvégien 415, 416, 419-421
- Secrétariat latin du Comité exécutif de l'Internationale communiste vi, vii, 307, 339, 340, 377-381, 401-403, 406, 407, 482
- Secrétariats industriels internationaux (Internationales professionnelles) xxvi, 80, 380
- Section de La Chaux-de-Fonds du Parti communiste suisse 274
- Section de Porto du Parti communiste portugais 70, 71
- Section de Tours du Parti socialiste français 474
- Section de Valenciennes du Parti socialiste français 471, 476, 477
- Sections jurassiennes du Parti communiste suisse 275
- Sections neuchâteloises du Parti communiste suisse 275
- Septième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste vii, xii, xviii, xxi, xxviii, 386, 390, 404, 477, 478, 480
- Sixième congrès mondial de l'Internationale communiste xiii, xxviii, 279, 281
- Sixième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste xii, xxi, 470, 480
- Société des Nations 505
- Syndicat des dockers de Dunkerque 399
- Syndicat des travailleurs de la marine de guerre (Portugal) xxv, 256
- Syndicat des travailleurs de la marine marchande (Portugal) xxv, 256
- Syndicat des travailleurs des transports en commun de la Région Parisienne 400
- Syndicats fascistes (Italie) 327, 346
- Trade Unions (Angleterre) xxvii, xxviii
- Treizième conférence du Parti communiste russe (1924) 435, 452, 454
- Triple Alliance 50
- Troisième congrès de l'Internationale communiste des jeunes 20
- Troisième congrès de l'Internationale syndicale rouge (1924) xxvii, 256
- Troisième congrès du Parti communiste français (Lyon, janvier 1924), vii, ix, xvii, 80, 84-86, 99, 112-115, 226, 431, 437, 443, 444, 461, 466
- Troisième congrès du Parti communiste italien (Lyon, novembre 1926) vii, xvii
- Troisième congrès du Parti communiste norvégien (juin 1926) vii
- Troisième congrès du Parti communiste portugais xxvi
- Troisième congrès du Parti communiste suisse (décembre 1924) 357
- Troisième congrès mondial de l'Internationale communiste (1921) 57, 58, 92, 149, 274, 456
- Troisième plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste xiv, xv, 60, 99, 120, 137, 139, 147, 148, 154, 158, 177, 181, 188, 191, 197, 198, 201, 207, 222, 223, 243, 245, 248-250, 252, 491
- Union départementale de l'Allier du Parti communiste français 104
- Union des communistes-spiritualistes 426, 427
- Union des coopératives portugaises 75

Union générale des travailleurs (Espagne) xix, 3-10
 Union nationale *voir* Bloc national
 Union socialiste-communiste (France) 39, 476
 Union socialiste de Rome 119, 120

Unions syndicales locales (de la Confédération générale du travail unitaire) 305

Westeuropäisches Büro der Kommunistischen Internationale (WEB) viii

B. Index des noms de personnes

à l'exception des noms d'auteurs qui se trouvent dans la Bibliographie. Les chiffres en italique indiquent les pages sur lesquelles on trouve des remarques biographiques dans les annotations.

Abate, Erasmo, 621
 Abd-el-Krim, xi
 Acevedo, Isidoro, xxxiv, 10
 Agostini, Livio, 271, 487, 620, 628
 Albert (ps.), 603
 Aldo, *voir* Togliatti, A.
 Alfani, Luigi, (Gino), 232, 621
 Almeida, José d', 541
 Almeida, Manuel Guilherme de, 540
 Alonso, Feliciano, xxxiv, 533
 Ambroggi, Ersilio, xxxii, 179, 610-611
 Amendola, Luigi, 344, 354, 358, 645, 646, 650
 Amo, Casto del, xxix
 Amoretti, G., 601, 627, 665
 Amter, Israel, 585
 Andrade, Juan, xx, xxi, xxix, 8, 533, 549
 Anselmi, *voir* Azzario, I.
 Antelo, Américo, 68, 557, 572, 573
 Anton (ps.), 560
 Aoki, 585
 Aragão, Apolino L. Menezes, 68, 557, 571, 572
 Aragona, Ludovico d', 584, 600
 Araújo, António Carlos B. de, 14, 536, 538, 542, 574
 Arlandis, Hilario, xx, xxi, 6, 7, 9, 532
 Arroyo, Vicente, 533
 Arsgal, *voir* Aragão, A.
 Assenato, Mario, 588
 Augusta, Maria, 34
 Aupomerol, 104
 Auriol, Vincent, 470
 Auroy, 104
 Azzario, Isidoro, (Anselmi), 306, 377, 623, 624, 633, 639, 660

Badoglio, Pietro, 611, 647
 Baena, José, 533
 Balbo, Italo, 640
 Baldesi, Gino, 645
 Baldwin, Stanley, 83, 561, 579
 Bamatter, Siegfried, (Siggi), 425, 678
 Baptista, Raúl, 574
 Baratano, Adelchi, 239, 584, 622
 Barbé, Henri, 672
 Barberet, Jean, 562
 Barbi, *voir* Maffi, F.
 Barbusse, Henri, 54, 61, 566, 568
 Bardi, Celestino, 599
 Barón, José, 533
 Barone, Arnaldo, 601
 Barreira, Josep Pires, xxii, 11, 13, 16, 32, 33, 35, 56, 65, 68, 75-77, 497, 534-535, 536, 539, 541, 545, 558, 567, 569, 570, 571, 577
 Barthou, Louis, 579
 Bastos, Arturo Vieira, 538, 571
 Beci, Eduardo Torralba, 533
 Beccaria, Angelo, 260, 266, 627
 Bello, del, 588
 Belloni, Ambrogio, 620
 Bencivenga, Roberto, 645
 Bendini, Arturo, 231, 620
 Bennett, A. J., *voir* Lipec, D.
 Bentzen, Erling, 419, 420, 675
 Bernard, Alfred, 381-386, 393, 396, 662
 Bernardi, *voir* Vota, G.
 Berrard, Jean, 384, 385, 396, 591, 664
 Berthelin, 653, 654
 Berthon, André, 425, 426, 428, 678, 679
 Berti, Giuseppe, xxix, 623
 Bertrand, Pierre, 554
 Bessone, A., 665

- Bethmann-Hollweg, Theobald von, 561
 Beuer, 585
 Biancho, M., 647
 Bibolotti, (Bini), 623, 636, 648
 Bidegaray, M., 543
 Bierjeon, 104, 591
 Billoux, François, 583
 Bini, *voir* Bibolotti
 Björlin, Lars, xxix
 Blum, Léon, 394, 470, 471, 473, 474, 554, 563, 565, 665, 666
 Bodenmann, Marino, 282, 284, 632
 Body, Marcel, 462
 Bombacci, Nicola, 118, 189, 190, 204, 205, 241, 254, 583, 612
 Boncour, Joseph Paul, 387, 408, 664-665
 Bonifácio, Ernesto, 538, 570, 573
 Bonomi, Ivanoe, 609, 611
 Bordiga, Amadeo, vii, xiv-xvii, xxxiii, 99-101, 122, 123, 132-134, 139, 140, 148, 149, 153-155, 165, 166, 168, 179, 192, 205, 206, 219, 241, 254, 289, 297, 312-315, 327, 332, 333, 355, 367, 368, 372, 494, 583, 584, 590, 598, 602, 603, 607, 612, 616, 618, 620-625, 633, 636, 637, 642, 647, 655, 656
 Borin, Iginio, 232, 620
 Borjas, xxxiv
 Boselli, Paolo, 645
 Böttcher, Paul Herbert, 585
 Bouthonnier, Paul, 115, 594
 Boyer, Joseph, 104, 591
 Brandler, Heinrich, 578, 629, 635, 658, 673, 677
 Bremer, Karl, *voir* Radek, K.B.
 Briand, Aristide, 563
 Brighenti, Betti Genovieffa, 599
 Bringolf, Walter, 275, 283, 629
 Brisset, Alice, 399, 668
 Broué, Pierre, xxix
 Broutchoux, Benoît, 591
 Brunner, Otto, 24
 Bucharin, Nikolaj I., xii, xviii, xxviii, xxxiv, 142, 376-379, 393, 401-407, 551, 585, 609, 644, 646, 658, 659, 669, 675, 677
 Buffoni, Francesco, 132, 211, 212, 214, 215, 224, 225, 231, 260, 261, 265, 266, 267, 487, 584, 587, 599, 601, 602, 607
 Bullejos, José, xx-xxii
 Bulot, *voir* Burlot
 Buozzi, Bruno, 380, 401, 600, 661-662, 671
 Burland, *voir* Burlaut
 Burlaut, 110, 592
 Burlot, 109, 592
 Bussière, Gervais, 93, 94, 96, 98, 582, 583
 Cabral, Acácio, 540
 Cachin, Marcel, viii, xii, 36, 37, 40, 53-55, 58, 59, 62, 79-81, 94, 412, 425, 473, 550, 552, 558, 582, 594, 672
 Cadeau, Paul, 390, 666
 Cagli, Odoardo, 640
 Caillaux, Joseph, 41, 563
 Calzada, Vicente, 533
 Calzan, Claude Joseph, 281, 282, 363, 439, 483, 630, 631
 Camera, Fortunato La, (Natino), 372, 656
 Camões, Luis de, 508
 Campos, Manuel da Silva, 576
 Campos, Alexandre Sobral de, 574
 Canet, González, xx
 Capelli, 623
 Caralp, 385, 396, 399, 664
 Cardoso, Aníbal Barbosa, 68, 538, 557, 572, 573
 Cardoso, Tácito, 538
 Carena, Pia, 601, 665
 Carli, 640
 Carmine, Giorgio, 232, 621
 Carretto, Giorgio, 623
 Cartelli, *voir* Flecchia
 Carvalho, Perfeito de, xxxv, 540, 543, 546
 Casalini, Armando, 302, 345, 637
 Casati, Alessandro, 638, 643
 Cassinelli, Bruno, 239, 313, 346-348, 623, 642, 645
 Catherine II, 362
 Causi, Girolamo Li, (Cian Solin, E. Termini), 260, 263, 270, 601, 626, 636
 Caussy, F., 554
 Cazals, Léopold, 591
 Cazzamalli, 622
 Ceeux, 399
 Cellier, 104, 591
 Černov, V.M., xxviii, 462
 Chambelland, Colette, 662

- Charpentier, ps. de J. Humbert-Droz
 Chassaigne, *voir* Chasseigne
 Chasseigne, François, 437, 630
 Chavaroché, *voir* Mineff, S.
 Chiarini, Antonio, (Chaim, Mordko Heller), 208, 209, 609, 613, 617
 Chollet, 104
 Christophe, ps. de J. Humbert-Droz
 Cianciulli, Ferdinando, 599
 Cicalini, Antonio, 620
 Cilla, Nicola, 601, 623
 Clapier, 386
 Clémenceau, Georges, 563
 Clerici, Franco, 271, 628
 Cocchi, Romano, (Giorgio), 315, 321, 601
 Codovilla, Victorio, xxiv, xxxiii, xxxvi, 376, 381, 649, 658
 Conradi, Moritz Alexander, 657
 Corbetta, Fermo, 584
 Corvi, Giovanni, 638
 Costa, Emilio, 537, 538
 Crémet, Jean, xii, 377, 381, 387, 389, 393, 396-401, 405, 408, 594, 659, 663, 665, 666, 667
 Crouillatset, *voir* Scherrer, E.
 Crozet, 391, 392, 396
 Cunha, João Luiz do Nascimento, 13, 342, 535, 538, 540-542, 545, 576, 650
 Curzon, G. N., 561
- Dahlem, Franz, 462
 Damen, Onorato, 232, 346, 372, 620, 622, 642, 655, 656
 Dannacher, 110, 592
 Danton, *voir* Teixeira Danton
 Dato Iradier, Eduardo, xxxiv
 Daubaunay, 110
 Débizet, André, 104, 591
 Delagarde, Victor, 653, 654
 Delbos, Yvon, 554
 Delfosse, Henri, 278
 Demusois, Antoine, 384-387, 399
 Despailles, 110
 Detti, Tommaso, 142
 Dimitrov, Georgi, 653
 Dingelstedt, Fedor, 677
 Dinis, Júlio, 547
 Donzé, Fernand, xxix
 Donzé, Gérard, xxix
- Doriot, Jacques, viii, xii, xx, xxiv, xxxiii, 18, 38, 40, 80, 81, 412, 531, 545, 560, 649, 662, 672, 679
 Doucet, Georges, 399, 667
 Dozza, Giuseppe, 349, 650
 Drago, Gioacchino, 599
 Dubus, 562
 Duclos, Jacques, xxxiii
 Dudilleux, Edouard, 591
 Dumas, Henry, 554
 Dunois, Amédée, 79, 80, 281, 282, 362, 364, 554, 577, 631, 653, 654, 662
 Dunois, Jean, 364
 Dunois, Michel, 364
 Dupuy, N., xxiv, 508, 509
 Duret, Jean, 48, 49, 562, 565
- Ebert, Friedrich, 451, 580
 Eines, Albin Konrad, 419, 421, 675
 Eisler, Elfriede, *voir* Fischer, R.
 Eisler, Gerhart, 677
 Eisler, Hans, 677
 Emilio, 603
 Erukidze, Avel', 328, 646
 Ercoli, *voir* Togliatti, P.
 Eugénio, Sebastião, 535
 Ewert, Arthur, 629
- Fabbri, Luigi, 314, 588, 642
 Facchinetti, Roberto, 645
 Faedda, Giovanni, 599
 Falk, Erling, 416, 418-421, 585, 673, 674
 Fannechère, 104
 Fanny, *voir* Jezierska, F.
 Fargue, 399, 668
 Farinacci, Roberto, 325, 645
 Farini, Carlo, 623
 Faure, Paul, 47, 553, 554, 565
 Fayet, Pierre, 384, 663
 Federzoni, Luigi, 345, 650, 651
 Ferguson, 659
 Fernandes, Henrique, xxiv, 68, 538, 557, 571, 573
 Ferrari, Enrico, 232, 622
 Ferri, *voir* Leonetti, A.
 Fiala, G., 629
 Fiamenghi, Ettore, 266, 627
 Fire, 160
 Fischer, Ruth, 424, 636, 658, 677
 Flecchia, (Cartelli), 623, 624, 648

- Fonseca, Carlos da, xxix
 Fontes, Domingos Ferreira, 68, 557, 571, 572, 573
 Fortichiari, Bruno, (Tito, Loris), 231, 372, 583, 590, 620, 622, 623, 625, 642, 655
 Fourcade, 109, 591-592
 Frachon, Benoît, 104, 591
 Friant, Martine le, xxx
 Friedemann, Peter, xxix
 Frölich, Paul, 556
 Fromont, 562
 Frossard, Ludovic Oscar, viii, 43, 48, 58, 96, 340, 363, 550, 555, 558, 562, 563, 567, 599, 628, 649
 Fulgado, António dos Santos, 573
 Furubotn, Peder, 414-416, 419-421, 674
 Fusy, 110, 592

 Gabriel, José de Jesús, 535, 538, 546, 574
 Gallo, *voir* Longo, L.
 Garchery, Jean, 80, 384, 577, 663
 García Palacios, Luís, xxi
 García Prieto, 531
 Garlandi, *voir* Grieco, R.
 Garuccio, G., 627, 636
 Gasparri, Cardinal, 638
 Gasperi, Alcide de, 645, 646
 Gaston, *voir* Monmousseau, G.
 Geers, G.J., 676
 Gennari, Egidio, (Maggi, Vecchini), xv, 122, 123, 132, 133, 139, 156, 168, 205, 213-215, 219, 232, 254, 377, 378, 401, 412, 583, 584, 597, 598, 601, 603, 607, 610, 623, 624, 636, 639, 648, 653, 659
 Genschig, 24
 Germanetto, Giovanni, 377, 660
 Geschke, Ottomar, 376, 658, 659
 Giacomo, *voir* Rákosi, M.
 Giardina, Giovanni, 601
 Gino, *voir* Alfani, L.
 Giolitti, Giovanni, 160, 303, 304, 321, 326, 354, 358, 371, 638, 645
 Giorgio, *voir aussi* Cocchi, R.
 Giorgio, Di, 651
 Giraud, S., *voir* Girault, S.
 Girault, Suzanne, xii, 41, 55, 81, 281, 362, 365, 383, 389-391, 396, 431, 436, 563, 577, 594, 629, 630, 653, 663, 667
 Girone, Ugo, 312, 371, 372, 639, 642, 647, 656
 Glebova, 482
 Gnudi, Ennio, (Landuzzi), 623, 624, 648
 Goldenberg, M., (Marcel Ollivier, Robert Thal), 30, 31, 42, 551, 552
 Goldfarb, Max, *voir* Lipec, David
 Goldschild, Jean, (Golsky), 41, 42, 562, 563
 Golsky, *voir* Goldschild, J.
 Gomez, Trifón, 543
 Gonçalves, Bento, xxxv, xxxvi, 534, 536, 539, 547
 Gonçalves, Fausto, 574
 Gonçalves, José Maria, 535, 538
 Gonin, (Pierre?), 104
 González Canet, (Martin Zalacaín), xx
 González, César, 533
 González, Virginia, 6, 532
 Gorkin, Julián, xix, xxi
 Gourdeaux, Henri, 399, 594
 Graça, António Rodrigues, 66, 571, 573, 574, 576, 626
 Gracia, Ramón Merino, *voir* Merino Gracia, R.
 Gramsci, Antonio, (Masci), xiv-xvii, xxii, 122, 132, 139, 205, 206, 219, 232, 254, 304, 306, 308, 311, 312, 314, 317, 323, 329, 331, 334, 335, 356, 364, 365, 583, 590, 596, 597, 598, 605, 610, 613, 616, 623-625, 633, 636, 638-644, 648, 651, 653-655, 660, 661, 665
 Grandclément, Jules Alexandre, 96
 Grau, José, xxxiv
 Graziadei, Antonio, 132, 139, 205, 232, 241, 366-368, 583, 584, 588, 618, 620, 627, 633, 647, 655
 Gregore, Greg, *voir* Zinov'ev, G.
 Grieco, Ruggero, (Garlandi, Rossi, Oscar), xvii, xxxiii, 139, 155, 192, 583, 584, 590, 607, 610, 620, 621, 623, 625, 639, 641, 645, 650, 665, 671
 Grollmann, (Oswald), 424, 678
 Gronchi, Giovanni, 645
 Grossi, F., 372, 656
 Grumbach, Salomon, (Homo), 38, 47, 554, 559, 565
 Guerrier, Jacques, *voir* Goldschild, J.
 Guillaume II, 558

- Guillot, Marie, 591
Guimarães, Aurélio da Cunha, 557
Gullo, Fausto, 642, 655
Guralski, August, (Kleine), xxi, xxxiii
Guyon, 104
- Haken, Humboldt von, 378, 661
Hansen, Arvid Gilbert, 414-416, 418-421, 673
Hardie, James Keir, 433
Harry, (ps.), 560
Hegna, Trond, 419, 421, 675
Heimo, Mauno, (Hemod), 237, 289, 308, 423, 622, 676
Helfferich, Karl, 559
Hemod, *voir* Heimo, M.
Herclet, Adolphe, 364, 399
Hermann, *voir* Manuil'skij, D.
Herriot, Edouard, 554, 555
Hervé, Gustave, 562
Hirsch, Pierre, xxix
Hitler, Adolf, 539, 559, 561, 645
Hoglund, Karl Zeth, 290-295, 340, 633, 634, 649
Hofmaier, Karl, 425, 678
Hohenzollern, prince de, 579
Homo, *voir* Grumbach, S.
Hůla, Brétislav, 296, 635
Humbert-Bille, Marie, 414
Humbert-Droz, Jenny, xxviii, 11, 277, 629, 657, 676, 677
Humboldt, *voir* Lipec, D.
- Ibañez, Jesús, 543, 549
Idelsohn, Louis, 403, 423, 425, 676
Ilbert, Léon, 41, 563
Il'in, Fedor, *voir* Raskol'nikov, F.
Invernizzi, Gaetano, 610
- Jacob, Henri, 408, 482, 671
Jacquemotte, Joseph, 629
Jakovin, Grigori, 677
Jaurès, Jean, 563, 666
Jean, Renaud, *voir* Renaud, Jean
Jeanne, (= J. Mouret?) 25, 28, 29, 553
Jerram, Guy, 89, 581, 631
Jezierska, Fanny, 184, 272, 308, 351, 374 611, 628, 640, 651
Jové, José, xxxiv
Júlio das Neves, A., *voir* Neves, J. das
- Júnior, Caetano Rodrigues, 65, 497, 539, 569, 573
Júnior, José Ramos, 573
Júnior, Salvaterra, 557, 571, 574
Junqueiro, Guerra, 508
Jurenev, Konstantin, 322, 328, 644
- Kahan, Vilém, xxix
Kamenev, Sergej S., x, xii, 630, 675, 677
Katayama, Sen, (Yabuki Yasutaro), 376, 658
Ker, Antoine, 31, 554, 567
Ker, Madeleine, 554
Kérambrun, M., 568
Kilbom, Karl, 295, 635
Kirsch, 385, 664
Kleine, *voir* Guralski, A.
Kolarov, Vasil', 119, 147, 180, 183, 187, 188, 189, 192, 209, 237, 246, 247, 406, 585, 596, 606, 609
Koritschoner, Franz, 585
Korsch, Karl, 656
Kraewski, Wladislaw, 585
Kreibich, Karl, 296, 635
Krogh, Sverre, 417, 421, 674
Kun, Béla, 576, 637
Kündig, Hermann, 629
Kurella, Alfred, (Ziegler), 254, 625
Kuusinen, Otto W., 276, 376, 378, 401, 424, 553, 585, 590, 629, 658, 667, 675, 676, 678
- Labriola, Arturo, 611, 621, 645
Labrousse, Ernest Camille, 554
Lafont, Ernest, 558
Lamonedá, Ramón, 533
Landuzzi, *voir* Gnudi
Lanfranchi, Mario, 372, 656
Langkau, Götz, xxix
Lapertot, Emilien, 109, 592
Lartigue, Joseph, 591
Lavado, Raúl, 571
Lazzari, Costantino, 119-121, 123-125, 128, 132, 137, 139, 141, 143-145, 148, 150-152, 157, 158, 166-168, 171-179, 181, 185, 186, 198, 203, 204, 206, 207, 222, 239, 242-245, 248-250, 252, 253, 260-265, 269-271, 273, 313, 314, 348, 487, 584, 597, 599, 602, 604, 605, 609-611, 615, 619, 623, 624, 628

- Lebedev, *voir* Mineff, S.
 Ledebour, Georg, 628, 634
 Leitão, J.C., 539
 Lemaire, 104
 Lenin, Vladimir I., ix, xxiii, 69, 75, 152, 155, 177, 428, 435, 442, 452, 453, 459, 462, 464, 534, 541, 576, 617, 619, 646, 659
 Leonetti, Alfonso, (Feroci, Guido Saraceno, Marti, Ferri), xv, xviii, xxix, 207, 330, 601, 610, 615, 616, 623, 624, 648, 665
 León Trilla, Gabriel, xix, xxi
 Levi, N., 622
 Levi, Paul, 599
 Lévy, Georges, 340, 649
 Lévy, Louis, 554
 Libaers, Frans, 404, 669, 676
 Lie, Ottar, 419, 674-675
 Lima, Abílio Alves, 546
 Linhares, Cristiano, 13, 530, 541, 545, 557
 Lipec, David, (Humboldt, D. Petrovskij, Martel, Max Goldfarb, A.J. Bennett), xii, 376, 380, 393, 402, 403, 406, 658, 661, 666
 Lloyd George, David, 83, 433, 566, 579
 Lominadze, Besso, 659
 Longo, Luigi, xviii, 627, 650, 668
 Lorenzo Vanini, *voir* Mineff, S.
 Lorient, Fernand, xi, 362, 364, 653, 654
 Loris, *voir* Fortichiari, B.
 Louis, *voir* Idelsohn, L.
 Loureiro, Francisco Rodrigues, 571
 Lozovskij, Salomon A., xviii, xxvii, xxviii, 24, 81, 82, 115, 118, 377, 379, 401, 404, 411, 465, 549, 553, 577, 583, 591, 594, 609, 630, 659, 669
 Ludendorff, Erich, 505, 559, 561
 Luís, Júlio, 546
 Lunačarskij, Anatolij V., 208, 209, 585, 613, 617
 MacDonald, James Ramsay, 163
 Machado, Augusto Pereira, 22, 547, 548
 Machado, Augusto Teles Utra, 13, 52, 541, 545, 566
 Machado, Ginestal, 575
 Macià, Francisco, xx, xxi
 Maffi, Fabrizio, (Saitta, Berbi, Barbi), xv, xvi, 100, 121-125, 132, 133, 139, 140, 168, 176, 183, 192-194, 202, 206-208, 210-212, 220, 224, 225, 231, 260, 264-270, 298-300, 306, 307, 311, 313, 314, 334, 335, 355, 487, 584, 587-589, 599, 601, 607, 613, 615, 627, 636, 639, 642, 648, 653
 Maggi, *voir* Gennari, E.
 Maitron, Jean, xxix
 Malatesta, Mario, (Mariotti), 121, 122, 211, 212, 225, 260, 264-272, 305, 334, 335, 576, 584, 587, 589, 597, 599, 601, 607, 613, 636, 648
 Mancini, Pietro, 183, 611
 Manfredi, M., 372
 Mangano, Romeo, 332
 Manière, Albert, 109, 591
 Manuil'skij, Dmitrij Z., (Hermann, Marcel, Peruzzi), viii, x, xxvii, 188, 199, 217, 220, 226, 237, 247, 361, 382, 424, 549, 550, 583, 585, 594, 606, 612-614, 618, 619, 630, 636, 653, 676, 678
 Manzoni, Alessandro, 163
 Marabini, Anselmo, 627, 636
 Marcel, *voir* Manuil'skij, D.
 Marchioro, Domenico, (Oro), 260, 264, 269-271, 327, 599, 627, 636
 Marco, *voir* Scoccimarro, M.
 Margot, 389, 398, 406, 666
 Marguerite, *voir* Rosmer, M.
 Maria Augusta, *voir* Augusta, M.
 Marini, Ferruccio, 260, 263, 266, 267, 269, 626
 Marion, Paul, 381, 392, 408, 662
 Mariotti, *voir* Malatesta, M.
 Marrane, Georges, 594, 631
 Martel, *voir* Lipec, D.
 Martins, Arnaldo, 542
 Martins, José Tomás, xxiv, 65, 568, 569, 570
 Martins, Manuel, 571, 574
 Marty, André, 41, 42, 58, 562, 678
 Marx, Karl, 428
 Masci, *voir* Gramsci, A.
 Maslow, Arkadi, 658, 676, 677
 Massimo, *voir* Serrati, G.
 Massini, Cesare, 623
 Mathieu, André, 399, 667
 Matos, Júlio de, 548
 Matteotti, Giacomo, xvi, xxxii, 199, 322,

- 328, 329, 336, 337, 344, 345, 347, 488, 584, 599, 600, 611, 614, 623, 637, 638, 644, 653
- Maurice, *voir* Thorez, M.
- Maurin Juliá, Joaquín, xx, xxi, xxxiv, 7, 9, 22, 23, 532, 543, 548, 549, 654
- Mayorga, María, 533
- Mazzucchelli, Annibale, 601
- Mel'ničanskij, Grigorij N., 404, 669
- Merelli, *voir* Scoccimarro, M.
- Méric, Victor, 558
- Merino Gracia, Ramón, xx, 549
- Merlay, Michel, 116
- Mersú, Gustavo, (Piccini, Giorgio), 355, 377, 388, 588, 623, 633, 636, 639, 648, 651, 659, 665
- Messenger, 283
- Meunier, (Grégoire?), 104
- Midol, Lucien, 41, 42, 384, 386, 387, 392, 562, 568
- Mikailov, 125, 126, 131, 132, 134, 135, 146, 157, 164, 180, 608
- Mineff, Stojan, (Lorenzo Vanini, Stanpanov, Chavaroché, Lebedev, Moreno), 26, 403, 550, 669
- Mingrino, Giuseppe, 599
- Mirov-Abramov, Jakov, 357, 653
- Modigliani, Giuseppe Emanuele, 588, 590, 600, 614
- Molè, E., 645
- Molinelli, Guido, 232, 621
- Möller van den Bruck, A., 556
- Monatte, Pierre, x, xi, 45, 47, 380, 381, 436, 454, 563, 630, 631, 653, 654, 662, 664, 676
- Monmousseau, Gaston, 51, 113, 115, 384, 385, 390, 392, 394-396, 399, 400, 566, 578, 591
- Montagnana, Mario, 601
- Monteiro, Alberto, 541, 569, 571
- Monteiro, Alfredo, 13, 541, 545, 569
- Monteiro, António, 65, 68, 75, 76, 497, 534, 536, 539, 541, 558, 568, 569, 570, 571, 576
- Morai, 645
- Moreno, *voir* Mineff, S.
- Münzenberg, Willi, 377, 560, 581, 658, 659-660, 678
- Murphy, John T., 378, 661, 667
- Musatti, Elia, 645
- Mussolini, Benito, xvi, xviii, 144, 159-164, 190, 230, 231, 298, 302-304, 310, 321, 322, 324-326, 328, 330, 343-345, 347, 352-354, 357-359, 484, 487, 489, 490, 503, 585, 617, 620, 623, 637, 644, 645, 648, 650, 655, 668
- Natasnjak, 468
- Natino, *voir* Camera, F. La
- Nava, Giuseppe de, 160, 609
- Negri, *voir* Scoccimarro, M.
- Nenni, Pietro, xv, 100-102, 119, 125, 130, 131, 138, 187, 199, 271, 314, 326, 348, 349, 411, 484, 491, 584, 585, 588, 590, 597, 599, 623, 628, 642
- Neto, Adriano José, 574
- Neurath, Alois, 296, 297, 635
- Neves, Alberto Júlio das, xxii, 573
- Nicola, Enrico de, 160, 608
- Nicoletti, Mario, 617
- Niemeyer, Dominique, xxx
- Niemeyer, Jürgen, xxx
- Nin Pérez, Andreu, xx, xxi, xxxv, 24, 25, 135, 218, 364, 532, 548, 549, 603, 618, 654, 659, 669
- Nitti, Francesco, 159, 411, 608, 614, 671
- Nobili, Tito Oro, 199, 222, 314, 585, 588, 615, 619, 642, 645, 649
- Nogueira, César, 534, 536, 544, 566, 573
- Northumberland, Lord, 433
- Noske, Gustav, 580
- Oliveira, César, 534
- Ollivier, Marcel, *voir* Goldenberg, M.
- Onofrio, Edoardo d', 627
- Orlando, Vittorio E., 160, 324, 358, 645
- Oro, *voir* Marchioro, D.
- Oscar, *voir* Grieco, R.
- Osinskij, N., 463
- Osmin, Léon, 554
- Oswald, *voir* Grollmann, O.
- Overstraeten, Edouard Léonard Honoré van, (War), 7, 424, 676, 677
- Pacheco Pereira, José, *voir* Pereira, J.P.
- Pagella, Vincenzo, 260, 263, 627
- Pais, Sidónio, 540, 575
- Palmi, *voir* Togliatti, P.
- Palmiro, *voir* Togliatti, P.
- Palot, 104

Palotta, *voir* Vota, G.
 Pascal, Pierre, 364, 654
 Passigili, 597
 Passy, Paul, 679
 Pastore, Ottavio, (Bianchi, Carlo Rossi),
 132, 213-215, 487, 601, 602, 623
 Pavy, 96, 583
 Peixe, António Manuel, xxii, 535, 538,
 549
 Pereira, Abel, 13, 541, 545, 548
 Pereira, José Pacheco, xxix
 Pérez Solís, Oscar, xx, xxxiv, 6, 532, 629
 Péri, Gabriel, (Petri), 304, 638
 Perol, Amable, 109, 592
 Perrone, Ottorino, 372, 639, 656
 Persico, 645
 Peruzzi, *voir* Manuil'skij, D.
 Pétain, Henri Philippe, 665
 Petrazzi, 643
 Petrosian, 468
 Petrov, *voir* Manuil'skij, D.
 Petrovskij, D., *voir* Lipeč, D.
 Piccablotto, Mario, 623
 Piccini, *voir* Mersú, G.
 Picelli, Guido, 232, 620, 636
 Pie xi, 638
 Pierre, (ps.), 560
 Pierre, A., 554
 Pilar, Manuel, 547
 Pillot, Armand, 386, 391, 396, 664
 Pinazza, G.O., 599
 Pinheiro, Jorge da Silva, 576
 Pioch, Georges, 558
 Pirri, Giovanni, 314, 588, 642
 Pjatakov, Jurij L., 677
 Pjatnickij, Iosif A., 15, 25, 29, 126, 135,
 141, 146, 157, 164, 179, 247, 272, 285,
 286, 299, 300, 423, 542, 550, 609, 629,
 652, 653, 659, 676
 Platone, Felice, 601, 610, 665
 Platten, Fritz, 275, 629
 Poincaré, Raymond, 38, 46-48, 54, 61,
 83, 303, 390, 432, 470, 555, 559, 561,
 564, 579, 582, 666
 Polunin, 657
 Porruse, 399
 Portela, Luís, xix, xxi, xxix, 533, 549
 Pressuti, Smeraldo, 583
 Primo, *voir* Roveda, G.
 Primo de Rivera y Orbaneja, Miguel,

xix, xxii, xxvii, 531, 532, 549

Quartel, Manuel Ferreira, 538, 574

Rabaté, Octave, xxxiii 384, 664
 Racamond, Julien, 382, 386, 392, 591,
 663
 Radek, Karl B., (Arnold Struthan, Karl
 Bremer), 32, 405, 417, 441, 555, 556,
 578, 670, 678
 Rainieri, 609
 Rákosi, Mátyás, (Giacomo), 81, 90, 91,
 99, 113, 115, 349, 350, 361, 577, 581,
 583, 585, 594, 615, 623, 651, 653
 Rakovskij, Christian G., 678
 Ramos, Anastácio Gonçalves, 569
 Ramos, Armando, 65, 497, 539, 569
 Ramos, Grácio, 538, 571
 Ramos, Joaquín, 533
 Rappoport, Charles, 654
 Raskol'nikov, Fedor F., (Fedor Il'in,
 Petrov), 376, 659
 Rates, José Carlos, xxii-xxv, xxxv, 12-15,
 17-19, 33-35, 51, 63, 67, 91, 116, 117,
 194, 248, 256, 273, 274, 284, 286, 287,
 309, 339, 497, 535, 537-538, 539-541,
 545, 549, 558, 566, 567, 569, 571, 573,
 574, 577, 595, 626, 632, 633, 649
 Ravazzoli, Paolo, xviii, 616, 650, 665
 Ravera, Camilla, (Silvio), xv, xxix, 616,
 623, 624, 639, 665
 Ravera, Elena, 665
 Reggiani, Carlo, 260, 264, 269, 627
 Reich, Jacob, (Thomas), 553, 554
 Renard, 115, 594
 Renaud, Jean, 44, 85, 86, 552, 563
 Renoult, Daniel, 39, 41, 42, 48, 59, 85,
 86, 560-562, 565, 582
 Repaci, Leonida, 601
 Repossi, Luigi, 231, 346, 359, 360, 372,
 590, 610, 620, 623, 625, 639, 653, 655,
 656
 Reventlow, Ernst, Graf von, 37, 556, 558
 Revoire, Léon, 426, 428, 679
 Ribeiro, Julianne, 549
 Ribeiro, Manuel, xxii, 77, 537, 541, 576-
 577
 Riboldi, Ezio, 132, 139, 152, 153, 212-215,
 231, 260, 261, 265, 266, 268-271, 287,
 487, 584, 587, 599, 601, 602, 607, 636

- Ricci, Rutilio, 643
 Rienzi, *voir* Tasca, A.
 Rieu, Jean-Baptiste Roger, 43, 93, 94,
 98, 103, 563, 583
 Rita, *voir* Togliatti, R.
 Ritoux, Jean François, 104, 591
 Rocco, Alfredo, 655
 Rochouse, 104, 591
 Rodrigues, José, 540, 541, 557
 Rodrigues, Manuel, 540
 Rodríguez Arroyo, Enrique, xxix
 Rojás, José, xxxiv, 533
 Romero, Carlos, 533
 Romita, Giuseppe, 588, 627
 Roque Júnior, Manuel, 539
 Rosa, Henrique, *voir* Sousa, H.C. de
 Rosmer, Alfred, viii-xi, xxvii, 15, 21,
 23-25, 28-30, 40, 44, 45, 53-55, 57,
 59, 78-81, 115, 380-382, 431, 437,
 454, 465, 542, 548, 550, 553, 578, 594,
 629-631, 653, 654, 662, 663
 Rosmer-Thévenet, Marguerite, 26, 226,
 227, 248, 619, 624
 Rossi, *voir* Grieco, R.
 Rossi, Carlo, *voir* Pastore, O.
 Rousset, Claude, 110, 592
 Roveda, Giovanni, (Primo), 333, 588,
 623, 647, 648
 Roy, Manabendra Nath, 376, 658
 Russo, Enrico, 599
 Ruth, *voir* Fischer, R.
 Rykov, Aleksej I., 328, 646
- Saa, *voir* Viana, Sà
 Sackin, Lazar A., 377, 659
 Sadoul, Jacques, 41, 42, 562
 Salandra, Antonio, 303, 324, 326, 358,
 638, 645
 Salazar, António de Oliveira, 628
 Sales, António, 68, 557, 572
 Salvioni, 110
 Samuelson, Oscar, 295, 635
 Sanna, Antonio, 260, 266, 268, 270, 626,
 636
 Sanselme, 109, 592
 Santaréno, Martins, 574
 Santos, Armando dos, 545
 Santos, Bernardino dos, 538, 541
 Santos, Clemente Vieira dos, 537, 543
 Santos, João Pedro dos, 22, 541, 546,
- 547-548
 Santos, José Domingues dos, 575
 Sanz, Gonzalo, 533
 Sapir, Boris M., xxix
 Saraceno, Guido, *voir* Leonetti, A.
 Sardo, Francesco Lo, 232, 621
 Sarraut, Albert, xiii, 473
 Sarrocchi, 638, 643
 Sastre, Martin, xx
 Scanziani, R., 610
 Schaffner, Edwin, 275
 Schatzkine, *voir* Sackin, L.A.
 Schaulin, 24
 Scheflo, Olav, 414, 415, 418-421, 673
 Scherrer, Edouard, (Crouillatset), 283,
 629, 631
 Schiavetti, Ferdinando, 411
 Schiavi, Alessandro, (Sticus), 199, 615
 Schifalacqua, 599
 Schlageter, Leo, 556
 Schüller, Richard, 406, 585
 Scoccimarro, Mauro, (Marco, Morelli,
 Negri), xv, xxxii, 133, 250, 254, 305,
 306, 313, 315, 330, 332, 333, 335, 355,
 356, 584, 587, 589, 590, 596, 597, 602-
 603, 611, 615, 616, 623-625, 633, 636,
 638, 639, 642, 644, 648, 651, 652, 655,
 665
 Secchia, Pietro, 650, 668
 Sedov, Léon, 677
 Seguí Rubinat, Salvador, 7, 9, 532
 Seidendelf, S., 665
 Seigne, Jean, 109, 592
 Sellier, Louis (Lyon), 93, 95-97, 582,
 591
 Sellier, Louis (Paris), viii, 26, 27, 30, 31,
 44, 45, 59, 62, 80, 93, 95, 437, 468,
 550, 551, 554, 594, 630, 653, 654
 Sémar, Pierre, xii, 362, 381-385, 390-
 393, 396, 398, 412, 413, 436, 543, 591,
 630, 653, 654, 662, 666, 668, 672
 Sembat, Marcel, 666
 Serge, Victor, 654
 Sérgio, António, 539
 Sérgio, Gastão, 581
 Serrati, Giacinto Menotti, (Massimo),
 xv, xvi, 129, 130, 134, 136, 137, 140-
 142, 148, 152, 153, 168, 177, 180, 181,
 260, 267, 297, 306, 313, 314, 331, 332,
 335, 484, 487, 584, 586, 587, 589, 599,

600, 603, 607, 616, 621, 622, 626, 627,
636, 639, 648, 656
Settimelli, 640
Severing, Carl, 451, 580
Shaw, George Bernard, 615
Sicot, Christiane, xxx
Siggi, *voir* Bamatter, S.
Silone, Ignazio, xviii, 616, 665, 675
Silva, Domingos, 545
Silva, José da, xxii, 546, 547
Silvio, *voir* Ravera, C.
Šmeral, Bohumir, 296, 376, 629, 652,
659, 667
Smilga, Ivar Tenisovič, 677
Soares, António, 573
Soares, José, 576
Sokol'nikov, Grigorij I., 678
Soleri, Marcello, 609
Solis, *voir* Pérez Solis, O.
Soncelli, Aldo, 483
Soudeille, Jean Jacques, (Souzy), 93, 94,
96, 98, 104, 582, 583
Sousa Coelho, Arnaldo, 572
Sousa Coelho, José Carlos de, 12, 65, 68,
497, 505, 534-536, 538, 539, 541, 542,
549, 558, 570
Sousa, Gaetano de, *voir* Sousa, H.C. de
Sousa, Henrique Caetano de, xxii-xxiv,
11-13, 16-18, 24 32-36 46, 55, 56, 63,
67, 68, 70, 71, 75, 496, 497, 505, 534,
535, 536, 539, 541, 557, 558, 568-572,
576
Sousa, Manuel Joaquim de, 537, 544,
547, 576, 595
Sousa, Vitor de, 557
Souvarine, Boris, viii, x, xxviii, 30, 31, 45,
54, 55, 59, 79, 85, 86, 115, 277, 279-
281, 435-437, 439, 442, 443, 454, 455,
462, 467, 468, 550-552, 554, 581, 583,
585, 592-594, 629-631, 654, 662, 676
Souzy, *voir* Soudeille, J.
Sozzi, Gastone, 665
Srebrnič, Josif, 232, 620, 639, 641
Stalin, Iosif V., viii, x, xii, xviii, 378,
464, 539, 550, 611, 630, 646, 659, 661,
665, 675, 677, 678
Stang, Emil, 414, 419, 420, 673
Stasova, Elena D., (Hertha), 375, 553, 657
Steinberg, Isaak, 295, 634
Stepanov, *voir* Mineff, S.

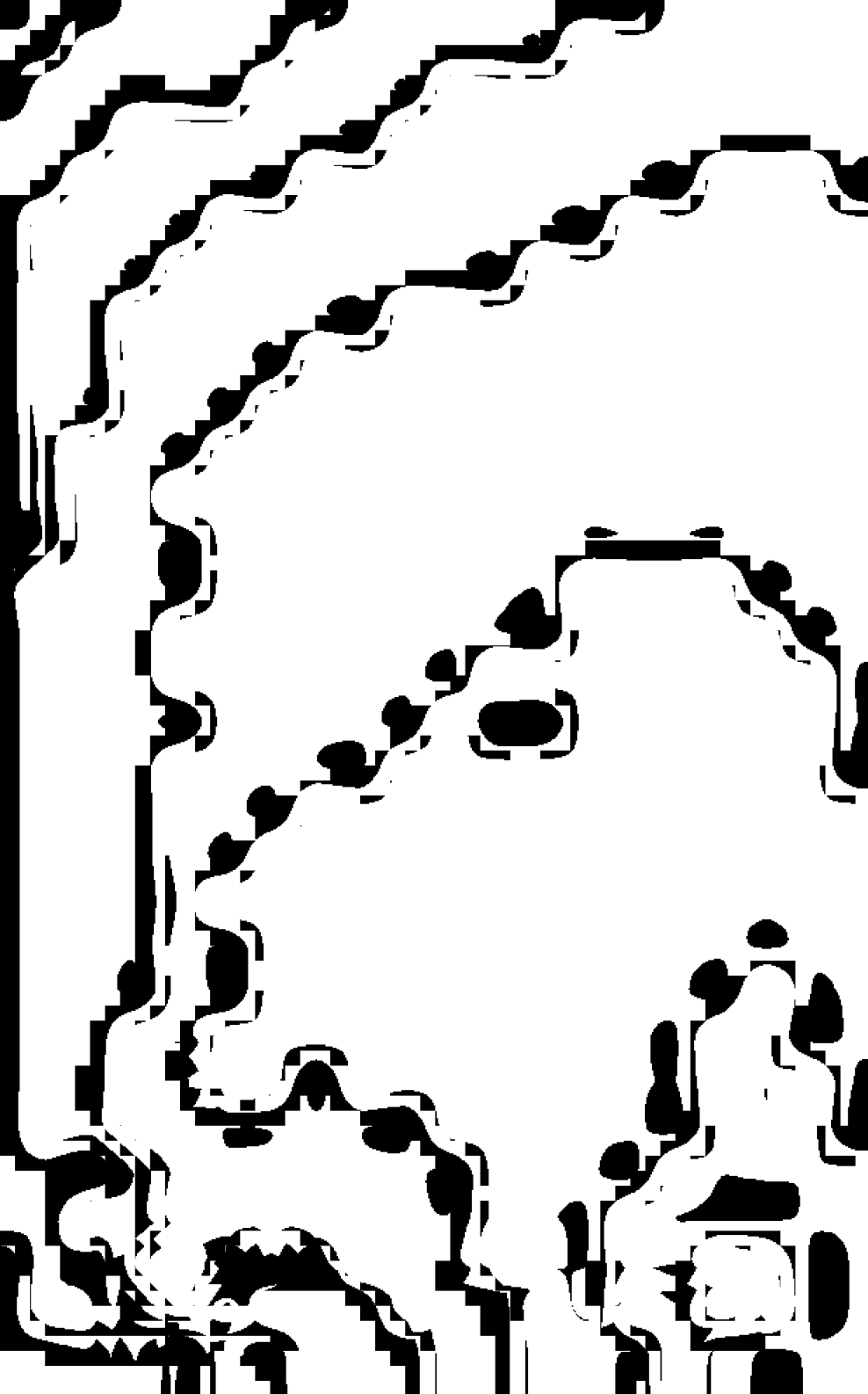
Stettler, Peter, xxx
Stinnes, Hugo, 32, 505, 555
Stirner, A., *voir* Woog, E.
Stresemann, Gustav, 38, 46, 555, 559,
561, 563, 564
Stroem, Frederik, 294, 634
Struthan, Arnold, *voir* Radek, K.B.
Sturm, Hertha, 375
Suckert, Curio, 640

Talpin, 104
Tarozzi, Leonildo, 601
Tasca, Angelo, (A. Rossi, Rienzi, Baule,
Serra, Valle), xiv-xvii, 100, 123, 154-
156, 167, 168, 176, 191, 193, 205, 206,
210, 216, 219, 225, 227, 231, 241, 250-
252, 254, 288, 289, 297, 306, 333, 334,
356, 361, 583-585, 587-590, 598, 601,
603, 607, 608, 610, 615, 617, 618, 623-
625, 633, 636, 639, 642, 647, 648, 651,
665, 671
Tchang kai-chek, 667
Tchang Tso-Lin, 670
Tchen Tu-Hsiu, 670
Teixeira, Arnaldo, 581
Teixeira Danton, A., xxii, 538, 574
Teixeira, Fausto, 557
Terracini, Umberto, (Urbani, Tran-
quillo), xv, xxxii, 118, 142, 149, 208,
209, 306, 315, 335, 350, 583, 584, 590,
596, 597, 603, 605-610, 613, 615, 616,
618, 620, 623-625, 639, 642, 643, 648,
651, 661, 665
Testard, 110, 592
Thalheimer, August, 629, 635, 658, 673
Thal, Robert, *voir* Goldenberg, M.
Thomas, *voir* Reich, Jacob
Thorez, Maurice, 382, 384, 391, 393,
398, 402, 403, 406-408, 424, 663, 677
Tichelman, Fritjof, xxix
Timmer, Charles B., xxix
Tito, *voir* Fortichiari, B.
Togliatti, Aldo, 379, 661
Togliatti, Palmiro, (Ercoli, Palmi, Trau),
vii, xiii, xv, xviii, xxviii, xxxii, xxxiii,
122, 123, 137, 192, 203, 205, 207,
208, 211, 240, 254, 287, 306, 315, 374-
376, 379, 387, 388, 400, 408, 409,
412, 413, 583, 584, 590, 596, 597, 598,

- 599, 601-603, 605-608, 610, 613, 615-618, 623-625, 633, 636, 638, 639, 641, 642, 645, 647-653, 659, 665, 668, 669, 671, 675
- Togliatti, Rita, 375
- Tommasi, Joseph, 38, 554, 560, 594, 631, 636
- Tomskij, Michail P., 404, 659, 669
- Tonetti, Giovanni, (Verdi), 121, 122, 133, 176, 211, 212, 224, 225, 260, 262, 265, 266, 268-271, 597, 599, 601, 627, 636, 648
- Torgeirson, Reinert, 421, 675
- Torres, Manuel Ferreira, 538, 557, 558, 572
- Tosoni, 599
- Tranmael, Martin, 295, 340, 634, 649, 673, 674
- Treint, Albert, viii-x, xii, 30, 31, 41, 42, 44, 45, 49, 54, 59, 62, 79-81, 85, 86, 89, 91, 95, 98, 113-115, 226, 279, 281, 362, 363, 378-380, 393, 396, 401-404, 406-408, 431, 436, 439, 550, 551, 554, 563, 579, 592, 593, 594, 619, 629, 630, 653, 657, 659, 661, 665, 675
- Tresso, Barbara, 665
- Tresso, Pietro, xv, xviii, 616, 625, 665
- Treves, Claudio, 199, 411, 584, 600, 614, 645
- Trevisano, Giulio, 584, 636
- Trilla, *voir* Léon Trilla, G.
- Trilles, Desiderio, xxxiv
- Trockij, Lev Davidovič, viii-xiii, xvii, 29, 279, 314, 441, 463, 552, 553, 563, 567, 585, 611, 617, 619, 630, 654, 661, 662, 665, 670, 675, 677
- Tulli, Enrico, 601
- Tupini, 645
- Turati, Filippo, 199, 314, 354, 584, 599, 600, 614, 615, 645, 661
- Ulrich, Barbara, xxx
- Urbani, *voir* Terracini, U.
- Vaillant-Couturier, Paul, 38, 80, 463, 560, 565, 678, 679
- Vall, Manuel, xxxiv
- Valle, *voir* Tasca, A.
- Vallet, Jean-Baptiste, 110, 592
- Vanini, Lorenzo, *voir* Mineff, S.
- Vanscaramucci, M., 620
- Varga, Eugen, 637
- Vasconcelos, Anibal de, 536, 541
- Vasil'ev, Michail I., 482
- Vassart, Albert, 384, 399, 663-664
- Vecchini, *voir* Gennari, E.
- Vella, Arturo, xv, 101, 119, 120, 123, 125, 187, 222, 239, 271, 272, 314, 348, 491, 584, 585, 588, 590, 597, 599, 617, 619, 623, 628, 642, 645
- Venegoni, Carlo, 372, 657
- Vera (= V. Grunbam?), 468
- Verdi, *voir* Tonetti, G.
- Verfeuil, Raoul, 555
- Vergniaud, 110
- Vernocchi, Olindo, 243, 314, 348, 588, 590, 623
- Viana, Sã, (Saa), 22, 52, 547, 548, 566
- Victor-Emmanuel iii, 638
- Vidal, Gaston, 554
- Vieira, Manuel de Abreu, 540, 557
- Virtanen, Niilo, 421, 675
- Vittorio, Giuseppe di, 211, 212, 260, 262, 265-271, 617, 620, 636, 638, 639, 641
- Volan, Elias, 414, 419, 673
- Volpi, Giulio, 232, 599, 621
- Vorovskij, Vaclav V., 373, 657
- Vota, Giuseppe, (Palotta, Bernardi), xv, 219, 250-252, 254, 333, 584, 588, 603, 618, 623, 624, 647, 651
- Vujović, Voia, 38, 558, 560, 675
- Walecki, Henryk, xxxiii
- War, *voir* Overstraeten, E.L.H. van
- Werth, Gérard, 562
- Wieser, Fritz, 632
- Wilhelm ii, 505
- Wittorf, John, 658
- Woog, Edgar, (Stirner), 145, 339, 605
- Yabuki, *voir* Katayama, Sen
- Yuren(i)ev, *voir* Jurenev
- Zanetta, Abigaille, 260, 266, 268, 269, 584, 620, 626, 636
- Zeigner, Erich, 578, 580
- Zetkin, Clara, 200, 585, 637
- Ziegler, *voir* Kurella, A.

Zinov'ev, Grigorij E., (Greg, Gregore),
x, xii, xvi, xx, 26, 29, 37, 46, 53, 58,
60, 79, 82, 99, 112, 118, 122, 129, 136,
149, 150, 157, 165, 177, 181, 185, 191,
194, 204, 217, 248, 252, 298, 300, 307,

362, 364, 366–368, 424, 484, 553, 563,
573, 583, 585, 587, 588, 589, 593, 596,
605, 611, 613, 630, 635, 655, 659, 661,
662, 665, 670, 675, 677







DATE DUE

[illegible]

Main

HX

237

.P37

33952

